REVUE

DES

DEUX MONDES

CV^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-SIXIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1935

I
tu

Bo
oi
av
Ve
m'

po

co
en
de

SAINT-JEAN D'ACRE

DEUXIÈME PARTIE (1)

Essad-Bey avait achevé toutes les cigarettes de son étui. Il se leva pour aller en chercher d'autres. Quand il revint il était porteur d'une espèce de cahier à couverture parcheminée, qu'il me tendit.

— Qu'est-ce que cela ?

— Le journal tenu en Syrie par un officier de l'armée de Bonaparte. Il a connu le capitaine Boyer. Il y a là des pages où il est question de mon bisaïeul, et des événements auxquels, avec des fortunes diverses, ils ont été l'un et l'autre mêlés. Vous plairait-il d'en prendre connaissance ? C'est, si je ne m'abuse, un document qui a son intérêt.

— Comment est-il venu en votre possession ?

Il eut un geste qui pouvait signifier que ce n'était pas, pour l'instant, ce qui importait le plus.

Carnet de route du capitaine Jalabert
Adjudant-major au 18e Dragons

Saint-Jean d'Acre, 26 mars 1799. — Il y a du nouveau, et, comme par hasard, c'est nous, les cavaliers, qui allons avoir encore à marcher. Après avoir été sans cesse en avant-garde, depuis Suez, à essuyer les coups de feu, nous pensions que ça

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

allait être un peu au tour des pousse-cailloux de travailler. Va te faire fiche : nous sommes de nouveau désignés. Pour aller où ? Bien entendu, personne n'en sait rien, même pas Régis, l'aide de camp de Murat. Patientons ! Murat est en ce moment-ci avec Berthier, dans la tente du général en chef, pour recevoir les ordres. Régis m'a dit qu'il y avait eu hier au soir une scène violente. Murat a égaré, il y a trois jours, un de ses gants de chamois à soutaches d'argent, auxquels il tient tant, et il a prié Berthier de porter la chose à la connaissance de l'armée par la voix du rapport, pour qu'on le lui retrouve. Là-dessus, Bonaparte s'est fâché. Il a dit que le rapport n'était pas fait pour cela, et qu'il n'y avait pas lieu de s'affubler en campagne d'une tenue de carnaval. Il paraît que Murat faisait une tête ! Pour se remettre bien en cour, ça va être de sa part du zèle, encore du zèle. Et, bien entendu, c'est nous qui allons trinquer.

Je viens de voir Régis. Le détachement commandé par Murat va être ainsi composé : 2 pièces de canon, 200 cavaliers, 500 hommes d'infanterie légère et des vivres pour quatre jours. Nous partons demain matin. Pour où ? Bien fin qui le devinerait. Je suis désigné pour m'occuper du fourrage. C'est ce qu'il y a de plus ennuyeux comme corvée.

Régis, en me parlant, avait l'air tout drôle. Il m'a demandé, mine de rien, si je connaissais la langue arabe. Il le sait bien, que je la connais.

Impossible de faire une partie de cartes. Il n'y a pas de lune et interdiction d'avoir de la lumière dans les tentes. Un vaisseau anglais, qui s'appelle *le Tigre*, vient de nous envoyer une bordée de boulets. On les lui réexpédiera demain, en franchise.

27 mars. — C'est décidément la journée des coups de théâtre. *Primo* : à sept heures du matin, nous apprenons que le détachement doit partir à huit heures et demie. Direction, un endroit du nom de Safed, au nord d'un autre endroit du nom de Tabarieh. Il s'agit de reconnaître et de surveiller un point sur la route de Damas, où se trouve la cavalerie du Djezzar. Il ne faut pas que ces bougres-là viennent tomber dans le dos de l'armée. *Secundo :* au moment où nous allons nous mettre en selle, contre-ordre : l'assaut d'Acre est décidé

pour demain 28, et Bonaparte tient à avoir tout son monde avec lui. *Tertio :* vers dix heures, tandis que je m'occupe de faire décharger mon fourrage, Régis apparaît avec une figure toute tourneboulée. Murat m'attend, paraît-il, à dix heures et demie. J'ai juste le temps d'aller me mettre en tenue. Quand on a l'honneur d'appartenir au 18e dragons, ancien régiment du roi, parements verts et revers roses, on n'a pas à rougir d'en revêtir, le plus souvent possible, l'uniforme de parade. On n'en a pas si souvent l'occasion.

Murat m'attend. Il est lui-même en grande tenue, avec son dolman écarlate et son kolback de fourrure marron. Je ne sais pas comment il ne crève pas de chaleur là-dedans. Il m'examine en connaisseur. Il sourit. Je vois qu'il est satisfait.

— Il paraît que tu sais l'arabe? me dit-il à brûle-pourpoint.

Qu'est-ce qu'ils ont tous à me demander cela? Je commence à me méfier! Trop tard. Je ne me suis que trop vanté d'avoir appris au Caire cette damnée langue. Impossible de reculer.

— C'est exact, citoyen général.

— Assez pour le parler correctement? Pour conduire de façon courante une conversation avec les gens du pays?

— Oui, je crois.

— On va bien voir. Tant pis pour toi, si tu te couvres de ridicule. Régis?

Régis, que j'avais laissé à croquer le marmot au dehors, apparaît sur le seuil de la tente.

— Mon général?

— L'autre est-il là? Bien. Fais-le entrer.

Je regarde et je reconnais qui? Dorat, mon ami Dorat, du 7e hussards. Nous avons été nommés capitaines le même jour, après Chebreiss. Murat l'examine, fait la moue. Je ris sous cape. Dorat n'est pas le quart aussi élégant que moi. Mais comment voulez-vous avoir une autre dégaine avec cette grotesque culotte rouge et cet idiot de mirliton à plumet noir?

— Il paraît que tu sais l'arabe?

La même question! Je l'aurais parié. Bien sûr, Dorat sait l'arabe. Pas la moitié aussi bien que moi, mais enfin, il le sait. Nous avons eu au Caire le même professeur, oui, une dame de la meilleure aristocratie copte, que le traître m'a d'ailleurs soufflée. Je m'en suis vengé en lui gagnant au

pharaon, — jeu de circonstance, — une véritable petite fortune.

Pour le moment, il est plus rouge que sa culotte.

— Bien, dit Murat, suivez-moi tous les deux.

Où nous mène-t-il ? Je fais un signe à Régis. L'animal affecte de ne pas comprendre. Quant à Dorat, il écarquille ses gros yeux. Il n'en sait pas plus long que moi.

Des chevaux sont là, celui de Régis, celui de Murat, puis deux autres, que notre général nous ordonne d'enfourcher. En route ! Nous voilà longeant les derrières de la division Kléber, puis passant devant le parc d'artillerie. Le poste des guides à pied sort en hâte et présente les armes. Murat salue. Je n'ai jamais vu quelqu'un saluer comme lui.

Du diable si je devine où il nous conduit ainsi ! Je regarde ma montre à la dérobée : onze heures moins cinq. Le rendez-vous doit être pour onze heures. Mais avec qui ? Nous arrivons au quartier général. Serait-ce chez Berthier ?... Tonnerre de tonnerre, Murat vient de mettre pied à terre. La tente du général en chef !

Je donne un coup de coude à Dorat. Il me repousse. Je ne suis tout de même pas aussi affolé.

Le général Andreossy est là, qui nous accueille.

— Nous sommes à l'heure, dit Murat.

— Vous pouvez entrer.

Régis reste dehors. Nous entrons. Il fait sombre là-dedans. La tente est pleine de monde. Le général Kléber, debout, dont la tête affleure presque le plafond de toile ; Lannes, Dommartin, Caffarelli... Dans un coin, le général Reynier, avec un capitaine de grenadiers. Deux ou trois aides de camp, au garde-à-vous. Et le général en chef, où est-il ? Je l'aperçois, agenouillé par terre, sur un tapis, où est déployée une carte. Berthier est à côté de lui. Si un boulet du Djezzar s'en venait taper là, dans le tas, on ne peut pas dire que le pointeur aurait perdu sa journée.

Il y a aussi, en arrière, un vieux bonhomme vêtu de blanc, une espèce de janissaire dont la tête ne me revient pas.

— Qu'y a-t-il encore ? Est-ce qu'on ne peut pas me laisser la paix ?

La voix de Bonaparte ! Il n'a pas l'air de bonne humeur. Je regarde Dorat. J'ai l'impression qu'il aimerait autant être ailleurs. Moi aussi, du reste.

— C'est le général Murat, explique Berthier.

— Ah ! très bien, une minute et je suis à vous.

La minute s'écoule, puis une autre. Bonaparte se relève enfin. Lannes et Kléber, Caffarelli et Dommartin sortent, ainsi que les aides de camp. Il ne reste plus dans la tente que Berthier, le général Reynier et son pousse-cailloux, le vieux Turc dont la figure ne me revient pas ; plus, bien entendu, Murat et nous.

— Voici les trois officiers en question, mon général, dit Berthier.

— Approchez-vous, ordonne Bonaparte.

Le général Reynier s'avance le premier. Tiens, mais je le reconnais, l'officier qui est avec lui. C'est un capitaine de sa division, qui a eu une assez belle conduite à El-Arich, un ami de Dorat. Dorat, je ne sais pourquoi, a toujours eu la manie de frayer avec les fantassins.

Reynier le présente.

— Capitaine Boyer, de la 9e demi-brigade, commandant la compagnie de grenadiers du 2e bataillon.

Bonaparte regarde Berthier.

— J'aurais préféré trois cavaliers.

— On n'en a trouvé que deux parlant couramment l'arabe, mon général, répond Berthier.

— Tant pis, dit Bonaparte. Est-ce qu'il monte bien à cheval, au moins ?

— Admirablement, répond Reynier.

J'ai envie de rire. Comment le général Reynier peut-il engager sa parole aussi à la légère ? Un capitaine de grenadiers !

— J'ajoute, poursuit Reynier, que s'il ne fait pas l'affaire, je m'en consolerai très aisément. C'est un de mes plus braves officiers, et ça ne m'amuse pas de le perdre.

Comment Reynier ose-t-il parler au général en chef avec cette sécheresse ! Je sais bien que, depuis le début de la campagne, ils sont en froid.

— Il suffit, dit plus sèchement encore Bonaparte. A votre tour, général Murat.

Murat s'avance, et nous présente, moi et Dorat. J'ai l'impression que le général en chef me reconnaît.

— Beau soldat ! C'est bien toi qui, le 20 nivôse, a pris un canon à Damiette ?

Je n'ai pu prendre le 20 nivôse un canon à Damiette, pour cette unique raison, que, ce jour-là, j'étais à Katiéh. Mais n'importe, j'incline la tête. Je connais Bonaparte. Je sais qu'il ne faut pas le contrarier.

— Alors, demande-t-il, il est bien vrai qu'ils parlent l'arabe tous les trois?

— Oui, citoyen général en chef, répondent ensemble Reynier et Murat.

— C'est ce que nous allons voir tout de suite. Berthier, on peut commencer. Où est Abdallah bey?

Berthier nous fait signe d'approcher. Nous nous alignons devant la table de Bonaparte. Boyer d'abord, qui est, paraît-il, le plus ancien, puis moi, puis Dorat. Là-dessus, Bonaparte fait un autre signe, et nous voyons s'avancer vers nous l'espèce de Turc dont la tête ne me revient pas.

— Tu sais ce que j'attends de toi?

— Oui, soleil des vivants, répond, avec une profonde révérence, cette vieille canaille.

— C'est bien, vas-y. Nous écoutons!

La drôle de conversation! C'est le Turc qui interroge le capitaine Boyer. Il lui pose les questions les plus extravagantes, auxquelles l'autre répond sans se démonter, et ma foi! dans un arabe excellent. Il lui demande s'il préfère la couleur de la fleur de l'amandier, ou celle des neiges de l'Hermon quand l'aurore se lève; ce qu'il y a de plus doux, l'affection d'un frère ou la croupe d'un jeune coursier.

Boyer s'enhardit. Il parle, parle. Le vieux approuve, avec de petits clignements d'yeux satisfaits.

— Au suivant! ordonne Bonaparte.

Le suivant, c'est moi! Le vieux me demande quel a été le plus beau jour de ma vie. Il me dégoûte, mais je sens qu'il faut me le concilier, et je lui riposte que c'est celui où j'ai entendu la première fois le chant du muezzin. Il a l'air un peu étonné. Il me demande ce qui est préférable : une outre d'eau fraîche dans le désert, ou la certitude d'avoir toujours dit la vérité; j'opte aussitôt pour ce second avantage. Il veut savoir ce qu'une femme a le devoir d'admirer le plus : la flamme qu'on voit dans le regard d'un jeune homme comme moi, ou la lumière que distillent les yeux d'un vieillard comme lui. Je lui réponds que la malheureuse qui aurait le

malheur d'hésiter devrait être cousue dans une peau de bouc, en compagnie d'une paire de renards, et jetée dans une citerne. Il n'insiste plus.

— Eh bien? interroge Bonaparte, lorsque le vieux en a fini avec Dorat, qui lui, le malheureux, a bafouillé tant qu'il a pu.

Le vilain farceur se prosterne de nouveau, attestant que nos réponses ont été sublimes, admirables, qu'à notre science de la langue arabe nulle autre ne saurait être comparée; que si nous voulions entreprendre immédiatement le pèlerinage de la Mecque, personne, parmi les vrais croyants, n'y verrait que du feu.

— Il y en a tout de même un qui a dû répondre mieux que les autres, fait Bonaparte avec un geste agacé.

Le vieux proteste que dans la perfection il n'y a pas de degrés; que si, pourtant, il se trouvait dans l'obligation... Finalement, il m'a classé au troisième rang. C'est ce que je prévoyais. Fasse le ciel que nous nous rencontrions un jour seul à seul, au coin d'une petite mosquée!...

Qu'est-ce que c'est, diable! que cette canonnade? On dirait que c'est la batterie de brèche qui donne. L'heure de l'assaut aurait-elle été avancée?

Ramah, 30 mars. — Je n'ai pas eu une minute pour écrire un mot, depuis trois jours. Et pourtant, ce n'est pas la matière qui a manqué.

Il est six heures du soir. Nous bivouaquons ici, après cinq heures de marche abominable, dans des chemins où nous avons failli laisser nos deux canons. Les habitants de ce village sont de braves gens. Ils viennent de nous apporter pour notre dîner des galettes et des œufs sur le plat. Nous repartons demain à l'aube. La colonne sera le soir à Safed. Et nous, après-demain, qui sait où nous coucherons tous les trois?

En attendant, le premier assaut qui devait nous rendre maîtres de Saint-Jean d'Acre, est manqué. L'adjudant général Laugier est mort. L'adjudant général Escale, aussi, ainsi qu'une dizaine de camarades, et une centaine de pauvres diables. Bonaparte se chargera de faire payer au Djezzar tout cela, avec les intérêts.

Nous sommes, moi, Dorat et Boyer, comme qui dirait

sacrés, depuis que nous avons les lettres du général en chef dans nos poches. Boyer, dont la compagnie était désignée pour monter à la brèche avant-hier matin, a reçu du général Reynier l'ordre formel de passer son commandement au lieutenant le plus ancien. Même ordre de Murat à moi et à Dorat. Faut-il que Bonaparte tienne à voir son courrier arriver à bon port! Je suis certain qu'il serait fou de rage, s'il pouvait m'apercevoir consignant ici tous ces détails-là. Mais, baste! j'en serai quitte pour joindre mon carnet à sa lettre, en cas de trop mauvaise rencontre. Ma mémoire est courte. Elle laisse échapper presque tout ce que je n'écris pas.

Ce Boyer, vraiment, n'a pas l'air d'un mauvais bougre, et nous ferons tous deux un très bon ménage, bien que je regrette de n'avoir pas Dorat avec moi plus longtemps. Enfin, il n'y a rien à dire. Ce n'est même pas le général, c'est le sort qui s'est prononcé. Drôle d'idée, entre nous! Bonaparte serait-il superstitieux? Tâchons de nous rappeler à peu près comment ça c'est passé. Dans une semaine seulement, il serait trop tard; et ce serait certes dommage. Onze heures et demie, oui, c'est cela, il pouvait être onze heures et demie, et le vieux lascar habillé de blanc venait d'achever de nous faire passer son petit examen. Celui-là, si jamais je le coince un jour quelque part! Enfin, peu importe! Bonaparte avait l'air content. C'était l'essentiel.

Content, par exemple, qui devait moins l'être, c'était Murat, c'était Reynier : quand Berthier leur a fait comprendre, aimablement, qu'ils pouvaient disposer, ils en ont fait une tête! Le vieux lascar blanc, il était déjà expédié. Nous restions donc seuls tous les cinq, moi, Bonaparte, Berthier, Dorat et Boyer. Le général en chef marchait en rond, les mains derrière le dos, et je vous prie de croire qu'aucun de nous n'avait envie d'interrompre sa promenade. Tout à coup, il s'est arrêté devant Dorat.

— Es-tu marié?

C'était réellement le jour des questions extraordinaires.

— Non, citoyen général en chef, a répondu Dorat, avec une figure qui n'aurait pas manqué de me faire pouffer de rire, en d'autres circonstances, et aussi si je n'avais pas commencé à me sentir vaguement inquiet.

— Non, citoyen général en chef, avons-nous répondu, Boyer et moi successivement.

— Tant mieux, a murmuré Bonaparte. J'aime autant ça.

Il a ajouté, s'adressant au chef d'état-major général :

— Ils ne connaissent pas leur bonheur, n'est-ce pas, Berthier?

Et tous deux de rire! Nous, nous ne savions plus quelle contenance garder.

— Maintenant, écoutez-moi bien, a dit Bonaparte, et tâchez d'ouvrir vos oreilles, car je n'aime pas à me répéter.

Il s'est assis. Berthier se tenait debout, derrière lui, nous observant, pour voir si nous comprenions, et scandant du doigt, en un geste machinal, chacune des petites phrases sèches de ce terrible homme.

— A partir d'aujourd'hui, vous ne comptez plus à vos unités. Vous figurez, pour ordre, au corps de mes guides. Une tente est préparée, que vous occuperez tous les trois, jusqu'au moment du départ du détachement Murat, avec lequel vous vous mettrez en route. D'ici là, vous êtes à ma disposition. Interdiction à quiconque de vous désigner pour quelque service que ce soit. Premier point. Répète, toi.

Il me désignait. J'ai répété du mieux que j'ai pu. Combien j'étais plus à mon aise, un quart d'heure plus tôt, à causer en arabe de la lune et du soleil avec le vieux pirate blanc!

— Bon! Second point : vous allez faire visiter vos chevaux par le vétérinaire en chef. S'il y en a un qui ne donne pas satisfaction, à vous ou à lui, qu'il soit immédiatement remplacé. Vous choisirez vous-même la bête qui vous conviendra. Troisième point, — ceci est très important : la colonne Murat, avec laquelle vous partez, se dirige sur Safed. Jusqu'à Safed, vous porterez vos uniformes habituels. A partir de Safed...

A ce moment, le doigt de Berthier, qui se trouvait levé, est resté en l'air.

— A partir de Safed, vous aurez à revêtir des effets que vous emporterez avec vous, et qui vous attendent dans votre tente, des effets indigènes, analogues à ceux que vous voyez aux montagnards druzes qui viennent au camp nous vendre des produits de la région. Mêmes instructions quant à vos chevaux : à partir de Safed, ils devront être sellés comme le sont ceux des gens du pays. Mêmes instructions pour les armes, pistolets ou sabres, dont vous tiendriez à être munis.

Un conseil enfin, plutôt qu'un ordre : toujours à partir de Safed, même quand vous croirez n'être qu'entre vous, veillez à ne plus converser qu'en arabe. Ce sera beaucoup plus prudent, croyez-moi.

J'ai regardé Dorat, à la dérobée, puis Boyer. Ils étaient tous les deux impassibles, en apparence seulement, je suppose.

A ce moment, Bonaparte s'est levé. Il est plus grand qu'on ne l'imagine.

— La carte numéro 8! a-t-il commandé.

Berthier s'en est allé chercher dans un coin un rouleau de cartes. Il en a pris une, qu'il a déployée sur le tapis.

— Agenouillez-vous! a ordonné alors Bonaparte. Toi, le fantassin, à droite de la carte. Toi, le hussard, à gauche. Et toi, le joli dragon, en face.

Et me mettant la main sur l'épaule, il s'est lui-même agenouillé à côté de moi. Qu'est-ce que je n'aurais pas donné pour que les gens de Goderville, ma cité natale, pussent m'apercevoir en cette minute, eux et ma mère, ma pauvre mère qui a fait tant de sacrifices pour moi?

— Chacun de vous va recevoir une carte pareille, a dit Bonaparte. En attendant, regardez bien celle-ci.

C'était une carte de Syrie. Elle était barrée, du sud au nord, d'un gros trait au crayon rouge. Aux deux tiers environ de ce trait, s'embranchait une autre ligne, au crayon bleu, celle-là, qui filait dans la direction de l'est.

— Approchez encore! a répété Bonaparte, baissant la voix. Regardez bien ce gros trait rouge. Il part de Safed. Il n'y a pas lieu de vous occuper du parcours de Saint-Jean d'Acre à Safed, une quinzaine de lieues, puisque vous serez avec Murat, qui a les instructions nécessaires. Mais, à Safed, vous voyez cette route, elle s'enfonce dans le Liban, avec le souci de passer aussi loin que possible des territoires de Beyrouth et de ceux de Damas, infestés par les bandes de Djezzar. Le premier point qui y est marqué, — là, tenez, ce cercle rouge, — c'est un village du nom de Merdjayoum, distant environ de quinze lieues de Safed.

Ses yeux perçants ne nous quittaient pas. Sa voix se faisait de plus en plus sourde.

— De Merdjayoum au village d'Hermel, seconde partie du trajet, il y a un peu moins de quarante lieues. On coupe la route

de Damas à Beyrouth. Là, il faudra aller plus vite, et se méfier davantage. Regardez Hermel, à la hauteur de Tripoli, déjà beaucoup plus haut que Damas. Regardez bien. Qu'y voyez-vous?

C'était d'Hermel que se détachait, en direction de l'est, le trait au crayon bleu dont je viens de parler.

— Troisième partie du trajet, a repris Bonaparte. Continuez à suivre, vers le nord, la ligne rouge. Elle s'arrête au couvent de Saint-Georges, dans les montagnes des Ansariehs. D'Hermel au couvent de Saint-Georges, il y a seize lieues. Bon, maintenant, suivons, toujours à partir d'Hermel, la ligne bleue; elle s'arrête une douzaine de lieues plus loin, au sud de Homs, à cet endroit qu'on appelle El Bordj. Récapitulons! De Safed à Merdjayoum, quinze lieues; de Safed à Saint-Georges, soixante et onze lieues; de Safed à El Bordj, à peu près soixante-sept. Trois itinéraires, donc. Un pour chacun de vous. Vous m'avez compris?

Bonaparte s'est relevé.

— Je ne vous ferai pas l'injure de vous parler ni des difficultés, ni des périls que votre mission comporte. J'ai confiance en vous. Je sais que chacun fera son devoir avec toute son intelligence et tout son cœur. S'il en est pourtant un qui craint de ne pas être à la hauteur de sa tâche, qu'il le dise tout de suite! Il ne doit pas manquer dans l'armée de braves gens pour le remplacer.

Vous pensez si l'un de nous a pris la parole pour dire qu'il était celui-là! Sa carrière eût été désormais assurée, et comment!

— Ça va, alors, a dit Bonaparte. Berthier, les enveloppes!

Le chef d'état-major général a déposé sur la table trois enveloppes qu'il venait de retirer d'un coffret, Bonaparte les a étalées devant lui.

— Les trois itinéraires en question, a-t-il expliqué, sont consignés sur chacune de ces enveloppes. Chacun de vous aura également un exemplaire de la carte que voici. Mais vous vous arrangerez pour en posséder tous les détails dans la tête, afin de pouvoir continuer votre route sans les documents écrits, au cas où ils viendraient à vous manquer.

Il a ouvert les enveloppes, qui n'étaient pas cachetées. Chacune d'elle en contenait une autre, cachetée, celle-là, au sceau personnel du général en chef.

— Première enveloppe, a-t-il dit; elle correspond à l'itinéraire n° 1, celui qui va de Safed à Merdjayoum. Regardez cette suscription : c'est le nom du personnage auquel celui de vous à qui elle va être confiée aura à la remettre.

Nous avons lu, tracé de la main même de Bonaparte, l'adresse suivante : « A Sa Hautesse l'Émir Chehab, en son palais de Hasbeya. »

— Hasbeya n'est qu'à trois lieues de Merdjayoum, à dix-huit lieues de Safed, en tout et pour tout. Celui de vous à qui va échoir cette enveloppe n'aura pas à se plaindre. Les chevaux des deux autres auront davantage l'occasion de se fatiguer.

Il a pris la seconde enveloppe.

— « A Sa Hautesse le Sultan Ibrahim Gharib, en son château fort de Masyaf », a-t-il continué. Cette enveloppe correspond à l'itinéraire qui joint Safed au couvent de Saint-Georges. Soixante-dix lieues, plus une douzaine de lieues supplémentaires pour gagner Masyaf, suivant un parcours qui sera indiqué à Saint-Georges. Et voici, enfin, la dernière enveloppe, celle qui correspond à l'itinéraire n° 3, le trajet Safed El Bordj : soixante-dix lieues également. Cette troisième enveloppe est destinée au cheikh Ali Soliman, dont je ne connais pas exactement la résidence actuelle. A El Bordj, le porteur trouvera de quoi être renseigné.

Il nous a regardés fixement.

— Je fais appel à tout votre honneur, à tout votre esprit, à toute votre discrétion. L'émir Chehab est le chef vénéré de la nation druze. Le sultan Gharib commande aux Ismaéliens, le peuple le plus courageux des montagnes de la Syrie septentrionale. Enfin le cheikh Soliman impose sa loi aux Anézés, la confédération bédouine dont les terrains de parcours s'étendent du Liban à l'Euphrate. Tous ces gens-là sont des ennemis jurés du pacha d'Acre. Ils n'attendent qu'un signe de nous pour entrer dans notre alliance. Les lettres que voici n'ont d'autre but que de les y décider.

Parlant de la sorte, il a pris un livre sur la table et me l'a tendu.

— Ouvre ce livre, au hasard!

C'était l'ordonnance provisoire du 17 prairial, an V, sur l'Organisation du service des places.

— Dis-moi la première lettre que tu auras lue, en haut et à gauche.

— *S*! ai-je dit, après avoir obéi, de plus en plus éberlué.

— A ton tour! a-t-il dit alors à Dorat.

— *E*.

— A ton tour! a-t-il dit à Boyer.

— *G*.

— Le sort en est jeté, a dit Bonaparte, refermant le livre. Prenez note, Berthier.

Il a tendu alors à Dorat l'enveloppe destinée à l'émir des Druzes.

— Lettre *E*! La plus haute sortie! C'est toi qui vas avoir à te rendre à Hasbeya.

Il s'est ensuite tourné vers Boyer.

— *G*, la lettre qui vient après. Capitaine Boyer. Voici l'enveloppe à remettre à Masyaf, l'émir des Ismaéliens. *S*, enfin, capitaine Jalabert : voilà pour le cheikh Soliman, dont tu te débrouilleras, à El Bordj, pour te faire indiquer l'adresse exacte.

Nous demeurions, muets, nos enveloppes à la main. Il a souri de notre ébahissement.

— Procéder autrement eût été injuste, a-t-il dit. Il y a un parcours qui est moins long et moins dangereux que les deux autres. Comme vous êtes pour moi des éléments de valeur égale, interchangeables, je m'en suis remis au sort du soin de décider. Quoi de plus naturel? Je crois que c'est tout. Tenez-vous donc prêts à partir, en même temps que la colonne Murat. Vous irez avec lui jusqu'à Safed, que vous quitterez ensemble tous les trois. Jusqu'à Merdjayoum, vous serez réunis? Ensuite, jusqu'à Hermel, vous serez deux encore. Après Hermel...

Il eut un geste.

— Bonne chance, je ne vous en dis pas davantage. Berthier...

— Citoyen général en chef.

— Vous leur ferez compter à chacun les sommes que j'ai prévues, en piastres d'or turques. Ah! il est bien entendu, n'est-ce pas, que c'est en mains propres que chacun de vous devra remettre la lettre dont il est porteur. A l'aller, il s'agira de ne pas perdre une minute. Au retour, vous pourrez vous

inspirer un peu plus des circonstances, et du soin de votre sécurité. Autre chose encore. Les lettres ne doivent pas tomber entre des mains ennemies. Si les événements sont tels qu'elles en courent le risque, détruisez-les.

Une dernière fois, il nous a regardés.

— L'un de vous a-t-il une question quelconque à me poser ?

Une question ! Comme c'est commode, quand on a, braqués sur soi, des yeux pareils, à vous faire rentrer sous terre. Aussi avons-nous manqué, moi et Dorat, tomber de notre haut, lorsque nous avons vu l'autre, le fantassin, se raidir au garde à vous, la main à la tempe, indiquant bien qu'il voulait parler.

— Qu'est-ce que c'est ? a demandé Bonaparte.

— Citoyen général en chef, chacun de nous ne devra, cela va de soi, détruire la lettre dont il est porteur qu'en dernière extrémité. Que si pourtant il arrive, par hasard, que, le péril conjuré, il est encore vivant, que devra-t-il faire ? Continuer sa route ?

— Oui.

— Parvenu au but de sa mission, et n'ayant plus de lettre à remettre, il aura sans doute quelque chose à dire. Quoi ?

Un instant, Bonaparte a paru hésiter. Puis, frappant sur l'épaule de Boyer.

— Tu as raison. C'est un cas qu'il est bon de prévoir.

Il a jeté un coup d'œil du côté de Berthier. J'ai eu l'impression que, seul avec nous, il aurait été plus loquace.

— Je m'en remets à vous, a-t-il fait. Vous n'aurez qu'à dire à votre interlocuteur ce que vous pensez de votre général, et de l'armée, et aussi de la France. Il comprendra où sont ses véritables intérêts. Allons, au revoir. Ah ! j'oubliais encore une chose...

Nous étions tous les trois figés devant lui. De nouveau, il a souri de ce sourire avec lequel il nous emmènerait jusqu'en Amérique.

— Vous vous souvenez qu'à Safed vous devez abandonner vos uniformes. Vous pouvez leur dire adieu, désormais. Car, lorsque l'un de vous reparaîtra devant moi, le plus tôt possible, j'espère, ce sera avec les épaulettes de commandant. Vous pouvez disposer.

C'était fini. Nous nous sommes rendus dans la tente qui nous a été réservée, tout près de celle de Berthier. Et nous

sommes restés là tous les trois, un bon quart d'heure, sans mot dire, à nous regarder.

Safed, 2 avril. — Depuis Ramah, nous ne nous sommes pas arrêtés d'escalader des rochers à pic. Si ça doit être tout le temps ainsi, durant les soixante-dix lieues qu'il me reste à faire, j'accepte de ne jamais porter les épaulettes de commandant. Il est deux heures de l'après-midi. Murat vient de nous quitter pour prendre la tête d'une moitié de son détachement, celle qui va reconnaître le pont de Yaqoub, tandis que l'autre se dirige sur Tabarieh. Nous voici désormais seuls tous les trois, à l'intérieur d'une ignoble masure de boue séchée, à l'entrée du village absolument désert, avec nos chevaux qui piétinent devant la porte. Nous avons pensé, d'accord avec Murat, que c'était mieux ainsi. Ça nous a permis de revêtir notre défroque de Maugrabins en évitant les commentaires de la troupe, et en ne risquant pas surtout d'attirer l'attention des espions, dont il paraît que toute la région est farcie. Il vaut mieux que les assassins de Djezzar n'entendent parler que le plus tard possible des trois singuliers serviteurs d'Allah qui vont tout à l'heure s'engager dans les défilés des montagnes du Nord.

Drôle de pays ! Il n'y a pas un instant, je causais avec Régis, décidément plus empoté que jamais. Devinerait-on ce qu'il vient de m'apprendre, cet animal ? Que Tabarieh, ce n'est autre chose que Tibériade, oui, le Tibériade de notre histoire sainte, au bord du lac du même nom. Cet idiot de Régis est ravi parce qu'il espère, que, demain, ils vont manger du poisson. Drôle de pays, je le répète. Tout y est comme ça. Partout des endroits que l'on risque de ne pas apprécier comme il faut, si l'on n'a pas beaucoup d'instruction. Moi, d'ailleurs, pour être franc, je m'en contrefiche. Ce n'est pas sur ce genre de curiosités que je me propose d'ouvrir l'œil, et le bon.

Hier, entre Ramah et Safed, pas une rencontre, pas un berger s'enfuyant devant nous, pas un bêlement de brebis. Rien que le désert et le silence, ce silence mille fois plus impressionnant que les coups de fusil. Puis, soudain, un peu avant Safed, à l'entrée d'un affreux petit village du nom d'Aïn Zeitoun, quelque chose, quelque chose qui semblait nous regarder venir : sur quatre pieux, quatre têtes coupées. On les

a reconnues: quatre têtes de soldats de la 32e qui ont dû s'écarter pour aller à la maraude, et que ces bandits n'ont pas ratés. Les brigands auront ensuite apporté ces têtes jusqu'ici, pour nous souhaiter la bienvenue et nous prouver qu'en dépit des apparences, nous ne cessons pas d'être surveillés. Ça a dû tout de même faire courir un petit froid dans le dos de nos hommes, car les plus braillards l'ont instantanément « bouclé ». Nous étions pourtant sept cents, bien comptés : « Mes petits lapins, ai-je eu envie de leur dire, quelle tête feriez-vous, s'il vous fallait tout à l'heure vous enfoncer à trois dans ces chemins qui n'ont pas vu, depuis la Croisade, sans doute, un seul soldat français ? » C'était aussi, je me le figure, ce que devaient penser Dorat et Boyer, car je les ai vus échanger à la dérobée un regard qui en disait long.

Il y a à peu près une demi-heure que Murat a pris congé de nous. Il nous a embrassés, moi et Dorat, puis, s'arrêtant devant Boyer : « Tant pis! il faut lui aussi que je l'embrasse. » Fallait-il qu'il fût ému ! Un fantassin ! C'était la première fois que ça devait lui arriver de sa vie !

A présent nous sommes seuls. Nous venons de voir disparaître sur la crête, en haut de Safed, un plumet rouge et noir, le plumet du dernier hussard du détachement. Il fait triste et doux. Et toujours ce silence ! Allons, un peu de cœur, sacré nom d'un chien! Je me drape dans mon burnous. Je vérifie, dans la poche intérieure de mon caftan, la présence de la fameuse lettre, la lettre que je dois remettre à ce brave ami Soliman, monarque des déserts de toutes les Syries. En selle donc ! Et que le diable nous prenne en pitié ! Et vive la République une et indivisible!

Le soleil matinal brillait sur la coupole bleue et blanche du couvent. En bas, dans la cour centrale, pleine de fraîcheur et d'ombre, les hirondelles se poursuivaient sous les arceaux. Surplombant directement les murailles, la sombre masse des montagnes et des forêts environnantes montait dans le ciel.

Une des fenêtres donnant sur la cour s'ouvrit. Un religieux à barbe blanche y apparut.

— Qu'est-ce que c'est que ce bruit, frère Bacos ?

— Mon Père, ce sont des moukres.

— Qu'est-ce qu'ils veulent ?

— Ils viennent d'Hermel. Ils ont avec eux un blessé, qu'ils conduisent ici. Et ils vous apportent une lettre, une lettre de la famille Hamadé.

— Donne.

Le Supérieur prit, à travers les barreaux de la fenêtre, la lettre que lui tendait le frère Bacos.

— J'arrive, dit-il, y ayant jeté un rapide coup d'œil.

Il passa dans une autre cour, plus vaste, et qui était celle sur laquelle s'ouvrait la lourde porte d'entrée du couvent. On y admettait les chameaux et les animaux de bât, afin de pouvoir les charger ou les décharger avec plus de commodité. Pour l'instant, il y avait là cinq ou six mulets, conduits par à peu près autant de moukres. Ils avaient mis pied à terre.

C'étaient des hommes bronzés, aux bonnes têtes sympathiques de montagnards. Ils avaient la haute calotte de feutre et la ceinture bariolée de couleurs voyantes. Ils entouraient un indigène en burnous blanc, qui, lui, était demeuré sur son mulet.

Quand ils aperçurent le Supérieur, ils se précipitèrent à sa rencontre. Ils lui baisèrent la main en se signant.

— Pourquoi est-il demeuré sur sa monture ? demanda le Supérieur, en désignant l'homme.

— Le moindre mouvement le fait souffrir, expliqua le plus âgé des moukres. Il a préféré attendre.

— Attendre quoi ?

— De savoir si on consent à le recevoir.

Le Supérieur haussa les épaules.

— Tu es du pays, pourtant, dit-il au moukre. As-tu souvenance qu'à Saint-Georges on ait refusé l'hospitalité à quelqu'un ?

— C'est ce que je lui ai dit, répliqua le muletier. Mais il est têtu.

Le Supérieur s'était tourné vers le Frère Bacos.

— Qu'on prépare une des chambres d'étrangers, celle qui est à côté de la mienne. Et va-t-en prévenir le Père Badia.

Pendant ce temps, les moukres s'étaient mis en devoir d'aider le voyageur à descendre de son mulet. Une grimace de douleur lui échappa.

— Tu souffres? demanda le Supérieur.

— Ce n'est rien.

— On tâchera de te soigner le mieux qu'on pourra. Là! appuie-toi sur eux. C'est tout droit. Il n'y a pas d'escalier à monter.

Il fit passer le blessé devant lui, ainsi que les deux moukres qui l'aidaient à gagner sa chambre. Tout en les suivant, il relisait la lettre.

— Qu'allez-vous faire, vous, maintenant? demanda-t-il aux moukres, après que l'homme au burnous eut été confortablement étendu sur un divan.

— Nous rentrons à Hermel, Père.

— Bon. On va commencer par vous donner à boire et à manger, ainsi qu'à vos bêtes. A Hermel, vous présenterez mon souvenir à la famille Hamadé. Vous leur direz d'être bien tranquilles, quant au sort de leur protégé.

Les moukres s'inclinèrent. En sortant, ils croisèrent sur le pas de la porte le Père Badia qui arrivait. Il assurait au couvent les services de pharmacie et de médecine, agrémentées peut-être d'un tantinet de sorcellerie. C'était un homme à longue barbe, moins longue pourtant que celle du Supérieur, moins blanche aussi.

— Voilà du travail pour vous, mon Père, dit ce dernier.

Le Père Badia défit avec beaucoup de dextérité le pansement qui entourait l'épaule du blessé.

— Comment t'es-tu fait ça, et quand?

— Il y a quinze jours, en tombant bêtement de mon cheval, qui était tombé lui-même, ayant buté.

— Où?

— Un peu après Ras-Baalbeck, à la traversée de l'Oronte. J'étais avec un ami, un marchand comme moi, qui se rendait à la foire d'Homs. Il a pu réussir à m'amener dans cet état jusqu'à Hermel, où la famille Hamadé m'a accueilli, et où j'ai été très bien soigné.

— Tu ne vas pas à Homs toi-même, j'espère? s'écria le Père Badia. J'aime autant en effet te prévenir que tu n'es pas dans le bon chemin!

— Où qu'il aille, Père Badia, en quoi cela peut-il nous regarder? Occupez-vous donc de savoir comment va sa blessure, ordonna le Supérieur.

— Elle est presque guérie, répondit le Père Badia. Il s'était tout simplement démis l'épaule. Quand je la lui aurai lavée avec de l'eau de notre source miraculeuse, il n'y paraitra plus à peu près rien. Dans une semaine, il pourra reprendre sa route.

— Dans une semaine! gémit le blessé.

— Pas un jour plus tôt, dit le Père Badia avec sévérité. Tu ne te vois pas, avec un bras dans un état pareil, tirant sur les rênes d'un cheval, ou même d'un mulet.

Le Supérieur se borna à considérer l'homme en silence. Finalement, il lui dit :

— Tu es donc si pressé?

Lorsque le Père Badia eut achevé de panser l'inconnu, le Supérieur lui fit signe qu'il pouvait se retirer.

— Te sens-tu mieux? demanda-t-il alors à son hôte.

— Oui, merci.

— Si tu as besoin de quelque chose, ne te gêne pas.

L'homme eut comme une hésitation.

— A Hermel, dit-il enfin, on m'a affirmé qu'il n'y a personne qui soit plus que toi capable de me donner les renseignements dont je pourrais avoir besoin.

— Peut-être qu'on a exagéré, dit le Supérieur. Que veux-tu savoir?

— La route est-elle bonne, d'ici à Masyaf?

— D'ici à Masyaf? C'est-à-dire que jusqu'à Mechta, pendant qu'on traverse le Djebel Helou, il n'y a pas de route. Ensuite, il y a la piste du Findara, qui est possible, quoique ce ne soit pas encore tout à fait la saison. Un total de douze lieues, qui exigent une journée et demie, même s'il s'agit d'un cavalier bien portant. C'est tout?

— Je voudrais savoir aussi, dit le blessé, après avoir hésité davantage, si l'émir Ibrahim Gharib se trouve actuellement à Masyaf?

— Ibrahim Gharib? certainement il doit y être, à moins qu'il ne chasse dans les environs. En tout cas, il y était au début de la semaine, puisque j'ai reçu avant-hier, datée de Masyaf, une lettre de lui.

Le religieux avait parlé négligemment, sans perdre de vue son interlocuteur. Les yeux de celui-ci brillèrent.

— Tu le connais? fit-il, dans un élan qu'il ne sut pas réprimer.

— Comment ne connaîtrais-je pas Ibrahim Gharib, qui est chef du pays où ce couvent est situé? J'ajoute, pour le cas où cela pourrait t'intéresser, que nous avons toujours eu les meilleurs rapports. Est-ce que tu aurais besoin de quelque chose, de ce côté?

— Non! fit évasivement le blessé.

Il regarda le Supérieur.

— Pourquoi souris-tu? demanda-t-il d'une voix un peu tremblante.

— Moi, je souris?

Le vieillard éclata franchement de rire.

— Tiens, veux-tu prendre connaissance de ceci? C'est la lettre que je viens de recevoir d'Hermel, de ce bon Négib Hamadé.

L'autre rougit.

— Pourquoi prendrais-je connaissance de cette lettre? dit-il en la repoussant.

— Tu ne veux pas? Bien. A ton aise. C'est donc moi qui vais te la lire, tout au moins le passage qui te concerne. « J'espère, m'écrit Négib Hamadé en parlant de toi, que tu arriveras à le mettre en confiance mieux que nous n'avons réussi nous-mêmes. Visiblement, il redoute de parler, de demander les renseignements dont il a besoin. Ce serait un grand bonheur pour lui, si tu parvenais à lui faire comprendre qu'il peut avoir recours à toi sans aucun danger. »

Le Supérieur replia la lettre, puis regarda l'homme avec ironie.

— Pour l'instant, je n'ai pas l'impression que je réussis beaucoup mieux que Négib Hamadé. Tant pis! Sache du moins une chose : je ne t'interrogerai jamais. Où tu vas, ce que tu es, qu'est-ce tu veux bien que cela me fasse? En revanche, à toutes les questions que tu me poseras, je répondrai, sans jamais non plus faire part à quiconque des suppositions qu'elles feront naître en moi, quand bien même ces suppositions seraient devenues des certitudes.

L'inconnu parut touché.

— Que penses-tu donc que je suis? demanda-t-il, toujours néanmoins sur la défensive.

De nouveau, le Supérieur sourit.

— Le sais-je ? Quelqu'un, en tout cas, que j'ai bien embarrassé tout à l'heure, sans le vouloir, lorsque je lui ai demandé de lire cette lettre, tracée cependant en caractères arabes de la plus parfaite calligraphie.

L'autre eut un mouvement d'inquiétude.

— Est-ce que je parle donc si mal l'arabe que cela !

— Mal ? Non, non. Très bien au contraire, tout au moins pour quelqu'un qui n'est pas d'ici.

— D'où crois-tu alors que je suis ?

— Je l'ignore. Tu serais Français que cela ne m'étonnerait pas outre mesure.

Il y eut un silence, au bout duquel le Supérieur dit :

— Parlons d'autre chose, veux-tu ? Tu as, quoi que tu en aies dit, besoin de voir l'émir Gharib ?

— Oui ! murmura cette fois l'homme.

Il ajouta, plus bas encore :

— J'ai une lettre pour lui.

— Ah ! fit le religieux, sans marquer aucun étonnement. Cette lettre, si tu le désires, je peux la lui faire porter.

Le blessé secoua la tête.

— J'ai ordre de ne la remettre qu'en mains propres.

— Ah ! répéta le Supérieur.

Il reprit :

— Tu as entendu ce qu'a dit le Père Badia ? Tu ne pourras pas partir pour Masyaf avant une semaine.

— Je crois qu'il exagère. Je me sens déjà beaucoup mieux.

— C'est moi qui m'opposerai à ce que tu partes. Je ne sais pas d'où tu viens. Ce que je sais, c'est que tu n'as point idée des chemins dans lesquels il te va falloir t'engager. Tu ne te rends pas compte, je le vois, de ce que c'est que la montagne des Ansariehs. Tu n'as peut-être jamais entendu dire que, cette région, dans les vieilles chroniques, on l'appelle le *pays des assassins* ?

— Je l'ai entendu dire, en effet. Mais depuis trois semaines, j'ai passé, je t'assure, par bien d'autres traverses. Ne pourrais-tu me donner quelqu'un, quelqu'un qui me guidera ?

Le Supérieur réfléchissait.

— Il me semble que je peux mieux faire, dit-il. En atten-

dant, repose-toi. On va t'apporter à manger. Je reviendrai te voir à la fin de l'après-midi.

Vers le soir, quand il reparut au chevet de son hôte, celui-ci avait bu et mangé. Il avait dormi aussi. Il paraissait plus calme.

— Un de mes serviteurs est parti à midi pour Masyaf, dit le religieux. C'est l'homme que j'aurais chargé de te conduire. Il a ordre de faire diligence. Il sera demain, à l'aube, près de l'émir.

— Ah! fit l'inconnu avec anxiété. Et... que doit-il lui dire?

— Pas toute la vérité. Simplement ceci : qu'Ibrahim Gharib me connaît, que je ne consentirais pour rien au monde à le déranger inutilement, mais que j'estime que la chose pour laquelle je le supplie de venir en hâte est d'importance.

— Et tu crois qu'il va venir ?

— A moins que mon messager ne se rompe cette nuit les os dans la montagne, il y a dix-neuf chances sur vingt, pour que, demain soir, à la même heure, Ibrahim Gharib soit ici.

— En si peu de temps? Ne m'as-tu pas dit toi-même?...

Le religieux rit.

— Comment t'imagines-tu Ibrahim Gharib? Comme moi, sous la forme d'un barbon podagre? Il n'a pas quarante ans, et toute la Syrie du nord ne connaît pas de plus intrépide cavalier. Demain soir, je te le répète, tu te seras, entre ses mains, débarrassé de cette lettre qui brûle les tiennes. Allons, bon! Qu'est-ce que tu as? Qu'est-ce qui te prend?

L'homme venait de fondre en larmes.

— Mon Père, ce que vous venez de faire pour moi je ne peux pas ne pas le reconnaître. Je me confie entièrement à vous. Oui, vous l'avez deviné, je suis Français.

Il poursuivit, tandis que le vieillard demeurait impassible :

— Je suis capitaine dans l'armée qui est en train d'assiéger Acre. Je m'appelle Boyer, François Boyer.

— Ta confiance m'honore, répliqua le Supérieur. Mais, si tu veux bien, tu remarqueras une chose : c'est que je ne t'avais rien demandé.

Le lendemain, au moment où les derniers chants d'oiseaux venaient de s'éteindre, il pénétra dans la chambre du blessé.

— Ibrahim Gharib arrive, dit-il.

De toute la journée, Boyer n'avait pas cessé d'interroger son hôte au sujet de l'homme dont il attendait la venue avec tant d'ardente anxiété. A toutes les questions, le vieillard avait répondu avec ce mélange d'ironie et de calme qui lui était habituel.

— J'ignore, et ne cherche pas à me demander de quoi il peut s'agir dans la lettre que tu as à lui remettre. Ce que je suis en mesure de t'affirmer, c'est que ton maître, pour te dépêcher ainsi à Ibrahim Gharib, doit être assez au courant des choses de ce pays. Gharib est certainement à l'heure actuelle le chef le plus puissant de tout le nord de la Syrie. Le pacha d'Acre, le Kalife lui-même y regarderaient à deux fois avant de se frotter à lui. Son influence est ici supérieure à celle dont dispose, sur les Druzes du Liban du sud, l'émir Chehab, dont tu as sans doute entendu parler. Je t'aurai tout appris sur cette influence, quand je t'aurai dit que Gharib continue à être le successeur incontesté de ce terrible Rached-Ed-Din-Sinân, qui fut, il y a six siècles, sous le nom du *Vieux de la montagne*, un souverain plus absolu que jamais monarque au monde ne l'aura été. Un seul mot d'Ibrahim Gharib et ses fidèles, comme le faisait jadis, au même endroit, ceux de Sinân, se précipiteraient, pour lui plaire, de la plus haute tour de son château. Ibrahim Gharib venant ici, tu n'auras pas besoin, ta mission terminée, de te rendre à Masyaf, et ce sera probablement dommage, car pour quelqu'un de tant soit peu curieux des êtres et des choses, c'est véritablement un spectacle qui en vaut la peine que celui de ce sombre château qui, tour à tour, depuis qu'il existe, a tenu en échec les Croisés et les Musulmans.

— Gharib n'est donc pas musulman ?

— Je t'ai dit qu'il était ismaélien. Cela signifie qu'il est tout ensemble le chef temporel et spirituel de ses sujets, leur émir et leur prophète. Une religion pareille, tu vois bien qu'elle n'a aucun rapport avec le Coran. Je te conseille d'ailleurs de borner ta curiosité à ce que je viens de t'apprendre. Autant nous autres, chrétiens, nous sommes ravis et fiers d'avoir à confesser, à commenter notre croyance, autant il est malséant et il peut être dangereux de questionner un ismaélien à cet égard. Tiens-toi le pour dit. En te comportant autrement, tu risquerais de compromettre, en même temps que ta

sécurité, les résultats de ton ambassade. D'ailleurs, que t'importe ! Tu es un guerrier, non un missionnaire, n'est-il pas vrai ?

— Comment est Gharib ?

— Grand et beau, ainsi que tu vas pouvoir t'en rendre compte. Tout respire en lui le courage et la force. Tout, jusqu'à présent, lui a souri, hormis une chose, qui fait que ce prince, qui a tout pour être le plus heureux des hommes, est en passe d'en devenir le plus malheureux : il n'a pas d'enfants.

— Ne possède-t-il pas plusieurs femmes ?

— Il le pourrait. Sa religion lui en donne le droit. Il n'en a qu'une cependant, Djeïda, une Circassienne, qu'il a achetée à Antioche, il y a six ans, et qu'il a épousée.

— Pourquoi ne la répudie-t-il pas ?

Le Supérieur avait regardé le jeune homme d'un air goguenard.

— Ah ! voilà ! Pourquoi ? Pour une raison bien simple. C'est qu'il l'aime, figure-toi.

Sitôt entré dans la chambre de Boyer, le vieillard en était ressorti pour aller à la rencontre de son visiteur. L'officier entendit, le cœur battant, le choc des sabots de plusieurs chevaux sur les dalles de la cour. Puis ce furent, presque tout de suite, dans le corridor, un bruit de pas dominé par les éclats d'une voix claire. La porte s'ouvrit. Ibrahim Gharib parut.

Il alla droit au divan sur lequel Boyer était allongé. Celui-ci essaya de se soulever.

— Ne bouge pas ! ordonna l'Émir d'une voix très douce. Je sais que tu es blessé.

— Je vous laisse, dit le Supérieur.

Demeurés seuls, les deux hommes gardèrent un instant le silence.

— Je suis venu, dit enfin Gharib. Tu vois que je n'ai pas tardé. Je connais le Supérieur du couvent de Saint-Georges. Je sais qu'il ne m'aurait pas dérangé pour une affaire qui n'en eût pas valu la peine.

— T'a-t-il dit qui je suis ?

— Il ne m'a rien dit.

Tel était le ton de sa réponse que l'officier comprit sur-le-champ que lorsque Ibrahim Gharib engageait sa parole, il était inutile de perdre son temps à la mettre en doute.

— Qui es-tu donc?

— Tiens, dit Boyer, lis ceci, et tu sauras tout.

La lettre était toujours dans la poche intérieure de son caftan. A cause de son épaule démise, il n'arrivait pas à la prendre.

— Veux-tu que je t'aide?

— Volontiers. La voilà! Très bien! garde-la. Elle t'appartient.

— Ce sont des caractères d'une écriture que j'ignore, dit l'Émir en examinant l'enveloppe.

Boyer sourit.

— Je le sais. C'est du français. C'est l'énumération des étapes que j'ai eues à franchir pour arriver jusqu'à toi. Déchire cette première enveloppe, et rends-la moi.

Gharib obéit. La seconde enveloppe apparut.

— Toujours les mêmes caractères, dit-il, déçu.

— Je le sais encore. Voilà ce que signifient ces caractères : « A sa hautesse, l'émir Ibrahim Gharib, en son château-fort de Masyaf ». C'est bien toi, n'est-ce pas? Tu pourras témoigner à celui qui m'envoie que j'ai rempli ma mission jusqu'au bout. Ouvre la lettre, maintenant, et lis.

L'Émir paraissait hésiter. Son doigt tâtait le cachet qui fermait l'enveloppe.

— Qu'est-ce que c'est, dit-il, que ce sceau, que je ne connais pas?

— Lis, dit Boyer, avec un nouveau sourire, un sourire d'orgueil, lis et tu verras.

La pièce était sombre. Ibrahim Gharib s'approcha de la fenêtre. Le cachet, dont il ne pouvait détacher ses regards, le médusait. Usant de précautions infinies pour ne pas le briser, il ouvrit la lettre.

Si le Supérieur était resté avec eux, il eût été incapable de dire, en cette minute, de ces deux hommes, lequel était le plus ému.

Le capitaine, en dépit de son trouble, mettait à observer Ibrahim Gharib une sorte d'attention passionnée. Le profil de l'Émir se découpait, en clair obscur, devant la fenêtre. Un

teint mat, un nez mince et droit, une courte barbe annelée, le tout encadré par le *kéffiyé* de soie incarnadine que ceignait, autour du front, une lourde cordelière noire et or. Une vaste *abaye*, également noire, soutachée d'or, sur laquelle s'agrafait un burnous blanc, lui couvrait les épaules. Il avait des bottes de cuir rouge foncé, presque violet, une ceinture violette dans laquelle étaient passés un poignard et un pistolet à la crosse et au manche enrichis de pierres à la fois sombres et brillantes. Sur les dalles bleutées de la chambre, les molettes de ses éperons, dans une flaque de lumière mourante, scintillaient comme deux petits soleils.

Sans mot dire, il revint vers Boyer. Il tenait à la main la lettre grande ouverte. Il la lui tendit.

L'officier secoua la tête.

— Je ne sais pas lire l'arabe, dit-il.

— Oui, murmura Gharib, mais ceci ?

D'un doigt, qu'à voir trembler si fort, Boyer sentit son cœur battre d'une façon désordonnée, il soulignait, au bas de la lettre, la signature, une immense signature lancée un peu à la façon d'un coup de sabre.

— Ceci ? répéta Ibrahim. Lis-moi ce que cela signifie.

— Bonaparte ! dit simplement Boyer.

— Et, demanda encore Ibrahim, ce mot, c'est lui qui a écrit ce mot ? La plume qui l'a tracé, elle a été tenue par sa main ?

— Oui, répondit le capitaine.

Et il ajouta :

— Tu sais donc qui il est ?

L'Émir n'eut pas l'air d'avoir entendu. Il était revenu à la fenêtre. Sa lettre, il la relisait, passionnément. Il dut la relire cinq ou six fois. Boyer le voyait, de temps à autre, se risquer à toucher le paraphe, du bout du doigt, craintivement.

— Cette lettre, dit enfin Ibrahim, est-ce que tu sais ce qu'elle contient ?

L'officier fit signe que non.

— Il ne te l'a pas dit ? Tu n'es donc pas son confident ?

Boyer sourit.

— Écoute, dit-il, je ne te connais pas. Mais je sais que tu tiens la place d'un homme qui s'est appelé, je crois, Rached-Ed-Din-Sinân. Cet homme n'avait qu'un mot à prononcer pour

que d'autres hommes, qu'il avait aussi sous ses ordres, se précipitassent du haut d'une tour. Ces hommes qui obéissaient de la sorte, est-ce que c'étaient ses confidents ?

Ibrahim, à son tour, sourit.

— Des hommes pareils, de part et d'autre, je pensais que l'espèce en était finie.

— Tu vois bien que non.

— Excuse-moi, dit l'émir.

Il reprit, tandis que dehors, à la fenêtre, avec de petits cris joyeux, les hirondelles passaient et repassaient :

— Comment t'appelles-tu ?

— Un nom ! Boyer, François Boyer.

— Qu'est-ce que tu es?

— Un officier. Un officier comme, chez nous, il y en a tant.

— Me permets-tu de te serrer la main ?

— Oui, pourvu que ça ne soit pas trop fort.

— Je sais, tu es blessé. On te soignera à Masyaf. C'est ma femme qui te pansera. Une main si douce, telle que tu n'en as encore jamais connue.

— C'est très gentil à toi. Mais je n'ai plus que faire à Masyaf. Ma mission est remplie.

Gharib frappa du pied.

— Elle n'est pas remplie du tout. Elle ne l'est pas, tant que tu ne seras pas allé à Masyaf. C'est à Masyaf que tu as reçu l'ordre de me remettre cette lettre. Il faut que tu puisses dire à ton maître qui tu y auras vu.

Il s'était penché. Il lui avait posé la main sur l'épaule. Ses yeux brillaient.

— Comment est-il ?

— Qui?

— Lui, ton maître, Bounaberdi ?

— Quel âge as-tu ? demanda Boyer.

— Trente-sept ans.

— Eh bien ! lui, il n'en a pas même trente.

— Te doutes-tu de ce que, dans sa lettre, il me demande ?

— Je l'ignore, encore une fois, mais je m'en doute. Il sait que tu es un chef loyal et puissant. Il désire que tu sois son allié.

— Viens à Masyaf, répéta Gharib d'une voix farouche. Dans sa lettre, je te le jure, il n'y a rien qui s'y oppose. Viens

à Masyaf, et, durant tout le chemin, il faudra que tu me parles de lui.

L'obscurité noyait depuis longtemps la chambre, lorsque le Supérieur, un peu inquiet, y pénétra, un flambeau à la main, après avoir frappé.

— Je vous dérange ?

— Pas du tout, répondit l'Émir. Je coucherai au couvent cette nuit, si tu y consens, avec mes cavaliers. Par exemple, demain, dès l'aube, nous nous mettrons en route pour Masyaf.

— Pas lui, en tout cas, dit le vieillard, en désignant Boyer.

— Lui aussi.

— C'est de la folie !

— Ce n'est pas de la folie du tout. Il est venu d'Hermel jusqu'ici, sur un de ces pauvres mulets de moukres qui vous fracasseraient les côtes. Moi, j'ai une jument qu'une jeune fille monterait, avec une selle où il sera mieux que dans un lit. Sans que nous ayons à faire plus de deux lieues à l'heure, demain soir, au crépuscule, les murailles de Masyaf nous apparaîtront.

Le Supérieur regarda Boyer.

— Que t'en semble ?

— Je suis d'accord avec lui.

— A merveille, alors. A Saint-Georges, on n'a jamais repoussé personne. On ne retient personne non plus. En attendant, vous permettrez bien qu'on vous apporte à dîner, peut-être ?

Ayant gratté de son couteau la mèche de la chandelle, il sortit, pas assez vite cependant pour ne point avoir entendu Gharib mumurer :

— Alors, souviens-toi de ce que tu étais en train de me dire, à propos de cette bataille qui s'est appelée Montenotte...

Le lendemain, comme le soleil disparaissait derrière un chaos de montagnes hirsutes, une espèce de château monstrueux se dressa brusquement au fond du ciel pâli.

Boyer tendit vers lui sa main gauche.

— Masyaf, n'est-ce pas ?

— Oui, Masyaf, répondit Gharib, qui chevauchait à côté de lui.

Et il reprit, tandis que les ombres se faisaient plus denses :

— Alors, tu me disais donc qu'il y a eu une bataille qui s'est appelée Rivoli ?

QU'EST-CE QUE vous avez, comme armes ? demanda Boyer. C'est des fusils que je parle, bien entendu.

L'Émir sourit.

— Et tu as raison. Car, en ce qui concerne l'artillerie, tu penses bien qu'il est préférable de la passer sous silence. Quelques vieux canons à boulets de pierre, quelques antiques mortiers pris jadis aux Turcs, et qui datent de je ne sais quand. Tu les verras demain, disséminés çà et là sur les murs du château. J'ignore même si nous saurions les utiliser, le cas échéant. Inutile, naturellement, de songer à en emmener un seul en rase campagne. Quant aux fusils...

— Oui, parle-moi d'eux.

— C'est, hélas ! un peu la même chose. La plupart seraient mieux à leur place accrochés parmi les panoplies que voilà. Presque tous sont à long canon, à crosse recourbée, comme celui-ci. Ils ont été également pris aux Turcs, il y a bien longtemps. J'en ai aussi d'autres, mais en trop petit nombre, et dont je ne sais par quel mystère ils sont ici. Regardes-en un.

— Un fusil de chez nous, dit Boyer, ayant jeté un coup d'œil sur l'arme, le *modèle 1775*. C'est celui dont nous nous servons toujours. Un très bon fusil. Combien en possèdes-tu ?

— Une trentaine.

— Une trentaine ? Évidemment, ce n'est pas beaucoup.

La pièce dans laquelle ils conversaient devait se trouver au sommet d'une tour très élevée, le donjon, probablement. Elle s'ouvrait, par une vaste baie, sur l'immense nuit orientale. L'obscurité était complète quand, une heure auparavant, ils étaient arrivés au pied du château. Quelques cris seulement les avaient accueillis : appels de sentinelles espacées, sourds hennissements de chevaux, you-yous stridents de femmes invisibles saluant le retour de leur maître. Installé de force dans un fauteuil porté par quatre hommes,

les mêmes qui l'avaient aidé à descendre de sa jument, Boyer s'était senti enlevé dans un escalier ténébreux. Il avait commencé à en compter les innombrables marches. Puis, brusquement, au milieu de son calcul, il s'était arrêté...

Son escorte venait d'atteindre, environ à mi-chemin, une sorte de palier, où les porteurs, une seconde, avaient fait halte, pour reprendre leur souffle. Une draperie, dans la muraille, s'était écartée, laissant filtrer un peu de lumière trouble.

— Seigneur! avait dit une voix.

— Laissez, Djeïda. Tout va bien. Je n'ai pas été longtemps absent, vous voyez. Soyez assez bonne pour attendre mes ordres. Tout à l'heure, j'aurai besoin de vous, et je vous ferai appeler.

Et Boyer, plutôt qu'il ne l'avait vue, avait reconnu la sombre jeune femme d'Antioche. Immobile, de la main droite elle maintenait au-dessus de son front la tenture qu'elle venait de soulever. Son autre main repoussait en arrière les plis du lourd manteau qui recouvrait ses épaules et sa fluide tunique blanche. Deux torches, au bout de deux poings dont les bras demeuraient invisibles, derrière elle éclairaient vaguement les ténèbres.

L'officier était passé près d'elle sans qu'elle pût le voir, et lui-même sans distinguer autre chose que cette silhouette, et deux yeux obscurs, ouverts dans la nuit...

Pierre Benoit.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

DEUX ANS D'EXPÉRIENCE ROOSEVELT

FRANKLIN ROOSEVELT, DICTATEUR

A la fin de l'hiver 1933, les États-Unis étaient arrivés au bout de la plus grande expérience économique qu'ont faite les temps modernes. Depuis 1783 ils avaient pratiqué la philosophie libérale et la doctrine du laissez-faire, celle qui prétendait réduire le rôle du gouvernement jusqu'à l'extrême limite, laisser chaque individu s'enrichir à son gré et compter sur le jeu des forces économiques et sur la bonne nature pour assurer l'équilibre.

En mars 1933, après cent cinquante ans de cette politique, ce pays, le plus riche du monde, faisait banqueroute. Toutes ses banques étaient fermées, son activité économique arrêtée, et le quart de sa population en chômage.

C'est alors que, porté par une élection triomphale, Franklin Roosevelt arrivait au pouvoir, et le désarroi des parlementaires le laissait libre de faire tout ce qu'il voudrait, comme il le voudrait et quand il le voudrait. Le Congrès lui donnait les pouvoirs nécessaires pour changer la valeur de la monnaie, réorganiser l'industrie, le commerce et l'agriculture du pays sans avoir à se préoccuper de la politique. On lui remettait un blanc-seing. On le savait intelligent et adroit, souple politicien et homme d'État hardi ; mais rien ne l'avait préparé à ce rôle de dictateur.

Il pouvait considérer, — et il ne s'en privait point, — les diverses expériences auxquelles se livraient les peuples d'Europe pour parer à la crise, soit que les gouvernements

fissent appel à la foi communiste, ou à l'enthousiasme fasciste, ou au dévouement national ou à la patience traditionnelle. Certaines nations se jetaient dans une croisade : les Russes acceptaient de souffrir indéfiniment, pourvu que le communisme leur donnât l'impression d'une ère nouvelle et procurât aux foules, avec le sentiment du pouvoir, l'espoir d'un paradis terrestre. Le fascisme, par sa discipline, son idéal patriotique et technique, une sévérité moins cruelle et mieux nuancée, suivait presque le même chemin. Tandis qu'en France et en Angleterre, on essayait de sauver le vieux régime libéral des échanges et du capital, tout en l'étayant d'institutions et de mesures nouvelles.

Franklin Roosevelt n'était pas un communiste; au reste il était renseigné : le communisme peut être une réussite comme religion, jusqu'ici c'est un échec économique. Les Russes souffrent plus qu'aucun peuple civilisé n'accepterait de souffrir. Le fascisme lui-même, sans avoir la même férocité ni sans aboutir à des échecs aussi graves, n'avait point encore réussi à résoudre le problème. Il piétinait. Quant aux vieilles nations libérales, elles semblaient s'enfoncer lentement dans des difficultés croissantes.

Franklin Roosevelt, qui n'avait ni la foi communiste, ni la foi fasciste et qui avait perdu la foi libérale, décida d'*essayer*. Il ne savait pas d'abord ce qu'il allait essayer, et il ne pouvait fournir de programme au pays ni à lui-même. Ses discours électoraux n'étaient que la continuation de ce qui avait toujours été dit dans les campagnes présidentielles aux États-Unis et ils ne lui donnaient rien qui convînt aux circonstances, bien qu'ils lui eussent donné une majorité. Franklin Roosevelt le savait. Il avait du moins tiré de sa tournée à travers le pays le grand avantage de rencontrer beaucoup de gens et d'entendre beaucoup de gens parler autour de lui. Elle ne lui fournit point de programme, mais un état-major. Il l'augmenta et le compléta, il l'enrichit et le diversifia; depuis le plus orthodoxe jusqu'au plus audacieux, il voulut avoir autour de lui toute sorte d'économistes et de théoriciens. On trouvait sur sa galère ramant côte à côte des jeunes gens de bonne société, capables de faire des comptes et décidés à les faire de la façon la plus traditionnelle, Dean Atcheson et Lewis Douglas; des opportunistes judicieux décidés à bien

faire, et surtout à mieux faire, à observer ce que ferait chacun et à s'engager dans toutes les audaces qui ne les entraîneraient point trop loin, tel Raymond Moley, le pédagogue catholique, libéral et aventureux de Columbia University, qui fut pendant les premiers mois de l'administration le conseiller intime et indispensable du Président ; des esprits adroits et fins que les idées n'obsédaient pas et que le réel encadrait sans les gêner, tels le grand financier de New-York, Bernard Baruch, et le fameux professeur de droit de Harvard, Felix Frankfurter ; des socialistes convaincus, éclairés et zélés, tels Berle et Rex Tugwell, professeur à Columbia University ; enfin quelques personnages brillants et hors série qu'il n'est point facile et qu'il ne serait point sage de classer, tel William Buelitt, qui, après une carrière mouvementée aux Affaires étrangères, vivait dans une retraite agitée entre New-York, où il se maria, Paris où il éleva sa fille, et Moscou où il enterrait sa femme. Ainsi largement pourvu d'économistes, de théoriciens, de missionnaires et de conseillers, le président Roosevelt s'installa. A son état-major il donna de beaux bureaux et des secrétaires, des titres et des machines à écrire, des traitements et des sourires. Il leur donna même son intimité.

Puis *il essaya*.

LES MÉTHODES ROOSEVELT

La première idée du président Roosevelt fut de réussir, et de toutes ses idées c'est la seule qu'il accepta comme un principe fixe.

Pour réussir, le Président comprit tout de suite qu'il fallait donner à l'économie américaine une secousse brutale et qui produisît l'impression de la brutalité, tout en évitant une révolution. Comme Roosevelt et comme Franklin, le Président ne désirait en rien une révolution. Comme homme politique, il savait que le pays n'en voulait pas, et, comme chef d'État, il était persuadé qu'une révolution est un procédé fâcheux. Mais il savait aussi, lui, le descendant des combattants révolutionnaires du XVIIIe siècle, lui, le sous-secrétaire d'État de Wilson pendant la Grande Guerre, que les États-Unis ne peuvent s'intéresser à rien qui ne soit grand, brusque et véhément. C'est une des caractéristiques du pays, et l'une de celles

qui surprennent le plus les étrangers. Les Américains ont besoin d'un essor qui les entraîne et, comme ils sont aussi gens nerveux et raffinés, ils ne peuvent s'abandonner à cet élan que s'ils sont arrivés à un haut degré d'excitation, et si l'impulsion est à la fois forte et nuancée. Telles furent les deux qualités essentielles de la méthode Roosevelt.

Ses experts intellectuels lui constituaient un arsenal de doctrines et de procédés. Il y puisait délicatement. Mais une fois ce choix fait, il lançait ses idées et ses inventions sur le pays comme un tonnerre. Pendant longtemps il avait voulu une monnaie stable et saine ; il l'avait promise telle à ses électeurs ; à l'heure critique, il ne le jugea point possible et, tout en gardant ses honnêtes désirs de santé et de stabilité, il détacha le dollar de l'or. Pourtant il envoya ses délégués à la Conférence de Londres, pour discuter de la stabilisation (été 1933). Le cours des événements et l'attitude du public lui firent alors comprendre qu'il avait à prendre une décision rapide. Et de but en blanc, laissant là toutes tergiversations, dédaigneux des formules polies et des remords, il foudroya la Conférence de Londres, dénonça l'étalon-or, et morigéna les peuples d'Europe qui lui restaient attachés. Le pays fut électrisé et suivit avec enthousiasme ce chef si adroit à suivre par avance les instincts de la nation.

Il agit de même quand il voulut réglementer le fonctionnement de l'industrie. C'était là tâche très délicate pour laquelle il était à peine armé. C'était une besogne qui devait irriter la masse des industriels américains et être d'une complication infinie. Dans ce pays immense, divers, individualiste, et que la prospérité avait longtemps grisé, rien de plus difficile que d'imposer une discipline au désir de gain et des règles fixes à l'instinct de travail. Pour parvenir, il créa une sorte de dictateur de l'industrie.

Roosevelt choisit parmi tous les candidats à ces fonctions un dictateur aussi cavalier, aussi brutal qu'il lui fut possible, le général Johnson. Il réussit par là à intimider les plus récalcitrants des grands industriels. Ce double procédé de prudence dans le choix des moyens et de brutalité dans leur usage est complété par l'adresse merveilleuse, pleine de désinvolture, que le Président apporte à battre en retraite, dès qu'un mauvais cas se présente. Le don peut-être le plus

éminent de Franklin Roosevelt, c'est de savoir tourner court, sans jamais paraître avoir tort.

A la Conférence de Londres son conseiller, Raymond Moley, qui depuis longtemps était fort critiqué pour ses manières et ses méthodes, souleva la désapprobation unanime de ses collègues. A son retour, le Président le remercia, mais il sut garder à ce remerciement un ton de gratitude et trouver pour le serviteur renvoyé une place éminente : il s'arrangea pour le faire nommer rédacteur en chef d'une nouvelle revue, et il lui conserva une intimité qui n'a jamais permis à personne de présenter la retraite de Moley comme une disgrâce Quand le général Johnson se fut rendu odieux à ses collègues qu'importunait son haut parler, et aux industriels las de sa main de fer, le Président se résigna à accepter sa démission. Mais il trouva tôt après un emploi considérable et calme pour le bouillant général, celui de membre de la Commission d'étude pour les mesures à proposer afin d'étendre les pouvoirs du Président en cas de guerre.

Nul n'a la main plus légère que Franklin Roosevelt dans le maniement des hommes. Nul ne réussit mieux à les utiliser sans les user et sans se compromettre, à les briser sans leur faire mal. Il en va de même des idées. Avec une rapidité d'intelligence qui lui donne d'emblée l'avantage sur tous ses interlocuteurs, le Président saisit les idées. Sa clarté d'esprit lui fait rechercher toute idée comme la seule expression nette d'un fait ou d'une série de faits. Mais cette belle intelligence est complétée par une sensibilité très vive, qui l'oriente et la dirige. Ce ne sont point ses idées qui mènent le Président, mais les perceptions qu'il reçoit de son entourage, des circonstances et du temps. Ainsi l'on pourrait dire que Franklin Roosevelt tourne vers le passé un esprit parfaitement clair et vers l'avenir une sensibilité merveilleusement divinatrice. Il se tient lui-même au confluent, dans le présent.

Si l'on veut comprendre sa méthode, il faut se rappeler ce don admirable de compréhension intellectuelle du passé et d'adaptation intuitive à l'avenir qui lui permet de tenir la balance entre ses conseillers intellectuels obsédés par leurs doctrines, et ses conseillers politiques hantés par les besoins électoraux.

La méthode Roosevelt, ce n'est après tout qu'une façon de

faire passer dans la vie politique tout ce que les théories contiennent d'applicable et d'à propos, en se hâtant de l'appliquer dès qu'il devient à propos et de le rejeter dès qu'il cesse de paraître opportun.

LE PROGRAMME ROOSEVELT

Quand Franklin Roosevelt arriva au pouvoir, les États-Unis se trouvaient dans une impasse. Malgré ses richesses énormes, ses ressources naturelles qui dépassaient en abondance celles de tout autre peuple civilisé, et l'opulence formidable qu'elle avait accumulée grâce à la guerre, l'Amérique se trouvait acculée à une sorte de banqueroute. Le déséquilibre entre l'industrie et l'agriculture en était arrivé à un point si tragique que la machine économique s'était arrêtée. Le parti républicain pour faciliter la tâche du producteur américain avait élevé ses tarifs si haut que les nations étrangères avaient usé de représailles et l'agriculture s'était vue privée de tous ses marchés extérieurs, en même temps qu'elle avait vu les prix de ses produits baisser partout, et jusqu'aux États-Unis. Le seul remède qu'on lui avait proposé avait été des emprunts : ainsi l'agriculture s'était endettée au point d'être acculée à la faillite. D'autre part, l'industrie, sans être elle-même ruinée, s'était enrichie d'un outillage si vaste et possédait un capital si énorme, que sa production dépassait les besoins du marché et que son capital dépassait toutes les possibilités de rémunération. Tandis que l'agriculture mourait de faim parce qu'elle était ruinée, l'industrie mourait de faim parce qu'elle était trop riche. Le premier point du programme Roosevelt fut de répartir à nouveau les richesses nationales.

On avait d'abord pensé que les lois sur les dettes agraires et d'autres lois sur la capitalisation industrielle seraient la meilleure méthode pour arriver à l'équilibre ; mais il fallut reconnaître que les procédés parlementaires américains ne le permettaient pas, quand bien même l'opinion publique l'eût accepté. C'est alors qu'aux yeux du Président l'abandon de l'étalon-or et la baisse de la valeur du dollar apparut comme le seul remède possible. Tout son passé l'en détournait. Tous ses discours le dénonçaient, tout son milieu s'y opposait. Les choses l'y contraignirent.

Riches et pauvres se trouvaient également accablés par le fardeau des dettes qui finissait par peser autant sur les créanciers que sur les débiteurs. Rien ne bougeait plus, car l'énorme masse de la richesse fictive et des prêts démesurés écrasait le marché. La vie avait baissé constamment depuis 1929. La valeur des objets et celle du travail humain étaient tombées à un tel point, la valeur de l'or était montée si haut, que les travailleurs, les industriels, les agriculteurs ne pouvaient plus se procurer d'or, pendant que les banques avec tout leur or se trouvaient incapables désormais d'utiliser avantageusement cette denrée devenue trop précieuse.

Roosevelt diminua la valeur de l'argent, afin d'augmenter celle du travail, de maintenir celle des objets industriels et d'accroître celle des productions agricoles. De mars à septembre 1933, son succès fut immédiat. La vie économique reprit partout et grand nombre de banques purent rouvrir. Il en conclut que la dévaluation du dollar serait l'un des points essentiels de son programme.

Les trois autres points furent aussi trouvés pendant cet été 1933. Il ne suffisait point encore de baisser la valeur de l'argent pour rendre la vie possible aux fermiers. Le déséquilibre entre les productions agricoles et les productions industrielles était trop grand pour qu'il ne réclamât pas des remèdes encore plus énergiques. Afin de faire hausser les prix agricoles, Roosevelt organisa et subventionna la limitation des cultures. Il détruisit le surplus qui avilissait les prix des récoltes, et il indemnisa les agriculteurs pour les faire renoncer à une partie de leurs plantations. Ce système du même coup maintenait les cours, puisqu'il réduisait la production et répandait l'argent dans les campagnes, puisque les agriculteurs étaient payés pour des denrées qu'ils renonçaient à produire. Le résultat ne se fit pas attendre ; des régions entières qui depuis trois ans avaient cessé d'acheter se remirent à faire des commandes et du même coup rendirent la vie à de nombreuses industries qui étaient moribondes (en particulier celle des machines agricoles) (1).

Roosevelt appliqua une doctrine analogue à l'industrie. Il se trouvait là dans un domaine à la fois mieux préparé et plus dangereux. Depuis longtemps, en effet, de grands syndicats

(1) Dans l'État de Mississippi le revenu moyen des fermiers était tombé en 1932 à 220 dollars par an, il est remonté en 1933 à 321 dollars, et en 1934 à 480.

patronaux, les « trusts », avaient cherché à mettre la main sur la production pour la limiter. Entre 1895 et 1910, le public américain avait assisté à la lutte des trusts pour dominer chacun des marchés américains, et les politiciens étaient alors intervenus pour maintenir ce qu'ils appelaient la liberté industrielle. La grande innovation de Roosevelt fut cette volte-face sensationnelle qui, en quelques jours, transforma les trusts d'ennemis publics qu'ils étaient auparavant en auxiliaires précieux de sa politique. Les lois gouvernant les trusts cessèrent d'être appliquées. Bien mieux, chaque industrie fut appelée à se constituer en une sorte de trust corporatif et à établir des règles pour la production, la répartition et la vente de ses produits. Ainsi on espérait arriver à obtenir une production moins onéreuse, puisque la concurrence serait moins aiguë, et à éviter la surproduction puisque les producteurs s'entendraient pour se partager les marchés.

Tandis qu'il leur donnait ces facilités, Roosevelt exigeait des industriels qu'ils haussent les salaires, ou tout au moins qu'ils les maintiennent en diminuant les heures de travail, dont il augmentait ainsi la valeur. Il chargeait le virulent Johnson de ces marchandages et lui-même les suivait de très près; plus d'une scène pénible se déroula dans son cabinet. Il remporta une victoire complète; l'industrie finit par accepter les « codes » comme l'agriculture avait accepté les restrictions. Le pays, harnaché de commissions, de comités, de délégations techniques, de bureaux d'arbitrage, d'enquêtes statistiques, se sentit étayé et soutenu. L'Américain adore les organisations, même si l'ordre parfois l'agace, et Roosevelt, en merveilleux journaliste qu'il est, avait su donner à tous ces organismes nouveaux un pittoresque, une variété et un mystère vraiment alléchants. Chaque office avait son état-major, ses bureaux, ses doctrines et les initiales magiques par lesquelles on les désignait : A. A. A. (Agricultural Adjustment Administration), C. C. C. (Community Credit Corporation), N. R. A. (National Recovery Administration), P. W. A. (Public Work Administration), R. F. C. (Reconstruction Finance Corporation). Telles sont les plus grosses et les plus fameuses; mais il ne faut oublier ni l'E. C. W. qui replante des arbres, ni l'E. M. F. A. qui électrifie les villages, ni le E. I. B., ni le F. A. C. A., le F. C. C., le F. C. A., le F. C. of T.

Tout l'alphabet y passa. L'agriculture et les affaires avaient reçu leurs piqûres de strychnine, l'excitation régnait partout et les heureux symptômes se multipliaient. Pourtant, il restait encore quelque quinze millions d'Américains qui se croisaient les bras, et l'on ne pouvait guère espérer que l'industrie ou l'agriculture absorberaient rapidement ces quinze millions de chômeurs. Le Président se résigna donc là encore à innover. Il créa sur tout le territoire, dans tous les domaines et dans toutes les professions, d'immenses camps de travailleurs, les uns temporaires et destinés à sauver de l'abjecte misère quatre millions de malheureux durant la période d'hiver : ils s'occupaient à brûler les feuilles mortes aux carrefours des routes, à préparer des chemins nouveaux, ou d'une façon plus paisible, le ventre orné d'une ceinture blanche, faisaient traverser les rues aux enfants à l'heure de la sortie des écoles ; d'autres institutions étaient permanentes et consacrées à une sorte de rééducation : les plus fameux ont été les camps forestiers où l'on a envoyé des milliers de jeunes gens replanter les arbres que depuis 1650 l'Amérique a coupés avec tant d'allégresse et de fierté. On cite aussi la pittoresque équipe d'artistes sans travail que le gouvernement fédéral embaucha durant l'hiver 1933-1934 et qui produisit pour les écoles des États-Unis, pour les monuments publics et même pour le jardin zoologique de Washington des tableaux et des portraits qui font encore l'ornement des cabinets ministériels et la joie des jeunes singes qui ont désormais le plaisir de se mouvoir dans un décor tropical peint à l'huile tout autour de leur cage.

Ces procédés firent disparaître les souffrances les plus aiguës. Les mendiants et les marchands de pommes cessèrent d'encombrer les trottoirs des grandes villes. Les cheminots se firent rares dans la campagne et, vers la fin de l'hiver 1933-1934, il sembla que le Gouvernement fédéral avait obtenu des résultats décisifs.

ROOSEVELT ET LA NATION

De mars à juillet 1933, la reprise des affaires avait été rapide. D'août 1933 à février 1934, la situation se retourna et devint mauvaise. De mars 1934 au mois de mai, il y eut de nouveau une poussée favorable. Mais l'approche des élec-

tions, la répercussion des événements d'Autriche et les difficultés croissantes que rencontrait le Gouvernement pour faire respecter ses codes dans les industries, les restrictions dans les campagnes semblèrent jeter à travers le pays un désarroi qui rendit l'été 1934 morose et préoccupant. C'est seulement à partir de la seconde semaine de novembre que le mouvement d'amélioration reprit. Les deux derniers mois de 1934 et les premières semaines de 1935 ont été les meilleurs qu'ait connus l'économie politique des États-Unis depuis 1929 (1).

L'enthousiasme de 1933 reparaît; le Président, peut sentir que la masse du pays est avec lui, violemment, lourdement. Les Américains ont compris que leur Président, bien qu'il appartienne à une vieille famille traditionaliste, libérale et cosmopolite, bien qu'il ait vécu toute sa vie dans la métropole internationale de New-York, bien qu'il soit le membre le plus brillant du parti démocrate, que toutes ses doctrines et ses traditions lient à l'internationalisme, bien qu'il ait lui-même fréquemment parlé en faveur de la Ligue des nations et de l'entente entre les peuples, malgré tout, les Américains comprirent que Franklin Roosevelt avait fait pour eux la politique nationale la plus hardie, la plus intransigeante et la plus systématique. Désormais le dollar, qui précédemment était une monnaie internationale, est une monnaie strictement nationale. Désormais l'agriculture américaine, qui visait à conquérir tous les marchés du monde, se maintient chez elle, cherche à travailler pour son marché intérieur; désormais l'industrie américaine, qui depuis la guerre cherchait partout des marchés, s'organise pour vivre de l'Amérique et sur l'Amérique. Le Président l'avait signifié le jour où il avait décidé à la fois de faire baisser le dollar et de faire hausser les salaires. Par cette méthode, il interdisait à l'industrie américaine de profiter de la baisse de sa monnaie pour concurrencer sur les divers marchés d'Europe et d'Amérique du Sud les peuples à monnaies hautes.

A vrai dire, les États-Unis bénéficièrent d'une façon appréciable de la diminution de la valeur du dollar, mais le mouvement aurait eu une ampleur infiniment plus grande, si le Président n'avait pas cherché en même temps à faire

(1) En 1934, les valeurs cotées en Bourse à New-York ont payé 1 504 000 000 dollars de dividende contre 1 308 000 000 en 1933.

monter les prix intérieurs. Beaucoup d'étrangers s'y perdirent, et virent là des procédés contradictoires; ils ne comprirent pas que le but du Président n'était en rien semblable au but du gouvernement anglais qui maintenait la livre sterling au plus bas et les prix en Angleterre à un niveau constant, car l'Angleterre, malgré tout et malgré sa nouvelle politique protectionniste, se considère comme le marché de l'univers, tandis que l'Amérique se considère avec son marché comme un univers.

Roosevelt eut la force, l'adresse et le courage de lancer son pays dans cette voie du nationalisme économique et le pays en fut ravi. Désormais le touriste américain voyage en Amérique, le millionnaire achète des tableaux américains, la femme du monde fait venir ses robes de New-York et la jeune fille émancipée a ses aventures au bar du coin. La surexcitation du nationalisme américain fit de cette nouvelle découverte de leur pays par les Américains une sorte de lune de miel; aujourd'hui encore, New-York, grisé par la fin soudaine de la prohibition et par cet afflux de touristes américains, vit dans une euphorie quotidienne et dans une excitation nocturne qui rappelle l'état nerveux que traversa Berlin vers 1923. Les villes de province elles-mêmes se remplissent d'orchestres, et organisent des théâtres. Chacun dépense et chacun s'agite. On ne parle plus de voyages au loin, mais de fêtes chez soi. La Floride a fait dans l'hiver 1933-1934 une saison meilleure qu'elle n'en avait connue depuis 1929, et l'hiver 1934-1935 annonce pour elle la reprise d'un boom qui a l'ampleur des plus beaux jours de la dernière décade. Durant deux étés de suite, l'immense exposition du Progrès à Chicago a attiré sur le lac Michigan des millions de touristes; elle a payé tous ses frais et s'est soldée par un bénéfice. Les fêtes de Noël ont vu défiler dans les magasins des foules comme l'on n'en avait pas connues depuis 1929, et tout le long des rues des grandes villes, les processions d'arbres de Noël chargés de lampes multicolores ou de veilleuses bleues témoignaient au ciel d'hiver que l'Amérique avait rallumé ses étoiles.

Le luxe reparait partout, les grandes lignes d'aviation américaines lancent en ce moment un nouvel appareil à deux moteurs sans vibrations, l'une des merveilles des transports modernes. Les chemins de fer eux-mêmes, dont il serait préma-

turé de dire qu'ils ont retrouvé la prospérité, organisent de nouveaux trains à moteur Diesel, brûlant du mazout ; ils achètent un matériel luxueux, ils mettent en service des wagons à circulation d'air, où, sans avoir jamais à ouvrir une fenêtre, on jouit d'une température égale et d'un air sans cesse renouvelé. Ces trains fantômes atteignent la vitesse de 160 ou 180 kilomètres à l'heure, et l'un d'entre eux, cet automne, a parcouru en trois jours la distance Los Angeles-New-York qu'il fallait autrefois sept jours pour couvrir. Sur toute l'étendue du territoire, on voit ainsi des automobiles rutilantes et rapides « en forme de larme », afin de glisser plus aisément à travers l'espace et le temps. On trouve partout des écoles nouvelles aux frontaux coloniaux, des routes immenses et larges comme des fleuves, qui permettent à la fois de se rendre sans ralentir d'une ville à l'autre et de contourner toutes les grandes villes. En un mot, l'Amérique offre l'image d'une immense nation qui s'installe chez elle et qui s'y carre avec orgueil.

ROOSEVELT ET L'OPINION

Le pays en jouit. Le Président en profite.

Cette fierté crée entre eux un lien que nul ne peut briser. Elle suffira à lui garantir la fidélité des foules, mais il est trop adroit et trop expert pour ne point prendre toutes les précautions qui sont utiles. Il n'y eut jamais de Président américain qui témoigna de plus de courtoisie aux journalistes : il les reçoit plusieurs fois par semaine lui-même et il cause avec eux comme avec des camarades. Il n'évite pas leurs questions et il répond à toutes. En revanche, il reçoit d'eux l'appui le plus suivi et le plus subtil qu'aucun Président ait jamais reçu. Il serait impossible de citer un seul journal républicain ou démocrate qui ose attaquer le Président, même quand il attaque certains points de sa politique.

Chaque fois qu'un problème délicat se pose, Roosevelt prend soin de faire un appel direct à la nation, et dans une causerie à la radio il expose d'une façon simple, parfois arbitraire, mais toujours convaincante, ses difficultés et son programme. Aucun président des États-Unis avant lui, sans excepter Jefferson et Jackson, n'avait su pousser aussi loin

l'art de multiplier les contacts humains, sans leur permettre d'empiéter sur ses heures de travail. Le Président reçoit un nombre infini de gens, et il les reçoit tous comme si aucun ne le fatiguait. Peut-être doit-il ce don merveilleux à son infirmité ; ne pouvant bouger, ce mouvement qui vient à lui, tous ces êtres qui se tournent vers lui, se pressent autour de lui, lui sont un élément nécessaire et salutaire. De son cabinet, sans remuer, il connaît toujours exactement l'état nerveux et l'état sentimental des masses. Il est soucieux de leur donner la satisfaction qu'ils désirent sans exciter en eux les passions dangereuses. Il trouva nécessaire, pendant les premiers mois de son administration, de livrer en pâture à la foule les grands banquiers, Charles Mitchell, Wiggin, et même les plus respectables d'entre eux, M. Morgan, M. Otto Kahn. Devant une sorte de tribunal révolutionnaire où un Italien brun et bruyant, Pecora, jouait le rôle de Fouquier-Tinville, ces grands seigneurs de la finance durent venir révéler leurs petits secrets et leurs grosses affaires. Pour aucun d'eux ce ne fut agréable, et pour certains ce fut désastreux, mais à aucun le Gouvernement ne fit grâce. Toutes les banques d'Amérique avaient dû fermer, et un tiers d'entre elles ne devaient jamais rouvrir. Les banquiers américains avaient entraîné le pays dans une spéculation qui avait été l'occasion de la catastrophe et que le pays ne pardonnait pas. Les conseils d'administration s'étaient repus de tantièmes et de dividendes, fussent-ils fictifs. Le président Roosevelt voyait que la conscience puritaine de son pays et l'instinct démagogique de ses électeurs exigeait une punition exemplaire ; il laissa faire les enquêteurs et il les encouragea.

Lui-même fut impitoyable ; il sévit avec une égale sévérité contre les banquiers, les banques et les institutions bancaires qu'il jugeait responsables du mal. Il brisa l'ancien système fédéral de Réserve, qui depuis Wilson fonctionnait à la satisfaction apparente de Wall Street, mais que la crise avait condamné aux yeux du pays ; il créa une nouvelle organisation sur laquelle le gouvernement exerce un contrôle presque absolu ; malgré l'effroi des grands financiers et des experts, il s'engagea dans une politique qui devait l'entraîner à dépenser plus de dix-sept milliards de dollars pour les deux premières années de son administration et qui, dès décembre

1934, avait fait monter la dette publique de vingt-trois à vingt-huit milliards de dollars. Le budget, qu'il a soumis au Congrès pour l'année fiscale 1935-1936, s'élève à huit milliards de dollars, comporte un déficit nouveau de cinq milliards, et une nouvelle augmentation formidable de la dette publique (qui atteindrait trente-cinq milliards de dollars en juin 1936). Bien plus, il ne laisse aucun espoir pour un équilibre budgétaire avant plusieurs années. Il a résolument tourné le dos à l'orthodoxie financière.

Il a même prétendu libérer le dollar de la sujétion de l'or, en créant un nouveau dollar appuyé sur des produits divers et des notions originales ; il voulut ainsi faire hausser les prix des matières premières et les enthousiastes menaient grand bruit autour de ces innovations. Sur ces deux points cependant il n'a point réussi, et il ne le cache pas lui-même. Son « dollar de caoutchouc » ne donne point de satisfaction au commerce et reste exposé aux fantaisies des politiciens; les prix ont fluctué, mais ils n'ont pas haussé comme on l'espérait : les cours des matières premières restent bas. Dans ses interviews de fin d'année avec les journalistes, Roosevelt l'a reconnu ; il porte allègrement son échec.

Un autre lui fut plus sensible. Il lui avait fallu plus d'un an pour mettre la main sur le financier dont les entreprises gigantesques et mal équilibrées, l'ambition avide et aveugle avaient entraîné à la catastrophe les plus grandes compagnies électriques et motrices du centre des États-Unis, Samuel Insull, le roi de la finance de Chicago. Le jeu de cache-cache qui s'était déroulé entre Insull et le gouvernement des États-Unis put paraître à certains moments fort comique, quand, à l'abri de l'Acropole et des subtilités athéniennes, Samuel Insull cachait sa déconfiture et les bribes des milliards qu'il avait gardés dans ses poches, tandis que le département des Affaires étrangères de Washington négociait avec le ministre d'Athènes pour savoir si le financier serait rapatrié : il fallut des négociations qui n'eussent point paru sans intérêt à Alcibiade ou à Cléon; mais, enfin, Samuel Insull revint en Amérique et le Président réussit à livrer ce grand coupable à la justice populaire du pays. Insull fut traduit devant le jury de Chicago. Il se produisit alors un fait curieux : tous les journaux d'Amérique, depuis dix-huit mois, avaient abreuvé Samuel Insull

d'outrages et de menaces. Il avait été en butte aux attaques unanimes de tous les partis et de tous les groupes. Son rapatriement était apparu comme une victoire nationale; quand il revint à New-York, il devait sentir, il pouvait savoir qu'il était l'homme le plus impopulaire des quarante-huit États de l'Union. En dehors de quelques vieux serviteurs et de quelques amis aveugles, aucune voix ne s'élevait en sa faveur. Il eut pourtant un avocat, mais Landru n'en eut il pas un?

Après un procès interminable où l'accusateur public se montra véhément et convaincant, où le défenseur d'Insull déploya une adresse sobre, mais patiente, où l'évêque anglican, l'archevêque catholique et le président de l'Université de Chicago vinrent témoigner de la moralité de l'accusé, l'Amérique, le 25 novembre au matin, apprit que le jury de Chicago venait de renvoyer Samuel Insull absous. Ce résultat curieux est moins curieux encore que la placidité parfaite et la satisfaction avec laquelle fut accueilli ce verdict par la presse et la nation entière.

Ce verdict fut alors rapproché des verdicts analogues obtenus à New-York où Charles Mitchell et Wiggin, quand ils furent déférés devant la justice, obtinrent des sentences d'acquittement. A New-York comme à Chicago, des jurys composés de petits bourgeois et d'ouvriers donnèrent des majorités fort nettes en faveur de ces grands coupables qui avaient dilapidé la fortune du pays, que la réprobation publique accablait et que le Président dénonçait. Fallait-il voir là un simple mouvement d'humanité, ou le signe d'une révolte contre Franklin Roosevelt?

ROOSEVELT ET LES AFFAIRES

Il était difficile, pour un observateur européen circulant à travers New-York cet hiver, de comprendre comment le Président avait pu se voir désavouer si brutalement par un groupe de citoyens quand le pays entier paraissait le suivre avec tant d'enthousiasme. Car même cette ville, jusqu'alors la citadelle de la haute banque et de la résistance à Roosevelt, semblait convertie. Les salons les plus rébarbatifs et les dames les plus conservatrices ne tarissaient pas d'éloges sur le Président. Après avoir été honni pendant tout le cours de 1933, il

était béni, et l'on ne pouvait échapper à l'impression que New-York se ralliait avec éclat à la cause victorieuse. Il fallait reconnaître que la haute société anglo-saxonne commençait à être fière de Roosevelt et à lui témoigner une confiance que jusqu'alors, elle lui avait refusée. Dans tous les coins, après chaque cocktail, l'homme d'affaires important, sérieux et pondéré confiait qu'il savait de la source la plus sûre que les vues du Président étaient orthodoxes, que Roosevelt avait fait la part du feu et que l'on pouvait maintenant avoir toute confiance en lui. La surprise que l'on éprouvait à écouter ces propos idylliques devenait encore plus grande, si l'on allait s'asseoir modestement à un bar d'un quartier pauvre ou, mieux encore, dans le fumoir d'un pullman. Là, c'était un autre ton. Les voyageurs de commerce, les petits propriétaires, les tenanciers d'hôtels et de garages, étaient avares d'éloges; dans le bruissement du train, dans la fatigue alourdissante d'une nuit de chemin de fer, ils passaient de longues heures à fumer des cigares, et à se dire qu'ils ne comprenaient rien à ce que voulait le Président, et qu'ils n'en auguraient rien de bon.

Le Président a réussi depuis six mois à ramener à lui les potentats de la banque et de l'industrie, mais depuis six mois un mouvement de défection se fait sentir chez les petits industriels et dans la classe bourgeoise. Ce ne sont point là des milieux assez influents ou assez fortement organisés pour pouvoir faire entendre leur voix avant longtemps; mais ils représentent dans l'économie du pays un élément très important et le Président ne peut se désintéresser de leur mécontentement.

Franklin Roosevelt est parvenu à s'entendre avec les grands industriels, il leur a imposé de hauts salaires et il les a contraints à ne point augmenter le prix de leurs objets, mais dans une entreprise aussi gigantesque que les trusts américains il y a toujours place pour des économies et des améliorations techniques. Grâce à leur capital, grâce à la tolérance du gouvernement, qui cessait de s'opposer à leur accaparement, grâce aux économies qu'ils réalisaient, non sur les ouvriers protégés par le gouvernement, mais sur les employés dont l'État se souciait moins, grâce enfin au désarroi de la petite industrie, les plus puissants s'arrangèrent assez bien de la réorganisation Roosevelt.

Les plus petits en portèrent tout le poids. Les industries plus modestes, qui n'avaient point assez de capitaux pour acheter des machines nouvelles, qui n'avaient point un personnel assez vaste pour réaliser discrètement des économies sur leurs services de vente pendant qu'ils dépensaient plus d'argent pour leurs services de production, tous les petits patrons et les petits employeurs se virent acculés à la faillite ou à la condamnation publique. Le Président eut beau chercher à adoucir le régime, il ne pouvait le faire sans mécontenter les ouvriers et il en est résulté depuis un an dans la classe moyenne une situation pénible que les statistiques financières laissent voir. Alors que le nombre des Américains ayant un revenu supérieur à 1 million a augmenté de 20 à 46 en 1933 et que l'un d'entre eux a même reconnu jouir d'un revenu supérieur à 5 millions de dollars, alors que le nombre et la fortune des Américains recevant ou gagnant plus de 25 000 dollars a augmenté cette année, le nombre des capitalistes doués d'un revenu supérieur à 1 000 dollars et inférieur à 25 000 dollars a décru sensiblement. Ils étaient 3 755 000 en 1932 et 3 634 000 en 1933, année où ils encaissèrent 7 milliards 367 000 dollars au lieu de 7 milliards 834 000 dollars (1). Dans l'ensemble du pays, alors que les affaires les plus importantes, Ford, la General Motor, le Téléphone américain, fortifiaient leur situation et donnaient des dividendes, les autres s'affaiblissaient et travaillaient à perte.

Ce résultat opposé aux intentions de Roosevelt est aussi fatal que logique. L'on ne voulait sacrifier ni les salaires des ouvriers, ni les bénéfices des grandes compagnies, il fallait bien que la note fût payée par une autre classe sociale : elle le fut par la petite bourgeoisie anglo-saxonne, irlandaise, allemande, celle dont les ressources étaient limitées et stables, celle qui avait placé son capital dans les fonds d'État américains, qui ne suivait pas de très près les fluctuations du marché, qui déjà avait été trompée par les grands banquiers de New-York. C'est elle qui, une fois de plus, ne put point manœuvrer à temps pour protéger ses intérêts comme firent les gros capitalistes, c'est elle qui ne put pas envoyer à Washington des avocats assez éloquents et assez adroits pour

(1) Chiffres fournis le 9 décembre 1934 par G. I. Hervering, commissaire fédéral des impôts.

défendre sa cause ; c'est elle enfin qui, n'étant ni la masse ni la fortune, s'est trouvée prise entre les exigences des ouvriers et la diplomatie des gros patrons.

En Amérique comme dans tous les pays, il semble que le régime parlementaire soit particulièrement maladroit à défendre ces intérêts qui n'ont point l'avantage du nombre ou l'utilité de la richesse. Telle est la raison qui vaut au fascisme des partisans dans tous les coins du monde. Ce despotisme d'abord répugne à tous, mais il finit par être moins pesant que le despotisme conjoint des masses avides, et de l'argent égoïste. La classe moyenne trouve son refuge dans le fascisme qui, lui seul, est prêt à payer un prix honorable ces denrées que la classe moyenne possède, mais que le parlementarisme méprise : le courage et l'honnêteté. Sans qu'il existe à l'heure actuelle aux États-Unis de mouvement fasciste, sans même que l'on puisse parler d'une tendance à la dictature, il faut reconnaître que les conversations de la bourgeoisie marquent une lassitude profonde à l'égard de la démocratie parlementaire, et que de jour en jour l'on entend plus fréquemment dans ces milieux la critique du gouvernement fondé sur l'opinion publique et manœuvré par la richesse.

Au début de 1935, l'augmentation (1) du chômage dans les masses populaires n'est pas le point le plus noir de la situation américaine ; ces milliers de jeunes gens sortant des Universités, et ces dizaines de milliers de petits industriels et commis-voyageurs dont la vie est devenue impossible, présentent en réalité le problème le plus ardu. Car si l'on peut donner l'aumône ou fournir un travail matériel à des cheminots, que peut-on faire d'avocats sans cause, d'ingénieurs sans usine, de médecins sans clients, et de musiciens sans élèves? La grande industrie, à sa réunion de décembre, a fait entendre au Président qu'elle était toute prête à le soutenir, qu'elle acceptait ses doctrines et ses méthodes, qu'elle se ralliait à l'ensemble de son programme, et qu'elle se résignait même à voir établir en Amérique un système analogue à celui de l'Angleterre qui permettrait d'entretenir au prix minimum cette masse d'Américains qui semble désormais vouée à l'oisiveté.

(1) La Fédération américaine du Travail signalait pourtant une augmentation de 550 000 chômeurs en décembre 1934.

Il y a dix ans, l'Amérique entière éprouvait un sentiment d'horreur à l'idée de secours de chômage permanent. Et tout Américain exprimait bien haut l'opinion que ces secours de chômage, distribués par l'Angleterre à ses sans-travail, suffisaient à expliquer la déchéance nationale et internationale de la Grande-Bretagne.

Il a fallu des événements bien brutaux, pour que les quatre-vingt-dix-neuf plus gros commerçants, industriels et banquiers d'Amérique se résignent à suggérer en termes voilés cette solution jadis honnie.

Il a fallu que le monde des affaires américain ait compris avec le Président le nouveau dilemme en face duquel on se trouve; le problème de la prospérité économique est entièrement différent du problème du bonheur social; à l'heure actuelle, en continuant sur la route où l'administration est engagée, il serait apparemment possible de relancer les affaires et de gagner de l'argent; mais il n'est point possible de garder en même temps la prospérité, le régime parlementaire et une classe moyenne.

AUJOURD'HUI

Aujourd'hui, le président Roosevelt a réussi. Demain sans doute lui appartient. Mais il est trop honnête pour ne pas voir que ce triomphe personnel et cette aventure merveilleuse ne sont point pour le pays des gages stables de bonheur. Son attitude et ses décisions récentes marquent tout au contraire qu'il se sent plus inquiet et plus embarrassé qu'il ne le fut jamais. Il a remis en marche la machine économique, il a su conserver la paix sociale, il a su guider son pays, mais le pays et lui-même gardent l'impression d'instabilité. On parle encore de l'expérience Roosevelt, et toute croisade que l'on nomme encore expérience, alors qu'elle est engagée à fond, risque d'y perdre son prestige de croisade. Le Président en a une conscience si nette qu'il cherche à répandre partout l'impression de stabilité. Il veut donner des garanties aux petits bourgeois inquiets. Depuis le 15 novembre, ses conseillers Roper et Richberg ne tarissent point d'admonestations encourageantes et lénifiantes. Bien plus, le Président sacrifie une partie de la N. R. A., il renonce à certaines de ses idées

les plus ambitieuses. Désormais, l'État cesse de vouloir fixer les prix de vente, et le Gouvernement refuse d'avancer de l'argent aux particuliers pour les aider à se bâtir un foyer. Il exerce sur le Congrès une influence pacifiante. Il réduit autant qu'il le peut les dépenses et il recule devant une nouvelle dépréciation de la monnaie. Nul ne peut s'y tromper. Au début de 1935, le président Roosevelt est beaucoup moins un expérimentateur qu'un conservateur.

La grande difficulté de l'heure présente lui a sans doute révélé la tâche à accomplir. Il lui fallait d'abord remettre en marche l'industrie américaine et il a réussi, ou du moins il a remis en marche toute cette partie de l'industrie américaine qui produit des objets de consommation. Au contraire, tout l'énorme outillage américain destiné à créer des biens *durables* reste encore inoccupé et ruiné; tandis que les producteurs de victuailles, vêtements, chaussures, confections, etc. ont repris leur activité antérieure à la crise jusqu'à 80 ou 90 pour 100, les vendeurs de machines, d'outillage, etc., et l'industrie du bâtiment sont restés à 10 ou 20 pour 100 de leur production normale (1). Ce contraste a fait longtemps le désespoir du Gouvernement fédéral et des Chambres de commerce américaines, mais il semble enfin que l'on se résigne.

N'est-il pas évident que la prospérité américaine avant 1929 était une prospérité créatrice? Ce qui faisait la richesse du pays, c'était cette dépense d'énergie nécessaire pour aménager un continent nouveau où chaque année des centaines de milliers d'hommes venaient s'installer, et pour bâtir la civilisation qui croissait de mois en mois en richesse, en ambition et en variété. Quand toutes les terres arables du pays eurent été distribuées, quand la contrée se ferma à l'immigration, et quand enfin elle s'isola du monde extérieur par une politique de passivité, par des tarifs douaniers infranchissables, l'Amérique, sans s'en rendre compte, comme elle changea de mœurs, changea d'orientation. Tous les immigrants importuns, tous ces étrangers indiscrets, c'était en somme les matériaux dont elle se servait pour créer. En les refusant, elle refusait de créer. La prospérité nouvelle de l'Amérique ne peut pas être comme jadis une prospérité créatrice. Ce n'est pas en faisant

(1) En novembre-décembre 1934, la production de l'acier a oscillé entre 20 et 35 pour 100.

des maisons, des usines pour créer un nouvel outillage, des ateliers pour y développer de nouveaux moyens de production et d'invention que l'Amérique désormais peut établir un système économique actif.

L'Amérique est devenue un pays de conservation, elle peut, avec ses immenses richesses et sa population relativement faible, organiser son territoire en sorte que chaque Américain puisse réellement jouir d'un bien-être considérable et d'avantages que nul autre citoyen de nul autre pays ne possède. Mais elle peut seulement le faire si elle procède avec grand soin, et si elle ne gaspille plus. C'est un retournement complet de l'outillage, des méthodes et de la psychologie. C'est la ruine de toute une catégorie d'industriels et la conversion d'une masse immense d'artisans en ouvriers ou en paysans. Cette refonte de la civilisation est impérieuse et urgente, — à moins que ne survienne une guerre.

C'est à ce travail que le président Roosevelt va consacrer le plus clair de ses forces. C'est ce travail qui, à l'heure actuelle, lui impose un surcroît de difficultés et de fatigues, c'est ce travail qui reste si mystérieux pour diverses nations européennes. Rares sont les voyageurs qui ont su comprendre ce peuple encore jeune et hardi, qui presque seul sur terre ne possède aucun groupe révolutionnaire très cohérent et aucun groupe réactionnaire actif. Il n'y a à l'heure actuelle aux États-Unis qu'une seule tendance. Et derrière les tentatives multiples de Roosevelt il n'y a qu'un seul instinct : l'instinct nationaliste et conservateur.

On parle beaucoup des audaces de Roosevelt, mais la plupart d'entre elles ne sont que des précautions. Malgré la phraséologie moderne qui obscurcit les problèmes et les esprits, il est clair que le début du xxe siècle n'est pas une époque de hardiesse, mais une ère de crainte. L'homme a peur de ce qui est hors de lui et de ce qui est en lui ; il a peur des objets et du destin ; il a peur de ce qu'il crée et de ce qu'il subit. Le socialisme, le communisme sont d'immenses vagues de terreur ; tandis que le vieux libéralisme, dont la mort aujourd'hui jette le désarroi de par le monde, était optimiste et téméraire, n'hésitant pas à aller de l'avant et à entreprendre, car il croyait dans la chance de l'homme, communisme, socialisme et fascisme sont inquiets et précautionneux ; ils veulent ins-

taurer partout le système de l'assurance, du fonctionnarisme, de l'uniformité et de la bureaucratie. Ils sont obsédés par les dangers que la guerre, la machine, l'or, la maladie, l'inégalité font courir à l'homme, et ils s'évertuent passionnément à bâtir une civilisation sans risques. Il ne serait point faux de dire qu'à l'heure actuelle seuls les individualistes et les réactionnaires ont gardé le sens de l'audace ; mais l'Amérique pour l'instant ne possède plus d'individualistes ni de réactionnaires. Les longues années de crise et de souffrance, le désarroi moral de l'après-guerre ont stimulé jusqu'au délire l'instinct social et l'esprit conservateur; ces forces ont poussé Roosevelt et elles le soutiennent encore. C'est afin de les satisfaire qu'il a préparé pour 1935-1936 un vaste programme d'assurances sociales qui coûteront fort cher et eussent paru absurdes à l'Amérique du XIXe siècle et même à celle de 1920. Il aura besoin de leur appui constant pour faire admettre au pays que l'Amérique doit renoncer à créer afin de vivre. En effet, chez un peuple si jeune et si vivant cette prudence est un état morbide; si elle retrouve sa santé, elle réclamera sa joie, qui est risque. Mais peut-être ne connaîtra-t-elle plus jamais cette griserie de la découverte et lui faut-il se résigner à devenir un peuple stable et rassasié.

C'est une grande chance pour l'Amérique d'avoir trouvé en cette heure critique, où il lui faut changer l'orientation de sa vie nationale et se replier sur elle-même, un homme qui sait faire cette besogne avec enthousiasme et lui donner un air triomphal.

Dans cette grande retraite de l'Amérique, dans cette immense liquidation des rêves du XIXe siècle, le sourire de Roosevelt, sage et subtil, apparaît aussi comme un symbole.

BERNARD FAŸ.

RICHELIEU ET L'ARMÉE

I

« L'État le plus puissant du monde ne saurait se vanter de jouir d'un repos assuré, s'il n'est pas en état de se garantir en tout temps d'une invasion inopinée (1). » Ces paroles, filles de l'expérience, prennent toute leur force si on les rapproche du *Conseil que le cardinal de Richelieu donna à Louis XIII pour le bien de son État* peu après qu'il fut entré aux affaires : « Puisque Votre Majesté, écrit-il, me fait l'honneur que je lui parle de ce que j'estime le plus considérable maintenant dans les affaires, je ne crois pas me tromper si je lui dis que j'ai remarqué quatre causes principales qui donnent de la langueur et de la faiblesse à cet État. La première est étrangère et n'est autre que l'ambition effrénée de l'Espagnol, qui, le faisant aspirer à la monarchie de l'Europe, le fait entreprendre sur les États de nos voisins, qui sont comme les dehors du Royaume, dont même il prétend s'emparer un jour aisément. Les autres sont internes et domestiques, qui servent d'appui à toutes les révoltes et qui sont comme un lion nourri dans le Royaume : l'une est l'excessive licence des grands; l'autre est le défaut de troupes aguerries; et la dernière est le manquement d'un fonds considérable dans l'épargne pour entreprendre la guerre dans les occasions et la faire subsister autant qu'il est besoin... Le peu de troupes aguerries qu'on entretient sur pied pour l'ordinaire et le peu de fonds qu'il y a dans l'épargne, réduisent Votre

(1) *Testament politique*, IIe partie, section IV, édition elzévir, p. 306.

Majesté à l'impuissance absolue de s'opposer aux étrangers ou à ceux qui se révoltent. Aussi est-ce à quoi principalement mon avis serait qu'elle fit donner ordre, m'assurant qu'elle verrait bientôt la France changer de face et se rendre redoutable aux étrangers qui l'ont hardiment offensée (1). »

On le vit au siège de La Rochelle : la France n'avait pas d'armée, il fallut tout improviser. Et un peu plus tard, quand, en raison de la situation générale de l'Europe engagée dans les alternatives de la guerre de Trente ans, la France se trouva obligée de prendre parti, ses chefs durent se demander quelles forces elle opposerait aux armées nombreuses et exercées qui la menaçaient de toutes parts.

Richelieu, fils et petit-fils de soldats, dont la première éducation avait été celle de l' « Académie », — l'Académie du sieur de Pluvinel, où l'on apprenait la « perfection du cavalier », — avait eu dans ses attributions, lors de son premier ministère, les choses de la guerre. Il avait vu le mal et le désordre de près.

Aussi sa grande pensée, sa pensée instante, dès qu'il eut été mis à la tête des affaires, fut-elle d'assurer au Royaume une puissance militaire capable de faire face aux difficultés intérieures et extérieures qu'il prévoyait (2). Là encore, selon un mot fameux, « le cardinal eut les intentions de tout ce qu'il fit ». Mérite qui lui est, d'ailleurs, reconnu par l'histoire : « Pour nous, dit l'auteur de l'*Histoire de l'armée et de tous les régiments* (3), Richelieu est l'admirable génie qui tira la France de l'anarchie ; c'est l'administrateur qui organisa l'armée, qui y rétablit l'ordre et la discipline. Après la mort de Henri IV, les ressources de l'État étaient épuisées, les troupes disciplinées lui manquaient, les chefs avaient vieilli : il fallait tout créer sur une échelle immense. Il forma plusieurs armées qui combattirent constamment sur nos frontières et à l'étranger, enrôla à sa solde les armées suédoises, fournit à toutes les exigences de ses guerres... »

(1) *Avis adressé au Roi après la révolte de Soubise*, publié dans *les Sentiments illustres de quelques grands hommes d'État et de très prudents ministres*. Paris, Pierre Le Gros, 1686, petit in-12.

(2) Voir les études approfondies, dont il fit un recueil conservé aux Archives des Affaires étrangères, et publiées ou analysées dans *Lettres du Cardinal de Richelieu*, par Avenel.

(3) Adrien Pascal, t. II, p. 13.

Juste louange, mais qui ne fut véritablement méritée qu'au fur et à mesure des événements et quand les « intentions » eurent trouvé à se réaliser dans les faits après tant d'essais vains et infructueux. Car cette entreprise d'État, la création d'une armée, fut le calvaire de Richelieu.

Pour comprendre quelle peine fut la sienne, il faut considérer le problème sous ses faces diverses : après quelques observations d'ordre général, nous examinerons successivement les résultats de l'activité de Richelieu en ce qui concerne le recrutement des armées, leurs cadres, leur entretien, la discipline, finalement en ce qui touche à l'art militaire et au commandement.

DIFFICULTÉS DE TOUTE SORTE

Il faut se garder avant tout de donner aux mesures législatives et administratives, prises sous le ministère du cardinal de Richelieu, le caractère de décisions obéies, de réglementation généralisée et durable. Le nombre même de ces mesures, incessamment renouvelées, prouve leur peu d'efficacité.

Le Code Michau, rédigé en 1629, après le siège de La Rochelle et avant les grandes guerres, contient de nombreuses prescriptions relatives aux choses de l'armée. Or ces prescriptions seront sans effet : l'État se dérobera à ses propres engagements. Qu'il s'agisse de la solde, des vivres, des étapes, des logements, des hôpitaux, le tout continue à aller au gré des événements, parfois de mal en pis.

Le cardinal lui-même ne se fait aucune illusion à ce sujet : un document officiel et écrit quelques mois avant sa mort, conservé aux Archives de la Guerre, en est une preuve ; il est daté du 18 décembre 1641 : « Sur l'avis donné à Sa Majesté que les gens de guerre sont accoutumés depuis quelques années de vivre dans une telle licence qu'il est impossible de faire observer les règlements par elle faits pour les étapes, Sa Majesté a enjoint expressément aux maires et échevins des villes d'arrêter aux portes, ponts et passages d'icelles, ou en tel lieu qu'ils estimeront à propos, le corps d'infanterie ou de cavalerie qui aura fait quelque désordre, pour saisir et punir les auteurs... » C'est comme si l'on disait au magistrat civil :

« Nous n'y pouvons rien; fais-toi justice à toi-même » (1).

Donc, pour avoir une vue exacte des réalités, il faut considérer les faits et la vie journalière. Les progrès lentement développés de l'organisation militaire, Richelieu les accomplit par une volonté, une énergie soutenue, une attention minutieuse, vétilleuse, par un déploiement d'autorité jamais lasse et toujours débordée par la grandeur de la tâche. C'est seulement après sa mort que la victoire de Rocroi, couronnement de ses efforts, consacra la supériorité des armes françaises sur ses puissants adversaires, l'Autriche et l'Espagne.

Une autre observation rend sensibles, en quelque sorte, les difficultés auxquelles se heurte la volonté du cardinal.

A l'époque où Richelieu reçut la charge des affaires, le Roi lui-même n'avait pas un plein pouvoir de décision en ce qui concernait la formation et la conduite des armées. Du système féodal il restait, entre autres survivances, ce fait traditionnel que l'autorité s'exerçait par l'intermédiaire de personnes jouissant de situations acquises ou de délégations plus ou moins arbitraires, le tout constituant un véritable partage de la souveraineté. Par exemple, le connétable, haut personnage inamovible, avait des droits de commandement et un pouvoir de décision dont il fallait tenir compte soit en temps de paix, soit en temps de guerre. Pour les choses de la marine, une autorité analogue appartenait aux deux amiraux commandant l'un dans les mers du Levant, l'autre dans les mers du Ponant. Le Roi n'était véritablement le maître que s'il commandait en personne, et encore à la condition qu'il fût assez fort pour se faire obéir. Il suffit d'évoquer le souvenir des entreprises du connétable de Bourbon, de Biron, amiral de France, des Guise, des Montmorency, pour donner la mesure de l'obstacle que présentaient ces situations, d'autant plus gênantes qu'elles étaient plus mal définies.

Quand Richelieu arriva au pouvoir, il dut ménager les prérogatives de Lesdiguières, et c'est seulement après la mort de celui-ci, qu'ayant, par un véritable coup d'autorité, fait supprimer la charge de connétable, il put se faire attribuer à lui-même, durant le siège de La Rochelle, une délégation de l'autorité royale sur les choses du militaire pour cette cam-

(1) Archives de la Guerre, t. LXVI, n° 497, cité par Caillet, 2e édit. t. II, p. 151.

pagne, se la faire renouveler, par la suite, pour la campagne d'Italie, et même au cours des grandes guerres européennes. Ce fut au prix d'une guerre civile qu'il arracha au duc de Guise et au duc de Montmorency les fonctions d'amiral, qu'ils exerçaient sur l'une et l'autre mer, de façon à faire créer pour lui, par une innovation cruellement blâmée, les fonctions de surintendant général de la navigation ; sans quoi, aucune des grandes pensées qui couvaient dans son esprit au sujet de la puissance navale et de l'expansion coloniale de la France n'eussent pu se réaliser.

Dans l'armée, les officiers, jusqu'aux grades inférieurs, exerçaient de même leurs fonctions comme un *office*. Ils recevaient, à cet effet, une « commission » qu'ils achetaient à beaux deniers comptants. On possédait un grade, comme on possède aujourd'hui une étude de notaire ou un greffe de tribunal. Des hommes qui se consacraient à la carrière des armes, tel Fabert ou Guébriant, ne pouvaient être officiers qu'en y mettant le prix et nous les voyons se ruiner, eux et les leurs, pour servir le Roi dans ses armées. Le Roi n'avait guère d'autre façon de reconnaître leurs services que de les aider par un concours pécuniaire, sous forme de gratification ou de pension. Tout en se conduisant bravement, ces hommes de carrière n'oubliaient pas de pourvoir au revenu de la charge et, le cas échéant, au profit.

Chaque province, chaque partie de l'ordre social, avait ses droits, ses privilèges, et entendait les faire valoir, fût-ce à l'encontre des volontés royales : ces droits étaient fondés soit sur des pactes écrits, soit sur la coutume. Dans ce fourré d'épines qu'était la constitution du Royaume (sans parler des « épines » des Parlements) un ordre général ne s'était pas encore établi et une mesure d'ensemble ne descendait que par lente pénétration jusqu'aux couches inférieures. Il y avait toujours quelque joint par où se glissait l'esprit de localisation et d'indiscipline. En un mot, l'unité n'était qu'en expectative. Le caractère particulier de chaque province survivait dans le dévouement à une cause commune entrevue dans un devenir encore éloigné, et au nom d'une réglementation royale toujours discutée.

Par exemple, il était de tradition chez le soldat français qu'il ne prenait pas ses quartiers en Allemagne ; si l'on pré-

tendait l'y contraindre, il désertait (2). On vit, à certains moments, les recrues bretonnes regagner leurs foyers parce qu'elles se considéraient comme spécialisées, en tant que Bretons, pour le service contre l'Angleterre et que les autres guerres n'étaient pas leur affaire.

Il est impossible de concevoir les difficultés financières auxquelles Richelieu se heurta et qu'il ne parvint jamais à surmonter. C'est une véritable tragédie que la persistance acharnée du grand ministre, sentant la terre se dérober sous ses pas au fur et à mesure qu'il avançait plié sous le fardeau. Un seul trait entre mille. Le cardinal de La Valette, commandant l'armée d'Italie, lui écrit en pleine guerre, 1638 : « L'argent est rare au point que l'on ne peut faire une seule montre ; si tout me manque, je préfère mourir plutôt que de voir périr ce pays à mes yeux et d'être déchiré par un mal auquel je ne puis remédier. » Et quelques jours plus tard (1) : « Le débandement commencé de nos troupes me fait craindre qu'elles n'achèvent de se dissiper entièrement. On croit, ou on me veut persuader, que nous avons plus d'argent qu'il nous en faut pour payer l'armée... Notre cavalerie fuit à cinquante chevaux ensemble et notre infanterie se va vendre aux ennemis avec des sergents et des caporaux. Les capitaines même d'infanterie s'en vont sans qu'il soit possible de les retenir... Lorsque nous avons de la peine à trouver huit cent mille livres pour l'année, les Espagnols ont trois cents mille écus par mois, pour l'ordinaire. »

Quels efforts, quelle vigueur, quelle foi ne fallait-il pas au cardinal ministre, assailli de tous côtés par de telles supplications, pour ne pas perdre pied ! Une plainte perpétuelle monte des armées au Roi et à ses ministres ; et c'est pour barrer ce courant de désespérance trop justifiée, que le cardinal, par une juste appréciation du progrès accompli malgré tout, fait bonne figure et, à la fin de sa carrière, la face tournée vers le Roi dont on devine le visage morose, lui adresse cet « avis » dont l'optimisme est véritablement un acte de haute vertu politique : « Les préparatifs de l'armée étonneront sans doute la postérité. Toutes les dépenses des guerres qui avaient été faites, les années précédentes, par extraordinaires, furent converties, cette année, en ordinaires ; toutes les troupes, qui

(1) Vicomte de Noailles, *le Cardinal de La Valette*, p. 437.

avaient été auparavant levées sur la fin des campagnes, eurent quartiers d'hiver comme les autres pour être en état de servir au printemps. Ainsi, vous eûtes, dès le commencement de l'année, cent et tant de régiments d'infanterie en campagne, et plus de trois cents cornettes de cavalerie ; vous doublâtes cette année le secours que vous aviez accoutumé de donner aux Hollandais... »

Ces paroles d'un homme qui continuait à lutter sans trêve, alors que la mort rôdait autour de lui, avaient le double mérite de soutenir les courages et d'ouvrir les voies de la victoire. La fortune de la France était en marche.

Il s'agit maintenant de montrer comment le ministre abordait les nombreux problèmes concernant l'armée et la puissance militaire du pays.

LE RECRUTEMENT

L'époque de Richelieu n'a pas connu d'armées permanentes. En des temps de grand péril national, sous Charles VII, sous François Ier, on avait bien tenté d'organiser des *milices*, des *légions*; mais ces organisations n'avaient guère survécu aux circonstances qui les avaient fait naitre (1). Tout au plus subsistait-il, des guerres antérieures, une sorte d'armée de cadres, dont il importe d'exposer le fonctionnement.

En vertu du droit féodal, le suzerain pouvait convoquer le ban et l'arrière-ban ; mais, avec la désagrégation du système, ce genre de service était d'un bien médiocre rendement. Les guerres de religion avaient porté un coup mortel aux institutions du moyen âge.

Durant les hostilités et les mouvements qui se produisirent au cours des premières années du règne de Louis XIII, les armées étaient d'effectifs extrêmement restreints. Des campagnes célèbres, des faits d'armes glorieux n'ont mis aux prises que quelques milliers, quelques centaines d'hommes. Le plus souvent une campagne n'était marquée que par des rencontres de cavalerie ou par les sièges indéfiniment multipliés de villes, de châteaux ou de simples bicoques, la tac-

(1) Voir sur les origines : *la France en 1614*, dans l'*Histoire du Cardinal de Richelieu* : Les instruments de la domination : *L'armée*, t. I, p. 264-282.

tique ayant surtout en vue les voies d'accès et les subsistances.

L'infanterie n'était pas, tant s'en faut, « la reine des batailles ». Quant à l'artillerie, elle existait à peine : quelques canons traînés péniblement, alourdissant les convois et, souvent inutiles, faute de munitions. La cavalerie a, en somme, la plupart du temps, un rôle décisif.

Dans les temps qui précèdent la participation de la France à la guerre de Trente ans, c'est à peine si les armées ont une tendance à accroître leurs effectifs. En 1634, Charles de Lorraine, excellent général, engagé dans une lutte à mort contre la France, ne dispose que d'une troupe de huit mille hommes. On considère comme un trait de l'exceptionnelle puissance militaire de l'Espagne, ce fait que le cardinal-infant ait pu amener sur le champ de bataille de Nordlingen une armée de quinze mille hommes. Quand il eut fait sa jonction avec l'ensemble des forces impériales, l'armée catholique n'atteignait pas cinquante mille combattants, — sur le papier bien entendu. En face d'elle, l'armée suédoise, par la jonction de Horn et de Saxe-Weimar, s'élève à vingt-cinq mille hommes (seize mille fantassins, neuf mille cavaliers).

En 1635, lorsque le roi de France jette ses forces dans la lutte contre la maison d'Espagne-Autriche, il ne s'engage à fournir à ses alliés que des contingents ne dépassant pas douze mille hommes de pied et deux mille chevaux ; et encore ne seront-ils mis à la disposition des chefs étrangers qu'après de longs retards, par petits paquets, au compte-gouttes (1).

Ces chiffres ne sont en rien comparables à ceux que la France mettra en ligne quelques années plus tard, sous l'impulsion que le cardinal donne au recrutement et à la mobilisation. Malgré les pertes cruelles causées par la guerre elle-même, par la mortalité, suite des combats, des privations, des fatigues, des maladies épidémiques, du manque d'hôpitaux, des massacres de prisonniers, de civils, les armées françaises compteront jusqu'à cent cinquante et deux cent mille hommes. Un tel résultat est d'autant plus frappant que les procédés de recrutement en usage au moment où Richelieu arriva au ministère ne se trouvaient pas sensiblement modifiés.

(1) Vicomte de Noailles, *Bernard de Saxe-Weimar*, p. 170 et suivantes.

Ces procédés se réduisent à trois : la levée par enrôlement plus ou moins forcé, l'engagement volontaire, le recours à des contingents étrangers. Ils donnent des résultats suffisants parce qu'ils dérivent d'un état de choses consacré : en France et hors de France, le service militaire est considéré comme un métier, une profession, une carrière, non seulement pour les officiers, mais pour les soldats. Le pays doit au Roi des combattants comme il doit des ouvriers à la terre et à l'industrie; à défaut, on en recrute au dehors. La guerre était nationale, l'armée ne l'était pas. Il y avait partout dans le Royaume et dans les pays voisins, même éloignés, une population flottante prête à répondre à l'appel des recruteurs commissionnés à cet effet, et à prendre service soit dans un camp soit dans l'autre. La « commission », délivrée par le Roi ou par des chefs qualifiés, était le nœud de tout le système.

Ici intervient la notion de l'armée de cadres. Autour du Roi lui-même et autour des hommes autorisés soit par leur situation, soit par la confiance royale, soit par leur expérience et leurs fonctions, il existait une certaine permanence de service militaire constituant un noyau autour duquel la pulpe du recrutement pouvait se dilater ou se dessécher selon les circonstances.

Le noyau central était le régiment des Gardes. Il se tenait auprès du Roi pour l'honneur en temps de paix, pour l'exemple en temps de guerre, formation d'élite à laquelle toute âme militaire aspirait. Auprès d'elle, les régiments d'ancienne création, *les quatre vieux*, Picardie, Champagne, Navarre, Auvergne, commandés par les plus grands seigneurs de la Cour et du Royaume; puis venaient les régiments de formation plus récente, Cadenet, Rambures, Nérestang, Vaubecourt, Saint-Luc, etc., du nom d'un de leurs chefs; enfin des régiments en quelque sorte occasionnels, créés ou licenciés, multipliés ou réduits en nombre selon les besoins, portant les noms de leurs colonels et leur « appartenant », — c'était le mot courant.

On voit à quel point cette constitution militaire était élastique, ramenée au minimum en temps calme, proliférant soudainement dans la perspective d'une guerre. Le soldat ou l'aspirant soldat subsistait dans le pays en attente de l'appel, choisissait son chef ou bien était choisi par lui. Il y avait le plus souvent entre eux connaissance réciproque, quelque

chose de familial : les Dauphinois, les Bretons s'offraient par paquets à un chef dauphinois, breton et suivaient son sort ; des hommes ayant servi sous tel ou tel, se faisaient maintenir et engageaient des recrues à se faire inscrire ; il y avait une sorte de ventilation par cooptation. On s'engageait pour six mois, pour trois mois, pour une campagne ; on escomptait les profits de la guerre, les qualités du chef, son savoir-faire pour le paiement de la montre, le partage du butin ; si le chef était généreux, sa réputation lui assurait une force d'attraction proportionnelle.

Sans nous attarder à des détails d'ordre technique, ce qui importe, c'est de faire apprécier la force et l'élasticité d'un système formant un bloc bien lié de toute la virilité nationale, épargnant à l'État des charges accablantes durant les longues années de paix, tout en lui assurant rapidement, en cas de guerre, les contingents nécessaires.

Mais quels sont les instruments de cette organisation si souple, si alerte? quels sont les hommes qui, la figure tournée d'une part vers le Roi et d'autre part vers le peuple, communiquaient de l'un à l'autre ce fluide d'obéissance circulant sans cesse, soit excité soit amorti ?

Ces hommes, ce sont ces « gens de main » dont Richelieu parle toujours avec une sorte d'émotion et d'attendrissement. Ils sortent de la petite noblesse et de la bourgeoisie des offices, parfois du peuple, avec à peine une étape intermédiaire dans l'armée. Nourris dans la fidélité, ils ont le sens de l'État : on pourrait les appeler par excellence, selon un vocable du temps, les « bons Français ».

Jean Gangnières, futur comte de Souvigny (1), appartenait à cette partie de la bourgeoisie dont les sentiments catholiques avaient fait des Ligueurs. Né à Jargeau sur la Loire, il était l'aîné de six frères dont le cadet embrassa l'état ecclésiastique ; les cinq autres furent soldats. Laissons-le parler (dix mille, vingt mille de ses contemporains auraient pu tenir le même langage) : « J'avais une inclination naturelle d'aller trouver M. de Beauregard, mon oncle (qui était alors enseigne au régiment de Bourg). Mon père en faisait de

(1) Voir *Mémoires du Comte de Souvigny*, édités par le baron de Contenson. Société de l'Histoire de France, 1906, t. I, p. 1-16.

grandes difficultés au commencement ; mais, voyant ma persévérance, il me donna congé avec sa bénédiction, et ma mère aussi. Ainsi, je partis de Jargeau à la fin du mois d'avril 1613 (il avait juste treize ans) et me rendis, le 10 mai ensuivant, au château de Thizy en Beaujolais auprès de mon oncle, qui y commandait. Auparavant que de m'y recevoir, il m'interrogea si j'y avais inclination, assez de courage et de forces pour supporter les fatigues de la guerre. Lui ayant répondu que oui, il me fit bailler une petite arquebuse, et *me voilà soldat assez bon en temps de paix...* »

Suivons seulement quelques étapes de cette carrière, qui finira par faire de lui un lieutenant général des armées du Roi, gouverneur de Monaco, et lui vaudra des lettres d'anoblissement sous le nom de comte de Souvigny.

D'abord, l'entraînement physique et la discipline : à peine le jeune volontaire était-il admis au régiment de Bourg, que son corps reçoit l'ordre de partir pour se rendre à l'armée de Mantoue. Les souffrances de l'apprenti-soldat furent grandes ; ses pieds étaient meurtris ; les forces lui manquant, il pouvait à peine suivre. Il écrit dans ses *Mémoires* : « Cette mortification m'était nécessaire pour m'humilier, étant un petit orgueilleux ; ce qui fut cause que mon oncle me fit mettre de l'escadre (escouade) d'un caporal sévère, et il se faisait que les soldats me querellaient quand je m'imaginais valoir plus qu'eux. Il a fallu que l'âge et le temps, avec les salutaires avis de mon oncle, m'en aient corrigé. » Voilà ce qui s'appelle prendre bien les choses : c'est que la première formation du soldat doit porter sur le caractère et la discipline.

Vieilli dans les combats, il donnera, plus tard, ces sages conseils à ses fils : « Si vous avez de l'inclination aux armes, il faut bien considérer si vous avez assez de force et de vigueur pour vous acquitter dignement de votre devoir, l'âme assez forte pour surmonter la faiblesse de nature dans les plus grands périls... Quand vous serez hors de garde, employez votre temps à apprendre l'histoire, toutes sortes de règles d'arithmétique, à dessiner des plans des places et attaques, former des bataillons, et même les ordres de bataille et campements. Auparavant que de commencer aucun exercice, ne manquez pas d'entendre la messe tous les jours... En quelque lieu que vous vous trouviez, soit à la Cour, à l'armée, au

palais, à la ville ou aux champs, souvenez-vous de ces cinq choses : la première de vous maintenir incessamment en la grâce de Dieu, la seconde de vous acquérir un fidèle ami capable de vous donner bon conseil, et de cultiver son amitié par vos services, la troisième, de porter toujours une bonne épée à votre côté, dont vous puissiez vous servir, la quatrième de n'emprunter jamais rien de personne qu'en cas d'une extrême nécessité, la cinquième d'avoir toujours cent pistoles à votre disposition, dont vous porterez ordinairement cinquante sur vous et baillerez les cinquante autres à garder sans y toucher qu'alors qu'il plaira à Dieu que vous soyez blessé, malade ou prisonnier des ennemis, ce que Dieu ne veuille ! »

Nous ne pouvons laisser ces *Mémoires* sans y puiser encore quelques traits plus pénétrants que n'importe quel exposé ou statistique.

Voici pour les conditions du recrutement : quand la guerre des princes fut terminée, « le régiment, n'étant composé que d'une partie du corps des officiers et des recrues, fut licencié *comme les autres*. Il y restait peu de soldats, la plupart étant morts de fièvres chaudes, malignes, et d'une maladie d'armée qui s'était communiquée aux personnes chez lesquelles ils logeaient et en fit mourir une grande quantité. Les capitaines et officiers (donc seulement les cadres) allèrent joindre les vieilles compagnies en Lyonnais ».

A la suite de la guerre des Princes, commencent les guerres des protestants. On reconstitue le régiment : « Il était en fort bon état, écrit Souvigny, parce que nous avions fait des recrues, au peu de temps que nous séjournâmes en Guyenne, de plus de deux cents braves Gascons... Après la prise de Saint-Antonin, le Roi marcha avec son armée vers le bas Languedoc et donna ordre aux vieux régiments de faire des recrues. Je fus un des officiers du nôtre commandés à cet effet. Nous partîmes de Carcassonne pour en faire une partie en Lyonnais. Quand j'arrivai à Lyon, j'appris qu'on y avait levé sept ou huit régiments nouveaux et la difficulté d'y trouver des soldats. Mais je la surmontai bientôt *en leur donnant plus que les autres*. »

Un passage de ces *Mémoires* nous montre sur le vif la discipline en usage dans les armées : « Pour en revenir à notre régiment, qui s'acheminait à petites journées vers notre

garnison, nous le fortifiâmes de près de trois cents hommes. Passant par la Normandie, cette nouvelle recrue se fit bientôt connaître par les plaintes extraordinaires que nous en eûmes... La première justice que nous fîmes, ce fut la restitution de ce que les plaignants dirent que les soldats leur avaient rançonné. Après cela, nous en fîmes dégrader et punir d'autres châtiments, dont la noblesse et le peuple furent bien satisfaits. Cette action de justice si solennelle eût encore été plus estimée, si nous eussions fait pendre quelques-uns des coupables. Néanmoins, après cela, nous eûmes fort peu de plaintes... »

Les *Mémoires* de Souvigny (1) nous montrent enfin comment la noblesse s'approchait du Roi et dans quelle familiarité le Roi vivait avec elle : « Il y en avait peu dans ses armées que le Roi ne connût bien et dont il ne sût à quoi ils étaient propres. Il employait chacun selon ses capacités, quand il y avait des charges vacantes, sans qu'il fût nécessaire de se presser pour les aller demander, de sorte que c'était faire sa cour que de bien servir. Outre les charges et offices à quoi chacun pouvait prétendre selon sa portée, l'on était souventes fois prévenu par des bienfaits extraordinaires et des brevets de pension, en quoi M. le cardinal secondait fortement les intentions du Roi. » Tous deux « croyaient s'acquitter dignement de leur devoir » en faisant monter certaines personnes « aux plus hautes dignités de l'État sans faveur ni autre recommandation que leurs propres mérites ».

Ces détails de la vie militaire, exposés avec une si naïve sincérité, se retrouvent dans les carrières les plus illustres de ce temps : ils évoquent les figures d'un Fabert, d'un Guébriant, d'un Pontis, d'un Gassion, d'un Chouppes, d'un Noailles, d'un Puységur.

Ces gens qui gagnaient ainsi les honneurs « du bout de la pique » s'inspiraient des services rendus par leurs pères, leurs familles. Le vieux maréchal de La Force, le compagnon de Henri IV, écrivait à sa femme, en 1605, au moment où son fils aîné, — qui devint en 1652 le second maréchal de La Force, — allait commander un régiment en Flandre : « Quant au péril, je vous dirai librement que j'aime fort mes

(1) T. I, p. 213.

enfants, mais jamais cette considération ne me ferait les priver de ce qui les peut faire parvenir et acquérir honneur et réputation ; nous devons croire que partout ils sont entre les mains de Dieu ; au reste, il est certain qu'en la guerre que nous avons vue en France, l'on y courait plus de péril en quatre jours que l'on fait en celle de Flandre en quatre mois (1). » Et, à propos de son troisième fils Jacques de Caumont, sieur de Masgezir, alors âgé de vingt-cinq ans environ, et qui fut tué au siège de Juliers le 30 novembre 1610, le vieux maréchal déclarait : « Notre cadet Masgezir aura recours à une pique où il faudra qu'il bâtisse sa fortune et que nous laissions gouverner à Dieu. »

A donner de tels soldats au Roi, les femmes elles-mêmes s'employaient. C'était le temps des Chimènes.

« Ghild'haze, fils d'un maçon, de Gand, embrassa d'abord la profession de son père. A vingt ans, il s'éprit de la fille d'un riche marchand. Il était vigoureux, spirituel. La jeune personne lui promit de l'épouser, *s'il parvenait à se pousser à une fortune plus considérable par les armes*, et lui accorda un délai de trois ans. Ghild'haze employa si bien son temps, qu'avant l'expiration du délai, il était capitaine fort considéré. Sa carrière fut conduite avec vigueur et il trouva dans sa femme un aide puissant (2). »

Ces hommes n'aspiraient qu'à une vie de dévouement et de sacrifice : partis jeunes, destinés à mourir jeunes. L'époque était, comme l'a indiqué La Fare, portée à l'héroïsme.

Les choses changèrent au cours même du siècle. On connaît le mot du futur maréchal de Villars : « Je suis résolu à chercher tellement les occasions, qu'assurément je périrai ou je parviendrai. » Déjà perce un sentiment personnel, un « arrivisme » impétueux, exigeant.

La génération précédente avait dans l'âme quelque chose d'autre, le feu cornélien : « Qu'il mourût ! » C'est avec une force incomparable que la valeur emportait ces natures dévouées: enfants qui se voulaient des hommes. On en trouvait de tels à tous les niveaux. Il était défendu aux goujats de faire le métier de soldat; mais ils se battaient quand même. Comment les empêcher? L'année de Corbie, le maréchal de La Force faisait

(1) *Mémoires du Duc de La Force, maréchal de France*, t. I, p. 419.
(2) Vicomte de Noailles, *le Maréchal de Guébriant*, p. 169.

appel aux hommes de bonne volonté, et les crocheteurs venaient lui toucher la main en disant : « Oui, monsieur le Maréchal, je veux aller à la guerre avec vous (1) ! »

Laissons parler enfin le héros sans tache, le type du soldat-né, du cadet de Bretagne qui n'avait guère d'autre héritage que d'être de la lignée de Du Guesclin, l'homme auquel Richelieu, citant sa devise, disait à lui-même : *qu'il n'avait d'autre vaillant que l'honneur*, Guébriant. En quel temps, en quel pays se rencontra-t-il jamais un plus beau courage, entendit-on un plus beau langage? Les troupes weimariennes se sont débandées; elles répandent l'alarme dans le camp français. Guébriant se jette au milieu de ses soldats : « Il ne s'agit plus, messieurs, de la paix de Wolfenbuttel et de la conservation de Brunswick ; il s'agit de toutes nos conquêtes, il s'agit de notre vie, si nous l'estimons plus que notre honneur. Il y va des affaires générales et de la réputation de nos maîtres et de la nôtre. C'est ici le champ décisif de notre estime et de la sûreté de notre parti ; nous y devons faire en gens de bien, et notre courage y doit chercher une grande victoire ou une mort glorieuse (2)... » Le chef parlait avec feu ; lui-même se portait au premier rang. La troupe se reforma et la victoire s'ensuivit.

« Gens de bien ! L'honneur ! » ces mots suffisaient. Ainsi faut-il comprendre la parole de Montesquieu : *Le principe de la monarchie, c'est l'honneur*.

Personne plus que Richelieu n'avait foi en cette élite à laquelle il appartenait lui-même, où il recrutait ses hommes, ses familiers. Dans l'ordonnance de 1629, il avait pris des mesures destinées à assurer à la petite et à la moyenne noblesse les ressources nécessaires pour les aider à vivre et à se consacrer au service du Roi. Dans son *Testament politique*, il se montre préoccupé de supprimer la vénalité des emplois militaires.

Et, comme il savait leur tenir à tous le langage, écho de ce qu'ils avaient dans l'âme ! « Enfin, Guron, faites paraître que vous êtes Guron (3) ! » Après le combat de Veillane :

(1) Tallemant, *Historiettes*.

(2) Le Laboureur, *Histoire de Guébriant*, cité par le vicomte de Noailles, p. 170.

(3) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*.

« Je vous prie de témoigner à M. le comte de Cramail le contentement que j'ai que ses habits aient eu tant de blessures et que sa personne n'en ait point eu du tout (1). » Au comte de Charost : « Brave Charost, l'honneur de ta race (2) ! »

Si grand que fût le dévouement de ces élites, si puissant leur exemple, si ardent le tempérament guerrier des Français, cela n'eût pas suffi pour que le Roi et son ministre vinssent à bout de ces deux puissants adversaires, l'Autriche et l'Espagne, qui, depuis le temps de Charles-Quint, travaillaient à renverser ou à bouleverser le royaume de France pour dominer l'Europe.

Richelieu, s'inspirant encore des leçons des grands Rois, prédécesseurs de Louis XIII, s'efforce d'assurer à la France des contingents étrangers; il rend ainsi de plus en plus intense le rayonnement de son influence et de son autorité sur l'Europe entière. Non seulement il sut s'y prendre à temps pour préparer dans le Royaume, avec ses propres ressources, des armées nombreuses et bien ordonnées, mais il eut l'art de se ménager, sans se subordonner à elles, des alliances fortes et de se procurer au dehors un recrutement abondant, de nature à renforcer ses propres armées sans épuiser les sources vives du pays.

Il ne manqua pas de garder les vieilles conventions qui maintenaient à la France un recrutement régulier auprès des Suisses, des Ligues Grises, et auprès de ces peuples bigarrés, qui, sous le nom de Croates, peuplaient le bassin du Danube, les contreforts des Alpes et ceux des Balkans (3).

De même, il entretint avec l'Écosse des relations assez mystérieuses tendant au même résultat. Un homme qui fut de son entourage intime, le colonel Hebron (Hepburn), lui était un agent précieux. Richelieu avait en outre auprès de lui deux Écossais, son aumônier, l'abbé La Chambre, et son valet de chambre, Deschambres (tous les deux sans doute,

(1) *Ibid.*, t. III, p. 752. — Voir aussi notre tome III, p. 255-256. Cramail était un Montluc, petit-fils du maréchal.

(2) *Ibid.*, p. 759. Louis de Béthune, comte de Charost, mestre de camp du régiment de Picardie.

(3) Voir E. Rott, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des Cantons suisses*, etc. Alcan, 1900, in-8.

Chamber de leur nom d'origine), qui se rendaient en Écosse pour certaines missions plus ou moins avouées (1).

UNE ADMINISTRATION MILITAIRE

Mais, que vaudront ces armées françaises et alliées, qui, c'est entendu, finiront par monter à des centaines de mille hommes, que vaudront-elles pour atteindre le but, la victoire? Difficulté pour ainsi dire insurmontable, tant les moyens manquent : argent, transports, discipline, union.

Richelieu verra une situation si complexe mettre en péril toute son œuvre en cette funeste année de Corbie, — année de la désillusion, — où tous les malheurs s'abattent sur lui à la fois : l'Allemagne reconquise par les armées impériales, la frontière française éventrée, les rives de la Méditerranée polluées par l'occupation des îles Sainte-Marguerite et Saint-Honorat, la Provence lointaine menacée par la tentative espagnole sur la Croisette. A l'épreuve, Richelieu s'apercevra que, s'il a pu réunir des troupes, ce ne sont pas des armées.

Bien vite se fixe dans son esprit une conviction que la rigueur des faits lui impose. Il lui manque, pour gagner la guerre : 1° une organisation militaire ; 2° une politique militaire ; 3° des chefs. Penché jour et nuit sur les nouvelles de l'armée, sur les rapports, sur les chiffres, sur les noms, il tente d'abord de suffire à tout par lui-même (2). Devant La Rochelle, il avait pu s'emparer du commandement et réussir. Mais, aujourd'hui, il faut agir sur cinq fronts dispersés, les Flandres, les Alpes, l'Italie, la Provence, les Pyrénées. Accablant ses secrétaires à écrire, ses subordonnés à le lire, il lutte désespérément contre la distance, le temps, les mauvaises volontés, l'incompréhension. Tout manque à la fois : un trou est à peine bouché qu'un autre se creuse.

Étant admis que le cardinal croit pouvoir compter sur le concours du Roi lui-même sans relâchement et sans défaillance, il va donc tenter de dégager de la confusion féodale et

(1) Voir les « Instructions données au sieur Deschambres, s'en allant en Angleterre et en Écosse, le 1er septembre 1637 », et la note de M. Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. V, p. 847.

(2) Remarquer l'activité fébrile de la correspondance dans la plus grande partie du tome V des *Lettres* publiées par Avenel.

du gâchis anarchique ces trois choses indispensables : une administration, un système, un commandement. Encore est-il nécessaire que lui-même personnellement tienne le tout bien en mains. Le moyen de la victoire sera une totale centralisation avec une implacable autorité.

Il n'était pas dans la manière de Richelieu de créer de nouveaux organes administratifs : il s'appliquait surtout à chercher et à découvrir des hommes. Nous avons, de ce grand réfléchi, qui écrivait tout, des notes jetées à la hâte sur le papier, mais singulièrement instructives sur son procédé de gouvernement. Voici, par exemple, les listes qu'il dressait et qu'il intitulait lui-même : « Gens de qualité à employer (1). » Il s'agit de ces « gens de main » qu'il voulait avoir toujours à sa disposition et avec lesquels il se tenait en contact pour recourir à eux, le cas échéant, selon leurs facultés. Nous allons le voir établir des listes analogues avec renseignements et jugement sur les chefs entre lesquels il se réserve de choisir les commandants de ses armées.

Mais comment les services de moins d'éclat, quoique non moins importants, les services de l'arrière allaient-ils s'organiser? Depuis les origines de la Monarchie, il existait une procédure, née des circonstances, qui consistait à détacher de la cour du Roi pour se rendre soit dans les provinces, soit aux armées, en cas de trouble ou de guerre, des envoyés spéciaux munis de pouvoirs temporaires et que les âges antérieurs qualifiaient de *missi dominici*, les temps plus modernes de « commissaires royaux ». Ces commissaires étaient devenus peu à peu des « intendants ». Or les intendants envoyés aux armées y remplissaient des fonctions civiles de « justice », « police » et « finances » (2).

Richelieu, pendant son court passage au ministère, du temps du maréchal d'Ancre, ayant les affaires de la Guerre dans ses attributions, recourt fréquemment aux services des intendants, particulièrement des intendants d'armée. Pierre Hurault en Languedoc, Caumartin et d'Ormesson en Champagne, Bochart de Champigny en Poitou, Ventadour, Montho-

(1) Voir Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. V, *passim*.

(2) Voir G. Hanotaux, *Origine de l'institution des Intendants*, Champion, 1884, in-8°, p. 10 et suivantes.

lon, détachés aux diverses armées, étaient dès lors ses hommes de confiance; il les retrouvera plus tard.

Après que Richelieu eut quitté le pouvoir, ses successeurs se servirent également de ces délégations commodes.

Richelieu, quand il reviendra aux affaires, trouvera donc des habitudes prises et le système depuis longtemps en application : il n'a qu'à s'en servir ; il s'en sert.

Toutes les armées mises sur pied ou en mouvement dès le début de la grande guerre sont ainsi munies de leurs intendants. Nous relèverions vingt, trente noms d'intendants et davantage, avec le détail de leurs fonctions et de leurs correspondances : d'Argenson, de Thou, Arnauld d'Andilly, Lefebvre, Gobelin, Villarceaux, etc. ; il faut se borner.

Mais, voici que le ministre est amené à reconnaitre les lacunes, les insuffisances du procédé, traditionnel il est vrai, mais sans suite, sans stabilité, toujours improvisé. Chaque intendant, de même que chaque armée, a un champ séparé, limité, isolé ; nulle action combinée, nul lien administratif, nul ensemble ni concours entre les forces disséminées sur le vaste champ de la guerre. Dans un pays encore disloqué, aux frontières incertaines, sans administration provinciale, sans routes et sans contacts intimes, chacun s'agite en son coin, et ne se relie aux autres parties qu'accidentellement.

Qu'il s'agisse des vivres, des moyens de transport, des soins aux blessés, de la discipline dans les camps, dans les garnisons, dans les régions occupées, on tire à hue et à dia. Chefs, commissaires, intendants, commis, parlements, municipalités, tout le monde suit son idée, cherche son intérêt, s'épuise en querelles vaines, en efforts contradictoires ; on en appelle au centre : le centre lui-même ignore, est impuissant. Ou bien, s'il intervient, il est accablé du poids de l'inertie et de l'incohérence universelles.

C'est alors que le cardinal, malade, épuisé, au moment le plus aigu de la crise militaire, doit se faire transporter sur le lieu des opérations près d'Amiens, à l'abbaye de la Victoire. Il s'est rendu compte que lui-même et ses entourages personnels, les ministres habitués à son travail et à ses méthodes exigeantes, autoritaires, le Père Joseph au premier rang, puis les Servien, les Bouthillier le père et le fils, Chavigny « le jeune », ne peuvent suffire à tout. Il cherche à créer

un rouage intermédiaire, une équipe d'activité bien en mains, mobile, prompte à partir, prompte à revenir, comprenant les ordres, assurant les exécutions, sachant pénétrer sa pensée, au besoin la prévoir, la deviner, l'interpréter, et transportant en quelque sorte son propre esprit sur toute la surface et jusqu'aux extrémités du Royaume.

Or, chose singulière, nombre de ces distributeurs de volonté, d'activité et de contrôle, au début du moins, sont des clercs. Il n'était nullement hors d'usage que les clercs fussent appelés à rendre des services laïques, soit civils, soit militaires. Richelieu lui-même était une preuve vivante de cette tradition remontant aux grands seigneurs-prélats du moyen âge et de la Renaissance.

Richelieu ne craignait donc pas de recourir à ses collègues les évêques, pour les services d'ordre militaire : on connaît la fameuse chanson :

Un archevêque est amiral,
Un gros évêque est caporal...

L'un de ces prélats, Sourdis, dont nous dirons le rôle militaire, eut à répondre aux reproches que ses adversaires lui faisaient, de prendre part à des œuvres de guerre nécessitant l'effusion du sang, et il trouva des docteurs pour le défendre.

Quoi qu'il en soit, Richelieu n'hésite pas à désigner comme les premiers agents de sa volonté centralisée auprès des armées, des prélats fidèles, dont il connaissait l'esprit de discipline, l'autorité, l'activité. Et il ne s'agit pas seulement de ceux qui se distinguèrent à la tête des armées, dont les plus illustres sont le cardinal de La Valette et le cardinal de Sourdis ; il s'agit de serviteurs plus modestes rendant des services plus effacés, d'agents que l'on pourrait qualifier de prélats-intendants ou, mieux encore, « prélats-surintendants ».

Ils furent, surtout dans la période des essais, les organisateurs qualifiés des services annexes auprès des armées. La théorie du système est exposée dans un mémoire conservé au ministère des Affaires étrangères, qui paraît avoir été écrit en 1635 et qui a certainement été inspiré par Richelieu. Ce mémoire expose le rôle de « l'agent munitionnaire » dans la guerre qui commence : « On s'est mal trouvé, en 1631, de n'en avoir qu'un seul pour toutes les armées. Il faudrait

qu'à la Cour un homme de grande qualité, demeurant sur place, prît le soin général des vivres. » Dans chaque armée, il faudrait désigner *un évêque* ou un maréchal de camp « ayant affection et capacité pour les faire bien aller ». Il faudrait adjoindre un prévôt ou lieutenant avec dix ou douze archers, en plus un trésorier particulier des vivres, séparé de l'extraordinaire « pour beaucoup de raisons aisées à dire et longues à écrire »... L'on n'en disait pas plus, car on était obligé, en ce temps-là, de supposer comme possible la corruption, ne fût-ce que par le silence, *etiam et nutu*.

Cette même pensée, Richelieu l'a précisée et exposée dans son *Testament politique*, écrit probablement vers 1638 : « Il se trouve en l'histoire beaucoup plus d'armées péries faute de pain et de police que par l'effort des armes ennemies, et je suis fidèle témoin que toutes les entreprises qui ont été faites de mon temps, n'ont manqué que par ce défaut... Le soin des vivres doit être soumis à des personnes de qualité, dont la vigilance, la fidélité et la capacité soient connues, puisque de là dépend la subsistance des armées et bien souvent celle de l'État. Il n'y a point de gens trop relevés pour être employés en de telles charges (1). »

Il semble bien que le système improvisé ne fonctionna pas longtemps à la satisfaction du cardinal. Le système fonctionnant mal, il faut en trouver un autre et d'autres hommes. Un seul, peut-être, suffirait ; mais on le veut capable, laborieux, dévoué, « affidé » au premier chef et surtout hors de toute intrigue, *rara avis*. Cet homme, on le cherche parce qu'on l'a trouvé : c'est Sublet de Noyers.

Ce nom est inscrit dans l'histoire de France comme celui de l'organisateur de l'administration de la Guerre. En réalité, c'est un commis. Mais quel commis !

François Sublet, de Noyers en Bourgogne, baron de Dangu dans le Vexin normand, avait débuté dans les affaires à Rouen. Fin comme un Bourguignon, matois comme un Normand, ambitieux, sage et dévot, il devait plus tard, après son veuvage, s'affilier à la Compagnie de Jésus.

Assez mince personnage, il sut attirer l'attention de Richelieu par son assiduité, son zèle, son talent de rédacteur, sa

(1) *Testament politique*, « Remarques pour faire subsister les armées et pour faire utilement la guerre », édit. Elzévir, p. 338.

compréhension rapide et sûre, son extraordinaire qualité de « fait tout ». Une fois que le cardinal voulait recourir à un notaire : « Il n'est pas besoin, monseigneur, lui dit-il ; je suis secrétaire du Roi ; je ferai bien ce qu'il faut... » « Le cardinal rompit un jour par hasard une petite canne fort jolie qu'il aimait assez : le petit bonhomme la prend, la rajuste et la rapporte à Son Éminence. » Il devint bientôt l'homme indispensable. Il avait aussi un goût qui devait lui assurer la sympathie du cardinal, le goût des arts et des collections. Grand bâtisseur et grand amateur d'arrangements, nous le verrons dans ce rôle, où le petit homme effacé et secret sut prendre une sorte d'autorité. On le trouve en 1632 attaché au Conseil d'État, où il rend de grands services, — à ce qu'il semble, de ces services « d'affidé » qui ne laissent guère de traces sur les papiers des archives.

Le 1er mai 1632, il est désigné comme intendant de l'armée commandée par le maréchal d'Effiat, qui marche au secours de Trèves. Sa fonction paraît être surtout de voir et de rendre compte. D'Effiat est très malade et va bientôt mourir. Sublet de Noyers est là ; il écrit à Paris, dit son mot sur les hommes de guerre qui pourraient être appelés à la succession : « MM. les Maréchaux de camp ne travaillent pas assez de correspondance. M. d'Arpajon, qui est l'ancien et qui paraît plus actif que M. de La Suze, en veut avoir le commandement ; l'autre n'y consent. » Quant à lui, sa profession de foi est toute faite, et il l'écrit pour que nul n'en ignore à Paris : « Survient-il un changement dans les ordres, l'armée et le pays s'en étonnent ; ce sont des effets de l'ignorance, qui s'émeut de tout ce qu'elle n'entend pas ; *car nous ne doutons pas qu'il n'y ait eu ordre, et raison de le faire. Puisque l'on nous l'a commandé, il nous faut obéir* (1). » Modèle des serviteurs : voir, savoir, rapporter, comprendre, obéir.

Sublet de Noyers continue d'être intendant de la même armée sous le maréchal d'Estrées. Il est nommé ensuite, au mois de septembre 1633, intendant de l'armée de Lorraine, commandée par le maréchal de La Force (2). Le voilà donc en

(1) Nous empruntons ces faits et textes à l'excellente étude consacrée à la jeunesse de Sublet de Noyers, par M. Ch. Schmidt, inspecteur général des bibliothèques et des archives ; 1900, in-8, p. 3.

(2) La minute de sa commission est aux Archives de la Guerre (vol. XIV, pièce 113).

connaissance intime avec les armées et avec la frontière, avec les hommes et avec les choses. Or Richelieu ne pense plus dès lors qu'à préparer la grande guerre.

Quelle opportunité, quelle chance d'avoir sous la main ce factotum docile, qui ne s'en fait pas accroire, qui sait voir et pourvoir! Sublet de Noyers est envoyé dans le nord puis dans l'est avec ce titre nouveau et qui révèle à la fois le dessein secret et la confiance dans l'agent secret : « conseiller du Roi en son Conseil d'État, intendant de ses finances et commissaire député par Sa Majesté pour les fortifications et envictuaillement des places de la province de Picardie ».

Ici se place une lourde erreur, lancée par les adversaires de Richelieu, répétée par les romanciers de l'histoire, accréditée par cette phrase de Michelet citant Fontenay-Mareuil : « Richelieu fit visiter nos places du nord par un homme qu'il croyait très sûr, par Sublet de Noyers... Ce commis ne connaissait rien aux plans de guerre. Il rapporta à Richelieu ce que désirait le ministre, que tout était en bon état. Et celui-ci, tranquille sur le nord, regarda au sud-est. » La vérité, connue depuis que les archives se sont ouvertes, est tout autre : Sublet de Noyers sut se rendre compte et il sut avertir; mais on ne l'écouta pas, sans doute parce que le cardinal se surchargeait lui-même d'un travail excessif et qu'autour de lui les ministres, Chavigny, Bullion, Servien, surtout Servien, étaient dépassés par une telle tâche et continuaient de ce bon train-train tranquille qui est celui des bureaux. Nous l'avons bien vu en 1914.

En 1634, à la veille de la guerre, après un effort aussi tenace que vain, Sublet de Noyers écrit d'Abbeville au cardinal : « L'état de la ville est inquiétant; elle ne pourrait soutenir de grands efforts si elle était vivement attaquée; j'ai fait garantir le fort par des demi-lunes, mais les habitants ne veulent pas une citadelle... Quand je considère qu'il n'y a que Beauvais entre Paris et Abbeville et que des Pays-Bas à Abbeville, il n'y a que sept lieues, j'estime que Votre Éminence jugera qu'il s'en faut bien assurer en la mettant en état de se bien défendre; je ne doute pas de la fidélité des habitants, mais de leur vigilance... » Hélas! c'est toute l'insouciance française dénoncée en un seul mot. Et l'année qui suit sera l'année de Corbie!

Tant de zèle d'une part, des fautes et des erreurs si graves d'autre part, émeuvent Richelieu. Rien ne va. Il faut, pour soutenir le fardeau de si grandes affaires, un ressort, un entrain, un allant qui font défaut. Intendants, évêques, chefs d'armée, ministres, tous passables peut-être en temps de paix, mais, en temps de guerre, insuffisants : la première nécessité est d'ordonner et coordonner cet état-major inconsistant, éparpillé, de le regrouper, de lui faire sentir la main du maître.

A Servien surtout! Servien est secrétaire d'État à la Guerre. Né dans la robe, il avait fait carrière sous le ministère de Richelieu dans les affaires de Savoie et d'Italie. Intendant et diplomate, il s'était montré intelligent, ferme et de bon sens, mais en même temps dur, sec, tranchant, avantageux. Il était bien le fils de ce XVIe siècle, où toutes les ambitions étaient permises, mais où les chutes étaient aussi rapides que les ascensions. Il devait être envoyé plus tard en qualité de plénipotentiaire au congrès de Westphalie, où sa mésintelligence avec d'Avaux devait affaiblir gravement la cause française. Le duc de Longueville écrira alors : « D'Avaux saigne et Servien coupe. »

Richelieu l'avait d'abord considéré comme un homme à lui et lui avait confié les fonctions de secrétaire d'État à la Guerre. Mais, dans les circonstances tragiques du début des hostilités, Servien avait paru inférieur à sa tâche.

Le 16 janvier 1636, le cardinal lui adressait encore un long mémoire, écrit de la main de Cherré, où l'immense détail des affaires exigeant des solutions urgentes était exposé. Or Servien avait, de sa main, écrit nonchalamment en face de chaque paragraphe ce simple mot : *fait, fait, fait*, sans autre explication ni commentaire. On dormait sur le dossier...

Le 21 février suivant, ces Messieurs du présidial d'Angers avaient la surprise de recevoir une lettre du cardinal ainsi conçue : « Messieurs, quelques considérations particulières ayant fait résoudre le Roi à donner récompense à M. Servien de la charge de secrétaire d'État dont il l'avait honoré, je vous fais cette lettre pour vous dire que Sa Majesté a trouvé bon qu'il s'en allât passer le temps aux vôtres et qu'il demeurât dans votre ville, afin que vous ne fassiez point difficulté de l'y recevoir et de le voir aux occasions qui s'en présente-

ront (1). » Servien devait rester un habitant d'Angers jusqu'à la mort du cardinal et du Roi.

Il n'y avait eu, d'ailleurs, nulle lacune dans le service. Sublet de Noyers était nommé secrétaire d'État dès le 12 février. Le petit homme docile qui avait fait preuve de souplesse, allait maintenant faire preuve d'activité et d'autorité.

Bientôt il jouera auprès de Richelieu un rôle beaucoup plus considérable que celui qui lui est reconnu par l'histoire : administrateur, écrivain, diplomate, homme de cabinet et homme d'action, il se mêle de tout et on le mêle à tout. Les armées sont mises sur pied dès le 12 mai : « L'armée d'Italie entre en campagne, lisons-nous dans la correspondance du cardinal... Elle sera de vingt mille hommes de pied et trois mille chevaux... On envoie cent mille francs à M. de Rohan pour le pain... Mon cousin de La Meilleraye est parti ;... le duc Bernard s'en doit aller après-demain ;... le cardinal de La Valette suivra bientôt après (2). » Les vivres sont assurés; le chancelier est mis en demeure d'arrêter les désordres des gens de guerre.

On saura parer à cette affreuse sédition du Périgord et de l'Angoumois, qui immobilise des forces importantes. Sublet de Noyers envoie des troupes, change les chefs. S'il s'agit de faire partir des espions pour les pays étrangers, c'est à lui qu'on s'adresse ; s'il s'agit de soulager les régions dévastées et de les dispenser du « sol pour livre », c'est lui qui incline vers ce peuple éprouvé la largesse royale. Il écrivait à Richelieu : « Trois années de peste ont ruiné les populations de la Picardie; le commerce d'Amiens a renvoyé plus de trois mille ouvriers... Nous ne sommes pas en saison où il faille maltraiter les peuples sans sujet ; la misère où ils sont nous oblige plutôt à compassion qu'à leur faire sentir des rigueurs inutiles qui leur arrachent de l'âme ce qui leur reste d'affection pour le Prince (3). » Paroles non de commis, de chrétien.

(1) La minute de cette lettre a été rédigée à la hâte. On l'avait terminée par un passage à l'éloge de Servien, qui a été effacé, sans doute sur l'ordre de Richelieu, à la signature. Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. V, p. 420.

(2) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. V, p. 445, 459, 485.

(3) Lettre tirée des collections de Russie, citée par M. de La Ferrière, *l'Histoire de France en Russie*; et Schmidt, *op. cit.*, p. 14. — Voir la lettre du cardinal à Sublet de Noyers dans Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. V, p. 559.

Au cours des entretiens prolongés du secrétaire d'État avec le cardinal, on les voit tous deux, penchés sur les cartes, faire le tour des frontières de la France, le tour de l'Europe, calculer sur leurs doigts le nombre des régiments, des pièces d'artillerie, des chariots, les forces de l'ennemi, celles qu'on peut leur opposer. Sublet de Noyers prend la plume et les ordres sont remis sans retard aux courriers qui attendent.

Grandi peu à peu par l'autorité qu'il a su prendre, Sublet de Noyers se glisse dans le secret des grandes affaires, dans la confusion des intrigues, dans les broussailles de la négociation avec Gaston, avec ses partisans, avec les femmes, les maîtresses, et jusque dans l'intimité des relations du Roi et de la Reine. Bientôt sa puissance est consacrée. Richelieu écrit au Roi, le 10 mars 1637 : « Le service de Votre Majesté requiert que vous défendiez à tout autre secrétaire d'État que M. de Noyers de se mêler des ordres de la guerre (1). »

La sévérité n'est pas abolie, tant s'en faut : elle s'exerce maintenant contre les chefs qui manquent à leur devoir de discipline, comme le procès et la mort de Saint-Preuil en seront un exemple mémorable (2). La plaie saignante que l'on a au cœur, les maux que la guerre fait endurer aux populations des campagnes, voilà ce qui devient le souci de tous les instants. On craint la désaffection des peuples, on craint les suites de la polémique venue du dehors et qui fait retomber ces misères sur l'ambition du cardinal et de la France.

Aidé de l'adroit Sublet de Noyers, Richelieu, après avoir assuré la vie des armées, va s'en prendre aux fortifications, transformer le système militaire en usage jusqu'à lui ; en même temps il veillera à l'organisation du commandement, c'est-à-dire au choix des hommes.

LES MÉTHODES DE GUERRE

Quelques mots sur ces deux sujets, car c'est là, en vérité, que l'action de Richelieu, aidé par cet adroit second, fut décisive.

Les fortifications d'abord.

La guerre était surtout alors une guerre de sièges, héri-

(1) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. V, p. 760.
(2) Voir, ci-dessous, le chapitre sur les chefs militaires choisis par Richelieu.

tage des temps féodaux, où la France entière n'était qu'un vaste réseau de crêtes hérissées de donjons et de tours. Il y avait, à cette conception militaire, des raisons tenant à la nature des choses : la nécessité de protéger le plus possible la terre nationale, indispensable pour assurer les vivres aux hommes et les fourrages aux chevaux. Les routes et les moyens de transport manquant, le ravitaillement ne pouvait se faire que sur place et la guerre à la française n'était autre chose, nous l'avons dit, qu'une mainmise sur les contrées les plus capables de fournir la subsistance. Par suite, de chaque côté des frontières, ces pays, plus menacés qu'éprouvés, devaient être défendus ou gagnés pied à pied, morceau par morceau. Aucune motte de terre n'était négligeable.

On s'explique ainsi le parti pris de lutter pour protéger le sol national partout où l'ennemi trouvait une porte d'entrée. On s'explique encore l'éparpillement de la guerre sur les multiples frontières du Royaume, alors qu'il s'agissait d'un pays entouré, encerclé, assailli de toutes parts, comme la France : frontière du nord, frontière de l'est, frontière des Alpes, d'Italie, d'Espagne, frontières maritimes, embouchures des fleuves, La Rochelle, Bretagne. Il fallait être sur ses gardes et en force en tous lieux, également et simultanément. Comment songer à concentrer des armées sur un point unique pour frapper un coup décisif, quand le centre était partout et la circonférence nulle part ?

De là vient cette infinie multiplication des forteresses, cet énorme appareil de murailles édifié méthodiquement pour protéger les campagnes, les fermes, les villages, les villes, les magasins. Que l'on s'en rende compte, pour affamer l'ennemi, on eût été réduit à « raser » le pays, que l'on n'aurait pas su défendre.

Ajoutons que l'occupation, soit par l'une, soit par l'autre des armées, était, de toutes façons, pour le plat pays, un malheur affreux. Le soldat était le plus cruel des envahisseurs, mais aussi des défenseurs.

D'autre part, les armes du temps se trouvant, en somme, d'effet bien médiocre pour abattre les défenses multiples, les sièges commençaient avec leurs travaux immenses, imposés aux populations voisines, travaux d'une lenteur infinie : tranchées, circonvallation, redoutes, mines, escalades. On ne

pouvait qu'à grand arroi s'emparer des moindres bicoques. Faisons observer encore que, la plupart du temps, la garnison, si elle n'était pas massacrée, passait à l'ennemi : on perdait tout, même les hommes.

Les quartiers d'hiver étaient de non moindre nécessité, en raison de l'insuffisance des ressources localisées et de la difficulté des transports. Pour le siège d'Arras, on mobilisa quatre-vingt mille charrettes et, en dépit des efforts qui consumaient Richelieu, les troupes, le plus souvent, mouraient de faim. On campait donc pour se reposer et surtout pour manger : mais, durant ces longs repos, les murailles hostiles se relevaient et il fallait recommencer. Tout est à la va-vite aujourd'hui : tout jadis était au temps perdu.

En fait, la guerre, au cours du XVIIe siècle, fut surtout l'affaire des ingénieurs. Elle se traînait au ralenti, toute fragmentée et disloquée, s'installant en quelque sorte à l'état chronique.

Et c'est parce qu'on désespérait de voir la fin de ces hostilités larvées, que peu à peu naquit dans l'esprit des chefs une conception nouvelle, visant à des résultats plus rapides : on prit le parti de détruire systématiquement les petites forteresses et les châteaux, d'agglomérer les forces défensives dans des places puissantes qui devenaient ainsi des armées statiques, combinant les hommes et les pierres par l'art perfectionné des ingénieurs. Et, finalement, on fut amené à confier le maniement total des forces à un commandement unique, désigné, non plus en vertu du rang social ou par la faveur du Prince, mais par une supériorité technique reconnue et éprouvée.

Aux premières phases de cette transformation la collaboration de Richelieu et de Sublet de Noyers présida. Fille de l'expérience et d'une réflexion assidue, elle jaillit de la pratique même de la guerre. Une nouvelle élite d'ingénieurs, formée à l'école des maçons et des maîtres de Hollande, sortit de terre pour fleurir plus tard dans le génie de Vauban.

Pompéo Targone avait commencé à La Rochelle. Il fut bientôt dépassé par ses successeurs : d'Argencourt, camarade d'équipe de Sublet de Noyers, Du Plessis-Besançon, favori de Richelieu, Pagan, qui fortifia Saint-Quentin, des Aguets, Destouches, Fabre.

Le livre du célèbre chevalier de Ville montre à quel point s'était développée, jusqu'à atteindre le style et l'élégance, cette géométrie de la pierre, destinée à s'opposer, dans des places fortes en voie de devenir des camps retranchés, à la puissance du bombardement. Tout se trouve réuni dans ce splendide in-folio, depuis « les considérations avant que fortifier » jusqu'à « ce qu'on doit faire quand l'ennemi lève le siège ».

Arrêtons-nous devant l'une de ces planches, chefs-d'œuvre d'un art aussi inventif que mesuré, s'inspirant, au dire de l'auteur lui-même, du fameux siège de Bréda. La ville en légère saillie sur la plaine avec sa citadelle surélevée et ceinturée de rochers, le dôme de la cathédrale, les toits en écailles de tortue des maisons, les arbres verdoyants des jardins et, protégeant le tout, la croix du Christ; puis, en dévalant vers la campagne, les faubourgs, leurs chapelles, leurs portes, les murs d'enceinte; puis, en un cercle plus élargi encore, les retranchements et les redoutes commandant les accès; au delà, « un espace laissé libre pour tenir au loin l'armée qui assiège; et, au delà encore, d'autres retranchements bien plus forts que ceux qui sont du côté de la place, « pour lesquels flanquer et défendre sont bâtis d'autres forts et, si l'on veut, quelques demi-lunes pour les sentinelles et soldats en garde »; aux abords enfin, dans des costumes à la Callot, des paysans amenant des convois et les introduisant dans la ville. Ainsi l'on aura comme une vision de ces nouvelles guerres, où le génie des maîtres arrachait à la nature du sol les moyens de sa défense.

Nous emprunterons à ce précurseur les termes dans lesquels il dégage la doctrine qui s'imposera au siècle : « Bâtir et fortifier des villes sont ouvrages de princes à cause de la grande dépense qu'il y a à les faire et à maintenir les garnisons ordinaires qui sont nécessaires à leur conservation. La France, avant que de les entreprendre, doit avoir plusieurs considérations : on ne doit les bâtir qu'aux lieux nécessaires; comme, dans un grand État, il faut seulement fortifier les places frontières pour empêcher les voisins d'entrer sans frapper à la porte, de même les passages où l'on fait le plus souvent des châteaux ou forts, aux endroits plus avantageux. Les ports de mer, qui sont tenus pour frontières, doivent être aussi fortifiés. Les autres lieux ne doivent plus l'être; car il

serait plus nuisible qu'utile de bâtir dans le corps de l'État des places fortes, puisque d'aucune part on ne craint l'ennemi; il serait à craindre qu'elles ne donnassent sujet de rébellion aux séditieux, lesquels s'en étant emparés, le Prince aurait beaucoup à faire de les mettre à la raison. »

Toute la politique de Richelieu est dans ces quelques lignes pleines de sens : c'est le « Discours de la méthode » de l'École classique, émondant simultanément toutes les branches de la pensée humaine (1).

TRANSFORMATION DE L'ART MILITAIRE

Il ne faut rien exagérer, pas même les services rendus au pays par cette génération intermédiaire qui, au lendemain de la Ligue, eut pour mission de fonder une France mieux équilibrée, plus forte, et de substituer l'ordre à l'anarchie, l'économie des forces au gaspillage. Organiser, centraliser, discipliner, élargir, c'était une tâche que la courte vie d'un homme ne pouvait, de toute évidence, accomplir en entier.

Quand on entre dans le détail, on voit bien qu'en matière militaire un esprit nouveau se dégageait, mais on voit aussi que le progrès se heurtait au poids des traditions, à la résistance de la matière et des hommes. Même à la veille de Rocroi, les lacunes, les abus, les malfaçons, soit volontaires, soit involontaires, sont tels qu'on se demande par quelles voies secrètes la victoire a pu se dégager et couronner tant d'efforts en apparence infructueux. On sent, seulement, qu'une volonté éclairée, tenace détermine peu à peu des courants, inaugure des méthodes nouvelles, suscite des capacités inespérées.

Bref, l'art militaire évolue. Ce n'est pas chose inutile, même pour la leçon de l'histoire, de dire par qui et comment s'accomplit cette évolution.

Dans la lutte vitale engagée entre l'Espagne et la France et

(1) *Les Fortifications du chevalier Antoine de Ville... le tout représenté en cinquante-cinq planches avec leurs plans, perspectives et paysages : le Discours prouvé par démonstrations, expériences, raisons communes et physiques avec les rapports des Histoires modernes et anciennes.* A Lyon, chez Irénée Barlet, à l'image Saint-Irénée, in-f°, MDCXXVIII.

qui durait depuis les guerres du XVIe siècle, suites elles-mêmes de cet « héritage de Bourgogne » dont Louis XV disait « qu'il était à l'origine de tous nos maux », dans cette guerre qui renaissait toujours, les deux adversaires poursuivaient leur but en raison de systèmes très différents.

L'Espagne voulait Paris pour avoir la France, la France entière ramassée d'un seul coup de filet. N'est-ce pas la grande tentation de tous nos adversaires, et cela en raison du peu de distance qui sépare la capitale de la frontière? Paris pris, tout semble devoir succomber. Le coup de main paraît si facile! Les Anglais l'avaient réussi sous Charles VI, et les Espagnols, qui ne l'avaient manqué que de bien peu après la bataille de Saint-Quentin, avaient atteint le but lors des guerres de la Ligue. Les alliés ont joué la même partie sous la Révolution, lorsqu'ils prirent Verdun : ils ont cru la gagner après les guerres napoléoniennes et de même les Prussiens après Sedan.

Richelieu et ses contemporains savaient parfaitement que la guerre où ils étaient engagés n'était qu'un acte dans ces longues hostilités s'éternisant entre les deux pays. N'allait-on pas voir, une fois encore, ces Espagnols, que les peuples qualifiaient si justement alors de « Bourguignons » (1), s'avancer jusqu'à Corbie, c'est-à-dire jusqu'aux portes de Saint-Quentin, comme du temps de Coligny?

La France, au contraire, n'avait qu'un seul but, conquérir des territoires tout proches, Artois, Flandre, Lorraine, Alsace, pour reculer sa frontière et élever un retranchement de plus en plus profond, de plus en plus puissant devant Paris. Elle attachait la plus grande importance à créer autour d'elle un faisceau d'alliances, de « voisins », comme dit Richelieu, la couvrant contre ses grands adversaires. Elle entendait ainsi empêcher l'Espagne d'envoyer par terre de la Méditerranée vers la mer du Nord, des troupes qui renforceraient les armées d'invasion pesant sur la frontière, depuis ces Pays-Bas que le Roi Catholique avait hérités des ducs de Bourgogne par l'une des plus singulières surprises de l'histoire. La difficulté s'aggravait, pour la France, du fait que l'établissement de cette frontière n'offrait de sécurité que si elle était poussée jusqu'au Rhin, mais qu'alors elle soulevait l'opposition irréductible

(1) Voir : *Journal du bourgeois de Domart*, passim.

d'une autre puissance, surveillante attentive des ports de ce même héritage de Bourgogne, l'Angleterre.

L'expérience des siècles, avec ses alternatives de luttes et d'épuisement, prouvait que la bataille de France, — bataille des Ardennes et des Pyrénées, bataille de Charlemagne, de Roland et des Quatre Fils Aymon, — ne pouvait avoir chance de réussir que si la France achevait son unité politique, faisant de son sol, toujours menacé, une enceinte militaire fortement munie et subordonnée à une seule volonté. A cette tâche de l'unité ses grands Rois s'étaient consacrés, et c'est pourquoi ils avaient transporté leur séjour, durant plusieurs siècles, à Bourges ou sur la Loire, laissant Paris exposé plutôt que de renoncer à ce Midi qui a toujours été et sera toujours la suprême ressource de la vie nationale française.

Une telle et si vaste entreprise d'unification ne pouvait s'achever que par une lutte pied à pied, motte à motte, chaque parcelle du territoire ayant l'ambition d'être elle-même un centre, la féodalité lui accordant ce privilège, ses tours et ses donjons lui donnant les moyens de le défendre. La campagne commence par la prise de Montlhéry, sous Louis Le Gros, et elle s'achève par la prise de La Rochelle, sous Louis XIII : deux sièges! L'art militaire français, héritier du moyen âge, a donc procédé surtout par occupation lente ; sa méthode a consisté à s'incruster dans le sol en le creusant pour avancer.

On voit comment les deux systèmes militaires opposés l'un à l'autre différaient l'un de l'autre : la puissance espagnole agissant par masses pour frapper en une offensive soudaine un coup décisif, la tactique française procédant par prises de possession progressives, tenaces, soutenues, enfonçant de puissantes racines dans le sol.

Les choses en étaient là, lorsque le siège de La Rochelle acheva l'unité intérieure et brisa les résistances locales, soit politiques, soit religieuses. La Royauté quitte Plessis-les-Tours, Blois et Chambord pour s'installer aux abords de Paris, à Saint-Germain et à Versailles.

L'Espagne, ayant ramassé l'Italie par conquête, l'or du monde par l'occupation des Indes, et la maison d'Autriche par alliance de famille, se décidait à s'ouvrir de nouveau le chemin de Paris par Saint-Quentin, comme Emmanuel de

Savoie, ou par Amiens comme le fameux duc de Parme. Sous peine de périr, la France avait à opposer des forces largement accrues et des méthodes nouvelles à ces armées d'invasion amassées sur la frontière des Flandres et placées sous les ordres de généraux espagnols, allemands, flamands, italiens, ceux-ci les premiers tacticiens du temps.

L'Espagne disposait de ces incomparables ressources en hommes et en argent qu'elle prodiguait, sur la mer en armadas et sur la terre en ces troupes aguerries, installées partout avec leurs smalahs comme chez elles. Son expérience de la guerre s'était raffinée, à l'école de ces intelligents techniciens, héritiers des condottières. Par l'Autriche, elle s'assurait le concours de l'inépuisable recrutement allemand.

Il faut étudier, dans le livre du confident de Spinola, le Jésuite Hermann Hugo, qui avait assisté au siège de Bréda et qui mourut dans les camps, les procédés de cet art militaire qui se développe sans cesse dans la préparation de la puissance de choc, pour bien comprendre à quel péril la France était alors exposée. Celui que lui fit courir l'Allemagne en 1914 peut en donner l'idée.

Les estampes de l'ouvrage font vivre sous nos yeux ces formations où la cavalerie et l'infanterie, artistement déployées, se soumettent, avec une majesté insigne, à une sorte de pas de parade bien réglé. La pistolade, destinée à briser le carré adverse par un véritable jeu de carrousel, l'ordre massif soit pour l'offensive, soit pour la défensive, tant d'autres mouvements, prévus et raisonnés, donnent l'idée d'une force irrésistible (1).

Le noyau de cette masse militaire arrivée à sa pleine maturité était ces fameux *tercios viejos*, formés d'Espagnols naturels, dont le duc d'Aumale a dit : « Vigoureuse dans les attaques, sachant tirer parti du feu, ayant surtout la tenue du champ de bataille, cette infanterie manquait de mobilité et de souplesse, exagérant les formations compactes... Fiers, fatalistes, violents, impitoyables, se montrant à l'occasion sans frein dans la débauche et, au lendemain d'un pillage, reprenant leur vie de misère avec la même résignation, tous se

(1) *De militia equestri antiqua et nova ad regem Philippum IV Libri quinque, auctore Hermanno Hugone Societatis Jesu*, Anvers, Balthazar Moret, 1630, p. 267-272. — Les gravures sont attribuées à Callot.

croyaient et se disaient gentilshommes, *hidalgos*, vieux chrétiens pour le moins ». Brantôme rapporte ce mot qui les peint : « Combien de soldats étiez-vous en cette armée ? demandait-on à l'un d'entre eux. — *Señor*, répondait-il, je vais vous le dire : il y avait trois mille Italiens, trois mille Allemands et six mille soldats. » Ces six mille, c'étaient des Espagnols. Telles ces magnifiques bandes du comte de Fontaine (1), célébrées dans l'oraison funèbre de Bossuet : « Restait cette redoutable infanterie de l'armée d'Espagne dont les gros bataillons serrés semblables à autant de tours, mais à des tours qui sauraient réparer leurs brèches, demeuraient inébranlables ! » Parties des Pays-Bas, ces forces marchaient d'un pas assuré à la conquête de la France. « Les Espagnols se vantent, écrit un auteur contemporain (2), de vouloir hiverner dans Paris, sur le fondement de leur premier exploit en Picardie. »

Que vaut l'armée française de 1635 ? Nous l'avons vu, elle n'était pas prête, ni matériellement, ni intellectuellement. L'année 1636 devait être, après l'heureux succès d'Avein, une année de désillusion, de revers, de panique. Le système militaire traditionnel était fait pour neutraliser l'action des chefs et atrophier leur génie. Les généraux vivaient au jour la journée, sans dessein, sans vues, sans plan arrêté. Des troupes mal recrutées, mal vêtues, mal nourries, mal armées, non instruites, révélaient « cette négligence et légèreté des Français » que le cardinal dénonce si rudement dans ses *Mémoires* et dans ses lettres. Petites étapes, longs campements, formations instables, régiments encombrés au moment de toucher la solde, se vidant pour les marches et pour la bataille ; avec des coups d'éclat et de beaux mouvements d'héroïsme, avec des souffrances indicibles vaillamment supportées, des abandons soudains, d'inexplicables découragements.

La tradition militaire, inculquée par la coutume à des chefs sans formation technique, était justement à contresens

(1) Paul-Bernard Fontaine, maréchal de camp-général, fils d'un maître d'hôtel du duc de Lorraine, fut créé comte en 1626 par l'empereur Ferdinand. On l'a souvent confondu avec Pedro Enriquez de Acevedo, comte de Fuentes, petit-neveu du duc d'Albe, qui était né en 1526 et fut capitaine général des armées d'Espagne. Voir Duc d'Aumale, *Histoire des Princes de Condé*, t. IV, p. 28.

(2) Le Laboureur, *Vie de Guébriant*, passage cité par le duc d'Aumale dans la page consacrée aux troupes espagnoles, *Histoire des Princes de Condé*, t. IV, p. 25 et suivantes.

des qualités françaises, à savoir l'élan, la souplesse, l'intelligence du terrain, l'imagination de la surprise, en un mot la manœuvre.

On avait bien le sentiment que quelque chose de nouveau allait naître. Mais comment, dans quel sens, par quels hommes ? Telles étaient les questions qui agitaient l'esprit de Richelieu et de son adroit compère, Sublet de Noyers.

Tout le monde reconnait aujourd'hui la part qui, dans cette évolution en voie de s'accomplir, revient à Louis XIII. Le Roi avait le goût du militaire et, s'il prenait le militaire un peu trop par le détail, il s'y donnait d'une telle et si consciencieuse application que son sens pratique, son sens-soldat avait une action efficace qui ne tenait pas seulement à son autorité royale. Dans telle circonstance, lors du siège de Saint-Mihiel, par exemple, sa décision enleva le succès et Richelieu lui adressa, à ce sujet, des éloges qui n'étaient nullement de complaisance. Il commande et on lui obéit ; il surveille et on le craint. Sa sévérité soutint toujours et parfois aggrava celle de Richelieu. Sa vigilance à elle seule était une force, si « la discipline est la force principale des armées ».

Richelieu ! On a assez raillé sa cuirasse vert d'eau et son plumet au chapeau (1). Il se piquait de connaissances militaires ; il s'y appliquait, en tout cas. Son activité invraisemblable permettait à son puissant esprit de donner des avis, des ordres, des directives qui marquaient, en général, une tendance à exiger plus d'aisance et de mouvement aux formations nouvelles allégées, à traquer l'esprit de dispersion reçu du passé. Les généraux avaient toujours de bonnes raisons pour s'isoler et faire bande à part ; il regroupait leurs armées avec une vue très claire du principe moderne : la bataille ne doit être livrée que « toutes forces réunies ».

On ne peut que constater aussi la sagesse avec laquelle le ministre laisse toute liberté d'agir au chef qui commande sur place. Cette expression de volonté réfléchie devient, dans ses lettres, une sorte de *leitmotiv*. Non pas qu'il fût question de décliner les responsabilités ; personne n'allait avec plus de courage au-devant d'elles. C'est par une vue claire des choses,

(1) *Mémoires de Brienne*, Édit. Soc. Hist. de France, t. I, p. 220.

qu'il dit et répète qu'on ne peut juger ni prendre un parti dans les affaires et surtout dans les affaires militaires, si l'on ne juge pas les circonstances de près et sur place.

En allant au fond des choses, l'on voit que pour lui tout, dans l'action, dépendait du choix des hommes. De l'argent, des hommes, tel fut son perpétuel tourment. N'écrivait-il pas, dans l'*Avis* adressé au Roi, alors que celui-ci avait pris en personne le commandement de son armée de Lorraine : « Ceux qui sont auprès du Roi se souviendront qu'il y a grande différence entre ordonner simplement les choses qu'il faut faire et les faire exécuter. Il faut bien se donner de garde de se contenter de simples ordres, puisque c'est l'exécution qui fait tout. »

L'exécution fait tout. Donc, des hommes d'exécution. S'il ne s'en trouve pas, il les cherchera et les découvrira. Des méthodes nouvelles, oui ; mais des hommes de guerre pour les concevoir et pour les appliquer !

GABRIEL HANOTAUX.
LA FORCE.

(A suivre.)

LA REINE DE ROUMANIE INTIME

Dans les demi-ténèbres qui précèdent l'aube, le paysage apparaît fluide, incertain, encore tout imprégné de mystère et de nuit. Puis, là-bas, à l'infini, surgit une étroite ligne rose qui bientôt s'élargit et repousse haut dans les nues le ciel jusqu'alors confondu à la terre. La voûte se creuse, immense, éclairée de reflets verts et or.

Et soudain, la révélation de la plaine. Du nord au sud, de l'est à l'ouest, molle, vivante, ouatée de brume mauve, elle déferle, sans limites, jusqu'au delà de l'horizon.

Accouplés sous le joug, de grands bœufs gris aux cornes évasées tirent les charrues primitives que conduisent d'un pas lent, éternel, des paysans au visage grave, vêtus de blanc. Côte à côte, les sillons s'allongent dans la lourde terre noire et s'éloignent dans l'immensité...

Le train longe un hameau ; enchevêtrement de haies broussailleuses, de palissades de piquets pointus, entre lesquelles les minuscules maisons blanches aux formes biscornues ressemblent, sous leurs grands toits gris, à une ronde de champignons poussés pendant la nuit. Deux cochons noirs se poursuivent dans une cour. Un troupeau d'oies s'envole lourdement. Des chiens aboient, hérissés, montrant des dents de loups. De la fumée traine dans l'air. Un petit enfant, pieds nus, en chemise, agite sa menote sale.

Puis un passage à niveau. Sur la route sinueuse, creusée d'ornières plus profondes que les labours, la longue file des chariots attend. Couchés dans le foin, la face tournée vers le

ciel, leurs conducteurs dorment. Certains, pourtant, immobiles à la tête de leur attelage, une main passée sous l'épais gilet de peau brodée, regardent droit devant eux, les yeux pleins de rêve et d'espace. Trois femmes, accroupies dans l'une des charrettes, rient sous leur fichu noir.

Puis, c'est de nouveau la terre, lourde, luisante, féconde, qui allonge jusqu'à l'infini ses sillons aux reflets bleus.

La Roumanie.

Dix fois, j'ai retrouvé sa plaine; au printemps, quand les jeunes pousses du blé la revêtent d'un tapis d'émeraude; en été, lorsque sous les moissons mûres elle ondule comme une mer d'or liquide. Je l'ai vue engluée dans les boues de l'automne, et aussi pendant la sécheresse torride quand, sous les sabots des troupeaux, elle s'élance vers le ciel en épaisses colonnes de poussière. Et chaque fois, j'ai ressenti cette même émotion inexprimable où s'unissaient les notions de l'éternel et de l'infini.

Les Roumains ont un mot, *dor*, dans lequel ils ont enfermé ce mélange de nostalgie, d'élan, de poésie, de fatalisme, de langueur et de passion, qui émane si puissamment de leur terre et qui constitue le véritable climat moral de leur pays.

DANS UN MONASTÈRE DE MOLDAVIE

Peut-être n'en ai-je réellement compris le sens que lorsque je l'ai entendu expliquer par la reine Marie de Roumanie. C'était peu de temps après la guerre. Le roi Ferdinand et la reine Marie étaient venus goûter quelques jours de repos dans un monastère perdu des montagnes de Moldavie. La Roumanie, encore saignante de ses récentes blessures, vibrait pourtant d'espérance à l'intérieur de ses nouvelles frontières. *Rumania Mare!* La Grande Roumanie ! Le frère réuni au frère, l'œuvre de libération enfin achevée. Mais le Roi gardait un front soucieux. Prévoyait-il les luttes futures, les récriminations, les factions politiques, les intrigues? Ses belles mains, appuyées l'une contre l'autre, reposant sur la table après le repas, son regard gris fixé sur la pointe de ses doigts effilés, il écoutait la Reine. De temps à autre, il souriait, approbateur, ou confirmait d'une remarque un jugement de celle-ci.

La Reine parlait du pays, « mon pays », et dans ces deux mots, elle mettait une émotion, un enthousiasme, plus significatifs que tous commentaires. Oui, dans cette salle à manger improvisée, — c'était une galerie vitrée attenante à l'une des maisonnettes du monastère, — autour de la table de sapin blanc, il m'a été donné d'entendre les paroles les plus belles, les plus imprégnées de compréhension et d'amour qui aient peut-être jamais été prononcées sur un pays, et ces paroles étaient dites par les souverains de ce pays, tous deux d'origine étrangère, mais qui, par la façon dont ils avaient partagé les souffrances de leurs sujets, par leur abnégation et leur foi, avaient doublement acquis le droit de dire « mon pays ».

Je revois la Reine à ces moments, sous l'auréole de ses cheveux d'or. Dans ses yeux, d'un bleu plus intense que celui des gentianes constellant les pentes de la montagne, passaient des ombres et des lumières, et parfois brillait une larme lorsqu'elle évoquait l'endurance, la dignité, le silence des soldats blessés ou mourants qu'elle avait assistés. Je n'ai su que plus tard, par des tiers, le rôle qu'elle a joué pendant la terrible retraite de 1917 et l'épidémie de typhus exanthématique qui décima l'armée roumaine au cours de l'hiver suivant, et qui lui valut, dans la bouche de tous les soldats, le plus beau et le plus doux des noms, celui de *Mamà Regina*.

Alors, d'un geste qui lui est familier, elle rejetait légèrement la tête en arrière et, pour faire diversion à l'émotion qui la gagnait : « Il ne faut se tourner vers le passé que pour y puiser de nouvelles raisons de croire à l'avenir, disait-elle de sa voix chaude. Aujourd'hui, il s'agit de reconstruire. Il y a tant à faire dans ce pays. Mais si vous saviez comme la matière est belle ! »

Cependant, dans la cour d'enceinte du monastère et sur les pentes environnantes, montés de la plaine ou des lointaines vallées, paysans et montagnards s'assemblaient dans leurs atours de fête. Ils venaient rendre hommage à leurs souverains, leur soumettre leurs différends ou leurs requêtes. Souriants, attentifs, le Roi et la Reine descendaient parmi eux. La foule, alors, les entourait, et sur les visages basanés apparaissait cette même expression intense d'adoration mystique et de respectueuse familiarité que l'on voit aux fidèles orthodoxes lors-

qu'ils s'apprêtent à baiser l'icone enluminée entre les cierges brûlants.

Jamais encore, je n'avais compris le lien profond qui peut unir les monarques d'un pays aux plus humbles de leurs sujets, ce lien fait de confiance, de dévouement et d'amour réciproque : « Ils sont beaux, ils sont à nous, et nous les aimons, semblait se dire la foule endimanchée. Nous sommes prêts à verser notre sang pour eux. Qu'avons-nous d'autre à leur offrir ? Mais ils nous aiment, eux aussi. Ils nous connaissent, ils nous écoutent, et nous savons qu'ils nous donneront le maïs ou la laine que nous sommes venus leur demander. »

De fait, la Reine avait une façon si simple, si sincère de s'intéresser à tous, de s'enquérir de l'histoire ou des circonstances particulières de chacun que, très naturellement, ils lui ouvraient leur cœur, lui confiaient leurs espoirs ou leurs tourments. D'un mot, d'un sourire elle les encourageait, et souvent, lorsqu'après une longue marche ils arrivaient chez eux, ils trouvaient leur misère déjà soulagée, leurs vœux déjà exaucés. La reine Marie, qui adore les contes de fées et les raconte à merveille, préfère encore, lorsqu'elle le peut, les vivre.

Mais ce qui m'a le plus frappée en ces temps où, presque chaque printemps, le roi Ferdinand et la reine Marie accueillaient sur les pentes du monastère moldave la multitude pittoresque de leurs enfants d'élection, c'est la mémoire de la souveraine. Véritablement, elle reconnaissait chacun, se souvenait de leurs confidences, savait que le frère de Mikaïl était mort à la guerre, que le fils de Matila désirait devenir instituteur...

— Que voulez-vous, ils me touchent et je les aime, expliquait-elle en souriant.

LES MÉMOIRES DE LA REINE

« Je suis née à Eastwell, dans le Kent, en 1875 », écrit la Reine, à la première page de ses Mémoires (1).

Son père, Alfred, duc d'Édimbourg et, plus tard, duc de

(1) *The Story of my Life*, by Marie Queen of Rumania. Cassell et Cy Ltd. London, 1934.

Saxe-Cobourg-et-Gotha, second fils de la reine Victoria, avait épousé, en 1873, Marie Alexandrovna, seule fille de l'empereur Alexandre II de Russie.

Dans la grande maison grise, avec son parc admirable, ses bois, ses pelouses, son vaste horizon, la jeune princesse passa une enfance heureuse et insouciante, en compagnie de son frère aîné et de ses trois sœurs cadettes.

En 1887, le duc d'Édimbourg, marin de carrière, était nommé commandant en chef de la flotte britannique dans la Méditerranée, et s'installait à La Valette avec sa famille. Ce séjour à Malte, qui dura trois ans, restera pour la souveraine un des souvenirs les plus lumineux de sa vie.

Après, ce fut Cobourg et le petit château de Rosenau, les longues heures d'étude, les séjours en Russie et en Angleterre. Enfin, le 10 janvier 1893, la jeune princesse épousait Ferdinand de Hohenzollern, prince héritier de Roumanie, neveu du roi Charles Ier et de la reine Carmen Silva, et fils du prince Léopold, dont l'involontaire candidature au trône d'Espagne avait été le malheureux prétexte que l'on sait à la déclaration de guerre de 1870.

De 1893, jusqu'à la mort du roi Charles Ier, en 1914, ce fut, coupée de quelques séjours à l'étranger, la vie à la cour de Roumanie, ce pays lointain et encore si mal connu. Dans ses Mémoires, la souveraine nous raconte, avec un pittoresque non dépourvu de mélancolie, ses premières années à Bucarest, la contrainte imposée par l'austère rigidité de l' « Oncle », l'inconfort du palais trop pompeux, le contraste avec la vie libre d'Eastwell, de Malte et même de Cobourg.

En 1894, la princesse héritière donnait le jour à son premier enfant, un fils, actuellement le roi Charles II de Roumanie. Elle devait encore avoir trois filles et deux fils : la princesse Élisabeth, mariée au roi Georges de Grèce, la princesse Marie qui, en 1922, épousa le roi Alexandre Ier de Yougoslavie; le prince Nicolas, la princesse Ileana, aujourd'hui archiduchesse Antoine de Habsbourg ; et le petit prince Mircea, qui mourut au début de la guerre.

Pourtant, la jeune princesse héritière s'acclimatait à sa nouvelle patrie. Elle découvrait avec ravissement la beauté du pays, l'esprit et le charme de ses habitants. Elle commençait à s'initier avec intérêt à la politique et, par ses œuvres sociales,

prenait contact avec le peuple auquel elle devait donner plus tard tant de preuves de son dévouement.

Pourtant, en 1912, éclatait la guerre des Balkans et, en juin 1913, la Roumanie, se joignant aux forces alliées des Grecs et des Serbes, lançait ses troupes en Bulgarie. Celles-ci avançaient, presque sans coup férir, jusque sous les murs de Sofia. Le but de la campagne était d'assurer à la Roumanie l'annexion des territoires entourant Silistrie et dont la possession lui avait été reconnue par la conférence de Saint-Pétersbourg (avril 1913). Mais, en juillet, une terrible épidémie de choléra éclatait dans les rangs de l'armée roumaine, et la princesse héritière, contrevenant aux ordres du Roi, traversait le Danube sur un pont de fortune et allait se rendre compte de l'insuffisance des moyens dont disposait le service sanitaire pour lutter contre le fléau. Rentrée à Sinaïa, elle obtenait de l' « Oncle » l'autorisation d'organiser un camp de secours. Immédiatement, elle se mettait à l'œuvre, aidée de son fils, le prince Carol, des sœurs de Saint-Vincent de Paul, et de quelques autres personnes dévouées.

La popularité que lui gagnèrent, à cette époque, son dévouement et son courage, n'était qu'une réponse légitime à l'élan de compassion qui l'avait poussée à agir. Cependant, cette expérience qui, pour la première fois, la mettait en contact direct avec le peuple et lui ouvrait les yeux sur les qualités profondes de celui-ci, devait, comme elle le dit plus tard, l'attacher à lui pour toujours. Le lien était scellé.

A la fin de 1913 et au début de 1914, la princesse héritière faisait un voyage en Allemagne, pour l'enterrement de sa belle-mère, la princesse Léopold de Hohenzollern, et un séjour en Russie.

Puis, ce fut brusquement l'attentat de Sarajevo; l'inquiétude, l'angoisse, la guerre. Qu'allait faire la Roumanie, liée à la Triple Alliance par un traité défensif? Le 3 août 1914, le vieux roi Carol réunissait à Sinaïa le conseil de la couronne. Mais à cette heure tragique, le pays se séparait de lui, et il se trouva seul, avec un de ses ministres, à préconiser une entrée immédiate de la Roumanie en guerre aux côtés des Puissances centrales. Ce jour-là, il fut décidé que la neutralité serait gardée. Cependant, à mesure que les événements se déroulaient sur les fronts étrangers, la tension à l'intérieur

du pays devenait plus grave, les partisans des Alliés, plus nombreux, et le Roi, oncle de l'empereur d'Allemagne, sentait diminuer son autorité. On alla jusqu'à parler d'abdication. Le prince Ferdinand, lui aussi un Hohenzollern, suivrait-il son oncle ? Mais dans la nuit du 9 octobre, le vieux monarque, usé et déchiré, mourait subitement. Le prince Ferdinand et la princesse Marie devenaient les souverains du pays.

Le 27 août 1916, cédant enfin à la pression des Alliés, et à un fort courant irrédentiste, la Roumanie à son tour prenait position contre les Empires centraux.

La victoire finale des Alliés en 1918 donnait à la Roumanie la Transylvanie, la Bukovine, le Banat, et la Bessarabie. Le rêve de l'unité nationale était réalisé. Ce n'est pas dire que l'unité elle-même le fût. Le travail d'adaptation, de reconstruction et d'organisation qui suivit fut laborieux. La reine Marie ne cessa de seconder le roi Ferdinand dans cette tâche considérable que venait constamment compliquer la lutte des partis politiques.

Le 20 juillet 1927, le roi Ferdinand mourait à son tour : « Tandis que tout fleurit autour de moi, je contemple avec désespoir le déclin progressif du compagnon de ma vie et tout mon amour, toute ma vitalité, ne peuvent lui rendre cette santé qui est sapée, chaque jour davantage, par les progrès de la maladie insidieuse qui le ronge comme une bête fauve emprisonnée dans ce pauvre corps que nous ne pouvons délivrer... C'est terrible et tragique »..., écrivait en mai, la reine Marie.

Le petit prince Michel, fils du prince héritier, qui alors avait renoncé au trône, était proclamé Roi, sous la tutelle d'un Conseil de régence. Mais le 6 juin 1930, le prince Carol, répondant à diverses sollicitations, rentrait en Roumanie et l'Assemblée nationale, réunie d'urgence, abolissait l'acte de renonciation du 4 janvier 1926, et proclamait le prince, roi de Roumanie sous le nom de Charles II, avec effet rétroactif à partir de la mort de son père. Le petit roi Michel, considéré comme n'ayant jamais régné, devenait prince héritier.

Si, officiellement, le rôle de la reine Marie devait prendre fin avec la disparition de son époux, son action conciliante et bienfaisante n'a pourtant jamais cessé de se faire sentir dans ce pays où les passions politiques sont restées si vives. Plus

d'une situation délicate a été aplanie par le calme et le courage de cette femme de cœur.

AME DE SOUVERAINE

Ce qui frappe d'abord, quand on aborde pour la première fois la reine Marie, c'est sa beauté. Son port auquel convient si bien le terme de port de reine, sa haute taille, la blancheur laiteuse de son teint, l'ovale de son visage aux traits d'une pureté toute classique, le petit nez aquilin, les lèvres bien dessinées au sourire si franc, si doux, les yeux d'un bleu intense surmontés d'admirables sourcils, le front dégagé, les cheveux d'un blond d'or, aujourd'hui à peine cendrés, mais surtout l'expression du regard où brillent l'intelligence, la bonté, la confiance et souvent la gaieté, font un ensemble d'une irrésistible séduction.

Mais avec cela, — peut-être un peu à cause de cela, comme si instinctivement elle devait se faire pardonner cette involontaire supériorité, — quel charme, quelle grâce dans l'accueil, quelle inépuisable capacité d'intérêt elle sait témoigner à tous! Là, commence le rôle du caractère, intervient la qualité de l'âme. Innombrables sont les gestes de charité ou d'amour dont j'ai été le témoin ; mais gestes si spontanés, si dépourvus d'ostentation, qu'ils passaient presque inaperçus. Et pourtant, quelle générosité, quelle secrète divination de la sensibilité d'autrui ils révélaient !

— J'ai le terrible privilège de ne pouvoir faire abstraction des autres, dit-elle parfois. Constamment, il m'arrive de les pénétrer au delà de ce qu'ils expriment, de ressentir leurs espoirs ou leurs craintes, de partager leur douleur. C'est pourquoi, dans la mesure où je puis quelque chose pour eux, je tâche toujours de le faire, ne serait-ce que pour m'en libérer moi-même...

Quelqu'un, par maladresse ou mauvaise éducation, lui avait gravement manqué. Elle parut ne pas s'en apercevoir et conserva à l'égard de ladite personne cette attitude de bienveillante confiance qui lui est naturelle. Et comme l'un de ses proches s'en étonnait :

— Nous avons tous nos moments de faiblesse, répondit-elle avec son clair sourire. Et j'ai horreur de faire la leçon aux

autres. Pourquoi souligner ce qu'il y a de moins beau en eux? C'est souvent le meilleur moyen de les rendre vraiment laids... et nous-mêmes avec eux!

Une discussion s'ensuivit. Tous n'étaient pas d'accord.

— En ce qui me concerne, reprit la Reine, je préfère avoir l'air de ne pas comprendre ou de ne pas voir. Probablement ai-je tort, mais j'éprouve une insurmontable pudeur à être témoin de la honte des autres. Je ne puis supporter leur confusion, assister à leur faiblesse, à leurs mensonges, admettre leur indignité. Peut-être est-ce parce que je les veux beaux... parce que je sais qu'ils peuvent être si beaux.

Elle eut un sourire où perçait une nuance de mélancolie.

— Oui, ils peuvent être si beaux, répéta-t-elle. Mais ils ont parfois tant de peine à le croire, à l'apprendre ou à le rester! Pourtant, — est-ce un défaut? — je ne puis m'empêcher de voir les êtres à travers leur beauté et, — elle eut un rire très jeune, — j'imagine toujours qu'ils font de même pour moi!

Bien qu'essentiellement féminine, la reine Marie possède deux traits de caractère que j'ai rarement vus développés à ce point chez une femme. Le premier, c'est son courage, pour ne pas dire sa témérité en face du danger. Je dis bien courage, car il n'y a pas inconscience en elle, mais notion nette, évaluation presque toujours exacte du risque couru. Oui, cet élan, cette vitalité superbe qui la poussent dans la vie, l'entrainent et la forcent à se mesurer à ce danger, parfois même à le provoquer. Cela devient un jeu, comme de maitriser et d'assouplir un cheval ombrageux. Ce goût du risque, sans restrictions, sans se ménager la possibilité d'une retraite, ce saut dans l'abîme, les yeux grands ouverts, en ayant choisi d'avance le point d'arrivée... Et si elle le manque? Eh bien! elle le reconnait très simplement, sans chercher à se réfugier dans des échappatoires pourtant faciles à trouver.

— J'ai eu tort, — ou bien, — je me suis trompée, dit-elle sans fausse modestie. Évidemment, j'aurais dû savoir. J'ai joué blanc, et il se trouve que j'aurais dû jouer noir... ou peut-être ne pas jouer du tout!

Son absolue loyauté native n'a jamais pu lui faire admettre de compromis, si cher que cela ait parfois pu lui coûter. Vivre dangereusement, c'est-à-dire, vivre sans restrictions, être prête à accueillir tous les risques de la vie, à s'y mesurer

et, s'il le faut, à payer sans lésiner, telle a peut-être été la plus grande tentation de cette nature essentiellement saine et généreuse.

Le second trait de caractère auquel je faisais allusion, est ce sens du *fair play*, si typiquement anglo-saxon. Ce sens est fait avant tout de loyauté et de respect. Loyauté dans le choix et dans l'usage des armes; respect de l'adversaire, et, une fois le combat terminé, même s'il a été rude, lui tendre la main, sans rancune, même si l'on n'a pas eu le dessus.

Un autre trait du caractère de la reine Marie, corollaire de ce qui précède, mais que je voudrais un instant isoler, est son instinct d'équité, ce besoin profond qu'elle a de rendre justice aux autres, cette même mesure, dans ses jugements et ses appréciations, qu'elle applique à tous, aussi bien à ceux par qui elle a pu souffrir qu'à ceux qui lui sont le plus chers.

Cette objectivité est particulièrement frappante dans une nature aussi riche, aussi exubérante. Elle témoigne d'une vie intérieure constamment en éveil, d'une recherche vigilante, au delà de la relativité des appréciations et des sentiments humains, sur le plan spirituel des valeurs absolues. Profondément croyante, mais d'une religion souriante et claire, la reine Marie vit véritablement sa foi, conforme ses actes et ses jugements à ses convictions.

— Pas de larmes dans le sacrifice, mais de la joie, dit-elle. Pas de mutilations, mais exaltation des forces belles qui nous ont été données, afin de ne pas jeter une ombre, mais de répandre la lumière.

Imaginez-vous que Sa Majesté, me confiait une de ses amies, qui prétend avoir tant de difficulté à retenir par cœur quoi que ce soit, surtout un discours officiel, peut réciter les Évangiles. Certainement, c'est dans les Saintes Écritures qu'elle va puiser cette force et cette sérénité qui parfois me confondent.

LA REINE PARLE D'ALEXANDRE Ier

Cette ascension spirituelle de la reine Marie, cette sorte de maîtrise à laquelle elle a atteint, m'est plus particulièrement apparue au lendemain de la mort du roi Alexandre. C'était à Belgrade. Assise dans son boudoir, au palais de Dedigné, la

reine est en vêtements de deuil. Pourtant, elle porte ses perles, sans lesquelles on ne peut se la figurer. Autour d'elle, des fleurs, une profusion de fleurs, comme toujours. Au loin, par la baie immense, les jardins du palais et, au delà, la ligne fuyante des collines qui disparaissent dans un horizon bleuté. Et de nouveau, comme chaque fois, je suis frappée par la beauté de cette femme, son port de tête, son regard, par cette royauté qui émane d'elle et dont aucune définition ne saurait rendre l'effet. Et cependant, on la sent si essentiellement humaine! Ses yeux ont pleuré les larmes de la plus dure douleur, mais son front est resté lisse, socle poli, sur lequel repose la lourde couronne du destin.

Elle me parle du Roi, de ce gendre aimé, de cet ami si sûr; mais c'est à peine si sa voix tremble. Seule, la pâleur de son visage trahit son émotion, tandis que dans son regard passe, par instants, une expression d'indicible tristesse.

— Oui, nous nous comprenions, dit-elle en esquissant un sourire. C'était aussi un créateur, si avide de vie, de beauté! Il est vrai, pas toujours commode, parce que très entier, très viril; un véritable caractère; pénétré jusqu'à la moelle de la dignité royale, de son devoir et de sa responsabilité. Je l'appelais le vaillant soldat... Et avec cela, si profondément bon, si affectueux; plein d'attentions et de tendresse! Sa vie ne lui appartenait pas, il l'avait déjà donnée à son pays. Jamais, il ne songeait à lui-même... Toujours dans l'action, toujours sur la brèche. Et pourtant, comme il était attaché à son foyer!...

La Reine jette un regard autour d'elle et sourit doucement.

— Je me souviens quand il a décidé de quitter le triste et grand palais, et d'édifier cette demeure. Il s'en réjouissait comme un enfant. Mais il était perplexe sur la forme à lui donner et vint me demander conseil. Prenez garde, lui dis-je, si vous consultez tout le monde, on ne manquera pas de vous suggérer de construire au moins le grand Trianon, si ce n'est une réplique du Luxembourg! Ce qu'il faut ici, c'est une maison dans le style du pays. Et c'est ce qu'il fit...

La Reine sourit de nouveau, mais ses yeux sont embués.

— Il chérissait cette demeure... Oui, le coup a été trop dur. Entre tous, c'était lui qu'il ne fallait pas frapper, l'homme vivant, le créateur, celui que tous aimaient et respec-

taient... Sa femme, pauvre petite, comme elle a été admirable! Je suis fière d'elle. Au lieu des fêtes et du triomphe qu'elle devait trouver, c'est la mort de son époux qui l'attendait, de cet homme qu'elle adorait. Elle n'a pas pleuré. Non, nous n'avons pas pleuré. Parfois pourtant, un tout petit détail lui fait brusquement monter les larmes aux yeux. Alors, elle serre les dents... Noblesse oblige. Il faut être à la hauteur de l'idéal que l'on représente.

La Reine se tait un long moment, plongée dans ses pensées. Machinalement, ses doigts poursuivent un petit ouvrage de crochet, en soie verte.

— Je voudrais atteindre à une parfaite *Selbstüberwindung* (1), dit-elle enfin, comme pour résumer le cours silencieux de ses réflexions. Mais c'est la plus difficile des conquêtes. Pourtant, je crois avoir appris, avoir beaucoup appris... Il arrive un âge où l'on participe moins, aussi, où l'on souffre moins... Il vous vient une sorte d'apaisement, d'objectivité...

Et devinant la pensée que je n'osais pas exprimer.

— Rassurez-vous, a-t-elle ajouté en souriant, il me reste encore certaines illusions, et peut-être sont-ce les plus belles...

PENDANT LA GRANDE GUERRE

Une des pages les plus riches et les plus poignantes de la vie intime de la reine Marie, est certainement celle où sont gravés les noms de ses enfants. Mais celle-là est leur patrimoine particulier et il ne nous appartient pas de la déchiffrer.

L'action politique de la reine Marie est entrée dans l'histoire au moment où la Roumanie elle-même s'est jetée dans la guerre aux côtés des Alliés. Bien qu'elle l'ait voulu de second plan, le rôle de la souveraine, à ce moment, a été capital. En effet, c'est elle, plus que tout autre, qui a créé l'atmosphère morale grâce à laquelle son pays a finalement triomphé de l'indicible épreuve. Dans l'enfer de Jassy, après l'invasion

(1) *Selbstüberwindung*, se vaincre soi-même. La reine Marie s'exprime avec une égale perfection en français, en anglais, en allemand ou en roumain, mais il lui arrive parfois d'emprunter à une langue étrangère à celle qu'elle est en train de parler, tel mot ou telle expression, qui lui semble rendre plus exactement sa pensée. (Note de l'auteur.)

ennemie et l'occupation de Bucarest, pendant le plus cruel des hivers, où tout manquait, charbon, vivres, médicaments, où l'épidémie de typhus faisait rage, où la défection russe ouvrait la porte au plus noir pessimisme, à la mutinerie et au découragement, c'est auprès d'elle que tous venaient se retremper. Accueillante à chacun, rayonnante de foi et de courage, elle savait ranimer les forces chancelantes, rendre confiance aux esprits abattus, soulager, apaiser. Du premier ministre au dernier des soldats, chacun reçut alors sa part de ce magnifique trésor.

— Je ne sais vraiment pas d'où me venait cette force, disait dernièrement la Reine. Peut-être, la nécessité presque animale de fuir ma propre douleur. Mon dernier enfant, le petit Mircea, venait de mourir. Bucarest était prise. Privés de tout, nous étions impuissants à soulager l'horrible souffrance de nos soldats... Ah ! ces journées passées à m'arrêter à tous les chevets où morts et moribonds s'entassaient sans espoir, dans l'odeur écœurante du pus et de la gangrène ! Ne rien pouvoir, sinon sourire, tenir une main qui se refroidit, écouter un souffle qui s'éteint, clore des paupières sur des yeux qui ne vous voient plus... Et pourtant, il parait, — c'est la reine de Yougoslavie qui me le rappelait l'autre jour, — que je trouvais encore moyen d'écrire des contes de fées : mes enfants n'avaient plus de livres et il était impossible de s'en procurer. Chaque soir, après notre maigre dîner, je leur en faisais la lecture. C'était une fête, une sorte d'évasion du cauchemar où nous étions plongés. Le Roi lui-même venait y assister. « J'attendais ce moment comme le seul point lumineux de la journée, avoua-t-il plus tard, et pour rien au monde, je n'aurais voulu le manquer ! »

LA REINE MARIE L'ÉCRIVAIN

L'œuvre littéraire de la reine Marie mériterait une bien plus longue analyse que le cadre de cet article ne le permet (1). D'inspiration nettement romantique, elle se déroule la plupart du temps dans un monde de fiction, où l'allégorie et

(1) La *Revue* a eu l'honneur de publier d'elle *Minola, Histoire d'une petite reine malheureuse*, le 1er juillet 1914 ; *Un martyr de la grande tragédie* : le *Tsar Nicolas II*, le 1er septembre 1919 ; *Ce que vit Vassili le soldat*, le 15 septembre 1924.

la réalité se mêlent avec une fraîcheur pleine d'originalité et de fantaisie.

Mais dans ces contes de fées, ces légendes et ces romans, — où le pittoresque et la poésie se nuancent souvent d'humour, — on retrouve toujours la voix grave de la vie, de la vie profonde et réfléchie, aux lois de laquelle chacun doit se soumettre (1). Peut-être, cette loi n'est-elle pas la même pour tous, mais plus l'homme ou la femme seront haut placés, plus dure sera leur loi. « Il vous a été beaucoup donné, c'est pourquoi il vous sera beaucoup demandé. »

Cependant, la reine Marie ne s'est pas bornée à la fiction. Certaines de ses œuvres, dédiées plus particulièrement à son pays, contiennent les plus belles pages qu'il ait inspirées (2). Peu d'auteurs ont eu à ce point l'art d'évoquer l'âme, le paysage et l'atmosphère de la terre roumaine. D'origine étrangère, la reine Marie était-elle mieux placée pour en découvrir la beauté? C'est possible. Mais, certainement, si elle ne l'avait aussi intensément aimée, elle n'aurait pas trouvé certains accents qu'elle a eus pour la chanter.

Si je me borne seulement à mentionner les « Mémoires » de la Reine dont la traduction française ne saurait tarder à paraître, c'est que je veux laisser intact au lecteur le délicat plaisir de revivre aux côtés de l'auteur, ses clairs souvenirs d'enfance, cette adolescence insouciante et ardente, enfin, sa lente et souvent douloureuse adaptation à son rôle et à ses responsabilités de souveraine. Cette œuvre, débordante de vie, de détails pittoresques, de portraits et de croquis inoubliables, ne peut manquer de captiver tous ceux qui se souviennent, tous ceux qui, une fois aussi, ont aimé la vie et cru dans la beauté.

ROYALES DEMEURES

Oui, la reine Marie est avant tout une artiste, une grande artiste, dans ce que ce terme a de plus noble. Le sentiment, le goût et la recherche de la beauté sont essentiellement son

(1) *Pansey, Pansey peeps again, la Légende du Mont Athos, les Voleurs de lumière, Kildine, The Voice on the Mountain, Crowned Queens, The Dreamer of Dreams, The Lily of Life, Why? Ilderim, Visions, A tale of Unrest, A Story of Love*, etc.

(2) *A mon peuple, de mon âme à la sienne, Mon Pays, la Poupée magique*, etc.

climat, mais de la beauté vraie, profonde, sans alliage et sans supercherie.

— Une œuvre témoigne toujours de la qualité de celui qui l'a créée, disait-elle un jour.

Souvent, il m'est arrivé de repenser à ces paroles en parcourant les demeures de la Souveraine. Les moindres détails, le choix des objets familiers, la forme et la disposition des meubles, sont bien l'expression de la qualité de cette femme, le prolongement dans la couleur et la matière de cet instinct si sûr du beau qu'elle porte en elle.

— Je n'ai jamais disposé des moyens de réaliser de très grandes choses, constatait-elle dernièrement, en parlant de ces mêmes demeures. Ce que j'ai fait, j'ai mis trente ans à l'édifier, centimètre après centimètre. Mais à chaque nouveau progrès, quelle joie! Non, décidément, je ne suis pas une blasée. Tant de choses m'intéressent, me captivent ou me charment! On m'a accusée de jouer la comédie. Pourquoi ? Ne peut-on éprouver un plaisir également intense, si même d'un ordre différent, à monter un beau cheval, à lire une phrase de Nietzsche ou à goûter une pâtisserie? — Elle a un rire gai. — Que voulez-vous, j'aime la vie, passionnément, dans toutes ses manifestations. A condition, bien entendu, qu'elles soient sincères ou inspirées d'un désir de perfection... Suis-je donc à ce point différente des autres pour qu'on m'ait parfois si mal comprise?

— Sans doute, Votre Majesté a-t-elle une nature plus riche...

La Reine a un sourire rêveur où joue pourtant une nuance d'humour.

— Peut-être, répond-elle. Mais j'ai surtout l'impression que la plupart des gens se prennent trop au sérieux. Ce n'est pas moi qui suis riche, c'est la vie. Seulement, voilà, pour goûter toutes ses nuances, pour accueillir les joies sans nombre qu'elle vous apporte, pour découvrir la parcelle de beauté que contient chaque chose, même la plus ingrate en apparence, il faut un peu de souplesse, un certain oubli de soi et de son rôle... Alors, elle devient réellement le plus merveilleux des trésors.

Les demeures de la Reine semblent bien les cadres les mieux faits pour mettre en valeur quelques parcelles de ce « merveilleux trésor ». Dispersées dans les plus beaux sites du pays, elles sont plus que des palais, ce sont des foyers où pal-

pite une âme artiste et accueillante. Bran, Sinaïa, Balcic...

Juché comme un nid d'aigles au sommet d'un roc abrupt, au cœur des Carpathes, Bran est un ancien château féodal. D'un côté, il domine un plateau immense où paissent les grands troupeaux de buffles noirs, et que limite au loin le moutonnement des montagnes de Transylvanie. De l'autre côté, il surplombe une gorge sauvage où gronde un torrent glacé. Des sapins s'agrippent à la roche qui, par degrés de plus en plus escarpés, paraît escalader le ciel. Dans son enceinte de plusieurs mètres d'épaisseur, avec ses tours de guet, son donjon, ses échauguettes aux toits de tuiles rousses, sa cour intérieure, toute festonnée de capucines, Bran est bien une forteresse, la forteresse du rêve et de la solitude.

Murs blancs, portes de chêne poli aux lourdes ferrures, escaliers abrupts qui s'enfoncent dans l'ombre bleue des voûtes, minuscule chapelle où, derrière les grilles, chatoie l'or terni des vieilles icones, plafonds à caissons peints, galerie circulaire, jonchée de tapis anciens où les femmes du pays ont tissé, avec une maladresse et un goût exquis, les héros de leurs légendes ou les plus belles fleurs de leur jardin. Et tout en haut, cette pièce plus grande que les autres, aux fenêtres voûtées, d'où l'on domine l'horizon entier : tapis épais, meubles profonds, couleurs douces et chaudes et, près d'une des parois, le piano à queue, où l'âme des grands maîtres a si souvent chanté sous les doigts prestigieux d'Enesco. Puis, tout en bas, aux pieds du roc abrupt, autour du petit lac où se reflète le château, la féerie des fleurs. Mille espèces de fleurs, mais surtout des dahlias, une foison, de toutes formes, de toutes couleurs : certains, immatériels comme de la plume, d'autres, qu'on dirait peints sur de la tôle, d'autres encore, pompeux et vieillots comme les bouquets de nos grand mères. Mais il y en a un, plus beau que les autres ; ses pétales pourpres, si sombres qu'ils paraissent presque noirs, forment une étoile parfaite et, tout au fond de leur masse veloutée, les étamines reposent ainsi qu'une couronne d'or. Il porte le nom de la Souveraine. « Les relations de la Reine avec ses dahlias à Bran sont des plus intimes, me disait une de ses amies. Elles sont véritablement sentimentales... Je l'ai observée ; elle les connaît tous et fait à chacun individuellement des visites quotidiennes ! »

Sur les pentes verdoyantes des monts de Sinaïa, à l'orée de l'immense forêt séculaire, dans la profusion des roses, des delphiniums et des lys, s'élève le Pelisor, masse blanche, dans ses croisillons de poutres brunes, flanquée d'une tour pointue au toit d'ardoises. A l'intérieur, cette même atmosphère, si particulière aux lieux habités par la Reine. Les détails disparaissent, le hall profond au tapis d'un bleu chaud, l'escalier monumental, les boiseries sombres, les marbres sculptés à la mode roumaine, si proche de celle de Byzance, les sièges bas, les vieux ors, les damas chatoyants, se fondent, en une impression unique d'harmonie vivante et intime. « Il y avait une fois une princesse au visage de lumière, qui vivait dans un palais merveilleux, perdu dans les montagnes sauvages... »

Une première étoile paraît dans le ciel vert qu'encadre l'ogive blanche de la fenêtre. La Reine sourit et se penche vers une gerbe de roses qui s'épanouit à son côté... Est-ce un conte de fée ?

Mais voici Balcic, au bord de la Mer Noire, aujourd'hui d'un gris-vert, crêté d'argent. Petite ville musulmane. Dans sa ceinture de falaises blanches, elle étage ses maisons multicolores ; toits plats aux tuiles rondes, cours intérieures, chiens errants, voûtes sombres, ruelles qui dégringolent dans une cascade de galets, odeur chaude des épices, huile et poivrons, femmes voilées en pantalons bouffants, serrés à la cheville, pieds nus et cambrés, têtes droites sous la cruche de terre brune. Un peu à l'écart, toute blanche dans son oasis de verdure, la petite maison de la Reine, surmontée de son minaret. Elle semble incrustée à la pente. Son rez-de-chaussée, et chacun de ses deux étages, composés d'une seule pièce, donnent de plain-pied sur l'une des terrasses fleuries où elle s'enchâsse comme en un cadre précieux. En bas, deux chambres séparées des vagues par un simple parapet de pierres grises. Au-dessus, la salle à manger, blanche et bleue, avec sa longue table de bois noir poli où se reflète la vieille argenterie ciselée. Enfin, au-dessus encore, entourée de sa galerie couverte qui surplombe les étages inférieurs, l'appartement de la Reine où le blanc, le vert pâle et l'or s'irisent des reflets mouvants venus des larges baies ouvertes sur la mer.

Les terrasses se superposent à l'assaut de la falaise ; certaines, étroites comme un sentier, bordées d'une foison d'iris

sauvages ou d'œillets; d'autres, larges comme des avenues, où court, entre les dalles, un ruisseau d'eau vive; pergolas blanches, colonnes fuselées où s'accrochent les roses, vasques transparentes où se mirent les pétunias mauves, mais surtout cette allée de lys, où les fleurs royales poussent si dru, qu'on ne peut la parcourir sans en être étourdi... Balcic ne se raconte pas, il se respire, il se vit, dans la lumière changeante des horizons marins.

C'est là, dans ce décor si cher à son cœur, que nous prendrons congé de la Souveraine. Pourtant, avant de la quitter, je voudrais évoquer une dernière vision. C'est le printemps; le soleil, à peine levé, trace une longue allée de lumière sur la mer. L'air, encore imprégné du parfum de la nuit, a un goût de sel et de thym. Toup à coup, sur la crête couronnant la falaise, apparaît une silhouette. C'est une femme, montée sur un cheval au galop. Contre le ciel, ses mouvements s'adaptent si parfaitement au rythme de l'animal, qu'elle semble ne former qu'un corps avec lui. Un instant, elle longe la falaise, puis elle s'immobilise. Droite, sur sa superbe monture, elle parcourt l'horizon du regard. Le soleil joue sur les parements d'or de son uniforme. Mais voici que derrière elle débouche, lancé à fond de train, un régiment entier de cavaliers. Elle rassemble alors ses rênes; le pur-sang se cabre. A demi retournée sur sa selle, elle envoie de la main un signe amical à ceux qui se rapprochent, puis, d'un coup d'éperon, elle fait pirouetter le cheval et l'enlève dans un galop furieux. Une seconde, la troupe hésite. A son tour, elle virevolte, et reprend sa course folle à la poursuite de l'intrépide amazone qui déjà disparaît au loin. Et il ne reste bientôt plus sur la crête de la falaise qu'un nuage de poussière qui, lentement, retombe.

C'est la course printanière du 4e Rosiori. La reine Marie, colonel du régiment, s'assure ainsi, deux fois par an, du degré d'endurance de ses hommes. Certains d'entre eux ne m'ont-ils pas confié qu'ils devaient s'entraîner tout le long de l'année pour être en état de suivre leur vaillante Souveraine!

Courageuse, infatigable, la tête haute, le regard clair, en vérité, la reine Marie est une magnifique leçon de vie.

BERTHE VULLIEMIN.

TRENTE ANS DE VERSAILLES

II [1]

LE NOUVEAU MUSÉE

C'est une institution fort ancienne que la réunion des conservateurs des Musées nationaux qui se tient au Louvre, deux jeudis par mois. Elle date sans doute du temps où la Convention constitua dans le palais le grand dépôt des œuvres d'art destiné à l'éducation publique et qu'avait projeté, sous Louis XVI, l'administration des Bâtiments du Roi. A cette création remonte le terme de « conservatoire » qui désignait encore de mon temps l'assemblée savante, où se discutent les intérêts communs et sont présentés au vote les acquisitions de chaque « département ».

J'ai suivi, pendant un quart de siècle, des délibérations où nous avions tous à nous instruire à l'occasion de nos propositions respectives et je rends grâces à mes collègues disparus ou encore vivants des connaissances archéologiques de tout ordre dont m'ont pourvu leurs discussions en présence des objets acceptés ou rejetés par eux. Que n'avait-on pas à gagner à ces brèves conférences, nourries de tant de science, que faisaient autour de la table verte, à ce dernier étage du Louvre, des hommes tels qu'Edmond Pottier, Héron de Villefosse, Salomon Reinach, Georges Bénédite, Émile Molinier, Gaston Migeon! Le poète Lafenestre, Henri de Chennevières, Leprieur y analysaient finement les peintures et les dessins; et pour la sculpture, l'ardente voix d'André Michel passionnait souvent

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

le débat, maintenant parmi nous la tradition de son maître Courajod. J'ai entendu les derniers échos de la voix combative de celui-ci, et j'ai dû quelquefois le contredire. Il se refusait à voir dans notre musée autre chose qu'un département du Louvre, et je crois bien que le Versailles que nous faisions pâtissait dans son jugement de son hostilité pour l'art classique, qu'il qualifiait d'art académique et qu'il eût, au besoin, sacrifié tout entier sans remords à celui du XIIIe siècle.

Depuis ma retraite au début de 1920, le « conservatoire » s'est complètement renouvelé, en même temps que s'augmentait le nombre des musées représentés ; j'y retrouverais encore avec amitié un Étienne Michon, un Paul Jamot, un Dussaud, un Paul Vitry, un André Dezarrois, et bien entendu mes chers Versaillais, Gaston Brière et Mauricheau-Beaupré. Mais que de nouveaux visages autour de M. Henri Verne qui préside aujourd'hui la « Réunion des Musées nationaux » ! Je suis assuré du moins que les traditions s'y maintiennent, toutes de courtoisie, de compétence et d'indépendance.

J'ai vu présider notre réunion par des directeurs bien différents, mais également respectueux de la science et des hommes qualifiés qui la représentent. Ce furent des administrateurs comme Kaempfen et Henry Marcel, un archéologue illustre comme Homolle ; ce fut aussi un directeur de la Sûreté générale, M. Pujalet, dont la nomination nous avait surpris et choqués. Il nous était imposé à la suite du vol retentissant de *la Joconde*, qui avait obligé le Gouvernement, soucieux de la mauvaise humeur du public, à envoyer notre ami Homolle administrer la Bibliothèque nationale. Le nouveau directeur était nommé pour établir des consignes sévères de sécurité et empêcher, par des règlements rigoureux, l'évasion des chefs-d'œuvre. D'utiles mesures furent appliquées en effet, dont Versailles même retira quelque avantage. Mais nous avions décidé de nous tenir à l'écart d'un chef imposé et qui n'était pas des nôtres. Nous fûmes surpris de trouver ce Béarnais plein de tact, d'une urbanité déférente, faisant sentir à peine son autorité aux conservateurs, et par surcroît fort bien au courant des choses de l'art. La mort nous a trop vite privés d'un chef que nous commencions à aimer.

La superposition du Conseil, toujours dignement présidé, qui administre la caisse des musées devenue considérable et

qui fut créée à l'imitation des institutions anglo-saxonnes, ajoute par sa brillante composition au prestige du Louvre. Il apporte, à vrai dire, peu de contrôle, sauf pour les achats trop importants dont l'appréciation relève de l'opinion tout entière; encore peut-on penser que ce groupement d'amateurs et d'hommes politiques, petits et grands, et de hauts fonctionnaires, aurait voté d'enthousiasme pour la trop fameuse tiare de Saïtapharnès, comme le fit notre « conservatoire ». Ces erreurs, dont les musées français n'ont pas connu les plus fâcheuses, prouvent qu'une collectivité peut se tromper aussi bien qu'un homme à qui la responsabilité individuelle impose peut-être plus de vigilance.

En tout cas, le Conseil, dont notre musée n'a jamais eu à se plaindre, a l'inconvénient de compliquer à l'excès la formalité des acquisitions; non que les amateurs éminents qui y siègent autour du directeur des Beaux-Arts veuillent gêner le choix des conservateurs responsables, mais le retard apporté dans les négociations ne les simplifie pas. Des départements archéologiques auxquels le musée de Versailles peut être dans une certaine mesure assimilé, ont besoin de traiter rapidement leurs affaires, sous peine de voir des occasions s'évanouir. J'aurais voulu, pour ma part, assurer plus librement à notre documentation d'iconographie nationale des pièces, qu'on rencontre parfois à très bon compte chez un marchand ou dans une vente publique et qu'il faut saisir au passage.

Je n'ai pas regretté d'avoir quelquefois acheté sans ratification préalable : ainsi entra à Versailles le plus ancien portrait de Mme Récamier, vêtue de blanc, qui préside de sa grâce juvénile notre salle du Consulat; je me l'assurai à temps chez Wildenstein qui commençait alors sa fortune dans une étroite boutique, en face de l'ambassade d'Angleterre. Un autre jour, trois billets de cent francs trouvés dans ma poche me permirent d'emporter dans un fiacre le portrait de Berlioz, où le petit marchand du boulevard Haussmann, heureux de s'en défaire, n'avait pas su interpréter les initiales H. D. qui signifient Honoré Daumier. Cette toile vigoureuse est dans le même esprit, sinon de la même qualité, que le *Michelet* du musée de Mannheim, et, dès le lendemain, après l'identification, il décuplait de valeur. C'est pourtant cette trouvaille qui valut au jeune conservateur de Versailles une petite scène

désagréable au Conseil des musées : le vénérable vicomte Delaborde, secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts, refusa de sanctionner par son vote l'acquisition d'une peinture vulgaire et brutale qu'il déclarait déshonorante pour nos inventaires.

Le *Berlioz*, diversement accueilli, fait aujourd'hui bonne figure dans la série romantique où je reconnais avec complaisance plusieurs de mes « enfants ». J'avouerai ici que j'ai cherché, d'accord en ceci avec le goût personnel de mon ami Pératé, à porter le principal effort de notre budget d'achat sur les images d'écrivains et d'artistes trop rares jusqu'alors dans une collection où la valeur militaire, honorée la première, affirmait sa prédominance. Sur ce point encore nous nous disions fidèles à une pensée de Louis-Philippe, qui annonçait l'intention de faire meilleure place un jour aux gloires civiles du pays. C'est ainsi que sont entrées à Versailles, pendant mon administration, les effigies authentiques de M[me] de Sévigné, Pascal, Chateaubriand (la belle réplique de Girodet datée de 1811, qui a appartenu à M[me] Récamier), Victor Hugo, Baudelaire, Stendhal, Barbey d'Aurevilly, Renan, Banville, Leconte de Lisle, Flaubert, etc... D'autres noms plus récents les ont rejoints depuis, formant l'amorce d'une collection iconographique de la III[e] République, qu'il serait souhaitable aujourd'hui de voir installer.

Retour des Gobelins

Enfin le jour où je fus autorisé à puiser, dans les collections du Garde-meuble national, les tapisseries de l'*Histoire du Roi*, rien ne fut plus agréable que de les placer dans l'appartement royal auquel leurs dimensions les destinaient. Elles remplaçaient ces anciens cartons faits pour les Gobelins par les peintres de Louis XIV, et dont Louis-Philippe avait eu la pensée, déjà méritoire, de garnir les panneaux vides des appartements; mais ces toiles, coupées en morceaux pour le travail des tapissiers et recousues avec de nombreux repeints, garnissaient assez tristement ces murs illustres; les tentures se sont harmonisées tout naturellement avec les dorures éteintes des plafonds et leurs peintures de même époque.

La conquête de nos tapisseries eut pour origine des récep-

tions royales dont l'habitude commençait alors. La galerie des Batailles qui servait aux déjeuners se prête admirablement à la réception, grâce à sa disposition en deux parties, dont la première fait salon d'attente; mais c'est à la condition de couvrir les peintures guerrières de ces tentures dont notre Garde-meuble est encore, par bonheur, richement pourvu. Le jour de la réception du Tsar, elles vêtirent entièrement la galerie de leur magnificence, et le salon vit reconstituer, par douze tapis de la Savonnerie portant le soleil du grand Roi, un des plus somptueux ensembles que son règne nous ait laissé. Ce jour-là, la République se para avec fierté d'un héritage monarchique, et cette architecture moderne elle-même y gagna une sorte de grandeur classique qui frappa tous les assistants. Ayant été mêlé à la préparation de ce décor, j'en profitai pour solliciter le maintien à Versailles de quelques-uns des éléments qui l'avaient composé. Nous avions alors un sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts, Dujardin-Beaumetz, fort accessible aux projets un peu glorieux qui pouvaient rehausser son consulat. Il fit bon accueil à la requête, m'accorda des tapisseries et même des tapis, à ce titre provisoire qui peut durer en France indéfiniment; il m'autorisa même à choisir au garde-meuble d'autres sujets, pour essayer la réalisation de notre idée commune.

C'est alors que trois pièces de l'*Histoire d'Esther*, d'après de Troy, vinrent dissimuler la destruction de la chambre de la Reine. Nepveu, l'architecte de Louis-Philippe, avait essayé vainement de la sauver, encore intacte, de la barbarie inconsciente de son maître; il lui avait fallu sacrifier ces belles glaces où montent des palmiers, et qui portèrent en des cadres suspendus les portraits de Marie-Thérèse et de Joseph II. Auprès de l'alcôve royale, il avait dû démolir cette cheminée de marbre rouge à bronzes dorés, qui réchauffait dans le froid du château le lever des souveraines. Il avait commis, la mort dans l'âme, ces crimes ordonnés. Peut-être un essai de restauration pourrait-il être tenté, la cheminée n'étant point perdue, et la glace entre les fenêtres pouvant servir de modèle pour ses deux sœurs. En attendant, il a été précieux de couvrir les murs de tapisseries conçues et exécutées aux Gobelins, en même temps que Verberck installait à Versailles ses boiseries somptueuses. Cette réussite d'harmonie, à laquelle quelques

beaux meubles auraient pu ajouter tant d'éclat, permet d'attendre, pour un temps plus heureux et des finances plus prospères, l'essai de restauration qu'un artiste discret pourra entreprendre.

La Salle révolutionnaire

A mesure que nous avancions dans notre travail, nous constations mieux l'intérêt des richesses que nous mettions en ordre. Il s'agissait de constituer un musée d'histoire nationale plus riche en documents authentiques qu'aucun de ceux qui existent actuellement en Europe, et cette petite ambition patriotique ajoutait à notre zèle. De tous côtés, les séries épurées commençaient à se fixer dans les salles, aux trois étages du Château. Les portraits de l'époque de Louis XIV, encadrés les premiers, trouvaient place dans l'appartement de Mme de Maintenon, d'où nous arrachions sans remords la collection, fabriquée sous Louis-Philippe, des campagnes militaires de la Révolution; cette étrange affectation tenait à l'ignorance de l'ancienne destination de ces petites pièces; il nous était agréable d'y replacer des personnages qui les avaient fréquentées, Fénelon, Racine, Dangeau, Mlle de Blois et Mlle de Nantes, la duchesse de Bourgogne, enfin la Marquise elle-même ayant à ses pieds sa nièce, plus tard duchesse de Noailles, trônant dans le cabinet même où les jeunes actrices de Saint-Cyr avaient répété devant le Roi *Esther* et *Athalie*.

Au rez-de-chaussée, s'amorçait par la Régence ce qui devait être bientôt les salles du XVIIIe siècle promises à une durable popularité. L'attique Chimay se constituait plus aisément avec les portraits de la famille impériale, les curieux et véridiques tableaux du général Lejeune sur les campagnes que racontent ses mémoires, avec les dessins de Dutertre représentant les officiers supérieurs de l'armée d'Égypte autour de Kléber et de Desaix, le *Bonaparte passant les Alpes* de David et le même héros au pont d'Arcole par Gros, enfin cette délicieuse série des esquisses de Gérard aussi intéressante et aussi poussée que les grands portraits eux-mêmes, et qui mettent sous nos yeux toute la société féminine, officielle et militaire du commencement du siècle.

Cette galerie s'ouvre, comme il convient, par une salle

consacrée à la Révolution française, pleine de morceaux rares ou célèbres qui évoquent suffisamment l'histoire de Paris aux années de tourmente. *La fête de la Fédération* d'Hubert-Robert, avec son grand nuage sur le Champ de Mars et la tragique *Prise des Tuileries au 10 août* par Duplessis-Bertaux, exposée au Salon de 1793, mettent en scène des journées fameuses. Les principaux acteurs du grand drame sont présents par des images contemporaines; il n'est pas jusqu'à Marat qui n'apparaisse dans sa baignoire ensanglantée, à côté de l'effigie de Charlotte Corday, qu'un artiste inexpérimenté, mais fidèle, a pu peindre la veille de son exécution. La dramatique composition où David honore la mort de l' « ami du peuple » fut achetée pour le musée, en compensation, disait-on, de l'enlèvement du grand David du *Sacre*; l'introduction dans la maison des rois du maniaque sanguinaire souleva quelque opposition. J'exposai que ce n'était point Marat qu'on accueillait, mais David, et le caractère documentaire de ce morceau significatif l'imposait d'ailleurs dans l'ensemble qui se créait alors. Ayant donné à la Révolution toute une salle aussi intéressante, je gagnais à cet éclectisme la liberté entière d'honorer les souvenirs de nos souverains et les fastes de l'ancienne monarchie. Ce fut comme un paratonnerre qui put servir à l'occasion contre certaines insinuations, et me permettre de rire au nez de certaines gens.

Plus difficile, plus sévère, mais non moins attrayant était de débrouiller le fouillis du xve et du xvie siècle qui s'entassait dans les salles de l'attique du nord. La vue y était belle; on y travaillait aisément, et les jolies trouvailles y étaient nombreuses. Quelques érudits qui connaissaient l'attique avaient souhaité, sans l'espérer, que ce triage y fût fait. Henri Bouchot, premier historien des Clouet et de Corneille de Lyon, y avait fait à grand peine ses recherches; il eut la gentillesse de souligner ce que les nôtres avaient de méritoire. Il se plut, dans la *Gazette des Beaux-Arts*, à relever les erreurs que nous faisions disparaître, et dont quelques-unes étaient grotesques. Ne donnait-on pas, sous le nom de Claude de France, la toute jeune femme de François Ier, une madone frisottée sous sa perruque blonde, qui n'était autre que Diane de Poitiers au temps de sa mauvaise fortune? Ces confusions n'étaient pas

rares, et Bouchot exposait avec clarté la méthode qui les pourchassait :

« Une œuvre, parfois un chef-d'œuvre se devinait, mais noyée dans le flot, barbouillée de vernis luisants, campée à des hauteurs impitoyables. L'intention du conservateur, tout imprégnée de sagesse, de respect et d'amour du vrai, a été de séparer pour toujours ces à-peu-près romanesques des œuvres voisines, souvent plus humbles, moins empanachés, mais peintes au moment où le modèle vivait et de ce fait autrement attrayantes et dignes de confiance. Assisté de M. Pératé et de M. Marquet de Vasselot, sa tâche a donc été moins de désencombrer le musée de ces transcriptions sans caractère, que de rendre aux originaux réservés une partie de leur état civil et de mettre en lumière leur valeur d'iconographie et d'art tout ensemble. Sous l'apparence de dépeupler le dépôt confié à leurs soins, les conservateurs se proposaient en réalité de l'enrichir d'œuvres incontestables et datées. Jamais besogne plus salutaire n'aura été tentée chez nous. Il s'y ajoute un attrait matériel, un rajeunissement des êtres, plus de lumière, beaucoup d'air, ce que nombre de gens réclament pour le Louvre, les mêmes, croyez-le, qui ont, au sujet de Versailles, manifesté leurs réserves polies et leurs craintes et qui maintenant ne savent qu'applaudir. Le jeune conservateur du musée de Versailles suivait une inspiration heureuse, quand, sans entendre les observations de contradicteurs, il allait de l'avant et marchait à son but. »

Je suis heureux de citer une page où une juste part est faite à mes collaborateurs et d'y trouver le nom du futur directeur du musée de Cluny que j'eus quelques années sous mes ordres, avec ce titre bizarre « d'attaché libre », usité alors dans nos musées.

Quelques faux pas

Ne quittons pas l'attique du nord sans rappeler qu'y figura le tableau votif où l'image nimbée de Jeanne d'Arc en cotte rouge faisait pendant à saint Michel, de chaque côté de Notre Dame. Quelle précieuse relique, l'unique représentation de la Pucelle faite de son vivant! La cour de Rome ne devait-elle pas s'inquiéter lors du procès de canonisation du nimbe figuré

autour de sa tête? Le visage de l'héroïne, soi-disant usé par les baisers de la piété populaire, créait une énigme, que compliquait la lecture d'une inscription à demi effacée, à laquelle les érudits cherchaient une explication plausible. Je nous vois encore, la loupe à la main, le romancier et les jeunes conservateurs, penchés sur le bois mystérieux, et occupés avec passion à ajouter quelques lettres, quelques mots, à la lecture déjà déchiffrée. Mais l'auteur de la *Vie de Jeanne d'Arc* a fait profiter fâcheusement son livre d'un enrichissement chimérique, en s'obstinant à découvrir du latin ou du français, alors qu'il est démontré aujourd'hui que l'inscription mutilée est provençale ou catalane, et que Jeanne d'Arc, ni son culte, n'ont rien à y voir. La trop fameuse peinture a disparu dans un tiroir où on ne la repêchera plus.

Que de prudence n'exige pas le beau métier de conservateur : on est si vite attiré dans le piège et si facilement victime de son propre désir! Nous avons cru longtemps à la signature de Greuze apposée avec une date bien en vue sur un portrait de Fontenelle. Ce n'était pas du meilleur Greuze, mais on expliquait cette faiblesse par la nature même d'une image aussi posthume. Voici qu'un rayon de soleil a frappé sur des reliures rangées dans la bibliothèque du philosophe, et qu'on lit sur l'une d'elles *Galloche pinxit 1728*. Le faussaire n'a pas prévu qu'il laissait une dénonciation inscrite dans cette pénombre. Le tableau n'en vaut pas moins, puisqu'il est contemporain du modèle, et qu'à un mauvais Greuze se substitue un très bon Galloche.

Je dédie une autre aventure aux conservateurs trop pressés. J'avais avisé dans un débarras du Louvre une peinture de Sigalon portant au dos ces simples mots : « portrait de Rossi ». C'était un homme brun, au type méridional, en redingote, grave, tel qu'on pouvait imaginer Pellegrino Rossi, l'illustre patriote italien qui, après avoir servi la France dans son exil, mourut assassiné à Rome en 1849, étant ministre du pape Pie IX. C'était butin pour nous, et digne d'être exposé en bonne place. Il y fût resté, si je n'avais reçu deux ou trois ans après la visite d'une dame de province :

— Monsieur, me dit-elle, je viens vous remercier du plaisir inattendu que vous me faites. En passant dans une de vos salles, je viens d'apercevoir le portrait de mon père, M. Rossi.

Il est fort ressemblant ! Toute la famille sera flattée de l'honneur qu'il reçoit à Versailles. Il le mérite, monsieur, c'était un dentiste connu, qui soignait la bouche de Napoléon III. Toutefois, il ne s'appelait pas Pellegrino et n'était pas membre de l'Institut...

J'espère que la visiteuse n'a jamais appris que son respectable père a quitté pour jamais la haute compagnie où il s'était fourvoyé par ma faute.

Comment on découvrit Nattier

Des surprises plus consolantes nous attendaient parfois dans l'atelier où l'habile restaurateur Durandeau travaillait pour nous. Il savait faire revivre les anciens vernis et s'employait aussi à réduire les « ciels » énormes de toiles anciennes que Louis-Philippe avait fait agrandir, et à rétablir sur d'autres châssis celles qu'on avait repliées à droite ou à gauche pour les faire entrer dans les baguettes uniformes de l'ancien musée. Plus d'une signature intéressante a reparu dans cette dernière opération. Mais la plus précieuse nous vint d'un simple nettoyage.

Le proviseur du lycée Hoche sollicite un jour un léger service : il s'agit de désencrasser une toile jadis prêtée par le musée à ses prédécesseurs. C'est un portrait bien noirci de Marie-Leczinska, dont Nattier a laissé l'image spirituelle et souriante sous la fanchon de dentelle noire, et qui fut loué par Diderot dans un de ses *Salons*. Je savais l'existence de plusieurs répliques aux copies anciennes ; mais l'original, seul signé par l'artiste suivant son habitude, n'avait pas été retrouvé. Voici que cette signature et la date apparaissent sous les nettoyages. Durandeau, tout joyeux, nous en porte la nouvelle : il n'est plus question de rendre au Lycée l'objet confié à nos soins ; il sera remplacé par un autre de nos réserves, et il prendra place sans retard dans les salles que nous sommes en train d'organiser chez le Dauphin ; la reine y retrouvera ses filles ; et Nattier, leur peintre favori, comptera un chef-d'œuvre de plus. Ainsi nous enrichîmes-nous sans bourse délier d'un de ces tableaux que les marchands commençaient à vendre vingt mille dollars.

Le peintre dont je fus le parrain ne m'a pas causé que ces

plaisirs. Que de consultations, de correspondance, d'envois photographiques a valus à un infortuné conservateur l'exhumation des Nattier! La biographie de l'artiste que j'écrivais alors en a rarement profité. Peu de choses intéressantes à joindre à mon bagage historique. On sait que tout portrait de femme découvert en province est aussitôt une Pompadour ou une Marie-Antoinette; désormais, pour peu que le costume rappelât le temps du Bien-Aimé, c'est une fille de Louis XV qu'a retrouvée le propriétaire. J'ai dû détruire bien des illusions et déconcerter bien des cupidités.

La vogue du peintre a multiplié des faux qu'on a osé, plus d'une fois, présenter à mon appréciation. Certains sont nés à Versailles même. On sait que les copistes des Musées nationaux trouvent un accueil bienveillant dans nos établissements publics. Une nuée s'abattit sur nos nouvelles salles dès l'installation des belles princesses. Puis, un jour, observant par hasard la copie d'un de ces artistes, laissée sur son chevalet devant Madame Sophie ou Madame Louise, je m'aperçus qu'il peignait sur un vieux châssis dont la toile à gros grain était parfaitement authentique; le mensonge qui naissait de l'autre côté n'était pas douteux, et malgré ses protestations, je retirai à cet « artiste », d'ailleurs fort habile, son permis de travail. Le plus coupable était, il est vrai, le marchand inconnu qui le fournissait de vieux châssis et qui a mis en circulation par le monde des Nattier vraisemblables auxquels ne manque même pas la signature. Puisse cette révélation laisser sans trouble le sommeil des collectionneurs!

Installations nouvelles

Chaque effort nouveau amenait sa récompense. On ne flânait pas, en vérité, à la Conservation de Versailles pendant les années 1892 et suivantes; et, peu à peu, le plan définitif des collections apparaissait à tous les yeux. L'attique du Nord sur les jardins était terminé vers 1900, les galeries de l'attique du Midi l'étaient bientôt après, et le XVIIIe siècle achevait à son tour sa première installation. J'ai pu y ajouter, aussitôt après la guerre, la salle consacrée à Marie-Antoinette et sa famille, dans la pièce en retour de l'appartement de Mesdames, et la salle des résidences royales, qui a conservé les colonnes de l'ancien

appartement des bains de Louis XIV. Au temps de Louis XV, des cloisons partageaient cette pièce et la rendaient habitable. J'ai pu y placer le beau groupe *Vénus et l'Amour* que Mme Du Barry avait commandé à Vassé, pour Louveciennes, et qui gisait oublié dans nos réserves de sculpture. Ce fut mon dernier apport à ce XVIIIe siècle où ma pensée a si longtemps vécu, et je laissai à d'autres le soin de remplir d'œuvres de la dernière époque les salles qui terminent ce rez-de-chaussée

Ma dernière « présentation » fut celle d'une salle dédiée à la guerre de l'Indépendance des États-Unis. Nous disposions d'assez de souvenirs épars pour pouvoir glorifier cette dernière action diplomatique et militaire de l'Ancien Régime, et honorer en même temps la généreuse nation qui venait de combattre avec nous. Au centre, figure la statue de Washington par Houdon, que les États de Virginie avaient offerte peu d'années auparavant au musée de Versailles. Auprès du La Fayette de marbre, qui est un original de Houdon, nous avions mis en place d'honneur un portrait du comte de Vergennes, et un autre de Louis XVI. Il me souvient que le jour de l'inauguration où l'ambassadeur Myron Herryck voulut bien prendre la parole, le ministre français Lafferre, qui lui répondit, évita avec soin toute allusion au rôle personnel du roi et de son ministre. Pour lui, La Fayette existait seul, et la présence de Louis XVI en place d'honneur semblait le surprendre. Il ne fit aucune allusion à la politique américaine du monarque décapité, que tous les discours officiels s'obstinaient avec naïveté à passer sans silence. L'ingratitude était faite, à vrai dire, autant d'ignorance que de parti pris; on eût facilement convaincu l'excellent homme qui présidait alors à l'Instruction publique et aux Beaux-Arts et qui, grand dignitaire maçonnique, était en même temps un dévoué patriote du ministère Clemenceau.

La brillante assistance américaine, réunie autour de nous ce jour-là, voulut visiter les salles du XVIIIe siècle, et je me fis un devoir de lui en faire les honneurs ainsi qu'à notre ministre. Je vois encore l'effarement de celui-ci trouvant dans un monument de l'État tant d'images de rois, de reines et de princesses. Il devait évidemment ignorer leur histoire et le droit de leur présence; les noms mêmes lui étaient inconnus; sa gêne était visible; mais son visage se détendit quand je lui désignai le

portrait de Philippe-Égalité. Je le vis saluer le prince régicide d'un petit sourire de connaissance qui nous soulagea tous les deux.

Princes en visite : le duc d'Aumale

Il y avait, au temps des premiers remaniements de Versailles, un prince qu'ils intéressaient particulièrement et sans doute inquiétaient quelque peu : c'était le duc d'Aumale. Il avait vu se constituer le musée de son père ; il avait enchanté sa jeunesse de cette création qui était faite pour établir devant la postérité que la monarchie d'Henri IV et de Louis XIV trouvait sa formule définitive dans la Charte de 1830. Au bout de la galerie des Batailles, qui est en réalité la suite des victoires françaises de Tolbiac à Iéna, une vaste salle commémorait, par des peintures non moins vastes, la dernière des révolutions, celle des « Trois Glorieuses ». Le duc d'Aumale, instruit par l'histoire et avant tout dévoué à la France, acceptait que cette salle fût momentanément fermée au public ; mais, à chacune de ses visites, qui furent fréquentes, il indiquait discrètement qu'il lui semblait peu utile de retoucher un ensemble qui était si parfait en 1848. Je lui expliquai que c'était précisément la pensée du roi son père qu'il s'agissait de mettre au point et de continuer, et je m'arrangeais toujours pour finir la promenade sur les salles d'Afrique, celles-là intangibles, où la conquête de l'Algérie a trouvé son narrateur épique dans Horace Vernet. Le prince s'arrêtait longtemps devant la frise de la Smalah d'Abd-el-Kader : il y contemplait un jeune capitaine chargeant le sabre au poing, à la tête de ses chasseurs d'Afrique, et l'illustre soldat repartait content, assuré du souvenir immortalisé de sa jeunesse et de sa gloire.

A ces bonnes impressions je gagnais le plaisir de ces déjeuners à Chantilly, où la visite des collections donnait aux convives l'agrément de les entendre commenter par celui qui les avait rassemblées, et qui comptait généreusement les laisser à la France.

Les visites du duc d'Aumale à Versailles m'apportaient un autre régal : le témoignage d'un regard qui avait vu transformer le Château, et quelques anecdotes savoureuses :

— Voici, disait le prince, dans la chambre de Louis XIV,

le lit et le balustre rétablis tels que le roi mon père les avait vus, tout jeune encore, avant 1789. Tout était fixé dans sa mémoire, même la place des tentures et des tableaux, et si le lit n'est qu'une caisse de bois, les broderies qui la recouvrent sont bien de l'époque. J'espère qu'on n'y touchera pas.

On n'y touchait pas, en effet, mais sans croire plus que de raison à l'exactitude du souvenir que pouvait garder un enfant de quinze ans, le soldat futur de Jemmapes et de Valmy. Sur d'autres points, les fantaisies de Louis-Philippe avaient déjà été sacrifiées. En traversant l'appartement de Louis XV, le duc d'Aumale me dit, un jour :

— C'est ici que se trouvait le logement de Mme de Maintenon et le confessionnal de Louis XIV.

Je vis de quelles confusions il s'agissait et qu'il parlait de ce cabinet fait pour la « chaise » de Louis XV et où j'avais trouvé avec surprise un prie-Dieu moderne et un bénitier pour y fixer le souvenir d'un invraisemblable confessionnal du grand roi. Je dus en ouvrir la porte au prince qui n'y trouva point les objets familiers. Je les avais fait disparaître, en effet, en même temps que le portrait voisin de la marquise dans son prétendu appartement.

— Pourquoi, disait le prince, avoir enlevé ce prie-Dieu, ce bénitier? c'est là que le Roi se confessait, chez Mme de Maintenon. Cette vitre qui sépare en deux le confessionnal permettait à un garde du corps, l'épée à la main, de ne point quitter des yeux la personne du roi. Le roi était agenouillé devant le jésuite; si le jésuite avait eu l'intention de le poignarder, le garde du corps était là.

Et comme je demeurais stupéfait de cette mise en scène, le bon prince ajoutait, marquant l'esprit de toute une génération :

— Ne vous étonnez pas de ce que je raconte ; avec ces gens-là, il fallait toujours se méfier.

Si je conte à mon tour ces propos étranges, que j'ai encore dans l'oreille, c'est pour indiquer quel résidu de préjugés peut demeurer d'une éducation première chez un prince, par ailleurs si intelligent et d'un cœur si droit. On lui avait enseigné un Ravaillac soudoyé par la Compagnie et le *Juif errant* d'Eugène Sue avait eu une part dans ses lectures.

La princesse Mathilde et l'Impératrice

Une autre visite me surprenait parfois agréablement : c'était la princesse Mathilde, qui arrivait sans s'annoncer et demandait à voir les nouveautés de la maison. Je lui ai offert la primeur de la salle des Napoléon où l'Empereur est entouré de sa famille et de ses proches. La princesse y revoyait avec plaisir les portraits équestres de ses parents, le roi et la reine de Westphalie, Joseph, Catherine. Elle y trouvait aussi son frère, le prince Napoléon, par Hébert, et me savait gré d'avoir tiré des greniers son cousin Napoléon III, peint en pied par Hippolyte Flandrin et mis en pénitence après le 4 Septembre. Pouvait-on exiler davantage l'image la plus saisissante de ce regard chimérique qui ne manquait pas de séduction ?

Il y avait en face un portrait de jeune femme, en robe de bal, grande toilette de velours Second Empire, qui montrait d'opulentes épaules et portait un diadème d'or sur ses boucles brunes. Cette toile fit l'orgueil du peintre Dubufe au Salon de 1861. Mais la mode y datait et la princesse ne voulait pas s'y reconnaître.

— Il est affreux, disait-elle, je vous en enverrai un autre et vous ferez disparaître celui-là.

Celui qu'elle nous destinait était dû au pinceau de Doucet et rayonnait d'une douce intimité dans le hall de la rue de Berry. Il nous est venu, en effet, par un legs du modèle et nous les exposons tous les deux en des salles différentes, car ce sont vraiment deux existences de femme qu'elles évoquent sous le même nom.

L'impératrice Eugénie ne m'a accordé aucune de ces confidences politiques dont a bénéficié mon confrère Maurice Paléologue ; je l'ai pourtant vue plusieurs fois à Paris et au cap Martin, mais je ne sais si mes souvenirs valent d'être notés.

Je fus présenté chez la duchesse de Mouchy, à un thé où se trouvaient quelques hommes de lettres que l'ancienne souveraine désirait voir. Appelé à mon tour au canapé, que quittait Albert Vandal, je fus aussitôt conquis par la franchise et le ton direct :

— Monsieur, me dit-on, il est un de vos livres qui ne

me plaît pas. Vous êtes bien sévère pour Marie-Antoinette. On voit trop que vous ne l'aimez pas.

Je plaidai que j'avais parlé de la Reine avec un profond respect, celui qu'impose sa douloureuse destinée.

— Je le voyais, répliqua l'Impératrice, vous avez été très correct, mais il faut aimer la pauvre Reine... Je ne vous pardonnerai que lorsque vous m'aurez guidée dans Versailles et dans Trianon que je n'ai pas revus depuis si longtemps.

Deux visites eurent lieu, deux après-midi, où l'Impératrice promena ses éternels voiles de deuil dans ces lieux qu'elle avait tant parcourus. Chez les Napoléonides, elle passa indifférente devant le Prince impérial de Carpeaux que je venais d'y placer, mais qu'elle connaissait trop, en possédant l'original, pour s'émouvoir de la rencontre. Elle rêva un instant devant le portrait de son mari ; mais dans les petits appartements de la Reine, elle voulut tout voir, tout reconnaître. Il en fut de même à Trianon, où tant de fois elle était venue évoquer une figure de l'histoire qui lui faisait penser à la sienne par cette impopularité grandissante qui l'avait tant fait souffrir. Elle contait l'exposition de souvenirs réunis sous son patronage en 1867 dans les pièces du petit château et dont il reste en place *Louis XVII* par Kucharski. Elle le croyait de Mme Vigée-Le Brun, oubliant que l'artiste a quitté La France en 1789 et n'a pu voir l'enfant à cet âge. Mais des erreurs aussi ancrées ne doivent pas être combattues chez les grands : un guide avisé ne rectifie pas. Au reste, il y avait en jeu l'amour-propre de l'acquéreur :

— Le tableau est à moi, affirma l'Impératrice ; il aurait dû m'être rendu et je le réclame toujours, bien que j'aie l'intention de vous le laisser.

Le hameau gardait encore cette harmonie apaisée dont un siècle l'avait enrichi, et qui permettait à la rêverie d'évoquer sous les grands arbres et au bord de l'étang la société de la Reine. L'Impératrice imaginait celle-ci en laitière et jouant à la paysanne, ce que l'histoire véridique ne nous dit point. Mais la poésie du décor restait intacte et l'on n'avait pas eu encore l'idée barbare, en restaurant les chaumières, d'y joindre ces pauvres jardinets hypothétiques qu'un audacieux caprice d'architecte inflige aujourd'hui à nos regards.

Au Grand Trianon, nous nous sentions suivis d'allée en

allée par une ombre rapide qui semblait guetter nos mouvements. Au coin du buffet de Mansart, elle se montra; c'était un surveillant du parc, portant au képi les deux initiales des Palais nationaux. Il se jeta aux pieds de l'Impératrice, baisa le pan de sa robe, expliqua en deux mots qu'il n'avait pu résister à ce geste, ayant vu la souveraine à Compiègne où son père tout enfant était au service du château. La visiteuse parut touchée jusqu'aux larmes de cette fidélité dont les marques lui venaient quelquefois du petit peuple de Paris. Tandis que l'homme s'éloignait, elle nous le dit, jetant les yeux çà et là, tout inquiète d'avoir été vue.

Princes de France

Par son culte persistant pour la mémoire de Marie-Antoinette, l'impératrice Eugénie se croyait chez elle à Trianon. Mais un droit de cette nature dans Versailles ne pouvait revenir qu'aux princes de la Maison de France. La demeure, construite par le grand aïeul, gardait pour eux un attrait naturel, et celui qui l'administrait avait assez de sens de l'histoire pour reconnaître leur titres. Il a toujours guidé avec plaisir les visites qui lui furent demandées et il est peu de princesses françaises qui n'aient eu l'occasion de l'en remercier de la façon la plus délicate.

Mme la duchesse de Luynes se rappelle sans doute la visite de la jeune duchesse d'Orléans nouvellement mariée, et du baise-main des dames présentées à cette archiduchesse d'Autriche à l'entrée de la cour de Marbre. Le cérémonial choqua quelque assistant qui ne put s'empêcher de blâmer dans un journal le fonctionnaire de la République d'avoir toléré ce scandale sous ses yeux. Des gens de ce temps avaient une facilité extraordinaire à se scandaliser pour peu de chose et le fonctionnaire en question ne s'en troubla jamais. Il regretta seulement, lors de cette visite, de trouver, chez une princesse qui aurait pu porter la couronne de France, des sentiments aussi aigres envers notre pays.

Chez nos princes et nos princesses au contraire, quelle juste et sensible appréciation des choses de la patrie! Si j'avais eu la moindre tendance vers l'idée monarchique, c'est auprès d'eux qu'elle aurait pu mûrir. Leur entourage m'a toujours su

gré d'avoir écrit, sans l'intention de servir leur cause, des livres sans dénigrement sur l'ancienne cour et réagi, par simple amour de la vérité, contre ce flot de sottises et de calomnies qui ont atteint la France elle-même à travers ses rois.

J'ai appris beaucoup auprès de ces princesses, auprès du duc de Chartres, du duc d'Alençon, du duc de Vendôme et même auprès de cette vieille princesse Clémentine, dernière fille vivante de Louis-Philippe, qui se décidait sur le tard à faire son pèlerinage. On avait retrouvé pour elle la « portative » de son père, chariot à roulettes avec deux fauteuils affrontés qui servait aux visites royales. Elle avait vu aussi fabriquer le lit de Louis XIV ; mais elle ne demandait pas le confessionnal.

Un petit-fils de Louis-Philippe

Le fils de Clémentine de Saxe-Cobourg-Gotha est bien le plus singulier personnage de ma galerie et si je l'inscris à côté de ses cousins de France, c'est qu'il se réclamait avec conviction du nom d'Orléans, affectant chez nous de sacrifier à cet honneur son titre de prince allemand. J'ai vu bien souvent à Versailles le roi Ferdinand de Bulgarie, et il s'y disait doublement chez lui, descendant à la fois de Louis XIV et de Louis-Philippe. Sa conversation pleine de tours d'esprit spontanés a meublé pour moi de souvenirs pittoresques plus d'un coin de la maison. Il savait tout de notre histoire, les anecdotes fausses, et même les vraies, avec un goût particulier pour les récits scabreux ou macabres, rappelant sur ce dernier point le goût de Louis XV pour les choses de la mort. Sa façon de conter et son érudition historique jaillissaient comme celles de son oncle d'Aumale. Sa première visite avait suivi de près son premier mariage, et l'adorable princesse qu'il amenait en France n'a été oubliée par aucun de ceux qui ont subi l'attrait de sa beauté. Plus tard, prince régnant ou roi d'un nouveau royaume, il me parut perdre, non de sa cordialité, mais de son entrain. On sentait en lui l'ambition déchaînée mêlée à l'angoisse du risque, et la cotte de mailles sous la jaquette. Double aspect sous lequel l'a bien jugé mon confrère Paléologue qui fut de ses familiers à Sofia. Je me souviens de

l'avoir vu assez dur pour deux de ses ministres qu'il menait en France « pour les civiliser », disait-il, et auxquels il infligeait, devant nos tableaux, des leçons d'histoire dont ces hommes politiques ne se souciaient guère. Une autre fois, ce furent ses deux fils qui durent profiter de ses leçons. Il les conduisait tambour battant d'ancêtres en ancêtres ; et le jeune prince Boris qui, ce jour-là, était visiblement souffrant, me causait quelque pitié ; le charmant adolescent subissait avec respect, mais les larmes aux yeux, le reproche d'un père qui n'admettait pas qu'un prince fût malade quand on lui montrait Versailles.

Cette esquisse bien incomplète d'une des figures les plus curieuses de notre temps aurait eu des traits plus sympathiques, si je l'avais tracée avant la guerre. Ces marques d'attachement, ces gais déjeuners aux Réservoirs, ces décorations distribuées à mes agents, ces lettres toujours affectueuses à certaines dates de l'année, cette promesse faite en riant de me confier la direction des Arts dans son royaume balkanique, tout cela mériterait plus de reconnaissance ; mais j'ai senti ces liens se détendre, le jour où le roi Ferdinand, mal inspiré, a pris parti brusquement pour les Empires qui méditaient de détruire la France. Il a mal utilisé des dons magnifiques d'intelligence, mais il intéressera les poètes pour avoir rêvé hardiment de ceindre la tiare impériale de Byzance.

Le grand-duc historien

A chacun de ses voyages à Paris, le grand-duc Nicolas Michaïlovitch ne manquait pas de faire sa visite à Versailles. Le plus savant et le plus lettré des Romanof connaissait aussi bien l'histoire de notre pays que celle du sien sur laquelle ses grands travaux d'historien font autorité. Son principal correspondant chez nous était Frédéric Masson, et leur amitié était de plus en plus étroite depuis qu'ils échangeaient des documents d'archives sur les temps épiques de Napoléon et d'Alexandre. Masson, qui l'accompagnait partout, ne l'aurait pas laissé venir seul à Versailles ; il tenait à être présent pour infliger à son ami le conservateur les blâmes qu'il méritait à ses yeux. Celui-ci avait eu le tort de refuser ses directions, lorsqu'il élaborait, avec une obstination d'Arverne, son plan du nouveau Musée ; et le tort, non moins grave, d'envoyer au

Musée de l'armée, dans un lot de portraits secondaires, l'effigie d'un colonel de la Grande Armée qui tenait à sa famille. Comme j'atténuais naturellement, au bénéfice des Rois, la place prépondérante donnée par Louis-Philippe à la gloire napoléonienne dans la maison de Louis XIV, c'en était assez pour justifier ses boutades :

— Voilà, disait-il en me désignant, voilà l'homme qui chambarde Versailles, qui change tous les noms de notre musée et qui s'en prend maintenant à Sa Majesté l'Empereur et Roi!

Un clignement d'œil bienveillant m'assurait que notre hôte ne me croyait point si criminel. La visite s'achevait ponctuée de dénigrement. Le grand-duc, qui n'ignorait rien de Paris, savait pourquoi croulaient sur ma tête les lourdes colonnes du *Gaulois*; il devinait que ce qui éloignait encore Masson de mes travaux, c'est que je n'avais pas voulu sacrifier à son affection jalouse mes hautes affections intellectuelles, Gaston Paris, Eugène-Melchior de Vogüé, Étienne Lamy, c'est-à-dire les hommes que cet être passionné détestait le plus.

Le grand-duc Nicolas, qui a appartenu à l'Institut de France, fut une victime de la première heure de la révolution bolchéviste; il périt de la façon la plus atroce, massacré parmi ses livres et ses collections. Esprit libéral et sage, conseiller mal écouté de son neveu impérial, il fut lâchement assassiné, innocent des fautes du régime.

Un familier de ses derniers jours m'a conté qu'il y avait sur sa table de travail un paquet ficelé portant mon nom.

— Je l'envoie, disait le grand-duc, à bonne adresse : ce sont les lettres écrites presque chaque jour à sa famille, par M. de Simoline, ministre plénipotentiaire de l'impératrice Catherine à Paris pendant les dernières années de Louis XVI; c'est une chronique de France beaucoup plus intéressante que ses dépêches diplomatiques. Elle mérite d'être publiée. Mon ami de Versailles en fera bon usage.

Le paquet a dû disparaître dans le pillage; mais cette intention suprême ajoute dans mon cœur de la reconnaissance à l'émotion de mon souvenir.

PIERRE DE NOLHAC.

(A suivre.)

VIENNE
POINT NÉVRALGIQUE D'EUROPE

Parmi les conséquences du vote sarrois qui commandent l'attention, il faut placer au tout premier rang ses incidences européennes dans les territoires où l'élément germanique est prépondérant. Il serait tout à fait puéril de se fermer les yeux sur le danger et de méconnaître l'immense appoint que le plébiscite apporte au pangermanisme. Pour beaucoup d'Allemands « séparés », le 13 janvier est une aurore. Il a fait battre les cœurs et revivre des espoirs à demi ensevelis. Partout de l'est à l'ouest, du midi au nord, l'irrédentisme allemand redresse orgueilleusement la tête. Au Slesvig, dans le nord de la Bohême, dans les territoires d'Eupen et de Malmédy, en Autriche, à Memel.

L'article 19 du pacte de la Société des nations est bruyamment invoqué par une presse allemande grisée par le succès et qui ne connaît plus aucune retenue. Hier, un journal de l'ouest, la *Westfälische Landeszeitung* appelait Memel « la Sarre de l'est », *Ostsaar*. Le mot a tout de suite fait fureur et a été repris en chœur, comme une heureuse trouvaille verbale, par l'ensemble de la presse du III[e] Reich. Le *Völkischer Beobachter* fulmine contre le gouvernement lithuanien des accusations massives, et imprime des manchettes percutantes : « Coup d'État lithuanien contre le statut de Memel. » — « Provocations tous les jours plus impudentes du gouvernement lithuanien. » — « Le calvaire de l'élément germanique à Memel. » — « Violation formelle du droit de la part du gouvernement lithuanien. » Et voici le raisonnement présenté par la presse hitlérienne. Le pouvoir actuel en Lithuanie, en

violant le premier les stipulations du mandat qu'il tient de la Société des nations, se met en dehors de la légalité; l'agitation règne dans le pays; le territoire est devenu un « foyer de dangers »; « une revision s'impose par les moyens d'une consultation populaire ». Cette « consultation populaire », on voit assez ce qu'elle pourrait donner entre les mains de l'élément germanique impénitent et vigoureux, représenté par la classe bourgeoise de Memel, qui ne manquerait pas de le prendre en main et de le conduire selon les méthodes qui ont fait leurs preuves.

Reconnaissons sans difficulté que le IIIe Reich a su se faire du bulletin de vote une arme de premier ordre, d'autant plus admirable qu'elle a des dehors pacifiques, ce qui, par ces temps genevois, est pour une arme le comble de l'art. Il a régulièrement dû ses succès à l'élection. Scrupuleux observateur du vocabulaire de la légalité, il a débaptisé la terreur et l'a appelée plébiscite. Il a donné au monde, mieux peut-être que tout autre pouvoir dans le passé, l'exemple de cette jolie plaisanterie politique : l'installation de la tyrannie par les voies régulières de la démocratie. Avant de brûler le Reichstag, il l'utilise. Sa défense devant le monde est tout indiquée : vous nous accusez d'être un régime de violence, nous n'arrivons que par les urnes. Et c'est sans altérer le caractère brutal du fait, sans crainte de démenti, — à condition qu'on renonce à rechercher ce qui, sous le vote pour la croix gammée, se cache de terreur, — qu'Adolf Hitler a pu le 30 janvier, à l'occasion de l'anniversaire de la prise du pouvoir par le national-socialisme, articuler cette déclaration où résonne une légitime fierté : « Aucun gouvernement démocratique du monde ne peut se soumettre avec une plus grande confiance au vote de son peuple que le gouvernement national-socialiste d'Allemagne. »

Le système a réussi en Allemagne. Il vient de révéler dans la Sarre une efficacité toute neuve et d'autant plus éclatante que l'organisation de contrôle international du plébiscite écartait toute hypothèse de maquillage matériel du scrutin. Il reste à l'appliquer ailleurs. En premier lieu en Autriche, où la presse du Reich parle déjà, avec une impertinence verbale accrue, de la nécessité de faire cesser ce qu'elle appelle le

statu quo. C'est dans ce sens que la pression pangermaniste va s'exercer et s'exerce déjà. De l'intérieur, et non de l'extérieur, sous la forme de coup de force venu d'au delà de la frontière comme on l'a trop longtemps craint dans la presse étrangère. L'attitude du monde et singulièrement de l'Italie (on se rappelle l'immédiat effet des deux corps d'armée italiens sur le Brenner au lendemain de l'assassinat de Dollfuss) est aujourd'hui amplement suffisante pour arrêter tout net le *putsch* du dehors. Elle est impuissante contre le *putsch* du dedans se présentant sous la forme régulière des aspirations de la population, contre ce qu'on appelle assez drôlement là-bas, le *kalter putsch*, le putsch froid, légal, sans élévation de température.

Depuis le 13 janvier se manifeste en Autriche une inquiétante recrudescence de l'activité nazi. Des bureaux clandestins de propagande et de recrutement rouvrent leurs portes dans l'ombre. De troublants rassemblements de jeunes hommes en bas blancs (signe de reconnaissance assez paradoxal des « bruns ») autour d'énigmatiques colporteurs, se voient de nouveau aux carrefours. Une médaille, frappée dans des officines secrètes, circule, célébrant la victoire de la Sarre, mais avec les plus claires et les plus audacieuses allusions à l'avenir de l'Autriche. L'épidémie de brochures volantes et de tracts-circulaires a repris. Ces tracts répandus partout, mais principalement chez les paysans, auprès desquels la fermeture de la frontière allemande et la raréfaction des profits qui y est liée entretiennent une propice amertume, réclament le plébiscite comme un acte élémentaire et indifférable de justice. Il y a des manifestes plus colorés, comme celui (spécialement destiné à la région viennoise) qui offre au lecteur cette délicate perspective d'avenir : « Nous avons déjà réglé le compte de Dollfuss, nous ferons de même avec son successeur. »

Mais le gros de la propagande est centré sur l'idée très aisément exploitable d'une consultation de la nation. Et ici nous touchons le point le plus faible d'un régime faible. Ce plébiscite réclamé à cor et à cri et devenu une arme entre les mains de l'opposition, le gouvernement *ne peut pas l'accorder*. Y consentir équivaudrait pour lui au suicide. Il sait trop ce qu'il donnerait, exploité par l'opposition de droite (qui se grossirait

dans l'occasion de tous les éléments de mécontentement de gauche) avec le caractère de boule de neige irrésistible que prend toujours, en terre germanique, une propagande électorale nationale-socialiste. De l'autre côté de la frontière, Hitler le sait également et cette position essentielle de faiblesse du pouvoir de Vienne lui dicte son meilleur argument, inlassablement répété par toute sa presse : « Vous vous dites le gouvernement de la nation ; alors consultez-la ! Vous voyez bien que vous n'osez pas ! »

A partir du moment où le gouvernement autrichien se résolut au parti héroïque, mais périlleux, de la guerre sur deux fronts, le front brun et le front rouge, face à Hitler et en même temps à Otto Bauer, ne se réservant comme base d'évolution qu'une étroite bande médiane, il signait sa condamnation à la position de gouvernement de minorité.

On dira que les choses ont bien tenu sous Dollfuss, à une période encore plus critique que celle-ci, l'Autriche, à ce moment, ne se trouvant pas adossée à l'Europe et appuyée par elle aussi résolument qu'aujourd'hui. Constatation exacte à laquelle deux arguments peuvent pourtant être opposés : d'abord qu'il n'y avait pas eu la Sarre et que la Sarre est partout pour le souffle hitlérien, quand il menace de faiblir, un admirable ballon d'oxygène. Ensuite que l'Autriche avait à sa tête Engelbert Dollfuss et qu'aucun pays, même le plus grand, n'a à sa disposition à volonté des hommes de rechange de ce format. « L'Autriche n'avait qu'un Dollfuss », écrivait avec mélancolie et vérité la *Reichspost* de Vienne le lendemain de l'assassinat du Chancelier. Ce serait faire injure à la noblesse de caractère de M. Schuschnigg que d'élever le moindre doute sur l'absolue loyauté des engagements qu'il a pris sur la tombe encore fraiche du grand mort du 25 juillet et de ne pas faire confiance à la sincérité de sa volonté de poursuivre, sans déviation ni fléchissement, ce qu'on appelle en Autriche le *Kurs Dollfuss*, la « ligne Dollfuss ». Mais il y a entre ces deux tempéraments trop d'écarts.

La plus grande force du grand Chancelier lui venait de sa correspondance naturelle à l'âme de son peuple, de son adhésion à l'humus populaire. Il n'avait pas besoin de s'efforcer : il rencontrait tout de suite le mot, le geste qui touchaient et entraînaient. Il n'avait qu'à se montrer pour que tout de suite

s'établit entre la foule et lui ce contact élémentaire, physique, qui est le plus précieux appui d'un chef.

M. Schuschnigg parle bien, certainement mieux que son prédécesseur au sens littéraire, au sens « conciones » du mot. Il parle mieux devant la foule et sait moins bien lui parler. Il est éloquent et Dollfuss dépassait le plan de l'éloquence. C'est un grand lettré, disposant de la plus riche culture d'humaniste, mais il y a dans la culture un principe qui isole et qui sépare. Dollfuss était l'homme d'État né. M. Schuschnigg est l'intellectuel devenu homme d'État. Le peuple ne le sent pas accessible et proche comme son devancier. Il n'y a pas entre le Chancelier actuel et le cœur autrichien ce trait de familiarité, d'appartenance mutuelle qui a éclaté au lendemain de l'assassinat du 25 juillet de si poignante façon dans les sanglots montant de la foule, dans le geste des femmes agenouillées et se signant devant le passage du corbillard de Vienne.

C'est aux dons personnels de Dollfuss que l'Autriche a dû de vivre dans une espèce de miracle. Celui-ci se continuera-t-il? C'est peut-être trop exiger du miracle que de lui demander de devenir un état.

LA MENACE DE L'HITLÉRISME EN AUTRICHE

Le mot miracle n'est pas trop fort pour caractériser l'équilibre actuel de l'Autriche, sa durée dans la fragilité, son aspect de défi à toutes les lois de la statique. On parlait ces dernières années, et très légitimement, du miracle autrichien à propos de la très authentique renaissance, due en grande partie au tenace effort de Dollfuss, du sentiment de la personnalité nationale dans le cœur de beaucoup de fils d'Autriche qui lentement s'oubliaient eux-mêmes. Mais le vrai miracle pour l'Autriche d'aujourd'hui, pour l'Autriche selon la formule de Dollfuss, c'est le seul fait de rester debout.

De la singulière fragilité de l'édifice, il n'est pas un voyageur franchissant la frontière et sachant un peu regarder qui ne se rende très vite compte. Sa première surprise est de constater le nombre énorme d'ennemis du régime qui littéralement hérisse le pays et au milieu desquels le gouvernement a pris l'habitude de vivre. Le pouvoir vit sur un sol miné. Il s'appuie sur des cadres extérieurs, une machinerie, une façade.

Il lui manque le soutien moral. Depuis Hitler, il ne l'a pas à droite. Il l'a perdu à gauche depuis la répression de février. Les journées de Florisdorf, la mise en batterie de l'artillerie contre le Karl-Marxhof, malgré les généreux efforts de pacification et de réconciliation sociales de la part des gouvernants, ont laissé une plaie mal cicatrisée dans les masses ouvrières. Le voyageur se rend compte de cela s'il laisse parler un peu les petites gens. Il se rend encore bien plus vite compte de l'inextinguible haine corsée de mépris, — car les deux sentiments se mêlent, — qui anime contre le cabinet Schuschnigg, comme contre le cabinet Dollfuss, tous les tenants du national-socialisme, c'est-à-dire une fraction, hélas! énorme des couches de la population qui en Autriche détiennent une influence sociale par le cerveau ou par l'argent. Bourgeois, industriels, hôteliers, propriétaires, médecins, ingénieurs, avocats, professeurs, en général tous ceux que l'on appelle là-bas les *Intelligenzler*, les représentants de l'intelligence, ce dernier mot étant entendu dans le sens social de catégorie et non au sens psychologique et individuel. Le « Dollfussisme » est abandonné avec le haussement d'épaules de la supériorité et de la pitié au menu peuple, aux cœurs simples, aux esprits faibles cantonnés dans leur horizon immédiat, incapables d'une vue d'ensemble sur la situation.

Partout où l'étranger donne un coup de sonde, l'hitlérisme répond, comme répond l'eau au coup de bêche donné dans un sol spongieux. Le phénomène est d'une telle régularité qu'il finit par devenir obsédant. En chemin de fer, à l'hôtel, dans des sociétés fermées, le visiteur du dehors lie conversation avec l'indigène. Les débuts de la causerie sont parfaits et l'étranger se félicite une fois de plus de retrouver dans la cordialité des propos le visage de charme et de grâce de la race, jusqu'à l'instant où, au hasard de la causerie, il vient à citer le nom de Dollfuss en l'accompagnant du commentaire spontané d'admiration et de sympathie qu'il croit tout naturel. Une fêlure, une coupure soudaine dans la causerie lui indique que le courant ne passe plus. Un regard rapide jeté sur le visage de l'interlocuteur, brusquement rembruni et contracté, confirme en lui la sensation du nuage : une fois de plus, chez cet inconnu tout à l'heure si détendu et cordial, il a mis le pied sur la « Bête ».

La première impression du touriste qui ne se contente pas des indications de Bædecker, mais se montre un peu curieux du pouls moral du pays et prend les moyens pour le connaître, est que la presse l'a mal renseigné et que le national-socialisme demeure en Autriche une plaie beaucoup plus étendue et profonde que ne le disent les journaux. Qu'il soit permis à l'auteur de ces notes d'évoquer ici quelques souvenirs personnels et récents, dont la signification essentielle, et hélas! la gravité, tiennent dans le fait qu'ils n'ont aucun titre à l'originalité et constituent monnaie courante d'observation.

Nous nous trouvions dans une petite ville de la province autrichienne après le drame du 25 juillet et avions déjà été frappé, à l'occasion du service solennel célébré pour le repos de l'âme du Chancelier, de l'étrange réserve témoignée par la bourgeoisie locale devant les témoignages du deuil national. A l'église c'étaient les petites gens qui se pressaient et dont les larmes coulaient. L'élément riche brillait par son absence. Le peuple, sincèrement et avec cette spontanéité dans la peine qui est sa grandeur, pleurait son Chancelier. Le « capital » restait hautement en marge du deuil, boudait la douleur du pays. Devant les affreuses circonstances humaines du drame, ces hôteliers, ces commerçants, ces gros boutiquiers trouvaient dans leur haine le moyen de fermer encore leurs cœurs.

A quelques jours de là, me promenant en compagnie d'un des habitants de la ville, d'ailleurs hitlérisant, — mais je n'avais pas le choix et devais me contenter de n'avoir affaire qu'à des sympathies et non à des attaches nationales-socialistes avouées, — le hasard du chemin nous fit passer devant l'école de la localité. Comme je remarquais devant la porte un piquet d'infanterie baïonnette au canon et m'enquérais de la raison de cette présence insolite de la force armée devant une école d'enfants, inoffensive de sa nature et par surcroît dépeuplée par l'été, « mais c'est à cause de nos prisonniers », me fut-il répondu avec un mélange de rondeur et d'étonnement devant ma surprise. Une ignorance sincère continuant de se lire manifestement sur mes traits, mon guide voulut bien m'expliquer les choses en détail. Ils étaient là une cinquantaine d'hitlériens notables du crû, — on n'avait appréhendé que ceux-là, sans quoi il eût fallu incarcérer la moitié de la ville, — arrêtés dès le lendemain de l'assassinat du Chancelier. Les

prisons s'avérant sur l'ensemble du territoire tout à fait insuffisantes, on logeait les détenus dans les édifices publics commodes par leur ampleur : mairies, hôtels de ville, écoles. On avait logé ceux-ci dans les locaux affectés aux grandes classes. Ils se battaient bien de temps en temps entre eux, la détention aigrissant les caractères et faisant naître les récriminations, mais somme toute n'avaient pas trop à se plaindre. Leurs femmes leur apportaient des petits plats faits à la maison et sur le passage desquels la surveillance militaire fermait les yeux. Cette indulgence de l'autorité, si conforme aux traditions d'humanité et de *Gemütlichkeit* de la race, ne m'étonna pas autrement. Elle ajoutait un trait culinaire charmant à l'utilisation d'été des « grandes classes ». (Est-il besoin d'ajouter que, dans cette singulière école, l'instituteur lui-même était nazi ?) Ce qui m'attristait davantage, c'était l'ampleur du mal et plus encore peut-être l'espèce de simplicité avec laquelle on la constatait, avec laquelle on constatait que, si l'on avait arrêté tous les « bruns », une moitié de la population eût été employée à mettre l'autre en prison.

Une autre fois, et dans une autre région du pays, comme je m'indignais devant un Autrichien du caractère de crime qualifié des méthodes nationales-socialistes, d'une propagande politique menée à la mélinite et à l'écrasite, je m'entendis faire cette stupéfiante réponse : « Sans doute, ces attentats sont regrettables, mais le gouvernement ne laisse pas à nos idées d'autres moyens de s'exprimer. »

Cette placidité dans le cynisme donne le trait général de la mentalité nazi en Autriche. La presse à gages et à ordre du III[e] Reich jette périodiquement des cris d'orfraie sur la férocité des mesures de répression prises contre le national-socialisme par le gouvernement de Vienne : tortures au fond de caves sans soupiraux, agonie lente dans des oubliettes du moyen âge, remise en honneur des méthodes de l'Inquisition, etc... La vérité est exactement aux antipodes de ces horrifiques feuilletons. Si un reproche peut être adressé au gouvernement d'Autriche, c'est le caractère débonnaire des mesures prises contre les nationaux-socialistes et la douceur de la riposte à une agression continue. MM. Gœring et Himmler ont la main plus lourde en face de l'opposition. Ils eussent sans doute agi autrement en présence de la bri-

made systématique et généralisée de l'autorité dont la terre autrichienne donne à tout étranger qui l'aborde sans parti pris le douloureux spectacle : gigantesques croix gammées, inlassablement effacées et toujours renaissantes sur les grandes routes, les murs, les troncs d'arbres, flambant la nuit au haut des montagnes comme d'immenses torches de révolte, devenant à la lettre une obsession ; ton malveillant ou déformant à l'égard du gouvernement, sympathies à peine masquées pour le parti interdit dans une fraction de la presse qui a recueilli l'héritage de la *Deutsche-Oesterreichische Zeitung*, de la *Döz* de triste mémoire, et en prolonge les méthodes sous un léger camouflage ; signes matériels de ralliement et de reconnaissance entre partisans qui forment entre eux une sorte de franc-maçonnerie ; continuation ouverte et impudente de l'agitation nationale-socialiste de la part de hauts membres de l'enseignement comme M. Hans Eibl, pour ne citer qu'un exemple, qui cumule tranquillement ses fonctions de professeur à l'Université de Vienne et de prédicant frénétique de l'hitlérisme ; subsistance d'associations manifestement hostiles au régime comme cette « Fédération des groupements de combattants du front » qui refuse hautainement son adhésion au « front patriotique » et hier mobilisait avec aisance trente mille de ses membres pour manifester bruyamment sa joie du vote de la Sarre dans une localité de Haute-Autriche, non choisie au hasard, dans la petite ville-frontière de Ried, berceau d'Adolf Hitler.

Le gouvernement a interdit au dernier moment une démonstration à laquelle son théâtre donnait un caractère par trop clair de programme. La manifestation est supprimée, mais la révélation grave demeure : qu'il y ait ce nombre d'anciens combattants acquis à Hitler et se refusant à entrer dans les cadres du « front patriotique ». Comme est effroyablement grave le jour que projette sur la situation interne du pays une note d'hier du Cabinet viennois nous faisant connaître le chiffre officiel d'armes saisies dans les partis de gauche et de droite à la suite des journées de février et du 25 juillet : 200000 fusils, 5000 mitrailleuses. On nous fait connaître le chiffre des armes confisquées, on ne dit pas le nombre de celles qui se cachent. Le même communiqué ajoutait que ces armes « constituaient une réserve » pour les troupes du gouverne-

ment. L'armée régulière recrutant son armement dans les arsenaux de l'armée de la révolution, — c'est presque de l'opérette. Hélas! l'opérette ici est tout près du drame.

Même note de gageure, de paradoxe dans le registre gravement ouvert hier par M. de Papen à l'ambassade d'Allemagne aux signatures des Viennois désireux de marquer leur allégresse du plébiscite sarrois, dans le service d'ordre s'avérant très vite nécessaire pour contenir et canaliser dans la Metternichgasse l'énorme affluence des Autrichiens venant faire acte de loyalisme nazi, dans le pince-sans-rire des remerciements de M. de Papen à des signataires qui brûlent d'être des sujets du Führer pour « l'attention témoignée à un événement qui affecte les intérêts de l'ensemble du peuple allemand ». Tout cela est du plus authentique en même temps que du plus triste comique.

LE RÔLE DE M. VON PAPEN

Le nom de M. de Papen est venu spontanément sous notre plume. La place du personnage était marquée en Autriche. Nous eussions presque été déçus de ne pas le voir surgir sur un point de l'horizon où il y a quelque chose à détruire. C'est d'ailleurs à ce titre, au titre de technicien de la démolition, que le Gouvernement du IIIe Reich en a fait cadeau à Vienne, en faisant réflexion que, par surcroît, sa double qualité de catholique et d'homme du monde ne nuirait pas sur les bords du Danube. Il restait, il est vrai, à Vienne de ne pas recevoir ce singulier ambassadeur qu'on lui imposait brutalement sans même s'enquérir de l'agrément traditionnel, triste épave de l'hitlérisme qui, après avoir fusillé tous ses amis et l'avoir lui-même fait garder à vue, le jugeait encore utilisable pour l'exportation. Ce geste de dignité, le cabinet viennois ne l'a pas fait et ce fut sans doute une première faiblesse. Les faiblesses ont l'habitude, et le défaut, de s'enchaîner. Toute l'attitude du gouvernement autrichien à l'égard de M. de Papen continue à ne pas traduire la résistance et la fermeté qui seraient peut-être désirables. On laisse le personnage poursuivre en toute sérénité une activité qui révèle une conception personnelle et assez peu usuelle des fonctions d'ambassadeur : voyages et prises de contact à l'intérieur du pays qui constituent des

tournées d'agitation nationale-socialiste à peine masquées, ouverture d'un registre de signatures qui permettra de compter les fidélités hitlériennes, etc... Ces manifestations d'activité se placent entre un voyage dans la Sarre et un déplacement de chasse (?) chez M. Gömbös. Car cet ambassadeur-vagabond, cet ambassadeur-fantôme sait toujours être là sur les points efficaces et dans les occasions nécessaires.

Le nom de M. de Papen résume en quelque sorte sur lui-même la faiblesse autrichienne devant Berlin. Vienne savait l'homme dangereux : elle l'a admis. Elle sait qu'il continue de l'être : elle le tolère. La vérité est qu'il y a au fond du problème Prusse-Autriche une question physique et, comme aime le répéter avec une brutale justesse un Allemand de nos amis, une question d'attraction de sexes. L'éternelle domination de l'élément féminin par l'élément mâle, de l'élément *süddeutsch* (Allemand méridional) par l'élément *norddeutsch* (Allemand nordique). Le choc entre un Viennois (ou aussi bien un Munichois, on se rappelle la capitulation de l'Allemagne méridionale, l'effrondrement de la fameuse ligue de résistance du Mein au moment de l'accession au pouvoir de Hitler !) et un habitant de l'Est de l'Elbe, un *Ostelbier*, c'est le choc entre une porcelaine en pâte tendre et la faïence spéciale, la faïence armée, dite « terre de fer ».

Sans doute, derrière l'Autriche, il y a l'Europe et spécialement l'Italie. Couverture d'une efficacité certaine et d'ailleurs déjà attestée, nous l'avons dit, contre le danger du dehors. Beaucoup moins rassurante contre le danger du dedans, contre ce qu'on nomme l'Anschluss camouflé. Le rédacteur en chef de l'excellente feuille bâloise, les *Basler Nachrichten*, écrivait ces jours derniers que les engagements et les pactes internationaux représentaient une garantie de l'indépendance autrichienne « dans la mesure où celle-ci peut encore être assurée par des pactes européens et ne dépend pas exclusivement du bon vouloir du gouvernement viennois ». Dans l'attitude du IIIe Reich devant l'Autriche il y a quelque chose qui fait invinciblement penser au serpent immobile devant l'oiseau qu'il fascine. Le serpent ne bougera pas tant qu'il y aura à proximité le chasseur armé. Il ne bouge pas et sait cependant que son heure sonnera. Le mouvement qu'il ne fera pas, c'est sa proie qui le fera.

LES CAMOUFLAGES DE LA PROPAGANDE HITLÉRIENNE

Le principal danger réside dans le masque que le national-socialisme excelle à se donner pour sa pénétration à l'étranger. Nous voulons dire le masque du pangermanisme en général, sans coloration hitlérienne spécifique. Les maitres du IIIe Reich ont mis assez peu de temps à se rendre compte que certaines théories extrêmes, bonnes pour l'usage interne, constituaient un médiocre article d'exportation et que Bismarck, encore aujourd'hui, représentait pour le dehors un meilleur pavillon que M. Gœbbels. Veiller à ce que le national-socialisme se dépouille au delà des frontières de toutes les pointes exagérément agressives qui pourraient alarmer et ne se présente plus que sous les couleurs neutres de principe concentrateur et cohésif de tous les éléments épars du *Deutschtum*, c'est exactement la mission dévolue à l'organisme qui s'intitule « Ligue pour le germanisme à l'étranger » (*Volskbund für das Deutschtum im Ausland*, — en abrégé V. D. A.). Qu'en fait et en secret tous les buts réels de l'hitlérisme soient strictement maintenus, c'est ce que nous garantit aussitôt le nom même de l'homme qui a en main les fils et qui n'est autre que M. Alfred Rosenberg en personne, le chef du département éducatif et culturel, le « pape culturel » du IIIe Reich, comme on l'appelle assez drôlement.

Cette « Ligue du germanisme à l'étranger », nous la voyons aujourd'hui partout à l'œuvre dans les pays où il y a un élément de base germanique qui peut lui servir de terrain d'opération : Slesvig, Lithuanie, Sudètes, et, en première ligne, Autriche.

Dans toutes ces régions, mais spécialement en Autriche, la propagande prend son point d'appui sur les éléments psychologiques que l'écrivain américain Knickerbocker a définis comme les conditions d'infiltration, comme les trois postulats cardinaux du fascisme : existence du péril socialiste et possibilité d'agiter le spectre du bolchévisme, appauvrissement et déchéance de la classe moyenne, désaffection parlementaire. Le gouvernement actuel de l'Autriche a déjà utilisé ces conditions très sagacement discernées par le journaliste américain pour instaurer ce qu'il a appelé « la ligne autoritaire ». Auto-

rité, — le mot est tout ensemble sympathique et énergique et constitue pour des lèvres d'hommes d'État le plus élégant euphémisme pour dictature. Dictature fort humaine d'ailleurs et tempérée en Autriche. Mais la plus grande faiblesse du demi-fascisme est tout justement d'être démuni d'arguments internes à opposer au fascisme intégral, qui se présente assez logiquement à l'esprit des masses comme son achèvement naturel. C'est le facteur psychologique qu'a très habilement fait jouer l'hitlérisme en Autriche.

« Dans tous les pays qui ne connaissent encore qu'un régime de demi-dictature, écrit avec beaucoup de justesse un éminent écrivain catholique d'Allemagne, aujourd'hui proscrit, le national-socialisme, exploitant les trois facteurs énumérés par Knickerbocker, fait de l'anti-communisme son tremplin, promet des merveilles à la classe bourgeoise et moyenne et substitue à l'idéologie parlementaire le principe du chef. Sa vraie nature et ses vrais buts demeurent inconnus de l'étranger et tout spécialement de l'Allemand du dehors. Il n'existe pas aujourd'hui qu'une énigme russe, il existe également une énigme allemande. Mais précisément le mystère de l'inconnu possède aujourd'hui en matière de propagande une singulière force d'attraction, au milieu d'une humanité qui ouvre d'autant plus volontiers son cœur au romantisme des espérances que la réalité est plus sombre. Pas plus que le bolchévisme isolé ne peut se maintenir au milieu d'un univers anti-communiste, le national-socialisme ne peut subsister au milieu d'une humanité hostile, et c'est la raison pour laquelle nous le voyons aujourd'hui concentrer tout son effort sur la conquête de nouvelles terres et de nouveaux peuples.

« La roue lumineuse, la roue du soleil (emblème raciste) monte au ciel d'Europe avec un magique éclat. Toutes les cruautés, toutes les atrocités mises sur le compte du national-socialisme s'évanouissent et se dissipent comme les mauvais cauchemars de la nuit à la lumière du matin. Une aurore nouvelle se lève... Il faut nous attendre à voir s'affirmer la ligne de l'hitlérisme à l'étranger. Dans cette tâche de la conquête du dehors, le national-socialisme, suivant l'exemple du bolchévisme, n'hésitera pas à camoufler son programme. L'idée de la Grande-Allemagne est un idéal d'une excellente

exploitation. L'appartenance mutuelle, sur le terrain du sang et de la culture, de tous les êtres parlant même langue, constitue une réalité et une valeur d'une utilisation aisée. Dans quelque coin de terre qu'il réside, l'Allemand ne restera jamais sourd à l'appel adressé à l'honneur germanique. Sans peine aucune on trouvera assez de naïfs pour saluer dans l'enthousiasme l'aurore de la roue de lumière. N'oublions pas les moyens matériels, la caisse abondante de la propagande, largement mise à la disposition de la doctrine nationale-socialiste. Ces sommes copieuses facilitent la mise sur pied d'organisations camouflées servant à la diffusion des idées hitlériennes. »

L'exemple récent de la Sarre fournit une excellente illustration des lignes ci-dessus : tout ensemble de l'efficacité matérielle des grasses caisses de propagande et de l'impossibilité pour l'Allemand de « demeurer sourd, dans quelque coin de terre qu'il réside, à l'appel adressé à l'honneur germanique ». Il y a autre chose que la terreur et que le calcul dans le vote massif des catholiques de Sarre en faveur du rattachement. Il y a eu la manifestation d'une immense vague affective. « L'appel à l'honneur germanique » a balayé toutes les résistances, a tout emporté : les craintes pour l'avenir, les trop justes appréhensions motivées par le traitement imposé aux frères confessionnels du Reich. Pour ces catholiques traités en citoyens de seconde zone et toujours suspectés de tiédeur allemande n'a plus existé que le sentiment exaltant de se fondre dans le grand courant national. Une sorte de réhabilitation germanique.

Nous ne discuterons pas un sentiment qui a sa noblesse. Contentons-nous de noter que la générosité des catholiques sarrois n'a pas été payée de retour. Que chantait donc le soir même du plébiscite la foule des S. A. sur le Königsplatz de Berlin ? *Hängt den Juden, stellt den Schwarzen an die Wand* (pendez le Juif, fusillez l'homme noir). Délicate démonstration de reconnaissance à laquelle ne le cédait guère le ton d'une certaine presse. « La trahison des noirs dans la Sarre a été déjouée », ce fut la manchette en caractères gras d'une revue hitlérienne au lendemain du scrutin. Le bulletin de vote empoché, les vrais sentiments reprennent leur visage.

LE PÉRIL DÉNONCÉ

Mais revenons à l'Autriche. Le caractère particulier qu'y revêt la propagande nationale-socialiste permet de vérifier l'exactitude de certaines lignes de la citation donnée plus haut sur le péril particulièrement aigu présenté par l'hitlérisme camouflé en « idéologie de la Grande-Allemagne ». C'est bien en effet sous ce masque-là, sous le masque neutre d'un idéal permanent, dépouillé de tout caractère occidental, que l'idée nationale-socialiste se voit le mieux armée pour gagner du terrain. L'union si longtemps différée avec le « grand frère », — c'est le nom donné au Reich, — est présentée comme une satisfaction naturelle, une satisfaction de justice donnée à la voix du sang. Les propagateurs du national-socialisme savent dépouiller, quand il le faut, l'étiquette hitlérienne et se donner le simple nom de « nationaux » ou de « nationaux accentués », ainsi qu'ils aiment se nommer, vocable irréprochable, parfait écran pour une action insidieuse et concertée de mainmise sur toutes les jointures sensibles de la vie du pays. L'Allemagne passe où l'Hitlérie ne passerait que difficilement. Où Gœring inquiète, le *Gesamtdeutschtum* (germanisme collectif) rallie. Il n'est pas paradoxal de dire que certains excès éclatants de la dictature hitlérienne, comme le 30 juin ou le 25 juillet, en blessant ce sens humain si fort en terre autrichienne, en ouvrant les yeux même aux plus myopes, constituent à l'heure actuelle le plus efficace barrage contre un glissement de l'Autriche entre les bras de l'Allemagne.

Ce glissement aurait des chances de se produire avec l'irrésistibilité d'un phénomène de nature, en dépit de tous les freins européens, le jour, peut-être proche, où, au troisième Reich, se serait substitué le Reich tout court, le jour où MM. Hitler, Gœring et Gœbbels se verraient définitivement relégués dans l'ombre par l'Allemagne éternelle, celle de l'armée et des Hohenzollern. Il est caractéristique de voir dès à présent M. de Papen secondé par son attaché militaire faire porter le gros de sa propagande auprès des Autrichiens sur l'imminence du gouvernement de la Reichswehr en Allemagne.

Qu'il nous soit permis de reproduire ici certains passages d'une lettre venue tout récemment entre nos mains. Le docu-

ment est très sombre. La personnalité autrichienne dont il émane et qui, aussi bien par la remarquable lucidité de son coup d'œil que par sa position sociale, est bien qualifiée pour juger la situation de son pays, lui donne, hélas! une triste gravité. Nous laissons d'ailleurs à son auteur, est-il besoin de l'ajouter? la pleine responsabilité de ses vues pessimistes.

« Des hommes vraiment autrichiens de cœur et résolus à combattre énergiquement le rêve allemand n'ont, chez nous, aucune espèce de chance d'arriver. Les nationaux-allemands tiennent toutes les places, dominent dans la Heimwehr en dépit de toutes les harangues enflammées de Starhemberg contre l'Anschluss, et se sont infiltrés également dans le « front patriotique ». Schuschnigg est un idéologue plein de la plus belle confiance, mais sans expérience, sans connaissance directe des hommes, et qui rêve une coalition impossible entre le germanisme collectif (*Gesamtdeutschtum*) et le légitimisme. Par quelles voies mystérieuses et à mes yeux impénétrables? C'est ce que je serais bien embarrassé de dire! Starhemberg a reconnu trop tard son erreur de direction du côté national. Il a aujourd'hui perdu la maîtrise de la situation et n'est plus en mesure de redresser la Heimwehr en lui donnant la forme de la grande Autriche. Tous deux, Schuschnigg comme Starhemberg, sont de tous côtés cernés par les « nationaux » dont ils sont, au sens le plus littéral du mot, les prisonniers. Sont acquis aux idées nationales plusieurs ministres, tous les préfets, en exceptant le docteur Schmitz, bourgmestre de Vienne.

« La situation est désespérante. La nomination d'un légitimiste à un poste de premier plan (Affaires étrangères, Guerre, Sûreté) rendrait plus malaisé ce jeu de duplicité, empêcherait qu'on ne continue à loucher toujours du côté de l'Allemagne, faciliterait le déclenchement du courant anti-allemand. Par centaines de mille, les masses suivraient. L'ensemble de la population n'accepte qu'à contre-cœur un régime d'autorité, dans le fond orienté du côté allemand. Si elle ne manifeste pas, c'est qu'elle n'en a, tout comme en Allemagne, aucune possibilité. Le service de presse du Chancelier fédéral, lui aussi, est dans les mains des nationaux-allemands et étouffe tout ce qui n'est pas nettement de sympathie germanique... Les choses en sont venues au point qu'à la question : Qui

tient le pouvoir en Autriche? on s'entend répondre : « M. de Papen... » Si, en haut lieu, n'est point placé un homme d'une hostilité déclarée aux tendances Grande-Allemagne, et résolument sympathique à une politique de la Grande-Autriche, ce qui permettrait de dégager Schuschnigg et Starhemberg de l'atmosphère Grande-Allemagne qui les enveloppe, nous sommes sûrs de glisser sans arrêt et totalement dans la politique de l'Anschluss. N'oublions pas que ce qui reste encore de réserve dans l'attitude adoptée à l'égard de l'Allemagne ne vaut que vis-à-vis du national-socialisme et reste par conséquent toujours sujet à révocation. »

A ce document qui nous montre le péril démasqué par les hommes les plus résolus à le combattre, nous voudrions faire succéder un témoignage qui, lui aussi, nous montrera le danger, mais cette fois éclairé par les hommes mêmes dont il vient. Sous ce double éclairage provenant de foyers opposés, la toile gagnera peut-être en relief. Voici les passages les plus saillants d'une lettre tout récemment adressée par un nazi autrichien à M. Otto Strasser, frère de Gregor Strasser sauvagement assassiné le 30 juin dernier, naguère familier de tous les grands capitaines nazis et entre autres d'Adolphe Hitler, aujourd'hui chef du parti d'opposition le « Front noir » qui a son centre de propagande à Prague.

« Depuis 1931, je suis dans les rangs du parti national-socialiste. J'appartiens pour toujours à la cause. Ignorez-vous, par hasard, qu'au cours des deux dernières années, c'est par centaines de mille que les nazis ont été arrêtés en Autriche, que dès l'année 1932 le parti communiste, le front rouge, avait déjà sur la conscience le massacre d'une dizaine de nationaux-socialistes? Ignorez-vous que c'est par dizaines de mille que les Autrichiens ont dû s'expatrier en raison de leurs sympathies nationales et ont perdu leur place? Ceci avant le 25 juillet 1934; depuis, les choses n'ont fait qu'empirer. Des centaines d'hommes morts ou blessés; des dizaines de milliers d'autres roués de coups ou jetés en prison, voilà le tableau. Ne savez-vous pas les larmes, les fleuves de larmes des mères, des femmes, des fiancées, des enfants? Ignorez-vous le nombre des femmes jetées dans les mêmes geôles que les criminelles de droit commun ou les filles publiques? Ignorez-vous le nombre des effondrements nerveux, des existences brisées et

anéanties? Savez-vous cependant, qu'en dépit de toutes ces exactions et de tous ces sévices, le mouvement hitlérien demeure chez nous, en Autriche, debout et intact, et qu'en dépit de tous les risques, de toutes les menaces, nous poursuivons avec une énergie accrue la guerre contre les séparatistes autrichiens? Tout cela, malgré le feu roulant de mensonges qui, depuis des années, est quotidiennement déchaîné sur nous par tous les journaux d'obédience juive, catholique ou patriotique. Tout cela, malgré le régime de prohibition impitoyablement appliqué à la presse du Reich, — signe éclatant de mauvaise foi et de mauvaise conscience chez les séparatistes autrichiens...

« Notre but reste la lutte sans merci contre les crimes des séparatistes et des légitimistes. Notre idéal tient en deux syllabes : *Deutschland*! Idéal assez beau pour justifier tous les moyens. Là-bas, dans le Reich, les pasteurs continuent à faire entendre leurs monotones jérémiades. Pour notre part, voici dix ans déjà que nous avons quitté les rangs de l'Église romaine. Nous sommes demeurés dix années sans appartenance confessionnelle, pour nous inscrire enfin dans les rangs de l'Église luthérienne. Maintenant que les pasteurs d'Allemagne bornent tout leur rôle à hurler, et à piailler comme des harengères sur la place du marché, nous sommes résolus à abandonner, elle aussi, l'Église luthérienne et à demeurer sans confession religieuse. Nous rions de vos émissions par T. S. F.; ici, en Autriche, nous sommes vaccinés contre le mensonge; nous l'avons trop subi pour être encore vulnérables. Votre vrai devoir serait de vous joindre à nos rangs pour lutter contre la grande honte autrichienne. »

Le morceau est signé « Planetta » et le choix du pseudonyme caractéristique. A lui seul il dit bien l'esprit de l'austronazisme, l'esprit de férocité implacable qui l'anime. On se fait une parure, un drapeau du nom d'un des assassins de Dollfuss. D'autres choses sont caractéristiques, dans ce témoignage spécifique, de la mentalité d'un hitlérien moyen, de type danubien : la position de victime, l'énorme exagération de la dureté de la défense présentée comme une manifestation monstrueuse de persécution (les « fleuves de larmes des mères » et ici on rejoint la thèse favorite de la presse du Reich : « l'Autriche, terre du désespoir »), le sectarisme anticlérical

et enfin, et surtout peut-être, ce terme qui revient avec une révélatrice insistance, de « séparatistes » appliqué aux légitimistes et aux Autrichiens coupables de vouloir rester autrichiens. Au regard de l'austro-hitlérien, l'Autriche de Dollfuss a déchiré tous ses droits à être encore considérée comme la patrie ; elle n'est plus que l'asile de la persécution et de l'hypocrisie, pays noir des prêtres, pays rouge des bourreaux aux mains souillées de sang, par surcroît fief servilisé de l'Italie.

ESPOIR DE RÉSISTANCE

Nous en avons peut-être assez entendu pour essayer de conclure. Nous avons vu le danger qui tient dans ce diptyque : d'un côté, une résolution de guerre à outrance, soutenue par de puissants moyens financiers et récemment fouettée par le plébiscite de la Sarre ; de l'autre, une défense qu'affaiblit cette position essentielle d'équivoque : la volonté loyale de maintenir l'indépendance autrichienne, mais, dans le même temps, l'accent mis avec toujours plus d'insistance sur le *Deutschtum*. Nous ne pouvons nous empêcher de trouver singulièrement imprudentes les manifestations officielles d'allégresse à l'occasion du retour de la Sarre à la mère-patrie. On croit se donner de la force en affichant ainsi ses sentiments nationaux, mais ce sont là des armes qui se retournent contre vous. Le plébiscite des bords de la Sarre est exploité par l'adversaire comme une ouverture, un prélude au plébiscite des rives du Danube. Peut-être aussi la presse officieuse de Vienne a-t-elle, à cette occasion, et c'est spécialement la *Reichspost* que nous avons ici en vue, un peu trop parlé du *Diktat* de Versailles. Mots malheureux empruntés au vocabulaire du « grand frère » et qui offrent le double inconvénient de ne désarmer en aucune manière l'ennemi de l'intérieur et d'indisposer quelque peu l'allié de l'extérieur. Mots inutiles, c'est le moins qu'on puisse dire, et dans lesquels se traduit l'attitude de faiblesse que certaines des pages qui précèdent ont tenté d'éclairer.

A ce danger doit être ajouté celui qui vient de la lassitude, de l'espèce de prostration obscure dans laquelle vit aujourd'hui une race faite pour la joie, pour la clarté et dont la guerre et l'après-guerre ont décidément trop entamé les réserves nerveuses. Ces traits s'expriment bien dans une lettre

d'un de nos correspondants viennois : « On ne voit pas clair dans la situation. On ne voit rien. Partout où se porte le regard, les esprits apparaissent si oppressés, si affaissés! Une chose est sûre : le courant légitimiste prend tous les jours de la force. Si la situation économique continue à s'améliorer, il y a espoir de voir disparaître cette mentalité d'angoisse et d'oppression. »

Nous ne voudrions point achever ces pages sur une impression de découragement. Des accents aussi vigoureux et aussi nobles que ceux du discours de la fin de janvier du prince Starhemberg : « Aucune conversation avec les gens qui sous un camouflage cherchent à entrer dans le front patriotique pour mieux nous trahir un jour... point de compromis avec des ennemis mortels », font taire la voix du pessimisme, non moins que les lignes si fermes, si lucides dans la résistance que nous extrayons ci-après de l'organe des Jeunesses du groupement *Ostemärkische Sturmscharen*, directement inspiré par M. Schuschnigg. « Nous pouvons nous attendre à une offensive renouvelée contre notre foi en notre pays que l'on accablera de sarcasmes en lui reprochant son caractère anti-allemand. Ce seront là les voies nouvelles du nationalisme nouvelle formule, du nationalisme épuré et filtré dont se glorifient ceux qui se donnent le nom de « nationaux accentués ». Le banditisme des jetteurs de bombes et des assassins de notre Dollfuss va changer de visage. Il va s'approcher de nous à pas feutrés, en frac, et se donner pour tâche de conquérir les cœurs autrichiens avec un sourire. Vous saurez jeter dehors ces malfaiteurs masqués plus dangereux de beaucoup que tous les terroristes de l'action directe. »

De pareils accents permettent d'espérer. D'espérer que la résistance ira se fortifiant contre le seul danger, qui est un danger d'usure, de déplacement progressif, de glissement. Le péril autrichien, nous le répétons, est un péril interne.

ROBERT D'HARCOURT.

LE PRINCE IMPÉRIAL

III [1]

LE PRÉTENDANT

SORTIE DE WOOLWICH

La foule des fidèles qui se pressait, à Camden-Place, à la célébration du dix-huitième anniversaire du Prince, avait-elle cru vraiment assister à la proclamation de l'Empire? Quelques délégués des Basses-Pyrénées s'étonnèrent, au départ, de voir le Prince demeurer à Chislehurst, quand ils pensaient le ramener en triomphe. On avait détrompé ces Basques trop pressés; mais leur idée avait fait son chemin. La question est débattue dans l'entourage de l'Impératrice.

D'accord avec sa mère, le prétendant repousse une suggestion maladroite :

— Je ne ferai pas cette sottise ; j'y perdrais mon auréole. Le trône ou l'exil, je n'ai pas d'autre choix.

De même va-t-il résister aux partisans de l'action immédiate qui voudraient de nouveau lui faire abandonner ses études militaires. Et, le 25 mars, ayant repris son uniforme, un aspirant au *cadetship* sonne encore une fois à la grille de Woolwich.

Le Prince impérial s'est remis à l'ouvrage avec un redoublement d'ardeur. Rien ne le détourne de sa tâche ; il se dérobe à tous les visiteurs qui viennent assiéger sa porte : dévots sincères, curieux indiscrets ou chercheurs de nouvelles.

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier et 1er février.

Chaque nuit, dans son « perchoir » du *Common*, il prolonge ses veillées, désireux de se perfectionner dans l'étude du latin avec Augustin Filon. Parfois aussi, il se fait lire les journaux de France, singulièrement les républicains où son nom et sa personne continuent de tenir une si grande place.

Un « raté », un « fruit sec », incapable de passer ses examens, objet pour tous d'une dédaigneuse compassion : tels sont, à l'ordinaire, leurs compliments les plus doux. Ce qui ne l'empêche pas, classé le quinzième de sa promotion en octobre 1873, d'avoir encore gagné des rangs, le printemps d'après. Même, une de ses compositions sur les *Devoirs de l'officier* obtient les honneurs d'une lecture publique.

Le Radical et *le Rappel*, entre autres inventions haineuses, ont imprimé qu'il était mis en quarantaine par ses camarades exaspérés de ses hauteurs. Or, cette dernière année qu'il passe à l'Académie, est précisément celle où il doit se lier d'une solide amitié avec ses voisins de salle, Bigge, Slade et Woodhouse (1) ; et, conservées dans les archives de l'école, plusieurs photographies le montrent dans une posture toute familière au milieu de ceux dont il est, soi-disant, repoussé.

Mais, — et c'est un gros chagrin, — il a perdu Louis Conneau qui vient de quitter Woolwich pour se présenter à Saint-Cyr. Ils continueront toutefois de correspondre et, deux ans plus tard, le nouveau sous-lieutenant recevra de son ami lointain cette lettre affectueuse, si révélatrice en même temps, dans ses effusions à panache, des sentiments profonds de celui qui l'envoie :

« Camden-Place (Chislehurst), 29 juin 1876.

« Mon cher ami,

« Je viens, à mon retour du camp (2), de trouver la lettre par laquelle vous m'exprimez un vœu qu'une confidence de votre père m'avait déjà fait connaître, et que je me ferai un devoir et une vraie joie de réaliser.

« J'ai prié M. Clary de me trouver à Paris une lame extra-

(1) Les deux derniers deviendront généraux dans l'armée anglaise. Sir Arthur Bigge, élevé à la pairie sous le nom de lord Stramfordham, sera, de longues années, secrétaire du roi George V.

(2) Le camp d'Aldershot, où il est allé en manœuvres.

fine et d'ordonnance. Sur un des côtés de la lame, je fais graver la dédicace et, sur l'autre, un vieux cri de guerre de France que je désire vous voir prendre comme devise : *Passavant le Meillor*. Vous passez avant le meilleur dans mon amitié : c'est pourquoi je souhaite que vous passiez aussi avant le meilleur sur le champ de bataille et partout où le devoir peut vous appeler.

« Mon affection pour vous est flattée par la pensée que c'est moi qui vous aurai donné l'épée qui sera, j'en suis sûr, l'instrument de votre fortune et de votre gloire à venir. Si j'ai la joie que j'ambitionne de combattre avec vous côte à côte, chaque coup que je vous verrai frapper, je me dirai : Mordieu! l'épée vaut Conneau et Conneau vaut l'épée! et la vue de votre courage me fera tressaillir d'aise. Si, par malheur, je ne suis pas assez heureux pour partager avec vous les mêmes périls, si je ne puis sabrer un jour en aussi bonne compagnie, eh bien! je serai encore content de penser que ce souvenir de notre étroite amitié vous suivra partout, et que, pendue au côté du cœur, cette bonne arme sera toujours prête à montrer que le vôtre est chaud et noble.

« NAPOLÉON » (1).

Au classement de juillet, le dernier avant les examens de sortie, le Prince est maintenant le onzième; joyeux de sa réussite, il va retrouver l'Impératrice à Arenenberg. Ce ne sont pas les premières vacances qu'il y passe, toujours avec le même agrément.

Arenenberg en Thurgovie (2), sur les bords du lac de Constance, le château payé 41 000 francs en 1817 par la reine Hortense après la chute des aigles. Un magnifique panorama sur la Bodensee, mais une assez laide bâtisse, au milieu d'un parc de cascades, de ravines et d'eaux vives. C'est là que la belle-fille de César s'est réfugiée après les ides de mars; là qu'elle a vécu, épuisant jusqu'au bout « la coupe amère, l'ennui sépulcral de l'exil »; là qu'elle est morte aussi.

Comme elle, le cadre est un peu « romance » avec ses

(1) Peu de temps après, le futur commandant du II[e] corps de cavalerie pendant la Grande Guerre recevait cette lame sur laquelle était gravée la légende promise: — Napoléon à L. N. Conneau. Passavant le Meillor! — 1[er] octobre 1876.

(2) Narrenberg, la montagne des fous, prétendent les étymologistes.

albums bourrés de fleurs séchées, ses bouquets en cire sous des globes, ses pendules *Troubadour*, ses rubans de sonnettes aux devises brodées : *Amour*, *Espérance*. Pourtant, il passe encore comme un souffle lointain de Malmaison ou des Tuileries, il reste une survie de majesté dans les meubles lourds à col de cygne, à tête de sphinx, que raniment un buste de Joséphine, un tableau de Bonaparte au pont d'Arcole, un autre du prince Eugène brandissant son sabre sur des horizons héroïques.

C'est pourquoi s'y plaît l'héritier de leurs gloires, au milieu des souvenirs de son père : le prince Louis-Napoléon gravissant à vingt ans, dans une redingote bleue, les glaciers de l'Oberland, son écritoire, le voilier en miniature qu'il s'amusait à lancer sur un étang voisin, jusqu'à ses cahiers d'écolier.

Cette année-là, les visiteurs sont nombreux. Arenenberg est plein de gaieté, de mouvement, de jeunesse et l'afflux des politiciens ne parvient pas à gâter ses plaisirs. Ils prodiguent leurs conseils au Prince qui les écoute avec déférence et promet de les suivre... plus tard, quand il aura passé ses derniers examens.

En octobre, le voici de retour à Woolwich pour le grand trimestre de « pompe ». Il pourrait s'assurer un gros avantage dans les *volontary courses*, les matières facultatives où sa connaissance du français lui vaudrait une éclatante supériorité (1). Il dédaigne un moyen trop facile : les résultats n'en sont pas moins excellents, puisqu'il peut écrire à Rouher, au début de janvier 1875 :

« Je sors septième de l'école, mais j'ai été premier dans le dernier examen. Le duc de Cambridge ainsi que le gouverneur de l'Académie ont été des plus aimables avec moi, et mes camarades m'ont dit adieu de la façon la plus chaleureuse... »

Le général Simmons, en effet, l'a fait venir pour le féliciter. Tout en caressant ses favoris à l'autrichienne, il insiste une dernière fois, dans leur entretien, sur la nécessité du service de garde en campagne :

— Les Français, a-t-il conclu, négligent facilement cette précaution ; ce fut presque toujours la cause de leurs défaites.

A quoi le nouveau *sub* a répondu gaiement :

(1) Les candidats médiocrement ou mal classés pouvaient passer un examen spécial sur une des matières facultatives et obtenir ainsi une somme de points supplémentaires qui les maintenait dans un bon rang.

— Oh! quant à moi, soyez tranquille, mon général; on m'a trop bien appris ici comment éviter les surprises.

Dans toute l'histoire de ses guerres coloniales, il n'en est pas une où l'armée anglaise se soit plus constamment laissé surprendre qu'au Zoulouland!

UN ROMANTIQUE A LA BYRON

Dans son cabinet de travail, à Camden-Place, le Prince impérial achève d'écrire. Il rédige un projet de Constitution dont sa plume trace les derniers mots :

« La souveraineté ne réside pas dans la majorité de la nation, mais appartient à l'ensemble des corps constitués qui représentent la France...

« Les citoyens sont égaux devant la loi, mais ils jouissent de droits politiques différents, d'accord avec leur position sociale. Le rang social n'est déterminé que par les fonctions ou charges que les citoyens remplissent...

« Tout homme qui, par son talent... s'élève au-dessus du vulgaire doit avoir sa place spéciale dans l'État.

« L'accès aux charges est ouvert à tous... »

Au total, un programme d'où n'est pas exclu certain absolutisme. Il accepte, — le moins possible, — un gouvernement parlementaire : il modifie le suffrage universel ; la Chambre des députés ne sera plus, de loin, que le troisième pouvoir dans l'État, fort au-dessous d'un Sénat reconstitué où se concentrera la véritable aristocratie intellectuelle du pays.

Tout à l'heure, ce document sera remis au baron Tristan Lambert qui doit le soumettre à Eugène Loudun et au cardinal de Bonnechose.

Son auteur atteindra vingt-deux ans dans quelques jours. Au physique, c'est un beau garçon de taille moyenne, à l'allure décidée, dont l'escrime, l'équitation et la vie militaire ont bien servi le développement. La figure s'est allongée, les yeux bleus, très doux, sont ceux de l'Impératrice, d'une teinte plus sombre cependant ; le nez, qui se busque, commence à rappeler celui de son père ; une fine moustache blonde ombrage des lèvres d'un dessin très pur ; au-dessus des oreilles légèrement décollées, les cheveux coupés court « à l'officier » sont séparés par une raie sur le côté droit de la tête. Le

geste est aisé, l'attitude noble, le regard ferme et pénétrant.

Le moral est assez complexe. C'est tout ensemble un adolescent et un homme fait; mélange singulier d'étourderie et de maturité, d'enjouement et de sérieux, de spontanéité et de réflexion. Psychologiquement, il est né vers 1810 et non pas en 1856. Un romantique à la Byron, un de ces « enfants du siècle » dont Musset nous a tracé l'inoubliable portrait, un authentique « mil huit cent trente » habite son cœur tourmenté, consumé de sentiments et de ferveurs secrètes. L'éducation anglaise a pu le modeler en sportif; elle n'a pas réussi à changer son âme profonde, sa nature un peu Don Quichotte, ne l'ayant jamais entamé plus loin que l'épiderme.

Beaucoup plus que son pâle cousin, le souffreteux fantôme de Schœnbrunn, il est le véritable aiglon « qui veut à l'histoire ajouter des chapitres » ; un aiglon aussi charmant que le premier, mais sans rien de viennois ni de langoureux, ardent au contraire, valeureux, exalté d'une exaltation toute en profondeur. Une passion unique, l'amour de la gloire, inspire ses actions. Être le continuateur de l'épopée, qu'il tient d'héritage, ou ne pas être, voilà son but, la route qu'il s'est fixée : « La France a besoin d'un soldat, et non d'un habit noir », a-t-il prononcé. Il veut être ce soldat.

Depuis deux ans bientôt, l'Impératrice s'effaçant de plus en plus, il a pris la direction effective de son parti, aux destinées duquel préside officiellement Rouher : Rouher, travailleur infatigable, habile parleur d'affaires, mais à qui manque un peu la connaissance des hommes.

Il ne se laisse pas manœuvrer et le cheval de sang rue dans les brancards. Ses rapports avec un guide autoritaire, épris de domination et qui prétend diriger tout, sont parfois difficiles. « Veuillez, cher monsieur Rouher, m'éclairer au plus vite sur ce qui s'est passé... » est une phrase qui revient souvent dans leur correspondance politique. Et les décisions de Télémaque ne sont pas toujours celles qu'avait préconisées Mentor.

Il veut être exactement renseigné, sérieusement obéi. Toutefois, il entend garder les formes, sauver les apparences, ne perd jamais l'occasion de faire savoir à Paris qu'intriguer contre son représentant, c'est agir contre lui-même ; et quand Rouher, alléguant sa fatigue, parle de se retirer, il sait trouver

des mots charmants pour le retenir ou pour le consoler. Après quoi, il fait à sa guise.

Depuis sa sortie de Woolwich, tout en partageant, à Aldershot, la vie de ses camarades, il a beaucoup lu, beaucoup travaillé, beaucoup appris, beaucoup retenu. La *Correspondance de Napoléon Ier* a d'abord été sa pâture quotidienne, qu'il déclare, dans une lettre à Louis Conneau, « devoir être le bréviaire de l'officier ». Ensuite, il s'est enfoncé dans les économistes, de Quesnay à Turgot, de Saint-Simon à Jean-Baptiste Say et à Proudhon, sans même négliger Karl Marx, pour y étudier le mécanisme des États modernes. Il s'est plongé dans les ouvrages de droit international et les manuels de politique étrangère; chemin faisant, il a épluché, dans ses plus petits détails, le maigre budget de son parti. Enfin, il a noué des relations avec ceux qu'attire le prestige de son nom. Parmi ces derniers, Raoul Duval.

ACTIVITÉ POLITIQUE

La situation politique en France autorise tous les espoirs. Malgré d'incontestables progrès, la république, — le nom et la chose, — effraie encore la grande masse électorale: paysans, bourgeois, petit patronat. Le clergé se montre résolument hostile ; l'armée demeure attachée aux traditions impériales.

A l'extérieur, les nuages s'accumulent; l'union des trois Puissances du nord, l'abandon de l'Italie se hâtant vers l'ingratitude : tout concourt à grouper ceux que préoccupe le salut de la patrie et qui l'attendent d'une consultation populaire, d'un nouveau plébiscite qui ramènera la dynastie napoléonienne (1).

A l'instigation du Prince, la propagande bonapartiste s'est accentuée. Des imprimeries de *l'Ordre*, journal de doctrine, et de *l'Estafette*, journal d'informations (2), s'envolent, tous les mois, dans les campagnes, des brochures apologétiques, des images en couleurs où l'on voit cavalcader Napoléon IV, en uniforme de général, parmi les officiers chamarrés et les dra-

(1) On sait aujourd'hui que Gambetta lui-même, désespérant du parlementarisme, avait un instant songé à se réclamer de la souveraineté nationale.

(2) Auxquels s'ajoutent: *le Petit Caporal*, directeur Jules Amigues ; le *Pays* (P. de Cassagnac); *Paris Capitale* (L. Detroyat); *la Patrie* (Guyon).

peaux surmontés de l'aigle. Les opinions qu'ils défendent *doivent* être exactement celles de l'inspirateur qui les anime. Quelles sont-elles ?... Il est possible d'en acquérir une idée assez nette à travers sa correspondance politique.

La troisième République doit s'écrouler comme son aînée, la République de 1848, dans le tumulte de la rue et dans le sang des guerres civiles. La France alors, ainsi qu'elle a déjà fait pour son père, se tournera vers lui comme vers un sauveur. Du chaos sortira, fondée sur l'autorité et la hiérarchie, la démocratie puissante et organisée dont il doit être le chef. L'Église et l'armée seront les deux supports, les poutres maîtresses qui soutiendront l'édifice, et ce troisième Empire, héritier des principes de 1789, mais résolu à barrer la route à la « peste du collectivisme », réunira une double consécration divine et populaire.

Tout cela, d'abord vague et nébuleux, prend corps et se précise dans ses lettres à Ernest Lavisse (1) ; ces lettres si curieuses, parfois si remarquables, où l'on voit, par degrés, s'épanouir une intelligence très souple et très avertie.

Parce qu'il est cette intelligence, qu'il se sent peut-être une « force qui va », il veut être également une volonté. Il entend faire sentir partout son action personnelle. Les billets conservés de lui, envoyés à ses correspondants habituels, sont d'un ton affectueux, mais d'un ton qui commande. Quand le prince Napoléon, contre son gré, malgré sa défense, se présente à la députation en Corse, il adresse à Franceschini Piétri ces lignes véhémentes qui constituent un désaveu formel et parachèvent leur brouille :

Camden-Place, Chislehurst, le 24 janvier 1876.

« Mon cher monsieur Franceschini Piétri,

« Le prince Napoléon Jérôme compte, dit-on, se présenter aux suffrages des Ajacciens ; il se porte contre ma volonté, il s'appuie sur nos ennemis, je suis forcé de le traiter comme tel.

« S'il était vrai qu'il eût tenu à effacer de ma mémoire les dissentiments passés, il se serait retiré de la lutte. Il eût évité,

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril 1929, E. Lavisse, *Lettres au Prince impérial*.

à moi une amère résolution, à vous une tâche pénible. Je ne pouvais aller au-devant d'une réconciliation, mais je l'aurais acceptée avec joie. Une entente ne pouvait être sincère que si le prince renonçait à mener une conduite politique autre que la mienne ; elle n'eût été durable que s'il eût abandonné toute idée de candidature. A l'Assemblée, des incidents imprévus de séance l'auraient placé en présence de solutions sur lesquelles aucune décision préalable n'aurait été arrêtée entre nous; ses votes auraient été la source de dissentiments nouveaux, d'autant plus graves que leur retentissement eût été plus grand. Lorsque l'Empereur vivait, son autorité n'était pas contestée au sein de sa famille ; moi, j'ai le devoir de constituer la mienne.

« M. Rouher se porte à Ajaccio. J'espère qu'il sera appelé à représenter cette ville, berceau de notre famille. Ses longs et loyaux services, son inébranlable dévouement, le rendent digne de représenter les idées napoléoniennes, dans la ville napoléonienne par excellence. Les Corses ont le sentiment du devoir et de l'honneur: c'est un hommage qu'ils rendront à ces deux vertus, en nommant un homme qui n'a jamais failli ni à l'une ni à l'autre. »

C'est presque le ton de l'Autre, morigénant Lucien : nous sommes loin du jouvenceau timide, contraint, effacé, tremblant devant sa mère, que nous montrent des écrits tendancieux.

En revanche, qu'il sait bien se montrer accueillant aux fidèles qui viennent se présenter à lui et comme s'exerce sur eux, invinciblement, le charme qu'il dégage ! Un des derniers serviteurs de l'Empire s'étant rendu à Chislehurst, voici les impressions qu'il en rapporte :

Grosvenor-Hôtel, 19 septembre 1876.

« Ma chère Marie, je t'écris ces quelques lignes à la hâte ; j'arrive de Chislehurst et j'arrive enchanté. Le Prince a été fort gracieux pour moi et j'ai eu avec lui un assez long entretien au cours duquel nous avons effleuré bien des sujets. P. C. [Pugliesi-Conti] n'avait rien exagéré : il m'a positivement ravi par son intelligence et sa maturité d'esprit.

« J'ai vu également l'Impératrice. Elle m'a fait appeler dans sa chambre et j'y suis resté à causer avec elle, en tête-à-tête,

plus de deux heures et demie, montre en main. Je suis parvenu à l'égayer un peu et, pendant ces deux heures, la pauvre femme a paru s'amuser et rire de bien bon cœur, — mais rire parfois aux éclats, — et cela en cassant des pierres sur le dos de certaine jeune personne que tu connais (1). J'ai été obligé de lever moi-même la séance en faisant observer que j'allais manquer mon train. Alors elle m'a offert la main et m'a dit de choisir le jour qu'il me plairait pour venir dîner à Chislehurst la semaine prochaine, et j'ai choisi moi-même lundi, le seul jour d'ailleurs où je ne sois pas engagé (2)... »

Il possède la clairvoyance politique, le sens aigu des réalités. Au moment du 16 mai, il écrit à sa mère, alors à Madrid : « M. Jules Simon vient de donner sa démission demandée par le maréchal ; ce dernier semble vouloir réagir contre la fatalité qui l'entraîne vers la gauche. Une dissolution prochaine m'effraierait ; aussi ai-je pris des mesures pour qu'elle ne soit pas votée par nos amis à la légère... »

Il n'entend pas, en effet, que les députés de l'Appel au peuple renouvellent la faute qu'ils ont commise au 24 mai. Les maladroits n'ont rien gagné d'autre que de préparer le terrain à la réconciliation qui s'est produite entre les branches ennemies de la maison de Bourbon. Le départ forcé de Jules Simon, après la lettre du maréchal, met fin à la plus ambiguë des situations. Il s'agit de ne pas retomber dans l'erreur d'une coalition plus fausse et plus stérile encore que la précédente :

« Vous me dites quelques mots seulement des événements politiques qui ont dû bien vous surprendre, mais vous m'en écrivez assez pour me montrer que vos appréciations sur la situation sont entièrement justes. Le maréchal doit vaincre ou mourir et il ne peut l'emporter que s'il se range derrière notre drapeau : c'est pourquoi nous le devons tenir haut et ferme. M. Rouher, à qui j'ai donné des instructions précises à ce sujet, est pleinement de mon avis. Nous ferons notre possible pour maintenir nos amis dans le calme et pour les empêcher de se laisser entraîner par l'enthousiasme d'une prétendue victoire ; la bataille n'est pas encore livrée. »

Et quelques jours après il revient à la charge :

(1) Mlle Louise Rouher.
(2) Lettre à Mme Gilbert Augustin-Thierry.

« Si le maréchal de Mac-Mahon veut garder la balance égale entre tous les partis conservateurs sans tenir compte de leurs forces respectives, s'il n'a pas d'autre pensée que de défendre ses pouvoirs et de maintenir aussi longtemps que possible la Constitution de février 1875, nous n'entrerons pas en relations avec son gouvernement. S'il veut, au contraire, battre les radicaux avec n'importe quel parti sans songer aux conséquences de sa propre victoire, nous agirons de concert, car il est de jour en jour plus certain que les impérialistes sont seuls capables de faire échec aux radicaux. »

Rien de plus sensé ; malheureusement, le Prince sera mal obéi. Rouher, qui s'est déclaré « pleinement d'accord » avec lui à Chislehurst, Rouher louvoie volontiers à Paris, dans son hôtel de la rue de l'Élysée, rendez-vous de toutes les têtes chaudes du parti. Une dictature du maréchal sourit à la plupart en attendant mieux ; les avertissements répétés, qui leur parviennent, n'arrivent pas à les détromper : « Je recommande à nos amis de se tenir sur leurs gardes et de ne pas confondre la cause de l'Empire avec celle du maréchal. Ce dernier est au fond mal disposé à notre endroit. »

D'ailleurs, en cet été tumultueux de 1877, il ne croit pas au succès des coalisés menés au combat par le duc de Broglie. Pressentant leur défaite, il en pèse les conséquences : la France conduite à l'anarchie, le crédit public ébranlé, l'Église persécutée, l'armée, sa chère armée, « épurée » et divisée, livrée à l'indiscipline.

Alors, mais alors seulement, convaincu de sa mission providentielle, il se réserve d'entrer en scène. Entrevoyant dès à présent la nécessité d'un coup de force, il projette d'adresser à l'ancien aide de camp de son père, le général Edgar Ney, prince de la Moskowa, une lettre où se trouve expliquée sa pensée, justifié son geste, et qui pourra devenir la substance d'un manifeste expédié aux commandants de corps :

« Le fils de celui qui a sauvé la nation de l'anarchie au 2 décembre, le petit-neveu de celui qui l'a sauvée au 18 brumaire, ne peut, sans faillir à son nom, voir le pays se perdre, et rester inactif ; aussi est-il décidé, si le pouvoir tombe en des mains républicaines, à entrer en France, pour y faire cesser par la force le règne de l'intrigue et rétablir celui de l'équité. Il vous le dit sans détours, mon général, parce que, fort de sa

conscience, il sent qu'il ne peut être blâmé par un homme de devoir et un homme d'épée, et parce qu'il veut savoir s'il trouvera un appui, dans un pareil moment, chez les anciens amis et serviteurs de Napoléon III, maintenant chefs respectés de l'armée française... »

Franceschini Piétri, chargé de faire parvenir cette lettre à son destinataire, devait en outre lui fournir les éclaircissements indispensables sur les moyens d'exécution du *push* envisagé et le programme du futur empire après sa restauration.

Les événements prirent un autre cours et la lettre, avec deux ou trois autres, ne fut jamais envoyée (1). Les républicains triomphèrent aux élections d'octobre ; mais, ce que refusait d'admettre celui qui les écrivait, leur victoire fut accueillie par une complète indifférence. La démission même du maréchal et l'élection du président Grévy, l'homme des gauches, ne réussirent point à secouer l'apathie générale.

C'est l'instant d'un profond désarroi chez les tenants du bonapartisme. Les plus exaltés, Paul de Cassagnac en tête, souhaiteraient voir le Prince recommencer Boulogne et Strasbourg, débarquer en Normandie, tenter sa chance dans les « bons départements ». Rouher semble un instant ébranlé par les raisons qu'ils font valoir. Beaucoup plus sainement, en réaliste qui voit juste, leur chef apprécie la situation, réitère ses appels à la discipline :

« Nous devons mettre à la cape... Les républicains au pouvoir ont besoin d'une opposition intransigeante pour lui attribuer toutes les difficultés, tous les embarras qu'éprouve la marche d'un gouvernement républicain par le fait seul de son principe. C'est donc nuire à la République que de prendre une attitude neutre... Je ne veux pas licencier mes troupes; je veux qu'elles prennent leurs quartiers d'hiver. Est-ce donc impossible à un parti politique de former les faisceaux sans mettre bas les armes ?

« Je vois, à l'heure actuelle, parmi les nôtres, une débandade morale qu'il faut faire cesser au plus vite, en donnant partout le même mot d'ordre...

« On trouve, dans nos journaux, l'éternelle comparaison entre le plébiscite et les élections, afin de bien démontrer que,

(1) Toutes existent en brouillons parmi les papiers conservés du Prince, aujourd'hui propriété de S. A. I. la princesse Napoléon.

quoique en majorité à la Chambre, les républicains sont en minorité dans la nation. Ce n'est ni adroit, ni vrai. Momentanément cette grande masse qui n'appartient à aucun parti, parce qu'elle se préoccupe assez peu de politique, est en faveur du *statu quo*, et comme le *statu quo* est républicain, elle est républicaine. Pour que le pays modifie son opinion, il faut que l'état politique actuel se soit modifié.

« Il ne sautera qu'une fois acculé au mur, et, si par voie plébiscitaire, on lui demandait aujourd'hui, par malheur, son avis, il répondrait *oui* pour la République, c'est-à-dire : Je veux rester tranquille. »

Les prêcheurs d'aventures insistent cependant. Ils dépêchent leurs délégués à Chislehurst ; le Prince les reçoit et leur parle :

— Savez-vous, messieurs, ce qui se passera, si je me rends à votre désir ?... Je débarque en France, je descends dans un hôtel. On vient manifester sous mes fenêtres ; les agents conduisent au poste quelques pauvres diables qui ont crié : Vive l'Empereur !... Le lendemain un commissaire de police, avec deux agents en bourgeois, vient me chercher et me conduit à la frontière. C'est tout et j'aurai été ridicule. Vous me dites que je dois me faire connaître de la France ; est-ce en la faisant rire de moi ?... Non, messieurs. J'irai en France, soyez-en sûrs, quand l'heure sera venue ; mais cette heure-là, c'est moi qui la choisirai (1).

* * *

Son incessante activité est coupée de fréquents voyages à l'étranger. Il ne s'agit pas seulement de goûter une distraction légitime ; ces déplacements répondent à des soucis plus élevés : apprendre à connaître, ailleurs que dans les livres, la vie et les coutumes des différents peuples de l'Europe, approcher leurs souverains et mériter leur estime. Ainsi voit-on, l'au-

(1) Les préparatifs, — au moment de l'Exposition de 1878, — avaient même été poussés assez loin. C'est ainsi qu'au domicile de M. Pugliesi-Conti, ex-préfet de l'Empire, 84 avenue de Villiers, avaient été envoyés par le tailleur Versini, deux uniformes de général destinés au Prince et qui furent saisis par la police.

Témoignage apporté à l'auteur par feu M. Paul Pugliesi-Conti, ancien député de Paris qui, à cette époque âgé de dix-sept ans, se rappelait fort bien l'arrivée, chez son père, du commissaire et de ses hommes.

tomne 1876, le Prince impérial en Italie : d'abord à Venise avec ses amis Joachim Murat et Espinasse ; puis à Milan, où il visite les champs de bataille de 1859, avant d'aller rejoindre sa mère à Florence.

Le roi Victor-Emmanuel II n'a pu se dispenser de venir saluer, villa Oppenheim, la veuve de son ancien allié et son fils. Ce dernier ira donc à Rome lui rendre sa visite ; mais le but véritable de celle-ci n'est pas au Quirinal, il est au Vatican. Pie IX est son parrain : cette marque de respect lui est due ; mais d'autres motifs aussi le déterminent, dont il expose toute l'importance au baron Tristan Lambert : « J'ai été assurer le Saint Père que le troisième Empire serait, comme le deuxième et le premier, protecteur de toutes les libertés utiles, et surtout de celles qui aident à faire le bien. Mais je lui ai laissé entendre que je considérais que l'Église devait se tenir plus en dehors de la lutte politique, et qu'elle ne devait, sous peine de perdre de son influence et de son prestige, s'inféoder à aucun parti. »

Dix-huit mois plus tard, il part pour le nord, visiter les souverains scandinaves : la reine-mère de Suède n'est-elle pas sa marraine par procuration ? Le Prince royal est venu à Camden-Place... et puis les souvenirs français sont encore vivaces à la cour des Bernadotte. Il est admirablement reçu à Copenhague par Christian VII, qui le comble d'attentions.

Une excursion en Norvège finit d'enchanter le voyageur. Pourquoi faut-il que des racontars inopportuns viennent gâter son plaisir ? Des indiscrets ont répandu le bruit de ses fiançailles avec la jolie princesse Thyra de Danemark... Il n'en est pas question : trop d'incertitudes encore sur son destin, pour songer au mariage, « grave problème pour un homme décidé à en remplir tous les devoirs » ; au mariage qui pourrait gêner, qui sûrement gênerait l'action du prétendant. Il s'en explique gaiement avec Augustin Filon.

L'ENNUI

C'est fort joli d'être la coqueluche des salons les plus fermés, un point de mire, un centre attractif ; d'avoir le prince de Galles pour introducteur et pour parrain dans le *Peerage* ;

d'assister au derby d'Epsom dans la tribune royale ; de courre le cerf avec le bouton d'équipage de Sa Majesté ; de discourir parmi les applaudissements au banquet de la presse, à la réunion des ingénieurs civils : tout cela ne suffit pas à calmer sa fièvre, quand on appartient à la race des Empereurs, lorsqu'on s'appelle Napoléon, qu'on ne veut pas se contenter de parader dans les fêtes et les réceptions, lorsqu'on rêve de gloire enfin à l'âge où l'autre, l'ancêtre, a déjà conquis ses éperons.

Et la situation politique en France, qui exige le recueillement, — pour combien de temps encore? — alors qu'on brûle de montrer à son peuple qu'on est pétri vraiment de la pâte des chefs ! Le poulain avide d'espace tire sur sa laisse et se morfond.

Il avoue à Ernest Lavisse :

— Je donnerais beaucoup pour voir l'omnibus de Grenelle-Porte-Saint-Martin sortir de la rue du Bac.

Ce ne sont pas les grandes manœuvres d'Aldershot qui pourront dissiper son ennui. Deux fois, cependant, il s'est pris à l'espoir : au moment de la guerre russo-turque, il a pensé que l'Angleterre serait amenée à intervenir, se voit tout à l'heure à la tête d'une batterie : « Je compte saisir cette occasion pour montrer que je suis bon à quelque chose ; j'ai soif de sentir la poudre (1). »

***

Il s'ennuie et l'amour ne le console pas. Nulle femme, jusqu'ici, n'est vraiment entrée dans sa vie. Il a refusé la princesse Thyra ; serait-ce donc qu'il aime la princesse Béatrice, maintenant grande et belle jeune fille de vingt ans? Tous deux se sont revus, se sont revus souvent et tous deux se sont plu. Chaque fois qu'il la rencontre, — il s'arrange pour la rencontrer, — il s'établit son cavalier servant, un cavalier sentimental, un *sweetheart*, comme on dit là-bas. Un flirt assez poussé les rapproche ostensiblement.

Caresse-t-il l'espoir ambitieux d'unir un jour sa destinée à la sienne ? Épouser la fille de la « glorieuse reine », quel atout dans son jeu ! Oui, mais son frère le prince de Galles est fort opposé à ce mariage. Son regard perspicace en distingue

(1) Lettre au lieutenant Bigge.

les aléas et les périls. Une princesse d'Angleterre n'a pas à briguer sa couronne : on la lui apporte.

Si, par ailleurs, les occasions ne lui ont pas manqué, concevant de l'amour une idée grave, il s'est astreint, dans le monde, à la plus complète réserve. Beaucoup de sémillantes *ladies* ont cependant prodigué leurs avances à ce *seductive boy*. Il n'a point voulu les apercevoir. L'ardeur de sa foi religieuse lui fait considérer l'adultère comme un péché mortel ; et, d'autre part, portant le nom qu'il porte, une aventure serait appelée au plus fâcheux retentissement, deviendrait vite un scandale public...

***

Evening papers !... demandez les dernières nouvelles : des camelots rués dans le crépuscule annoncent les journaux du soir... Le Prince impérial achète une de ces feuilles qu'on crie : sur la manchette, en caractères gras, l'annonce d'un désastre. Surprise par les Zoulous à Isandhlouana, une colonne britannique a été rejetée et anéantie sur les bords de la Blood River, — la rivière du sang. L'Angleterre, conclut l'article, se doit de venger ses morts : la guerre est inévitable.

La guerre !...

Dans la bibliothèque de Camden-Place, existe un ouvrage traduit du portugais, de Faria : *Voyage dans l'Afrique australe*. Il est ancien déjà : tant pis. Le Prince y apprend que de tout temps les Zoulous sont entrés en lutte avec leurs voisins du Natal et du Transvaal. Au début du siècle, leur grand chef Tchaka, — le lion blanc, — les a organisés pour la conquête; en 1837, un autre de leurs rois, Dingaan, a massacré par surprise une caravane boër sur les bords de la Tugela; la guerre a suivi et Dingaan a été remplacé par son frère Panda. Puis les Anglais sont arrivés; ils ont chassé les Boërs du Natal, qui ont émigré vers leurs compatriotes de l'Orange et des hauts plateaux. A présent, ils se heurtent aux soixante mille guerriers de Zétéwayo, formés, dit-on, par des instructeurs allemands, fournis des armes à feu par les colons du Neu Deutschland. Ce ne sont point des adversaires à mépriser.

Grave conjoncture pour l'Angleterre. Les Zoulous impunis, c'est la domination britannique ébranlée, mise en question dans l'Afrique du Sud. Huit jours plus tard, les journaux

annoncent qu'une expédition militaire est résolue. Lord Chelmsford en prend le commandement ; les transports de troupes ont déjà commencé. Les Zoulous seront châtiés. La guerre ! Le Prince impérial, qui s'ennuie, cesse tout à coup de s'ennuyer.

POUR COMBATTRE

Le soir du 21 février 1879 à Camden-Place : avec les maîtres du lieu, le dîner, tout intime, n'a réuni que Mme Lebreton et Mlle de Larminat. Le Prince a paru fébrile durant le repas et, sitôt celui-ci terminé, il a commencé d'arpenter le *hall*, allant et venant, ne tenant pas en place, s'arrêtant parfois pour taper au piano les premières notes d'une sonnerie militaire :

— Qu'as-tu donc, Louis, dit l'Impératrice, à t'agiter ainsi ?

Celui qu'elle interroge se retourne d'une seule pièce :

— Si je vous le disais, ma mère, vous ne dormiriez pas de la nuit !

— Ah, mon Dieu ! tu ne songes pas au moins à partir te battre contre les Zoulous ?

Il fait bien mieux que d'y songer ; il a déjà multiplié les démarches, intéressant à sa cause tous les appuis qu'il a pu rencontrer, entre autres, l'ancien directeur de Woolwich, sir Lintorn Simmons, ami personnel du duc de Cambridge.

Une première tentative auprès du généralissime a échoué ; mais il vient, non sans quelque subtilité, d'adresser cette nouvelle requête, dont il attend un résultat meilleur :

Le 21 février 1879.

« Monseigneur,

« Je viens de recevoir la lettre que vous m'avez écrite. Avant de vous dire toute la peine qu'elle m'a causée, je tiens à remercier Votre Altesse Royale de la flatteuse approbation qu'Elle donne aux motifs qui ont déterminé ma démarche. J'eusse été heureux de partager les fatigues et les dangers de mes camarades qui, tous, ont le bonheur de faire campagne. Quoique je ne sois pas vaniteux au point de croire que mes services pouvaient être utiles à la cause que je voulais servir, je trouvais toutefois, dans cette guerre, l'occasion de témoigner

ma reconnaissance envers la Reine et la nation, d'une façon qui plaisait à mon caractère. Lorsqu'à Woolwich et, plus tard, à Aldershot, j'eus l'honneur de porter l'uniforme anglais, j'espérais que ce serait dans les rangs de nos alliés que je ferais mes premières armes. En perdant cet espoir, je perds une des consolations de mon exil. Je n'en reste pas moins profondément dévoué à la Reine, et profondément reconnaissant à Votre Altesse Royale de l'intérêt qu'Elle m'a toujours témoigné. Je vous prie de croire aux sentiments de sincère attachement de votre bien affectionné

« NAPOLÉON. »

Jusqu'à présent sa mère a tout ignoré : impossible de différer plus longtemps à l'avertir. Le Prince, qui prévoit des objections et des larmes, conclut, ayant ainsi préparé son terrain :

— Attendez à demain, je vous en prie ; je vous dirai mes raisons et j'écouterai les vôtres, qui auront d'autant plus de poids, que vous y aurez plus longuement réfléchi.

Le lendemain, effectivement, ils causèrent. Ce que fut cet entretien, l'Impératrice devait le résumer quelques semaines avant la catastrophe du 1er juin, dans une conversation avec M. Raoul Duval, père, venu la saluer à Chislehurst :

— Lorsque je le suppliais de renoncer à ce dessein dont m'alarmaient les périls : « Voyez, ma mère, me dit-il, voyez ma position. Par ma naissance, je suis le chef d'un grand parti que nous croyons représenter la France. Qu'ai-je fait jusqu'ici pour justifier les espoirs que ce parti a mis en moi ? Jeté en exil dès mon enfance, j'ai travaillé de toutes mes forces à devenir un homme. J'espère l'être devenu ; mais, quelques amis exceptés, qui me connaît, qui sait ce que je puis valoir?... On me voit toujours tel qu'on m'apercevait autrefois ; pour la foule, je suis resté le « petit prince ». C'est si vrai, qu'au sein même de mon parti, je ne suis pas toujours écouté, qu'on va trop souvent à l'encontre de mes vues, de mes ordres même. Il faut donc absolument que je fasse quelque chose, quelque chose qui me grandisse et me donne cette influence à laquelle j'ai droit.

« Or, quel meilleur moyen que de prouver mon courage au pays qu'a toujours captivé le courage ? Mes ennemis, tous

les jours, m'accusent d'être un lâche et les occasions m'ont, jusqu'ici, manqué pour les confondre. Dans la guerre turco-russe, lors des expéditions d'Afghanistan, les intérêts de l'Angleterre, dont nous recevons l'hospitalité, et ceux du Tsar, qui m'a toujours témoigné la plus affectueuse bienveillance, se trouvaient en opposition. Impossible de prendre parti entre les deux.

« Aujourd'hui il ne s'agit que d'une campagne contre des sauvages. Nul intérêt européen n'est en jeu. Je vais pouvoir, sans inconvénient, montrer que je ne suis pas ce lâche qu'on dit, et quand j'aurai fait voir que je sais exposer ma vie pour un pays qui n'est pas le mien, on ne doutera plus que je sache la risquer mieux encore pour ma patrie. Ici l'inaction me tue; voulez-vous donc que je m'étiole et que je meure d'ennui comme le duc de Reichstadt? »

A toute cette logique, s'ajoutait sans doute un autre sentiment qu'il n'avouait pas : le désir d'apprendre la guerre en la faisant, comme jadis les généraux d'Afrique. Sentiment de soldat, naturel à celui qui voulait devenir le « premier soldat de France », qui naguère écrivait au duc d'Elchingen : « L'armée doit être respectée chez nous comme elle l'est chez nos voisins les Allemands, et elle le sera si je m'asseois jamais sur le trône. »

Longtemps, néanmoins, très longtemps, l'Impératrice résiste :

— On ne comprendra pas ton départ. Que diront nos amis? ils t'en voudront certainement.

— Ils m'approuveront : tous ceux qui m'ont conseillé de me mettre en vue ne sauraient me blâmer de suivre leur avis. Si Dieu me protège, je reviendrai plus digne de la tâche que je dois accomplir (1).

— Et s'il t'arrive malheur, tu tomberas sous l'uniforme anglais!

— Bigge, Slade, Woodhouse, tous mes camarades sont là-bas; comment oser reparaître à Aldershot, si je reste ici?

Elle cède à la longue; mais il faut avertir Rouher. Sans doute conserve-t-elle un suprême espoir : l'homme d'État saura trouver les arguments victorieux que lui a refusés sa

(1) Lettre au prince Joachim Murat.

tendresse. Rouher accourt, mandé d'urgence, avec le général d'Espeuilles. Eux aussi discutent, eux aussi raisonnent et supplient. Vains efforts; le Prince leur oppose à tous les deux une volonté de fer. Le destin, au surplus, a jeté les dés et M. Rouher ne commande plus au destin.

***

La réponse du *War Office* est arrivée : réponse favorable enfin. Le Prince est autorisé à « suivre les opérations ». Il exulte et Rouher cesse alors ses prières inutiles, étant allé, dit-on, jusqu'à se mettre à genoux :

— Partez donc, monseigneur, et que le Ciel vous garde!

Seulement, il a tenu à emporter cette lettre qui doit le justifier, dégager au besoin sa responsabilité :

Camden-Place, 25 février 1879.

« Mon cher monsieur Rouher,

« Je vais quitter l'Europe, et mon absence peut se prolonger quelques mois. J'ai trop d'amis fidèles en France pour qu'il me soit possible de garder le silence sur les motifs de mon départ.

« Depuis huit ans, j'ai été l'hôte de l'Angleterre; j'ai complété mon éducation dans une de ses écoles militaires, et, à plusieurs reprises, j'ai resserré les liens qui m'unissaient à l'armée anglaise en participant aux grandes manœuvres...

« La guerre que l'Angleterre soutient depuis plus d'un an au cap de Bonne-Espérance vient de prendre un caractère de gravité qu'elle n'avait point eu jusqu'à présent; j'ai désiré en suivre les opérations, et je m'embarque dans deux jours. En France où, grâce à Dieu, l'esprit de parti n'a pas tué l'esprit militaire, on comprendra que je n'aie pas voulu rester étranger aux fatigues et aux dangers de ces troupes où je compte tant de camarades. Le temps que je consacrerai à assister à cette lutte de la civilisation contre la barbarie ne sera pas perdu pour moi.

« De loin comme de près, ma pensée se portera constamment vers la France. Je suivrai avec intérêt et sans inquiétude les phases graduelles qu'elle traversera, car je suis certain que Dieu la protège.

« Pendant mon absence, les partisans de la cause impériale

resteront unis et confiants, et continueront à donner au pays le spectacle d'un parti qui, fidèle à ses doctrines, reste toujours animé des sentiments du plus ardent patriotisme. »

Ce fut d'abord la stupeur dans le monde bonapartiste, une stupeur consternée, quand *l'Ordre* et *le Pays*, en publiant ces lignes, annoncèrent l'irrévocable détermination de celui qui les avait tracées. Qu'allait-il faire dans cette galère?... Si quelques-uns applaudirent, le plus grand nombre, avec le général Pajol, crièrent très haut leur désapprobation. Les journaux républicains faisaient des gorges chaudes. Un illustré, la *Petite Lune*, publia un dessin injurieux, agrémenté d'une complainte, sur l'air de Malborough : *Bébé s'en va-t-en guerre!...* A la stupeur va bientôt succéder la colère, accompagnée des pires accusations contre l'Impératrice.

Les amis du prince Napoléon se font volontiers l'écho de ses rancunes. A les en croire, par la faute de celle-ci, les rapports entre la mère et le fils seraient des plus tendus. De part et d'autre, incompatibilité totale d'humeur et de caractère provoquant une suite continuelle de tracasseries et de vexations, insupportables pour une âme fière et qui ont fini par lui rendre odieuse l'existence qu'elle traîne à Chislehurst. La tutelle rigoureuse et terre à terre exercée sur les moindres actions du Prince est humiliante pour lui; elle est illégale depuis sa majorité.

Sotto voce, ils colportent mille rumeurs scandaleuses. La lésinerie maternelle empêche l'héritier du trône de tenir son rang. Ayant invité le comte Schouwaloff à l'hôtel Saint James, il a dû recourir à la bourse du général Fleury pour acquitter l'addition. Ou bien, c'est un cheval de selle qu'il n'a pu s'acheter: ce qui l'oblige à suivre les chasses à courre sur une Rossinante, au risque de se rompre les os (1). Enfin l'Impératrice n'a pas exécuté la sentence arbitrale prononcée par MM. Pinard, Grandperret et Busson-Billault, attribuant au Prince les millions de l'héritage Bacciochi ; elle a réussi, par ses objurgations, à se faire abandonner les revenus de cette fortune qui l'eût rendu indépendant (2). Toutes allégations

(1) Voir la brochure du comte de la Chapelle : *Mes notes inédites*.

(2) Pierre de Lano et le comte d'Hérisson soutiendront cette thèse, présenteront ces griefs en deux volumes : *l'Impératrice Eugénie* et *le Prince impérial*, qui soulevèrent grand bruit, voilà quelque quarante ans.

calomnieuses, dictées par la haine ou l'envie, qui s'écroulent devant la vérité.

Qu'il ait pu naître, au début, certaines difficultés dont l'argent fut le prétexte, entre un jeune homme inexpérimenté et sa mère prudente et circonspecte, justement soucieuse de le protéger contre les tentations, de le garantir de tous les aigrefins qui pullulent autour des trônes en vacuité : c'est possible, à présumer peut-être, mais proprement invérifiable. Le reste, non. Les témoins de leur vie quotidienne : Mme Lebreton, Mlle de Larminat, Augustin Filon, Franceschini Piétri, sont unanimes à l'affirmer : l'affection la plus sincère, sans l'ombre d'une arrière-pensée, ne cessa jamais d'unir l'impératrice Eugénie et le Prince impérial.

La correspondance qu'ils ont échangée, toutes ces lettres de son fils pieusement conservées par la mère, même à les vouloir lire entre les lignes, avec une préoccupation d'exégète prompt à torturer les textes, ne révèlent jamais la trace du plus léger dissentiment. Elles sont, quand et quand, badines ou sérieuses, toujours déférentes et profondément tendres.

L'historien, comme le savant, ne peut raisonner que sur des faits : trois d'entre eux, au moins, établissent la fausseté des imputations dirigées contre l'Impératrice. Lorsque le Prince entreprend son voyage au Danemark et en Suède, les plus larges crédits lui sont ouverts, dont il use sans économie. A la veille de son départ pour le Zoulouland, conformément à la loi française, il vient de toucher sa part, — la moitié, — de l'héritage paternel. Enfin, dans son testament, il distribue près d'un million de legs particuliers. L'aurait-il pu faire, s'il avait été vraiment à ce point dépourvu ?

A. AUGUSTIN-THIERRY.

(A suivre.)

SCÈNES DE LA VIE CHINOISE

LA MÈRE

DERNIÈRE PARTIE (1)

Le fils préféré

La mère était très abattue et n'avait de goût à rien. Lorsque l'automne prit fin, son chagrin s'émoussa. Elle resta morne, mais sans la folie du désespoir et elle songeait à sa fille avec une peine moins aiguë. Elle finit même par se dire : « Peut-être qu'on a raison et vaut-il mieux que ma fille soit morte. Il y a tant de choses pires que la mort ! »

Elle s'accrocha à cette unique pensée.

Le hameau entier lui venait en aide. Jamais on ne parlait de sa fille devant elle, ni ailleurs sans doute, car une aveugle ne laisse pas de souvenirs derrière elle et ces infirmes sont nombreux, un peu partout. Et la mère gardait le silence sur le passé; il ne s'éveillait que parfois, au fond de son cœur.

L'année suivante, on put croire que la mère éprouverait quelque consolation, car, au printemps, le fils cadet parut à la maison et lui dit :

— Je viens passer ici un certain temps, mère, je ne sais pas ce que cela durera, mais j'attendrai qu'on me rappelle.

Elle s'en réjouit, mais il répondit à peine. Il semblait changé, restait très tranquille, sans chanter ni faire de folies ou parler étourdiment, selon son habitude; sa mère se demanda s'il était malade ou préoccupé pour quelque raison secrète.

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier, 1er et 15 février.

Au bout de neuf jours, le jeune homme disparut presque aussi vite et aussi mystérieusement qu'il était venu, bien que personne ne sût comment il avait reçu le message. Il partit, mettant ses quelques effets dans une petite boite en cuir. Sa mère s'affligea de son départ et s'écria :

— Je pensais que tu étais venu pour rester tout à fait, mon fils.

Mais il répondit :

— Oh ! je reviendrai, mère ! et il semblait joyeux et pressé de s'en aller.

La vieille mère pleurait au départ du jeune garçon ; elle était distraite par ces récits qu'elle ne pouvait s'empêcher de répéter à son aîné et à sa belle-fille. Un jour que son fils se lavait la figure après le travail des champs, penché au-dessus d'une écuelle de terre remplie d'eau, sa mère se lança dans une de ces histoires. Il releva son visage mouillé et dit avec une grande amertume :

— Oui, c'est cela. Il ne te nourrit pas et ne fait rien pour toi, il te lance simplement une pièce comme à une mendiante. Il vient ici, mange et ne met pas plus la main au sarcloir qu'à la charrue. Mais il te raconte des choses et tu fais plus de cas de lui que de...

Il s'interrompit et se baissa, se débarbouillant à grand bruit sans écouter la réponse de sa mère.

Elle n'en savait pas davantage sur son cadet. Elle connaissait son joli corps souple, l'or pâle de sa peau de citadin, si différente de celle d'un paysan, rouge et brune ; elle voyait comment il laissait pousser les ongles de ses petits doigts et combien ses dents étaient blanches, ses cheveux brillants et onctueux. Il les gardait longs autour de ses oreilles et secouait la tête pour écarter les mèches luisantes de ses yeux.

Elle connaissait aussi son sourire si prompt, ses yeux hardis, et elle aimait l'insouciance avec laquelle il maniait l'argent, la manière dont il fouillait dans sa ceinture pour lui donner ce qu'il avait, ou bien, quand il était à court, sa façon de réclamer. Et elle préférait insister pour lui glisser une pièce que d'en recevoir de lui. Tout ce qu'il lui remettait, elle le gardait avec le désir de le lui rendre dès qu'il en aurait besoin. C'était le meilleur emploi qu'elle pût trouver pour son petit pécule.

Le paquet mystérieux

La mère attendait son jeune fils, mais il ne parut pas. Elle était sûre qu'il viendrait, car trois jours plus tôt, il avait surgi en secret, la nuit, passant à travers champs, afin d'éviter le village; il gratta légèrement à sa porte et elle craignit d'ouvrir, redoutant les voleurs. Sur le point d'appeler, elle l'entendit parler bas et très vite. Heureusement l'agitation des poules, juchées près du lit, empêcha le léger bruit de parvenir aux oreilles du fils aîné et de sa femme.

La mère se leva aussi vite qu'elle put; elle prit à tâtons ses vêtements et sa chandelle et ouvrit la porte doucement, car il devait s'agir de quelque mystère pour que son cadet vînt à cette heure et avec tant de précautions. Il était là, accompagné de deux jeunes gens vêtus de noir, comme lui-même à cette époque. Ils tenaient un grand paquet entouré de papier et attaché par des cordes. Quand elle ouvrit la porte, la lumière dans la main, son fils éteignit la chandelle.

La lune éclairait faiblement et permettait d'y voir un peu. La mère poussa une légère exclamation de joie à la vue de son fils qui lui dit tout bas :

— Mère, j'ai quelque chose à mettre sous ton lit avec tes vêtements d'hiver; n'en parle pas. Personne ne doit s'en douter, et je reviendrai le chercher.

Elle ouvrit les yeux tout grands; le cœur lui manqua en entendant ces paroles et elle dit gravement, mais à voix basse comme lui :

— Fils, je pense qu'il ne s'agit pas d'une chose malhonnête? J'espère que tu ne toucherais jamais au bien des autres?

Il répondit vivement :

— Non, mère, je n'ai rien pris, je te le jure. Ce sont des peaux de mouton que j'ai obtenues à bon compte, mais comme toujours, mon frère me blâmerait de les avoir achetées et je n'ai aucun endroit où je puisse les serrer. Elles étaient à très bas prix; je t'en donnerai une l'hiver prochain, tu t'en feras un manteau, nous serons tous bien vêtus l'hiver prochain.

Les deux hommes apportèrent le paquet et le glissèrent sous le lit sans faire de bruit. Les poules commencèrent à caqueter, l'œil fixe, et le buffle s'éveilla et se mit à ruminer.

Le jeune homme refusa de rester. Sa mère, surprise de sa hâte, se contenta de dire :

— Sois tranquille, mon fils, j'en aurai soin ; mais ne faudrait-il pas aérer ces peaux et les mettre au soleil de crainte des mites ?

Il répondit d'un air insouciant :

— Ce n'est pas pour un jour ou deux qu'elles s'abîmeront. Nous allons changer de logement, nous serons plus au large, j'aurai une chambre à moi, et gagnerai bien davantage.

Lorsqu'il parla de ce logement spacieux, la mère songea aussitôt à ce mariage qu'elle avait toujours dans l'esprit. Elle entraîna son fils à l'écart et le regarda d'un air suppliant. Le refus de se marier était la seule chose qui ne lui plût pas chez lui.

Debout dans l'ombre de la porte, elle lui saisit la main et lui dit tout bas, d'un ton enjôleur :

— Mais, mon fils, si tu es si grandement logé, pourquoi ne me permets-tu pas de te chercher une jeune fille? Je prendrai la meilleure et la plus jolie que je puisse découvrir, ou bien, si toi tu en connais une, dis-le moi, et je demanderai à ma cousine de faire le mariage. Et si je peux aimer moi aussi celle que tu désires, je te laisserai libre, mon fils.

Le jeune homme secoua les longues mèches qui lui tombaient sur les yeux et essaya de dégager sa main en regardant la porte. Mais sa mère le tenait fermement et essaya encore de le persuader. Le jeune homme riait silencieusement et écartait les mèches qui retombaient sur ses yeux brillants; il dit d'un air un peu étonné :

— Les vieilles femmes comme toi, mère, ne pensent qu'aux mariages et aux naissances. Nous autres jeunes, nous envoyons promener tout cela. Dans trois jours, mère !

Il s'arracha à elle et partit, passant à travers les champs à peine éclairés, en compagnie des deux jeunes gens.

Trois jours passèrent et il ne vint pas. Trois autres jours et encore trois, et la mère, effrayée, se demanda s'il lui était arrivé malheur. Depuis cette dernière année, elle ne pouvait plus guère aller en ville. Elle attendit donc, irritable envers tous ceux qui l'approchaient, n'osant pas avouer ses craintes, ni quitter sa chambre, de peur que sa belle-fille, si soigneuse, ne s'avisât de tirer les rideaux et de découvrir le paquet sous le lit.

Une nuit qu'elle ne pouvait dormir, songeant à tout cela, elle se leva, alluma, et se baissa pour regarder, retenant d'une main les rideaux. Elle vit le grand paquet carré enveloppé de gros papier, et ficelé solidement avec de la corde de chanvre. Elle appuya dessus et sentit quelque chose de dur qui ne ressemblait pas à de la peau de mouton.

« Si vraiment c'en était, il faudrait la mettre au soleil », dit-elle entre ses dents, tourmentée par la crainte de voir de bonnes fourrures dévorées par les mites qui pouvaient s'y introduire. Mais elle n'osait ouvrir le colis et laissa tout en état. Cependant son fils ne donnait pas signe de vie.

Les jours s'écoulaient, le mois était passé, et la mère eût été complètement hors d'elle-même, si un événement n'était venu la distraire un peu de ses craintes. Jamais elle ne se serait attendue à cette nouvelle : sa belle-fille allait enfin avoir un enfant.

Un matin, le fils aîné vint, l'air très important, trouver sa mère assise sur le seuil de la porte. Il lui annonça avec un visage tout plissé de sourire :

— Mère, tu auras un petit-fils!

Tout d'abord, la mère se refusa à l'admettre, elle dévisagea fixement son fils, puis s'écria en tirant sur son bâton pour se redresser : « Elle n'a pas... Je n'arriverai jamais à le croire. »

Mais elle comprit, d'après l'expression du jeune homme, qu'il disait vrai.

La vieille femme, dans son impatience de raconter la nouvelle, était incapable de rester tranquille. Il lui fallut courir chez ses cousins, qui étaient assis chez eux, car à présent leurs fils travaillaient aux champs, du moins trois d'entre eux; les autres étaient partis gagner leur pain au dehors, et le père se bornait à de légères besognes. Sans pouvoir fournir de gros efforts, il était continuellement occupé. Mais sa femme dormait paisiblement toute la journée, sauf quand les cris de ses petits-enfants l'appelaient. La mère traversa le chemin et la tira impitoyablement de son sommeil, lui criant :

— Vous ne serez pas la seule grand-mère ici, je vous le promets! Dans quelques mois j'aurai un petit-fils, moi aussi!

L'annonce de ce grand événement servit à remplir des jours qui, sans cela, eussent paru bien vides, car le jeune garçon ne revenait pas. Cette nouvelle joie vint adoucir l'at-

tente de la mère ; elle se dit qu'il reparaîtrait bien un jour ou l'autre et cessa de s'en préoccuper.

Mais son bonheur était incomplet, comme chacune de ses joies, songeait-elle. Il fallait toujours qu'une chose se mît en travers. Cette fois-ci, elle redoutait la naissance d'une fille, et elle murmurait : « Ce serait bien là ma perpétuelle malchance ! »

Elle réfléchissait dans sa tristesse et avait deux causes de tourment : la crainte de voir naître, soit un enfant infirme, soit une fille, et l'inquiétude pour son cadet qui ne voulait pas revenir. Quelquefois elle se disait que son existence entière n'était faite que d'attente.

L'arrestation

Un jour, après un grand nombre de lunes, des nouvelles lui parvinrent. La mère était assise près de la porte, selon son habitude ; elle tenait sa longue pipe entre ses doigts, car elle venait de terminer son premier repas. Assise, elle observait la netteté avec laquelle le soleil matinal s'élevait au-dessus des monts arrondis. Elle le guettait, espérant recevoir sa chaleur, car cet automne il faisait froid au début de la journée. Tout à coup elle vit le fils aîné de son cousin sortir de chez lui et venir vers son fils à elle, occupé à renouer la lanière d'une sandale qu'il venait de faire craquer. Le cousin lui dit quelques mots à voix basse.

La mère fut très surprise, ayant vu l'homme partir le matin même, à l'aube, car elle se levait avant le jour ; c'était une vieille habitude, et elle ne restait jamais au lit à moins d'être malade. Elle avait remarqué que son jeune cousin emportait une charge d'herbe fraîchement coupée. Étonnée qu'il revînt si tôt, elle se préparait à l'appeler pour lui demander s'il avait tout vendu, quand elle vit son fils relever la tête et dire avec une expression d'épouvante : « Mon frère ! »

Oui, cette exclamation parvint aux bonnes oreilles de la mère, car la vieille femme n'était pas sourde et elle cria vivement :

— Qu'arrive-t-il à mon petit garçon ?

Mais les deux hommes continuaient à se parler d'un ton grave et préoccupé ; ils se regardaient avec des airs si anxieux

que la mère n'y tint plus, elle s'achemina clopin-clopant jusqu'à eux, frappa de son bâton la terre battue et demanda :

— Que se passe-t-il pour mon fils ?

Le cousin s'éloigna en silence et le fils aîné dit en hésitant :

— Mère, il y a quelque chose qui ne va pas, j'ignore... il faut que j'aille en ville... je verrai et je te raconterai...

Mais la mère ne voulut pas le lâcher. Elle le retint avec des cris encore plus forts :

— Tu ne partiras pas sans me le dire !

Au son de cette voix, la jeune femme s'avança pour écouter :

— Obéis-lui, fit-elle, sans quoi ta mère sera malade de colère.

Alors le fils prononça lentement :

— Mon cousin a vu... il a vu mon frère parmi beaucoup d'autres. Il avait les mains attachées derrière son dos par des cordes de chanvre, les vêtements en lambeaux, et il passait sur le marché où mon cousin vendait son herbe. Il était au milieu d'une longue file de vingt ou trente personnes et quand il a vu mon cousin, il a détourné les yeux. Mon cousin a posé des questions et les gardes qui formaient l'escorte ont répondu qu'il s'agissait de communistes qu'on emmenait pour les mettre à mort demain.

Après ces mots, ils restèrent tous les trois à se regarder fixement ; la mâchoire de la vieille mère se mit à trembler et ses yeux se promenèrent d'un visage à l'autre, puis elle dit :

— J'ai déjà entendu prononcer ce mot, mais je ne sais pas ce qu'il signifie.

Le fils répondit lentement :

— J'ai demandé à mon cousin ; il avait interrogé le garde qui s'était mis à rire en disant que c'est un nouveau genre de voleurs qu'on a de nos jours.

La mère se souvint du paquet demeuré si longtemps caché sous son lit, elle se mit à gémir tout haut et, rejetant sa veste sur sa tête, elle sanglotait :

— J'aurais dû comprendre cette nuit-là ! Ce paquet sous mon lit, c'est ce qu'il venait de dérober.

A ces mots, son fils et sa bru s'emparèrent d'elle, et lançant des coups d'œil autour d'eux, ils l'entraînèrent bien vite dans la maison, puis ils lui demandèrent :

— Mais que veux-tu dire, notre mère ?

La belle-fille souleva le rideau et regarda son mari. Il s'avança et la mère montra le paquet du doigt en sanglotant de plus belle :

— Je ne sais ce qu'il contient, il l'a apporté ici une nuit, il m'a demandé de garder le secret pendant un ou deux jours et il n'est pas venu, il n'est jamais revenu.

L'homme se redressa et alla doucement fermer la porte, qu'il barra, tandis que la femme suspendait un vêtement à la fenêtre. Ensemble ils retirèrent le paquet et dénouèrent les cordes.

— Il m'a affirmé que c'étaient des peaux de mouton, murmura la mère, le regard fixé sur le colis.

Ses enfants ne lui répondirent pas ; ils n'avaient aucune confiance, cela pouvait être tout autre chose, et d'après le poids, le contact dur, ils se demandèrent s'ils allaient trouver de l'or.

Mais il n'y avait que des livres : beaucoup de livres, petits, et imprimés en noir ; puis un grand nombre de feuilles de papier dont quelques-unes étaient illustrées d'étranges scènes de mort et de sang ; on voyait des géants battre de petits hommes, trancher leurs membres avec une lame de couteau. Devant ce spectacle, ils restèrent bouche bée et se regardèrent tous trois sans comprendre, se demandant quelle raison peut entraîner un homme à voler et à cacher du simple papier marqué d'encre.

Ils avaient beau considérer ces livres, ils n'en découvraient pas le sens ; aucun d'entre eux n'était capable d'en lire un mot, ni même de savoir ce que signifiaient ces illustrations ; ils voyaient simplement qu'il s'agissait de tueries, d'hommes poignardés et mourants, de gens coupés en morceaux et de ces spectacles sanglants et atroces comme il n'en existe que chez les brigands.

Ils étaient terrifiés tous les trois, la mère à cause de son fils, les deux autres pour eux-mêmes, craignant qu'on ne vînt à découvrir ces objets chez eux. L'homme dit :

— Rattachez-les jusqu'à ce soir et nous les emporterons pour les brûler à la cuisine.

Mais sa femme était plus avisée que lui :

— Non, nous ne pouvons pas les brûler tous à la fois, fit-

elle, on verrait l'épaisse fumée et on se demanderait ce que nous faisons. Il vaudra mieux que je les brûle petit à petit, jour après jour, comme si j'employais de l'herbe, en cuisant les aliments.

La vieille mère ne se préoccupait guère de cela. Elle savait simplement que son fils était tombé en de mauvaises mains et elle demanda à son aîné : — Que vas-tu tenter, ô fils, pour ton petit, et comment le trouveras-tu ?

— Je sais où il est, dit l'homme lentement et comme à regret : mon cousin m'a expliqué qu'on les a enfermés dans une certaine prison qui se trouve près de la porte du Sud à côté du terrain où l'on décapite.

Puis il poussa un cri à la vue de sa mère devenue soudain livide. Il appela sa femme ; ils soulevèrent la pauvre vieille et la posèrent sur son lit où elle demeura haletante, le visage d'une teinte d'argile, dans son effroi au sujet de son enfant. Elle étouffait et murmura :

— Oh ! fils, n'iras-tu pas?... ton frère !

L'aîné mit ses craintes personnelles peu à peu de côté et dit par pitié pour sa mère :

— Oh ! oui, j'y vais, j'y vais.

Il changea de vêtements, se chaussa, et le temps parut à la mère d'une longueur insupportable Lorsqu'enfin son fils aîné fut prêt, elle l'appela et attira sa tête contre elle pour lui dire tout bas, dans l'oreille :

— Mon fils, n'épargne pas l'argent. S'il est vraiment en prison, il faut payer pour l'en sortir. On y arrivera en payant. Personne n'a jamais entendu parler d'une prison dans laquelle on ne relâchait pas un homme pour de l'argent. J'en ai un peu, mon fils, — dans un trou, ici, — je ne le gardais que pour lui... prends-le... prends tout ce que nous avons.

L'homme parut impassible. Il échangea un regard avec sa femme et répondit :

— Je donnerai tout ce que je pourrai, mère, à cause de toi.

Elle s'écria :

— Pour moi, cela n'a aucune importance, je suis vieille et prête à mourir. C'est pour lui.

L'homme était parti ; il passa prendre son cousin qui avait été témoin de l'affaire, et ils s'acheminèrent ensemble vers la ville.

Ils ne revinrent qu'à la nuit tombante. Elle s'était traînée hors de son lit vers la fin de la journée pour s'asseoir sous le saule avec ses cousins. Les trois vieilles gens tenaient leurs regards fixés sur la petite rue du village. Seule, la cousine se laissait aller à de petits sommes; le chagrin ne lui enlevait pas son envie de dormir.

Enfin, au coucher du soleil, la mère vit apparaître deux silhouettes. Elle se leva, s'appuya sur son bâton, et s'abrita les yeux pour les garantir de l'or du couchant, puis elle cria: « Ce sont eux! » et descendit la rue en boitillant. Son cri avait été si retentissant, son pas si rapide, que chacun sortit de chez soi. On était partout au courant de l'histoire, mais les habitants du hameau n'osaient pas aller ouvertement chez la mère; une condamnation pouvait peser sur sa demeure à cause du second fils, et les compromettre eux aussi. Ils avaient vaqué à leurs travaux habituels pendant la journée, dévorés de curiosité, mais craintifs, à la manière des paysans qui se méfient lorsqu'on parle de prisons et de gouverneurs. Ils s'avancèrent pour observer de loin ce qui se passait.

La mère courut et saisit le bras de son fils en s'écriant :

— Que savez-vous de mon petit garçon?

Mais tandis qu'elle posait la question et que ses yeux vieillis examinaient les visages des deux hommes, elle comprit que le malheur y était inscrit. Ils se regardaient mutuellement, et son fils lui dit enfin, gravement : « Mère, mon frère est en prison. » Puis ils se regardèrent de nouveau, le cousin se gratta la tête, la détourna, et prit l'air imbécile de quelqu'un qui ne sait comment s'exprimer. Alors le fils dit encore :

— Mère, je doute qu'on puisse le sauver, lui et vingt autres sont condamnés à mort et doivent être exécutés demain matin.

La mère poussa un cri strident :

— A mort! Puis une seconde fois elle hurla : « A mort! »

Et elle serait tombée si on ne l'avait soutenue.

Les deux hommes la conduisirent dans la maison la plus proche, lui avancèrent un siège et l'aidèrent à s'asseoir; elle se mit à gémir et à pleurer comme une enfant, sa vieille bouche tremblait, ses larmes coulaient, tandis qu'elle frappait ses seins desséchés avec ses poings fermés en criant et en accusant son fils aîné :

— Tu ne leur as pas offert assez, — je t'ai dit que j'avais ma réserve, — pas si mince après tout, quarante pièces d'argent, et puis les deux petites qu'il m'a données la dernière fois! Elles sont là qui attendent.

Et lorsque la mère vit son fils en face d'elle qui baissait la tête, tandis que la sueur lui perlait au front et à la lèvre, elle lui cracha à la figure de fureur et lui dit :

— Tu n'en auras pas le moindre sou, s'il meurt, je ne te donnerai rien, je jetterai plutôt mon argent à la rivière !

Le jeune cousin vint à la rescousse; dans un souci de paix à cette heure de détresse, devant ce cas désespéré, il parla, et dit, le visage tout crispé :

— Ma tante, ne le blâmez pas. Il a offert plus du double de votre réserve. Il a offert cent pièces d'argent pour son frère! Aux grands et aux petits, dans cette geôle, il offrait des pourboires. Il montrait de l'argent aux uns et aux autres, mais il n'a même pas obtenu la permission de voir votre jeune fils.

— C'est qu'il n'a pas offert assez, cria la mère. On n'a jamais entendu parler de gardiens de prison qu'on n'achète pas! Mais je vais aller chercher cet argent. Oui, je creuserai, je le prendrai, toute vieille que je suis, je trouverai mon garçon, je le ramènerai à la maison et il ne me quittera plus; ils diront ce qu'ils voudront.

Encore une fois les deux hommes s'interrogèrent du regard et le fils supplia silencieusement son cousin d'intervenir de nouveau. Celui-ci reprit donc :

— Bonne tante, ils ne vous permettront pas de le voir. Ils n'ont jamais voulu nous laisser entrer, même quand nous montrions notre argent. Ils prétendaient que le gouverneur est très monté contre ce genre de crime; c'est un crime nouveau ces temps-ci et particulièrement haïssable.

— Mon fils n'a jamais commis de crime, s'écria fièrement la mère, et elle leva son bâton qu'elle brandit devant le jeune homme. Il y a un ennemi par ici qui paye plus que nous ne pouvons le faire, afin de le maintenir en prison. Elle promena son regard autour d'elle sur les gens assemblés qui, bouche bée, les yeux fixes et la mâchoire pendante, buvaient les nouvelles. Et elle leur cria :

— L'un de vous a-t-il jamais entendu parler d'un crime que mon petit garçon aurait commis?

Ils se regardèrent et chacun détourna les yeux sans mot dire. La mère vit leurs airs de doute et son cœur se brisa. Elle se remit de nouveau à pleurer et leur cria :

— Oui, vous le détestez parce qu'il était si joli, — supérieur à vos fils noirs qui ne sont que des rustres, — oui, vous haïssez tous ceux qui valent mieux que vous...

Et elle se leva, tituba et rentra en pleurant amèrement.

Mais une fois chez elle, entourée seulement de ses cousins et de leurs enfants, elle s'essuya les yeux et s'adressa à l'aîné d'un ton plus tranquille, mais avec une sorte de fièvre :

— Nous laissons passer un temps précieux. Dis-moi tout, car nous pouvons encore le sauver. Nous avons la nuit devant nous. Quel était son véritable crime? Nous prendrons ce que nous possédons et nous le sauverons.

Un coup d'œil s'échangea entre le mari et la femme, sans méchanceté aucune, mais leur patience semblait à bout. Alors le fils répondit à sa mère :

— Je ne sais pas exactement quel est ce crime, mais lui, on l'appelle un communiste. Un mot nouveau... Je l'ai entendu souvent et quand j'ai cherché à avoir des explications, j'ai cru comprendre qu'il s'agissait des brigands qui se mettent par bandes. J'ai interrogé le gardien devant la prison, celui qui tient un fusil en travers de son bras, et il m'a répondu : « C'est quelqu'un qui irait jusqu'à vous prendre vos terres et qui complote contre l'État, en sorte qu'il doit être mis à mort avec ses compagnons. Oui, c'est cela dont il est coupable. »

La mère écoutait de toutes ses forces. La clarté de la chandelle tombait sur son visage luisant de larmes, et elle répondit stupéfaite, d'une voix qui tremblait et qu'elle cherchait en vain à affermir :

— Mais je ne crois pas que cela soit possible. Il n'a jamais prononcé un mot semblable devant moi. Je n'ai jamais entendu parler de ce crime. Tuer un homme, dévaliser une maison, laisser mourir de faim un parent, voilà des crimes! Mais par quel moyen peut-on dérober des terres, les rouler comme une toile, les emporter avec soi et les cacher?

— Je n'en sais rien, mère, dit le fils.

Il était assis sur un petit escabeau, tête baissée, et il laissait pendre ses mains inertes, entre ses genoux. Il portait encore son unique robe et en avait relevé un pan dans sa cein-

ture, car il n'était pas habitué à ce genre de vêtement. Il enfonça le coin de sa robe un peu plus solidement et prononça lentement :

— Je ne sais pas ce qu'on a entendu dire encore. On parlait beaucoup en ville, car il y a tellement d'exécutions demain, qu'on en fait un jour férié. Sais-tu quelque chose de plus, mon cousin ?

Le cousin se gratta le menton, fit un effort pour avaler, regarda les visages qui l'entouraient dans la chambre et dit :

— Les gens de la ville parlaient énormément, mais je n'osais pas poser trop de questions, car lorsque j'ai voulu m'informer au sujet de ce tohu-bohu, les gardiens de la prison se sont tournés vers moi et m'ont demandé : « En êtes-vous, vous aussi ? Alors, qu'est-ce que cela peut vous faire s'ils sont mis à mort ? » Aussi je n'osais pas avouer que j'étais le cousin de l'un des condamnés. Nous avons vu un des gardiens en chef auquel nous avons offert de l'argent en lui demandant de nous indiquer un endroit privé où nous pourrions lui parler. Il nous a conduits dans un coin de la prison, derrière sa demeure. En lui expliquant que nous étions d'honnêtes paysans avec quelques biens et des terres louées, nous lui avons dit qu'une lointaine parenté nous reliait à l'un des prisonniers et que nous voudrions le sauver à cause de l'honneur de la famille, car personne de notre nom n'avait encore péri sous la lame du bourreau. Mais nous étions pauvres et ne pourrions pas donner une grosse somme. Le geôlier a pris l'argent et nous a demandé de lui décrire le jeune homme. D'après nos explications il a répondu : « Je crois que je vois celui de qui vous parlez. Il s'est senti malheureux en prison et je pense qu'il aurait fait des aveux complets, sans une jeune fille à ses côtés, qui le rend brave. Je n'en ai jamais rencontré d'aussi hardie. Il y en a comme cela : dures, audacieusement indifférentes au genre de mort qui les attend, et à son heure. Mais le gars, lui, a peur. Je me demande s'il comprend ce qu'il a fait et pourquoi il meurt. Il a l'air d'un simple garçon de campagne dont ils se sont servis en lui promettant de belles choses. On a dû le pincer ayant certains livres sur lui qu'il distribuait. Ces livres contenaient de mauvaises doctrines sur le renversement de l'État et sur le partage égal de l'argent et de la propriété. »

A ces mots, la mère se tourna vers son fils et se remit à pleurer et gémit :

— Je savais bien que nous aurions dû lui abandonner quelques terres. Nous pouvions en louer un peu plus et lui en laisser une part. Mais mon aîné et sa femme gardaient tout et lui refusaient la moindre chose.

Son fils allait répondre, mais le vieux cousin dit avec calme :

— Ne réponds pas, mon garçon, laisse ta mère mettre le blâme sur toi et se décharger. Nous savons tous ce que tu es, et ce qu'était ton frère. Il détestait le labeur des champs et n'importe quel travail.

Le fils garda le silence et son jeune cousin continua :

— Nous avons demandé au gardien quelle serait la somme nécessaire pour libérer le petit, mais il a secoué la tête et a prétendu que, s'il s'agissait du fils d'un homme riche et puissant, on le sauverait sans doute avec de l'argent, mais personne ne consentirait à risquer sa vie pour un paysan pauvre, quoi que nous puissions offrir ; en sorte qu'il sera sûrement exécuté.

La mère se mit à hurler :

— Périra-t-il parce qu'il est mon fils et que je suis pauvre? Nous possédons un bien et nous le vendrons ce soir même. Il y a des gens du hameau...

Mais l'aîné s'interposa lorsqu'il s'agit de ses terres.

— Et comment vivrons-nous? demanda-t il. C'est à peine si nous joignons les deux bouts, et si nous devons louer des champs en plus grand nombre, au taux ruineux d'aujourd'hui, nous serons des mendiants. Tout ce que nous possédons se réduit à ce lopin de terre ; je ne le vendrai pas, mère. Il m'appartient, je le garde.

Sa femme était restée assise, très tranquille ; son visage pâle et grave ne laissait rien paraître. Elle n'avait pas prononcé un seul mot de la soirée ; à présent elle s'avança et dit :

— Il faut songer au fils que je porte.

Et l'homme ajouta pesamment :

— Oui ! c'est à lui que je pense.

La vieille mère garda le silence. Elle se tut et pleura un moment ; ensuite, chaque fois que dans la nuit quelqu'un élevait la voix, elle n'eut plus d'autre réponse que ses larmes.

Quand les premières lueurs de l'aube parurent, car ils avaient veillé toute la nuit, la mère rassembla d'étranges forces au fond d'elle-même et déclara :

— J'irai moi-même. J'irai encore une fois à la ville et j'attendrai pour revoir mon petit garçon, s'il doit sortir pour mourir.

Et tous la supplièrent de rester, posant leurs mains sur son bras, et le fils aîné lui dit instamment :

— Mère, j'irai le chercher, — après, — car si tu assistes à cette chose toi-même, tu mourras.

Mais elle répondit :

— Eh bien ! quoi, si je meurs?

Elle se lava la figure, peigna les rares cheveux gris qui lui restaient et mit une veste propre, comme chaque fois qu'elle allait en ville, puis elle dit simplement :

— Va chercher l'âne de mon cousin. Vous me le prêtez bien, n'est-ce pas ?

— Oh ! oui, répondit l'homme, impuissant et triste.

Le fils aîné et son cousin allèrent chercher l'âne; ils installèrent la vieille mère sur son dos, et marchèrent à ses côtés ; le fils tenait une lanterne à la main, car l'aube n'était pas encore assez claire pour leur permettre de se diriger.

La mère se sentait faible ; calme et lavée par ses pleurs, elle allait sans savoir ce qu'elle faisait, cramponnée cependant au dos de l'âne. Elle penchait la tête et ne leva pas les yeux une seule fois pour contempler le levant ; son regard plongeait dans la pâle poussière du chemin à peine visible dans l'obscurité. Les hommes gardaient le silence, eux aussi, à cette heure grave, tandis qu'ils suivaient la route qui serpentait au midi jusqu'à la porte du Sud, fermée encore à cette heure matinale.

Les condamnés

Un grand nombre de personnes attendaient là ; car le bruit de cette exécution avait circulé dans les campagnes, et beaucoup venaient y assister avec leurs enfants, par curiosité. Dès que les portes furent ouvertes, ils se pressèrent à l'intérieur, la mère sur son âne, et les deux hommes se dirigèrent, près du mur de la ville, vers un terrain au centre d'un espace

découvert. A ces premières lueurs de l'aube, une grande foule s'y pressait déjà, rendue silencieuse à l'approche de ce vaste spectacle de mort. Des petits enfants s'accrochaient à leurs parents, en proie à la peur sans nom d'une chose inconnue; des bébés criaient, on étouffa leurs pleurs et la foule se tut; elle attendait avide, savourait d'une manière étrange et haïssait tout à la fois cette vision d'horreur qu'elle désirait ardemment contempler.

La mère et les deux hommes ne s'attardèrent pas dans cette cohue La mère dit tout bas :

— Allons à la grille de la prison et restons-y.

Au fond de son misérable cœur elle conservait l'espoir qu'un miracle se produirait dès qu'elle verrait son fils; un moyen de le sauver lui apparaîtrait sûrement.

L'un des hommes dirigea la tête de l'âne vers la prison, et le portail se dressa devant eux, percé dans la haute muraille hérissée de morceaux de verre. Un garde était couché là, tout de son long; une lanterne presque consumée brûlait à côté de lui, elle répandait un tas de suif fondu, d'un rouge de sang; mais un vent froid s'élevant avec l'aube vint éteindre la chandelle qui coulait. Ils attendirent tous les trois sur la route poussiéreuse, et bientôt ils entendirent des bruits de pas nombreux résonner sur les dalles de pierre. Il y eut un cri : « Ouvrez les portes ! »

Les gardes se relevèrent vivement et se tinrent très droits, de chaque côté de la sortie, leurs armes raides et dures plaquées contre leurs épaules. Alors les battants s'ouvrirent.

Le regard tendu, la mère s'efforçait de voir son fils. Plusieurs prisonniers passèrent, des êtres jeunes liés deux par deux, leurs mains nouées ensemble par des courroies de chanvre et rattachées à celles du couple précédent. Au premier abord il ne semblait y avoir que des hommes; cependant des filles se trouvaient parmi eux, difficiles à discerner avec leurs cheveux rasés et leurs vêtements masculins. On ne les distinguait que de près, à leurs petits seins et à leurs tailles minces, car leurs visages étaient aussi farouches et hardis que ceux des hommes.

A mesure que les condamnés s'avançaient, la mère les examinait un à un, et tout à coup, elle vit son fils. Oui, il

marchait tête baissée, lié à une jeune fille, leurs mains fortement attachées.

Alors la mère se précipita en avant, tomba aux pieds du jeune homme, les entoura de ses bras, et poussa un grand cri : « Mon fils ! »

Elle leva les yeux vers sa figure d'une extrême pâleur, aux lèvres décolorées et terreuses, au regard terne. Quand il vit sa mère, il blêmit encore davantage et se serait effondré, s'il n'avait été lié à la jeune fille ; elle tira sur les cordes et l'empêcha de tomber ; elle lui défendit de s'arrêter, et quand elle aperçut la vieille femme en cheveux blancs aux pieds de ce garçon, elle éclata de rire, un rire effronté et sans joie, et elle cria très haut, d'une voix stridente :

— Camarade, souviens-toi que tu n'as plus ni père, ni mère, ni rien qui te soit cher, en dehors de notre cause commune !

Et elle l'entraîna en avant.

Un garde accourut, ramassa la mère et la jeta sur un côté de la route où elle resta étendue dans la poussière. La foule s'éloignait, hors de vue, vers la porte du Sud. Soudain un hymne farouche retentit : ils allaient à la mort en chantant.

Enfin les deux hommes arrivèrent et voulurent relever la vieille femme, mais elle s'y refusa. Elle geignait, couchée sur le sol ; le chant étrange lui parvenait dans une sorte de transe et elle continuait seulement à gémir, sans rien discerner.

Ses plaintes ne durèrent pas longtemps, car un garde s'avança des portes de la prison et la frappa brutalement avec son fusil ; il rugissait :

— Va-t-en, vieille sorcière !

Les deux hommes eurent peur et obligèrent la mère à se mettre debout ; ils la replacèrent sur l'âne et reprirent lentement le chemin de leur maison. Mais avant d'atteindre la porte du Sud, ils s'arrêtèrent un moment près du mur et attendirent.

Ils attendirent jusqu'à ce qu'une grande clameur s'élevât ; alors les deux hommes échangèrent un regard et se tournèrent vers la vieille mère. Elle ne fit pas le moindre signe et il était impossible de savoir si elle avait entendu ou compris. Elle se tenait penchée sur sa bête, les yeux fixés sur le sol, sous les pattes de l'âne. Après avoir écouté ces cris, ils poursuivirent

leur chemin. La foule se dispersait avec des exclamations. Les deux hommes se taisaient et la vieille mère ne semblait rien entendre, mais autour d'eux on disait bien haut :

— Ils ont eu une mort joyeuse et pleine de courage; avez-vous vu cette fille hardie qui a chanté jusqu'à la fin? Je vous affirme que lorsque sa tête a roulé, elle chantait encore, une seconde après.

Et un autre racontait :

— Avez-vous vu ce gars dont le sang rouge a giclé si loin qu'il a coulé sur le pied du chef et l'a fait jurer?

Quelques-uns riaient avec des figures congestionnées, d'autres étaient pâles; et quand les deux hommes et la mère franchirent la porte de la ville, un jeune garçon, au teint couleur d'argile, se détourna et s'appuya contre le mur pour vomir.

Mais la mère ne soufflait mot et on ignorait si elle voyait ou entendait ces choses. Non, son fils était mort, bien mort, elle le savait, et l'argent était devenu inutile comme tout le reste; inutiles aussi les reproches, même si elle s'était sentie capable de blâmer. Elle ne désirait plus qu'une chose, rentrer chez elle, retrouver la vieille tombe là-bas, et y pleurer. Une pensée amère traversa son cœur; elle ne possédait aucune tombe de ses morts, comme en ont les autres femmes, et sur lesquelles on va pleurer; elle en était réduite, pour soulager son âme, à verser des larmes sur une vieille tombe inconnue. Mais cette douleur s'atténua à son tour; elle ne souhaita que de pouvoir pleurer, afin de moins souffrir.

Lorsqu'ils se trouvèrent devant leur porte et qu'elle descendit de l'âne, elle supplia son fils aîné :

— Emmène-moi derrière le hameau, j'ai besoin de pleurer un moment.

La cousine était là et l'entendit. Elle s'essuya les yeux sur ses manches, secoua sa vieille tête et dit avec bonté :

— Oui, laisse-la faire, pauvre créature; c'est ce qui lui sera le plus bienfaisant.

Et le fils conduisit silencieusement sa mère sur la tombe; pour la faire asseoir, il lui prépara dans le gazon une place bien unie et arracha quelques herbes, afin de la rendre plus moelleuse. Elle s'assit, appuya sa tête contre la tombe et regarda son fils d'un air hagard en disant :

— Va-t-en, laisse-moi pleurer un moment. — Et comme il hésitait, elle répéta avec passion : — Laisse-moi, car si je ne pleure pas, je mourrai !

Il s'en alla, mais il n'aimait pas à la laisser seule ainsi et il lui cria :

— Je reviendrai bientôt te chercher, mère.

Le petit-fils

La mère, assise dans l'herbe, vit croître la brillante lumière sur ce jour d'oisiveté. Elle contempla le soleil qui se répandait, vigoureux et doré, sur tout le pays, comme si personne n'était mort ce matin-là. Les champs étaient mûrs, couverts de moissons tardives avec leurs grains bien remplis, leurs feuilles jaunes, et le soleil, jaune lui aussi, ruisselait sur les terres. Pendant ce temps, la mère attendait que sa douleur vînt en montée de larmes soulager son cœur brisé. Elle repassa sa vie, elle songea à ses morts et au peu de joie dont elle pouvait se souvenir après tant d'années, et son chagrin monta en elle; elle s'y abandonna, sans colère, sans lutte, elle permit à la douleur de l'envahir à sa guise et elle en prit sa pleine mesure.

Elle pleura sans arrêt, toute cette belle matinée. Elle se souvint de chaque petit chagrin et de chaque grande douleur, de sa querelle avec son mari, du départ de celui-ci, de ce qu'il n'y avait plus de petite aveugle pour la tirer de son désespoir et la ramener à la maison, de la mine qu'avait son fils attaché à cette fille farouche; et elle pleura sur toute sa vie.

Tandis qu'elle pleurait, son fils arriva en courant. Oui, il courait à travers la campagne parsemée de rayons, et tout en courant, il faisait des signes avec ses bras, et il lui criait quelque chose qu'elle ne comprenait pas dans l'égarement de sa douleur. Elle leva la tête pour écouter et elle l'entendit qui disait :

— Mère, mère, — et encore plus fort : — Mon fils est né, ton petit-fils, mère !

Aucun message, tout le long de sa vie, ne lui était parvenu avec cette netteté. Ses larmes s'arrêtèrent sans qu'elle s'en doutât. Elle se leva, trébucha, et s'avança vers son fils en s'écriant :

— Mais quand cela, quand donc ?

— A l'instant, fit-il en riant, à l'instant. Un garçon. Je n'ai

jamais vu de plus gros bébé, et je te jure qu'il rugit comme un enfant d'un ou deux ans.

Elle posa la main sur le bras de son fils et se mit à rire un peu, pleurant à demi. Et appuyée sur lui, elle força ses vieilles jambes à se hâter sans songer à elle-même.

Ils entrèrent tous les deux dans la maison, puis dans la chambre, où la jeune mère était couchée sur son lit. La pièce était remplie de femmes du hameau venues aux nouvelles ; la vieille commère elle-même s'y trouvait, la plus âgée de toutes à présent, très sourde, courbée en deux par les années, et lorsqu'elle aperçut la mère, elle caqueta :

— Quelle femme fortunée vous êtes, maîtresse ! Je croyais que la chance vous avait quittée, mais la voici qui reparaît : le fils de votre fils ! et moi qui n'ai que ma vieille carcasse pour mes peines !

Mais la mère ne prononça pas une parole et ne vit personne. Elle entra, s'avança vers le lit et baissa les yeux. L'enfant était là, elle n'en avait jamais vu de plus joli, de plus potelé, un garçon qui rugissait, la bouche grande ouverte, comme le décrivait son père. Elle se pencha, le saisit dans ses bras et le sentit contre elle, chaud et fort, plein d'une vie nouvelle.

Elle l'examina des pieds à la tête, se mit à rire et le contempla de nouveau. Enfin elle chercha des yeux sa cousine; elle était là, venue au spectacle avec un ou deux de ses petits enfants accrochés à elle. Quand la vieille mère eut découvert le visage qu'elle désirait voir, elle leva le petit enfant pour le montrer, et sans se soucier de tout le monde qui remplissait la chambre, elle cria bien haut, riant avec des yeux gonflés de larmes récentes: « Regardez, cousine. Voici mon petit-fils ! »

PEARL BUCK.

Trad. de Germaine Delamain.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

MÉTROPOLE ET EMPIRE COLONIAL

Depuis trois mois, la « Conférence économique pour la France métropolitaine et d'outre-mer » poursuit ses travaux. Elle se propose de rendre plus harmonieuses les relations économiques de la France et de son empire. Elle doit y parvenir si elle détruit chez nous cette tendance fâcheuse qui nous incite à voir dans notre empire un acheteur pour nos productions métropolitaines, mais un acheteur dont la clientèle nous est due. Nous savons qu'à chaque instant lui sont offerts à des prix moindres que les nôtres les objets fabriqués dont il a besoin; mais nous trouvons naturel que ses préférences aillent à ceux qui sortent de nos usines. Pour le confirmer dans cette façon d'agir, les droits qui frappent les productions étrangères à leur entrée dans nos colonies s'efforcent de rétablir en notre faveur l'équilibre des prix.

Apparemment, rien de plus normal que ces mesures de protectionnisme. Des colonies se doivent d'être un débouché pour la métropole. Colbert n'eût pas désavoué cette conception de leur utilité. Le système qu'il inspira au XVIIe siècle, et dont le début du XVIIIe marque le plein développement, était plus exclusif encore. Mais il était cohérent. Le pacte colonial interdisait ouvertement tout commerce avec l'étranger à nos possessions d'outre-mer. Il entendait réserver leurs commandes aux manufactures françaises, mais à leurs denrées exotiques, il savait réserver le marché métropolitain. Il prétendait orienter les échanges, mais il les concevait à double sens. Trop souvent nous les voudrions à sens unique.

Or, entre la France et son Empire, la fermeture des marchés extérieurs fait de la réciprocité des échanges une règle absolue. Notre législation ne le méconnaît pas. En instaurant une sorte d'union douanière entre métropole et colonies, la loi fondamentale du 13 avril 1928 pose des principes raisonnables. Il est dommage que nos réflexes viennent si souvent se mettre en travers.

Pour qu'elles « achètent français », dissuader nos colonies d'acheter à l'étranger, c'est détourner l'étranger d'acheter à nos colonies. C'est donc obliger celles-ci à nous offrir leurs productions : celles dont nous avons besoin, mais aussi celles dont nous n'avons que faire.

Et l'antagonisme d'apparaître aussitôt.

S'agit-il de denrées impériales, essentiellement complémentaires des nôtres, à prix égal nous leur donnons avec plaisir la préférence sur les produits étrangers similaires. Mais à prix égal seulement. Nous supportons mal l'idée d'avoir à les protéger. Au nom du libéralisme, nous sommes tentés de les repousser lorsqu'elles sont trop chères.

Mais qu'il s'agisse de denrées impériales, concurrentes des nôtres, alors nous leur reprochons d'être trop bon marché et de venir peser sur nos prix intérieurs. Invoquant contre nos colonies l'état de légitime défense, nous les menaçons de contingents. C'est ce qui s'est passé en juin dernier.

Nos pouvoirs publics, soudainement émus devant la progression rapide des importations de riz d'Indochine, voyant en elles un danger possible pour nos propres céréales ou plantes fourragères, avaient envisagé de les maintenir dans une limite annuelle de 500 000 tonnes. Or elles s'étaient élevées en 1933 à 525 000 tonnes. Pour éviter la concurrence de 25 000 tonnes à une production métropolitaine de l'ordre de 125 millions, convenait-il de porter une atteinte aussi grave à notre charte douanière coloniale ? Évidemment non.

Il a fallu cependant l'émotion soulevée en Indochine pour que le Gouvernement renonçât à ses projets. Les eût-il maintenus qu'il n'eût amélioré en rien la situation de nos agriculteurs. En revanche, il eût accompli un acte aussi néfaste qu'injuste.

Injuste parce qu'en stabilisant la piastre, en la rattachant à l'or, nous avons détourné les exportations indochinoises des marchés asiatiques à change déprécié ; parce que nous impo-

sant à nos colonies comme fournisseurs, nous ne pouvons pas nous récuser comme acheteurs.

Mais néfaste autant qu'injuste. Vouloir appliquer à notre empire un protectionnisme à sens unique, le condamner à acheter au prix fort et à vendre au prix faible, ce serait simplement risquer de le perdre.

Ne laissons pas s'établir d'antagonisme irréparable entre la France et lui. Hâtons-nous au contraire, en vue de la rendre plus efficace, de constater la solidarité qui les unit. Solidarité économique indéniable et dont l'importance peut se mesurer aux résultats de notre commerce extérieur.

LES ÉCHANGES DE LA FRANCE ET DE SON EMPIRE

Depuis quelques années, nos échanges avec l'étranger et nos échanges avec notre empire accusent deux évolutions bien différentes. D'un côté, effondrement. De l'autre, stabilité. Entre 1927 et 1934, nos importations en provenance de l'étranger sont tombées de 47 à 17 milliards; nos exportations vers l'étranger de 47 à 12. Leur total dépassait 94 milliards en 1927; il a été l'an dernier inférieur à 30, alors que le trafic franco-impérial qui n'atteignait pas 14 milliards en 1927 est resté supérieur à 11 en 1934. Sa valeur relative s'affirme donc en progression constante, passant en huit ans de 13 à 28 pour 100 de la valeur totale de notre commerce extérieur.

Du fait de leur importance, les échanges entre la France et son empire méritent d'être analysés.

Tout d'abord dans l'ordre quantitatif. Notre empire absorbe un tiers de nos exportations; de lui nous vient un quart de nos importations. Les trois quarts de ses exportations ont pour débouché la métropole; c'est d'elle qu'il reçoit les deux tiers de ses importations. S'il est tout à la fois notre meilleur fournisseur et notre meilleur client, la métropole est aussi pour lui l'un et l'autre.

Dans l'ordre qualitatif, ce sont des objets d'alimentation que nous recevons de nos possessions d'outre-mer; ce sont des objets fabriqués que nous leur envoyons.

Notre empire en 1934 a respectivement acheté le cinquième, le tiers et la moitié du total exporté par nos industries chimiques, textiles et mécaniques. Pour elles il constitue un

débouché vital que risquent de compromettre la propagande anticoloniale des uns ou l'apathie des autres.

Accepter qu'il se réduise, c'est accepter chez nous la fermeture d'usines et l'accroissement du chômage.

La France ouvrière a le droit de le savoir. Dès qu'elle aura chiffré les commandes annuelles de notre empire, elle verra la nécessité d'augmenter un pouvoir d'achat auquel elle doit une part importante de son activité. Elle comprendra que c'est en aidant indigènes et colons à vendre leurs produits que nous ferons d'eux pour les nôtres des clients fidèles.

Pour les aider, il ne suffit pas d'encourager les productions impériales complémentaires des nôtres. Il nous faut aussi remédier aux difficultés soulevées par les productions impériales concurrentes des nôtres. Le problème est double. Sachons le résoudre : nous ferons une œuvre harmonieuse et d'un atout économique trop longtemps négligé, nous utiliserons enfin toute la force.

LES PRODUCTIONS COMPLÉMENTAIRES

Stimuler dans notre empire certaines productions et en créer de nouvelles, peut être un programe constructif. A une condition. C'est de faciliter leur exportation vers l'étranger ou de leur accorder pour entrer dans la métropole une priorité sur les denrées similaires que l'étranger nous offre à meilleur prix.

D'aucuns trouveront que c'est folie de nous condamner nous-mêmes à acheter cher pour produire davantage dans un monde qui déjà souffre de trop produire.

Peut-être, si parallèlement la consommation impériale ne devait pas s'en trouver accrue. Mais vaut-il mieux renoncer au blé de France parce que l'Amérique ne sait que faire du sien; au caoutchouc indochinois, au café malgache parce que la Malaisie ou le Brésil en regorgent; aux cotonnades des Vosges, aux lainages du Nord, aux soieries de Lyon, aux constructions d'automobiles, parce que, dans tous ces domaines, nous trouverons longtemps encore des prix inférieurs aux nôtres? Dès lors, laissons en sommeil notre empire et faisons hommage de sa ruine certaine au rétablissement aléatoire du monde... N'est-ce pas une folie plus grande que l'autre?

Si nous voulons vendre plus d'objets fabriqués à notre empire, la raison nous commande de lui acheter plus de matières premières et d'objets d'alimentation.

L'apport impérial entre pour moins d'un dixième dans le total de nos achats de matières premières. Il dépasse à peine 5 pour 100 pour l'ensemble des métaux, 2 pour 100 pour les textiles et 1 pour 100 pour les combustibles. Il représente pour ces trois catégories 166 millions en face de 7 milliards achetés à l'étranger.

Déciderions-nous pour l'accroître de multiplier nos recherches, on ne saurait nous accuser raisonnablement de prétendre nous passer des autres. Nous ne le pourrions pas ; nous y efforcer serait vain. Mais il serait coupable de continuer à méconnaître et à négliger nos propres ressources.

Ni l'Indochine ni surtout l'Afrique du Nord ne nous envoient les quantités de zinc ou de plomb qu'elles pourraient nous fournir. Devant la baisse des métaux, la plupart de leurs mines ont dû arrêter leur exploitation. Elles ne pourraient la reprendre qu'avec le secours d'une protection douanière.

Notre administration a mis à l'étude un relèvement des droits frappant les importations étrangères. Mais depuis trois ans ce projet circule entre ministères et directions compétentes. Aucune décision n'est encore intervenue, bien que producteurs et transformateurs de plomb se soient mis d'accord au sujet d'une taxe qui n'aurait pas d'incidence trop lourde sur les prix du métal livré à la consommation.

Pendant que les indigènes, condamnés au chômage par la fermeture des mines, grossissent les rangs des mécontents dressés contre la France par des agitateurs, dans la métropole on délibère.

Nous dépendons à ce point de l'étranger pour nos matières premières qu'à toute demande de protection à leur égard, nos pouvoirs publics opposent la nécessité d'une politique libérale. Celle-ci frappe très naturellement beaucoup d'entreprises privées, mais en même temps elle les détourne de toute recherche de gisements nouveaux. Les années passent et nous n'avons encore qu'une documentation bien imparfaite sur le sous-sol de notre empire. Il faudrait que sa prospection fût amorcée sans délai suivant un programme d'ensemble.

L'État doit s'y attacher dans un souci de recensement de nos possibilités et aussi pour arracher certaines colonies au péril de la monoculture. Il le peut en faisant appel à des concours techniques et en s'inspirant pour ces questions minières des leçons qui se dégagent en Afrique française, principalement en matière de textiles.

Au Soudan, l'aménagement du Niger se poursuit à grands pas. Il a pour but la mise en valeur progressive de plus d'un million d'hectares. Sont menés de front les travaux d'équipement hydraulique, les cultures vivrières et industrielles et l'amélioration des procédés d'instruction, d'emploi et de fixation de la main d'œuvre indigène.

Si c'était à l'étranger qu'on eût entrepris cette œuvre immense, peut-être la connaîtrions-nous mieux. Par le film et par l'image il nous serait donné de constater l'avancement des travaux et les résultats obtenus. Nous verrions se dessiner des régions d'habitat où l'alimentation de tous est facilement assurée et dont les marchés s'ouvriront de plus en plus aux productions métropolitaines.

La question de savoir si on pouvait fertiliser notre hinterland africain était un problème local ; c'est un fait acquis. Pour en tirer parti, il faut débloquer ces territoires. Nul doute en effet que le Sahara, qui déjà pour l'homme a cessé d'être une barrière, ne permette un jour un trafic normal de marchandises entre le Niger et la Méditerranée. C'est le problème transsaharien ; il est impérial.

Quand aurons-nous dans nos conseils de gouvernement des hommes pour l'étudier sous cet angle-là, non sous l'angle des comités politiques qui opposent l'automobile et le rail et de ces deux moyens font des moyens de droite et de gauche ?

Dans d'autres directions, sans doute parce qu'elles semblaient n'appeler que des réformes de moindre envergure, nos pouvoirs publics sont venus en aide à certaines productions coloniales. Souvent avec efficacité. Si la crise n'a pas réduit davantage le pouvoir d'achat de notre empire, c'est qu'elle s'est heurtée par endroits à de véritables mesures de salut économique.

Très rares étaient nos productions impériales susceptibles de résister à la crise sans un surcroît de protection. Parmi

celles qui suffisent aux besoins de la métropole et gardent encore une place sur les marchés étrangers, à peine citerait-on les phosphates d'Afrique du Nord et quelques denrées secondaires comme le poivre et la vanille.

D'autres ne suffisent pas à notre consommation, parce qu'elles n'offrent pas toutes les variétés dont nous avons besoin. Si nous restons tributaires de l'étranger pour un neuvième de notre consommation de cacao, c'est parce que ni la Côte d'Ivoire, ni le Togo, ni le Cameroun ne produisent les qualités que nous devons aller chercher au Vénézuela. Si l'Afrique française achète annuellement à l'étranger des milliers de tonnes de thé vert, c'est que jusqu'à maintenant l'Indochine a porté son effort exclusivement sur le thé noir. Elle y réussit d'ailleurs et a mis au point des types justement appréciés qui font espérer de sa part une production plus intense.

On peut formuler le même vœu en ce qui concerne les fruits exotiques. En 1934, pour trois bananes achetées en Guinée ou aux Antilles, nous en avons reçu sept des Canaries espagnoles. Pour une orange venue d'Algérie, cinquante nous sont arrivées d'Espagne. Si encore cela incitait nos voisins à nous commander des objets fabriqués, mais ils nous vendent deux fois plus qu'ils ne nous achètent. Il ne s'agit là, dira-t-on, que de balance visible et d'échanges bilatéraux ; il y a la balance des comptes et les échanges triangulaires.

C'est vrai, mais que faut-il en attendre dans un monde où les États débiteurs suspendent leurs paiements ou réglementent le transfert de leurs devises ? En 1933, quand nous achetions au Brésil 400 millions de café, plus 45 millions de marchandises diverses et que ses commandes chez nous n'atteignaient pas 162 millions, aidions-nous ce pays à se libérer à notre égard ou à l'égard des tiers ? Peut-être son empressement, pour arriver à un accord financier, eût-il été plus grand s'il ne nous avait sentis sous sa dépendance étroite pour une denrée indispensable. Il ne tient qu'à nous de l'être moins. Grâce à Madagascar, notre empire peut accroître rapidement ses envois de café limités encore au dixième de notre consommation.

Notre empire peut aussi nous donner assez vite plus du dixième de notre consommation de caoutchouc, puisqu'aussi bien nous avons fait pour cela l'effort nécesssaire. Dès

1930, l'effondrement des cours des matières premières surprenait en plein développement des plantations d'hévéas nouvellement créées en Indochine. Fallait-il les laisser périr et perdre tout l'effort des années passées.

Fallait-il tenter de secourir les mieux adaptées en leur permettant d'atteindre le stade d'exploitation bénéficiaire? La deuxième solution prévalut. Des avances furent octroyées aux planteurs, mais les plafonds impartis furent rapidement atteints. La crise, en se prolongeant, exigeait un système plus souple. On imagina celui des primes de soutien, dont l'ingénieux mécanisme s'applique à six denrées coloniales : caoutchouc, café, sisal, manioc, bananes et ananas.

MESURES DE PROTECTION

Sans distinction d'origine, il est prélevé une taxe minime sur l'ensemble des importations de chacun des produits soutenus. Puis, les sommes recueillies sont réparties entre nos colonies au prorata de leurs exportations. Ces recettes sont affectées au paiement de primes dont le montant s'adapte aux conditions de vente et de production.

On admet en effet qu'il existe un prix de revient minimum variant avec chaque colonie, suivant le degré d'évolution des entreprises. Tous les trois mois, l'Administration locale le détermine après consultation des planteurs. S'il est supérieur au prix moyen de vente pendant le trimestre écoulé, la prime vient compenser l'écart entre ces deux chiffres.

Destinée à combler un déficit d'exploitation, elle disparaît avec lui. C'est ainsi que pour le caoutchouc indochinois, le deuxième trimestre de 1934 a vu la suppression d'une prime qui était encore de 60 centimes par kilo.

La souplesse n'est pas le seul mérite du système. Celui-ci justifie un contrôle plus sévère de la qualité des produits. La prime ne s'applique qu'aux seules quantités exportées, c'est-à-dire à celles qui se sont prêtées avec succès aux épreuves du conditionnement. C'est indispensable. Il ne faut pas qu'une protection encourage la recherche de variétés prolifiques au détriment de la qualité. Le triste exemple du blé métropolitain doit nous servir de leçon. De plus, le conditionnement peut seul aboutir à des types standard ; sans eux, pas de

marque ; sans marque, pas de publicité ; sans publicité, pas de développement rationnel des ventes.

En définitive, système séduisant ; il le reste tant que le tonnage de provenance étrangère dépasse largement celui de provenance impériale. Mais, précisément, les primes ne sont appelées à jouer que dans ces cas-là. Leur but est d'assurer, dans des régions bien adaptées, le départ de productions nouvelles et de venir en aide à celles qui traversent une crise de croissance. Il est atteint, dès que les quantités expédiées par notre empire tendent à rattraper celles que nous recevons de l'étranger.

A partir de ce moment, en effet, ce n'est plus à développer une production impériale que nos efforts doivent tendre, c'est à mieux orienter nos échanges, et, dans la limite de notre consommation, à donner à nos produits coloniaux la préférence sur les produits similaires étrangers.

C'est un autre problème : il appelle d'autres moyens. Les arachides du Sénégal nous donnent un exemple de ce qui peut être tenté.

La France traite annuellement 600 000 tonnes d'arachides. Une moitié lui vient des Indes anglaises, et l'autre du Sénégal. Mais cette colonie produit facilement 450 000 tonnes. Jusqu'à 1932, elle en expédiait 150 000 vers différents pays, dont les marchés brusquement se sont tous fermés.

Or, l'arachide est la richesse principale de l'Afrique occidentale française. Sa mévente, l'avilissement de ses cours sont synonymes de misère chez l'indigène et de déséquilibre dans les finances publiques.

On conçoit que le Sénégal, se retournant vers la métropole, lui ait demandé d'absorber par priorité ces 150 000 tonnes en réduisant d'autant ses achats de graines étrangères.

Toutefois, pour s'opposer à ce vœu, des difficultés matérielles ont été longtemps mises en avant. Alors que Bordeaux donne sa préférence à nos graines coloniales en coques, Marseille se disait outillée exclusivement pour les graines décortiquées des Indes anglaises. En dépit de la gravité de la crise en A.O.F. et des appels pressants de son gouverneur général, il a fallu attendre le décret du 22 janvier 1934 pour venir à bout de ces obstructions.

Les importations d'arachides ne peuvent plus avoir lieu qu'en vertu d'autorisations individuelles, délivrées après avis d'un Comité interprofessionnel des corps gras. Ici apparaît une idée intéressante : réunir autour d'une table, producteurs, transformateurs et transporteurs pour demander à l'antagonisme initial de leurs intérêts strictement professionnels une opinion commune. Celle-ci, plus proche de l'intérêt général, peut utilement servir de base aux décisions administratives.

Le contingent de graines étrangères varie désormais en raison inverse de notre production coloniale. Fixé à 70 pour 100 en février 1934, il était réduit à 55 pour 100 le mois suivant : c'est dire qu'en mars, pour obtenir une licence d'importation de 133 tonnes d'arachides anglaises, il fallait présenter des quittances relatives à 100 tonnes d'arachides françaises.

De la substitution partielle de denrées coloniales à celles de l'étranger, l'industrie métropolitaine de transformation ne doit pas avoir à se plaindre. La protection accordée par les pouvoirs publics autorise un contrôle sévère de la qualité des produits. L'élargissement des contingents doit être, entre leurs mains, une menace effective et la sanction des défaillances reconnues.

Souhaitons que de telles restrictions à la liberté des échanges se montrent efficaces. La crise de l'A. O. F. l'exige.

LES PRODUCTIONS CONCURRENTES

Des esprits chagrins avaient critiqué les primes de soutien : ils condamnent les autorisations préalables et les licences d'importation. En revanche, à l'idée que certains produits de notre empire viennent concurrencer ceux de la métropole sur son propre marché, ils réclament des mesures de défense.

Au sujet des céréales et des vins d'Afrique du Nord, le conflit est aigu. En outre, il exige trois solutions, parce que nous sommes en présence de trois climats politiques différents : Algérie, Tunisie, Maroc.

Les produits vinicoles représentent les trois quarts des exportations algériennes vers la métropole : 72 pour 100 en 1933. Leur importance vite accrue est venue compenser en faveur de l'Algérie la chute rapide de ses ventes à l'étranger. En revanche, l'écoulement en France de telles récoltes a

réveillé une opposition d'intérêts entre les deux rives de la Méditerranée.

La moyenne des cinq dernières récoltes était en 1933 de 57 millions d'hectolitres pour la métropole et de 15 pour l'Algérie. Ces quantités suffisaient à nos besoins. Or elles viennent d'être largement dépassées, atteignant respectivement 75 et 22 millions d'hectolitres. De plus, le développement des surfaces plantées est dix fois plus rapide en Algérie que dans la métropole.

Double sujet d'inquiétude pour les viticulteurs. Le Parlement a décidé de « discipliner leur liberté ». En cinq ans, quatre lois ont restreint l'usage de leur droit de propriété. Interdiction de plantations nouvelles; pénalisation des rendements supérieurs; en cas d'excédents, distillation obligatoire, et, s'il le faut, blocage à la propriété. Enfin accroissement des degrés minima ayant pour but une amélioration indispensable de la qualité.

Les principes de ces mesures peuvent être discutés. Ils n'ont pas manqué de l'être lors du vote de la loi du 8 juillet 1933. Mais, et ce qui doit être souligné ici, l'Union douanière franco-algérienne établie en 1867 exige que le vigneron algérien et celui de la métropole soient soumis aux mêmes prescriptions.

Solution équitable, quand on songe à l'enchevêtrement de la vie économique des deux pays. Notre armement méditerranéen sait tout ce qu'il doit à cette Union. Nos ports aussi et non pas seulement ceux du Midi. Rouen, qui importait 150 000 hectolitres de vin en 1918, en a reçu plus de 5 millions en 1932. Enfin, nos trois départements africains constituent pour notre industrie un débouché capital. A eux seuls, en 1933, ils nous ont acheté autant que l'Allemagne et la Grande-Bretagne réunies, et leur part dans le total de nos exportations a été de 18 pour 100.

Solution équitable, mais trop souvent remise en discussion; sinon ouvertement, du moins par voie oblique. L'automne dernier, notre Gouvernement a brusquement suspendu les décrets fixant les caractères des vins algériens propres à la consommation. Gros émoi en Algérie où les vendanges s'achevaient. Oui, mais, dans la métropole, nous étions à la veille des élections cantonales et peut-être, dans ces moments-là,

sommes-nous plus attentifs aux doléances du Midi qu'à celles d'outre-mer... Si c'était simple coïncidence, avouons qu'elle est regrettable.

Avec la Tunisie, pas d'assimilation douanière, mais une liste de franchises réciproques que les deux Gouvernements peuvent étendre à volonté. Quand il n'y a pas franchise, on applique ici le tarif minimum, en Tunisie le tarif local. Mais qu'il y ait ou non franchise, en règle générale pas de contingent. Une seule exception : celle des vins.

La loi du 30 mars 1928 avait fixé les quantités susceptibles d'entrer en franchise dans la métropole (1). Cette limitation est vite apparue trop étroite. La loi du 28 juillet 1933 a autorisé l'entrée d'un contingent supplémentaire de 500 000 hectolitres taxables à la moitié seulement du tarif minimum. Le produit de ce demi-droit est reversé au Gouvernement tunisien, à charge pour lui d'interdire toute plantation nouvelle et de favoriser le remplacement des vignobles par d'autres cultures.

De telles mesures limitent par avance l'effort qu'il nous faudra consentir pour éliminer de nos relations avec la Tunisie un sujet d'inquiétude et de mécontentement.

Sa production totale atteint en moyenne 1 700 000 hectolitres. L'élargissement du contingent pèserait peu sur le marché métropolitain : il libérerait d'une entrave trop lourde un pays qui, parmi nos acheteurs, occupe aujourd'hui le sixième rang.

Le régime douanier du Maroc est celui de la porte ouverte.

Aucune distinction entre les pays importateurs. La France est à côté des autres sur un pied de parfaite égalité douanière consacrée par l'Acte général d'Algésiras du 7 avril 1906. Un même droit d'entrée frappe toutes les importations, quelle que soit leur provenance. Son taux de 12,5 pour 100 *ad valorem* est très modéré.

L'égalité douanière, après avoir longtemps servi les intérêts du Maroc, se retourne contre lui. Pour atténuer la crise qu'il traverse, la France fait tout ce qui est en son pouvoir.

(1) Contingent de 550 000 hectolitres de vin plus 12 000 hectolitres d'alcool, représentant 100 000 hectolitres de vin.

Elle ne saurait apporter de remède durable sans une adaptation aux circonstances présentes de l'Acte d'Algésiras.

Au moment des négociations franco-allemandes qui devaient aboutir à l'accord du 4 novembre 1911, il avait été question de limiter à trente ans la durée de cette égalité économique. Mais dans les premiers jours d'octobre, M. Jules Cambon conseillait de ne plus insister en faveur de cette clause. Avec l'autorité de sa haute expérience, notre ambassadeur rappelait au ministre des Affaires étrangères qu'en matière diplomatique « les conventions perpétuelles sont les seules qui puissent être dénoncées au moment opportun ».

Le moment opportun aurait-il pu être 1919? Vain regret.

Devrons-nous l'attendre encore longtemps? On voudrait espérer que non. Les intérêts de la France ne sont pas seuls en jeu. Sa part dans le total des achats du Maroc était de 66 pour 100 en 1926 : elle était encore de 49 pour 100 en 1933. Celles d'autres Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras ont souffert de réductions plus fortes.

Le grand bénéficiaire du régime de l'égalité économique est un concurrent nouveau : le Japon. Son industrie a franchi le seuil de la seule porte ouverte dans le monde. Parmi les importateurs du Maroc, il n'occupait que la dixième place en 1932; dès 1933, il avait acquis la sixième, et la seconde pour les neuf premiers mois de 1934.

Peut-être cette menace incitera-t-elle les États intéressés à remettre sur le tapis des clauses convenant à l'économie chérifienne de 1906, pas à celle d'aujourd'hui. Pour eux tous, ce serait l'unique façon de conserver un débouché qui s'amenuise chaque année. Pour le Maroc, ce serait l'unique façon d'assurer l'écoulement de ses propres marchandises en accordant des traitements préférentiels à ses meilleurs clients.

Sans doute le Gouvernement du Protectorat peut-il dès maintenant défendre contre la concurrence étrangère celles de ses productions qui offrent pour lui un caractère vital. Un dahir du 4 juin 1929 a interdit l'entrée des céréales étrangères. D'autres mesures analogues peuvent être prises sans enfreindre davantage la règle internationale d'égalité économique. Mais aucune d'elles n'empêchera le Japon de vendre au Maroc soixante-cinq millions de produits et de lui en acheter moins de trois, laissant aux concurrents qu'il

évince le soin d'entretenir le pouvoir d'achat qu'il utilise.

Condamné à rester sur la défensive, le Maroc assiste impuissant à la réduction de son activité commerciale. Parce qu'il lui est interdit de « négocier » l'amélioration nécessaire de ses exportations, il ne peut que la demander, au nom de l'amitié, à la Puissance protectrice.

Dans cet esprit, la France n'a jamais cessé d'élargir les contingents annuels des produits marocains admis en franchise par elle et l'Algérie. Bien plus, une loi du 2 avril 1932 est venue étendre encore la liste dressée par la loi du 18 mars 1923. Le résultat est qu'en 1933 les achats du Maroc ont atteint 70 pour 100 du total de ses ventes au lieu de 44 pour 100 en 1929.

Nous ne pouvons pas accroître indéfiniment des avantages unilatéraux. Dans la métropole comme dans notre empire, ce serait éveiller de légitimes susceptibilités. Au Maroc, ce serait apaiser sans résoudre. Le mal dont il souffre vient de ce que, seul dans le monde, il est resté libre-échangiste, seul dans le monde qui sacrifie de plus en plus au nationalisme économique.

LA CONFÉRENCE IMPÉRIALE

C'est un fait : le ralentissement des échanges internationaux et la durée même de la crise rendent plus âpre la lutte de chaque pays contre la concurrence étrangère. Lutte offensive où chacun s'efforce d'accroître sa place sur les marchés extérieurs. Lutte défensive, ou chacun entend considérer son propre territoire comme une chasse gardée.

Des conférences internationales se réunissent à grand fracas. Toutes les délégations se montrent d'accord pour affirmer les bienfaits d'un désarmement économique, mais simultanément chacun des États qu'elles représentent renforce les murailles dont il s'est entouré.

Il ne s'agit pas de nous insurger contre ces murailles, mais de savoir disposer les nôtres en profitant, pour nous mieux connaître et nous mieux organiser, du répit qu'elles nous donnent. Il le faut pour rendre moins vives les déceptions de ceux qui nous font confiance et moins pressantes les convoitises de ceux qui nous envient.

Un de nos parlementaires actuels a son nom certainement

attaché à la mise en valeur de notre empire : M. Albert Sarraut. Son influence n'est pas contestable. L'eût-il voulu, il pouvait exiger le portefeuille des Colonies dans tous les cabinets dont il a fait partie. Il eût ainsi affirmé l'importance d'une cause qu'il a souvent défendue. Au lieu de cela, lui-même a contribué à l'instabilité qui, de septembre 1933 à février 1934, en cinq mois, a fait défiler rue Oudinot sept ministres et deux sous-secrétaires d'État.

Il n'est pas de politique impériale sans continuité de vues. Il n'en est pas davantage sans vues d'ensemble.

Les cloisonnements qui fragmentent l'administration de notre empire la rendent difficile. En faut-il un exemple ? De Rabat, d'Alger ou de Tunis, on peut sans quitter notre pavillon gagner le Niger, et par delà le Tchad, rejoindre l'Oubanghi et le Congo. Dans la métropole, on chercherait en vain l'image intacte de ce grand bloc africain. Celle qu'on y trouve est déchirée entre trois ministères : les Affaires étrangères qui assurent les relations chérifiennes et tunisiennes; l'Intérieur dont l'Algérie dépend; les Colonies enfin, dont relèvent l'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale françaises.

Sur le plan politique, cette division peut ménager des susceptibilités. Rappelons-nous il y a treize mois l'ébauche sans lendemain d'un ministère de la France d'outre-mer, incorporant avec toutes nos colonies les trois départements algériens et les Pays de protectorat. Mais sur le plan économique, il en va tout autrement. Notre empire ne pose pas uniquement des problèmes locaux du ressort d'un même ministère, sinon d'un même territoire. Il en pose de plus vastes qui font éclater ces cadres administratifs : discrimination entre les efforts que la métropole se doit ou non d'encourager, ordre d'urgence des travaux d'équipement, grandes voies de communication, incidences des tarifs douaniers, etc.

Sans une adaptation à leur mesure de nos méthodes de travail, ces questions risquent fort de n'être jamais étudiées; si elles le sont, de l'être en marge, sans autorité responsable pour décider, sans crédits budgétaires pour réaliser.

A leur sujet, une information meilleure pourrait naître de plus fréquents contacts entre résidents ou gouverneurs généraux. Mais ceux-ci ont la charge d'intérêts souvent difficiles à concilier. C'est à nos pouvoirs publics qu'il appartient

de choisir entre leurs revendications, le cas échéant d'arbitrer leurs conflits, en un mot de faire œuvre de cohésion.

Comment le pourraient-ils, s'ils n'ont pas à Paris un observatoire permanent, ayant sur la France des cinq parties du monde, au lieu de vues fragmentaires ou épisodiques, des vues larges et sans ombres ?

Ce centre d'études et de renseignements n'existe pas. Dans les ministères comme dans les offices économiques se fait au microscope un travail d'analyse et de laboratoire. On y trouve des documents parfois à jour, des statistiques consciencieusement établies, mais autant de bureaux autant de procédés différents. Entre leurs résultats peu ou pas d'éléments comparables : aucune possibilité de synthèse.

De telles lacunes n'avaient heureusement pas échappé au ministère Doumergue. Dès le mois d'avril 1934 avait été constitué par M. Laval un comité d'experts avec mandat de préparer cette Conférence impériale dont la tâche est singulièrement lourde. Ses difficultés soulignent de quelle information défectueuse en matière coloniale nos gouvernements avaient pour habitude de se contenter. Divisée en commissions et sous-commissions, elle a réuni de précieux matériaux. Après ce stade de monographies et de statistiques viendra celui des rapprochements et des conclusions.

Jamais depuis que notre empire existe une telle étude n'avait été faite. Il importe qu'elle soit poursuivie et que l'outil forgé soit remis en de bonnes mains.

Souhaitons que la Conférence sache donner des directives claires à ceux qui auront mission de les traduire en arrêtés, en décrets ou en lois. Mais si seulement elle réussit à jeter les bases d'un organisme permanent à l'échelle de notre empire et à l'abri des fluctuations incessantes de notre politique, elle aura fait œuvre utile. Déjà nous lui devons d'être mieux éclairés sur les bienfaits de la solidarité impériale. En nous donnant la juste mesure de la France totale, elle nous permettra de la mieux servir.

ANDRÉ BUFFET.

G. LENOTRE

La mort de M. Lenotre met en deuil *la Revue* avec ceux qui l'aimaient le mieux. Car *la Revue* fut véritablement sa maison : elle l'accueillit il y a près de quarante ans et publia ses plus belles pages. Lenotre lui fut constamment fidèle; quand il atteignit son grand renom, il avait coutume de dire : « *La Revue* m'a fait signe la première, je reste avec elle ! » Aussi cette maison lui garde-t-elle, de sa belle collaboration et de sa fidélité, une vive gratitude.

Pouvais-je prévoir pour lui, lors de ma dernière visite, une fin si rapide ? Je le vois encore, sur le seuil de sa porte, souriant de ses yeux si pétillants, l'aspect si *bonhomme*, si vivant, si gai, ayant toujours un mot à ajouter, ou un trait, quelquefois une pointe, jamais de méchanceté ni de perfidie.

Avec lui, disparaît le dernier ami de mes jeunes années, le témoin de ces dîners du lundi chez Édouard Pailleron, où sa place était marquée et où rapidement il s'était fait écouter parmi les meilleurs. C'est Sardou qui l'avait amené quai d'Orsay, encore inconnu, auteur d'un premier livre qui avait enthousiasmé le maître de la maison. Dès lors, il suivit passionnément le nouveau venu et, avec Sardou, bien avant la foule, ils devinèrent le talent de Lenotre, et la renommée qu'il pourrait acquérir. Toutefois, Lenotre, modeste, travaillait avec application, avec plaisir aussi, ne se souciait pas de publicité : son succès, il le dut au seul public que personne ne dirigea vers cet auteur nouveau, si curieux du détail, de la « petite histoire », comme il disait modestement. Quel bel

éloge ! Chaque année, chez Perrin, naissait un livre neuf qui semblait toujours plus attachant que l'autre. Il s'appelait : *le Vrai Chevalier de Maison-Rouge*, *le Baron de Batz*, *le Marquis de La Rouërie*, *Vieilles maisons vieux papiers*, *Tournebut*, *le Drame de Varennes*, *Louis XVII et l'Énigme du Temple*, *la Mirlitantouille*, *le Jardin de Picpus*... tant d'autres !

J'ai vu Lenotre travailler aux Archives, manier ces cartons dont il savait la place mieux que personne ; j'ai souvent guetté son visage, alors qu'il dépouillait un dossier encore inconnu. On y lisait une attention gourmande, une volupté. Quand il découvrait un trait nouveau, il souriait d'aise ; de sa petite écriture serrée, fine, très lisible, il inscrivait une note ; sa mémoire prodigieuse lui fournissait une relation entre sa découverte récente et d'autres faits connus ; il retrouvait ainsi parfois le maillon qui manquait à la chaîne. Quelle joie ! Il se levait alors, jetait un regard triomphant sur les travailleurs courbés qu'il avait sous les yeux, et allait fumer une cigarette sur le perron de la salle.

Nous revenions souvent ensemble jusqu'à « la librairie », dans ce cabinet du quai des Grands Augustins où sa photographie est piquée au beau milieu du mur. Là, se sentant chez lui, entouré de trois amis sûrs, il se laissait aller au plaisir de raconter. Très souvent, il remontait par la pensée à ses jeunes années, nous disait qu'il avait vu les Tuileries ruinées mais debout, et qu'enfant, il avait gravi l'escalier des Maréchaux. C'est lui, lorsque plus tard il fut présenté à l'impératrice Eugénie, qui lui apprit qu'elle avait logé dans la chambre de Napoléon Ier. Elle ne s'en doutait pas. En souvenir de ces révélations sans doute, l'Impératrice avait donné à Lenotre une ancienne gravure des Tuileries qu'elle avait signée... dans les nuages. Je l'ai vue, accrochée dans son salon du boulevard Saint-Germain, à côté du réveil-matin qui sonna la dernière heure de Louis XVI et de précieux souvenirs du petit Dauphin et de Madame Royale.

Personne après Lenotre *ne refera du Lenotre* : son genre tenait à sa nature elle-même, à son esprit si curieux et à ce don incomparable du conteur qui vous retenait à côté de lui, lorsqu'il avait commencé une histoire. Combien de fois me suis-je excusée auprès de mon vieil ami, de le faire dîner trop tard, après m'être aperçue que l'heure était passée ! Ah ! ces

anecdotes, comme il les mettait en scène, cet historien! comme il plantait son décor! Ses personnages entraient, parlaient, *on les voyait*. De sa petite main grasse et adroite, il les faisait asseoir, les saluait pour leur dire adieu, et l'on restait là enchaîné par le ton, le sourire amusé et vif.

Pour écrire comme lui, il faudrait être lui-même, posséder cet esprit irrésistible, ce jugement sûr, cette indulgence amusée. Les conventionnels seuls échappaient à sa mansuétude. Il fallait l'entendre parler de ces hommes-là et aussi de ces délateurs des prisons de la Force ou de la Conciergerie, chargés d'espionner les condamnés, qui jouaient pour la Convention le rôle de « moutons ». Un soir, en rentrant chez lui, ne trouva-t-il pas à sa porte un descendant de ces hommes immondes? Lenotre venait d'écrire sur ce mouton un article pour *le Temps*. L'autre, un brave homme, le lui reprochait, s'écriait furieux, qu'en lisant le journal, sa femme, « qui ignorait tout, avait tout appris ». Mais Lenotre se montra si courtois qu'il calma son visiteur; il lui prouva que l'histoire avait été racontée déjà dans de très anciens mémoires : finalement ils se séparèrent en bons termes.

J'ai fait quelquefois avec mon vieil ami des promenades dans le Paris disparu. Du bout de sa canne il indiquait le plan du bâtiment, les ouvertures... C'est ainsi qu'il reconstruisit pour moi l'ancienne Abbaye, de lugubre mémoire, et qu'il m'indiqua le long corridor où l'on engouffrait en septembre 1792 les détenus, après un jugement sommaire. On leur disait, comme on le dit à Montmorin : « Vous pouvez partir; on va vous chercher une voiture »; c'était le signal. « Les bourreaux se tenaient *là*; c'est *ici* que Montmorin fut empalé et qu'un de ces hommes lui coupa le doigt avec ses dents; ils l'achevèrent en l'assommant. » L'historien avait une si grande force d'évocation que l'on frissonnait d'horreur. Mais Lenotre ajoutait : « A Paris, à un quart d'heure de l'Abbaye, on ne se doutait pas des massacres. »

Il faut donc dire adieu à ce maître, à cet ami incomparable, qui tant de fois m'a conseillée... Il faut renoncer à l'écouter, ne plus voir ce sourire si bon, cette main tendue...

MARIE-LOUISE PAILLERON.

ESSAIS ET NOTICES

LE JUBILÉ DU PÈRE LAGRANGE

Au début de ce mois de mars, une fête, dès longtemps attendue, animera l'église et le cloître, le réfectoire et les cellules, la bibliothèque, le musée, les salles de cours du couvent Saint-Étienne, à Jérusalem. L'élite des Dominicains qu'il abrite, tous envoyés par la province de France, y célébrera par des prières, par des discours, — sans doute aussi par quelque excursion choisie, — le quatre-vingtième anniversaire de la naissance du vénéré fondateur, le Père Lagrange. Et nul besoin d'être grand prophète pour prédire l'affluence qu'attireront ces cérémonies : Israélites et Musulmans se joindront aux Chrétiens, comme les Jésuites aux Frères Prêcheurs, et les Anglais aux enfants de France. Autour du noble moine, dont la ferveur et la science font l'honneur de la France et de l'Église, tous les cœurs vibrent à l'unisson. Mais, en même temps qu'une fête de famille, les journées de Saint-Étienne sont une manifestation de science et de foi.

HISTOIRE ET CRITIQUE DE L'ANCIEN TESTAMENT

Le Père Lagrange est l'homme de la Bible. Ce qui ne signifie pas que les deux Testaments n'ont point de secrets pour lui. Cela signifierait plutôt qu'il sait, mieux que beaucoup d'autres, leurs difficultés et leurs mystères. Ces études bibliques, il y a près d'un demi-siècle qu'il s'y adonne, après avoir eu pour maîtres l'abbé Thomas, professeur à l'Institut catholique de Toulouse, puis, en Autriche, M. H. Muller, de l'Université de Vienne. Au printemps de 1890, il débarquait en Terre Sainte à l'heure où le Maître général

des Prêcheurs, R. P. Larroca, décidait de fonder une école biblique à Jérusalem. Ce fut en cette école biblique dominicaine de Jérusalem, alors « sans locaux scolaires, sans bibliothèque, presque sans professeurs », que le Père Lagrange, — il avait trente-cinq ans, — commença son œuvre.

La *Méthode historique*, les *Études sur les religions sémitiques*, le *Livre des Juges*, le *Messianisme*, le *Judaïsme à la veille de l'Évangile*, un très grand nombre d'articles, et d'abord le groupe de ceux qui traitent de *la Genèse*, tels sont les écrits les plus importants que le Père Lagrange a consacrés à l'*Ancien Testament*. Tous s'inspirent d'une même méthode. D'abord établir avec le plus grand soin la teneur du texte sacré, et pour cela comparer les textes sémitiques, — manuscrits hébraïques, paraphrases araméennes *(les Targoums)*, version syriaque *(la Peschitto)*, version arabe, sans oublier la version samaritaine du Pentateuque, — avec les versions grecques *(les Septante)* et latines (africaine, *la Vulgate* de saint Jérôme...), qui ont été faites du IIIe siècle avant le Christ au VIe siècle de notre ère.

Une fois fixée la lettre du texte, le critique définira les procédés de composition et de rédaction de l'auteur sacré. A quelles sources puise-t-il ? Dépend-il d'une tradition orale, ou bien lit-il un texte écrit ? S'il lit un texte, où ce texte emprunte-t-il ce qu'on y trouve? S'il utilise des conversations, quelle est la valeur des témoins allégués ? On doit rechercher encore l'intention qui l'anime, l'objet qu'il se propose. Se contente-t-il de coudre ses documents bout à bout, ou s'applique-t-il à les remanier et à les fondre en un récit unique et homogène ?... L'auteur du *Livre d'Esther* entend-il faire œuvre d'histoire, ou réveiller seulement au fond des âmes, par la légende édifiante d'Aman puni et d'Israël sauvé, la confiance en Dieu ?

Après avoir ainsi, par ces deux séries d'enquêtes préliminaires, déblayé le terrain, le critique aborde les deux autres séries de questions dont l'ensemble constitue essentiellement *la question biblique ;* il définit la physionomie des événements qui forment l'histoire et le caractère des doctrines qui constituent la religion d'Israël. Et pour accroître ses chances de succès, très systématiquement il vise à comparer entre eux, avec le plus grand soin, et les différents livres de la Bible, et les écrits des pays voisins : Chaldée, Égypte, Phénicie.

Mais parce qu'il entend appliquer les procédés traditionnels

de la méthode historique, le Père Lagrange ne prétend point s'émanciper de l'enseignement de l'Église. Tout au contraire. La même raison qui lui prescrit les savantes enquêtes que nous venons d'indiquer lui ordonne, à l'endroit des évêques et du Saint-Siège, la plus attentive déférence. Sans rien abdiquer de ses droits d'historien, il respecte toujours ce qu'a décidé l'Église.

Car il est deux faits très certains. Les Juifs ont écrit, au cours des vingt siècles qui séparent Abraham de Jésus-Christ, bien d'autres livres que ceux du *Vieux Testament*. Les livres du *Vieux Testament* doivent leur autorité, moins à la valeur de ceux qui les rédigèrent qu'au caractère divin qui leur est reconnu. L'importance du *Livre d'Isaïe* et du *Livre de Jérémie* tient sans doute à la magnificence du plus grand des poètes hébreux, à la puissance avec laquelle le prophète d'Anathoth nous associe au drame de son âme ; mais ne tient-elle pas surtout à ce que l'un et l'autre apparaissent comme les interprètes de Dieu ?

Un problème se pose alors : quelle autorité leur a attribué cette qualité ? Le Père Lagrange répond que cette autorité est l'Église. C'est l'Église qui a retenu certains livres pour les approuver, qui en a écarté certains autres pour les condamner. Elle retrouvait sa doctrine en ceux-là, elle la cherchait vainement en ceux-ci. Lorsque l'Église adopte un livre en le déclarant « inspiré », c'est donc qu'elle en a étudié la doctrine et vérifié la valeur.

Or ses décisions remontent à une haute antiquité, à une époque où vivaient encore beaucoup des vieilles traditions de l'Orient, de ses sentiments et de ses idées. Avec quelle passion, dès la fin du IVe siècle, saint Jérôme ne s'acharnait-il pas à les connaître, à s'en inspirer, à les conserver ! Sa méthode, on l'a remarqué, se faisait chaque jour plus rigoureuse. Certains évêques jugeaient même que son intransigeance critique n'était pas exempte de quelque excès ; et ils accueillaient dans la sainte collection tels écrits juifs d'Alexandrie qu'eût exclus le solitaire de Bethléem. C'est dire que les décisions qui finalement s'imposèrent ne furent pas improvisées. L'Église s'inspirait le plus souvent de l'usage d'Israël.

Le bon sens commande donc d'y regarder à deux fois avant de repousser ces décisions. La raison s'associe à la foi pour prêcher l'obéissance en ces matières.

HISTOIRE ET CRITIQUE DES ÉVANGILES

Si important que puisse apparaître l'effort du Père Lagrange pour expliquer l'origine et la valeur de l'*Ancien Testament*, nul doute que ses travaux relatifs au *Nouveau Testament* n'aient exercé une influence encore plus étendue.

Quatre gros volumes, consacrés chacun à l'un des quatre évangélistes, apportent une édition critique et un commentaire copieux des quatre livres qui font connaître Jésus. Deux autres volumes, intitulés *l'Évangile de Jésus-Christ* (1), en présentent une sorte d'histoire : l'auteur s'est contenté, par scrupule critique, de suivre pas à pas, selon l'ordre chronologique par lui restitué, la série des trois cent vingt épisodes dont nos textes ont sauvé le souvenir et conservé la physionomie. Ainsi permet-il de voir l'histoire et d'entendre la prédication du Christ aussi exactement que faire se peut. Deux autres volumes complètent ces ouvrages : l'*Histoire ancienne du Canon du Nouveau Testament*, parue il y a quelques mois, qui explique en quelles conjonctures les chefs des églises ont attribué à *vingt-sept* petits livres, écrits en moins de cinquante ans, — vers 50-100, — une valeur égale ou supérieure à celle des livres de l'*Ancien Testament ;* l'*Histoire du Texte du Nouveau Testament*, dont la publication ne tardera guère, et qui fixera la valeur des grands manuscrits grecs, — *Alexandrinus, Vaticanus, Sinaïticus, Codex Bezæ*, — en tirant d'ailleurs grand parti des *papyri* dont le trésor grossit sans cesse.

Le Père Lagrange reconnaît la très haute valeur du texte fourni par le manuscrit qui s'appelle le *Vaticanus*. La comparaison qu'on en peut faire avec les milliers d'autres manuscrits qui nous sont parvenus, avec les citations qu'on a relevées dans les livres des Pères de l'Église, avec les *papyri*, tout montre que ce fameux manuscrit de la fin du IVe siècle dérive d'une revision du texte sacré, très scrupuleusement conduite, sans doute à Alexandrie, aux alentours de l'an 200.

Le fait central qui domine l'histoire de la Bible, — peut-être l'histoire du monde, — c'est-à-dire la crucifixion de Jésus, est enfin daté, et défini, avec précision. Que Jésus soit mort en croix le vendredi 7 avril de l'an 30, après avoir prêché depuis la fin

(1) Lyon, 1930.

de l'an 27, tous les textes le suggèrent, aucun ne fait obstacle (1). Les Juifs l'ont mis à mort, non pour avoir affirmé l'unité de Dieu, — non pour avoir enseigné la foi au Dieu Père, — mais pour avoir toujours fait entendre, parfois solennellement déclaré, qu'il est, lui Jésus, Messie et Fils de Dieu, *la voie unique* pour aller à son Père, « la vérité et la vie ».

Le Père Lagrange attache un prix tout particulier à l'évangile selon saint Marc et à l'évangile selon saint Jean. « Entre les renseignements de la tradition ancienne et les constatations de la critique philologique, littéraire, historique et théologique, écrit-il, il y a une coïncidence si satisfaisante qu'il faut sans hésiter reconnaître la valeur de l'ancienne tradition. Si l'on considère que Marc, informé par le principal témoin de la vie publique de Jésus, évidemment sincère comme rapporteur des faits, n'est influencé (quoi qu'on ait dit) par aucune théologie spéciale, on tiendra son évangile, même au simple point de vue scientifique, pour un document d'une gravité hors de pair, qui nous donne une connaissance très incomplète, *mais certaine*, des faits et des paroles de Jésus (2). »

L'examen critique du quatrième évangile fait pareillement justice des théories qui refusent d'y voir le témoignage de saint Jean au soir de sa vie. Bien que l'auteur s'applique souvent à dégager le sens symbolique d'événements très réels, le texte apporte un nombre important de « localisations » qu'il est seul à faire connaître. « Aucune n'a pu être convaincue d'erreur. Le plus grand nombre se vérifie aisément, et ce nombre augmente avec les recherches en Palestine... On a découvert à Jérusalem, près de la porte probatique, une piscine dont l'agencement avec cinq portiques correspond exactement au texte de Jean... On a retrouvé... la piscine hérodienne de Siloé... Un puits profond de trente-deux mètres, un des plus profonds assurément de Palestine, se trouve précisément au point, si bien vu par Jean... nommé Askar (près du Garizim)... Le lieu où Jean-Baptiste baptisait, près d'Aenon et de Salim, a été repéré en toute certitude dès 1892... »

(1) *Synopsis evangelica græce*, p. XXVII : *l'Evangile de Jésus-Christ*, tome II, Lyon, Audin, 1930, p. 346 : « Nous voyons un jeune israélite, âgé d'un peu plus de trente ans, se présenter au baptême inauguré par Jean-Baptiste et daté, par *un synchronisme dont les éléments sont incontestablement sûrs*, de l'automne de l'année 27 après notre ère. »

(2) Lagrange, *Évangile selon saint Marc*. Paris, 1911, 1re édition, page CLI.

L'ÉCOLE BIBLIQUE

Le Père Lagrange n'est pas seulement un savant qui a écrit beaucoup de livres, c'est aussi un animateur qui a formé une troupe imposante de disciples. Qui sait si l'œuvre du professeur ne dépasse pas en importance celle du savant ?

En 1900, il fondait une collection d'*Études bibliques*, à la fin de 1891 une *Revue biblique* qui continue de paraître et forme maintenant une collection de quarante-trois volumes de quelque six cents pages in-8º. Le maître de l'archéologie biblique, c'est son confrère le Père Vincent, dont l'ouvrage sur Jérusalem est unanimement considéré comme un chef-d'œuvre. Le premier volume vient de paraître d'une *Géographie de la Palestine*, dont l'auteur, le Père Abel, s'est dès longtemps fait connaître par ses recherches topographiques et par sa *Grammaire du grec biblique*. On ne peut passer sous silence trois chefs-d'œuvre : l'*Isaïe* du Père Condamin, l'*Ecclésiaste* de M. Podechart, *l'Ame juive au temps des Perses* de M. Touzard. L'esprit du Père Lagrange les anime ; tous le saluent et le vénèrent comme leur maître.

Cependant l'École biblique se développait et rayonnait. La splendeur qui l'entoure aujourd'hui, c'est le symbole de la victoire remportée par le fondateur. L'École biblique est située sur l'emplacement même où saint Étienne, le premier martyr du Christ, a, de son sang, scellé sa foi. L'impératrice Eudoxie, la femme de Théodose II, avait consacré cet emplacement par la construction d'une basilique, vers l'an 460 ; des fouilles mirent au jour les fondations de cet édifice détruit par les Perses. Sur ces fondations, une nouvelle basilique et un nouvel atrium ont été construits qui reproduisaient aussi fidèlement que possible le monument d'Eudoxie. « Au rez-de-chaussée, les services et les réfectoires... Au premier étage, les cellules voûtées, un promenoir d'hiver largement ouvert au soleil de midi, une belle bibliothèque, déjà riche, écrivait en 1911 le marquis de Vogüé (1). De l'autre côté de l'église, l'École biblique proprement dite, avec des logements pour les élèves venus du dehors, des salles de cours, le tout entouré d'un grand jardin clos de murs, planté d'arbres fruitiers et de légumes. »

Lorsque la France, après la guerre, a voulu ne pas rester en

(1) Marquis de Vogüé, *Jérusalem hier et aujourd'hui. Notes de voyage.* Paris, 1912.

arrière de l'Allemagne, de l'Angleterre et des États-Unis d'Amérique, lorsqu'elle s'est enfin souciée d'ouvrir à ses étudiants une école où ils pussent s'instruire d'Israël, comme ils s'instruisent à Athènes et à Rome de la Grèce et de l'Italie, le gouvernement ne crut pouvoir mieux faire que de conférer à l'école fondée par le Père Lagrange le caractère officiel d'une école archéologique française. Le 15 octobre 1920, l'Académie des Inscriptions avait préparé cette décision gouvernementale : elle avait déclaré ce jour-là que « l'École biblique de Saint-Étienne, par sa situation, son organisation scientifique et son autorité, était toute désignée pour constituer l'école française archéologique de Jérusalem ».

***

Le Père Lagrange n'a pas poursuivi et achevé son œuvre sans éveiller certaines méfiances. On lui en voulut d'avoir formulé, au Congrès des savants catholiques de Fribourg en 1897, une théorie du Pentateuque qui utilisait certaines hypothèses de savants non-catholiques afin de plus exactement entendre la nature et définir la portée de la prédication de Moïse. On allait jusqu'à le traiter de « transfuge ». On parlait de supprimer la *Revue biblique*...

Léon XIII le sauva. Guidé par un admirable théologien, le cardinal Zigliara, soutenu par Rampolla, Parocchi, Fruhwirth, trois Éminences qui suivaient avec attention le mouvement, Léon XIII appela le Père Lagrange à Rome ; il voulait qu'il s'y considérât comme chez lui, aussi bien qu'à Jérusalem ; il groupait à ses côtés une *Commission biblique* pour faire œuvre à la fois catholique et scientifique ; et de la *Revue biblique*, si odieuse à certains, le Pape entendait que la Commission pontificale usât pour publier ses décisions.

Par malheur, Léon XIII mourut. Parocchi et Zigliara le suivirent bientôt dans la tombe. Rampolla était écarté des affaires. Le règne de Pie X commençait où si souvent devaient dominer des influences hostiles à Léon XIII, hostiles à la France. Le Père Lagrange eut lieu de s'apercevoir de ces changements. Ses livres étaient dénoncés, ses adversaires favorisés ; Pie X créait à Rome un Institut biblique (1909-1912). Jamais pourtant Pie X ne frappa le Père Lagrange, ni l'école de Jérusalem, ni la *Revue biblique*. La loyauté religieuse du savant dominicain était au-dessus de tout soupçon.

On peut regretter tel ou tel incident de la bataille. Mais,

comment s'étonner qu'elle ait fait rage et ne pas se féliciter qu'elle ait pris fin ? La pensée chrétienne sommeillait au cours du XIXe siècle. On ignorait les Pères. On ignorait les Scolastiques. On ignorait la Bible. L'abbé Rambouillet se précipitait contre l'abbé Duchesne. Le saint cardinal Richard croyait que saint Denys l'Aréopagite, disciple de saint Paul, avait été évêque de Paris et qu'il avait écrit les livres qui se couvrent de son nom. Au siège apostolique même on pouvait trouver des consulteurs qui déclaraient authentique certain verset fameux de la première épître de saint Jean : il ne se trouve pourtant en aucun manuscrit grec, — sauf quatre de très basse époque, — en aucun manuscrit syriaque, en aucun manuscrit copte, en aucun manuscrit arménien...

Il advint, d'autre part, que, parmi les émules et les disciples du Père Lagrange, en raison même de leurs ignorances, certains perdirent la foi. Et, parmi ceux-là, il s'en trouva plusieurs qui entendirent, ayant renié le Christ, garder le masque de prêtre. Sous le pavillon de l'immanence, une sorte de panthéisme s'organisait... On parlait de la Bible, de Moïse, de Jésus même. Ce n'était que figure.

Le Saint-Siège discerna le péril, démasqua les prêtres, dont la foi s'était évanouie, condamna les négateurs de la divinité du Christ. Il n'eut donc jamais à condamner le Père Lagrange. Il n'est plus aujourd'hui personne qui le traite de transfuge. Il fait la gloire de la France, de son ordre et de l'Église. La revue et l'école qu'il a fondées poursuivent, dans la droiture et dans la paix, son œuvre de science et de foi.

ALBERT DUFOURCQ.

REVUE MUSICALE

Théâtre de la Porte Saint-Martin : *Rêve d'un soir*, opérette en trois actes, musique de M. Franz Lehar, adaptation française de M. R. de Machiels, d'après Jarbach et Reichart, couplets de MM. Bertal et Maubon. — Opéra comique : *Gargantua*, scènes rabelaisiennes adaptées en trois actes par MM. Armory et Mariotte, musique de M. Antoine Mariotte. — Opéra : *Salade*, ballet chanté de M. Darius Milhaud, scénario de M. Albert Flament, chorégraphie de M. Serge Lifar.

Renonçant au *Petit Faust*, le théâtre de la Porte Saint-Martin nous a offert *Rêve d'un soir*. Cette opérette nous arrive de Vienne, après un voyage en Europe où elle fut constamment applaudie, et on ne lui a demandé, pour la présenter au public parisien, que de renoncer au nom, qu'elle portait jusqu'ici, de *Tzarevitch*. Ce mot désigne l'héritier de la couronne dans toutes les langues slaves, mais en France fait songer particulièrement à la Russie, prenant ainsi une apparence de sérieux et même de tristesse, qui risquait d'induire en erreur. Le nouveau titre, qui pourrait annoncer un parfum à la mode, ne sied pas moins à cette bonne odeur de musique dont on garde un joli souvenir.

C'est, à ma connaissance, le meilleur ouvrage de M. Franz Lehar. Ce moderne héritier de Suppé, de Johan Strauss et de Millœcker est un musicien facile, qui trop souvent écrit sans se relire. Ses romances où chaque phrase appelle celle qui va suivre et ses valses à tout propos sont alors d'une coquetterie bien fade et pareilles, en leur grâce rondelette, à leur folâtre compatriote qui jusqu'aux cimes des Alpes ou dans le cachot de Bonnivard va poursuivre le pauvre Tartarin de ses agaceries : « *Dantzir, ballir*! » Mais ici, il les surveille, réprime leurs gestes indiscrets, leurs écarts de langage, les habille avec élégance. Il a soigné le

style, et montre le savoir dont jusqu'alors, par nonchalance, il n'usait guère. Son goût avec les années est sans doute devenu sévère. Et le sujet aussi l'obligeait à réfléchir.

La pièce est dans la tradition du genre. L'opérette viennoise y demeure fidèle à ses uniformes de cour, mais en veillissant est devenue sentimentale. Un jeune prince ennemi de l'amour s'éprend d'une danseuse qui peut tenir sans duperie l'emploi de l'ingénue et n'est pas seulement une brave fille, mais un noble cœur. Les amoureux seront séparés par la raison d'État que fait valoir non sans regret un archiduc à barbe grise, bienveillant et frivole, et c'est elle qui, au deuxième acte, va consentir au sacrifice, refusé par le prince, mais le dénouement dès lors est inévitable : au troisième acte, il faut se dire adieu. L'intrigue est mince. Un important président du Conseil et un chambellan ridicule, personnage de rigueur en un royaume d'opérette, ne suffiraient pas à l'égayer, sans les intermèdes procurés par un valet et une soubrette de comédie, qui répètent à leur façon burlesque les querelles et les gentillesses de leurs maîtres. Cela n'a pas suffi. Pour faire attendre la fin de la pièce, il a fallu introduire, au dernier acte, un bravache en costume napolitain dont les facéties sembleraient un peu trop prolongées, si M. Castel ne faisait de ce rôle une composition de haut relief.

Tout cela est fort régulier, mais ne proposait au musicien que des airs connus, si les auteurs n'avaient eu l'heureuse idée de placer leur monarchie imaginaire en pays slave et non plus germanique. Ils jouaient ainsi un bon tour au musicien, l'arrachant à ses habitudes et l'obligeant à trouver du nouveau. Ce n'est pas la première fois qu'on tentait cette épreuve. Mais jusqu'ici, on l'emmenait trop loin. L'Espagne de *Frasquita* le laissait accablé; le *Pays du sourire* lui tintait aux oreilles avec ses clochettes pour boîte à musique, et il valsait pour s'étourdir, en cette Asie inconnue où il confondait ingénument Chine et Japon. Mais les Autrichiens et les Slaves, séparés par la politique, sont pourtant des voisins qui se fréquentent et se connaissent depuis longtemps. Une terre étrangère, mais non pas exotique, offre au musicien casanier une villégiature acceptable où il peut rafraîchir sa pensée, car il ne s'y sent pas dépaysé.

La valse ne règne plus sans partage et cède volontiers la place à des czardas ou des hopaks, parfois à un tango ou un one-step, souvenir de quelque halte en un palace sur la route. Mor-

ceaux de caractère, sans imitation directe, mais finement retracés et ramenés au ton plus doux qui se raccorde au coloris d'alentour. Le refrain de la sentinelle aux portes du palais garde l'accent qui en atteste l'origine, mais sans la rudesse native qui le rendait rebelle à l'harmonie occidentale. Il se rapproche ainsi des autres mélodies qui forment des airs de chant très corrects, mais sous la même influence, ont pris un tour plus ramassé, sans verbiage, et laissent entre leurs notes à dessein espacées apparaître un plus large horizon de tendresse et de mélancolie.

L'orchestre revient de temps à autre, pour les danses du ballet et surtout pour celle qui termine le deuxième acte, à sa jovialité d'antan. Hors de là, c'est un très agréable et galant compagnon, qui trouve toujours le mot juste et le place à propos, soutient discrètement la mélodie, la pare de lumineux reflets, la stimule de réflexions à mi-voix, attendries ou amusées, qui lui laissent la parole, mais achèvent sa pensée. C'est pourtant un petit orchestre : la plupart de nos compositeurs, même d'opérettes, le jugeraient bon au plus pour le music-hall ; deux flûtes, deux clarinettes, deux cors, les autres instruments en bois ou en cuivre à un seul exemplaire, avec une vingtaine d'archets, la batterie, et un accordéon pour les danses nouvelles. Mais un auteur habile n'a jamais protesté contre la restriction du matériel, pourvu qu'il se maintienne en équilibre ; l'ordre et le choix importent beaucoup plus que la masse, et il n'est nullement obligatoire de corner à nos oreilles ce qu'on souhaite de nous faire entendre.

M. Lehar est donc capable, quand il le veut, de bien écrire, sans pour cela se faire aucunement violence, toujours à l'aise, et sans paraître les chercher, rencontrant les effets qu'il désire. C'est qu'il a reçu de la nature le don, qui n'est pas départi à tous les musiciens, de l'harmonieux langage. Tout est musique, dès qu'il y touche. Ce privilège a ses limites, et son danger. Les hautes et fortes pensées ne sont pas accessibles, parce qu'elles tiennent l'expression à distance : il faut du temps, et de la peine, pour parvenir à les capter. De l'autre part on risque, bavardant sans arrêt, de tomber dans la banalité. Ici l'auteur, sans forcer son talent, s'applique et s'observe. C'est pour le mieux. Avec joie nous le suivons en un monde sonore où nos vœux modérés s'accomplissent sans encombre, et la délicatesse a toujours le sourire.

L'interprétation est remarquable, car on y retrouve les excel-

lents artistes que ce théâtre a su réunir en leur adjoignant, pour la circonstance, M. Roger Bourdin, de l'Opéra-Comique, qui chante le rôle du jeune prince avec une émotion sincère et une dignité naturelle. Mlle Fanely Revoil, qui portait avec tant de désinvolture le travesti de Méphisto, montre une crânerie fort bien jouée sous l'habillement du danseur tcherkesse, qu'elle a dû revêtir pour trouver accès auprès de ce misogyne, mais bientôt démasquée, elle le quitte pour reprendre, brillante d'intelligence et de grâce, la douceur de son sexe. Mlle Simone Lencret est une soubrette à souhait mutine et délurée. M. Boucot, autrement à son aise dans le rôle du valet qu'en celui de Faust, fait porter chaque mot, chaque geste, avec cet air de ne pas y toucher, qui en son art est le signe de maîtrise. Ces deux artistes sont particulièrement applaudis en leur duo comique du deuxième acte; le public les réclame; ils passent et repassent sur la scène, ajoutant un couplet, variant leurs efforts, d'une justesse et d'un entrain irrésistibles. M. Berlioz nous rend fort sympathique le personnage du grand-duc généreux et mûri par l'expérience. M. Laroche est un président du Conseil qui ne manque pas d'allure, ni d'esprit. Mlle Wanda de Muth et M. Velchek dansent un tango séducteur. M. Chantrier prodigue ses soins à l'orchestre.

***

Gargantua fait son entrée à l'Opéra-Comique, à grand remue-ménage et fracas de voix et d'instruments. Il lui fallut longtemps attendre, en dépit du renom de son premier auteur, ou plutôt à cause de ce renom peu rassurant. Passe encore pour *Pantagruel*, qui contient, dans un flot de grosses plaisanteries, des traits bien ajustés de satire contre les pédants ou les gens de justice, et auprès du héros gigantesque au moins un personnage à notre mesure : c'est Panurge, de qui le rôle est sympathique, car il a toujours le mot pour rire et c'est, comme nous dirions aujourd'hui, un « débrouillard »; sa consultation sur le mariage développe un thème que la comédie de Molière et le vaudeville moderne ont toujours exploité avec succès. Mais *Gargantua* est avant tout, une énorme ripaille.

Le marmot, à peine né, réclame à boire. A un an et dix mois, « il portait bonne trogne et avait presque dix et huit mentons ». Il faut laisser la suite dans le texte, qu'on ne peut citer décem-

ment. Un peu plus tard, « afin que toute sa vie fût bon chevaucheur, on lui fit un beau grand cheval de bois, lequel il faisait parader, sauter, ruer et danser tout ensemble ; aller le pas, le trot, l'entrepas, le galop, les ambles, le hobin, le traquenard, le camelier et l'onagrier ». Envoyé à Paris pour ses études, il accroche au col de sa jument les cloches de Notre-Dame, et la liste de ses jeux, mise sur deux colonnes, occupe deux pages entières. C'est alors que la guerre s'émeut en son pays natal, par la querelle entre marchands de fouaces, qui sont galettes en cette province, et l'ambition du roi bilieux Picrochole.

Le clos de l'abbaye est défendu par frère Jean des Entommeurs, « jeune, galant, frisque, déhait, bien à dextre, hardi, aventureux, délibéré, haut, maigre, bien fendu de gueule, bien avantagé en nez, bien dépêcheur d'heures, beau débrideur de messes, beau décrotteur de vigiles ; pour tout dire sommairement, vrai moine si oncques en fut, depuis que le monde moinant moina de moinerie; au reste, clerc jusqu'ès dents en matière de bréviaire ». Gargantua est rappelé de Paris par une lettre de son père, qui affirme n'avoir pris les armes que pour se défendre, et ajoute, en homme raisonnable : « L'exploit sera fait à moindre effusion de sang que sera possible. » Ce qui n'empêche nullement l'armée de secours de faire carnage. Grande est leur joie à la vue de ce capitaine ennemi qui « tombant rendit plus de quatre potées de soupe, et l'âme mêlée parmi les soupes ». Gargantua, pour qui les boulets de canon sont comme grains de raisin, arrache un arbre. « Alors choqua de son grand arbre contre le château, et à grands coups abattit et tours et forteresses, et ruina tout par terre : par ce moyen furent tous rompus et mis en pièces ceux qui étaient en icelui. » Après d'autres exploits, où il ne court pas plus de risque, Gargantua met en fuite Picrochole, et usera modérément de la victoire. Il traite humainement les prisonniers, et répare les dommages de guerre : « Après avisa ès dommages faits en la ville et habitants ; et les fit rembourser de tous leurs intérêts à leur confession et serments. » Les soldats sont remerciés, les capitaines récompensés, après un festin magnifique, abondant et délicieux, par des présents, quelques-uns par des fiefs. Reste à pourvoir le moine guerrier. On veut le faire abbé, mais il refuse : « Comment, disait-il, pourrais-je gouverner autrui, qui moi-même gouverner ne saurais ? » Alors Gargantua construit pour lui l'abbaye de Thélème,

où sont hommes et dames, qui n'ont autre loi que leur vouloir et franc arbitre, mais n'en abusent pas, « parce que gens libres, bien nés, bien instruits, conversants en compagnies honnêtes, ont par nature un instinct et aiguillon qui toujours les pousse à faits vertueux, et retire de vice : lequel ils nommaient honneur ». Le livre se termine sur cette utopie. Les auteurs de l'adaptation scénique ont supprimé ce dernier épisode, du moins dans la version que nous venons de voir. On peut le regretter. Ce tableau idéalisé formait un dénouement fort acceptable en un genre où il ne fut jamais interdit d'embellir la nature.

Rabelais est un génie du verbe. Sa prose est un prodige d'éclat et de puissance, d'abondance et de fermeté. C'est pourquoi on ne peut la mettre en musique. Le chant, qui ralentit forcément le débit, rendrait interminables ces énumérations emportées par le torrent des mots, et l'auditeur serait bientôt perdu dans le dédale de cette syntaxe entretoisée comme la charpente d'un clocher. Même sans musique, le discours en serait malaisément compris, parce que la langue, qui est ancienne et veut l'être, ne peut s'entendre qu'à la lecture, et avec quelques notes explicatives.

M. Armory, qui est un fin lettré, connaît son Rabelais par cœur, mais plein de son sujet il ne compte pas assez avec notre ignorance ou notre mauvaise mémoire. Une allusion peut lui suffire. Mais pour nous, autre chose est de lire ce chapitre sur les « chevaux factices de Gargantua », ou de voir seulement sur la scène un garçonnet joufflu, à cheval sur un bâton. De savoir que ce moine s'appelle Jean des Entommeurs ne nous rappellera pas la description inimitable, et irréalisable, que donne Rabelais du personnage ; nous n'avons sous les yeux qu'un religieux vêtu de bure, qui retire son froc et se met en chemise, pour une bataille de théâtre où tous les coups, avec soin, sont dirigés à faux.

Au premier acte, les buveurs sont attablés et chantent à tue-tête à côté du lit clos où gémit la femme en couches. Or ce lit, dans quelques instants, deviendra catafalque : la malheureuse Gargamelle aura le sort de Badebec dans *Pantagruel*, et son enfant lui coûtera la vie. On gagne à ce mélange de pouvoir montrer le père partagé entre le deuil et l'allégresse. Le voilà qui chante :

Ma pauvre femme est morte,
Que ma douleur est forte !

Puis il mignarde le nouveau-né, avec de petits noms d'amitié. Mais aucun jeu de scène ne vaudra la phrase de Rabelais : « Et ce disant, pleurait comme une vache, mais tout soudain riait comme un veau. » On voit ensuite l'assistance qui vide des barils au-dessus du berceau. On écoute un motet que dirige un chanteur monté sur une table, comme Brander battant la mesure pour se moquer de la fugue, dans *la Damnation de Faust*. A la fin, le bambin précoce, qu'on a laissé seul, se débat, tombe à terre, se relève et s'en va à l'aventure, son berceau sur le dos. L'effet est fort plaisant, et ne se trouve pas, que je sache, dans Rabelais.

Au deuxième acte, l'enfant grandi joue au cheval de bois. Quelques demoiselles surviennent ; il les renvoie pour qu'on le laisse seul avec Magdelaine, qui fut sa nourrice. Il fallait au théâtre un épisode tendre, et comme on n'en rencontre aucun dans le texte original, il a été nécessaire d'inventer celui-ci, où l'on voit l'accorte commère prendre sur ses genoux le plantureux garçon : « Je te lavais. — Tu me berçais. » La scène est amusante. Grandgousier se montre pour chasser un pédant précepteur et résumer les chapitres de Rabelais sur l'éducation. On expulse ensuite les avocats chargés de paperasses et Gargantua rend la justice, à l'émerveillement de son père, en un procès qui est, si j'ai bien entendu le discours des plaignants, emprunté à *Pantagruel*. Le temps est donc venu pour lui d'achever ses études à Paris. On l'acclame, pendant qu'il se sépare, bien à regret, de Magdelaine.

Le troisième acte se place, très ingénieusement, sur la route de Paris, entre le couvent de frère Jean et une auberge dont Magdelaine est devenue l'hôtesse. Un courrier s'y arrête, portant la missive de Grandgousier à son fils. Magdelaine en prend connaissance et la lit à voix haute, ce qui est fort indiscret, mais permet au musicien de rendre un délicat hommage, avec des accents non moins justes et un orchestre un peu plus animé, à la scène célèbre de *Pelléas* où Geneviève donne lecture au vieil Arkhel d'une lettre de Golaud. La guerre est indiquée par le combat autour du couvent ; quand il s'est achevé, Grandgousier entre en scène, ayant mis en fuite pendant ce temps-là le gros de l'armée ennemie, puis Gargantua qui montre au cou de sa monture les cloches de Notre-Dame, et annonce l'intention d'épargner les vaincus. Seuls Picrochole et ses deux lieutenants seront menés

à la potence où ils commencent d'agoniser devant les tristes ébats de corbeaux en maillots noirs ; c'est la seule danse de la pièce, et c'est une danse macabre. « J'ai froid aux pieds, dit l'un de ces malheureux, chaud à la tête, et comme une arête au gosier. » On les détache. Il était temps. Tout se termine par un chant d'action de grâces.

M. Mariotte est un musicien de grand mérite qui, pour commencer, eut maille à partir, bien malgré lui, avec M. Richard Strauss. Officier de marine, peu au fait de ce qui se passait ou se tramait entre artistes de profession, il avait mis en musique la *Salomé* d'Oscar Wilde, sans se douter qu'un autre en eût acquis le droit, ni que ce droit fût exclusif. Un procès s'ensuivit, où l'Allemand déjà célèbre pouvait, à ce qu'il semble, montrer plus de condescendance envers un débutant, même Français. Depuis lors un arrangement est intervenu, et l'ouvrage de M. Mariotte a été donné à l'Opéra, avec succès, il y a une quinzaine d'années. L'auteur a renoncé à son grade et à la navigation pour se vouer à la musique et dirige aujourd'hui un de nos Conservatoires de province.

En sa partition nouvelle, il a mis tout son savoir, et tout son cœur. Disciple de Vincent d'Indy, devenu maître à son tour, M. Mariotte, fidèle à cet enseignement de probité scrupuleuse, reste le bon ouvrier qui construit l'œuvre comme un édifice dont il serait à la fois le maçon et l'architecte, veillant aux proportions comme au choix des matériaux, maniant la règle et l'équerre, le marteau et le ciseau, grimpant sur les échafaudages, aussi attentif à dresser la charpente invisible qu'à sculpter un détail qui, sans un examen attentif, passera inaperçu et pourtant a sa valeur dans la composition. Sans doute importe-t-il peu à l'auditoire que le thème de Gargantua, d'abord énoncé dans sa force, se glisse ensuite avec souplesse entre les propos des buveurs, prenne un rythme martial pour le jeu du cheval de bois, s'égaie enfin, dans un scintillement de malice et de convoitise, quand surviennent les demoiselles. Mais cette dépendance inaperçue assure cependant la solidité de l'ouvrage, lui donne son assiette et son appui intérieur. Le motet célébrant la naissance de Gargantua combine l'hymne liturgique du *Veni creator* avec le refrain de *la Marseillaise* : c'est une plaisanterie d'artiste, comme s'en permettaient aussi ceux du moyen âge, écrivant par exemple une messe très pieuse sur

la chanson très profane de *l'Homme armé*. De même encore ces allusions à l'ouverture des *Maîtres chanteurs*, quand on va rendre la justice, ou au thème de l'épée de secours dans la *Tétralogie*, pour introduire le vaillant moine, qui sauvera son abbaye.

L'auteur en effet connaît si bien son art que ces problèmes de technique ne sont jamais qu'un jeu pour lui. Aucune difficulté n'arrête ou n'incommode la gaieté qui l'anime et rayonne, au chant comme à l'orchestre. Car il y a du chant dans cette partition, et ce n'en est pas le moindre mérite. Les instruments forment un ensemble résistant, mais sans opacité, où chaque trait a sa valeur et se détache en relief; tour à tour le tuba, le contrebasson, le cornet à pistons ou le saxophone y sont placés, toujours à point pour des effets comiques exactement appropriés à leur coloris particulier. Mais les voix y trouvent aussi des mélodies achevées, du plus vigoureux caractère, comme le chœur triomphal du premier acte : « Ah! qu'il est beau! » les couplets contradictoires que chante Grandgousier, le duo attendri, mais souriant encore, de Gargantua et de Magdelaine au deuxième acte, et surtout, au troisième, le chant de guerre entonné par Frère Jean, magnifique d'entrain et de carrure. Bonne et saine musique, qui n'a rien à cacher. L'auteur s'amuse le premier, en toute liberté, car sa conscience d'artiste est sans reproche. Tant de franchise nous entraîne; sa joie est communicative; il faut rire avec lui, d'un rire honnête et cordial.

M. Verdière chante avec beaucoup d'éclat le rôle de Gargantua. M. Baldous figure un Grandgousier rubicond et un peu ahuri, mais brave homme, d'une excellente allure. M. Jean Vieuille montre ses belles qualités vocales dans le rôle de frère Jean, Mlle Rose Pocidalo est généreuse à souhait en celui de Magdelaine. Tous les autres artistes concourent à une interprétation fort soignée et intelligente. M. Paul Bastide conduit l'orchestre avec l'autorité la plus précise. Le spectacle est sans cesse animé, coloré, pittoresque. Il faut féliciter l'Opéra-Comique pour avoir non seulement accueilli, mais si bien traité un ouvrage dont le sujet prêtait à quelques objections; mais la musique est là, qui les fait oublier.

***

Le ballet qui s'appelle modestement *Salade* et fut créé en 1924, au cours d'une des saisons brillantes que nous donnait

alors M. le comte Étienne de Beaumont, prend une vie nouvelle sur la scène de l'Opéra, dans un magnifique décor de M. Derain, qui l'habille et le tient au chaud : par delà les habitations aux murs plâtrés et décolorés par le soleil, le golfe bleu où une voile est en suspens, et la colline avec ses maisonnettes étagées qui monte en fermant l'horizon, sans ciel factice ni courants d'air. Les costumes monochromes trouvent là un écrin qui les fait resplendir comme des pierreries, Rosetta en blanc pâle, Cinzio couleur de soufre, Isabelle en bleu de vitrail. C'est une comédie italienne, dont le héros est Polichinelle, non pas le Vénitien dont on nous conte, sur le même théâtre, la romanesque histoire, mais le Napolitain qui porte la souquenille et n'est jamais sentimental, moqueur incorrigible, souvent battu, toujours content. Le titre indique un mélange d'intrigues variées, par une métaphore analogue à celle qui a donné leur nom à nos farces. C'est une bonne précaution, pour qu'on se reconnaisse entre ces déguisements et ces malentendus, que d'avoir réparti chacun des rôles entre deux interprètes, dont l'un chante ou dit les paroles, pendant que l'autre les traduit en pas de danse ou bien en gestes.

Cette *Salade* est fraîche. La musique de M. Darius Milhaud est toute en mélodies naissantes, cueillies aussitôt et jetées dans un orchestre divisé, dont la crudité dosée et remuée avec exactitude excite notre goût et ne l'agace pas. Et au milieu de l'ouvrage, piqué comme une fleur, un tango chanté en trio, soutenu seulement par la timbale et sa pulsation sonore, d'une grâce délicieuse.

La chorégraphie de M. Serge Lifar n'est pas moins savoureuse, avec les vives réactions que provoque le contact habilement aménagé entre la pantomime et la danse. Il s'y distingue dans le rôle de Polichinelle, ainsi que Mmes Lorcia, Simoni, MM. Peretti, Serry, Domansky, Lebercher, Guylaine, représentant les autres personnages. Mlles Mahé, Nathan, MM. Rambaud, Morot, Gourgues, Gilles, Cambon et Claverie, groupés de part et d'autre de la scène, chantent pour eux avec des voix agréables et sûres. M. François Ruhlmann conduit l'orchestre dans le sentiment le plus juste et le plus musical. Ce petit ouvrage a été longuement applaudi.

Louis Laloy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE MINISTÈRE FLANDIN AU TRAVAIL

Un an s'est écoulé depuis que les douloureux événements du 6 février furent l'occasion et la source d'un magnifique effort de redressement national. Le triste anniversaire a été célébré dignement, dans le recueillement et dans l'ordre : le souvenir des morts commande la paix et l'entente, non le trouble et la discorde. Le président du Conseil, chef d'un gouvernement d'entente, vint assister à la cérémonie de Notre-Dame ; s'il y fut l'objet d'une insulte, cet incident regrettable, mais isolé, ne fait que mieux ressortir la sagesse des grandes associations. Telles furent les Croix de feu qui groupent une masse de plus en plus imposante d'hommes résolus, sous la direction d'un chef ferme et prudent, à rester, au-dessus des gouvernements qui passent, la suprême réserve du patriotisme éclairé et de l'ordre réformateur.

Vainement les journaux du « front commun » multiplièrent-ils les provocations, afin de se donner le rôle facile de défendre une République qui ne court de danger sérieux que par l'action des partis révolutionnaires et la faiblesse de ses propres chefs. Le front commun voulait une « journée ». « Le gouvernement, écrivait M. Blum, ne peut pas prolonger plus longtemps son attitude de ménagement et d'équilibre. Il faut qu'il se décide pour ou contre l'émeute fasciste. » M. Blum en fut pour ses habiletés cousues de fil blanc. Dans la nuit du 6 au 7, une colonne frontiste essaya de parvenir jusqu'à l'Élysée : douze cents arrestations furent opérées de gens armés, dont beaucoup d'étrangers et d'individus sans aveu. Le 10 février, les partis révolutionnaires, sous la conduite de M. Léon Blum en personne, firent défiler en bon ordre 50 000 personnes sur la place de la République ; ils ont voulu montrer qu'ils étaient capables d'entraver soit les réformes nécessaires, soit la défense des grands intérêts français dans le monde ; on le savait

mais on le sait encore mieux maintenant, M. Blum cherche à se faire plébisciter. Quand voudra-t-il comprendre que le fascisme, — il appelle de ce nom toute résistance nationale et démocratique à la dictature marxiste, — c'est lui et ses amis qui le créent et que de plus en plus nombreux sont les républicains qui, dictature pour dictature, préfèrent celle de l'ordre et du patriotisme aux néfastes expériences dont la nocuité sanglante est démontrée chaque jour avec plus d'éclat ? Les circonstances extérieures ne sont pas telles qu'elles permettent des « vacances de la légalité » ; la France, pour sauver la civilisation, n'a le droit ni de s'endormir, ni de s'égarer. Le gouvernement ne saurait confondre les bons serviteurs qui l'aident à tenir le pays en éveil et à le ramener dans le droit chemin, avec ceux qui préparent ostensiblement la révolution et qui s'arment pour la réaliser.

Les grands espoirs de rénovation nés du 6 février et qui portaient la foule au-devant du président Doumergue arrivant à Paris avec son courage et son désintéressement, que sont-ils devenus ? M. P.-E. Flandin, qui a formé un ministère « d'entente républicaine », a surtout porté ses efforts dans le domaine économique et administratif, mais il faut bien reconnaître que l'équilibre budgétaire, péniblement réalisé sur le papier, apparaît de plus en plus précaire. L'année 1934 a été largement déficitaire. Les ministres, notamment celui des Finances, qui devrait être le plus ferme dans sa résistance, se laissent arracher chaque jour par les parlementaires des lambeaux des décrets-lois. Sans doute, ces décrets, hâtivement rédigés, réclamaient des retouches de détail, mais, sous prétexte de retouches, ce sont les intérêts électoraux qui l'emportent : voilà l'écueil. A mesure que l'on s'approche des élections municipales qui seront suivies du renouvellement d'un tiers du Sénat et ensuite des élections législatives, les ministres sont assiégés avec plus d'acharnement. Les hommes qui ont si mal géré nos affaires qu'il a fallu les balayer il y a un an aspirent à reprendre le gouvernail. Les enquêtes judiciaires, embrouillées par les commissions parlementaires, gênées par la camaraderie qui couvre jusqu'aux plus compromis, n'ont pas encore abouti et n'aboutiront sans doute jamais à faire la lumière. La maladresse de jurys choisis sous des influences politiques achève d'énerver la justice. Le parlementarisme se mêle à tout, fausse tout, corrompt tout. Et il faut bien reconnaître que, la plupart du temps, c'est ce que les citoyens demandent à leurs élus.

Le député ou le sénateur est l'universel commissionnaire qui doit passer sa vie à obtenir des privilèges, des exemptions, des faveurs, car plus le Français est féru d'égalité, plus il attache de prix à y échapper pour lui-même.

Le gouvernement cherche avec courage à maintenir la trêve des partis ; mais la vie des partis, c'est la guerre, la guerre au parlement, la guerre dans chaque circonscription ; et le gouvernement risque à chaque pas d'être victime des passions belliqueuses d'un parlement pacifiste. Sur la question de la ratification des décrets-lois, malgré des concessions de caractère nettement électoral, le ministère, le 7 février, ne l'emporta que par 299 voix contre 244. De tels votes témoignent de plus en plus de la dislocation des anciens partis ; le groupe radical-socialiste, le plus important de la Chambre, se divise en deux fractions inégales, la plus forte restant avec le gouvernement, l'autre rejoignant le front commun. Dans tous ces marchandages, les économies se volatilisent, le maintien des sinécures et des fonctions inutiles étant la raison d'être du parlementarisme en décadence. Dans la plupart des ministères, les services indiquent les économies à faire, les réformes à réaliser ; mais le ministre, talonné par ces parlementaires, les écarte, car ainsi l'exige la loi de la jungle dans « la république des camarades ».

On peut dire qu'il n'est aucune des lois utiles qui ont été votées, aucune surtout de celles qu'il serait indispensable de faire aboutir d'urgence, qui ne comporte des décisions anti-électorales. Mais n'a-t-il pas toujours fallu, pour faire le bonheur des peuples, s'élever au-dessus des intérêts individuels ? Aussi la tâche du gouvernement est-elle particulièrement ardue. Le 15 février, à la fin d'un débat sérieux sur le douloureux problème du chômage, M. P.-E. Flandin a prononcé un vigoureux discours d'homme d'État, appelant les hommes de bonne volonté à l'aider dans la lutte qu'il a entreprise contre les difficultés économiques et les misères sociales. La confiance commande « l'abaissement du taux de l'intérêt et le dégel des capitaux thésaurisés » que M. Flandin regarde comme la première condition d'une reprise des affaires. Le gouvernement, aux prises avec les plus graves difficultés économiques, a besoin, pour travailler au bien du pays, non seulement de la trêve des partis, mais de « la trêve des critiques ». « Je veux sauver le régime... Si vous doutez du plan ou de l'homme, rejetez-le. Mais je ne changerai pas de plan par commo-

dité ou facilité... Si vous m'accordez la confiance que je vous demande, sachez que vous ne me l'accorderez ni pour un jour, ni d'une manière provisoire. Vous vous lierez. J'en prendrai l'opinion à témoin et au besoin je le lui rappellerai... Si j'ai choisi l'entreprise et ses dangers et si je vous offre ce risque, c'est que, dans les circonstances présentes, pour entreprendre il faut espérer et pour réussir il faut persévérer. » Mise en face de ses responsabilités, la Chambre suivit le président du Conseil par 444 voix contre 124.

Après ce succès, après les favorables voyages de Rome et de Londres, le gouvernement a quelque répit et peut poursuivre sa politique économique. Les ministères antérieurs au 6 février avaient si bien embrouillé les affaires qu'il n'est pas possible de revenir par des voies directes à un régime normal. M. Flandin a dû se résigner à des mesures de transition. Le président du Conseil a des défauts ; il prend parfois un peu vite des décisions insuffisamment étudiées et mûries, mais il ne manque ni d'esprit de décision, ni du sens de l'autorité, ni du courage des responsabilités. Sa méthode, à l'encontre des expériences de M. Roosevelt et de M. MacDonald, tend vers des solutions libérales. Il faut lui laisser le temps de la développer. La loi sur les blés, œuvre de M. Cassez, ministre de l'Agriculture, est dans son principe beaucoup plus raisonnable que la loi précédente qui fixait arbitrairement le cours du blé à un taux si élevé que les cultivateurs n'ont jamais réussi à le vendre. La chute aux cours actuels (80 francs) a été brusque, mais une fois les stocks résorbés par les moyens de fortune qui fonctionnent actuellement, les prix se rétabliront à un cours réel et raisonnable. On constate en ce moment dans nos campagnes une effervescence qui, sans doute, se justifie, mais dont il n'est pas équitable de faire porter la responsabilité au gouvernement qui, précisément, cherche par des chemins difficiles à revenir à un régime normal et rémunérateur. Est-ce par des voies socialistes ou communistes qu'il convenait de chercher une issue ? On y trouverait la catastrophe.

Nous ne saurions discuter ici le problème du chômage ou celui des ententes industrielles. C'est par leur côté psychologique que ces débats touchent à la politique générale. Chez nous, c'est d'abord le moral qui est malade. Aucun pays, à l'exception de ceux qui sont restés au stade primitif de la vie économique, n'est actuellement sur un lit de roses, mais de tous côtés on envie la stabilité et la richesse de la France. Nous sommes, comme toujours,

les bourreaux de nous-mêmes. M. Flandin a révélé, dans son discours, que, pour le mois de janvier dernier, l'excédent des dépôts sur les retraits dans les caisses d'épargne a été de 509 millions! Il a indiqué que les compagnies de chemins de fer ont trouvé à Londres à convertir en 4 pour 100 des obligations émises à Paris à 6 pour 100. Une politique d'argent bon marché a toujours été la première condition d'une reprise des affaires.

La France souffre de deux maladies mentales que la presse ne cesse d'aggraver. C'est d'abord le pessimisme critique qui ne veut voir que ce qui est mauvais, ce qui ne réussit pas et qui conclut à l'inutilité de l'effort et à la stérilité de l'action. C'est ensuite l'esprit révolutionnaire, une sorte de millénarisme mystique, qui dispense de l'effort ; on rencontre de braves gens de mœurs paisibles, assez confortablement installés dans la vie, qui ne parlent que de « descendre dans la rue », sans savoir ce qu'ils iraient y faire, et de tout « chambarder », sans savoir ce qu'ils construiraient à la place. Scier la branche sur laquelle elle est assise, ç'a été, dans tous les temps, l'exercice favori de la société française. Elle ne s'aperçoit pas que ceux qui l'y incitent sont ceux-là mêmes qui aspirent à prendre sa place.

Seuls, pour le moment, les moyens de fortune sont à notre portée, et il en sera ainsi tant que l'Angleterre et les États-Unis n'auront pas stabilisé la livre et le dollar. Le conflit monétaire explique et conditionne la crise économique ; c'est pourquoi la lutte est à la fois pour nous nécessaire et difficile. L'expérience anglaise, qui a d'abord brillamment réussi pour certaines raisons spéciales, commence à donner de graves mécomptes : alors le renard qui a coupé sa queue voudrait persuader à ses congénères que c'est un appendice démodé. M. Robert Wolff, dans la *Revue d'économie politique* (numéro de novembre-décembre), conclut un article remarquable, où il montre les responsabilités solidaires des trois grandes Puissances économiques, par ces mots : « L'Angleterre a pu constater, en 1914, que la formule *wait and see* avait abouti à la guerre. Dans le domaine monétaire, la même formule se traduisant par la baisse graduelle de la livre sterling aboutira à un désastre équivalent par la ruine de la civilisation occidentale. Rien de constructif ne pourra être entrepris avant que l'Angleterre ne décide la stabilisation de sa monnaie... Le besoin primordial, c'est que les trois grands États s'abstiennent de poursuivre, au dedans et au dehors, des politiques contradic-

toires. » Mais n'est-ce pas rechercher la quadrature du cercle ?

Nous voudrions indiquer deux points encore. M. Flandin, président du Conseil sans portefeuille, a réussi à organiser ce que l'opinion éclairée réclamait depuis longtemps, une Présidence du Conseil ayant ses locaux, — le magnifique hôtel Matignon, naguère l'ambassade d'Autriche-Hongrie, — et un secrétaire général, M. Léon Noël, ministre de France à Prague. Certains services de coordination y sont rattachés, notamment le Service de la statistique générale, un comité nouvellement créé et chargé de coordonner l'étude et la solution des questions communes à l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, les États du Levant, la commission interministérielle des Affaires musulmanes. L'écueil était de créer un nouveau ministère, de superposer un service à des services : on n'y est pas tombé. En second lieu, le garde des Sceaux, M. Pernot, a déposé un excellent projet de loi pour assurer l'indépendance des magistrats et plus de rapidité dans l'expédition de la justice. Il n'a malheureusement pas pu, pour des raisons budgétaires, revenir sur les déplorables mesures qui ont diminué le nombre des magistrats dans les cours d'appel et les tribunaux. Le projet est en butte aux attaques des commissions. Les parlementaires tiennent par-dessus tout à persévérer dans les pratiques de basse démagogie d'où sont sorties tant d'affaires scandaleuses ; l'indépendance d'une magistrature qu'ils exigent à leur image et à leur dévotion les effraie. Le vote du projet Pernot rendrait à la justice dignité et autorité.

LA RÉPONSE ALLEMANDE

A la déclaration de Londres et aux propositions franco-britanniques qui en ont été la suite, l'Allemagne a pris son temps pour répondre. Son embarras révèle ses arrière-pensées. Sa réponse, publiée à Paris le 16 février, est courte mais embrouillée ; elle est une manœuvre. Ce qui tout d'abord saute aux yeux, c'est ce qui ne s'y trouve pas. Il n'est pas question du retour du Reich à la Société des nations ; M. Hitler et M. de Neurath gardent cette concession suprême comme le moyen de lanterner l'Angleterre et la France et de leur arracher des capitulations partielles. Il n'est pas question non plus des pactes de sécurité. L'Allemagne prend l'offensive et cherche à dissocier ses adversaires : c'est

de bonne tactique ; à nous de ne pas nous laisser manœuvrer.

On trouve d'abord, dans la note de la Wilhelmstrasse, l'affirmation des sentiments profondément pacifiques du peuple allemand. Air connu, note juste ; il est certain que l'Allemagne préfère obtenir par des voies pacifiques tous les résultats qu'elle convoite, c'est-à-dire la destruction du traité de Versailles ; mais qu'importe, si ces résultats sont précisément ceux que lui apporterait une guerre victorieuse ? Et puis, le sophisme courant : « le souci de la sécurité du Reich allemand, dont la situation géographique au cœur de l'Europe est particulièrement exposée ». La sécurité n'est pas une question géographique, mais morale. Pourquoi les Suisses de Genève se sentent-ils en parfaite sécurité bien qu'entourés par le territoire français ? La vérité est que personne n'a le moindre intérêt à attaquer le Reich ; le souci d'une sécurité que personne ne menace est pure hypocrisie. C'est la doctrine raciste, amplification plus virulente du pangermanisme, qui menace tous ses voisins. Délier l'Allemagne de tous les liens que les victimes de son agression de 1914 avaient réussi à lui imposer, c'est installer au centre de l'Europe une bombe formidable qui ne peut manquer de faire explosion. Reconnaître à l'Allemagne le droit à l'égalité des armements, c'est lui assurer du même coup la suprématie en raison de sa masse et de son potentiel de guerre. Avec une Allemagne pourvue de l'égalité des armements et dégagée de toutes les entraves par lesquelles on avait espéré la préserver de ses propres entraînements, il ne reste plus qu'un moyen d'assurer la paix : c'est une solide entente rétablissant l'équilibre continental. Voilà le dilemme en face duquel nous devons placer l'Angleterre.

Même sophisme quand l'Allemagne a le front de soutenir que « le péril d'une course aux armements est né d'un refus des États puissamment armés de procéder au désarmement prévu par les traités ». Seul le réarmement illégal de l'Allemagne crée le danger d'une course aux armements. Malheureusement, ces contre-vérités trouvent quelque écho dans l'opinion britannique qui a contribué à les accréditer ; tous les gouvernements du Reich les ont, dès l'origine, ressassés et, à force de les répéter, ils ont fini par les enraciner dans les esprits allemands, et même hors d'Allemagne. C'est de cet écheveau de mensonges qui s'enchaînent les uns aux autres que sortira la prochaine guerre, sans qu'aucune concession puisse la prévenir, loin de là. On ne l'arrêtera que par la certi-

tude de l'écrasement. Il en sera ainsi tant que le germanisme historique n'aura pas été, avec le temps, désintoxiqué du prussianisme qui l'a faussé, altéré, et qui ramène l'Europe à la barbarie.

L'Allemagne ayant été invitée à participer à l'accord aérien, elle en profite aussitôt : elle accepte en principe, mais pour participer à un accord aérien il lui faut une aviation, — qu'elle n'avoue pas posséder déjà ; — elle s'en autorise pour légitimer de plus importants réarmements. Et sa presse indique déjà qu'à cette aviation, il faut des aérodromes, et elle en tire argument pour rejeter les clauses qui démilitarisent la rive gauche du Rhin.

Voici maintenant la manœuvre. Les accords de Rome et de Londres semblent avoir créé une sorte d'entente défensive entre la France, l'Italie, l'Angleterre. C'est ce front commun, le seul argument qui soit de nature à faire impression sur l'Allemagne, qu'il s'agit de désagréger. Berlin écarte, comme préjudiciable au bon succès de l'affaire, une négociation à plusieurs ; parmi les signataires du traité de Locarno, elle entend faire un choix et demande à éclaicir, « par des conversations particulières avec les gouvernements intéressés, une série de questions préliminaires et de principe ». Elle réclame des entretiens particuliers avec l'Angleterre au sujet de la convention aérienne. La manœuvre est à double effet : il s'agit d'abord d'endormir les Anglais, d'apaiser leurs craintes, de leur montrer le caractère inoffensif des avions allemands et des « cuirassés de poche », de susciter entre eux et la France un dissentiment. Il s'agit ensuite d'isoler la convention aérienne, qui peut devenir profitable à l'Allemagne, du reste de la proposition anglo-française dont les diverses parties sont, dans l'esprit des signataires, inséparables et doivent être réalisées simultanément. L'Allemagne se déroberait aux pactes qui la gêneraient vers l'est et vers le sud et trouverait à l'ouest un système d'accords qui la mettrait à l'abri de toute pression le jour où elle voudrait réaliser son programme offensif dans l'une ou l'autre de ces deux directions. Le *Vœlkischer Beobachter*, organe officiel du parti raciste, dit que l'Allemagne rejette le pacte oriental en raison de ses rapports difficiles avec la Russie et la Lithuanie : voilà donc le bout de l'oreille, les projets ténébreux que nous indiquions dans la précédente chronique. C'est aussi le terrain où l'opinion britannique ne permet guère à son gouvernement de s'engager.

La diplomatie hitlérienne aurait-elle du premier coup trouvé

le défaut de la cuirasse ? Il est certain que le point de vue de l'Ile diffère de celui de la France continentale. Mais il est certain aussi que le gouvernement britannique entend n'agir qu'en complet accord avec le cabinet de Paris. La note du 3 février, concertée entre les deux gouvernements, n'a pas de fissure ; elle a été remise en commun par les deux ambassadeurs à Berlin ; la déclaration prend soin d'annoncer qu'aussitôt après que l'Allemagne aura répondu, Paris et Londres se concerteront de nouveau ; il n'y a donc pas lieu entre l'Allemagne et l'Angleterre à une négociation séparée qui, dans l'esprit du gouvernement de Berlin, serait comme le pendant de la négociation franco-anglaise. Mais l'Angleterre se complaît à un rôle d'arbitrage pour lequel elle se croit spécialement qualifiée. Peut-être se flatte-t-elle encore de ramener M. Hitler à Genève par de bons procédés et des concessions ? Toujours est-il que l'on n'a pas appris, chez nous, sans surprise et sans appréhension, que le gouvernement britannique se prête à la manœuvre allemande et entame une négociation en tête-à-tête avec Berlin. Sans doute, le cabinet britannique tiendra au courant celui de Paris de toutes les phases de la négociation ; sans doute nous ne doutons pas de sa loyauté. Il n'empêche que l'Allemagne, d'abord, enregistre un succès et qu'elle va mettre tout en œuvre pour pousser son avantage.

Dans l'effort désespéré des Puissances pacifiques pour articuler une Allemagne inoffensive à un continent stabilisé, c'est la France qui apporte le plus gros enjeu et qui risque la plus grosse perte : c'est elle qui doit conduire la négociation. On ne conçoit pas qu'elle puisse s'en remettre à quelque autre, fût-ce à ses meilleurs amis ; elle risque de pénibles surprises contre lesquelles il lui sera ensuite très difficile de réagir sans que les bons rapports si heureusement consolidés avec l'Angleterre aient à en souffrir. Un voyage de sir John Simon à Berlin, même s'il est précédé par une visite de M. de Neurath à Londres, sera exploité par la propagande hitlérienne comme une amende honorable du peuple britannique envers un régime qui pourtant fait horreur au public anglais et comme une reconnaissance implicite des droits que l'Allemagne réclame et dont elle est toute prête à abuser. Espérons du moins, qu'à Londres comme à Paris où il vient ces jours-ci, on ne donnera au chancelier d'Autriche, M. Schuschnigg, que des conseils de fermeté et de formelles promesses d'assistance. Espérons aussi que les manifestations inconvenantes

que prépare le front commun contre le successeur de M. Dollfuss seront réprimées comme elles le méritent.

LE CONFLIT ENTRE L'ITALIE ET L'ÉTHIOPIE

Au moment où des affaires si délicates et dangereuses préoccupent l'Europe, on n'a pas appris sans regrets et sans appréhension que l'Italie pourrait se trouver entraînée dans une campagne coloniale. Le peuple éthiopien a pour habitat principal les hauts plateaux : mais, tout autour, les Négus ont soumis diverses peuplades : ces régions sont comme les « marches » de l'Empire. C'est ainsi que, du côté du sud, les plateaux du Harrar se prolongent par des étendues semi-désertiques où les postes de la Somalie italienne et ceux de l'Éthiopie sont en présence : on se dispute les rares puits de la région.

Deux incidents assez graves se sont produits dans ces parages. Après l'échauffourée d'Oual-Oual, le 5 décembre, les Italiens demandèrent réparation à Addis-Abeba. Le gouvernement éthiopien s'adressa à la Société des nations, tandis que le gouvernement de Rome déclarait ne pas comprendre sur quoi pourrait porter un arbitrage. Les Éthiopiens affirment que Oual-Oual et Afdub, où a eu lieu un nouvel incident le 29 janvier, sont situés à plus de 70 kilomètres à l'intérieur de leur territoire. De fait les cartes antérieures à ces incidents marquent ces deux points dans la zone relevant de l'Éthiopie. Il s'agit, en réalité, d'incidents comme il s'en produit fréquemment autour des puits dans les régions pauvres en eau. Il ne paraît pas douteux que les Italiens aient occupé les puits et que des rencontres sanglantes s'y produisirent entre troupes auxiliaires des deux pays : litiges de frontière faciles à régler à l'amiable si, d'un côté comme de l'autre, on ne veut que la paix et le respect des droits respectifs.

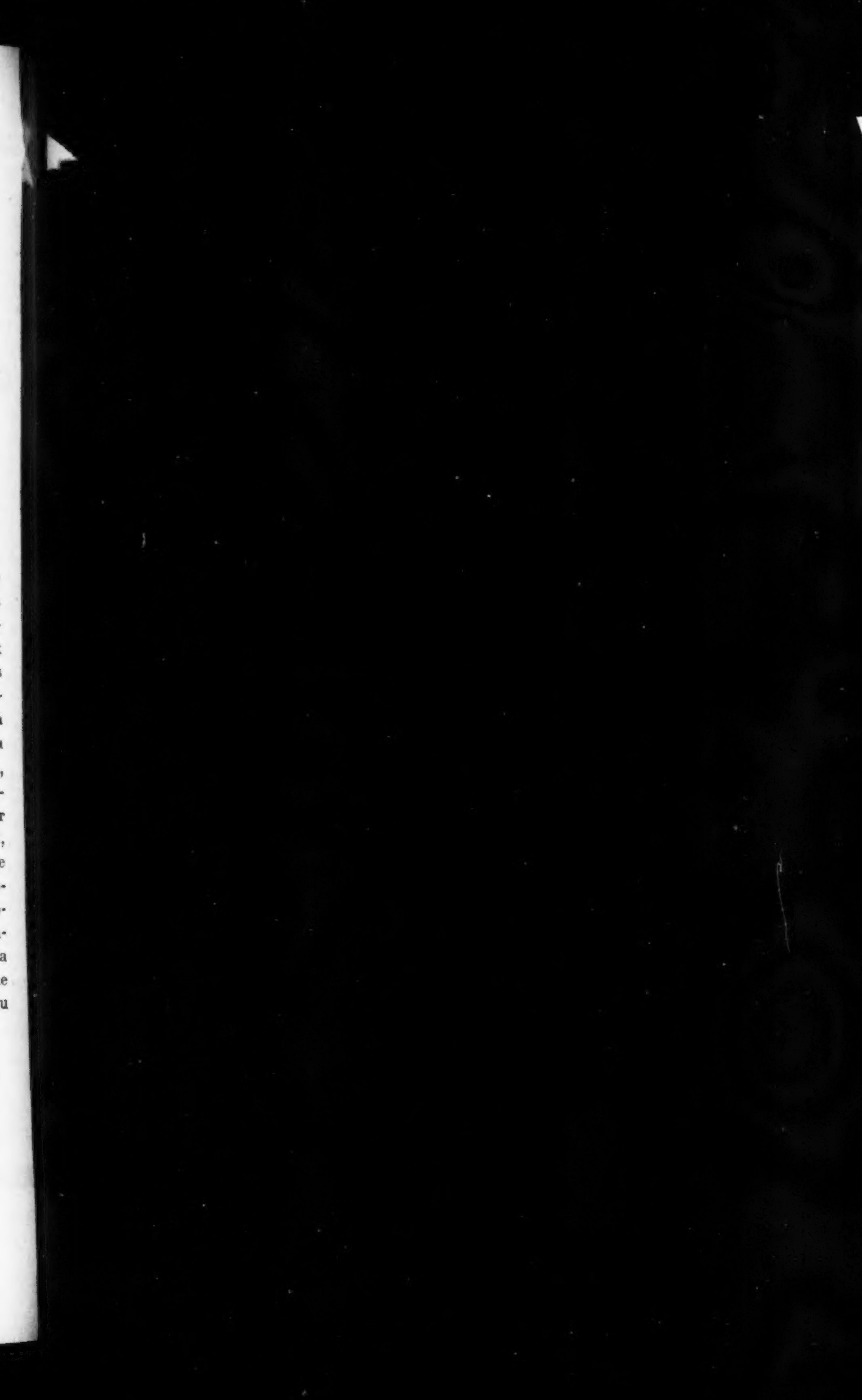
Mais, des deux côtés, les esprits sont en effervescence. Les Italiens affirment que, aux confins du Tigré, le ras qui commande dans la région concentre des troupes. Des forces considérables seraient groupées autour d'Addis-Abeba et le Négus aurait beaucoup de peine à retenir leur ardeur belliqueuse. Peut-être craindrait-il, s'il persistait à résister, pour son trône et pour sa vie. Du côté éthiopien, on s'alarme aussi : M. Mussolini ne vient-il pas de prendre pour lui-même le ministère des Colonies et d'envoyer comme gouverneur de l'Érythrée le général de Bono ?

On interprète ces faits, à Addis-Abeba, comme les symptômes avant-coureurs d'une action militaire italienne. De fait, après le dernier incident, M. Mussolini a mobilisé deux divisions, celle de Messine et celle de Florence, et a appelé leurs réservistes de la classe 1911, c'est-à-dire environ 35 000 hommes. Trois bataillons de Chemises noires et un important matériel de guerre sont déjà embarqués et voguent vers la mer Rouge. D'autre part, la presse italienne accuse les Japonais, qui ont établi, en ces dernières années, des plantations de coton en Éthiopie, d'exciter les populations contre l'Italie ; ils chercheraient à profiter des circonstances non seulement pour développer leur commerce, mais encore pour faire prédominer en Éthiopie leur influence intéressée.

Nous ne croyons certes pas que M. Mussolini ait le dessein prémédité de s'engager dans une guerre difficile contre une nation chrétienne, membre de la Société des nations et qui a, en Europe et en Asie, des amis. L'accord tripartite de 1906 entre l'Angleterre, l'Italie et la France garantit l'indépendance de l'Éthiopie. A une expédition militaire l'Italie pourrait donc perdre beaucoup et ne gagnerait pas grand chose. L'envoi de forces imposantes est destiné, affirment la presse et la diplomatie italiennes, à ôter aux chefs abyssins toute velléité d'offensive. Mais ne risque-t-on pas que les fusils partent tout seuls ? Si les Italiens rejettent l'entremise de la Société des nations, son autorité en Europe ne s'en trouvera-t-elle pas diminuée ? Aucune Puissance limitrophe n'a intérêt à ébranler le pouvoir d'un souverain ami du progrès, intelligent et sage. La diplomatie britannique et la nôtre multiplient les efforts à Addis-Abeba comme à Rome pour amener un arrangement pacifique que les deux gouvernements, au fond, désirent. Mais les amours-propres sont en jeu. Il ne faut pas se dissimuler qu'il sera plus difficile d'incliner le gouvernement éthiopien à des concessions que M. Mussolini à un arrangement honorable. Il a pris soin de déclarer que sa vigilance en Europe centrale ne serait en rien gênée par les précautions militaires qu'il a cru devoir prendre en Afrique. Il est à souhaiter cependant que son attention ne soit pas distraite des affaires danubiennes au moment critique que traverse l'Autriche.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.



A

essay
l'uni
à ca
reste
Je sa
que
pabl
dési
Celu
con
espe

com
mie
Ces
atte
dig

mo

SAINT-JEAN D'ACRE

DERNIÈRE PARTIE (1)

Alors, tu estimes... ? demanda d'une voix anxieuse Ibrahim Gharib en s'adressant à son hôte.

Boyer sans hésiter répondit :

— Oui, j'estime que la première chose qu'il te faudrait essayer de faire, ce serait d'améliorer votre armement, de l'unifier, dans la mesure du possible, en prenant bien garde, à cause de votre difficulté à vous procurer des munitions, de rester à même d'utiliser toutes celles qui peuvent vous échoir. Je sais bien que ce n'est pas là une tâche aisée. Je sais aussi que je ne suis qu'un pauvre capitaine d'infanterie, bien incapable de vous venir en aide, en tout cela, autant que je le désirerais. Mais sois sans crainte. Tu n'as qu'un mot à dire. Celui que tu sais, si tu le veux, mettra à ta disposition tous ses conseils et toutes ses ressources, au delà de ce que tu peux espérer.

— Tu diminues certainement tes mérites. Un homme comme toi, qui s'est battu où tu t'es battu, peut apprendre aux miens ces secrets, qui font qu'il faut qu'on soit vainqueur. Ces hommes, dès demain, je te les montrerai, et tu verras, en attendant que tu puisses aller le dire à ton maître, s'ils sont dignes de la confiance qu'il se propose de leur accorder.

— Avec joie! Quand tu voudras, dit Boyer. Mais excuse-moi...

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 1er mars.

— Qu'y a-t-il? Est-ce que tu souffres davantage?

— Non, ce n'est pas tout à fait cela. Mais, vois-tu, l'endroit où je me trouve, toi-même, notre conversation, tant de choses tellement inattendues pour moi, tellement nouvelles!... Si préparé à tout que je me sois juré de l'être, il est tout de même assez naturel que je me demande si je ne rêve pas.

Parlant ainsi, il contemplait cette gigantesque et sombre salle, cette baie ouverte sur la nuit, ces montagnes dont le profil s'inscrivait en noir dans le firmament d'améthyste... Rien que des étoiles; pas un nuage. Rien que des parfums; pas un bruit.

Ibrahim Gharib allait et venait de long en large. Il apparaissait ou disparaissait, selon qu'il entrait dans le halo de la lampe à huile, — qu'une chaîne qui semblait sans fin rattachait à la voûte obscure, — ou qu'il en sortait.

— Et moi? fit-il. Est-ce que tu te figures que je n'ai pas aussi l'impression que je rêve?

— Tu es habitué à tout ce qui t'entoure, répliqua Boyer.

— Et ceci, dit Gharib, crois-tu que j'y sois habitué?

Il avait pris dans sa pelisse l'enveloppe que lui avait remise la veille le capitaine. Il en avait retiré la lettre. De nouveau, il la regardait, il la palpait.

— Bonaparte! murmura-t-il comme en extase.

— Il y a une chose que je voudrais bien savoir, dit Boyer. Quand et comment as-tu entendu parler de lui?

L'Émir eut un geste vague.

— Je sens que je te l'expliquerai bien mal. Les nouvelles, dans nos montagnes, parviennent comme portées sur les ailes du vent. Lorsque, bien avant le prophète Ali, et notre Seigneur le Messie lui-même, un homme, une sorte de Dieu, qu'on appelait Iskander, traversa ce pays pour aller mettre le siège devant Sour, on a dû l'apprendre de la même façon. D'abord, nos ancêtres ont commencé par refuser d'admettre son existence. Puis, les bruits se sont précisés. Il n'y a plus eu moyen de lutter contre l'évidence. Il n'a plus été possible que de se prosterner. Moi qui te parle, il n'y a pas six mois, je ne voulais pas encore croire à celui que tout le monde nomme à présent le sultan Bounaberdi. A la fin de l'année dernière, des fuyards sont venus d'Égypte à Damas, à Homs, à Lattaquié,

et dans quel désordre! C'étaient des gens qui l'avaient vu, et qui en parlaient. Nous, nous nous moquions de leurs histoires. Nous riions quand ils nous juraient que cent soldats, animés par lui, suffisaient pour mettre en déroute des dizaines de mille de cavaliers. Tout cela avait lieu loin de nous, et nous savions par expérience qu'il n'y a rien de plus menteur qu'un mameluk d'Ibrahim ou de Mourad bey. Mais voici soudain que ce n'est plus d'Alexandrie ni du Caire, mais de Jaffa et d'Acre qu'il est question. A Beyrouth et à Tripoli, les pachas s'effarent et collent l'oreille contre terre, pour guetter les pas du géant. Parmi les gens qui prétendent avoir vu son visage, il en est de par ici, que je peux de moins en moins récuser. Tel était mon état d'esprit quand, avant-hier, sans savoir ce qui m'y attendait, je suis venu à Saint-Georges. Ç'aura été pour t'y trouver! Dis-moi, dis-moi, comment est-il? Est-ce vrai que la colonne de feu le précède, qu'il est vêtu d'or et d'azur, et que parmi les étendards qui frissonnent, il s'avance, comme l'autre, sur un éléphant?

Boyer ne put s'empêcher de sourire.

— Ça viendra peut-être. Mais, pour l'instant, je t'assure qu'il use de moyens de transport plus terre à terre. Comment est-il? Tu auras, j'espère, l'occasion d'en juger par toi-même, avant longtemps. Pour le reste, grâce à la lettre que tu as entre les mains, tu disposes sans doute de plus de renseignements que je ne serais capable de t'en fournir. Ma tâche est donc accomplie, la moitié du moins. Elle ne le sera tout à fait que le jour où je serai de retour devant Acre. Je compte sur toi pour m'y aider, sans trop de retard, n'est-ce pas?

— Tu te mettras en route dès que tu le pourras, dit Gharib. Tu as raison, et c'est toi qui dois m'excuser. Je parle, je parle, je t'oblige à parler, et je ne me souviens même plus de ta fatigue, des soins que je me suis engagé à te faire donner!...

Il frappa sur un timbre. Au fond du vestibule, une forme blanche surgit :

— Préviens Djeïda, ordonna l'Émir, que je l'attends, qu'elle peut monter. Dis-lui aussi qu'elle amène deux de ses femmes.

Et il revint s'asseoir sur le divan, près de Boyer.

Djeïda entra. Elle était accompagnée de deux négresses, l'une encore jeune, l'autre très âgée. Elles demeurèrent en

arrière, tandis que leur maîtresse, s'étant avancée avec lenteur, vint s'incliner devant Gharib.

Où donc Boyer avait-il pris qu'elle fût rousse? Ce devait être la lueur sanglante de la torche de tout à l'heure qui l'avait abusé ainsi. Il n'avait au contraire jamais vu de cheveux plus noirs. Une ferronnière de sequins les serrait autour du front pâle, au milieu duquel ils se partageaient, pour refluer, en épaisse masse bouclée, sur la blancheur de la tunique. A la taille, elle avait une ceinture plus large, mais semblable, agrafée par deux corindons. Des filigranes d'or entouraient de leur fin réseau cette tunique un peu byzantine. Les yeux, les lèvres, les ongles fardés ajoutaient encore à l'aspect hiératique de cette femme. Elle ne devait presque jamais parler.

— Voici, dit Gharib, un hôte que je ramène. Il est blessé, et je désire que tu le soignes toi-même, car je tiens d'une façon toute spéciale à l'honorer.

Elle se contenta de s'incliner de nouveau.

— Montre-lui ton épaule, ordonna l'Émir à Boyer.

— Ce n'est rien, dit ce dernier, tandis que Djeïda, penchée sur lui, l'aidait à enlever son pansement. Une simple foulure. Je vais beaucoup mieux. Je suis confus de vous déranger ainsi.

— Laisse-toi faire, dit Gharib. Elle n'a pas besoin que tu lui expliques ce que tu as pour savoir comment il faut te soigner. Il y a un an, on m'a rapporté à Masyaf à moitié mort, avec une balle dans la poitrine. Moins de six semaines après, grâce à elle, j'étais sur pied.

Impassible, la jeune femme continuait à défaire le bandage. Il semblait que l'on parlât d'une autre que d'elle. Entendait-elle même ce qu'on disait? Et soudain, l'officier ne put exprimer un frémissement. Il venait de sentir les fragiles doigts de Djeïda effleurer son épaule nue.

Les négresses s'étaient approchées. Sur un signe d'elle, la moins âgée sortit, pour être de retour presque aussitôt, rapportant un bassin et une aiguière d'argent, de la charpie, un pot de grès empli d'une étrange pommade rougeâtre...

— Laisse-toi faire, répéta Gharib, tandis que la jeune femme commençait à enduire de cette pommade l'épaule de Boyer.

Si habiles, si mesurés que fussent les gestes de sa singu-

lière infirmière, celui-ci souffrait. Il est vrai qu'il ne songeait guère à son mal. Il observait Gharib. Il en avait d'autant plus le loisir que les yeux de l'Émir, depuis qu'elle était entrée, n'avaient plus quitté un seul instant Djeïda. Il y avait dans le regard dont il l'entourait le mélange le plus émouvant de fierté, d'amour, de détresse aussi. Quelle barrière douloureuse devait s'élever entre ces deux êtres! Un étranger autre que le capitaine n'aurait rien remarqué, ou n'eût rien compris. Lui, il comprenait, car il savait.

— Comme je voudrais pouvoir vous exprimer ma gratitude! fit-il, lorsqu'elle se redressa, ayant terminé.

Ce n'était point de sa part vaine formule de politesse. Incontestablement, il se sentait mieux.

— Tu verras demain! dit Gharib ravi. Djeïda, il peut manger, n'est-ce pas?

Ayant consulté du regard la vieille négresse, elle répondit, de sa lente voix monotone :

— Oui, il peut.

— Bon! Donne alors des ordres pour qu'on nous fasse servir à dîner, dans cette pièce où on lui dressera ensuite son lit. Tu viendras ensuite voir comment il va, au moment où l'on nous montera le café.

— Sera-ce bien nécessaire? dit-elle. Je ne pense pas qu'il ait besoin de moi avant demain.

Le ton de Gharib se fit autoritaire.

— Tu viendras quand même, ne serait-ce que pour nous tenir compagnie, jusqu'au moment où nous le laisserons se reposer.

Elle inclina sa tête pâle.

— Bien! dit-elle simplement, je viendrai.

Restés seuls, les deux hommes gardèrent le silence. Et ce fut ainsi jusqu'au moment où les serviteurs qui leur avaient apporté les plats se furent retirés.

— Elle est bien belle, n'est-ce pas? murmura alors Gharib d'une voix un peu sourde.

Le capitaine le regarda.

— Si je n'avais pas cru que ce fût, chez vous, la plus grave des impolitesses, je ne t'aurais pas laissé le temps de le dire le premier.

On était à la moitié de mai. Il y avait six semaines que Boyer, avec ses deux compagnons, avait quitté Saint-Jean d'Acre, près de deux semaines qu'il était à Masyaf, à recevoir, chaque matin, et depuis huit jours chaque soir aussi, les soins silencieux de Djeïda.

La veille, l'Émir lui avait dit :

— Voici que tu es à peu près guéri. D'autre part, tu as vu ici, comme armes et comme guerriers, tout ce qui mérite de l'être. Demain matin, si tu veux, nous monterons à cheval. Je te conduirai à Qadmous et au Khaf, les deux châteaux qui délimitent, avec Masyaf, le triangle sur lequel a régné mon prédécesseur, le vieux Rached-Ed-Din-Sinân, où je règne moi-même à présent. Il est bon que tu les voies aussi, pour pouvoir en parler à qui de droit. Le cheikh Mokbel, mon lieutenant, qui y commande, est prévenu. Il nous attend.

— Je veux bien, avait dit Boyer. Mais ne me suis-je pas déjà trop attardé?

Gharib avait haussé les épaules.

— Tu ne pouvais pas repartir plus tôt. Et ces deux journées de cheval te seront un excellent exercice pour la grande distance qu'il te reste à couvrir.

Le lendemain, à la première heure, l'Émir entra chez l'officier. Gharib paraissait soucieux.

— Qu'y a-t-il ? interrogea tout de suite Boyer.

— J'ai pensé à ne pas te le dire. Mais je ne m'en reconnais pas le droit. Un de mes hommes, cette nuit, est arrivé de Tripoli, avec des nouvelles.

— Lesquelles ?

— Il y a une semaine, on se battait toujours avec acharnement devant Acre. Vos troupes livraient un nouvel assaut, plus meurtrier encore que les premiers.

— Ce n'est pas possible, dit Boyer. Acre, à l'heure actuelle, est sûrement tombé.

Gharib secoua la tête.

— La ville, en tout cas, tenait encore il y a huit jours, dit-il.

Il s'arrêta, devant la consternation qu'il lisait sur le visage de son hôte.

— Remarque, en effet, que, depuis, il est fort probable

qu'elle ait été prise. Il paraît que cette dernière attaque était si furieuse... Quoi ? Que dis-tu ?

Boyer s'était levé.

— Le cheval sur lequel je devais t'accompagner à Qadmous ?

— Eh bien ?

— C'est un bon cheval ! Est-ce que tu me le donnes ?

— Naturellement ! Mais pourquoi ? Explique-toi !

— Parce que, aujourd'hui, je serai en route pour Acre.

— Ah ! soupira l'émir. Je m'en doutais !

Il reprit, après une hésitation de quelques secondes :

— Écoute. Il y a une chose que je ne t'ai jamais dite. La lettre, tu sais ? la lettre que tu m'as apportée...

— Eh bien ?

— Elle te donne le droit de rester.

Boyer le regarda.

— Je t'en donne ma parole, dit l'Émir.

— Rien, répliqua Boyer, ne saurait me donner le droit de rester, alors que je puis être là-bas, où mes camarades se battent. A ma place, que ferais-tu, toi ?

Gharib sourit.

— Tu as raison. Je ne resterais pas.

Djeida, qu'il avait fait appeler, fut tout de suite là.

— Le capitaine, lui dit-il, tient à te faire ses adieux.

Elle les regarda, à tour de rôle, sans comprendre.

— Vous serez bien tous les deux de retour demain soir, n'est-ce pas ? dit-elle assez froidement.

— Non, car ce n'est pas pour Qadmous qu'il part... que nous partons !

— Quoi ! fit-elle, pour Saint-Jean d'Acre !...

Il la regarda curieusement :

— Je te félicite de l'avoir aussitôt deviné, dit-il.

— Qu'est-ce que cela signifie ? s'écria Boyer avec agitation, dès qu'elle fut sortie. Tu songerais ?...

— A ton tour, dit l'Émir avec beaucoup de calme, comment ne l'as-tu pas deviné ? Cela signifie que je t'accompagne.

— Je ne le veux pour rien au monde. Ta place est ici. Qui sait ce qui peut se passer pendant que tu ne seras pas là !

— Mes dispositions seront vite prises, répondit Gharib. Le cheikh Mokbel sera ce soir même à Masyaf, quelques heures après notre départ. Je n'ai même pas besoin de l'attendre pour lui donner la consigne. Il a toute ma confiance, et ce n'est pas la première fois qu'il me remplacera.

— C'est insensé! fit le capitaine. Tu connais tout de même les chemins par lesquels il va falloir t'aventurer.

— Au moins aussi bien que toi.

— C'est parce que tu les connais mieux que moi que tu dois savoir à l'avance qu'ils seront remplis de tes ennemis. Un inconnu comme moi peut passer partout. Et s'il ne réussit pas, la belle histoire! Ça ne fera jamais qu'un soldat de moins. Mais un homme comme toi, sur lequel nous comptons... C'est cela qui serait une perte irréparable.

— Il n'y a pas de perte irréparable, dit l'Émir avec une bizarre amertume. Crois-moi!

Il se pencha vers Boyer.

— Et puis, et puis, il y a Lui, qu'il me tarde tellement de voir! dit-il à voix basse. Est-ce que tu ne l'as donc pas compris?

Ils se mirent en route le jour même, un peu avant midi. Gharib n'emmenait avec lui qu'une demi-douzaine de cavaliers, moins destinés dans son esprit à servir d'escorte que de courriers, pour faire parvenir à Masyaf de ses nouvelles. Du seuil de la haute porte du château, Djeïda, toujours impassible, les vit partir. Droite dans son obscur manteau dont les plis, tombant jusqu'au sol, la recouvraient toute, elle ressemblait à quelque grand oiseau de nuit.

L'Émir l'embrassa sans mot dire. Tandis qu'il donnait ses derniers ordres, Boyer s'approcha d'elle, encore une fois, pour la remercier. Sa voix trembla en lui disant une phrase quelconque. Elle demeurait immobile. Ses lèvres elles-mêmes parurent ne point remuer, lorsque, très bas, elle murmura, si bas que ce fut à peine s'il l'entendit :

— Si j'avais apporté moins de soins à te guérir, tu ne serais pas si vite reparti!

— Que t'a-t-elle dit? demanda avec indifférence Gharib, qui chevauchait déjà en tête de la petite troupe.

— Qu'elle me souhaitait bonne chance, répondit Boyer.

— Si Dieu le veut ! dit l'Émir.

Et il mit sa bête au galop.

Le malaise qui s'était emparé d'eux à leur sortie de Masyaf, les incidents de la route se chargèrent de le dissiper, sans y réussir tout à fait cependant. Boyer sentait que son compagnon l'observait. Lui-même, il ne perdait pas une occasion de l'épier à la dérobée. La nuit tombante vint les délivrer de cet indigne supplice. La majesté de l'ombre leur donna licence de ne point parler. Des cailloux se détachaient sous les pas de leurs chevaux, et s'en allaient en bondissant réveiller les sombres échos des précipices. Parfois, des feux surgissaient, dont Gharib, lorsqu'ils apparaissaient à leur niveau, mettait tous ses soins à passer aussi loin que possible. Mais, la plupart du temps, ils brillaient tantôt plus bas, tantôt plus haut.

Ils n'entrèrent jamais dans une maison pour s'y reposer. Il leur arriva de demeurer, des heures entières, dissimulés dans une anfractuosité de la roche. Sur les sentiers qui serpentaient au flanc des monts, ils aperçurent, à plusieurs reprises, s'avançant à leur rencontre, des cavaliers pas plus gros que des fourmis. Ils se cachaient pour les laisser passer. Peut être était-ce là des gens qui ne nourrissaient aucune pensée hostile, avec lesquels il y aurait eu même avantage à entrer en conversation. Mais c'eût été risquer vraiment une partie trop périlleuse. Et ils restaient, immobiles et muets, le cœur battant, la main aux naseaux de leurs chevaux, pour s'efforcer de les empêcher de hennir.

Il y avait plus d'une semaine qu'ils allaient ainsi quand, une nuit, une nuit presque aussi claire que le jour, ils aperçurent, montant dans le ciel, une énorme montagne à la cime couverte de neige. L'Hermon ! Ils le longèrent de très près, car Gharib, par prudence, avait abandonné la route de la plaine pour s'enfoncer à travers le Liban. Ce nouvel itinéraire était de beaucoup moins fréquenté que l'autre ; mais, en revanche, il imposait aux voyageurs des cheminements abominables. Un de leurs chevaux se brisa une jambe ; il dut être abattu.

— Reste ici, ordonna l'Émir à l'homme ainsi démonté. Tu tâcheras de te procurer demain un nouveau cheval, et tu

rentreras à Masyaf. Là-bas, tu diras que tout va bien, et que, lorsque nous t'avons quitté, nous n'étions plus loin de notre but.

La nuit qui suivit, ils atteignirent la mer. Un château fort, sur leur gauche, dominait le chemin côtier.

— C'est le Kalaat-ech-Chema, dit Boyer, qui ne perdait pas une occasion de consulter sa carte.

— En es-tu sûr ?

— Oui.

— Alors, nous ne sommes plus qu'à une dizaine de lieues d'Acre. Bientôt, nous pourrons apercevoir les feux du bivouac.

La fatigue les empêcha d'aller plus loin. Ils dormirent au bord de la mer, près d'une tour de guet abandonnée, pour reprendre leur marche avant l'aube. La nuit était froide. Ils firent une flambée de varech, prêts à l'éteindre à la première alerte. Boyer, entre les doigts de l'Émir, voyait glisser les boules jaunes d'un chapelet d'ambre. Gharib portait, à l'index de la main gauche, un anneau avec une pierre qui était une turquoise gravée.

Quelques heures plus tard, comme ils achevaient de gravir une haute falaise crayeuse, un tison d'un rose ardent surgit des flots, au ras de la ligne d'horizon. En très peu de temps, l'orbe du soleil émergea.

Du même mouvement, ils arrêtèrent leurs chevaux. Boyer tendit le bras :

— Saint-Jean d'Acre ! dit-il.

Et l'Émir répéta :

— Oui, Saint-Jean d'Acre.

Maintenant qu'ils touchaient au but, au lieu d'accélérer leur allure, sans savoir pourquoi ils la ralentirent.

— Nous n'allons plus tarder à rencontrer quelques patrouilles de notre cavalerie, dit Boyer. Le pays doit être maintenant complètement purgé de soldats de Djezzar.

— Raison de plus pour redoubler de précautions, répliqua Gharib. N'oublie pas que tu n'es point revêtu de ton uniforme, et qu'un de tes soldats à toi serait fort excusable de te saluer par un coup de fusil.

— Il ne manquerait plus que cela ! fit le capitaine.

Il rit, d'un rire qui sonna faux.

Bientôt, ils aperçurent les premières maisons d'un village enfoui dans les vergers.

— Qu'est-ce que c'est que ce village ?

— Je le reconnais. Ez Zib. J'y suis venu le 24 mars, cinq jours après notre arrivée devant Acre. Nous y avons fait du fourrage. Un de nos détachements doit certainement l'occuper. Laisse que j'aille m'en rendre compte.

Il allait prendre les devants lorsque Gharib, soudain, lui fit un signe.

— Chut ! Regarde. Qu'est-ce que c'est ?

Une douzaine de cavaliers, au petit trot, sortaient du village, et venaient dans leur direction.

— Les mameluks de notre légion égyptienne, dit Boyer. Je les reconnais à la couleur de leur turban, orange et blanc.

— Silence ! fit brusquement l'Émir.

Il y avait, à leur droite, un petit bois de citronniers. Ayant sauté à terre, il y pénétra, tirant par la bride son cheval. Machinalement, Boyer l'imita ; leurs cinq compagnons les suivirent.

— Eh bien ! fit l'Émir, quand les cavaliers furent passés. Il me semble que nous avons failli commettre une jolie bévue.

— Pourquoi ?

— Je ne connais pas l'uniforme de votre légion égyptienne. Mais je connais très bien celui de la garde de Djezzar.

— Et tu crois que ces gens-là en font partie ?

— Je ne crois pas, j'en suis certain. Tu n'as pas vu le croissant d'argent de leur turban ? Il n'y a qu'eux qui le portent.

— Qu'est-ce que cela signifie ? murmura Boyer.

L'Émir haussa les épaules.

— Cela peut signifier plusieurs choses, dont une, tout au moins, ne saurait être mise en discussion : c'est que nous avons intérêt, jusqu'à Saint-Jean d'Acre, à ne pas galoper à découvert, sur la route, ainsi que nous venons de le faire, comme des enfants.

Il ajouta :

— Nous allons commencer par nous diviser en deux groupes. Prends sur la gauche, avec trois de nos hommes. Moi, j'irai à droite, avec les deux autres. Rendez-vous sur ce monticule que tu vois là-bas, entouré d'une haie de cactus. De

là, on doit avoir une vue d'ensemble sur le golfe. Alors, s'il plaît à Dieu, nous comprendrons...

Ils mirent plus d'une heure à franchir la distance indiquée, une lieue tout au plus.

— Je n'y comprends rien ! dit Boyer, lorsqu'ils se furent rejoints.

— Qu'est-ce que tu ne comprends pas ?

— J'ai rencontré d'autres mameluks, des cavaliers de Djezzar, à n'en pas douter. Et ce qui m'a le plus surpris...

— Qu'est-ce qui t'a le plus surpris ?

— C'est leur air parfaitement tranquille. Ils se promènent dans la campagne comme s'il n'y avait plus un ennemi.

— Avançons toujours, dit Gharib. Nous ne devons plus être très loin d'Acre.

— A trois lieues tout au plus.

Ils reprirent leur marche en silence. Tout à coup, Boyer poussa un juron.

— Qu'y a-t-il ? demande l'Émir.

— Quand le diable y serait, fit le capitaine, je suis sûr de ne pas me tromper. C'est l'aqueduc que nous apercevons là !

— Et alors ?

— Ça prouve que nous sommes encore plus près que je ne pensais. Mais qu'est-ce qui a bien pu arriver ? Une armée de vingt-cinq mille hommes, cela tient tout de même de la place. Et pas un coup de canon, ni même de fusil ! Qu'est-ce qui se passe ?

— De toute façon, nous n'allons plus tarder à le savoir, dit Gharib. Descendons de cheval, veux-tu ? Nous ne pouvons arriver là-haut qu'à pied.

Il désignait, parlant ainsi, une espèce de colline pierreuse, couronnée par un marabout à demi ruiné. Des chèvres broutaient les plantes poussiéreuses qui hérissaient toute cette rocaille. Un vieux berger les surveillait.

Ce fut l'Émir qui, le premier, atteignit le sommet de la butte. Boyer, qui continuait à s'escrimer, des pieds et des mains, contre les pierres croulantes, le vit se dresser de toute sa haute taille. Sans mot dire, il interrogeait l'horizon.

— Eh bien ? fit l'officier d'une voix pleine d'angoisse.

— Regarde, dit simplement l'Émir.

Saint-Jean d'Acre était là, tout près, rose et tranquille dans la chaude lumière d'or. Entre eux et la ville, il n'y avait rien, rien que le quadrillage brun des tranchées désertes. Plus un soldat ; plus un cheval ; plus un canon. Rien !

Tu vas m'attendre ici, dit Gharib.

— Que vas-tu faire ? murmura le capitaine.

— Aller aux renseignements. Il faut tout de même que nous sachions ce qui s'est passé.

— Je vais avec toi.

— Fais-moi le plaisir de m'obéir, et de ne pas bouger.

A distance respectueuse, ils avaient longé la ville. Ils en étaient maintenant à environ une lieue, à l'est, sensiblement à la hauteur de l'endroit où s'élevaient, deux mois plus tôt, les tentes de la division Reynier.

— Que vas-tu faire ? répéta Boyer.

— Entrer dans Acre, tiens ! Seul, je suis à peu près certain de n'y courir aucun danger. Toi, tu vas demeurer ici. Tu te garderas, quoi qu'il arrive, de prononcer une parole. Ta nervosité te ferait tout de suite suspecter. Mes hommes ont ordre de répondre à ta place, si quelque indiscret, d'aventure, cherche à engager la conversation. Ils diront que tu es sourd-muet. Ce n'est pas un rôle bien difficile. Tâche de te tenir de ton mieux. Notre vie à tous en dépend. A tout à l'heure. J'espère ne pas être longtemps absent.

Il était près de cinq heures de l'après-midi quand Gharib revint. Boyer l'aperçut de très loin. L'Émir s'avançait, sans se presser. Il était porteur d'un couffin rempli de provisions. Il les étala devant ses compagnons.

— Quelques instants de plus, dit Boyer, et j'allais partir à ta recherche.

— Tu as bien fait de t'en abstenir, répliqua Gharib imperturbable. Tu ne m'aurais pas précisément facilité la besogne.

— Alors ?

— Chut ! mange d'abord. Nous ne sommes pas au bout de nos épreuves. Ne t'occupe pas de moi. J'ai mangé. C'est bombance dans Acre. Il paraît que, depuis cinq jours, on n'a pas cessé d'y festoyer.

— Depuis cinq jours ?...

— Oui. Il y a cinq jours que le siège est levé.

— Levé ? Le siège est levé ? fit Boyer.

En chancelant, il s'était dressé.

— Où sont-ils ?

— Qui ?

— Eux ? L'armée ? Mes camarades ?

L'Émir désigna le sud.

— En retraite, vers Jaffa. Rassure-toi. Bonaparte a bien mené son affaire. Pas une minute, Djezzar n'a songé à l'inquiéter. L'opération s'est faite de nuit, sans un bruit, sans qu'un seul des assiégés se soit douté de quelque chose. Plus tard, je te donnerai tous les détails que tu voudras. Pour le moment, je te le répète, mange. Nous allons avoir à marcher toute la nuit. Nous ne sommes pas encore tirés d'affaire, comme bien tu penses.

Boyer ne l'écoutait plus.

— Combien de temps, demanda-t-il, crois-tu qu'il me faille, pour être à Jaffa ?

— Pour être à Jaffa ? dit Gharib.

Il sourit.

— Je mentirais en te disant que je ne prévoyais pas ta question. Tu t'imagines bien aussi que ma réponse est préparée. Tu ne vas point t'obstiner, n'est-ce pas, m'obliger à entrer avec toi, en un tel instant, en un tel lieu, dans une discussion ridicule ? A Jaffa, dis-tu ? Voyons, tu sais bien que tu n'y parviendrais jamais.

— Je ne sais qu'une chose, c'est qu'avant une heure je me mettrai en route, pour Caïffa d'abord.

— A merveille. A la nuit tombante, alors, tu auras atteint Caïffa, et, quand la lune se lèvera, ce sera pour éclairer, accrochée sur la porte de la ville, la tête d'un certain capitaine Boyer, que tu connais aussi bien que moi. Ce capitaine-là, s'il a quelque chance de revoir un jour ses camarades, ce n'est pas sur la route de Jaffa qu'il la trouvera.

— Que ferais-tu, si tu étais à ma place ?

— Ce que l'homme que tu sais, s'il était ici, n'hésiterait pas, une minute, à t'ordonner. Deux partis à prendre. D'un côté, une mort aussi assurée qu'elle sera affreuse et inutile. De l'autre, la possibilité d'y échapper, de rentrer en France, plus tard. La flotte anglaise ne surveillera pas éternellement nos

côtes, et je trouverai bien le moyen de te faire embarquer sur quelque tartane gênoise ou vénitienne, à Tripoli, à Lattaquié, deux ports où j'ai des amis, et qui ne sont pas bien éloignés de Masyaf.

— Alors, c'est à Masyaf que, d'après toi, il faut que je revienne ?

— C'est pour Masyaf que je repars tout à l'heure, et où je te propose de rentrer avec moi.

Les deux hommes se regardèrent.

— L'hospitalité que tu as reçue chez moi, dit Gharib d'une voix singulière, t'est, je suppose, une garantie suffisante de celle qui t'y attend de nouveau ?

— Je t'en remercie d'avance, répondit l'officier. A quelle heure veux-tu partir ?

— Lorsque la nuit sera venue. Nous ne sommes pas entourés que d'amis, et j'aime autant qu'on ne remarque pas la direction que nous allons prendre.

— Soit, dit Boyer. Je sais me rendre aux bonnes raisons. J'accepte. Mais à une condition.

— Laquelle ?

Le capitaine s'était penché vers lui. Gharib sursauta.

— Ce serait une folie sans nom. Toi, pénétrer dans Saint-Jean d'Acre ! Je n'ai pas cru devoir te dire tout ce que, moi-même, je viens d'y risquer.

— Ma résolution est formelle, dit Boyer.

— Il y a une chance sur deux pour que tu sois massacré, et moi aussi, à cause de toi, par la même occasion.

— Tu n'as pas besoin de venir avec moi. J'exige au contraire que tu demeures ici, à m'attendre. Chacun son tour, n'est-il pas vrai ? Si, dans une heure, je ne suis pas revenu, vous vous mettrez en route pour Masyaf. Telle est ma volonté. Si tu ne la respectes pas, j'entrerai tout de même dans Acre, et ensuite, je partirai, mais pour Caïffa.

L'Émir parut réfléchir.

— Je vois ce que tu veux, fit-il enfin : qu'il ne soit pas dit qu'aucun soldat de Bonaparte n'a réussi à pénétrer dans Saint-Jean d'Acre ?

Boyer sourit.

— Je rends hommage à ta perspicacité.

— Eh bien ! dit Gharib, qu'il en soit fait selon ton désir. Je

le répète, c'est de la folie. Mais un genre de folie qui m'est assez sympathique.

Il ajouta :

— Seulement, que tu y consentes ou non, là aussi je t'accompagnerai.

Ils entrèrent dans la ville en fête un peu après le coucher du soleil, juste au moment où des milliers de lampes multicolores s'y allumaient.

— Ne regarde pas de ce côté! murmura précipitamment l'Émir.

Trop tard : involontairement ou non, Boyer avait eu le temps de voir, au-dessus d'une énorme porte béante, une brochette de têtes coupées s'alignant. Chacune d'elles était surmontée d'une sinistre lanterne blanche. Chacune d'elles avait en dessous une raie noirâtre, qui était le sang qui en avait coulé. Elles grimaçaient et ricanaient. On eût dit les masques de quelque carnaval atroce et grotesque. La foule qui se pressait en bas les injuriait. On leur lançait des gravats, des détritus, des morceaux de pastèque qui venaient s'écraser sur elles avec un affreux bruit mou. Des femmes leur montraient le poing. D'autres haussaient vers elles, à bout de bras, afin qu'ils puissent mieux les voir, des petits enfants qui piaillaient.

Boyer sentit une main qui saisissait la sienne. C'était Gharib qui s'efforçait de l'entraîner.

— Non! non! Encore! encore! Cette porte? Qu'est-ce que c'est que cette porte?

— L'entrée du palais de Djezzar.

— Allons! Je le veux!

Ils n'eurent qu'à se laisser porter par la cohue. De nouveau, la porte passée, ce fut la nuit, une nuit à la fois infernale et magnifique, si douce, si lumineuse, avec des parfums de géranium, de tubéreuse, de jasmin qui, de toutes parts, montaient du sol vers leurs narines contractées. Ils étaient dans les jardins du pacha. Leurs pieds foulaient dans l'obscurité des parterres de fleurs odorantes. La brise balançait autour d'eux des milliers d'oranges et de citrons qui brillaient comme d'étranges globes de cuivre et d'or. Et, subitement, le cœur de Boyer se mit à bondir, à l'apparition du spectacle le plus sombre, le plus farouche qu'il lui ait été jamais donné de

contempler. Au milieu du jardin, une tour se dressait, ténébreuse à sa base, et dont le faite rougeoyait ainsi qu'une immense torche. Djezzar! Djezzar! Il était là! c'était lui.

Au sommet de cette tour flambante, accoudé sur un monceau de tapis, un peu penché en avant, comme pour mieux humer, en même temps que les bouffées de son houka, les acclamations qui montaient vers lui de cette foule enthousiaste, il souriait, le vieux pacha, l'homme qui sciait lui-même ses captifs entre deux planches, les faisait ferrer comme des mulets. Des janissaires à moustaches tombantes de mongols ou de palikares l'entouraient. Il y avait deux sacs ouverts devant lui. Il y prenait, à pleines poignées, des pièces d'argent, qu'il jetait ensuite à son peuple... Djezzar! Dire qu'il n'y avait pas huit jours, il aurait pu suffire d'un canon convenablement braqué!... Boyer essuya quelque chose qui coulait sur sa joue : une larme de honte, une larme de rage? Il devait bien y avoir quelque escalier, à l'intérieur de cette tour. Ce ne serait vraiment pas la peine d'être venu jusqu'ici, s'il n'arrivait pas à le trouver...

Gharib eut toutes les peines du monde à l'entrainer.

Comment sortirent-ils de ce lieu monstrueux? Peut-être aussi naturellement qu'ils y étaient entrés, entraînés, poussés par le flux et le reflux de la multitude. Le miraculeux fut surtout pour eux de ne s'être point trouvés séparés. Ils franchirent une nouvelle porte, et Boyer n'eut pas le courage de lever la tête pour voir si sa corniche n'était pas pourvue elle aussi de la même hideuse ornementation. Ils descendirent une ruelle noire et déserte. Le capitaine buta. Sans Gharib, qui le soutenait par le bras, il serait tombé...

— Accoude-toi là un instant! ordonna l'Émir.

Boyer obéit. Ils étaient arrivés au port, sans qu'il s'en fût aperçu. Cette fraicheur lui fit du bien. La mer, avec sa clapotante douceur, semblait vouloir le consoler. Un gros navire était là, tout près, un des vaisseaux de Sidney Smith. La lumière de ses écoutilles se découpait dans l'eau de la rade. Une seconde, l'officier eut la pensée, pour s'échapper de cet enfer, de se jeter à la nage. Là-bas, au moins, il retrouverait des hommes civilisés...

Les yeux de Gharib ne le quittaient pas. Il crut y lire comme un reproche. Il baissa la tête.

— Excuse-moi, dit-il. Allons !

L'instant d'après, ils sortirent de Saint-Jean d'Acre, ayant passé sans encombre sous la porte par laquelle ils étaient entrés, une heure avant.

Ils ne surent jamais exactement par qui ils furent surpris, surpris ou trahis. Le hasard seul joua-t-il son rôle néfaste? L'imprudence qu'ils avaient commise en errant ainsi dans Saint-Jean d'Acre détermina-t-elle au contraire la catastrophe? Cette seconde hypothèse fut, en tout cas, pour Boyer génératrice d'un remords qui ne le quitta qu'avec la vie.

Ce fut au moment où ils avaient toutes les raisons de se croire définitivement sauvés que leur perte se produisit. Ils venaient d'abandonner la route du *Couvent de la lune*, Deir-el-Gamar, afin de se diriger sur Chtaura. Pour regagner Masyaf, l'émir Gharib avait en effet choisi un nouvel itinéraire.

« J'aime mieux, avait-il expliqué à son compagnon, passer en pays druze que de me risquer dans les régions soumises maintenant plus que jamais à la tyrannie turque. Je n'ai de comptes à rendre à personne, évidemment, mais il vaut mieux que notre équipée ne vienne pas à la connaissance du pacha d'Acre. Personnellement, autant qu'on peut l'être, je suis en sûreté dans mes montagnes des Ansariehs. Mais je ne veux pas attirer sur de pauvres populations les représailles d'un Djezzar que son succès doit, à l'heure actuelle, avoir rendu presque fou de rage orgueilleuse. Le mot *courage* n'a plus tout à fait le même sens, selon qu'on a la responsabilité de l'existence des autres, ou qu'on n'a à s'occuper que de la sienne propre. Tu auras peut-être quelque jour, qui sait, à expérimenter pour ton propre compte la portée de cette distinction. » Ce langage avait éclairé l'officier sur telle ou telle précaution qui, chez un homme aussi brave que Gharib, lui avait paru singulière. Tout au long de ce voyage de retour, il s'en souvenait maintenant, l'Émir n'avait pas cessé de manifester certaines inquiétudes. A plusieurs reprises, il avait ordonné de faire halte ; il était revenu lui-même sur ses pas, comme s'il avait craint d'être épié, suivi. Désormais, ces appréhensions, de son propre

aveu, pouvaient être tenues pour vaines. Ils avaient aperçu, venant vers eux, dans le courant de l'après-midi, une petite troupe de moukres que, normalement, dix minutes après, ils auraient dû croiser. Or, voici qu'à un tournant du sentier, ils n'avaient plus rien vu. A droite et à gauche, pourtant, les parois du défilé où ils étaient engagés s'élevaient vertigineusement lisses et droites, en apparence inaccessibles. « Hier encore, avait dit Gharib, cette mystérieuse disparition n'aurait pas manqué de me rendre soucieux toute la journée. A présent, grâce à Dieu, il n'en va plus de même. Il devait y avoir au flanc de la montagne un chemin que nous n'avons pas remarqué et voilà tout. »

Le guet-apens se produisit un peu après minuit, comme ils venaient de dépasser Aïn-Zahalta. Ce fut une de ces affaires obscures et sans gloire où le plus poltron n'a pas de peine à triompher du plus valeureux. Des baguettes rouges qui trouent la nuit; des détonations qui crépitent; des chevaux qui se cabrent; des coups de feu renvoyés en manière de riposte, au petit bonheur, on ne sait comment, on ne sait où... La monture de Boyer s'était affaissée, atteinte au garrot. Il avait une jambe prise sous elle. Il eut besoin de l'aide d'un de leurs compagnons pour se dégager. Il entendait, pendant ce temps, l'Émir qui, de sa voix brève, donnait des ordres. On s'abrita, à tout hasard, derrière un rocher, dans l'attente d'une nouvelle attaque. Mais les assassins devaient être trop peu nombreux ou trop lâches... Ce fut tout. Et c'était assez.

Un des hommes de l'escorte avait été tué net, d'une balle au front. Un autre, touché aux environs du cœur, mourut quelques instants après. Un troisième, qui avait un bras fracturé, pouvait repartir. Un seul cheval, heureusement, avait été abattu : celui de Boyer.

— En selle! ordonna Gharib, dès que l'homme touché au cœur eut expiré.

— Et les corps de ces pauvres diables? objecta Boyer. Ne vaudrait-il pas mieux rester ici jusqu'au petit jour?

— En selle, répéta l'Émir, sur un ton qui fit que le capitaine n'insista plus.

Gharib avait lancé son cheval en avant, au grand trot. Boyer et les trois survivants le suivirent. Les gémissements

sourds du blessé se mêlaient au bourdonnement invisible des eaux courantes.

— Est-ce que tu n'as rien ? demanda Gharib à Boyer, quand celui-ci l'eut rejoint.

— J'ai eu la chance de ne pas tomber sur mon bras foulé. La cuisse gauche légèrement endolorie, peut-être. Où sommes-nous ?

— Nous allons atteindre un endroit du nom de Moudairedj, sur la route de Damas. Avant le lever du soleil, si nous maintenons nos chevaux au trot, nous serons à Chtaura, en pays maronite, c'est-à-dire sauvés.

Ils purent faire ainsi une lieue, au bout de quoi Gharib ralentit son allure.

— Ton cheval va moins vite. Ne serait-il pas blessé ?

— C'est possible, dit l'Émir.

Et il lui fit prendre le pas.

Quelques kilomètres plus loin, au col de Dar-el-Beïdar, l'Émir s'arrêta. Boyer le vit avec stupéfaction mettre pied à terre. Ils étaient en pleine route de Damas, l'endroit le plus dangereux de tout le parcours.

— Que fais-tu ?

L'Émir ne répondit pas.

— Qu'y a-t-il ? s'écria l'officier, qui, lui aussi, avait sauté à terre.

Gharib se laissa aller dans ses bras.

Ibrahim Gharib mourut le lendemain soir, chez de braves gens de Chtaura, parents de cette famille Hamadé d'Hermel, qui avait accueilli et soigné Boyer un mois et demi plus tôt, avec tant de dévouement. La balle qui l'avait frappé au flanc était ressortie au-dessous de l'épaule, laissant dans le dos un trou aussi large que la main. Le vieux médecin qui le soigna, et qui en valait sans doute bien d'autres, ne comprit jamais comment un homme atteint d'une blessure aussi effroyable avait pu seulement avoir la force de remonter à cheval.

De toute la journée, Boyer s'était refusé à quitter un seul instant la chambre où s'éteignait doucement son ami. Par les vastes baies à colonnettes d'albâtre ouvertes vers l'est, on apercevait l'Anti-Liban, et toute l'immortelle Cœlé-Syrie, avec ses verdures pâles et ses eaux frissonnantes. Peu à peu, les rouges

lueurs qui incendiaient les montagnes se firent violettes, tandis que les oiseaux, un à un, cessaient de chanter.

Lorsque le dernier se fut tu, l'Émir demanda qu'on le laissât seul avec Boyer.

— C'est Dieu qui t'a envoyé vers moi, dit-il simplement, quand tout le monde fut sorti.

— Oui, pour ta perte, et pour mon remords éternel! répliqua le capitaine.

Gharib sourit.

— Ni pour l'un, ni pour l'autre. Pour notre bonheur à tous deux, si tu veux bien.

Il poursuivit :

— Deux hommes qui méritent ce nom n'ont pas besoin de se parler pour savoir ce qui se passe dans leur âme. J'ai vu d'abord ce qui se passait dans la tienne, et j'ai été jaloux. Ne m'interromps pas, car mes instants sont comptés. Où apprendrait-on la vérité, sinon au chevet d'un mourant ? Maintenant, les scories honteuses se sont retirées de mon cœur. Il n'y reste plus que le pur diamant. Tu vas me faire une promesse !

— Tout ce que tu voudras.

— Frère, tout à l'heure, tu vas repartir pour Masyaf. Oh! pas immédiatement. Seulement lorsque je ne serai plus là. Ton départ ne sera pas beaucoup retardé par le mien. Non; je vois ce que tu vas dire. Ce n'est pas la peine de t'embarrasser, pour le moment du moins, du souci de mes funérailles. Remarque bien que je ne te demande pas d'abandonner mon corps. Au contraire, tu viendras le chercher, dans quelques jours, pour le ramener là-bas. Tu l'entoureras, cette triste dépouille, de toute la pompe qui lui est due, et que je ne peux pas refuser, puisqu'elle fait partie des droits et des devoirs que j'ai acceptés, lorsque à mon doigt j'ai consenti que l'on passât ceci.

Il tenait entre le pouce et l'index de sa main droite la turquoise aux écritures d'or.

— Voilà, fit-il, d'une voix qui commençait à se faire plus basse, le sceau d'Hasan Sabah, émir d'Alamout, en Perse, et fondateur de la secte des Hashashins. De son doigt, cette pierre a passé au doigt de Rached-Ed-Din-Sinân, lorsque celui-ci vint prendre possession de Qadmous, du Khaf, de Masyaf, les trois châteaux triangulaires des Ansariehs, pour y instaurer le

règne du *Vieux de la montagne*. Elle n'a pas cessé, depuis six siècles, de conférer, à qui la porte, le pouvoir le plus absolu sur tous les Ismaéliens. Or, tu sais le cas que le grand homme qui t'a dépêché vers moi faisait d'une telle prérogative. L'heure a sonné où la gerbe sur le point de se délier va être reliée par un lien plus fort. Appelle, je te prie, nos trois compagnons. Il faut qu'ils puissent dire ailleurs qu'ils ont été les témoins de ce qui va se passer ici.

Les trois hommes entrèrent et se prosternèrent. Le plus âgé était celui dont le bras avait été fracassé. Il le soutenait dans la paume de son autre main. Et l'on voyait bien que les larmes qu'il versait ne lui venaient pas de sa propre souffrance.

L'Émir leur parla; et sa voix soudain était redevenue plus forte.

— Djaber Choghour, Khalil Kerim, Djaber Dayoub, vous avez toujours été des serviteurs fidèles. Vous allez en être récompensés en assistant à la métamorphose charnelle de votre Seigneur, le serviteur d'Ali. Vous voyez au doigt de qui brille maintenant cette bague?

Il passa l'anneau à l'index de la main gauche de Boyer.

— Votre mission consiste à attester qu'il n'est plus au pouvoir de personne de l'en retirer désormais. Laissez-moi, à présent, et que Dieu vous garde! Nous ne nous reverrons plus qu'en face de lui. Le fourrier va quitter la terre pour préparer dans le ciel le cantonnement de ses amis.

De nouveau seul avec le capitaine, Gharib lui dit :

— Y a-t-il quelque chose qu'il te faudrait savoir encore?

L'officier se passa la main sur le front.

— Comment pourrais-je m'en rendre compte? Tout se brouille en moi, tout se coalise pour m'en empêcher. Ai-je même compris un seul mot de ce qui m'arrive, de ce que tu exiges?

— Dès que tu seras à Masyaf, dit l'Émir, sois tranquille, tu n'auras plus à t'interroger. Tu comprendras. Tu n'ignores pas qui t'y attend? Tu lui diras... Mais non? Tu n'auras besoin de rien lui dire. Elle n'a pas eu besoin de tout ce qui est arrivé pour avoir, elle, tout prévu, tout compris, et cela dès la première minute.

Boyer ne l'entendait plus qu'à peine. Il le sentit. Il l'attira vers lui.

— Approche-toi! Plus près encore! Je sais ce qu'il y a dans ton cœur. La partie blanche, la partie noire!... Ton pays, n'est-ce pas? Tant de choses qui te rappellent! Éperdument, tu voudrais faire ce que je te dis. Tu te demandes si tu le peux, si tu le dois. Eh bien! oui, tu le peux, tu le dois. J'ai là, dans la poche gauche de mon caftan, de quoi te procurer la plus belle, la plus définitive des assurances. Un ordre, même, un ordre que tu ne récuseras pas. Songe à l'homme qui t'a envoyé vers moi. Sa lettre était là. Souviens-toi du couvent de Saint-Georges. Tu étais blessé, toi aussi. Tu ne parvenais pas, cette lettre, à la retirer de ta poche. Et qui t'a alors aidé à l'y prendre? Moi. Aujourd'hui, à Chtaura, c'est toi qui vas me rendre le même service. Tout à l'heure, en galopant vers Masyaf, tu auras loisir de t'arrêter pour la lire à la lumière de la lune. Dépêche-toi! Dépêche-toi! Il faut, avant que je m'en aille, que je puisse la voir entre tes mains. Ne la sens-tu donc pas là, sur mon cœur, d'où j'ai refusé qu'on la retire? Enfin, tu y es!... Oui, c'est bien elle. La voilà!

. . . .

Excusez-moi, dit Essad-Bey. Cette orangeade est imbuvable. La glace est toute fondue. Je ne croyais pas avoir parlé si longtemps. Et, à cette heure, Angèle doit être partie.

— Que ne donnerais-je pour savoir, murmurai-je après un assez long silence, ce qu'il y avait dans cette lettre!

Mon hôte s'était levé.

— Ce n'est pas dans les choses impossibles, dit-il.

Il passa dans une pièce à côté. Quand il revint sur la véranda, il avait avec lui un portefeuille aux ors vieillis, d'où il se mit en devoir de retirer des papiers.

— La voici! fit-il.

Je dus éprouver devant ce fatidique document le même genre d'hésitation dont se trouvèrent frappés Ibrahim Gharib au couvent de Saint-Georges, et Boyer dans la chambre de Chtaura. Essad-Bey fut obligé d'insister pour me décider à le prendre. Il souriait en me le tendant, un peu à la façon de ces voyageurs qui vous invitent à toucher des flèches dont on a retiré le poison.

— C'est, dit-il, tout ce qu'il me reste d'une fortune qui fut

vaste et d'un passé qui fut glorieux, comme le trop long récit que je viens de vous faire vous aura permis de vous en rendre compte. Cette lettre, je n'ai moi-même jamais pu la relire sans une émotion que vous comprendrez, à quelques centaines de mètres à peine de l'endroit où elle fut écrite. Je vais me permettre de vous la traduire, afin de vous éclairer sur le sens des paroles que prononça Ibrahim Gharib, lorsque, au moment de sa mort, il la remit au capitaine Boyer.

Il lut, donc, de cette pauvre voix qu'une toux impitoyable venait sans cesse déchirer, tandis que son doigt tremblant suivait, en les soulignant, de droite à gauche, les arabesques tracées d'une encre à présent toute jaunie.

« *A Sa Hautesse Ibrahim Gharib, émir de la nation ismaélienne, en son château-fort de Masyaf.*

Devant Acre, 26 mars 1799.

« *Louange à Dieu, et à lui seul! Gloire à Ali, son prophète! Longue vie à Ibrahim Gharib, leur serviteur à tous deux!*

« *La renommée n'aura pas manqué de t'apprendre qui je suis, comme elle m'a appris qui tu es. Vainqueur de l'Egypte et de toute la moitié de la Syrie, je viens d'installer mes canons devant Acre. Quand tu recevras cette lettre, la ville sera tombée, et je serai déjà en marche sur la route où s'est avancé, voici vingt siècles, celui que l'Orient révère sous le nom d'Iskander, et que nous appelons Alexandre. Tu n'ignores pas que tous ceux qui se sont opposés à l'avance de ce héros ont été anéantis, que tous ceux qui l'ont favorisée ont été comblés de prospérités et de richesses. Apprête-toi à imiter ces derniers, de même que rien ne me coûtera, à moi, pour m'égaler à mon modèle. L'amitié que je porte aux nations que je vais traverser, je prétends, à l'exemple d'Alexandre, l'étendre aux religions qu'ils professent. Or, je sais que la tienne est la vraie. Ce sera à toi de me dire si tu estimes qu'en l'embrassant j'augmente nos chances de victoire commune, sans sacrifier pour cela rien de la gloire de mon pays, ni de la mienne propre, entre lesquelles je n'établis plus, dès maintenant, de distinction...* »

Après l'avoir contemplée longuement, je rendis sa lettre à Essad-Bey.

— Évidemment, François Boyer ne pouvait rêver blanc-seing plus complet, murmurai-je.

— Ses scrupules, cependant, ne furent pas vaincus pour cela, dit le vieillard. Revêtu du pouvoir suprême chez les Ismaéliens, mon aïeul ne fut en repos que lorsqu'il eut trouvé le moyen de porter la chose à la connaissance de celui qu'il considérait toujours comme son maître. Il eut moins de peine encore qu'il ne se l'était imaginé à s'assurer de son assentiment. Napoléon, vous le savez, n'a jamais abandonné l'espoir de reprendre un jour le grand dessein conçu devant Saint-Jean d'Acre. Il y songeait à Waterloo, dans l'entrepont du *Bellérophon*. Des relais avaient été ménagés par ses soins sur la route qui va des rives de l'Oronte à celles du Gange. Et vous êtes maintenant en mesure d'affirmer que, dans son esprit, c'étaient les châteaux du Vieux de la Montagne qui devaient servir de première étape à cette gigantesque épopée.

— Et ceci ? Comment vous l'êtes-vous procuré ? demandai-je.

Je désignais sur la table un carnet à la couverture racornie, aux feuillets mangés par l'humidité et le soleil. C'était le carnet de route du capitaine Jalabert, dont Essad-Bey, tout à l'heure, m'avait lu des extraits.

— Vous pensez bien, répondit-il, que le premier acte de mon aïeul, lorsque les Ismaéliens l'eurent reconnu pour chef, fut de s'enquérir du sort de ses deux camarades, partis du camp le 30 mars 1799, en même temps que lui. Le capitaine Dorat avait pu accomplir sa mission auprès de l'émir Chebab. Il était rentré dans la semaine à Saint Jean d'Acre. Il devait être tué dix ans plus tard, à Wagram, colonel aux côtés du général Lassalle. Quant au capitaine Jalabert, en s'efforçant d'atteindre le Cheikh Soliman pour lui remettre la lettre dont il était porteur, il fut assassiné aux environs de Qariatin, à l'entrée du désert de Syrie, par une bande de pillards. Boyer obtint du Cheikh Soliman qu'il recherchât et qu'il châtiât les meurtriers. Parmi les pauvres reliques que le Cheikh, après justice faite, tint à lui faire parvenir, figurait le carnet que voici. Vous ne manquerez pas d'en prendre connaissance, puisque je ne vous en ai lu que la partie commune de leur voyage, c'est-à-dire ce qui m'a paru utile à l'intelligence de ce récit.

— Et Boyer ? fis-je, pensivement.

Le vieux bey me regarda, avec son éternel sourire triste.

— Que vous dirais-je de lui? Il fut heureux, puisqu'il aimait, et qu'il fut aimé.

Il ajouta :

— D'après le portrait qu'on m'a fait d'elle, quand j'étais enfant, j'ai l'impression que Saada doit beaucoup ressembler à son arrière-grand mère. Elle est brune comme elle, avec, parfois, dans les cheveux, les mêmes reflets roux.

Il était allé dans le salon. Il en revint rapportant le cadre de peluche verte qu'il m'avait montré la veille. Nous demeurâmes, tous les deux, un grand moment à le contempler, sans un mot.

Il faisait plus frais. Le sombre outremer des flots devenait lentement violâtre.

— Le jour, déjà! murmura Essad-Bey. Que je vous dois d'excuses! Je vous aurai tenu toute une nuit debout avec des histoires qui ne vous auront guère intéressé. En tout cas, je suis certain que deux choses qui ont pu hier vous surprendre doivent vous paraître plus naturelles aujourd'hui.

— Lesquelles ?

— D'abord, la conversion de Saada. Je n'ai pas élevé d'objections lorsqu'on m'a demandé de laisser ma fille se faire catholique. Comprenez-vous pourquoi j'ai pensé que je n'avais pas le droit de m'y opposer?

— Oui.

— Et puis, il y a aussi cette décoration.

Il me montrait, au revers de sa stambouline, le mince ruban d'un rouge pâli.

— Je crois vous avoir dit que j'estimais, moi qui suis revenu de tous les honneurs, que c'était mon devoir de le porter. J'ai l'impression que ce n'est pas à moi qu'on l'a donné, mais à l'autre, celui qui, en France, quatre ou cinq ans plus tard, n'aurait pas manqué de le recevoir, et en aurait conçu une telle fierté. Ce n'est point un titre médiocre que d'avoir été le seul soldat de Napoléon qui soit entré dans Saint-Jean d'Acre. Qu'en pensez-vous ?

— Je pense, dis-je, que c'est mon avis, et que ce doit être également celui de son arrière-petite-fille.

Il me regarda d'un air surpris, et son sourire se fit encore plus triste.

— Saada? Oh! elle, vous savez... Il ne faut pas lui en vouloir. Ce n'est qu'une enfant, n'est-il pas vrai?

Quinze jours plus tard, suivant le programme que je m'étais tracé, j'étais à Beyrouth. Le lendemain même de mon arrivée, dînant dans une maison amie, je me trouvai avoir pour voisine de table Mme Leclerc. Elle battit des mains, quand elle apprit que je venais de Saint-Jean d'Acre, et que j'y avais été l'hôte d'Essad-Bey.

— Comment va-t-il?

— Bien, m'a-t-il semblé. Il tousse un peu trop, peut-être.

— C'est sa faute. D'abord, il n'a qu'à moins fumer. Et puis, pourquoi s'obstine-t-il, au lieu de venir nous voir, à rester dans cette affreuse baraque, au milieu de toutes ces vieilles paperasses sans intérêt?

— Comme vous y allez! fis-je en riant. Ne savez-vous pas que, parmi ses papiers, il y en a qui ont énormément de valeur?

Elle me regarda avec un étonnement qui me fit aussitôt regretter d'avoir trop parlé.

— Bah! Vous croyez?

Il y a quinze jours, j'ai reçu de Beyrouth la lettre par laquelle M. et Mme Raymond Leclerc me faisaient part du décès de Son Excellence Essad-Bey, leur père et beau-père, survenu à Saint-Jean d'Acre, au début du mois dernier.

Je présume que je n'aurai pas, en conséquence, à surveiller longtemps les catalogues de marchands d'autographes avant d'y voir figurer une autre lettre, celle par laquelle le général Bonaparte offrait son alliance à Ibrahim Gharib, émir des Ismaéliens, et le mettait au courant de ses projets.

Pierre Benoit.

LA RÉFORME DE L'ÉTAT

La France ne retrouvera ni sa confiance en elle-même, ni son prestige au dehors, si elle demeure incapable de renouveler son personnel parlementaire et de redresser ses institutions déformées. La guérison morale comme la sécurité extérieure sont à ce prix. Faute de cette amputation et de cette reconstruction, les labeurs ministériels resteront sans effet et les succès diplomatiques sans lendemain. Campagnes de presse, coups de Bourse, signes de détresse ne suffiront pas pour sortir de l'ornière le char embourbé. Il serait inutile de s'indigner et ridicule de railler. Les acclamations escomptées ne jailliront pas; les fronts communs ne crouleront point; l'or thésaurisé ne sortira pas; les usines fermées ne rouvriront point, avant que la République redevienne une communauté nationale et l'État une réalité vivante. Le problème n'est économique ou financier ni par ses origines, ni dans ses données. Seules, ses répercussions ont été parfois économiques et financières. Le problème est d'ordre moral et politique. Son action est surtout psychologique.

Or cette crise de l'État peut être résolue par un effort d'invention. Il n'est nécessaire, ni d'avoir du génie, ni de copier l'étranger. La France contribua largement à créer et à diffuser les idées, les œuvres et les formules essentielles du libéralisme bourgeois, industriel et parlementaire. Aujourd'hui, elle doit définir les conditions auxquelles l'État trinitaire, — exécutif, judiciaire et législatif, — en qui s'incarnait, après une séculaire évolution, la civilisation politique de l'Europe occidentale, peut être moins inefficace et plus compétent. La pensée française doit trouver des solutions

originales. Les nations modernes, l'Occident excepté, oscillent entre la dictature corporative ou militaire et le socialisme soviétique ou travailliste, deux formes plus apparentées que divergentes d'un même expédient et d'une identique régression.

La France, à laquelle les propagandes étrangères, pour ternir son éclat spirituel, reprochent, sur le terrain politique ou social, de ne plus inventer ni rayonner, est dans l'obligation impérieuse de résoudre elle-même, par une ingénieuse initiative, la crise de l'État moderne, sans éteindre la liberté de l'esprit, ni briser l'égalité des droits.

Le prestige mondial de la pensée française est au prix de cet effort et de cette réussite. Si elle démontre expérimentalement qu'il est possible à un État occidental d'assainir et de redresser, d'adapter ses rouages et d'intensifier leur rendement, sans cesser d'être libre et juste, — le retentissement de cet exemple peut être aussi fécond dans l'ancien que dans le nouveau monde. La grandeur et la sécurité, qu'ont assurées à la France moderne son Empire d'outre-mer et les sacrifices de ses soldats, seraient confirmées et renforcées par cette victoire de l'Esprit : une victoire à la française.

LA DÉFAILLANCE DE L'EXÉCUTIF

Pour tenter cet effort d'invention et cette action de redressement, il faut avoir quelque connaissance de l'histoire nationale et quelque expérience du tempérament français, mais surtout la vision des faits qui révèlent et des causes qui déterminent cette crise de l'État, générale, certes, chez les peuples modernes et sous toutes les latitudes, mais dont l'intensité varie et dont les formes diffèrent.

Dans l'État trinitaire, l'organe essentiel, le cerveau qui conçoit et commande, la force qui anime et unifie, reste le pouvoir exécutif. Certes, les deux autres sont des éléments nécessaires de contrôle et de décision : faute d'un judiciaire indépendant et d'un législatif limité, l'État manquerait à sa mission morale et détruirait la civilisation moderne. Mais s'ils peuvent être temporairement suspendus, pour des causes normales ou exceptionnelles, sans que l'État meure. Si, au contraire, l'exécutif s'affaiblit, matériellement ou moralement, lentement ou subitement, la vie même de la nation moderne

ne bat plus du même rythme. La tension baisse et la circulation ralentit. Le corps entier est malade et peut en mourir.

Tant que la crise des institutions ne touche que le pouvoir judiciaire et législatif, l'opinion et le Gouvernement, chez un peuple libre et dans une nation civilisée, ont le temps de réfléchir et les moyens de redresser. Mais lorsque l'exécutif est atteint des mêmes tares ou bien affaibli par des causes propres, la réforme ne souffre pas de délais et exige aussi plus d'énergie. Il ne s'agit plus d'une maladie, pour laquelle il existe des remèdes divers, mais d'un accident, qui exige une intervention chirurgicale. Le corps ne peut attendre. Sa vie est à ce prix.

Or, dans l'État français, l'organe d'impulsion, l'animateur de l'ensemble, l'exécutif perd, avec une rapidité croissante, sa vitalité normale. Les manifestations de cette anémie, qu'il s'agisse du pouvoir ministériel, des administrations centrales, des cadres locaux, sont saisissantes. La Cour de cassation et le Conseil d'État sont d'accord pour affirmer que la loi, par son texte et par ses principes, interdit aux fonctionnaires, investis de l'autorité publique, le droit de former des syndicats et leur refuse le droit de faire grève. Les cabinets n'ont pas la force d'assurer, par des sanctions, l'application de la jurisprudence et le respect de la loi. Les délégations syndicales sont reçues et les grèves perlées sont tolérées. Pas un ministère, sauf peut-être les Travaux publics et les Finances, dont le titulaire n'ait vu, dans les services centraux, baisser le personnel et sa valeur, le travail et sa discipline, la continuité et son rendement. Quant aux cadres locaux, à cette coutume administrative, apport du génie français à la civilisation commune, à cette armature séculaire, qui du terroir et du peuple les plus divers au monde, a fait la nation le plus rapidement et le plus complètement unifiée, seul un provincial sait que le fléchissement croissant risque d'entraîner une rupture mortelle (1).

Certes, de cette atrophie du pouvoir exécutif, comme de la corruption du pouvoir judiciaire, — dont il est inutile de rappeler les trop éclatantes manifestations, — le législatif hypertrophié est intégralement responsable. Nul n'ignore l'abus des

(1) J'ai tenté, mais en vain, au cours de deux livres, *la Route de France* (1925), *le Drame français* (1934), d'attirer, sur cette crise des administrations locales, l'attention des cabinets nationaux.

interpellations et la durée des sessions, les interventions individuelles dans la gestion administrative et la fréquence scandaleuse des crises ministérielles, les exigences des commissions permanentes et la gabegie des initiatives financières, le pillage du budget et les primes à l'indiscipline. Mais on oublie trop que le scrutin d'arrondissement à double tour et l'asservissement des élus aux intérêts particuliers entraînent un tel abaissement dans le recrutement et une telle déformation des caractères, qu'il est désormais impossible à ce Parlement, dont la puissance croît au fur et à mesure que son indépendance diminue, de fournir des ministres susceptibles de gérer, partiellement ou non, le pouvoir exécutif. Ils n'ont ni les connaissances indispensables, ni les aptitudes nécessaires.

Le ministre idéal, tel que le conçoit ce malheureux Parlement, qui est plus une victime qu'un coupable, est exactement le contraire du ministre compétent. Il a plus de bagout que de culture. Il est jovial, sans cesser d'être méfiant et secret. Il parle mieux qu'il n'écrit. Il ne refuse jamais, mais sait ajourner. Il a beaucoup de « souplesse » et peu de caractère. Il passe pour être « habile », sans pécher par excès de tolérance. Les arêtes de son radicalisme sont plus apparentes que les cadres de sa spécialité. Il est maçon, sans être constructeur. Il mange trop et boit sec. Il aime les femmes, mais n'a pas d'enfants. Il méprise l'art des tailleurs et n'a aucun usage des sports.

Cet idéal humain de la république arrondissementière, qui n'est plus celui de « l'honnête homme » et encore moins celui du *gentleman*, doit marquer tous ceux qui souhaitent d'être désignés à l'exécutif impuissant et encombré par le législatif hypertrophié et asservi, qu'ils soient candidats à une direction, à une préfecture, ou à un ministère.

LA CRISE DES ÉLITES

Ainsi, cet affaiblissement de l'État trinitaire et spécialement de son pouvoir exécutif, qui le rend incapable de satisfaire des besoins nouveaux et d'alléger la dépression économique, tient autant à la crise du nombre, qu'à la crise des élites.

Certes, le nombre, parce qu'il ne délègue pas ses pouvoirs, dans un scrutin honnête et libre, après avoir reçu une formation civique et une éducation morale ; parce qu'il recourt à

l'intermédiaire de partis inféodés à l'esprit de classe et marqués d'une mystique de révolution ; parce qu'enfin, il demeure, plus encore que les oligarchies, moins sensible à l'intérêt général qu'aux intérêts particuliers, le nombre exerce sur l'État moderne une action dirimante. Mais elle eût été plus tôt enrayée, si la prépondérance des masses inéduquées et inorganisées avait été compensée par un renforcement, en nombre et en valeur, des élites professionnelles et politiques.

Or, il apparaît que, décimées par la guerre, elles ont en outre été affaiblies par les heures faciles de l'après-guerre et par les passagères euphories de sa prospérité. Seul, ce double fléchissement, qui a porté simultanément sur les cadres des administrations publiques et sur ceux des partis politiques, peut expliquer pourquoi le courant d'opinion qui, né d'une saine réaction contre l'opportunisme et ses Panamas, le naturalisme et ses grossièretés, avait porté Raymond Poincaré à l'Élysée, et Maurice Barrès à l'Académie, dicté la loi de trois ans et désigné Lyautey pour l'œuvre marocaine, s'est ralenti et morcelé au lendemain d'une victoire, qui aurait dû l'unifier et l'accroître. Loin de voir résoudre la crise latente de l'État et entreprendre la réorganisation méthodique de ses services, conformément au programme qu'avaient dressé les ouvrages de Corréard (*Probus*), *les Compagnons de l'Université nouvelle*, les fondateurs de la *Quatrième République*, les *Cahiers du redressement français*, la France vit réapparaître les « Blocs » et les « Panamas », rétablir le scrutin d'arrondissement et recommencer les batailles de rues, s'écrouler des cascades de ministères et s'étaler l'incurie des administrations. La France de la Marne et de Verdun méritait mieux.

Cette interruption de l'œuvre amorcée avant 1914 et cette rechute dans la « mare stagnante » d'autrefois pèseront plus lourdement, au regard de l'histoire, sur les élites et leur impuissance, que sur les foules et leur passivité.

LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL

Soucieux de dégager leurs responsabilités et d'orienter les esprits, quelques survivants des générations de la guerre ont constitué, sous ma présidence de fait, un Comité technique

pour la réforme de l'État (1). Nous avons entrepris une tâche volontairement réaliste et soigneusement limitée : apporter à l'opinion, pour orienter ses tendances, et au Gouvernement, pour faciliter ses décisions, l'ensemble de textes, lois et décrets, dont le vote ou la signature permettraient de réorganiser les services de l'État et de redresser les institutions de la République, conditions préalables de l'apaisement moral et de la reprise économique, aussi nécessaires que l'épuration chirurgicale des administrations et l'arrestation immédiate des prévaricateurs et des assassins.

Ces textes, que nous publions d'abord en fascicules ronéotypés (2), mais qui seront ultérieurement réunis en un volume, peuvent être groupés en trois chartes, pouvoir exécutif, pouvoir législatif, pouvoir judiciaire, code trinitaire comme l'État libre et moderne lui-même, qui serait la charte de la IVe République et de la France nouvelle.

La différence de méthode et le degré de hardiesse, qui distinguent la loi sur la présidence du Conseil des ministres conçue par le Comité technique et celle promulguée par le cabinet P.-E. Flandin sont précisés par un fait symbolique. Le président G. Doumergue avait déjà accepté et son successeur a décidé de loger le premier ministre et ses services dans un hôtel, élégant certes et historique, mais d'un style désuet et avec des « communs » étroits, dans un quartier paisible et aristocratique, mais éloigné des Affaires étrangères et de l'Élysée présidentiel. En l'installant, au contraire, place

(1) Le Comité technique pour la réforme de l'État est actuellement composé comme suit : *Président* : M. Jacques Bardoux, membre de l'Institut ; *Secrétaire* : M. Ange Blondeau, docteur en droit ; *Membres* : M. R. Alibert, maître des Requêtes honoraire au Conseil d'État ; M. Joseph Barthélemy, membre de l'Institut, professeur à la Faculté de droit de Paris ; M. Gidel, professeur à la Faculté de droit et à l'École des sciences politiques ; M. Laferrière, professeur à la Faculté de droit de Paris ; M. Lambert-Ribot, maître des Requêtes honoraire au Conseil d'État ; M. Lavergne, professeur à la Faculté de droit de Lille ; M. Marlio, membre de l'Institut, maître des Requêtes au Conseil d'État ; M. Mercier, ingénieur en chef de la Marine ; M. Mirkine Guetzevitch, directeur de l'Institut politique de droit comparé ; M. Pichon, maître des Requêtes honoraire au Conseil d'État ; M. Valensi, auditeur au Conseil d'État.

(2) Les fascicules sont, par ordre de date : 1° La reforme électorale ; 2° La revision constitutionnelle ; 3° La présidence du Conseil des ministres, l'administration générale et les administrations centrales des ministères ; 4° Statut général des fonctionnaires (sous presse) ; 5° La charte du pouvoir judiciaire (en voie d'achèvement) ; 6° La charte des assemblées locales (en préparation).

Beauvau, à la portée du chef de l'État et au contact du quai d'Orsay, le Comité technique précisait, par une image qui devait frapper et pouvait retenir, que l'élu de l'Assemblée nationale et le mandataire de la majorité parlementaire devaient collaborer, avec autant d'intimité confiante et d'activité solidaire, que le président du Conseil et l'administrateur-délégué d'une entreprise, — la première de toutes, — l'entreprise nationale. Et cet emménagement dans les locaux de l'Intérieur désaffecté fournissait l'occasion de passer à la Justice la Sûreté générale et de libérer la rue des Saussaies (1). Si cette occasion avait été saisie, Paris eût compris qu'il y avait au Gouvernement quelque chose de changé et que l'État sortait enfin de l'ornière, une ornière de sang et de boue.

Au premier ministre, désormais logé, le Comité technique propose de donner un statut, des garanties et des services.

Un statut, d'abord. Le Comité technique l'a cherché dans une conciliation entre le système britannique, désignation par le chef d'État, et le système suisse, élection par la Chambre, amendement transactionnel, qui continue la tradition française et complète les textes constitutionnels. « Dans le délai maximum d'un mois, après la clôture des élections générales, le Président de la République, sans contreseing ministériel, désigne le premier ministre, pour la durée de la législature. » Après avoir fait signer les décrets de nomination ministérielle et après avoir dressé la déclaration du Gouvernement, le premier ministre, dans un délai de sept jours francs, « doit demander à la Chambre de confirmer sa désignation et celle de ses ministres, par un vote de confiance... après débat, dans un scrutin à la tribune et par vote personnel (2) ».

Des garanties, ensuite. Garantie de stabilité, d'abord. Un vote de défiance contre le Gouvernement ne pourra intervenir, que si, trois jours auparavant, la motion, signée d'un tiers au moins des députés, a été déposée sur le bureau de la Chambre, qui devra se prononcer par un vote personnel et dans un scrutin à la tribune (3). Si, dans un délai de trois jours après un vote de défiance, le premier ministre n'a pas obtenu du chef

(1) Il permettrait aussi de passer aux Finances pour partie et aux Travaux publics pour le solde, la direction des Affaires départementales et communales.

(2) Cet article 5 *ter* serait ajouté à la loi du 25 février 1875.

(3) Article 9 *bis*, ajouté à la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875.

d'État, soit un décret de dissolution (1), soit, en cas de divergence au sujet d'un texte législatif, un décret de referendum consultatif (2) sur ce texte, le Cabinet doit démissionner. Garantie de travail, enfin. La comparution devant les commissions permanentes, la présence à des sessions interminables, plus encore que l'abus des interpellations, les coups de téléphone et le nombre des audiences enlèvent, au bout de quelques semaines d'exercice, à la plupart des membres du Gouvernement, toute possibilité d'écrire, voire même tout loisir pour méditer, sinon toute force pour réagir. Aussi le Comité technique propose-t-il d'ajouter à la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, un article 1 *bis*. Les deux Chambres ne pourraient siéger plus de six mois, chaque année, fractionnés en deux sessions. Si, à leur expiration, le budget de l'année suivante n'est pas voté, le budget en cours sera automatiquement prorogé, pour un an. Le Sénat, convoqué extraordinairement, aurait le droit d'approuver et de couvrir pour un an les dépenses nouvelles, qui ne sauraient être différées. Sauf les cas d'extrême urgence, les Chambres, dans l'intervalle des sessions, ne pourront être convoquées que si les deux tiers des députés le demandent.

Des services, enfin. Le président Doumergue a eu le mérite de les demander; M. Flandin celui, plus grand, de les obtenir.

DES SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT PERMANENTS

Mais le *Comité technique* ne juge pas suffisant d'assurer au premier ministre des éléments d'information et des agents de liaison; pas même de lui rendre les affaires d'Alsace et de Lorraine. Ce ne sont pas des éléments et des agents qui doivent être à la disposition du premier ministre, mais des directions de services (3). Il importe surtout de faire de la présidence du

(1) L'article 5 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 serait ainsi rédigé : « Le Président de la République peut, sur la demande du président du Conseil, dissoudre la Chambre des députés, avant l'expiration légale de son mandat. » Afin de ne pas découvrir le chef de l'Etat, notre collègue, Bernard Lavergne, nous a proposé d'instituer une dissolution automatique déclenchée par la Chambre.

(2) Article 5 *bis* ajouté à la loi constitutionnelle du 25 février 1875.

(3) Ces directions seraient les suivantes :

1° Direction du personnel, détachée de feu l'Intérieur (corps préfectoral, Conseil d'État, Cour des comptes) ; 2° Direction de la Statistique générale et des

Conseil, pour les administrations centrales et pour l'administration préfectorale, un centre d'organisation et un organe d'impulsion.

Et cela ne veut pas dire seulement, que le Conseil d'État et la Cour des comptes doivent mettre à la disposition du premier ministre, l'un sa section de législation, enfin reconstituée, et l'autre ses moyens de contrôle, enfin mobilisés. Nous allons plus loin encore. Les sous-préfets, recrutés au même concours que les auditeurs du Conseil d'État ; les préfets choisis, pour un tiers, en dehors du cadre normal ; les préfets gouverneurs, animateurs des régions économiques, relèveront désormais de la présidence du Conseil, tandis que les Conseils de préfecture seront placés sous l'autorité du Garde des Sceaux. Enfin arraché à l'atmosphère et libéré de l'emprise du ministère de l'Intérieur, le corps préfectoral cessera d'être électoral, pour redevenir administratif, renouera les traditions interrompues et entreprendra une tâche économique.

Nous allons plus loin encore. Le sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, un technicien professionnel et un fonctionnaire permanent, devient le chef moral des administrations centrales. « Le corps civil de la République française », assuré d'un double recrutement par concours pour le nombre et pour l'élite (1), sera, dans chacun des onze ministères (2), placé sous la direction d'un secrétaire général, promu au rang de sous-secrétaire d'État permanent et nommé, sans contreseing, par le Président de la République. Les membres du *Comité technique* ont été unanimes à voir dans ces hauts fonctionnaires, assimilés à des conseillers d'État (3), rapporteurs

Informations économiques, détachée du ministère du Commerce ; 3° Service des Renseignements et des Informations, détaché de feu l'Intérieur et pour partie du Quai d'Orsay ; 4° Direction des Affaires d'Alsace et de Lorraine, ramenée du ministère de la Justice ; 5° Secrétariat général du Conseil de la Défense nationale, détaché du ministère de la Guerre.

(1) Inspection des Finances ; Service diplomatique ; ingénieurs de Polytechnique, des Mines et des Travaux publics.

(2) Air ; Défense nationale ; Éducation nationale ; Finances nationales ; Hygiène nationale et Travail (assistance, immigration, santé, sports, travail) ; Justice et Police ; Marine nationale ; Outre-mer et secrétariat d'État d'Afrique ; Production nationale (agriculture, commerce, industrie) ; Relations extérieures (politiques et économiques) ; Transports et liaisons (routes, rail, eau ; poste, fils et ondes).

(3) Le sous-secrétariat d'État à la présidence du Conseil aurait le rang, les indemnités et l'uniforme d'un président de section du Conseil d'État.

de droit, dans chaque ministère, auprès du Conseil des directeurs, investis dans leur service, pour les grades inférieurs du droit de nomination et pour les grades supérieurs du droit de proposition, l'élite compétente et permanente, sans laquelle il est impossible aux ministres, agents de liaison auprès des Assemblées, d'assurer la vitalité du pouvoir exécutif et la gestion de l'État moderne.

Évidemment, des cadres supérieurs et de Paris, le même effort de discipline et de rénovation doit descendre jusqu'aux cadres inférieurs et aux administrations locales.

LA QUESTION DES FONCTIONNAIRES

Cet effort, le *Comité technique* l'a tenté, en apportant, dans son quatrième et récent fascicule, un projet de statut « pour les cadres permanents des services publics, non industriels, régis par l'État ou une autre personne publique... fonctionnaires investis par leur nomination de l'autorité publique » (1). Ce statut, qui confirme et la jurisprudence et la coutume, constitue, pour ces techniciens de la communauté et pour ces associés de l'État, une déclaration des droits et des devoirs.

Des droits, d'abord. Protégés contre l'invasion des naturalisés, qui ne pourront être nommés « pendant les dix années qui suivent le décret de naturalisation », ces agents le seront également contre les injustices de la faveur : garantie d'un concours à l'entrée; garanties pour l'avancement au choix; garantie d'une part fixe à l'ancienneté (2); obligation du tableau d'avancement; participation de délégués à son établissement; droit à la communication intégrale du dossier; garantie du Conseil de discipline ; participation d'un « fonctionnaire du même service et du même grade » ; droit de se faire entendre et de se faire assister; garantie contre toute recom-

(1) « Pour l'application de la présente loi, les services des Postes, Télégraphes et Téléphones et le service de la Radio-diffusion sont considérés comme des services publics non industriels » (art. 1er).

(2) Art. 7 : « L'avancement ne peut être déterminé que par les mérites professionnels de l'agent. Aucune lettre, note ou document quelconque, renfermant ou révélant la recommandation d'un élu politique, quel qu'il soit, ne peut figurer dans le dossier du fonctionnaire. Le fonctionnaire qui sollicite l'intervention d'un élu politique, quel qu'il soit, dans l'intérêt de son avancement, encourt une sanction disciplinaire. »

mandation parlementaire ; « droit, en dehors du service, de manifester librement ses opinions politiques et religieuses ».

Mais ces sécurités morales, qui, jointes aux sécurités matérielles, assurent aux « fonctionnaires investis de l'autorité publique » une situation privilégiée, entrainent comme contre-partie des obligations professionnelles.

La liberté, « en dehors du service, de manifester librement ses opinions politiques et religieuses » reste, de toute évidence, subordonnée à une double limitation. Le fonctionnaire a un premier devoir : « s'abstenir de toute action directe ou indirecte et notamment de toute manifestation d'opinion contre l' « intégrité de la nation et contre la forme républicaine du Gouvernement, sous peine de révocation immédiate ». A ce devoir de loyalisme s'ajoute, dans un pays soumis à un régime électif, un devoir d'indépendance. Le fonctionnaire, dans les limites étroites de sa circonscription administrative, ne saurait mettre l'autorité, petite ou grande, qu'il tient de sa charge, au service public d'une organisation électorale ou d'une manifestation électorale. Cette obligation est pour lui une question de dignité et pour le peuple une garantie de liberté.

Les mêmes restrictions pèsent en toute logique et équité sur les associations « régies par la loi du 1er juillet 1901 », que « les fonctionnaires investis de l'autorité publique conservent le droit de former entre eux ». Ces associations amicales et techniques ne sauraient « se former » et « s'unir », que « si leurs membres appartiennent au même service ». Elles ne sauraient, par conséquent, adhérer ni à « d'autres unions », ni à « d'autres groupements ». Elles ne sauraient encore moins « poursuivre un but politique » ou bien « exercer une action électorale », sous peine de dissolution.

Il va sans dire que le statut confirme, par son article 8, la jurisprudence du Conseil d'État et de la Cour de cassation : « Toute cessation de service isolée ou concertée, entière ou partielle (grève perlée), demeure interdite. » Cette infraction, qui prive des « droits et privilèges » prévus ci-dessus (1), entraine une sanction automatique « L'autorité compétente pour mandater le traitement du fonctionnaire sera, en tout cas, tenue directement et notamment sans avis préalable d'aucune

(1) Ceux qu'assure le « Conseil de discipline ».

juridiction disciplinaire, d'opérer sur ledit traitement, à l'expiration du mois, pendant lequel les faits de grève se seront produits, une retenue d'un quinzième par journée ou fraction de journée de grève ».

Évidemment, ces obligations juridiques, juste contre-partie des privilèges professionnels, ne pèsent pas sur les agents de l'État ou des collectivités, qui ne sont point investis de l'autorité publique et qui seraient employés dans une entreprise industrielle ou commerciale. Ils peuvent invoquer la loi de 1884 et revendiquer le droit de grève. Le texte du *Comité technique* le reconnaît expressément. Mais, s'inspirant de l'exemple donné par la législation britannique, le *Statut général* prévoit que, dans toutes les entreprises collectives, dont l'arrêt aurait pour la sécurité nationale et pour l'hygiène publique des conséquences graves, — eau et lumière, transports et égouts, — tout conflit, qui n'aurait pu être réglé ni par le chef immédiat, ni par le Directeur général, sera soumis obligatoirement à un arbitrage judiciaire.

Ainsi s'étendront, jusque dans les services annexes, non investis de l'autorité publique, l'efficacité, l'ordre et la discipline, que le *Comité technique* voudrait, par cette charte, rétablir dans tous les rouages du pouvoir exécutif.

J'entends bien, que cette charte, même ainsi complétée, demeure inachevée. Il appartiendra au *Comité technique*, après avoir remanié les organes moteurs et les cadres essentiels, de dresser, pour quelques-uns des ministères essentiels, — *Relations extérieures*, *Education nationale*, *Production nationale*, — encore figés dans leur rigidité archaïque et dans leurs paperasseries poussiéreuses, l'armature moderne, qui convient à la France nouvelle, victorieuse, industrielle et impériale.

Mais il importait de désembourber et de radouber la vieille frégate, aussi mal commandée que mal entretenue, avant de remanier les infrastructures. Et cette tâche exigeait l'établissement immédiat d'une charte du pouvoir législatif.

LA LIBÉRATION DU LÉGISLATIF

Il est, en effet, certain que si les assemblées politiques étaient restées ce qu'elles étaient au temps des « notables », pour reprendre l'heureuse formule de Daniel Halévy ; si elles

avaient conservé le même recrutement et les même usages, le pouvoir exécutif n'eût pas été atteint du même dépérissement et frappé de la même stérilité. Il eût été plus facile d'adapter ses services aux méthodes du siècle et aux besoins de l'après-guerre. Ses administrations centrales n'eussent point été vidées des élites techniques et morales nécessaires à leur fonctionnement. Les scandales, qui sont les excroissances normales des périodes de prospérité, plus déprimantes pour les peuples que les périodes de crise, n'eussent été que financiers; ils n'auraient point été aussi complètement des scandales politiques et, pour la première fois ou presque, des scandales administratifs. La France eût économisé beaucoup d'argent, évité pas mal de boue et épargné de jeunes vies.

La restauration de l'exécutif demeure inséparable de la restauration du législatif. Et il est absolument chimérique de penser qu'il sera possible, pour un premier ministre, qu'il soit G. Doumergue, P.-E. Flandin, Pierre Laval ou André Tardieu, de redresser les armatures de l'exécutif, de changer les méthodes de ses services, de renouveler les cadres de ses administrations, si les assemblées politiques ne sont pas d'abord libérées, limitées et outillées.

Libérées de quoi? De l'emprise des intérêts particuliers. Cet asservissement des élus est le cancer de la République. Il tuera l'État. Dès maintenant, si le législatif a violé la lettre et l'esprit de la Constitution ; s'il s'est, en maints domaines, substitué à l'exécutif, au lieu de subir son impulsion ; s'il intervient dans les attributions du judiciaire, au lieu de subir son arbitrage, c'est toujours pour servir des intérêts particuliers, quelquefois locaux, le plus souvent individuels.

Cette tare essentielle du régime français, il serait inexact de lui trouver des origines récentes et il serait injuste de limiter les responsabilités encourues. Cet instinct de la clientèle politique et cette foi dans la recommandation privilégiée ne datent pas de la république radicale, mais remontent, par delà les monarchies déchues, jusqu'à ces éléments gallo-romains qui ont formé la nation française. Lorsque l'ex-procureur impérial, M. Guyot-Dessaigne, introduisit en Auvergne le radicalisme maçonnique, il réalisa immédiatement, dans sa circonscription, sous une forme « totalitaire », le régime « arrondissementier ». Le « vieux ratapoil », sur qui s'exerçait

la verve cruelle de Clemenceau, n'admettait pas que dans ses terres une instruction fût ouverte, un fonctionnaire promu, un chantier ouvert, sans que le seigneur eût été au préalable consulté par l'Administration compétente. Depuis ces temps lointains, la déformation s'est généralisée et le système s'est perfectionné. Les « intérêts privés » sont constitués en « groupes parlementaires », afin de poursuivre, jusqu'à Paris et à l'intérieur même des assemblées, leur œuvre d'asservissement. Les « petites gens » n'ont plus été seuls à solliciter des « démarches » et des « interventions ». Les entrepreneurs de tous ordres et les métèques de tout poil n'ont pas manqué d'utiliser les habitudes prises et les usages admis, dans leurs relations avec cet État, de jour en jour plus industriel et moins industrieux, qui non seulement inspecte et mandate, mais encore exploite et concède. Et « l'enveloppe », plus discrète que le chèque, s'est révélée plus fructueuse que les « épices » des petites gens, jambons et fromages. Et rapidement, la France de la Marne et de Verdun voyait ses institutions tomber au niveau de certaines républiques du Sud-Amérique.

Si ce cancer n'est point opéré avec une brutalité chirurgicale, ce n'est pas seulement l'état politique, mais la civilisation même de notre glorieux pays qui est appelée à en mourir.

Cette opération, il n'est nécessaire ni d'être un génie pour la concevoir, ni d'être un héros pour la réaliser.

Suffit-il que, « au début de chaque législature, l'élu prête serment de consacrer son activité à l'intérêt général et de n'intervenir en aucun cas, sinon par voie de question écrite, d'interpellation, de proposition de loi ou de résolution, auprès du pouvoir exécutif, des administrations publiques ou des autorités judiciaires, au bénéfice d'un intérêt particulier, sous peine... pour le fonctionnaire, de rétrogradation ou de révocation... » et pour l'élu « de déchéance de son mandat, prononcée par « la Cour suprême »? Évidemment non.

Suffit-il d'interdire, à l'intérieur des assemblées, la formation d'autres groupes permanents, que ceux des partis politiques? Pas encore.

Suffit-il de prévoir que « le fait d'exiger par écrit d'un candidat l'aliénation de sa liberté de vote, sur telle ou telle question, concernant un intérêt particulier ou corporatif... constitue un délit, puni d'une amende de 500 à 3 000 francs »

et que l'acceptation de ces exigences entraine... la nullité de l'élection »? Pas même.

Suffit-il, par l'établissement d'un contrôle judiciaire des listes électorales; par l'institution d'une carte d'identité civique; par une constitution impartiale des bureaux de vote; par l'obligation imposée à l'électeur de signer sur les listes d'émargement; par des sanctions nouvelles contre la corruption et les violences, de garantir le candidat contre les fraudes électorales et contre les pressions extérieures?

Le *Comité technique* ne le croit pas. Ses membres sont unanimes à penser qu'il est impossible de libérer les assemblées politiques d'une emprise croissante, qui les abaisse intellectuellement et les corrompt moralement, — tout en enflant leurs prérogatives, — sans changer de scrutin. Le système actuel, la circonscription étroite et le double tour, assure automatiquement, avec le maximum d'efficacité, l'abaissement des caractères, le fléchissement des disciplines, l'emprise des intérêts : l'asservissement.

UN NOUVEAU SYSTÈME DE SCRUTIN

Le *Comité technique* croit avoir trouvé, pour libérer le malheureux législatif, un système, qui rétablit le scrutin de liste, sans broyer les minorités; réduit les mandats, sans sacrifier les campagnes; modernise la proportionnelle, sans émietter les partis.

Trois cent quatre-vingt-dix-sept députés seront élus pour six ans, par la France et par l'Algérie (1), au suffrage universel, avec vote féminin, familial et obligatoire, au scrutin de liste départemental, avec report des voix non représentées dans le cadre départemental, sur des listes nationales de partis. Ce report ouvre le Parlement à l'élite intellectuelle des grands partis. Il assure la présence d'élus libérés de toute servitude locale. Il restaure, dans la liberté, le prestige du second pouvoir.

La même préoccupation d'ordre moral et le même effort de relèvement intellectuel nous a décidés à prescrire que les mandats seraient attribués aux listes, dans l'ordre de leurs

(1) Les neuf députés des Colonies continueront à être élus conformément aux dispositions de la loi du 21 juillet 1927.

noms. La discipline des partis serait ainsi assurée. Ils auront désormais des cadres, une doctrine, un programme. Dans la IVe République, il ne saurait y avoir ni Bloc, ni Cartel. Par conséquent, ni votes de préférence, ni trahisons du panachage.

Mais alors, comment attribuer ces trois cent quatre-vingt-dix-sept mandats départementaux ? Comment répartir les mandats nationaux (1) ?

Chaque département aura un élu par cent mille habitants. Chaque circonscription a droit à deux sièges, même si la population est inférieure à 100 000 âmes, et à un maximum de cinq. Les départements, qui auraient droit à plus de cinq députés, sont divisés en circonscriptions, par le Conseil d'État, siégeant en assemblée générale.

La division du nombre des votants par le nombre des sièges fournit le quotient. Chaque liste reçoit autant de mandats, que le chiffre de ses voix contient le quotient. Si l'application du quotient ne permet pas d'attribuer tous les sièges à pourvoir, ils seront répartis par l'application de la règle des plus grands restes.

Les listes départementales reportent les voix non représentées sur les listes nationales, qui leur sont apparentées, conformément à la déclaration faite au préfet, trente jours avant le scrutin, par lettre collective et recommandée. Celles-ci reçoivent autant de mandats, que le nombre des votes ainsi additionnés contient de fois le quotient de quarante mille (2). La répartition est effectuée au palais du Conseil d'État, le dimanche qui suit les élections générales, par le président (3), assisté de deux conseillers, les représentants des listes, qui ont effectué le dépôt légal, place Beauvau (4) dûment convoqués.

Ce scrutin parachève l'affranchissement. Le statut du pouvoir législatif mettait déjà les députés à l'abri des fraudes électorales du mandat impératif ; les empêchait de tomber sous

(1) La Chambre comprendra 397 élus départementaux, 9 élus coloniaux et un nombre variable d'élus nationaux. Ils ont tous les mêmes titres, fonctions et prérogatives.

(2) Quotient de la division approximative de la population française par le nombre des députés.

(3) Notre statut du pouvoir judiciaire, après avoir rattaché le Conseil d'État à la présidence du Conseil des ministres, laisse à ses membres le soin d'élire leur président.

(4) Quarante-cinq jours avant la date fixée pour les élections générales, par lettre recommandée, revêtue de la signature de 5 membres du parti.

l'emprise des intérêts organisés en groupes parlementaires. Voici maintenant que tombent les servitudes essentielles : le second tour et ses « combines », la circonscription étroite et ses avilissements. Les solliciteurs reviendront frapper à la porte normale : celle des préfets et de leurs directeurs. Ceux-ci doivent écouter sans rudesse. Ils peuvent refuser sans être des héros : ils n'ont rien à attendre et rien à demander ; ils sont couverts par des chefs et par des instructions. Et, d'autre part, le scrutin départemental et la liste nationale permettent aux candidats, qui ont un nom, du caractère et du talent, de n'être plus écartés, par principe, du Parlement. Il n'est plus nécessaire, pour être élu, d'être électoral. Il n'est plus indispensable de tout promettre. Il est possible de rester droit et de dire non.

La double corruption, qui ravale à la fois l'électeur et l'élu, détruit chez l'un le sens de l'intérêt général et chez l'autre la fierté de l'homme libre, disparaît enfin. Et le crime qui le 21 juillet 1927, au lendemain de la chute de M. Herriot et du redressement de la monnaie, fut commis par la France de la victoire, en la ramenant au siècle de la défaite, par le retour au scrutin d'asservissement, sera justement réparé.

***

Il ne suffit pas, pour qu'un des trois pouvoirs de l'État moderne soit fort, qu'il soit libre : après avoir affranchi le législatif, — la charte doit l'outiller et le limiter.

Outiller d'abord. L'est-il suffisamment par les commissions permanentes et larges ? Le *Comité technique* ne le pense pas. Elles ne sont pas d'ailleurs sans dangers. Elles assurent, parmi les parlementaires, une sélection qui n'est pas toujours celle des plus aptes et des plus compétents, mais la promotion des intrigants et des bavards. Elles transforment une section des assemblées politiques en une sorte de ministère hydrocéphale. Elles paralysent mieux qu'elles ne contrôlent. Elles accroissent l'instabilité, plus qu'elles n'assurent l'efficacité des administrations. Réduire le nombre des commissions permanentes et élargies ; créer des commissions provisoires et spéciales d'études ; contraindre les Chambres à siéger en commission plénière pour l'examen du budget, loin de les désarmer, serait au contraire les grandir. Quant à l'outillage nécessaire pour l'œuvre légis-

lative et pour le contrôle financier, il sera assuré par la collaboration étroite et permanante du Conseil d'État, pour la revision ou l'établissement des textes; de la Cour des comptes, pour la prévision ou la justification des dépenses.

Le pouvoir législatif, dont les empiétements croissants sur l'exécutif et le judiciaire constituent autant d'atteintes à la liberté politique et autant de glissements vers une dictature soviétique, a été limité par le *Comité technique*, dans le temps, dans ses votes, dans ses attributions.

Dans le temps : la durée des deux sessions a été ramenée à six mois. Dans ses votes : le scrutin de défiance a été réglementé; la reconduction du budget devient possible. Dans ses attributions : deux articles nouveaux de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, 6 *bis* et 6 *ter*, précisent que « le gouvernement a seul l'initiative des demandes de crédits et des lois de finances ». Tout amendement, tout projet de loi d'initiative gouvernementale ou parlementaire, qui « comporteraient directement ou indirectement une dépense nouvelle, seront obligatoirement accompagnés d'un rapport du Conseil d'État évaluant cette dépense dans le présent et pour l'avenir » (1). Les amendements, qui proposent une augmentation de dépenses ou une réduction de recettes, « doivent être assortis de dispositions votées simultanément », comportant, soit un impôt nouveau, soit une économie concordante.

La constitution de la République est ainsi restaurée. L'équilibre des pouvoirs est rétabli. Et c'est à la Cour suprême, dont le Comité technique dresse le statut (2), qu'il appartiendra de garantir leur intangibilité.

LE BESOIN D'UNE MYSTIQUE

Tels sont les premiers chapitres de l'œuvre ébauchée. Mais, au fur et à mesure que je résumais les travaux du Comité technique pour la réforme de l'État, je sentais, avec une croissante anxiété, ce qui manque à ces textes, pour que la volonté du peuple les grave sur la table de ses chartes. Comment rallier autour d'articles de lois, même s'ils ont été soigneuse-

(1) Et d'un rapport du Conseil économique, s'il contient des dispositions d'ordre économique.

(2) En même temps que celui des assemblées locales.

ment étudiés et clairement rédigés, la jeunesse de nos écoles et les foules de notre temps? Elles ont soif de formules plus brèves, de certitudes plus tranchantes, de visions plus émouvantes. Communisme et fascisme sont des mystiques. La technique, même celle des administrateurs et des juristes, ne peut rien contre elles. La technique reste impuissante à édifier, si la mystique ne lui rallie pas la main-d'œuvre et ne lui conquiert pas le terrain à bâtir.

Certes, il serait possible de dégager une mystique de cet effort français, pour trouver dans les deux coutumes, qui constituent notre civilisation politique, — coutume administrative, la plus ancienne et la plus originale ; coutume constitutionnelle, d'importation étrangère et d'adaptation maladroite, — les cadres nécessaires pour la réforme de l'État moderne. Mystique de l'invention française, dont les siècles et la guerre, quoi qu'on en ait dit, n'ont point terni le rayonnement. Mystique du travail français, qui voudrait retrouver dans l'État son instinct du beau et son goût du « fini ». Mystique des valeurs spirituelles, qui, sous le ciel de France, ne sauraient être brisées ni par la prédominance de l'économique, ni par la loi d'une dictature. Mystique des originalités individuelles, qui, sur la terre de France, ne sauraient être broyées, ni par le règne des machines, ni par la loi du troupeau.

Mais il faudrait un autre Maurice Barrès, pour faire de cette charte de la République nouvelle, l'évangile de la résurrection française.

JACQUES BARDOUX.

RENÉ BAZIN

Élu à l'Académie française en remplacement de René Bazin, notre cher et si regretté collaborateur Lenotre avait tenu à cœur de remplir son devoir académique en composant l'éloge de son prédécesseur. Son état de santé, déjà très précaire, ne lui permit pas, à son très vif regret et à celui de ses confrères, de le prononcer sous la Coupole. C'est ce portrait, entièrement achevé par le maître portraitiste, que nous publions aujourd'hui : nos lecteurs y retrouveront avec émotion le souvenir de deux grands amis de notre maison.

Messieurs,

Le célèbre confrère que vous regrettez de ne plus voir parmi vous, et auquel m'échoit le périlleux honneur de succéder, semblait dès l'abord marqué pour être un historien. Nul de vous n'ignore, s'il s'attarde parfois à pénétrer la genèse de sa vocation littéraire, quelle part méconnue prennent à notre destinée les impressions enfantines. Elles décident souvent de toute une vie. Or, aux veillées de la vieille maison du Pâtys, que possédaient, non loin de Segré, les grands parents de René Bazin, le thème le plus fréquent des causeries revenait aux tragiques épisodes de nos discordes civiles. Tous ceux qui entouraient l'enfant étaient nés de ces Chouans, traités de *brigands* par leurs adversaires tenus si longtemps en échec, et qualifiés de *géants* par Napoléon, qui se connaissait en braves. Il y avait là Renée-Zoé Leguen, l'aïeule, dont l'un des oncles, prêtre, fut déporté en Espagne pour refus de serment à la

sacrilège constitution civile du clergé, et dont le grand père, emprisonné pour avoir caché sous son toit, au péril de sa vie, des ecclésiastiques insermentés, — crime puni de mort, — resta, durant des mois, sous l'imminente menace de l'échafaud. Il y avait là, surtout, Nicolas Bazin, alors sexagénaire, propre fils du fameux chouan Bazin de Princé qui, né à Vihiers en 1754, s'était enrôlé parmi les bandes du garde-chasse Stofflet dont il commanda les éclaireurs. Tous ces héritiers de traditionnelles rancunes, en dépit des tentatives variées de l'empirisme politique, s'obstinaient, fidèlement, à la vieille devise *Dieu et le Roi* et ne déviaient point de la voie qu'avaient aveuglément suivie leurs pères. Route qui ne mène à rien, au dire des gens pratiques; mais route si droite qu'on peut y marcher sans crainte de se fourvoyer, même avec un bandeau sur les yeux.

Admis, dès sa septième année, à ces veillées familiales, René Bazin frémissait aux récits de ces chevauchées paysannes, des embuscades silencieuses derrière les haies, dans l'attente d'un passage des bleus; il entendait les lugubres appels des sentinelles perdues dans la campagne, imitant, pour dérouter l'ennemi, le cri de la chouette ou du chat-huant, et il s'extasiait, comme d'un conte de fées, aux histoires de Manette Dubois la Vendéenne, ou de René-Boulay. Un soir, son grand père rappela une scène saisissante dont il avait été le témoin au temps de sa toute petite enfance : la célébration d'une messe clandestine, dans la lande, la nuit; personne ne distinguait où était le prêtre; la voix d'un homme caché dans les branches feuillues d'un arbre, indiquait les différentes phases de l'office : « *Debout ! voici l'Évangile. Prosternez-vous ! c'est l'Élévation.* » La pieuse assistance suivait, dans l'effroi et le trouble, cette cérémonie dont la fantastique majesté se doublait du mystère des profondes ténèbres.

L'imagination du jeune René Bazin s'exaltait plus encore aux prouesses de l'éclaireur de Stofflet : avec le merveilleux pouvoir d'illusion que possèdent les yeux d'enfant, il « voyait » son bisaïeul, défilant dans les chemins couverts, à la tête de ses cavaliers en sabots, ayant des cordes pour bridons et pour étriers, le sabre, conquis sur les bleus, battant au troussequin de la selle. Nicolas Bazin avait connu des heures de gloire : en juin 1793, il passa, le premier, les Ponts-de-Cé, assurant

à l'armée catholique victorieuse la libre possession du cours de la Loire conquis aux soldats du Roi. Les troupes républicaines battaient en retraite; les jeunes filles du bourg acclamaient le libérateur et lui présentèrent un bouquet en hommage de reconnaissance. Plus tard, c'étaient les rudes étapes du lamentable exode de la Vendée vers Granville; quatre-vingt mille êtres, femmes, combattants, vieillards, blessés, enfants se traînant dans les boues d'automne et refluant, désespérés, vers Le Mans; les terribles désastres, les fusillades par milliers, l'hécatombe suprême de Savenay à laquelle Nicolas Bazin échappa. Après la mort de son chef et lors des pacifications du Consulat, il rentra au Pâtys et vécut jusqu'en 1830. Disparu, mais toujours présent, il restait pour les siens le modèle et le guide. Peint par un habile artiste, son portrait, conservé chez ses descendants, devait plus tard échoir à René Bazin, en sa qualité d'aîné de la famille, et, aux anniversaires fêtés, on sortait de leur coffre les débris poussiéreux du bouquet des Ponts-de-Cé, fragile trophée des époques lointaines.

Tandis qu'il s'imprégnait de cette atmosphère héroïque, celui qui, quarante ans plus tard, fut votre confrère, laissait errer ses yeux sur les verdures d'Aubusson dont étaient tendues les murailles du Pâtys; il conservait de ces tapisseries un souvenir visuel précis, et, dans ses *Notes d'un amateur de couleurs*, — celui de ses livres où il a peut-être livré le plus de lui-même, — il décrit ces panneaux représentant « des paysages de nos provinces moyennes, des collines, des prés, des eaux rapides, des arbres en lignes ou en bosquets; il y avait des châteaux à tourelles dans le lointain, et, au premier plan, des oiseaux multicolores et majestueux. » Ainsi, en s'initiant au culte du passé, se prenait-il d'amour pour les campagnes de France, pour les arbres surtout, ses amis de toujours. Il en exceptait le peuplier dont la rectitude contraste avec les gestes inattendus de ses confrères, « leurs airs de révérence, d'effarement, de révolte ou de douleur ». Et puis, il gardait une vieille rancune contre certain peuplier qui lui avait joué un mauvais tour.

Le drame datait de sa douzième année : avec son frère Ambroise, comme lui passionné lecteur de Mayne Reid et de Gérard, le tueur de lions, ils quittaient dès l'aube la maison

et partaient, tels les sauvages de la prairie, pour chasser, dans les douces campagnes de l'Anjou, l'ours et le bison. Armés de hachettes, de frondes et d'épieux solides, ils exploraient les champs et les plaines.

Un jour, s'étant attardés, il leur fallut traverser un ruisseau, afin d'éviter un long détour. Impossible de construire un radeau, comme Robinson; les deux trappeurs résolurent de jeter un pont sur le cours d'eau en abattant un arbre. La question mûrement étudiée, le sort tomba sur un jeune peuplier de la rive. En quelques coups de hache on en vint à bout; l'arbre s'abattit; les jeunes Mohicans passèrent à califourchon, selon l'usage des Indiens pieds noirs. Mais, à peine sur le chemin du retour, à la fierté de l'exploit accompli succèdent de poignants remords : ils ont touché au bien d'autrui! Il faut restituer. Restituer un peuplier! Où le prendre? Ils se confessent à leur père et, lui aussi, juge qu'une restitution s'impose. Discernant, d'après la relation des délinquants, que l'arbre immolé se trouvait sur les terres d'une vieille châtelaine des environs, il commande d'atteler le cabriolet et ordonne à René, — l'aîné, le plus coupable, — d'aller chez la vénérable dame afin de solliciter et d'obtenir, si possible, son pardon; il remit au pénitent une lettre qu'il adressait à la dame, pour plus de clarté, car il sentait son fils profondément ému. Quand l'enfant pénétra dans le grand salon du château, quand il aperçut l'aïeule, toute seule, toute sèche, toute ridée et très surprise, il perdit la tête et balbutia, presque larmoyant : « Madame, c'est en faisant les sauvages; j'ai coupé un peuplier... » La dame, peu rassurée, paraissait fort inquiète de ce début; il poursuivit : « Nous avions nos haches, nos frondes, il fallait un pont... Et puis, voici une lettre... »

La lettre lue, tout s'expliqua : « Mon petit, dit la châtelaine, c'est oublié. Je laisserai l'arbre où il est tombé. Il vous servira à passer l'eau si vous pensez parfois à venir me voir. Je suis très âgée, mes voisins m'oublient : votre visite me fera bien plaisir. »

Tel est le thème de l'un des savoureux récits, merveilles d'esprit, de simplicité et d'émotion, dont abonde l'œuvre de René Bazin, évocation des horizons qu'il aima dès son enfance radieuse, enchantée, libre; si heureuse que, à certains jours,

« son âme débordait de joie ». Sa passion première pour les arbres le conduisit à l'amour de la terre, des moissons, des fleurs, des oiseaux dont, à dix ans, il collectionnait les œufs ; il aimait les grands miroirs d'eau à l'heure où l'on va tendre les nasses et les lignes de fond, par les nuits d'étoiles, alors que les herbes embaument ; il aimait l'aube, le plein midi, le crépuscule, le vent, la pluie, la neige, le brouillard, et l'enchantement de sa passion pour la nature engloba bientôt les paysans, les laboureurs, les bûcherons, les ouvriers des champs, les faucheurs, les toucheurs de bœufs, tous ceux qui peinent à féconder la terre, travailleurs sans repos, sans joies, et qui ne se découvrent d'amis qu'en temps de périodes électorales. D'avoir vécu tout près d'eux, il les estimait pour leur mélancolique rudesse, leur résignation, leur silencieuse ingénuité, leur mystérieux savoir des climats, des menaces ou des faveurs du ciel, leur attachement jaloux au coin de lande défriché par leurs pères. Ainsi, avant même le collège, René Bazin possédait un trésor d'observations, de goûts et d'affections dont il ne connaissait pas la valeur : il discernera plus tard combien la richesse d'impressions amassées pendant l'enfance « est une provision qui dure ».

Mais, depuis Virgile, la géorgique et la pastorale ne sont plus réputées professions lucratives et il fallait songer à la vie pratique. Confié à Mme de Marquié, directrice d'une pension d'enfants, rue Tarin, à Angers, René Bazin suivit les cours du lycée local, puis fut pensionnaire au petit séminaire Mongazon, situé dans un faubourg de la ville. Il renonçait courageusement à sa vocation campagnarde, comprenant que le temps n'est plus des hobereaux qui, lorsqu'ils savaient à peu près lire et compter, se confinaient sur leur terre et subsistaient à peu de frais du gibier de leur garenne, des poulets de leur basse-cour, et du poisson de leur carpière, — l'existence qu'il aurait aimée. Sarclant à regret toutes les fleurs de ses rêves, il se destine à la grave étude du droit ; en 1872, à dix-neuf ans, il est à Paris, préparant sa licence ; sa chambre d'étudiant est au numéro 5 de la rue de Fleurus.

La Providence le protège bien évidemment, car elle le conduit chez la mère Lambillon, tenant dans la rue d'Assas un

restaurant à dix-neuf sous, et c'est là que l'étudiant rencontre un artiste, Ferdinand Gaillard, comme lui peu soucieux de raffinements culinaires. Un grand artiste, aquafortiste réputé, ancien prix de Rome, cœur silencieux, vivant dans l'amour secret et passionné de son art : une âme d'autrefois. Sa jeunesse, depuis longtemps passée, se découvrait un compagnon enthousiaste, et René Bazin dut beaucoup à la fréquentation de ce méditatif. Ils allaient ensemble au musée du Louvre ; Gaillard s'arrêtait devant un petit nombre d'œuvres maîtresses, et en discutait les qualités en mots brefs, souvent même en petits grognements approbatifs ; son admiration satisfaite se résumait en préceptes dont Bazin faisait son profit : « Retrouver le secret des autres, ce n'est là qu'une étape ; innover, créer, avoir une manière, voilà ce qui fait l'artiste et le sépare du tâcheron. » « Le but n'est pas de charmer, mais d'être vrai. » A Saint-Sulpice ou aux Carmes, Gaillard entendait la messe tous les jours et la servait même habituellement. L'une de ses maximes favorites était : « La foi, inspiratrice de l'art, et l'art serviteur de la foi. »

Pourvu de sa licence, Bazin revint en Anjou et prépara son doctorat à la Faculté catholique d'Angers, tout en suppléant le professeur de procédure civile, puis celui de droit criminel. En 1876, à vingt-deux ans, il épousait la femme au cœur admirable qui devait être la compagne et l'associée de toute sa vie. Confinée aujourd'hui dans son deuil, elle souffrira sans doute à ce rappel de cinquante-six ans d'une union parfaite et manifestement bénie; mais il serait inexcusable de ne point la saluer de ce respectueux et discret hommage.

Quatre ans se passèrent encore avant que le nom de René Bazin, professeur en titre de législation criminelle, fût révélé au public. Sa première œuvre, une nouvelle, *la Fille du jardinier*, parut au *Correspondant*. Trois ans plus tard, en 1883, à trente ans, il publiait au journal royaliste *l'Union*, organe officiel de M. le comte de Chambord, un roman qu'il signait d'un pseudonyme, *Bernard Seigny*. Roman ? Presque histoire, pour bien dire, écho des temps révolutionnaires et des récits du grand père Nicolas Bazin. Stéphanette, l'aristocrate, orpheline de l'échafaud, était bien connue à Angers au temps du premier Empire : on la voyait dans une sombre boutique de la rue de l'Aiguillerie. Hudoux, le monstre, l'ancien bourreau

dont Stéphanette croyait être la fille, fut l'une des plus sinistres figures de la Terreur angevine; et quant aux décors du drame, l'auteur les décrivait d'après les paysages qu'il avait sous les yeux; le manoir de la Merlinière n'est autre qu'une maison de campagne louée par les parents de Bazin; le ton dont il parlait des vieux noyers qui la couvrent et de leur dôme de verdure témoigne de la déférente vénération qu'il professait pour les arbres depuis son enfance. *Stéphanette* fut le dernier feuilleton publié par *l'Union*; le jour où, sous la signature de Bernard Seigny fut imprimé le mot *fin*, le journal cessait de paraître: le roi exilé était mort, la tâche de ses fidèles accomplie.

René Bazin ne prévoyait certes pas encore sa destinée : absorbé par sa chaire de droit, il éprouvait seulement de façon intermittente des accès de fièvre littéraire, car deux ans s'écoulèrent avant qu'il donnât au *Correspondant* le manuscrit de *Ma tante Giron*. Tout imprégné de l'atmosphère salubre de la campagne provinciale, de ses joies calmes, ce récit mettait en scène de braves gens, n'ayant de défauts que juste ce qu'il en faut pour mouvementer l'existence, et nourrir une action attrayante. Le livre fut lu par l'un des vôtres, Ludovic Halévy; il en vanta le charme au directeur du *Journal des Débats*, Georges Patinot, et celui-ci, quelques jours plus tard, commandait à Bazin un roman. Ce fut *la Tache d'encre*, qui valut à l'auteur sa première récompense académique.

Comment advint-il que, sur le succès de cette œuvre élégante, M. Patinot devina tout ce que le cœur de son collaborateur recélait d'attentive expérience et de tendre sollicitude pour les choses des champs? Sous l'incognito du hasard, la Providence place ainsi sur le chemin de ses protégés un initiateur qui leur révèle la tâche où ils excelleront. Un mot parfois suffit pour dévoiler à qui se cherche encore l'opulence du trésor ignoré que renferment sa pensée et son âme. M. Patinot demande à Bazin : « Vous chassez? — Passionnément. — Vous pêchez? — Par tous les temps. — Voulez-vous traiter, en des chroniques hebdomadaires, ce sujet qui vous est familier, la vie champêtre? « Bazin n'hésita qu'un instant : l'idée le séduisait par son imprécision; il a conté comment il discerna tout

de suite qu'elle constituait un cadre où tout pouvait tenir : les portraits, les voyages, l'histoire, l'observation et la fantaisie. La campagne surtout le décida, la vraie, la campagne des bois et des landes, « la campagne pleine de rêves », celle, dit-il, qu'il avait aimée dès ses premiers pas, « où l'on est lâché en blouse d'écolier à travers les prés où l'on a déniché des nids, dormi dans le foin nouveau, passé des heures à plat ventre, sous le soleil, quand la terre crie de chaleur, et longé, le soir, ravi et saisi de peur, le bord des étangs que les brumes tombantes emplissent de formes vagues... », incomparable inspiratrice d'émotions auxquelles il allait devoir « sa vocation d'artiste, la passion de sa vie et ses plus grandes joies ».

Ainsi a commencé, il y a quarante ans, cette série de chroniques si variées, si fraîches, si nouvelles tant par leur charme intime que par l'inattendu des tableaux qu'elles nous offrent. Il y a là des pages exquises sur les greniers de province, les taupiers meneurs de loups, les curés apiculteurs, la fabrication des parapluies, les vendanges, la fenaison, les auberges, pages d'où toujours émanent, sous la minutie voulue du sujet, une tendresse apitoyée pour les humbles, les casaniers, les timides, un mélancolique regret du passé aboli et des aperçus d'une saisissante pénétration sur l'avenir, qui est devenu notre présent, brefs chefs-d'œuvre, réunis aujourd'hui en volumes qui ont pour titres : *En province*, *Paysages et pays d'Anjou*, *les Contes de bonne Perrette*, *Récits de la plaine et de la montagne*, etc. Ces tableaux, manifestement peints sur nature en touches délicates et sincères, ont gardé tout l'éclat de leur coloris : un peintre dirait qu'ils n'ont pas un « embu ». C'est qu'ils sont plus que jamais d'actualité ; leur auteur, en effet, y prévoyait la grande pitié des désastres causés par le machinisme, la fin des petits métiers soigneusement et consciencieusement exercés naguère par nombre d'artisans de province et qu'a condamnés à la ruine le goût démocratique de la camelote et du faux luxe.

Ces recueils ont donc aujourd'hui la valeur de livres d'histoire et l'importance d'un problème social dont Bazin fera le sujet d'un grand livre qu'il méditait déjà. Après *la Sarcelle bleue*, qui signale son entrée à la *Revue des Deux Mondes*, il publia, en 1899, *la Terre qui meurt*. Il a quarante-

six ans et c'est l'estival épanouissement de toutes les fleurs de son esprit : il a mis, dans ce drame poignant, toutes les inquiétudes de son patriotisme, tout son amour pour la terre de France, menacée par l'exode vers les villes et les décevantes illusions des salaires faciles.

C'était l'époque où triomphait le naturalisme : des écrivains considérables, prétendant peindre le peuple des travailleurs, nous présentaient des maudits, des ivrognes, des brutes, la bête humaine. Où donc prenaient-ils leurs modèles? Devant les comptoirs des assommoirs parisiens, sur un choix de paysans grossiers, exploités ou pervertis? L'indignation qui, selon un vieux proverbe, suscite les poètes, inspira à René Bazin un admirable livre. Il les connaissait bien, lui, ces paysans : il vivait avec eux depuis son enfance : il savait ce qu'il y a de grand dans les fermes et les pauvres maisons « où il se trouvait une mère sainte et un honnête homme ». Il voulut montrer la perfidie du procédé « qui consiste à supprimer l'âme, et que l'homme accablé par la misère, le travail, la pernicieuse influence du milieu continue et continuera toujours d'ouvrir sa fenêtre vers le ciel ». Il admirait ces pauvres gens qui, « instruits à peine de l'alphabet, des quatre règles et de ce qu'il faut d'histoire calomnieuse pour perdre toute fierté du passé de la France, doivent lutter seuls contre la plus furieuse invasion du sophisme qui ait menacé la raison des illettrés ».

Telle est l'expression de sa propre pensée d'où sortit *la Terre qui meurt*. Le fermier Lumineau qui ne peut dire à quelle époque ses pères ont commencé à cultiver les champs de la Fromentière et qui voit ses enfants déserter successivement ce sol, depuis des siècles retourné par leurs obscurs ancêtres ; sa fille Rousille, qui seule lui reste et assumera, avec son promis, la tâche délaissée par ses frères : Mathurin, l'estropié, qui périra victime de son amour pour la fiancée qu'il n'a plus l'espoir de conquérir : et surtout le personnage principal, la reine déchue, la Terre, dont les villes confisquent tous les vassaux et qui va mourir, faute de sujets... Rien d'autre, et un drame impressionnant de vérité, magistralement composé et mis en scène.

On n'a pas oublié la sensation produite par cette œuvre qui, tout de suite, valut à René Bazin la grande renommée.

Depuis lors, suivant cette voie où ne rencontrera pas d'égale son expérience du monde qui souffre, plus rétif à s'épancher que le monde où l'on s'amuse, il va exceller à pénétrer ceux qui ont grande peine à vivre, les existences tacitement monotones ou clandestinement douloureuses des simples, des obscurs dont la littérature d'alors ne s'occupait que pour railler ou médire. S'il y rencontre parfois de grands artistes inconscients, il n'y découvre pas de lettrés ; mais beaucoup, par bon sens, atavisme ou tradition, par contact incessant avec la nature, aperçoivent plus de vérités supérieures que certains faiseurs de livres gonflés de leur savoir d'emprunt. Il y trouve aussi bien des vertus cachées ; quelques critiques jugèrent même « qu'il n'y avait pas assez de loups dans ses bergeries ». Reproche injustifié : on ne peut songer à énumérer la longue liste des œuvres de René Bazin ; toutes sont restées si bien vivantes, d'ailleurs, qu'il serait superflu d'en rappeler les titres : pour en citer seulement quelques-uns, n'y a-t-il pas de loups dans l'histoire de la pauvre *Donatienne* qui, perdue dans l'enfer parisien, a versé et fait verser tant de larmes ? Dans *le Blé qui lève*, il y a des loups aussi : des loups affamés déjà au temps où René Bazin nous révélait leur présence et dont la fringale est aujourd'hui bien autrement menaçante. Des loups encore dans *Davidée Birot*, dans *la Closerie de Champdolent* ; et il y en a de terribles dans *l'Isolée*, où l'on voit une sainte religieuse qui, son couvent fermé, est jetée à la rue et y sera aux prises avec les plus effrayantes épreuves de la misère.

Tous ces drames, il les a vus : il ne veut et ne peut écrire que la vérité. Il la cherche avec ténacité et clairvoyance et semble posséder la clef des âmes les plus fermées. Cette faculté d'investigation, il l'exerce partout : ce n'est pas seulement son cher pays d'Anjou qu'il explore ; il poussera ses enquêtes en Bretagne, au marais vendéen, dans la région du midi, au pays flamand, en Alsace, à Lyon... dans toute la France. Passionné de voyages, il séjournera en Espagne, en Italie, en Corse, en Sicile, en Grèce, en Orient, en Angleterre, en Autriche, en Pologne, en Algérie, au Maroc, en Amérique, au Canada, au Spitzberg. Ce n'est pas un touriste pressé ; partout il se renseigne, interroge, prend des notes. A chaque page des innombrables carnets où il consigne ses observations, c'est la description d'un site, d'un monument, d'une ruine, d'un arbre,

d'une haie, d'un vieux mur ; le ton de la pierre, la couleur d'un lointain ; parfois un croquis, l'épaule d'un coteau ou la ligne d'un bois roussi par l'automne. Il n'oublie pas le parfum des feuilles chaudes, des écorces « qui, presque toutes, sont aromatiques ». Il indique, avec une passion d'analyste, le contour des nuages, l'état du ciel et du terrain. Il met en pratique le précepte que lui a légué son premier maître, Ferdinand Gaillard : « la pénétration d'un paysage est une opération rapide ».

Devant la mélancolie éclatante du soir, il commande à ses yeux : « Regardez bien ; emplissez-vous de cette splendeur. Mon âme, conservez à jamais cette minute, cette joie qui va finir. Soyez-en la dépositaire fidèle : quand je vous la redemanderai, rendez-la moi. » Quel peintre il aurait été ! Je n'ai pas vu tous ces carnets ; j'ai pu en feuilleter quelques-uns et admirer la conscience de l'artiste appliqué à fixer en son esprit le détail d'une barrière clôturant un champ, l'allure d'une bande d'oies maraudant sous les pommiers, et jusqu'aux noms vrais des bœufs de labour, *Noblet*, *Cavalier*, *Paladin*, *Matelot*, qui baisseront les cornes et tendront les jarrets dans les champs de la Fromentière.

Les romans composés avec tant de souci des réalités sont assurés de la pérennité : c'est par eux que l'avenir saura les mœurs, les habitudes, le langage des petites gens dont l'histoire ne s'occupe jamais. L'un de vous a parlé excellemment de l'*historicité* du roman contemporain qui, à l'occasion d'une fiction, est si riche de documentation, et précisément de celle qui fait défaut aux papiers officiels des Archives. Le soin qu'apporte René Bazin à se renseigner lui permet de donner l'impression qu'il est l'un des concitoyens de ceux, pourtant infiniment diversifiés, dont il nous conte les aventures. Les gens de mer, on le sait, sont peu communicatifs, fort dédaigneux du terrien, du citadin surtout, qui, durant trois semaines, baguenaude oisif sur la plage. Eh bien ! en quelques jours, Bazin apprivoise les matelots du Portel ; il se familiarise avec eux, s'assimile leur jargon marinier, leur expérience atavique des courants, des bas-fonds propices à la pêche ; il s'embarque sur un harenguier qu'une terrible bourrasque jette aux côtes d'Écosse, et cela nous vaut, en 1914, *Gingolph l'abandonné*.

Lorrain d'origine, je crois connaître mon pays natal; Bazin, bien qu'Angevin, le connaît beaucoup mieux que moi. Grâce à sa pénétration, singulièrement attentive, quand il écrit *Baltus le Lorrain*, après un séjour relativement court dans la région des Forges, il s'est adapté aux usages des paysans de l'extrême frontière, il nous dépeint leurs façons, leur simplicité un peu rude, nous décrit leurs campagnes avec une netteté photographique; et les habitants de ce coin de France sont aujourd'hui persuadés que l'écrivain, si minutieusement informé, est de chez eux et y a vécu durant de longues années.

De même, on ne détrompera jamais certains Lillois, convaincus que l'auteur du *Roi des Archers* n'a pu s'initier à l'existence des ouvriers du Nord sans de lentes et laborieuses enquêtes dans les grandes cités industrielles de Roubaix et de Tourcoing. Une incomparable acuité visuelle, un souci constant de ne rien écrire qu'il n'ait constaté, l'émotion qui l'étreint au spectacle de la peine des pauvres, tels sont les secrets éléments qui autorisent d'appliquer aux récits de René Bazin le mot d'un publiciste du XIXe siècle : parlant de Balzac, il disait : il y a dans les œuvres du grand romancier autant d'Histoire, — de bonne et réelle Histoire, — que de caprice et de fantaisie.

Un livre célèbre, *les Oberlé*, mérite plus que tout autre cet éloge. Bazin l'écrivait alors que nos provinces de l'est étaient encore prisonnières. De chacun des feuillets de cette œuvre capitale s'exhale la plainte de l'Alsace, plainte que les geôliers affectaient de ne pas entendre, mais dont l'écho, franchissant les Vosges, déchirait tant de cœurs français et particulièrement le cœur de ceux qui s'étaient soustraits au joug des vainqueurs. Je garde la mémoire vénérée de parents qui, pour que leurs enfants ne soient pas Allemands, avaient tout abandonné et fui, dès les premiers jours de l'annexion, la terre où ils étaient nés et qui les retenait par tant de liens et de chers souvenirs. Durant plus de trente ans ils ont vieilli, ne perdant jamais l'espoir d'assister à la libération de leur petite patrie perdue; ils en étaient implacablement proscrits et la chérissaient toujours de cet amour silencieux qui fait les âmes tristes. Ils ont été à la peine : ils n'ont pas connu la joie suffo-

cante de la revanche et ils ne sont pas associés aujourd'hui au grand honneur que votre indulgence accordé à l'un de leurs fils.

Pour ceux dont l'enfance fut assombrie par de telles épreuves, Jean Oberlé devint un paladin légendaire : il n'était plus un personnage d'imagination, mais le type de l'Alsacien resté fils de France. Bazin, qui l'avait créé, semblait être le réel confident de ses répugnances à servir les vainqueurs, de ses rêves d'évasion, de la dramatique échappade. En 1899, fidèle à sa méthode, tandis qu'il travaillait à son livre, — qui parut deux ans plus tard à la *Revue des Deux Mondes* et dont le tirage dépasse aujourd'hui le deux cent millième exemplaire, — il explorait les pentes du Donon, suivait son héros qui, marchant, sous bois, vers la France, cherche à dépister les gendarmes allemands ; il est frappé par eux d'une balle au moment où il passe la frontière. Dans la ferme abandonnée où nos compatriotes le recueillent évanoui, Jean Oberlé s'éveille, tard dans la nuit : un douanier français à grosses moustaches se penche, les larmes aux yeux, sur le blessé et demande : « Qui êtes-vous ? » Jean soupire comme dans un rêve : « Je suis l'Alsace ! »

Dans cette ferme Bazin voulut tracer les dernières pages de son œuvre : il avait su donner à la figure de Jean un tel relief et attirer sur lui tant d'intérêt que bon nombre d'Alsaciens crurent à sa réalité : une si belle histoire ne pouvait être qu'une histoire vraie. En mars 1930, une Alsacienne de vieille race, Mme Jules Lacour, écrivait à René Bazin pour le prier d'indiquer à quelle date il plaçait la fugue de son héros. Bazin consulta ses carnets ; il y retrouva la date : « Je crois, répondit-il, que vous pouvez fixer, comme très vraisemblable, le passage de Jean Oberlé au 26 novembre 1899. » Voilà pourquoi on peut lire actuellement, sur la façade de cette ferme, le nom de *Ferme des Oberlé*, ainsi qu'une inscription rappelant le séjour du grand écrivain dont l'œuvre avait tant ému l'Alsace et porté à la captive le baiser de la France. Deux localités seulement, si je ne fais erreur, partagent, avec la ferme des Oberlé, l'honneur de commémorer un événement fictif assez marquant pour être promu à la dignité de fait authentique : l'un est le cachot que n'habita pas Edmond Dantès au château d'If ; l'autre est le tombeau d'Ophélie, qu'on

voit non loin d'Elseneur, au bord du lac d'Esrom où ne s'est pas noyée la fiancée d'Hamlet.

SERAIT-CE du rappel des soirées du Pâtys et des réminiscences du grand père Nicolas, le fils du chouan, que Bazin tenait son manifeste penchant pour l'histoire? Il devait y céder assez tard et cette nouvelle étape témoigne des infinies ressources de son esprit. Dans ces passagères infidélités au roman, il met en œuvre son goût inné de la documentation, questionne, fouille les textes, collige les références les plus sûres; un chartiste ne serait pas plus scrupuleux. Pour relater *la Vie de Charles de Foucauld*, l'ermite du Sahara, il ira jusqu'au Maroc et jusqu'au désert, afin d'être certain que rien ne lui échappe de l'extraordinaire odyssée de son nomade et saint héros. Même rigorisme pour son *Pie X* qu'il écrira à l'ombre du Vatican, parmi les intimes du grand pontife, et pour *l'Enseigne de vaisseau Paul Henry* dont le journal et la correspondance lui ont révélé l'héroïque sacrifice, et aussi pour *la Vie du duc de Nemours*, publiée en 1901, et encore pour le *Monastère des Oiseaux*, précieuse chronique d'un célèbre couvent parisien.

Cette trop brève nomenclature ne doit pas omettre un petit livre moins connu peut-être, consacré par Bazin à l'étude des œuvres, bien oubliées, du Révérend Père de Closrivière, un enthousiaste de l'apostolat qui, en pleine Terreur, jugeant le moment propice pour reconstituer la Compagnie de Jésus, dissoute depuis trente ans, vient à Paris, et, au fond d'une cache, puis d'une cellule de la prison du Temple, célèbre la messe, dirige les consciences, conseille les hésitants, réconforte les timides et déconcerte jusqu'aux bourreaux, par sa magnifique insouciance du danger.

PENDANT la grande guerre, qui l'atteint dans ses plus proches affections, Bazin s'opiniâtre à ne point douter de la victoire : « Dieu, écrit-il, s'est interdit de laisser périr la France, puisqu'il n'a préparé aucune nation qui puisse la remplacer. » La France, c'est son grand amour, son culte : il la vénère à l'égal d'une sainte femme « trop souvent mal mariée ». Il dit encore d'elle : « Les meilleurs ne la connaissent pas tout de suite : il ne suffit pas de l'avoir aperçue de loin ; il faut l'avoir

vue souffrir, donner et prier.... avec ce grand air qu'elle a dans l'épreuve. » Les pages que lui ont dictées ses patriotiques angoisses seront précieuses aux futurs historiens de ces temps tragiques. J'en voudrais détacher un épisode qu'il notait, lors de son voyage en Lorraine délivrée, d'après des témoins oculaires, de ceux qu'il savait si bien mettre en confiance et si adroitement interroger. C'est en 1918. L'empereur allemand possède, à quatre lieues de Metz, un petit château où il n'a point paru depuis huit ans. Le 23 septembre, il y arrive en train spécial, sans être attendu : il entre dans le château, y reste un quart d'heure à peine, le temps de choisir ce qu'il veut emporter. Dès le lendemain, huit serviteurs de sa maison détachent les tentures, dépendent les lustres, entassent les meubles dans des fourgons. Des Lorrains, dissimulés dans les massifs du parc, assistent à l'emballage, le cœur réjoui : « Il déménage! Bon voyage! » Tel fut le premier pronostic de la libération prochaine.

Un mois plus tard, on revoit le souverain ; il passe une revue à Vatimont, près de Saint-Avold ; les soldats sont alignés le long des rues et sur la place. L'Empereur paraît : il est flanqué étroitement, botte à botte, de colosses en uniforme feldgrau; il est sombre, il est voûté, il passe dans le silence. Et les habitants du village, qui guettent derrière leurs persiennes, aperçoivent que les troupes sont sans armes : pas un fusil, pas un revolver; on a eu peur d'un mauvais coup! Guillaume n'est plus sûr de rien, si ce n'est du désastre.

Il semble que la revanche, si attendue et si chèrement acquise, eut pour effet, sur l'âme affective et impressionnable de René Bazin, un apaisement heureux, un redoublement de confiance dans les destins de notre patrie que, en dépit des dépravateurs, « Dieu sauve tout le temps ». C'est la période des *Nouveaux Oberlé*, des *Contes du Triolet*, de *Il était quatre petits enfants*, de *la Douce France*, de *Paysages et pays d'Anjou*, ouvrages imprégnés de sérénité mais dont l'auteur n'abdique rien de ses espérances et de ses opinions. Ayant conquis l'admiration d'une innombrable élite, il se retirait avec bonheur dans son domaine angevin des Rangeardières, où il succédait, depuis 1902, à la mère de Mme René Bazin. C'est une pittoresque et confortable gentilhommière, située à une lieue d'Angers, et qui fut, aux jours romantiques, la propriété de

Louis Pavie, père de Victor et de Théodore Pavie, où fréquentèrent David d'Angers, Paul Foucher, Mme Victor Hugo et sa fille Léopoldine, Sainte-Beuve, presque une demeure historique : René Bazin se montrait là aussi simple, aussi accueillant que l'avait été naguère le jeune professeur de droit criminel de la Faculté catholique d'Angers.

Le grand jardin des Rangeardières était « tout fleuri de roses et d'enfants ». Quand le père de famille revenait de ses voyages, la maisonnée était en joie. Pour fêter l'un de ces retours, l'aînée de ses filles, Élisabeth, — celle qui devait être Mme Sainte-Marie-Perrin, l'auteur de *Paysages* et des *Pèlerins d'Emmaüs*, de *Sainte Colette de Corbie*, de *Pauline Jaricot*, — composa une comédie intime dont ses sœurs Jeanne, Marie, Geneviève, Germaine, Françoise, tenaient les divers rôles, figurant les personnages de Stéphanette, de la tante Giron, de Mme Corentine, de la Rousille, l'héroïne de *la Terre qui meurt*, d'Odile, l'Alsacienne, de Jean Oberlé, et d'Henriette, la sage ouvrière de *Toute son âme*. La pièce avait pour titre *les Autres filles de papa*.

Quand Bazin rentrait dans son manoir des Rangeardières, aux belles ombres, rapportant sa moisson de notes et d'impressions nouvelles, il y reprenait son labeur sans relâche. En 1929 on avait célébré, le 25 juin, le vingt-cinquième anniversaire de son élection à l'Académie et, ce jour-là, il avait dit au directeur de la *Revue* : « Je travaille pour vous », ajoutant, avec un sourire, — et un soupir : — « ce sera mon dernier roman. » Le livre qu'il préparait, c'était *Magnificat*, la plus chaleureuse, la plus haute et la plus magistralement conçue de ses œuvres. Cette fois, ce n'était plus la voix de la France réclamant comme sien un enfant d'Alsace, mais une voix bien autrement impérieuse, celle de Dieu, appelant un paysan breton, un petit gars de ferme, un toucheur de bœufs, Gildas Maguern.

Dès sa dixième année il a entendu pour la première fois l'ordre divin : « Tu seras mon prêtre », et Gildas grandit, harcelé par cette pensée ; mais ce n'est qu'un rêve, un rêve irréalisable : pour recevoir les ordres sacrés, il faut savoir le latin et bien d'autres choses, et Gildas peut à peine lire et écrire ; le père Maguern ne consentira jamais, d'ailleurs, à se séparer de lui et à payer sa pension dans un séminaire. Pour-

tant, la voix commande toujours et Gildas déjà ne s'appartient plus. Les péripéties de cette vocation forment la trame d'une pathétique action. Gildas est aimé d'une jolie fille qui lui est promise; il subira, la guerre venue, la rude épreuve de la tranchée; de retour en Bretagne, il sera reçu, par charité, au collège ecclésiastique de Châtillon-sur-Sèvre, puis au séminaire et, après quatre ans d'études, il reviendra pour quelques jours à la ferme paternelle, vêtu de sa première soutane. Au souper du soir, le père, jusqu'alors inflexible, enfin éclairé, lui tendra la main, et se levant du haut bout de la table, dira : « Prends ma place maintenant, Gildas, comme si tu étais le recteur de chez nous, et donne-moi la tienne. »

Le pressentiment de René Bazin ne le trompait pas : ce fut là son dernier livre, la suprême affirmation des fermes croyances de toute son existence. Il allait vivre encore une année, depuis longtemps préparé à la pensée du départ : dans son admirable sécurité de grand chrétien, « il n'y a pas de mort, disait-il, il y a deux vies. » Il avait souvent à l'esprit le mot de son ami Daudet qui, parvenu à cette heure après laquelle il n'y a plus d'heures, lui avait adressé cet adieu souriant : « Je vais voir de bien belles choses! »

René Bazin rendit l'âme vers la fin d'un jour d'été, aux feux de ces crépuscules radieux que ses yeux avaient tant admirés : il expira, certain que sa foi ne l'avait pas trompé et que ses espoirs ne seraient point déçus. *Magnificat!*

G. LENOTRE.

LE PRINCE IMPÉRIAL

IV [1]

LE DRAME

LE DÉPART

« Je m'embarque dans deux jours... » Malgré l'impatiente volonté du Prince, il y faudra plus longtemps : cinq interminables matinées et après-midi pour terminer ses préparatifs. Le soir, — sait-on jamais? — il commence de rédiger son testament.

Plusieurs jeunes Français (2), à l'annonce de sa résolution, se sont offerts à l'accompagner ; il n'accepte pas leur dévouement :

— Point de « gardes du corps » autour de moi.

Il oppose le même refus à M. Franceschini Piétri, ne consent à emmener que le seul Uhlmann : encore celui-ci devra-t-il rester au Natal, ne le rejoindre sur le front qu'à son appel.

Le 26 février, un diner, qui était à leur insu un repas funèbre, réunissait à Camden-Place de hautes notabilités bonapartistes : les ducs de Feltre et de Bassano, le baron Tristan Lambert, le baron Corvisart, le comte et la comtesse Clary. La soirée se traina lugubre, dans une aura de tristesse et d'angoisse. Au dehors, le vent soufflait en tempête, bous-

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier, 1er février et 1er mars.

(2) Parmi lesquels M. Blanc et le comte Laurent de Labédoyère. On a prétendu qu'il s'en présenta quarante : le chiffre est exagéré ; en réalité, les propositions ne dépassèrent pas la quinzaine.

culant les arbres dénudés du parc ; des chevauchées de gros nuages noirs roulaient sinistrement dans un ciel tragique (1). Vers onze heures, le Prince impérial se leva, pria ses invités de le suivre dans le hall : un spectacle émouvant les attendait. Tous les serviteurs du château sont là, rassemblés par son ordre. Il s'avance, leur dit qu'avant de s'éloigner pour un long voyage, il a voulu leur adresser ses adieux, les remercier de leur zèle et de leur dévouement ; il leur serre la main à tous, et tous ont les larmes aux yeux.

Lorsque, le matin du 27, M. Franceschini Piétri entra, de très bonne heure, dans le cabinet du Prince, celui-ci, déjà levé, lui tendit son testament qu'il venait d'achever dans la nuit, de dater et de signer. Il y exhérédait le prince Napoléon en faveur de son fils aîné le prince Victor (2). M. Piétri le plaça dans une cassette en fer qui fut aussitôt fermée, scellée et déposée dans une armoire de sûreté.

Puis, ayant entendu la messe et communié avec le baron Tristan Lambert, dans l'église de Chislehurst, redevenu simplement, ainsi qu'il avait désiré, le lieutenant Napoléon Bonaparte, de la *Royal Horse Artillery*, un petit officier anglais qui se rendait aux antipodes, il s'en fut, avec sa mère, prendre, à Hastings, l'express de Southampton.

Dans la ville aux maisons rouges, qui vit s'embarquer Richard Cœur de Lion pour la croisade, les *subs* de la garnison offrirent un banquet à ce nouveau croisé, à cet autre cœur de lion. Après une dernière soirée passée avec l'Impératrice, le lendemain 28, il montait à bord du *Danube*, gros transport à roues, qui faisait route pour le Cap.

Les deux jetées Albert et Victoria sont noires de foule, quand le navire, ayant filé ses câbles, glisse vers la haute mer.

(1) Les journaux anglais de cette époque relatent, dans la nuit du 26 au 27 février, une bourrasque qui balaya les côtes du Kent et de l'East-Sussex : *great gale on the channel.*

(2) Ceci est mon testament. 1° Je meurs dans la religion catholique, apostolique et romaine dans laquelle je suis né ;

2° Je désire que mon corps soit déposé auprès de celui de mon père, en attendant qu'on les transporte tous deux là où repose le fondateur de notre Maison, au milieu de ce peuple français que nous avons, comme lui, bien aimé ;

3° Ma dernière pensée sera pour ma patrie ; c'est pour elle que je voudrais mourir ;

4° J'espère que ma mère me gardera, lorsque je ne serai plus, l'affectueux souvenir que je lui conserverai jusqu'à mon dernier moment ;

De longues acclamations saluent au passage l'Altesse impériale, l'*engaging french boy*, qui, si galamment, va s'exposer contre les Zoulous, pour l'honneur de la vieille Angleterre. Privilège exceptionnel réservé aux seuls princes régnants : au grand mât du vaisseau, flotte le drapeau de son pays, — celui qu'on met en berne aussi, quand revient leur cercueil.

L'ARRIVÉE A CAPE-TOWN

« Government-House, le 26 mars 1879.
« Cape-Town.

« Ma chère maman,

« Mon premier soin en mettant le pied sur la terre ferme est de m'acquitter d'un devoir cher à mon cœur. Je tiens à employer les quelques heures de loisir qui me sont laissées à causer avec vous de tout ce qui s'est passé depuis mon départ, car j'ai été privé pendant bien longtemps non seulement du bonheur de recevoir de vos nouvelles, mais encore de la joie de vous écrire...

« Depuis l'équateur, la mer a été extrêmement forte, et, quoique la vieille cérémonie du passage de la Ligne soit tombée, à bord des steamers, en désuétude, l'Atlantique s'est chargé lui-même de nous baptiser.

« Parmi les passagers, il y a un grand nombre d'officiers en congé ou démissionnaires, de capitaines de la milice, ou de simples aventuriers qui vont, comme moi, au Cap pour faire la guerre ou pour faire fortune. Ils se nomment les « volontaires » et chacun d'eux fait blanc de son épée. Nous avons pensé qu'il serait amusant, pour rompre la monotonie du voyage, d'avoir à bord une grande parade où chacun viendrait avec son costume et son équipement.

« Élu général en chef, j'ai donné les ordres pour une

5° Que mes amis particuliers, que mes serviteurs, que les partisans de la cause que je représente, soient convaincus que ma reconnaissance envers eux ne cessera qu'avec ma vie ;

6° Je mourrai avec un sentiment de profonde gratitude pour Sa Majesté la reine d'Angleterre, pour toute la famille royale et pour le pays où, pendant huit ans, j'ai reçu une si cordiale hospitalité ;

Je constitue ma mère bien-aimée ma légataire universelle, à la charge pour elle de... (Suit ici le détail des legs particuliers). Un codicille se terminait ainsi : « Moi mort, la tâche de continuer l'œuvre de Napoléon I[er] et de Napoléon III, incombe au fils aîné du prince Napoléon... Je nomme MM. Rouher et Franceschini Pietri, mes exécuteurs testamentaires. »

grande revue, et c'était vraiment amusant de voir cette ligne d'uniformes fradiavolesques monter et descendre avec le roulis. Cette farce avait son côté sérieux, celui de nous permettre d'améliorer par la comparaison notre équipement et nos uniformes.

« Je viens d'arriver à Cape-Town. Dès que le *Danube* est entré en rade, un officier de marine attaché à lady Frere est venu au-devant de moi pour m'inviter à accepter l'hospitalité à Government-House.

« Je m'y suis rendu en voiture, acclamé par une population multicolore qui avait pavoisé les fenêtres de même.

« Ce soir, lady Frere donne en mon honneur un grand dîner, et ensuite il y a réception. Demain je pars pour Durban où j'ai hâte d'arriver, car on prévoit une bataille... »

L'accueil de Cape-Town fut en effet enthousiaste. Aussitôt le *Danube* en vue, tous les Européens : riches colons, *merchants*, chercheurs d'or et de diamants, se sont précipités sur le port. Et les ovations du départ, à Southampton, ont repris au débarquement :

— Vive Napoléon ! Hip, hip, hurrah Napoléon !

Le gouverneur général, sir Bartle Frere, est absent ; il est au Transvaal où il négocie avec les Boërs ; sa femme l'a remplacé. Leur fils unique sert au front lui aussi, quelque part dans le haut Natal, vers Dundee et la Blood River. Aussi a-t-elle multiplié les attentions et les gâteries.

Le lendemain, à l'aube, le *Danube* a repris la mer pour Durban. Il remonte vers Natal, au long du Pondoland, la triste côte orientale d'Afrique, fastidieux déroulement de marais et de sables, si monotones à la jumelle. A Durban, la réception de Cape-Town s'aggrave d'un caractère officiel : drapeaux, discours des autorités, salves d'artillerie. Celui qu'on honore ainsi s'agace un peu de cette canonnade pacifique ; il en préférerait une autre plus belliqueuse, une autre qu'il n'entend pas.

Sitôt qu'il peut, il s'échappe rejoindre Uhlmann et les deux palefreniers anglais, Brown et Lomas, engagés à Londres ; surveiller lui-même la mise à terre des deux juments baie et noisette, du cheval acheté au Cap afin de remplacer celui qui est mort pendant la traversée. C'est une haute bête grise, garantie tranquille et sans vices, appelée *Fate*, le Destin ; et

c'est *Fate* qu'il montera le 1er juin. De Durban il écrit à l'Impératrice le 2 avril 1879. « ... Depuis ma dernière lettre, c'est-à-dire depuis que j'ai quitté Cape-Town, j'ai vécu dans un état d'anxiété et d'impatience comparables à ce que doit éprouver un vieux cheval de troupe attelé à la charrue, lorsqu'il entend sonner la charge...

« Mon regret est de ne pas être avec ceux qui combattent; vous me connaissez assez pour juger combien il est âpre. Mais tout n'est pas fini et je prendrai ma revanche contre la mauvaise fortune... »

Des phrases amères et qui sonnent la désillusion. La désillusion en effet s'est produite, d'autant plus cruelle qu'elle était moins attendue. On ne se bat pas à Durban, non plus qu'aux alentours. L'imaginer était erreur de jeunesse : on se bat beaucoup plus loin, à quelque cent milles dans le nord, au delà de la Buffalo River.

Lord Chelmsford ne se trouve même pas ici, en tournée de grand chef, occupé à concentrer ses troupes, à équiper postes et garnisons dans le haut pays. Et la lettre, signée Cambridge, que le Prince doit lui remettre en personne brûle sa poche. Il est, en attendant le retour de sa seigneurie, des mieux traité chez le capitaine Bayton, trop bien traité, en invité de marque beaucoup plus qu'en soldat. Ah! çà, aurait-on prémédité en haut lieu, de le tenir écarté du péril, d'humilier son courage au rôle de spectateur ?

Pour tuer le temps, il se livre à des prouesses équestres, à des exercices de voltige qu'on applaudit. Celui qui doit mourir d'un cheval mal sanglé, excelle à sauter sur *Fate* sans le secours de l'étrier, s'enlevant à la seule force des poignets.

Jusqu'au jour où la fièvre l'abat. La fièvre!... on l'a bien prévenu pourtant : à la moindre imprudence, elle est le tribut ordinaire payé par les Européens au climat. Il a fallu se coucher tout grelottant et les médecins sont venus avec leurs drogues, qui sont peut-être bien, eux aussi, de la conspiration. Au lieu d'être où il devrait : avec ses hommes et sa batterie, il est là, tout moite de sueur, dans un lit bien douillet. Au lieu d'entendre « siffler les balles », il écoute monter le pas précautionneux d'Uhlmann, avec ses pilules et ses cachets.

Quarante-huit heures et l'accès est en pleine rémission. Trente-huit degrés à peine. Le malade obtient de se lever. Un

monceau de lettres à son adresse : le courrier de France est arrivé pendant qu'il battait la campagne. Une d'elles aventure une timide allusion aux raisons sentimentales qui purent l'entraîner en Afrique. Allons! il faut en finir avec des racontars indiscrets. Il saisit une plume, écrit :

« Quoique mon départ soit déjà de l'histoire ancienne, je veux revenir avec vous sur les causes qui l'ont déterminé.

« Je n'ai pris l'avis de personne et je me suis décidé en quarante-huit heures ; si ma résolution a été si prompte, c'est que j'avais longuement réfléchi à pareille éventualité et arrêté mon plan.

« Ni les appréhensions de ma mère, ni le désespoir des gens qui m'entouraient, ni les exhortations de M. Rouher et de tous mes partisans ne m'ont fait hésiter une minute, ni perdre une seconde ; cela n'a rien que de très naturel pour ceux qui me connaissent, mais combien sont-ils ?

« Les raisons qui ont motivé mon départ sont toutes politiques, et, en dehors d'elles, rien n'a influencé ma détermination.

« 1° Je pouvais espérer, avant les événements qui ont suivi le 16 mai, que, mon parti augmentant ses forces, la restauration impériale se fasse sans secousses, soit par le parlement, soit par l'armée.

« Cette restauration à la manière espagnole m'aurait fait, comme Alphonse XII, l'esclave de quelques hommes et de tout un parti. Je ne me serais pas accommodé d'une telle situation et je la redoutais plus que je ne la souhaitais.

« 2° Depuis le 14 octobre, la scène a changé ; le parti impérialiste est affaibli et ne peut rien par ses seules forces. Toutes les espérances se résument en ma personne ; qu'elle grandisse, et les forces du parti de l'Empire se décupleront. J'ai eu la preuve que l'on ne suivrait qu'un homme connu pour son énergie et tout mon soin a été de trouver le moyen de me faire connaître.

« 3° Écrire des lettres de condoléances, héberger les politiciens, taper sur le ventre des journalistes, me faire leur copain et travailler avec eux à remuer les problèmes sociaux, voilà ce que les fortes têtes appelaient « me mettre en vue ».

« D'autres voulaient que je voyage en Europe avec un grand train de maison, allant, comme les princes des contes de fées,

regarder sous le nez toutes les princesses et vanter mon élixir politique qui guérit les maux sociaux.

« Cette comédie, dans la pensée des auteurs, comme toute bonne pièce, devait finir par un mariage.

« Je n'ai point entendu de cette oreille ; je n'ai pas voulu me laisser couper les ailes par le mariage, et ma dignité se refusait à se plier au rôle de commis-voyageur princier.

« 4° J'ai donc compris que ce n'était pas là mon théâtre.

« Lorsqu'on appartient à une race de soldats, ce n'est que le fer en main qu'on se fait connaître et, lorsqu'on veut apprendre en voyageant, il faut aller loin.

« Je m'étais donc depuis longtemps promis : 1° de faire un long voyage ; 2° de ne perdre aucune occasion de faire campagne. Le désastre d'Isandhlouana me fournit l'occasion attendue.

« En France, aucune crise immédiate à redouter n'était là pour me retenir, comme avant les élections sénatoriales. La guerre d'Afrique devenait tout à coup populaire en Angleterre et se développait sur une grande échelle, sans entraîner de complications européennes.

« Le théâtre de la guerre valait en lui-même la peine d'un dérangement, à cause de l'intérêt qu'il offre au voyageur.

« Tout me poussait donc à partir et je suis parti (1)... »

ATTACHÉ A L'ÉTAT-MAJOR

Le lendemain, bonne nouvelle : lord Chelmsford est rentré à Durban. Un fiévreux, guéri du coup, court à l'audience du commandant en chef :

— Voilà, sir, ce que Son Altesse royale le duc de Cambridge m'a chargé de vous remettre en mains propres.

Le général ouvre, prend connaissance et son visage se rembrunit. La missive est ainsi conçue :

« 25 février 1879.

« Mon cher lord Chelmsford,

« Cette lettre vous sera présentée par le Prince impérial, qui va en Afrique pour son propre compte, pour voir, autant que cela se peut, la campagne prochaine contre les Zoulous. Le Prince est très désireux d'aller en Afrique.

(1) Lettre à Louis Conneau.

« Il a manifesté le désir d'être enrôlé dans notre armée, mais le gouvernement a considéré comme impossible de satisfaire à ce désir.

« Toutefois, le gouvernement m'autorise à vous écrire, à vous et à sir Bartle Frere, pour vous prier de lui témoigner de la bienveillance et de lui prêter assistance pour qu'il puisse suivre, autant que cela sera possible, les opérations avec les colonnes d'expédition.

« J'espère que vous le ferez. C'est un excellent jeune homme, plein d'esprit et de courage, et comptant beaucoup de vieux amis parmi les cadets de l'artillerie. Il ne trouvera, sans doute, aucune difficulté à faire son chemin. Si vous pouvez lui venir en aide de toute autre manière, veuillez le faire.

« Ma seule crainte est qu'il soit trop courageux. »

Lord Chelmsford garde en apparence son calme, sa correction un peu figée de parfait gentleman; mais il bouillonne intérieurement. La damnée affaire! Quelles responsabilités vont faire peser sur lui les termes contradictoires de cette lettre ambiguë. Ce n'est pas un officier qu'on lui envoie, — le gouvernement a refusé de l'enrôler, — ni tout à fait un simple visiteur, un correspondant de guerre en uniforme.

Tourmentant ses moustaches, il relit encore une fois : « l'autoriser à suivre les colonnes... » « J'espère que vous le ferez »... ceci, non plus, n'est pas un ordre; à peine l'expression d'un désir. *Damn it!* dans quelle impasse les engage-t-on tous les deux?

Devant le Prince, qui commence à s'étonner d'un silence si prolongé, le général en chef réfléchit : voyons, d'abord gagner du temps, *wait and see*, attendre, après l'on verra.

La réponse qu'il formule enfin n'est point du tout au gré de l'impétueux jeune homme « trop courageux » qui prémédite des actions d'éclat. C'est entendu : des instructions vont être envoyées qui l'attacheront à l'État-major. Il pourra rejoindre à Pietersmaritzburg. Pas tout de suite cependant; lorsqu'il sera débarrassé de cette mauvaise fièvre qui lui rend encore le teint brouillé et les regards si creux.

Rongeant son frein, le Prince regagne sa chambre et s'y drogue en conscience. Tant et si fort, que, le 19 avril, le docteur Scott est bien obligé de signer son *exeat*. Enfin! Sans perdre une heure, il part aussitôt avec Uhlmann et les deux

ordonnances anglaises, escaladant, à travers les strelizias fleuris d'or et d'azur, la route sinueuse qui, de palier en palier, gravit le premier plateau du Natal. A Pietersmaritzburg (1), il trouve en effet son affectation. On l'a nommé *deputy-assistant* du *quarter-master general*, — chef d'état-major, — le colonel Harrison des *Royal Engineers*.

Ce qu'il ne soupçonne pas, c'est un poste de tout repos : du moins lord Chelmsford l'envisage-t-il ainsi, qui n'a pas épargné les recommandations à son premier lieutenant, le brigadier général Evelyn Wood ; mais il a compté sans son hôte. Voilà un officier-adjoint ravi de « pouvoir enfin servir à quelque chose », de n'être plus « une cinquième roue à un carrosse ».

« Je suis à Maritzburg depuis trois jours environ, et nous partons demain pour Ladysmith, prévient-il gaiement M. Franceschini Piétri. De là, le général compte se diriger sur Dundee, où va se faire la concentration de la plus grande partie de nos forces. Il prendra ensuite les devants et se portera vers Conference Hill, dans le Transvaal, où l'attend le général Wood. C'est de là que commenceront les opérations offensives. »

Le 29 avril, effectivement, l'État-major monte à Dundee, simple emplacement militaire, à sept cents mètres d'altitude sur la deuxième terrasse du Natal, auquel a donné ce nom la fantaisie sentimentale d'un cartographe écossais, en souvenir de sa petite patrie. Le *deputy-assistant* est enchanté ; son contentement et sa belle humeur paraissent à chaque ligne d'une longue lettre adressée à sa mère :

« Ma chère maman,

« Je vous écris de Dundee où nous sommes arrivés hier avec l'état-major général. Je ne sais si les cartes que vous possédez vous indiqueront la situation exacte de ce point stratégique, qui sera notre base d'opération. Aussi, pour vous en donner une idée approximative, je vous dirai que notre camp est à cinquante-cinq milles au nord-est de Ladysmith (2),

(1) Ainsi appelée du nom de ses fondateurs, deux pionniers de l'immigration hollandaise : Pieter Retief et Gevrit Maritz.

(2) Ladysmith, sur la rivière Klip, chef-lieu de la division du Klip-River. Aujourd'hui point de bifurcation du chemin de fer de Durban à Prétoria (Transvaal) et à Bethléem (Orange).

et à dix milles seulement de Buffalo River. Dans une semaine au plus, nous aurons atteint la ligne extrême de nos avant-postes aux environs de Conference Hill. Tout continue à aller ici pour le mieux ; quoique mes camarades de l'État-major général soient tous beaucoup plus âgés que moi, leur société m'est fort agréable et contribuera à me rendre la vie aussi douce qu'on peut la mener dans le Zoulouland. Ma santé est excellente et je n'aurais rien à souhaiter, si la distance qui nous sépare me permettait de recevoir plus souvent de vos nouvelles. J'espère que vous allez bien, que vous n'avez pas d'ennuis, et que vous n'êtes pas trop inquiète.

« Si vous voyiez la position singulière dans laquelle je vous écris, accroupi sur mes talons et me servant de ma selle comme de pupitre, vous excuseriez, j'en suis sûr, ma mauvaise écriture...

« Depuis deux jours, nous couchons tout habillés, prêts à sortir de nos tentes à la première alarme. Depuis que nous avons franchi la Buffalo River, nous sommes entrés en territoire ennemi, et je croyais, hier, que nous rencontrerions quelques partis de Zoulous, car nous longions avec une faible escorte la Blood River qui limite l'espace occupé par les armées belligérantes.

« J'ai trouvé, à mon grand étonnement, plusieurs Français dans les corps francs de cavalerie qui couvrent la frontière. Ce sont tous de vieux soldats qui ne savent que faire en France depuis que l'on a aboli la profession des armes par la loi sur le recrutement.

« Ils viennent tous me trouver et paraissent enchantés de me voir.

« Ce n'est pas, comme bien vous pensez, la fine fleur des pois, mais cela ne m'a pas empêché de fraterniser avec eux.

« En passant par Utrecht, je verrai un cavalier nommé Grandier et je vous écrirai, après l'avoir entendue de sa bouche, sa merveilleuse histoire. C'est, jusqu'à présent, le seul *blanc* qui ait été à Ulundi.

« Les Français sont parfois de drôles de pistolets. Le défunt cuisinier de lord Chelmsford était Français. Il faisait fort mal la cuisine, mais il composait des vers. Ce pauvre diable, nommé Laparet, qui avait suivi le général « par amour pour la guerre », fut tué à Isandhlouana, « en combattant comme un lion ».

« Adieu, ma chère maman, pensez à moi et soyez convaincue que je pense souvent à vous (1). »

Non certes, ils ne sont pas « la fleur des pois », ces modernes *condottieri* venus des quatre coins du monde, batteurs d'estrade et coureurs de sentiers dans le *bush* : personnages à la Fenimore Cooper et à la Gabriel Ferry. L'un d'eux, ce Bordelais Grandier cité par le Prince, a été le héros d'une extraordinaire et dramatique aventure. Fait prisonnier par les Zoulous, emmené par eux dans Ulundi, leur capitale, envoyé pourrir par le roi Zétéwayo dans une sentine infecte, il réussit à s'en évader et, après mille péripéties émouvantes, se guidant aux étoiles, parvient, à demi mort de soif et de fatigue, à rejoindre le camp britannique (2). Le plus sérieusement du monde, ils ont proposé à leur visiteur de se mettre à leur tête. Un instant cette offre le tente ; un beau parfum de risques en émane. Fidèle à sa parole, il la décline toutefois, ayant promis à l'Impératrice de ne jamais commander un corps de partisans.

A Dundee, il partage entièrement la vie commune, refusant les menues faveurs qu'on lui veut accorder : par exemple de coucher dans les baraquements de l'Intendance, et, comme le dernier *tommy*, se contente, par les nuits fraîches, du mince couvert des tentes-abris. De nouveau, il émerveille son entourage par des acrobaties, tranchant à coups de sabre des pommes jetées en l'air, ou bien, parant de sa lame les zagaies émoussées qu'on lance contre lui.

Le 11 mai, on est à Utrecht, plus loin encore, dans le nord. C'est le début d'une savante manœuvre qui consiste à tourner, au delà de la Blood River au nom sinistre, un insaisissable ennemi, en l'acculant au massif montagneux des Draken-Bergen, dont les cimes déchiquetées découpent l'horizon.

Une grande joie est survenue au Prince impérial. Au cours d'une étape, il a retrouvé, en plein *bled*, Bigge et Slade, ses deux inséparables de Woolwich : *Hello, old fellow!* On a bu ensemble, porté la santé de la Reine, trinqué aux lauriers prochains du futur empereur !

(1) Lettre à l'Impératrice, du 4 mai.

(2) M. Paul Deleage, correspondant de guerre du *Figaro*, a consacré, dans ce journal, plusieurs articles au récit de cette odyssée, réunis plus tard en volume sous le titre : *Trois mois de guerre chez les Zoulous*.

Lord Chelmsford est reparti pour Ladysmith et surveille l'organisation des services de l'arrière ; le colonel Harrison exerce, en son absence, l'intérim du commandement.

* * *

Jamais chef d'état-major n'a été plus enchanté d'un subordonné que ne l'est le *quarter-master* de son assistant. On a dit tout le charme que dégageait le Prince, sa rapidité foudroyante, quand il voulait, à conquérir les sympathies. Le colonel Harrison n'a pas échappé à cette contagion. Son officier-adjoint l'a si fort adjuré, prié, supplié ; il a dépensé tant de gentillesse persuasive, qu'il a fini par obtenir d'être attaché au service des reconnaissances que dirige le major Bettington. Celui-ci est un vieux colonial de carrière, tout chamarré de brisques et de médailles, féru de son métier, d'une bravoure à toute épreuve, voire un peu casse-cou, et qui se prend à son tour d'amitié pour l'extraordinaire et inespéré lieutenant qui lui tombe du ciel.

Passant de bouche en bouche, de lord Chelmsford à sir Evelyn Wood, puis au colonel Harrison et au major Bettington, l'intransigeance primitive des instructions envoyées par le *War Office* s'est fortement atténuée. Voulût-on l'essayer, au demeurant, qu'il serait bien difficile de modérer les transports d'une frénésie guerrière ; d'une frénésie à laquelle sont dus néanmoins les égards qui appartiennent au rang de celui qu'elle possède. Puis enfin ces soldats raisonnent en soldats : ils approuvent au fond d'eux-mêmes ce courage qui les séduit. Voilà pourquoi, précédant la colonne volante du lieutenant-colonel Buller, un broussard chevronné avec un néophyte, vieux chef et jeune chef, se trouvent, le matin du 14 mai, extrême pointe d'avant-garde, au delà de la Blood River, en plein territoire ennemi.

EN CAMPAGNE

La belle vie ! Dans une relation manuscrite, conservée au *British Museum*, le major Bettington a raconté ce raid hasardeux poursuivi toute une semaine à travers des périls incessants de jour et de nuit. On est parti une trentaine, Basoutos compris, qui sont les Cafres demeurés fidèles et servant de

guides. Le trois premiers jours, les éclaireurs ne se sont pas trop écartés du détachement Buller ; à partir du quatrième, ils ont avancé au loin, dans un pays inquiétant, tout en éboulis semés de cactus épineux, surnommés par les Anglais *wait a bit* (1), propice à l'embuscade pour l'invisible ennemi qui rôde à pas feutrés. Marche en silence ; défense de fumer.

La nuit du 18, on a couché dans une *donga*, le lit d'un torrent desséché, sous la protection des Basoutos qui se relaient en sentinelles : nuit paisible, troublée cependant par la fausse alerte que provoque un officier, le lieutenant Carey. On est alors à quarante milles au cœur du Zoulouland ; le matin du 19, un *kraal* est signalé ; un kraal, c'est-à-dire une agglomération indigène, tout ensemble village et parc à bestiaux. *Draw swords*, sabres main ! et l'on charge. Naturellement le lieutenant Bonaparte est en tête sur *Fate*, son cheval gris, botte à botte avec le major Bettington sans armes à son ordinaire, sa seule cravache au poing.

Les assaillants sont reçus à coups de fusils, de ces fusils vendus par les Allemands. Par chance, les Zoulous visent mal ; leurs fournisseurs n'ont pas encore eu le temps de leur inculquer les principes de l'école de tir. En un instant, on est aux prises, malgré le mauvais terrain pierreux où les chevaux bronchent à chaque foulée. L'ennemi rompu se débande ; les derniers fuyards sont abattus au revolver. Le kraal est pris : c'est une victoire, la première ; un petit lieutenant en est tout enfiévré : enfin il a vu les Zoulous !

De retour au camp, rendant hommage à la bravoure de son compagnon, le major Bettington propose à sir Evelyn Wood, arrivé sur ces entrefaites, de baptiser kraal Napoléon, le village dont il s'est emparé.

— *Well!* accordé, fait le général, avec une vigoureuse poignée de main au Prince, tout frémissant d'orgueil et de plaisir.

Le 26 mai, le Prince impérial écrivait à l'Impératrice :

« Depuis ma dernière lettre, ma vie a été des plus sédentaires, surtout relativement aux habitudes nomades que l'on contracte ici. Huit jours passés sous la tente me font l'effet de

(1) Attends un peu.

huit jours passés dans un lit de plumes, car le plafond de toile a ses charmes, comparé à la voûte des cieux. Mais, comme je vous l'ai déjà maintes fois écrit, la vie que je mène me plaît et me fait du bien. Jamais je ne me suis senti si fort et si dispos...

« Demain, la deuxième division et le quartier-général quittent Landman's Drift pour se porter sur Koppie-Allein. C'est notre premier pas vers Ulundi, et, si le proverbe : « Il n'y a que le premier pas qui coûte » était toujours vrai, nous serions victorieux à bien bon marché, car notre première marche en avant ne nous coûtera rien. »

Huit jours, en effet, qu'à son plus vif dépit, ses chevauchées ont pris fin avec l'aventureux Bettington. Lord Chelmsford, rentré de Ladysmith, n'a point approuvé l'audacieuse équipée nullement inscrite à son programme. Il n'a fait cependant aucune observation, mais afin de conserver le Prince près de soi, l'a chargé de dresser les plans d'un fortin à construire près de Conference Hill ; l'ouvrage, une fois terminé, doit assurer les communications de l'armée avec sa base du Natal. Barbette, épaulements, angles morts et le reste : voilà-t-il pas qui rentre dans la spécialité d'un brillant élève de Woolwich !

« Il faut, a dit le grand chef, que le fort puisse être défendu par une poignée d'hommes, qu'il contienne une grande quantité de provisions et de munitions, ainsi que les charrois nécessaires pour le transport. »

Le lieutenant Bonaparte a donc saisi compas et alidades ; il a sauté sur le *veldt* et, bien qu'enrageant dans l'âme, s'est mis à la besogne avec application. Il a rapporté au général un travail dont celui-ci s'est déclaré fort satisfait : en même temps, il a rassemblé les premiers éléments d'une étude militaire qu'il projette de composer sous ce titre : *South African compared to European warfare* (1).

Le 27, suivant l'ordre de marche, on a gagné Koppie-Allein et, le 29, le Prince a suivi l'état-major dans une reconnaissance effectuée sans encombre. Au cours de la journée, M. Deléage, correspondant du *Figaro*, s'est approché. Tous deux ont longuement conversé, abordant les sujets les plus divers. Belle occasion d'interwiew pour un journaliste ; on a

(1) La guerre dans l'Afrique du Sud comparée à la guerre en Europe.

parlé politique ; faisant allusion au soulèvement carliste :

— Je ne comprends pas, a déclaré le fils de Napoléon III, la poursuite d'un trône par la guerre civile.

Comme on rentrait le soir, n'ayant rien découvert de suspect, le général Wood aborda le Prince en riant :

— Eh bien ! monseigneur, vous ne vous êtes pas encore fait tuer?

Plaisanterie d'un *humour* tout britannique qu'il regrettera bientôt. A quoi l'interpellé riposte sur le même ton :

— Non, pas encore aujourd'hui... Mais, ajoute-t-il, d'un air plus sérieux, si je dois l'être, je crois que j'aimerais mieux un coup de sagaie qu'une balle venant on ne sait d'où : cela montre au moins qu'on a senti le contact de l'ennemi.

LA TRAGÉDIE D'ITELEZI

Cinq à six huttes grossières en terre battue, au fond d'une étroite vallée, proche le confluent de l'Itelezi et de son tributaire l'Imbazani. Fermant l'horizon, les pics décharnés des Draken-Bergen. Tout à l'entour du kraal, le veldt immense et perfide : un maquis inextricable de hautes herbes; gigantesques roseaux à perruques, cactus aux tiges arborescentes dont les bras épineux se dressent comme des gibets; çà et là, de rares palmiers profilent leurs silhouettes fusiformes, épanouies en panaches lourds. A droite, une profonde donga aux bords escarpés; sur la gauche, un champ de maïs : ses fleurs et ses gros épis hérissés achèvent, à dix mètres, d'aveugler toute vue. On est pourtant en pleine saison sèche : c'est une persistance de végétation bien rare en Afrique ; mais certaines plantes ne périssent jamais, même dans les plus grandes chaleurs.

Aujourd'hui dimanche 1er juin 1879, *Whitsunday*, le saint jour de la Pentecôte. L'après-midi s'avance : bientôt quatre heures, et le soleil descend derrière les collines. Une petite troupe de cavaliers occupe le kraal : la reconnaissance dirigée par le Prince impérial et le lieutenant Carey. Six Européens, tous volontaires de la cavalerie irrégulière du Natal, la composent avec eux : le sergent Willis, le caporal Grubb, les soldats Cochrane, Letocq, Abel et Rogers.

Ils sont couchés et devisent sur le gazon. Les chevaux

dessellés broutent un maigre fourrage; un trou creusé dans la terre, les restes d'un feu montrent qu'on vient de boire le café; le guide cafre s'occupe en effet de rassembler les ustensiles qui ont servi à le préparer.

Assis à l'écart, causent ensemble les deux officiers. Le compagnon du Prince est un homme d'une trentaine d'années, à l'aspect flegmatique, moustaches et favoris châtains en nageoires, le regard glauque, un peu fuyant. Ils ont d'abord parlé expéditions coloniales, le lieutenant Carey ayant servi aux Indes; ils s'entretiennent maintenant du grand oncle et de sa campagne d'Italie.

On est parti depuis neuf heures du matin. En hâte. Tout juste si le Prince a trouvé le temps de griffonner pour sa mère ce billet suprême, *novissima verba* qui lui parviendront longtemps après la funèbre, l'atroce nouvelle :

« Koppie-Allein, le 1er juin 1879.

« Ma chère maman,

Je vous écris à la hâte sur une feuille de mon calepin; je pars dans quelques minutes pour choisir le lieu où la deuxième division doit camper sur la rive gauche de la Blood River. L'ennemi se concentre en force et un engagement est imminent d'ici huit jours. Je ne sais quand je pourrai vous donner de mes nouvelles, car les arrangements postaux laissent à désirer. Je n'ai pas voulu perdre cette occasion (1) de vous embrasser de tout mon cœur.

« Votre dévoué et respectueux fils

« NAPOLÉON ».

Tout est prêt en effet pour la marche en avant. La veille au soir, lord Chelmsford a dicté ses derniers ordres. La division qu'il commande et la colonne mobile du général Wood uniront leurs efforts: la Blood River franchie, elles se porteront sur Ulundi. Le colonel Harrison enverra le campement destiné à assurer les gîtes d'étape.

Tâche en apparence facile et sans danger dans une région maintes fois explorée : aussi, quand le lieutenant Bonaparte insiste pour se joindre à la petite expédition, n'a-t-il pas cru

(1) Un courrier.

devoir lui refuser ce plaisir. Par malheur, — ce sera la première fatalité qui préside à ces instants gouvernés, semble-t-il, par une mystérieuse Ananké, — par malheur, le quartermaster général ne s'est pas pressé d'agir. Dans sa pensée, c'est le major Bettington, son meilleur officier d'avant-garde, Bettington le spécialiste, qui conduira la reconnaissance. Seulement, il attend trop de l'avertir et Bettington a déjà reçu une autre mission.

Seconde fatalité : un officier se présente, qui demande à prendre la place du major empêché. On le nomme le capitaine Carey : Jahleet Brenton Carey. Il compte de bons états de service, sous-lieutenant, puis lieutenant au *3e West India regiment*, adjudant de garnison à la Jamaïque. Sa brillante conduite, le mois précédent, lorsqu'a naufragé le transport *Clyde*, lui a valu une citation à l'ordre du jour, mérité la médaille avec barrette des *Distinguished Services* et d'être promu *captain* au *North Staffordshire regiment*, 98e d'infanterie. La nomination, à vrai dire, n'a pas encore paru dans la *Gazette* et l'on continue de l'appeler lieutenant. En somme, c'est un nouveau venu, un tout nouveau venu. Il appartient de plus à la colonne Wood; mais il a, dit-il, afin de justifier sa requête, des renseignements à recueillir pour les bivouacs de sa division et ses cartes à compléter.

Sans plus réfléchir, beaucoup trop étourdiment, alors qu'il a sous la main des officiers qu'il connaît mieux, qu'on pourrait former une escorte plus nombreuse et composée d'hommes de choix, le colonel Harrison s'empresse de désigner le capitaine Carey, se bornant à cette vague recommandation : vous veillerez sur le Prince (*You will look after the Prince*). Ce qui lui sera durement reproché par la suite : à bon droit. Lord Chelmsford, un moment, s'est informé d'une encombrante Altesse :

— Elle est avec le colonel Harrison, lui a-t-il été répondu.

Le général s'éloigne rassuré.

A neuf heures, la petite troupe monte à cheval. *Escort under captain Carey* (1), note le Prince sur son carnet. Ce qui fera s'écrier au capitaine Glander, lors de l'enquête ultérieure : « C'est la voix de la tombe! » Avant qu'on pique des deux,

(1) L'escorte est sous les ordres du capitaine Carey.

M. Deléage s'est avancé : il apporte de nouveaux détails sur l'élection Godelle au Gros Caillou, qui satisfont le Prince :

— Paris me revient, s'écrie-t-il joyeusement.

Peut-être; mais, lui, ce soir, ne reviendra pas.

***

Les cavaliers se sont enfoncés dans le *bush* où ils ont rapidement disparu. Laissant à droite le fort Napoléon, théâtre de récents exploits et se dirigeant vers l'est, ils ont, à travers la brousse obscure, gravi un assez rude plateau d'où l'on découvre toute la région.

Vers midi, on est descendu dans un ravin pierreux, la donga desséchée de l'Ityotyosi. Péniblement on a remonté l'autre versant parmi les schistes désagrégés qui basculent et qui roulent sous les pas des chevaux. Puis l'on s'est arrêté non loin d'un kraal apparemment désert.

Il est bien mal choisi cet endroit où l'on met pied à terre pour déjeuner. Bettington, le vieux routier, Bettington assurément ne l'eût pas adopté. Partout de tumultueuses végétations, bornant la vue, ne permettent pas de surveiller les approches. Et Bettington encore, à n'en pas douter, eût voulu s'assurer si les cendres des foyers dispersés devant les huttes sont vraiment refroidies. Ni Carey, ni le Prince, ni le sergent Willis, personne ne s'en est inquiété.

On s'installe dans ce guêpier; on s'y attarde. On a dessanglé les bêtes, aucune vedette n'a été posée; les carabines Martini ne sont même pas chargées. Par moments de grands chiens roux, efflanqués, des chiens cafres viennent rôder autour du bivouac. Leur présence non plus ne donne pas l'éveil. Imprécautions et négligences dont Carey essaiera plus tard de rejeter la faute sur le compagnon disparu qui n'est plus là pour se justifier : « Je ne commandais pas l'escorte et j'ai dû me plier aux exigences du Prince qui a désigné lui-même le lieu de notre halte. »

Inadmissible défense dans la bouche d'un officier connu pour sa raideur dans le service. Celui qu'il incrimine ainsi a toujours, au contraire, donné l'exemple de la discipline : simple lieutenant à la suite, sans grade régulier, comment lui aurait-on subordonné un supérieur, capitaine de l'armée royale au North Staffordshire regiment?

Juin, c'est notre décembre dans l'hémisphère austral. Quatre heures passées : le crépuscule s'annonce déjà dans le ciel qui vire lentement au cuivre. Il faut songer au retour.

Le Prince s'occupe à fignoler un dernier croquis. Jamais il n'a été si gai, si content de vivre! Soudain le bruit d'une course haletante: le Basouto, qui, depuis quelques minutes, tournaille dans les herbes, surgit hors d'haleine :

— Alerte! Les Zoulous, les Zoulous!

En même temps des coups de fusil claquent; le cavalier Rogers s'écroule. Une cinquantaine de guerriers aux cheveux crépus, à la peau huileuse, se ruent, brandissant leurs sagaies, avec de rauques clameurs. Les blancs ont couru à leurs chevaux qui se cabrent.

— Sauve qui peut! clame Carey.

Puisque dans l'armée anglaise, paraît-il, l'honneur et son code ne reprochent point un tel ordre dans les cas désespérés.

Lui-même est déjà loin, éperonnant sa monture en un galop éperdu. Il fuit à bride abattue, sans se retourner, sans regarder en arrière. « Vous veillerez sur Son Altesse », a pourtant dit le colonel Harrison. Ses hommes imitent leur chef. Le Prince, à son tour, veut sauter en selle. Il saisit les arçons, cherche à se hisser. Sa bête si tranquille, affolée par les coups de feu, regimbe et se défend.

— S'il vous plaît, monsieur, dépêchez-vous, lui crie au passage Letocq, ancien marin de Guernesey, un instant descendu ramasser sa carabine.

Puis il s'échappe, sauvant sa peau.

Cramponné aux courroies de l'étrier, le Prince court maintenant aux côtés de *Fate*; obéissant à l'instinct qui le pousse à rattraper ses pareils, l'animal l'entraîne vers la donga, hors du cercle meurtrier. Les noirs sont sur ses talons; il redouble d'efforts désespérés pour s'enlever. Peut-être va-t-il y réussir, quand cède l'étrivière à laquelle il est accroché. Nouvellement recousue, elle vient de rompre sous son poids.

Troisième et dernière fatalité. Il culbute; son sabre, ce beau sabre dont il est si fier, cadeau du duc d'Elchingen, jaillit hors de son fourreau ; les sabots de *Fate* lui meurtrissent l'épaule. Au sommet opposé du ravin, Carey, Willis et les autres ont aperçu sa chute. Vont-ils faire volte-face, tenter de sauver celui dont ils ont la garde?

— Au Zoulouland, tout homme démonté est un homme mort, répondra sèchement le capitaine à l'enquête; j'aurais fait tuer les miens inutilement.

Ils accélèrent leur fuite; avant de mourir, l'abandonné aura le temps de les voir disparaître.

« J'ai devant moi le gladiateur blessé; il consent à la mort, mais conquiert l'agonie. » Ces vers de *Childe Harold* ont-ils chanté dans la mémoire du Prince impérial, lorsqu'il s'est relevé pour conquérir la sienne?

Il se voit perdu; les sauvages grimaçants qui chargent sont déjà sur lui. Du moins, dans sa dernière bataille, veut-il tomber en soldat. Une première zagaie siffle; il l'écarte du bras, comme il faisait naguère à Dundee. Une fois, deux fois, trois fois, il décharge son revolver et deux nègres tombent. Mais il glisse en rompant, n'a pas le temps de reprendre son équilibre; une javeline barbelée l'atteint au flanc gauche, une autre crève l'œil droit, pénètre dans le cerveau. Il s'effondre; le combat n'a pas duré une minute.

Retrouvés après la campagne, les sept guerriers de Zétéwayo, qui ont pris part à cette lutte inégale et fourni les détails qui précèdent, seront interrogés. Un seul manque parmi eux, Zabanga, qui a porté le coup mortel, tué à la prise d'Ulundi.

— Quel air, leur demandera-t-on, avait ce jeune homme, lorsqu'il est tombé? Ressemblait-il à un bœuf qu'on assomme?

— Non, il ressemblait à un lion.

— Pourquoi dites-vous qu'il ressemblait à un lion?

— Parce que c'est l'animal le plus courageux que nous connaissions.

A présent les Zoulous dépouillent le corps étendu sur le sol piétiné, le corps qu'ils ont continué de percer de leurs lances pour s'assurer qu'il est bien un cadavre. Ils se partagent les armes et les vêtements, mais ils laissent, sur la poitrine ensanglantée, la croix et les médailles bénies pendues à leur fil d'or. Un brave, pour trouver la paix, ne doit-il pas se présenter devant ses dieux avec ses amulettes?

Ainsi meurt à vingt-trois ans, sur une terre lointaine, dans une obscure échauffourée contre des nègres, meurt inutilement, victime de sa téméraire vaillance, l'audacieux tra-

queur de gloire hanté de trop grands rêves, l'héritier de César qui voulait continuer sa fortune, l'enfant du baptême triomphal sur qui les poètes, après un cardinal-légat et toute une assemblée d'évêques, avaient appelé les faveurs du ciel.

APRÈS LE DRAME

Huit heures : M. Deléage, qui a dîné au mess du *Royal Artillery*, est abordé en sortant par un officier d'état-major :

— Quelque chose a dû arriver au Prince impérial. On l'a vu tomber et son cheval est revenu sans lui.

Le correspondant du *Figaro* se précipite chez le colonel Harrison ; lord Chelmsford, sombre et bouleversé, confirme la nouvelle. Où est le capitaine Carey? Il écrit dans sa tente ; le journaliste l'interroge, n'en peut tirer que des paroles embarrassées : une surprise ; le Prince n'a pas reparu ; il ne sait rien d'autre. Le Français retourne chez le colonel Harrison ; lord Chelmsford s'y trouve toujours en grande conversation.

— Mon général, je vous en supplie, envoyez un détachement à la recherche du Prince. Peut-être n'est-il que blessé et si, par malheur, il a cessé de vivre, va-t-on laisser son corps livré à la brutalité des sauvages, à la voracité des oiseaux de proie et des bêtes carnassières?

La réponse arrive, froide et dure :

— *No, sir* ; impossible, trop dangereux par cette nuit noire.

M. Deléage insiste ; on lui fait comprendre qu'il devient importun. Il se retire désespéré (1).

Le lendemain matin, — on n'a pas la veille montré tant de prudence, — toute une cavalerie s'ébranle sous le général Marshall. Paul Deléage, MM. Francis, du *Times*, et Forbe, du *Daily News*, les docteurs Scott et Robinson, les palefreniers du mort Brown et Lomas accompagnent les escadrons. Avec eux aussi le capitaine Molyneux, aide de camp de lord Chelmsford ; voici ce dont, le soir, il rend compte à son chef :

« A Son Excellence, le lieutenant-général Lord Chelmsford K. C. B. (2) Camp entre Inunzi et Itelezi, 2 juin 1879.

(1) D'après le récit de M. Deléage : *le Figaro*.

(2) Commandeur de l'Ordre du Bain.

« Mylord,

« Conformément à vos instructions, j'ai accompagné ce matin la cavalerie commandée par le major-général Marshall pour retrouver le corps de Son Altesse le Prince impérial. Le chirurgien-major Scott, le lieutenant Bartle Frere et les domestiques de S. A. I. étaient avec moi.

« Nous avons quitté le camp à sept heures avant midi et, conduits par le capitaine Carey, du 98e régiment, marché environ trois milles vers le nord-est, puis changé de direction vers est-sud-est et continué pour cinq milles. Je me suis avancé alors dans la ligne d'éclaireurs et guidé par l'un d'eux qui avait été hier avec Son Altesse, j'allai vers le kraal où l'attaque avait eu lieu. Il est situé à l'ouest, à la jonction des rivières Iombo Kala et Ityotyosi, tributaires de l'Umvolozi blanc et entre les deux.

« Les éclaireurs de la colonne volante sous le brigadier-général Wood se sont rejoints à notre gauche, et ensemble nous avons cherché à l'entour du kraal.

« Nous fîmes bientôt la découverte des corps des deux soldats de la cavalerie de Natal. A neuf heures, le capitaine Cochrane attira mon attention et celle du chirurgien-major Scott sur un autre corps au fond d'une donga, qui, après examen, fut reconnu comme celui de Son Altesse impériale.

« Il se trouvait à deux cents yards environ au nord-est du kraal, à peu près à un demi-mille de la jonction des deux rivières.

« Le corps était entièrement dépouillé, à l'exception d'une chaîne d'or, avec des médailles, qui était encore à son cou. Son sabre, son revolver, son casque et ses autres vêtements avaient disparu, mais nous avons retrouvé dans l'herbe ses éperons avec leurs courroies, et une chaussette bleue marquée N. J'ai tous ces objets avec la chaîne en ma possession.

« Le cadavre portait dix-sept blessures, toutes par devant, et les marques sur le sol, comme sur les éperons, indiquaient une résistance désespérée (1). A dix heures, un brancard ayant été formé avec des lances et des couvertures, le corps fut porté à la donga par des officiers en montant la côte vers le camp :

(1) « *The body had seventeen wounds, all of them in front, and the marks on the ground and the spurs, when found, indicated a desesperate resistance* »

le major-général Marshall, le capitaine Stewart, le colonel Drury-Lowe, trois officiers du 17e lanciers, le chirurgien-major Scott, le lieutenant Bartle Frere et moi. M. Deléage, correspondant du *Figaro*, a réclamé l'honneur de se joindre à nous : ce qui lui a été immédiatement accordé.

« A onze heures l'ambulance arriva ; le corps y fut déposé et des détachements commandés par des officiers des Dragons de la Garde et du 17e lanciers l'escortaient au camp où nous sommes arrivés à deux heures quinze après-midi.

« J'ai l'honneur... etc.

« W. C. F. Molyneux, capitaine au 22e régiment A. D. C. »

A présent la dépouille exsangue, la dépouille éventrée gît sur une table d'opération. Les docteurs Scott et Robinson s'affairent à la bourrer de plantes aromatiques. Ils besognent toute la nuit ; au petit jour, le cadavre recousu est enfermé dans un cercueil de fortune, une boîte de zinc hâtivement fabriquée par les soldats du génie avec des caisses à thé.

Sur le plateau, en face du camp, une cérémonie funèbre déroule sa pompe. Les régiments anglais ont été formés en carré ; devant leurs alignements passe avec lenteur une pièce de campagne et sa prolonge. Ce canon, on peut voir sa place vide au long du large fossé, le *laager*, qui limite l'enceinte fortifiée : il a fallu une mort princière pour le déranger. Au centre, devant la bière enroulée du drapeau tricolore, un aumônier catholique irlandais récite les dernières prières. Les troupes défilent, tous leurs officiers saluant du sabre ; et l'*Union Jack*, de gueules au canton écartelé d'azur, s'abaisse doucement vers le sol, en signe d'hommage royal.

Deux heures plus tard, l'armée s'est remise en route. Pendant qu'elle marche à cette victoire d'Umvolozi qui consommera le désastre de Zétéwayo, celui qui l'avait tant rêvée s'achemine lourdement vers la côte, son fourgon encadré d'un peloton de lanciers. Bien petite escorte, moins nombreuse encore que celle de Watrin et des Cent-Gardes.

Koppie-Allein, Landman's Drift, Utrecht, Dundee, Ladysmith, il repasse, livide et glacé, par ces mêmes lieux qu'il a traversés plein de vie, de confiance et d'allant. A Pietermaritzburg, le pauvre Uhlmann a le triste devoir de reconnaître ces misérables restes. De douleur, il défaut, après avoir déposé,

dans la nouvelle gaîne en plomb qu'on apporte, un chapelet béni par le Pape, les photographies de Napoléon III, de l'Impératrice, signée Eugénie 27 février, et de la duchesse de Medina-Cœli, fille de la duchesse d'Albe, morte jeune.

Sous le frisson des drapeaux en berne, au glas de toutes les cloches en branle, les honneurs militaires sont de nouveau rendus à Durban. La population a pris le deuil; ce qui reste de la garnison est sur pied. Oraison funèbre d'une folle équipée, le général Butler, commandant d'armes, a rédigé un ordre du jour spécial qui n'est pas sans grandeur :

« En suivant le cercueil qui contient le corps du dernier Prince impérial de France et en donnant à ses cendres le dernier tribut de tristesse et d'honneur, les troupes de la garnison se souviendront :

1° Qu'il était le dernier héritier d'un nom puissant et d'une grande renommée militaire ;

2° Qu'il était le fils du plus ferme allié de l'Angleterre dans les jours de danger ;

3° Qu'il était l'unique enfant d'une Impératrice veuve, qui reste maintenant sans trône et sans postérité, en exil, sur les côtes de l'Angleterre.

« Pour se pénétrer plus profondément encore de la douleur et du respect que l'on doit à cette mémoire, les troupes se rappelleront aussi que le Prince impérial de France est tombé en combattant comme un soldat anglais. »

Puis la *Boadicee* embarque le cercueil, transbordé au Cap sur l'*Orontes*, qui appareille aussitôt pour l'Europe.

Cependant, à Landman's Drift, le 10 juin, dès que l'avaient permis les opérations en cours, le capitaine Carey comparaissait devant une commission d'enquête. Le colonel Glynn la présidait, le capitaine Glander remplissait les fonctions de ministère public, le capitaine Crokemden assumait la défense. De longs débats assez confus, qui ne réparaient rien, n'apportèrent aucune révélation nouvelle. Les témoignages des quatre survivants, Willis, Grubb, Cochrane et Letocq, dominés par l'évident souci de se disculper eux-mêmes, d'accord sur l'essentiel, se contredirent dans les détails.

L'inculpé se défendit avec sang-froid. Son système n'avait pas varié : il ne commandait pas la reconnaissance du 1er juin

et n'avait fait qu'obéir aux ordres reçus. Thèse argutieuse, mais fort habile, qui chargeait le mort de toutes les erreurs, de toutes les imprudences commises. L'accusation lui opposait les aveux contenus dans une lettre adressée à sa femme : « Je ne puis être blâmé que pour le choix du camp », cette lettre que M. Deléage l'avait vu écrire dans sa tente, sous le coup du premier émoi.

Un doute n'en subsista pas moins dans l'esprit des juges. Seulement Carey eut le tort de vouloir trop prouver :

— J'ai tout fait pour sauver le Prince ! osa-t-il s'écrier.

A quoi le capitaine Glander riposta, cinglant :

— Vous n'avez absolument rien fait !

Ce qui était la vérité même et doit rester le jugement de l'histoire. Selon toute vraisemblance, le retour offensif d'une poignée d'hommes résolus, bien armés et bien montés, eût suffi à disperser quelques sauvages, maladroits au tir, qui avaient sans doute épuisé leurs munitions ; à sauver le compagnon par eux, au contraire, lâchement abandonné.

La déposition du colonel Harrison trahit son embarras. Il confirma bien que le commandement de l'escorte appartenait de droit à Carey, mais ses explications personnelles parurent fort embrouillées. En bonne justice, le quartier-maître général aurait dû partager le sort du capitaine. Couardise à part, ses torts sont aussi grands. Trois griefs sans excuses pourraient être invoqués contre lui : il a confié une tâche dangereuse au Prince impérial sans en référer à lord Chelmsford ; il a négligé d'avertir à temps Bettington ; alors qu'il a sous la main des régiments d'élite, il a remis à un minuscule piquet d'irréguliers l'existence précieuse dont il est responsable.

Ce qu'ayant compris, la commission se garda d'insister. C'est pourquoi ses membres : majors Courtenay et Whitehead, capitaines Harness et Bouverie, rendirent un verdict mitigé. Carey fut *cashiered*, dépouillé de son grade : mais tous se hâtaient de signer un recours en grâce au duc de Cambridge qui prononcerait définitivement. Quelques jours plus tard, le condamné provisoire partait, la tête haute, pour l'Angleterre.

A Chislehurst, l'Impératrice se rongeait d'inquiétude. En avril, d'alarmantes rumeurs avaient circulé. Un steamer venant du Cap, en relâche à Madère, apportait la fausse nou-

velle d'une grave maladie du Prince, provoquant l'envoi de télégrammes pessimistes, publié par *le Figaro*. Les lettres de son fils, volontairement insouciantes et légères, ne parvenaient pas à la rassurer. Redoutant, à bon escient, ses imprudences, elle avait prié le cardinal de Bonnechose d'implorer le Très-Haut en faveur de l'absent. Des messes, à son intention, sont célébrées dans le diocèse de Rouen.

Le temps s'écoule et, de jour en jour, l'obsession devient plus forte : si puissante qu'elle agite le projet d'aller le rejoindre en Afrique. La Reine informée lui vient en aide ; lord Wolseley, qui part succéder à lord Chelmsford, semble avoir reçu l'ordre de renvoyer le Prince en Europe.

Dans la nuit du 1er au 2 juin, un ouragan ravage le parc de Camden-Place. Un saule est emporté, dont M. Strode a, dit-on, rapporté la bouture de Sainte-Hélène, prise au tombeau de l'Empereur. La souveraine qui retourne, avec l'anxiété, aux superstitions de son enfance, y voit un intersigne, le présage funeste d'une catastrophe : ses terreurs en redoublent d'autant.

Avertissement mystérieux ; au même instant, lord Chelmsford expédiait au duc de Cambridge la dépêche annonciatrice. Le câble reliant l'Afrique du Sud à la métropole n'existait pas à cette époque : transmise de Funchal, elle n'atteignit son destinataire que le 19 juin. Le gouvernement anglais fut aussitôt prévenu.

La reine Victoria se montra vivement affectée du malheur qui frappait son amie. A tout prix, il fallait éviter qu'elle pût l'apprendre par les journaux : lord Sydney reçut mission de l'aller préparer à la secousse affreuse. Introduit chez le duc de Bassano, il s'acquitta de son triste message. L'inaltérable fidélité du grand chambellan, son âge et son emploi lui réservaient le plus cruel honneur de toute sa carrière. Il se fait annoncer chez l'Impératrice. Elle écrit dans sa chambre, elle écrit à son enfant. Voyant entrer ce visiteur tremblant, le visage blême et décomposé, elle se dresse d'un bond, le fouille du regard :

— Mon fils ?

Silence.

— Il est malade, blessé ?... Je vais partir... Mais parlez donc !

Silence. Alors elle comprend et s'abat.

*
* *

Paris apprit la mort du Prince impérial, de ce « petit prince » qu'il avait aimé, le 21 juin, par une édition spéciale de *l'Estafette*. Immédiatement il s'en montra bouleversé, et son émoi grandit encore dans les jours qui suivirent. L'impression ne fut pas moindre en Europe et en Amérique. Réunis en volumes, les articles publiés par la presse française et étrangère, qui se succéderont jusqu'aux funérailles, empliraient facilement une bibliothèque. Le contraste entre cette fin lamentable et la naissance prestigieuse dans tout l'éclat du trône prêtait au surplus à de faciles amplifications littéraires. Et chacun sentait bien que le sceau venait d'être mis par le destin sur tous les espoirs d'une restauration impériale.

Le ton des journaux, sans excepter les feuilles orléanistes, fut en général respectueux, voire attendri. A peu près seules, *la Lanterne*, *la Marseillaise* et *la Petite République* eurent la vilenie de se réjouir bruyamment : un cadavre ne les effrayait plus. Léo Taxil publia un ignoble factum illustré : *Détails rupins et inédits sur la mort du jeune Oreillard.* Turpitudes à l'instant relevées dans *le Figaro*, par Saint-Genest, flétrissant de sa meilleure encre « ces badauds, anciens outranciers de remparts, ces joueurs de bouchon qui s'extasient devant des articles scandaleux et des gravures infâmes, osent se moquer d'un jeune homme ardent et généreux, parti s'exposer à la mort du soldat, et qui l'a rencontrée ».

A Londres, le cabinet dut répondre à plusieurs interpellations. Le colonel Stanley, ministre de la Guerre, prit la parole aux Communes ; lord Beaconsfield à la Chambre des lords. Lecture fut donnée par le duc de Cambridge de ses lettres à lord Chelmsford et à sir Bartle Frere. Secouant sa froideur ordinaire, le « Premier » prononça des paroles émues : « Je suis certain que vous partagerez tout le regret universel exprimé par la nation, lorsqu'elle a reçu la nouvelle de la mort d'un jeune prince étranger, désireux de servir sous le pavillon de la Reine dans un pays lointain, et dont la vie a été cruellement sacrifiée, je dois le dire, sacrifiée sans aucune nécessité. »

Déclarations auxquelles s'associa lord Granville, *leader* de l'opposition : « Je partage entièrement les regrets exprimés par lord Beaconsfield ; je dois de plus espérer que des raisons seront données au sujet des circonstances qui ont entraîné des résultats si funestes. »

Cette dernière phrase, cette phrase équivoque, semblait poser une énigme : des imaginations complaisantes s'en emparèrent. Tenant peut-être d'un lointain atavisme celtique le goût du roman et du mystère, le pays de la clarté, le pays de Montaigne et de Descartes, s'est toujours mal satisfait des explications évidentes et naturelles. Alimentées par les révélations prétendues de certains organes d'outre-Atlantique, de la californienne *Weekly Chronicle* en particulier, des rumeurs d'abord imprécises ne tardèrent pas à s'affirmer, attribuant la mort du Prince impérial à une fantastique conspiration suivie d'assassinat.

Des communards « soudoyés par les hommes qui nous gouvernent » avaient, assurait-on, supprimé la victime qui leur était désignée. A l'appui de cette sombre histoire, on citait les confidences arrachées à l'un d'entre eux : le « coup » avait été payé cinquante mille francs à chacun des quatre meurtriers. La complicité du gouvernement britannique était sous-entendue.

Toutes fables absurdes, inventions calomnieuses, dont le temps a fait justice, qui, sur le moment et dans la passion de l'heure, surent trouver créance, abuser nombre de bons esprits que le désespoir avait rendus crédules (1).

LE RETOUR

La baie de Spithead, à huit heures et demie du matin, le jeudi 10 juillet 1879. Il vente « grand frais » sur une mer houleuse, hérissée de « moutons ». Temps bouché : au loin, s'estompent vaguement, dans la lumière trouble, les rivages de l'île de Wight, le château royal d'Osborne, Ryde, où un

(1) Dix-huit mois plus tard, sous la signature de son directeur Lissagaray, — et pour les en féliciter d'ailleurs, — *la Bataille* annonçait encore que les proscrits de Londres s'étaient cotisés pour envoyer dans le Zoulouland des émissaires chargés d'une « vengeance legitime ». On regrette de trouver dans le *Journal de Fidus* l'écho de telles accusations. Contre l'article de *la Bataille*, le duc de Bassano protesta par une lettre adressée au *Figaro*.

baigneur, qu'on ne reverra plus, passait de si joyeuses vacances, le chenal de Portsmouth et, pareils à des bouées gigantesques, les deux forts à tourelles qui veillent à l'entrée de la rade.

Dès cinq heures, un coup de canon a signalé l'*Orontes* en vue ; le vaisseau-amiral *Duke-of-Wellington*, — émouvante coïncidence, — a fait vingt-trois fois retentir ses pièces de chasse, et l'*Enchantress*, yacht officiel de l'Amirauté, a pris le large. Les huit mille tonnes du gros transport risqueraient trop à s'engager dans un goulet peu profond : l'*Enchantress* ira le rejoindre en pleine mer. A son bord ont pris place, en grand deuil, le prince Joachim Murat, le comte Davilliers, le comte Regnaud de Saint-Jean d'Angély, le baron de Bourgoing, le marquis de Bassano, le vicomte Aguado, le comte Louis de Turenne.

Derrière roule et tangue, dans les embruns, le canot à vapeur des « envoyés spéciaux » : Dick de Lonlay, pour *le Monde illustré* ; Auguste Vitu, pour *le Figaro* ; Maxime Gérard (le comte d'Hérisson), pour *le Gaulois* ; René de Pont-Jest, pour *le Pays*. Les deux bâtiments, le grand et le petit, se sont ralliés et approchés. Sur le pont de l'*Orontes*, l'équipage est tête nue ; le commandant Seymour et ses officiers se tiennent à la coupée. Par un panneau du rouf-arrière, des marins apparaissent, porteurs d'une caisse noire. Quelques instants, elle se balance entre le ciel et l'eau. On la hisse sur l'*Enchantress*; elle est solidement amarrée dans une chapelle ardente improvisée entre les deux tambours. Nouveau coup de canon ; les chaloupes remontent au long des palans et l'aviso de l'Amirauté, le cap à l'est, sille vers la Tamise.

A Woolwich, le cercueil fut déposé dans un salon de l'Arsenal où l'attendaient les exécuteurs testamentaires mêlés à quelques intimes. L'Impératrice aurait désiré que rien ne vînt troubler le dernier sommeil de son enfant. « Pour des raisons politiques supérieures », M. Rouher émit un avis opposé. Son opinion ayant prévalu, on ouvrit la bière et M. Franceschini Piétri vint identifier le corps. Il n'était pas trop méconnaissable ; l'opération pratiquée par le docteur Scott, malgré l'insuffisance des moyens dont il disposait, avait suffisamment préservé son aspect général.

Puis le cercueil fut refermé et l'on fixa sur son couvercle une plaque portant cette inscription :

Eugène-Louis-Joseph-Napoléon
Prince Impérial
Né aux Tuileries le 16 mars 1856
Tué à l'ennemi en Zoulouland
Le premier juin 1879

Tout le drame d'une brève existence en cinq lignes; toute une tragédie de l'histoire de France, et quelle tragédie!

***

Les obsèques furent célébrées le surlendemain à Chislehurst; l'Impératrice effondrée dans sa chambre, chez qui, malgré les stupéfiants, les crises nerveuses succédaient aux crises nerveuses et dont l'état alarmait ses médecins, n'y assistait pas.

Les doubles grilles de Camden-Place ont reçu une décoration imposante et simple: de longues draperies blanches écussonnées de noir; dans leurs cartouches, s'entrelacent les deux lettres L. N.; les lanternes allumées sont voilées de crêpe. Comme il y a cinq ans, au jour de la majorité, les gazons poussiéreux du *Common* sont envahis par une nuée de camelots vendeurs de souvenirs: médaillons, photographies, numéros spéciaux du *Graphic* et de l'*Illustrated London News*. Autour du catafalque, dressé pour le fils dans le *hall*, comme il fut pour le père, se sont relayés dans une veillée suprême les amis particuliers du mort: Conneau, Espinasse, Bigot, Fleury, Pierre de Bourgoing, Corvisart.

A dix heures et demie, la reine Victoria arrive avec les princesses royales. Elle tient à la main deux pivoines blanches et une couronne de lauriers en or:

— Il l'a bien méritée, dit-elle, en la déposant sur le cercueil.

Sur la couronne, cette légende: « A celui qui eut l'existence la plus pure, et qui est mort de la mort du soldat, en combattant pour notre pays dans le Zoulouland. »

Trois coups de canon: les battants des grilles sont ouverts. Aux accents de la marche funèbre de Beethoven, *Pour la mort d'un héros*, s'ébranle un long cortège qui défile devant l'estrade où se tiennent la Reine et ses filles: honneur sans précédent pour un prince étranger.

Plus de monde qu'au 14 janvier: toutes les troupes désolées

de l'Empire qui savent qu'elles ne verront plus la victoire. Des couronnes innombrables et des fleurs par monceaux; le prince de Galles, le duc d'Édimbourg, le duc de Cambridge, le duc de Connaught, le prince de Monaco, l'héritier de Suède et tous les ambassadeurs d'Europe, — tous, sauf un, l'ambassadeur de France. Artilleurs et lanciers forment la haie; derrière le clergé, précédé par les deux cent quinze cadets de Woolwich en grande tenue, tunique longue et *bushly*, la carabine renversée sous le bras gauche, s'avance le char mortuaire : l'affût d'une pièce de 9, traîné par huit chevaux noirs.

Le prince Napoléon, en habit, conduit le deuil avec ses fils, assez peu ému mais très décoratif. Aucun des maréchaux survivants de l'Empire : Canrobert et Lebœuf se sont vu refuser l'autorisation de venir; le maréchal de Mac Mahon s'est abstenu.

Dans Sainte-Marie de Chislehurst, Mgr Dannell officia de nouveau pour un autre Bonaparte et Son Éminence le cardinal Manning, haut vieillard maigre au visage ascétique, prononça l'oraison funèbre. Il a choisi pour texte le verset 7 du treizième chapitre de l'évangile selon saint Jean : « Vous ne comprenez pas maintenant ce que je fais, mais vous le comprendrez dans la suite. » Sa voix grêle résonne, un peu criarde, dans la nef exiguë : « Dans la longue suite des douleurs humaines, il s'est élevé des voix de sympathie et de lamentation dans le monde. Mais peut-être n'avons-nous jamais rencontré une douleur, une sympathie plus vive et plus générale que celle qui entoure ce cercueil... » Ainsi Bossuet pleurait, avant l'illustre Primat, sur une autre tombe précocement ouverte, la tombe d'Henriette d'Angleterre.

Toute la journée, des centaines de Français se succédèrent dans la petite église. Au soir, la bière fut descendue dans le caveau où reposait Napoléon III et, côte à côte, demeurèrent les deux cercueils, sépulcres muets de grandes espérances mortes (1).

(1) On sait que les restes de l'Empereur et de son fils furent transportés, en 1888, à Farnborough, dans l'église que l'Impératrice fit construire par M. Destailleurs, en face du château qu'elle avait acheté, pour leur servir de sépulture.

Sur le *Common* de Chislehurst, existe en outre une croix de marbre avec inscription commémorative; à Woolwich, devant l'école, se dresse la statue en bronze du Prince impérial, œuvre du comte Gleichen. Enfin, à défaut de Westminster que Gladstone refusa d'accorder, dans l'une des chapelles de l'église Saint-Georges, au château de Windsor, on peut admirer une belle image du Prince en *gisant*, due au ciseau du sculpteur Boehm.

***

Trois jours auparavant, le capitaine Carey avait débarqué à Londres pour suivre la revision de son procès.

Ayant longuement réfléchi pendant la traversée, il avait modifié son système de défense. Questionné à son arrivée par un rédacteur du *Daily News*, il soutint une thèse intermédiaire: celle des responsabilités partagées. « Nous étions d'accord, le Prince et moi, nous agissions de concert. » C'était sa troisième version du drame!

Le duc de Cambridge voulut reprendre toute l'enquête, procéder à un nouvel et minutieux examen des faits. Sa conviction dut s'établir. Mais fallait-il, proclamant l'indignité de l'un de ses membres, jeter le discrédit sur l'armée? Devrait-on, par contre-coup, remonter jusqu'aux négligences du colonel Harrison?... Pareilles considérations agirent sur l'esprit du généralissime. Son verdict excusa donc le sauve-qui-peut, admit l'impossibilité du retour offensif. Une très noble note, dictée par l'Impératrice et communiquée au Conseil des ministres, avait, par ailleurs, ouvert les voies à la clémence:

« La seule source de consolation terrestre, je la puise dans l'idée que mon enfant bien-aimé est tombé en soldat, obéissant à des *ordres* dans un service *commandé*, et que ceux qui les lui ont donnés l'ont fait parce qu'ils le croyaient *capable* et *utile*. Assez de récriminations; que le souvenir de sa mort réunisse en un commun regret tous ceux qui l'aimaient et que personne ne souffre ni dans sa réputation ni dans ses intérêts. — moi qui ne peux plus rien désirer sur terre, je le demande comme une dernière prière. »

Carey, réintégré dans son grade, fut donc simplement blâmé pour n'avoir pas « averti » le Prince et secouru son inexpérience. Il rentra dans l'armée, obtint d'être envoyé aux Indes. Sans doute espérait-il que le temps, ce galant homme qui dispense l'oubli, travaillerait en sa faveur. Mais il traînait, comme une tunique de Nessus, le souvenir de sa conduite déshonorante.

A Bombay, sa nouvelle garnison, mis en quarantaine, une quarantaine, celle-là, véritable, il fut comme un inconnu pour ses camarades, un inférieur parmi ses égaux, un pestiféré dont

chacun s'écartait. Jusqu'au jour où, dévoré peut-être de remords et de chagrin, il mourut à Kurrachee, le 22 février 1883.

S'il n'était pas allé tomber inutilement, en don Quichotte, s'il était revenu du Zoulouland, un jour aurait-on vu sur le trône Napoléon IV? Eût-il régné, ce séduisant et courageux garçon qu'ont aimé tous ceux qui l'approchèrent? Assurément il en était digne, et qui peut savoir ce qu'aurait décidé la France en une heure de dégoût, d'incertitude ou d'ennui?

Toutes les destinées de notre pays, l'évolution de l'Europe contemporaine s'en fussent trouvées changées.

Mais qu'aurait produit, à l'intérieur, une politique résolue à s'appuyer sur l'Église et sur l'armée, foncièrement hostile à toute démagogie? Le projet de Constitution élaboré par le Prince, durant ses loisirs de Chislehurst, accuse des tendances nettement absolutistes. Applicable encore en 1876, un tel programme pouvait-il continuer à l'être dix ans plus tard?

Son auteur, ne l'oublions pas non plus, est un jeune homme de vingt ans, presque un enfant, dont les idées auraient eu le temps de mûrir, le savoir de s'étendre, l'expérience de se développer. L'homme absurde, assurait Talleyrand, est celui qui ne change jamais: l'intelligence du Prince impérial était des plus souples.

Reste, il est vrai, l'influence qu'aurait pu exercer l'Impératrice, la mère si tendrement chérie, l'Impératrice dominée par les sentiments autoritaires si profondément enracinés dans son cœur. Si nous avons réussi notre tâche, montré ce qu'étaient devenus le caractère et la volonté du « petit prince » arrivé à l'âge d'homme, on admettra qu'il s'en fût, de bonne heure, respectueusement, mais fermement affranchi.

Elle n'en demeure pas moins la grande inconnue d'un problème qui ne s'est pas posé. *Nimium ne crede dolori* : à quoi bon dès lors prétendre ratiociner sur ce qui aurait pu être, mais qui n'a pas été?... Et, parce que la figure chevaleresque du mort d'Itelezi restera toujours l'image de la jeunesse héroïque et charmante, peut-être vaut-il mieux, pour sa légende, qu'il n'ait jamais régné.

A. AUGUSTIN-THIERRY.

LE DÉCLIN DU PURITANISME EN GRANDE-BRETAGNE

Il y a une cinquantaine d'années, en 1881, l'historien anglais James Froude, pour tromper l'agréable longueur d'une croisière en yacht dans les fjords norvégiens, ouvrit un roman français. « Je n'avais jamais lu *le Père Goriot*, dit-il, et comme on m'avait assuré que c'était le chef-d'œuvre de Balzac, je me mis en devoir de le lire jusqu'au bout. Ma première impression, ce fut un désir de me plonger dans les eaux du fjord pour m'y purifier. Il me semblait que je venais de frayer avec une société abominable. »

Dans *le Temps* du 3 avril 1933, on pouvait lire une protestation d'un conseiller municipal parisien contre la vente d'un roman anglais qui, « par la crudité de ses termes, par le caractère incontestablement obscène de ses expressions, par les théories amorales qui y sont développées, peut être considéré comme attentatoire aux bonnes mœurs ».

Le rapprochement ne manque pas de piquant pour qui sait l'équivoque réputation du roman français dans les pays anglo-saxons et la touchante candeur des mères françaises qui persistent à voir dans les romans anglais la pâture sentimentale la plus convenable aux quinze ans de leur fille. Est-ce bien là la pudique Albion qui contraint Paris à se voiler la face? S'agit-il d'une incartade littéraire ou bien d'une transformation profonde ? Et la jeune Angleterre a-t-elle jeté par-dessus les moulins son bonnet aussi bien que le rigide corset

de bienséances où se guindait sa grand-mère victorienne?

Entre la littérature du XIXe siècle et celle des vingt dernières années, il y a certainement un abîme. Le monde de Dickens, de Thackeray, de Charles Kingsley n'était pas exempt de recoins sordides, de personnages sinistres et de basses intrigues; mais le plus grave des péchés selon les dévots, le péché de la chair, en était exclu. Un voile épais cachait impartialement le vice et l'amour, dès que celui-ci dépassait le bout des lèvres et le bout des doigts, et ceci en dépit de l'exquise matérialité de l'œuvre littéraire. Où le corps humain, dans son besoin de confort et de bonne nourriture, est-il plus choyé que dans le roman anglais ?

Par ailleurs l'écrivain ne pouvait concevoir qu'une société orthodoxe, aux valeurs morales fixes et bien définies. Peu d'inquiétudes et point de fièvre ; surtout aucun étalage cynique, non plus qu'aucune étude sincère, des appétits et des ambitions de ce monde. Les aventuriers et les aventurières, souvent étrangers, faisaient toujours une mauvaise fin. Le plus petit faux pas était puni, et même le crime d'avoir une nature exceptionnelle, comme la pauvre Maggie Tulliver, comme les héroïnes de Thomas Hardy. La vertu se trouvait non moins invariablement récompensée, et non pas seulement par la satisfaction du devoir accompli. L'optimisme naturel aux Anglais y veillait, et aussi l'instinct positif et moralisateur.

Cela ne suffit plus au lecteur moderne. Les goûts en littérature, comme en cuisine, vont aux saveurs violentes et inattendues; il demande à être secoué plutôt qu'ému. Ce qu'il lui faut, ce sont des cocktails à réveiller un mort, et des *thrills*. Ces *thrills*, ce frisson, il les trouve encore dans les journaux du dimanche matin, où il peut savourer les crimes de la semaine agrémentés de détails horribles ou scabreux. Il les trouve aussi dans ces romans policiers qui passionnent un public immense, depuis l'universitaire se délassant aux exploits de Scotland Yard jusqu'au petit employé que tient en haleine l'astuce scélérate des meurtriers de lord X.

Enfin, ceux qu'intéressent les problèmes de la nature humaine trouvent amplement à se satisfaire dans une production romanesque qui va de la fantaisie immatérielle de Virginia Woolf au clairvoyant et sec détachement d'un Aldous Huxley. Certes, les traits caractéristiques du roman anglais survivent;

nous retrouvons chez J.-B. Priestley, par exemple, le robuste optimisme, le réalisme prenant, et, quelque effort qu'il fasse pour s'en défendre, la moralité de convention. Mais tous ces écrivains sont hantés à des degrés divers par des fièvres ou des inquiétudes toutes nouvelles. Le XIXe siècle avait tellement vécu sous le signe de l'orthodoxie, de la hiérarchie et de la bienséance, qu'il ne faut pas s'étonner de voir le balancier osciller violemment dans l'autre sens. Une curiosité plus ou moins désintéressée envers des aspects de la vie si rigoureusement bannis de la littérature par la convention victorienne, un besoin de justice envers ces hors-la-loi, avait amené plus d'un écrivain, dès la fin du siècle dernier, à se hasarder sur la pointe des pieds dans les sentiers défendus. Chez un John Galsworthy par exemple, sous des dilemmes perpétuels, qui d'ailleurs affaiblissent l'œuvre et lui donnent un aspect d'indécision, comment ne pas sentir les angoisses d'un cœur scrupuleux, la crainte de manquer d'impartialité, de se laisser aveugler par un inconscient préjugé ? Mais les parties osées de l'œuvre de Galsworthy ne font que donner la mesure de sa timidité, et les modernes ont été bien plus loin. Les uns, — et ce sont généralement les plus imprégnés de culture classique et française, — ont, dans la lutte entre hier et demain, pris le siège de l'arbitre. D'autres, germaniques d'instinct ou de mystique, comme D.-H. Lawrence, se jettent aveuglément au plus fort de la lutte. On fait le ménage de la grande maison victorienne, et on le fait à grand fracas. On arrache les tentures qui garantissaient du froid, mais qui obstruaient le soleil, et on envoie les vieilleries au grenier où l'on va subrepticement les visiter de temps à autre.

Rien n'illustre mieux cette tendance nouvelle que la façon dont on aborde les problèmes de l'amour. L'interminable idylle entre le pasteur et la fille du *squire* ou *vice versa* a fait son temps. Galsworthy avait exposé avec plus de hardiesse qu'à son accoutumée les misères, non pas seulement sentimentales, qui résultent de l'indissolubilité d'une union mal assortie. Aldous Huxley, dans son conte philosophique, *Nouveau Monde*, s'amuse à envisager la suppression totale, non seulement du mariage et de la famille, mais même du viviparisme. Cependant, malgré l'affectation de précision scientifique, la crudité voulue des termes employés, l'Anglais reste

un être moralisateur par excellence. Il y a des sujets dont il ne peut pas rire, et l'amour en est un. Huxley l'ironiste ne trouve rien pour remplacer la passion, sauf la plus parfaite licence accompagnée de la plus triste aridité sentimentale; et le romantique, le passionné qu'est Lawrence, dans un sujet qui eût tout au plus fourni à Brantôme une anecdote grivoise, voit le problème primordial des relations entre l'homme et la femme, et s'y jette avec une sorte de sombre fureur.

D'où vient cette attitude nouvelle en matière de sujet et de langage? Ce sont, disent les uns, des influences continentales, des effluves de France ou d'Allemagne qui ont vivifié, — d'aucuns disent : vicié, — les littérateurs et la littérature. Il y a du vrai dans cette opinion; mais une observation, même superficielle, révélerait dans les mœurs et dans l'esprit de la nation anglaise un changement considérable depuis l'époque victorienne.

La littérature ne fait que refléter les incohérences, les doutes, l'inquiétude d'une époque de crise morale aussi bien que de crise économique. Le John Bull d'il y a, — mettons cinquante ans, — content de lui-même et de la vie, le chapeau bien enfoncé sur la tête, et les pieds fermement plantés sur une terre qu'il sentait solide, se reconnaîtrait-il en l'Anglais d'aujourd'hui, plus nerveux, plus compréhensif, assailli de doutes qui n'effleuraient même pas l'esprit de son père, et harcelé par des problèmes inconnus il y a un demi-siècle?

Le caractère et l'esprit des Anglais se sont-ils modifiés autrement qu'à la surface? Dans quelle mesure ce changement est-il définitif? Voilà les questions qui se posent.

LE PURITANISME

L'Anglais du siècle dernier se distinguait entre tous les autres mortels par la correction pointilleuse qu'il apportait à l'exercice du culte protestant. Nulle part on n'allait davantage au temple le dimanche, ni avec plus de pompe et de conviction. « Piliers de temples et de chapelles », *a nation of church-goers and chapel-goers*, disait M. Asquith. Gladstone, en réunissant chaque matin sa famille et ses gens pour la prière en commun, ne faisait que se conformer à l'usage, si ahurissante que cette petite cérémonie parût à Mérimée. Le souci de

l'au-delà dominait toute l'activité nationale, toutes les classes de la société, depuis la Reine, qui donnait l'exemple d'une austère rigidité, jusqu'à la petite bourgeoisie et même très souvent les classes ouvrières, emportées par la vague grandissante du mouvement méthodiste. La « joyeuse Angleterre » de jadis s'est assombrie sous cette nouvelle poussée de puritanisme qui coïncide avec l'accroissement considérable de l'activité industrielle et commerciale. La fumée des usines de Manchester et de Sheffield semble noircir le ciel du pays tout entier.

Réforme au sein même de la Réforme, les sectes non-conformistes imposent à leurs adeptes, en nombre toujours grandissant, un code moral d'une sévérité ultra-puritaine. Non que les Anglais d'alors soient nécessairement, — et Taine même ne s'est pas privé de le constater, — des êtres d'une vertu sans tache, mais la limite est très nette entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. Les mœurs relâchées que l'on eût admises sous la Régence, ou du temps de Georges IV, mettent un homme, et à plus forte raison une femme, au ban de la bonne société. Quant à l'irréligion, elle était volontiers confondue avec l'immoralité. On ne faisait pas sans scandale profession de libre pensée.

Il serait inconcevable, certes, que même à cette époque le scepticisme eût disparu complètement. Mais il se cachait ou se déguisait. Au sein même de l'Église, l'influence des études bibliques allemandes commençait à saper chez de nombreux ecclésiastiques la foi dans l'inspiration divine du verbe, et Jowett, tout pasteur qu'il était, semblait à Renan bien près de lui. Mais la masse de la nation continuait à tenir à l'interprétation littérale des Saintes Écritures. Son univers ressemblait, en somme, à l'univers des gens du moyen âge : au-dessus s'étendait le ciel d'où Dieu surveillait les hommes, au-dessous béait l'enfer, pour les méchants... et la plupart des étrangers. La création était relativement récente : quelque six mille ans ; et les grands problèmes de la destinée humaine se trouvaient résolus de toute éternité dans les livres sacrés dictés par la voix même de l'Éternel.

Enfin, pour rendre le doute encore plus inconcevable, l'Angleterre traversait une période de grande prospérité nationale, et de là à voir dans cette prospérité la récompense de

leur vertu, il n'y avait, pour les Anglais de 1860, comme pour les Américains de 1926, qu'un pas, et ils le franchissaient allègrement.

Dans ce monde si bien ordonné, parmi ces gens satisfaits d'eux-mêmes et de leur grasse civilisation, Charles Darwin jeta en 1859 une bombe qui n'a pas encore fini d'exploser. *L'origine des espèces* eut une répercussion extraordinaire. Sans doute les idées de Darwin étaient « dans l'air », mais son livre, avec la masse de faits observés qu'il apportait à l'appui de sa doctrine, marqua le début d'une époque nouvelle. Il sema l'émoi dans les rangs orthodoxes, peu habitués aux secousses intellectuelles. Le doute qu'il jetait sur l'exactitude de la Genèse chagrina profondément tous ceux, — et ils étaient l'immense majorité, — dont la foi en l'Ancien Testament était littérale et absolue. L'on vit des savants comme le père de Sir Edmund Gosse entrer en lice pour réfuter Darwin, textes sacrés en main, tels des chevaliers moyenâgeux se mesurant avec l'artillerie moderne. Quelle déchéance pour l'homme que d'avoir à reprendre sa place de phénomène naturel, résultant d'une lente évolution ! Il y avait là pour la religion établie quelque chose de bien plus grave que le déisme du XVIIIe siècle. Le déisme n'atteignait pas les masses. Darwin arrivait au contraire à une époque où la communication des idées était plus facile et plus rapide, où commençaient à pulluler les livres de vulgarisation.

Néanmoins, la révolution qu'il avait déclenchée ne laissa pas de s'effectuer très lentement. A l'heure présente les *fundamentalists*, qui considèrent la Bible comme d'inspiration textuellement divine, sont encore nombreux en Grande-Bretagne. On a peine à se rendre compte à l'étranger combien cette question constitue encore un point sensible dans la mentalité britannique. En 1927, dans une université écossaise, on organisa un cours public sur Charles Darwin et les théories évolutionnistes. Jusque-là les cours publics vivotaient devant une quinzaine d'habitués somnolents. Mais cette fois, on touchait à la querelle entre la Bible et la science, et le public s'éveilla. Six cents personnes s'entassèrent dans la salle étonnée d'être trop exiguë. Une virulente controverse s'engagea par lettres à la presse locale, et un correspondant courroucé dénonça violemment la Faculté des Sciences en particulier, et

les professeurs en général, comme « ennemis de Dieu et séducteurs du genre humain ».

Il est vrai que ceci se passait en Écosse, ultime citadelle de l'esprit puritain, l'Écosse dont on a pu dire qu'elle était une Église plus encore qu'une nation. Là on se rend encore au temple le dimanche en chapeau haut de forme; on accueille l'étranger fraichement débarqué par la question rituelle : « Avez-vous trouvé une église à votre convenance? » (*Have you found a nice church to go to?*) Le *Sabbath*, le dimanche écossais, est encore observé avec un reste de rigueur calviniste, comme en Angleterre il y a trente ans. Boutiques, restaurants, spectacles, tout est fermé; dans la plupart des villes et villages il n'y a ni tennis ni golf; dans les terrains de jeu pour enfants on décroche les agrès des balançoires. Chaque été les excursions dominicales en autocar dans les Highlands soulèvent des protestations indignées comme risquant de corrompre la foi des montagnards. Enfin, dans les débats qui ont eu lieu aux Communes sur la nouvelle liturgie proposée par l'Église anglicane et se rapprochant de la liturgie romaine, c'est le vote massif des députés écossais qui a fait pencher la balance et qui a écarté le danger de « pratiques papistes ». Tel article d'un journal d'ailleurs pondéré, par sa violence anticatholique, vous replonge dans le XVIe siècle et vous apporte une vague odeur de bûcher. Au point de vue religieux, l'Écosse d'aujourd'hui ressemble beaucoup plus à l'Angleterre d'il y a trente ans qu'à celle de 1934, et cela sert à souligner le changement survenu dans la partie méridionale de l'île.

Cependant l'Écosse elle-même évolue. Les jeunes s'émancipent quelque peu. La rigueur du *Sabbath* souffre une légère détente. Le recrutement des pasteurs devient plus difficile, alors qu'autrefois les familles tenaient à honneur d'avoir un fils qui fût d'église. L'ennui des restrictions imposées par la religion se trahit en maints quartiers, et en même temps l'esprit de critique, joint à la rude logique écossaise, exerce son influence dissolvante. Un médecin écossais, vantant un jour la supériorité intellectuelle du clergé de son pays sur celui de l'Église anglicane, émit sans ironie apparente cet argument extraordinaire : « D'abord, la plupart des pasteurs écossais sont agnostiques. »

SCIENCE ET PSEUDO-SCIENCE

On s'en prend à toute sorte de choses, et notamment à la guerre de 1914, pour expliquer la tiédeur actuelle vis-à-vis de l'Église. Non sans futilité, on blâme rétrospectivement celle-ci de n'avoir pas protesté contre ce crime envers l'humanité. Mais la guerre n'a fait qu'accentuer une indifférence antérieure à 1914. L'intérêt *spontané* qui seule donne la vie à une croyance se détourne vers d'autres choses, en particulier vers la science pour les uns, ou la pseudo-science pour les autres, vulgarisées par le livre, le journal, la T.S.F. On n'a qu'à regarder la devanture des librairies à Londres, ou dans les villes de province, pour se rendre compte de l'immense nombre, de la variété, de la popularité des livres de vulgarisation. Il y a là le signe d'une immense curiosité populaire envers un monde où rien n'est plus sous le coup de l'interdit, signe aussi d'une impatience des dogmes qui régissent les masses depuis tant de siècles.

Les progrès de l'astronomie jettent des lueurs inconnues sur la métaphysique, et la biologie ébranle fortement ce qui reste de foi orthodoxe. Les œuvres d'astronomes célèbres, en particulier de Sir James Jeans, connaissent les gros tirages. On a pu lire dans un journal de province, et de province écossaise, les lignes suivantes : « Si, comme Sir James Jeans le laisse entendre, l'humanité telle que nous la connaissons n'est qu'un produit accidentel des processus cosmiques, vouée à l'extinction avec l'épuisement du soleil, tous les dogmes, les catéchismes, les tentatives poétiques d'expliquer aux hommes les voies de Dieu paraissent puérils. »

Il faut donc convenir qu'il y a quelque chose de changé en Grande-Bretagne. Le doute scientifique remplace, pour un temps, l'affirmation dogmatique où se cristallisait l'opinion.

Non seulement l'astronomie, mais les sciences physiques et morales, la biologie, et surtout la psychologie, ont leurs fervents. Rien n'est plus significatif du trouble profond de l'après-guerre que le succès de Freud. Les théories du professeur viennois atteignent, plus ou moins déformées, toutes les couches de la nation, et les gens les moins portés à l'investigation scientifique. On se découvre des répressions, on inter-

roge avec fièvre cette clef des songes à la dernière mode. L'attrait équivoque, le prestige médical de ces théories scientifiques, entraient certainement pour quelque chose dans leur succès populaire, et par ailleurs on a cherché à expliquer la vogue immense du freudisme dans les pays protestants par l'absence de confession ecclésiastique.

Dans le cas particulier de l'Angleterre, elle provient peut-être aussi d'une réaction contre le *cant* de l'époque victorienne, qui excluait non seulement toute verdeur de langage, mais toute allusion trop directe aux bébés, d'innocents mots comme jambe... ou même pantalon. A l'extrême rigueur, on traduisait en français, le français dans les mots bravant l'honnêteté. (Swinburne, dans sa version des *Regrets de la belle heaulmière*, remplace « cuisses » et « cuissettes » par de pudiques tirets). La diffusion des théories de Freud coïncide avec le moment où l'Angleterre sortait de cette contrainte. Quel soulagement que de pouvoir, sous l'égide d'une théorie scientifique, libérer ses répressions, discuter des sujets autrefois *tabou*, et cela avec le sentiment de contribuer au progrès !

Les Anglais, on l'a souvent dit, manquent parfois d'esprit critique. Ils sont portés à accorder aux hypothèses de la science, même incertaines et incomplètes, cette foi aveugle qu'ils accordaient jadis aux doctrines des diverses sectes. Mais à cet élément de conviction s'en joint un autre. De même qu'en France on attribue chez beaucoup d'adolescents la perte de la foi à la gène qu'ils ressentent des prohibitions ecclésiastiques, de même en Angleterre le transfert d'allégeance de l'Église à la science n'a pas été sans apporter un soulagement à une discipline pesante.

Faut-il en conclure à un abaissement de la moralité en Angleterre ? L'Anglais d'autrefois était un homme qui moralisait beaucoup et aspirait à devenir un homme moral. Aujourd'hui il moralise bien moins. La moralité d'un pays n'est pas toujours ce qu'elle paraît à la surface, et il est difficile de la mesurer. L'auteur d'un livre récent, ayant fait une étude approfondie du sujet, estime que, si la prostitution avouée diminue en Angleterre, les mœurs en revanche se sont très sensiblement relâchées. D'ailleurs, chez beaucoup de jeunes, la conception religieuse de la sainteté du corps humain, réceptacle d'une parcelle de l'esprit divin, fait place

au sentiment très net qu'ils ne sont responsables de leurs actions qu'à eux-mêmes. L'atmosphère d'incertitude et de tension amenée par la guerre, la propagande néo-malthusienne ne sont pas non plus étrangères au relâchement des deux dernières décades.

LES SUCCÉDANÉS DE LA RELIGION

Mais, après tout, l'Anglais moyen s'intéresse moins à l'amour qu'au sport. Stendhal, entre autres, en avait déjà fait l'observation, « comme si, ajoute-t-il ironiquement, Dieu avait mis l'homme au monde pour trotter ». Le culte du sport est inculqué à l'Anglais dès l'âge le plus tendre; les grands lycées, — et les autres, — donnent à la culture physique et aux sports une place de tout premier rang dans leur programme, et les *as* sont regardés par leurs jeunes condisciples avec une espèce de vénération. C'est véritablement le sport qui est leur religion, et qui continue de l'être lorsqu'ils ont quitté l'école ou le lycée. Quiconque a vu, le samedi après-midi, le flot des ouvriers et des employés se diriger vers le terrain de football, comme attirés par un irrésistible aimant, les foules impressionnantes, se chiffrant par dizaines de mille, qui se pressent pour assister aux grands matches inter-régionaux, les remous gigantesques d'émotion provoqués par la fortune d'un ballon que se disputent deux équipes de joueurs professionnels, l'intérêt passionné du public pour les matches de golf ou de cricket, peut se demander si le sport n'est pas aussi la véritable religion de l'Angleterre moderne. C'est dans le quasi-délire de cette émotion hebdomadaire et collective que les spectateurs oublient pour une heure ou deux le fardeau de l'existence, comme au moyen âge les foules dans les cathédrales. A l'émotion sportive vient s'ajouter l'émotion du pari. Le chiffre d'affaires des paris organisés est, d'après les experts, d'environ quatre cents millions de livres, soit, au cours actuel du change, plus de trente milliards de francs, soit plus de la moitié du budget britannique.

Pour l'Anglais, traditionnellement amateur de jeux et de paris, vivant maintenant dans un pays urbanisé et industrialisé à outrance, ces accès de fanatisme collectif agissent comme une très nécessaire soupape de sûreté. Si l'on réfléchit que

80 pour 100 de la population anglaise habitent dans les villes, que la majorité est entassée dans de grandes ruches industrielles, — Birmingham, Manchester, Sheffield, Liverpool, — parquée dans d'infinis alignements de maisons noirâtres et toutes pareilles, sous un ciel souvent triste et brumeux, on conçoit la nécessité d'une détente morale égale à la contrainte subie. Que le petit boutiquier français tire sa chaise devant sa porte le soir pour jouir de la fraîcheur, ou qu'il s'en aille le dimanche matin pêcher à la ligne, c'est très bien; mais l'Anglais de la même classe a besoin d'être plus violemment arraché, pour un temps, à la fatigante monotonie de son existence. Le père de famille, les grands garçons, vont aux matches de football, aux courses de lévriers, oublier leur coin d'usine ou leur bureau; la mère et les petits vont à un cinéma, la jeune fille et son fiancé à un autre. Les drôleries de Mickey la souris, les aventures de la vedette aux cheveux platine, leur font passer deux heures d'un paradis relatif. La vie a du bon, à condition de l'oublier.

Le sport et le cinéma, voilà, pour la masse de la nation, l'exutoire des fortes émotions; autrement dit, la vraie religion du peuple. Pour ceux que ne satisfont pas ces succédanés, il reste ce que le soldat britannique d'autrefois appelait : « les religions de fantaisie » : le spiritisme, la science chrétienne, et divers autres cultes autochtones ou d'importation américaine. Mais la plus grande partie de la ferveur qui animait jadis les églises anglaises se déverse maintenant dans un vague humanitarisme. Cette ferveur se concentre sur deux sujets : d'un côté sur l'amélioration des conditions ouvrières, de l'autre sur le pacifisme international. Remplacer la raison par la ferveur mystique dans l'évolution sociale d'un pays peut être dangereux; dans le domaine international cette substitution risque d'être funeste. Les problèmes internationaux ne se laissent pas résoudre par les moyens simplistes chers à nos pacifistes : bonnes paroles, foi aveugle, désarmement des pays amis de la paix.

Parmi ces nouvelles formes de religion, de rêve idéaliste, les Églises constituées continuent leur œuvre, sans encourir certes l'hostilité de qui que ce soit, mais, à l'exception toujours de l'Église catholique romaine, perdent du terrain. L'anticléricalisme n'a pas de racines en Grande-Bretagne. On constate

plutôt un lent glissement vers l'indifférence. Même lorsqu'ils assistent aux offices, — avec moins de régularité que jadis, — lorsqu'ils recourent à l'église pour les baptêmes, les mariages, et les enterrements, les Anglais ne se passionnent plus comme autrefois pour les questions de doctrine et de dogme. Dernièrement un évêque protestant avait permis à un pasteur unitarien de prêcher dans sa cathédrale. Comme les unitariens ne croient pas à la divinité du Christ, on aurait pu s'attendre à des protestations retentissantes. Une seule voix s'éleva pour critiquer l'action épiscopale. Rendant compte de cet incident, une revue hebdomadaire (1) écrit ceci : « Probablement 80 pour 100 des Anglais qui s'appellent chrétiens donneraient raison à l'évêque. C'est là une preuve de plus que le christianisme qui survit en Angleterre est devenu presque entièrement détaché des dogmes et des doctrines de l'Église. Même chez nos évêques, il n'est guère plus qu'une attitude d'esprit. »

Cette transformation de l'Angleterre est-elle définitive? Il serait téméraire de l'affirmer ou de nier la possibilité d'un de ces retours d'enthousiasme religieux, un de ces *revivals* qui ont laissé sur l'âme britannique une si forte empreinte. Mais la religion selon le mode puritain implique toujours une certaine tyrannie. Les libertés actuelles qui, si relatives qu'elles soient, eussent amèrement scandalisé les Anglais de 1830, sont devenues naturelles et indispensables aux jeunes générations. Malgré la crise, l'Anglais moyen jouit d'une vie plus large, plus insouciante que ses pères, il a plus de possibilités de plaisir, de distractions, de voyages. Même le chômeur n'ignore pas la joie de parier aux courses, d'aller au cinéma ou au football. On ne renonce pas volontiers à tout cela. L'Angleterre du temps de la reine Victoria était le pays des grandes fortunes et des grandes misères. Les grandes fortunes vont s'émiettant sous l'effet d'une législation sociale qui n'est probablement qu'un juste retour des choses ; par ailleurs, la misère est infiniment moins grande qu'il y a un demi-siècle. Tant que subsisteront les richesses amassées au siècle dernier, il y a peu de chances que se produise un bouleversement moral de quelque importance.

(1) *Statesman and Nation*, 13 janvier 1933.

Ce qui forme, à l'heure actuelle, l'armature morale des classes dirigeantes en Angleterre, c'est surtout le code d'honneur inculqué dans les grandes écoles. Il leur fournit, entre autres choses, une ligne de démarcation très nette entre « ce qui se fait » et « ce qui ne se fait pas ». Ainsi se renouvelle, ou se remplace, la rigide notion qu'avaient les victoriens de ce qui est bien et de ce qui est mal.

Pour les autres classes, surtout pour la génération d'avant la guerre, c'est encore le rigide enseignement protestant reçu des parents : lectures bibliques ou du moins religieuses, office du matin et du soir le dimanche, leçons bibliques (école du dimanche) le matin et l'après-midi.

Les enfants nés depuis la guerre n'ont pas subi cette discipline à un degré comparable. Le *Livre des Martyrs* par Fox, qui a édifié l'enfance de la plupart des hommes d'aujourd'hui, cède maintenant le pas à des ouvrages d'un héroïsme plus moderne : histoires de grands aviateurs et de grands records. On entend couramment dire en Angleterre que la religion des jeunes gens, c'est la vitesse. Leurs saints et leurs martyrs, ce sont les triomphateurs dans la conquête du temps et de l'espace.

Quant à la religion révélée, elle les laisse, pour l'immense majorité, respectueusement indifférents. Ceux d'entre eux que harcèle le besoin de certitude, se désintéressant des contradictions des multiples sectes protestantes, cherchent dans le catholicisme et l'immuabilité de ses dogmes le roc solide où amarrer leur foi vacillante.

Si le puritanisme, en tant qu'attitude de l'esprit, fait, comme il est permis de le croire, partie intégrante de l'âme britannique, il se réveillera probablement un jour ou l'autre. Il serait téméraire d'anticiper sur la nature des événements qui pourraient déterminer ce réveil. Néanmoins, de même qu'en Allemagne une sorte de religion d'État qui exige toute sorte de sacrifices des citoyens, — même celui de leur liberté, — est issue d'une période d'angoisse nationale, de même en Angleterre rien moins qu'un événement suffisant pour remuer jusqu'à son tréfonds l'âme britannique ne serait, à mon sens, nécessaire pour amener un réveil général du puritanisme.

FREDERICK C. ROE.

RICHELIEU ET L'ARMÉE

II (1)

COMMENT RICHELIEU CHOISIT SES GÉNÉRAUX

Napoléon demandait, au moment de désigner un chef d'armée : « A-t-il fait la guerre ? » Avec une même *imperatoria brevitas*, Richelieu écrivait en août 1638 : « Le mal des affaires consiste à ne pas avoir de gens entreprenants. » Et, considérant le manque de chefs qualifiés, il disait encore : « Il n'y a point de commandement (2). »

Ce n'est pas que la France n'eût pas d'hommes de guerre distingués; mais la flamme, le génie inventif, le feu divin leur manquaient. La pratique seule devait les former et les présenter, en quelque sorte, à l'ardeur inquiète qui les cherchait.

Les papiers secrets de Richelieu le montrent dressant des listes de « gens de qualité » aptes aux différents emplois. Il écrit les noms, les familles, les états de service; il surcharge, élimine, reprend, toujours anxieux, jamais satisfait. D'année en année, ces listes se précisent, s'améliorent, confirmant les

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

(2) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 130. — L'écho de la pensée de Richelieu se trouve dans le *Supplément à l'Histoire*, élaboré, comme on le sait, par Lepré-Balain, d'après les papiers du Père Joseph : « La France paraissait lors stérile en personnes de commandement : et ceux qui avaient de la capacité, ou étaient trop mols ou manquaient de fidélité. » — Tallemant des Réaux dit dans le même sens : « Au commencement de la guerre il était aisé de faire fortune; pour peu qu'on eût ouï parler du métier, on était recherché, car personne ne le savait. » *Historiettes*, édit. Montmerqué, t. I, p. 446.

exclusions et les choix. L'on voit ainsi le cardinal procéder à une constante ventilation des chefs, qu'il placera, déplacera, remplacera dans les commandements.

Nous avons sous les yeux un document qui nous fait pénétrer dans l'intimité de son travail personnel et de sa réflexion surtendue, qui nous le montre passant en revue les hommes de guerre qui ont servi le Roi dans son ministère, pesant et contrepesant leurs services, leur capacité, leur fidélité, et dressant enfin la liste de ceux à qui il confiera, pour les dernières années de sa vie et de son ministère, le commandement des armées.

Essayons donc de voir ces hommes comme il les voyait lui-même. Ce sont ces soldats qui l'aidèrent à réaliser le programme suprême de son action, la constitution d'une France unie, centralisée, disciplinée, portée jusqu'aux limites où elle devenait un bloc de civilisation indestructible au milieu de l'Europe. Quand il eut dressé cette liste pour l'améliorer par ses choix ultimes, la France de Henri IV donnait la main, par lui, aux gloires du Grand Règne.

RÔLE DE CEUX QUI ONT ÉTÉ EMPLOYÉS AU COMMANDEMENT DES ARMÉES DEPUIS LE SIÈGE DE LA ROCHELLE (1)

Pendant tout le temps que la guerre a duré soit au dedans soit au dehors du Royaume, le plus grand soin qu'ait eu le Roi et son Conseil a été de commettre le commandement et la conduite des armées à ceux qui avaient la réputation de s'en pouvoir mieux acquitter, ainsi que l'état de ceux qui ont eu les principaux emplois le justifiera. Par ce moyen, le Roi et le

(1) Cette note manuscrite, qui se trouve à la Bibliothèque nationale, n° 15644 des *Manuscrits français* (ancien fonds Saint-Germain-Harlay, vol. 349, pièce 46), est de la main d'un secrétaire de Richelieu ; les corrections sont de la main de son secrétaire intime, Le Masle. Elle a été signalée par Aubery, par le Père Griffet (t. III, p. 378) et par Avenel (t. VIII, p. 1056), comme émanant de Richelieu. Son authenticité ne peut être mise en doute. — On en trouve deux autres copies, l'une à la Bibliothèque nationale, *Manuscrits français*, n° 20 867 (ancien fonds Saint-Victor) et *ibidem* n° 4 092 (ancien fonds Cangé, 51). Nous donnons le texte du n° 15644, avec quelques corrections ou variantes intéressantes provenant des autres manuscrits. — Nous avons ajouté, après chaque paragraphe, les renseignements permettant de déterminer les jugements du cardinal sur chacun des hommes de guerre visés dans le document.

public ont reconnu la capacité de ceux qui ont été employés telle qu'elle est remarquée ci-après.

M. le Maréchal de Châtillon : fut employé à l'ouverture de la guerre en 1635, mais il ne fit pas bien au voyage que les armées du Roi firent en Flandres, mal à Saint-Omer, et encore pis à Sedan, ce qui a fait que le Roi, de son propre mouvement, n'a pas voulu se servir davantage de lui, avec grand raison, vu que, bien qu'il soit vaillant au dernier point, il est si présomptueux, paresseux et si opiniâtre qu'il n'y a rien à espérer de sa conduite.

Il s'agit ici de Gaspard III de Coligny, petit-fils de l'amiral de Coligny. Maréchal en 1622, duc et pair après la mort de Louis XIII. On l'avait hérité de nos guerres civiles : au dire de Tallemant des Réaux, « il n'y avait personne dans le parti protestant de plus de considération ; au premier signal, il pouvait mettre quatre mille gentilshommes à cheval ». On ménageait en lui un membre de la Religion qui s'était attaché fermement à la dynastie. Et puis on manquait d'hommes : le choix qu'on avait fait de lui en est la preuve. On le savait bon soldat et cela suffisait. Comme dit Tallemant : « Il fut un temps où il n'y avoit que lui et le maréchal de La Force ; car on était si ignorant, qu'à Saint-Jean d'Angely (1621) personne ne savait comment on faisait des tranchées. » Il était calme, brave, énergique, mais lourd et de peu d'imagination, « ne jouant point du tout de la tête (1) » ; le type même de l'ancien soldat. Son mot, quand on lui annonçait l'approche de l'ennemi, était : « Laissez-les venir » ; et on avait toutes les peines du monde à le faire monter à cheval. Il était tombé dans une première disgrâce trop justifiée, après son échec devant Saint-Omer, en juillet 1638. Richelieu, qui fut navré de cet échec, écrivait, accusant les tristes conditions du commandement à cette époque : « Beaucoup croient que la mésintelligence d'entre M. de Châtillon, M. le Maréchal de La Force qui l'avait joint, et les autres officiers des armées en est la principale cause ; pour moi, je ne puis qu'en dire ; mais il est certain que la lenteur de M. le Maréchal de Châtillon est la première origine de notre mal. » La prise d'Arras en 1640 l'avait rétabli dans une demi-faveur.

(1) Tallemant, *Historiettes*, édit. Montmerqué, t. V, p. 225.

L'année 1641, qui touchait à la fin du règne, mit le comble et le perdit auprès du cardinal et du Roi : il fut battu à La Marfée, le 6 juillet, dans des conditions où il pécha à la fois par défaut d'intelligence et par manque de résolution. D'où le jugement si sévère du cardinal. Dans une lettre du 9 juillet, peu s'en faut que Richelieu ne l'accuse de grivèlerie et de ce péché d'avarice que l'ingénieur de Ville donnait comme la plus dangereuse de toutes les dispositions chez les chefs. Par le même courrier, le cardinal lui retirait son commandement en lui écrivant : « Dieu a voulu châtier le comte de Soissons (tué, comme on sait, dans la mêlée) et nous donner un coup de fouet; nous l'avons tous bien mérité pour nos péchés et vous pour l'irrésolution que vous avez, de longtemps, à faire ce que vous savez bien devoir et pouvoir en votre conscience (1). »

M. le Maréchal de Brézé, qui fut employé avec lui, fit bien à la bataille d'Avein, qu'il gagna avec son corps; depuis, pour avoir témoigné qu'il désirait plus le repos en sa maison que tels emplois, il en a été privé pour un temps.

Urbain de Maillé, marquis de Brézé, reçut le bâton de maréchal de France avec le gouvernement de Calais et pays reconquis, le 28 août 1632. Il commande l'armée d'Allemagne en 1634, gagne la bataille d'Avein le 20 mai 1635. Il est gouverneur de l'Anjou au lieu de Calais en 1636, vice-roi de la Catalogne sur la fin de 1640 (2). Veuf, le 30 août 1635, de Nicole du Plessis, sœur du cardinal de Richelieu (3), il mourut à cinquante-deux ans, le 13 février 1650. Richelieu, qui soutenait pourtant les siens avec tant d'ardeur, lui tint rigueur à la fin; il lui écrivait au temps de la rupture : « En quittant vos quartiers, vous avez voulu quitter mon amitié. Je consens, quoique mal volontiers, à la rupture que vous faites avec moi et sans me repentir des biens que vous ne reconnaissez pas et dont vous jouissez, bien que je ne veuille plus avoir de commerce avec vos inégalités et vos boutades. » « C'était, dit le cardinal de Retz, un extravagant qui se permettait souvent auprès de Sa Majesté des tirades contre les

(1) On trouvera un exposé de la carrière du maréchal de Châtillon dans A. Ledieu, *Esquisses militaires de la guerre de Trente ans*, p. 55.
(2) Voir le Père Anselme, VII, 496.
(3) Voir *Gazette de France*, année 1635, p. 514.

plus grands personnages. » Il ne ménageait pas le Roi lui-même (1).

M. le Maréchal de La Force, âgé de quatre-vingt [*deux*] (2) *ans, s'est trouvé si usé, qu'excepté le siège de La Mothe, où il n'eut pas d'armée à combattre, les armées périssaient entre ses mains.*

Jacques-Nompar de Caumont, duc de La Force, né le 29 décembre 1558. On sait comment, jeune enfant, il échappa à la Saint-Barthélémy. On sait aussi qu'il était dans le carrosse de Henri IV, lorsque le Roi fut assassiné. Ses services pendant tout le règne de Louis XIII sont éclatants. Richelieu lui écrivit lors de la prise de La Mothe : « Sa Majesté avait besoin, pour faire réussir une entreprise pareille à celle-là, d'une prudence et d'une conduite comme la vôtre (3). » Le cardinal eut recours à lui dans les circonstances les plus graves, en particulier après la prise de Corbie. L'âge vint de la retraite, quoique le maréchal, si l'on en croit certains traits rapportés par Tallemant des Réaux, eût gardé toute sa vigueur. L'allusion au siège de La Mothe en Lorraine donne l'occasion de citer ce couplet qu'on attribue au même Tallemant des Réaux :

Je crois que la France radote,
N'en déplaise à ses partisans,
D'envoyer pour prendre La Mothe
Un homme de quatre-vingts ans.

D'après l'auteur des *Historiettes*, « quand M. d'Enghien gagna la bataille de Rocroi, le maréchal dit qu'il souhaiterait de mourir comme était mort le comte de Fontaine qui, fort âgé, fut tué à cette bataille (4) ».

Monsieur le Duc d'Angoulême : esprit adroit [*mais fort intéressé* (5)], *entendu aux ordres de la guerre, mais accoutumé à la pratique du passé, où les vieux capitaines n'avaient d'autre*

(1) Voir Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VIII, p. 737.

(2) Variante ajoutant *deux* d'après le manuscrit 15 644, ancien Saint-Germain Harlay. Cette variante ajoutée donne la date de la rédaction du document : 1641.

(3) *Mémoires du Duc de La Force, maréchal de France*, t. III, p. 148.

(4) Voir aussi *Le Maréchal de La Force*, par le duc de la Force, de l'Académie française ; et l'étude de M. A. Ledieu dans *Esquisses militaires de la guerre de Trente ans* (p. 1-55).

(5) Ajouté de la main de Le Masle sur le manuscrit 15 644.

soin que de vivre dans leur commandement sans rechercher les occasions de faire de grands effets; s'est trouvé pour ces raisons et pour ses gouttes peu propre aux emplois des armées.

Charles de Valois, duc d'Angoulême, pair de France, comte d'Auvergne, etc., fils naturel du roi Charles IX et de Marie Touchet, né le 18 avril 1573, mort à Pau le 14 septembre 1650. Sa vie aventureuse présente un tableau animé de ce que fut l'histoire de France pendant près d'un siècle. Diplomate, lettré (1), général parfois heureux, il est dépeint admirablement par Richelieu, comme l'image du « vieux capitaine ». Ces quelques lignes donnent tout l'esprit de la réforme du haut personnel telle que la concevait le cardinal.

Monsieur le Maréchal de Vitry: courageux, mais si intéressé, si brutal et si incompatible que le Roi n'a pas eu seulement sujet de ne lui pas donner d'emploi dans la guerre, mais a été contraint de le priver de son gouvernement.

Ce Vitry (Nicolas de L'Hôpital, marquis, puis duc de Vitry) est, comme on le sait, le meurtrier du maréchal d'Ancre ; il dut à cet exploit les honneurs de sa carrière militaire. Le jugement porté ici par Richelieu est confirmé notamment par le cardinal de Retz, qui l'avait connu lorsque tous deux étaient « commensaux d'un commun maître » à la Bastille : « Il avait peu de sens, dit le coadjuteur, mais il était hardi jusqu'à la témérité et l'emploi qu'il avait eu de tuer le maréchal d'Ancre lui avait donné dans le monde, quoique fort injustement à mon avis, un certain air d'affaire et d'exécution. » Il n'est pas démontré que Richelieu n'eût pas gardé l'un de ces plats de vengeance qui se mangent froids, contre l'homme qui avait chassé du pouvoir le premier ministère dont il eût fait partie. Vitry, d'ailleurs, prêtait le flanc : se croyant assuré de la faveur de Louis XIII, il se montrait partout le plus important et le plus insupportable des hommes.

L'incident qui donna lieu à la mesure prise contre lui est connu. C'est sa querelle avec le cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, qu'il traita de « cagot » et de « bréviaire » et qu'il frappa de son bâton (comme l'avait déjà fait le duc

(1) Il a écrit, à la demande de Richelieu, pour sortir de la Bastille, des *Mémoires particuliers... sous les règnes de Henri III, Henri IV, régence de Marie de Médicis, Louis XIII*, Didot, 1756.

d'Épernon à Bordeaux) dans un conseil tenu le 6 décembre 1636, à Cannes, au moment où, se conformant aux ordres exprès du cardinal de Richelieu, la flotte allait procéder à l'attaque des îles de Lérins. En réalité, on se disputait, sous des prétextes divers, l'honneur du commandement. Vitry souleva, par cette violence, l'indignation générale. La reprise des îles, que Richelieu avait tant à cœur, fut manquée (1).

On trouve là un exemple caractéristique des difficultés que les disputes et les dissentiments entre les « bêtes d'attelage » apportaient au succès des entreprises militaires. Nulle conscience morale ou professionnelle ne réprimait ces accès d'ambition et de jalousie personnelles qui entravaient si cruellement l'œuvre de Richelieu (2). Vitry passa les dernières années du règne de Louis XIII à la Bastille, où il complota avec rage contre Richelieu. Il fut libéré après la mort du Roi et mourut en septembre 1644.

Monsieur le Duc de Chaulnes : autant reconnu de tout le monde affectionné à l'État que peu propre aux emplois de l'armée.

Honoré d'Albert, sieur de Cadenet, frère du connétable de Luynes, portant le nom et les armes de Chaulnes par suite de son mariage avec Charlotte d'Ailly, héritière par sa mère du comté de Chaulnes. Il fut fidèle à la Royauté et au cardinal. D'un caractère aimable et sûr, il devint gouverneur de Picardie et maréchal de France. Il commanda à diverses reprises les troupes qui opéraient dans sa province; mais, ainsi que l'indiquent les lignes ci-dessus, sans que lui ait jamais été reconnue une valeur militaire quelconque. Dans l'étude que lui a consacrée M. A. Ledieu (3), les lettres de blâme à lui adressées par Richelieu abondent. Le plus singulier, c'est que, portant sur lui ce jugement, Richelieu l'ait encore désigné, en

(1) Voir tout le détail de la querelle et les pièces officielles échangées à ce sujet, dans *Correspondance de H. d'Escoubleau de Sourdis*, publiée dans la *Collection des Documents inédits*, par Eugène Sue, 1839, in-4, t. I, p. 191 et suivantes.

(2) Sur le tourment que ces querelles entre les chefs d'armée donnèrent à Richelieu et sur les raisons qui l'avaient poussé, au début, à ne pas recourir toujours au commandement unique, voir les renseignements fournis par Aubery dans l'*Histoire du Cardinal Duc de Richelieu*, édition Pierre du Marteau, in-16, t. II, p. 367.

(3) Ouvrage cité, p. 128.

avril 1640, pour commander, simultanément avec le maréchal de Châtillon, une armée de vingt mille hommes environ qui devait agir en Flandre (1). Rien n'indique mieux l'embarras où se trouvait Richelieu pour ces désignations, et le prix qu'il attachait à la fidélité.

Monsieur le Maréchal de Créqui : grand cœur, peu de conduite, sans secret, homme peu appliqué, paresseux, capable le cul sur la selle ; n'est sorti des emplois que par la mort.

Charles Ier de Blanchefort Créqui, sire de Créqui et de Canaples, duc de Lesdiguières, était héritier de la maison de Créqui. Par son mariage avec Madeleine de Bonne, fille du connétable, il devint duc de Lesdiguières, lieutenant du Dauphiné. C'était encore un de ces hommes que leur naissance, leur autorité dans l'une des importantes provinces du Royaume et, d'ailleurs, un courage incontestable rendaient en quelque sorte intangibles. Il s'était attiré, en novembre 1635, le mécontentement du duc de Savoie (dont l'alliance était si nécessaire à la France) et par suite de la cour de France, en raison de son manque de jugement et de son entêtement au siège de Valenza, qu'il avait dû lever finalement. Cependant, Richelieu le ménageait; on le voit dans la lettre qu'il lui écrivait le 18 novembre de cette année (2). Chavigny, de son côté, écrivait à Particelli d'Hémery, ambassadeur à Turin : « Il est important de laisser Créqui en Italie parce que *l'armée est composée, en grande partie, des soldats de son gouvernement*... Si, après cela, vous voyez que la mésintelligence avec le duc de Savoie est sans remède, vous pouvez dire à Son Altesse Royale que le Roi donnera un autre emploi au duc de Créqui et le remplacera par un autre maréchal (3). » Créqui continua à commander en Italie ; il fut tué d'un coup de canon, sur la frontière du Milanais, alors qu'il se portait à la défense du fort de Bremo, le 17 mars 1638.

Monsieur de Montmorency : beaucoup de cœur, peu de capacité, infidèle sur la fin.

Cette note, si brève, prouve que la blessure qu'avait laissée

(1) Voir Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 681.
(2) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. V, p. 349.
(3) *Ibidem*, note.

dans l'âme de Richelieu, la mort de Montmorency, était encore saignante. On a raconté que Louis XIII, à son lit de mort, avait dit au prince de Condé son regret de n'avoir pas montré plus d'indulgence (1). Ce sentiment, s'il a été exprimé, s'explique par le mouvement de réaction qui se manifesta, autour de Louis XIII, contre les sévérités du cardinal défunt. Mais le Roi lui-même avait beaucoup à se faire pardonner. En somme, le jugement formulé par le cardinal reste juste. Montmorency n'avait d'autre qualité militaire que son courage. Mais, poussé par ses origines, par sa femme, par son entourage, il fut le héros de l'infidélité. Ce sont les exigences de l'unité française, plus encore que ses fautes, qui l'abattirent.

Monsieur le Maréchal de Schomberg : fidèle, courageux, heureux et qui n'est sorti des emplois que par la mort.

Il s'agit du premier des deux maréchaux de ce nom qui servirent sous le règne de Louis XIII, Henri, duc de Schomberg, né en 1583 à Paris. Richelieu ne pouvait pas oublier le soldat de toute fidélité qui avait contribué à la prise de Pignerol, délivré Casal, assiégé et vaincu Montmorency. Il le juge en ces termes dans ses *Mémoires* : « C'était un gentilhomme qui faisait profession d'être fidèle et tenait cette qualité de sa nation. Il avait moins de pointe d'esprit que de solidité de jugement; il le montra en la charge de surintendant des finances, en laquelle, sans s'être enrichi d'un teston et ayant toujours conservé l'intégrité ancienne, néanmoins sous lui les financiers n'abusèrent pas de sa facilité. Il était homme de grand cœur, de générosité et de bonne foi. » Richelieu l'avait appelé auprès de lui dès 1624. Schomberg mourut d'apoplexie, le 1er septembre 1632.

Monsieur le Maréchal de Marillac : déloyal et infidèle jusques au point auquel il a paru par son procès qui lui a ôté les emplois en lui ôtant la vie.

Il suffit, pour expliquer ce jugement sévère, de renvoyer au tome III de l'*Histoire du Cardinal de Richelieu*, où se trouve exposée toute la carrière du maréchal, frère du garde des Sceaux. Ces deux hommes furent, pour Richelieu, les types mêmes de l' « infidélité ».

(1) Voir *Histoire de Richelieu*, t. III, p. 401, 402.

Monsieur le Maréchal d'Effiat : fidèle, courageux, à hauts desseins, bien que déréglé en iceux ; n'est sorti des emplois que par la mort.

L'un de ces hommes d'exécution que le cardinal sut grouper autour de lui, et l'un des plus dévoués : financier, gouverneur de province, diplomate, toujours excellent. Il assura au gouvernement de Richelieu des finances saines après le grand gaspillage de la première partie du règne. Il servit à La Rochelle, en Piémont, en Alsace. Maréchal de France le 1er janvier 1631, il commanda l'armée envoyée pour rétablir l'Électeur de Trèves dans ses États; il avait alors auprès de lui Sublet de Noyers. Il était en passe du plus bel avenir militaire, lorsqu'il mourut des fièvres, le 27 juillet 1632, âgé de cinquante et un ans. La réserve que Richelieu glisse dans l'éloge qu'il fait de lui, — *à hauts desseins, bien que déréglé en iceux,* — vient sans doute du parti qu'avait pris d'Effiat de se retirer de la Cour, en 1629, parce qu'on lui faisait attendre le bâton de maréchal. Il fut, comme on sait, le père de Cinq-Mars (1).

• *Monsieur le Cardinal de La Valette : a toujours témoigné une extraordinaire affection, beaucoup de cœur, moins de fortune et d'expérience en la guerre que de zèle, bien qu'il ait eu grand part à la ruine de l'armée de Galas, qui périt en Bourgogne par ses soins et ceux de M. de Weimar.*

Il se montra également un des plus sûrs et plus fidèles amis de Richelieu, ayant à cela bien du mérite, puisque, par son père, le fameux duc d'Épernon, par son frère, le duc de La Valette, il était entouré d'adversaires plus ou moins déclarés du cardinal. Il appartient à cette série de prélats qui furent employés aux armées, faute d'autres assurément. Le jugement que Richelieu porte sur ses aptitudes militaires résume assez bien sa carrière dans le commandement des armées. Mais, en dépit de certaines insuffisances, il continua de servir jusqu'à la fin. En certaines circonstances, son mérite et même, on pourrait dire, sa fortune dépassèrent ce qu'on attendait de sa fidélité : au combat de Vaudrevanges, le

(1) Les lettres patentes de maréchal de France, données au marquis d'Effiat, sont à la Bibliothèque nationale, manuscrits français 3 886, pièce 63. Le Vassor observe qu'elles contiennent un détail généalogique ridicule, Effiat étant *dubiæ nobilitatis.*

27 septembre 1635, lui et le duc de Saxe-Weimar réunis repoussèrent victorieusement deux attaques successives des Impériaux commandés par Galas et supérieurs en nombre, les mettant en une déroute complète (1).

Le jugement formulé ici par Richelieu est rendu apparemment sous l'impression de la lenteur que montra le cardinal de La Valette et du peu de succès qu'il obtint dans la campagne du Piémont (1638-1639). On lui envoya Turenne pour le seconder. Richelieu lui écrivit alors : « Souvenez-vous, je vous supplie, que la diligence, la fermeté aux résolutions et la hardiesse à exécuter sont l'âme des affaires de la guerre... » Mais il ajoutait aimablement : « Ce que je remarque d'autant plus volontiers que je sais que votre naturel vous porte à ce que je propose (2)... » Richelieu n'oublia jamais le service que le cardinal de La Valette lui avait rendu lors de la journée des dupes. Il lui écrivit, après l'échec de Verceil : « Si je pouvais me mettre en quatre, je le ferais de bon cœur pour vous secourir; vous connaissez mon affection et le feu avec lequel je sers non seulement mon maître, mais mes amis (3). »

En septembre 1639, La Valette, affecté par ses propres difficultés et plus encore, peut-être, par l'affaire de Fontarabie, qui amenait une rupture décisive entre le duc son frère et Richelieu, fut pris de fièvre; il devait mourir, le 28. La nouvelle de sa maladie affecta vivement Richelieu, qui lui envoya un médecin de Lyon. Il lui écrivit encore le 18 septembre, et quand la nouvelle de la mort parvint à Paris, quoiqu'il fût au plus mal avec le duc d'Épernon, il écrivit à celui-ci une lettre qui nous découvre un Richelieu peu connu : « Si on pouvait racheter un tel ami par son sang, j'en donnerais beaucoup du mien pour le recouvrer (4). » Les services militaires rendus par le cardinal de La Valette ont été exposés dans le plus grand détail et avec la plus abondante clarté dans l'un de ces excellents livres que le vicomte de Noailles a consacrés aux grands généraux du règne de Louis XIII (5).

(1) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. V, p. 268, note.

(2) *Ibidem*, t. VI, p. 471.

(3) *Ibidem*, t. VI, p. 65.

(4) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 531.

(5) *Le Cardinal de La Valette, lieutenant général des armées du Roi*, 1635-1639, Perrin, in-8°, 1906.

M. le Duc de Longueville : plein de cœur et de fidélité, mais de santé si faible qu'il s'est retiré lui-même de ses emplois.

Il semble que Richelieu reporte sur la santé du duc de Longueville certaines réserves réciproques qui marquèrent, en tout temps, les relations du cardinal avec « le plus grand seigneur du Royaume après les princes du sang ».

Henri II d'Orléans, duc de Longueville, descendant du fameux Dunois, était, dans toute la force du terme, un grand, par conséquent de ceux dont le cardinal avait pris à tâche d'ébranler la situation dans le royaume. Longueville, jeune encore (il était né en 1595), avait d'abord figuré parmi les mécontents, et, en 1626, il était entré, assure-t-on, dans un complot contre le cardinal; mais son tempérament ne le portait pas à l'intrigue et il prit le parti d'une sorte de docilité qu'on ménageait parce qu'elle n'était peut-être pas tout à fait sûre. Il se distingua à la tête des armées qu'on lui confia en Italie, en Allemagne. On le retira doucement des emplois militaires pour lui confier de hautes missions diplomatiques.

Comme on le sait, il fut mis, sous la Régence d'Anne d'Autriche, à la tête de la délégation des plénipotentiaires de la France qui négocièrent la paix de Westphalie. Victor Cousin, qui a écrit sur la célèbre duchesse de Longueville, sœur du prince de Condé, un livre fortement documenté, peint le duc en ces lignes qui confirment, en somme, le jugement de Richelieu : « Le duc de Longueville était un vrai grand seigneur. Il était brave et même militaire assez habile, libéral jusqu'à la magnificence, d'un caractère noble, mais faible, facile à entraîner dans les entreprises téméraires, pourvu que les apparences en fussent belles, mais en sortant avec encore plus de facilité (1). » Deux phrases achèveront le portrait ; l'une du cardinal de Retz : « C'était l'homme du monde qui aimait le plus le commencement de toutes les affaires », et l'autre du duc de La Rochefoucauld : « Il entrait facilement dans les partis opposés à la Cour et il en sortait avec encore plus de facilité. »

M. le Duc [de Rohan] (2) : *homme d'affaires, de peu de cœur et de nulle fidélité.*

(1) *La Jeunesse de Madame de Longueville*, édit. in-12, p. 203.
(2) De la main de Le Masle.

Ces quelques mots, violents et injustes, ne font que traduire le sentiment du cardinal, qui gardait rancune au plus redoutable adversaire qu'il eût rencontré à la tête du parti protestant. Il s'agit du fameux Henry de Rohan, auteur des *Mémoires* (dont Brienne, entre parenthèses, attribue la rédaction à Benjamin Priolo), du *Parfait Capitaine*, de l'*Intérêt des Princes et États de la Chrétienté*, etc., l'un des hommes les plus marquants de cette génération. Richelieu avait conçu le dessein de recourir à ses hautes facultés militaires quand il s'appuya, en Allemagne, sur le parti protestant, et il lui confia le commandement de l'armée opérant en Valteline en y ajoutant les pouvoirs pour traiter avec les cantons suisses protestants et avec la République de Venise. Mais après quelques succès, Rohan se considéra comme isolé, abandonné, se plaignant d'être laissé sans argent et sans ressources. Les Grisons traitaient avec l'Espagne. Rohan se rendit à Genève et la Cour considéra ce départ comme une faute grave, une sorte de trahison, d'où l'accusation de « nulle fidélité » (mars 1637). Un ordre secret fut même donné pour arrêter le duc (1).

Voici comment Richelieu, dans ses *Mémoires*, exprime son opinion sur la conduite du duc de Rohan : « Ce qui le condamne, c'est de s'être retiré du service du Roi, de n'être point venu commander l'armée en la Franche-Comté et d'être demeuré à Genève... Pourquoi ne vouloir absolument point venir en ladite armée? Il ne peut y en avoir aucune raison, sinon qu'il craignait qu'on se saisît de sa personne... D'alléguer qu'on lui avait mandé de Paris qu'on le voulait arrêter, c'était un dire » (un dire qui avait son fondement, puisque l'ordre a été donné). Bref, continue Richelieu, c'était lui-même qui se jugeait coupable : ce que nous avons marqué pour faute passait pour crime d'État en son opinion, qui, ayant de très grandes lumières des choses du monde, savait assez connaître ce qui était bien ou mal. »

Rohan finit par prendre du service, à titre de simple volon-

(1) L'instruction donnée à l'intendant d'Estampes pour cette arrestation est publiée par le vicomte de Noailles dans son volume, *le Maréchal de Guébriant*, p. 60, où l'affaire de cette rupture entre Rohan et Richelieu est l'objet d'une étude approfondie. — Il faut voir aussi l'explication donnée par Rohan sur les faits qui lui étaient reprochés, dans *Manifeste du duc de Rohan sur les dernières occurrences arrivées au païs des Grisons et de Valteline*. Edition des *Mémoires du Duc de Rohan*, publiée en 1646 par les Elzévirs, petit in-12, 2e partie, p. 123.

taire, dans l'armée du duc de Saxe-Weimar et il mourut le 13 avril 1638, des suites d'une blessure reçue en combattant héroïquement à la bataille de Rheinfelden (1).

Monsieur, frère du Roi : de si haute qualité et si peu appliqué que, bien qu'il ait beaucoup d'esprit et beaucoup de connaissance, ce n'est pas son fait de s'abaisser aux emplois militaires, ainsi qu'il parut particulièrement au siège de Corbie.

A diverses reprises, Richelieu avait poussé le frère du Roi vers le commandement des armées, à La Rochelle, en Picardie, lors de la campagne de Corbie. Mais ce fils de Henri IV n'aimait pas les camps. D'autres plaisirs l'attiraient, et, d'abord, le compagnonnage de ses familiers : comme Louis XIII, comme Louis XVIII, ce prince ne pouvait se passer de favoris. Sa jeunesse avait pris, auprès des gens qui l'entouraient, de mauvaises habitudes d'esprit, le libertinage, la grossièreté du langage et des mœurs, les tares de la désoccupation (2).

La jalousie du Roi l'éloignait aussi des fonctions où il y aurait eu des devoirs à remplir, des services à rendre et de la gloire à acquérir. On le vit bien sous la Régence d'Anne d'Autriche, où se découvrirent certaines qualités de sa nature qui n'avaient pas échappé à Richelieu. Sous peine de donner l'éveil aux soupçons du Roi, Richelieu le prenait le plus souvent avec Monsieur sur un ton de badinage et même de légère grivoiserie qui donnait comme la mesure des rapports autorisés : car, trop soutenus, ils eussent pu devenir dangereux pour l'un comme pour l'autre. Mais, les distances une fois observées, les querelles politiques n'allaient jamais, semble-t-il, jusqu'à une haine profonde. Goulas et Montrésor ont raconté comment, à Amiens, Monsieur ne put se résoudre à faire le signe qui aurait décidé de l'assassinat du cardinal.

Au fond, Monsieur fut dangereux tant qu'il fut héritier. A la naissance d'un Dauphin, ses ambitions et son esprit de rébellion se noyèrent dans des torrents de larmes (3). « Le

(1) La vie du duc de Rohan a été écrite, à l'aide des documents d'archives, par M. Auguste Laugel : *Henry de Rohan, son rôle politique et militaire sous Louis XIII*. Firmin-Didot, 1886, in-8°.

(2) Voir le chapitre des *Mémoires de Nicolas Goulas* : « Monseigneur quitte la demoiselle de Blois et s'embarque avec Louison de Tours ; ses galanteries, etc. » (*Société de l'Histoire de France*, t. I, p. 321.)

(3) Goulas, t. I, p. 329.

prince ressentit une douleur extrême au coup inopiné que lui donna la fortune en cette rencontre, coup qui ruinait toutes ses espérances ; et, ayant joué excellemment plusieurs jours de suite, il s'en alla à Limours, où, se découvrant à ses confidents, il se plaignit de son malheur avec mille larmes qui lui coulaient le long des joues comme deux ruisseaux. » En somme, c'était un être assez mal venu ; le sang de la « grosse banquière » avait singulièrement alourdi et gâté le sang vif du Béarnais. Les *Mémoires* attribués à Gaston, — et publiés par Cl. Barbin en 1685, — ne sont certainement pas rédigés par lui. L'auteur paraît être le sieur de Martignac (Étienne Algay de Martignac), qui semble s'être inspiré des documents émanant du prince, car le récit repose sur des données exactes et curieuses.

Monsieur le Comte de Soissons : prince de beaucoup d'apparence et de peu de subsistance, du tout mal intentionné et contre le Roi et contre son État, ainsi qu'il l'a fait voir jusqu'à sa mort.

Celui-ci est un véritable héros de roman et il fut, en effet, le héros de l'ouvrage anonyme, *les Amours du Comte de Soissons et de Madame la Duchesse d'Elbeuf*, publié en 1639 chez Westein et Smith à Amsterdam et, de nouveau, par M. de Maricourt, sous un titre un peu différent. Ballottée entre ses origines quasi royales, ses ambitions, ses intrigues, ses dons, ses entourages, ses chances et ses malchances, sa vie offre des traits dont les uns pourraient être de Corneille, d'autres d'Honoré d'Urfé, d'autres de Cyrano. Il manqua la fortune à tous les tournants de son action, y compris le dernier, puisqu'il mourut en pleine victoire, à La Marfée.

Il avait hérité de son père, Charles de Bourbon, comte de Soissons, dernier des fils de Louis Ier, prince de Condé, les avantages et les inconvénients d'être le cadet d'une branche cadette qui pouvait être appelée au trône et qui n'en put jamais toucher même le premier degré. Portant aussi le nom de Louis, il était né en 1604. Son père étant mort après une vie elle-même très agitée, il fut lancé tôt et avec l'inexpérience d'une jeunesse impétueuse dans les intrigues de la Cour. Robuste et adroit, il fut soldat ; prince, il commanda ; sa belle mine et son courage le distinguèrent ; le Roi l'aima ; Richelieu le surveilla ; Gaston l'attira ; les femmes se le disputèrent.

Cette fortune paraît l'avoir enivré. Richelieu, le voyant avec le vent dans les voiles, aurait conçu le dessein de le gagner comme il en avait gagné tant d'autres et de lui faire épouser sa nièce, Mme de Combalet, duchesse d'Aiguillon : « Monsieur le Comte, dit le cardinal de Retz, avait donné beaucoup de jalousie au ministre par son courage, par ses manières gracieuses et par sa dépense ; il avait surtout commis le crime capital de refuser le mariage de Mme d'Aiguillon. »

On n'avait pas pu ne pas lui donner un commandement lors de la grande guerre, en 1635, et on l'avait mis à la tête d'une armée en Picardie, lorsque les Espagnols, ayant envahi cette province, enlevèrent Le Catelet et Corbie. L'année suivante, « Monsieur le Comte » exerçait le commandement sous Monsieur dans la campagne pour la reprise de Corbie, où Richelieu jouait une partie suprême ; le comte de Soissons s'était joint au complot qui avait pour but l'assassinat du cardinal, et qui n'échoua que par le manque de décision du duc d'Orléans. Les deux princes quittèrent l'armée précipitamment et Soissons se réfugia pendant quatre ans à Sedan près du duc de Bouillon.

Là se trafiqua la grande conjuration qui regroupait tous les adversaires de Richelieu et qui comptait bien en finir cette fois avec lui. La bataille de La Marfée fut une journée aussi extraordinaire, mais plus tragique que la journée des dupes. L'armée royale, commandée par le maréchal de Châtillon, fut battue, et Soissons fut tué en pleine victoire, d'une manière aussi mystérieuse que Gustave-Adolphe à Leipzig.

Ainsi périt ce héros de roman, qu'un roman du temps et de l'école de Mme de La Fayette peint en ces termes : « Jamais prince ne fut recommandable par tant de belles qualités que le feu comte de Soissons, qui fut tué à la bataille de Sedan. Tout répondait en lui à l'éclat de son rang. Il joignait à une taille belle et avantageuse, un visage doux et majestueux et un esprit fin et délicat... Sa libéralité était excessive et malgré ses grands biens et la plus belle charge de la Cour, il était souvent hors d'état de satisfaire le goût qu'il avait de donner. Plusieurs ont prétendu que ces belles qualités furent ternies par une trop grande ambition... » Le roman embellit les choses et les héros. Soissons avait été du complot de Chalais

et on attribue précisément à Chalais ces paroles, plus dures et plus vraies peut-être, qu'il aurait prononcées au moment de mourir : « M. le Comte de Soissons en pleurera avec sa mère; mais ce n'est qu'un zéro. »

Monsieur le Prince : affectionné, intéressé, nulle capacité, nulle expérience au fait de la guerre et malheureux en ses entreprises.

Si l'on voulait faire un exposé des relations d'Henri de Bourbon, prince de Condé, avec Richelieu, — ne fût-ce qu'au point de vue militaire, — il faudrait reprendre l'histoire entière du règne. De naissance douteuse (1), peu estimé, peu estimable, non seulement avare et cupide, ayant fait argent de tout, même de sa fidélité, ce prince n'avait ni instinct ni éducation ni capacité militaires. Le duc d'Aumale, qui ne peut être sévère pour ce membre d'une famille d'où venait à la sienne Chantilly, fait le portrait de ce singulier général par petites touches : « Il manquait d'élan, il négligeait le combat, il administrait la guerre. Les soldats le voyaient rarement, il se tenait loin des troupes... Les rapports avec lui n'étaient pas sûrs... ». Et l'historien conclut en apologiste discret : « En somme, s'il a été trop sévèrement jugé, il est certain qu'il fut, comme soldat, en dehors des traditions de sa race ; ce n'est pas sa conduite militaire qui mérite l'attention de la postérité (2). »

Il faut demander à Richelieu lui-même comment les nécessités du régime le forçaient en quelque sorte de confier le commandement des armées à cette incapacité notoire : « Le Roi ayant reconnu qu'il est très important au bien de ses affaires que les armées soient commandées par des personnes dont la dignité et l'autorité puissent contribuer à mettre toutes choses en bon état et obliger chacun à faire son devoir, Sa Majesté a choisi mondit Sieur Prince, etc... » Ces lignes sont en tête d'un mémoire daté de 1639 (par conséquent précédant de peu la présente note). Elles concluent à donner le commandement en Guyenne, Béarn, Navarre, Pays de Foix

(1) Voir l'étude de M. René La Bruyère, *Henri IV, Charlotte de la Trémoille et son page*, relatant les circonstances mystérieuses qui accompagnèrent la mort d'Henri, prince de Condé et la naissance du nouveau prince, Louis. Édit. Roger, in-4°.

(2) *Histoire des Princes de Condé*, t. III, p. 417.

et Languedoc au prince de Condé. Les graves événements de Fontarabie et de la frontière d'Espagne confirmèrent, dans l'esprit du Roi et de son ministre, la fâcheuse impression que laissaient du prince l'insuccès du siège de Dôle et tant d'autres circonstances antérieures. On connaissait l'homme, mais ce qu'on payait si cher, c'était sa fidélité ou mieux l'étalage, le chantage de sa non-infidélité. Au même moment, Richelieu lui dispensait largement le blâme, tout en se réservant de mettre un baume sur la blessure : « S'il vous eût plu croire vos amis, vous eussiez été bien plutôt en état de réparer les malheurs passés et correspondre à l'attente que l'on doit avoir de vous cette année; telles longueurs donnent tant de temps aux ennemis de se préparer que, si on les avertissait de ce qu'on veut faire, ils n'auraient pas plus de commodité de se disposer à rendre nos entreprises vaines (1)... »

Pour cette fois, on avait flanqué le prince commandant en chef du maréchal de Schomberg (le second du nom); mais Condé traitait son adjoint de telle façon que le cardinal, pour ne pas laisser les choses s'envenimer jusqu'à une rupture, crut devoir prier instamment Schomberg de tout supporter : « Je vous prie de ne prendre point garde à certaines humeurs promptes de Monsieur le Prince, qui n'est pas maître de certains mouvements, dont sa constitution naturelle et l'affection qu'il a au service du Roi sont la source. Vous savez bien que je vous ai toujours été ce que je vous suis... ». Cependant le cardinal ne manquait pas de faire tinter aux oreilles du prince le son agréable des écus. Voulant obtenir de lui un effort considérable pour le siège de Saint-Sébastien, il lui écrivait : « Après cela votre campagne sera glorieuse et vos amis, entre lesquels vous trouverez bon que je me mette à la tête, n'oublieront pas vos intérêts et conjureront le Roi, qui aura beaucoup gagné par la prise des vaisseaux, que vous ayez lieu de vous louer de ses libéralités. »

En retour, Henri de Bourbon-Condé paya largement : il eut pour fils le Grand Condé!

Monsieur le Maréchal d'Estrées: plus capable de brouilleries de Cour que d'emplois de guerre, auxquels il est très malheu-

(1) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 346.
(2) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 68.

reux et desquels, pourtant, il n'est sorti que par désertion, ayant quitté l'armée d'Allemagne sans avoir eu ordre (d'une autre main) *et sans avoir son congé.*

C'était encore un de ces grands que l'on ménageait, tantôt ami, tantôt adversaire du cardinal. Marquis de Cœuvres, protestant d'origine, tenant sa place à la Cour, il s'était d'abord consacré aux armes et il avait rendu quelques services militaires sous la Régence de Marie de Médicis : c'est lui qui commandait en Valteline et qui battit l'armée pontificale, placée sous les ordres du cardinal Bagny; ce succès lui valut le bâton de maréchal. On lui donna ensuite un commandement à Mantoue et il servit, à diverses reprises, en Italie. On l'avait mis auprès de la Reine mère consignée à Compiègne. Mais il s'était mêlé à la cabale de Châteauneuf et de la Chevreuse, et voilà ce que Richelieu ne lui pardonna point. Le maréchal d'Estrées était à la tête d'une armée en Allemagne et il venait de prendre Trèves lorsque Châteauneuf fut disgracié; il s'émut et quitta Trèves ainsi que son commandement, sans congé, pour s'abriter en lieu sûr : et cela non plus, Richelieu ne l'oublia pas.

D'Estrées demanda et obtint son pardon, mais sans reprendre d'emploi militaire. Il avait été, une première fois, ambassadeur à Rome et il avait contribué à l'élection de Grégoire V. On le nomma de nouveau à la même ambassade; mais ses exigences, sa hauteur, son caractère fantasque finirent par le rendre insupportable à la cour d'Urbain VIII et aux Barberins, qui demandèrent avec insistance son rappel à l'occasion d'une histoire d'assassinat assez mystérieuse (1). Richelieu, après avoir hésité quelque temps, finit par donner à d'Estrées l'ordre de rentrer à Paris. Mais, pour la seconde fois, celui-ci se méfia; il aurait dit alors, « qu'il y avait déjà deux maréchaux de France à la Bastille (Vitry et Bassompierre) et qu'il n'avait pas envie d'être le troisième ». Il gagna Parme et se mit à l'abri près de son ami, le duc. Il ne devait rentrer en France qu'après la mort de Richelieu. Plus diplomate que soldat, c'était un homme prudent.

Monsieur le Maréchal de Toiras : artificieux, ambitieux, brouillon dans la Cour, dont la conduite fut déloyale au fait de

(1) Voir le document trouvé par Stendhal et publié par les éditeurs de Tallemant, *Historiettes*, t. I, p. 390.

Casal et de Monsieur; n'est sorti des emplois que par la mort.

Ces lignes surchargent une page des plus obscures et des plus pénibles de la vie de Richelieu. Tout porte à croire que ce génie supérieur, pour une fois, fut jaloux, — jaloux de Toiras. Jean du Caylar de Saint-Bonnet (1), maréchal de Toiras, était un homme de haut mérite, résolu, réfléchi, digne, brave jusqu'à l'héroïsme, à qui l'on ne pouvait reprocher qu'une confiance excessive en soi-même, et des emportements de vivacité et de colère au cours desquels il ne se possédait plus. Soldat, né d'une famille de soldats, Gascon, ayant cette ardeur et cette finesse du midi, il avait su gagner, dès sa jeunesse, la faveur du Roi, comme on la gagnait alors, par la familiarité des chasses et des écuries : il fut capitaine de la volerie royale, ce qui évoque le souvenir de la carrière d'un Luynes. Levassor, dont le témoignage est souvent suspect, écrit : « Le cardinal craignait que Sa Majesté, dégoûtée de Baradas, n'appelât Toiras auprès d'elle et que celui-ci, d'un mérite supérieur, ne se rendit maître de l'esprit du Roi (2). » Quoi qu'il en soit, Toiras fut éloigné ; et, en raison même de ses mérites reconnus, on l'envoya où il y avait des services à rendre : il fut nommé gouverneur du fort Louis, près de La Rochelle. Son éloignement le grandit : il repoussa Soubise, qui tentait une descente dans l'île de Ré. Au siège de La Rochelle, il se couvrit de gloire en défendant l'île contre les Anglais.

Après le grand succès de La Rochelle, il est l'homme indispensable. Il s'enferme à Casal, s'y distingue par son énergie, sa constance, son savoir-faire et finalement il sauve la place (3). Il est fait maréchal de France. Richelieu l'accable de louanges et de faveurs, non sans le surveiller du coin de l'œil. Car deux frères de Toiras, dont l'un évêque de Nîmes, se portaient vers la cause de Marie de Médicis et du duc d'Orléans. La méfiance, la jalousie peut-être voulurent voir là un double jeu du maréchal lui-même. Toiras se tint sur la réserve, son attitude générale restant froidement correcte. Il écrivit au cardinal : « Vous savez, monseigneur, que ma plus grande ambition est de donner des preuves de mon inviolable

(1) Première baronnie de l'évêché de Lodève en Languedoc.
(2) Tome III, p. 81.
(3) Voir notre *Histoire de Richelieu*, t. III, p. 262 et suivantes.

fidélité dans toutes les occasions où l'honneur et le bien du service de Sa Majesté m'appellent. » Une lettre du Roi, confirmée par une lettre de Richelieu, prend acte, sur un ton de confiance, quelque peu nuancée : « Encore que je sache bien que vous ne prenez aucune part dans la rébellion de l'évêque de Nîmes et du sieur de Restenclaires, vos frères..., j'aurai soin de votre fortune et de vos intérêts (1). »

Mais, dans le même temps, si l'on s'en rapporte aux amis de Toiras, le cardinal montait l'esprit du Roi contre le maréchal. Servien, qui lui était associé pour la tractation des affaires d'Italie, procédait par voie de délation secrète. Ainsi muni, Richelieu, d'après les mêmes ouï-dire, poursuivait sa campagne auprès du Roi : « L'orgueil et l'ambition sont ses deux passions dominantes, disait-il du maréchal ; il aspire à une plus grande fortune ; mais le point d'honneur l'arrête... M. Servien vous rendra témoignage que le maréchal a confessé plus d'une fois que le dessein de se faire souverain (sans doute comme on le savait de Saxe-Weimar et comme on le disait du maréchal d'Ancre et de Richelieu lui-même) lui a souvent passé par la tête (2)... »

Toiras signa, en qualité de plénipotentiaire, au traité de Chérasco. Il attendait la récompense de ses nouveaux services. Or on commença par lui enlever le gouvernement de Casal, sous prétexte qu'on ne pouvait laisser une place de cette importance aux mains d'un homme toujours mécontent et qui avait deux frères dans le parti du duc d'Orléans. Cependant on le couvre de faveurs, un peu pour le satisfaire, un peu pour l'éloigner. Le gouvernement d'Auvergne vacant par la mort du maréchal d'Estrées, la grâce de ses frères, la promesse du cordon bleu, il obtient tout, mais à une condition, c'est qu'il reviendra à Paris. Toiras, averti d'autre part, ne crut pas devoir se jeter dans la gueule du loup. Il parlait d'aller chercher fortune en Allemagne. Richelieu lui écrivit : « Au nom de Dieu, soyez circonspect, et faites en sorte que ceux qui ne vous connaissent pas aussi bien que moi, ne s'imaginent pas

(1) *Histoire du Maréchal de Toiras, par Michel Baudier, gentilhomme de la maison du Roy, chez Sébastien Cramoisy, avec privilège du Roi, grand in-4°, illustré, 1644* (p. 235). — Le livre est dédié à Chrétienne de France, duchesse de Savoie, sœur de Louis XIII, et le privilège est daté d'octobre 1643.

(2) Levassor, *Histoire de Louis XIII*, t. IV, p. 278, et Victorio Siri, *Memorie recondite*, t. VII, p. 567.

que vous êtes capable de certaines choses, éloignées de votre pensée... » Tout cela n'était pas absolument rassurant. Toiras fit comme Guise, comme d'Estrées et tant d'autres : il resta loin de la Bastille.

Par la suite, il fut autorisé à prendre du service dans les armées du duc de Savoie, alors allié de la France, qui lui confia les fonctions de lieutenant général. Il fut tué d'une mousquetade au siège de Fontanette dans le Milanais, le 14 juin 1636. Son biographe écrit dans un style lapidaire : « Né gentilhomme, a vécu dans les vertus héroïques, est mort glorieux, les armes à la main, au service de son Roi. »

Une lettre de Louis XIII, au moment où Toiras mourait si noblement, témoigne de l'indifférence royale : « La mort du maréchal de Toiras, écrit-il, n'empirera pas nos affaires en Italie; au contraire, je crois que M. de Savoie, n'ayant plus un tel esprit avec lui, sera plus aisé à gouverner (1). »

Ce Toiras, objet d'une si injuste méfiance, fournit un thème aux adversaires du cardinal de son vivant et surtout après sa mort. On souffre de sentir séparés de tels serviteurs de la France.

Monsieur de Candale : a été reconnu, par l'épreuve qu'on en a faite, de fort petit talent.

Peu intéressant, certes, mais encombrant comme fils aîné du duc d'Épernon et frère du cardinal de La Valette et du duc de La Valette. Le cardinal de La Valette essaya de lui faire un sort dans les armées royales opérant sur la frontière du nord en 1637 ; on lui adjoignit Turenne pour commander sa cavalerie. Chavigny écrivait au cardinal de La Valette : « M. de Candale passe ici pour être un bon soldat et un bon capitaine. Cette dernière action n'a rien diminué de sa réputation. En un mot, on est très content de lui... » Mais finalement cette campagne fut un échec. Candale avait pris du service dans l'armée vénitienne; on le renvoya en Italie auprès de son frère. Il est célèbre surtout par ses amours avec la fameuse d'Olonne, avec la marquise de Castellane, etc. Il serait mort à Casal en 1638.

Monsieur le Duc de La Valette, non seulement incapable, mais mal intentionné et traître.

(1) Marius Topin, *Louis XIII et Richelieu*, p. 308.

Autre fils du duc d'Épernon; mais d'un tout autre mérite, et dont l'histoire est un épisode significatif dans la vie de Richelieu. En fait, ce qui est en cause, c'est la haute situation qu'occupe le père de ces trois enfants : Candale, le cardinal de La Valette et le duc de La Valette. Le duc d'Épernon était l'homme le plus considérable du Royaume depuis le règne d'Henri III; il avait assuré la Régence à Marie de Médicis, qu'il avait protégée, puis arrachée à la captivité de Blois. Il est le chef du parti catholique; il commande sur la frontière des Pyrénées, comme Lesdiguières sur la frontière des Alpes. Le sort de la France, de la Royauté, de Louis XIII, de Richelieu peut dépendre de lui dans les grandes crises intérieures, et notamment dans la conjuration qui dresse contre le Roi et contre son ministre Marie de Médicis, Gaston de France, appuyés sur le concours de la haute aristocratie, sur le parti catholique, sur Rome et sur l'Espagne. La rébellion assiège le duc d'Épernon et voudrait se l'assurer. On fait pression sur lui par ses fils et surtout par le duc de La Valette, déjà plus ou moins engagé, tandis que le cardinal maintient ses rapports avec la Cour et avec Richelieu.

Déjà une fois, lorsque le vieux d'Épernon s'était mis en faute jusqu'à lever la canne sur l'archevêque de Bordeaux, le duc de La Valette s'était en quelque sorte sacrifié et, pour éviter les suites graves qu'eût pu entraîner un tel scandale, avait répondu, par une déclaration solennelle, de la fidélité de la famille. Même, pour essayer d'établir, une fois pour toutes, cette fidélité, il avait consenti à épouser une Pontchâteau, parente du cardinal.

On croyait le tenir. Mais, sans doute, il était lui-même plus mécontent que satisfait de la solution conjugale. Quoi qu'il en soit, il avait donné des mains à la conjuration de Gaston et du comte de Soissons, au moment où Montrésor et Saint-Ibal montèrent à Amiens le complot qui avait pour but l'assassinat du cardinal. La Valette se trouva dégagé par l'indécision de Gaston; et le père, le duc d'Épernon, protesta auprès du chancelier Séguier dans des termes qui, il est vrai, ne donnèrent entièrement satisfaction ni à Richelieu ni au Roi, mais qui laissaient les choses en état. Quant au duc de La Valette, il se montrait sans empressement dans ses relations avec le cardinal, et notamment dans l'affaire du jugement d'un de ses

amis, le Bec-Crespin, qui avait capitulé un peu hâtivement à La Capelle ; il se butait en une sorte de réserve froide où il y avait aussi un calcul.

Il crut avoir gagné la partie, lorsque la prolongation des hostilités entre la France et l'Espagne mit en péril la frontière des Pyrénées. Le sort de la guerre pouvait dépendre maintenant de l'attitude que prendraient les d'Épernon. Le vieux mignon de Henri III vivait toujours. Lui et son fils le duc pouvaient, selon leurs intérêts ou leurs ambitions, décider du concours que le midi de la France apporterait à la défense de cette frontière. Richelieu crut faire un coup de maître, en donnant à Condé, premier prince du sang, le commandement de l'armée qui, après avoir pris Fontarabie et Saint-Sébastien, devait pénétrer au cœur de l'Espagne, et en lui adjoignant pour lieutenant général le duc de La Valette. C'était, une fois de plus, le fameux jeu, aussi indispensable qu'impraticable, des « bêtes d'attelage » : deux grands liés pour se surveiller l'un l'autre, et qui ne pensaient qu'à se quereller !

Il faudrait suivre dans le détail cette affaire de Fontarabie qui pesa d'un poids si lourd sur les dernières années de Richelieu. C'est un drame où toutes les péripéties se succèdent, la confiance, le doute, les fautes, les sentiments contraires, la fortune et l'infortune, la justice et les injustices, et, finalement, une sanction qui frappe le duc de La Valette et dont la rigueur reste un problème.

Quelques précisions seulement pour indiquer sur quels points portent les reproches et faire comprendre les motifs de la sévérité déployée à l'égard du duc de La Valette : le siège de Fontarabie, qui a donné tant d'espérances, qui a gonflé d'espoir le cœur de Richelieu, va échouer. Monsieur le Prince accuse le duc de La Valette de n'avoir pas pressé les levées de Guyenne telles qu'il les avait promises, et de l'avoir trompé sur les effectifs ; il l'accuse d'avoir manqué de courage, de fermeté, à l'heure décisive du siège. A sa demande, on a chargé le cardinal de Sourdis de remplacer le duc de La Valette dans son commandement.

Le siège n'en va pas mieux. Aura-t-on la honte d'être obligé de le lever ? Le cardinal écrit, le 14 septembre 1638, à Chavigny : « M. de La Valette vient d'envoyer ici son écuyer

pour me faire connaître le plaisir qu'il a de l'ordre que Monsieur le Prince lui a donné de quitter son attaque et d'aller faire tête aux ennemis après avoir réduit Fontarabie aux abois, représentant que M. de Bordeaux ne le prendra pas par d'autres moyens que ceux qu'il a proposés et qui sont de l'ordre de la guerre... Ces Messieurs, ajoute Richelieu, sont admirables en beaux discours et si peu effectifs que j'en ai honte... » Et, le 17 septembre, la nouvelle de la levée du siège étant confirmée, le cardinal éclate : « Ayant vu ce que Monsieur le Prince mande sur le sujet de Fontarabie, je suis hors de moi. Cette affaire est de grande considération. Je vous prie me mander les sentiments de Sa Majesté et tous de vous autres, messieurs, qui êtes auprès d'elle. Je prie Dieu de tout mon cœur que les mauvais Français puissent être châtiés comme ils le méritent. » Et encore, le même jour, reprenant la plume : « La douleur de Fontarabie me tue. Sa Majesté verra une lettre que je lui envoie de Monsieur le Prince et la conservera, s'il lui plaît, jusqu'à mon retour... » Revenant à Fontarabie, « on n'a jamais vu qu'un lieutenant général (il s'agit du duc de La Valette), voyant le quartier de son général attaqué, ne l'ait secouru... »

Voilà l'accusation formelle contre La Valette qui prend corps. Richelieu saisit-il l'occasion de lâcher la bride à sa vieille rancune? Ne pense-t-il qu'à ménager Monsieur le Prince, qui se trouve le vrai responsable, mais avec qui il ne peut être question de se brouiller? Est-ce simplement sévérité, colère? En tout cas, c'est pour lui un coup au cœur, le renversement de ses plus beaux espoirs : « La douleur de Fontarabie me tue. »

Il fallait un exemple, une victime. Elle était trouvée : La Valette. Celui-ci fut jugé par autorité royale, — jugé et condamné. Richelieu écrit, le 26 mai 1639, à Chavigny, qui était, à ce moment, près du cardinal de La Valette opérant dans le Piémont : « Le procès de M. de La Valette fut jugé hier tout d'une voix. Le Roi trouva bon que je n'y fusse point à cause de l'alliance. Étant condamné à mort, comme il l'a été, son bien est confisqué, mais il sera réservé pour M. le cardinal de La Valette, comme il peut croire. Cette affaire s'est trouvée plus sale que nous ne pensions »... La Valette s'était enfui en Angleterre, d'où il continua ses intrigues.

Il ne fut autorisé à rentrer en France qu'après la mort de Louis XIII (1).

Monsieur de Feuquières : homme de capacité, grand cœur et grande fidélité, mais si malheureux dans son premier emploi qu'il y perdit l'armée qu'il commandait, la liberté et la vie.

Feuquières fut un illustre diplomate, l'un de ceux qui, avec Charnacé, ont rendu les plus grands services à Richelieu et qui étaient des plus dignes de servir sous lui. Mais sa qualité en tant que militaire reste discutable. Il n'a pas eu le temps de faire ses preuves, et il semble bien que c'est faute d'expérience technique, qu'il s'est laissé surprendre par une marche de nuit de Piccolomini, alors qu'il assiégeait Thionville, en juin 1639. Sans doute, le titre qui l'avait fait choisir était ce mérite que Richelieu met toujours si haut, la fidélité. Le cardinal fut grandement touché par la défaite de Feuquières, sa prison et finalement sa mort : car, un an après la bataille, le prisonnier, amené à Thionville, y mourut dans les plus grandes souffrances. Richelieu avait écrit à La Meilleraye, sur la première nouvelle de la bataille : « M. de Feuquières n'est pas mort ; il est prisonnier à Thionville avec un bras rompu d'un coup de mousquet. Il a fait merveille de sa personne, ayant combattu plus d'une demi-heure après être blessé (2). »

Monsieur le Duc d'Halluin : brave et courageux, mais peu capable d'une grande conduite, des prévoyance et vigilance qu'il faut pour un grand emploi.

Charles de Schomberg, duc d'Halluin, second maréchal de Schomberg, fils du premier. Si l'on veut s'imaginer les titres et la puissance que pouvait détenir un simple gentilhomme et à quel point Richelieu avait à le ménager, il suffit de donner la liste des honneurs qui furent reconnus à celui-ci lors de son mariage avec Marie de Hautefort, la femme qui avait été la passion platonique et pathétique du roi Louis XIII : « Charles de Schomberg, duc d'Halluin, pair et maréchal de France,

(1) Pour de plus amples détails sur l'affaire de Fontarabie, voir Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. V, p. 55-372. Le jugement rendu contre le duc de La Valette est du 25 mai 1639. Voir, en outre, la *Relation du siège de Fontarabie* dans les *Mémoires* de Montrésor ; et Bibliothèque nationale, fonds français, nos 2881, 3743, « le Jugement » à la suite du procès, fonds français, vol. 10 794.

(2) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 380.

comte de Nanteuil, marquis de Magdelières, comte de Durtal, gouverneur et lieutenant général pour le Roi des évêchés de Metz, Toul et Verdun, ville et citadelle de Metz et Pays messin, seul lieutenant général pour Sa Majesté du haut et bas Languedoc, gouverneur particulier de la ville et citadelle de Pont-Saint-Esprit, chevalier des ordres, capitaine lieutenant des chevau-légers de la garde, colonel et maréchal de camp général des troupes allemandes, liégeoises et wallonnes, et capitaine de cent hommes d'armes de ses ordonnances. » Ajoutons que Marie de Hautefort qu'il épousait avait pour frère Charles-François de Hautefort qui se qualifiait « seigneur d'un quart et demi du Limousin ». Dans la vie de Mme de Hautefort (1), Charles de Schomberg est ainsi dépeint : « Il y avait alors à la Cour un héros, M. le Maréchal de Schomberg, qui était d'un mérite et d'une valeur extraordinaires. Il avait les premières charges de la Cour ; il ne voyait que les princes au-dessus de lui. Il était fait à peu près comme l'on dépeint les héros de roman : il était noir, mais sa mine haute, guerrière et majestueuse inspirait du respect à ses amis et de la crainte à ses ennemis... Sa mine était pleine de majesté... Il était fier, audacieux à la guerre, mais doux et galant auprès des dames. Il chantait bien, il faisait des vers et on pouvait dire qu'il possédait à la fois les vertus guerrières et la galanterie (2). »

Le portrait, tracé ci-dessus en quelques lignes par Richelieu, prouve que les yeux de l'amour ne sont pas ceux de la politique. En fait, ce Schomberg avait, comme nous dirions aujourd'hui, de bons états de service ; il avait remporté à Leucate, en octobre 1637, une belle victoire sur les Espagnols, à la suite de quoi il avait été nommé maréchal de France. Richelieu lui écrivit alors une lettre où le souvenir du père était évoqué : « Je ne saurais vous exprimer la joie que j'ai du succès qui vous est arrivé en la journée de Leucate. Forcer un retranchement, secourir une place et gagner une bataille, ce sont des effets visibles de la main de Dieu, qu'il n'accorde pas

(1) Mlle de Hautefort était appelée Mme de Hautefort depuis qu'elle avait hérité la charge de dame d'atour de la Reine qui appartenait à Mme de la Flotte, sa grand mère.

(2) Cité par Victor Cousin, *Mme de Hautefort*, p. 122, 123, note.

(3) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 929, note.

à tout le monde... Il paraît par là que votre courage et votre fidélité ne sont pas accompagnés d'un moindre bonheur que celui qu'a toujours eu M. de Schomberg, votre père. »

Il semble bien qu'à la fin, alors que la faveur de Cinq-Mars ébranlait les plus fidèles, Richelieu se soit méfié de ce second Schomberg qui lui devait tout pourtant. Le duc d'Halluin était un brave soldat, un brave homme, un bel homme; mais avait-il ce haut génie militaire que Richelieu décrit ici même en trois mots : conduite, prévoyance, vigilance?

RECOURS AUX ÉTRANGERS

Le Roi même a bien voulu commettre ses armées à des princes étrangers, quand il a pensé, par ce moyen, avancer ses affaires :

Monsieur le Prince d'Orange fut si mal en 1635, qu'avec cinquante mille hommes de pied et une bataille gagnée, il ne sut rien faire.

La pensée exprimée dans le premier paragraphe ci-dessus, à savoir que la France, manquant de capitaines signalés, était dans la nécessité de recourir à des généraux étrangers ayant l'expérience de la grande guerre, paraît avoir été, au début, l'un des principaux soucis de Richelieu. En 1633, au moment où on hésite encore à entrer en guerre avec la Maison d'Espagne-Autriche, le cardinal dit, dans son *Avis au Roi* : « La difficulté qui doit être plus considérée en cette affaire est le peu de gens capables de faire la guerre qui sont en France... Sur quoi, on pourrait prendre un expédient qui consiste à confier le commandement au prince d'Orange (1). »

Il est à croire que cette considération, qui touchait si vivement Richelieu à cette époque, accrut le vif désir qu'il eut, avant tout, de renouer l'alliance avec les Hollandais; probablement aussi, elle agissait sur lui lorsqu'il s'efforçait de détacher Waldstein du service de la maison d'Autriche. C'est ce que l'on voit bien dans un des passages de la réponse de son agent, Tillières, aux premières propositions de Kinsky: « Son Altesse (Waldstein) peut assez considérer si, après avoir fait une action si importante, le Roi Très Chrétien pourrait ou devrait souhaiter la puissance des armes en une autre main

(1) *Mémoires du Cardinal de Richelieu*, année 1633.

que celle de Son Altesse, qui a toutes les conditions que Sa Majesté pourrait désirer, tant pour la capacité, générosité et religion qu'à cause de son extrême crédit (1). »

D'un côté comme de l'autre, Richelieu ne récolta que désillusion et dépit. La négociation avec Waldstein n'aboutit pas et le prince d'Orange (Frédéric Henri de Nassau), chef de ces armées hollandaises qui étaient alors l'école des généraux, lui manqua d'une façon pour lui inexplicable : en l'année 1635, la léthargie du prince ne sut tirer aucun parti de la victoire d'Avein et fit perdre à la France et à l'alliance le bénéfice qu'on eût pu tirer d'un si brillant début.

Il en fut à peu près de même dans les années suivantes et M. Avenel, parlant des faits et gestes du prince d'Orange en septembre 1638, s'exprime ainsi : « On était tombé d'accord que le prince d'Orange attaquerait Dunkerque. Aux incitations la France joignait l'exemple : le maréchal de Châtillon assiégeait Saint-Omer ; Monsieur le Prince entrait en Espagne. On en informa le prince d'Orange, qui trouva des raisons pour se dispenser d'attaquer Dunkerque... L'année était perdue (2). » Et Richelieu se perdait en conjectures sur cette étrange attitude des Hollandais, qui, pendant si longtemps, avaient imploré l'alliance et l'intervention de la France.

Une chose surtout le choquait, l'accueil fait en Hollande à Marie de Médicis. Il écrivait à Chavigny le 29 août 1638 : « Je vous avoue que j'ai peine à digérer que le prince d'Orange ait reçu et favorisé le passage de la Reine sans en donner avis au Roi, ni savoir si Sa Majesté l'agréerait. L'état où sont les affaires requérait bien, ce me semble, qu'il en usât autrement. Mais, bien que cette humeur soit étrange, il la faut dissimuler. Cependant il est bien difficile de prendre ses mesures avec des esprits qui n'ont point de sincérité et de franchise (3)... » ; et, dans une autre lettre datée du 12 septembre : « Le Coigneux (confident de Gaston) a mandé à Bruxelles qu'il ferait voir, par effet, que le passage de la Reine mère par ces quartiers-là ne serait pas inutile à l'Espagne. Ce qu'il ne peut prétendre que par l'une de ces deux façons : ou par quelque proposition de trêve (se négociant en arrière de la France, entre la

(1) Aubery, *Histoire du Cardinal-Duc de Richelieu*, éd. Elzevir, t. I, p. 401.
(2) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. IV, p. 160.
(3) *Ibidem*, t. VI, p. 122.

Hollande et l'Espagne) connue de M. le Prince d'Orange..., ou par quelque faction et monopole que ces beaux esprits pourraient faire, donnant des impressions à quelques-uns de MM. des États contre les intentions de M. le Prince d'Orange... » On retrouve ces obscurités et ces tiraillements, avec les divergences finales, jusque dans les soubresauts des longues négociations de la paix. Car telle est la misère des alliances !

Monsieur le Duc de Savoie : bien que la raison d'État obligeait le Roi à prendre garde aux actions de Son Altesse, Sa Majesté lui avait confié ses armées et la seule mort l'a retiré de ses emplois.

Les relations de la France et de la Savoie sont l'un des objets principaux des préoccupations de Richelieu durant tout son ministère. La maison de Savoie, mère de l'Italie moderne, verra toujours son existence et sa grandeur dépendre de sa situation entre la France et l'Autriche, entre les Alpes et la Méditerranée. Continentale et maritime, ayant les avantages et les inconvénients de sa forme rétrécie et de son extension péninsulaire, très riche et très pauvre, admirablement située pour ses grandes ambitions, dangereusement exposée pour ses entreprises, héritière d'un passé magnifique, entraînée vers un avenir brillant jusqu'à en être chimérique, elle balance sans cesse, dans sa double destinée, entre les deux Puissances installées sur le demi-cercle de sa frontière alpestre, l'Allemagne et la France.

Le règne de Louis XIII vit, en Savoie, deux princes d'esprit différent et de valeur opposée : Charles-Emmanuel, qui mourut en 1630, et Victor-Amédée, mari de Christine de France, qui mourut à cinquante ans, le 6 octobre 1637 ; l'un, le plus inquiet et le plus ambitieux des hommes ; l'autre prudent, modéré, mais opprimé entre le double héritage de ses alliances françaises et de la menace espagnole ; attaché à la France, mais avec le perpétuel tourment de conséquences qui pouvaient devenir vitales ; se donnant, tout en se réservant ; portant sur ses épaules trop étroites et avec des ressources trop restreintes le poids écrasant des ambitions et des complications léguées par son père. Il n'eut pas le temps de donner sa mesure et de recueillir tout ce que son sens pratique, son jugement sain

et ses aptitudes militaires lui eussent permis de réaliser au profit de sa maison.

C'est Victor-Amédée qui est visé dans les quelques lignes dictées par Richelieu. Comme il s'était tourné beaucoup plus franchement que son père vers l'alliance française, Louis XIII, son beau-frère, lui confia la capitainerie générale des armées françaises en Italie. Il avait pour adjoint dans le commandement le duc de Créqui. Ni leurs situations, ni leurs esprits ne s'accordèrent. Au siège de Valenza, en 1635, de graves divergences éclatèrent entre eux. Le duc de Savoie, approuvé par Richelieu, prit en personne le commandement de l'armée confédérée et, quoiqu'il eût, en cette mission de confiance, remporté quelques succès, en somme les affaires d'Italie ne prospérèrent pas. Richelieu, obligé de ménager une situation délicate, était embarrassé pour prendre parti lorsque la mort du duc de Savoie arrangea momentanément les choses « en retirant celui-ci de ses emplois ».

Monsieur le Duc de Weimar : excellent capitaine, mais tellement à lui qu'aucun autre ne s'en pouvait assurer.

Il ne peut être question d'exposer ici le rôle du fameux Bernard de Saxe-Weimar au cours de la guerre de Trente ans, avant et après la mort de Gustave-Adolphe. Un livre excellent a été consacré à cette grande figure historique : *Bernard de Saxe-Weimar et la réunion de l'Alsace à la France*, par le vicomte de Noailles (1). C'est un peu malgré le duc que l'Alsace a été réunie à la France ; mais, ceci dit, les hautes capacités militaires du prince allemand ont servi grandement à maintenir la cause de la France dans la période troublée qui a précédé la victoire de Rocroi.

Il suffira d'indiquer ici, d'après les documents contemporains, les raisons qui portent Richelieu à s'exprimer, sur cet allié de la France, en ces termes réticents. Nous venons de rappeler l'ambition qui avait été celle du duc, de se tailler à lui-même une principauté indépendante précisément dans la région alsacienne, et l'habile conduite par laquelle Richelieu sut s'opposer à la réalisation de ce projet dangereux, tout en gardant à la France l'indispensable concours de l'armée

(1) Perrin, 1908, in-8

de la Ligue protestante. En avril 1636, Louis XIII traitait encore de la façon la plus prévenante et la plus amicale ce grand personnage, aussi susceptible qu'ambitieux (1). Mais les préoccupations sur les visées du prince subsistaient au fond, et Richelieu soumettait au Roi, vers la fin du mois de juin 1639, un mémoire intitulé : *Raisons pour lesquelles le Roi ne peut donner à M. de Weimar les places que Sa Majesté tient en Alsace*. Ce mémoire s'achevait en ces termes : « Partant, il faut demeurer ferme à ne point donner lesdites places et prétendre toujours du duc de Weimar ce qu'on lui a demandé par d'Erlach, sans toutefois le poursuivre avec tant de chaleur (au cas qu'il demeure en sa mauvaise humeur) que cela puisse produire un mauvais événement. Seulement, faudra-t-il lui représenter, en tel cas, qu'il pensera une autre fois plus mûrement à ce qu'il doit au Roi, et que maintenant, il faut travailler aux intérêts de la cause publique, employant cette campagne utilement. »

Et au même moment, l'*Instruction donnée au Sieur Baron d'Oysonville, s'en allant trouver M. le Duc de Weimar de la part du Roi* abordait une question plus grave encore, le traité que les ennemis se vantaient d'avoir fait avec ce prince. Si l'on pouvait mettre le duc à la raison par une autre voie, Richelieu estimait qu'il ne fallait pas lui en parler. Si, au contraire, l'on touchait ce point délicat, il fallait persuader à M. de Weimar « qu'il était important pour sa réputation de dissiper les mauvais bruits » (2). On voit de quels ménagements le cardinal usait avec l'homme de guerre dont il prisait si haut la capacité.

Toute la suite des rapports entre la France et le duc est exposée dans le mémoire du sieur d'Avaux, ambassadeur en Allemagne, qui se trouve aux Archives des Affaires étrangères (3). Voici une phrase du jugement porté sur le duc par cet agent distingué de la politique française : « Jusques à présent l'on impute le mauvais procédé du duc à la dureté de son naturel, qui est fort attaché à ses intérêts particuliers; mais deux choses empêchent de croire qu'il le peut porter à changer de parti : l'une sa réputation, qui lui est chère, et

(1) Voir Marius Topin, *Louis XIII et Richelieu*, p. 300.
(2) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, tome VI, p. 409-411.
(3) Allemagne, t. XV, pièce 125, copie annotée de la main de Richelieu.

l'autre les grandes sommes de deniers qu'il a tirées du Roi, lesquelles l'Empire et l'Espagne ne lui sauraient donner. » D'Avaux n'en revient pas moins sur la crainte que le duc ne crée en Allemagne un *tiers parti* dont il serait le chef, « et qu'avec ses forces il ne fasse la loi au pays ». Ni les espoirs ni les craintes ne se réalisèrent : le mémoire est du 12 juillet, Bernard mourut le 18 (1).

Comme son maître, Gustave-Adolphe, il disparut à temps pour Richelieu. Le 27, celui-ci adressait à son parent, le maréchal de La Meilleraye, ces paroles, que l'on peut croire sincères, au sujet de cette mort : « Toutes les bonnes nouvelles qui seront suivies, Dieu aidant, d'autres, nous réjouiraient extrêmement sans la mort de M. de Weimar, qui nous a bien surpris. Le pauvre prince est mort de peste en trois jours à Neufbourg, entre Brisach et Bâle. Le Roi et toute la Cour en prennent le deuil. J'espère que ses troupes demeureront fermes dans le service du Roi. Je ne saurais vous dire le regret que j'ai, en mon particulier, de la perte de ce prince (2). » A la suite de cette lettre se trouve celle que l'on adressa aussitôt aux colonels pour garder l'armée dans le service du Roi; des précautions sont prises en même temps pour occuper les places fortes et, sur ces divers points, confiance entière est faite à Guébriant.

Aussitôt après la mort, des bruits d'empoisonnement ne manquèrent pas de se répandre, comme on avait répandu des bruits analogues visant Richelieu au sujet de la mort de Gustave-Adolphe et comme on devait en répandre encore au sujet de la mort du comte de Soissons. Le procureur général Molé, dans une lettre à son ami F. Dupuy, en parle comme d'un fait qu'on ne met pas en doute : « Si vous savez des particularités de l'empoisonnement du duc de Weimar, vous m'obligeriez de m'en faire part (3). » La magistrature et la police ont, pour pli professionel, le soupçon, parfois la crédulité.

Monsieur le Duc de Lorraine : le Roi ne peut mieux justifier comme il cherche de tous côtés ceux qu'il a pensés être le plus utiles à ses affaires que par l'emploi qu'il a voulu donner au

(1) Voir Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 427.
(2) *Ibidem*, t. VI, p. 450.
(3) Bibliothèque nationale, fonds Dupuy, vol. 792, lettre 70.

duc Charles de Lorraine dans le commandement de ses armées après qu'il l'avait desservi notablement, et s'il n'a eu ledit emploi, sa légèreté et son réitéré manquement de foi en ont été cause.

L'affaire lorraine fut, ainsi que l'affaire alsacienne, un des grands soucis de Richelieu. Le mariage de Lorraine, suite de la révolte de Monsieur, fut l'accident qui devait déclencher les suites fatales d'un fait permanent. Charles de Lorraine était, comme le duc de Savoie, coincé entre les deux expansions française et allemande. Mais serré plus étroitement encore du côté de la France, il n'avait, pour ainsi dire, pas le choix : il devait subir ce qu'il craignait le plus. Tout le portait vers les Habsbourg : sa famille, ses alliances, sa volonté d'indépendance; mais la France, plus proche, pesait sur lui et sur son peuple d'un poids écrasant; il fut accablé de cette oppression jusqu'à essayer de se protéger contre la conquête française en se soumettant à ses exigences et en entrant au service du roi Louis XIII; mais cela même lui était en quelque sorte interdit par sa destinée, et, quoiqu'il fût excellent général, — l'un des meilleurs parmi ceux sur qui Richelieu eût pu porter son choix, — ils furent contraints, lui et le cardinal, par une nécessité supérieure, de se tourner le dos. Rohan, Toiras, Lorraine, ce sont de bien hautes valeurs et supériorités que Richelieu, qui les appréciait, ne pouvait pas ne pas avoir pour adversaires. Le cardinal fait allusion, dans les quelques mots où il vise le commandement des armées françaises, à une offre qui avait été faite à Charles de Lorraine et qui figurait parmi les conditions de la paix que le Duc finit par signer avec le cardinal le 29 mars 1641 (1). Mais Charles rompit le traité en se retirant à Mirecourt; il n'exerça de commandement que dans les armées impériales contre la France.

Monsieur de Rantzau : brave et vaillant, si sujet au vin qu'il ne peut s'assurer de lui-même ainsi que la perte de sa jambe le justifie.

Rantzau, originaire du Holstein, vint en France à la suite du chancelier Oxenstiern et prit du service dans l'armée fran-

(1) Voir Vicomte de Noailles, *le Maréchal de Guébriant*, p. 224.

çaise. Son courage était légendaire; Richelieu insiste aussi sur son goût pour le vin et attribue à ce défaut la perte de sa jambe, qui fut emportée en 1640 au siège d'Arras; le même coup de canon le priva d'une main; il avait déjà perdu un œil au siège de Dôle, ville dont il fut nommé gouverneur quand elle eut été reprise. Il devint maréchal de France et mourut en 1650. On connaît sa belle épitaphe :

> Du corps du grand Rantzau, tu n'as qu'une des parts;
> L'autre moitié resta dans les plaines de Mars.
> Il dispersa partout ses membres et sa gloire;
> Tout abattu qu'il fût, il demeura vainqueur;
> Son sang fut en cent lieux le prix de sa victoire
> Et Mars ne lui laissa rien d'entier que le cœur (1).

Monsieur de Chaumont [Sur le manuscrit B. N. 4092, ancien Cangé 51 : « Monsieur de Saint-Chamont » et, d'une autre main :] *de fort médiocre capacité* (2).

Melchior Mitte de Chevrières, marquis de Saint-Chamont, négociateur de la paix de Wismar avec la Suède; plutôt diplomate que soldat. Tallemant rapporte, qu'à la crise de Lyon, le Roi composa un conseil et fit Saint-Chamont ministre d'État, « car il ne voulait pas, remarque le médisant, de gens bien forts ». « Gordes, capitaine des gardes du corps, entre chez le Roi en riant à gorge déployée et parlant au Roi : « *Sire, Saint-Chaumont dit que Votre Majesté l'a fait ministre d'État. Qui croirait cela?...* » Il fut disgracié pour avoir laissé la princesse Marguerite de Lorraine s'échapper de Nancy.

GABRIEL HANOTAUX.
LA FORCE.

(*A suivre.*)

(1) *Lettres* de Boursault, édit. 1709, t. I, p. 71.
(2) Le nom usuellement adopté est Saint-Chaumont.

TÊTE BAISSÉE

PREMIÈRE PARTIE

I

Il y eut, dans le hall de l'usine, une sorte de flottement soudain, quelque chose comme le passage d'un souffle venu on ne savait d'où : des grandes portes ouvertes sur la clarté d'un jour de printemps, de la verrière bleutée au delà de laquelle, très haut, on sentait la vibration du plein ciel.

Le bruit des machines au travail continuait de trépider. Mais on voyait les têtes se lever de proche en proche, les regards se tourner ensemble d'un même côté de l'allée centrale.

Pierre Chambarcaud sentit ce frémissement, fronça aussitôt les sourcils. Debout au fond du hall, les bras pendants, il clignait les paupières pour tâcher d'y mieux voir à travers la nuée de sciure qui flottait dans l'air lumineux. Il vit briller des verres de lunettes, un crâne poli, reconnut aussitôt Hamel, le chef-comptable.

Il fit un pas : Hamel sourit vaguement, soupira en s'épongeant le front.

— Ah ! enfin, monsieur Chambarcaud.

— Vous me cherchiez ?

— Oui. C'est-à-dire... Enfin, voilà : M. Larrieu voudrait vous voir.

— Merci, Hamel. Dites-lui que je passerai aussitôt après le travail.

Le chef-comptable eut un nouveau soupir, balbutia quelques mots indistincts. Il fit sur soi un grand effort et chuchota précipitamment, comme pour se libérer d'un seul coup :

— Tout de suite. Immédiatement... M. Larrieu a dit : « Immédiatement. »

— C'est bon, acquiesça Pierre. Je vous suis.

Ils durent traverser tout le hall, tandis que le même frémissement parcourait la double rangée d'hommes. Hamel allait devant, pressant le pas vers le refuge de son bureau. Pierre le suivait un peu en arrière. Mais brusquement il allongea ses enjambées, et se tint désormais juste à la hauteur du comptable.

Ce fut seulement près de la porte de sortie, devant la grande scie circulaire, qu'il ralentit enfin le pas.

— Pierquin ! Une seconde.

L'un des hommes qui poussaient le chariot obéit au signe qu'il lui faisait, arrêta la machine, accourut.

— Tu surveilleras pendant mon absence. Je t'envoie un homme du chantier pour te remplacer à la scie. Ne passe sur rien, absolument sur rien. Compris ?

Il parlait sans hausser le ton. Mais sa voix, nette, tranchante, restait distincte à travers la plainte stridente des lames d'acier. Pierquin, mince et juvénile, se tenait debout en face de lui comme un soldat au garde-à-vous.

— Compris, chef.

Pierre rejoignit Hamel dans la cour. Tout de suite la violence du vacarme sembla refluer derrière eux, s'affaiblir dans un lointain immense. Un soleil éclatant frappait les grumes blondes empilées. Très haut, la cheminée soufflait sur le bleu du ciel des flocons de fumées blanches dans un battement de pulsations paisibles.

Ils marchaient sans échanger une parole, Hamel toujours visiblement anxieux d'échapper au tête-à-tête, tandis que Pierre l'observait par instants d'un regard bref et aigu.

Il parut hésiter, haussa brusquement les épaules. A quoi bon s'enquérir, interroger cet homme timoré ? Dans quelques secondes, il saurait.

Déjà un étrange sourire affleurait sur son visage, un sou-

rire où semblaient se mêler l'ironie et le mépris, l'amertume et la confiance en soi. Nulle douceur n'en venait qui éclairât ses traits, leur expression dure et tendue. Et pourtant la jeunesse et la force rayonnaient de cet ardent visage, et de la stature même de l'homme, et du rythme appuyé de son pas. Le torse massif et profond, le corps sanglé de muscles épais dont ses vêtements ne cachaient point le libre jeu, il allait, offrant au plein soleil sa tête ronde aux cheveux raides et courts, le teint hâlé, la moustache drue et sombre, les joues bleutées, malgré le rasoir.

Le temps qu'ils mirent à traverser la cour, il garda son sourire immobile. Il ne voyait plus Hamel. Il ne regardait pas les choses familières d'alentour. Les yeux fixés droit devant lui, le visage clos, il agitait des pensées rapides, cherchant sa force en soi et en éprouvant la dureté, puisque l'instant était venu où il fallait qu'elle ne le trahît point.

« Hamel... Ce doux fantoche, l'homme de confiance et l'esclave du patron. Comment n'ai-je pas compris tout de suite? Il ne vient pas deux fois par an à l'atelier... J'entends d'ici le père Larrieu : « Vous-même, Hamel. Si j'envoyais Jeanne ou le gamin, il croirait que cela peut attendre, il ne quitterait pas le travail... Immédiatement, n'est-ce pas? Je compte sur vous. » Alors, il sait? Qui diable a pu le renseigner? Ça m'est égal, il sait... C'était inévitable, nécessaire. Et mieux vaut maintenant que plus tard. »

Son cœur battait un peu plus vite, mais à coups réguliers, bien frappés. Hamel, ayant ouvert la porte du pavillon, s'effaçait pour le laisser entrer. Il battit de la paume ses vêtements de travail, secoua la poudre qui les couvrait, et entra.

Dès son premier regard, il comprit que son arrivée était attendue et guettée. Ce n'était plus, cette fois, la curiosité distraite qui avait traversé l'atelier, mais une expectative avertie, un peu émue. Les deux aides-comptables, assis devant la verrière dépolie, Blanche Boigontier la secrétaire, et Jean Larrieu lui-même, debout en cet instant devant les cartons d'un classeur, tous réagirent à son entrée comme des gens en alerte, le regardèrent avec une inquiétude attentive, qu'ils n'essayaient même pas de cacher. « Bien, bien, songea-t-il de nouveau. Nous y sommes ; allons-y carrément. »

Il eut le temps de remarquer que Blanche Boigontier lui

souriait, comme pour l'aider, l'encourager; que le regard de Jean Larrieu, tout d'abord interrogateur, s'éclairait d'une sympathie un peu moqueuse. Ses sens restaient actifs et déliés, plus aigus même qu'à l'ordinaire, comme il arrive à certains êtres sous le coup d'une émotion forte. Il s'aperçut que les yeux le quittaient, se fixaient, vers le fond des bureaux, sur une étroite porte fermée; puis revenaient à lui et de nouveau regardaient la porte. Cela lui apparut risible; et en même temps son cœur se remettait à battre, comme si l'appréhension des autres, confuse et lâche, s'y fût insidieusement glissée.

Il lui sembla, au moment précis où il frappait, qu'il s'entendait vraiment parler, énoncer à voix haute une affirmation glacée: « Et puis quoi? On va bien voir. »

II

Il y avait, derrière la première porte, une autre porte capitonnée de cuir. Il la poussa. Une voix calme, un peu frêle, lui disait: « Referme bien. »

M. Edmond Larrieu était assis à son bureau, près d'une fenêtre aux rideaux de tulle blanc. Le soleil entrait obliquement, frappant la paroi derrière lui, mais le laissant dans une demi-pénombre froide. Agé d'une soixantaine d'années, le visage maigre, les yeux bleus, il tenait jointes ses mains fines et sèches où le réseau des veines saillait. Pierre demeura debout, attendant qu'il lui parlât. Mais M. Larrieu se taisait, tenant sur lui un regard immobile, impénétrable.

Pierre continua d'attendre, silencieux comme son patron, l'expression lointaine et tranquille. « A votre aise : nous avons le temps. C'est vous qui m'avez fait venir. » Il tourna ses yeux vers la fenêtre, et les laissa errer sur le gazon de l'étroit jardin que M. Larrieu faisait entretenir à l'opposé de ses chantiers: un boulingrin, une corbeille de rosiers, un îlot de couleurs fraîches qui reposait et caressait les regards: « Fantaisie, besoin de vieux maniaque. Ces attentions pour sa fragile personne... La bonbonnière doit être sur son bureau, et le petit canif d'écaille avec lequel il coupe en deux ses boules de gomme... Est-ce vrai qu'à peine rentré chez lui, il court à son rucher modèle, qu'il passe des dimanches entiers à observer ses chères abeilles derrière les vitres de leurs

ruches?... Silence... Ça peut durer longtemps. » M. Larrieu dit alors :

— Je t'écoute.

Il réprima un tressaillement, ramena ses yeux vers le bureau, vers l'homme assis en face de lui.

— Monsieur, dit-il, vous m'avez demandé...

— Je t'écoute, répéta Larrieu.

Il comprit qu'il valait mieux céder, et que l'obstination serait pire que maladroite. Il dit, en posant bien sa voix :

— C'est à cause des bouleaux, je pense? Le petit lot du Parc-aux-chevaux?

— Naturellement, prononça Larrieu. Je n'attends plus que tes explications.

Quelques secondes passèrent. Pierre, le front un peu penché, réfléchissait, semblait se recueillir. Il releva la tête et regarda son patron bien droit :

— Il n'y a pas d'explications, dit-il.

La voix frêle s'éleva de nouveau :

— Et si je te mettais à la porte?

Pierre rougit : la colère montait. Il eut peur de lui-même, des mots qu'il risquait de répondre, du tremblement qu'allait prendre sa voix, s'il parlait en cet instant. Il continua de regarder Larrieu en silence, soulevant un peu ses puissantes épaules, d'un lent geste ambigu qui éludait et qui acceptait à la fois.

— Note bien, reprit M. Larrieu, que je n'y tiens pas autrement. Mais quand j'ai appris cette nouvelle, quand j'ai su que derrière ce Mireaux c'était toi qui soumissionnais, permets-moi de te dire que j'ai été stupéfait et blessé. Oui, blessé. Et un peu peiné.

Il parlait, cela était bon signe. C'était déjà comme un premier recul, une imprudence peut-être volontaire qui donnait à Pierre l'avantage. L'homme qui écoute se sent soudain plus fort; il laisse s'apaiser sa colère; il s'habitue à reconnaitre, à détailler sans timidité les traits de ce visage que tout le monde ici dit redoutable, ce beau front que dégage largement une crinière de cheveux blancs, cette barbe bien taillée, bien peignée, calamistrée ; et ces yeux bleus dont la fatigue, peut-être déjà la vieillesse, ternissent un peu le saisissant éclat.

« Je suis dans le bureau du grand patron, l'endroit ter-

rible, le saint des saints. Je ne suis pas impressionné. S'il me met à la porte... Tant pis, j'ai accepté le risque. Mais c'est sûr, presque sûr qu'il ne le fera plus maintenant. Je le connais: ce serait déjà réglé... Qu'est-ce qu'il dit? Qu'est-ce qu'il me reproche? Ça non, je ne peux pas l'admettre! »

Déjà il répondait, il criait presque, emporté par une fougue passionnée :

— Pour moi? Ce que vous avez fait pour moi? En juillet prochain, monsieur Larrieu, il y aura onze ans que je suis entré chez vous. Et pendant ces onze ans je vous ai servi fidèlement, sans une faute, sans une défaillance, de tout mon cœur et de toutes mes forces. Ma situation? Votre confiance? Je les ai méritées l'une et l'autre. Si vous m'avez distingué, soutenu, c'est que j'en étais digne et que vous l'aviez reconnu. Je vous demande pardon, je ne devrais pas dire ces choses...

M. Larrieu fit un petit geste de la main, les lèvres closes et les yeux attentifs: « En effet, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. » Ce geste étroit, vif et serré, était plus clair que toutes paroles. Il signifiait encore que cet homme était fort de son droit, et qu'il avait raison d'attendre, d'exiger une explication.

Chambarcaud, jusqu'alors, était resté presque immobile, tenant ses poings au-dessous de la table, soulagé de pouvoir les crisper sans que son patron les vît. Toujours debout, il s'approcha d'un pas encore, se pencha presque sur le bureau.

— Ce n'est pas vrai: je n'ai pas trompé votre confiance. Quel engagement ai-je jamais pris, à votre égard, que vous puissiez invoquer aujourd'hui? Il ne s'agit pas de contrat; je parle d'un engagement moral. Et je vous pose la question bien franchement, monsieur Larrieu: si vous pensez que ma dette envers vous m'interdit à jamais d'acheter des bois dans la forêt, — entendez bien: pour mon propre compte, — je vous demande de me le dire d'un mot et de me rendre ma liberté.

De nouveau ce petit geste vif, cette attente muette et tranquille. Pierre poursuivit, désormais envahi par une émotion grandissante, presque assailli de souvenirs dont l'afflux devenait continu, impétueux, et faisait frémir sa voix :

— Ce que vous avez fait vous-même... Cette usine que vous avez voulue, créée, soutenue de votre seule force. Ah! J'admire ce que vous avez fait. Mais comment voulez-vous, moi qui

suis jeune, que je ne songe pas surtout à l'homme que vous étiez quand vous aviez mon âge, quand vous alliez droit devant vous, quand vous montiez, en serrant les dents? Regardez-moi, monsieur Larrieu...

Il demeurait à demi penché sur le bureau, les yeux ardents, le sang aux joues. Sa voix s'était un peu assourdie; mais elle continuait à frémir d'une passion véhémente et profonde, d'une émotion dont la sincérité éclatait :

— Vous rappelez-vous notre arrivée ici? Les pauvres gens que nous étions? Quand l'abbé Demeillers vous a parlé de nous... Une charité de votre part? Oh! non, bien mieux : le geste d'un brave homme, qui tend la main et qui relève. Jamais, jamais je n'oublierai... Oui, je sais, le curé vous avait dit l'enfer dont nous sortions, les persécutions, la misère, tout ce village soulevé contre nous, qui nous chassait sur les grand routes... J'avais seize ans, monsieur. Un an auparavant, j'étais boursier à Orléans : au lycée, élève de seconde; un excellent élève, les palmarès en témoigneraient. Et un chic garçon, je peux le dire... Centrale? Polytechnique? On en parlait déjà aux vacances, mon père et moi. L'admiration qu'il m'inspirait, la gratitude qui me gonflait le cœur chaque fois que je pensais à lui, à maman, aux sacrifices qu'ils s'imposaient pour moi! Ce ne sont pas des mots, monsieur Larrieu. Nous travaillions, nous espérions ensemble, bien unis, serrés les uns contre les autres. Jusqu'au jour... Ce village : Marcheloup; vous connaissez, n'est-ce pas? La forêt tout autour, l'étang de Mourches... Mon père avait une scierie là-bas. Pas grand chose, un petit atelier d'artisan dans un moulin à eau qu'il avait transformé. Déjà en ce temps-là, il avait fait une machine à sabots, une invention qui le possédait, qui devançait de loin tout ce qu'on a réalisé depuis. Et l'électricité, et des turbines; en 1896... Le village n'a pas compris, pas accepté. Il y avait un vieux, Ferrague, un homme d'il y a mille ans. Tout le village lui obéissait, il le tenait vraiment dans sa poigne d'abatteur d'arbres. Cet homme-là nous a condamnés... Mais vous ne savez pas ce qu'un garçon de seize ans peut souffrir, quand tout ce qu'il aimait, tout ce qui éclairait sa vie s'écroule d'un coup, le jette du jour au lendemain à une solitude terrible. Les lâchetés de ceux qu'on appelle au secours, les haines secrètes, qui couvent des années en silence

et qui soudain... Abominable, abominable ! Et pire que tout, cette férocité froide qui repousse et maintient à l'écart, les maisons qui se ferment quand on passe; un air irrespirable, physiquement, monsieur, je vous jure; et le crédit désormais refusé, jusqu'au bois mort des miséreux, la vaine pâture aussi, toutes ces pauvres aumônes que la terre et le bois nous donneraient, si les hommes n'y mettaient bon ordre : « Vous resterez si vous voulez, mais vous crèverez. » Le curé n'a pas pu tout vous dire. Peut-être, oui, vous aura-t-il parlé d'une nuit où les hommes du village ont forcé l'atelier de mon père, et tout brisé, tout mis en pièces avec une folie d'enragés. Peut-être, en s'accusant d'un vieux péché, vous aura-t-il conté l'affût où les gens du marquis de Besombes nous ont surpris, un ragot sur le dos. Nous touchions presque à la maison; enfin, enfin, nous allions donc pouvoir manger, nous rassasier! Maman, d'avance, avait préparé le saloir, nous aurions de la viande tout l'hiver. Et moi, je bénissais cette nourriture, cette venaison saignante qui réchaufferait nos corps anémiés, qui ranimerait un peu ces pauvres êtres dont l'épuisement me faisait grelotter, me rendait lâche. Et voilà : deux gardes devant nous, deux hommes encore pour crier : « Halte-là! » Quelques semaines auparavant, mon père était revenu de l'hôpital, borgne : une gouge de sa machine avait sauté, lui avait défoncé le front. Ma sœur, cette nuit-là même, accouchait d'un enfant mort. Et devant nous, encore et toujours, ce mur à s'y briser les poings. J'ai obéi à l'abbé Demeillers, j'ai cédé, consenti au départ, à la défaite. Par pitié pour les miens; qui sait, peut-être aussi pour moi...

Il respira plus fort, haletant un peu, les lèvres entr'ouvertes :

— Seulement j'ai juré quelque chose, devant Ferrague et les hommes du village. Onze ans ? Ce n'est pas vrai, je suis encore là-bas. Chaque fois que je ferme les yeux, ça revient, ça me prend tout entier. On venait d'enterrer un bûcheron. Tous ceux de Marcheloup étaient là, sur la route, pendant que la voiture qui emportait nos hardes s'éloignait vers la forêt. Et j'ai juré, j'ai juré devant tous que je reviendrais un jour : à Marcheloup, dans la maison, dans l'atelier abandonnés. Comprenez-vous, monsieur Larrieu ?

Il se tut. Son souffle seul s'entendait dans la pièce close.

L'attitude de Larrieu était restée la même, mais l'attention qui brillait dans ses yeux s'était faite plus aiguë et plus chaude. Pierre, tout le temps qu'il avait parlé, si violente et si spontanée qu'eût été son émotion, n'avait pas cessé un moment d'en contrôler le timbre et l'accent. Ces mots qui sortaient de ses lèvres, il n'essayait même pas d'en refréner l'élan. Mais il les entendait, les sens et le cerveau lucides, à la façon exacte dont Larrieu pouvait les entendre. Et de même que Larrieu l'observait en silence, il observait Larrieu sans relâche, et il guettait l'effet que faisaient sur cet homme les mots qui se ruaient hors de lui.

L'un et l'autre, ils se souvenaient de ce qui les réunissait ici, face à face. Ils songeaient à l'acte de Pierre, à la résolution dure et froide qui le lui avait inspiré. Et ils savaient que la voix frémissante dont l'écho, semblait-il, vibrait encore entre ces murs, au lieu d'avoir entraîné leurs pensées loin de leur objet commun, n'avait fait au contraire que prononcer des paroles opportunes, que préciser des choses qui devaient aujourd'hui être dites. Et ce fut par un retour naturel, pareillement prévu, attendu, que Pierre revint au vif de leur débat. Il dit :

— Vous m'avez bien compris. J'ai soumissionné en effet, je suis adjudicataire de ces bouleaux. Je n'ai même pas songé à vous, pas plus à vous qu'à d'autres acheteurs possibles. J'ai songé à mon père, à la machine enfin vivante, et qui exigeait de produire. Des bouleaux, de quoi se mettre sous les dents, dix heures par jour, avec deux hommes pour la servir. Un lot de trois mille francs, une vente à vous faire sourire, vous autres, mais pour nous...

M. Larrieu, ayant joint les extrémités de ses doigts, les écartait, les rapprochait, en murmurant par intervalles : « Mmm... oui, mmm... oui. » Pierre sentait sa perplexité. La pensée d'une mise à la porte continuait de rôder entre eux. Et Larrieu, en effet, sortant soudain de son silence :

— Alors, dit-il, tu songes à t'en aller? Et pendant les onze ans dont tu me parlais tout à l'heure, tu n'as songé qu'à t'en aller un jour? Car maintenant, il me semble...

— Pourquoi, monsieur? dit Chambarcaud.

Depuis quelques instants, à l'hésitation même de son patron, à la nature différente de son attention, il pressentait

en lui une sorte d'intérêt qui accroissait son assurance et sa force. Des ondes nerveuses, sans cesse renaissantes, se mirent à irradier de ses reins, froides, brusques, toniquement énervantes.

Il exposa, en quelques phrases rapides, le projet qu'il avait mûri : une saboterie mécanique, là-bas, en lisière même de la forêt. Il connaissait les boulassières des triages environnants : de quoi travailler toute une vie sans manquer de matière première. « Et non seulement il n'avait pas admis, pas une seconde, l'idée d'une concurrence possible contre la firme Larrieu, — il se fût méprisé le premier, — mais il avait pensé à une entente en plein accord, quelque chose comme... une filiale. Oh! bien sûr, une filiale mineure, une fabrication annexe. Et pour plus tard, cela s'entendait, lorsque vraiment la machine Chambarcaud aurait montré ses possibilités : comment le lui permettre sans une expérience soutenue, de caractère industriel, justement ? »

M. Larrieu avait pris un crayon et griffonnait sur un bloc-notes; distraitement, semblait-il, mais ses lèvres marmonnaient des chiffres : « Trois mille... L'exploitation sur place, le charroi... Quatre, plus deux... Le matériel, les ouvriers... » Il releva les yeux; son regard s'étonnait, interrogeait avec une hauteur voulue dont pourtant Chambarcaud refusait d'être dupe, parce qu'il sentait à présent qu'il discutait à armes presque égales avec l'homme qui le toisait ainsi. Il eut un lent sourire et répondit à ce regard. Il répondit sans hâte, d'une voix désormais apaisée, déférente, par courtes phrases que séparaient des pauses. Et cependant sa pensée fermentait, prodigieusement active, accompagnait d'un monologue mental, parfois amer et parfois exaltant, les paroles qu'il prononçait :

— De l'argent? dit-il. J'en avais. J'ai économisé, depuis des années, franc par franc.

Et il songeait : « Nous tous. Cette soupente où le père travaille, son front meurtri incliné sous la lampe... Et maman : un sou, un sou, encore un sou. Ils ne soupçonnent même pas ce que c'est. Lui, peut-être. Mais ses enfants... Une belle route droite, tracée d'avance, bien aplanie... »

— Et puis, monsieur, je vous l'ai déjà dit : je suis jeune, je n'ai pas peur du risque. D'ailleurs j'ai foi en cette machine, en son avenir. J'aurai bien mal prévu, si l'affaire du Parc-

aux-chevaux n'achève pas de se payer elle-même. Escompter des rentrées, c'est légitime, c'est normal.

Et la voix intérieure poursuivait, soudain plus basse et plus lointaine, comme si elle eût glissé sous une zone d'ombre engourdissante : « Des appuis, si une échéance presse... Rose, certainement... Rose, Jean Larrieu... Cela ne me regarde pas. »

Il revenait, riant tout haut, à ce soupçon de concurrence, les mains larges ouvertes et roulant puissamment les épaules :

— Vous, une caisserie : rien que du pin ; pas un bouleau, pas un hêtre. Est-ce vrai ? Tandis que nous, une saboterie, le pin ne nous intéresse pas. Laissez-moi voir, me rendre compte. Je suis solide, j'aime bien sentir un poids sur mes épaules ; plus c'est lourd et mieux je me porte. Si mon travail ici souffre le moins du monde, ce sera juste, vous me flanquerez dehors. Mais au contraire, vous allez voir ça !... J'ai pris vingt-sept ans aujourd'hui, monsieur Larrieu.

Il ne riait plus, le visage grave, soudain vieilli. Mais dans le même instant il exultait d'une joie intérieure qui sourdait à grands flots réguliers et lui envahissait tout l'être. Sans prévoir d'événements définis, sans en être seulement tenté, il était sûr que son avenir se jouait en ces minutes précises, se haussait tout à coup d'un élan magnifique, comme soulevé d'avance par le gré d'un destin favorable. Il se livrait, avec une sorte d'ivresse physique, à cette sensation toute-puissante ; il se sentait monter en effet, de tout son corps, irrésistiblement. Et Larrieu en face de lui, dans ce bureau jalousement solitaire où personne n'entrait sans trembler, lui paraissait maintenant une ombre, une créature sans consistance et presque sans réalité.

Il eut conscience du vertige qui l'entraînait, laissa tomber ses mains sous la tablette du bureau, serra les poings d'un geste familier. Ses paumes étaient moites et gonflées, presque insensibles. Il perçut peu à peu la morsure de ses ongles, serra plus fort, et revit Larrieu devant lui. « C'est vrai, c'est vrai, il a eu peur. Hamel, le fils Larrieu, rien du tout... Ne dis pas ça, ne pense pas ça, tu es en train de perdre la tête... Enfin, a-t-il osé, oui ou non? Je lui suis nécessaire, né-ces-sai-re. La place que j'ai prise ici, la place réelle... Non, il n'a pas eu peur ; il a compris, c'est encore mieux... Ne le

regarde pas dans les yeux, ne dis plus rien, pour le moment. »

Une tension à peine soutenable se prolongeait entre les deux hommes. Pierre fut comme délivré d'entendre de nouveau la voix de M. Larrieu, cette voix unie, avarement ménagée, qui jamais ne s'élevait d'un ton.

— Qu'est-ce que tu fais dimanche? disait-elle.

L'accent dépouillait le propos d'importance. C'était une chose banale que disait là M. Larrieu, une vague idée qui venait de passer, qu'il énonçait comme sans y songer. Mais Chambarcaud en eut un spasme au cœur, violent et doux, étrangement doux et voluptueux. Il ne balança pas. Il répondit du même accent distrait :

— Rien du tout.

Ce qu'il faisait dimanche prochain? Georgette Alusson encore, la bicyclette, Olivet, le canotage sur le Loiret... Rien du tout, en effet ; à partir d'aujourd'hui, plus rien.

— En ce cas, reprit M. Larrieu, tu viendras chez moi vers trois heures. Il y aura Audrouard et Chapuis. Tu nous trouveras dans le jardin.

Il fit un signe, qui donnait congé. Mais au moment où la main de Pierre touchait la poignée de la porte, un autre signe le retint sur le seuil.

— Je ne veux pas que personne se méprenne. On a déjà trop parlé. Il ne me serait pas possible de tolérer certaines interprétations. Arrange-toi, ne perds pas de temps : je n'hésiterais pas une seconde à me priver de tes services.

III

Il y avait d'abord, sur la rue, une petite boutique carrelée. Les boiseries de la montre étaient peintes d'un vert presque noir. Au-dessus de la porte, on lisait le nom de Benoît Chambarcaud, tracé en lettres jaunes bordées d'un filet rouge. Les sabots brillaient côte à côte, derrière les vitres, accrochés à des tringles par le talon devant un écran de papier bleu.

La boutique était en contre-bas du trottoir. On y accédait par deux marches de pierre très anciennes, un peu creusées en leur milieu par les pas des clients qui entraient. Dès qu'on avait descendu ces marches, on respirait une odeur de bois frais, de vernis et de moisissure.

Un réduit sans air, sans fenêtre, faisait suite à la boutique. C'était là que Pierre couchait. Il n'y venait d'autre clarté que celle d'une imposte vitrée. Il fallait traverser ce réduit pour pénétrer dans la cuisine, où Pauline se trouvait tout le jour.

Toutes ces pièces étaient basses, écrasées par un solivage dont le badigeon jadis blanc avait fini par perdre sa couleur. Dans la cuisine seulement, ce solivage était caché sous un plafond de lattes et de plâtre, où la maîtresse poutre saillait. Pierre et Benoît, les premiers temps, s'y cognaient quelquefois le front.

Pendant les mois d'été, le soleil de midi pénétrait dans la cuisine. Alors la petite cour pavée, si glaciale durant l'hiver, devenait une fournaise où tournaient des essaims de mouches. Par la fenêtre ouverte, Pauline entendait Rose qui chantait dans sa chambre en travaillant à son métier de tricoteuse. Elle entendait aussi ronfler la machine de Benoît, et le crépitement clair des éclats de bouleau qui heurtaient les boucliers.

Mais souvent Rose n'était pas là. Sa mère, par delà l'étroite cour, sentait le vide de cette chambre muette. Alors, parfois, elle interrompait une minute le ravaudage du linge ou l'épluchage des légumes. Elle était prise d'un grand besoin, déraisonnable, presque honteux, de chasser vite cette sensation d'absence. Elle sortait dans la petite cour, jetait aux poules une poignée de grain, et pas à pas, en hésitant encore, elle s'approchait de l'atelier.

Elle savait que Benoît maugréerait, l'accueillerait de plaintes acrimonieuses. Et pourtant elle voulait le voir, entendre sa grosse voix bourrue, s'assurer que du moins lui était là, toujours, penché comme d'habitude sur sa machine en plein travail. Il était là. Il s'écriait en la voyant :

— C'est encore toi ? Qu'est-ce que tu veux ? Ce plaisir de me déranger...

— Non, Benoît, j'allais au jardin. Ne te fâche pas, je ne m'arrête pas.

Elle feignait en effet d'avoir affaire dans le jardin. De toutes parts se levaient de hauts murs, de grises façades aveugles qu'avaient rongées le soleil et les pluies. Elle traversait la cour et s'enfonçait dans un passage, un boyau sombre et couvert où des nichées de lapins invisibles sautelaient lourdement dans leurs caisses. Déjà l'on croyait être à une lieue de la

maison. Une dernière porte enfin, dont Pauline poussait le loqueteau : et elle était dans le jardin.

C'était un très petit jardin, tout en longueur, comme la maison, la cour et le passage : quelques planches de salades, de petits pois et de fraisiers. Mais les grillages qui séparaient les étroits enclos parallèles n'arrêtaient plus les regards de Pauline. Ici, elle pouvait respirer, aller et venir au soleil. Et la terre verdoyait, fleurissait çà et là, selon la saison de l'année, de jonquilles ou de primevères, d'œillets d'Inde ou de giroflées. Il y avait même des rosiers, des demi-sauvageons épineux qui se couvraient d'une profusion de fleurs, d'un rose tendre d'églantines; et aussi une minuscule cressonnière, où l'eau claire bougeait et vivait. Souvent, près des rosiers, Pauline songeait à la forêt, aux renoncules blanches des étangs. Qu'ils avaient souffert là-bas! Mais une part de son âme se souvenait encore de la forêt, avec une nostalgie qui la surprenait toujours.

Mon Dieu, comme elle perdait son temps! Quelque client, peut-être, était venu dans la boutique : il lui semblait avoir perçu, faible et lointain, le tintement du timbre de l'entrée. Elle retournait en se hâtant, se retrouvait dans la cuisine au plafond bas, prenait l'œuf de buis et l'aiguille et reprisait à se brûler les yeux pour rattraper les minutes gaspillées.

Six heures. Une grande heure encore avant le retour du garçon. Il ne quittait jamais l'usine que le dernier : c'était lui qui fermait les portes, après une ronde dans le hall des machines, dans les chantiers. Tout le monde, au pays, disait que « c'était un homme, qu'il était devenu le bras droit de M. Larrieu, qu'il l'avait rudement mérité; et que même, du patron et de lui, c'était encore M. Larrieu qui avait le plus de chance.

Elle tressaillit : le timbre de l'entrée tintait. Mais avant qu'elle se fût levée, une voix sonore criait à travers la boutique : « Dérangez pas! » Elle tourna vers le réveil un regard déjà apeuré. Six heures et demie seulement. Pourquoi revenait-il si tôt? Elle balbutia comme il entrait :

— Qu'est-ce qui arrive?

— Mais rien, voyons! Bonsoir, maman.

Ses yeux brillaient comme ceux d'un fiévreux. Il lui souriait, en expliquant que le patron l'avait envoyé en forêt, qu'il

venait juste de rentrer au pays et qu'il était trop tard maintenant pour se montrer dans les ateliers :

— Les compagnons auraient ricané, chuchoté en dessous que je faisais un zèle pendable. Et cette fois ils auraient eu raison. Alors, vous voyez, me voilà. Une veine, maman ! Laissez ça, je vous emmène : on va faire un tour au jardin.

Elle l'écoutait, le regardait, souriant comme lui et faisant mine de le croire. Mais elle voyait trop que sa joie était lourde et brûlante ; elle sentait en lui une sorte d'ardeur dangereuse, agressive, et déjà son cœur se serrait.

— Rose est sortie ?

— Elle est à Orléans. Tu le sais bien : nous sommes mercredi.

Il se rappela l'instant où il avait traversé les bureaux de l'usine. Jean Larrieu était là, il l'y avait vu par deux fois. Ces voyages de sa sœur, chaque semaine, ne les savait-il pas nécessaires ? Le travail à livrer au grossiste, les fournitures à rapporter... En effet, c'était aujourd'hui mercredi.

Il allait et venait dans le petit jardin, arrachait une touffe de chiendent, écrasait une limace qui traversait l'allée. Il dit soudain :

— Quelle heure est-il ? Entends-tu ? C'est le train qui siffle. Dans dix minutes elle sera rentrée.

— Oui, dit Pauline.

Elle soupira :

— Comme tu es gai, ce soir !

Il s'était déjà éloigné, marchait le dos tourné et semblait se parler à lui-même. Pauline voyait ses poings fermés qui frappaient l'air à petits coups, comme s'ils eussent scandé ses pensées. Il revenait, criait avant de la rejoindre :

— Appelez le père ! On va se mettre à table.

Cette impatience... Il ne pouvait tenir en place. Qu'était-il arrivé aujourd'hui ? Il y avait longtemps, longtemps qu'elle ne l'avait vu ainsi. L'exaltation qui le possédait ranimait tout à coup en elle des souvenirs qu'elle croyait morts, qui ne la tourmentaient plus. Et voici qu'ils redevenaient présents, qu'elle sentait aussi vives que jamais les pointes aiguës de leurs épines. Allons, c'était folie ! Les années d'autrefois ne peuvent pas recommencer.

Ils étaient maintenant à table, tous les quatre, comme

d'habitude. Benoît, tassé dans son fauteuil, penchait tout près de son assiette son visage sanguin et morose, presque endormi. Et il récriminait comme il faisait chaque soir, se plaignant de la soupe trop épaisse, des pommes de terre trop farineuses. Ah! qu'il se plaignît, le cher homme! Ce soir, en vérité, cela lui faisait du bien. Elle regardait avec tendresse son front naguère fracassé, cette profonde cicatrice en étoile, cet œil trouble qui n'y voyait plus. Et elle songeait : « C'est encore toi; demain comme aujourd'hui le plus sûr et le plus fidèle, mon pauvre vieux. Tandis que ces deux-là... »

Ils étaient pourtant ses petits. Elle les avait pourtant à ses côtés. Mais elle les sentait déliés d'elle, toujours prêts à s'en aller encore, à céder à de dangereux appels. « Voilà comment ils sont : leur sang les pousse, ils n'ont pas peur des coups de la vie. »

Et, tandis qu'elle les servait, ses souvenirs se pressaient en tumulte, de plus en plus intenses et douloureux : la fuite de Rose avec ce piqueur de Mourches, alors qu'elle avait dix-huit ans; et son retour à Marcheloup, seule; et le pardon de Séverin Ferrague, sa volonté de l'épouser quand même; tout ce drame qui les avait déchirés, avivant la haine du village; la rigueur du vieux Ferrague retenant Séverin prisonnier, l'affreux accident de Benoît, la pitié de l'abbé Demeillers, une horde de méchants souvenirs qui se mêlaient les uns aux autres, qui se levaient à l'horizon de sa mémoire, montant plus vite qu'une nuée d'orage où les éclairs jaillissent dans la nuit. Miséricorde, Seigneur Dieu! Vous aviez écouté sa prière. Sur la route de l'exode, au carrefour des Arravis, Séverin leur était apparu, libre, avec son clair sourire d'enfant. Et ils avaient trouvé ici cet asile, du travail pour eux tous, le pain de chaque jour et la paix. Ne pensons plus à Marcheloup, ah! n'en parlons plus jamais.

Mais s'ils n'en parlaient point, leurs pensées, malgré eux, les entraînaient encore là-bas. Chacun d'eux subissait encore la hantise du village dans les bois. Ils avaient vu la flèche de l'église s'enfoncer sous les feuillages; et longtemps, dans le clair jour d'été, le tintement de l'angélus les avait suivis sur la route. C'était comme si ce tintement de cloches eût continué de trembler en eux; mais chacun l'entendait à présent dans la solitude de son cœur : triste ou farouche, doux comme un

appel de ramier, dur et précipité comme la volée d'un tocsin.

C'était sûrement Séverin qui l'avait le plus écouté. Il était né là-bas, il était fils de la forêt, un flâneur de halliers qui avait besoin des arbres, du bruit des feuilles sur sa tête, du velouté des mousses sous ses pas. Lui qui n'avait pu se plier au lent travail des bûcherons l'hiver, aux migrations d'été vers les moissons beauceronnes, comment avaient-ils cru qu'il resterait désormais avec eux, lié à sa tâche d'ouvrier, et répondant deux fois le jour à l'ordre d'une sirène d'usine? D'ailleurs, c'était Rose, la première, qui s'était détachée de lui. Elle non plus n'aimait pas la vie qu'ils avaient. Mais tandis que Séverin ne songeait au passé que pour le regretter, se retourner vers lui en soupirant, elle, chaque jour davantage, mûrissait des désirs secrets, ne se souvenant de Marcheloup que pour aviver ses rancœurs, se parler à elle-même de revanche et de conquête.

Un jour, Séverin était parti. Il s'était éloigné sans bruit, comme une brindille qui tournoie lentement à la lisière d'un remous, trouve enfin le courant et s'en va au fil de l'eau. Il avait suivi la pente qui le ramenait vers la forêt.

Ainsi, moins de trois ans avaient suffi pour que ce grand amour fût comme s'il n'eût jamais été. Au bout de bien peu de semaines, le vide laissé par l'absence de Séverin s'était tout doucement refermé. Rose n'avait plus parlé de lui. Sans doute était-ce Pauline qui l'avait le plus regretté.

Elle regardait ses deux enfants : l'homme plein de force qui dévorait à belles dents son dîner, qui riait, en cet instant, d'un grand rire trop vite refréné; et la femme silencieuse, aux magnifiques yeux sombres, qui écoutait son frère en serrant ses belles lèvres fardées. Comme elle les devinait semblables, ardents et durs l'un et l'autre, mûris trop tôt par des épreuves terribles! Durs, oui, âprement résolus. Combien de fois déjà lui avaient-ils fait peur! Même jadis, à Marcheloup, les colères bruyantes de Benoît ne la bouleversaient pas autant que certains silences des enfants.

Ainsi, ce soir, son tourment rejoignait le passé. Il lui semblait qu'une longue illusion avait dupé sa vigilance, et que la paix où elle s'était complu n'avait jamais été que précaire et menacée. Rien, pourtant, ne paraissait changé. C'était le calme des autres soirs, lorsqu'ils étaient ainsi réunis dans la cuisine

au plafond bas. Elle chercha les yeux de son fils. Elle murmura en lui souriant, avec une humilité tendre, dans une pensée obscure d'espoir et de conjuration :

— Nous sommes bien, nous sommes tranquilles... Ah! nous l'avons assez gagné.

Elle le vit alors se lever et prendre sa casquette qu'il avait laissée sur une chaise. Mais il resta debout près de la table, regardant la tête inclinée de sa sœur, comme pour appeler ses yeux et les contraindre à rencontrer les siens. Rose ne faisait pas un mouvement: mais Pauline était sûre qu'elle sentait l'attention de son frère, qu'elle faisait exprès de paraître ne point la voir. Il dit soudain, sur un ton de plaisanterie:

— Je suis allé en forêt, aujourd'hui. J'ai causé avec des bûcheux... Devine de qui on m'a parlé?

— Ça m'est égal, dit-elle, la tête toujours un peu penchée.

— De Séverin, figure-toi. Il a quitté le chenil du marquis. Il paraît qu'il cueille du muguet, des jacinthes, des giroles et des cèpes tête-de-nègre; qu'il vit de ça; qu'il couche deux nuits sur trois dans les vieilles loges des charbonniers.

— Ça m'est égal, dit-elle encore.

Mais déjà la colère commençait à faire frémir sa voix. Il souriait comme pour la braver. Elle releva le front et fixa sur lui ses yeux sombres :

— Ce n'est pas vrai. Tu n'es pas allé en forêt.

— Voyons, Pierre... intervint Pauline.

Il haussa les épaules, gardant son sourire de défi. Rose baissa les paupières, ses longs cils éteignirent ses prunelles sous un voile d'ombre étrange et lourd.

— Laissez-le donc. Vous voyez bien qu'il ment exprès.

— Elle a raison, maman, dit-il. Je ne suis pas allé en forêt. Mais quand même, j'ai pensé à Séverin aujourd'hui.

Une lueur filtra sous les cils entreclos. Le visage immobile, remuant à peine les lèvres, Rose dit alors :

— Pas à Séverin. A Marcheloup.

— Et après? reprit-il. Oui, quand cela serait, par hasard? Est-ce que ça te gênerait, si nous retournions là-bas, de rencontrer ton ancien mari?

— Ne t'en soucie pas plus que moi, voilà ce que j'ai à te dire. Et autre chose, pendant que nous y sommes : si tu comptes retourner là-bas, n'espère pas que je t'y aiderai.

— Assez! assez! cria soudain Benoît. Me laisserez-vous jamais tranquille? La mère le jour et les enfants le soir... Je ne suis plus chez moi, je n'ai le droit que de vous supporter.

Il avait pris son front entre ses mains, continuait de se plaindre avec une verbosité monotone :

— Les voilà tous, à qui mieux mieux. Moi, je travaille, je ne tourmente personne. « Ne bois pas trop, ne reprends plus de viande... » Et tous les trois qui surveillent mon assiette.

— Mais c'est pour toi, Benoît! dit Pauline. Pour ta santé, tu devrais le comprendre.

Il continuait :

— Nous sommes trop les uns sur les autres. Même dans mon atelier, je ne peux pas me retourner. A peine si j'y vois clair, il me faudrait plus de lumière. Des murs partout, comme dans une prison... Tout le monde étouffe, ici; tout le monde pâtit de cette vie enfermée. Au moins, à Marcheloup, la place ne manquait pas, ni la lumière. Un atelier comme celui-là, presque une usine... Jamais je ne retrouverai ça, je suis fini, un homme à terre.

Pierre, d'un élan, se rapprocha de lui, posa la main sur son épaule :

— Père, dit-il, vous retrouverez mieux. Il faut me croire. Je vous promets.

— Depuis le temps... gémit Benoît.

Et Pierre, une flamme aux yeux, redit lentement ces derniers mots : « Depuis le temps... », mais d'une voix si passionnée, si lourde d'ardeur contenue qu'ils en demeurèrent tous saisis.

— Bonsoir, dit-il soudain, je sors.

— Tu ne rentreras pas trop tard? dit Pauline.

Rose, s'étant un peu détournée, le suivait encore du regard après qu'il avait disparu. Ils entendirent sonner le timbre et la porte se refermer.

IV

C'est ennuyeux, aujourd'hui mercredi, d'entrer à *l'Hôtel du Renard*. Cela déroge aux habitudes qu'on s'est prescrites une fois pour toutes. Il est possible que tout le bourg sache à quoi s'en tenir sur l'amitié de Georgette et de Pierre. Ce

n'est pas une raison pour donner prise comme exprès aux surveillances et aux commérages.

Les premiers temps, les gens ont chuchoté derrière leur main : « Cette nouvelle serveuse du *Renard* était une fille de Marcheloup, un village de la forêt. Et c'était le garçon Chambarcaud qui l'avait fait venir au pays. » Les chuchotements avaient pris fin d'eux-mêmes, l'intérêt s'était vite détourné vers de nouvelles découvertes.

L'avait-il jamais aimée? Peut-être, oui, lorsqu'il était encore adolescent : à Marcheloup, avant la fuite de Rose, quand ils allaient pêcher les grenouilles de l'étang de Mourches, ou cueillir des coucous dans les prés de Saint-Gengoult. Mais lorsqu'il l'avait revue, à Gency, après des années d'éloignement, s'il s'était juré qu'elle l'aimerait et qu'elle lui obéirait, ce n'était pas à cause des clairs souvenirs d'autrefois. Il les évoquait dans ses lettres, mais il n'en était plus troublé ; il n'y voyait qu'un moyen efficace d'émouvoir et de vaincre cette fille, qui les avait reniés et chassés : car ses souvenirs les plus vivaces ne la séparaient point du clan ennemi et victorieux, ni le désir qui le portait maintenant vers la femme qu'elle était devenue. Qu'elle vînt à cause de lui dans la bourgade où il vivait, ceux de Marcheloup le sauraient. Et ils sauraient du même coup qu'il ne les avait pas oubliés.

Il entra dans l'estaminet de l'hôtel. Une seule lampe électrique brillait au-dessus du comptoir, toute la salle était déserte. Il ne ralentit point le pas, pénétra délibérément dans le couloir de la cuisine. Latapie, le patron, se trouva devant lui.

— Vous désirez?

Pierre n'aimait pas ce quadragénaire gras, à la grosse lippe gonflée, aux petits yeux brillants cachés sous des paupières fripées. Il le dévisagea, dit sèchement :

— Je veux voir Georgette.

L'autre déroba son regard, appuya ses deux mains sur sa souquenille de cuisinier.

— Pas maintenant, elle est occupée.

— Je vous demande pardon, c'est pressé. Appelez-la, ou je l'appelle moi-même.

— Bien, bien, dit Latapie, intimidé par le ton du jeune homme.

Il paraissait furieux. Pierre eut soudain envie de rire, se

rappelant certains soirs, ici même, où il avait été jaloux à cause de ce personnage, horripilé de voir ses petits yeux s'attacher aux bras de Georgette. Une sensation d'éloignement le saisit, de détachement rapide et sans souffrance.

— Ah ! Te voilà.

Georgette s'avançait vers lui, chuchotait d'une voix de reproche, basse, un peu oppressée, où sa crainte s'avouait déjà :

— Pourquoi ? Tu n'y as pas pensé... Les ennuis que je peux avoir...

Blonde, charnue, le teint frais et duveté, elle l'interrogeait des yeux, levant vers lui la lumière bleue de son regard.

— Tant pis, il faut que je te parle. Tu me retrouveras tout à l'heure devant le pavillon du château. Je t'attendrai.

Il y avait au pied du pavillon un îlot de ténèbres denses, un pan de nuit presque veloutée où flottait une odeur de glycine. Derrière une grille, sur le ciel fourmillant d'étoiles, de grands arbres massaient leurs frondaisons. Des rossignols, à plein gosier, y modulaient leur chant pur et sonore.

Pierre entra dans cette ombre, respira l'odeur des grappes fleuries, écouta malgré lui le chant des oiseaux invisibles. La douceur de la nuit l'enveloppait et le caressait, sur son front, sur sa nuque découverte. Il s'aperçut du trouble de son corps, se railla lui-même en souriant : « Roméo... Juliette va venir. »

Elle tardait. Il n'éprouvait pas d'impatience, insoucieux du temps qui s'écoulait, et continuant par jeu à susciter dans sa mémoire des réminiscences amusées : « La nuit de mai... Rudement bien imité. »

Il aperçut enfin la silhouette de Georgette qui traversait rapidement la place, et aussitôt oublia la nuit tiède, ne vit plus que cette ombre vivante qui s'avançait enfin vers lui.

— Tu n'étais pas pressée, dit-il.

— Tu sais bien que ce n'est pas ma faute.

Il lui prit le poignet, inclina son visage vers la pâleur du visage féminin. Ses yeux s'habituaient aux ténèbres, distinguaient peu à peu un reflet sur des cheveux blonds, l'éclat humide d'une prunelle. Il murmura d'une voix plus douce, presque tendre :

— Ça ne fait rien, va, écoute-moi.

Et, ce disant, il lui prit l'autre bras, la maintint ainsi prisonnière sans davantage l'attirer contre lui :

— Écoute-moi, tâche de me comprendre. Et surtout ne pleure pas, sois courageuse et raisonnable. Tu n'es plus une enfant, Georgette... Voilà, tu vas partir d'ici, retourner à Marcheloup.

Il la sentit trembler, fit un peu plus serrée l'étreinte de ses mains sur ses bras.

— J'ai voulu te le dire, à toi d'abord, mon petit Geo : moi aussi, je pense à retourner là-bas.

— Tu dis ça, gémit-elle. Un jour ou l'autre, je devais m'y attendre. Je n'ai jamais compté pour toi. Tu ordonnes : « Je veux que tu viennes à Portvieux, j'ai trouvé une place pour toi. » Et moi je viens, je t'obéis. Et maintenant tu ordonnes : « C'est fini, tu vas t'en aller. » Qu'est-ce que je suis, je te demande? Ah! toute la peine que tu me fais... Tant pis, cela t'est bien égal.

Elle pleurait. Elle se plaignait doucement, mais elle ne se révoltait pas. Lui pensait cependant : « Comme c'est facile! Tout est facile. Ce que je veux... Il suffit de vouloir. »

— A Marcheloup... dit-il, la voix soudain songeuse. Tu les reverras avant moi. Les trois Ferrague, Hugonin, le grand Cogneras, le Sanglier, Grellety, tous les autres... Tu pourras leur parler de moi, leur rappeler ma vieille promesse. Tu leur diras aussi que j'ai monté, que je monterai encore, beaucoup plus haut ; et que les Chambarcaud qui reviendront à Marcheloup ne seront plus les pauvres gens qu'ils ont vus partir sur la route.

— Tu me fais mal, se plaignit Georgette.

Il dénoua ses deux mains crispées, sans pourtant délivrer les bras qu'elles tenaient captifs.

— Ne l'as-tu jamais deviné? Ne pleure plus, tu le savais. Le temps approche, voilà tout. Alors il faut que tu t'en ailles, que d'avance tu leur parles de nous. Ah! si je le pouvais moi-même! Mais le moment n'est pas encore venu de me montrer dans le pays. Qu'ils m'attendent, qu'ils me sentent approcher. Et surtout qu'ils comprennent que je suis en chemin, qu'il n'y a pas un homme au village capable de me barrer la route.

Il hocha lentement la tête et prononça comme pour lui-même, d'un accent bas et farouche :

— Le vieux Ferrague est mort trop tôt. Je voudrais qu'il le sache dans sa tombe.

Puis il se tut, respira puissamment; et soudain s'inclina vers Georgette, l'embrassa et dit avec douceur :

— Tu vas donner tes huit jours à l'hôtel. Ce soir-même, demain au plus tard. Je reviendrai samedi, comme d'habitude. Mais dimanche, tu ne m'attendras pas. Profites-en pour revoir tes parents, les avertir : les voilà vieux, ils seront contents... Ce n'est pas vrai?

Georgette continuait de pleurer, le col penché, les épaules frissonnantes. L'odeur de la glycine se faisait par moments si forte qu'il la sentait couler dans sa poitrine. Il insista :

— Ce n'est pas vrai?

— Oui, peut-être, dit-elle à travers ses larmes.

Il se mit à la bercer lentement, soutenant son buste abandonné.

— Je ne t'oublierai pas, Georgette. Si tu m'aimes, il faut m'obéir. Et ne plus avoir de chagrin.

— Dimanche? implora-t-elle. Encore dimanche, la dernière fois...

Mais il secoua le front, repris d'un brusque énervement :

— Je ne peux pas.

Et de nouveau il la regarda pleurer, redevenu très calme, écoutant les faibles reproches qu'elle exhalait d'une voix d'enfant : « Oh! tu es dur... Oh! cette grande peine que tu me fais... »

Il attendrait qu'elle s'apaisât d'elle-même, amollie, recrue de larmes. Il n'était que d'attendre un peu. Tout était dit maintenant. Il avait fait ce qu'il avait voulu, sans avoir eu besoin de recourir à cette dure énergie qu'il savait disponible en lui-même, dont il sentait la présence continue, les mouvements obscurs encore, mais impatients de se libérer.

Et tandis qu'il parlait à Georgette, qu'il consentait à prononcer enfin des mots affectueux et tristes, une étrange déception lui montait à la gorge et le laissait inassouvi, presque triste en effet, accessible à une trouble pitié qui lui amollissait la voix.

Elle avait relevé la tête, le contemplait de ses yeux noyés.

— Oh! n'est-ce pas, tu n'es pas méchant?

V

Déjà, lorsqu'il avait traversé le jardin, il avait éprouvé un pénible désarroi. Léa, la femme de chambre qui lui avait ouvert la grille, lui avait dit en le toisant presque :

— Vous trouverez ces messieurs par là, du côté de la roseraie.

Il foulait un gravier blanc et rose, dont le crissement sous ses pieds l'agaçait. Des arbustes taillés, des fusains, des lauriers du Caucase, bordaient strictement l'allée. Celle-ci tournait, s'inclinait par une pente insensible vers des pelouses qu'ombrageaient de beaux arbres, des hêtres rouges, quelques sapins royaux. Vers la droite, dans une trouée ensoleillée, il entrevit une pergola enguirlandée de rosiers grimpants, et plus loin des parterres où semblait scintiller le chatoiement somptueux des fleurs. Il s'arrêta : des voix lui parvenaient. Et tout à coup, sous les arceaux de la pergola, il aperçut le groupe des invités qui s'avançaient dans sa direction.

La minute qui suivit fut pour lui insupportable. Il désira éperdument n'être plus debout à cette place, planté devant ces gens qui soudain lui devenaient odieux : car il ne pouvait pas, si stupide qu'il la jugeât, repousser l'impression d'être victime en cet instant d'une surprise préméditée, d'une espèce de guet-apens. Il devait être devenu très pâle. Il attendait, raidi, le visage contracté.

Ce fut M. Larrieu qui parut le voir le premier. Il se détacha du groupe et s'avança au-devant de lui, la main tendue, avec un bon sourire.

— A la bonne heure! Tu es exact.

L'accueil était si simplement cordial qu'il le sentit comme un bienfait. Il serra la main offerte, ses traits se détendirent un peu. Mais aussitôt il redouta de laisser voir trop d'effusion, et reprit un visage contraint, presque glacé.

M. Larrieu le présentait. Il s'inclinait sans voir, sans entendre, gardant son expression distante et ne prononçant pas un mot. Enfin ils se remirent en marche; la voix de M. Larrieu redevint distincte et vivante, reprit le timbre qu'il connaissait bien.

— Pour Chapuis et pour Audrouard, rappelle-toi. Au

besoin même, c'est moi qui t'aurai conseillé cet achat. Tu me comprends? Plein accord entre toi et moi. C'est bien ce qu'ils supposent, mais c'est à toi de faire en sorte qu'ils en soient tout à fait persuadés.

— J'ai bien compris, monsieur, dit Pierre.

M. Larrieu, évidemment exprès, avait ralenti le pas. Leur tête-à-tête, si précaire fût-il, replaçait pourtant Chambarcaud dans une atmosphère respirable : avec délices, il gonfla sa poitrine, se mit à regarder devant lui les invités qui le précédaient.

Il les connaissait tous, il les saluait sans timidité lorsqu'il les rencontrait dans la rue. Mais ici, ce n'était plus la même chose : il découvrait entre tous ces gens comme une parenté secrète, une ressemblance qu'il n'avait jamais soupçonnée. Le vieux docteur Vigneron, Faverger le notaire, Chapuis, il les voyait ensemble comme les membres d'une même famille, liés par des souvenirs, des opinions, des intérêts communs. Et il sentait du même coup qu'il n'avait point de part à cette solidarité; qu'il avait tout à l'heure, en face de ce groupe serré, fait figure de passant, d'étranger.

— Tu n'as pas aperçu les enfants? dit Larrieu. Non? Je parie qu'ils sont au garage. Jean aura voulu montrer l'automobile au petit Chapuis.

Ils approchaient de la maison, une grande demeure sobre et blanche, chaînée de pierres de taille, qu'une véranda prolongeait sur le jardin. En avant, dans un large espace sablé, un acacia répandait son ombre, poudrée des fleurs qui tombaient de ses branches. Un banc, des sièges de rotin, quelques petites tables de fer, étaient épars dans cette ombre légère.

— Ouf! dit Mme Faverger. Je suis morte.

Ils prirent des sièges. Les deux dames, un peu oppressées, s'éventaient de leurs mouchoirs.

Pierre s'était assis comme les autres, envahi de nouveau par une sensation de solitude, de nonchalante mise à l'écart. Il souhaitait que personne ne lui adressât la parole, que Larrieu même oubliât sa présence. Légèrement en retrait, la main droite appuyée avec force sur l'écorce rugueuse de l'arbre, il observait ces visages sans défiance avec une attention encore aiguisée de rancune, saisissant leurs aveux pour aussitôt les exploiter contre eux, prendre sur ces hommes et ces femmes une revanche dont il avait besoin.

Il se disait, regardant Vigneron : « Celui-là est un sceptique, un de ces sages qui se croient indulgents, parce que leur égoïsme redoute et fuit les contacts un peu rudes. Il a la graisse rétractile d'un mollusque. » Les minauderies de Mme Faverger trahissaient une prétentieuse sottise. Mme Vigneron, sèche et de teint bilieux, médisait avec l'intempérance d'une ménagère dans une cour commune. Il s'en apercevait, mais il était surpris et mécontent de ne pas recevoir de ces constatations le soulagement qu'il en attendait. Si défavorables qu'elles fussent, elles n'avaient pourtant pas le pouvoir d'altérer à ses propres yeux le prestige de ces gens assemblés.

Soudain il s'aperçut que Chapuis le regardait ; qu'il l'observait avec une attention directe, où la curiosité se nuançait de sympathie. Il fut certain qu'il allait lui parler, et sentit aussitôt tous ses muscles se contracter. Chapuis s'était levé, passait derrière les chaises des dames ; il alluma une cigarette, enfin, comme distraitement, se rapprocha de lui.

— Vous savez, Chambarcaud, que j'ai plaisir à vous connaître? Mon vieil ami Larrieu m'a souvent parlé de vous.

Pierre à son tour s'était levé ; brusquement, presque d'un sursaut. Chapuis continuait à sourire. Le jeune homme, de tout près, découvrait son visage paterne, barbu de gris, ses bons yeux un peu myopes dont le regard, à travers le binocle, avait une douceur dormante.

— Il paraît, reprit Chapuis, que c'est vous qui m'avez soufflé les bouleaux du Parc-aux-chevaux ? Bon, bon, c'est d'ailleurs de ma faute. Quand on adjuge, chacun est maître de sa chance.

Pierre Chambarcaud sourit aussi. Une brusque joie se mit à couler dans ses veines, détendit chaudement tout son être. Il s'excusa, mentant dès ses premières paroles avec une instinctive facilité :

— Comme je regrette! M. Larrieu ne m'avait pas prévenu.

Il lui sembla qu'il voyait réellement son mensonge s'insinuer en cet homme, y chercher de lui-même et trouver son cheminement. Et il se tut, assuré désormais d'avoir dit les mots qu'il fallait. Mais sa joie intérieure grandissait démesurément.

A ce moment, ayant un peu tourné la tête, il vit sur lui le regard d'Audrouard : un regard froid, aigu, qu'il eut à peine

le temps de surprendre, qui se déroba sous ses yeux; sans précipitation, mais avec une prestesse tranquille. Son enthousiasme retomba ; il s'appuya de l'épaule contre l'arbre avec l'envie de se meurtrir. « Et après ? Est-ce qu'il est d'avance ton ennemi ? Attends. Et que chacun, le temps venu, te donne de lui une idée simple, dure et concrète, utilisable. Tu ne t'en doutais pas, mon vieux : presque jusqu'à ce jour, tu es resté plongé dans un brouillard d'enfance, dans un monde d'apparences, d'êtres mythiques, imaginaires. Se faire peur, se paralyser de mystère, voilà le jeu d'un âge révolu. Tu émerges, ça te saisit un peu. Mais ça passera, il était temps. »

Autour de lui, les voix montèrent en brouhaha. Les deux dames protestaient avec de petits rires : « Mais non! mais non! Nous ne sommes pas à plaindre. » M. Larrieu appelait vers la maison : « Adeline ! » et s'excusait en écartant les bras :

— Je suis confus. Cinq heures moins dix! Que voulez-vous, j'ai l'habitude, ici, de ne m'occuper de rien. Je me repose de tout sur Antoinette. Depuis la mort de ma pauvre femme...

— Quelle bonne petite ! dit Mme Vigneron.

Mme Faverger regarda Chapuis :

— Heureux garçon, celui qui l'épousera !

Ce fut un concert de louanges. M. Larrieu souriait avec un peu de mélancolie, comme pour confesser sa tendresse et sa fierté paternelles. Une grosse femme molle, en tablier blanc, sortit de la véranda.

— Monsieur m'a appelée ?

— Oui, Adeline. Pour que vous serviez le goûter.

— C'est que... hasarda la servante.

— Ma bonne Adeline, il va être cinq heures.

— Mais que dira mademoiselle ?

— Elle nous grondera de l'avoir attendue. Ah ! diable, je n'y pensais pas : il n'y a qu'à tirer la cloche.

La cuisinière souriait, regardant Larrieu sans rien dire.

— Ils sont partis, ces clampins-là ? Ils ont filé avec l'automobile ? Et vous ne m'avez pas averti ?

— Mademoiselle me l'avait défendu.

M. Larrieu se mit à rire franchement, prit à témoins les invités :

— Vous entendez ? Voilà mon tyranneau ! Quand je vous dis

que je ne suis plus rien ici, que j'ai définitivement abdiqué.

— Mais mademoiselle, ajouta la grosse femme, m'a dit aussi qu'elle serait rentrée pour cinq heures. Monsieur sait bien... Tenez, quand je vous le disais!

Une trompe d'auto retentissait de l'autre côté de la maison, à coups précipités, allègres. Et aussitôt le bruit du moteur approcha, le gravier cria sous les pneus. Trois jeunes gens sautèrent de la voiture, le teint avivé de grand air, les yeux brillants.

— Bonjour! Bonjour! Nous ne nous sommes pas tués.

Antoinette embrassait son père, expliquait « qu'elle était seule fautive, que Jean mourait d'envie de faire faire une promenade à Raymond ; qu'il n'osait pas ; qu'elle avait alors décidé, elle seule, d'aller jusqu'à Germigny. »

— Oui, dit Larrieu, tout un complot : « Tu diras à papa que c'est toi... » Ton frère est un capon, voilà, et toi un monstre, un vilain monstre.

La jeune fille riait, d'un rire frais, délicieux.

— Je dis la vérité, je le jure. N'est-ce pas, Raymond?

Raymond Chapuis rougit violemment. Il balbutia quelques mots indistincts, se ressaisit et dit avec chaleur :

— Oui, c'est la vérité. Antoinette ne ment jamais.

Pierre Chambarcaud le regardait. C'était un grand jeune homme un peu voûté, portant binocle, dont un collier de barbe floue ne virilisait point les traits. Il avait les yeux de son père, doux et dormants, une expression sérieuse et timide. « Il est sûrement plus jeune qu'elle, se dit Pierre. Un an? Deux ans? Mais en fait beaucoup plus. Même son frère, qui est de mon âge, n'a pas cette maturité. » Il regardait à présent la jeune fille, tout à une admiration juvénile, à peine triste. Il admirait son rire, la vivacité heureuse de ses gestes, le timbre pur, un peu grave, de sa voix. Elle portait une très simple robe de toile blanche qui dégageait son cou et ses bras. Il y avait en elle quelque chose de lisse et de frais, une sorte de plénitude gracile dont l'harmonie enchantait les yeux. Mais Jean Larrieu, remarquant soudain sa présence, venait à lui et lui tendait la main.

— Bonjour! Je suis très content de vous voir.

Antoinette s'était retournée. Pierre sentit sur lui son regard limpide et franc.

— C'est vrai, tu ne le connais pas. Je te présente mon ami Chambarcaud.

Il ajouta, avec une imperceptible ironie :

— Ami et collaborateur.

Le sourire d'Antoinette, les premiers mots qu'elle prononça dissipèrent aussitôt sa gêne. Il éprouva un sentiment de gratitude immédiate, un allègement du cœur qui éclaira son dur visage. Il oubliait son bref colloque avec Chapuis, le regard d'Audrouard, les bouleaux qu'il avait achetés, et jusqu'à ses desseins secrets. Pour le moment, c'était assez d'écouter cette voix de jeune fille, de l'entendre déplorer en riant d'être partie avant son arrivée, d'avoir fait cette joyeuse promenade sans ce quatrième compagnon.

— N'est-ce pas, Raymond ? N'est-ce pas, Jean ? Nous nous sommes amusés comme des fous.

Jean Larrieu eut un tendre sourire, plein d'indulgence, et aussi d'affectueuse envie.

— Mais bien sûr, dit-il ; comme des fous.

Une lassitude passa dans sa voix. Son sourire s'était voilé, terni. Pierre le plaignit, le méprisa un peu : « Toujours le même, ici comme à l'usine : un sensible, un nerveux, déjà découragé de son existence trop facile. Mais elle, comme elle est vivante ! »

Elle s'en allait vers la maison, gravissait le perron d'une démarche presque bondissante. Sa voix fraiche s'entendait par la fenêtre grande ouverte. En un clin d'œil le goûter fut servi. Elle dirigeait les deux servantes, portait elle-même des assiettes de petits fours, préparait des boissons glacées. Et son sourire allait d'une table à l'autre, ses bras nus offraient les verres embués, les pâtisseries, les cigarettes. Le soleil s'inclinait, dépassait l'angle de la maison ; ses rayons atténués glissaient sous la ramure du grand arbre ; et les fleurs qui tombaient toujours brillaient un instant dans leur chute à travers cette clarté vermeille.

Antoinette s'était assise. Elle s'étira dans son fauteuil. On la sentait encore impatiente de se dépenser. Son immobilité même frémissait de mouvements retenus. Et en effet, elle se leva soudain, appela son frère et Raymond Chapuis.

— Nous vous laissons, gens vénérables. Nous allons voir les poissons rouges.

Pierre sentit de nouveau, avec la même joie juvénile, son regard s'arrêter sur lui.

— Vous venez, monsieur Chambarcaud ?

Ils coururent sur les pelouses, jetèrent des miettes aux cyprins, penchés sur la rivière artificielle qui sinuait à travers le gazon. Raymond Chapuis, à un endroit où cette rivière s'élargissait, dit tout à coup à la jeune fille :

— Tu te rappelles, quand nous sautions ?

Elle rit :

— Tu ne le ferais plus, docteur.

Ils se défièrent. Raymond Chapuis prit son élan, sauta.

— A ton tour !

Elle courut, dans un envol de jupes, et sauta, plus légère que lui. Jean Larrieu retrouvait son sourire indulgent et las. Pierre, resté à son côté, s'assombrissait de voir les deux jeunes gens rire ensemble, se prendre familièrement le bras. « Il a sauté comme un lourdaud. La belle affaire ! Je franchirais le double. »

— Voilà ma sœur, dit Jean Larrieu. C'est une petite personne décidée.

Antoinette l'entendit, se retourna vivement.

— Toi...

Et aussitôt ils furent aux prises : Jean taquin et maître de soi, décochant, comme sans y prendre garde, les traits d'une nonchalante ironie ; elle, s'engageant bien davantage, toute rose d'animation, les yeux brillants et les narines battantes.

— Tu verras, disait-il, tu verras, belle amazone ! Ta liberté ? Dépêche-toi d'y croire. Ton père et ton frère sont bien bons.

Elle s'écria :

— Je te conseille... Tu abîmes tout, tu es content chaque fois que tu peux effriter quelque chose, ébranler une confiance, faire de la peine. Mais oui, tu me fais de la peine.

Alors il lui caressa les cheveux, lui prit la main et la baisa :

— Tu as raison, ne sois plus fâchée.

Ils retournaient vers la roseraie. Antoinette demeurait songeuse, préoccupée. Elle reprit au bout d'un moment, d'une voix changée, calme et sérieuse :

— Est-ce donc mal, de se fier un peu à soi-même, de croire qu'on est un peu responsable de sa vie ? Cette façon de sourire

que tu as, Jean ! Si Raymond te disait ce qu'il pense...

Jean Larrieu regarda Chambarcaud.

— Voilà les femmes ! Naturellement, Raymond dira comme toi. Quant à vous, Chambarcaud...

Il se retourna vers sa sœur :

— Celui-là, si tu veux un allié solide...

Il riait, d'un rire un peu forcé, reculant devant eux comme pour battre en retraite :

— Je ne suis pas de taille. Allons cueillir des roses.

Quelques instants plus tard, dans la roseraie, Pierre se trouva devant la jeune fille. Il dit soudain, d'une voix basse et profonde :

— Oui, mademoiselle. On est responsable.

— N'est-ce pas ? dit-elle, comme pour le remercier.

Il se sentit trembler tout entier, il lui sembla que son cœur fondait. Un grand désir de confidences l'avait saisi ; toute sa vie, sa dure vie lui remontait aux lèvres. Il leva sur elle ses yeux noirs. Elle demeurait penchée, continuant de cueillir des fleurs. Mais il ne doutait point qu'elle n'eût quand même deviné, et peut-être compris son regard.

Au soir tombant, il se retrouva dans la rue. Il marchait comme dans un songe, inconscient de son propre corps. Il avait sur le bras une gerbe que Jean Larrieu lui avait donnée pour Rose. Au moment où il poussait la porte de la petite boutique, une pensée le traversa : « Je n'ai rien dit à Audrouard. » Il revit les yeux attentifs du marchand, leur éclat coupant et rapide. Un vague sourire erra sur ses traits : « Mais peut-être que cela vaut mieux, pour le moment. »

VI

Un dimanche de la fin d'octobre, à Marcheloup, cette même année 1908, Léon Sanglard, fils du vieux Basilice, vit entrer dans son débit un petit homme vêtu de hardes ternes, botté de houseaux grossiers, au cuir boueux, dur comme du bois.

— Tiens, Séverin ! Quel bon vent t'amène ?

Le petit homme s'approcha du comptoir. Ses yeux gris bleu, couleur de pervenche, erraient à travers la salle vide.

— Il est quelle heure ? demanda-t-il. Peut-être que j'arrive trop tôt.

Sanglard montra, au-dessus de sa tête, le cadran d'une pendule réclame.

— Tu n'as qu'à voir à la toquante.

Il observait sous cape Séverin, regrettant qu'il n'y eût personne avec qui partager sa joie. Séverin avait levé les yeux vers la pendule, renversant toute la tête avec une exagération risible. Sous ses lunettes de fer qui chevauchaient son nez de guingois, ses prunelles avaient une candeur étonnée. Sa barbe clairsemée, couleur de chaume, laissait voir des places de peau rose, d'un grain tendre à peine mordu de hâle.

— Est-ce qu'il n'est que deux heures ? dit-il. Aujourd'hui le temps est noyé, un grand ciel sans soleil, sans nord et sans midi, sans heure.

— Oui, mon vieux, dit Léon Sanglard. Qu'est-ce que tu veux prendre? Un café ?

— Je veux bien, accepta Séverin.

Il s'assit à une table en retrait, un peu dans l'ombre, entre le comptoir et la porte. Il ne quittait pas le seuil du regard.

— On dirait que tu attends quelqu'un. Raconte-moi ça. Ta connaissance?

Séverin se mit à rire doucement, d'un rire de gorge, frêle et chantant.

— Ne te moque pas de moi, Léon. J'ai trente-sept ans, ce n'est plus de mon âge.

Il ajouta gravement, presque solennellement :

— Je les attends tous.

On n'entendit plus d'autre bruit que le tictac de la pendule, et le tintement des verres que Sanglard lavait dans le bac. Parfois aussi, de la cuisine, venait la voix du vieux Basilice qui répétait : « Fifi ! Fifi ! », et recommençait à siffler une mesure de *Sambre-et-Meuse*.

— C'est son nouveau sansonnet, expliqua le garçon. Il devient fou, de vouloir lui apprendre. Mais le moineau ne veut rien savoir.

— Comment veux-tu qu'il siffle ? dit Séverin. Dans une cage...

Il y avait de longs intervalles de silence. Alors, la rumeur du vent d'équinoxe montait autour de la maison, et les chevrons du toit craquaient comme des arbres dans la tourmente. La porte s'ouvrit tout à coup ; quelques jeunes gens, ruisse-

lants de pluie, firent une entrée tumultueuse. Ils réclamèrent des grogs, un piquet, les boules du billard. La salle, en un instant, s'emplit de leur tapage, d'un fracas de billes entrechoquées, de gros rire, de coups de poing sur les tables.

Léon Sanglard, d'un clin d'œil complice, leur désigna Séverin Ferrague. Ils ne l'avaient pas vu, assis dans son coin près du seuil. Ce furent de nouveaux cris, un feu croisé d'exclamations.

— Le père Séverin ! Ce vieux La Feuillée !

Séverin souriait, disait de sa voix frêle :

— Bonjour, Barthassat. Bonjour, Fraigneau ; bonjour, Cadène...

C'étaient de vieux noms du village, rien que des noms d'ici que l'on avait plaisir à dire. Ces blancs-becs se croyaient malins, ils étaient effrontés et bruyants, vous tapaient sur l'épaule et vous riaient de trop près au visage. Mais c'était un feu de jeunesse, tout le monde avait été comme eux.

— Vous savez, dit Sanglard, qu'il espère après vous ? Il me l'a dit. N'est-ce pas, La Feuillée ?

— Oui, mon ami, je te l'ai dit.

— Tu sais des choses ? De grandes nouvelles ?

— Oui, dit encore Séverin ; une grande nouvelle.

La porte se rouvrit sur la rumeur sifflante du dehors. Et des hommes apparurent, qui raclaient leurs sabots sur le seuil. C'était l'heure du dimanche où l'on allait s'asseoir devant les verres, chez Sanglard ou chez Alusson. Il faisait déjà sombre ; le poêle crapaud ronflait au milieu de la salle carrelée. On s'en approchait un instant avant de rallier sa place ; on se dégourdissait les mains ; et l'on disait « bonjour », ou « salue bien », avant même d'avoir reconnu personne. La porte battait maintenant presque continuellement : c'était l'heure, en effet ; on aurait cru un rendez-vous.

Séverin, à chaque entrée, remuait un peu les lèvres, nommant tout bas les arrivants. Il vit ainsi ses deux frères aînés, le grand Pascal au front bas et rocheux, et Lucien, dont le poil blanchissait déjà, dont les joues se creusaient comme celles du père, le vieux Ferrague. Mais Séverin ne reconnaissait pas en lui la majesté du visage paternel, depuis tant d'années endormi.

Ce furent ensuite Grellety et Cœurderoy, le premier sec et rasé, noir de cheveux, sombre de peau, la lèvre longue et la

bouche serrée; le second plus qu'octogénaire, énorme encore et musculeux, le pelage rude. On l'appelait le Sanglier, à cause de son aspect hirsute et de son encolure puissante, peut-être aussi parce qu'il était fier et sauvage. Entra encore le beau-frère de Séverin, Hugonin le sabotier, malingre et pâle, l'épaule déviée à force de pousser la gouge, portant sans cesse la main à sa longue moustache blonde dans un tic qu'il avait toujours eu. Et d'autres jeunes gars arrivaient, des neveux de Séverin, des bas-enfants du vieux Cœurderoy, du vieux Cogneras. Celui-ci parut le dernier, très haut de taille ; mais ses épaules commençaient à fléchir; et Séverin se souvint de son père, et il fut triste, songeant que les meilleurs auraient bientôt tous disparu.

— La lampe ! La lampe ! crièrent les jeunes gens.

Léon Sanglard grommela, disant qu'on y voyait bien assez clair, que ce n'était pas eux qui payaient le pétrole. Mais il se souvint de Séverin et alluma la suspension. On vit alors le petit homme toujours assis près de la porte. Les yeux clignés à la lumière, il se prit à sourire sous les regards qui l'atteignaient, avec un peu d'effarement d'abord, puis avec une confiance si claire, si amicale, que son visage sans grâce apparut transfiguré.

— Viens t'asseoir avec nous, Séverin, dit la rude voix du Sanglier.

Il se leva et traversa la salle. Des feuilles mortes restaient collées à ses genoux. Il prit place à la table des vieux, la grande table, entre Grellety et le Sanglier. Ses frères, Pascal d'abord, Lucien ensuite, lui tendirent la main sans rien dire.

— On t'écoute ! cria Léon Sanglard.

Il annonçait, sur un ton de boniment :

— Avis à la population : La Feuillée apporte une grande nouvelle.

Grelletty pinça les lèvres, regarda dédaigneusement Sanglard. Puis il se pencha vers Séverin et dit tout haut :

— Ne l'écoute pas, cet imbécile.

Mais Séverin répondit de sa voix enfantine :

— C'est son métier, tu comprends, d'être drôle. Seulement, aujourd'hui, il a tort. Ce n'est pas un jour à rire.

Il regarda les hommes à la ronde et annonça la nouvelle qu'il savait :

— Les chênes du Marchais-Bezard sont vendus.

C'était une grande nouvelle, en effet. Cela devint sensible au seul silence qui accueillit ces mots. Même les joueurs de billard s'arrêtèrent de pousser les billes, se rapprochèrent, leur queue à la main. Et les pensées qui levaient sous les crânes jaillirent soudain dans un grand bruit de voix, de questions, d'exclamations.

— Qui est acheteur ? demanda Grellety.

— Larrieu.

Le nom courut, le brouhaha reprit. Le Sanglier cogna sur la table et les bouteilles grelottèrent, mais cela ne calma personne. Alors le vieux poussa un souffle rauque, la face soudain violette, le cou rentré dans ses épaules énormes. Ses petits yeux, sous la broussaille de ses sourcils, brasillaient de courtes flammes comme ceux d'un ragot forcé.

— Cœurderoy, dit doucement Séverin, causons, nous autres.

« C'est qu'il n'avait pas dit encore ce qu'il avait besoin de dire. Sans doute, c'était Larrieu qui avait acheté les chênes. Mais l'homme qui les avait voulus, qui les avait condamnés d'avance, ce n'était pas le vieux Larrieu. Lui, Séverin, ce matin même, il avait vu des gardes-ventes. Chanton, Guillerme se trouvaient à la préfecture le jour de l'adjudication. Qui était là pour l'usine Larrieu ? Ils le savaient bien tous, allons ! Chambarcaud, Pierre Chambarcaud. »

Il parlait avec fièvre, avec une âpreté hostile qui ne lui était pas habituelle :

— Qui se rappelle le garçon de seize ans ? Ce dur garçon en face de mon père, et la voix dont il vous a crié : « Je reviendrai à Marcheloup » ? Il a condamné les chênes, mais c'est à vous qu'il a pensé. Je l'ai suivi, j'ai été des siens ; et je l'ai vu grandir, attendre, laisser sa force durcir davantage. Alors maintenant, s'il achète nos chênes, s'il vient tourner autour de Mourches et cerner nos ventes de travail, je le sais, je suis averti : c'est que sa force est prête et qu'il a décidé son retour.

De temps en temps, d'autres hommes s'approchaient, se penchaient sur la table, afin de l'écouter mieux. Il arrivait encore que l'un d'entre eux fît une remarque, mais sur un ton plus calme, réfléchi :

— Ça se peut bien, tout de même, qu'il pense à revenir.

— Ça s'est dit, pas seulement d'hier.

— La fille de l'Ernest Alusson, quand elle est rentrée au pays...

— Et quand même il reviendrait? Paraît que c'est un homme hardi, qui connaît et qui aime l'ouvrier. S'il nous apporte du travail, s'il donne un peu de mouvement au village...

Mais Séverin semblait ne pas entendre et suivait sa pensée sans regarder personne :

— Le père a vu longtemps d'avance. Et moi, j'ai été fou à cause des yeux noirs d'une fille, j'ai refusé de voir et de comprendre. Le père disait : « Ces gens-là sont comme une maladie. Nous qui aimons notre vieux village, qui voulons le garder en santé, nous devons les écarter de lui. » Mon frère Pascal, tu te souviens de tout. Tu te tenais debout derrière la chaise du père lorsqu'il m'a jugé et puni. Et toi aussi, Lucien : tu regardais le père, et tu étais blanc comme la mort. Qui donc aurait osé parler, quand sa voix parlait pour nous tous? Et maintenant nous pensons à lui parce que la menace est sur nous. Ses yeux se sont fermés, personne ne verra plus pour nous. Personne ne nous donnera le droit conseil dont nous avons besoin, ne réchauffera nos cœurs qui ont froid. Le père est mort, nous voici comme des orphelins.

— C'était le plus grand, dit Grellety.

— Le grand Ferrague, dit Cœurderoy.

Et tour à tour, ils l'évoquèrent, en paroles lentes et ferventes. Eux qui l'avaient connu le revoyaient dans sa maison, dans la salle aux meubles luisants, où la lumière entrait à flots par les fenêtres sans rideaux. Il surgissait dans cette clarté, assis à sa place habituelle près du petit fourneau de fonte. Frileux et pâle, le visage émacié, l'haleine courte, il se tenait le buste bien droit, bien appuyé au dossier de la chaise, et il levait sur vous un regard bleu qui vous traversait.

— Il voyait loin, dit Hugonin.

— Devant les jours, dit le vieux Cogneras.

Et Pascal, baissant sa petite tête au front dur :

— Quand il levait sa main, on tremblait.

Ils parlèrent des mains de Ferrague. Jusqu'à son dernier jour, elles étaient restées puissantes. On aurait cru que du

corps épuisé toute la force de l'homme était passée en elles, qu'elle s'était réfugiée au creux de leurs grandes paumes calleuses. Ces mains-là savaient soutenir, garder debout ce qui chancelait, écarter ce qui menaçait. Elles reposaient dans la lumière, tranquilles, assurées en leur force. Mais quelquefois, pour appuyer une parole, Ferrague les soulevait lentement ; ou seulement l'une d'elles, sans avoir besoin de parler : rien que ce geste, sa main droite qui montait un peu.

— Nous autres... dit tristement Séverin.

Il regardait ces vieux hommes du village, les meilleurs de Marcheloup. Il se disait, songeant amèrement à lui-même, que s'il était désormais clairvoyant, il était faible et demeurait indigne. Quant aux autres, malgré leur pureté ou leur force, ils étaient eux aussi démunis. Ils ne savaient que suivre un guide, lui obéir. Ils regrettaient le vieux chef disparu, et ils s'humiliaient dans leur cœur en sentant leur abandon présent.

— Entendez-les, reprit Séverin.

Il montrait les jeunes gens réunis au fond de la salle. Ils écoutèrent, et leur cœur se serra davantage. Les jeunes disaient que les bûcherons « étaient faits pour abattre des arbres, que les chênes du Marchais-Bezard leur donneraient du travail tout l'hiver, que depuis des années les plus gros marchands reculaient devant une coupe si conséquente, et que c'était heureux, oui, heureux, qu'un homme se fût trouvé pour oser enfin l'exploiter ».

Le Sanglier continuait à rouler de petits yeux qui flambaient rouge. Il grogna soudain furieusement :

— Ils ont mené leur train tout à l'heure, pendant que nous parlions de lui, leurs casquettes sur la tête et leurs fines cigarettes à la bouche. Tu entends tes garçons, Lucien ? Ils ont de son sang dans les veines, ils auraient dû se mettre à genoux.

— Ils n'ont même pas le souvenir, dit Lucien.

VII

Ils ne s'étaient pas concertés. On aurait même pu croire qu'ils s'étaient méfiés les uns des autres. D'habitude, à l'automne, dès que les gardes-ventes étaient passés dans le village, ils descendaient aux coupes à quelques-uns ensemble, en devisant, en faisant leurs calculs en commun. Il y avait le

groupe des blancs, les Boutin, les Fraigneau, les Barthassat, et souvent avec eux les charbonniers Cadène. Il y avait les rouges de chez Sanglard, les deux fils aînés de Ferrague, Grellety, Cogneras et Cœurderoy. Mais, sauf en période d'élections, les deux groupes se mêlaient sous les arbres; et il n'y avait plus, bientôt, que des bûcherons de Marcheloup qui regardaient des chênes et des sylvestres, en songeant à leur pain de l'année.

Cette fois, ils étaient arrivés un à un. Séverin, dès l'aube, était sorti de la vieille loge abandonnée où il avait passé la nuit. Elle était proche du Marchais-Bezard. Le soleil n'avait pas encore paru lorsqu'il avait touché, à la pointe de l'enceinte, le premier chêne du Marchais.

Le vent de la veille s'était calmé. Une lumière pâle, endolorie, se répandait insensiblement par le ciel, et les hautes branches des cimes se perdaient dans sa blancheur transie. Parfois, au cœur du grand silence, une goutte d'eau coulait à la pointe d'un rameau et tombait sur les feuilles mortes. Séverin avait marché, allant d'un chêne à l'autre, doucement, en étouffant ses pas. Ils étaient des centaines, tous jaillissant du sol d'un même élan splendide et fraternel. Leur grise écorce, sillonnée de rides profondes, semblait pourtant presque lisse aux yeux, tant les fûts étaient pleins, réguliers : il fallait la toucher de la main pour sentir son épaisseur rugueuse.

Séverin la touchait, reconnaissait les chênes un à un. Celui qui passe seulement aux lisières du Marchais voit des arbres semblables entre eux. Mais l'homme qui est parti au loin et qui, chaque jour des saisons, dans son exil, a pensé aux grands chênes du Marchais, et puis est revenu semblable à l'homme d'autrefois, remettant ses pas dans ses pas, retrouvant toutes ses pistes comme s'il avait seulement dormi; celui-là sait que chaque arbre a sa vie, ses cicatrices pareilles aux marques d'un visage, ses lents gestes montants pour soulever sa ramure dans le ciel, sa voix d'oiseaux ou de feuilles agitées.

S'il le voulait, il pourrait les nommer comme il nomme les vivants du village, le Sanglier où le nain Balabout. Séverin murmure à demi-voix : « Je pourrais, bien sûr, je pourrais. » Et le voilà qui rit dans sa gorge, parce qu'il est bien seul et qu'il ose nommer les arbres : celui-ci, c'est le Chêne à Deux Jambes; celui-ci le Dix Cors, à cause des gros bourrelets

d'écorce qui s'épaississent à ses maîtresses branches comme aux bois d'un vieux mâle chenu. Un peu plus loin, il a déjà reconnu le Régent, qui tend large ses bras, qui semble, de cette place où l'on est, dévoiler et hausser le soleil, un soleil blanc et sans rayons, pareil à une sainte hostie. Mais ce sont toujours des arbres, et les noms dont la voix les désigne font seulement semblant de se souvenir des bêtes, des humains que Séverin connaît. Ce sont quand même des arbres, le Sanglier aussi, tout bourru et bosselé, et le plus majestueux de tous, là-bas, qui monte droit sur un tertre au milieu de la futaie, et que Séverin, soudain, n'ose plus nommer de son nom d'autrefois.

Ce chêne-là, ce grand chêne du Marchais-Bezard, c'était le Père. Mais ce matin, il règne sur une désolation. Mieux vaudrait le vent fou d'hier, les craquements des branches secouées, la plainte furieuse des arbres en révolte. Cette paix solennelle, cette pâle lumière inerte qui bleuit peu à peu, qu'elles sont tristes ! Il y a dans le ciel comme une indifférence glacée, un consentement qui décourage.

Mais Séverin tressaille tout à coup, parce que le silence est blessé : de petits chocs secs et méchants, qui sonnent dans l'air et le meurtrissent. Alors il se souvient. Et il marche vers le bruit, tout droit, en ne prenant plus garde de ne pas froisser les feuilles mortes.

C'est bien ce qu'il avait pensé : des uniformes verts sont là. Voici Giaume, le brigadier des Huit-Routes, et avec Giaume le garde de Centimaisons. Le garde tient le marteau à la main ; c'est lui qui donne les coups, au pied des arbres.

Quand on frappe ainsi des baliveaux, ils frémissent. Mais ces grands chênes sont comme des colonnes de pierre. Et pourtant il semble à Séverin que des ondes de souffrance se propagent sous leur aubier, qu'elles continuent à frissonner longuement de leur pied jusqu'à leurs plus lointaines ramilles, tout là-haut dans la nue, d'un bout à l'autre de leur corps colossal. Dès que l'homme s'est relevé, on voit une petite plaie dans l'écorce, une marque de mort qui est là, blanche et crue au pied des arbres.

Séverin s'approche. Il dit aux forestiers, d'une voix qui tremble :

— Est-ce que vous les marquez tous ?

Giaume et le garde haussent les épaules, et rient. Ils continuent leur méchante besogne. Giaume indique la place de la main, le marteau s'abat, frappe du bec : et aussitôt cette plaie blanche apparaît, une petite blessure sans pardon qui condamne un arbre de plus.

—Ça t'amuse de nous regarder? dit Giaume.

Et le garde, par manière de rire, se plaint d'avoir les reins moulus et tend le marteau à Séverin :

— Si le cœur t'en dit, La Feuillée...

Il se retourne, s'écarte un peu. Et c'est alors qu'il voit aux lisières de l'enceinte deux autres hommes qui approchent à grands pas. Ce sont des gardes-ventes du triage, deux forts gaillards à la grosse moustache brune que l'on prendrait pour deux frères jumeaux ; mais Guillerme a une dent de devant qui manque, et Chanton traîne des pieds panards qui laissent derrière lui des brisées, comme si toute une harde avait passé sur son chemin.

Ils sont de bonne humeur, ils interpellent joyeusement Séverin :

— Tu cherches de l'embauche? Tu te ranges? Il y aura de quoi t'occuper.

Alors Séverin, devant ces nouveaux venus, hasarde timidement sa question de tout à l'heure :

— Est-ce qu'on va les abattre tous?

C'est une question qui prête à rire, il faut le croire. Le brèche-dents ouvre une bouche aussi large qu'une entrée de four. Et les voilà, tous deux ensemble, qui se mettent à crier dans une espèce de délire, comme s'ils avaient bu trop d'eau-de-vie :

— A blanc! A blanc! Tout par terre! Rasibus!

Se détourner encore? A quoi bon? Les forestiers avancent de plus en plus creux dans l'enceinte. Ils doivent maintenant avoir martelé le Régent. Bientôt ils atteindront le plein milieu de la futaie. « A blanc! A blanc! » On aurait dit qu'ils aboyaient, ceux-là, comme deux gros chiens de meute au ferme qui sentent l'hallali approcher. Faiblesse et lâcheté vont ensemble : quand on est dans un tel passage, mieux vaut porter sa peine ailleurs, là où les yeux ne peuvent plus voir ces choses.

En s'en allant il les a rencontrés, un à un, presque furtifs.

Lui se hâtait de son côté, comme s'il avait eu peur aussi d'être aperçu dans le plein jour. Mais il a eu quand même le temps de reconnaître les bûcherons de Marcheloup, celui-ci et puis celui-là, tous ceux qui l'écoutaient hier, chez Sanglard; et les autres aussi, les blancs de chez Alusson. Il a songé que cela devait être, qu'ils devaient se retrouver tous sous les chênes du Marchais-Bezard. Mais il a eu le cœur serré en les voyant venir un à un, chacun seul avec ses idées, ses calculs méfiants et jaloux. Oui, oui, décidément, il valait mieux qu'il s'en allât.

Il ne connaissait pas le dernier homme qu'il a rencontré, un petit homme au visage sec, aux yeux pétillants et hardis. Guêtré de toile, le genou nerveux, il courait presque en montant vers la coupe. Il venait le dernier, au milieu de l'allée forestière; il avait une allure de conquête. Séverin a deviné que c'était un homme de Larrieu.

Il s'est mis à errer dans les enceintes d'alentour, du Chat-Sauvage à la Bondrée, de la Bondrée au Parc-aux-Chevaux. Il regardait sur les fossés les passerelles de fascines écrasées par le charroi, à d'autres places des ornières de glaise blanche où les roues des fardiers avaient dû s'enlizer. Alors il s'est rappelé que les rouliers n'avaient pu qu'à grand peine vidanger le bois de coupe. Et il a senti brusquement une petite flamme d'espoir se ranimer dans sa poitrine, prendre force et briller plus haut. Irrésistiblement attiré, il est revenu vers les chênes.

Les hommes, entre les chênes, remuaient comme des fourmis noires. Mais leurs voix de très loin s'entendaient dans l'air calme. Séverin, au lieu de prendre les allées, s'est approché dans le taillis par le revers du Marchais. Bientôt ses pieds ont rencontré la glaise. Les feuilles mortes se sont mises à glisser, collées en mottes sous ses semelles. Il a suivi toute la veine d'argile, les jambes alourdies et chancelantes, heureux de les sentir si lourdes. La première fois qu'il est tombé, il a ri. Puis il a regardé les chênes, il a senti des yeux leur masse, la dureté dense de leurs fibres, le poids énorme de leurs années, toutes serrées autour de leur cœur. Une prière est montée à ses lèvres, une vraie prière qui venait toute seule : il n'avait pas besoin de penser. Il a prié la terre gluante, les chênes lourds. Il a demandé à la terre de s'enfoncer sous le fer des roues, aux arbres de peser davantage, de s'allonger pesamment sur la terre, de s'appuyer contre elle étroitement, invinci-

blement. Il a prié aussi les ronces, les épines noires du fourré. C'était comme si l'effusion de son cœur les eût déjà fait surgir de la terre, pousser leurs cordes et leurs dards par-dessus les grands chênes étendus, immobiles jusqu'à la mort des hommes, à la place même où ils étaient tombés.

Quand il s'est éveillé, il se sentait plus chaud et plus robuste, une hardiesse toute neuve lui coulait dans les veines. Il s'est rapproché des hommes, désireux à présent de se mêler à eux pour les entendre et leur parler. Ils suivaient presque tous l'étranger au maigre visage. Ils demeuraient méfiants à l'égard les uns des autres, ils évitaient de croiser leurs regards.

— Rosier! Ho! Célestin!

Tantôt les forestiers, tantôt les gardes-ventes appelaient à eux l'homme de l'usine. Aussitôt il courait, répondait, preste comme un follet, la voix toujours rieuse et sonore. Il avait le poil rare et roux. Vif, constamment bougeur, il ressemblait à un écureuil dans sa mue.

— As-tu vu ça? dit le brigadier Giaume.

Séverin vit ce que montrait Giaume : entre les feuilles qu'il écartait du pied, la blancheur grisâtre de la glaise. Et Rosier regarda, prit un bâton qu'il appointit de son couteau, qu'il enfonça dans la terre grasse.

— Encore! encore! chantonna une voix frêle.

Le bâton s'enfonçait toujours. Rosier se retourna, découvrit ce traînier aux joues roses, cet « arcandier » boueux dont les yeux riaient sous des lunettes de fer. Il le toisa, laissa tomber du coin de la lèvre :

— Et après? On les sortira quand même. Des caillebotis, tu sais ce que c'est?

— Oui, dit Séverin. Des caillebotis... Le premier fardier passera, et peut-être encore le deuxième. Après, la glaise mangera les caillebotis.

Il sentit qu'une main s'appuyait sur son épaule. Se retournant, il vit Cœurderoy, et près de lui le long visage brun de Grellety. Le Sanglier grogna sans regarder Rosier, avec une rudesse hargneuse :

— Ne lui dis rien. Il verra bien.

Rosier rougit, se reprit aussitôt. Il se contenta de répondre :

— Vous aussi, mon vieux, vous verrez.

Et tout de suite il parla d'embauche, tandis que les bûcheux l'écoutaient en silence, se rapprochaient de lui davantage. C'était la première fois que la maison Larrieu soumissionnait sur leur commune : on n'aurait pas attendu trop longtemps de savoir ce qui importait. Rosier dit qu'il avait une consigne, « qu'il devait réserver la coupe aux seuls hommes de Marcheloup. Pendant toute la semaine, Guillerme se tiendrait au pays. C'est avec lui qu'ils auraient à s'entendre, et dans la coupe aussi pour y marquer leurs ornes en bon accord. D'ailleurs, tout marcherait rondement. C'était forcé : dès qu'on travaillait pour l'usine, la vie ronflait sur les chantiers. Du travail, oui, mais des salaires à proportion. »

Le cercle des bûcherons se fermait insensiblement. Ils écoutaient Rosier, les traits tendus et les yeux durs. Un des jeunes, un Barthassat, osa dire :

— De bons prix ? Ce serait du nouveau. Larrieu passe pour être serré.

L'un des fils Boutin s'enhardit, demanda en regardant le contremaître :

— Quels prix ?

— A la bonne heure ! dit Rosier. Les prix, vous les connaissez bien : dix sous pour abattre, et vingt sous pour arracher. Attendez ! J'ai autre chose à dire.

Il prit exprès son temps, roula sans hâte une cigarette.

— Ces chênes-là, épais comme ils sont... Nous autres, nous comprenons les choses; avec le temps, vous vous en rendrez compte. Aux prix d'usage, vous seriez roulés. Nous ne voulons pas de ça, nous ne sommes pas des exploiteurs. Alors le double... Qu'est-ce que vous diriez du double?

Ils commencèrent à s'épier entre eux, furtivement, les paupières vite baissées. Leurs visages se tiraient davantage. L'un d'eux, un jeune encore, prononça d'une voix un peu fêlée :

— Vingt sous par chêne pour abattre, alors? Et quarante pour arracher ?

— Tu comptes juste, dit le contremaître.

— Et le rasage?

— Ça reste à voir. Mais le patron m'a recommandé de ne pas être trop regardant.

Chaque fois qu'il disait « le patron », on aurait cru qu'il disait « le bon Dieu ». Ou plutôt on sentait en lui des pensées

de combat, d'audace, et de victoires prochaines que rien ne pourrait empêcher.

— Le patron ? fit Séverin. On te demande de qui tu parles.

Ses yeux gris bleu semblaient avoir pâli. Le Sanglier, qui le regardait, crut voir les yeux du vieux Ferrague. Rosier, surpris, le regardait aussi. Il cambra son corps mince et répondit en serrant le poing, comme s'il eût porté un coup :

— Tu le sauras : je parle d'un homme.

Les bûcherons se taisaient. Déjà certains d'entre eux s'éloignaient à pas retenus, avec des précautions sournoises. Ils s'en iraient comme ils étaient venus, sans amitié. Et dès ce soir, à Marcheloup, ils se cacheraient pour rencontrer Guillerme. Grellety mit les mains dans ses poches, passa devant l'homme de l'usine, et cracha. Le Sanglier poussait les feuilles du pied, fouissait le terreau de la pointe du sabot. Une senteur âcre monta, une sauvage bouffée de fermentation et de mort. Derrière eux, dans la futaie, on entendait les coups du marteau qui continuait de frapper des arbres.

— Viens, Cœurderoy, dit le grand Cogneras.

Eux du moins se retrouvaient ensemble. Pas plus que ceux qui s'en allaient, ils n'éprouvaient l'envie de se regarder dans les yeux. Mais ce n'était point de leur part jalousie ni cupidité : ce n'était que tristesse et colère. Ils pouvaient dès maintenant se compter : avec Séverin, Pascal et Hugonin, ils étaient juste six ensemble. Lucien Ferrague lui-même, peut-être parce qu'il était maire du village et qu'il voulait ne pas se compromettre, n'était resté qu'un moment dans la coupe.

— Allons, Cœurderoy, viens-t'en donc.

Grellety, Pascal le prirent chacun sous un bras, l'entraînèrent vers l'allée forestière. Il se laissait emmener et conduire les yeux si brouillés par le sang qu'il ne voyait plus les arbres. Mais par moments encore il s'arrêtait et se piétait d'un bloc, recommençait à éventrer l'humus, et respirant l'âcre odeur qui montait, il groumait dans son rude poil blanc :

— Pourri ! pourri ! C'est tout pourri, là-dessous.

MAURICE GENEVOIX.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

POÉSIES

L'AIGLE DE FEU

Ma tristesse s'en va, comme un nuage errant
Dont la voile de neige obéit à la brise :
L'air matinal m'écoute et l'oiseau me comprend :
Mon rêve a la couleur d'un jet d'eau qui s'irise.

Suis-je encor le même homme? Ai-je mon corps d'hier?
Ah! comment expliquer cette métamorphose?
Je ne sais : aujourd'hui, mon cœur n'est plus amer,
Et le calme des lys sur mon âme se pose.

Nul autre événement que ce matin si pur,
Où la vie, on dirait, s'allège de ses fanges;
Où j'entends, vaguement ébloui par l'azur,
Le tambourin léger qui vibre au poing des anges.

Quel ineffable accord des sens et de l'esprit
Avec la terre, avec l'immensité visible!
Le monde est dans mes mains comme un rameau fleuri;
Au livre universel tout me devient lisible.

O toi qui viens vers moi du plus lointain soleil,
Rivale de l'éclair, irrésistible Joie,
Comment trouver des mots dignes de ce réveil,
Des vers où ta splendeur, Aigle de feu, flamboie?

Pour mon faible génie, impossible souhait!
Devant toi, mon amour étonné doit se taire,
Et t'offrir sa ferveur en un hymne muet,
Illuminé d'extase et frangé de mystère.

Et si mon siècle impie, habile à s'égarer,
Doute des hauts trésors que ta grâce me laisse,
Je te dirai tout bas, ô divine Allégresse :
« Je ne suis pas assez savant pour t'ignorer. »

VESPA CRABRO

L'insecte triomphe et l'été flamboie :
Que de dards aigus, dans leur souple étui !
La tente du ciel déroule sa soie.

O guêpe-frelon, ô bête de proie,
Tu froisses les airs d'un sinistre bruit :
L'insecte triomphe et l'été flamboie.

O vespa crabro, tueuse de joie,
Ta férocité veille dans la nuit :
La tente du ciel déroule sa soie.

Ton brusque aiguillon que rien n'apitoie
Torture la chair, l'écorce ou le fruit :
L'insecte triomphe et l'été flamboie.

O bandit, Satan t'a mis sur ma voie,
Ah! je t'apprendrai le respect d'autrui.
La tente du ciel déroule sa soie.

Comme les remparts de l'antique Troie,
Je ferai flamber ton bruyant réduit.
L'insecte triomphe et l'été flamboie,
La tente du ciel déroule sa soie.

LES JOYAUX DÉDAIGNÉS

Dans des flots brûlants qui gardent en eux
L'orageuse ardeur des mers primitives
Et sans fin heurtant des fonds caverneux,
Émeuvent les airs de plaintes captives,

J'ai poussé ma jonque, et, là, j'ai jeté
De larges filets aux solides mailles,
Qui bientôt luisant d'humide clarté,
M'offraient des trésors encombrés d'écailles :

Coraux merveilleux, varechs rutilants,
Coquillages, teints d'une riche aurore,
Dont la flamme avait de brusques élans,
Puis soudain mourait, pour renaître encore.

Le front couronné d'un éclair d'orgueil,
Du haut des rochers où la mer déferle,
Évitant le monstre, évitant l'écueil,
J'ai plongé souvent et cueilli la perle.

Vers le nord aussi, vers les bords glacés
Où, cruellement, l'éternel décembre
Gèle l'océan de ses durs baisers,
J'ai fait des moissons opulentes d'ambre.

L'univers entier, trop étroit pour moi,
M'a livré sans fin ses splendeurs secrètes :
Partout le réel, soumis à ma loi,
M'a laissé scruter ses sombres retraites.

Salomon jamais n'eut tant de joyaux :
Les serpents du Nil, chers à Cléopâtre,
N'en virent jamais briller de plus beaux,
Dans l'ovale pur des coupes d'albâtre.

Dans certains luisaient des regards d'enfants,
Dans d'autres veillaient des eaux de lagune,
Et d'autres, pareils aux soirs étouffants,
Voilaient le falot jaune de la lune.

Mais ceux que mes doigts caressaient le plus,
Tout tièdes encor de la chaude arène,
Et comme mouillés par un lent reflux,
Miracle, c'étaient des pleurs de sirène!

Et tous ces trésors, ravis par mes mains
Au long bercement des puissantes houles,
Je les ai montrés sur tous mes chemins,
Prêt à les donner au désir des foules.

Qui voulait pouvait, par des jours sereins,
De cette splendeur faire sa conquête :
Qui voulait pouvait remplir ses écrins,
Enrichir son âme ou parer sa tête.

Mais personne, hélas! n'a daigné saisir
Un seul coquillage, une seule gemme :
Personne n'a bu le rare élixir
Qui dormait au creux des pierres que j'aime.

Mais j'entends parfois, quand tombe le soir,
Une voix qui dit, faiblement sonore :
« Les anges, là-haut, sauront mieux les voir,
Ces joyaux pensifs que la terre ignore. »

L'AMMOPHILE

Un déluge de flamme tombe
Du haut des cieux sur le sol dur;
Dans les bois se tait la colombe,
L'ombre est étroite, au bas du mur.

L'étang se dessèche et la vase
Se lézarde au pied des bouleaux;
Les vaches, dans leur lourde extase,
Ne font plus tinter leurs grelots.

Pas un vol d'oiseau, dans l'espace.
Sur la laque ardente des cieux,
Ainsi qu'un flocon qui s'efface,
Un seul cirrus retient les yeux.

C'est l'heure torride où l'insecte,
Tout de métal et l'âme en feu,
En quête de sa proie, inspecte
Mon jardin qu'envahit l'air bleu.

Sous un chapeau de paille épaisse,
J'admire ta sagacité,
Svelte ammophile, chasseresse
Qui parais ivre de l'été.

J'admire tes outils solides :
Palpes, mandibules, burin,
Qui fouillent les sables arides
Et construisent ton souterrain.

Mais ce qu'encore plus j'estime
C'est ton stylet souple et savant
Qui sait faire de ta victime
Un gibier inerte et vivant.

C'est ton instinct qui l'emprisonne
Dans le caveau, scellé de neuf,
Où quelque jour, avant l'automne,
Ta larve quittera son œuf,

Et dévorera la chenille,
Pleine de suc et fraîche encor,
Grâce au poison de ton aiguille
Qui longtemps diffère la mort.

Ainsi depuis que la planète
A solidifié ses flancs,
Et calmé la rouge tempête
Qui l'ébranlait de ses élans,

Tu vas, tu traverses les âges,
Riche d'un savoir étonnant
Qu'après de longs apprentissages
L'homme découvre maintenant.

Et devant ton front minuscule
Qu'escarboucient de durs joyaux,
Mon esprit longuement spécule
Sur ton art et sur tes travaux.

Je songe à ta froide énergie,
A ton indifférence au mal,
A ta sinistre chirurgie,
A ton venin lent, mais fatal.

Je vois s'attarder ta science
Dans les ténèbres de ton puits
Et que ton labeur recommence
L'effort vain des siècles enfuis.

Esclave à jamais condamnée
A traîner ta chaîne d'airain,
J'ai pitié de ta destinée,
Ignorante de tout chagrin.

Je sens que ton instinct chemine
Sur un autre plan que le mien,
Et que la loi qui te domine
Contre mon âme ne peut rien.

Je sens que mon intelligence,
Rayonnante de liberté,
Par ses progrès, par la souffrance,
Est fille de l'Éternité.

Et je me ris de ces prophètes
Qui disent, l'esprit déréglé,
Qu'entre les hommes et les bêtes
L'abîme, un jour, sera comblé.

LE POÈTE FOU

Le soleil n'est plus rien qu'un tison dans du songe :
L'automne disparaît en robe de vapeur.
Au bois, on cherche en vain le chapeau de l'oronge,
Mais on voit mieux les sauts de l'écureuil grimpeur.

Jours brûlants, embaumés d'essences volatiles,
Horizons bleus, soudain tendus d'épaisses poix,
Insectes, éclairs d'or, bourdonnants projectiles :
Tout cela s'engloutit dans l'ombre d'autrefois.

Maintenant, c'est un soir d'hiver, sec et sans voiles :
J'interroge le ciel et Véga me répond ;
Le Dragon, dans ses plis, emporte mille étoiles,
Aldébaran, là-bas, m'ouvre un écrin profond.

Le fleuve froid de l'air envahit ma poitrine,
L'ivresse d'admirer divinise mon front,
Et mon cœur ne sent plus l'obsession chagrine
Des beaux mois de la rose et du rhododendron.

La flèche du clocher vers l'infini s'élance,
Et la lune qui monte au-dessus des forêts,
Semble être le visage éternel du silence,
Nimbé de nostalgie et chargé de secrets.

Mais bientôt, comme las d'un sublime vertige,
Je regagne à pas lents mon cadre familier :
La chambre où la douceur des cyclamens voltige,
Où les instants heureux égrènent leur collier.

Et là, l'esprit frôlé par l'aile d'un poème,
Sur les landiers massifs, souvenir d'un aïeul,
J'accumule le bois que j'ai scié moi-même,
Craquant et bien séché : érable, pin, tilleul.

Tout à coup, le miracle habituel éclate :
L'orage lumineux remplit tout le foyer,
La flamme fait bondir sa fureur écarlate,
Et je vois ses reflets, sur les murs, tournoyer.

Éblouissante fin pour la toison sylvestre !
O sonore brasier qui tords des bras vivants,
Et déchaînes les bruits multiples d'un orchestre,
Comme si tu sentais la colère des vents !

Or, moi, je reste là, contemplant ton délire,
Et, lointain héritier de l'homme primitif,
O feu, poète fou qui consumes ta lyre,
J'incline devant toi mon front méditatif.

LA VISITE

Lorsque le printemps vient, ouvre-lui ta fenêtre,
Écarte largement l'obstacle des rideaux :
Laisse le vent d'Avril envelopper ton être,
Et verser dans ton cœur ses fluidités d'eaux.

Avec recueillement, goûte la mélodie
Qui glisse des rameaux ou monte du gazon,
Et que tous les parfums de l'antique Arcadie
Envahissent soudain ton âme et ta maison.

Saisis l'instant léger et sa grâce incertaine ;
Que ta sagesse porte une rose à la main !
Et, comme des enfants qui vont à la fontaine,
Que tes espoirs heureux chantent sur le chemin !

Quand le bonheur accourt, les bras chargés d'offrandes,
Il faut, d'un geste prompt, accueillir ses présents :
Les gemmes, les baisers, le miel et les amandes,
Et la figue, ravie aux rameaux complaisants.

Mais avec ses trésors, poète à l'âme forte,
Si l'austère Douleur vient demeurer chez toi,
Sache, à force d'amour, surmonter ton effroi,
Et lave ses beaux pieds sur le seuil de ta porte.

OMNES EODEM COGIMUR

Il te faudra quitter ce petit coin de terre,
Ce peuplier chanteur, *populus tremula*,
Qui, non loin de ton seuil, comme toi solitaire,
Égaya ta pensée ou bien la consola.

Il te faudra quitter ta timide fontaine,
Invisible parmi le fouillis des rameaux,
Et qui semble charmer, de sa voix incertaine,
Au printemps, le réveil précoce des ormeaux ;

Ta maison, si souvent vibrante de ta joie,
Et que le riche automne envahit de ses fruits,
Ta pelouse où le thym furtivement rougeoie,
Et tes murs élevés, remparts contre les bruits ;

Il te faudra quitter le berceau de tes rêves,
Le champ, si soucieux de combler tes espoirs,
Tes essaims turbulents, lorsque montent les sèves,
Et suspendus en l'air comme des raisins noirs

Tout cela ! Tout cela ! D'autres choses encore...
Et ce sera peut-être à la fin d'un beau jour,
Pareil à celui-ci qu'un azur fin décore,
Et peut-être mourrai-je en parlant de retour.

Ainsi que maintenant, j'entendrai les colombes
De leur plainte brûlante ensorceler le soir,
Les cyprès verseront leurs parfums sur les tombes,
Et le fleuve, très lent, voilera son miroir,

Ainsi que maintenant, rose à peine, la lune
Montera pour me voir, du fond de l'horizon,
Et je remercierai sa visite opportune,
En me sentant baigné d'un fluide pardon.

Mais bientôt se tairont les colombes, et puis
L'univers deviendra ténu comme un fantôme;
Sur mes tempes, pareil à l'eau froide d'un puits,
Un silence pieux fera couler son baume.

Puissé-je, à ce moment, t'avoir comme soutien,
O toi, toute douceur, si confiante et forte,
Et puissé-je sentir ton geste aérien
Du paradis promis m'ouvrir la haute porte!

ALFRED DROIN.

SPECTACLES

EXPOSITION DE POUPÉES

La Section de Jeunesse de la Croix-Rouge française vient d'organiser, au Musée pédagogique de la rue d'Ulm, une exposition de poupées. Cette exposition m'a charmée et vivement intéressée. Car ce n'est pas là exposition de jouets ; ici, rien n'est à vendre. C'est une sorte de Société des nations. Ces poupées représentent tous les pays du monde. Elles ont, toutes, été habillées avec amour, par des enfants des écoles habitant la France, l'Amérique ou le Japon, l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie ou l'Espagne, etc. En vous les décrivant et en marquant pour certaines d'entre elles quelques préférences, j'espère ne pas créer de conflits diplomatiques, ni des incidents politiques gênants. Oui, ces poupées si bien parées, si fraiches, qui se tiennent debout si bien, et semblent tendre la main à tous les enfants de la planète, semblent aussi leur dire mystérieusement de cette voix secrète que les joujoux ne font entendre qu'à leurs puérils possesseurs : « Ceux et celles qui nous ont envoyés vers vous sont vos sœurs, sont vos frères. Nos costumes sont différents, et aussi nos visages, si bien dessinés et peints, nos coiffures, la façon aussi dont on a sculpté ou rembourré nos corps. Mais nous ressemblons à ceux-là qui nous créèrent à leur image comme Dieu fit les créatures humaines. Et nous venons à vous avec amour. Nous nous sommes réunis à Paris, en France, où le cœur est hospitalier, amical et compréhensif, pour y tenir notre muet, minuscule, et touchant conciliabule. Nous voudrions être les symboles de l'entente et de la fraternité humaines. Nous sommes les ambassadrices et les ambassa-

deurs de tous ces petits qui deviendront grands et qui, de loin, vous saluent. » Quelle belle et jolie idée, que cette œuvre de propagande!

Cette Croix-Rouge de la jeunesse est la filiale de la Grande Croix-Rouge. Le comité réunit les membres de trois Croix-Rouges et sa présidente est, cette année, Mme Saint-René Taillandier. Un petit journal, *Jeunesse*, est édité dans toutes les langues, et dans tous les pays. Par les moyens de ces petites revues, — dont le modique abonnement, de dix francs par an, permettrait de faire tant de bonnes choses, si de très nombreux enfants s'y abonnaient, — tous les enfants sont en communication d'idées et d'esprit. Tous ces jeunes membres de la Société de la Jeunesse de la Croix Rouge, — on les nomme « les juniors », — sont également en rapports amicaux les uns avec les autres par l'intermédiaire de leur « correspondance interscolaire internationale ». J'ai vu dans des vitrines, autour de l'exposition des poupées, des centaines, des milliers d'enveloppes, de lettres, de cartes postales venant de tous les points du globe et écrites en toutes langues. Les écoliers échangent aussi des cadeaux d'albums où ils s'appliquent à donner des échantillons de leurs talents divers et de leurs petits savoirs. Un album de petit Tchécoslovaque, par exemple, contient de ravissants échantillons de broderies, une fleur peinte à l'aquarelle, une page de musique manuscrite transcrivant la chanson du pays, une dictée, une fable bien copiée, etc. Ce petit album d'enfant de chez nous, ouvert au hasard, vient des Basses-Pyrénées : une petite cape, le béret minuscule sont taillés et collés sur une page; plus loin un travail de tapisserie, des dessins, des découpures... Tout cela fait avec toute l'application désirable pour plaire à l'ami de l'autre pays. Et c'est touchant, et c'est charmant. L'œuvre s'occupe aussi de trouver des marraines pour des enfants d'écoles pauvres, pour nos hôpitaux d'enfants.

Je m'en voudrais de ne pas vous décrire quelques-unes de ces merveilles, les unes simples, rustiques, les autres scintillantes et parées, mais présentant toutes un intérêt différent et représentatif du pays qui les vit naître.

Les poupées d'Espagne, petites, cambrées, feraient par leurs atours les délices d'Argentina, si curieuse de costumes et de danses des provinces espagnoles : cette Aragonaise en noir et

jaune, aux pendants d'oreilles d'or, cette paysanne de Ségovie, vêtue de tons amarante, saphir et orangés, la séduiraient. Parmi les Suissesses aux belles nattes, aux costumes bien connus, je remarque la Bernoise, si blonde, sous son vaste bonnet de tulle noir. Les Roumaines sont d'un goût exquis en leur symphonie de tons blancs, or et noirs : les Suédoises séduisent, pâles et vives à la fois, un ravissant petit paysan yougoslave tout en blanc. Un écolier et une écolière turcs surprennent par l'austérité moderne de leurs toilettes, mais cette belle de Gornja Rijeka éclate des mille couleurs de sa toile brodée et fleurie que rehaussent sa casaque écarlate et son collier de corail. Celle-ci, de Bosna, porte un tablier et un boléro de velours noir sur de légers linges blancs. Cette dame du nord du Pérou a quelque chose de triste et de sauvage, toute en noir, ceinture et fichu rayés de jaune et de grenat. La poupée Maori, très grande, au corps d'étoffe brune rembourrée, arrive tout droit de Nouvelle-Zélande avec sa jupe en effilés de paille, ses étoffes incarnates, son teint d'ocre foncé, peint de couleurs exotiques. L'amusant de ces jouets, réunis sans être classés, mêlés comme en une aimable Babel où toutes les races fraternisent sans parler, c'est qu'ils ont vraiment un pays, une patrie, comme s'ils étaient des êtres vivants.

Ainsi ces poupées du Japon sont d'extraordinaires personnes et aussi de véritables œuvres d'art. De petites statuettes plutôt que des poupées sont ces deux-ci, celle en rouge, ravissante, et celle en bleu qui tient une ombrelle avec des mains si délicates et qui penche si naturellement sa tête si bien coiffée. Ces deux grandes poupées dont l'une, le jeune homme habillé de vert, a un visage d'une expression si vivante, ont été habillées par les enfants de la région d'Osaka, qui ont survécu au typhon terrible de septembre 1934. Les petites écolières, pleurant encore des camarades, des parents, des amies, se sont quand même remises au travail. Admirons aussi, toujours japonais, ces petits garçons et petites filles, cette femme noble de l'époque de Togukawa, etc. Nous nous transportons très vite du Japon aux Indes. La charmante marchande de poisson et plusieurs autres poupées de différentes castes me plaisent, jusqu'à cette danseuse toute nimbée de voiles d'or. De l'Inde au Canada, puis en Belgique : le temps d'un clin d'œil ! Quelle amusante poupée de Gand, grande, souple, les cheveux

de soie orange sous sa coiffe, ses atours à carreaux blancs et bleu lavande, ravissante ; et, bien remarquable est la « botresse de Liége », aux vêtements authentiquement reconstitués d'après le musée Wallon, par les élèves d'une école de Liége ; sa capeline est rouge, son fichu de cachemire à fleurs, son tablier à carreaux bleus, sa jupe à raies blanches et rouges.

Mais nous nous arrêtons devant la superbe et grande dame piémontaise, habillée par les écolières de Turin. Cette poupée s'est parée de ses plus beaux atours, parce qu'elle est censée regarder l'entrée des troupes françaises en Italie en 1859. Elle est somptueusement vêtue de volants de soie grenat crinolinés, légèrement drapée dans un cachemire, coiffée en touffes de boucles débordant d'une capeline grenat ; ses dessous roses sont d'une élégance parfaite ; ses souliers sont faits sur mesure... un chef-d'œuvre ! Mais vous ai-je parlé des Hongroises, si blondes en leurs soies vert d'eau, leurs tulles pailletés, leurs bonnets dorés, leurs colliers, leurs mousselines, leurs broderies multicolores, leur air d'avoir poussé dans les prés avec l'herbe et les fleurs, et de cette magnifique poupée cosaque en costume des environs de Tabor, noir brodé de couleur, aux manches et à la pèlerine blanches brodées de noir, au bonnet blanc pailleté d'or ?

L'Allemagne envoie de vaporeux costumes de la Forêt noire. L'Amérique des fillettes d'aujourd'hui, des poupées costumées du XVIIIe siècle, une puritaine du XVIIe ; l'Angleterre, une infirmière exquise de vérité, un bébé tout naïf et frais, si anglais ! et l'Australie, et encore l'Italie, des femmes du peuple aux belles et bizarres coiffures. Mais je ne peux tout décrire et je ne veux pas oublier la France, car les élèves des écoles de nos provinces ont créé de véritables petits chefs-d'œuvre, costumes régionaux de toutes nos contrées, et les élèves des écoles de la Ville de Paris ont habillé plus de soixante poupées, toutes plus jolies et plus amusantes les unes que les autres. Voici toute une noce, M. et Mme Denis, des mariées bretonnes, des normandes, des auvergnates, des savoyardes, des paysans, des pêcheurs, des joueurs de tennis et de pelote basque, des Picardes, des Alsaciennes, des Lorraines, des vigneronnes, des Niçoises, des Charentaises, des Albigeoises... tous leurs costumes aux tons si amusants et souvent si beaux, reproduits avec une exactitude savoureuse avec leurs

oppositions de sombres et chaudes teintes, de bleu et noir, ou de violet et bleu, les coiffes et les fichus de linge, les tabliers d'une étonnante variété. Voici des poupons, des infirmières, encore et encore... et ce si beau chapeau des environs d'Avignon, coiffant une si belle méridionale...

Enfin, n'oublions pas les poupées historiques, la merveilleuse, la dame 1830, les costumes de picardes du XVIIIe au XIXe siècle et une Isabeau de Bavière si réussie que je m'attendais à lire sur l'étiquette : « envoyée par les petites filles du moyen âge... »

Ces poupées de tous les pays semblent prêtes ici à donner la main à toutes les poupées de chez nous et je suis sûre que, la nuit, lorsque personne ne les surveille plus, elles dansent joyeusement une belle ronde en l'honneur de cette œuvre de propagande si utilement gracieuse et, surtout, si française.

THÉATRE DU PETIT MONDE : *Cendrillon*, comédie de Mlle Thérèse Lenotre, couplets de A. de Montgon, d'après le conte de Perrault.

Mlle Thérèse Lenotre, fille du grand et célèbre historien que nous avons tant admiré et regretté, a un talent des plus adroits et des plus savoureux pour divertir le Petit Monde. D'un vieux conte, elle tire des effets tout neufs ; elle ajoute aux péripéties célèbres des événements supplémentaires, fait participer le comique aux malheurs sentimentaux, invente quelques nouveaux personnages. Tel ici, dans *Cendrillon*, le récent succès de ce théâtre du Petit Monde, illustre à juste titre dans le monde enfantin, le chat fabuleux que l'on sent tout prêt à se botter pour une prochaine féerie et que joue si drôlement le petit René Greil enfermé dans la peau de Raminagrobis et faisant le gros Minet avec une fantaisie digne d'éloges. Tel aussi, le petit Valentin, ami de Cendrillon, qui la conseille, la protège, lui donne de bonnes idées et l'aime avec gentillesse. Ce personnage nouveau est très utile et très amusant et il est incarné avec un naturel, une pétulance et une désinvolture remarquables par le petit Michel Monda qui a vraiment plus de talent qu'il n'est grand. Cendrillon est adorable. C'est une petite fille de douze ans et demi, Mlle Jacqueline Colbert, de visage charmant et de grâce ingénue. Elle n'étudie la comédie et le chant que depuis six mois à cette Uni-

versité du *Petit Monde* où l'on forme ou complète l'éducation artistique des enfants désireux de faire du théâtre. Jacqueline Colbert est une réclame ravissante pour les bons effets de ces cours et de ces méthodes d'éducation, lorsqu'en profite une enfant douée à ravir. Elle est si expressive, elle joue si juste et par moments avec un visage si délicatement intense que le cinéma l'arrachera peut-être à la scène enfantine. Elle y serait l'émule de cette jeune « star » Nova Pilleam, si émouvante dans *Little Friend*.

J'ai cité d'abord ces trois petits acteurs parce que l'ensemble de la troupe se compose en dehors d'eux « de grandes personnes » qui jouent fort drôlement. Moriss, metteur en scène, est désopilant, d'abord en coiffeur, ensuite en intendant. Le prince charmant, François Llenas, est, lui, situé parmi les grands, au programme... Il est pourtant bien adolescent, m'a-t-il semblé; en tout cas, il joue bien et semble excédé des ennuis du trône.

Mlle Lenotre, pour faire passer l'affreuse méchanceté familiale vis-à-vis de la petite Cendrillon, a fait de tout ce vilain monde des comiques et c'est une très bonne idée. Les deux sœurs sont d'un burlesque extrême et amusent beaucoup les enfants qui les considèrent comme de grands pantins ridicules et en rient aux éclats. Des chansons, des danses animent l'action et la divisent sans la couper. Ainsi, au premier acte, le ballet des coiffeurs et des couturières tous vêtus de blanc, venant parer pour le bal du prince les grotesques Javote et Martine (Paulette Brehat et Clary Monthal). A l'acte du bal, les réjouissances s'intercalent tout naturellement entre les scènes dialoguées, Mlle Gaby Triquet vient dire des fables, chanter. Elle est déjà très « vedette », c'est la Cécile Sorel du théâtre enfantin.

Le corps de ballet (les ballets sont réglés par Mlle Cébron, de l'Opéra) exécute des danses charmantes. Nous avions eu celle des sylphides, au premier acte, accompagnant la bonne fée marraine et voilant de leurs jeux et de leurs écharpes le changement de costume de Cendrillon; à « la Cour » ces petites dansent à ravir le ballet des *Marquisettes*; Mlles Lefrère et Fernez, vêtues de bleu tendre, exécutent avec le plus gentil enfantillage le menuet de Boccherini; Mlle Fernez « danseuse étoile » exécute une « danse classique »; une danseuse acro-

batique est également fort applaudie. Les scènes de la pantoufle, allongées d'épisodes variés et ingénieux par l'invention colorée de Mlle Lenotre, plaisent beaucoup. Les enfants spectateurs sont haletants et passionnés L'un d'eux tout blond, fort jeune et debout sur les genoux de sa mère, juge que le prince est bien long à reconnaître sous sa coiffe et sa robe de bure la belle princesse qui a fait sa conquête au bal et, le bras tendu, désignant Cendrillon, il crie : « Mais c'est la même! c'est celle-là! c'est Cendrillon! »

Et toute l'assistance de rire, de s'ébrouer, de battre des mains. Cendrillon est très sympathique aux spectateurs. Je me souviens que dans *le Petit Poucet* c'était l'ogre qui, chose imprévue, était sympathique à une partie du public. « Faites attention, voyons, lui criait-on, réveillez-vous! Poucet va vous voler vos bottes! » Car l'intelligence compréhensive de M. Pierre Humble, directeur et créateur de ce théâtre, a jugé très vite que les enfants au théâtre ne peuvent rester muets et sages jusqu'à la fin d'un long spectacle. A ce spectacle il les fait toujours participer. Les acteurs, à certains moments, les interrogent, les consultent, et c'est pourquoi, persuadés de leur importance, ils se permettent de donner leur avis, même lorsqu'on ne le leur demande pas. Et cet imprévu est délicieux et ce vacarme est admirable! Et je pense que cet accord mystérieux entre la pièce et l'auditoire, cette espèce de collaboration, de complicité plutôt qui s'impose évidente, bruyante, sont de grands facteurs de plaisir. Lorsqu'on n'est plus du petit monde, on n'a pas le droit de s'intéresser avec cette vivacité intempestive aux héros de la comédie ou du drame. On ferait scandale et c'est fâcheux. Ne plus se mêler à la fiction, c'est le signe de la raison et de l'âge mûr. On ne fait plus partie du jeu. Que c'est triste! Mais l'autre jeudi, à *Cendrillon*, tous les moutards « participaient » à ce jeu, à ce conte. Un des moments les plus palpitants, ce fut celui où le jeune ami de Cendrillon, son « homme de confiance », au plus beau de la fête princière, ne pouvant avertir son amie de l'heure fatidique, pria les spectateurs de la prévenir.

— Ne t'en fais pas, répondit un bambin.

Mais les premiers coups de minuit sonnèrent et toute la salle, en chœur, cria : « Minuit, Cendrillon, dépêche-toi! Va-t'en... Minuit! Minuit... » ; « Et n'oublie pas de perdre ta

pantoufle... », susurra près de moi la petite voix aiguë d'une gamine de cinq à six ans.

Donc la pièce de Mlle Thérèse Lenotre eut un très grand et très vibrant succès. Elle se jouera tous les jeudis pendant de longues semaines devant un public enchanté. Et, il faut bien l'avouer, pourquoi pas ? Les parents s'amusaient autant que les enfants. Dans les entr'actes, ces enfants sont occupés par des concours, des tombolas ; il sont coiffés de bonnets de papier et mangent des gâteaux, et puis ils montent sur la scène, — les premiers venus sont rangés devant le rideau, ils sourient, et on leur donne des prix. Cela s'intitule le concours du plus beau sourire, et c'est impayable, car les grimaces, le sérieux, l'intimidation sont récompensés sous le nom de sourires. Toutes ces petites figures sont bien comiques... et bien « cabotines »... tous et toutes ces enfants sont ravis de parader, d'être applaudis et d'envoyer des baisers.

Ce joli conte de *Cendrillon* n'a pas cessé d'être délicieux. Cette petite fille qui rêve au coin du feu et connaît les cendres avant le carnaval de la fête et le déguisement de l'amour, est un symbole éternel du pouvoir des rêves qui vous aident à supporter votre sort et finissent par le transformer. Ne quittons pas ce nom et ce sujet sans signaler la *Cendrillon* de Jean Renouard. Ce n'est pas une pièce pour les enfants. Mais elle est charmante et ces trois actes en vers viennent de remporter de vifs succès à la radiophonie. A la lecture, les vers de ce charmant et sensible poète nous séduisent avec plaisir et émotion. En refermant le volume que Lemerre vient de rééditer, nous pensons qu'un théâtre, tel que la Comédie-Française ou l'Odéon, devrait représenter cette gracieuse féerie, car enfin les grandes personnes ont bien droit, elles aussi, à de beaux, à de tendres contes.

MUSÉE DES GOBELINS : Tapisseries de l'Ancien Pérou.

Dans l'Ancien Pérou, — bien avant l'arrivée des Incas, — ainsi que dans l'antique Égypte, les morts étaient momifiés. Mais ils étaient ensevelis à même la terre. Dans les sables de la région côtière péruvienne, auxquels la sécheresse du climat donnait, comme aux sables de la vallée du Nil, des qualités étonnantes de protection conservatrice, les tombes ont été

retrouvées par milliers, intactes, et, depuis cinquante ans, on en exhume des vêtements, des broderies, des tapisseries, des objets dix fois séculaires qui offrent un saisissant intérêt. Le musée des Gobelins, grâce à la compétence et à l'initiative toujours si intelligemment artistique de M. François Carnot, en présente, depuis le premier mars, une collection tout à fait remarquable. Elle passionne aussi bien les connaisseurs, les gens de métier, que les artistes et ceux-là qui vont rêver dans les musées et y rechercher les vestiges des vies lointaines et des moments disparus. Or, rien ne donne au rêveur l'impression de voir réapparaître les heures accomplies comme les tapisseries, les broderies. Instants saisis, fixés en la trame de la Parque par l'habileté de quelque mortelle. En ces points, ces couleurs, ces tissages refleurissent, ainsi que de graine en graine se transmet à travers le temps la même fleur, les instants d'un travail, d'un art où les tisseuses de Nazca, les brodeuses de Chimu ou de Pachacamac, ont entrelacé avec les fils teints, tordus, entrecroisés, leurs espoirs, leurs douleurs, leurs songes, et dans telle petite bande de broderie, dans tel fragment de poncho, — anciennement *unku*, — ou de linceul, je lis en signes cabalistiques des poèmes et des romans mystérieux. Les couleurs de ces tapisseries exhumées m'ont rappelé parfois les tons bruns dépourprés, jaunes, roux, de fleurs séchées, d'antiques roses, de ces vêtements que portaient les momies des fouilles d'Antinoé. Maints collectionneurs et de nombreux musées ont prêté aux Gobelins des « pièces » fort rares, fort curieuses et fort belles. Nos grands couturiers, nos illustres couturières, nos maîtres des tissus viendront, j'en suis sûre, contempler sous ces vitrines, ou en ces cadres, les effets de tonalités du goût le plus exquis et en même temps le plus naïvement hardi.

Certains fragments sont couleur de poteries ; d'autres sur des fonds de pourpre sombre enchevêtrent des motifs noirs, jaunes, bruns et verts. Les laines du Pérou sont soyeuses et belles; les lamas, vigognes, guanacos les fournissaient; les tons fauves étaient employés au naturel et les laines blanches étaient teintes par les cochenilles, l'indigo, des sucs de plantes et des mélanges de tons. Ils employaient aussi le coton, les fibres d'agaves; et des peintures de céramique ont appris que le filage et le tissage confiés surtout aux femmes leur deman-

daient une grande habileté, — ainsi que nous l'apprend M. Raoul d'Harcourt, — car leurs métiers et leurs fuseaux étaient des plus rudimentaires. Mais, plus les appareils sont rustiques, plus l'art est émouvant et beau, car il y est entré plus de travail humain, plus d'ingéniosité, plus de patience, plus de peine, plus d'espoir. Une vertu particulière reste attachée au labeur uniquement manuel : si ses œuvres ont de la beauté, la vie y dure, la vie s'en exhale à travers les âges, comme un arome un peu magique amorti, mais toujours perçu. Et ces vêtements, ces objets, ces débris tissés qui ont pourtant passé par la mort avant de nous réapparaître, ont une force d'évocation et de nostalgie.

M. François Carnot a classé ingénieusement les trésors de son exposition, non seulement d'après une chronologie qui, dit-il, est peut-être hasardeuse, mais selon l'origine certaine des documents d'après les régions du nord ou du sud de la partie côtière où ils furent trouvés. C'est dans la région sud de Nazca que nous admirons, — de la période *préincaïque*, — ces motifs sur fond d'étamine, ces décors d'oiseaux, cette bande ravissante aux tons d'arc-en-ciel divisés, rose, jaune, bleu, dont les petits compartiments horizontaux sont ornés chacun d'un masque rieur, cet *unku* avec frange, échiquier beige et brun d'un goût si fin, si parfait, ce couvre-nuque bariolé, ce sac aux franges en écheveaux, cet autre sac à longs glands, ces frondes de laine, cette partie de chemise en coton teint de violet, rouge, jaune, vert, bleu, blanc, d'aspect si bizarre, cette ceinture, et tant d'autres bandes, galons, fragments qui chacun mériteraient une description détaillée. Dans le « style de Tiahuanaco » signalons ce magnifique « unku » en tapisserie si intact, si parfait en ses ravissantes couleurs où dominent le rose, l'ocre, le blanc, l'orangé, donnant l'impression malgré ses notes vives d'un vêtement lumineux tout en doux soleil.

Les dessins réguliers de cette tapisserie sur fond très brun touchés de bleu clair, ces losanges entr'ouverts, ces lunes à moitié dans l'ombre semblent des signes sacrés, des notes d'une musique oubliée. De la région de Paracas viennent peut-être les plus belles broderies. Celles dites au point de tige représentent des démons, des attributs, des idoles, les dieux de la végétation, de plusieurs couleurs et qui ont,

dans l'arabesque, quelque parenté de lignes avec l'ondulation des dragons chinois. Je ne peux énumérer toutes ces curiosités : les démons sont très remarquables, qu'ils soient créés au point bouclé ou au point de tige ; les motifs des galons sont d'une extrême délicatesse, tels ces oiseaux-mouches s'abreuvant du nectar des fleurs. Mais passons à la région centrale ou de Pachacamac. Le décor des travaux change. Voici des poissons variés en poses et formes diverses, merveilleux d'exécution et de couleurs ; oiseaux et poissons hantent l'imagination de ces artistes nés près de la mer. Voici des bandes, fragments, rectangles de tapisserie ; ce carré de si beaux tons beige, brun, blanc, où une seule note rouge éclate comme une fleur ; un ravissant petit tapis, tapisserie complète, avec frange, dans les bruns, bleus et blancs et dont les motifs sont très curieux.

Voici des décors de félins et d'oiseaux. Les personnages sont tous d'un intérêt singulier. Les figures de totems, les personnages, les idoles burlesques se rencontrent fréquemment dans les dessins des tissus en coton brochés de laine, les galons, les gazes de coton, etc., des régions d'Ancon, Cajamarquilla et Chancay. Les petits dieux monstrueux y sont alignés en corps qui redeviennent des rectangles ou des carrés, bizarres guignols géométriques, ou bien de grands pantins à grosses têtes se détachent sur un semis d'êtres ailés ou de dessins confondus. Et, malgré la difformité de ces êtres humains, dieux ou diables, un goût plein de grâce préside à ces combinaisons de couleurs, de dessins, de lignes diverses et qui ont gardé une fraîcheur sauvage. Les motifs des crabes dans les rouges, orangés, gris, bruns et beiges, ornant ce grand « unku » sont d'une extrême beauté, et cette tapisserie où pourtant domine le rouge, par ses motifs dits « scalaires », son velouté, ses taches régulières qui semblent créées par la nature, fait penser à un rouge animal de race disparue dont ce morceau de pelage pourpré a pu être conservé jusqu'à nous.

Et maintenant quittons ces anciens âges. Dans la période coloniale qui nous amène d'un bond aux XVIe et XVIIe siècles, citons cette magnifique tapisserie en un seul morceau, aux beaux dessins sur fond d'un rose de fleur, ce David et cette Bethsabée, et plus loin, ces scènes de chasse, ces pumas dont les cris sont symbolisés par des volutes, sur un fond couleur de très vieux vin.

* * *

Des objets séculaires, du plus rare et précieux intérêt, ont été joints aux tapisseries du vieux Pérou ; curieuses coiffures de plumes, bijoux d'or, masque pectoral d'or. Ce dernier est une sorte d'astre maléfique au mufle de tigre et m'a semblé étonnamment mycénien, ainsi que cette timbale évasée en or, ornée de têtes de félins, de forme si belle et si pure.

Mais, bien étrange et uniquement d'aspect péruvien est ce haut gobelet en or, objet extravagant, tête au nez en bec, terrible, aux énormes yeux plats et dont le crâne se prolonge en tiare creuse. En cette vitrine de céramiques, cette grande coupe évasée, polychrome, décorée de deux démons, est d'une beauté parfaite et qui retient longuement le regard par cette satisfaction si pure que donne au contemplateur la sensation de ce qui est la forme accomplie ; des vases, dont celui à anse en étrier, des coupes, des gobelets nous charment encore en cette superbe vitrine où triomphe cette belle tête si expressive... qui est un « vase-portrait ». Certains guerriers buvaient, je ne sais où, dans le crâne de leurs ennemis ; combien il devait être plus aimable de s'abreuver en tenant entre ses mains le portrait de la tête que l'on préfère ! Il faut se hâter d'aller admirer cette très belle exposition.

GÉRARD D'HOUVILLE.

ESSAIS ET NOTICES

RÉFLEXIONS SUR LE CANADA

Je voudrais, dans ces quelques pages, résumer les impressions générales des quatre séjours qu'il m'a été donné de faire au Canada. Ces quatre séjours, d'une durée minimum de deux mois chacun, se sont échelonnés sur une période de dix années, entre 1924 et 1934. En 1924, j'eus l'honneur de présider la délégation française au Congrès de médecine de Québec ; en 1923 et 1931, je fus désigné par l'Institut franco-canadien pour donner une série de conférences ; en 1934, je présidai le Comité français de propagande et d'organisation du grand Congrès médical incorporé à la célébration du quatrième centenaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier et je donnai ensuite un cours de clinique médicale sur l'invitation du docteur Dagneau, doyen de la Faculté de médecine de l'Université Laval de Québec. Ces quatre séjours m'ont laissé des souvenirs inoubliables et m'ont permis de me faire sur « le Québec », c'est-à-dire sur le Canada français, une opinion un peu plus solidement étayée que la vague impression d'un touriste qui passe quatre ou cinq jours à Québec, cinq ou six jours à Montréal, trois jours à Ottawa et à Toronto et quelques heures en face des chutes du Niagara.

Je m'honore d'être un peu Canadien et d'avoir été baptisé, en 1927, « Français-Canadien » par mon cher et grand ami Canadien-Français, Édouard Montpetit.

Combien est poignante l'émotion du vrai Français de la Vieille-France, qui n'est pas complètement ignorant de l'histoire, ni de la géographie, lorsqu'après avoir traversé l'Atlantique, doublé Terre-Neuve, longé la Gaspésie, suivi le

Saint-Laurent et dépassé la pointe de l'Ile d'Orléans, il voit s'élever, majestueux et imposant, « l'imprenable rocher de Québec », en face des collines de Lévis.

Tous les journaux, au cours de ces derniers mois, ont vulgarisé ces souvenirs, à la fois tristes et grandioses, de l'épopée canadienne et du « miracle canadien », à l'occasion des fêtes de Jacques Cartier.

Tous les discours, prononcés au cours de ces magnifiques cérémonies, ont chanté l'éternel refrain de la Vieille-France et de la Nouvelle-France, ont évoqué le fâcheux souvenir des « arpents de neige » de M. de Voltaire, la vision douloureuse des plaines d'Abraham sur lesquelles se joua, entre les mains de Montcalm, le sort de la colonie. Tous ont décrit la magnificence des paysages canadiens, la beauté de la baie de Gaspé, des rives du Saint-Laurent, des cimes des Laurentides...

Ont-ils pénétré l'âme canadienne?

A ceux qui veulent se familiariser avec les grandes étapes de l'histoire du Canada, je conseille la lecture des volumes que lui consacrèrent le Canadien-Français Garneau et, tout récemment, notre distingué compatriote Firmin Roz, directeur de la Maison canadienne de la Cité universitaire.

A ceux qui veulent comprendre l'âme canadienne-française, je conseille la lecture de *Maria Chapdelaine* et les méditations qu'elle suscite. Certes, les personnages de *Maria Chapdelaine* ne représentent point le Canadien moderne, que rien ne différencie plus de l'Européen modelé par la culture littéraire, scientifique, juridique, économique... Les personnages de *Maria Chapdelaine* synthétisent la mentalité et l'âme canadiennes ancestrales. Comment les grands hommes politiques de la province de Québec, comment les grands bourgeois canadiens, pourraient-ils se montrer offusqués par la pensée que le lecteur de *Maria Chapdelaine* peut être conduit à considérer que tous les Canadiens-Français sont représentés par ces personnages? Est-ce que tous les Français sont représentés par le paysan français? Et, cependant, ne retrouve-t-on pas chez tous les Français, chez tous les vrais Français de sang français de la Vieille-France, les caractères ancestraux de la race qui a germé sur le même sol ensemencé par la même graine?

N'est-ce pas là notre fierté et notre honneur?

Comment oublier que, lorsque, sur les plaines d'Abraham, Montcalm fut vaincu par Wolf, et, qu'après les derniers soubresauts de la lutte agonique, la défaite fut définitive, la plupart des représentants des vieilles familles de la noblesse française rentrèrent en France et que, seuls, restèrent dans la colonie perdue, les paysans, les défricheurs? L'amour des bois, la passion de la terre, sont restés enracinés dans l'âme canadienne. Les plus grands Canadiens n'ont-ils pas de joie plus vive que celle d'aller, à chaque « fin de semaine », chercher le repos dans leur « camp », construit avec des troncs d'arbres, au milieu des bois, dans lesquels ils vont poursuivre l'orignal, ou sur les bords des grands lacs calmes, sur lesquels ils vont chasser le canard sauvage ou pêcher la truite? Un domestique canadien n'a-t-il pas quitté tout à coup une place tranquille et de tout repos, chez un de mes amis, pour reprendre la hache des défricheurs et la vie ancestrale qui le hantait?

On parle souvent, on a beaucoup parlé, au cours des fêtes Jacques Cartier, du « miracle canadien ».

L'a-t-on toujours bien compris?

Ce « miracle canadien » c'est, bien simplement, par la persistance de la fidélité au souvenir du passé, l'inlassable et persévérant effort vers le redressement et la prospérité. Meurtrie, abandonnée, terrassée, l'ancienne colonie française est restée une greffe lointaine et fertile de la mère-patrie.

Il faudrait être aveugle, injuste, sectaire et de mauvaise foi pour ne pas rendre hommage au clergé et pour méconnaître la part prépondérante qui lui revient dans l'origine première et fondamentale de ce « miracle canadien ». Lorsque soixante mille colons français demeurèrent, après la défaite, en 1763, isolés et perdus sur la vaste terre canadienne, ils se réunirent en petites familles, groupées autour du clocher; le curé les réconforta, les encouragea, les entretint dans l'espoir et leur fit comprendre que la première condition nécessaire pour constituer une force était de se multiplier; il maintint chez eux la foi et l'éducation morale de leurs ancêtres; il continua de leur parler dans la langue de leurs pères et d'élever leurs enfants dans les mêmes principes. Ainsi se développa prodigieusement la natalité, à tel point qu'aujourd'hui on compte plus de quatre millions de Canadiens-Fran-

çais. Ainsi furent maintenus les souvenirs de la mère-patrie et le culte de la race. Ainsi s'enracina l'inébranlable attachement aux traditions ancestrales, qui se trouve si simplement et si nettement affirmé dans la devise du Canada français : « Je me souviens! » Ainsi pouvons-nous comprendre l'amertume du Canadien-Français : « Vous nous découvrez donc pour la seconde fois! », lorsque, débarquant à Québec et saisi par l'atmosphère française des vieilles rues de la ville basse, par le caractère français des noms de famille, par l'accent normand du parler français, le touriste français, plus ou moins ignorant de l'histoire, s'étonne ingénument, sinon maladroitement!

Si grande que fût sa fidélité au souvenir de la mère-patrie, le Canadien-Français comprit cependant qu'après avoir lutté désespérément avec son vainqueur, il avait intérêt à contracter avec lui un pacte de conciliation; et, peu à peu, les intérêts réciproques et conjoints conduisirent l'Anglais et le Français à l'entente cordiale.

Le Canadien-Français n'a pas perdu, malgré cela, le souvenir de ses origines. Son état d'esprit est parfaitement défini dans l'éloquent discours que l'honorable Athanase David prononça au cours du banquet du Congrès de médecine de Québec en 1924 : « Français de cœur, de race et de mentalité; sujet britannique par loyalisme; dans cette loyauté, vous trouverez les marques indélébiles de notre caractère français. »

Et voici qu'aujourd'hui, l'entente cordiale entre les deux grandes et vieilles races, sur le terrain national, annonce le grand avenir qui sera celui du Canada.

L'avenir du Canada sera le résultat de cette entente cordiale, de cette alliance définitive des deux grandes races, jadis ennemies et aujourd'hui unies dans une même vue d'intérêt national. Les hommes politiques, les économistes, les juristes, les hommes de science, les médecins, unissent leurs efforts.

Pour ne parler que des sciences médicales et en restant sur le domaine du Canada français, c'est-à-dire de la province de Québec, j'ai toujours soutenu et je soutiens de plus en plus fortement qu'une collaboration étroite doit s'établir entre les Universités françaises de Québec et de Montréal et l'Université anglaise Mc Gill (de Montréal). Telle était également

l'opinion de mon cher et regretté ami, le doyen Rousseau (de Québec) qui, à la suite de nos derniers entretiens, en 1931, avait commencé à poser les premiers jalons de cette collaboration, qui peu à peu, devra s'étendre ; elle devra commencer par gagner Toronto, où j'ai compris qu'elle serait accueillie favorablement, lorsque j'eus le grand honneur, en 1927, de représenter la France aux inoubliables et magnifiques fêtes de la célébration du centenaire de l'Université; à la séance d'ouverture de cette célébration, l'honorable Alexandre Taschereau, premier ministre de la province de Québec, prononça en anglais un discours tout empreint de finesse, d'esprit de sagesse et de force démonstrative.

Le Français qui vient au Canada pour y remplir une mission officielle d'enseignement reçoit un accueil véritablement émouvant, aussi bien des autorités de la province, le lieutenant gouverneur, le premier ministre l'honorable Alexandre Taschereau, le ministre de l'Instruction publique l'honorable Athanase David, que de Son Excellence le gouverneur général du Canada, s'il se rend à Ottawa. Je ne saurais oublier, pour ma part, l'accueil que j'ai reçu de ces hautes personnalités et je me souviendrai toujours du grand honneur que me fit en octobre dernier Son Excellence lord Bessborough, gouverneur général du Canada, en nous invitant, M[me] Sergent et moi, à passer un week-end dans sa belle résidence de Rideau-Hall à Ottawa.

Comment oublierais-je les amicales réceptions des recteurs des Universités, des doyens et des professeurs des Facultés de médecine et de tant d'aimables confrères ? Qu'il me soit permis notamment de rendre un fidèle hommage à Mgr Camille Roy, recteur de l'Université Laval à Québec, à Mgr Piette et à son successeur l'abbé Maurault, recteurs de l'Université de Montréal. Que tous mes collègues des Facultés françaises de médecine de Québec et de Montréal et de la Faculté anglaise Mc Gill (de Montréal) soient assurés de la fidélité d'une amitié dont aucun d'eux ne doute. Comment n'associerais-je pas au souvenir de mon cher ami Rousseau celui de mon ami Harwood, doyen de la Faculté de Montréal, enlevé brusquement, lui aussi, il y a quelques mois, à l'amitié de tous ses collègues ?

Je ne saurais terminer ces quelques aperçus sur les relations entre la France et le Canada, sans rendre hommage à

l'Honorable Philippe Roy, ministre plénipotentiaire du Canada à Paris, qui a puissamment contribué au développement de ces relations, en favorisant la création de bourses données à de jeunes Canadiens pour venir travailler en France et en prenant une part active à la fondation de la Maison canadienne, qui fut une des premières de la Cité universitaire, fondée par le sénateur Honnorat.

Je tiens à souligner également le rôle considérable joué par l'Institut franco-canadien, fondé par notre compatriote Dalbis et qui entretient, depuis bientôt dix ans, l'excellente coutume d'échanges de conférenciers entre le Canada français et la France.

Je ne puis insister sur ces considérations, qui sont d'un ordre spécial et sortent du cadre des méditations générales d'un Français sur le Canada.

Toutefois, renvoyant le lecteur à un article que j'ai publié récemment dans la *Presse médicale* (26 décembre 1934), je terminerai ces réflexions en disant que, sur le domaine médical, l'enseignement clinique doit tenir la première place dans l'organisation des programmes d'avenir de l'Institut franco-canadien. La clinique française, par ses méthodes fondamentales d'étude et d'enseignement, a acquis un prestige qu'elle conserve dans tous les pays étrangers. Il importe de maintenir ce prestige et de montrer la valeur inébranlable de ces méthodes, en les appliquant publiquement, en les mettant en pratique en présence des corps enseignants et des élèves. Au Canada français, plus que partout ailleurs, cette tactique s'impose ; les Canadiens français ont, par leur ancestralité, une mentalité « à la française » ; c'est « à la française » qu'ils doivent étudier la médecine.

ÉMILE SERGENT.

REVUE LITTÉRAIRE

TROIS ASPECTS DU ROMAN (1)

Sous le titre de *Films parlés*, Mme Irène Nemirovsky a réuni quatre nouvelles, mais ce n'est pas sans intention qu'elle les a groupés sous ce vocable. L'auteur s'est demandé s'il n'y avait pas pour l'écrivain quelque enseignement à tirer du cinéma et s'il était possible de surprendre ses vertus en échappant à ses servitudes.

Cette recherche est d'autant plus curieuse que Mme Irène Némirovsky n'en avait personnellement nul besoin. Elle a de grandes et nombreuses qualités. Elle a de la sève et de la vigueur. Son roman *David Golder* avait manifesté tout de suite sa maîtrise. Sa nouvelle *le Bal* a paru une réussite achevée. Avec M. J. Kessel, Mme Irène Némirosky est parmi les jeunes un de nos conteurs les plus sûrs. Dans tout ce qu'elle écrit, il y a quelque chose de direct et de puissant, une manière à elle de voir et de faire voir, une sorte de désinvolture naturelle, à la fois assez brutale et très simple.

Que peut ajouter à ces dons précieux un procédé inédit tiré du film ? Il est charmant qu'un auteur ne se contente pas lui-même et cherche toujours au delà de ce qu'il fait. Mais il aurait été bien regrettable pour le lecteur que Mme Irène Némirovsky risquât, sous prétexte de se renouveler, de compromettre les qualités incontestables qui éclatent chez elle. Rassurons-nous. De cette expérience intéressante, Mme Irène Némirovsky pourra retenir cette conclusion flatteuse qu'elle n'a qu'à rester elle-même. Le film ne lui a rien donné. Il a failli lui prendre quelque chose. Et elle s'est retrouvée tout entière dès qu'elle n'y a plus pensé.

(1) Irène Némirovsky *Films parlés* (Gallimard). — Robert de Traz : *le Pouvoir des fables* (Grasset). — Stephen Hudson : *Une Histoire vraie* (Gallimard). — Pierre Mauriac : *Libres Échanges* (Grasset). — Bromfield : *Hors la Famille* (Stock).

Sur les quatre nouvelles qui composent *Films parlés*, la première doit un peu au cinéma, la seconde beaucoup plus, la troisième moins, et la quatrième absolument rien. Or, c'est cette dernière qui me paraît de beaucoup la meilleure. Elle est même tout à fait remarquable. Elle est intitulée *les Fumées du vin*, et c'est un épisode de la révolution en Finlande. De la neige, de l'orgie et de la mort. C'est en cinquante pages l'histoire d'une nuit folle. Sur le mot d'ordre de quelques meneurs, des miliciens pillent les maisons et surtout les caves. Une sorte d'ivresse s'empare de la ville. Les soldats et les filles commencent. Les paysans viennent. Les bourgeois mêmes sont saisis par la contagion. Les officiers, qui depuis de longs jours restaient cachés dans des pièces obscures, cèdent à l'appel de cette belle nuit, et, au risque d'être saisis et tués, préfèrent une dernière fois sentir l'air glacé, courir dans les traîneaux, voir les danseuses bohémiennes. Et l'orgie soudain finit dans le sang. « Les hommes se battent. Soldats contre marins, paysans et ouvriers entre eux. Déjà les couteaux sortent des ceintures, ces couteaux qui servent à la chasse à l'ours ; leur lame est large et acérée, la poignée faite d'un pied de renne emmanché de métal. Le sang coule. » Un officier, pour échapper à ceux qui le poursuivent, lance son traîneau sur la glace du golfe. Un coup de feu l'atteint. Il tombe, il est piétiné, la glace se brise, et le corps s'enfonce lentement dans l'eau. Une femme pour sauver ses sequins court sur la glace qui craque sous son poids ; un remous, et l'eau noire se referme sur elle. Mais voici le jour, un ciel clair et plein de lumière. Tout est calme et indifférent. La journée s'écoule. « Sous la coque du petit cotre immobile, entre deux blocs de glace disjoints, un châle de femme est resté pris et flotte dans l'eau. Il est brodé de sequins, et quand le bateau oscille dans le vent, le châle remue et les sequins d'or tintent au fond de l'eau. »

Il y a dans le récit une couleur et un mouvement extraordinaires, qui font penser aux plus célèbres ballets russes d'avant-guerre. Il y a un déchaînement de l'animalité humaine, une manifestation à la fois ingénue et féroce de la nature instinctive, telle qu'elle est quand elle perd ce mince vernis que lui donne une société organisée et une civilisation. Il y a une brusque vision d'un monde satanique et formidable où tous les sentiments, les conventions, les coutumes, les disciplines, les respects, les idées sont abolis, où passent des créatures en quête de sensations, où se déploient en liberté des passions à peine conscientes, des désirs

changeants, des violences de hasard. Tout y devient possible, et rien n'y compte : les fous n'y paraissent pas plus insensés que les sages, la vie, l'amour et la mort n'y sont que des épisodes sans valeur. Et tout est vain, puisque le lendemain le soleil sourit à tous ces crimes, et la neige pure ignore l'orgie sanglante et effrénée de la veille. Mme Irène Némirovsky est un vrai conteur.

Des trois autres nouvelles, l'une, *Ida*, est l'histoire d'une vedette de music-hall ambitieuse et vieillie, adroite d'ailleurs et sachant administrer sa gloire, qui finit par être accablée un soir qu'une jeune rivale a paru sur la scène. Le public la sacrifie cruellement avec la même ardeur qu'il a mise longtemps à la fêter. Autour de cette scène essentielle, tout le reste n'intervient que comme des souvenirs, de brusques échappées rétrospectives qui nous renseignent sur le passé d'Ida. Et là encore, bien qu'avec moins de succès que dans *les Fumées du vin*, il y a une composition, une ordonnance des effets, une concentration et une convergence de tout le récit vers l'épisode final. Au contraire, ce qui fait le caractère des deux autres nouvelles, *Films parlés* et *la Comédie bourgeoise*, c'est que ce sont des séries d'images, nous résumant presque toute une vie, ici l'existence d'une fille qui fréquente les bars de nuit, l'autre la destinée d'une petite bourgeoise depuis l'heure de ses fiançailles jusqu'au moment où elle est grand mère. Le procédé narratif paraît là fort discutable. L'accumulation hâtive des tableaux, rendue nécessaire par les années à parcourir en quelques pages, laisse à chacun quelque chose d'élémentaire et d'incomplet. Ce qui fait, au contraire, la force des *Fumées du vin*, c'est qu'il n'y a dispersion ni dans le temps ni dans l'espace : un événement central, dont tous les détails ne sont que les aspects divers. L'unité toute classique du récit contribue à son intensité.

Dans le livre fort remarquable qu'il a écrit sous le titre *Libres Échanges*, le docteur Pierre Mauriac, étudiant avec autant de sagarité que d'autorité les rapports entre les savants et les écrivains, cite cette maxime de Claude Bernard : « Les faits ne sont ni grands, ni petits par eux-mêmes... C'est l'idée qui se rattache au fait découvert qui constitue en réalité la découverte. » Le mérite des ouvrages de l'esprit, surtout dans la littérature française, est moins dans les faits que dans la vie intérieure qui les anime, dans la richesse et l'harmonie de l'expression. Les œuvres de nos auteurs sont avant tout des études de la réalité morale. L'imagination recrée la vie et si la légende veut qu'elle soit fille de la mémoire,

c'est pour signifier l'accord permanent qu'elle garde avec ce qui est vrai et ce qui est humain. Elle transpose, elle suggère, elle invente, mais surtout elle prolonge la réalité, et c'est pourquoi la sagesse de l'univers finit par être enfermée dans les vers des poètes.

L'écrivain qui dispose de ce beau moyen d'expression qui est le langage n'a rien à emprunter à la technique du film. Il ne lui doit même pas le sens de la rapidité. La règle de la tragédie classique, qui voulait que tout se déroulât en vingt-quatre heures, est ancienne. La sobriété et la netteté sont déjà dans *la Princesse de Clèves*, dans Mérimée, dans les délicieux contes de Daudet, dans les nouvelles de Maupassant. Mme Irène Némirovsky est née à l'âge du cinéma, mais en vérité elle n'avait pas besoin de cette rencontre pour avoir beaucoup de talent.

* * *

M. Robert de Traz est de tradition toute classique. Il analyse et il développe sans excès, mais sans hâte. Il ne craint pas de s'expliquer discrètement au cours de son récit, en moraliste qui n'est dupe de rien et qui a de l'ironie. Son nouveau livre intitulé *le Pouvoir des fables* remportera certainement beaucoup de succès. Il le méritera. Ce n'est pas cependant un roman parfait. Il a quelque chose de trop ingénieusement construit et de trop volontaire. Les idées qui sont intéressantes y tiennent plus de place que la fantaisie. Le sujet, qui est dominé par l'imagination des enfants que l'auteur met en scène, voulait, je crois, plus de mystère et de poésie que de logique et de solidité. Cette observation notée, j'ai plaisir à dire que, dans la production contemporaine qui est abondante mais qui ne retient pas toujours l'attention, le roman de M. de Traz est de ceux qui attachent et qui laissent un charmant souvenir.

M. Robert de Traz appartient à cette famille d'écrivains de la Suisse romande, qui peut se réclamer de Jean-Jacques Rousseau, si elle ne veut pas revendiquer Calvin comme son ancêtre. De Necker à Édouard Rod, en passant par Mme de Staël et Amiel, s'est continuée la tradition d'une littérature qui est sœur de la nôtre et qui a cependant ses caractères propres. Elle a, cette littérature, un accent de sincérité qui frappe. Elle a parfois un peu de raideur. La psychologie est sûre et au besoin brutale. Elle est complétée et adoucie par le goût du paysage et de la vie naturelle.

Le roman de 1917, *la Puritaine et l'Amour*, avait été très

remarqué et il était très remarquable. Avec une tranquille audace, avec calme et même avec gentillesse, M. de Traz touchait à un de ces secrets dont on parlait peu. Il révélait sans forfanterie mais d'un ton assuré que, pour être bourgeoise et puritaine, une femme est avant tout un être vivant et que les lois qui gouvernent les êtres vivants varient peu. On apprenait donc sans émoi que l'honnête Clarisse Bourgueil, si sincèrement occupée de son mari, de ses devoirs et de ses obligations charitables et mondaines, était capable d'éprouver une passion pour le jeune Laurent et même d'y céder. Tout cela était adroitement et vigoureusement conté, tout cela était puissant, sensuel, et restait sain.

Quelques années plus tard, dans son livre intitulé *Fiançailles*, M. Robert de Traz nous disait l'histoire de deux vieilles filles ruinées qui élevaient avec un admirable dévouement Denise, leur sœur plus jeune, et Jean-Pierre, le fils d'un cousin. Ces deux respectables personnes, toutes remplies de mérites et de bonté, ignoraient tout de leur jeune sœur, ingénument faite pour l'amour, vivant dans l'instant qui passe, n'ayant conscience de sa propre existence qu'en se sentant aimée, exposée ainsi à bien des périls. Les dieux de la jeunesse veillaient sur elle et finissaient par la marier à Jean-Pierre, au grand ravissement des deux bonnes demoiselles qui n'avaient rien discerné des forces bouillonnantes de la jeunesse, ni des possibilités infinies qui les environnaient, et dont toute la tendresse sans emploi, dont le romanesque en retraite s'émouvaient généreusement à la vue du bonheur d'autrui.

Nous voici informés de deux idées chères à Robert de Traz. L'une est que toute existence humaine, même la mieux ordonnée et la mieux soumise en ses aspects aux conventions, contient des puissances animales latentes et sourdes. L'autre est que les habitudes sociales et l'uniformité des esprits font que les êtres vivent les uns près des autres sans se connaître vraiment et ont beaucoup de peine à se découvrir quand soudain éclatent des événements qui demeuraient depuis longtemps inaperçus. Nous allons les retrouver toutes les deux dans le plus récent ouvrage de Robert de Traz, *le Pouvoir des fables*, quelquefois exprimées, quelquefois suggérées, mélangées l'une à l'autre avec subtilité. Car il y a plusieurs plans dans ce roman très habile et plein d'intentions.

Au premier plan, la grand'mère, veuve et heureuse, autoritaire et obéie, qui reçoit en vacances toute sa famille, les deux fils et leur femme, sa fille et son gendre, et leurs enfants. Ce sont des

bourgeois aisés et d'ailleurs sans intérêt. On parle, on se promène, on ne rêve pas, on pense peu. La conversation roule sur les intérêts communs du groupe, et chacun à part soi veille à ses affaires. Les hommes sont banalement médiocres. Les femmes assez molles ont une bonne opinion d'elles-mêmes et de la manière dont elles gouvernent leur maison. Propos variés et intermittents sur l'éducation des enfants, les devoirs scolaires, l'hygiène, la santé, la discipline, la formation des esprits. Une seule de ces dames ne fait pas de considération : elle se contente d'adorer sa fille et d'en être adorée, cela remplace tous les systèmes, et c'est charmant.

Au second plan, les enfants, des filles, des garçons, qui passent la journée à courir dans la propriété, à jouer, à bavarder. La jeune Nine, qui a le diable au corps et même un peu de sauvagerie, est par sa faconde, son caractère et son imagination le chef de la bande. La grande occupation est de trouver à s'occuper, d'échapper à la surveillance des parents, des domestiques et spécialement du jardinier, de faire ce qui est défendu, et de procéder à quelques dégâts. Ce désordre est l'ordre naturel d'une activité qui ne sait comment se dépenser. Ces semaines de liberté sont de celles dont les enfants se lassent et que les grand mères fatiguées voient finir avec autant de peine que de satisfaction.

Entre ces deux peuples très différents, celui des parents et celui des enfants, un seul personnage, une vieille demoiselle, la tante Zoé, recueillie par charité, aimable et effacée, singulière et pleine de songes, la plus silencieuse de tous, peut-être la plus personnelle, et assurément la plus déraisonnable. On regrette que Robert de Traz ne lui ait pas donné plus de place. Elle est utile au livre, étant le lien secret des petits et des grands, et elle est la plus imprévue, étant d'ailleurs un peu folle. L'auteur nous a laissé le soin de le deviner.

Un jour où les enfants s'ennuient un peu et où des observations multiples des parents les ont mis en état de rancune, Nine leur fait d'une manière mélodramatique une révélation épouvantable. La grand mère a volé un trésor et vit « du fruit de ses rapines ». Elle a dépossédé une princesse qui ne retrouvera sa forme et le bonheur que lorsque le trésor lui sera rendu. La mission des enfants est de le découvrir et de le restituer. Nine est convaincante et finit par se croire elle-même. Le hasard veut qu'à table la grand mère parle d'un souterrain qui est dans la cave. Le hasard veut aussi qu'un des enfants entende Alfred le domes-

tique confier à un paysan qu'ils boiront aux frais de la princesse. Il n'en faut pas davantage pour que la fable soit désormais accréditée. Tous les enfants chercheront le trésor, et voilà des vacances bien remplies. La tante Zoé, qui ne sait pas bien ce qui est réel et ce qui ne l'est pas, écoute les confidences des enfants, joue avec une demi-sincérité le rôle de la princesse, jusqu'au moment où devenue plus malade elle doit entrer dans une clinique. La féerie soudain s'évanouit : Nine avoue orgueilleusement à tous les enfants sa supercherie et tous renient le conte auquel ils ont cru. Seul le petit Denis, sincère, obstiné et violent, ne peut pas supporter la désillusion. Il se sauve loin de cette maison de mensonge. Il est repris en pleine nuit, et, fatigué de sa fugue, un peu dolent, il dit pour lui-même : « Quand je serai grand, je repartirai. » Touchant Denis, sérieux, peu aimé ! Il repartira, certainement. Il passera sa vie à repartir, et jamais il ne trouvera les choses pareilles à ses beaux songes.

Il y a dans ce récit beaucoup de finesse, et même d'artifice. Avec une ingéniosité intelligente, Robert de Traz n'a rien laissé au hasard. Et c'est la limite de sa réussite. Son roman, qui a du charme, est plus ordonné que bondissant. Il existe un ravissant petit livre, qui est écrit comme un poème en prose, et qui a toute la grâce et la profondeur de la poésie. C'est *l'Enfant* de Mme Gérard d'Houville, paru il y a quelques années. M. Robert de Traz a une prédilection pour cet ouvrage, il en parle avec admiration, il l'a beaucoup médité. A le lire, il a pris une grande idée de ce petit peuple énigmatique et précieux qui rassemble en lui nos sensibilités, les plus surs secrets de nos destinées et nos plus merveilleuses espérances. Il a médité les malicieuses observations du chapitre consacré à l'éducation des parents : « Les enfants, disait l'auteur, ont beaucoup contribué depuis un quart de siècle à l'amélioration de la race des parents : ceux-ci vivant plus près d'eux en leur petite compagnie ont compris à quel point ils étaient imparfaits, incapables de répondre à la plupart des questions et d'expliquer l'univers à l'enfant qu'ils ont lancé dans cet univers. » Il a vu surgir de *l'Enfant* comme une ronde sacrée et les saints Jean nus sous leurs peaux d'agneaux, et les Petit Poucet, et les Peter Pan, et les petites filles de Mme de Ségur, et les petits héros de Kipling, et les gentils voyageurs de *l'Oiseau bleu*, et même les gamins à la frimousse comique de Poulbot, car ils étaient tous là, petits sauvages, petits farceurs, petits poètes, recueillis et

chantés par un cœur fraternel. Et il a retenu l'histoire auguste des Rois mages, les trois Rois qui règnent sur le temps, la durée et le nombre, les trois Rois venus pour saluer l'étoile de la vie et apporter les forces ancestrales du Passé que le Présent unit aux offrandes voilées de l'Avenir.

Il y a dans le roman de M. Robert de Traz le reflet de toute cette poésie. Ce monde puéril qui joue est voué au dur apprentissage de l'existence, il court la grande aventure de vivre, d'aimer, de peiner, de souffrir ; son jeu est déjà d'une portée très grande, une sorte de rêve qui préfigure les années futures, et il recèle en puissance toutes les splendeurs et toutes les beautés qui pourront en faire le prix. Que deviendront tous ces enfants ? Résignons-nous à cette pensée : beaucoup deviendront leurs parents. Il y a quelques pages d'une philosophie paisible et triste où Robert de Traz nous montre la maison endormie, pareille à un navire aux feux éteints qui faisait la traversée de la nuit. Dans l'abîme du sommeil, les parents n'étaient plus que de vieux enfants en qui survivait à peine le passé. Mais les enfants prenaient l'expression de ce qu'ils pourraient être et se préparaient inconsciemment au futur : « Claude voudrait à son tour conquérir et posséder, Denis transposant la nature maternelle se montrerait violent et sincère à l'excès, Simone serait douce, bonne et trahie, Nine après mille détours et ayant dupé tout le monde se réfugierait dans la déception. Ainsi répéteraient-ils les erreurs et les échecs qui avaient contribué à les faire naître. »

Hélas ! Après ce beau départ, quel voyage ! Je songe à une parole du poète Jean Richepin : « Être arrivé, disait-il, quel mot terrible, quel mot atroce ! Ce qui est beau, ce qui est magnifique dans la vie, ce n'est pas d'être arrivé, c'est de partir... Et voilà pourquoi l'enfance est ce que Dieu a fait de plus beau. » Mais Robert de Traz, dans son livre riche et nuancé, ne nous défend pas l'espoir. Rêvons donc que le pouvoir des fables révèle à l'un des enfants qui sont peints quelque chose de supérieur à la vie des parents, qu'il rompt le cercle des fatalités que représentent les nécessités humbles et quotidiennes, qu'il est de la race des élus, que par le génie, ou simplement par la supériorité de l'esprit et le zèle du cœur il sera un de ces êtres qui ornent la terre et qui ajoutent un peu de beauté à notre modeste planète laquelle en vérité, sans ces heureux bienfaits des destinées exceptionnelles, serait bien peu intéressante.

***

Dans le livre de M. Stephen Hudson, dont M. Boudot Lamotte, excellent traducteur, entreprend de donner une version française, nous trouvons une troisième manière de conter. Ce n'est pas certes l'art rapide de Mme Némirovsky. Ce n'est pas non plus l'analyse mesurée et claire de Robert de Traz. C'est le long récit, la minutie du détail, l'accumulation des petits traits. Ne dites pas que c'est là obligatoirement la méthode anglo-saxonne. Les contes de Rudyard Kipling sont des chefs-d'œuvre de raccourci. Un écrivain américain, M. Bromfield, auteur de *Hors la famille*, excelle dans la nouvelle intense et rapide. M. Stephen Hudson, qui est très réputé en Angleterre, a choisi délibérément son genre. Il est grand admirateur de Marcel Proust, qu'il a traduit, et depuis bien des années il compose une vaste histoire, où les personnages sont nombreux, et dont chaque volume se suffit à lui-même.

Il faut savoir et l'éditeur veut bien nous révéler que M. Stephen Hudson a écrit cette série de romans en commençant par la fin. Plus exactement, l'auteur n'a pas suivi l'ordre chronologique. Il a remonté le cours du temps. C'est ainsi que *Richard Kurt*, le premier roman paru de la série, raconte la vie douloureuse et le divorce du héros. Le second raconte les fiançailles. Et le troisième, l'enfance. Le traducteur, d'accord avec l'auteur, remet les volumes dans leur ordre. Il publiera l'ensemble sous le titre général : *Une histoire vraie*. Il commence par donner la partie relative à l'enfance, *le Prince Chenevis*, et la partie relative au premier mariage, *Elinor Colhouse*. C'est un sacrifice fait à la logique française.

Une œuvre aussi importante et aussi célèbre ne peut pas être jugée à la hâte sans que l'ensemble soit connu. Contentons-nous de quelques remarques en attendant les autres volumes. La première partie est un peu déconcertante, parce que l'auteur y raconte sa plus lointaine enfance à la première personne : « J'aime avoir mon lait et mon biscuit et dormir dans ma voiture, et c'est tout jaune quand Nounou la ferme. » On a beau nous dire que l'écrivain parvient à donner au lecteur l'illusion de renaître et de redécouvrir la vie des yeux éblouis de l'enfance. C'est un jeu d'esprit, qu'il est difficile de trouver naturel. Mais ce n'est qu'un détail. D'ailleurs, cette impression ne dure pas. Au bout de vingt pages, le jeune héros a déjà sept ans, et il paraît déjà plus normal qu'il ait un stylo, tienne son journal ou écrive ses *Mémoires*.

Toute cette première partie, fort lente, est bien curieuse par le procédé. C'est une série de petites notations, faites d'un ton tranquille et avec simplicité. Le collège, les camarades, les classes, puis le jeune homme voyage. Il apprend le français, prend des bains dans le lac de Genève, lit *Monte-Cristo*. Un peintre lui prête *Sapho*. Il est curieux d'amour et fait sans plaisir une petite expérience d'une grande médiocrité qu'il raconte le plus ingénument du monde. Peu à peu, à force de touches légères et d'apparences insignifiantes, la figure du jeune homme commence d'être visible. Il nous aide de son mieux par des explications sincères. « Je sais, dit-il, que je ne trouverai jamais quelqu'un qui me comprenne... Je pense que je suis né pour vivre seul... Je ne suis pas satisfait et je crains de ne l'être jamais, parce que à tort ou à raison je sais qu'en toute circonstance je veux toujours autre chose que ce que j'ai ou pourrai jamais avoir. » A mesure qu'on avance dans le récit, on subit très fortement le charme de ces aveux continus, on est saisi par la vérité, et on commence de plaindre Richard, qui n'aime pas la vie, qui voudrait bien être tranquille et qui pressent que les choses ne s'arrangeront jamais. La seconde partie nous fait assister à ses premiers malheurs. Il est en Amérique, et une jeune personne décidée, qui veut se marier richement, décrète dès la première page qu'elle se fera épouser et y réussit avant la dernière. Ce second récit est d'un tout autre ton, plus vif, plus léger, et sous la frivolité apparente raconte les débuts d'une amère histoire, dont la suite doit être publiée prochainement.

Rien n'est plus éloigné de nos habitudes littéraires qu'une œuvre comme *Une histoire vraie*, dont les mérites sont incontestables. Nous avons, il est vrai, Balzac, dont nous acceptons les longues descriptions : mais il avait du génie et s'impose à nous. Plus récemment, nous avons eu Marcel Proust, mais il avait des dons tout à fait exceptionnels d'analyse et il a fait de la sensibilité une étude audacieuse et profonde. Il est douteux que le vaste roman en plusieurs volumes réussisse jamais à s'acclimater tout à fait chez nous. Le goût reste à la concision et à la composition. Aujourd'hui comme au XVIIIe siècle, un père pourrait écrire à son fils ce qu'écrivait un seigneur au jeune homme qui voulait acheter l'Encyclopédie : « Achetez, mon fils, achetez l'Encyclopédie. Vous vous assiérez dessus pour lire *Candide*. »

ANDRÉ CHAUMEIX.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *Madame Quinze*, pièce en trois actes et dix tableaux, par M. Jean Sarment.

Le drame historique, dont on annonce périodiquement la mort, est aujourd'hui en particulière faveur. Et on ne peut nier qu'il offre à un auteur de précieuses ressources. Il met en scène de grands personnages et on sait l'attrait qu'exercent sur le public les célébrités, en quelque genre que ce soit. Il évoque les temps passés, les sociétés disparues, et c'est un tableau qui tranche sur la grisaille de l'époque moderne. Enfin, il est un prétexte à costumes et réjouit les yeux par le spectacle des élégances d'autrefois. Il est d'ailleurs des manières très différentes de concevoir ce genre dramatique, que toutes les écoles ou toutes les modes littéraires ont modifié à leur gré. *Madame Quinze* est un drame historique avec un minimum d'histoire.

M. Sarment s'est proposé de mettre à la scène une histoire d'amour et s'il a pris pour héros Louis XV et la Pompadour, ce qu'il a voulu peindre en eux, ce n'est que l'amant et la maîtresse. Leur rôle historique est laissé à la cantonade, et l'histoire proprement dite n'apparaît que par épisodes, je dirais : par bouffées.

Le système adopté est celui d'une succession de tableaux qui se suivent plutôt qu'ils ne s'amènent l'un l'autre. Ceux qui composent le premier acte sont de beaucoup les plus brillants. La toile se lève, ou le rideau s'écarte, sur une conversation dans un parc. Nous y faisons connaissance avec M. Poisson, père d'Antoinette Poisson, qui sera Pompadour et marquise. Cet honnête homme, qui a sur la conscience quelques marchés frauduleux, se plaint qu'on ne l'ait pas récompensé suivant les mérites qu'il s'attribue et même qu'on lui ait fait quelques misères. Et voici sa fille, qui est présentement la femme d'un hobereau,

Lenormant d'Étioles. Celle-ci est dans cette période qui précède l'amour, tout occupée de ce jeune Roi, dont la grâce l'attire et de qui elle rêve. M. Lenormant n'est pas sans soupçonner quelque chose : il s'inquiète. Mais elle le rassure : n'a-t-il pas en elle une fidèle épouse ?

Au tableau qui suit, nous assistons à une scène de ménage entre Marie Leczinska et Louis XV. La Reine est triste et plaintive. Elle exhale sa mélancolie d'épouse délaissée. Lui se dérobe aux reproches et pense que mieux vaut se souvenir d'un temps où tous deux se sont aimés. Vaine querelle dont va les distraire une brillante cérémonie, l'arrivée du Dauphin et de la princesse qu'il vient d'épouser, et leur présentation à la cour.

C'est au bal de l'Hôtel de ville, car il y avait dès ce temps-là des bals à l'Hôtel de ville et ils étaient masqués, que se fera la rencontre de Louis XV et d'Antoinette. Elle l'y attendait ; elle l'intrigue ; il la presse ; elle le gifle. Et voilà engagée la fameuse liaison. Tout à l'heure, c'est auprès de la maîtresse passionnément aimée que le Roi passera ses derniers instants, avant de partir pour la guerre.

La guerre ! La guerre en dentelles : Fontenoy. La scène est divisée en trois parties. Au milieu, l'armée victorieuse : le Roi félicite le maréchal de Saxe, et, comme on fait à la guerre, c'est sur des tambours que lui et le Dauphin écrivent les lettres annonçant la victoire. Lettre à la Reine, lettre à la maîtresse ; mais celle-ci ne parviendra pas. Le Roi s'est informé des pertes de l'armée, et, dans son émotion de tant de morts, pris d'un scrupule, il a déchiré la lettre qu'il venait d'écrire. Nous allons voir d'un côté de la scène Marie Leczinska recevant la lettre qui lui apprend le succès de nos armes, de l'autre Madame Quinze se plaignant à son clavecin de n'avoir pas signe de vie du Roi.

C'est la première phase, éclairée des feux d'un amour dans sa nouveauté. Voici maintenant la lassitude. L'atmosphère a changé : c'est celle des liaisons devenues conjugales entre amants qui ont peine à se supporter. Le Roi est venu trouver la marquise, à l'heure de sa toilette. Il y fait la fâcheuse rencontre, celle du bonhomme Poisson, qui entend bien n'être pas pour rien le père d'une personne qui a si bien su se pousser dans le monde. La Pompadour, chapitrée par lui, demande à son royal visiteur une faveur pour un sien cousin. Le Roi refuse, et le prend de haut, dans un accès de fierté. Il se reproche ses complaisances et son

manque de fermeté. Mais il a conservé, au milieu de ses faiblesses, le sentiment de sa fonction royale. Il est roi par la grâce de Dieu. Il doit compte de ses actes à ce Dieu, sans qui il ne serait rien, en qui il a foi.

Et nous voici dans un cadre d'idylle : un site champêtre, un bord de rivière, une auberge de campagne. Les braves gens de l'endroit y reçoivent de temps en temps la visite de monsieur Louis, qu'ils tiennent pour un officier des écuries du Roi; c'est Louis XV, déjà touché par la nouvelle sentimentalité, et qui vient incognito oublier le faste de la cour dans la simplicité des champs. Mais il a été suivi. Une brillante compagnie, conduite par la marquise, envahit la scène et trouble la fête champêtre. Cependant, on s'attable. Ici un épisode dont M. Denis d'Inès a fait une merveille de pittoresque. C'est le rôle d'un vieux bonhomme, ancien combattant de Fontenoy, qui raconte la bataille à sa manière et commente le fameux : « Messieurs les Anglais, tirez les premiers » que personne n'a entendu : ainsi en va-t-il des mots qu'on appelle historiques. Et monsieur Louis, à la table de la Pompadour, met l'entretien sur la mort, dont on sait que l'idée le hantait.

Avec le dernier acte, la pièce tourne au lugubre. Voici à la table de jeu Marie Leczinska auprès de la Pompadour qu'elle traite de « ma bonne amie ». Car l'heure est arrivée où l'épouse légitime prend sa revanche sur la maîtresse qui a cessé de plaire. A vrai dire, la Pompadour n'est plus que l'ombre d'elle-même, minée par la maladie qui bientôt l'emportera. Et elle nous fait assister à une scène pénible : dans une crise de suffocation, haletante, délirante, elle poursuit de ses fureurs jalouses la jeune Mme de Céran en qui elle voit une rivale heureuse.

Maintenant, c'est la fin. La Pompadour est à l'agonie et ce sera une longue agonie. Sur le lit où la mort va la prendre, elle reçoit l'extrême-onction. Elle est en proie au remords. Celui qu'elle a le plus cruellement offensé, et qui est M. Lenormant, est auprès d'elle. Toujours de bonne composition, il l'assure de son pardon et essaie de la calmer.

Le Roi n'est pas venu. Il se contentera de regarder passer, par un jour d'orage, le convoi de celle qui a tenu dans sa vie une si grande place.

Le principal défaut de cette pièce, où M. Sarment a mis sa délicatesse d'analyse et sa souplesse de dialogue, tient au système

même adopté par l'auteur : celui des tableaux détachés. Pourquoi ceux-là plutôt que d'autres ? Et des tableaux juxtaposés font-ils une pièce ? Ce dont vit le théâtre, c'est d'action, c'est-à-dire de progrès dans l'action. Faute de quoi, un manque de mouvement, une allure lente et languissante.

Et je veux bien qu'en portant l'histoire au théâtre, l'auteur dramatique évite de faire un cours d'histoire. Il reste que ses personnages doivent être vivants et que, pour les faire vivre, il n'est que de les peindre avec les traits qui les caractérisent. Une Pompadour, pour avoir tenu un tel rôle jusque dans les affaires de l'État et exercé sur son époque une telle influence, ne peut manquer d'avoir été une maîtresse femme. Ce que nous voyons ici de Madame Quinze ne nous le laisse même pas soupçonner. De même en est-il de Louis XV, dont la physionomie est si complexe, le plus sévèrement jugé de nos rois, après en avoir été le plus aimé. A l'annonce d'une pièce sur la Pompadour, nous pouvions nous attendre à une œuvre de grâce brillante à la ressemblance de l'époque à laquelle elle a donné son nom. La pièce de M. Sarment est dans sa plus grande partie une pièce larmoyante qui finit sur une note désolée.

Madame Quinze est remarquablement jouée par Mme Mary Marquet, tour à tour séduisante et émouvante dans le rôle de Madame Quinze, et par Mme Dussane, exquise en Marie Leczinska. M. Escande a été un Louis XV de belle allure ; M. Brunot a dessiné du père Poisson une silhouette très pittoresque. Et j'ai dit le parti qu'à su tirer M. Denis d'Inès d'un bout de scène. Les costumes sont d'une parfaite élégance et la mise en scène, à laquelle on sait que la Comédie apporte un soin peut-être excessif, est du goût le plus délicat.

RENÉ DOUMIC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE LIVRE BLANC ANGLAIS ET L'AJOURNEMENT DU VOYAGE A BERLIN

Le jeudi 7 mars, sir John Simon, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, accompagné de M. Anthony Eden, devait arriver à Berlin où le chancelier Hitler avait exprimé le désir de le recevoir et où devait se poursuivre la négociation consécutive aux propositions franco-anglaises du 3 février. Le 4 mars, le gouvernement de M. MacDonald a rendu public un document daté du 1er mars et signé du Premier ministre, relatif à la nécessité de renforcer et de rajeunir la défense nationale de l'Angleterre. C'est, dans l'histoire contemporaine de l'Europe, une date, une grande date. Il y a, en vérité, « à l'Ouest quelque chose de nouveau » dont nous avons le droit de nous réjouir non seulement pour nous, mais pour l'avenir de la paix et de la stabilité politique en Europe.

Reconnaître ses erreurs et faire l'effort nécessaire pour les redresser, c'est l'un des traits sympathiques du caractère de l'Anglais ; c'est l'un des aspects de cette loyauté sportive traditionnelle qui inspire les actes et les paroles d'un gouvernement de *gentlemen*. Le moment où la politique britannique, éclairée par l'évidence des faits, revient peu à peu à des conceptions plus conformes aux immuables réalités dont est faite l'histoire des hommes en général et, en particulier, celle de l'homme allemand prussianisé, n'est pas celui où il convienne de lui reprocher ses illusions, si funestes qu'elles aient été d'ailleurs. Ces illusions étaient généreuses ; elles furent partagées en France, en Amérique et dans toute l'Europe ; si elles n'avaient pas, durant de trop longues années, inspiré la politique des Puissances occidentales, nombreux seraient aujourd'hui ceux qui en feraient grief à leurs gouvernements. Cette politique a été tentée ; elle n'a pas réussi ;

il convient d'en rechercher une autre qui, ayant le même objet, choisira d'autres moyens.

La politique étrangère d'un grand pays peut être éclairée par l'intuition ou par l'expérience. A défaut du génie qui voit loin et qui prépare aux événements leur cours, il est sage de se laisser guider par l'expérience. Ce qui se passe actuellement en Angleterre rappelle par plus d'un trait le moment où, en 1912, M. Haldane, partisan notoire d'une entente avec l'Allemagne, se rendit à Berlin ; quand il revint, il était convaincu que Guillaume II conduisait l'Allemagne à une guerre tout en se croyant pacifique ; et dès lors l'Angleterre commença de se préparer.

Le document que M. Ramsay MacDonald publie sous la forme d'un *Livre blanc* est destiné à justifier une augmentation des crédits de la défense nationale. Il rappelle d'abord le but immuable de la politique britannique, qui est la paix. Depuis 1919, l'Angleterre a graduellement désarmé, mais le désarmement ne saurait être unilatéral. Tandis qu'elle désarmait, confiante en la vertu des institutions internationales, l'Allemagne réarmait. Ce texte est si important que nos lecteurs nous sauront gré d'en citer les principaux passages.

Le 28 novembre 1934, le gouvernement britannique annonçait déjà, en présence du réarmement de l'Allemagne, une augmentation de sa propre aviation. « L'initiative du gouvernement de Sa Majesté n'impliquait pas naturellement qu'il sanctionnait une violation du traité de Versailles ; elle a enregistré et rendu public ce qu'on savait qui se passait. Ce réarmement, s'il se poursuit au degré actuel, sans restriction ni contrôle, aggravera les inquiétudes des voisins de l'Allemagne et pourra produire une situation qui mettrait la paix en péril. Le gouvernement de Sa Majesté a accueilli avec satisfaction les déclarations des dirigeants de l'Allemagne affirmant qu'elle désire la paix. Il ne saurait cependant manquer de reconnaître que non seulement les forces, mais encore l'esprit dans lequel on organise la population et surtout la jeunesse du pays justifient le sentiment général d'insécurité qui a déjà incontestablement été engendré. Dans le monde entier, en Russie, au Japon, aux États-Unis et ailleurs on augmente les armements. Nous n'avons pas pu fermer les yeux sur cette augmentation et il nous a fallu faire face à nos lacunes, tout en essayant d'empêcher que les précautions défensives ne dégénèrent en une course aux armements. » Le document continue par cette phrase

essentielle : « L'importance de l'intégrité de certains territoires de l'autre côté de la Manche et de la mer du Nord qui ont été, pendant des siècles, et qui demeurent encore d'un intérêt vital pour l'Angleterre du point de vue naval, devient plus considérable que jamais quand on prend en considération la défense aérienne. » M. MacDonald ici rejoint la déclaration de M. Baldwin : « la frontière de l'Angleterre est au Rhin ». Le budget que présente lord Hailsham, sous-secrétaire d'État à la Guerre, est en augmentation de près de 4 millions de livres sur 43 millions et demi. Sur cette question, un grand débat a lieu le 11 mars. Les vues du gouvernement sont dès maintenant orientées, mais il sera curieux d'observer les réactions des libéraux de la nuance Lloyd George et des travaillistes.

A la veille du départ de sir John Simon pour Berlin, — départ ajourné depuis, — les déclarations de M. MacDonald précisent la situation et délimitent l'objet de la négociation. On croit rêver quand on lit sous une telle signature des affirmations parfaitement justifiées, mais inaccoutumées dans sa bouche, telles que celle-ci: « Le peuple britannique avait cru jusqu'à présent que le système international existant serait suffisant pour le maintien de la paix et qu'il n'était plus désormais nécessaire de s'appuyer sur les anciennes méthodes de défense. Les événements qui se sont produits récemment ont démontré que cet espoir est prématuré. ... En cas d'agression, nous ne serions pas en mesure d'assurer nos communications maritimes ou le ravitaillement des Iles-Britanniques et la défense de notre peuple contre des attaques aériennes. Par ailleurs, l'effet préventif des traités de Locarno et des autres mesures de sécurité collectives est affaibli par le fait que notre contribution, en cas de besoin, ne pourrait avoir aucun effet décisif. »

Aux raisons exposées avec une sérénité si précise par le grand idéaliste que fut toujours M. MacDonald, que l'on n'a jamais représenté comme un ennemi de l'Allemagne, d'autres encore s'ajoutent. La presse allemande d'une part, de l'autre, M. Schacht qui est aujourd'hui le vrai dictateur du Reich, se sont mis, avec une rare opportunité, à réclamer des colonies : « Pour permettre à l'Allemagne de se procurer des matières premières, déclare M. Schacht, le 4 mars, il nous faut des colonies. » Il est l'inspirateur d'une campagne commencée depuis plusieurs mois et qui touche l'opinion anglaise à un point sensible. Au mois

d'août dernier, le Fuhrer déclarait au correspondant du *Daily Mail*, M. Ward Price, que l'Allemagne ne pensait nullement à réclamer la restitution de ses anciennes colonies qui avaient été un « luxe coûteux ». Il l'avait déjà dit dans *Mein Kampf*. Mais, quelques jours plus tard, Rudolf Hess osait critiquer le Fuhrer et redresser ses déclarations. Le général von Epp, statthalter de Bavière, déclarait à la jeunesse hitlérienne que les Allemands étaient « enfermés comme des oiseaux en cage » et qu'il fallait leur donner de l'air. La presse, contrôlée et dirigée par le gouvernement, menait une campagne savamment orchestrée. La vieille Ligue pangermaniste publiait une brochure : « Le droit de l'Allemagne à des colonies », qui a été largement répandue. Ainsi, sur tous les terrains, Europe ou colonies, terre, mer ou air, l'offensive du Reich se manifestait, au moment même où sa diplomatie regardait comme un succès, après les entretiens franco-anglais de Londres et la visite de sir John Simon à Paris, de faire venir à Berlin le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne. Une telle incohérence est significative ; elle caractérise la frénésie de mouvement, de succès, d'entreprises qui emporte l'Allemagne plus vite même que ne le voudraient ses chefs improvisés.

Les Anglais ont nettement pris conscience du péril pangermanique en Europe, en même temps qu'ils apercevaient grandir en Asie un danger japonais. Bouleversement de l'Europe préparé par l'Allemagne raciste ; nouvelle phase de la lutte pour le Pacifique ouverte par les succès de l'Empire nippon. C'était plus qu'il n'en fallait pour émouvoir enfin le gouvernement et l'opinion britanniques. Nous avions, dans la chronique du 15 février, fait état de bruits qui représentaient l'Angleterre comme ayant découvert la trace d'un accord entre l'Allemagne et l'Irlande ; celle-ci aurait mis à la disposition de l'aviation allemande des terrains d'atterrissage ; nous n'avancions le fait, disions-nous, « qu'avec le secret espoir d'un démenti ». Nous sommes heureux de faire connaître que nous avons reçu ce démenti de source officielle irlandaise. Non seulement aucun accord de ce genre n'a été conclu, ni négocié, mais le traité anglo-irlandais met, au contraire, les terrains d'atterrissage de l'île à la disposition de l'aviation britannique. Les agissements de l'Allemagne suffisent amplement à expliquer les nouvelles tendances de la politique britannique.

Accords de Rome conclus sous les auspices de la Grande-Bretagne, programme de Rome précisé et confirmé à Londres,

c'est-à-dire projets de pactes danubien et oriental, propositions franco-anglaises du 3 février, visite du chancelier Schuschnigg à Paris et à Londres les 23 et 25, confirmation d'un accord complet par sir John Simon à Paris le 28, note soviétique sur le caractère indissoluble des accords de Londres et discours très remarqué de l'ambassadeur de l'U. R. S. S. à Londres : tels étaient les éléments d'une situation diplomatique très claire et très forte à la veille du jour où sir John Simon devait se rendre à Berlin. La tentative allemande pour dissocier les divers éléments du programme de Londres avait échoué. « La paix est indivisible, » répétait dans l'*Observer* M. Garvin citant M. Litvinof. Cette « paix indivisible », sir John Simon se préparait à l'emporter avec lui à Berlin. Mais, dans la matinée du 5 mars, on apprit que le Fuhrer, souffrant « d'un léger refroidissement », priait les ministres anglais « d'ajourner leur visite déjà fixée ». Aucune date n'était indiquée.

Certes, les grands de la terre ne sont pas à l'abri du fâcheux coryza, surtout quand ils restent, comme l'a fait le chancelier Hitler à Sarrebruck le dimanche 3, deux heures sous la pluie froide. Mais comment, dans les circonstances actuelles, ne pas se demander si ce rhume ne serait pas un prétexte pour ajourner des entretiens dont l'opinion allemande ne pouvait manquer d'appréhender l'issue ? Comment ne pas rapprocher ce refroidissement opportun de la douche glacée que M. MacDonald, dans son *Livre blanc*, a administrée au public allemand, toujours étonné et toujours furibond, parce qu'il se refuse toujours à voir les choses comme elles sont ? La *Kœlnische Zeitung* écrit : « Le *Livre blanc* constitue pour nous une pénible surprise. Dire que l'Allemagne peut mettre la paix en danger, c'est une injure qui, jusqu'à présent, ne sortait que de la bouche des généraux français partisans des armements. L'exposé du gouvernement britannique prouve qu'à Londres on a déjà tiré des conséquences pratiques de l'esprit anti-allemand qui inspire le document publié lundi. On ne saurait interpréter autrement le passage du *Livre blanc* sur le caractère inaliénable de certains territoires situés sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord. Le gouvernement de Londres confirme et complète la fameuse formule de M. Baldwin : « Les frontières de l'Angleterre sont sur le Rhin. »

Mentalité prodigieuse et entièrement inaccessible à notre entendement ! Voilà des gens qui, chaque jour, revendiquent des territoires, des colonies, des droits de toute sorte qui appartiennent

à d'autres États et qui sont incapables de comprendre que, même si leurs intentions sont pacifiques, elles sont en contradiction flagrante avec leurs desseins prémédités, avoués, préparés, qui conduisent par une pente fatale à la guerre. Nous avons bien entendu que le Fuhrer à Sarrebruck, prenant possession au nom du Reich du territoire de la Sarre, a répété que par là disparaissait « le dernier litige territorial entre la France et l'Allemagne »; mais on enseigne le contraire à tous les enfants allemands, on l'inculque à toutes les sociétés nazis. Le danger pour tous, le danger permanent, c'est cette fièvre qui fait battre trop vite le cœur de l'Allemagne ; c'est cette frénésie d'agitation indiscrète, de chants patriotiques provocateurs, de vitupérations venimeuses, de « nous autres Allemands » répétés à tout propos et hors de propos ; c'est la masse même de l'Allemagne et sa tendance anxieuse à s'agréger tous les fragments épars du germanisme. Ou l'Allemagne entrera de bonne foi et sans réserves dans le système pacifique « indivisible » que lui offrent l'Angleterre et M. MacDonald, ou il ne restera que la voie des précautions militaires capables de lui imposer le respect de la paix et des droits des autres. Le *Livre blanc* britannique prend tout son sens et toute sa valeur, quand on le confronte avec l'admirable article publié dans notre dernier numéro par le maréchal Pétain et qui a obtenu un si légitime retentissement. Voilà sans doute la voie à suivre; si ce n'est pas encore celle de la paix des cœurs, c'est du moins celle de la trêve des armes.

L'Allemagne s'indigne parce que le document britannique parle d'elle et de l'éducation qu'elle donne à sa jeunesse comme d'un danger pour l'Europe. Elle commence à se plaindre qu'on veuille l'encercler. Le scénario se développe avec les mêmes péripéties que de 1905 à 1914. En 1905, Guillaume II débarque à Tanger, tout en déclarant qu'il ne cherche que la paix et l'amitié de la France ; il alarme toutes les sécurités, il dresse contre lui tous ceux qui ont besoin que leur pays travaille dans la paix et la tranquillité, et c'est la conférence d'Algésiras, où l'Allemagne apparaît seule avec le « brillant second » autrichien. Alors elle se croit encerclée, provoquée et ne songe plus qu'à la guerre préventive qui brisera la muraille de fer qu'elle-même a dressée en face d'elle. La situation, aujourd'hui, se développe selon le même rythme. L'Allemagne sort de la Société des nations, elle accélère son réarmement, elle assassine Dollfuss, elle pourchasse les communistes,

elle exclut les Juifs, elle inquiète les consciences catholiques ou protestantes, elle a sur tous les points de son horizon des revendications territoriales qui menacent de disloquer les États voisins ; elle avait cru faire un coup de maître en se rapprochant de la Pologne, et voici qu'elle lui jette en guise de défi deux têtes de femmes. Et elle s'étonne de n'avoir pas d'amis, alors qu'autour d'elle, après 1919, s'empressaient les bonnes volontés pour des réconciliations prématurées ! Et devant le geste spontané qui rapproche tous ceux qu'elle inquiète, elle gronde, menace, et se dit persécutée. Il n'y aura pas de repos en aucun pays pour les hommes de bonne volonté, tant que le prussianisme qui, avec Hitler, a achevé de pénétrer les masses allemandes, continuera d'empoisonner l'Europe de son paganisme morbide et de ses dogmes sauvages (1). Contre cette peste de l'esprit, il n'y a pas d'autre barrière que le front commun de la paix organisée et armée.

LE VOYAGE DU CHANCELIER SCHUSCHNIGG

L'un des effets les plus certains de ce prodigieux dérèglement des esprits a été de fortifier en Autriche le sentiment et le goût d'une patrie allemande qui non seulement se différencie de celle du nazisme, mais qui s'oppose à elle. Le chancelier Schuschnigg, accompagné de son ministre des Affaires étrangères, M. Berger-Waldenegg, est arrivé à Paris le 21 février. M. Léon Blum et son parti n'avaient pas manqué cette occasion de se mettre en bataille contre le sentiment national français et de préparer une manifestation contre le successeur et l'ami du chancelier martyr du racisme. Le gouvernement crut devoir éviter à M. Schuschnigg quelques cris malséants en le faisant débarquer à la gare de Reuilly ; sans doute eût-il été mieux inspiré en prenant toutes les mesures nécessaires pour que l'arrivée à la gare de l'Est ne donnât lieu à aucun incident. Les deux ministres autrichiens ont reçu à Paris, soit du monde officiel, soit du public, l'accueil chaleureux que méritent leur courage et leur énergie.

Il s'en faut que les nazis aient renoncé à leur programme, mais leur tactique nouvelle consiste à dissoudre leurs organisations, afin de mieux noyauter la masse populaire et à réclamer un plé-

(1) La Suisse elle-même a renforcé ses armements. Le peuple consulté, par voie de referendum, a donné raison à son gouvernement par 506 000 voix contre 431 000.

biscite (1). M. Schuschnigg a déjà répondu à cette manœuvre : « Le plébiscite aura lieu quand le front patriotique et ses chefs, en étroite liaison avec le gouvernement, auront assuré au pays la liberté définitive et quand aucune influence matérielle ou autre ne pourra miner l'Autriche. Quand le moment sera venu, notre première question sera : qui est partisan de l'assassinat politique et qui ne l'est pas ?... Quand les choses en seront arrivées à ce point, l'épigraphe suivante sera inscrite au-dessus de ce plébiscite : « L'Autriche aux Autrichiens. » Ce n'est pas sur ce terrain qu'il convient de placer la question de l'indépendance autrichienne. Elle est une nécessité de l'ordre européen et de la paix. L'Europe, après 1830, a imposé à la Belgique l'indépendance, alors que, consultée par voie de plébiscite, la population se fût vraisemblablement prononcée pour la France au moins dans les provinces wallonnes. Elle ne lui a pas fait un si mauvais cadeau, puisqu'aujourd'hui aucun Belge ne songe plus à y renoncer. De même, l'Europe est en droit d'imposer à l'Autriche l'indépendance et de la protéger tant qu'elle sera menacée. « L'Autriche, a dit le chancelier Schuschnigg, est le garant de la paix en Europe. Son indépendance doit être maintenue dans l'intérêt même du peuple allemand et de la paix du monde. »

La constatation d'un accord complet entre l'Italie, la France, la Grande-Bretagne et la Petite Entente au sujet de l'Autriche est le résultat des récents entretiens de Rome, de Londres et de Paris et l'objet du pacte danubien en préparation. L'Autriche n'est pas une nation mineure, mais elle est un État faible. Son existence et l'intégrité de son territoire doivent résulter, non pas de la protection d'une grande Puissance, mais de tout l'ensemble de l'organisation européenne de paix et de sécurité. Si l'Allemagne refuse d'y adhérer, dévoilant ainsi ses arrière-pensées, l'accord semblera, par la force des choses, dirigé contre elle. Le communiqué publié à Paris le 23 février comme suite aux entretiens avec M. Schuschnigg insiste sur « l'esprit de complète égalité » dans lequel sera conclu le pacte de coopération danubienne. Il souligne que le pacte danubien « constitue, avec les autres actes de caractère international, un ensemble indivisible de garanties de paix susceptible de faciliter les règlements des problèmes généraux encore en suspens ». Ainsi l'Autriche adhère complètement au protocole franco-britannique du 3 février. Mais à Paris, à

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er mars, l'article de M. Robert d'Harcourt.

Londres, comme naguère à Rome, a-t-il été question des mesures immédiates à prendre pour le cas où des nazis en armes entreraient en Autriche ? Les communiqués n'en disent rien, et ils ont raison. D'après les accords de Rome, la France et l'Italie doivent immédiatement « se consulter ». Nous voulons croire que le résultat de la « consultation » est prévu d'avance, que l'Angleterre et les États de la Petite Entente y adhèrent. Espérons que ce sont de telles certitudes que le chancelier d'Autriche a rapportées de Paris et de Londres.

Les communiqués sont muets sur la question d'une restauration éventuelle des Habsbourg. C'est que, si on en a parlé, c'est uniquement pous constater qu'elle ne se pose pas et qu'il serait inopportun et dangereux de la soulever. La presse britannique l'a beaucoup discutée à l'occasion de la visite du chancelier, et c'est un fait certain que le sentiment monarchiste a fait des progrès parmi les Autrichiens qui échappent à l'influence des nazis. Mais, sur ce point, nos amis de la Petite Entente sont seuls directement intéressés ; c'est à eux qu'il appartient de se prononcer, et ils l'ont fait avec la plus énergique netteté. Sous couleur de porter remède à une situation difficile et dangereuse, n'allons pas en susciter une autre qui le serait davantage encore.

GUERRE CIVILE EN GRÈCE

Pour la dix-septième fois depuis 1909, la Grèce est déchirée par la révolution et la guerre civile. Les élections de mars 1933 qui donnèrent la majorité à la Chambre au parti modéré à tendances royalistes de M. Tsaldaris, actuellement président du Conseil, firent de M. Venizelos un chef d'opposition ; mais ses partisans restaient nombreux dans les administrations et ils avaient la majorité au Sénat. L'homme d'État crétois, qui a rendu tant de services à son pays avant et pendant la guerre, aspirait à reprendre le pouvoir et ses partisans l'y poussaient. L'armée, comme les politiciens, est divisée en clans : venizelistes et antivenizelistes. Les premiers ont à leur tête le général Plastiras qui, depuis le coup d'État manqué de mars 1933, s'était réfugié en France. Les seconds sont dirigés par un triumvirat composé du général Condylis, du général Metaxas et de l'amiral Dousmanis. Quant à M. Venizelos, depuis l'attentat auquel il a échappé en juin 1933, il vivait à La Canée, au milieu de ses fidèles Crétois. Les clans militaires sont ainsi

conjugués avec les factions politiques. Dans l'armée et la marine, le clan vaincu est privé d'avancement et de faveurs; de là son impatience de reprendre le pouvoir. Ajoutez à cela que La Canée, Athènes et Salonique sont comme trois capitales dont l'accord est rarement réalisé. C'est Salonique et les nouvelles provinces qui, entre Athènes et La Canée, entre venizelistes et antivenizelistes, font pencher la balance. M. Zaïmis, après sa difficile réélection à la Présidence, a tenté une politique de conciliation; l'événement actuel montre qu'il n'a pas réussi.

La révolution a commencé par un coup de Bourse, les financiers venizelistes jouant à la baisse en prévision du coup d'État. Puis ce fut, le 2 mars, la révolte du bataillon des evzones, de l'école des cadets et d'une partie de la marine. L'arsenal de Salamine fut repris par les troupes du gouvernement, et l'ordre est rétabli dans l'Attique; mais cinq des meilleures unités de la flotte, notamment le croiseur *Georges Averoff*, prirent le large et gagnèrent la Crète sous les ordres de l'amiral Demestichas. Au moment où nous écrivons, en Macédoine et en Thrace, les troupes des deux partis sont en présence. Dans quelle mesure M. Venizelos a-t-il préparé et ordonné la révolte ? On voudrait croire qu'il est plutôt un otage aux mains des militaires rebelles et que, étant leur chef, il est obligé de les suivre. La population reste indifférente ; mais les hommes d'ordre sont d'autant plus désespérés qu'un travail utile avait été depuis quelques mois réalisé pour améliorer la situation économique et redresser les finances. Verra-t-on les forces militaires grecques s'entre-détruire et la marine bombarder Athènes ? Ou bien tout finira-t-il par des négociations ? Depuis les fusillades de 1922, les révolutions helléniques ont cessé d'être un vaudeville. M. Maximos, ministre des Affaires étrangères, a donné sa démission. Malgré cet incident, il serait vain de chercher dans la révolte actuelle un changement d'orientation de la politique extérieure. Sédition militaire, bataille de clans et, peut-être, si le gouvernement l'emporte, restauration monarchique, voilà, pour le moment, l'enjeu.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

,
n
e,
d
es
i-
le
n;

n-
t.
le
de
re
là
et
Au
ces
ni-
u'il
ant
llé-
rés
our
ra-
ine
ns ?
essé
an-
n de
n de
et,
nar-

A

échelle

broncl

L'h

serelle

peine

seul c

des cl

mètre

De

vaille

porte ;

Rosie

Mais i

homm

chaise

face d

Le

plus l

Cop

(1) V

TÊTE BAISSÉE

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

A une extrémité de l'usine, du côté de la caisserie, il y avait depuis un an une sorte de cage vitrée au faîte d'un échafaudage. On y pouvait grimper par une raide échelle de meunier : il fallait être jeune et leste pour ne pas broncher dans l'escalade.

L'homme qui s'enfermait là-haut était comme sur une passerelle. Il dominait les ouvriers et les machines, lui-même à peine visible derrière le vitrage bleuté ; mais il pouvait d'un seul coup d'œil embrasser le hall tout entier, depuis l'équipe des cloueurs, à ses pieds, jusqu'à la dernière circulaire, à cent mètres là-bas, tout au bout de la scierie.

Deux chaises, une planche de dessinateur à laquelle il travaille debout. Les chaises sont là pour ceux qui frappent à la porte; pas pour tous. Ni Pierquin, contremaître à l'usine, ni Rosier, contremaître aux coupes, n'ont le droit de s'asseoir ici. Mais il peut arriver que vienne un client d'importance, un homme qu'il faille ne pas laisser debout. S'il y a une deuxième chaise, c'est qu'il peut arriver aussi qu'on veuille s'asseoir en face d'un homme assis.

Le quart est long, il ne connaît pas de relève. Mais serait-il plus long encore, il faudrait être en vérité bien lâche pour le

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars.

sentir peser sur ses épaules. Au contraire, c'est ici que la vie bruit, que la joie rebondit, reprend inépuisablement vigueur. Lorsque Pierre Chambarcaud a refermé la porte, il semble qu'un masque tombe de son visage. Ses yeux s'éclairent, ses sourcils se dénouent, ses traits brillent d'une jeunesse ardente, d'une sorte de pureté virile. Quelle exaltante solitude! Il est seul, et l'usine à ses pieds. Ces minces lignes noires et rouges qui s'avancent sur les feuilles des graphiques, elles sont vivantes aussi; elles ont leurs dépressions, leurs fièvres; elles reflètent, sensibles et nues, chaque pulsation du flot, la hauteur de l'étiage avec la force du courant.

Car c'est bien comme un fleuve qui traverse le hall, de l'entrepôt à ciel ouvert, pareil à un bief profond où le charroi déverse les grumes, jusqu'au tapis roulant qui jette à même les wagons noirs, les pilots de bois ouvrés. Et si le flot est plein et puissant, les courbes montent, et l'homme sourit. Et si le flot faiblit, aussitôt les courbes le disent, et l'homme aiguise davantage son regard, serre un peu les mâchoires, ouvre soudain la porte et plonge en plein courant.

Il est rare que sa quête hésite. Si lointaine, si dérobée que soit l'avarie, il la devine et marche droit vers elle. Ou plutôt il y court, impatient et batailleur. Et tantôt son élan s'oriente dans l'usine même, et les ouvriers des équipes attendent avec angoisse qu'il soit passé, qu'il ne s'arrête pas devant eux. Il va plus loin. Les hommes de la scierie sentent déjà sur eux son regard qui appuie, tâtonne des uns aux autres, et brusquement se fixe sur ceux de la troisième machine.

— Pieuchot, tu ne t'en iras pas: j'ai deux petits mots à te dire. Dinet, tu resteras aussi.

D'autres jours, la piste sort du hall, tourne dans l'entrepôt et s'échappe vers la forêt. Chambarcaud regarde sa montre. Il voit une coupe marécageuse, des fûts de baliveaux qui se reflètent dans des flaques d'eau; et plus loin, sur la terre sombre, d'énormes troncs gisants où champignonnent déjà les polypores. Il pleut. Il lève vers les nuages des yeux qu'assombrit la colère. Tant pis! Il ne peut plus attendre. Sa rage est vaine et dérisoire, il le sait; mais il ira là-bas quand même, dès ce matin. Il insultera les rouliers, frappera du pied les grands chênes étendus, ordonnera pour la dixième fois qu'on sonde la glaise à une autre place, qu'on jette un champ de

clayonnages qui soutiendra les caillebotis avant une tentative nouvelle.

Il veut sortir, il sortira ces arbres ! Mais plus tard seulement, quand les pluies auront fait trêve ; quand la terre du Marchais-Bezard aura fumé des jours sous le soleil. Bien plus tard seulement, après que des clients auront écrit des phrases qu'on n'oublie plus, qui restent dans la peau comme des dards empoisonnés ; après que des commandes auront été une à une résiliées ; que les rouliers de Marcheloup auront déserté la coupe ; qu'il aura fallu discuter, s'humilier, subir, pour qu'ils reviennent enfin, leur insolence et leur âpreté ; et plus encore, lutter contre soi-même, serrer les dents pour ne pas leur crier que l'on connaît ceux qui leur montent la tête, qu'on les connaît depuis plus de quinze ans, ces Ferrague, ces Hugonin, ces Grellety, ces Cœurderoy, et qu'on leur revaudra ça.

Une défaite. Pourquoi nier l'évidence ? L'homme vraiment fort accepte une telle défaite. Il sait qu'il a sous-estimé la chance de ses adversaires : les ennemis qu'il a dans Marcheloup n'auraient rien pu contre ses entreprises, s'ils n'avaient eu pour les aider les grandes gelées d'hiver et les longues pluies de printemps. C'est une défaite insupportable, mais dont il refuse fièrement de se sentir diminué ; pas même devant le regard de Larrieu, ses prunelles bleues qui s'attardent à peine et qui sourient imperceptiblement.

Est-ce que, depuis ces mauvais jours, il n'a pas su répondre à Larrieu sans avoir parlé plus que lui ? Les pins de la Bouillante, ceux du Recteur, ceux de la Charbonnière, toutes ces coupes que la firme Larrieu a rasées au cours de l'hiver, qui les a désignées, cernées ? Pas une erreur d'estimation, la main levée au moment opportun : « Je prends, Larrieu. » Il dit « je », et il dit « Larrieu ». Audrouard a tardé d'une seconde ; trois fois, il s'est laissé surprendre. Lui aussi a bizarrement souri en mordillant sa courte moustache. Et le sourire d'Audrouard, lorsque Pierre Chambarcaud le revoit, efface dans sa mémoire l'autre sourire, celui de Larrieu.

Lorsque Pierre Chambarcaud descend de sa cage vitrée, s'il arrive que la piste le mène vers le pavillon des bureaux, il n'hésite pas, traverse la salle des comptables, interroge parfois au passage Hamel ou Jeanne Boigontier, réclame une lettre ou un mémoire, et frappe à la double porte.

— C'est toi? Assieds-toi, je t'écoute.

Il signale, pièces en main, que la dernière commande Pallut n'était que de trois mille « vingt-cinq bouteilles », au lieu des dix mille habituels. Pourquoi? Il le dit aussitôt : cela fait une maison de plus où Audrouard a su prendre pied. Il a offert des conditions meilleures : il le peut, il est mieux outillé. Est-ce que M. Larrieu va enfin se rendre à l'évidence? Se décider à trancher dans le vif, à remplacer trois circulaires au moins par des scies à ruban modernes, automatiques?

Tel est aujourd'hui le langage qu'il ose tenir à ce vieil homme. Il est pressant, autoritaire. Il ne se soucie plus de cacher son impatiente ardeur.

— J'écrirai à Pallut, dit Larrieu. Au besoin, je lui enverrai Jean.

Alors, il croit que cela va suffire? Que les paroles et l'élégance de « ce fils Larrieu, si charmant », que « le prestige de sa vieille maison, de sa traditionnelle loyauté » vont lui permettre éternellement de retenir la clientèle? Il a vieilli, le voici fatigué. L'orgueil de son œuvre passée l'aveugle. Il se laisserait ruiner sans quitter son fauteuil par des concurrents audacieux; et il dirait avec mépris que cette audace est malhonnête, qu'il a eu raison, lui, Larrieu, de se laisser ruiner ainsi.

— Monsieur, dit froidement Chambareaud, il vaudrait encore mieux acheter des scies à ruban.

Il ne désespère pas de convaincre un jour ce vieillard, de lasser son obstination par une obstination plus vigilante. Le mois dernier déjà, il a marqué un point : la plus ancienne des circulaires, une aïeule vénérable et quinteuse, a dû prendre ses invalides. Larrieu, en soupirant, en protestant contre le prix invraisemblable, a consenti à la remplacer par une scie automatique. C'est la première. Elle a déjà son graphique spécial, un témoignage éclatant, décisif.

Il est six heures vingt-cinq minutes. Bientôt la sirène va hurler. Ses yeux surveillent les grandes portes d'entrée, à soixante mètres. Et malgré la distance, malgré la nuée de sciure qui s'épaissit en cette fin de journée, il reconnaît là-bas les deux hommes qu'il attend.

Et soudain la sirène mugit, élève sa plainte de plus en plus haute et stridente. Quand elle s'est tue, on est frappé du

grand silence qui vient de refluer dans l'usine. Les pas des ouvriers font un battement feutré qui s'étouffe dans la nappe de sciure. Toutes les machines s'arrêtent, tournent encore un peu, au débrayage, avec un ronronnement faible et las. Alors seulement on entend de nouveau le murmure des voix humaines, silencieuses depuis cinq heures.

Et la sciure tombe des combles, de plus en plus lente et paisible. Elle poudroie sans remous autour des machines immobiles. Elle touche les établis, les chariots, les bâtis d'acier, ensevelit toutes choses sous son voile pour le froid repos nocturne.

A présent les hommes sont partis. Il n'en reste que trois, qui s'avancent vers la cabine vitrée ; Pierquin, Guillerme et Rosier.

— Montez ; nous serons mieux là-haut.

Pendant qu'ils montent, il a saisi sous la planche du bureau un petit coffre de métal. Il le pose sur la planche, fait tourner la clef du cadenas. Les trois hommes sont là-haut, serrés autour de lui, serrés les uns contre les autres. Il a sorti du coffre des chemises de papier mauve, marquées d'une lettre ou d'un mot. Il y jette un rapide coup d'œil, les remet dans le coffre par-dessus un autre dossier que signale le mot *Machine*. Il garde la dernière chemise, *Marcheloup*, et l'ouvre toute grande sur la planche, devant ses yeux.

La première pièce du dossier, c'est une carte au vingt millième, une carte de la forêt, surchargée de hachures bleues et rouges. Et ces hachures entourent une clairière au milieu de laquelle apparaît une tache sombre, un amas de métairies groupées.

— Ici l'article 9, entre Mourches et Marcheloup. Guillerme, tu iras dès demain, tu estimeras. Je veux que tu estimes serré, très serré. Au besoin, tu ceintureras les arbres. Je compte sur toi.

Guillerme note sans rien dire, mais son regard a brillé de fierté.

— Pierquin, à toi. Demain aussi tu iras en forêt, avec Guillerme. Tu verras au plus juste ce que les arbres peuvent donner comme débit. Je les destine au marché Dreux et Compagnie, rien que des « cinquante quatre-quarts ». Choisis au moins une vingtaine de sujets, la moyenne que je te demande doit valoir pour l'article entier.

Il les regarde, et son visage s'éclaire de confiance et de sympathie. Tous les quatre sont jeunes; Guillerme, le plus âgé, n'a même pas trente-cinq ans. Ils se sentent rapprochés, seuls dans ce poste étroit au-dessus de l'usine déserte. Le soir de septembre descend, une pénombre bleue approfondit encore le vaste hall. Le silence est extraordinaire, émouvant comme dans une église.

— Pour vous trois, dit Pierre Chambarcaud. Je tiens à vous apprendre, si vous n'avez déjà compris, qu'Audrouard est sur l'article 9. La coupe est par elle-même facile à débarder; mais pour lui elle sort magnifiquement sur le chemin du Buisson-Allant. Il la veut. Moi aussi : il faut que ce soit moi qui l'aie.

— L'article 11? demande Guillerme.

— Après. Nous sommes moins menacés. Chapuis, peut-être... C'est bien ce que je dis.

Il a saisi un crayon rouge et couvre de hachures, sur la carte, deux cantons de la forêt. Les hachures bleues font comme un premier cercle, plus lâche, autour de la clairière: les rouges la pressent plus étroitement, atteignant presque de toutes parts l'espace blanc des terres en culture : et au milieu la petite tache que fait le troupeau des maisons.

— Rosier, maintenant. Il nous reste un bon mois pour l'embauche, mais il n'est pas trop tôt pour y songer. Que dit-on à Marcheloup?

Les trois hommes écoutent Rosier.

Ce que l'on dit à Marcheloup? Dans l'ensemble, ce n'est pas mauvais. La cote Larrieu est manifestement en hausse. Il est probable que les bûcherons déjà ralliés, même s'ils réclament, — pour le principe, dit en souriant Rosier, — une petite augmentation, se contenteront, et de bon cœur, des salaires de la dernière campagne. Ils jugent sainement, ils se trouvent bien payés.

— Les autres? interrompt Chambarcaud.

Les autres ne seront pas suivis. Combien sont-ils, d'ailleurs? Cinq ou six. Des vieux. Il n'y a qu'à les laisser grogner. Le plus dangereux, c'est encore cette espèce de fou, l'ancien piqueux : il sait parler aux gens de là-bas un langage qui les émeut. Il vient souvent au débit Sanglard, le matin à l'heure de la goutte, et les dimanches.

Chambarcaud, sans interrompre le contremaître, arrache à un bloc une feuille blanche. Elle se couvre bientôt de son écriture appuyée, régulière, dont les lignes montent toutes vers la droite. Il écrit dans le haut : « Sanglard fils ». Il note, ne perdant pas une seule des paroles que prononce Rosier. « Vaniteux, intéressé, facilement accessible... » Maintenant il écoute moins Rosier, sa plume court de plus en plus vite : « Voir possibilités pour fusion éventuelle des deux débits. Célibataire : mariage avec Georgette Alusson ?... *Plus tard*, si nécessaire, aide matérielle : salle de bal derrière le passage, dans le petit pré maison Ferrague... »

Il n'a pas achevé d'écrire que sa main gauche arrache d'autres fiches. Il les remplira plus tard. Pour l'instant il doit se contenter d'une mention jetée à la volée : « Rivet, instituteur »; « Ardisson, curé » ; « marquis de Besombes »... Il sort son portefeuille, en tire un billet de cinquante francs.

— Prends, Rosier : dix francs chez Alusson si tu veux. Le reste chez Léon Sanglard.

Il sourit. Il appuie sa main sur l'épaule nerveuse du jeune homme :

— Tu peux parler de moi, bien entendu. Par la mairie, tâche encore de savoir. S'il y avait de vraiment pauvres gens, une famille de crève-la-faim, je voudrais en être informé, faire quelque chose...

Il leur tend brusquement la main :

— Bonsoir.

— Bonsoir, chef.

C'est le nom que ces hommes lui donnent. Ils se sentent ses seconds, ils en sont fiers. En ces brefs entretiens secrets, pareils à un conseil de guerre, ils trouvent une joie exaltante et virile qui les grandit à leurs propres yeux. « Bonsoir, chef. » Et leur main serre la main tendue, avec force, avec gratitude.

II

Ils se sont éloignés, ombres dans l'ombre de l'usine. Le soir est tout à fait tombé. Pierre Chambarcaud les a regardés disparaître. Il donne de la lumière et regarde sa montre. Sept heures. Il va falloir qu'il rentre, qu'il retrouve près des siens des soucis d'une autre sorte, troubles ceux-là et déprimants.

L'air qu'il respire chez lui n'est pas pur. Dès qu'il rentre le soir dans la petite maison du bourg, il observe le beau visage de Rose, son front si calme sous l'épaisseur de sa chevelure, ses longs yeux sombres dont la langueur est mensongère.

Elle est secrète, dans ses pensées et dans sa vie. Depuis que Séverin est parti, elle a sûrement mené plusieurs intrigues, la tête froide et se gardant libre. Pierre songe à Jean Larrieu plus franchement qu'il ne l'a jamais fait. Deux ans auparavant, lorsqu'il a voulu acheter les bouleaux du Parc-aux-Chevaux, Rose lui a confié deux mille francs. Il les a pris, et il l'a remerciée. Il rappelle maintenant ce souvenir; il l'interroge ici, dans la grande solitude de l'usine : « Peut-être cet argent était-il celui des Larrieu? Celui de Jean, son avoir personnel. Même dans cette hypothèse, je n'ai pas à rougir. Ma sœur, Rose Chambarcaud, a répondu à mon appel. N'ai-je pas, vis-à-vis d'elle, tenu scrupuleusement mes engagements de débiteur? Demain sans doute, demain sûrement, je recourrai encore à elle. J'y suis bien résolu, je ne peux pas faire autrement. Si je fonde une société... »

Il réfléchit : « Ce sera nécessaire. La machine est à elle aussi. L'usine de Marcheloup, la machine Benoît Chambarcaud : la même chose. Il faut fonder une société. »

Déjà sa tête s'échauffe. Il cède à la griserie des images qui le sollicitent.

Il est parti. Il est à Marcheloup, au bord du ru. L'usine est blanche autour d'une cour en remblai. La maison est un peu en arrière, presque appuyée à la lisière de la forêt. Dans le pré d'autrefois, au lieu des cardamines et des phléoles, fleurissent des corbeilles de rosiers : d'aussi belles roses que dans le grand jardin où une jeune fille, respirant leurs corolles, murmurait de sa belle voix grave : « N'est-ce pas? »

Par les fenêtres de la maison, le maître voit les deux corps de l'usine : la scierie et la saboterie. Il les surveille encore, de même que l'entrepôt où s'empilent les grumes charroyées, de même que l'ample route, au delà de la grille, où peuvent rouler des camions de sept tonnes. Sur tout le cercle de l'horizon, à l'orée de la forêt, d'autres routes débouchent dans la clairière, rejoignent toutes la grande route de l'usine.

La rue s'anime, la vieille rue de Marcheloup! Qui la reconnaîtrait maintenant? Au lieu des grises maisons chenues,

toutes tassées sur elles-mêmes au fond de leur courtil, rien que des façades claires, des toits de tuiles rouges ou d'ardoises. « Je vois notre pays changé, plus riche, plus neuf, avec des maisons claires, et plus de vie aussi, d'animation, moins de tristesse et de pauvreté... » Il se souvient des mots qu'il a dits au vieux Ferrague, des mots mêmes. Il s'entend encore les lui dire. Ainsi qu'il lui arrive toutes les fois qu'il songe à Ferrague, il souffre de sa mort, il se révolte, comme si cette mort l'avait injustement frustré. « Vieil adversaire, je suis fidèle au rendez-vous. Les Chambarcaud sont revenus. Leur usine fume à Marcheloup. Écoute... »

Il entend respirer la puissante machine à vapeur, ronronner les transmissions. C'est un chant profond et rythmé dont tout le village frémit. De chez Ferrague aussi l'on peut voir, par-dessus l'usine, la lisière de la forêt. Comme elle a reculé, desserré son étreinte!

Il remet les dossiers dans le coffre, le cadenasse et le pose sous la planche du bureau. Il éteint l'électricité. Alors il s'aperçoit qu'une ample clarté, froide et bleue, ruisselle par les vitres du toit. Le clair de lune emplit l'usine. Il lui semble y plonger, tandis qu'il descend l'échelle.

Il lève les yeux vers le vitrage d'où tombe la clarté silencieuse. Elle est presque blanche là-haut, elle prend un éclat neigeux. Le toit semble s'élever encore; Pierre aussi élève les deux bras et respire le serein nocturne, aussi glacial et pur que dans une clairière de forêt. Ah ! voici maintenant la scierie. Les tas de planches cubées montent entre les machines comme de hautes tours éclaboussées de lune.

Il va, il vient, ivre de solitude heureuse, inconscient du temps qui s'écoule. Et tout à coup il se retourne, comme si une main le tirait en arrière : mais il sait que depuis un moment tous ses pas ont tendu vers ce point de l'usine, qu'il a exprès différé sa jouissance. La nouvelle scie se dresse devant ses yeux, svelte et fière, vraiment debout. Le disque du volant, à son faîte, ressemble à un heaume rabattu. Il fait encore un pas, le cœur presque suspendu : une machine, voilà une machine ! On aperçoit à peine le ruban de la lame, si mince, rigide et droit comme une épée. Il la touche, et son cœur sursaute de colère, de ressentiment indigné. Il répète entre ses dents : « Bandit ! Bandit ! Malfaiteur ! » Le ruban est resté

bandé : l'homme, en partant ce soir, a négligé de baisser le volant. Pierre Chambarcaud manœuvre le vérin, s'assure que le ruban est lâche, qu'il se repose. Puis il écrit, si rudement que la craie s'écrase : « Asselin, la lame n'était pas détendue. Premier et dernier avertissement. » Et il souligne les derniers mots, d'un double trait, avant de s'éloigner.

Il est maintenant dans l'entrepôt, dehors. Il marche entre les monceaux de billots. La nuit est fraîche et calme, mais le silence n'est plus le même que celui de tout à l'heure. Par intervalles, il entend crier une chevêche. Et il arrive aussi que s'éveille un souffle de brise, qu'il ne sent pas entre les murailles de grumes, mais qu'il devine à la plainte aérienne dont se mettent à vibrer les haubans de la cheminée.

Il s'arrête, il prête l'oreille : la purge goutte dans le puisard. Il écoute mieux encore : il perçoit à présent comme une haleine vague et puissante, le souffle d'un monstre endormi. Une moiteur pénètre l'air nocturne, plus sensible et plus tiède à mesure qu'il avance. Il fait rouler une porte à galets, un souffle chaud l'atteint en plein visage, le laisse un instant suffoqué.

— Bonsoir, chef.

Petitbon, le veilleur de nuit, s'est levé en l'apercevant. C'est un vieil homme aux pommettes rondes, couleur d'ivoire, aux petits yeux que bride un perpétuel sourire. Pierre lui fait signe qu'il va revenir, pénètre seul dans la salle de la machine.

Celle qui est là, vraiment, est *la* machine ; celle qui donne vie à toutes les autres, le cœur rouge et brûlant de l'usine. Allongée, entourée de passerelles de fer, elle semble reposer dans un lourd sommeil assouvi. Une seule lampe électrique reste allumée au-dessus d'elle, accrochée au plafond lointain. Toute la salle est pleine d'une atmosphère animale, d'une rosée de sueur grasse et huileuse. Pierre appuie la main sur son flanc. Il croit le sentir frissonner comme la croupe musculeuse d'un cheval. Des vapeurs d'huile le moirent, le pommellent ; et ces moirures frissonnent en effet, courent sous la main de l'homme comme à fleur d'un pelage vivant.

Il est monté sur la passerelle, au-dessus de la chaudière. Il y marche doucement, la parcourt dans toute sa volée, une fois, encore une fois, tout le long de l'énorme échine. Par intervalles, une goutte d'eau condensée se détache, grésille et siffle

en se volatilisant sur les tôles; ou bien un craquement de métal, profond, obscur, le fait malgré lui tressaillir. Elle dort, en vérité. Il songe que, s'il le voulait, il pourrait l'éveiller d'un geste, l'obliger à sortir de son formidable repos...

III

Il lui fallut marcher jusqu'aux premières maisons du bourg, se retrouver sur un trottoir de rue pour échapper à l'envoûtement. Encore demeurait-il là-bas, dans l'atelier au clair de lune, dans la chaleur épaisse de la machine.

En passant devant l'horloge des halles, il vit qu'il était neuf heures. Depuis longtemps déjà, à la maison, ils avaient achevé de dîner. Sa mère devait l'attendre et s'inquiéter. Mais son père et sa sœur, que faisaient-ils? Peut-être les trouverait-il encore, eux aussi, dans la cuisine. A cette idée il éprouva une crainte, une instinctive et brusque répugnance. Ce soir, il ne voulait pas leur parler. Il se sentait fiévreux, mal défendu. Que certain nom fût seulement prononcé par Rose, celui de Bourjot par exemple, il risquerait de perdre son sang-froid, de céder à la dangereuse violence dont il savait qu'il n'était point guéri.

Il revint sur ses pas, marcha jusqu'à l'extrémité du bourg. Il enjamba le bord d'un trottoir et s'appuya contre la grille d'un jardin. Une odeur de buis lui parvint, amère et fraîche. Il regarda, en arrière des massifs, la grande maison chaînée de pierres de taille devant laquelle il s'était arrêté. Il sourit : depuis l'instant où les équipes avaient quitté l'usine, les événements de cette soirée avaient suivi naturellement leur cours. C'était là qu'il devait s'arrêter, réfléchir un moment avant de sonner à cette grille; un bref moment, juste le temps de trouver à l'avance l'explication logique et simple qu'il donnerait à M. Larrieu, tout à l'heure, lorsque celui-ci rentrerait.

Il y avait trois jours que son patron était en voyage : Reims, Ay, Épernay, de gros marchés à renouveler. Il devait rentrer ce soir même, vers dix heures.

Pierre s'interrogeait : « Est-ce trop tard ? Mais ce n'est pas la première fois. Lui-même m'a souvent demandé de venir lui rendre compte, de l'attendre ainsi chez lui lorsqu'il rentre de

voyage. J'arrangerai quelque chose, un bref rapport d'ensemble; je prendrai aussitôt congé. »

Il établit mentalement ce rapport, et sonna. Une clarté dorée s'entrevoyait aux persiennes d'une fenêtre, presque effacée par la nuit lumineuse.

— M. Larrieu m'a prié de l'attendre.

La femme de chambre dit qu'elle allait prévenir mademoiselle, le laissa dans le vestibule. Son cœur battait à longs coups étouffés. Il éprouvait plus intense encore la même sensation oppressante, de bonheur vague, d'attente inquiète et délicieuse.

— Bonsoir.

Elle était devant lui, une onde rose de plaisir aux joues. Elle ne tentait même pas de lui cacher la joie qu'elle avait à le voir. Il la suivait dans le petit salon, et s'asseyait près d'elle sur le siège qu'elle lui montrait. Non, il ne lui expliquerait rien, il comprenait que ce n'était pas la peine. Il était là, seul avec elle. Cela aussi devait arriver ce soir.

Il la regardait sans rien dire, heureux, déjà calmé, attendant que vînt le moment où les paroles lui monteraient aux lèvres, où il les laisserait aller. Pas de défense, pas de retour sur soi; seulement dire à haute voix ses appréhensions, ses espoirs; seulement avoir confiance en elle, oublier ce soir d'être seul. Il était pâle, d'une pâleur mate et chaude où ses yeux noirs prenaient un éclat émouvant. Il dit soudain :

— Je suis content. Nous sommes devenus des amis.

Sa voix tremblait un peu. Antoinette s'en aperçut, en fut aussitôt bouleversée. Il poursuivait déjà, ne réfléchissant plus, ne se demandant même pas si l'étrangeté de son attitude n'allait point la surprendre et la faire s'éloigner de lui. Il parlait, la tête un peu penchée, de la même voix lointaine et frémissante, parfois la regardant avec un sourire jeune et clair, un sourire inconnu qu'elle ne devait plus oublier. Il lui disait :

— Je voudrais être meilleur. Mais je voudrais aussi me dire, auprès de vous, que, même si j'étais pire encore, vous ne refuseriez pas de m'écouter, de m'être indulgente et bonne, de me laisser avoir confiance en vous... Vous voulez bien que j'aie confiance en vous?

Elle fit seulement un signe qui acquiesçait.

— Que pensez-vous de moi? demanda-t-il. Voulez-vous que je vous le dise? Que je suis dur et renfermé, n'est-ce pas, méfiant comme un paysan? Je n'étais pas ainsi, je vous jure. J'avais quinze ans quand j'ai perdu le droit de me confier, d'aller aux hommes le cœur ouvert. C'est un malheur pour un enfant. Cela devient très vite une habitude redoutable. Vous êtes la seule... Je n'ai confiance qu'en vous.

— Ne sommes-nous pas devenus des amis? dit alors Antoinette Larrieu.

Elle le disait gaiement, avec un enjouement voulu. Mais sa voix tremblait aussi.

— Je suis venu ce soir, reprit-il, pour que nous causions tous les deux.

Elle l'écoutait, les yeux bien ouverts sur les siens. Elle avait le beau visage clair, l'expression transparente qu'il aimait. Parfois, à une question qu'il lui posait, elle faisait de nouveau un léger signe d'assentiment; ou bien son regard seul lui répondait, plein de franchise et de lumière.

— Vous aviez deviné, n'est-ce pas, que j'étais tourmenté, soucieux? Vous avez souhaité de savoir ce qui se passait là-dessous, dans cette caboche de mauvais garçon? C'est vrai? Oh! je suis si heureux! Mais voilà que j'ai honte, tout d'un coup, que j'ai peur de vous décevoir... Non, c'est fini, je n'ai même plus cette crainte. Un ambitieux sans cœur, un homme qui calcule âprement, vous jugerez tout à l'heure, vous me direz si vous pensez cela de moi. Peut-être mes soucis sont-ils ceux d'un tel homme. Je ne sais pas, près de vous cela m'est égal... Connaissez-vous Bourjot, Bourjot de Sandillon? Ceux qui vous ont parlé de lui ont dû vous dire qu'il était audacieux, intelligent, mais aussi dépourvu de scrupules, prêt à tout pour atteindre ses fins. Eh bien! voilà l'homme qui m'inquiète. Ces derniers temps, plusieurs fois, il est venu à la maison. Or, les miens m'ont caché ses visites : ma sœur, naturellement, je n'en ai pas été surpris; mais mon père ne m'a rien dit non plus; ni ma mère, et cela me tourmente. A ce silence de ma mère, il n'y a qu'une explication : on lui a défendu de parler, de me parler. On se méfie de moi, on complote à mes côtés, on veut me mettre inopinément en présence du fait accompli.

Il se pencha vers Antoinette, faillit lui toucher le genou.

— Quand je vous le disais! Cette machine représente une fortune. Il ne s'agit que de l'exploiter. Pourquoi faut-il que votre père ait ainsi hésité, temporisé? Cette prudence excessive, cet entêtement systématique... Pardonnez-moi, le temps est précieux. Demain il peut être trop tard : Bourjot nous aura devancés, volés. Oui, volés, je le connais. Tromper les miens, leur extorquer une signature en jouant de clauses faussement avantageuses, voilà de ses coups ordinaires. Et moi qui puis être de force, moi seul, je reste désarmé par l'ignorance où on me laisse. Les malheureux! Les insensés! Mais je leur parlerai, ce soir même, pourvu... Écoutez-moi, mademoiselle Antoinette : pourvu que nous soyons d'accord, vous et moi; pourvu que vous veuillez m'aider.

Elle demanda, sans une hésitation :

— Mais comment puis-je vous aider?

— Ne comprenez-vous pas? Il faut persuader votre père, le décider à une participation active, sans réticences; lui dire votre propre confiance et la faire passer en lui. Vous savez bien que si vous le voulez vraiment... Croyez-vous que je ne pense qu'à moi? Si je vous parle comme je le fais, avec cette fièvre, cette brutalité même, c'est que je veux de toutes mes forces vous apporter à vous, à la maison Larrieu, cette machine et ce qu'elle représente : une possibilité d'extension magnifique, insoupçonnée, un regain d'activité neuve... Je dois tellement à votre père! Et quand je vois toute proche enfin l'occasion si longtemps attendue de lui prouver ma gratitude, à ce moment, juste à ce moment... Ah! j'enrage d'être ainsi méconnu, repoussé en définitive : car c'est bien ça, il faut voir les choses comme elles sont. Pensez-y seulement, Antoinette, et dites-moi si j'ai tort de m'exalter ainsi, de me révolter, à la fin! Je ne veux pas me faire plus généreux que je ne suis. Notre amitié... J'ai le cœur plein de vous, je ne peux pas ne pas être sincère. Vous qui comprenez tout, si je vous dis franchement que je pense aussi aux miens, si je conviens qu'il n'y a pas en moi de désintéressement absolu, vous comprenez, vous approuvez, n'est-ce pas? C'est naturel, c'est légitime. Cela n'empêche pas, justement, que vos intérêts et les nôtres ne soient ici étroitement solidaires. Alors? Cette situation est absurde, intolérable. Atermoyer, que l'on s'en rende compte ou non, c'est faire le jeu d'un Bourjot.

Exactement. Cet homme est libre, il a déjà son plan. Moi...

Il regarda longuement la jeune fille, l'enveloppa toute de son ardent regard. Et d'une voix lente, comme appesantie de tristesse :

— Pourtant, j'ai mérité qu'on m'aide.

Les yeux d'Antoinette se brouillèrent. Elle eut vers lui un grand élan profond, infiniment tendre et doux. Il y avait longtemps qu'elle l'admirait, qu'elle s'était émue en secret à suivre cette destinée virile, si volontaire, si courageusement conduite. Elle avait désiré en connaître les étapes, les épreuves qui l'avaient traversée, et que ce grand garçon un peu sauvage, un peu sombre, avait opiniâtrement surmontées. Elle l'eût aimé depuis longtemps déjà, si elle n'eût été effrayée, quelquefois, presque transie de peur à entrevoir en lui certaine sécheresse désolante, elle ne savait quel point d'aridité, pareil à une tare de l'âme et qui, peut-être, allait s'étendre, gagner de proche en proche inexorablement. Et voici qu'à l'instant où il lui demandait son aide, où elle pouvait lui tendre la main, il se révélait tout à coup douloureusement et simplement humain. Dès cette minute, sans le savoir encore, elle l'eût choisi. Elle ne détourna point ses yeux sous le regard qui les appelait. Elle dit :

— Je vous promets. Je parlerai bientôt à mon père. Je tâcherai de le décider.

Ils se turent ensuite, un long temps. Ils guettaient, dans la nuit du dehors, le bruit de la voiture qu'ils redoutaient et qu'ils souhaitaient d'entendre. Leurs cœurs battaient. Pierre dit enfin, avec le même sourire juvénile qu'elle lui avait vu tout à l'heure :

— Vous êtes mon associée, maintenant. Il va falloir que je vous documente, que je vous arme.

Il se mit à décrire la machine à sabots, transporté d'une joie enthousiasmée à voir qu'elle l'écoutait avec un sérieux passionné, qu'elle n'avait rien perdu des explications fragmentaires qu'il lui avait fortuitement données, qu'elle avait dû y réfléchir, les lier les unes aux autres avec assez de force logique pour être prête, d'avance, à le comprendre. Il s'écria :

— Mais vous la connaissez ! Mais vous êtes extraordinaire !

Et ses yeux brillaient de bonheur comme s'il lui eût dit : « Je vous aime. »

Ils tressaillirent ensemble au bruit lointain d'une automobile. Antoinette s'était levée. Ils attendirent, se souriant l'un à l'autre, l'arrivée de M. Larrieu.

IV

Dix heures avaient sonné depuis longtemps quand il rentra enfin chez lui. Dès la porte de la boutique, il vit qu'il y avait encore de la lumière dans la cuisine. Benoît et Rose veillaient encore, assis aux côtés de Pauline.

Tous les trois, lorsqu'il entra, tournèrent la tête d'un même mouvement. A l'expression que prirent leurs visages, il eut conscience du rayonnement de joie qui devait illuminer ses yeux. Et aussitôt il se sentit poussé vers eux par une vague d'allègre bonté, de chaude et généreuse tendresse. Il s'écria :

— Ne me demandez rien ! Bientôt, je pourrai vous apprendre : une grande nouvelle, un bonheur à ne pas y croire... Oh ! vous verrez, notre vie va changer ! Je vous garde tous avec moi. Je vous aime bien fort, vous savez. Nous resterons unis comme à présent, encore mieux, encore plus serré. Père...

Sa voix fléchit. Ce pauvre homme au visage mutilé, déjà sénile, dolent et bougon, il retrouvait pour lui tout à coup son admiration d'enfant, la même ferveur filialement passionnée. Cette fidélité au labeur, cette foi inébranlable en ce qu'on a rêvé, conçu, ce calme acharnement de créateur, comme c'était grand, comme cela méritait le respect, la vénération infinis qui venaient lui gonfler le cœur !

— Père...

Benoît leva vers lui son visage borgne et somnolent. L'un de ses yeux, éteint sous une taie bleuâtre, s'enfonçait dans l'orbite meurtrie ; l'autre seulement gardait un peu de la vie d'autrefois, saillant et brun sous sa lourde paupière.

— Votre machine, père... Ne vous tourmentez plus ! Reposez-vous de tout sur moi, nous allons bientôt être riches.

La paupière retomba, tout le corps de Benoît parut se tasser davantage. Il dit d'une voix enrouée, maussade :

— Tu arranges ça... Je compte encore.

Pierre remarqua qu'il se tournait vers Rose, qu'il cherchait furtivement le regard de sa fille. Il y eut un instant de silence,

quelques secondes à peine, mais d'une lenteur intolérable. Pauline avait relevé la tête, les traits tendus, altérés déjà par l'angoisse. Pierre dit enfin, d'un ton extraordinairement calme :

— Je vois... Nous avons à parler.

Il se tut de nouveau. Des secousses lui passaient dans les muscles, irrépressibles, de plus en plus violentes. Il était devenu livide.

— Pierre ! appela faiblement Pauline.

Mais lui aussi s'était tourné vers Rose. Il fit contre elle un pas menaçant, et, d'une voix encore contenue :

— C'est toi, n'est-ce pas?

Sa sœur, sans lui répondre, le regarda en plein visage. Elle était aussi pâle que lui, le même feu brûlait dans ses yeux.

— C'est toi... Ta dissimulation, tes manœuvres... J'en étais sûr !

Il s'écarta d'elle brusquement et se à mit marcher par la salle, à longs pas inconscients que les murs bloquaient aussitôt. Alors il tournait sur lui-même, parfois empoignant au dossier une chaise dont le bois craquait, parfois, d'un geste machinal, rentrant un peu le cou dans les épaules lorsqu'il passait sous la poutre basse.

— Chez moi ! C'est vraiment admirable ! Avoir si longtemps bataillé, toucher enfin au but, triompher avec vous, pour vous. Et quand j'arrive pour vous le crier, presque fou de bonheur, trouver ça, ça, cette trahison...

Pauline s'était levée. Elle s'avança, debout contre lui, le touchant presque de sa poitrine et l'adjurant d'une voix suppliante :

— Mon petit, mon chéri... Calme-toi, tu vas dire des choses... Tu regretteras... Pour l'amour de moi.

Mais il la repoussait, la maintenait de son bras tendu, des gouttes de sueur au front, ne la regardant même pas, ne voyant que sa sœur devant lui et le sourire dont elle le bravait.

Benoît, les yeux fermés, paraissait maintenant dormir. Mais il parlait comme pour lui seul, la tête entre ses mains et les coudes sur la table :

— Les voilà, les voilà tous. Moi, je me suis tué à la tâche, je ne demande qu'à travailler encore. Qu'on me laisse travailler en paix. Des enfants... Laisse-les, Pauline : ils nous marcheraient sur le corps.

Et cependant, le frère et la sœur, Rose assise et le buste dressé, Pierre debout et penché vers elle, ils continuaient, visage contre visage, de se jeter « leurs vérités ».

— Avoir honte? disait-elle. Pas devant toi, dans tous les cas?

— Que veux-tu dire? Va donc! Au point où nous en sommes... Mais va, mais va! Montre au moins le courage...

— Oh! sois tranquille, je n'ai pas peur. Moi, du moins, je t'en donne ma parole, je n'aurais jamais accepté de me servir de vous, de votre vie à vous, comprends-tu, la plus intime, la plus secrète. Et si je l'avais fait, je n'aurais pas l'hypocrisie... Jean Larrieu, me l'as-tu reproché? Jamais un mot, pas l'allusion la plus discrète. Une liaison avec lui, au contraire, à la bonne heure! Parce que tu y trouvais ton compte, parce que tes projets, ton ambition... Ce pâle jeune homme, ce charmant futur beau-frère... Pourquoi pas un double mariage? Quitte à nous écarter plus tard, Jean et moi, à l'évincer froidement de l'usine pour y rester enfin seul maître. Pierre Chambarcaud, le grand industriel. Pauvre jobard! Tu me fais pitié... Mais réfléchis un peu, donne-toi seulement la peine d'ouvrir les yeux! Ne vois-tu pas que ces calculs d'homme supérieur, cette suprême habileté à utiliser ton prochain, d'autres que toi en sont capables, autant que toi et mieux que toi? Jobard! Jobard! Voilà douze ans que tu l'es, mon ami, entre les mains du vieux Larrieu; douze ans que ce digne homme t'utilise à son seul profit. Méfie-toi, tu n'es pas de force, je te préviens charitablement : car ça n'est pas fini, ça commence, même si tu deviens son gendre, entends-tu, même si tu épouses Antoinette.

Elle recula un peu plus la tête, comme sous la menace d'un coup. Mais elle poursuivit aussitôt, enragée de le voir qui souriait à son tour, qui la bravait d'une tranquille certitude.

— Elle t'aime? Tu t'imagines qu'elle t'aime? Tu es encore plus bête que je ne supposais. Qu'est-ce que tu es pour elle? Une espèce de domestique, le bourreau de travail qui la fera plus riche encore, plus libre de vivre sa vie, d'aimer qui elle aura choisi. D'ailleurs, elle a déjà choisi; tout le monde le sait, naturellement, sauf toi, tu es trompé d'avance... C'est le petit Chapuis qu'elle aime, si tu veux que je te l'apprenne. Elle l'aime depuis toujours, elle l'épouserait s'il n'y avait l'usine, la firme, la sacro-sainte maison Larrieu. Alors voilà, il faut

miser sur Chambarcaud, accepter bravement Chambarcaud pour la prospérité de la maison. Tu comprends ça, pourtant, tu es capable de comprendre ça ? Alors tu dois comprendre aussi qu'il n'y a rien en toi, rien de rien qu'elle puisse aimer : un paysan, un rustre, voilà ce qu'elle pense de toi, ce qu'elle en pensera toujours. Tandis que l'autre, l'homme de son monde, sa culture, sa délicatesse...

Elle éclata d'un rire aigu. Elle était comme fouaillée par la terreur qui montait en elle.

— Ha ! Ha ! Je la vois avec nous, dans cette cuisine, au milieu des mouches. Elle et toi, vous viendrez dîner le dimanche, elle daignera. Et l'été, quand il fera trop chaud, le père et toi vous quitterez votre veste et retrousserez vos manches de chemise. Ha ! Ha ! Le dîner chez les beaux-parents...

— Tu as fini ? Je peux parler ? dit Pierre.

Il paraissait plus calme, ses joues s'étaient recolorées. Pauline, le voyant ainsi, crut qu'il pouvait maintenant l'entendre, l'écouter. Elle s'approcha de lui comme elle l'avait fait tout à l'heure ; elle murmura très bas, le regardant profondément :

— Pardonne-lui, ce sont des mensonges. Elle ne croit pas elle-même aux abominations qu'elle dit.

Elle vit alors dans les yeux de son fils une résolution si dure, si implacable, qu'elle comprit sa méprise et d'elle-même s'écarta de lui. Elle revint s'asseoir, accablée. Elle attendit en frissonnant, le cœur meurtri de honte et d'effroi, mais souffrant davantage encore d'une impuissance désormais sans recours.

— Des mensonges ? redit Pierre.

Il était seul debout dans la cuisine. Son pas sonnait sur le carreau.

— Des abominations ?

Il s'arrêtait, les regardait, tous les trois rapprochés, réunis, comme à l'instant où il était entré.

— Elle a parlé, n'est-ce pas ? devant vous. Elle a parlé de mon hypocrisie. Elle a osé... Maman, ne baissez pas la tête, elle dirait que vous êtes hypocrite. Ce qu'elle a dit, vous le saviez. Si elle l'a crié devant vous, ce n'était que franchise de sa part. Jean Larrieu, passons. Mais Bourjot ? Si vous savez que Bourjot vient ici, qu'elle pense à lui et comment elle y pense,

je peux le dire tout haut devant vous. Voilà, c'est fait, j'ai été franc. Et maintenant, Rose, écoute-moi bien : crois-tu que ce forban soit attiré par tes seuls beaux yeux? Bourjot est un voleur, il veut nous voler la machine. Et cette... toi, oui, ma sœur, Rose Chambarcaud, tu désires qu'il nous la vole et tu es prête à l'y aider. Maintenant, père, c'est pour vous que je parle. Rappelez-vous ce que vous avez fait, tout ce que vous avez supporté, souffert à cause de cette machine, d'un bout à l'autre de votre vie. Et dites-moi si c'est pour un Bourjot que vous aurez ainsi travaillé et saigné.

Il porta la main à son front. Il dit lentement, avec une âpreté douloureuse :

— Nous en sommes là ! Nous en sommes là !... Pourquoi faut-il que je vous dise ces choses? Mais je vous les dirai, je veux à présent vous les dire. Bourjot n'aura pas la machine. Elle est à vous, père, à nous quatre. Je jure qu'elle restera à nous. C'est mon serment, je ferai tout pour le tenir. Entendez-moi bien, j'ai dit : « tout ».

Ils s'aperçurent qu'il s'asseyait près d'eux, à sa place de tous les jours. Il murmurait d'une voix absente, mais qui reprenait vie peu à peu, redevenait naturelle, familière :

— De l'argent... Vous aurez de l'argent. Chacun de vous aura sa part, son dû. Toi aussi, Rose, tu me connais assez... Quelle heure est-il? Onze heures et demie...

Pierre se mit à sourire, coupa un chanteau de pain à la miche :

— J'ai faim, maman, une faim de loup !

— Oh ! mon Dieu, dit-elle, est-ce possible ! A l'heure qu'il est, il n'a pas soupé.

Elle se leva et le servit.

V

Le crépuscule de juin s'attardait sur le jardin. Ils avaient dîné dehors, sous l'acacia au feuillage immobile. L'air s'imprégnait d'une transparence dorée, douce aux paupières : il y avait longtemps déjà que le soleil s'était couché.

M. Larrieu écrasa une dernière cigarette.

— Mes enfants, je vais me mettre au lit... Restez, restez; il fait si bon dehors.

Avant de s'éloigner, il tourna son regard vers le bâtiment du garage, à l'autre bout de la cour sablée. Depuis le mariage d'Antoinette et de Pierre, on l'avait surélevé d'un étage, une grande pièce atelier où Jean avait fait porter ses livres, où il dormait sur un divan. M. Larrieu soupira, ses yeux devinrent songeurs et tristes. Il monta enfin vers la maison.

Pierre et Antoinette restèrent seuls. Ils se taisaient, dans leurs fauteuils rapprochés. Leurs mains pendaient hors des appuie-bras. Antoinette avança un peu la sienne : Pierre sentit qu'elle le touchait, ne bougea point, demeura silencieux. Il devinait qu'elle souhaitait lui parler, mais il restait absolument inerte, enfoncé dans son fauteuil et les yeux perdus devant lui.

— Comme il fait calme! dit-elle enfin. On ne voit pas remuer une feuille.

Les doigts de la jeune femme serrèrent sa main un peu plus fort. Elle demanda :

— Qu'est-ce que tu as?

— Je n'ai rien. Que veux-tu que j'aie?

Sa voix était presque bourrue, un peu enrouée comme celle de Benoît. Ce n'était point seulement par certains traits de ressemblance physique, — le cou épais et court, la rondeur de la tête aux cheveux raides et brillants, — qu'il rappelait maintenant son père ; ni même par la violence que Benoît avait eue autrefois. Il y avait des heures où se révélaient en lui d'autres travers dont il avait souffert, qu'il lui était arrivé de mépriser : une sorte de penchant à se donner une attitude, à jouer un rôle, à grossir l'effet. Encore Benoît y mettait-il moins d'artifice, moins d'intention préméditée. Il était rare qu'il ne fût point dupe le premier. Tandis que Pierre demeurait attentif aux réactions qu'il provoquait, aux résultats qu'il voulait obtenir : intimider un adversaire, un subalterne, alarmer une jeune femme éprise que la passion rendait plus vulnérable.

Antoinette se taisait, le cœur gros. Il était sûr qu'elle serait incapable de garder longtemps le silence. La lumière déclinait avec une lenteur insensible.

— As-tu remarqué tout à l'heure? dit-elle. Père se tourmente ; à cause de Jean.

Elle le vit hausser les épaules ; une moue tira les coins de sa bouche.

— Parce qu'il n'est pas rentré? Il est encore prévenant: il a téléphoné à l'usine.

Elle soupira, comme avait fait M. Larrieu.

— Je trouve qu'il change. Je n'aime pas cette gaieté nerveuse, ce parti pris de plaisanter de tout. Je n'y crois pas... Il doit nous cacher quelque chose, une souffrance, un vrai chagrin.

— Il change? dit-il. Tu trouves qu'il change?

Il avait retiré sa main, s'appuyait fortement aux accoudoirs de son fauteuil.

— Il ne change pas, il continue. Si vous voulez, ton père et toi, vous tourmenter à cause de lui, prenez patience, il vous y aidera.

Elle se tourna de son côté, se pencha toute vers son visage :

— Oh ! Pierre, comme tu viens de parler! Tu sais très bien qu'il ne mérite pas... Que tu es trop dur, injuste...

— Bon, bon, dit-il, c'est entendu. Je reconnais, comme tout le monde, que Jean est un très brave garçon, et d'ailleurs sa manière de vivre ne me regarde en aucune façon. Non, je pensais à autre chose... Veux-tu que je te dise à quoi, Antoinette? Je te préviens, ça n'est pas généreux. Mais si tu veux, je te le dirai quand même.

Ce fut lui qui allongea sa main, qui la posa sur le bras nu de la jeune femme.

— Bien sûr, murmura-t-elle. Tu sais bien qu'il faut tout me dire.

Il reprit :

— Tu parlais d'injustice. Franchement, estimes-tu juste que ton frère, avec cette nonchalance que tu sais, ce dilettantisme d'amateur, se contente d'apparaître à l'usine, de bavarder une heure avec Hamel, et de filer lui seul sait où? Parbleu, il voyage pour la firme. Mais quinze jours au Croisic, à La Turballe, c'est beaucoup. Paris n'est pas si loin qu'il ne puisse revenir ici entre deux visites d'affaires. Ne crois pas que je pointe la durée de ses absences; je constate, voilà tout; comme ton père, comme toi, je pense... Que dis-tu? Enfin, est-ce vrai?

Elle reconnut, d'un signe de tête, qu'il disait la vérité.

— Ton père... poursuivit-il. Tu le connais : il est jaloux

de son autorité; il veut être seul maître à l'usine. Il a raison, je le comprends, j'accepte. Qu'il soit quelquefois difficile, un peu cassant, je m'y attends, j'en ai pris mon parti. Mais puisque nous causons, ma chérie, puisqu'il est convenu que nous ne devons rien nous cacher...

Il prit un temps, il parut réfléchir. Et soudain, d'une voix nette et rapide :

— L'usine lui appartient, jusque dans sa raison sociale qui n'a pas été modifiée : *Établissements Edmond Larrieu*. Les capitaux? Il en dispose, souverainement et intégralement, même de votre part personnelle qu'il a investie dans l'affaire. Il nous tient compte d'un intérêt, d'accord; mais le même pour Jean et pour nous, cela n'a rien à voir avec ce qui me préoccupe. En dehors de cela, tu le sais, il nous appointe : de sorte que Jean et moi-même, que sommes-nous? Des employés de la maison Larrieu. L'un qui travaille, l'autre qui en prend à son aise, et dont les appointements n'en demeurent pas moins identiques. Attends, je sais ce que tu peux répondre. Je ne rappelle cela que pour mémoire. Mais il y a quelque chose de plus grave, qui s'aggravera encore avec le temps, et qui m'est difficilement supportable. C'est à peine raisonné, c'est physique : la sensation d'une entrave perpétuelle, d'un poids mort que nous traînons, que je traîne.

Il se souleva dans son fauteuil, pesa sur le dossier à pleines épaules.

— J'ai besoin de grandir, Antoinette, d'aller hardiment de l'avant. Lorsque ton père t'a accordée à moi, qu'il m'a donné ce témoignage d'estime absolue, de confiance, j'ai pensé qu'il me désignait, en quelque sorte, qu'il me vouait à le continuer. Crois-tu que je me sois trompé?

— Non, dit-elle.

— En tout cas, j'ai ce sentiment. Un sentiment grave et fort, ardent aussi, quelquefois impatient. Je voudrais précipiter l'avenir, que mon œuvre accomplie réponde pour moi, justifie toutes les confiances. C'est mal? C'est un amour-propre vulgaire?

Elle s'inclina sans lui répondre, laissa tomber sa tête sur son épaule. Il continua de lui parler, presque à voix basse. Elle le sentait respirer contre elle.

— Alors, tu dois comprendre le malaise dont je te parlais,

cette sensation d'entrave paralysante. Si je pouvais être découragé, il y aurait de quoi, je t'assure. Écoute, je songe devant toi; ne m'arrête pas, voilà tout, ma chérie... La caisserie, je me résigne. Elle végétera, elle ira son train-train, elle nous permettra de vivre. Parce que l'état de choses actuel, les méthodes d'exploitation, les charges... N'insistons pas, j'ai voulu seulement que tu sois avertie : dès demain, je t'apporterai des chiffres, c'est encore ce qu'il y a de plus clair. Si, si, j'y tiens absolument. Toi et moi, n'est-ce pas? c'est tout un.

Il l'attira, lui embrassa les lèvres. Elle demeura la joue contre sa joue.

— Maintenant, j'arrive à l'autre chose, à l'essentiel. J'ai pensé depuis très longtemps, je pense toujours, et plus que jamais, que la firme Larrieu doit exploiter la machine Chambarcaud. Cette filiale en forêt... mon idée fixe, comme tu dis. J'y arriverai, tu sais : et alors tu verras ce dont je peux être capable. Seulement, il faut... tu m'entends bien, il faut, Antoinette, à la fois que ton père accepte d'engager le crédit de sa firme, et qu'il me laisse là-bas mes coudées franches. Autrement dit que nous fondions une société, une société où je ne peux pas admettre que ton frère ait les mêmes droits que moi. Réfléchis, je veux connaître ton avis.

Elle demanda, sans faire un mouvement :

— Alors?

— Eh bien!... dit-il.

Sa voix devint traînante, demeura un moment suspendue.

— Rien d'autre, conclut-il brusquement. Rien d'autre que ce que j'ai dit.

Ils demeurèrent silencieux. Parfois un gros hanneton passait près d'eux en bourdonnant; ou bien un paon de nuit, titubant comme une chauve-souris, leur frôlait le visage du battement de ses ailes pelucheuses.

Elle dit enfin :

— Que vas-tu faire?

Il attendit, reprit sa voix traînante :

— Je ne sais pas...

Mais tandis que sa voix semblait ainsi chercher, tâtonner dans l'inconnu, il eut un geste de la main, si franc, si brutalement expressif qu'Antoinette tressaillit contre lui. Elle tourna très lentement la tête, d'un mouvement presque insen-

sible, jusqu'à blottir son front au creux de la robuste épaule, y cacher son visage et ses yeux dans un geste de honte amoureuse. Il ne pouvait pas se méprendre à l'attitude qu'il lui voyait, de pudeur blessée et vaincue. Elle murmurait, ainsi cachée, d'une voix rêveuse et comme inconsciente : « Oui... Oui... » Alors il l'enlaça, l'attira étroitement jusqu'à sentir le poids de son corps.

Il saisit dans ses mains la tête appuyée contre lui, la souleva malgré elle avec une douceur impérieuse. Il songeait : « Je veux voir ses yeux. Qu'elle soit forte comme moi, au-dessus de ces faux scrupules, de ces lâchetés. Ma courageuse amie, ma vraie femme... » Elle cédait, elle relevait la tête. Dans la dernière clarté du jour, il entrevoyait de tout près son beau visage aux yeux encore baissés.

— Ma chérie...

Elle ouvrit les paupières et tout à coup le regarda : un regard clair, pénétrant et lucide, dont il se sentit traversé. Mais déjà elle souriait, offrait ses lèvres au baiser.

Il retrouva sa joie un instant ébranlée; la même chaleur revint lui combler la poitrine, dissipant le malaise et la gêne dont il avait été saisi. Le souvenir des yeux qu'il avait vus s'évanouissait, irréel comme celui d'un rêve : si loin de lui déjà qu'il ne pouvait plus y croire.

— Écoute! dit soudain Antoinette.

Il avait entendu, lui aussi : on venait de sonner à la grille.

Il était déjà debout, contournait à grands pas la maison. Antoinette le suivait, ils arrivèrent ensemble à la grille.

C'était un jeune garçon qui venait de sonner, un maigre adolescent au sourire niais et figé. Ils reconnurent le petit domestique de Vigneron.

— Qu'est-ce qu'il y a?

— C'est pour vous, monsieur Chambarcaud.

Pierre donna la lumière de l'entrée, déplia le billet du docteur. Antoinette lisait avec lui.

« Cher monsieur, écrivait Vigneron, venez tout de suite. Votre père vient d'avoir un malaise. Il n'y a pas à s'alarmer, mais j'aime mieux que vous soyez là. »

VI

Ce devait être une hémorragie cérébrale. Benoît était tombé alors qu'il entrait dans sa chambre, assommé par l'apoplexie. Il avait fallu le porter sur son lit. Il y était maintenant allongé, la face vultueuse et la bouche déviée.

Pierre s'élança vers le chevet du lit, s'arrêta court et regarda son père. Une tendresse véhémente, désespérée, le serrait avec force à la gorge, lui emplissait les yeux de larmes. Pauline leva sur son fils un regard plein d'amour, de pitié, et murmura : « Mon pauvre petit! » Aussitôt ses larmes coulèrent, de grosses larmes qui roulaient sur ses joues sans qu'il battît seulement des paupières.

Longtemps après il s'écarta du lit, tourna vers ceux qui étaient là des yeux vagues et déjà tuméfiés. Il vit sa sœur assise dans un coin de la chambre, les prunelles fixes, les traits pâlis. Le docteur Vigneron, debout, entre la porte et le lit, parlait très bas à Antoinette.

Tout près d'eux, un peu en retrait, il reconnut Raymond Chapuis.

Combien de temps son père allait-il râler ainsi, avec cette moitié de visage impassible, lisse et morte, l'autre moitié crispée au contraire, torturée par une souffrance obscure? Toute la peine de sa vie venait de s'abattre là, de frapper là une fois de plus, mais cette fois meurtrièrement. « Quelle dérision! La revanche que j'ai voulue pour toi, la claire vieillesse que j'allais te donner, les voici donc? Et tout va s'effondrer dans cette fin lamentable, dérisoirement brutale et cruelle, ici même, sur ce lit où te voilà râlant? »

Il se raidit. La révolte se fait jour et grandit. Cela ne se peut pas, ne sera pas! Il s'approche du docteur Vigneron, l'interroge d'une voix brève comme s'il le mettait en demeure :

— Vous pensez qu'il n'est pas perdu? Vous en êtes sûr?

Le vieil homme écarte les mains et détourne un peu la tête : on dirait qu'il veut échapper au regard qui cherche le sien.

Mais Raymond Chapuis fait un pas, et Pierre le voit en face de lui, avec sa barbe taillée court, ses yeux aux prunelles pâles et douces derrière les verres de ses lunettes. Il l'écoute avec surprise. Il accueille en frémissant d'espoir les paroles

que prononce le jeune homme, les instructions nettes qu'il lui donne : « Voici ce que nous avons fait, ce qu'il faut faire dorénavant. » Ils sentent tous chez ce timide garçon une attention lucide et passionnée, une autorité vraie qui leur impose et les rassure. Lui, tour à tour et selon ce qu'il dit, regarde Pauline ou son fils...

Pierre accompagne les deux docteurs dans l'escalier raide et grinçant. Ils s'arrêtent un instant au seuil de la boutique. Raymond Chapuis devance la question qu'il prévoit.

— Ces deux jours seront durs. Il faut attendre, monsieur Chambarcaud.

Le lendemain, dans la matinée, M. Demeillers arriva. Benoît était toujours dans le coma; mais ses yeux s'entr'ouvraient un peu, et parfois, d'une voix rauque et brouillée, il proférait quelques mots indistincts qui faisaient tressaillir Pauline. Celle-ci était seule dans la chambre lorsque le curé entra. Elle dit :

— Il est administré. Mais le bon Dieu voudra nous le garder.

M. Demeillers s'agenouilla près du lit. Il avait peu changé, depuis quinze ans. Ses cheveux, à présent tout blancs, moussaient avec la même abondance autour de sa tonsure rose. Court et musclé, le regard vif, le geste prompt, c'était bien le même homme qui traversait d'un pas solide le courtil de Marcheloup, qui tirait de sous sa pèlerine un lapin apporté en cachette, et qui disait en riant du coin des yeux : « Ne le répétez pas, il est à M. le marquis. »

— J'ai vu Rose, dit le curé. Elle veut absolument que je reste dîner avec vous.

— Mais bien sûr, dit Pauline. Vous resterez, vous verrez le garçon.

Le visage de M. Demeillers se rembrunit un peu. Il hésita, observa tout à coup :

— Je m'attendais à le trouver ici.

Pauline rougit, détourna un instant son regard. Mais aussitôt elle dit avec force :

— Il a veillé toute la nuit, toute la nuit. Quand il est arrivé hier...

Les larmes lui montaient aux paupières. Sa voix devint tremblante et douloureuse :

— Le cœur qu'il a... Vous l'auriez vu près de ce lit, seulement les yeux qu'il tenait sur son père...

— Il est retourné à l'usine? dit alors l'abbé Demeillers.

— Oui, dit Pauline. Comment faire autrement?

Le curé demeura, partagea le repas des deux femmes. Pierre était revenu vers onze heures, le visage creusé par l'angoisse; il avait couru vers la chambre, il y était encore tandis que les siens déjeunaient. Pauline et Rose montèrent bientôt près de Benoît. M. Demeillers attendit Pierre dans la cuisine.

Ils passèrent, ce jour-là, une demi-heure ensemble. Et dès les premières minutes, toute gêne entre eux fut abolie. Ils parlèrent de Marcheloup, de l'atelier dans le vieux moulin, de la forêt et de l'étang de Mourches. Tous les deux retrouvaient leur climat, loin de la petite paroisse du val où M. Demeillers exerçait, de ses champs plats, de ses garennes aux arbres rares. Ils n'avaient pas besoin de ranimer leurs souvenirs; ils n'avaient même pas l'impression de remonter ensemble vers le passé. Quand le curé disait : « la Bouillante », c'était la même pointe de forêt qui poussait vers eux sa houle, et le même clair de lune qui bleuissait à la lisière, sur une friche sauvage où se tordaient de vieux pommiers...

Quand M. Demeillers se leva pour partir, il embrassa Pierre Chambarcaud. Puis il se recula un peu, leva sur lui des yeux d'enfant.

— Je suis content, tu sais, mon petit... Parce que je t'ai retrouvé.

Il secoua sa tête neigeuse, comme pour chasser bien loin de lui une pensée qui lui était lourde :

— Je me suis tourmenté, je dois t'avouer, à cause de toi. J'avais peur que tu aies changé, beaucoup changé. Quelle folie! Je ne suis plus qu'une vieille cervelle.

Deux jours plus tard, Benoît avait repris conscience. Sur l'ordre de Raymond Chapuis, on l'avait assis sur son lit, le buste soutenu par des oreillers. L'hémiplégie se précisait : à chaque instant, de son bras droit, il soulevait sa main gauche qui retombait lourdement sur le drap.

Il ne se plaignait pas de sa déchéance présente. Il ne récriminait même plus contre Pauline et les enfants. Au contraire, il était devenu docile, humble et doux. Il disait à Pauline,

d'une voix qui ânonnait encore : « Ma pauvre vieille, je te donne tellement de souci ! » En un instant, il passait du sourire aux larmes ; mais ceux qui l'approchaient avaient le sentiment qu'il n'était pas malheureux. Ce qui les émouvait le plus, c'était l'espèce d'aveugle confiance avec laquelle, maintenant, il se remettait à eux. Du creux de l'oreiller son regard les suivait, un tendre regard animal, fidèle et presque bouleversant.

Bientôt il fut possible de l'asseoir dans un fauteuil. Toutes les heures que ne réclamait point l'usine, Pierre les passait à la maison de ses parents. Il s'asseyait tout près du grand fauteuil. Il parlait à Benoît, le regardait et l'écoutait. Ou tout à coup il se levait, arrangeait l'oreiller, lui demandait en se penchant vers lui : « Est-ce que vous êtes bien, à présent? »

— Mon petit gars... disait Benoît.

Il revivait, se tendait peureusement vers l'avenir. Il ne parlait plus du passé que pour justifier à l'avance la douceur du repos qu'il allait prendre, l'ayant bien mérité. Sa paralysie évoluait, se faisait peu à peu spasmodique. Raymond Chapuis revenait tous les jours : c'était chose faite, le vieux docteur Vigneron lui avait cédé sa clientèle. Il auscultait Benoît, lui massait le bras et la jambe, examinait soucieusement leurs réflexes. Un soir, il décida que Benoit essaierait de marcher. Pierre et lui le soutinrent devant Rose et Pauline, le guidèrent à travers la chambre. Sa jambe infirme paraissait se mouvoir, obéir à sa volonté : un faible mouvement de la hanche qui l'entrainait lentement tout entière, en un demi-cercle hésitant, comme un raide pilon de bois. Mais Benoît, à chaque pas qu'il risquait, laissait paraître sur son visage une expression de joie encore anxieuse et pourtant émerveillée. Il répétait :

— Vous voyez bien, je marche ! Je peux commander à ma jambe... Bientôt, avec une canne, je me passerai de vous.

Le docteur fit un signe à Pierre. Presque à chacune de ses visites, ils avaient, au moment du départ, dans la boutique, quelques instants d'entretien seul à seul. Et Raymond Chapuis, ce soir-là, dit que Benoît resterait un infirme, qu'il était vain d'espérer désormais une amélioration nouvelle.

— Mais il vivra ? demanda Pierre.

— Il pourra vivre.

— Des années?

— Peut-être des années.

Quand Pierre revint près de Benoît, il avait le cœur plein d'une grande joie calme et légère. Jamais il ne s'était senti meilleur, prêt à un dévouement dont l'élan défierait les saisons. Il reprit sa place habituelle, dit à Rose qu'elle pouvait redescendre, aider en bas leur mère à préparer le repas du soir. Benoît souriait dans son fauteuil.

— Tu as vu? dit-il. J'ai marché. C'est bon de vivre, de se laisser vivre. Maintenant que te voilà un homme, c'est à toi de tirer les brancards : toi aussi, tu es courageux.

Il avait pris une voix de songe, égale, un peu chantante. Il disait :

— Je me suis tant privé! Parce que je pensais à vous. Qui donc l'a su? Qui a bien mesuré? Tout le jour enfermé dans le bruit de la machine, gelé l'hiver, l'été en nage, mais jamais le soleil du dehors. Bientôt j'irai sur le trottoir, je m'assoirai devant la porte et je regarderai les gens, les voitures, la rue qui va son train, qui change... J'ai tellement, tellement travaillé! Les arbres, tu sais, je me rappelle, les beaux arbres qui remuent leurs branches, et le soleil qui joue avec le vent.

— Oui, dit Pierre, je me rappelle. Le ru clapotait tout doucement sur les pales de la roue à aubes. Je n'étais qu'un petit enfant, mais déjà, vous le saviez, moi aussi j'étais courageux. Vous me disiez que je continuerais votre œuvre, que l'usine, notre usine, vous me la donneriez un jour... Notre usine de Marcheloup, là-bas, à la place du vieux moulin.

Il avait pris la même voix que Benoît, il glissait dans son propre rêve.

— Rien n'est perdu, malgré les méchants. Vous non plus, vous n'avez jamais cédé. Ici comme en forêt, vous avez recommencé, réussi : et la machine a marché, travaillé. Notre usine, père, c'est votre machine. Il n'y a plus qu'à la bâtir, là-bas, au bord du ru, dans le pré de Marcheloup.

Il mit sa main sur le bras de Benoît. Il tremblait presque, de tendresse et d'espoir.

— Père, père, vous la verrez bâtie! Et vous y entrerez un jour au milieu de vos ouvriers, des Ferrague, des Hugonin, ceux que vous voudrez désigner.

— Ah! dit Benoît, je serais bien heureux.

— Vous le serez, père, j'en suis sûr!

Benoit souriait toujours en hochant doucement le front. Il dit :

— Tu es mon grand garçon. Et moi, maintenant, je veux ce que tu veux.

Pierre écouta les bruits de la maison. En bas, à travers le plancher, il entendait sa mère et sa sœur qui parlaient.

— Alors... murmura-t-il ; alors, père... il faut à présent que vous me donniez la machine.

Et Benoît dit encore :

— Je veux bien. Moi, je veux bien.

Lui aussi paraissait écouter le murmure des deux voix qui parlaient dans la maison. Il acheva sans cesser de sourire, d'un ton d'enfant peureux et soumis :

— C'est ta sœur qui n'a pas voulu.

VII

Pauline monta quelques instants plus tard, portant le dîner de Benoît. Pierre descendit, retrouva Rose dans la cuisine et s'assit près d'elle à la table.

— Bientôt, dit-il, maman n'aura plus besoin de monter. Père reprendra sa place entre vous deux.

— Pauvre papa! soupira-t-elle. Lorsque j'ai cru que nous allions le perdre...

Il la regarda longuement, l'appela tout bas en lui tendant la main :

— Rose... ma grande sœur.

Ils se souriaient avec des yeux humides.

— Nous autres... reprit-il. On suit chacun sa route, on ne se comprend pas toujours. Mais quand la rafale passe, on se retrouve, on se serre côte à côte. Il ne faut plus oublier ça, Rose : il faut rester ensemble désormais, quoi qu'il arrive.

Il savait bien que la terrible alerte l'avait elle aussi ébranlée. Il la sentait moins défendue, moins secrète qu'auparavant.

— Tu peux me croire, dit-il. Si tu m'as jamais soupçonné de desseins égoïstes, de je ne sais quels vilains calculs, tu as eu tort, tu t'es trompée.

— Que vas-tu chercher là? dit Rose. Tu as fait des projets, c'était ton droit. Mais moi, de mon côté, je pouvais pourtant

bien ne point partager ton avis, sans pour cela te soupçonner de... de ce que tu disais.

Elle rit franchement, une lumière de gaieté aux yeux. Il regardait ses prunelles veloutées, sombres et chaudes, si vivantes lorsqu'elle riait ainsi, ses dents que la pulpe des lèvres, ardente et rouge, faisait paraître d'un blanc plus éclatant : il la trouvait admirablement belle.

— Allons, dis-le! s'écria-t-elle. Ces noirs soupçons, c'est toi qui les as eus.

Il se mit à rire à son tour. Il se disait qu'il ne parlerait plus, ou que très peu, le moins possible; que sans doute à présent cela ne serait pas la peine. Et en effet sa sœur découvrait peu à peu sa pensée, son beau visage redevenu sérieux, avec cet accent d'abandon qu'il avait justement espéré.

— Voyons, Pierre, si tu ne fonçais pas devant toi, la tête basse; si tu prenais, une fois par hasard, le temps de réfléchir un peu, de regarder seulement autour de toi, tu n'aurais pas de mal à comprendre certaines... évidences, à les admettre et à en tenir compte. Cela t'épargnerait ces réveils, ces coups de front contre l'obstacle, et alors ces colères ridicules comme celle que tu as eue ici, l'automne dernier. Nous n'en avons plus dit un mot, à la maison; mais tu peux être sûr que tu nous as blessés, tous les trois. Non, ne crois pas que je t'en aie voulu : et pourtant c'est à mon égard que tu as été le plus dur.

Il faillit riposter qu'elle savait bien pourquoi, qu'elle avait agi contre lui; que d'ailleurs elle avait continué, qu'il en avait maintenant la preuve. Il se contint, réussit à se taire, à l'écouter en l'approuvant du geste. Parfois seulement, comme pour l'encourager, il murmurait : « Oui, je comprends... »

A mesure qu'elle parlait, la patience lui devenait plus facile; et plus facile aussi, plus sincère, bientôt spontanée, l'expression affectueuse et tranquille que gardait maintenant son visage. « Je comprends, oui, je comprends. » Elle lui avait résisté d'autant plus « qu'elle l'avait vu se vouer davantage aux intérêts de la maison Larrieu ». Elle lui disait :

— Je n'avais pas les mêmes raisons que toi, ou si tu veux je ne les avais plus, de jouer mon avenir sur cette carte. Est-ce que je suis franche, à présent? De l'argent... Pourquoi en ferais-je fi? Mais toi, un Chambarcaud, fier de l'être, tu aurais dû penser que moi aussi j'avais cette fierté. La machine, Pierre,

jecrois en elle autant que toi ; je veux aussi qu'elle nous fasse puissants, et que le père voie ça, qu'il ait cette joie avant de s'en aller. Alors j'ai cru, j'ai cru sincèrement, que ce serait une maladresse et une erreur de la donner à l'usine Larrieu, que tu risquais, oh ! de la meilleure foi du monde, d'aller au-devant de gros mécomptes, et ainsi de nous léser tous.

Le ton de sa voix changea, devint plus assuré, plus rapide et en même temps moins personnel et moins vivant. « Bon, se dit-il, la voilà qui récite. » Elle affirmait :

— L'affaire Larrieu ne se développera plus. Elle est fixée; elle manque de jeunesse et d'élan. Dans l'hypothèse la moins défavorable, elle évitera de décliner : cela même n'est pas sûr, et dépendra moins d'elle que de la concurrence à venir. Tu peux sourire, je sais ce que je dis. Et même, veux-tu que j'ajoute un seul mot? C'est que tu es, au fond, de mon avis.

— Oui, dit-il, en ce qui concerne les autres. Mais tu oublies, ma petite sœur, qu'il s'agit également de moi.

Il avait déjà pris parti. Avant que Rose eût achevé, sa décision était arrêtée : il s'était comme jeté vers elle avec une rigueur passionnée. Il dit, sans la moindre ironie :

— Je te fais amende honorable. Je n'aurais jamais supposé que tu étais à ce point avertie, qu'il y avait en toi cette perspicacité d'homme d'affaires. Il paraît que je t'ai méconnue.

Brusquement il se leva et se mit à marcher dans la pièce. Il ne pouvait plus se contenir : sa joie montait avec trop de violence, il fallait que son corps obéît à l'impulsion qui le soulevait.

— Les Larrieu ! s'écria-t-il. Voué aux Larrieu, lié aux Larrieu ! Mais à qui, nom d'un petit bonhomme ? Regarde-moi bien dans les yeux : puisque tu es si calée, puisque tu es une si bonne écolière... Ne fronce pas les sourcils, nous parlons net, il n'y a pas à se vexer ; au contraire : tu vas vite le comprendre.

Il martela, une seconde arrêté devant elle, penchant vers elle un visage inconnu, à la fois rayonnant et dur :

— Je ne veux pas que mon beau-frère me gêne, qu'il m'embarrasse ! Dispense-moi de longues explications; dis-toi seulement que je ne le veux pas, et que cela ne sera pas... Tu as compris?

Elle n'avait pas besoin de lui répondre. Elle attendait seu-

lement qu'il poursuivit, que le mouvement qui l'emportait l'amenât encore plus avant, au plus secret et au plus vif de leur accord. Elle s'aperçut que son visage changeait peu à peu d'expression, se couvrait comme d'une buée de songe. Il murmura, d'une voix lointaine et détimbrée :

— Si je pouvais, un de ces jours, rencontrer...

Et il se tut. Mais ses yeux, tout à coup, reprirent leur acuité, appuyèrent brièvement leur regard et dans l'instant se revoilèrent. Il s'assit et parla d'autre chose.

Pas une fois, durant le temps où ils restèrent en tête-à-tête, il ne revint sur leur entretien. Il savait que sa sœur l'avait en effet compris. L'impatience frémissante qui maintenant le possédait, le désir presque frénétique de précipiter l'événement, il parviendrait à les refréner. Il attendrait que Rose fît vers lui le pas que désormais elle ne pourrait plus ne pas faire.

Il dîna, dévorant à belles dents, faisant retentir la maison des éclats d'une gaieté gamine, plaisantant Rose, l'entraînant à sa suite, se livrant à des facéties de village, à une liesse de drille à l'auberge. Ils n'entendirent même pas la porte qui s'entr'ouvrait. Pauline apparut sur le seuil et leur fit signe de se taire : Benoît s'assoupissait, il fallait le laisser reposer.

VII

Ce fut quinze jours après qu'eut lieu l'entrevue chez Malmouche. L'agréé ne les fit pas attendre : ils entrèrent juste à l'heure convenue, Bourjot et lui, dans son bureau.

— Asseyez-vous, messieurs, je vous prie.

Une épaisse moquette beige tapissait le parquet ; un vitrail aux lozanges de couleur, absinthe, rose et opale, cachait le mouvement de la rue sans assombrir la lumière de la baie. Malmouche, petit homme roux à demi chauve, disparaissait presque jusqu'au menton derrière un classeur d'acajou. Ils ne voyaient de lui qu'une tête aux tempes frisottantes, aux joues fraîches, dont les yeux verts et brillants leur souriaient.

— Nous pouvons y aller, dit Bourjot. Il est bien entendu qu'il ne s'agit que d'une consultation, pour le moment.

La petite tête plongea, reparut :

— Je vous écoute.

Bourjot, alors, aborda son exposé. Il avait une belle voix virile, pleine et chaude, mais dont il ne parvenait pas toujours à modérer la sonorité. Plus grand que Pierre Chambarcaud, large d'épaules autant que lui, vêtu avec une recherche trop visible, il en était au point de transition où sa vulgarité dépouillait sa vigueur agressive, commençait même d'échapper aux observateurs distraits. Ceux mêmes qui la remarquaient ne laissaient pas d'être plus sensibles à sa jovialité de bon vivant, de franc garçon aux mains ouvertes, aux yeux honnêtes : « J'ai été compagnon du Devoir, je n'ai jamais trahi un frère. »

Compagnon, oui, compagnon charpentier ; il y avait de ça vingt ans. Maître ouvrier après son tour de France, à vingt-quatre ans, il avait décidé de se mettre à son compte, de courir hardiment sa chance. Il avait épousé une veuve de Sandillon, son aînée de deux bons lustres, une petite femme maigre et noiraude que personne ne voyait jamais et dont lui-même ne parlait guère, mais qui lui avait apporté un fonds qu'il avait fait valoir. D'une année à une autre année on avait vu s'arrondir son bien, des maisons se bâtir dans plusieurs communes d'alentour, où l'abondance des pans de bois engagés dans la maçonnerie, l'importance des balcons à balustres portaient la marque du grand Bourjot, entrepreneur général de charpentes.

Depuis peu, il achetait des coupes dans les forêts domaniales. Les banques, longtemps sur la réserve, commençaient à lui ouvrir crédit. Son assurance croissait d'autant. Il avait, l'hiver précédent, fait l'emplette d'une pelisse somptueuse, dont la rumeur publique s'était émue, non sans respect.

— Vous me suivez bien ? disait-il. Je rappelle en deux mots l'économie générale du projet : *Primo*, comme de bien entendu, les actuels établissements Larrieu... On garde la raison sociale, sous une forme évidemment modifiée, mais il faut qu'on s'arrange pour ne pas laisser choir le nom. Larrieu, ça représente quelque chose. J'ai pensé... Qu'est-ce que vous en dites? La *Forestière française*, ou encore la *Nationale forestière*, et, en sous-titre bien apparent : *Société anonyme des Etablissements Larrieu et Compagnie*. Vous chercherez si vous voulez, j'ai l'impression que vous ne trouverez pas mieux. Et maintenant, *secundo* : l'usine de Marcheloup, la saboterie que

nous pensons construire, et où nous exploiterons la machine brevetée Chambarcaud.

Malmouche, alors, leva l'index :

— Tu permets une question? dit-il. Où en êtes-vous au juste, actuellement? Je suppose, — excusez-moi, monsieur Chambarcaud, — que vous savez d'ores et déjà sur quels concours vous pouvez faire fond... Bien entendu, bien entendu. Ces questions sont complexes, délicates : vous comprendrez que j'aie besoin, pour vous conseiller efficacement, d'y voir moi-même parfaitement clair.

Pierre Chambarcaud se sentit rougir. Depuis qu'il était assis là, entre ces deux hommes attentifs, il éprouvait un sentiment de malaise où se mêlaient la gêne et l'inquiétude. Ce Malmouche qu'il n'avait jamais vu, ce Bourjot qu'il connaissait à peine, n'étaient-ils pas l'un et l'autre suspects, dangereux? Et ne venait-il pas de se jeter inconsidérément dans une aventure scabreuse, vers des risques impossibles à courir? Le tour que prenait l'entretien, cette rougeur inattendue qui venait de lui brûler les joues l'alertaient désagréablement. Il fit sur soi un brusque retour, retrouva instantanément ses pensées des jours précédents, et en même temps la force de son désir et la rigueur de sa résolution. Il rougit davantage, non plus cette fois à cause des deux hommes, mais de colère contre lui-même : « Est-ce que j'ai réfléchi, oui ou non, avant de venir ici? Est-ce que je veux ce que je veux, oui ou non? » Il le voulait, il le savait bien. Cette démarche était nécessaire. Nullement dangereuse, au surplus: il s'agissait seulement de s'informer.

Bourjot, cependant, répondait à Malmouche, criait en roulant les épaules:

— Voyons, voyons, si nous étions fixés sur les coparticipants, notre société serait faite! Et ce n'est pas à tes bons offices que nous aurions recours aujourd'hui, mais à ceux du notaire de Larrieu. Soyons sérieux, nous n'avons pas de temps à perdre.

— Alors, reprit tranquillement Malmouche, nous disons donc les deux usines. Même direction pour l'une et l'autre?

— Naturellement non, dit Pierre. C'est moi qui dirigerais l'usine de Marcheloup.

— Administrateur délégué?

— C'est aussi dans mes intentions.

— Ainsi, deux administrateurs : M. Edmond Larrieu, qui continuerait à diriger son usine, et vous-même, qui prendriez la direction de la future usine de Marcheloup ?

— Exactement.

— Participants ? dit alors l'agréé. Nous sommes à deux, M. Larrieu et vous.

Sa petite tête bougeait, pivotait d'un visage à l'autre. Bourjot, ainsi sollicité, répondit tout d'une haleine :

— Les deux enfants Larrieu, quatre. Le père et la sœur de monsieur, six. Le septième est facile à trouver.

Il riait, avec une bonhomie superbe. Son grand bras s'allongea, écarta le classeur : les épaules de Malmouche apparurent, ses mains blanches et potelées qu'il appuyait sur son buvard. Il regarda Bourjot un moment, inclina son front chauve, et dit :

— Bien.

Un moment s'écoula. Ils semblaient tous les trois attendre.

— Monsieur, dit enfin Chambarcaud, le mieux est que vous preniez la peine d'établir un premier projet. Cela nous fournira une base de discussion pour une seconde entrevue. Nous pourrons remanier, préciser : cette méthode me semble la bonne.

— Alors, je note ? dit Malmouche.

Il attendait, la pointe du crayon sur un bloc.

— Capital ?

— Tablez sur huit ou neuf cent mille. Mettons neuf cents.

— Actions de cinq cents francs ? Par conséquent dix-huit cents actions. Sur ce total, combien d'actions d'apport ?

— Presque tout. Une soixantaine seulement, je pense, à souscrire en numéraire.

— Je note donc, répéta Malmouche.

Il écrivit sous la dictée, relut d'abord son papier en silence, puis à voix haute, marquant un temps après chaque chiffre :

— « 1° MM. Edmond Larrieu et Jean Larrieu, Mme Antoinette Chambarcaud-Larrieu apportent conjointement leur usine de Portvieux, comprenant..., le tout pour sa valeur de 550 000 francs, étant expliqué que les droits appartenant divisément à chacun des consorts Larrieu ont été fixés par le règlement de la succession de Mme Larrieu mère, décédée,

savoir : ceux de M. Edmond Larrieu à 300 000 ; ceux de M. Jean Larrieu à 100 000 ; ceux de Mme Chambarcaud, y compris la dot que lui a constituée son père lors de son mariage, à 150 000. Total égal : 550 000.

« 2° M. Benoît Chambarcaud apporte le brevet qu'il a obtenu pour l'invention d'une machine destinée à la fabrication des sabots, et qui est estimé à environ 50 000 francs. »

— Non, dit Pierre. C'est insuffisant : cent mille.

Malmouche nota et reprit sa lecture :

— « 3° M. Pierre Chambarcaud et M. Alfred Bourjot apportent... »

Ils évaluèrent, d'un commun accord, la future usine de Marcheloup à 250 000 francs. Ils signalèrent d'autre part à Malmouche que les soixante actions à souscrire le seraient par Rose Chambarcaud. L'agréé inscrivait rapidement, traçait de vives accolades, éloignait le bloc de ses yeux comme pour mieux embrasser du regard les perspectives qu'il esquissait. Parfois aussi, sa petite main douillette et sensible paraissait soupeser quelque chose, incliner une tare invisible, et le bloc s'inclinait aussi, basculait lentement sur sa paume, tandis que Pierre et Bourjot ne le quittaient pas des yeux. Ils avaient l'un et l'autre le même visage vaguement souriant, où rien n'apparaissait qui révélât leur tension intérieure, sinon un gonflement léger des veines, au bord des tempes.

— Nous dépassons neuf cent mille, dit Malmouche.

— Combien ?

— Neuf cent trente.

Bourjot ouvrit les bras, s'épanouit :

— Il faut arrondir au million. Cent quarante actions à souscrire, voilà tout : nous n'avons qu'à faire un signe.

— Vous songez à quelqu'un ? dit Pierre.

— Pourquoi pas ?

— Audrouard ?

— Eh bien ! mais...

Pierre pencha légèrement la tête, laissa glisser ses paupières sur ses yeux, les releva soudain en regardant l'entrepreneur :

— Écoutez-moi, dit-il. Monsieur Bourjot, vous êtes très optimiste. Je ne vous en blâme pas, c'est une force. Mais mon devoir, à moi, est de ne vous rien cacher des difficultés prévisibles, et même probables. Mon beau-père, je vous en avertis,

ne manque pas d'un certain caractère. Il tient à ses idées, et aussi à ses préventions: il sied donc de compter avec lui, tel qu'il est, et de ne pas nourrir d'illusions excessives sur la docilité qu'on peut escompter de sa part.

— Bah ! fit Bourjot, il n'est pas nécessaire qu'Audrouard souscrive en son nom.

Pierre se tut, le front soucieux. Il revenait buter, fatalement, contre les mêmes obstacles et contre les mêmes inquiétudes. Il passa par une nouvelle crise d'amertume, plus âcre encore que la première, mais plus brève. L'image de Larrieu qui venait l'obséder, ses yeux bleus, son front luisant et dégarni, jusqu'au son de sa voix menue, par un violent effort de volonté il réussit à les écarter, à se retrouver en effet dans le clair bureau de Malmouche, à ne plus voir en face de lui que ses deux interlocuteurs. « Je suis venu ici, ici. Je n'en partirai pas, je le jure, avant d'avoir fait en sorte que cette démarche n'ait pas été vaine. »

— Personnellement, dit-il, je ne récuse d'avance aucun concours. Je n'ignore pas que j'en aurai besoin. C'est une question à étudier et à trancher pour chaque cas particulier.

Il se tourna du côté de Malmouche :

— Il va de soi que, ma décision prise, je suis prêt à souscrire sous ma responsabilité les engagements qu'elle impliquera.

— Une contre-lettre, par exemple ?

— Par exemple.

— Comportant une promesse de cession... J'essaie de bien vous suivre, monsieur, je pense exactement à ce projet que vous me demandiez... Au cas d'une opposition, je suppose, de la part de M. Larrieu père, d'une opposition irréductible à telle ou telle participation, disons celle de M. Bourjot ou celle de M. Audrouard, l'acte de fondation pourrait vous attribuer, à vous seul, les cinq cents actions d'apport représentant l'usine de Marcheloup? Si nous y ajoutons les trois cents actions de Mme Chambarcaud, cela ferait un paquet de huit cents. C'est une part de ces actions-là, une part à déterminer, bien entendu, que vous vous engageriez à céder en rémunération des concours acceptés par vous ?

— Oui, dit Pierre.

L'atmosphère s'éclaircissait, devenait sèche et crue, exci-

tante. Bourjot s'était penché sur le bord de son fauteuil. La main de l'agent d'affaires courait sur le papier avec une rapidité merveilleuse. Pierre éprouvait un étrange plaisir à écouter le grattement du crayon sur le feuillet.

— Il me semble, dit enfin Malmouche, que je suis maintenant en mesure d'établir un projet qui réponde à votre désir, et qui se tienne. Nous pouvons prendre un rendez-vous à votre gré. Dans une quinzaine, cela vous convient-il?

Pierre fit un signe :

— Je voudrais dire encore un mot, — à propos de la participation de M. Jean Larrieu, ou plutôt de ses attributions dans la future société. Je désirerais personnellement qu'elles soient strictement définies; et aussi, je ne sais si je m'explique bien, qu'elles délimitent avec précision le champ de ses responsabilités : en somme, quelque chose d'analogue à ce que nous avons prévu pour M. Larrieu père et pour moi. Je crois qu'il serait possible d'adjoindre à la fabrique de caisses une affaire d'emballages dont M. Jean Larrieu serait chargé, non pas à Portvieux même, où la demande serait trop restreinte, mais à Orléans par exemple. Cette affaire, une fois constituée, serait considérée comme représentant son apport. Si dès lors elle prospérait, tant mieux pour lui. Mais si elle périclitait, nous devrions trouver dans les statuts le droit incontestable de nous désolidariser.

— Je prends bonne note, dit Malmouche.

Il les accompagna. Il avait retrouvé son expression souriante. Ses petits pieds, chaussés de chevreau glacé, glissaient sans bruit sur la moquette. En arrivant au seuil, il dit soudain, comme s'il se fût avisé d'un oubli :

— Vous connaissez, bien entendu, cette disposition de la loi sur les sociétés anonymes? Les actions ne peuvent être détachées de la souche moins de deux ans après la constitution de société.

— Eh! tout le monde sait ça! dit Bourjot. Je ne suis pas de la couvée d'août. Nous déjeunons ensemble, Chambarcaud?

IX

Ce même jour, Antoinette Chambarcaud monta dans l'atelier de Jean. Il y avait longtemps qu'elle désirait le retrouver seul et lui parler fraternellement. Il l'inquiétait de plus en

plus. Peut-être, en s'apaisant elle-même, pourrait-elle lui faire quelque bien : elle devinait qu'il en avait besoin.

Elle avait pourtant hésité, prise d'une timidité qu'elle ressentait pour la première fois à l'égard de son aîné. De la maison, elle voyait par-dessus la cour son ombre qui allait et venait près de la grande baie entr'ouverte. Cette ombre disparut : Jean devait s'être assis, avoir pris quelque livre; ou rêver en fumant sa pipe, en buvant un verre d'alcool. Sûrement non, il ne lisait pas. Il lui semblait qu'elle le voyait, ses longues jambes croisées l'une sur l'autre, le dos rond, le regard vague, presque hébété.

Elle se décida brusquement, traversa la cour et monta.

— Je ne te dérange pas, Jean ?

Il était bien comme elle l'avait imaginé, assis dans un fauteuil de cuir, auprès d'un guéridon chargé d'un plateau à liqueurs, d'un cendrier et d'un pot à tabac. Il fumait. Il n'avait même pas tressailli au moment où elle était entrée. Il essayait seulement de lui sourire, mais une brume de songerie continuait de lui noyer les traits.

— Assieds-toi. Non, tu ne me déranges pas.

La lumière atteignait de biais son visage, le modelait d'ombres dures et de glacis brillants. Elle était effrayée du changement qu'elle y découvrait : tous les traits s'en étaient amollis, affaissés. Malgré les contrastes violents des reliefs éclairés et des ombres, c'était ce relâchement qui frappait son regard, cette lassitude des muscles et du sang ; et aussi l'atonie des prunelles, la ternissure comme poussiéreuse qui en éteignait l'éclat.

— Jean?

Maintenant enfin il lui souriait. Elle oubliait son impression pénible à la clarté du sourire retrouvé. Elle lui sourit aussi, disant :

— Tu veux bien que je reste un peu? Il y a une éternité que nous n'avons pas bavardé, tous les deux, comme autrefois.

— Mais naturellement, mon petit.

— Si je te fais perdre ton temps...

— Mon temps? dit-il. Pour l'usage que j'en fais...

Il avait dit ces derniers mots gaiement. Il s'était redressé, le regard affectueux et clair. Elle se sentit plus de confiance et fut heureuse d'être venue.

Ils bavardèrent, tous deux, comme autrefois. Il lui parla de livres qu'il venait de lire, un Bourget, un d'Annunzio, un Stevenson. Il feuilleta pour elle, dans un carton, quelques estampes récemment achetées qu'elle ne connaissait pas encore. Il lui dit, en s'animant, qu'il avait découvert chez un antiquaire d'Orléans un van Ostade un peu endommagé, mais que... Il soupira :

— Mais j'ai peur que le gaillard ne soit gourmand. Il me connaît, et naturellement en abuse.

Et aussitôt, avec un rire vite effacé :

— Le plus drôle est qu'il croit me rouler. Ma vraie faiblesse, petite sœur, n'est pas de me laisser rouler. Mais celle-là, personne ne la connaît.

Elle leva sur lui un regard pénétrant, son beau regard de femme où parfois rayonnait tant d'émouvante et tendre lumière.

— Toi, oui, dit-il alors, tu sais peut-être ma faiblesse. Tu la devines. Mais pas toute, petite sœur...

Et, montrant de la main les objets qui l'entouraient, les toiles et les gravures accrochées aux parois, les rayons chargés de livres :

— Je m'ennuie. Je m'ennuie... Ah! c'est bien pis que tu ne crois : je n'aime rien, plus rien. Je n'en suis plus capable. Je n'en ai même plus envie.

Son bras tomba, la main pendante :

— Tout ça... dit-il.

De nouveau Antoinette se sentit la poitrine serrée. Il venait de passer dans sa voix une sorte d'indifférence triste, si nue, si franchement dévoilée qu'elle mesura dès cet instant la vanité de sa tendresse et des paroles qu'elle pourrait dire. Elle dit pourtant, sans le quitter des yeux, avec une douceur courageuse :

— Tu te trompes sur toi-même, Jean. Cette complaisance, cet abandon... c'est mal, ce n'est pas digne de toi.

Des mots. Elle s'en apercevait à mesure qu'elle les prononçait. Il la regardait lui aussi. Elle voyait dans ses yeux l'ironique indulgence qu'elle y avait lue tant de fois, mais non plus tout à fait la même : plus détachée et plus stable en même temps, inaccessible aux prises d'un autre regard, d'un autre cœur. Il se mit à parler à son tour, d'une voix unie,

paisible, sans autre vie en lui que cette petite lueur des prunelles dans un visage absolument inerte.

— Quand tu es entrée tout à l'heure, j'ai cru à une démarche de ta part. Oh! tout à fait spontanée, tout à fait franche : tu venais sans avoir pris conseil que de toi-même. Tu désirais m'interroger, me consulter, me conseiller... Je ne sais pas, je m'imaginais ça, enfin quelque chose de cet ordre.

Elle devina ce à quoi il pensait. Et aussitôt, faisant un retour sur soi-même, elle se demanda si en effet, peut-être, sans vraiment en avoir eu conscience, elle n'avait pas obéi tout à l'heure à une inspiration qui ne venait point d'elle seule. Une rougeur lui monta aux joues, que Jean parut ne point remarquer. Il continuait :

— Peu importe, tu sais, Tony. Même dans ce cas, je ne t'en voudrais pas, je trouve que tu aurais raison. Et qui sait, peut-être est-ce lui qui voit juste, plus juste que père, plus sainement. Seulement moi, ça m'est tellement égal! Il arrivera ce qui arrivera, ça m'est égal.

Il saisit une bouteille de kummel, emplit un verre sur le guéridon. Ses traits s'étaient un peu tendus, la lueur qui brillait dans ses yeux s'était faite plus vive et plus sèche.

— Si tu veux savoir ma pensée, je crois comme lui que père se trompe, qu'il a eu tort de ne pas s'engager carrément, de ne pas traiter avec ta belle-famille pour exploiter cette fameuse machine. Cela eût mieux valu pour tout le monde : parce que, tu connais ton mari, c'est un homme qui ne renoncera pas. Ce qu'il n'aura point trouvé ici, — car sois-en sûre, il ne le trouvera pas, — c'est forcé qu'il le cherche autre part, autre part où il le trouvera. Alors, voilà, je pense qu'il y aura des heurts, des choses pénibles dont nous souffrirons tous : toi aussi, ma petite sœur, et c'est dommage.

Il murmura d'une voix lointaine :

— Je les connais : cette race-là est terrible. Il faudrait un courage de brute. Et puis après? Si ça devient décidément insupportable... Sans histoire, sans mélodrame : adieu, messieurs, j'en ai assez.

Alors elle lui saisit la main, l'obligeant à la regarder. Ses yeux reprirent une expression de tendresse un peu honteuse. Il lui sourit :

— Je dis des bêtises. Tout cela ne compte pas, Tony. Je divaguais.

Des larmes étaient montées aux paupières d'Antoinette. La pitié qui lui avait serré le cœur cédait à la contrainte paralysante que les propos de Jean, que son attitude même la forçaient de subir.

Elle dut se faire âprement violence, pour réprimer le tremblement pénible de sa voix.

Elle lui dit qu'il n'était pas trop tard, « que c'était le moment au contraire de s'imposer un effort viril, courageux. Puisqu'il était capable de juger avec lucidité, de ne point se laisser surprendre, il avait le devoir d'intervenir, dans l'intérêt de tous et d'abord dans le sien propre. Est-ce qu'il soupçonnait même les ressources qui demeuraient en lui? Un homme fini, à trente-deux ans? Il savait bien que ce n'était pas vrai! Et puis, une fois engagé dans l'action, il s'apercevrait vite que l'action lui serait salutaire, qu'elle était tonique par elle-même, qu'on devenait plus fort en exerçant sa force. »

Il l'écoutait, hochant parfois la tête avec un air d'enfant docile. Mais elle n'en était pas la dupe. Elle répétait : « Tu verras, tu verras »; et elle s'apercevait qu'il souriait tout à coup, saisie d'avance de ce qu'il allait dire et de ce qu'elle attendait presque. Et il disait, doucement, sans cesser de lui sourire :

— C'est vrai, c'est vrai... Tu parles comme ferait ton mari.

Son expression changeait peu à peu, devenait grave, soucieuse et bonne. Il murmura :

— J'ai peur, tu sais, que tu ne sois pas très heureuse.

Et ensuite ils se turent, tous les deux, chacun perdu dans ses pensées. Elle songeait aux derniers mots de Jean, à l'avenir qui l'attendait. Pas heureuse? Non, elle ne serait pas heureuse comme elle avait rêvé de l'être, naguère, avant d'être devenue femme. Mais elle serait quand même une femme heureuse, d'un bonheur autre, où les rêves n'auraient point de place. Elle ne regrettait pas d'avoir choisi comme elle avait fait, l'homme ambitieux et dur dont l'énergie, au long des jours, aurait sans doute besoin d'elle. Jean se trompait sur le compte de Pierre, il les méconnaissait ensemble. Devenir riches? Ils le seraient. Mais cette ardeur tenace à la lutte, ce mâle courage devant la vie, ce refus des défaites possibles, il était incapable d'en comprendre l'exaltante et l'humaine gran-

deur. En ce moment, d'un mouvement invincible, elle comparait ces deux hommes entre eux. Elle osait même arrêter sa pensée sur les conflits peut-être déchirants que son frère tout à l'heure lui avait laissé entrevoir. Son père? Elle le sentait présent : elle évoquait à cet instant ce qu'avait été sa vie : une jeunesse de conquêtes difficiles, dont le souvenir aurait dû, aujourd'hui, le rapprocher de Pierre Chambarcaud. Mais il avait vieilli, oublié ; il était devenu un autre homme, trop différent de ce qu'il avait été pour reconnaître et pour aimer en Pierre la jeunesse même qu'il avait eue.

Elle essaierait de les rapprocher l'un de l'autre. Elle trouverait assez d'amour en elle pour les protéger contre eux-mêmes, pour assumer bravement la tâche devant laquelle son frère se dérobait. Elle s'engagerait de tout son cœur, à découvert ; elle saurait faire en sorte de conjurer un avenir qui l'entraînerait à prendre parti. Et si pourtant...

Elle releva un peu la tête et regarda Jean devant elle. Les épaules basses et les yeux dans le vague, ses longues jambes entrecroisées, il fumait à petites bouffées. Elle ressentit encore, aussi vive qu'à son arrivée, l'impression d'affaissement, de déchéance qu'il lui avait donnée. Mais cette fois un sursaut d'ardeur la souleva, un grand élan de tout son être vers celui qui n'était pas là. Il lui semblait qu'elle le voyait, sa tête ronde aux cheveux drus, brillants, ses joues halées, ses yeux noirs et brûlants dont le désir, le seul désir qu'il avait d'elle pouvait faire vaciller la flamme. Sa poitrine se gonfla, elle appuya la main contre son flanc. Heureuse, heureuse ; elle était et resterait heureuse. Dans quelques mois ce petit qui naîtrait, son fils à lui, qui deviendrait robuste et droit à son image, un peu plus tendre aussi, un peu moins rude, grâce à elle... Ah ! c'était beau de vivre ainsi. Le vieil Edmond Larrieu, Jean lui-même chériraient cet enfant. Comme elle se sentirait forte, lorsqu'elle le porterait dans ses bras! Elle respirait d'un souffle apaisé, avec un beau visage recueilli. Jean se leva, comme attiré par ce visage. Il vint à elle, lui embrassa le front :

— Je te demande pardon, Tony.

MAURICE GENEVOIX.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Messieurs,

Je prends la parole au lendemain des accords de Rome et des conversations de Londres, et si vous me le permettez, je voudrais très simplement examiner devant vous, de la façon la plus objective, en tâchant de dégager la réalité des apparences et des mots, ce que ces accords nous apportent, ce qu'ils nous permettent d'espérer, ce qu'ils peuvent nous faire craindre.

Rome a vu, le 7 janvier, la fin d'un malentendu qui était né au moment même de la conclusion des traités de paix. L'Italie se plaignait, à ce moment, avec vivacité, d'être sacrifiée. Elle exagérait, mais peut-être y avait-il dans ses doléances quelque chose d'exact. De notre côté, nous avons, quelques années plus tard, cédant, hélas! à la pression de considérations de politique intérieure, marqué trop peu de désir d'entrer en conversation avec le gouvernement de M. Mussolini. C'est ainsi que, pendant des années, un malentendu s'est prolongé entre deux nations qui sont faites pour se comprendre, s'aimer et se soutenir. Rome a vu le rapprochement des deux grandes nations latines. Les accords qui y ont été passés comprennent essentiellement un pacte colonial et un pacte relatif à l'Europe centrale.

L'accord colonial n'a pas réalisé tout ce que l'Italie demandait. On n'obtient jamais tout ce que l'on demande. Mais il lui a donné des satisfactions substantielles, sans qu'à mon sens, le Gouvernement français puisse être accusé d'avoir, sur aucun point, compromis nos intérêts essentiels.

(1) Conférence faite à l'Union du Commerce et de l'Industrie pour la Défense sociale, le 20 février 1935.

Nous n'aurions donc qu'à nous louer de cet accord colonial si, en ce moment, un gros nuage ne s'était levé sur l'Afrique orientale : je veux parler du conflit italo-abyssin. L'Angleterre et la France, qui ont, dans ces régions, des intérêts importants, s'emploient de toutes leurs forces à apaiser le conflit. Souhaitons ardemment qu'elles y réussissent.

Plus important que l'accord colonial est le pacte danubien, l'accord relatif à l'Europe centrale. Son grand mérite est d'avoir libéré la politique italienne d'une contradiction essentielle dont elle était affligée. Pour des raisons sur lesquelles il est inutile, en ce moment, de s'appesantir, M. Mussolini avait jugé de l'intérêt de sa politique d'attirer dans son orbe la Hongrie. C'est ainsi qu'il avait été amené, en des discours publics, je ne dis pas à encourager, mais tout au moins à accepter, — ce qui revenait au même, — les menées revisionnistes de la Hongrie. Mais, en même temps, M. Mussolini regardait non sans inquiétude du côté de l'Autriche. Il ne pouvait pas tolérer que l'Allemagne s'annexât l'Autriche, et que l'Anschluss s'accomplît, car c'eût été une menace directe contre l'Italie.

On l'a bien vu lorsque, le 25 juillet dernier, le monde a appris l'assassinat par l'Allemagne du chancelier Dollfuss. M. Mussolini a immédiatement réagi, vous savez comment. Il a envoyé sur le Brenner quatre divisions italiennes. M. Hitler a compris et n'a pas insisté. M. Mussolini a dû s'apercevoir, ce jour-là, qu'on ne fait pas au revisionnisme sa part ; on ne peut pas en même temps encourager la Hongrie à jeter le trouble dans l'Europe en réclamant un changement de frontières et s'élever contre l'Allemagne qui demande à modifier les siennes. Évidemment la leçon a servi au Duce. Elle lui a servi d'autant plus qu'elle devait être suivie de l'abominable attentat de Marseille qui coûta la vie au grand roi Alexandre Ier l'unificateur et à notre ministre des Affaires étrangères. Le revisionnisme se doublait, comme il est fatal, du terrorisme. M. Mussolini n'a pas hésité et, à Genève, le représentant de l'Italie, à l'exemple de l'Angleterre, s'est joint à la France pour demander que l'on donnât satisfaction aux Yougoslaves qui, avec leurs alliés de la Petite Entente, réclamaient justice contre la Hongrie.

Le pacte danubien de Rome a complété l'évolution que le Gouvernement italien avait d'une façon si décisive déjà prononcée. Il l'a complétée parce que le jour, qu'il faut souhaiter

proche, où le pacte danubien aura reçu les signatures de tous les intéressés, il sera acquis que le revisionnisme a, dans l'Europe centrale, perdu la partie. Ce sont là des résultats qui ne peuvent être qu'approuvés et qui ouvrent des perspectives heureuses sur l'avenir. Les accords de Rome sont, dans notre politique extérieure, à marquer d'une pierre blanche.

Quelques semaines plus tard, le président du Conseil français et le ministre des Affaires étrangères partaient pour Londres. Là aussi, on allait assister au développement d'une évolution extrêmement significative, qui se poursuit, en Angleterre, depuis tantôt six mois.

Elle a été inaugurée par la parole fameuse prononcée par M. Baldwin aux Communes, en juillet dernier : « La frontière de l'Angleterre n'est pas sur les falaises crayeuses de Douvres; elle est sur le Rhin. » C'est une parole dont les conséquences sont incalculables. Depuis quinze ans, nous l'attendions. Elle implique qu'aujourd'hui comme en 1914, l'Angleterre et la France sont indissolublement liées, parce qu'aujourd'hui comme en 1914, le même péril menace l'une et l'autre. La parole de M. Baldwin n'était pas une parole vaine; quelques mois plus tard, à notre grande surprise, il faut le dire, et aussi à notre extrême satisfaction, nous avons vu le gouvernement britannique envoyer dans la Sarre des contingents destinés à assurer, par l'organisation d'une force internationale où l'Angleterre tenait la première place, le respect de mesures internationales.

Les conversations qui eurent lieu à Londres devaient donner à cette évolution son couronnement. Rien malheureusement, comme l'a dit à la Chambre M. Flandin, rien n'est encore définitif. Mais je me fie, quant à moi, à la force des choses, pour transformer notre espoir en une réalité. Je pense, vous l'entendez, au pacte aérien, qui a été envisagé par l'Angleterre et par la France et auquel les négociateurs de Londres ont convié à se joindre l'Italie, la Belgique et l'Allemagne.

Rien ne permet mieux de saisir la portée et l'importance de ce projet de pacte aérien que les propos d'un politique qui, jusqu'alors, s'était toujours posé en adversaire de ce genre d'accords : M. Ramsay Macdonald. Quelques jours après la conversation de Londres, voici en quels termes le Premier

britannique s'exprimait devant ses électeurs : « Aujourd'hui, en moins de six ou huit heures à partir de la déclaration de guerre, des avions survoleront peut-être vos villes principales; vos femmes et vos enfants se trouveront peut-être sous leurs ailes. Dans les temps que nous traversons, on ne saurait attendre des journées entières pour savoir ce qu'on va faire. Il faut agir promptement; il faut agir sans attendre. Si on attend, il en résulte que l'agresseur est encouragé à vous attaquer. Aujourd'hui, agir promptement est si peu agir précipitamment que s'il y a, dans quelque partie du monde, un État qui complote et projette une guerre, cet État agresseur sait que, dès le moment où il aura envoyé ses avions attaquer son ennemi, il se heurtera à une combinaison qui rendra la victoire absolument impossible pour lui. Donc ce que nous accomplissons aujourd'hui revient à instituer par cet accord le moyen préventif le plus efficace contre une agression qui ait jamais été organisé par la diplomatie des nations. C'est un grand pas réalisé vers la paix; c'est un grand progrès pour rendre la guerre inconcevable et impossible. »

Messieurs, c'est parler d'or. Malheureusement, lorsque M. MacDonald disait : « Nous accomplissons aujourd'hui », il anticipait, puisque, contrairement à ce que, dès l'abord, avait pensé le public français, le pacte aérien est toujours à l'état de devenir. Pourquoi? Pour deux raisons.

La première, c'est que, et je le regrette, le communiqué de Londres ne se contente pas d'enregistrer le projet de pacte aérien; il en englobe un autre, un projet de règlement général qui ressemble comme un frère à cette convention chimérique de désarmement qui, pendant trois ans, a occupé les séances de Genève sans que, — et pour cause, — on ait pu aboutir à aucune solution.

Je dis : « et pour cause ». Que faut-il entendre en effet par une convention de désarmement? C'est une convention dont les signataires s'engagent à limiter leurs effectifs et leurs armements. Quelle garantie que la parole donnée sera respectée? La loyauté des signataires. Je ne veux prononcer aucune parole excessive; mais, quand on se rappelle, — et je me permettrai, dans un instant, de vous le rappeler, — comment l'Allemagne, jusqu'ici, a tenu sa parole et exécuté ses engagements, on est peut-être en droit de craindre qu'une

convention de désarmement au bas de laquelle elle aurait mis sa signature ne soit qu'insuffisamment garantie.

« Vous oubliez, nous dit-on, le contrôle international. »

En vérité, n'est-ce pas admirable? Les alliés unis, dans l'Allemagne qui venait d'être vaincue, n'ont pas pu réussir à faire fonctionner de contrôle et l'on s'imagine aujourd'hui que l'on pourrait installer un contrôle efficace dans l'Allemagne hitlérienne! C'est de l'enfantillage. Je vous demande pardon de m'exprimer avec cette netteté ; mais je crois qu'il est nécessaire de voir les réalités telles qu'elles sont et non pas telles que nous voudrions qu'elles fussent.

Ce n'est pas seulement ni même principalement parce que le communiqué de Londres visait deux projets qu'on n'en a signé aucun ; c'est que, tandis qu'autour du tapis vert ils échangeaient leurs vues, gouvernants de France et gouvernants d'Angleterre avaient les regards tournés vers Berlin. Ils se demandaient quel accueil serait réservé par l'Allemagne à l'accord qu'ils étaient en train de préparer, quelle réponse serait donnée à leurs suggestions.

Quelle réponse ? Pour le savoir, il n'y avait qu'à se rappeler l'histoire d'hier, celle d'aujourd'hui. Vous connaissez sa réponse. L'Allemagne ne s'est pas contentée de déclarer que les propositions qu'on lui soumettait étaient fort intéressantes, mais exigeaient du temps pour leur examen : à quoi l'on ne peut rien objecter. Elle a tenu à réitérer, — je le souligne en passant parce que c'est un nouvel exemple de la foi que nous devons accorder aux déclarations venues de l'autre côté du Rhin, — une affirmation qu'à maintes reprises elle a produite, mais qui ne s'améliore pas en vieillissant. Voici ce qu'elle a dit : « Le Gouvernement allemand examinera, en particulier, par quelles mesures peut être évité à l'avenir le péril d'une course aux armements qui est né du refus des États puissamment armés de procéder au désarmement prévu par les traités. » Il y a dans ces trois lignes deux contre-vérités : d'une part, les « États puissamment armés » ont si peu refusé de diminuer leurs armements que la France, pour ne parler que d'elle, est aujourd'hui dans une situation qui ne fut jamais aussi inquiétante ; d'autre part, il est absolument inexact que ces États, en refusant de procéder à leur désarmement, — ce qui n'est pas vrai, — ont empêché le désarmement général.

Que l'on se reporte aux textes : que l'on ouvre le traité de Versailles. On y lira qu'en vue de rendre possible la limitation des armements de toutes les Puissances, l'Allemagne s'engage à respecter les clauses militaires, aériennes et navales inscrites au traité. Autrement dit, les auteurs du traité de Versailles ont tenu ce langage : « Oui, il convient de désarmer, mais, pour que nous le puissions faire, il faut que la nation qui, il y a quatre ans, a précipité le monde dans les horreurs de la guerre ait commencé par donner l'exemple. »

Que s'est-il donc passé ? En vérité, l'a-t-on oublié ? L'Allemagne, avec un esprit de suite, une persévérance, vraiment admirables, s'est tracé, depuis l'armistice, une voie dont elle ne s'est jamais écartée. D'abord, elle a obtenu, je viens de le rappeler, la cessation de l'occupation interalliée. Il restait à se débarrasser des réparations. Je n'oublie pas, pour ma part, qu'en 1930, à La Haye, quand M. André Tardieu demandait au Reich de vouloir bien prendre publiquement des engagements pour assurer le respect des clauses du plan Young, les représentants de l'Allemagne protestaient avec indignation en disant que leur demander de semblables garanties, c'était les outrager; un an après, l'Allemagne déclarait qu'elle ne payait plus et, à Lausanne, les alliés enregistraient la déclaration allemande. Les réparations étaient finies. Restait ce qui importait le plus à l'Allemagne : son réarmement.

Stresemann dit quelque part dans ses *Mémoires*, qui sont si fertiles en révélations, que jamais vainqueurs n'ont été bernés comme le furent les alliés par le général von Seckt, qui, sous leurs yeux, sans qu'ils s'en aperçussent, avait réorganisé de pied en cap l'armée allemande.

Ainsi, ce n'est pas M. Hitler qui, le premier, a remis sur pied la Reichswehr; il n'a fait que poursuivre avec plus d'éclat l'œuvre que les gouvernements de social-démocratie, auxquels nous avions eu la candeur de nous fier, avaient commencée. Sans doute, il l'a poussée très loin, si loin que lorsque, le 14 octobre 1933, il a quitté la Société des nations, il l'a fait parce que l'œuvre de réarmement était parvenue à un point où, pour accélérer la cadence et pour rendre la réalisation du réarmement plus aisée, mieux valait écarter tout contrôle, si bénin fût-il.

Il est sorti de la Société des nations, mais, avant qu'il la

quittât, son prédécesseur avait obtenu, le 11 décembre 1932, de la faiblesse des alliés cette déclaration, dont l'Allemagne joue depuis lors avec une obstination et une habileté merveilleuses : « l'égalité des droits dans un régime de sécurité ».

Dans cette formule, il y a deux termes : l'égalité des droits et le régime de sécurité ; mais il existe entre les deux cette différence que l'égalité des droits, c'est clair, c'est simple, cela veut dire que l'Allemagne a le droit de faire tout ce que font les autres nations et qu'on ne peut lui imposer aucune sujétion que les autres ne subissent pas ; voilà qui s'énonce et se comprend sans peine. Mais le régime de sécurité, on en est encore à le définir, à préciser les garanties qui peuvent l'assurer.

L'Allemagne, en se réclamant sans cesse de cette formule, a pu refaire une armée qui, aujourd'hui, égale celle de 1914 et non seulement elle a refait son armée, mais, les journaux de ce matin l'annonçaient, l'Allemagne s'apprête à dire à la France et à l'Angleterre : « L'égalité des droits ne permet pas le maintien de la zone démilitarisée. Il me contraindrait, en effet, à supporter une entrave que vous ne subissez pas ! Que faites-vous de l'égalité des droits? » De sorte que nous verrons disparaître, dans quelques semaines, cette garantie dernière qui, ne l'oubliez pas, ne constitue pas une garantie que pour nous, mais, en première ligne, pour nos alliés belges.

Voulez-vous maintenant que nous chiffrions les résultats auxquels le Reich est arrivé ?

Le traité lui accordait une armée de 100 000 hommes enrôlés pour douze ans. A l'heure actuelle, elle a 600 000 hommes d'armée active ; dans quelques mois, elle en aura 750 000. Les réserves s'élèvent à 4 200 000 hommes.

Le traité lui donnait le droit d'avoir 7 divisions d'infanterie, 3 divisions de cavalerie. Elle a aujourd'hui 21 divisions qui, par dédoublement, peuvent lui en donner immédiatement 42, plus 40 divisions de gardes frontière.

Ces résultats, je le répète, ne sont pas dus seulement à M. Hitler; ils sont dus au travail incessant, d'abord secret, puis poursuivi au grand jour, des gouvernements successifs du Reich. Ils ont été soulignés et mis en pleine lumière par l'avènement du régime hitlérien.

L'assassinat du chancelier Dollfuss, le 25 juillet, les mas-

sacres, à l'intérieur, du 30 juin n'ont pas laissé tout de même que d'éveiller quelque inquiétude au dehors. Quelle impression en ont ressentie les nations étrangères? Laissez-moi le demander à un de nos amis anglais, sir Austen Chamberlain, qui a résumé en quelques lignes l'effet sur l'étranger de l'action allemande :

« Je pense avec M. Churchill que la cause primordiale qui est la racine du malaise actuel en Europe est l'esprit qui règne actuellement en Allemagne. Quand une nation de 70 millions d'âmes, à laquelle la discipline est naturelle et l'organisation facile, exalte la guerre dans l'enseignement de sa jeunesse, renie la morale chrétienne et exalte l'idéalisme païen; quand elle réprime toute liberté de parole, de pensée et d'action, quand elle déclare une guerre de race contre une fraction de ses propres concitoyens et quand, au mépris du droit des gens, elle s'efforce d'imposer son propre régime à un petit État voisin, et cela par tous les moyens, sauf l'invasion directe de son territoire, je soutiens que les autres nations, dont la nôtre, pour laquelle la liberté est pour ainsi dire la vie elle-même, font bien de veiller à leur armement, car une entreprise de ce genre est un danger pour le monde entier. »

Je sais bien ce que l'on répond : « Vous êtes injustes; vous obéissez à un parti pris; vous oubliez les paroles pacifiques que M. Hitler a prononcées, qu'il a répétées. Vous n'en tenez pas compte. » Laissez-moi dire d'abord que lorsque je suis appelé à juger la sincérité d'un homme et que, pour en juger, j'ai à choisir entre les paroles et les actes, je préfère les actes aux paroles.

Mais il y a mieux. Je vous parlais tout à l'heure du départ de l'Allemagne de Genève, le 14 octobre 1933. Je viens de vous rappeler à quel point de réorganisation et de réarmement elle avait à ce moment poussé son effort et que c'était pour ce motif même qu'elle avait quitté Genève.

Savez-vous comment M. Hitler s'exprimait ce jour-là? « Le peuple allemand, disait-il, a détruit ses armements. Se basant sur le respect des traités de ses anciens ennemis, il a lui-même exécuté les traités avec une fidélité pour ainsi dire fanatique. » Quand un homme tourne aussi délibérément le dos à la vérité, lorsqu'il ose produire des affirmations démenties avec éclat par une réalité que tout le monde constate, je dis que ses actes me

donnent à craindre, mais que ses paroles ne me rassurent pas.

Voilà pourquoi nous disons qu'il faut nous tenir sur nos gardes. L'Allemagne elle-même a pris soin de nous faire connaître la seule considération qui soit de nature à la faire hésiter. Voici ce qu'on a pu lire dans l'organe officiel de la Reichswehr, le *Militär Wochenblatt* : « Celui qui possède la puissance militaire est inaccessible aux phrases pacifistes. Une seule chose est susceptible de l'arrêter dans l'usage de sa supériorité militaire : le risque et la crainte d'un échec. »

Voilà qui est net. Si l'Allemagne redoute un échec, elle ne bougera pas ; mais, dès lors, quel est donc le devoir de ceux pour lesquels elle constitue une menace de tous les jours ?

Un homme d'État l'a compris et il l'a dit, c'est notre ami M. Titulesco. Voici, dans un discours radiodiffusé qu'il prononçait, il y a quelques semaines, à Ankara, en quels termes il s'exprimait : « Organiser la paix consiste à toujours dominer la situation et à disposer de forces militaires telles que ceux qui veulent la troubler n'en aient point la tentation. »

M. Titulesco ne s'est pas contenté de bien parler ; il a mieux agi. Il est, à l'heure actuelle, président du Conseil de la Petite Entente et président du Conseil de l'Entente balkanique; et personne assurément n'a plus que lui travaillé à leur fondation. La Petite Entente, l'Entente balkanique forment contre les périls de guerre une barrière solide. Nous sommes aux côtés de nos amis et nos alliés de la Petite Entente et de l'Entente balkanique ; mais pour les appuyer, le cas échéant, quelle est notre force ?

Une personnalité militaire, la plus fortement qualifiée qui soit, me disait hier : « Nous avons besoin, chaque année, de 260 000 hommes. Nous ne les avons pas. L'année prochaine, nous voici dans l'ère des années creuses, nous n'en aurons pas la moitié. » Eh bien ! je le demande, qu'attend-on pour instituer le service de deux ans?

Prenons garde. Ce ne sont pas seulement des puissances matérielles qui s'affrontent ; ce sont deux civilisations, deux conceptions spirituelles. L'une affirme que le droit prime la force. L'autre proclame que la force crée le droit. Suivant que l'une ou l'autre aura prévalu, le destin du monde aura changé.

ALEXANDRE MILLERAND.

TRENTE ANS DE VERSAILLES

III[1]

QUAND VERSAILLES RENAISSAIT

Un matin, au temps de nos premières explorations du Château, je me trouve dans l'appartement de Louis XV, devant une petite porte qui n'ouvre pas au passe-partout. Je m'informe ; c'est la resserre où les hommes de service mettent leurs outils de nettoyage. J'entre dans un cabinet obscur qu'éclaire à peine une fenêtre aux trois quarts masquée du dehors. Quel étrange décor est-ce là ?

De riches panneaux d'un style singulier présentent en bas-reliefs des scènes de bain, de pêche ou de chasse. Ils s'encadrent de roseaux et de plantes fluviales. Le caprice des ors les plus variés ajoute à la curiosité des sujets et l'ébrasement de la fenêtre montre même, sous un vol de chauve-souris et de chouettes dans un décor d'Extrême-Orient, des dauphins et des cygnes, et jusqu'à des objets usuels comme un flacon, des ciseaux et le plat à barbe. Mais en face de la fine cheminée de marbre rouge, une sorte de renfoncement où demeurent des orifices de tuyaux révèle la destination de cette pièce mystérieuse.

C'est la salle de bains de Louis XV. Je pourrai plus tard en nommer les auteurs et souligner que ce fut la dernière création du règne, annonciatrice d'un art nouveau. Mais, dès à présent, voilà de quoi alimenter la rêverie et c'est un secret de plus ravi au Versailles inconnu.

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 1er mars.

Pendant les trente ans que j'ai habité le Château, j'ai pu faire ample moisson de ces souvenirs, dont quelques-uns déjà disparaissent; ils donnaient à presque toutes mes recherches dans les intérieurs ou les jardins l'attrait d'une petite découverte. Une grande maison historique a beau avoir subi des remaniements sans trêve et des affectations diverses, elle garde toujours, pour qui sait y regarder, des détails échappés à ces causes de destruction et qui transportent directement dans son passé. Les vieux plans m'aidaient à expliquer une anomalie d'architecture ou un débris demeuré en place. Les documents d'archives appliqués à des lieux transformés m'expliquaient tel passage obscur ou inintelligible des mémoires.

Je m'étais promis de ne point quitter Versailles sans en avoir pénétré tous les secrets; mais seuls y demeurent sensibles ceux du XVIIIe siècle, car Louis XIV n'y est plus saisissable que dans ses splendeurs. Ainsi me fut-il donné de surprendre quelques mystères de la vie privée de Louis XV, en identifiant l'appartement de l'attique où vécurent successivement Mme de Châteauroux et Mme de Pompadour. La fenêtre d'un beau salon boisé ouvrait au-dessus d'un avant-corps à colonne faisant balcon et l'appui de fer, fixé à cette époque, donnait à ce logis familier une vue délicieuse et embaumée sur le parterre du Nord. Quel préjugé d'architecte a fait disparaître depuis ce témoin de vie intime qui n'offusquait guère à la hauteur où il était placé et dont l'absence a détruit ce qui fut charmant?

Ouvrant un jour un placard profond dans la chambre de Mme Du Barry, j'étais intrigué par sa forme bizarre. Un plan m'apprenait aussitôt que derrière la cloison se trouvait la bibliothèque où Louis XV se retirait souvent pour ses études particulières et qui a conservé quelques rayons. C'est même du petit œil-de-bœuf qui l'éclaire, qu'on nous le montre essayant ses longues vues sur l'avenue de Paris et sur les arrivants au Château. Or, le passage ainsi révélé assurait au Roi un libre accès chez la favorite, moins officiel que cet escalier où la rampe porte orgueilleusement son chiffre.

A l'étage au-dessus, quel plaisir de fixer le siège du « Secret du Roi », en mettant au jour, par le déplacement d'une toile, les planches superposées qui portaient les dossiers. Au balcon de la pièce voisine, à laquelle je rendais son nom de « cabinet

intérieur du Roi », se plaçait naturellement la scène précisée par les valets de chambre. J'y ai montré Louis XV, recueilli et tête nue, suivant des yeux, dans le soir orageux, le convoi funèbre qui emporte, à Paris, Mme de Pompadour. C'est là même qu'eut lieu le bref interrogatoire du cardinal de Rohan par Louis XVI en présence de la Reine et de M. de Breteuil, avant son arrestation publique dans la Grande Galerie.

De l'appartement « d'en bas », qui fut pendant quatorze ans celui de Mme de Pompadour restée l'amie du Roi et où elle mourut, il ne subsiste que quelques volets de fenêtres et le perron de son antichambre. Nulle trace du cabinet de laque rouge où tant de grandes affaires furent traitées et de l'escalier qui permettait au Roi d'y descendre. Mais un degré modeste sur la petite cour, qui mène à un entresol à peine défiguré, est assurément celui du médecin Quesnay, et c'est bien là que se réunissaient, tout auprès de la marquise, qui les visitait quelquefois, ces philosophes dont Marmontel nous a laissé la liste illustre et qui étudiaient si hardiment la réforme de l'État. La fenêtre de Quesnay est en face de celle de l'arrière-cabinet où travaille Louis XV, et ce voisinage si proche du maître et de la pensée qui discute son pouvoir m'a donné souvent à réfléchir quand j'étudiais les mouvements de l'esprit public au XVIIIe siècle. Quelques pieds de distance séparent les tenants de deux principes qui s'affrontent et dont l'un emportera l'autre.

Chez la Reine

Moins de philosophie et plus de sentiment anime les trouvailles que je faisais dans les cabinets d'intimité de Marie-Antoinette. C'est l'escalier étroit qui monte au billard; c'est l'entresol d'où Mme de Tourzel et sa fille peuvent entendre par leur fenêtre ouverte ce qui se dit dans le salon doré de la Reine; c'est l'alcove de glace devant laquelle Rose Bertin étale, chaque matin, au pied de la Reine les nouveautés de la mode; c'est la chambre, voisine du bain, qu'habite Mme de Lamballe, selon ses droits de surintendante, pendant les couches de la Reine.

Le « passage du Roi », que Louis XVI a fait établir sous l'œil-de-bœuf pour joindre sa chambre à coucher à celle de la

Reine, a été reconnu avant moi, avec son interruption amenée par les travaux de Louis-Philippe; mais personne n'a signalé, au mur de l'escalier qui descend chez les enfants de France, les anneaux où passait la corde servant de rampe, et j'aperçois une seconde rangée d'anneaux à la hauteur d'une main d'enfant. N'est-ce pas toute l'évocation d'une vie de famille, que le passage quotidien de ces tout petits allant chez leur père, et les derniers doigts qui s'y posèrent ne furent-ils pas ceux du prince que l'histoire appelle Louis XVII?

J'abrège ces évocations. S'intéresserait-on à ces noms des derniers pages de Louis XVI inscrits par eux lors de leurs promenades sur les toits, à la petite porte qui donne dans le comble de la chapelle? Regretterait-on, comme je l'ai fait moi-même en les voyant disparaître sous le plâtre d'un maçon, de moins nobles noms, gravés au couteau par les Suisses du Roi, à l'entrée de leur corps de garde? J'y lisais encore celui de *Jean Chemit, fidèle ennamouré à son roi*. La date permettait de penser que le naïf soldat avait pu trouver la mort dans le massacre du 10 août.

Histoire et légendes

L'histoire même du Château, qui l'écrirait? qui débrouillerait cet enchevêtrement où la confusion des lieux, des dates, des noms semblait inextricable? qui retrouverait les sources authentiques et prendrait le temps de les utiliser? A cette besogne nécessaire, je me suis astreint pendant des années. Que d'après-midi passées à l'hôtel Soubise, où les archives du service des bâtiments du Roi remplissaient pour Versailles des centaines de cartons restés sans classement! Quelles surprises, quelles révélations heureuses dans ces dossiers en désordre, dans ces liasses déficelées pour la première fois! La connaissance des lieux donnait seule les moyens de se reconnaître dans ces documents où s'entassaient les plans et les papiers de Mansart et des deux Gabriel, les mémoires d'entreprises et les ordres des directeurs généraux. Peu à peu, les problèmes s'éclaircissaient, et il devenait possible d'écrire le livre attendu.

Au sortir du sanctuaire de la précision, quel mépris n'aurait-on pas pour les bavardages de la fâcheuse histoire! Je voudrais pourtant que l'on fût moins sévère aux folies élo-

quentes de Michelet. Ses égarements romantiques nous irritent, mais parfois, chez lui, l'intuition de la haine, celle de l'amour, illuminent le passé. Toutefois, quand il parle de Versailles, j'entends du Château, il est franchement ridicule. Sa grandiloquence, ses colères, ses indignations, s'égarent sur toutes les légendes et telle page qui laisse le lecteur convaincu n'est qu'une suite d'inexactitudes. Il semble que ce soit une gageure d'en grouper un si grand nombre sur la même page.

Sans remonter à la fistule de Louis XIV, je signale aux initiés de Versailles, pour m'en tenir à l'époque Louis XV, les niaiseries qu'il accumule en quelques phrases sur l'installation de Marie-Josèphe de Saxe au second étage des cabinets du Roi, et aussi le morceau pudique et réticent où l'inceste paternel est évoqué au seuil de l'appartement de Madame Adélaïde. Le naïf lecteur est acheminé progressivement vers les horreurs, auxquelles on sent que le grand poète, grisé par sa propre indignation, a fini par croire lui-même.

Il avait vu les lieux, franchi les passages, qu'il dit secrets ou mystérieux; et les boiseries mêmes lui paraissent révélatrices. On s'étonne qu'Eudore Soulié n'ait pas apaisé cet égaré; mais nous y aurions perdu une occasion de voir fonctionner, sur les lieux les plus innocents, une fantaisie d'obsédé.

Les petites légendes foisonnent dans le Château, et précisément dans ces chambres illustres où se promène l'historien un jour de vertueuse fureur. Le Salon des porcelaines n'offrait-il pas, aux gardiens qui le faisaient visiter, l'occasion de montrer en riant quatre panneaux, où il avait fallu une curiosité bien malsaine pour créer l'invraisemblable tradition des *obscena*? Elle a duré jusqu'au jour où la restauration de ces panneaux a rétabli l'innocente sculpture de Verberckt. Qui sait pourtant si la légende ne traîne pas encore dans quelques esprits?

J'ai eu assez de peine à extirper celle qui se rattachait au confessionnal de Louis XIV, cher au duc d'Aumale. Le cabinet où son imagination voyait le terrible Père La Chaise n'était que le petit local intime de la « chaise ». La confusion des mots avait créé sans doute celle des lieux.

De graves érudits ont, par ailleurs, enregistré la fausse tradition qui a dénommé « cour de la curée », celle qu'entoure l'appartement privé du Roi. Elle n'a jamais pu servir à l'usage brutal des fins de chasse auquel on l'a cru destinée. L'origine

de l'absurde appellation vient évidemment du nom ancien de « cour des cerfs », ainsi nommée des bois de cerfs qui en décoraient autrefois les parois. Il y eut, sans doute, une intention malveillante dans le spectacle féroce qu'on évoquait entre ces murs étroits.

Les guides du dehors, qui amusent la badauderie des étrangers par des inventions de ce genre, ont souvent fait notre souci. La langue anglaise, inconnue de nos gardiens qui ne peuvent nous avertir, permet des énormités. Louis XIV, peu aimé des Britanniques, n'a aucune raison d'être ménagé, et la réputation si calomniée de Louis XV fait accepter, dans la Chambre de parade, au petit coucher, le défilé des femmes de la Cour devant le lit où se tient, debout, le monarque entièrement dévêtu.

Ainsi se démontre aux foules anglo-saxonnes l'immoralité française. Parfois il arrive qu'on obtienne d'une agence Cook le renvoi d'un trop imaginatif discoureur, mais on est désarmé devant cet autre, qui, au balcon central de la galerie des Glaces, atteste que c'est là que Louis XVI fut décapité, et, d'un grand geste, montre dans les jardins des milliers d'hommes applaudissant à son supplice.

Ce répertoire inépuisable de la sottise humaine, qui va de l'historien aveuglé au guide astucieux, se retrouve sans doute en bien d'autres lieux ; mais il semble à Versailles plus riche qu'ailleurs, et il y a quelque mélancolie à penser que la fastueuse résidence royale, édifiée pour glorifier la France en même temps que son Roi, sert à rabaisser l'une et l'autre.

Nos écoles publiques ou privées usant de manuels erronés ont longtemps participé à cette conspiration. J'ai moi-même entendu sur la terrasse, alors qu'un directeur d'école y conduisait son jeune troupeau, un mot significatif et affligeant. Un de ces enfants, sans doute fils d'un bon artisan de chez nous, s'émeut devant ce prestigieux ensemble d'art ; il caresse du doigt un fleuve de bronze.

— C'étaient tout de même de bons ouvriers, ceux d'autrefois qui ont fait des choses pareilles.

— Laisse donc, dit brusquement le maître, tout ça, c'est de la sueur du peuple.

Autant qu'il m'a été possible, j'ai réagi, dans d'innombrables conférences, contre ce dénigrement universel, legs

d'une époque de combat, où s'expliquerait peut-être, dans la lutte des partis, ce besoin de détruire l'esprit monarchique et le respect de la vieille France. Rien ne l'excuse aujourd'hui ; l'imagination de nos enfants se déforme à ces méchantes histoires, et les étrangers s'en amusent. Condamnons, si notre conscience l'exige, la politique de Louis XIV, mais sachons reconnaître le bienfait de ses grandes œuvres de bâtisseur.

Vandalisme et restauration

L'homme d'étude qui vit dans un monument, qui en connaît toutes les pierres, leur date, leur histoire, semble qualifié pour donner un avis informé sur son entretien et sur certaines restaurations exceptionnelles. Le conservateur du Musée de Versailles a été trop longtemps peut-être écarté des conseils de l'architecture. Il peut du moins se rendre cette justice que, dès sa jeunesse, il eut un sentiment net de ce que deviendrait le grand domaine ; et le premier article, en effet, que Versailles lui inspira fut une protestation ardente contre une ruine menaçante. Il écrivait dans *les Lettres et les Arts* d'août 1887, à propos du Grand Trianon, la partie alors la plus abandonnée du domaine :

« Versailles et Trianon ne sont pas de ces lieux dont la nature reprend triomphalement possession, dès que l'homme les quitte, et auxquels l'abandon vient apporter un charme de plus. Ce sont des œuvres modernes, qui sont faites pour briller et pour éblouir. Leur vrai pittoresque, c'est leur éclat. Magnifiques dans leur fraîcheur, elles ont le don de renouveler sans cesse devant les yeux la merveilleuse évocation du passé ; mais elles ne gardent ce prestige qu'à force de soin, de coquetterie, de parure. La moindre ruine y est vulgaire et laide. La ruine dernière serrera le cœur, sans enchanter l'imagination. Disons donc bien haut ce qui se prépare : Trianon est gravement menacé; si l'on tarde à y porter secours, il ne sera bientôt plus temps. On devra mettre les parcs en culture, achever de démolir les pavillons, jeter au creuset les plombs en débris, au four à chaux les marbres défigurés. Il ne restera, de tout cet ensemble de grâce et de grandeur, que le souvenir d'un gaspillage coupable du patrimoine national et d'un désastre pour l'art français. »

Cette doctrine de Versailles, si le mot n'est pas trop ambitieux, est restée la mienne jusqu'à ce jour, et ces lignes que je signerais encore me permettent de sourire des journalistes pressés qui me rangent parmi les esthètes que la mousse et le lierre ravissent avec excès. L'accusation s'insinue parfois dans les polémiques entre architectes et historiens. Leur malentendu tient surtout à ce qu'ils n'attachent pas le même sens aux mots de « conservation » et de « respect du passé ».

J'exagérerais sans doute en affirmant que Versailles était sensiblement plus beau quand je l'ai connu, mais j'ai vu disparaître tant de détails intéressants, tant de morceaux dont la liste reste en moi longue et douloureuse, que je me prends parfois à penser que notre temps a vu poursuivre, à peine atténuée, l'œuvre de destruction qui l'a précédé. Rien de pareil assurément à la terrible défiguration de Louis-Philippe, ni à celle du Parlement qui ne l'a cependant point égalée, mais l'adaptation du Château à sa noble destinée de musée justifiait alors le dessein royal et on l'excuse par les goûts d'un temps, où le dédain de l'art de Versailles était universel. Notre époque, qui se flatte de le mieux comprendre, a accepté pourtant des sacrifices ou des réfections indiscrètes dont la ville aussi porte les marques.

Un plan de sauvegarde générale des abords du Château et du domaine tout entier a été élaboré trop tard. Le caprice, l'ignorance et aussi le dangereux désir d'améliorer ont causé des ravages menus ou grands dont il n'est pas sûr que l'ère soit close. On ne m'en voudra pas, sur ce qui m'a touché de plus près, d'apporter à ma plainte quelque passion, sans cesser toutefois d'être juste.

Il est de notoriété que le service architectural des palais nationaux est en conflit constant avec celui des Musées : incertitude d'attributions, le plus souvent inaptitude à se comprendre entre gens de culture différente et de principes opposés. A Versailles, pendant la durée de mon séjour, ce fut seulement cette seconde cause qui créa des difficultés continues et mit parfois aux prises ma jeune combativité d'historien avec l'esthétique autoritaire de tel ou tel de nos architectes.

L'ère des combats

Celui auquel j'eus affaire fut Marcel Lambert, avec qui j'ai passé presque toute ma vie administrative, et dont le portrait sincère peut être tracé ici, puisque ce vieux compagnon est mort et n'a plus droit qu'à la vérité. Il est remarquable que, vivant côte à côte et nous trouvant en opposition sur tant de points, nous ne soyons pas arrivés à nous détester; cela fait l'éloge du caractère de Marcel Lambert, qui était au reste un fort galant homme et qui ne rencontra jamais, chez son voisin, un excès d'indulgence. Sa profession lui conférait une heureuse certitude d'infaillibilité. Prix de Rome estimé, il avait restauré, sur le papier, l'Acropole d'Athènes, avec les conseils d'Homolle dont il était l'ami. Il agit longtemps sans grand contrôle, comme architecte des Bâtiments civils, dépendant d'une direction distincte de la nôtre. Quand cette séparation cessa et que Versailles, enfin classé comme monument historique, passa sous l'autorité de la commission qui les surveille, ces pouvoirs se trouvèrent affaiblis et mon intervention dans cette commission, où nous avions tous deux voix consultative, donna lieu à des batailles orales parfois assez vives, dont le public lui-même recueillit souvent les échos.

Malgré son désir de les oublier, M. Paul Léon se souvient sans doute de telle séance mouvementée, au Château, où un pauvre conservateur tenait tête à Eupalinos en personne. On voyait alors la délégation des Monuments rejeter des travaux imprudemment exécutés, exiger la démolition de tout un décor de marbre aux grands appartements, envoyer au rebut toute une boiserie dorée déjà mise en place. En ce temps-là, le budget était riche, et un gaspillage de plus ou de moins n'exigeait qu'un jeu d'écritures.

Conterai-je quelques-uns de ces conflits, rappellerai-je l'aventure du salon des porcelaines ou de la bibliothèque du Dauphin? Pour le salon, le mal vint de ce qu'un œil exercé d'architecte aperçut sur le mur de briques une dissymétrie entre deux fenêtres voisines. Le Vau ne savait donc pas son métier? Il importait de rétrécir une des fenêtres, travail facile au dehors, mais qui entraîna à l'intérieur des complications sans fin. On mutila les ébrasements de bois sculpté sans par-

venir à équilibrer l'ensemble du décor ; des essais successifs entraînèrent une retouche générale dans la pièce, et le second étage, ébranlé par ces tâtonnements, nécessita à son tour des travaux de consolidation. Cela dura des années ; mais la maladresse de Le Vau fut réparée, dont personne n'avait jamais souffert.

Pour la bibliothèque du Dauphin, qui reprenait son rôle dans la résurrection du rez-de-chaussée, une appréciation différente de son ancienne décoration divisa dès le début l'architecte et le conservateur. Le nettoyage faisait apparaitre, sur les fleurettes sans nombre semées dans la sculpture des panneaux, des traces de coloris au naturel qui révélaient un délicat travail de vernis Martin exécuté dans cette pièce de choix pour le fils de Louis XV ; un document d'archives en attestait même la date. Mais l'architecte, alors en proie à une vraie furie de dorure, voulait dorer du haut en bas cette petite pièce et lui donner un aspect de richesse qu'elle n'a jamais eu. Ces fleurettes exquises, débris d'un art fréquemment employé dans les intérieurs d'autrefois, disparurent dès le premier jour sous un décapage brutal que rien ne justifiait. Puis, la Commission des monuments historiques devant venir visiter ces appartements, l'architecte fit dorer hardiment tout le décor de stuc de la corniche et, lors d'une séance nouvelle, crut triompher des derniers scrupules.

— Vous voyez, messieurs, que la pièce devait être richement dorée pour correspondre à cette corniche...

— Mais vous oubliez de dire, répondis-je, que c'est vous-même qui avez fait faire cette dorure, d'ailleurs outrageante, et qu'on ne peut invoquer ici l'autorité de vos entrepreneurs...

La discussion tournait à l'aigre et le président de la réunion décidait de remettre la question à l'étude. Il y a vingt-cinq ans de cela ; elle y est encore.

La vieille aile

L'histoire de la « vieille aile » mérite de demeurer comme exemple typique de la méthode de certains architectes de l'État. C'est une des plus anciennes parties, ajoutées par Louis XIV au rendez-vous de chasse de son père, et les historiens lui donnaient, par erreur, le nom d'aile Louis XIII. Son premier

étage communique directement avec la Conservation du musée, et nous avions, plusieurs fois le jour, l'occasion d'en traverser les petites salles désaffectées, occupées jadis par Mme de Polignac, et dont quelques boiseries simples et deux cheminées attestaient l'ancienne destination. Nous songions à les utiliser de diverses façons, quand survint une circonstance qui retarda nos projets.

Ce fut d'abord à l'un des plafonds des traces d'humidité qui révélèrent dans la toiture le déplacement de quelques ardoises, et bientôt des gouttes commencèrent à tomber, qu'il fallut au cours de l'hiver recevoir dans la sciure de bois. L'architecte prévenu ne daigna pas se déranger pour si peu, et, l'hiver suivant, il fallut mettre en permanence une cuvette sous la fissure du plafond. L'année suivante, ce fut un baquet, et l'architecte continua à faire la sourde oreille; il y eut bientôt plusieurs baquets alignés côte à côte pour suivre les progrès de la fuite, et nous dûmes cheminer avec précaution dans un passage humide et encombré.

Chaque année le mal s'aggravait, et le service compétent, obligé d'en convenir, déclara que c'était la toiture tout entière qu'il fallait remettre en état, et qu'il était inutile de faire une réparation de détail. Les Beaux-Arts répondaient à mes rapports par une inertie majestueuse, mais la pourriture croissante des plafonds permit à l'architecte la réalisation de son désir secret : refaire de fond en comble la vieille aile. On ouvrit un vaste chantier, on refit le mur de la cour des Princes, on détruisit comme inutiles des vestiges des anciens logements. Je vois encore l'escalier privé de M. de Vaudreuil et le misérable logis dans les combles dont se contentait la comtesse de Polastron, dame de la Reine, pour la joie d'habiter le Château. Ces menus souvenirs n'intéressaient que moi et j'en faisais volontiers le sacrifice ; mais, tout le monde pouvait constater qu'il avait fallu dépenser des centaines de mille francs pour avoir négligé de remplacer quelques ardoises en temps utile.

Façades et statues

Les deux services s'étaient trouvés d'accord pour demander le rétablissement, sur les façades des jardins, des grands trophées de pierre et des « pots à feu » qui décoraient autrefois les

balustrades et qui, sous l'Empire, je crois, avaient été enlevées pour leur mauvais état. Quelques modèles anciens se trouvent encore en place du côté des Réservoirs; il fut aisé de les copier et de replacer peu à peu sur l'architecture de Mansart le couronnement qui lui manquait. Ce travail n'est pas parfait; les dimensions sont légèrement trop grandes, mais l'effet d'ensemble est satisfaisant.

Pour les deux grands trophées du centre au-dessus de la Galerie des Glaces, aucun modèle n'existait, et l'architecte donna la commande de deux groupes d'amours colossaux dont le plâtre fut exécuté. Ayant aperçu par hasard ces chefs-d'œuvre dans un atelier, je fis part de mon étonnement à Marcel Lambert.

— Pourquoi avoir inventé ces énormes motifs, alors qu'on a dans Blondel le détail des anciens trophées ?

— Dans Blondel ? répondit-il, je vais y aller voir, je ne savais pas qu'il y eût ces détails dans Blondel.

Je crus m'apercevoir que notre architecte ignorait le tome IV de l'*Architecture française* où le grand artiste a donné de Versailles la monographie la plus complète et la mieux étudiée. S'étant procuré cet ouvrage classique, il comprit qu'il ne pourrait décemment utiliser ces grands plâtres, et que le plus prudent était de les faire disparaître. On les paya sans doute, mais on n'en entendit plus parler. On fit de nouveaux modèles d'après Blondel. A ce moment même, conduisant sur les toits Henri Roujon, alors directeur des Beaux-Arts, je ne pus m'empêcher, devant les emplacements encore vides, de lui conter l'aventure. Roujon avait confiance en moi. Il détestait l'insincérité et se demandait déjà sous quelle forme on lui ferait rétribuer ce double travail. Il s'indigna :

— Cela mérite une sanction, votre architecte abuse, je dois sévir; voulez-vous que je le révoque ? C'est chose faite.

Je priai mon directeur de se contenter d'en rire et d'admettre que je ne lui avais rien dit.

— Celui-là pèche par ignorance; vous nous en enverriez un autre qui serait peut-être trop savant !

Le travail de façade n'était pas fini ; il y avait encore de l'ouvrage pour les sculpteurs amis, mais, hélas ! aux dépens des sculpteurs passés. Quelques statues symboliques au-dessus des avant-corps étaient rongées, et, bien qu'à distance leur

silhouette conservât sa noblesse, on pouvait admettre l'utilité d'en refaire quelques-unes. Mais pourquoi, pour les descendre, les sciait-on en trois tronçons? Je me plaignais un jour devant leur bourreau d'un traitement barbare infligé à des œuvres payées jadis par les Bâtiments du Roi à des maîtres célèbres. On m'interrompit dédaigneusement :

— Allons donc! Vous ne ferez jamais croire que des sculpteurs connus aient travaillé à des statues placées si haut, et hors de la vue. Qu'on y mette n'importe quoi, l'effet sera le même.

Notre architecte n'avait jamais compris combien de modestie et de conscience gardaient encore les maîtres du XVIIe siècle, héritiers sur ce point des imagiers anonymes de nos cathédrales. A terre, se révélait leur beauté et ces œuvres, dignes d'un musée, se trouvaient irrémédiablement perdues.

Dans un de ces feuilletons savoureux et vengeurs où André Hallays faisait pour les lecteurs des *Débats* la chronique, parfois indignée, des « tripatouillages » de Versailles, l'écrivain a raconté cette lamentable histoire.

Même barbarie sévissait au rez-de-chaussée. Les meilleurs artistes du Grand Roi avaient maintenu un symbolisme précis dans la suite des mascarons des arcades. L'ensemble d'autrefois était encore conservé. Beaucoup furent remplacés au petit bonheur par d'autres dont une maison de rapport peut à la rigueur se contenter, et qui, avec le temps, finiront par passer inaperçus. Mais çà et là, le symbolisme est rompu par une tête insignifiante et je sais telle figure souriante de divinité des jardins, ornant de sa jeunesse la fenêtre de la bibliothèque du Dauphin, qui a dû sa disparition à un bout d'oreille qui lui manquait. Où a fini cette délicate figure qui, présentée dans un certain éclairage, eût fait la joie d'un cabinet d'amateur? Dans la poussière d'un débarras ou dans la boutique secrète d'un marchand?

Nous assistions impuissants à ce vandalisme qui se justifiait par des raisons autoritaires : il s'agissait de « remettre en état » ces façades, c'est-à-dire de les remettre à neuf. Je n'ai pu sauver qu'un détail, mais important : le projet de réfection de la façade centrale comportait l'enlèvement du balcon de fer forgé avec le double *L* enlacé qui ferme les fenêtres du cabinet du Dauphin. Ce beau morceau de ferronnerie Louis XV peut étonner qui en ignore l'origine; mais personne n'en peut

méconnaître la grâce, sinon l'architecte, instruit de grand style, qui n'y peut voir qu'un ornement dérogeant à la symétrie. Cette fois mes protestations sauvèrent ce chef-d'œuvre que je recommande néanmoins à la vigilance de mes successeurs.

Le souvenir d'André Hallays

Je voyais fort rarement André Hallays, même au temps où je tins, à côté de ce grand confrère, un feuilleton aux *Débats*. Il mettait lui-même de la discrétion à nos rencontres, la correction m'empêchant de documenter ses polémiques. Il n'avait d'ailleurs besoin de personne, sachant s'informer et guidé par cette défiance instinctive des architectes officiels qui ne le trompait presque jamais. Nous étions, d'ailleurs, sur d'autres sujets, accordés par l'esprit et rarement d'avis différent.

La Conservation apprenait quelquefois par ses réquisitoires ce qui se commettait dans notre domaine. Je sus ainsi qu'avait été bouleversé, pendant des mois, le terrain en pente qui s'étend entre le Tapis vert et le bassin d'Apollon. Au cours des restaurations de ce célèbre « rond d'eau », l'architecte avait remarqué que la nappe d'eau rencontrait de ce côté une margelle plus élevée ; il en avait conclu à une erreur de Le Nôtre et s'était empressé de rétablir partout l'horizontalité parfaite. Or la volonté des grands architectes du passé ne s'était pas décidée à la légère : cette pente presque insensible de la margelle continuait à l'œil les lignes de la perspective descendante qui rejoignait le grand canal et prolongeait l'heureux effet des gazons eux-mêmes. Nous apprîmes en même temps cette inintelligente destruction et la conception raffinée de nos artistes du grand siècle.

Les plombs massacrés

Après le massacre de la pierre, celui du plomb. On sait de quelle façon puissante ou légère les sculpteurs de Versailles ont traité cette matière, réservée aux figures et aux ornements des fontaines. Le plomb a laissé dans nos jardins autant de chefs-d'œuvre que le bronze. Mais le bronze a l'éternité; le plomb se ronge, s'écrase, se fendille, et nous arrivions au temps où sa vieillesse exigeait des soins. Les grandes figures

des bassins des Saisons, dorées autrefois comme tous les plombs du jardin, qu'on entretenait par des badigeons périodiques de couleur d'or, gardaient leurs lignes magnifiques, plus belles que jamais peut-être dans la nudité de la matière; cependant des fissures et même des mutilations exigeaient une restauration urgente. Aujourd'hui, ce genre de travail, achevé pour le *char d'Apollon*, par exemple, dans l'atelier de spécialistes de Paris, se fait avec un souci scrupuleux de conserver le style du morceau et d'en respecter le modelé.

Il n'en fut pas de même, hélas! pour les restaurations entreprises de mon temps; le service d'architecture s'adressa tout bonnement à l'entrepreneur de plomberie du Château, honorable industriel, qui mit à ce travail d'art le même soin qu'à ses fournitures de tuyaux. Le résultat fut affreux, surtout pour la *Flore* de Tubi que le temps avait particulièrement maltraitée et à qui cette restauration réservait les derniers outrages. Une adorable épaule, une poitrine de déesse, un pied délicat furent défigurés par les coulées de métal neuf qui s'étendaient un peu partout et révélèrent l'erreur qu'on venait de commettre. Ce fut parmi les artistes une levée de boucliers mémorable. Émile Hovelacque, grand universitaire, leur ami, se fit leur interprète dans une série d'articles de la *Chronique des Arts*, où, passant en revue les divers vandalismes de Versailles, il réservait à la *Flore* une lamentation de choix. La mutilation de cette beauté, que les années ont rendue moins sensible, occupa les esprits pendant une saison, et Arsène Alexandre se fit l'écho de l'opinion en intitulant assez drôlement un premier-Paris : *l'Assassin de Seine-et-Oise*.

Versailles « monument historique »

Par un décret, dont la décision tardive put étonner, Versailles, jusqu'alors classé « Bâtiment civil », était promu au rang de « Monument historique ». Ce simple changement de liste entraînait des conséquences bienfaisantes. Il faisait passer le monument sous la surveillance d'une commission autorisée, imbue encore des grands principes de Vitet, de Mérimée et de Didron et qui appliquait aux œuvres du moyen âge et de la Renaissance cette « règle d'or » formulée par ce dernier et qu'André Michel eût voulu inscrire dans la salle des séances :

« En fait de monuments anciens, il vaut mieux consolider que réparer, réparer que restaurer, restaurer que construire; en aucun cas, il ne faut ajouter ni retrancher. »

Nous avions des défenseurs naturels à la Commission des monuments historiques et tout d'abord l'inspecteur général Charles Grandjean, mon camarade de Rome, d'une science inépuisable et d'un fidèle appui, mais il était intéressant d'avoir affaire à des architectes éminents, issus de la grande école comme Bœswillvald et Selmersheim, qui pansaient avec amour les blessures de nos cathédrales. De tels hommes, habitués à tenir tête à leurs confrères des Bâtiments civils, étaient préparés à comprendre nos scrupules et souvent à partager nos indignations. Nous les vîmes à l'œuvre au Grand Trianon, quand notre architecte restaura le Fer-à-cheval, qui s'ouvre sur le bras du canal, et que décoraient du haut en bas de fort beaux « glaçons », ornements familiers aux artistes de Louis XIV, qui les fouillaient dans la pierre d'un ciseau généreux. Ceux de Trianon se disloquaient par endroits, et les mousses qui les envahissaient exigeaient un sérieux nettoyage. On avait trouvé plus simple de les racler radicalement en diminuant de moitié leur saillie; c'est ainsi qu'on les voit encore dans l'indigence qui leur fut infligée. J'avais fait part de mon chagrin à Selmersheim. Il vint voir le travail quelques jours avant qu'on le présentât à la Commission et montra de l'étonnement qu'on n'eût laissé sur place aucun de ces fragments de l'état ancien qu'on appelle des témoins. Son propos, rapporté au Château, ne fut pas perdu. Lorsque les juges arrivèrent devant le Fer-à-cheval, un grand morceau de pierre portait des mousses parasites et des traces trop éclatantes de vétusté.

— Qu'est-ce que cela? dit Selmersheim. Voilà des mousses bien récentes, qui n'ont pas mis longtemps à pousser.

Et du bout de sa canne, il faisait tomber aisément le maquillage de la veille. On m'a raconté cette belle colère à laquelle je n'assistais pas, et qui ne fut pas sans compromettre quelque peu le bon renom des Bâtiments civils.

Résurrection du Grand Trianon

Les deux Trianons avaient formé longtemps une régie distincte dépendant du service des palais nationaux. Les régis-

seurs, la plupart anciens officiers supérieurs, s'y succédaient, intègres, autoritaires et incompétents. Aucun d'eux ne pouvait s'opposer à ces ventes périodiques par lesquelles le Mobilier national se débarrassait d'objets jugés sans valeur. Le bruit s'établissait chez les amateurs que des bois estampillés de Jacob s'envolaient des greniers de Trianon comme de Fontainebleau ou de Compiègne. Notre service n'y pouvait rien, n'ayant qu'un droit de regard sur les peintures et sculptures décorant les appartements.

Un décret, remaniant les attributions, nous mit en possession des intérieurs qui désormais se trouvèrent rattachés à la conservation de Versailles, dont ils font le complément naturel. J'y gagnais, avec un nouvel adjoint, la possibilité d'entreprendre quelques réformes.

Une ambition s'imposait à moi dès les premiers jours : celle de faire rétablir l'aspect extérieur du Grand Trianon tel qu'il était sorti des mains de Mansart pour les plaisirs de la cour de Louis XIV. Les derniers habitants l'avaient cruellement défiguré : les grands volets en s'ouvrant couvraient les façades de la manière la plus disgracieuse ; mais, surtout, l'ancien péristyle avait disparu ; ce n'était plus qu'une salle entièrement vitrée qui réunissait commodément les deux parties du bâtiment et qui ne se recommandait au souvenir historique que pour avoir servi de salle de tribunal au conseil de guerre qui condamna le maréchal Bazaine. Le duc d'Aumale, qui présidait ce tribunal militaire, était venu retrouver à Trianon ses souvenirs de famille. Ces raisons étaient trop menues pour exiger le maintien d'un évident vandalisme architectural.

Je demandai l'enlèvement de tous les vitrages et tout le monde fut surpris de trouver chez notre architecte l'opposition la plus vive à un travail peut-être trop simple à ses yeux. Il prétendait, au contraire, renforcer les vitrages louis-philippiens par des clôtures supplémentaires. Ce fut une bataille assez longue dans laquelle je reçus l'appui immédiat et fort utile de la plume d'André Hallays. Dans une visite faite à Trianon, M. Dujardin-Beaumetz se décida pour mon projet, en même temps qu'il donnait l'ordre de débarrasser les salons de l'immense billard familial du roi-citoyen, longtemps admiré des badauds.

Le dégagement du péristyle fut donc accompli à peu de frais, tandis que la suppression de cette longue continuité de volets rendait aux façades leur charme ancien. A travers les colonnes dégagées à qui M. Patrice Bonnet a rendu plus tard le bel éclat de leur marbre, on apercevait désormais, dès l'allée d'arrivée, les grandes baies qui ouvraient sur les jardins et en laissaient deviner la beauté. On pouvait goûter l'œuvre de Mansart telle que le Roi l'avait voulue, dans la grâce parfaite de ses perspectives.

Le Parlement dans Versailles

C'est la nuit. Les jardins sont clos; les grilles du Château se ferment l'une après l'autre; les grandes cours sont un espace désert au milieu de la ville où quelque animation règne encore. C'est le moment de faire sa promenade solitaire dans la cour de marbre, et, sous les fenêtres de l'appartement royal, de rêver paisiblement au passé. Sur les balustres sont assises les nobles figures qu'y placèrent les sculpteurs de Louis XIV, et l'horloge, soutenue par Minerve et Mars, sonne sur le bronze d'autrefois. Au-dessus des combles se découpe le ciel plein d'étoiles; aucun bruit ne trouble ce coin retiré où tant de souvenirs s'évoquent.

Voici la fenêtre de la chambre où brûla pendant l'agonie de Louis XV la flamme indiquant qu'il vivait encore et qui, devant la foule, brusquement s'éteignit. Voici le balcon du 6 octobre; le Roi vient d'y paraître, appelé par la populace qui vocifère entre ces murs aujourd'hui silencieux; Marie-Antoinette pose à son tour ses doigts sur cette rampe fragile qui la sépare d'une tourbe hurlant à la mort : combien d'autres images animent pour moi cette maison dont j'ai connu toutes les heures! La ronde nocturne de mes gardiens passe de temps en temps derrière les vitres et y met une vie mystérieuse...

Mais assez de rêverie. Qu'ai-je aperçu dans les combles des petits appartements? Des fenêtres sont éclairées; aucun doute, ces pièces sont habitées. Quelle étrange surprise pour les premiers jours de mon gouvernement! Au matin, j'enquête; j'étais le seul à ignorer que ces combles font l'appartement qu'occupe le colonel commandant la Chambre des députés, qui a jugé bon d'user de son droit pour villégiaturer à Versailles.

En plein cœur du Château, au-dessus de ses plus belles boiseries, une famille s'est installée; une cuisinière imprudente, une lampe renversée, et voilà le feu dévorant des merveilles que rien ne défend... Je n'ai pas hésité ; le soir même a paru dans la dernière heure du *Temps*, apportée par un ami sûr, une note qui dit à peu près ceci :

« Versailles est en danger d'incendie; une famille est installée dans les combles des appartements du Roi; un désastre irréparable peut se produire; on nous assure qu'il s'agit d'un fonctionnaire de la Chambre des députés; s'il en est ainsi, nous signalons cet abus à M. le président de la Chambre. »

L'effet fut immédiat : M. Floquet intima au colonel l'ordre de déménager; il fallut seulement lui trouver dans une aile un logement moins historique. Je peux confesser aujourd'hui l'unique incorrection que j'aie commise dans ma carrière par une dénonciation faite à la presse ; mais l'urgence devait me dispenser du remords.

Le Musée entrait ainsi en possession d'un de ses joyaux. Ce n'était rien moins que les petits appartements de Louis XV occupés pendant cinq ans par Mme du Barry et qui ont gardé son nom. Ils furent entièrement dorés à cette époque et seule la salle à manger des soupers intimes conserva sa peinture en vernis Martin. Nous la retrouvâmes en grattant nous-mêmes un épais badigeon moderne posé sur les volets sculptés. L'enlèvement de quelques cloisons, la démolition du fourneau du colonel ont suffi à restituer son caractère à ce coin délicieux où s'attardent les anecdotes de tout un siècle.

En étudiant leur histoire, d'après les plans anciens, je m'aperçus qu'il nous manquait une pièce : la bibliothèque de la favorite. Elle appartenait à un autre fonctionnaire, celui-ci du Sénat ; mais le secrétaire général de la présidence n'était autre qu'Albert Sorel, un maître de l'histoire et un ami. J'allai le trouver au Petit-Luxembourg et, dès le premier mot, il comprit ma requête :

— Bien entendu, cette pièce est à vous. Si je le pouvais, je vous donnerais bien le logis tout entier. J'y ai passé plusieurs années de ma vie, et mes enfants y sont nés. Mais vous pensez bien que le Sénat ne reviendra jamais siéger à Versailles et que je ne songe pas à m'en servir ; seulement,

réglons la chose entre nous, et sans prendre l'avis de personne; sinon, l'affaire n'en finirait pas.

Sorel vint quelques jours après ; nous visitâmes son appartement qu'une page du duc de Luynes me disait être celui de Mme de Mailly. Ces pièces fort simples sont depuis revenues au Musée. Je ne tenais alors qu'à la bibliothèque. Nous déplaçâmes la clôture, un de mes gardiens cloua la porte de communication ; et c'est ainsi que l'on doit au grand historien d'entrer aujourd'hui dans ce réduit charmant où les fines armoires à livres sont faites pour les petites éditions de Cazin, et où manquent seulement les glaces qui surmontaient la cheminée et le sofa dans l'étroite alcove.

Cette présence du Sénat et de la Chambre au château de Versailles est généralement ignorée du public, qui n'apprendrait pas sans surprise l'étonnant abus qui s'y perpétue. La Constitution qui nous régit lui laisse en effet la destination de Palais du Parlement ; mais celui-ci est revenu à Paris en 1878 et, depuis cette date, déjà bien lointaine, jamais les Chambres n'ont siégé séparément dans les deux salles qui leur sont affectées. Elles ne se réunissent qu'en congrès pour l'élection du Président de la République ou la revision éventuelle de la Constitution, et les séances de cette Assemblée nationale, qui ont lieu dans la grande salle moderne de la Chambre des députés, sont présidées par le président du Sénat. Celui-ci a conservé longtemps pour son usage l'appartement même de Louis XV, et j'ai vu encore, au temps des premiers congrès auxquels j'ai assisté, les huissiers du Sénat installer un lit confortable dans le cabinet du Roi. C'était un droit qu'on a eu le bon goût d'abandonner.

Je n'accueille en ces pages que des anecdotes de mon temps; pourtant, j'en veux citer une qui date de l'année de mon départ et dont j'ai pu vérifier l'authenticité.

Un jour d'été fort chaud, après une des séances de fin de session qui précède le 14 juillet, M. le président du Sénat quitte son siège en s'épongeant le front :

— La température de cette salle est intolérable. Comme on serait mieux sous les ombrages de Versailles!

— Qu'à cela ne tienne, monsieur le président, murmure le secrétaire général qui croit surprendre un désir.

Par malheur, il n'y a plus d'appartement réservé au président de la haute assemblée depuis que les « empiètements » du Musée ont rendu au public les cabinets de Louis XV. Il s'agit de le remplacer sans retard et l'on s'adresse au premier questeur :

— Le président désire aller à Versailles ; comment lui procurer une installation ?

— C'est fort simple, dit le questeur, j'offre la mienne dont je n'use pas. A la condition d'en avoir une autre.

On va trouver le second questeur qui, mis au courant de la question, offre de céder son logis à son collègue... à la condition, bien entendu...

Le troisième questeur n'est pas moins accommodant, mais pour lui trouver l'équivalent de ce qu'il abandonne, et dans la même aile du Château, on devra déloger un inspecteur des Eaux, qui y habite depuis vingt ans.

Obligé de céder ses pénates, celui-ci a droit à une compensation et même à une salle de bains qu'on ne saurait refuser au service des Eaux. Il s'installe dans un des logements du Musée, vacant par l'absence du titulaire. En attendant que celui-ci soit nommé, on prépare son nouveau logis.

La cascade ainsi réglée, les travaux ont commencé partout. On n'a rien épargné pour la remise à neuf générale et jamais les corps de métiers n'ont été harcelés davantage.

Le jour de la rentrée de novembre, le secrétaire général triomphant va trouver le grand chef :

— Vous pouvez aller à Versailles, monsieur le président, tout est prêt pour vous recevoir!

— Qui parle d'aller à Versailles? répond Léon Bourgeois, c'est une drôle d'idée, j'ai horreur de cette ville-là!

Ne croyez-vous pas que d'une histoire de ce genre, le XVIIIe siècle aurait fait un bon conte philosophique sur les abus de la Cour?

L'Opéra des sénateurs

La grande restitution, qui s'imposerait la première, serait celle d'une merveille d'architecture, détachée en 1871 du trésor de Versailles pour improviser la salle de l'Assemblée nationale. Elle a été depuis 1875 réservée au Sénat. C'est l'Opéra de la cour construit par Gabriel, un des mieux aménagés

pour les grands spectacles, et qui reste encore aujourd'hui le plus beau théâtre de l'Europe. La décoration de bois sculpté, tout entière de Pajou, est intacte; il suffirait de rendre aux fonds et aux tentures leur ancienne coloration bleue changée en rouge sous Louis-Philippe, et de faire apparaître les « baignoires » enfouies sous le plancher parlementaire pour que ce chef-d'œuvre retrouvât l'enthousiasme qui salua son inauguration aux fêtes du mariage de Marie-Antoinette. La vaste scène possède encore tous les dégagements nécessaires, des frises et l'agencement tout prêt pour le mouvement des plus grands décors. La dernière représentation eut lieu sous le second Empire. Serait-il possible de renouer la tradition? Il faudrait s'assurer aujourd'hui des conditions de solidité et de sécurité dont les techniciens seuls peuvent juger.

L'idée de rendre l'Opéra de Versailles à sa destination est jetée périodiquement dans la presse. On échafaude aussitôt de beaux projets. Reprendre les grands opéras de l'ancien répertoire, les restituer dans l'esprit de leur création; faire revivre, dans un cadre si noblement approprié, les œuvres dramatiques de Lulli, de Rameau, de Gluck, quel rêve pour l'imagination des artistes! Quel enchantement promis aux amateurs! Et comme se présente aussitôt à la pensée l'image d'un Bayreuth qui attirerait, pendant des saisons choisies, tous les amis de la musique et les curieux de sensations rares! J'y voyais surtout, ce que j'y vois encore, l'occasion de remettre en état et de rendre d'accès libre un chef-d'œuvre de l'art français.

Cette idée d'instituer à Versailles une grande « saison » de musique grâce à son admirable legs du passé et aux traditions musicales de la Cour, nous l'entendîmes exposée pour la première fois avec une ardeur persuasive par le peintre Georges Bertrand, célèbre alors par ses grandes compositions. Sa campagne, qui eut peu d'écho, a été reprise, et chaque fois, bien entendu, avec l'appui chaleureux de la municipalité et la sympathie que la Conservation du musée ne pouvait lui refuser.

Il s'agissait d'abord d'obtenir du Sénat le prêt momentané de la salle qu'il n'utilisait pas. Nous fûmes un jour sur le point de voir la réussite. Un important groupement, qui a laissé une belle trace dans l'histoire de la musique de Paris, la *Société des Grandes Auditions musicales de France*, s'intéressait à la question, et permettait d'espérer le succès. Elle possédait

son orchestre, ses techniciens, des ressources abondantes et surtout une présidente active et aimée, la comtesse Greffulhe, devant qui toutes les portes s'ouvraient. Elle était alors dans tout l'éclat de son rayonnement. Elle s'enthousiasma pour une idée qu'elle faisait sienne, et dont elle sentait toute la beauté :

— J'ai vu le président Dubost, me dit-elle ; il a compris et nous est tout acquis. Il faut convaincre maintenant les questeurs qui disposent de la salle, et pour cela une visite générale est projetée ; le président nous invite à déjeuner chez lui et nous plaiderons notre cause sur place.

— Comment ! chez lui, à Versailles ?

— Oui, dans l'appartement Louis XV. Cela lui fait plaisir et achèvera de le disposer en notre faveur.

J'étais un peu fâché d'accorder l'accès du Château aux marmitons des *Réservoirs* ; mais le déjeuner fut somptueusement servi, sans trop d'encombre, dans le salon de la Pendule. Quinze personnes, la haute administration du Sénat, le préfet, le maire. La chère fut exquise, les vins bien choisis, et c'est dans des dispositions heureuses que le petit cortège se dirigea vers l'Opéra. Dès l'entrée, les sénateurs se montrèrent émerveillés de leur beau domaine d'art où ils entraient pour la première fois. On visita la salle, des petites loges supérieures aux immenses coulisses, encombrées des vestiaires de MM. les sénateurs. Des compliments et des promesses furent échangés. La comtesse Greffulhe partit convaincue que tant de bonne grâce ne resterait pas sans décision.

Un seul des assistants n'avait pas pris part à la bienveillance universelle. C'était M. le secrétaire général de la questure ; il formula sans doute à Paris les objections que Versailles n'avait point entendues ; et jamais plus il ne fut parlé, sinon pour en sourire, de l'aimable déjeuner chez Louis XV.

PIERRE DE NOLHAC.

(A suivre.)

PROMENADE AU MANDCHOUKOUO

De Canton à Nankin

Au dernier acte des *Nouveaux Messieurs*, l'une des pièces que j'écrivis avec Robert de Flers, Jacques Gaillac, ministre socialiste, ex-secrétaire de la C. G. T., en l'occurrence M. Victor Boucher, jetait cette réplique :

— Mon petit, n'apprends jamais l'histoire de France, sans cela tu deviendras réactionnaire !

C'est à cette phrase que je pensais en parcourant cet été la Chine. Non point que j'en connusse parfaitement l'histoire, mais j'apercevais à chaque pas les criminels dégâts que dix-huit ans d'infiltration soviétique avaient causés à l'une des plus rares civilisations du monde.

Encore que prévenu par M. Abel Bonnard dont l'œuvre sur la Chine était devenue, avec les études de M. René Grousset, mon livre de chevet, sitôt Canton je fus atterré. Tout ce pourquoi j'aimais cette terre de poètes, de peintres, d'architectes, de sculpteurs, était attaqué par ceux-là mêmes qui en avaient la garde.

Les derniers sanctuaires, profanés, servaient à des garages, à des restaurants, à des boutiques. Un temple avait été épargné comme inutilisable : on résolut de le démolir. Le hasard m'a fait assister au premier coup de pioche qui, aux applaudissements d'une foule primaire, fit voler les écailles de plâtre rose d'un merveilleux dragon du XVIe siècle ; des fresques vertes, fraise et jonquille, représentant des oiseaux et des fleurs,

furent saccagées au nom du progrès ; un Bouddha d'une matière commune, mais d'un délicat modelé fut éventré sous mes yeux par ces étranges ouvriers qu'animait la passion de détruire. Moi, l'étranger, j'étais seul dans cette assistance autochtone à souffrir du sacrilège.

— Il faut abattre ce qui a fait notre malheur, me dit ce soir-là un jeune étudiant qui, pour avoir passé par l'Amérique, se jugeait moderne. Mon pays crève de ses superstitions. Vous dites en français : « Il y a des morts qu'il faut qu'on tue » : nous nous y employons.

— Par quoi remplacerez-vous ce que vous démolissez? lui demandai-je.

— Par le progrès technique : des chemins de fer, des usines, des avions.

— Et votre foi ?

— Le progrès n'en comporte pas.

— Et vos œuvres d'art ?

— Nous en créerons d'autres et là n'est point l'important.

Cependant, à Canton qui est le fief du communisme, je n'ai pas aperçu un seul monument moderne qui ne fût hideux !

A Nankin, une surprise heureuse m'attendait : la noble beauté de ses monuments. Déjà, la nouvelle mairie de Chang-Haï m'avait enchanté par son style sobre qui marie si heureusement l'ancienne architecture chinoise à la moderne. Je retrouvai dans la capitale cet art inventif qui se souvient des traditions.

Quelle singulière capitale !

J'erre dans ses avenues grandioses qui ne sont bordées par rien. Une mare où se posaient des canards fait face au ministère des Affaires étrangères ! Plus loin, quelques chèvres et des moutons broutent devant le ministère de la Guerre. Où sont les maisons ? Je n'en aperçois guère. Légations ou consulats sont disséminés de ci, de là, parmi les ronces. Il importait, en effet, de ne plus reconstruire dans la capitale nouvelle un « quartier des légations » où les Puissances étrangères pussent, en des périodes difficiles, affirmer leur solidarité !

Je visite le stade : il est magnifique et vide. La piscine : elle est splendide et sans eau. Qu'importe ! L'idée d'abord, le fait a peu d'intérêt. Touchante conception de cette république

qui place la plume avant l'enclume ou l'épée! En vain, dans la « capitale », je cherche un magasin, des ateliers, un hôtel décent, un restaurant : on trouve tout cela ou à peu près et si l'on n'est pas difficile, mais il faut sortir de la ville et pénétrer dans les faubourgs. Ceux-là, pouilleux, loqueteux, pullulent affairés. Au cours des guerres intestines, ont-ils été détruits comme Nankin? Peut-être : leur construction de pisé ou de pierres hâtives est si vague! De Nankin même, il ne restait rien que de la poussière de décombres. La ville, à maintes reprises dévastée, fut pour la dernière fois rasée lors de l'insurrection des Taïpings, et les Chinois rasent de près!

Je rentre dans la cité où m'accueillent du moins la paix et le silence. D'harmonieux horizons montagneux l'enveloppent. Là-bas, les tombeaux des Mings subsistent, moins beaux que ceux de Pékin. Un monument moderne, trop bleu, — le bleu est la couleur républicaine, — élève un souvenir à la mémoire du héros des temps nouveaux, Sun Yat Sen.

Il est possible que Nankin réalise un jour son ambition de redevenir une capitale. Pour l'instant, ce n'en est que le projet et que seuls des mandarins pouvaient ainsi concevoir. Les ministres de la nouvelle République, — tous sont fins lettrés et plusieurs d'entre eux sont des poètes, — ont moins bâti une capitale qu'ils n'en ont posé le principe. A leurs yeux, il importait tout d'abord d'abolir ce que ce mot prestigieux de Pékin, qui signifie Résidence du nord, comportait de subversif. Il fallait détruire jusqu'au souvenir de la cité des empereurs, et faire table rase de son histoire. Ils ont débaptisé la ville illustre : le nom de « Pékin » fut biffé d'un trait de pinceau et remplacé par Peiping. Ce fut la première étape. Il ne s'agissait plus désormais, pour assurer à Nankin, c'est-à-dire à la Résidence du sud, son prestige, que de la relever comme capitale.

A quoi reconnait-on une véritable capitale moderne? se sont-ils alors demandé. A ce qu'elle possède, sur un plan grandiosement conçu, des avenues majestueuses, des ministères, un bureau de poste, des légations ou ambassades, un stade et une piscine. C'est la seconde étape, le reste peut attendre. Le reste, en effet, attend!

Les Chinois construisent dans l'abstrait.

Qu'adviendra-t-il de Nankin? Son principe même m'apparut

bien fragile. Son gouvernement est à la merci des généraux.

La capitale a beau avoir eu la prudence de n'édifier aucun temple nouveau, les communistes de Canton reprochent à Nankin qu'ils détestent ses compromissions et ses tiédeurs. Autant qu'un étranger de passage, ou un étranger tout simplement, puisse, dans le jeu compliqué de la politique chinoise, distinguer une lueur, il me semblait que la mare, précisément, qui fait face au ministère des Affaires étrangères, offrait une image symbolique. Malgré moi, je me reportais à notre histoire et songeais à la Convention. Cette flaque d'eau m'évoquait le Marais. Entre les impérialistes du nord et les communistes du sud, la vie de Nankin est précaire. Les diplomates s'y font représenter par des sous-ordres. C'est à Chang-Haï que se trouve l'ambassadeur d'Italie; c'est à Pékin que résident les ministres étrangers, peu soucieux de remplacer le luxe confortable de leurs princières demeures de « Peiping » par les villas sommaires de Nankin.

Au nom de quels principes durables la République oppose-t-elle d'ailleurs à Canton et à Pékin une cité nouvelle? Du moins, pour négative qu'elle soit, Canton a une doctrine : la haine de toute religion et aussi la haine de l'étranger, qui est la manière chinoise d'être nationaliste. Canton, résolument, est bolchévique, de ce curieux bolchévisme chinois qui eut pour premier effet d'en expulser ses promoteurs russes! Nankin, lui, est indécis, avec quelque chose de provisoire et d'opportuniste. Un seul lien véritable l'unit à Canton : la haine envieuse de l'illustre témoin des grandeurs impériales. Pékin.

A propos de Pékin

Sitôt arrivé dans la ville des empereurs, une angoisse m'avait étreint : la sentir si menacée. Ainsi qu'à Canton je cherchais les temples et à Nankin les maisons, je cherche en vain dans les palais les chefs-d'œuvre qu'une civilisation plusieurs fois millénaire a produits : les palais sont de magnifiques écrins, tous vides.

— Nous craignons l'invasion, me dit un fonctionnaire. C'est pourquoi peintures, sculptures, poteries ont été mises à l'abri dans les banques de Chang-Haï.

Je fais semblant de croire à ces précautions que malheureusement toutes les informations démentent. On m'affirme que la prudence n'est qu'un prétexte, que d'admirables toiles pourrissent dans les caves, que des bijoux, des jades ont été vendus, d'autres exportés. Qu'y a-t-il d'exact et à quoi bon s'obstiner à savoir ? Déjà la vérité est malaisée à découvrir en Europe, mais lorsqu'il s'agit de l'Extrême-Orient !...

Je visite les sanctuaires qui peu à peu s'écroulent. Sans doute, certains résistent : l'admirable Temple du ciel avec ses pierres à toute épreuve, mais les autres ! Lentement, une puissance occulte assassine la ville cambriolée.

J'erre dans les palais vides : des lambris qu'aucun ouvrier ne répare, s'effritent, les peintures s'écaillent. Dans les cours l'herbe et déjà les racines attaquent la pierre et le marbre. Encore dix ans de république, ce sera la fin !

Nostalgie, douceur et euphorie de Pékin. Tragiques couchants noirs, rouges et or embrasant les temples menacés et la mystérieuse ville violette ! Matins limpides de l'été chinois dans les jardins de la cité impériale, où les lotus serrés et denses changent l'eau en parterres tandis qu'un héron, une de ses pattes repliée et debout entre deux corolles, compose à lui seul une estampe.

Je parcours, ébloui, mais déçu, ces palais tous semblables, tous murés, qui voisinent sans communiquer, à ce point nombreux et pareils sous leurs toits en forme de tentes et avec leur grand air nomade qu'ils apparaissent comme un troupeau de palais. Chacun d'eux ignorait la vie du palais voisin et surtout la vie secrète et sacrée de l'Empereur. Le gentilhomme chinois qui me guide et qui fut l'un des chambellans de la dernière Impératrice m'apprend que sept mille personnes vivaient jadis dans cette cité, séparées du reste du monde. La presque totalité des habitants de ce couvent impérial ne connaissait pas plus la demeure de l'Impératrice que l'Impératrice elle-même. Les souverains vivaient leur existence auguste quelque part, très loin, derrière les portes de laque cloutées de bronze, le labyrinthe des couloirs pourpres et la succession infinie des cours de marbre.

— C'est ici, me dit-il en désignant une vaste enceinte, que les mandarins s'agenouillaient devant l'Impératrice ou le jeune Empereur invisibles. C'est sur ces rampes de marbre où se

tord le dragon, et qu'aujourd'hui encore nul visiteur ne foule, que montait lentement le souverain.

Cette esplanade m'apparaît semblable à toutes les autres : elle est sans vie, anonyme.

J'essaie de découvrir dans ces cadres désenchantés un objet qui témoigne d'une présence. On n'a laissé dans les cours que des biches de bronze où maintenant se posent les oiseaux et ces étranges lions bouclés aux yeux affleurants de chiens pékinois. Quelques bouddhas d'or beurré luisent dans l'ombre des sanctuaires et une merveilleuse quanine de jade que l'on enlèvera peut-être demain. En vain, l'or jaune des toits de tuiles rappelle que les maîtres de ces palais furent les lords du sol et des moissons : rien n'atteste plus leur souvenir. Les trônes mêmes, dépouillés de leurs joyaux, sont là moins comme des reliques que comme des pièces de musée

Chaque fois le même malaise me fait, au bout d'une heure, fuir ces palais qu'une volonté systématique a frustrés de leur âme. Je m'évade et circule par les jardins.

Mon excursion habituelle est le pei-haï. Ce n'est point que le temple des trois mille bouddhas m'y attire : ils ont l'air d'une exposition de jouets, si nombreux, si pressés les uns contre les autres qu'ils me font l'effet de se multiplier par un jeu de glaces. Mais les pavillons m'enchantent. Ils sont couleur turquoise, bleu persan, rubis, émeraude, et à travers trois porches successifs prennent vue sur le lac.

Un camphrier au feuillage d'étincelles tremble à l'entrée du premier porche. A travers sa frondaison ajourée, j'entrevois l'eau rose de lotus.

A peine cependant me suis-je éloigné des palais qu'une sourde attirance m'y ramène. Je voudrais en réveiller la solitude, en ranimer les échos. Je cherche à me figurer ces avenues de marbre, ces dramatiques couloirs couleur de sang séché, lorsqu'une civilisation éteinte seulement depuis dix-huit ans, et qui datait des premières lueurs du monde, y épanouissait sa fleur. Déçu une fois de plus, je me promène dans ces palais comme dans des tombeaux profanés.

Dans la somptueuse cité désolée, un seul coin n'est pas qu'un décor. C'est, dans l'une des demeures plus petite que les autres, plus isolée, plus secrète, les modestes appartements de celui qui fut le dernier Empereur de la Chine. Les témoins

de sa vie quotidienne sont là, sa table, sa chaise, ses livres, des potiches, une pendule et jusqu'à ses photographies. C'est là que vécut, exilé en ses propres palais, ce jeune homme qui, à vingt-sept ans, fut pour la troisième fois Empereur, le dernier souverain de cette maison des Tsings qui, après avoir régné sur la Mandchourie, devaient conquérir la Chine.

Cependant, le gouvernement répudie l'histoire de Pékin et entend la désapprendre à la jeunesse. Niera-t-il que la cité impériale en symbolise le prestige et la splendeur? Qui peut se vanter de comprendre la grandeur chinoise, s'il n'a point visité les murs de Pékin, ses temples bouddhistes ou taoïstes, la Grande Muraille et ces merveilleux tombeaux des Mings que veille un peuple de statues?

Je venais de Canton et je voyais Pékin. Je sortais de cette effroyable termitière, de cet enfer communiste où tout n'est que matière, où il n'y a plus ni souvenirs, ni traditions, ni rêve, ni beauté, où rien n'existe plus de ce qui fait l'honneur et l'orgueil de vivre, et j'abordais dans cette ville de chefs-d'œuvre plus pathétique d'être déjà condamnée! Que l'on imagine, au lendemain de notre Révolution, un étranger visitant le palais de Versailles vidé de ses tableaux, de ses sculptures, de ses meubles, de ses objets d'art et dont les toits, les plafonds, menacent ruine. Mais quelle comparaison insuffisante! Pour l'approprier à l'état actuel de Pékin, il faudrait l'étendre à nos cathédrales, à nos églises, à nos musées, à tout ce qui maintient mille ans d'exemple et d'histoire.

Ici, le recul du temps est plus prodigieux. Shuan-Tung, aujourd'hui Pu-Yi, monte sur l'un des plus vieux trônes de l'univers. Un rite depuis des siècles immuable préside à son avènement. Une civilisation qui date des Pharaons, et dont on retrouve intacts, dans certaines ruelles de Pékin, les métiers millénaires, s'écroule avec son règne, il y a de cela à peine vingt ans! Comment résister au désir d'approcher ce prince qui m'apparaissait se détachant sur fresque, une fresque déroulant jusque dans la nuit des temps l'histoire de ces jeunes hordes guerrières qui, sitôt la vieille Chine envahie, s'identifiaient à la race conquise et, rénovant sa culture, se transmettaient d'une dynastie à l'autre, à travers le fracas des batailles, un flambeau que seule la république a éteint!

— Sa Majesté l'Empereur vous donne audience lundi pro-

chain, me dit le ministre du Japon qui, ce jour-là, me recevait à déjeuner dans cette demeure précisément où voilà dix ans l'ambassade donnait asile au jeune empereur poursuivi.

En juillet, les rares heures clémentes de Pékin se payent par des lendemains cruels. Tantôt, mitraillé d'éclairs, l'étincelant ciel noir s'entr'ouvre et des trombes croulent sur la ville qui, en quelques minutes, se transforme en lac, et dans maints endroits en bourbiers. Aussitôt, les autos s'enfoncent, et les coolies abandonnent les rickshaws qui s'enlizent. Si ce jour-là vous donnez un déjeuner ou un dîner, inutile d'attendre vos convives, ils ne viendront pas : la pluie, à Pékin, est un cas de force majeure comme la diphtérie ou l'angine. Tantôt les orages font trêve, amoncelés dans le ciel inquiétant. Une glu torride s'abat alors sur vous comme une ardente bête molle et moite et le moindre geste devient un sport.

— Fera-t-il aussi chaud à Hsin-King? demandai-je au ministre.

— Infiniment plus chaud, me répondit-il en se levant de table. On y passe brusquement d'un hiver sibérien à un été tropical.

En dépit des ventilateurs, je sentais mon col devenir adhérent. Un brûlant vent poussiéreux, le vent jaune de Mongolie, secouait les arbres du jardin. J'apercevais derrière les fenêtres soigneusement closes l'amorce de la villa où, en 1924, s'était réfugié l'Empereur.

— Je vais vous montrer ses chambres, proposa le ministre.

Nous traversâmes le parc qu'engluait la fiévreuse tempête.

— Regardez ces arbres, me dit-il. Ils portent les traces des balles des boxers. C'est ici même que plusieurs de nos amis furent massacrés.

Les troncs, en effet, étaient troués de projectiles et les murs du petit palais éraflés. Nous gravîmes un étage.

— Voilà les chambres, me dit le ministre en me montrant trois pièces tendues de nattes blondes. Il a vécu ici sans jamais sortir. La situation s'aggravant, nous décidâmes de lui faire quitter Pékin. Nous lui fîmes endosser un costume de coolie, et c'est sous ce déguisement qu'il a gagné Tien-Tsin. C'est une expérience intéressante pour un souverain, continua-t-il : pendant sept ans, il a appris la vie.

Singulier destin, en effet, que celui de ce jeune homme, empereur depuis l'âge de trois ans, empereur et presque demi-dieu, obligé soudain à une existence précaire et laborieuse d'étudiant pauvre!

Nous regagnâmes la légation où le café nous attendait.

— Puisqu'après Hsin-King vous vous embarquez à Dairen pour mon pays, me dit le ministre, je vous engage à laisser vos bagages à Moukden où fatalement vous repasserez et où je vous conseille d'attendre l'heure exacte de l'audience.

Je savais ce que cette dernière phrase voulait dire, des amis m'ayant prévenu. En effet, le jour de l'audience n'est jamais fixé que d'une manière approximative. Si officiellement l'on vous annonce à Pékin que l'empereur vous recevra à Hsin-King le 17, par exemple, et que vous arriviez à Moukden le 15, l'on vous y apprend, sitôt débarqué, que l'audience est remise au 18, puis le 17 qu'elle est reculée au 19 et parfois le 19 qu'elle n'aura lieu que le 21. Ceci n'est pas très commode pour qui a retenu sa cabine à bord d'un des bateaux japonais qui, eux, ne diffèrent point leur départ de Dairen selon les fantaisies du protocole. Mais ces atermoiements sont une des faces de l'étiquette mandchoue. Peut-être la cause en est-elle due aussi à la légèreté de quelques Européens ou Américains qui, ayant appris à Pékin qu'ils avaient une audience, y renonçaient devant la fatigue du voyage et s'excusaient au dernier moment. Une fois à Moukden, qui n'est qu'à un jour de Hsin-King, il est bien rare que de pareilles défections se produisent.

Au reste, sur la foi du *Soleil de minuit*, j'avais envie de connaître Moukden et de visiter la ville qu'a décrite M. Pierre Benoit et son « climat » qu'il a rendu célèbre.



— Alors, vous allez voir M. Pu-Yi, me dit ce soir-là, sur un ton légèrement gouailleur, un membre important du gouvernement de la République.

— C'est exact, répondis-je. J'ai une audience de Sa Majesté.

Les Chinois présents échangèrent un sourire. J'étais le seul Européen. Tous parlaient d'ailleurs à merveille le français ou l'anglais. Nous dînions dans un restaurant de la ville tartare et j'étais assez fier de la façon dont je maniais les *shopsticks*.

Je saisis entre les baguettes une petite chose gélatineuse qui voguait dans un potage et, sans laisser choir le mystérieux et glissant aliment, le portai à la bouche : c'était fondant, sucré et d'un goût imprévu.

— Comment appelez-vous ce fruit? questionnai-je.

— Ce n'est pas un fruit, me répondit-on, mais un gros insecte de marais.

En Chine, on ne devrait jamais demander d'explications!

— La Mandchourie vous intéresse à ce point que vous écourtiez votre séjour à Pékin, ou est-ce M. Pu-Yi?

La question m'était posée en français par l'un des convives les plus marquants, un ingénieur célèbre. Il était vêtu d'une robe de soie crème et dans son visage, d'une surprenante jeunesse, ses yeux vifs me dévisageaient. L'âge, jusqu'à soixante ans, semble n'avoir point de prise sur les fils du Ciel. J'avais vu à Nankin le président de la République : il a passé cinquante ans, il a l'air d'en avoir vingt-cinq. Les Chinoises sont plus extraordinaires encore, surtout aujourd'hui qu'elles entendent ne plus grossir, qu'elles font du sport et qu'elles dansent.

— En effet, déclarai-je, c'est bien l'Empereur qui m'attire, — j'étais résolu à ne pas l'appeler « Monsieur » Pu-Yi, appellation qui me semblait aussi primaire que le « citoyen » Capet de nos révolutionnaires. — Puis-je vous demander pourquoi vous souriez ?

— C'est qu'en parlant de lui vous dites l'Empereur. Je ne savais pas que la France avait reconnu le Mandchoukouo.

— Je ne fais pas de politique, répondis-je. Et que la Mandchourie soit reconnue ou non, il me semble qu'en appelant le descendant des Tsings l'empereur je ne fais que consacrer un usage que vos propres ancêtres ont établi depuis trois cents ans.

— Je crains que vous n'ayez une déception, me dit l'un de ces messieurs après un petit froid. Un jour et deux nuits de voyage par cette chaleur pour causer, à travers un interprète, avec un jeune homme assez ordinaire!... Enfin, cela vous regarde.

— C'est que, précisément, je ne pense pas qu'il soit ordinaire. Je viens de lire le livre de Johnson, qui fut son précepteur et son ami et qui est un écrivain d'une réelle qualité : il le dépeint sous d'autres espèces.

— Avouez que, si vous étiez Chinois, vous seriez impérialiste! me dit en riant le jeune ingénieur. L'empire, pourtant, nous a fait bien du mal. Sous le règne de l'impératrice douairière, T'su Hsi, ce ne sont même pas les ministres qui gouvernaient, mais les castrats. Nous en avons assez du règne des eunuques.

— Kang-Hi, Yung-Chin et Kien-Lung furent pourtant de bien grands empereurs, protestai-je résolument, et je ne sache pas que Pu-Yi ait des eunuques à Hsin-King. Et puis, que voulez-vous, continuai-je au risque de manquer de tact, j'aime trop les artistes et les philosophes que votre pays a produits pour ne pas respecter ceux qui, depuis des siècles, les ont encouragés et soutenus.

Les eunuques! J'en avais la veille été voir les derniers survivants. Parti à cheval de bon matin avec de jeunes officiers de notre détachement colonial et mon ami, M. Jacques Bardac, le directeur de la Banque franco-chinoise, nous avions passé devant ce hêtre plusieurs fois centenaire au tronc si formidable, au feuillage si prodigieux que jadis un empereur, saisi d'admiration, l'avait fait duc. Cette manière de rendre hommage à la nature m'avait enchanté.

Les eunuques travaillent dans des fermes et font leurs dévotions dans un petit temple en ruines. Gras, flasques, édentés, ridés et les joues pendantes, ils avaient l'air de très vieilles femmes. Peut-être quelqu'un d'entre eux, dans la Cour médiévale, avait-il été en faveur, joui d'une mystérieuse puissance? Tous avaient connu la splendeur de l'antique empire fabuleux. Maintenant, ils cultivaient la terre avec une bonne humeur indifférente.

En regagnant Pékin, nous traversâmes un village sordide, mais radieusement émaillé de devises, éclatant d'enseignes où dansaient graves, mystérieuses et fantasques, tracées d'un pinceau noir ou or, les admirables lettres chinoises. Devant un restaurant exigu, des vieillards d'ivoire nous contemplaient, indolents. Une femme chantait une mélopée aiguë en démêlant la chevelure d'un enfant nu au ventre bouddhique. Un berger, dont la natte tombait plus bas que le sarong, encombra la rue de ses chèvres.

Le village cessa et la route reprit, bordée, de ci, de là, d'humbles tombeaux. Parfois, un arc de pierre ou de bois

polychrome indiquait la tombe sanctifiée d'une épouse irréprochable. Une file de chameaux passa, une caravane venue de Mongolie. L'un derrière l'autre, et le cou balancé, ils se détachaient de profil contre de rondes montagnes lointaines que l'air limpide rapprochait et qu'à présent embrasait un couchant rose. Soudain, les murailles de Pékin apparurent : elles se dressaient sur des kilomètres, épiques et orgueilleuses avec leur grand air de légende. D'exquis parfums et d'atroces odeurs se mêlaient : cela sentait la tubéreuse, le cadavre et le mimosa. Des paysans envasés jusqu'aux genoux dans leurs rizières miroitantes nous saluaient d'un sourire. Le vent se leva, sifflant dans les bambous.

Rien n'avait changé depuis le Père Huc et je songeais que Pierre Loti avait fait la même promenade.

C'est avec un sourd désespoir que je quittai la ville prestigieuse. J'y avais vécu des heures incomparables. Peu de cités dégagent un tel charme. Déçu à l'arrivée, la ville chaque jour me captivait davantage : *it grows on you*, comme disent les Anglais. Notre éminent chargé d'affaires, M. Hoppenot, avait été bon prophète en m'affirmant :

— C'est au moment où Pékin vous décourage que l'on commence vraiment à l'aimer.

Après sept jours d'incertitude, j'avais passé sept semaines d'émerveillement. J'évoquais les petits tableaux qu'en a tracés Somerset Maugham. Ville singulière : la monotonie d'une journée est brusquement compensée par un détail inoubliable. Les touristes qui visitent Pékin un guide à la main ne voient rien !

Vers Moukden

Le Japon, qui s'est installé en Corée, contrôle le Mandchoukouo, pacifie le Jehol et pénètre en Mongolie, commence à la gare de Pékin, sitôt que s'y range le long train arrondi comme un tunnel : les trains du Mandchoukouo sont propres et partent à l'heure. Les voyageurs n'ont le droit d'emporter dans leur sleeping qu'un petit sac à main. Ceci est une précaution contre les bombes, trop de voyageurs descendant en cours de route ayant récemment oublié leurs bagages dans le

train, lequel sautait sitôt leur départ! Grâce à la protection du ministre et à l'exquise courtoisie japonaise, je pus garder dans mon compartiment tous mes colis. Depuis que j'avais quitté l'Europe, leur nombre me suppliciait. Il ne faudrait jamais être pressé en voyage, ni être alourdi par ses malles. Il paraît qu'il y a des gens qui font le tour du monde avec une seule valise et qui ont toujours ce qu'il leur faut. Moi, je voyage avec dix valises et il me manque toujours quelque chose! Néanmoins, bien m'en prit d'avoir rassemblé autour de moi mon troupeau de cuir : le fourgon, qui contenait de sensationnelles surprises, n'est jamais arrivé!

Ce voyage de Mandchourie s'annonçait mal. Une tempête de sable giflait les vitres et pénétrait dans les wagons. Une chaleur inhumaine faisait haleter les voyageurs. Les nobles paysages chinois tournaient, loupés, sous des ouragans de poussière.

Le lendemain matin, à sept heures, j'arrivai à Chang-Hai Kwan où le commandant Coppin vint me chercher, profitant d'une heure d'arrêt pour me montrer la ville qui fut, il y a si peu d'années, un champ de bataille. Coppin, un Anglais d'une quarantaine d'années, s'y est glorieusement battu. Monté sur une colline, il m'indique les points stratégiques. Lui ne dit point Monsieur Pu-Yi en parlant de l'Empereur, mais j'entends à peine ses explications que, sous un ciel moins furieux, j'eusse jugées passionnantes.

En me raccompagnant à la gare, il me souhaite bon voyage sur un ton dubitatif : le train précédent, en dépit des patrouilles japonaises, a été attaqué par les bandits chinois.

Une nuit suante suivie d'une longue journée écrasante. Vers midi, l'orage de sable s'apaise. J'abaisse une vitre pour la refermer aussitôt : l'air embrasé, humide, est de la buée de chaudière. Un choc me projette contre la cloison, le train s'arrête. Je me relève, meurtri, sous une pluie de valises. Le contrôleur m'explique que quelque chose est arrivé au fourgon. Les voyageurs, inquiets, se pressent dans le couloir : tous n'ont pas la chance d'avoir leurs bagages sous la main, mais ce n'est pas à cela qu'ils pensent, c'est aux bandits. J'ai un pincement au cœur : c'était mon rêve de voir des bandits. Il n'y en a pas!

Le train a stoppé dans un désert pierreux. Je descends : une chaleur à râler. Et brusquement je m'immobilise, ahuri. Sur une voie transversale, je regarde un train chinois en panne sous le soleil : il est vide. Il paraît qu'il est là depuis plusieurs heures ; aussi tous les voyageurs l'ont-ils quitté. Je les aperçois enfin, par terre, entre les rails, couchés sous les wagons pour avoir de l'ombre ! Ne repartant pas avant vingt minutes, j'ai le temps de voir le spectacle de plus près. Étendue, une famille chinoise s'évente sous le wagon postal, en prenant le thé. Un jeune homme dort sur le dos, ses longues mains à plat sur ses genoux relevés. Tout de même, si le train leur faisait la blague de repartir ! Deux cigognes, qui s'étaient posées sur un wagon, s'envolent dans un style d'estampe, l'une derrière l'autre, le cou tendu et les ailes droites, et se diluent dans le ciel chinois.

Je gagne mon compartiment pour retrouver les ventilateurs.

Enfin, Moukden ! Je me demandais s'il avait beaucoup changé depuis Forestier et Mauconseil : rien n'a bougé, sauf toutefois que les Japonais ne campent plus, installés dans un pays que l'ordre, grâce à eux, rend à peu près habitable.

Moukden

Que les Anglais sont accueillants ! A peine installé à l'hôtel, dans une petite chambre torride où déjà trois moustiques m'ont piqué, je reçois une lettre du consul général d'Angleterre m'invitant à loger chez lui. Sur le bateau qui m'emmenait en Chine, j'avais rencontré sa famille qui avait la grâce de s'en souvenir. Le consul de France, atteint de la grippe, s'excusait de ne point me voir ce jour-là, m'invitant à déjeuner pour le lendemain, lui et les siens étant d'ailleurs fort occupés par les préparatifs de la fête !

— C'est vrai, tout de même, pensais-je en roulant vers la spacieuse et claire villa du consul d'Angleterre, que c'est après-demain le 14 juillet !

Bien entendu, à peine arrivé à l'hôtel japonais, — tous les hôtels du Mandchoukouo sont japonais, — le portier, m'ayant dévisagé avec une respectueuse méfiance, m'avait remis une lettre.

— Monsieur de Croisset, n'est-ce pas? Ceci est de la part du consul général du Japon.

La lettre comportait, avec une invitation à dîner, un mot m'annonçant que l'audience du 15 était reportée au 16.

C'était la première étape.

— C'est un peu par égoïsme que nous vous avons invité, me dit le lendemain avec un charmant sourire Mme B... Mon mari est forcé de se rendre aujourd'hui à Hsin-King : il est rassurant pour ma fille et pour moi d'avoir un homme dans la villa. Moukden n'est pas de tout repos, vous savez !

Les Anglais aiment vous remercier de ce qu'ils font pour vous.

La salle où nous prenions le breakfast donnait sur un jardin qu'une arroseuse pivotante cherchait en vain à rafraîchir. La grande maison, avec ses meubles d'acajou clair, ses coussins de chinz, me dépaysait heureusement. Mme B..., presque aussi jeune que sa fille, disposait tout en parlant des fleurs fraîches dans les vases.

— Il ne faudra pas sortir de Moukden, me dit-elle, sauf pour visiter les tombeaux des premiers empereurs. C'est la seule excursion qui soit à peu près sûre.

Et comme je partageais une rôtie avec le chien, une magnifique bête dont je caressais le poil blond, Mme B. ajouta :

— Il ne faudra pas non plus approcher les chiens inconnus ici. Beaucoup ont la rage.

J'étais déjà averti. Dans le train, un voyageur qui habitait Moukden m'avait raconté qu'elle y sévissait plus encore qu'à Pékin.

— C'est macabre, m'avait-il dit, à force d'être horrible. La semaine dernière, une famille entière en est morte. Ils s'étaient mordus les uns les autres, n'ayant pas été vaccinés à temps. On avait cru le chien fou et non enragé. Ici, l'on peut confondre, les symptômes sont les mêmes.

— Il y a pire, me dit-on ce jour-là chez le consul de France. Une jeune femme nouvellement mariée qui avait été mordue par un chien errant s'était, cédant aux supplications de son mari, fait faire une série d'injections : le chien n'était pas enragé, de sorte que les piqûres ont communiqué la rage à cette malheureuse. L'agonie a été d'autant plus atroce qu'elle se doutait de la vérité.

— Je te jure, mon amour, que le chien était enragé, je te le jure, lui répétait son mari en pleurant.

Une heure après la mort de sa femme, le jeune homme s'est tué.

Et tout le monde a des chiens à Moukden.

— C'est terrible de vivre ici en célibataire, me confia le jeune X... qui, âgé de trente ans, est depuis sept ans au Mandchoukouo. Je ne gagne pas assez pour deux, soupira-t-il.

— D'après ce que l'on m'affirme, il y a pourtant une société, par conséquent des distractions.

— Une société, si l'on veut. Un petit groupe international : il suffit d'être de race blanche pour en faire partie. On joue au bridge; une fois par semaine on danse au club Il y a sept ans que je vois les mêmes visages! Personne n'a plus rien à dire à personne. Aussi, le soir, je ne sors plus.

— Vous lisez?

— Non, pas après mon travail.

— Vous avez une radio?

— Pas même un phono.

— Les femmes?

— Non. Elles sont toutes mariées, ou ce sont des Chinoises. C'est compliqué.

— Alors?

Il me regarda, hésita et sourdement répondit :

— Je bois.

Il pleut depuis ce matin, une pluie ardente qui s'évapore en tombant et qui poisse. Je profite d'une accalmie pour visiter, en compagnie de Mme B... et de sa fille, les tombeaux où reposent les premiers ancêtres de Pu-Yi.

Ce n'est pas l'Égypte qui est le pays de la mort, c'est la Chine. Ici, les morts sont partout : dans ce petit coin de champ qui n'est pas labouré, dans cette minuscule enclave où la moisson s'arrête, sur ce bout de terrain qu'ont respecté deux maisons, sur le bord d'une route. Souvent, rien ne les indique, sinon l'absence de construction ou de culture. En Chine, là où il n'y a rien, il y a les morts. Même les tombes riches sont anonymes. Orientées selon les rites, elles dorment quelque part derrière une porte, un arc. Aussi n'est-ce jamais un tombeau que l'on visite, mais son accès.

Sans doute il existe des cimetières, mais peut-on nommer ainsi ces fangeuses morgues en plein vent, ces dépotoirs de cercueils qui pourrissent, disjoints, jetés là et tamponnés les uns par les autres. J'ai cru longtemps que les Chinois avaient le respect des morts : ils n'en ont que la crainte et à la condition qu'il s'agisse des mânes de leurs ancêtres. Les morts sans descendance ne sont plus que des cadavres, on s'en débarrasse n'importe où.

Le tombeau des premiers empereurs mandchous s'annonce par des cours successives, des arcs monumentaux et de nobles avenues où veillent comme des sentinelles des ministres et des guerriers de pierre et des animaux rituels. De hautes terrasses surplombent les jardins que ferment des portes somptueuses. Ces portes sont symboliques. Il suffit de gravir une terrasse et de la descendre ensuite pour passer d'une cour dans une autre : ce n'est pas aux humains que les portes s'opposent, mais aux esprits. La dernière des cours est close par une porte plus formidable et qui ne s'ouvrira jamais plus. Il faut faire le tour par les terrasses pour voir ce qu'il y a derrière : il n'y a rien qu'une colline assiégée d'herbes et où des arbres penchés comme des saules ont l'air de se souvenir : les empereurs sont là.

Après l'ordonnance des jardins stylisés, l'orgueil des portiques, ce coin abandonné et sauvage offre une grandeur saisissante. Nul ne sait dans quel endroit exact sont couchés les morts. Des myriades d'hirondelles en nappes pressées tourbillonnent et retombent sur ces mélancoliques domaines.

— C'est notre promenade quotidienne, me dit Mme B..., la seule promenade de Moukden. Quand il fait beau, ma fille et moi, nous venons ici lire ou tricoter. Moi, je m'en contente, mais pour elle qui a dix-huit ans, ce n'est pas très drôle. Et si vous saviez comme le climat est malsain !

Le soleil se couchait dans un ciel éblouissant et les premières étoiles scintillaient.

— Il est temps de rentrer, me dit Mme B... L'auto ne marche pas très bien.

L'avenue barrée nous oblige à un détour à travers champs.

— Cela nous allonge beaucoup, murmura Mme B..., l'air inquiet.

— Que craignez-vous? demandai-je en souriant. Les bandits?

Elle me regarda sans répondre.

La route sinueuse était presque déserte. Le moteur avait des ratés. Soudain, deux cavaliers chinois, tête nue, galopant sur de courts chevaux mongols, débouchèrent d'un sentier.

— Pressez-vous! cria Mme B... au chauffeur.

— Vous ne pensez tout de même pas, dis-je, que ces gens soient à craindre? Ils essaient de « gratter » l'auto, voilà tout.

Déjà, je n'en étais plus si sûr : un dernier cavalier survenait et tous trois galopaient maintenant à hauteur de la voiture. Ils offraient un type que je ne connaissais pas encore, plus mongol que chinois : un visage plus large, un nez plus épaté, quelque chose de féroce et de sournois dans le regard.

Les deux femmes étaient très pâles.

« Il paraît que c'est sérieux », pensais-je.

Me rappelant un film américain que j'avais vu à Chang-Haï, je pris mon important trousseau de clefs, — peut-être se souvient-on que j'avais dix valises! — et, me levant dans l'auto qui était découverte, projetant le bras, je braquai l'arme inoffensive dans la direction des cavaliers. Le résultat fut instantané : ils ralentirent leur galop et, sur la route boueuse, peu à peu s'effacèrent.

— Quelle chance que vous ayez eu un revolver! me dit Mme B...

— Je n'avais pas de revolver, ce sont mes clefs. Mais vous croyez vraiment, continuai-je plein d'espoir, que ces gens-là sont des bandits?

— J'en suis à peu près sûre. Notre chauffeur est armé, mais il est très vieux. Généralement, un soldat nous accompagne. Une de nos amies a été « kidnappée » l'autre jour. Elle a eu plus de chance que l'autre, n'est-ce pas? continua-t-elle en s'adressant à sa fille.

— Qu'est-il arrivé à l'autre? demandai-je.

— On n'a pas payé la rançon assez tôt : la famille a reçu une oreille. C'est toujours l'oreille qu'ils commencent par vous couper... Ah! voilà Moukden, soupira-t-elle, soulagée. Ce soir, nous vous ferons visiter les dancings.

Je n'insisterai pas sur les dancings. Celui où me menèrent ces dames, et qui est convenable, n'est que triste. Les autres, où des camarades m'entraînèrent, sont pires.

Nous avions dîné dans un petit restaurant russe qui me

rappelait les cabarets que j'avais vus autrefois à Constantinople et que tenaient également des réfugiées russes qui avaient naguère connu un sort brillant. A Moukden, les Russes blancs ne sont pas trop à plaindre : la colonie européenne ou américaine est assez nombreuse pour s'opposer aux persécutions et leur venir en aide. C'est à Kharbin que leur sort est atroce. Ils y sont à ce point misérables que certains en arrivent à vendre leurs filles aux Chinois et que d'anciens généraux deviennent coolies et traînent des rickshaws. Qui d'entre nous peut regarder cela d'un œil indifférent ? C'est toute la race blanche qui perd la face !

Du moins, à Moukden, ces courageux exilés, dont quelques-uns réussirent à monter un petit commerce, ne risquent-ils point d'en être du jour au lendemain dépossédés. A Kharbin, le fait est quotidien. Ils y descendent aux mêmes métiers que la lie des Chinois et se trouvent sans cesse en compétition avec eux. Sur une simple plainte ou une dénonciation envieuse, on les arrête, ou les exile. Ils n'ont aucun recours, car ils n'ont plus de nationalité. Sait-on ce qu'un pareil fait, en Extrême-Orient, signifie ? Aucune loi ne les protège, nul passeport ne leur est accordé. Qui pourrait leur délivrer un passeport ? Ils n'appartiennent plus à rien ! Comment n'a-t-on pas encore saisi la Société des nations du problème de ces effroyables destins ?

Pour la fête du 14 juillet, le consul de France et sa famille avaient gentiment décoré à nos couleurs le club international. Des drapeaux, des cocardes et des banderoles tricolores donnaient à la grande salle anonyme un accent qui, en plein Mandchoukouo et à des milliers de lieues de la France, était singulièrement émouvant.

A midi, les invités de toutes nationalités affluèrent. En apprenant que j'étais Français, ils me serraient les mains avec effusion en s'écriant :

— Félicitations ! Félicitations ! Félicitations !

Je n'ai jamais été autant félicité pour un 14 juillet et cependant je n'y suis véritablement pour rien !

Toutefois, ce n'est point cette fête qui m'a laissé le plus grand souvenir, mais bien la réunion intime qui, à neuf heures du matin, s'était tenue chez notre consul et qui grou-

pait, avec les rares Français de Moukden, quelques-uns de nos missionnaires.

Lorsque l'on accomplit le tour du monde en ce moment, l'on s'aperçoit que partout la peur alimente la haine, que chaque peuple craint la guerre pour lui, mais la souhaite pour les autres, et que tout le monde déteste tout le monde. J'ai eu l'occasion de le dire et ne cesserai de le répéter, je serais revenu de mon voyage avec une piètre opinion des hommes, si je n'avais rencontré nos missionnaires et nos sœurs dont les âmes sublimes m'ont réconcilié avec l'humanité.

Il faut avoir voyagé en Chine pour se rendre compte du nombre et de la virulence des épidémies qui, chaque année, déciment ces fourmilières d'hommes. C'est au cœur de ces foyers d'infection que vivent les pères et les petites sœurs. Celles-ci se penchent sur des maladies qui font pâlir même les médecins, lavent et soignent les plaies les plus répugnantes, et cela, jour et nuit, sans répit pendant des années sous un climat empoisonné et sans autre salaire que le bon Dieu. Je ne cite pas d'exemples : la vie des missionnaires en foisonne, mais ces êtres magnifiques sont tellement modestes qu'on n'apprend leur sacrifice que lorsqu'il est consommé : chacun d'eux est le Soldat inconnu.

Il ne s'agit pas ici de religion, — je ne suis pas qualifié pour en parler. Je me place simplement au point de vue humain et français. C'est notre prestige que maintiennent en Extrême-Orient ces lazaristes, ces dominicains, ces jésuites, ces sœurs. Ce sont nos ambassadeurs les plus influents. Aussi, au bout d'un an d'Extrême-Orient, je défie un de nos anticléricaux de rester anticlérical ; ou alors, c'est qu'il n'est pas Français !

Les missionnaires étaient arrivés chez le consul de divers points du Mandchoukouo ou de la Mongolie. Ils avaient voyagé, et dans quels trains ! une, deux ou trois nuits, fait des lieues à pied ou en chaise, tout cela pour lever leur verre à la santé de la France et regagner ensuite leur poste. Il y en avait de tout vieux, en Chine depuis cinquante ans, qui n'étaient jamais retournés en Europe. Ils étaient tannés, maigris, recuits, presque aussi jaunes que des Chinois. L'un d'eux, un jeune homme au visage ascétique avec une petite barbe noire, toussait tout le temps.

— Il est perdu, me dit le consul, mais il ne veut pas que l'on s'inquiète de lui.

Un autre, courbé, offrait une figure terreuse, brouillée de rides et des paupières rouges.

Je savais leurs privations, leurs souffrances, leur pauvreté héroïque. Cependant je n'ai jamais vu, parmi les privilégiés du monde, des visages plus sereins, des sourires plus confiants et des regards plus heureux. On m'a souvent demandé quelles étaient les choses qui m'ont le plus impressionné en Extrême-Orient : en voilà une!

— Que pensez-vous, monsieur, de notre tyrannique occupation en Mandchourie?

Le consul du Japon, chez qui je dînais, me posait cette question sur un ton dont la politesse n'excluait pas l'ironie. Il y avait longtemps qu'à ce sujet ma religion était éclairée. L'on m'avait bien rapporté, à Moukden même, certaines répressions brutales, voire expéditives, mais dans ce pays bouleversé par l'anarchie, le Japon représente l'ordre, la sécurité et, dans ces régions dévastées par les épidémies, l'hygiène. Pour tout dire, le Japon, c'est la civilisation.

— Je pense, dis-je, que vous avez parfois la main un peu lourde. A cela près, j'estime que si les Japonais n'étaient pas installés ici, il conviendrait de les y inviter.

Les convives, tous Japonais, eurent un sourire surpris.

— Je croyais, s'écria le consul, que les Français étaient opposés à notre occupation de la Mandchourie?

— Cela prouve que vous lisez plus les rapports officiels que les relations de nos écrivains les plus qualifiés. MM. Pierre Benoit, Abel Bonnard et plus récemment M. Pierre Lyautey, hier encore MM. Sauerwein et Chadourne, ont exprimé un avis opposé auquel je me range entièrement.

J'aurais eu bien autre chose à ajouter que je ne voulais pas dire, et notamment que si les Japonais ont étendu leur domination en Corée, en Mandchourie, s'ils cherchent à gagner la Mongolie, c'est qu'ils ne peuvent pas faire autrement, et qu'il y a bien là de notre faute. Autrefois, le Japon, comme aujourd'hui la Chine, était dévasté par les épidémies. Celles-ci compensaient la formidable surpopulation annuelle. L'Amérique et l'Europe ont débarqué avec leurs médecins, leurs

médicaments, leur progrès. Les épidémies sont enrayées, de sorte qu'actuellement la population du Japon s'accroît d'un tiers par an : on ne peut plus compter que sur les tremblements de terre!

— Et quand croyez-vous, demandai-je en détournant la conversation, que j'aurai l'honneur d'être reçu par l'Empereur ?

Depuis trois jours que j'étais à Moukden, la date de l'audience avait été deux fois différée et je pressentais une dernière remise. J'avais été trop optimiste en télégraphiant à Dairen pour que, sur le bateau en partance, l'on me réservât une cabine.

A ma stupeur, un éclat de rire général me répondit. Je ne connaissais pas encore bien les Japonais et ne savais comment interpréter cet accès d'hilarité. Mieux au courant, j'eusse compris qu'ils souhaitaient ne pas répondre et qu'ils étaient gênés. L'audience, d'ailleurs, commençait à me sembler incertaine. Le colonel X..., un officier japonais, était la veille venu me voir, intrigué par le fait que, Français, j'étais descendu au consulat britannique, et m'avait demandé si mon « titre » était celui de reporter. Je savais que le parti militaire nippon, souvent en désaccord, en Mandchourie, avec le parti civil, redoutait et méprisait l'indiscrète engeance des reporters et avait horreur des journalistes.

J'avais répondu que j'étais, à l'occasion, journaliste, et ajouté, en appuyant sur le mot, que j'en revendiquais l'honneur. Là-dessus, le colonel avait ri, lui aussi, et courtoisement avait pris congé.

Au reste, je n'ignorais pas que le dernier journaliste reçu par Sa Majesté avait été un Américain, et que l'on était encore sous le coup de son reportage.

A tout hasard, devant le rire des convives, j'avais pris le parti de rire aussi. A ce moment précis, un secrétaire survint et murmura quelques mots à l'oreille du consul.

— Excusez-moi, nous dit-il en se levant, l'on m'attend au téléphone. C'est de Hsin-King, justement.

Un malaise plana dont je me sentais responsable. Au bout de quelques minutes, le consul rentra, dit rapidement une phrase à ses invités et l'atmosphère brusquement s'éclaircit : on ne riait plus, on souriait.

— Sa Majesté vous attend après-demain matin, dit le consul, et vous retiendra sans doute à déjeuner. J'aurai l'honneur de vous accompagner moi-même à la gare, et votre appartement est retenu à l'hôtel.

A l'heure actuelle, je me demande encore ce qui s'est passé!

Dans le train qui me mène à Hsin-King, je songe sans nostalgie à Moukden : l'hiver doit y être sinistre, l'été ne l'est pas moins. La ville est comme encerclée de menaces. Des patrouilles japonaises la parcourent constamment. La nuit, les autos sont toutes éclairées à l'intérieur, par précaution contre les attentats : une bombe est si vite lancée d'une auto!

Certains quartiers modernes ont des avenues symétriques bordées de buildings hâtifs. Un quartier chinois sordide, déchiqueté, poussiéreux ou boueux, étend sa lèpre et se perd dans la campagne. Quel contraste avec le quartier japonais si propre! Parfois des terrains vagues avec des reprises de maisons. Le quartier des légations et du club offre un singulier coin de province avec ses jardins murés abritant de banales villas, que gardent de somnolents factionnaires chinois qui, la crosse du fusil appuyée sur le ventre, ont l'air de pêcher à la ligne.

Je n'ai pas visité le palais des Empereurs, je n'ai même pas pu l'apercevoir. Aucun civil n'en peut approcher : c'est aujourd'hui l'arsenal.

Je garde de la petite société internationale dont se plaignait le jeune X..., une impression tout à la fois attendrie et étonnée.

L'on n'arrête point de se recevoir à Moukden. J'ai eu, néanmoins, le sentiment que c'était moins par plaisir que par peur de la solitude. N'est-ce point partout, d'ailleurs, un peu la même chose? Mais ici les ombres s'accusent.

J'avais accompagné un soir une jeune femme. Elle avait deux cocktails, de cinq à sept, et deux dîners. Ceux-ci, à la vérité, sont simplifiés : un buffet froid où les invités viennent faire leur choix, après quoi ils s'assoient à de petites tables, mais point nécessairement à deux ou à trois, car j'ai vu à ces soirées des hommes et des femmes qui, le visage triste, dînaient seuls devant un guéridon. L'impression d'une pension de famille pleine de gens qui ne se connaissent pas ou qui se connaissent trop. Cette petite société se groupe ainsi tous les

soirs : sans doute, par besoin de se retrouver parmi des blancs.

A Moukden, comme à Port-Saïd, comme à Hong-Kong, à Chang-Haï, à Nankin et plus tard au Japon, je devais constater combien est démodée aujourd'hui la légende qui tend à discréditer nos agents consulaires en Extrême-Orient.

Dans des postes aventurés, sous des ciels éprouvants, dans des conditions difficiles, ils offrent, tout au contraire, un bel et solide exemple des plus énergiques et des meilleures qualités françaises, et je suis heureux de pouvoir exprimer ici à M. Crépin, en souvenir de Moukden, mon témoignage reconnaissant.

La nouvelle cité impériale

En proie à mes valises et en butte aux porteurs, je n'entends pas très exactement ce que me disent deux messieurs qui, obligeamment, m'accueillent sur le quai de Hsin-King. L'un, en se présentant, m'avait appris qu'il était le conseiller de l'ambassade du Japon, l'autre qu'il était Chinois et l'un des chambellans de l'Empereur. Tous deux s'exprimaient dans un français excellent. Une fois mes bagages en mains sûres, je ne me rappelais plus lequel était le Japonais et lequel était le Chinois. « Le Japonais, pensais-je, doit être le plus petit, celui qui n'a pas de moustaches et qui porte des lunettes. »

Je l'appelai donc M. le conseiller et l'autre M. le chambellan. Je me trompais : c'est le grand qui était le conseiller japonais et le petit qui était le chambellan chinois ! Cette méprise, que je n'aurais pas commise un mois plus tard, après mon séjour au Japon, était en somme excusable. Le chambellan était de Canton, et les Chinois des ports du sud se rapprochent du type japonais classique, — ils ont d'ailleurs une commune origine.

Néanmoins, mon erreur me rendait d'autant plus confus que Chinois comme Japonais n'aiment point qu'on les confonde. J'en avais eu la preuve en 1915, alors qu'en permission à Paris et en compagnie d'un camarade, sous-lieutenant comme moi, je passais devant un immeuble que mon compagnon me désigna comme étant la légation de Chine.

— Tu te trompes, lui dis-je, c'est l'ambassade du Japon.

— Qu'est-ce que tu paries ?

Et comme précisément un monsieur asiatique sortait de l'immeuble, mon camarade, l'abordant avec une familiarité un peu cavalière, lui dit :

— Mon ami et moi venons de faire un pari. C'est bien ici la légation de Chine et vous êtes Chinois ?

L'Asiatique ainsi interpellé sourit et répondit :

— Non, monsieur, je suis Japonais, c'est-à-dire un de vos alliés. — Et devant la mine déconfite du lieutenant, il ajouta : — Ne vous excusez pas, c'est tout naturel. Moi-même, en temps de paix, il m'arrivait de confondre les Allemands et les Français !

Cette petite leçon cinglante me revenait à l'esprit, mais ces messieurs, s'ils étaient choqués, n'en laissaient rien paraître. Le chambellan prit congé en me donnant rendez-vous pour le lendemain matin de bonne heure, non sans m'avoir demandé si, en vue de l'audience, je m'étais muni d'une jaquette et d'un chapeau haut de forme. M. Z..., le conseiller japonais, qui me menait à l'hôtel, me demanda si j'avais dîné. Je lui répondis que n'ayant rien pris depuis le matin, j'avais grand faim et que l'on m'avait recommandé un restaurant russe dont je lui indiquai le nom.

— Je pensais vous emmener dans un autre restaurant, me dit-il, mais puisque votre choix est fait, j'y souscris avec empressement. Il va de soi que vous êtes mon hôte.

Je ne connaissais pas la discrétion et l'étendue de la politesse japonaise. Mieux renseigné, j'eusse aussitôt modifié mes plans. J'avais encore l'âme simple d'un Européen.

La nuit n'était pas montée. Je contemplais avec un intérêt amusé la ville que maintenant l'auto traversait. Rien n'est plus curieux, en effet, après avoir constaté la manière dont les Chinois conçoivent une capitale, que de voir comment à leur tour la conçoivent les Japonais. Hsin-King affairé, sillonné d'autos, tout sonore d'enclumes, est moins une ville qu'un chantier. Pour peu que, l'ayant visitée la veille, on s'y promène le lendemain, on a l'impression qu'elle a poussé pendant la nuit. Ici, pas d'édifices symboliques, d'avenues somptueuses et qui ne mènent nulle part, pas de piscine abstraite. Tous les projets sont concrets ; les plans sont à peine établis que déjà ils se réalisent.

Les avenues, au fur et à mesure qu'elles s'allongent, se

bordent de magasins, d'usines, de banques. Dans un prodigieux bâtiment que je devais visiter le lendemain et qui s'élève à l'endroit où, voilà deux mois, puait un marécage, une légion d'architectes et de commis travaille à l'élargissement et à la construction de la ville. Les ministres de Hsin-King ne sont point des poètes et ne songent pas à la beauté. Ils n'y songent même pas assez pour mon goût, mais mon odorat et mon sens de l'hygiène y trouvaient leur compte. La première chose à quoi pensent les Japonais qui édifient une ville, c'est aux égouts : c'est là un souci qui n'a jamais assombri l'âme chinoise.

— Voici votre restaurant russe, me dit M. Z...

Nous pénétrâmes dans une salle enfumée où un gramophone éraillé jouait un tango, tandis qu'un couple dansait, une joue fardée contre une barbe non faite. Une femme en cheveux, les coudes sur une nappe maculée, buvait un whisky en fumant un cigare, tandis qu'à une autre table des convives débraillés réclamaient un champagne plus sec. Cela sentait le parfum, la friture, la sueur et le tabac. On m'avait dit à Moukden :

— L'endroit ne paie pas de mine, mais c'est là que vous mangerez le mieux.

— Allons-nous en, dis-je à mon compagnon. Je ne connais pas votre restaurant, mais à l'avance je le préfère.

— C'est à cinq minutes d'ici, me renseigna-t-il.

Nous sortîmes du quartier européen et mon étonnement fut si brusque que je retins un cri de surprise : nous étions soudain en plein Japon. La rue s'allongeait dans une féerie de lumières et de couleurs. La gaieté en était due à des milliers de lanternes de papier qui, dans la brise moite, agitaient leurs ballons polychromes. Les femmes en kimono, plus menues sous leurs sombres coiffures étagées et des Japonais en robe animaient la rue costumée.

Deux servantes, en voyant M. Z... qu'elles semblaient attendre, se prosternèrent et enlevèrent nos chaussures. Mon compagnon, faisant glisser une cloison de papier, me fit entrer dans une salle tendue d'une natte et où trois Japonais, assis sur leurs jambes repliées, bavardaient devant des assiettes vides.

— En apprenant votre venue, je m'étais permis d'organiser ce petit dîner, me dit M. Z... en faisant les présentations.

J'avais également convoqué des danseuses et des chanteuses, pensant que cela vous distrairait.

Ainsi, il ne m'aurait pas prévenu ! J'eusse trouvé à mon goût le restaurant russe que pas une allusion à ce dîner préparé et d'ailleurs fort coûteux n'eût été faite par mon hôte ! Je serais reparti de Hsin-King sans même avoir discerné sur son visage l'ombre d'une contrariété ! Ce jour-là, j'ai compris avec admiration ce qu'était la politesse japonaise.

Le lendemain matin à dix heures, le chambellan vient me chercher. J'ai revêtu pour l'audience une jaquette, serré mon cou dans un col dur et, par cette chaleur barbare, j'arbore un chapeau haut de forme. Je songe à la douche que j'ai prise au réveil et à mon casque colonial comme à des bonheurs perdus.

— Ne vous attendez pas, me dit mon compagnon, à voir un vrai palais. L'Empereur est logé bien modestement. C'est une demeure toute temporaire.

— Sa Majesté y est installée depuis combien de temps ?

Le chef du protocole soupira :

— Depuis sept ans. Un palais plus décent est prévu, dont l'emplacement est choisi. La construction n'est pas commencée.

J'ai envie de demander pourquoi, je n'ose pas. En effet, le palais est le seul plan de Hsin-King qui n'ait pas reçu une exécution immédiate. Peut-être les Japonais, qui tiennent ici tous les leviers de commande, jugent-ils qu'il y a plus pressé. Peut-être songent-ils qu'à Pékin les palais violets attendent leur empereur. Le Mandchoukouo, que les Nippons contrôlent, n'est qu'un morceau de la Chine du nord ; il serait tentant de la contrôler tout entière.

L'ambassade du Japon, où l'on me reçoit à présent, semble elle aussi provisoire. Ses bâtiments hâtifs comme des pavillons d'exposition et le maigre jardin offrent quelque chose de transitoire.

— J'espère, me dit l'ambassadeur, que vous voudrez bien déjeuner ici après l'audience. Sa Majesté voulait vous inviter à dîner. Sachant que vous deviez être à Dairen demain matin, j'ai pris sur moi de vous excuser. L'Impératrice est souffrante et Sa Majesté déjeune avec elle. Rassurez-vous, continua-t-il en souriant, nous sommes campés, mais mon cuisinier n'est pas

mauvais. Une ambassade plus décente a d'ailleurs été prévue, son emplacement est choisi, mais la construction n'est pas commencée.

Les mêmes phrases que pour le palais ! L'ambassade aussi attend. Quoi ? Que le Mandchoukouo soit reconnu ? Il est certain que la présence d'ambassades étrangères donnerait à la ville un mouvement et une vie élégante qui lui font défaut. Mais de pareilles préoccupations ne doivent pas ici entrer en ligne de compte. Au reste, les Japonais tiennent-ils tant que cela à ce que l'on reconnaisse le Mandchoukouo ? Je commence à en douter. Le dignitaire chinois semblait y tenir davantage. L'occupation est un fait, et même, en dépit de Genève, un fait acquis. Les diplomates anglais, français, allemands, américains, ne feraient que gêner l'expansion japonaise. Il s'en faut que le Jehol soit complètement colonisé.

Au reste, quel sens a l'attitude de Genève dans la question du Mandchoukouo ? Vingt-huit millions de Chinois ont de fait reconnu l'empire. La Société des nations, depuis le rapport de lord Lytton, s'obstine et boude. Ce rapport a été fait en pleine crise et même en pleine guerre. Je crois que si lord Lytton avait à rédiger son rapport aujourd'hui, ses conclusions seraient différentes.

— Il est temps de nous rendre au palais, me dit le chambellan.

Dans l'auto qui traverse la ville, mon compagnon me demande des nouvelles de Pékin. Il y a vécu longtemps et en a la nostalgie. Il connaît aussi Paris et Cannes où il a séjourné. Il a habité Genève lorsqu'il était à la Société des nations, mais c'est à Canton qu'il a vécu son enfance. Je le sens malheureux d'être ici.

— Je ne retourne plus guère à Pékin, me dit-il, et surtout pas dans le Sud. On m'y reprocherait d'être un traître. C'est absurde. Ma famille, depuis deux siècles, a servi la dynastie mandchoue. En suivant l'Empereur à Hsin-King, je n'ai fait que mon devoir, j'ai obéi à mes traditions ancestrales. Et l'on ne me reproche pas que d'être impérialiste : on m'accuse de pactiser avec les Japonais. Mais nous avons besoin d'eux : sans leur assistance, leur exemple, les Chinois seraient incapables de rien reconstruire. Parle-t-on beaucoup de l'Empereur à Pékin ? Y comprend-on que la Chine n'a d'autre salut que l'empire ?

Je lui réponds qu'une grande partie de Pékin est demeurée impérialiste et que je suis de ceux qui croient au retour de la monarchie. Il soupire, sourit et se tait.

L'audience de l'Empereur

Nous arrivons au « palais ». C'est une succession de petites maisons bourgeoises séparées par des cours sans verdure et que gardent des soldats chinois. Leur officier nous demande nos cartes : on commence toujours par là au Japon, et bien que l'entourage de l'Empereur soit mandchou ou chinois, nous sommes un peu au Japon.

— C'est là que j'habite, me dit, un peu gêné, mon aimable guide en me désignant un rouge petit pavillon d'aspect humble. Du linge étendu sur une corde séchait.

Dans un salon d'attente du « palais central », un salon meublé à l'européenne, un triste salon de dentiste, un vieux gentilhomme nous reçoit qui résume toute l'ancienne Chine. Il est vêtu d'une robe de soie pâle et s'évente d'une longue main fine aux ongles démesurés. Lui aussi s'informe de ce qu'à Pékin l'on dit de l'Empereur. Ma réponse éclaire son beau visage lisse où quelques poils blancs sont piqués.

— Il faudra répéter à Sa Majesté ce que vous venez de me dire. Nous avons tous besoin de courage.

Un officier paraît. C'est l'heure.

En compagnie du chef du protocole, je pénètre dans un cabinet de travail très simple où un jeune homme en veston écrit assis à un bureau, à côté d'un vieux Chinois en robe, la réplique au physique du gentilhomme que je viens de quitter. Tous deux à notre entrée se lèvent et le jeune homme, en souriant, me tend la main. C'est l'Empereur. Je reconnais son juvénile visage osseux et ce regard doux et profond qu'encadrent de grosses lunettes. Un stylo dépasse la poche de son veston, et un instant plus tôt, penché sur sa table, il m'avait évoqué un de ces étudiants appliqués que j'avais vus à Pékin dans la salle des recherches de la bibliothèque Rockfeller. Bien que Pu-Yi s'exprime parfaitement en anglais, je savais que nous causerions à travers un interprète.

— L'Empereur, m'avait-on dit, craint de commettre des fautes en parlant.

Au lieu d'un interprète, j'en ai deux. Aussi, le premier chambellan me demande-t-il en quelle langue je désire m'entretenir. Lui-même ne parle que l'anglais, le chef du protocole s'exprime dans les deux langues. J'opte pour l'anglais, me doutant que l'Empereur doive le souhaiter.

Tout de suite, ce qui me frappe, c'est sa simplicité et aussi, dans ce cadre modeste, cette dignité à quoi je m'attendais. Je me souvenais, en effet, d'une anecdote qui remontait à 1917 et que m'avait racontée M. Léger, à cette époque à Pékin. Chang-Hshung, un ancien palefrenier des écuries impériales devenu, par l'un de ces romanesques avatars si fréquents dans les annales des guerres civiles chinoises, général, et qui dans une province commandait à trente mille hommes, avait marché sur Pékin. Il y avait défait après un combat facile un détachement de troupes républicaines et avait occupé la cité interdite. Bien que détrôné, Pu-Yi, que l'on appelait à ce moment Hsuan-Tung, habitait encore son palais. Il occupait même, dans la cité impériale, un palais voisin de celui du Président de la République, ce qui offre une saveur toute chinoise. Il avait alors onze ans. Le général ne laissa dans Pékin que cinq mille hommes. Le gros de ses soldats, qui portaient tous la natte et dont il disait lui-même qu'ils étaient des bandits, campèrent en dehors de la ville.

Chang-Hshung était un soudard, mais qui aimait l'empire. Aussi son premier soin fut-il de remettre le petit prince sur le trône. Élevé dans la ville violette et au courant de ses traditions, le général fit rechercher quelques soies jaunes, en drapa l'enfant, l'assit sur l'antique trône de ses ancêtres et, dans la grande salle noire, rouge et or, éclairée par des torches et où le dragon impérial tordait ses écailles au plafond, se mit à dicter ses ordonnances. Au fur et à mesure que ses officiers entraient, il leur criait : « Koto ! » ce qui veut dire prosternation ; aussitôt, devant le trône, ils se couchaient à plat ventre. Seul, le général ne s'était point prosterné.

Tiré brusquement de sa retraite, vêtu et couronné à la hâte, l'enfant pendant plus d'une heure n'avait rien dit. Il y avait des années qu'il ne régnait plus et que son précepteur, Johnson, sur l'ordre de la république, ne lui parlait jamais de la gloire et de la splendeur de ses aïeux. Mais ce soudard, qui venait cependant de lui rendre son prestige d'empereur,

révoltait peu à peu en lui par ses manières cavalières et son autorité brutale un orgueil atavique. Et comme le général, tout en dictant, passait et repassait devant le trône, l'enfant soudain étendit un bras et d'une voix puérile, mais assurée, cria : « Koto! » Le guerrier vainqueur, qui tenait Pékin et l'Empereur dans sa main, eut un sursaut de colère.

— Koto! répéta impérieusement l'enfant.

Et Chang-Hshung, vaincu par cette majesté enfantine, se prosterna.

Je regardais avec un ardent intérêt ce prince qui, à l'aurore de sa vie, avait trois fois perdu et retrouvé une couronne, qui avait vu crouler dans sa ville millénaire l'une des plus vieilles civilisations de la terre et qui à présent, dans sa capitale en chantier, régnait sur le plus récent des empires. Ainsi vêtu d'un complet veston et assis à sa table studieuse, ce n'est plus sur fresque qu'il m'apparaissait, mais sur film, un prodigieux film d'aventures, crépitant d'émeutes, grondant de batailles, traversé par des fuites et des poursuites en auto, ayant pour acteurs des bandits et des courtisans, des ministres et des eunuques, et pour cadre des jardins mystérieux, des temples, des trônes et... ce palais.

Je me demandais de quel cœur il avait subi tant de grandeur et de désastres, et surtout comment un destin aussi précocement bouleversé et tragique avait trempé son âme. Les communistes de Canton, les républicains de Nankin et de Pékin m'avaient haineusement présenté l'Empereur comme un dégénéré, voire un *minus habens*, mais des hommes que je tenais en haute estime m'avaient parlé de lui avec admiration et respect : à peine avais-je échangé avec Pu-Yi quelques propos que ma religion était éclairée.

Je trouvais un homme que l'expérience et la douleur avaient mûri. Il me tendait maintenant une cigarette avec un sourire qui le rajeunissait encore, mais qui n'atténuait pas la gravité de ses yeux. Je constatai que mesuré, réfléchi, il était averti non seulement de ce qui se passait dans ses anciens États, mais encore des événements d'Europe et de France, car, par une bonne grâce qui me toucha, c'est de la France qu'il me parla tout d'abord, heureux de m'entendre dire que la situation y était moins tendue et qu'une guerre nouvelle, que beaucoup avaient appréhendée, semblait pour l'instant évitée.

Avec une anxiété qui m'alla d'autant plus au cœur que j'avais été à même d'apprécier l'incurie républicaine, il me demanda des nouvelles des monuments et des temples de Pékin, et lorsque je ne lui fardai pas la vérité, son visage s'altéra.

Comme je lui parle du livre de Johnson qui relate la jeunesse de l'Empereur et les fastes de l'ancienne cour, il me dit, non sans véhémence, qu'il répudie les erreurs de celle-ci, déplore l'influence qu'avaient su prendre les eunuques « dont la puissance a fait tant de mal à mon pays et à ma famille ».

— Si jamais, me dit-il, il m'était donné de revenir à Pékin, mon premier soin serait de renverser la muraille qui séparait jadis l'Empereur de ses sujets. Ce ne serait pas seulement un nouveau règne, mais un nouvel ordre social.

Je lui affirme que beaucoup s'en rendent compte, espèrent en sa venue et, sincère, j'ajoute que, si je reviens en Chine, c'est probablement dans la cité violette que j'aurai l'honneur de le revoir.

Lorsque nous parlons de la Mandchourie, c'est lui qui trouve des excuses à lord Lytton.

— Les circonstances ont bien changé, me dit-il. Paris et Londres sont loin de Pékin, mais Genève est bien plus loin encore. Je vous demande de dire à vos amis de France ce que vous pensez de la situation actuelle. C'est une folie de ne pas reconnaitre le Mandchoukouo. C'est l'intérêt même des Mandchous et des Chinois du Nord; Genève ne semble pas l'avoir compris. L'autorité que le Japon possède ici et que l'on semble redouter serait tempérée par une reconnaissance officielle. Tôt ou tard, d'ailleurs, on s'inclinera devant le fait : pourquoi attendre d'y être contraint? Savez-vous ce qu'en pense le quai d'Orsay?

Je réponds qu'à ma connaissance son opinion a évolué, mais que la France n'est pas seule.

Je n'ai pas à apprendre à l'Empereur ce que nos écrivains ou nos journalistes ont écrit sur la Mandchourie. Il a lu leurs livres ou leurs articles. Parlant de nos missionnaires, il s'exprime sur eux en termes admiratifs.

— Mes ancêtres, me dit-il, les ont toujours protégés et, vous le savez, ont même fait mieux. L'essentiel, pour un peuple, c'est de croire à quelque chose. Bien que profondément attaché à la religion de mes aïeux, je ne conçois pas l'intolé-

rance. La seule chose que je ne puisse admettre, c'est le manque de foi.

L'Empereur a la bonté de me dire son regret de me voir quitter Hsin-King le soir même et me demande s'il peut faire quelque chose pour moi. Comme je lui réponds qu'en souvenir de sa personne il me serait agréable d'avoir sa photographie, un secrétaire m'en apporte plusieurs. J'hésite à faire mon choix, ce qui l'amuse; enfin, décidé, je lui tends une photo.

— J'espère, dis-je, que l'Empereur me fera l'honneur de la signer ?

Le chambellan et le chef du protocole se regardent, interdits et l'Empereur hésite. J'ai su depuis que la signature est une grande faveur dont Sa Majesté n'est point prodigue. Mais ce n'est pas ce qui rend l'Empereur indécis : il n'aime pas la photo que je lui ai désignée et en choisit une plus grande. Debout à côté de lui, je le regarde dessiner d'une écriture de ballet les dansantes lettres chinoises dont chacune m'apparaît comme un petit-chef-d'œuvre énigmatique.

Dans ce salon fané et neuf, penché sur sa table le pinceau à la main, encadré de ses deux vieux dignitaires fidèles, il semblait le symbole même de l'exil. J'apercevais derrière la fenêtre, parmi les humbles bâtiments, aller et venir sa maigre garde de soldats. Dans cette ville moderne, pressée, fiévreuse, où chaque heure voyait naître une construction nouvelle, il représentait le plus ancien, le plus immuable des mondes, mais ce monde, lui aussi, était changé. Je pensais que l'Impératrice douairière, T'su Hsi, devait se retourner dans sa tombe, s'il lui était donné de voir l'héritier qu'elle s'est choisi tenir ainsi ses audiences sans le moindre apparat, dans un salon dont elle n'eût point voulu pour la dernière de ses suivantes. Son petit-neveu recevait en complet veston un « barbare d'Europe », lui qui jadis était si sacré que sa vue même était interdite à ses sujets, et qu'aux yeux des courtisans prosternés dans les cours de marbre, rien ne révélait sa présence auguste qu'un lourd rideau hermétique derrière lequel s'élevait solitaire, dans sa splendeur noire et pourpre, le trône divin des Fils du Ciel.

FRANCIS DE CROISSET.

RICHELIEU ET L'ARMÉE

III [1]

LA NOUVELLE ÉQUIPE

LES CHEFS DÉSIGNÉS POUR LA DERNIÈRE CAMPAGNE

On a été contraint de donner le commandement des armées ainsi qu'il s'en suit :

Monsieur le Comte d'Harcourt,

Monsieur de La Meilleraye,

Monsieur le Comte de Guiche,

Monsieur de Guébriant,

Monsieur de La Mothe [Houdancourt],

Monsieur de Bouillon,

Monsieur du Hallier.

Voici, telle que la donne le Père Griffet, la liste des commandants d'armée qui furent désignés pour la campagne de 1642 :

Roussillon : le Roi et Richelieu, La Meilleraye avec Turenne comme lieutenant général.

Catalogne : La Mothe-Houdancourt et le marquis de Brézé.

Flandre : Comte d'Harcourt.

Champagne : Comte de Guiche.

Italie : Duc de Bouillon.

Allemagne : Guébriant, Du Hallier.

Cette liste est la même que celle que nous voyons dressée dans le « Rôle » par Richelieu. Elle permet de préciser l'époque où fut rédigé le document. Le duc de Bouillon figure, dans

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars.

l'une et l'autre liste, comme pouvant être mis à la tête d'une des armées : or le traité conclu avec Bouillon, — traité dont nous parlerons dans la note qui va lui être consacrée, — avait été signé le 6 août 1641. Le duc vint à Paris au début de l'année 1642, « sans qu'on lui parlât du commandement de l'armée d'Italie » (1). Peut-être ce silence le confirma-t-il dans le sentiment qui le portait à lier partie avec Cinq-Mars. Il resta huit ou dix jours à Saint-Germain et quitta Paris fin janvier 1642. Si le document admet l'éventualité de désigner le duc de Bouillon comme l'un des chefs des armées royales, c'est qu'il a été rédigé entre décembre 1641 et fin janvier 1642 : on n'avertissait pas encore l'intéressé, mais on se réservait de lui être agréable pour le retenir dans le service du Roi et dans le parti du cardinal. Il fut nommé, en effet, et il alla prendre le commandement de l'armée d'Italie. C'est alors que, son « infidélité » s'étant avérée, il fut arrêté à Casal le 20 juin 1642.

Les noms inscrits sur cette liste forment un résumé, un panorama de l'histoire militaire sous Louis XIII. Les faits avaient confirmé ou ont confirmé, en général, les jugements formulés d'un trait si ferme et si vivant par le cardinal. Seul un grand ministre, un grand esprit peut prendre ce ton net et tranchant, de supérieur à inférieurs, si élevés et si grands que soient les hommes dont il parle. Comme le pense et l'écrit Richelieu, l'armée comptait peu de bons chefs. Il fallait tout créer : il fallait tout mobiliser, tout entraîner, choses et hommes, mais les choses par les hommes. Par conséquent, il fallait peser, juger, rapprocher hommes et choses. D'où le texte dicté aux secrétaires pour mûrir en quelque sorte le fruit d'une si longue expérience et de tant de réflexions.

Lorsque la France fut précipitée dans la guerre par des circonstances européennes (n'était-ce pas en Allemagne qu'avait germé et mûri cette affreuse guerre de Trente ans?) rien n'était prêt, et Richelieu en était encore à savoir où il trouverait dans le Royaume, dans le gouvernement et en lui-même, les ressources et les forces nécessaires. M. Avenel écrit, condensant l'impression que lui laisse la lecture des lettres de Richelieu : « La guerre était déclarée depuis plus de

(1) Père Griffet, *Histoire du Règne de Louis XIII*, t. III, p. 467-469.

six mois et l'on se laissait surprendre par les événements. On ne peut pas accuser le cardinal d'imprévoyance, mais la bonne organisation faisait partout défaut (1). »

Richelieu avait donc le sens profond des difficultés parmi lesquelles il devait agir. Lui, le grand adversaire des grands, il savait que ses choix ne pouvaient écarter, de parti pris, tous les grands, qui, pour la plupart, disposaient encore d'une partie des forces du pays. Mais ces grands, il connaissait leurs sentiments; et c'est pourquoi nous le voyons peser dans la balance, plus encore que leur capacité, leur « fidélité ». Fidélité combien douteuse! Et combien exigeante!

Richelieu est ainsi conduit par la nécessité des situations à placer à la tête de chacune des armées, non pas un général, un chef unique, mais deux ou trois personnages, souvent rivaux, pour qu'ils se surveillent les uns les autres. Mais alors, autre difficulté. On a remarqué l'une des épithètes employées à plusieurs reprises par Richelieu dans ses jugements : *incompatible*. En fait, ces hommes ne pouvaient guère se supporter et, au préjudice des intérêts publics, ils donnaient l'exemple de l'indiscipline, du mauvais vouloir obstiné, de la hargne. Des difficultés de rang, de famille, de préséance, s'entremêlaient avec les exigences de la guerre, avec les nécessités du gouvernement. La Cour et les partis étaient alors ce qu'ont été, dans les guerres récentes, les partis et les Parlements. Toute l'autorité de Louis XIV ne put pas, longtemps après la mort de Richelieu, imposer à tels ou tels maréchaux de servir sous le grand Turenne.

Sur ce point encore, Richelieu avait la vue très nette des difficultés qui l'attendaient, et c'est pourquoi, son esprit toujours tendu, sa clairvoyance et prévoyance extraordinaires s'attachaient avec une si énergique rigueur à résoudre ce problème de la dispersion, parfois de l'antagonisme des forces nationales que le siècle posait devant lui. Le 30 août 1635, dès le début des hostilités, il adressait au Roi un « mémoire », modèle de clairvoyance, de fermeté et de souplesse, où il cherchait, en ce qui concernait le choix des chefs, les moyens de se tirer d'embarras, vaille que vaille : « Sa Majesté n'entrant pas dans le pays ennemi (il s'agissait seulement alors d'une

(1) *Lettres*, t. V, p. 363.

occupation plus ou moins pacifique de la Lorraine), il est de sa prudence de voir à qui il voudra donner le commandement de l'armée qui doit exécuter le contenu ci-dessus. On estime qu'il ne faut en aucune façon du monde séparer M. de La Force de M. d'Angoulême pour plusieurs raisons trop longues à écrire (on sent bien de quoi il s'agit), entre lesquelles une qui les peut contenter tous deux, en ce qu'il pourrait arriver qu'il serait nécessaire de séparer leur armée » (on voit que Richelieu était obligé de ménager les deux vieillards au point de leur laisser entrevoir comme possible ce qu'il appréhendait par-dessus tout : ne pas tenir toutes leurs forces réunies). Le mémoire ajoute que « Monsieur le Prince est celui à qui le Roi peut donner cet emploi plus utilement, tant à cause de sa qualité et de son voisinage, que parce qu'il serait toujours couvert d'une autre armée qui lui donnerait lieu d'exécuter plus facilement les volontés du Roi. M. de Châtillon ne pourrait compatir avec le comte de Cramail, qu'il hait à mort. Le sieur de Thianges n'est pas mieux avec ledit comte. Vaubecourt est en même catégorie pour ses blessures et ses gouttes. » Et la litanie continue !... Finalement, on s'arrête à un arrangement bâtard : le prince de Condé surveillé par La Meilleraye et d'Arpajon, etc. Les bêtes sont « attelées », mais tireront-elles à plein collier (1) ?

Les mêmes difficultés se présentaient encore au début de cette année 1642 qui précéda la mort de Richelieu. Incompatibilité, infidélité, nécessité de recourir aux gens de grande autorité, c'est-à-dire aux hauts seigneurs en opposition plus ou moins latente avec la faveur et avec l'autorité du cardinal lui-même. Les hommes des premières équipes ont été écartés peu à peu par la destinée, la mort ou la volonté du Prince. Tout l'art va consister à les remplacer par des hommes nouveaux, plus dociles, plus sûrs et devenus, par l'expérience de la guerre, plus capables de leur mission et plus attachés à leur devoir.

Passons donc en revue, à notre tour, la liste choisie, comme équipe suprême, par l'homme que rien ne décourage, même au comble du tourment et quand ses forces commencent à l'abandonner. Nous y verrons apparaître, préparée et désignée

(1) Voir *Mémoires du Cardinal de Richelieu*, 1635. Édition Petitot, t. VIII, p. 391-392.

par sa prescience et ses leçons, une élite nouvelle digne de lui, digne de la France : Gassion, Guébriant, Turenne, bientôt le jeune Brézé et le jeune Condé.

LES COMMANDANTS D'ARMÉE DÉSIGNÉS POUR LA CAMPAGNE DE 1642 PAR LE CARDINAL DE RICHELIEU

Monsieur le Comte d'Harcourt. — Encore un grand ! Il appartenait à cette illustre maison de Lorraine, étant cadet des Lorraine-Elbeuf. On l'avait baptisé d'un sobriquet tout militaire : *Cadet la perle*, parce que, affirmait-t-on, il portait une boucle d'oreille avec une perle en pendant ; mais, aussi, parce que c'était un soldat, un vrai soldat, une perle. Après une brillante éducation dans les camps et dans les armées, il avait tiré le cardinal d'un grand souci en reprenant, en qualité de chef d'escadre, les îles Sainte-Marguerite et Saint-Honorat, entreprise où Sourdis et Vitry avaient échoué. Nouveaux succès en Piémont, à ce Casal qui tenait tant au cœur du Roi et qu'il ravitailla. En 1642, aidé de Turenne, il prit Turin à la barbe de Thomas de Savoie. Bientôt, nouveaux succès sur le cardinal de Savoie. Désigné par Richelieu pour les Flandres et l'Artois, il réussit encore. Soldat heureux, chef populaire et ami du soldat ; mais en somme, rien de plus. Richelieu, pour se l'attacher, lui avait fait épouser, non sans qu'il fît quelque résistance, sa propre nièce, veuve de Puylaurens (1).

Mazarin abusa plus tard de cette fidélité en chargeant d'Harcourt de conduire au Havre le prince de Condé prisonnier. *Cadet la perle* ne voulut point passer pour le « recors du cardinal », et il se jeta dans le parti des princes. Après s'être réconcilié avec la Reine Régente, il mourut en 1666 dans l'abbaye de Royaumont.

Monsieur de La Meilleraye, grand maître de l'artillerie en 1634, maréchal de France en 1639, duc et pair en 1642. — C'est un de ces hommes de guerre à qui le cardinal de Richelieu confia les entreprises les plus importantes, pour une raison des plus délicates, étrangère à la valeur militaire, le fait

(1) Voir tout l'épisode, révélateur de la manière de Richelieu, dans Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 16 et p. 263.

qu'il était son parent. Il faut bien le reconnaître, vers la fin de sa vie, la plupart des commandants d'armée sont des membres de sa propre famille : La Meilleraye, Brézé, le comte d'Harcourt, le comte de Guiche, le duc de La Valette, bientôt après le marquis de Brézé, et enfin le duc d'Enghien. On dirait que le ministre-cardinal n'avait de nièces et de cousines que pour les marier aux personnages du Royaume ambitieux des hautes charges militaires. N'en doutons pas, pour lui, un titre prime tous les autres : la fidélité. C'est, d'ailleurs, un trait habituel au gouvernement des prêtres : les faveurs à la famille. Le célibat cherche parmi les siens la sécurité du dévouement assurée par l'intérêt. Le régime royal français ne repose-t-il pas lui-même, comme le système féodal, sur le privilège du sang, la loi du système étant le groupement familial résultant de l'hérédité ?

Les faits sont là, et la fortune de La Meilleraye est un symbole. Charles de La Porte, petit-fils de l'avocat La Porte, est le cousin de Richelieu. Sa fortune grandit avec celle du cardinal : capitaine des gardes de Marie de Médicis, chevalier de l'ordre, gendre du maréchal d'Effiat, héritant de celui-ci la charge de grand maître de l'artillerie... et le reste. Parenté et alliance décident de tout.

Bon militaire d'ailleurs, et qui en valait un autre. « Grand assiégeur de villes, dit Tallemant, mais n'entendant rien à la guerre de campagne, brave, fanfaron, mais violent à un point étrange (1). » Le plus « incompatible » de tous les hommes, sans doute parce qu'il se sentait appuyé, il trouva moyen de se brouiller à mort avec les autres commandants, même avec le plus sûr des amis de Richelieu, le cardinal de La Valette. On le soutenait envers et contre tous. Le beau moment de cette vie fut la prise de Hesdin en 1639. La ville, assiégée par l'armée que commandait La Meilleraye, avait capitulé en présence du Roi : celui-ci décida qu'il entrerait par la brèche. « Il monta à cheval, écrit Puységur, et nous tirâmes droit à la ville, où, étant parvenus, il descendit de cheval et s'appuyant de la main gauche sur mon épaule et de la droite sur M. de Lambert, nous passâmes le pont et il monta par la brèche, sur laquelle l'attendait M. le Grand Maître, qui le

(1) *Historiettes*, t. II, p. 219.

prit sous les aisselles et l'aida à monter, tandis que nous le soutenions, M. de Lambert et moi, où étant, il se tourna vers moi et, prenant la canne que j'avais entre mes mains, il dit à M. le Grand Maître : *La Meilleraye, je vous fais maréchal de France; voilà le bâton que je vous en donne; les services que vous m'avez rendus m'obligent à cela; vous continuerez à me bien servir.* Le Grand Maître ayant reçu la canne se jeta aux pieds du Roi et lui dit qu'il n'était pas digne de cet honneur, qu'il ne l'avait pas mérité... « Trêve de compliments, reprit le Roi; je n'en ai pas fait un de meilleur cœur que vous (1). »

La correspondance de Richelieu adressée à La Meilleraye prouve quel soin le cardinal prenait de guider son parent parmi les difficultés de la Cour et de la carrière. Curieux manuel de l'art de se pousser en famille. Le ton est à la fois paternel, quelque peu familier, parfois rude ; grandes précautions pour éviter les ruades de susceptibilité ombrageuse auxquelles l'homme se livre à la moindre piqûre : on voit que Richelieu a reconnu en lui de la fougue, un grand orgueil avec une capacité médiocre. Il le câline, le tempère, le guide, l'assagit, le flatte en le morigénant : « Souvenez-vous que la gloire d'un général est à prendre les villes, à subsister longtemps avec gloire dans le commandement, et non pas à faire des actions téméraires qui payent leur hôte tout d'un coup. » C'était le contre-pied des idées de Richelieu, qui se plaignait plutôt, nous l'avons vu, du manque d'hommes « entreprenants » ; mais le cardinal savait ce qu'il pouvait attendre du « preneur de villes, bon à mener un siège (2) ».

Ce conseil de ne pas se risquer à des coups de main mal réfléchis, le cardinal le renouvelle sans cesse : « Je vous conjure de nouveau de faire le général d'armée et non le soldat et, qui plus est, un mot plus court que vous pouvez deviner sans que j'écrive (sans doute *le fol...*) Ayez soin de vous; je vous le recommande encore une fois, et pour la conservation de votre personne et pour votre honneur, que vous perdriez aussi bien en vous faisant tuer mal à propos, que d'autres le perdent en conservant leur vie sagement. » Ces conseils vont jusqu'à une sorte de naïveté qui était à la mesure de l'homme auquel ils s'adressaient. Au cours d'une longue instruction où le plus

(1) *Mémoires de Jacques de Chastenet, seigneur de Puységur*, t. II, p. 227.
(2) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 364.

minutieux détail est abordé, le cardinal observe : « Une des choses à quoi il faut autant prendre garde, est à prendre si avantageusement son champ de bataille que le canon des ennemis n'y puisse offenser nos gens, et loger si bien notre artillerie que les ennemis ne s'en puissent garantir. Je sais bien que cela est difficile en beaucoup de lieux ; mais je le remarque seulement afin que, s'il se peut, M. le Grand Maître ne s'en oublie pas (1). » Si, après cela, le grand maître ne sait pas se servir de ses canons!...

En l'année 1642, La Meilleraye, flanqué de Turenne comme lieutenant général, commanda l'armée du Roussillon en la présence du Roi et du cardinal ; ensuite, on lui donna le maréchal de Schomberg pour adjoint. Ce ne fut pas sans humeurs et cris de l'homme « incompatible ». Dans l'ensemble, la campagne réussit. Le grand preneur de villes prit Collioure, Perpignan, Salces, qui restèrent finalement à la France.

Monsieur le Comte de Guiche. — Antoine de Gramont. Encore un allié de Richelieu. Le 28 novembre 1634, au Petit-Luxembourg, le cardinal maria trois de ses cousines, M[lles] de Pontchâteau (2) et M[lle] Du Plessis-Chivray. Les deux premières épousaient, l'une le duc de La Valette, l'autre le duc de Puylaurens (3), ce Puylaurens dont elle devint veuve dès l'année suivante et qu'elle remplaça par Henri de Lorraine, comte d'Harcourt. La troisième épousait le comte de Guiche. Celui-ci, qui reçut le bâton de maréchal en 1641 et fut créé, sous Louis XIV, duc de Gramont et pair de France, n'était certainement pas un de ces capitaines habiles et expérimentés sur lesquels pût s'appuyer efficacement le cardinal. L'histoire n'a guère retenu son nom qu'au sujet de la malheureuse bataille d'Honnecourt, qu'il perdit le 26 mai 1642. Il commandait alors l'armée d'Artois-Picardie, qui lui avait été confiée pour secourir La Bassée, et le comte d'Harcourt en commandait une autre dans la même région. Les contemporains se sont étonnés de la perte de cette bataille et se sont demandé si Guiche n'était pas de connivence avec le cardinal pour prolonger la

(1) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 395.
(2) Filles de Charles du Cambout, marquis de Coislin et baron de Pontchâteau.
(3) Antoine de L'Age, duc de Puylaurens, favori de Monsieur.

guerre et faire en sorte que le Roi ne pût pas se séparer de son ministre, au moment où la lutte était engagée contre Cinq-Mars. Cette insinuation n'est assurément pas fondée. On a cité, il est vrai, une lettre de Richelieu datée du 6 juin, si pleine d'indulgence pour le comte de Guiche qu'elle peut, à la rigueur, éveiller quelque doute. Tout bien pesé, il est plus naturel d'admettre que Richelieu avait pour parti pris de ne pas abandonner les siens, même et surtout dans le malheur (1).

Monsieur de Guébriant. — Guébriant! Le premier apparu de l'équipe nouvelle. Nous avons dit ses origines bretonnes, ses débuts si pénibles, son caractère si noble, sa distinction si française. Pour les hauts emplois, c'est Richelieu qui l'a deviné, choisi. Louis XIII, mal impressionné par des riens, ne l'aimait pas. Jean de Budes de Guébriant avait trente-cinq ans, lorsque, en mars 1637, il fut question de remplacer par lui, en Valteline, le premier général du temps, le duc de Rohan. Richelieu écrivit à Chavigny : « En faisant le tour de ceux qui peuvent utilement remplir ces charges, je ne vois pas de gens qui puissent mieux y faire que Dannevoux et Guébriant... *Peut-être le Roi aura-t-il quelque aversion en ce qui regarde Guébriant*, mais, après avoir réfléchi, on trouvera certainement qu'il est fort bon à servir là et qu'il a ambition pour cela. »

Cette vie exemplaire a été écrite par le vicomte de Noailles (2). A peine est-il nécessaire d'en relever quelques étapes, quelques traits significatifs. Guébriant est un des premiers généraux qui commencent à « manœuvrer ». Il prévoit, organise, accumule d'avance des ressources, artillerie, vivres, transports aux points où il sait qu'il doit agir. La part glorieuse qu'il prend à la conquête de Brisach le met en pleine lumière. Quand Bernard de Saxe-Weimar vient à mourir, Guébriant assure à la France la fidélité des troupes de la Ligue. En 1640, il est mis à la tête de l'armée d'Allemagne. Inutile de le flanquer d'un surveillant : sa fidélité est assurée. Sublet de Noyers lui écrit, le 25 avril 1640, sur un ton affectueux et libre : « Je dois cette marque de souvenance

(1) Voir la lettre dans Le Vassor, t. VI, p. 481, et dans Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 926 note.
(2) *Le Maréchal de Guébriant*, Perrin, in-8, 1913.

à votre chère amitié pour vous dire que vous êtes aimé et estimé par deçà autant que vous pouvez le désirer et que j'ai vu des sentiments si avantageux pour vous dans l'esprit de Son Éminence qu'il n'y a rien à désirer. »

La victoire, terriblement disputée, qu'il a su gagner à Wolfenbuttel (29 juin 1641) en décidant les troupes à se battre, est la consécration de son mérite vraiment unique. Ce fut, à l'adresse du vainqueur, un concert de louanges : « Tout le monde a vu ce qu'il a valu à tout le parti ... » « De ce grand combat, il est revenu avec autant de gloire que d'utilité. » « On lui a obéi par pure estime de ses mérites. » Sublet de Noyers écrit encore : « Ç'a été M. de Guébriant qui a commandé l'armée de Suède et la nôtre le jour du combat de Wolfenbuttel, où par sa valeur et sa bonne conduite, les alliés du Roi ont remporté les avantages que vous savez. »

Les chefs les plus estimés de la Ligue protestante, Wrangel en tête, se prononcent pour que lui soit remis le commandement unique sur les troupes alliées. Au moment où tout paraît perdu en Allemagne, tout est maintenu par lui ; sans lui, on eût abandonné la partie. Chavigny lui adresse, en octobre 1641, cette lettre où la raison des nouveaux choix commence à se préciser : non plus la faveur, mais le mérite ; non plus la naissance, mais les services ; non plus une « fidélité » douteuse, mais la solidité du devoir accompli. On place Guébriant parmi ceux « qui acquièrent les honneurs par le mérite » et non pas au nombre de ceux « à qui la faveur les donne ».

Mais le solide Breton ne se paye pas de mots : les ministres doivent, avec lui, tenir leurs promesses, comme lui-même tient sa parole ; il ne conservera son commandement que si on lui assure les troupes et les ressources nécessaires pour achever cette campagne si lestement redressée par lui. Telles étaient les conditions auxquelles il acceptait de prendre en mains l'armée d'Allemagne que lui destinait encore, en 1642, la liste dressée par le cardinal. On lui donne satisfaction, et il gagne la bataille de Kempen. Il reçoit le bâton de maréchal. Nouveaux éloges du Roi (30 mars 1642).

Autre lettre d'éloges après de nouveaux exploits, mais cette fois signée par Mazarin. Richelieu est mort : « Je ne puis, écrit le nouveau cardinal-ministre, tourner les yeux du côté de l'Allemagne que je ne vous considère comme celui qui

commande une armée qui est le bras droit de Sa Majesté et le rempart de ses États. »

Le Roi meurt à son tour; le règne s'achève. Le 24 novembre 1643, Guébriant tombe, frappé d'un coup de canon devant Rothweil. Avant d'expirer, il a demandé : « La place est-elle prise ?... » Elle capitule ; il succombe.

D'Avaux lui avait écrit après Kempen : « Vous avez plus assuré la paix que moi. » Rappelons sa devise déjà citée : *D'autre vaillant que l'honneur !*

Monsieur de La Mothe-Houdancourt. — Un soldat de la vieille école ; ainsi le définit le cardinal de Retz, qui l'avait approché au plus près pendant la Fronde : « Le maréchal de La Mothe, dit-il, avait beaucoup de cœur. Il était capitaine de la seconde classe ; il n'était pas homme de beaucoup de sens. Il avait assez de douceur et de facilité dans la vie civile. Il était très utile dans un parti parce qu'il y était très commode. » Ce que dit Retz par un retour sur sa propre querelle, on peut le dire des affaires en général : La Mothe était un serviteur « très commode ». Richelieu le connaissait, le jugeait, le retenait et l'employait en raison de sa « commodité ».

Il fit presque toutes ses campagnes en Italie et en Espagne, là où les manœuvres ne furent guère possibles qu'au génie de Bonaparte. Sur l'un et l'autre terrain, il suffisait, dans les circonstances ordinaires, d'avancer pied à pied, ville à ville. Il s'agissait surtout de tenir, de ne pas reculer. Soutenu par Sublet de Noyers, La Mothe-Houdancourt se tirait de ces tâches très honorablement. Il se fit une spécialité des affaires de Catalogne et, nommé vice-roi en 1643, il s'accrocha à ce terrain militaire et politique mouvant, — mieux, en vérité, que ne firent, cent cinquante ans plus tard, les lieutenants de Napoléon. On le désignait donc, tout naturellement, pour y commander l'armée en 1642. Mais cette année ne lui fut pas favorable : il eut son désastre, Lérida. Comble d'infortune, on le chansonna et finalement on l'emprisonna à Pierre Encise, d'où il ne sortit qu'après quatre ans par un jugement qui lavait son honneur sans grandir sa capacité. Il fut quelque peu mécontent, à juste titre ; il se jeta dans la Fronde, mais sans s'y attarder, et bientôt se rangea à son devoir. Calmé par l'expérience et par le malheur, il fut nommé de nouveau gou-

verneur de Catalogne et se rendit utile jusqu'en 1657, année de sa mort.

Monsieur de Bouillon. — Frédéric-Maurice de La Tour d'Auvergne, duc de Bouillon. Il était le fils de ce maréchal de Bouillon, grand personnage dans le parti calviniste et dont nous avons dit le rôle dans la première partie du règne de Louis XIII (1). La principauté de Sedan était entrée dans la famille par le mariage du maréchal avec Charlotte de La Mark.

On assure que le père, en mourant, aurait fait à ses deux fils, le nouveau duc de Bouillon et le vicomte de Turenne (notre grand Turenne), une recommandation en trois points : n'abandonner jamais la souveraineté de Sedan, demeurer fidèle à la religion réformée, ne se brouiller à aucun prix avec le roi de France.

Frédéric-Maurice, homme intelligent, instruit, appliqué, excellemment préparé à l'art militaire par son oncle, le prince d'Orange, mais passionné, sentimental, influençable, versatile, prit exactement le contre-pied des conseils de son père : il se convertit à la religion catholique ; il participa aux intrigues, aux complots, aux conjurations contre le Roi et le ministre ; et finalement il perdit Sedan.

Le fait que Richelieu le désigne en 1642 pour commander l'armée d'Italie relève du système adopté par le cardinal à l'égard des princes voisins de la France, rattachés à la France par des liens soit de vassalité, soit de nécessité politique ou économique, et qui, malgré tout, se maintiennent en état de demi-hostilité à l'égard du Royaume : tels les Savoie et les Lorraine. Confier les armées royales à ces voisins suspects et boudeurs lui paraissait une nécessité d'État. Faisait-il ce calcul profond que, pour gagner Sedan et Nancy, le mieux était de jouer les deux jeux, caresser et sévir, — la douche chaude et la douche froide ? Pensait-il qu'il fallait courber ces princes pour les réduire, les combler pour les séduire ?... Ces combinaisons à longue évolution et à brusque détente étaient dans la manière du temps, dans la manière surtout de ce prodigieux intuitif qu'était le cardinal. Le temps entrait dans ses calculs. Ajoutons qu'une telle procédure ne manquait pas de

(1) Voir *Histoire du Cardinal de Richelieu*, t. II, p. 362.

hardiesse ; en approchant de lui ces hostilités voilées, mais farouches, il jouait sa vie, la dague près du cœur.

Sans revenir sur les circonstances antérieures, il suffit de rappeler le rôle double que Bouillon avait joué au temps où le comte de Soissons et le duc de Guise s'étaient réfugiés chez lui à Sedan, et, appuyés sur lui, avaient monté contre Richelieu cette machination redoutable qui avait eu sa catastrophe à La Marfée. Au lendemain de cette journée tragique, Bouillon était venu à Paris se jeter aux pieds du Roi et, après un émouvant dialogue, avait signé en pleine liberté, à Sedan, la formule du pardon demandé et consenti : « M. le Duc de Bouillon, étant venu très humblement supplier le Roi de vouloir lui pardonner la faute qu'il a faite de se séparer de la fidélité et de l'obéissance naturelles qu'il lui doit, traitant avec les Espagnols et prenant avec eux les armes contre son service en considération de Monsieur le Comte de Soissons, déclare : *Je promets au Roi de satisfaire fidèlement aux conditions exprimées ci-dessus, en considération desquelles il plaît à Sa Majesté de me pardonner. Fait à Sedan, cinquième jour d'août 1641* (1). » Le Roi avait accordé les lettres d'abolition : et c'est alors qu'on avait offert à cet homme plus que suspect, le commandement de l'armée d'Italie. Il avait accepté, le tout se passant de part et d'autre fort galamment.

Or, au même moment, le duc s'engage dans la conjuration de Cinq-Mars. Il n'ignore rien des tractations avec l'Espagne et il n'en prend pas moins en Italie son commandement. Il s'applique même à préparer son armée; il rétablit la discipline: en digne capitaine, il entraîne ses troupes à la prochaine campagne contre cette Puissance dont il réclamait l'appui. Quelles étaient ses intentions ? ses calculs ? Le parti spéculait-il sur la maladie du Roi, sur la mort qu'on disait prochaine du ministre, mort que l'on était prêt à hâter par un assassinat?... Et c'est parmi ces affreuses traîtrises que vivait, que se mourait le grand cardinal !

La mystérieuse révélation du traité avec l'Espagne décide le Roi, incertain jusque-là. Il ordonne l'arrestation des coupables. On met la main sur Bouillon. Cinq-Mars est repris et décapité. Bouillon rachète sa vie par la cession de Sedan :

(1) Voir l'ensemble de l'accord dans *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VI, p. 851.

Mazarin prendra possession de la principauté au nom du Roi le 20 septembre. Richelieu meurt. Le duc impénitent se jette dans la Fronde. Il jouera de nouveau la partie et de nouveau la perdra : Sedan appartiendra à la France.

Monsieur du Hallier. — François de Vitry, comte de Rosnay et du Hallier, plus tard maréchal de L'Hôpital. Il était le frère de ce maréchal de Vitry, qui avait exécuté le maréchal d'Ancre; il dut sa fortune à la faveur de Louis XIII, qui n'oublia jamais le service à lui rendu par ce coup, auquel François avait d'ailleurs participé. Il fut fait capitaine des gardes à cette occasion.

Du Hallier se distingua, au cours du règne, par de bons services militaires, sans rien de véritablement supérieur. Tallemant, qui l'a connu, le peint, en passant, à propos des étranges aventures arrivées à sa femme, Charlotte des Essarts : « C'est, dit-il, un homme d'humeur douce, sévère à ceux qui s'en font accroire et qui a empêché le désordre quand il a eu l'autorité... Vieillard qui n'a pas mauvaise mine, mais qui ne l'a pas fort relevée, génie assez médiocre en toutes choses. »

Richelieu l'inscrivait sur la liste de 1642 avec l'intention de le donner comme second à Guébriant aux armées d'Allemagne; mais le projet ne se réalisa point. Peu s'en fallut que du Hallier ne fût enveloppé dans la disgrâce de sa femme, Charlotte des Essarts, qui avait été jadis la maîtresse de Henri IV, dont elle avait eu deux filles qui devinrent, l'une abbesse de Fontevrault, l'autre abbesse de Chelles. Maîtresse par la suite du cardinal de Guise, dont elle avait eu aussi plusieurs enfants, elle restait attachée à la maison de Lorraine, affirmant que le mariage avait eu lieu. Toujours dans les mêmes sentiments, elle était à la Cour l'avocate des Lorrains, en particulier du duc Charles, et c'est sur les avis de cette femme que celui-ci, après avoir signé son traité avec le Roi, s'était soudainement dérobé.

Cette intrigue de cour, d'ailleurs des plus embrouillées, eut, comme tant d'autres, de l'influence sur les affaires générales et sur le choix des personnes, même dans le militaire. La fortune toujours inquiète de Richelieu, ne reposant que sur la faveur du Prince, devait tenir compte de tout.

C'est, sans doute, après s'être assuré de la fidélité de M. du Hallier et pour le compromettre à jamais aux yeux de

ses adversaires, que le cardinal l'avait mis à la tête de l'armée opérant en Lorraine contre le duc Charles. Mission de confiance, s'il en fût! Du Hallier avait à enlever toutes les places du Duché, notamment cette forteresse-refuge de La Mothe après la prise de laquelle il ne restait plus au Duc, selon la mot de Richelieu, « même une motte où reposer sa tête »!

LES CHOIX SUPRÊMES DE RICHELIEU

Les dernières années de la vie du ministre furent un temps d'épreuves sans précédent. Le nom de M. du Hallier clôt, sans la compléter, la liste des chefs élus pour le commandement en vue de la campagne de 1642. Il semble bien que le cardinal tient en réserve pour la partie décisive qui va se jouer, d'autres noms arrêtés dès lors en son esprit. C'est ce qu'il faut essayer de découvrir maintenant.

La guerre ne finissait pas; la victoire fuyait insaisissable. L'argent ne rentrait plus; les peuples étaient à bout. Les provinces se soulevaient (1). Le complot de Cinq-Mars, le nombre des conjurés, l'inquiétant silence du Roi, quel terrible avertissement; quelles incertitudes et quelle récompense de tant de travaux!

Les hommes et les choses, tout se dressait contre le ministre, la misère publique et la conjuration partisane poussaient ensemble à sa chute, sans que la fin eût couronné son œuvre. Les armées fondaient sur le vaste cercle qu'elles s'épuisaient à maintenir. Les ennemis attendaient leur triomphe de la chute imminente du ministre. Chavigny écrivait que, partout, en Angleterre, en Hollande, en Espagne, « on croyait le cardinal perdu et la France perdue avec lui (2) ».

Richelieu, malade à Tarascon, loin des affaires, loin du Roi! Et le Roi aussi malade à Fontainebleau! Point de lendemain assuré, sous un ciel noir d'un orage de calamités.

Que faire? Frapper un coup, obtenir à tout prix un

(1) Voir la lettre de Bouthillier au cardinal, datée du 14 août 1642, dans Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VII, p. 109, note : « N'étant plus du tout possible de régler ni trouver les fonds selon les dépenses faites en l'année passée et en la présente. »

(2) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VII, p. 10.

succès éclatant, retourner la fortune et les esprits. Un miracle!

Un miracle n'était pas au-dessus de l'optimisme de ce tenace mourant. Le cardinal écrivait, le 22 juillet, à ses confidents : « Il semble que Dieu dispose toutes choses à un grand bien pour la France. »

Des hommes qui avaient été les compagnons de sa vie, le plus grand nombre, amis et adversaires, avaient disparu. La Reine mère, Marie de Médicis, venait de mourir à Cologne, le 3 juillet. L'esprit de la nation, sinon celui de la Cour se transformait. Pourquoi n'espérerait-on pas voir apparaître un esprit nouveau et, avec lui, des hommes nouveaux, des jeunes?

Et, en effet, ils arrivent. Mais, avec qui seront-ils ? A qui s'attacheront-ils? Que vaudront-ils pour ce qui importe le plus, la fidélité?

La campagne de 1643 doit être décisive. Il faut qu'elle soit conduite à fond. Ne se tromper ni sur les choix ni sur le but. L'Espagne succombe.

Le cardinal, cloué sur son lit de douleur (1), avait profondément réfléchi à tout cela : s'attacher des fidélités éprouvées, si possible des hommes nouveaux, éloignés de l'intrigue : telle était sa pensée suprême. L'affaire de Cinq-Mars, en mettant les dévouements à l'épreuve, lui avait été à lui-même un sanglant coup de fouet.

Dès le mois de septembre 1642, il demande au Roi de « mettre toute son application à former des armées pour la campagne prochaine et à leur choisir des chefs ».

Ces chefs sont, d'ailleurs, sous sa main. Il les connaît à fond; il les a d'ores et déjà choisis, signalés (2).

Une place unique est faite à Guébriant. Il a succédé à Bernard de Saxe-Weimar; il commande l'armée d'Allemagne. Et de quel accent le cardinal s'adresse à lui dans une de ses dernières lettres, écrite le 23 juillet de Tarascon! Il le

(1) Il avait écrit, le 8 juillet, à Sublet de Noyers et à Chavigny : « L'ancienne plaie du pli du bras, dont les chairs semblaient prêtes à cicatriser, s'est rouverte et il s'est trouvé ce matin qu'elle était pleine de chairs fangeuses, dans lesquelles mettant la seringue, l'injection a passé par la plaie d'en haut. Maintenant ils font état de m'y mettre un séton, à quoi je me résous tant j'ai envie de guérir et d'être en état de servir le Roi. » Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VII, p. 22.

(2) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VII, p. 143.

remercie des témoignages d'affection qu'il a reçus de sa part, l'assurant de son estime et de son amitié... On compte sur lui; on peut compter sur lui.

En Catalogne et en Roussillon, c'est Brézé, son propre neveu; c'est La Mothe-Houdancourt, son parent, flanqué de La Meilleraye et du fidèle Schomberg. On enverra bientôt un homme nouveau, Turenne. En Italie « il n'y a rien à changer », écrit le cardinal au Roi. Le duc de Longueville, homme pondéré, hors d'intrigue, a remplacé Bouillon, dont la cause est pendante. Ce n'est, d'ailleurs, pas là que la grande partie se décidera.

Reste à pourvoir aux deux commandements dont tout va dépendre. Là il faut à la fois le courage, la capacité, mais surtout, surtout, la fidélité. Or on s'est assuré de longue date un homme d'un mérite supérieur, dont il n'a pas pour ainsi dire été question jusqu'ici, mais dont Richelieu a fait un homme à lui, Gassion.

Gassion. — On connaît la vie de ce Béarnais qui, en plus de ses qualités militaires à la Henri IV, eut le mérite rare d'une haute tenue morale faisant de lui le modèle des soldats. Mais ce que l'on connaît moins, c'est le discernement avec lequel Richelieu l'attira vers le service du Roi et le nourrit en quelque sorte pour les circonstances décisives. Il le recueillit des mains de Gustave-Adolphe et du duc de Weimar, qui l'avaient formé, et il échangea dès lors avec lui des propos d'homme à homme par lesquels ils s'attachèrent l'un à l'autre pour toujours.

En 1635, il l'envoie près de La Meilleraye avec cette note de Chavigny dictée par lui : « C'est un homme qu'il faut bien traiter, parce c'est presque le seul qui existe dans l'armée. » Richelieu a envoyé auprès de Gassion un sous-officier, M. de Roche, pour lui demander son dévouement; Gassion a répondu : « J'ai atteint le comble de la félicité, ayant appris que Votre Éminence me faisait l'honneur de me prendre entièrement à soi... Je proteste à Votre Éminence avec mûre délibération que j'ai attaché tous mes soins et mes services à ses intérêts et que je me dépouille de toute autre passion pour suivre celle que j'ai pour lui en donner les preuves infaillibles (1). »

Ajoutons que l'union de ces deux natures supérieures fut

(1) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VII, p. 735.

sans défaillance. Richelieu écrivait au maréchal de Châtillon, après la perte de la bataille de La Marfée : « Le Roi apprend toujours de nouveaux exploits de Gassion; il en aura sans doute toute la reconnaissance possible ; moi, qui ne suis pas moins bien intentionné pour lui, j'en suis ravi. » Et il avait coutume de dire : « Gassion en viendra à bout; il a trouvé le secret des choses qui semblent impossibles aux autres (1). »

Quand éclata cette terrible insurrection des Va-nu-pieds, qui mettait la Normandie à feu et à sang et Paris même en péril, ce fut à Gassion que l'on confia la cruelle et difficile mission de réprimer et de pacifier.

Cette lente incubation va fleurir et porter fruit en 1642. Pour enlever le succès décisif qui est son aspiration suprême, l'homme mourant appelle Gassion. D'abord on l'enverra à Perpignan pour en finir avec ce siège qui ne finit pas. Mais, soudain, une autre urgence l'emporte sur celle-ci : « Les affaires de Flandre et de Picardie exigent impérieusement votre présence, lui écrit le Roi... Vous vous rendrez incessamment auprès de ma personne pour apprendre mon intention et recevoir mes ordres. » Sublet de Noyers ajoutait : « Il y a des missions imprévues... M. le Cardinal m'a commandé de vous écrire et de vous conjurer, de sa part, de venir descendre chez lui pour vous les faire savoir. Il faut qu'elles soient bien fortes pour l'avoir fait changer ainsi, et très secrètes pour qu'il ne me les ait pas dites... »

L'affaire de Cinq-Mars battait son plein. Gassion est mis au courant de tout. Il prend un commandement au point le plus exposé sur la frontière du nord, auprès du comte d'Harcourt : il fallait, en cas d'accident, un homme sûr et dévoué.

A peine la campagne d'été finie, Gassion est de nouveau mandé à Paris. C'est alors que le dessein mûri de longue date se découvre : « Son Éminence désire vous voir, lui écrit Sublet de Noyers; hâtez-vous et ne perdez aucun moment. Mon cher ami, vous n'en avez pas de meilleur que moi ; je le cède toutefois à Son Éminence; et il m'a parlé déjà plusieurs fois de vous avec tant de tendresse et de bonne volonté que je doute s'il en a plus pour qui que ce soit. » Gassion, arrivé aussitôt, est reçu le 18 novembre par Richelieu.

(1) *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VII, p. 848.

On lui confie le commandement sur cette même frontière, sous les ordres du jeune duc d'Enghien. Richelieu a pris toutes ses précautions; la prochaine campagne sera le couronnement : Rocroi.

Fabert. — Le lieu, sinon le plus important, du moins le plus vulnérable, en raison de la conquête toute récente et encore bien précaire, c'est Sedan : on y envoie Fabert. Fabert, homme de peu par ses origines, est, tout comme Gassion, un homme de fidélité. Il avait été lié par le plus absolu dévouement à la famille du duc d'Épernon. Mais Richelieu l'avait recueilli dans sa clientèle après la mort du cardinal de La Valette; c'était un soldat: avec lui pleine et entière sécurité.

Turenne. — L'affaire de Sedan avait pu mettre en doute les sentiments de ce fils des Bouillon, la plus haute valeur militaire du temps, Turenne.

Richelieu le connaît; il l'a distingué depuis longtemps. Il ne doute pas que ses vertus ne soient justement à l'opposé des défauts de son frère Bouillon : c'est un esprit calme, réfléchi, pondéré, une haute conscience. Le cadet suivra le conseil du père, il ne se séparera pas du roi de France. Cependant il y a crise et tout peut arriver.

A peine était-il sorti de page qu'on avait envoyé le jeune Turenne, déjà considéré comme une force, là où il fallait courage et capacité : auprès du duc de Weimar, « que son arrivée va bien fortifier »; auprès du maréchal de Brézé, « car il a cœur et esprit ». On a soin qu'il ne manque de rien, car on le sait pauvre. Le cardinal lui fait connaître ses sentiments d'affection et comme de tendresse quand il est malade : « Monsieur, je suis extrêmement fâché de la maladie de M. de Turenne, l'estimant et l'aimant comme je le fais; je vous puis assurer que son mal m'est plus sensible que je ne puis vous dire. » Ses services mettent Turenne au pinacle. Mais, encore une fois, sera-t-il fidèle?

C'est alors qu'éclate la triste affaire du complot de Cinq-Mars. Bouillon arrêté, emprisonné, en passe du billot, comme Marillac, comme Montmorency, comme Cinq-Mars, comme de Thou!... Turenne, qui n'a pas trente ans, est pris dans l'angoissant dilemme : d'une part, la cabale, son frère, Sedan; d'autre part, la France, le Roi, Richelieu.

Second du comte d'Harcourt en Italie, il se trouve malade, s'étant épuisé au siège d'Ivrée. Par hasard il avait près de lui un conseiller admirable, Mazarin. Mazarin rentre à Paris et il apporte au cardinal de Richelieu, de la part de Turenne, les assurances d'un zèle et d'une fidélité à toute épreuve : « J'apprends ici tous les jours, comme les affaires du côté de Sedan s'aigrissent extrêmement et je vous supplie très humblement, monsieur, de témoigner à Monseigneur le Cardinal combien je lui suis sensiblement obligé de l'honneur qu'il lui plaît me faire de prendre tant de confiance en moi en une chose si importante. Je puis lui assurer que je servirai tant qu'il lui plaira *avec la même fidélité que j'ai toujours eue sans que rien me puisse ébranler.* »

Et Richelieu de répondre : « Monsieur, l'état où M. de Bouillon s'est mis sans qu'on ait pu le divertir, me fait prendre la plume pour vous dire que sa mauvaise conduite ne peut préjudicier qu'à sa personne et que votre mérite m'est tellement connu que je n'ai point craint de m'en rendre caution envers le Roi, particulièrement sur les assurances que M. Mazarin m'a données de votre part. Je vous conjure de croire qu'il n'y a personne qui fasse plus de cas des qualités qui sont en vous que moi et qui désire davantage que vous en ajoutiez une nouvelle qui me donnerait tout lieu de vous témoigner par effets avantageux que je suis, etc. (1). »

Turenne était, pour le moment, dans l'impossibilité de servir; cependant on le destine pour la Catalogne, où il fera partie du groupe de généraux qualifiés qu'attire la présence du Roi et du cardinal. Le cap difficile est franchi : Turenne est acquis à la France.

En deux points de l'immense champ de bataille, la lutte entre la France et l'Espagne pouvait se décider soudainement : sur la frontière nord-est et sur la mer. Le cardinal avait réfléchi à cette double éventualité avec cette intensité de vue qui était la sienne : par la frontière du nord-est, l'ennemi, après les défaites subies par la France à La Marfée et à Honnecourt, pouvait renouveler l'accident de Corbie. En effet, on sut bientôt que Francisco de Mello, contournant les places du Nord, attiré sans doute par la proximité de Sedan, massait ses troupes pour

(1) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VII, p. 866-867.

pénétrer en Champagne par Rocroi, de manière à frapper la France au cœur par une marche sur Soissons et Paris. Redoutable offensive ; mais si on la brisait, la victoire serait décisive.

D'autre part, la grandeur de l'Espagne dépendait, plus que jamais, de sa puissance sur la mer. Extrêmement appauvrie, elle ne pouvait soutenir un effort militaire quelconque si les galères n'arrivaient pas, si son commerce avec les Indes et avec le reste du monde était suspendu, si ses communications navales avec les Flandres et avec l'Italie étaient empêchées. Détruire ses flottes, c'était lui couper les veines.

Sur ces deux points, l'un au nord, l'autre au sud, l'un sur mer, l'autre sur terre, le moment était donc venu de foncer avec toutes les forces et toutes les ressources dont la France pouvait disposer. L'heure des lenteurs et des tergiversations était passée. Agir et réussir à tout prix ! Mais, pour agir, pour réussir, il fallait des chefs, des chefs résolus, « entreprenants » et sûrs, des hommes décidés à risquer, à jouer le tout pour le tout, des hommes ayant secoué cette demi-léthargie de la guerre larvée qui n'aboutissait à rien et qui devenait désespérante.

Ces chefs, Richelieu les avait discernés dans la foule des capitaines qui l'entouraient ; il les avait attachés à lui : capacité, fidélité. Pour la fidélité, — moyen le plus sûr, — il les avait introduits dans sa famille. Parents, alliés, doublement hommes à lui, et, en plus, hommes jeunes, hardis, tels qu'il les avait triés sur le volet, peu à peu mis en vedette, enfin proposés au Roi. L'heure de ces hommes est sonnée.

Le Duc d'Enghien. — Toute sa vie, le cardinal avait vu se serrer contre lui, jusqu'à en être parfois gênant, le plus proche parent du Roi après Gaston, ce prince de Condé qui avait pris à honneur de se déclarer son partisan et qui, quels que fussent ses sentiments de fond, ne lui avait jamais manqué.

Henri de Bourbon, prince de Condé, était un soldat médiocre ; mais son fils le duc d'Enghien paraissait bien avoir hérité des vertus militaires de la race. Richelieu s'était penché sur cet adolescent au visage fin, aux yeux brillants, au masque aigu, au tempérament ardent.

Lors d'un voyage que le Roi fit en Bourgogne, dont Condé

était gouverneur, on put apprécier le fils de Monsieur le Prince. Chavigny écrivait au père, en août 1639 : « Je vous assure, sans flatterie, que ce sera un des plus honnêtes hommes du monde. » Sublet de Noyers écrit en septembre : « C'est une mûre jeunesse que celle de M. le Duc d'Enghien ; sa conduite a été toute pleine de prudence et de grâce ; je ne puis vous souhaiter rien de plus important que la conservation de ce jeune prince. » Richelieu, enfin, au même moment : « Je commencerai cette lettre par les bonnes qualités de M. le Duc d'Enghien, qui sont telles que vous en devez demeurer content. Il a beaucoup d'esprit, de discrétion et de jugement. Il est crû de plus de deux doigts et croîtra encore, autant qu'on peut juger, de beaucoup... »

Évidemment, il y avait anguille sous roche. Six mois après, le 11 février 1640, le prince de Condé lui-même écrivait à Richelieu, après un long éloge des services rendus par le cardinal à la Couronne : « Ces raisons m'ont, depuis cinq ou six ans, fait désirer votre alliance et vous me la promîtes pour l'exécuter lorsque les âges seraient convenables. J'ai attendu ce temps avec impatience et, puisqu'il est accompli, je vous supplie de me faire l'honneur, avec la protection du Roi, que mon fils aîné recherche en mariage Mlle de Brézé votre nièce... » Richelieu avait donc eu l'art de se faire prier. En fait, son vœu s'accomplissait.

Le 28 mai 1640, il mandait de Soissons à sa nièce Madame d'Aiguillon : « Je prie Madame d'Aiguillon de dire à Madame la Princesse que M. d'Enghien se conduit dans l'armée avec tout le témoignage d'esprit, de jugement et de courage qu'elle saurait désirer... Vous lui direz encore que la guerre ne l'empêche pas de songer à l'amour ; il a sa maîtresse et avait envoyé un gentilhomme pour l'aller trouver, lequel j'ai arrêté ici, me contentant de lui envoyer la lettre, ce que j'ai fait. »

Le mariage fut célébré le 11 février 1641. En juillet 1642, le jeune prince était près de Richelieu à Tarascon. Il fut envoyé à l'armée qui assiégeait Perpignan. A la tête des milices du Languedoc, il se conduisit admirablement sous les yeux du Roi. Louis XIII aurait dit lui-même que le fils de Condé ne tarderait pas à gagner des batailles « quand on lui en donnerait les moyens ».

N'est-ce pas là le général tout indiqué pour la frontière du nord? Le 27 septembre, lorsqu'il est question d'arrêter les choix pour la campagne de 1643, Richelieu est à Bourbon-Lancy, l'une des étapes de son voyage de retour. Avant de reprendre la route de Paris, il écrit cette lettre urgente à Chavigny et à Sublet de Noyers, qui sont auprès du Roi : « M. d'Enghien étant parti d'ici pour s'en aller à Paris, j'estime qu'il est du service du Roi que MM. de Chavigny et de Noyers fassent souvenir à Sa Majesté de lui faire bonne chère, témoignant lui savoir gré de l'amas qu'il a fait de six cents gentilshommes pour Perpignan. » Sublet de Noyers entend à demi-mot. On s'arrange pour que le Roi se souvienne. Le prince, qui a ses vingt et un ans, sera flanqué du maréchal de L'Hôpital et de l'incomparable Gassion, — « Gassion la guerre ». Le choix de Richelieu décidera de la victoire sur la frontière du nord-est.

Le marquis de Brézé, grand maître des galères. — Maintenant, les affaires de la mer, importantes par-dessus tout. Déjà l'Espagne était prise à la gorge : la Catalogne occupée, la frontière des Pyrénées crevée des deux côtés. Et voilà, — faveur imprévue de la fortune, — que le Portugal entre en guerre pour ressaisir son indépendance; et la péninsule se trouve ainsi prise à revers. La grande offensive est en voie de réussite, quoique suspendue encore par quelques échecs cuisants : Tarragone, Lérida.

Tout, de ce côté, dépendait de la mer. La flotte française est reconstituée; elle est prête à frapper les derniers coups. Que lui manque-t-il? Un homme, un homme d'attaque, un chef « entreprenant ».

Ce Sourdis, qui n'avait pas su reprendre les îles de Lérins, avait perdu tout l'effet de sa victoire de Guettari en se faisant battre à Tarragone. La flotte française, surprise, avait reçu de cruelles blessures. Allait-on en revenir aux lenteurs, à ce sommeil tactique dont on avait eu tant de peine à se réveiller? Sublet de Noyers, Bullion menaient une campagne ardente contre cet étrange amiral, contre cet archevêque de Bordeaux, l'homme le plus bâtonné de France.

Richelieu, secoué par une impatience fébrile, avait hâte de se débarrasser de tout ce vieux personnel, — pas sûr au

fond. Et puis, la marine, c'était sa chose. Le bénéfice des droits de « bris et naufrages », l'ivresse des expéditions lointaines et profitables, la capture des galions, les grandes ambitions planétaires, rivales des conquêtes espagnoles, anglaises, hollandaises, tout excitait son imagination de grand homme d'État qui ne négligeait pas ses propres affaires.

Or, il avait sous la main ce jeune neveu, le marquis de Brézé, — futur duc de Fronsac et superintendant général de la navigation, — élevé, nourri par lui pour être un marin, non pas un marin de cour, un marin de fleuve ou d'évêché, mais un marin de haute mer. Et c'est ce que Brézé était en effet : dur, hautain, n'ayant peur de vent ni de tempête. Ses jeunes ans étaient un gage d'héroïsme. Sourdis fut sacrifié et Brézé prit le commandement de la flotte. La puissance sur mer allait être rendue à la France, sans sortir de la famille de Richelieu.

RICHELIEU SUR SON LIT DE MORT ASSURE LE RÉSULTAT DE LA GUERRE

Richelieu était en proie aux plus affreuses douleurs. Ses chairs coulaient par son anthrax au bras ; mais son cœur restait ferme, plus ardent, plus inquiet, plus impatient qu'il ne le fut jamais. Cependant l'opposition, enragée contre ce moribond, quoique vaincue, refoulée, ne désarmait pas. Il savait qu'elle attendait sa mort, prête à la hâter par un assassinat.

Averti de tout, surveillant tout, il bâtissait mille projets, saisissait l'avenir, l'étreignait de sa main impuissante, s'emparait de l'espace et du temps. Mourant, il veillerait jusqu'à la mort.

La prolongation épuisante et sanglante de la guerre était devenue contre lui, dans les mains de ses adversaires, une arme terrible ; la campagne de l'ennemi intérieur prolongeait, éternisait la campagne de l'ennemi extérieur. L'Espagne ne voulait pas avouer sa défaite. Dans cette année qui ne finissait pas, la France devait faire un effort suprême, et, dût-on risquer le tout pour le tout, en finir.

Ce Cinq-Mars, exécuté depuis des mois, ne voulait pas mourir : il avait laissé derrière lui une queue d'intrigants, les Tréville, les Beaupuy, les Tilladet, les des Essarts dont Louis XIII (pourquoi ? pourquoi ?) ne voulait pas se séparer.

La faveur du Roi serait donc, jusqu'au bout, le tourment de cet homme qui n'avait été que l'homme du Roi? Il n'obtiendrait donc jamais cette sécurité à laquelle il avait aspiré toute sa vie, qui seule assurerait l'achèvement de l'œuvre et qui serait la fin de ses peines? L'embûche était là encore, qui l'attendait à ce tournant, toujours la même!

Et le Roi, malade lui aussi, s'il allait mourir! Et la minorité? Et la Régence? Et cette Reine? Et ce Gaston? Que d'amertumes pour les proches lendemains! Et, autour de soi, ces parents maintenant si riches, toujours quémandeurs, et qui ne voulaient pas lâcher leur proie!

Et tout cela n'était rien! Il y avait la grande chose, la chose de toute sa vie, la justification et le couronnement de cette dure et longue guerre : il y avait l'œuvre! Allait-on la laisser périr, alors qu'on la voyait presque achevée et que le crépuscule déjà se changeait en aurore?

N'y tenant plus, le cardinal prit son parti : mourant, il joua auprès du Roi mourant le jeu du quitte ou double, le coup de la démission.

Quatre fois, cinq fois, il dicta, corrigea, fit copier et recopier la note qui posait au Roi l'ultime dilemme : mes adversaires ou moi, la victoire dans un effort suprême, ou la paix d'abandon. Il s'agissait, en apparence, de cette suite de Cinq-Mars dont le Roi ne voulait pas se laisser dépouiller : en réalité, ce qui était en question, c'était la pensée de toute une vie, l'œuvre!

Donc, procès de la coterie de Cinq-Mars; nouveau procès de ce mort, Cinq-Mars ; procès du Roi, car c'est le Roi lui-même qui est interpellé ; c'est à sa conscience, à sa foi qu'on s'adresse : « Après avoir fait trancher la tête à M. le Grand (ce sont les propres termes de la sommation), retiré Sedan des mains de M. de Bouillon, privé Monsieur de l'autorité dont il a plusieurs fois abusé et avec laquelle il pourrait se rendre très préjudiciable à l'État, il est de la prudence du Roi d'affermir tellement la subsistance de son conseil dans l'esprit des peuples et pareillement des étrangers, que tous perdent la pensée qu'ils ont eue qu'il puisse arriver du changement en la conduite de la France » (27 octobre 1642) (1).

(1) Voir l'ensemble des documents relatifs à cette crise suprême dans Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VII, p. 170-181.

C'est donc bien la question politique générale qui est en cause. Le Roi fléchira-t-il au dernier moment? Succombera-t-il au dernier moment sous le poids de ce lourd fardeau? Se ralliera-t-il au parti de la coterie survivante, au parti de l'Espagne, au parti de la Reine, au parti qui, depuis dix-huit ans, n'a travaillé qu'à renverser le cardinal et à pousser la France dans l'anarchie, dans l'abîme? L'œuvre! L'œuvre!

Le Roi reçoit le mémoire et ne répond pas.

« Le papier fut représenté au Roi par le cardinal cinq jours avant la Toussaint. Sa Majesté le reçut sans aigreur; et cependant, parce qu'elle différait d'y prendre une bonne résolution avantageuse à son service, le cardinal fut contraint de lui faire présenter, le lendemain de la Toussaint, celui qui s'ensuit, et qui se résume en deux mots. » Le cardinal fait connaître au Roi, « qu'il ne désire pas la continuation d'un emploi où il ne saurait bien faire, ni de demeurer en un lieu où il n'aurait pas sécurité de sa personne ».

Silence du Roi.

Le 13 novembre, nouveau mémoire au Roi. Et l'on aborde la vraie question : l'œuvre! L'œuvre sera-t-elle abandonnée, oui ou non? Que veut le Roi? Où va le Roi? « Sa Majesté est très humblement suppliée de mettre franchement ses intentions au pied de ce mémoire. Elle est aussi suppliée d'y vouloir ajouter les conditions auxquelles elle se veut relâcher pour faire la paix, afin que, si la guerre continue parce que les Espagnols ne seront pas assez raisonnables pour y consentir, il y ait de quoi justifier que leur seule injustice empêchera la paix et non pas la conduite du cardinal, qui suivra toujours très religieusement les intentions du Roi. »

En un mot, le cardinal entend qu'il soit déclaré par parole royale, si c'est lui, comme on l'en accuse, qui veut la prolongation de la guerre pour lui-même, ou s'il la veut pour la France...

A la troisième sommation, le Roi consent à sortir de son mutisme, et il répond par écrit :

« Pour ce qui est de la paix, il faudrait que je m'exposasse à la risée du monde et que je donnasse lieu à mes ennemis de me faire de nouveau la guerre quand bon leur semblerait, s'ils ne payaient les dépens de celle qu'ils m'ont contraint de leur faire.

« Il ne faut point parler de rendre la Lorraine, Anvers, Hesdin ni Bapaume, Perpignan et le Roussillon, Brisach et les places de l'Alsace qui conjoignent la Lorraine. J'ai acquis Pignerol à titre trop légitime pour penser jamais à le rendre. Le rétablissement de mon neveu le duc de Savoie est trop juste pour que jamais je puisse consentir à la paix sans qu'il soit fait.

« Ces conditions accordées, je serai bien aise qu'on trouve toutes les inventions qui se pourront pour faciliter une paix générale en laquelle je ne puisse, en aucune façon, me séparer de mes alliés. »

Paroles vraiment royales. La guerre n'a pas été en vain. Le cardinal peut aborder en confiance cette année 1643 qui tranchera le nœud gordien. Sûreté du côté du Roi, bannissement des derniers survivants de la coterie, déclaration des plus sévères contre Gaston, fidélité aux alliés!

C'est l'œuvre, l'œuvre tout entière confirmée, assurée, accomplie! L'abaissement de l'Espagne, la ruine des grands, l'achèvement des frontières françaises, la Lorraine, l'Alsace, le Roussillon... Richelieu peut enfin laisser tomber cette phrase : « Il faut que l'Italie sente, aussi bien que tous les autres États de la maison d'Autriche, que le chapelet de l'Espagne est défilé (1). » Cette année 1643, l'année des jeunes chefs qu'il a su choisir, l'année de Rocroi, va décider.

Le cardinal ne la verra pas. Le 4 décembre 1642, il était mort.

Gabriel Hanotaux.
La Force.

(1) Avenel, *Lettres du Cardinal de Richelieu*, t. VII, p. 916.

JOUR D'ÉTÉ

Le beau matin de juin était né d'une nuit revêche et pluvieuse ; les feuilles étaient mouillées encore et froides quand on les prenait à pleines mains, doublées d'une sorte de buée argentée ; l'air avait une saveur humide et pénétrante. Dans ce beau jardin, au cœur de l'Ile de France, la chaleur n'était jamais accablante ; on respirait l'odeur de la rivière invisible derrière les hauts murs. Parfois il s'y mêlait un très léger relent de vase, mais elle augmentait encore cette sensation de fraîcheur délicieuse. Un souffle de vent balança le buisson de jeunes roses ; l'ombre sur les pierres de la terrasse devint lumineuse et fardée de rouge. Puis, tout s'apaisa. Au ciel, un seul nuage flottait, blanc, léger et crémeux comme la mousse d'un sorbet, mais bientôt le soleil le huma et il disparut dans l'azur scintillant.

La petite Anne-Marie sortit de la maison en courant. Elle portait une robe de toile et un tablier de percale rose. Elle avait cinq ans. Elle tournait la tête, brusquement, comme un oiseau, avec des mouvements malicieux, prestes, vifs. C'était une belle petite fille, la peau fine et couleur d'abricot, aux grosses joues roses, marbrées comme celles d'un nourrisson bien portant ; ses cheveux étaient sombres à la surface et, en dessous, tout éclairés d'or. Elle était un peu lourde encore, les épaules carrées ; elle avait de beaux petits bras dorés et roses, gras, des coudes à fossettes. Ses cheveux épais et indociles étaient noués d'un ruban bleu qui passait derrière les oreilles et s'attachait sur le sommet de la tête. Elle tenait une corde

à sauter à la main; et elle sautait déjà sur place, avant de l'avoir déployée, jetant de côté et d'autre ses regards moqueurs et attentifs.

Quand elle eut bien sauté, bien couru, elle se laissa tomber sur le sentier, frottant de ses deux petites mains ce sol rude et parfumé. Elle était à l'âge où l'on s'élève de si peu au-dessus de la terre que ce que l'on connaît le mieux au monde, c'est la couleur du gravier, le parfum de l'herbe et le dessin des feuilles. Quel beau jour! Les oiseaux avaient une manière langoureuse, tendre, heureuse de pépier d'un arbre à l'autre. On entendait par moments un petit cri plus aigu, un froissement d'ailes, et le cot-cot-cot lointain d'une poule affairée, fatiguée, comblée, annonçant à la terre entière qu'elle venait de pondre un œuf.

Anne-Marie ne s'étonnait pas de voir ce ciel sans nuages après l'orage de la nuit. Elle avait désiré le beau temps de toutes ses forces en s'endormant. Lorsqu'on désire quoi que ce soit avec ardeur, lorsqu'on répète : « Je veux, je veux, je veux!... » en fermant les yeux et en promettant à Dieu un acte de sagesse extrême, cela réussit toujours. Et aujourd'hui était la veille de sa fête, la veille de ses cinq ans, un jour extraordinaire, lumineux, un jour unique, que fêtait la nature entière... Elle regarda autour d'elle avec une tendresse orgueilleuse. Tout était pour elle, chaque fleur, chaque plante éclose. Devant son nez poussait un buisson de myosotis roses, une petite famille sauvage dissimulée au cœur d'un fourré. Elle les arracha un à un, délicatement, en chantonnant. Quel plaisir de cueillir les fleurs et les racines, ces étranges petits cheveux roux où demeurait encore un peu de terre!

— Ne fais pas ça, Anne-Marie, elles ne repousseront plus, disait son père.

Mais qu'est-ce que cela pouvait bien faire? D'autres repousseraient. Elle écorcha doucement chaque feuille lisse et verte, ne laissant que le squelette léger. Elle écrasa sous son talon un paisible escargot. Son corps remuait constamment, mais son esprit demeurait tranquille, ensommeillé, heureux. Elle répétait machinalement, en fredonnant, les syllabes : « Ma fête, c'est demain ma fête, c'est demain ma fête; ma fête... » Puis elle se tut, s'assit, songea brusquement :

— Les cadeaux?...

Cinq ans... La veille, elle avait demandé à sa mère :

— Et l'année dernière, quel âge est-ce que j'avais?... Quatre ans? Et avant? Trois ans? Deux ans? Un an? Et avant?

— Oh! avant, tu n'existais pas, Anne-Marie.

Elle avait cessé de comprendre. Elle, Anne-Marie, infiniment précieuse, unique, irremplaçable, il y avait eu un jour, un instant où?... Allons donc... Comment voir derrière elle cette nuit profonde d'où elle avait émergé? Cinq ans... Cela semblait une durée incalculable, un nombre d'années qui se perdait dans l'infini. Elle n'y songea qu'un instant d'ailleurs, ou plutôt la pensée s'éveilla au fond d'elle, et aussitôt s'effaça. Il n'en resta qu'un sentiment de malaise et d'étonnement. Elle bondit sur ses pieds, se jeta vers ses parents qui marchaient lentement le long de l'allée. Elle tomba dans les jambes de sa mère :

— Oh! Anne-Marie!...

— Maman!... Maman!... Papa!... Maman!...

Ils la regardèrent, attendris. Elle, cependant, prononçait leurs noms pour le simple plaisir de répéter sans fin des paroles semblables. Ainsi, elle aimait dévider inlassablement une chanson, qu'elle avait inventée et où revenait constamment le refrain délicieux et incompréhensible : « Lanturlu, mistanflute, lanturlu, lon, lon, là... »

— Du calme, voyons, dit Francis Morcenx.

Quand il parlait à sa fille, il s'adressait toujours à un être invisible, semblait-il, situé un peu au-dessous et un peu au delà d'Anne-Marie et qui était moins elle-même qu'une création imaginaire, un souvenir ou un souhait. Mais Anne-Marie l'écoutait sans l'entendre. Elle examinait curieusement la poche de son veston.

De ses parents elle ne connaissait réellement que des détails, la main de sa mère par exemple, qu'elle aimait comme une personne. Ses deux bagues, l'alliance et le diamant carré. Elle connaissait le dessin de chaque ongle. Elle avait si souvent joué avec cette main tendre et distraite qui lui caressait la joue, puis retombait, à peine frémissante, le long de la robe. De son père, elle eût été incapable de revoir les traits en fermant les yeux. Des êtres démesurés, dont la voix, le rire,

le regard passent au-dessus de la tête et vont se perdre dans les nuages...

Malgré la chaleur et la beauté du jour, sa mère serrait frileusement sur ses bras nus les larges manches du peignoir de mousseline. Sa voix était aiguë et irritée.

— Pourquoi ? songea Anne-Marie, j'ai été sage... enfin, presque...

Elle entendit :

— L'auto pour deux heures...

— Tu t'en vas, papa ? s'exclama-t-elle d'une petite voix perçante.

— Oui, dit Francis Morcenx.

— Tu reviendras demain ?

— Je ne sais pas, dit-il mollement.

Mais Anne-Marie se mit à sauter brusquement à pieds joints : il partait ; quel bonheur !... Il allait acheter son cadeau à Paris... C'était là la raison secrète de son départ ! Grand père rapporterait le sien, ce soir... Qu'est-ce qu'on lui donnerait ?... Des jouets et des bonbons... Elle vit en imagination une boîte bleue, avec les chocolats bien rangés... Certains étaient pointillés d'or... et, en grattant du bout de l'ongle, on voit le sucre cristallisé et les fines lamelles sèches d'écorce d'orange... Quels délices !... Elle soupira, songea : « Je voudrais une poupée neuve, un poney, un petit dé à coudre en or, une petite tasse à boire, petite comme un dé... »

Elle se suspendit aux mains de ses parents. Ils firent quelques pas en la portant, en la soulevant au-dessus de la terre, puis sa mère se plaignit :

— Tu es lourde, mon chéri...

Ils parlaient entre eux. Elle écouta ; elle entendit :

— Le procès Bergerand-Porjès... L'impossibilité absolue de concilier des caractères inconciliables... Il est facile de remettre *sine die*...

Mais elle abolissait, au fur et à mesure qu'ils pénétraient en elle, ces mots étrangers. Ses parents déguisaient, sans doute, en parlant ainsi, leurs véritables préoccupations. C'était peut-être là de ces paroles à double sens dont on se sert devant les enfants... Est-ce que quelque chose d'autre au monde pouvait les intéresser que les cinq ans d'Anne-Marie, la fête d'Anne-Marie, les cadeaux d'Anne-Marie ? Il y avait des

journées différentes, d'ailleurs, lorsque, dès le matin, tout semblait mal agencé, triste et gris, où l'on soupçonnait, où l'on pressentait que l'on n'était pas, peut-être, après tout, le centre de l'univers, où une certaine hostilité inexplicable se dégageait des êtres et des choses... Mais par ce beau jour riant de juin... Cependant, une sorte de subtile inquiétude entrait malgré elle dans son âme... Elle voulut la chasser, l'étourdir: elle commença à sauter sur place en chantonnant de sa petite voix perçante :

— Et lon lon laire, et lon lon là...

— Tais-toi, Anne-Marie...

Elle leur lança un regard de colère et arracha sa main. Ils regardèrent en riant le mouvement des petites jambes nues qui emportait Anne-Marie vers le refuge des arbres, deux grands cèdres pâles, plantés au milieu de la pelouse, derrière lesquels elle disparut.

— Elle devient gentille, dit sa mère ; elle est drôle, cette petite...

Morcenx acquiesça distraitement. C'était un homme de quarante ans, maigre, les épaules étroites, les tempes creuses, les cheveux précocement blancs. Il avait l'œil noir, vif et perçant, le regard remarquablement acéré, le nez long, la peau sèche et pauvre, les mains belles. En parlant il les croisait et contemplait le bout des fins doigts qui se touchaient et se courbaient légèrement en arrière. Sa femme le regardait à la dérobée et s'étonnait silencieusement qu'un geste si simple et qu'elle connaissait depuis de longues années pût l'irriter à présent, comme le bruit d'un couteau râclant la surface d'une assiette en porcelaine.

Elle demanda, s'efforçant de donner à sa voix un timbre doux et égal :

— Qu'as-tu fait toute la semaine?

— Mille choses...

— Mais encore?...

— Oh! écoute, Simone, dit-il avec impatience, je ne viens pas ici pour parler de mes affaires, mais pour les oublier.

— Tu as donc des ennuis?...

— Mais non. Comme tu es bizarre! Tu ne comprends pas qu'un homme se lasse de ses travaux et désire les effacer de sa

pensée... Tu n'imagines pas comme Paris est odieux en ce moment...

— Je te plains, dit-elle vivement, et pourtant... Je me demande si tu comprends ton bonheur... Ton travail te fatigue, mais, du moins, il donne à ton esprit une sensation de plénitude. Les soins de la maison, les enfants, tout cela ronge l'esprit, mais ne le satisfait pas. Et cette inutilité... Les enfants pousseront comme ils veulent, le déjeuner ne sera pas meilleur...

— Oui, dit-il sans l'écouter.

Il était dix heures, une heure pleine et paresseuse ; un doux babil ensommeillé montait du jardin. A Belleau, dès que l'on se taisait un instant, on entendait courir la rivière ; l'eau passait sous les arches du pont et coulait contre les rives. Morcenx croyait que Belleau était la contraction du nom de Bliaud, un Bliaud inconnu qui aurait possédé autrefois cette terre ; mais le vieux Ferdinand Lucain, son beau-père, le propriétaire du domaine, voulait à toute force lier l'appellation de la maison à ce bruit d'eau chantante.

« Il n'y a rien de plus poétique qu'un vieux notaire », songea ironiquement Morcenx.

— Aimes-tu ce collier, Francis ?

— Non.

— Pourquoi ? Tu réponds sans regarder.

Elle s'était assise sur un banc. Il allait et venait, nerveux, soucieux, froissant machinalement entre ses mains un brin de menthe qu'il portait à ses narines et respirait distraitement.

Elle prononça de cet accent ironique, douloureux et dur que l'on ne prend qu'avec certains êtres, ceux qu'on a le plus aimés, et que l'on ne peut pas plus empêcher qu'un cri de souffrance :

— Mais pourquoi restes-tu debout ?... Tu te plains d'être fatigué. Tu ne peux donc pas rester tranquille une minute ?

— Je te demande pardon. Mais tu me vois deux jours par semaine. Tu pourrais me laisser libre de mes mouvements.

— Entendu. Promène-toi comme un ours en cage, si cela peut te faire plaisir.

Il se jeta sur le banc à ses côtés. Elle lui flatta la joue avec un mélange de sentiments purement conjugal : irritation,

attachement, rancune, affection. Ils se regardaient sans rien dire. C'était une jolie femme blonde, avec d'admirables cheveux d'or, de grands yeux bruns, le menton un peu lourd. Sa beauté était altérée par cette expression frileuse, rétractée, inquiète de certaines femmes jalouses, qui semblent toujours craindre que surgisse, Dieu sait d'où, la femme ennemie, la rivale. Il contempla froidement ses bras nus, à peine voilés par les larges manches de mousseline : « Oui, tu as de beaux bras, une peau douce et lisse, et ce mouvement onduleux, ce frémissement de tes belles mains, ce paresseux mouvement de cygne hors de l'eau, oui, je me rappelle... Tout cela a pu me charmer et en charmera d'autres, c'est possible, mais, maintenant, cela ne me procure que de l'ennui. Bel horizon immuable, tu m'ennuies », songea-t-il avec une petite grimace qui plissa son visage.

Elle dit vivement :

— Ce peignoir te déplaît?

— Non, pourquoi? murmura-t-il, s'émerveillant à part lui de la force du lien conjugal qui fait que, l'amour passé, deux êtres se comprennent encore sans un mot, d'un seul regard. Mais je n'aime pas cette habitude que tu as prise à la campagne de traîner, demi-nue, jusqu'au soir.

— Par moments, dit-elle, tu as des réflexions qui pourraient être de papa.

— Toujours pareil, le vieux tyran?

— Toujours.

Ils sourirent : dans ce blâme infligé au despotique vieillard, un instant tous deux se réconcilièrent.

Il écouta silencieusement le bruit de l'eau, toujours le même. Il n'aimait ni le jardin, ni la maison. La présence de son beau-père était lourde à supporter. C'était le plus « présent » des êtres. Morcenx avait beau se monter l'imagination en répétant : « Cette maison sera à moi un jour », il n'arrivait pas à se passionner. « Oui, il fait beau, songea-t-il froidement, la maison a du style... les roses... Simone... oui... Mais qu'est-ce que ça me donne à moi, à ma nature profonde?... D'ailleurs, lorsque je regarde pendant une heure le même horizon, je pense à la mort. L'ennui commun à tout homme qui ne se contente pas de vivre, qui parfois, pense à sa vie... Je suis las du succès, je suis las des procès brillants, des

affaires heureuses ou malheureuses, des relations utiles, fatigué à l'avance du bâtonnat. Je suis las du mariage, surtout, pensa-t-il, se remémorant l'hiver passé, qui reparaissait dans son souvenir comme une longue et morne colère, coupée par des éclairs de réconciliation passionnée, de plus en plus rares, ces dernières, de plus en plus fréquentes, les querelles... Pourquoi?... Ah! certains mariages, certaines femmes étaient ainsi... Certaines unions semblent éveiller dans l'âme une sourde douleur, comme le bât, sans doute, blesse le flanc des bêtes accouplées... » Il soupira : « Je ne demande pas grand chose, pourtant... Qu'elle me laisse partir deux mois seul, c'est tout ce que je désire. Quand je reviendrai, je serai doux comme un agneau... Est-ce que j'étais fait pour le mariage? Pour n'importe quel mariage? Non, je suis injuste... Ceci n'est pas n'importe quel mariage... Je l'ai aimée... Elle m'inspire encore une sorte d'attachement irrité... Le malheur, c'est que l'on commence par aimer un être avec tout ce qui l'entoure... (quand je l'ai aimée, tout ce qui me faisait songer à elle m'était cher : la ville où je l'avais connue; le langage italien que l'on parlait autour de moi...) Quand on cesse d'aimer, on se détache de même. Ainsi, cette maison, son père, jusqu'à l'enfant, jusqu'à ce ciel, tout me lasse et m'irrite...

Un faible vent s'était levé; on le sentait à peine; il souleva timidement quelques roses, puis se perdit dans la direction de la rivière; on entendit son sifflement léger courir à la surface de l'eau, puis il s'apaisa. L'air devenait lourd.

Morcenx songea :

« Il vaut mieux lui en parler maintenant... Après tout, elle sera peut-être très heureuse... »

Il dit à haute voix :

— Je pensais justement... Il s'agit de cet été... Quels sont tes projets?

Sa voix changeait malgré lui, devenait irritée et un peu effrayée; il s'en aperçut et eut un mouvement de colère. Il se leva et commença à marcher de long en large dans l'allée. Il dépassa l'ombre du cèdre et le ruissellement pâle du soleil éclaira son visage fin, soucieux et fané, aux tempes creuses.

— Deauville, sans doute, comme d'habitude? dit-elle.

— Je ne peux plus voir Deauville.

Elle haussa lentement ses belles épaules :

— Ailleurs... si tu préfères... Où désires-tu aller ?

— Je voudrais... dit-il à voix basse, partir pour quelques semaines en Espagne.

— En Espagne ? Quelle idée !... Nous la connaissons... La saleté, une cuisine infecte... Je ne supporte pas la chaleur... Non, je n'irai pas en Espagne.

— Tu ne m'as pas compris, murmura-t-il, tandis qu'un flux de sang montait à ses joues sèches : j'aurais souhaité voyager seul.

— Seul ? s'exclama-t-elle.

— Oui, seul, dit-il avec un de ces brusques accès de violence froide qu'elle redoutait et aimait à déchaîner en même temps, par une sorte de pervers plaisir : seul, mon Dieu ! Enfin, ce n'est pas un crime, je suppose !... Tu ne comprends pas que je voudrais une fois en dix ans travailler seul, respirer seul, ne pas être embarrassé d'une femme que tout ennuie, fatigue, irrite ?...

— Moi ? murmura-t-elle avec un frémissement de colère.

— Toi, mais oui, toi... dit-il.

Et tandis qu'il parlait, il revoyait dans son souvenir sa femme, à Mégève, l'an dernier, dolente, geignante, les joues bleues dans la neige, soufflant dans ses gants, frissonnant dans ses chandails : « Francis, tu vas glisser... Francis, j'ai froid, je gèle, rentrons... Oh ! il fait nuit, le vent est glacial, je suis inquiète... Je n'ai pas eu de nouvelles de la petite... J'avais recommandé à Miss, pourtant... Mais qu'as-tu donc à regarder sans cesse cette femme ?... Je ne comprends pas ce que tu peux lui trouver... »

Il dit à voix haute :

— Ces deux voyages en Espagne dont tu parles auraient pu être délicieux, si...

— Si je n'avais pas été là, n'est-ce pas, si tu avais pu aller dans ces quartiers infâmes !...

— Si simplement tu avais pu supporter d'un cœur égal une piqûre de moustique, la chaleur, un mauvais repas.

— Tu es bête ! cria Simone avec emportement.

Des larmes montaient à ses yeux. Elle aussi se souvenait de ce voyage en Espagne, de ces belles nuits tranquilles, du vent noir, doux et chaud, des arcades de Pampelune, qui sem-

blaient avoir gardé toute la chaleur torride du jour sous leurs voûtes bleues et la soufflaient maintenant au visage des promeneurs, comme une haleine d'enfer... Elle revit dans sa mémoire le visage ensommeillé, maussade de son mari, bâillant à ses côtés.

— Oui, dit-elle, en serrant l'une contre l'autre ses mains tremblantes, cela aurait pu être délicieux pour moi aussi, peut-être, avec un autre homme que toi, avec un homme plus beau, plus jeune que toi... C'était à cela que je pensais, si tu veux le savoir.

— Moi, je ne pensais pas à une autre femme, comme maintenant je ne pense à rejoindre aucune autre femme, dit-il de sa voix sèche qui, dans la colère, devenait froide et aiguë : prends garde, Simone, je suis las des scènes et des querelles. J'aspire à la liberté et au repos. Je demande, j'exige quelques semaines de liberté complète. Sapristi, en 1935 cela devrait être normal que deux époux aillent plusieurs mois par an chacun de son côté !... Regarde autour de toi...

— Oui, pour celles qui sont vieilles et finies, ou pour celles qui, de leur côté, ont des aventures. Mais moi, je t'aime, dit-elle avec tristesse et colère.

Il répondit amèrement :

— Si tu m'aimais, tu te soucierais avant tout de mon bonheur. Je te supplie de me laisser partir. Songe à l'effroyable ennui de la vie. Paris. Le Palais. Quinze ou vingt ou cinquante personnes, toujours les mêmes, dont je connais jusqu'à l'écœurement les réactions, les pensées, le caractère, les aventures sentimentales. Oh! comment ne me comprends-tu pas? La vie passe. Pas un instant de détente, de joie innocente, de solitude... Ne me dis pas que nous pourrions goûter ensemble ces joies... Tu es nerveuse, impatiente, je suis intolérable, je le sais bien. Et surtout, nous sommes mari et femme, et ça, ça ne pardonne pas. Ensemble, nous retombons dans la même ornière, nous ne savons que parler de nos soucis, des préoccupations quotidiennes... Ou alors, nous nous ennuyons en face l'un de l'autre.

— Tais-toi, la petite, dit-elle brusquement.

Anne-Marie traversait le jardin; derrière les volets clos une voix l'appelait. Anne-Marie gonflait ses grosses joues vermeilles et s'imaginait qu'elle était un train, que ses jambes

se transformaient en bielles d'acier, et qu'il s'échappait de sa bouche un flocon de fumée rose, comme il arrive parfois quand le soleil couchant éclaire la voie du chemin de fer. Elle entra dans la maison, où on la retenait au piano un quart d'heure tous les jours avant midi.

On commençait à sentir la chaleur, même dans cette maison bâtie pour capter tous les souffles de la rivière. L'air était onctueux, blond, doré comme du miel. A cette heure-ci on se surprenait à soupirer avec malaise, à souhaiter le vent, mais il touchait le haut des cimes, agitait à peine le feuillage, et, lorsqu'il arrivait enfin à la peau chaude, il ne procurait qu'un petit frisson presque pénible. On entendait dans la maison fermée le bruit des carafes pleines d'eau glacée qui tintaient quand on les posait sur la table; l'écho des gammes d'Anne-Marie traversait lentement l'espace. Les douze coups de midi sonnèrent, et on vit passer, à travers la grille, sur la route poudreuse, des enfants aux pieds nus; ils portaient une cruche au bras qu'ils allaient remplir à la fontaine du village; bientôt ils refirent le chemin en sens inverse, trébuchant sous le poids de la cruche pleine. En passant, ils collaient leurs figures curieuses aux barreaux de la grille. Francis vit briller de grands yeux et soupira, rêvant d'un village ignoré, quelque part aux confins de la terre, où il pourrait ne voir autour de lui que des enfants muets et confiants, des femmes fraîches au sombre visage souriant... Ah! quelle folie de se marier!... Quelle folie de lier sa vie, son unique et précieuse vie, à celle d'une femme!... « Qu'est-ce que cela me donnerait à moi, cette espèce de calme et morne bonheur qu'on nomme l'amour heureux?... Il manque à mon être une nourriture plus âpre et plus savoureuse. Je me suis efforcé depuis des années à ne songer qu'à Simone, à Anne-Marie... Mais moi, moi, qui pense à moi?... La parole divine : être unis, être un dans une seule chair... Quel rêve que l'amour ne pouvait jamais atteindre, malgré toutes les promesses!... Seule demeure la conscience douloureuse et inapaisable des pensées, des désirs de l'autre, auxquels s'opposent, en une sorte de vague sauvage, ses propres désirs, ses propres pensées, étrangères ou hostiles... »

Il songea passionnément :

« Si du moins on osait être sincère!... Que m'importe cette femme, ma femme?... Ah! l'on n'a rien à soi que sa

propre vie, son cœur... Ce sont ces mouvements de pitié qui vous perdent. »

Il dit tout haut, en s'efforçant de rire :

— Que crains-tu, ma pauvre petite?... Je reviendrai, va...

— Mais moi? cria-t-elle avec un éclat de rage : et moi, Belleau, n'est-ce pas?... Et père?... Ou Deauville?... La femme seule que l'on prend en pitié, pour qui il faut chercher un danseur?... Ou bien un amant?... Si c'est cela que tu veux, dis-le!...

— Je t'en prie, murmura-t-il sèchement.

— Égoïste, égoïste!... Tu ne penses qu'à toi!... Cela t'est égal de m'exposer à la pitié, aux ricanements des autres... Il me semble que je les entends : ... « Morcenx est en Espagne... Seul?... Sa femme l'assure... » Et les amies : « Comment? vous n'avez pas voulu le suivre... Vous avez bien raison ; une femme intelligente doit donner à son mari quelques semaines de liberté. »

— Alors, les gens et leurs propos idiots, cela t'intéresse plus que mon bonheur?

— Il ne s'agit pas seulement de ton bonheur, enfin!... Et le mien? Cela ne compte pas, cela n'existe pas?

« Ah! prends-en soin toi-même, songea-t-il avec un éclair de sauvage sincérité : chacun ne voit que soi!... »

Il dit froidement :

— Je ne céderai pas à un caprice de femme égoïste. Je me sens fatigué, souffrant. J'ai besoin de repos. Je partirai.

— Avec une femme? Tu peux me raconter tout ce que tu voudras, cria-t-elle, le visage bouleversé, je sais bien que tu pars avec une femme!...

— Ah! ta jalousie!... Il y avait longtemps!...

— Eh bien! pars, va, qui te retient?... Mais, Francis, il vaut mieux, il est plus sage alors de tout finir!... Je t'aime encore, je t'aime, mais je suis jeune et je t'oublierai... Séparons-nous une bonne fois et cela vaudra mieux.

— Peut-être, dit-il après un moment de silence.

Elle pleurait. De nouveau, il ressentit une espèce de lâche et molle pitié; il dit :

— Ne nous décidons pas ainsi, sous la provocation d'une querelle. Dix années de vie commune ne peuvent pas finir ainsi...

— Oh! tout est fini depuis longtemps, murmura-t-elle avec lassitude.

Il s'était levé; il passa lentement la main sur son visage.

— Je rentre.

— Oui, va.

Elle resta seule, le cœur lourd. Sur le mur blanc passa l'image d'un oiseau qui s'envolait si vite que l'on entendait son pépiement très haut, très loin, tandis que l'ombre glissait encore doucement sur la pierre. Un peu plus tard, la cloche du déjeuner sonna; elle rentra.



Le jardin, seul, heureux, sommeillait au soleil; chaque rose refermait doucement ses pétales. Mais celles qui avaient vécu leur journée penchaient la tête et s'effeuillaient avec résignation. Lentement passaient les heures, loin des turbulents humains. A quatre heures seulement la nappe de soleil devenait moins brûlante, moins éclatante, pâlissait. Morcenx était depuis longtemps parti.

Puis vint le soir, un soir charmant de juin, pur et humide. Maintenant, chaque fleur se soulevait; le jet d'arrosage les laissait plus parfumées; chaque rose reconnaissante entr'ouvrait son cœur, buvait l'eau froide et laissait couler dans l'air son délicieux parfum.

C'était l'heure où le maître de la maison rentrait de Paris. Les champs devenaient bruns, sombres et désolés. Les bois formaient un indistinct remous d'ombres. Une lumière passait sur la route : le premier phare allumé d'une auto, puis une maison s'éclairait et on voyait blanchir la route au loin, non pas l'orgueilleuse route nationale que l'auto suivait, mais une autre, plus étroite, capricieuse, née d'elle et qui se perdait à l'horizon. Dans l'air limpide le voisinage de la rivière faisait flotter une vapeur nacrée, une sorte de doux voile irisé. Les moucherons dansaient. Le ciel était d'une très pâle couleur verte où nageait lentement la lune à son premier quartier. C'était l'heure où les oiseaux se taisent, et l'un qui pépie encore semble se plaindre, récriminer, exiger. Le vieux Lucain se penchait à la portière et regardait la belle maison blanche et les arbres faiblement éclairés d'or, qui portaient entre leurs branches les premiers fruits de l'année.

La maison l'attendait, et tout avait cet air de dignité et de calme qu'il aimait. Les volets, fermés à la chaleur du soleil depuis le matin, s'ouvraient, et par les larges fenêtres béantes entrait la fraîcheur du beau soir humide et transparent. On dressait une table sous la marquise et le fauteuil de toile du vieux Lucain. Anne-Marie sortit de la maison, traînant derrière elle un jouet accroché à une ficelle. Le jardinier et ses aides arrosèrent les parterres avec plus de diligence; on ouvrit les grilles à deux battants pour que l'auto n'eût pas à attendre.

Le vieux Ferdinand Lucain était un homme de haute taille, le teint rude et rouge, avec un grand nez et des narines puissantes, fortement ourlées, très ouvertes. Ses cheveux étaient blancs, sa lèvre rasée plate et dure. Ses mains fortes et noueuses relevèrent les cheveux d'Anne-Marie et il tendit sa joue à son baiser, sans sourire et en toussotant légèrement : « Heu... oui... h'm... » Il tendit sa canne et son chapeau sans regarder les mains déférentes qui les accueillaient. Il respira largement, prononça :

— Il faudra enlever cet arbre. Il bouche décidément la vue.

Il regardait un vieil orme où volaient encore des oiseaux attardés.

— J'aime respirer largement, songea-t-il, j'aime l'espace.

Une satisfaction orgueilleuse et tranquille emplissait son cœur. Il montra d'un signe quelques feuilles sèches sur la pelouse. Lentement, tenant sa petite-fille par la main, il fit le tour du jardin. Il regarda les melons, les asperges, compta les premières pêches. Il faisait jour encore; la lune montait dans un brouillard rose : des poires étaient tombées dans l'herbe : il fit signe à Anne-Marie de les ramasser; il en flaira une, dit :

— Bientôt, elles seront bonnes.

Il toucha de la main la joue d'Anne-Marie; du bout de sa canne, il écarta les feuilles et regarda les dernières fraises. Le fil liquide du tuyau d'arrosage reliait l'un à l'autre les deux cèdres. Quelqu'un appela Anne-Marie et elle disparut entre les branches.

Le vieil homme acheva seul le tour du parterre. A des moments pareils, il ne comprenait pas les vains regrets de la

jeunesse écoulée qui consument la plupart des hommes. Pour lui, il trouvait la jeunesse bien assez longue « à la mesure de nos forces ». Il avait été jeune et pauvre, dépendant, inquiet, insatisfait, dévoré de désirs irréalisables. Il se sentait si assuré maintenant, si paisible, si tranquille ! Il aimait par-dessus tout cette sensation de maîtrise que lui donnaient sa fortune et son âge. Un signe, et tout obéissait. Un mot, et tout pliait devant lui.

« C'est pour leur bien », songea-t-il avec un tranquille mépris. Il se redressa davantage, frappant le gravier de sa canne. Il avait vaincu, croyait-il, jusqu'à la peur de la mort qui avait assombri sa maturité. La peur de la mort s'était dissipée le jour où il avait compris que la vie est plus longue qu'elle ne semble, qu'elle paraît courte seulement à la folle jeunesse. Il était sage. Il était vieux. Mais il n'était pas déraisonnable de supposer qu'il avait devant lui quinze ou vingt ans de vie, lentement savourée, calme et pleine. Quinze ans... vingt peut-être... Un corps alerte. La fortune. Anne Marie serait mariée et mère à son tour, et ainsi, jusqu'à la dernière minute de sa vie terrestre, ce concert de petites voix, autour de lui, de jeunes rires, de jeunes pas, cela ne s'achèverait jamais... Il pensa avec mépris à son gendre qui ne savait pas, lui, en quittant Paris, oublier ses soucis et ses ambitions. Ça ne savait pas vivre... Lui... L'étude de la rue Scribe apparut un instant dans son souvenir. Il contempla avec satisfaction cette image, songeant : « Je t'ai fait apparaître. Je t'oublierai. Je veux jouir en paix de la fraîcheur du soir. »

Il regarda orgueilleusement le jardin potager et le verger qui se perdaient vers les bois. Il lui plaisait que sa propriété fût ainsi isolée, défendue par la rivière et de hauts murs et qu'elle fût bâtie de telle façon que l'on ne pût deviner, du premier coup d'œil, son étendue et sa richesse. Il regarda la maison, où commençaient à s'allumer çà et là des lampes. Il se rappela le menu. Il n'aurait laissé à personne le soin de le commander. Il était chez lui... Ce n'était jamais un mal de le rappeler à cette jeunesse présomptueuse. Un instant, il fut irrité, parce qu'il ne se souvenait plus de l'entremets qu'il avait choisi... Cette colère de vieillard, disproportionnée à l'événement qui l'engendrait, le troubla vaguement, mais il retrouva le nom qu'il cherchait dans sa mémoire et s'apaisa.

Il aimait la bonne nourriture, un peu lourde même, les plats nombreux et abondants. « Un bon chef, une bonne cave, la paix », songea-t-il.

Il revint vers la maison, regarda l'heure. Une boisson fraîche, un bain, le dîner, une heure de somnolence à écouter la petite musique cristalline des grenouilles, à se souvenir de la poussière et de la chaleur de Paris pour mieux savourer la froide senteur de la rivière, puis le sommeil... Sur la table étaient disposés l'eau, le seau de glace, les pailles, les citrons coupés en deux. La nuit était complète maintenant; elle était venue avec une sorte de sournoise brusquerie. Une main invisible alluma une lampe au-dessus de la marquise. Anne-Marie pleurait; on entendait sa voix perçante traverser le silence. Elle cria longtemps sans reprendre haleine : « Non, je le ferai pas !... Non, je ne le veux pas !... Non, je ne l'aime pas! » Il y avait dans ses pleurs une espèce de rythme qui, visiblement, lui plaisait à elle-même et dont elle jouissait intérieurement. Quelqu'un ferma la fenêtre; les cris, plus faibles, se transformèrent en une longue et monotone houle de sanglots, puis elle rit d'une voix encore mouillée et tremblante, et enfin se tut. Le vieil homme étendit la main vers le seau plein de glace, écouta avec un muet plaisir le bruit de sa bague heurtant le flanc d'argent. Il accomplissait avec lenteur tout ce qui dans la vie pouvait donner même une infime volupté. Il porta le verre à ses lèvres, puis le reposa à tâtons sur la table, ferma les yeux. Ce n'était qu'un demi-sommeil, et tout d'abord il fut doux et léger. Il voyait et entendait encore et jouissait avec une volupté accrue des moindres sons, du frémissement de la nuit. Il lui semblait qu'à ses pieds son ombre grandissait, se dressait jusqu'à remplir le ciel et à éteindre les étoiles... Oui, elles paraissaient si petites, si faibles que son souffle géant allait les éteindre... Comme l'ombre qu'une lanterne magique projette sur une toile blanche, la sienne s'étendait sur l'univers, prête à bondir et dévorer le monde...

Mais il éprouva une brusque sensation d'étouffement. Il lui sembla tout à coup qu'une main pesait sur sa poitrine, froide et lourde comme la main de la mort elle-même... Il poussa un gémissement et ouvrit les yeux avec une sorte d'angoisse et d'hébétude. La conscience de ce qu'il était le fuyait. Ce

n'était pas la première fois. Souvent ainsi, lorsqu'il se réveillait au milieu de la nuit, il lui fallait un moment pour reprendre ses sens, retrouver jusqu'au souvenir de son nom qu'il avait oublié. Comme si quelqu'un le secouait par l'épaule, criait à son oreille : « Eh, toi !... Oui, toi!... Si fier de ce que tu es, de ce que tu crois être, dis-nous donc un peu ton nom, ton âge et pourquoi tu te dis toi!... » Mais, dans la journée, il oubliait ce rêve.

Il revint lentement à lui; il ne fallait pas s'endormir ainsi avant le dîner. Rien de plus pénible, de plus lourd que ces bribes de sommeil. Il avait un mauvais goût dans la bouche, un goût amer et fétide. Il fit claquer ses doigts avec impatience et au même moment, au seuil de la maison, un domestique en veste blanche d'été apparut et dit d'une voix mesurée :

— Le bain de monsieur est prêt.

Le vieil homme se leva et fit quelques pas en chancelant. Le domestique regarda avec aversion le vieux corps noueux et songea à un bout de conversation entendue entre deux portes... Le vieux Lucain avait le cœur malade. Ou était-ce l'aorte?... Il ne se rappelait plus... En tous les cas, un beau jour : phuit !...

Il rangea les verres et rentra à son tour.

Le jardin était sombre et empli de ces parfums délicieux qui attendent, pour sortir de la terre, que l'homme soit endormi. Chaque petite feuille s'agitait au faible vent de la nuit. Comme un millier de petites bouches haletantes, elles se tendaient, altérées, vers le souffle qui venait de la rivière, et chacune, sans doute, soupirait, appelait, murmurait : « Moi, moi, moi. »

Mais le vent toucha à peine la cime des arbres et se perdit dans la campagne. Et la calme nuit, douce et indifférente, recommença à bercer mollement entre ses bras tous les êtres vivants qui s'endormaient.

IRÈNE NEMIROVSKY.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

LA SARRE ALLEMANDE ET L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Par un plébiscite récent et retentissant, les Sarrois ont opté, à une grosse majorité, pour la réincorporation de leur territoire dans la souveraineté allemande. Cette décision, bien qu'elle n'eût rien d'imprévu, n'en met pas moins fin, avec une certaine brusquerie, aux rapports étroits noués, depuis quinze ans, entre l'économie du Bassin de la Sarre et celle de notre pays.

Quelles furent ces relations franco-sarroises; comment les accords diplomatiques conclus entre la France et l'Allemagne, à la veille et au lendemain du plébiscite, ont-ils réglé les problèmes les plus urgents; quelles conséquences, enfin, peut entraîner, pour notre économie nationale, la réapparition d'une frontière douanière entre la France et la Sarre, tels sont les points que nous voudrions brièvement examiner ici.

Le traité de Versailles avait, on s'en souvient, décidé de détacher provisoirement la Sarre du Reich allemand, pour en faire une entité politique distincte, placée sous l'autorité de la Société des nations. En même temps, il décidait que la Sarre entrerait dans le territoire douanier de la France et il attribuait à celle-ci la pleine propriété des mines de charbon, en compensation des ravages causés par l'invasion dans ses houillères du Nord et du Nord-Est.

Au début de l'année 1935, les Sarrois ont été invités à se prononcer soit pour le maintien du *statu quo*, soit pour le rattachement à la France, soit pour le retour dans la communauté allemande. S'ils avaient opté pour l'une ou l'autre des deux premières solutions, il n'y aurait eu, — au point de vue économique, — que peu à modifier à la situation existante. En se prononçant pour la troisième, ils ont délibérément fait naitre une série de changements dans leur vie de production, d'échange et de consommation, et, par cela même, affecté l'économie des deux nations entre lesquelles ils avaient à choisir.

LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE DE LA SARRE

Pour être à même d'apprécier l'intérêt des questions ainsi posées et la portée des solutions intervenues par la voie diplomatique, il est nécessaire de décrire, à larges traits, les principaux caractères de l'économie sarroise. Depuis quelques années, une abondante littérature s'est formée sur le sujet et, parmi les ouvrages récents, il convient de citer tout particulièrement ceux de Capot-Rey, de Constantin, de Goiran, de Schmitz, qui contiennent une documentation abondante et précise.

La Sarre est, avant tout, un pays de mines; elle occupe à leur exploitation environ 50 000 personnes, qui, avec leurs familles, ne forment que le quart de la population du Territoire, mais toute l'économie sarroise est fonction de la houillère. Le charbon sarrois est en grande partie exporté, mais dans des conditions peu favorables, en raison du manque de voies d'eau ; pour le reste, il est consommé par l'industrie locale. Les ventes de charbon sarrois en France et en Alsace-Lorraine, avant la guerre, représentaient 20 pour 100 de la production, alors que la Sarre vendait à l'Allemagne 34 pour 100 de son charbon et en consommait sur place 38 pour 100.

La métallurgie sarroise s'est constituée avant même que le charbon eût été exploité; mais l'emploi du combustible minéral devait lui procurer un grand développement. A vrai dire, elle ne put l'obtenir que grâce au minerai de fer lorrain, car, dès le début du XIXe siècle, ses gisements métalliques

étaient épuisés; il lui fallut aussi résoudre d'assez grosses difficultés techniques pour parvenir à utiliser le charbon sarrois. A la veille de la guerre, la métallurgie sarroise produisait environ 1 300 000 tonnes de fonte et plus de 2 millions de tonnes d'acier; mais elle n'a fait que peu de progrès, depuis lors, dans la production de ce métal. Elle y occupe cependant encore environ 25 000 ouvriers. Ses exportations, assez gênées depuis la guerre, ont été ranimées par l'Entente internationale de l'acier, conclue en 1926, qui lui consentit des conditions particulièrement favorables : la France absorbe 18 pour 100 des fontes et moulages sarrois et 35 pour 100 environ de produits laminés, alors que les chiffres des achats allemands à la Sarre sont, ici, respectivement, de 35 et de 27 pour 100.

Il est tout naturel que les mines et la métallurgie, qui ont de grands besoins d'outillage, fassent naître autour d'elles les industries de transformation. Aussi la Sarre possède-t-elle un très grand nombre d'entreprises de construction mécanique, de fonderies, d'appareillage électrique, de construction de wagons, d'émaillerie. La crise actuelle les a durement éprouvées, car la concurrence, tant française qu'allemande, est acharnée et les ententes entre producteurs n'ont pas encore pu se former dans ces branches, comme dans l'industrie lourde.

A côté des industries qui dérivent des mines et de la métallurgie, la Sarre possède encore de nombreuses et vieilles industries, jouissant d'une main-d'œuvre habile et spécialisée, mais qui luttent assez laborieusement contre la concurrence belge, allemande ou française : la céramique et la verrerie, d'une part, les textiles, la brasserie, d'autre part, sont dans ce cas.

Enfin, l'agriculture sarroise, bien que ne jouant qu'un rôle secondaire, n'y est pas négligeable. A côté des exploitations forestières, dont la surface occupe presque le tiers du territoire, le paysan sarrois, généralement propriétaire des terres qu'il cultive, produit des céréales secondaires et des pommes de terre et développe surtout l'élevage ; mais la Sarre doit importer plus de la moitié des produits alimentaires dont elle a besoin : sa population agricole n'atteint pas 10 pour 100 de sa population totale.

LA RÉTROCESSION DES MINES DOMANIALES

L'article 45 du traité de Versailles avait donné à la France l'entière propriété des mines de la Sarre et l'article 36 de l'annexe V du traité prévoyait l'obligation pour l'Allemagne de racheter ces mines, à dire d'experts, si, en 1935, la Sarre venait à lui être rendue.

En vue de rechercher, — sans attendre les résultats du plébiscite, — les moyens de résoudre, sous les différentes hypothèses à envisager, les problèmes que devait poser la liquidation du régime sarrois, la France et l'Allemagne avaient entamé des pourparlers dès les derniers mois de 1934. Sur leur demande, la Société des nations avait délégué trois représentants, — ce fut le Comité des Trois, dont une résolution du 20 janvier 1934 avait décidé la création, — remarquablement présidé par le baron Aloïsi, qui prêtèrent leurs bons offices à ces négociations. Elles commencèrent à Bâle et continuèrent à Rome, où elles aboutirent à l'accord du 3 décembre, qui posait notamment les principes à suivre pour le règlement des intérêts franco-germano-sarrois, dans l'hypothèse du rattachement de la Sarre au Reich.

Dès le 17 janvier 1935, quatre jours après le plébiscite, la Société des nations décidait qu'à dater du 1er mars, l'Allemagne serait réinstallée dans le gouvernement de la Sarre. Les négociations franco-allemandes allaient reprendre aussitôt sous l'égide des « Trois », pour aboutir aux accords de Naples, du 18 février, que le Parlement français a ratifiés (Chambre, séance du 22 février ; Sénat, 27 février). Ces accords concernent d'une part, le règlement des biens et intérêts privés en Sarre, les assurances sociales, les assurances privées, et l'un d'entre eux est entièrement consacré, d'autre part, à la cession à l'Allemagne des avoirs du gouvernement français en Sarre : mines, voies ferrées, immeubles. C'est de ce dernier accord que nous allons nous occuper tout d'abord.

Très heureusement, les Hautes Parties contractantes ont renoncé à recourir à une expertise pour évaluer le prix des mines à rétrocéder. Il eût fallu maintenir le *statu quo* pendant la durée de l'expertise, ce qui n'eût pas manqué de créer une situation irritante ; on se serait trouvé dans l'obligation de

revenir sur les évaluations antérieures de la défunte Commission des réparations : elle avait attribué aux mines domaniales une valeur de 300 millions de marks, soit d'un milliard huit cent mille de nos francs actuels et l'Allemagne qui, à l'époque, avait jugé trop faible le chiffre dont on la créditait, n'aurait pas manqué de le déclarer excessif en 1935.

On s'est mis d'accord sur la somme de 900 millions de francs, en tenant compte, non seulement de la diminution de valeur des mines depuis quinze ans, sous l'influence de la crise générale et de la mévente du charbon, mais encore des difficultés de transfert que rencontreraient des dettes excessives et enfin du trouble que des livraisons de charbon surabondantes jetteraient dans notre économie houillère.

La France a fait là un sacrifice important, car, en quinze années, nous avons remarquablement amélioré les gisements sarrois; ils ont été remis en état, outillés, pourvus de bonnes installations de fond et de surface; l'extraction du charbon, qui était, en 1913, de 777 kilogrammes par jour et par mineur, s'est élevée, en 1934, à 1 146 kilogrammes. Ce chiffre permet de mesurer le progrès accompli. Une aussi heureuse exploitation n'a pas été, d'ailleurs, sans laisser d'appréciables résultats pour l'administration française. En quinze ans, l'État a reçu 412 millions de francs à titre de dividendes et a pu constituer une réserve de 138 millions qui lui sont revenus, lors de la rétrocession, le 1er mars 1935; en outre, tous les investissements nouveaux, faits dans les mines, et qui ont dépassé légèrement 1 milliard, ont été amortis.

On peut dire que si, en 1919, l'acquisition des mines de la Sarre nous était indispensable et, en fait, nous rendit les plus grands services, en 1935 leur rétrocession ne peut nous causer aucune gène, bien au contraire. Il ne faut pas oublier, en effet, que nos mines du Nord et du Nord-Est ont licencié près de 100 000 ouvriers depuis le début de 1932 et qu'à la fin de 1934, elles n'occupaient plus que 230 000 ouvriers au lieu de 314 000. Encore avaient-ils chômé, en 1934, pendant une soixantaine de jours. La consommation française de charbon s'est élevée, en 1934, à 73 700 000 tonnes, dont 48 700 000 provenant de nos houillères, 20 500 000 des pays étrangers et 4 500 000 de la Sarre.

Si aucune tonne de charbon sarrois n'entrait plus en

France, ce serait vingt-six jours de chômage qui disparaîtraient pour nos mineurs ; car il serait facile, sans ouvrir de puits nouveaux, d'extraire dès à présent 6 millions de tonnes supplémentaires de nos gisements. Mais, pour obtenir du Reich le paiement des 900 millions auxquels a été fixé le prix de rétrocession des mines, il a paru indispensable de l'autoriser à se libérer par des prestations en nature, qui consisteront en livraisons de charbon. Ces livraisons sont limitées à 2 millions de tonnes par an, auxquelles pourront s'ajouter les charbons achetés par contrats purement commerciaux, dans les limites qui seront fixées entre les deux pays, dès que les négociations en vue d'une convention de commerce, interrompues depuis le 25 février, auront été renouées. Mais comme le Gouvernement français n'a point fait mystère de son désir de profiter de l'occasion pour atténuer le plus possible le chômage, la quantité de charbon sarrois introduite en France sera très voisine de 2 millions de tonnes au lieu de 4 500 000, ce qui permettra aux mines françaises de donner à leurs ouvriers douze journées de travail de plus par an, soit 60 millions de salaires.

Les livraisons de charbon sarrois n'ont pas été le seul moyen envisagé pour le règlement du prix des mines. On a décidé de faire payer une redevance de quatre francs par tonne, sur 2 200 000 tonnes par an, pendant cinq ans (et plus, s'il est nécessaire), aux Sociétés françaises qui exploitent dans la région du Warndt des filons charbonniers situés en sous-sol sarrois, mais reliés à des puits français. Enfin, le gouvernement allemand s'acquittera encore en délivrant à la France les billets de banque français possédés par les ressortissants sarrois et qu'il leur aura préalablement rachetés contre des marks.

C'est donc à l'occasion du règlement de la question charbonnière qu'on a pu résoudre l'une des questions les plus délicates que soulevait le plébiscite sarrois. On sait, en effet, que, depuis 1923, le franc était devenu la seule monnaie légale en Sarre. Depuis le 18 février 1935, c'est le reichsmark qui a repris ce rôle. On pouvait craindre, avant les accords de Rome et de Naples, que le Reich, se saisissant des billets français détenus par les banques et les particuliers sarrois, ne vînt en demander le remboursement en lingots d'or à la Banque de France, qui eût été ainsi délestée d'un bon milliard.

A la veille du 18 février, d'ailleurs, on pouvait constater que beaucoup de Sarrois, peu soucieux de se voir contraints de céder leurs francs, monnaie or, contre des reichsmarks de valeur incertaine, exportaient leurs billets en France : ainsi, les opérations du bureau de poste de Forbach qui, en moyenne, comportaient une recette d'environ 40 000 francs par jour, au titre des « articles d'argent », s'élevèrent brusquement, en février, à 200 000 francs par jour. La Caisse d'épargne de Metz constata une progression analogue dans ses dépôts. Mais l'accord de Naples prévoit (chapitre II) que le gouvernement allemand s'efforcera de faire rentrer en Sarre, pour y être échangés contre des reichsmarks, les billets français qui auraient été ainsi astucieusement exportés par des Sarrois.

Ces billets seront remis à la Banque de France ou, plus exactement, à la Banque des Règlements internationaux, qu'on a choisie pour tenir les comptes franco-allemands nés du transfert des mines et propriétés d'État en Sarre. Le Reich a immédiatement appliqué au territoire récupéré sa législation restrictive sur l'exportation des capitaux et de nombreux bureaux ont été ouverts pour l'échange des francs contre des marks. Au Sénat, le 27 février dernier, M. Pierre Laval pouvait annoncer que 160 millions de francs avaient déjà été récupérés et faisait espérer des rentrées plus abondantes, au cours des sept mois pendant lesquels la conversion des francs doit s'achever (1). Si, d'autre part, on fait état de ce que le charbon de prestations sera vraisemblablement décompté à un cours voisin de 70 francs la tonne, on peut compter que, dès la première année de la mise en vigueur des accords de Naples, c'est sensiblement plus de 300 millions que la France aura reçus, en paiement des mines rétrocédées.

La somme de 900 millions ne couvre pas seulement la valeur des mines domaniales, mais encore celle des autres avoirs de l'État français en Sarre. Ils consistaient notamment dans les « antennes » ferroviaires de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine et qui étaient devenues propriété de l'État français, et dans le matériel roulant, les installations complétant ces lignes. L'évaluation de ces lignes (39 kilomètres) était malaisée ;

(1) D'après certains renseignements qui viennent d'être publiés, il semble que la récupération des billets de banque français atteignait, à la date du 10 mars 1935, le montant de 237 millions.

de même, la participation de la France dans les travaux du tunnel de Waldwisse pouvait prêter à discussion. Enfin, la valeur des gares frontières, édifiées par l'administration sarroise avec la participation de la France, pour le service des douanes sarro-allemandes, était, bien que pratiquement assez faible maintenant, difficile à préciser. Pour ces raisons et dans le dessein de travailler à la bonne entente entre les deux pays, on a purement et simplement compris la valeur de ces avoirs dans le forfait relatif aux mines.

Il est douteux que le règlement ainsi apporté à la question des mines sarroises puisse créer des difficultés dans l'économie française. Quelques voix timides se sont élevées, à la Chambre, pour souligner l'insuffisance du prix de rétrocession, mais le sacrifice qu'il implique a été fait à la cause de l'apaisement et on ne saurait le regretter. Quant à nos houillères, elles ne peuvent que se réjouir de voir disparaître une concurrence qui leur était désagréable. L'industrie française, de son côté, ne paiera pas le charbon plus cher et ne sera pas gênée dans son approvisionnement. Nos achats de charbon sarrois, dans les périodes les meilleures pour eux (occupation de la Ruhr, grèves anglaises), n'ont guère dépassé 5 millions et demi de tonnes; ce chiffre était tombé à 4 millions et demi de tonnes et désormais il sera réduit encore de 2 millions de tonnes. La difficulté qui va naître de cette modification pèsera tout entière sur la Sarre, qui devra trouver dans une Allemagne déjà surproductrice le placement des tonnages que nous cesserons de lui acheter.

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX FRANCO-SARROIS

Le changement causé par le plébiscite sarrois dans le régime des échanges entre la France et la Sarre risque peut-être de troubler davantage notre économie, — encore qu'il n'y ait pas lieu de concevoir trop de pessimisme à cet égard. Il faut observer que, depuis 15 ans, le régime des échanges extérieurs de la Sarre s'est trouvé plusieurs fois modifié et que, d'autre part, ces échanges eux-mêmes ont été fortement influencés par les crises monétaires ou économiques qui ont agité l'Europe. Mais, dans l'ensemble de cette période, on peut dire que la Sarre a été favorisée par la rivalité de la France et

de l'Allemagne en vue de créer ou de resserrer leurs liens économiques avec cette région.

Avant la guerre, la Sarre demandait aux provinces limitrophes, telles que le Palatinat, l'Alsace et la Lorraine, les approvisionnements alimentaires qui lui faisaient défaut ; elle faisait venir d'Allemagne les matières premières nécessaires à l'industrie, à l'exception du minerai de fer, qu'elle achetait surtout en Lorraine. Quant à ses ventes, l'Allemagne en absorbait près des trois quarts et, sur le reste, la France ne prenait qu'une faible part; mais des liens anciens unissaient la clientèle alsacienne et lorraine aux fournisseurs sarrois.

Le traité de Versailles avait laissé se continuer la libre circulation des marchandises entre la Sarre et l'Allemagne, décrété l'entrée en franchise de tous les produits français en Sarre et accordé le même traitement, mais dans la limite de certains contingents, aux produits sarrois dirigés vers la France. Ce régime devait durer jusqu'en 1925 ; à ce moment, et sans que rien fût changé dans les rapports sarro-allemands, la Sarre devint partie intégrante du territoire douanier français. Des accords partiels entre la France et l'Allemagne intervinrent alors et furent consolidés par le traité du 23 février 1928, qui confirmait certaines franchises commerciales entre le Reich et la Sarre.

Ainsi le commerce sarrois avec l'Allemagne et l'étranger aura connu, de 1919 à 1934, au moins trois régimes différents, et cela tout en subissant les répercussions de l'effondrement et de la stabilisation du mark, des variations et de la remise en équilibre du franc, des restrictions allemandes aux paiements extérieurs, etc... Au lendemain de la guerre, la Sarre allait offrir à nos produits un nouveau débouché; mais ensuite, les Sarrois, dont la monnaie légale était dans l'intervalle devenue le franc, trouvaient, par la prime de change, avantage à acheter encore beaucoup de marchandises en Allemagne. Nos produits agricoles luttèrent mieux que nos articles industriels contre cette circonstance ; nos ventes en Sarre se développèrent, nous laissant vite une balance favorable, puisque jusqu'en 1925 les produits sarrois étaient contingentés à l'entrée dans notre pays.

A partir de 1925, si l'on avait suivi à la lettre les prescriptions du traité de Versailles, la frontière douanière sarro-

française ayant complètement disparu, un cordon douanier aurait dû se tendre entre l'Allemagne et la Sarre : or cette mesure fut atténuée. Cette transformation de l'état préexistant exigeait, en effet, quelques arrangements que ni l'Allemagne, ni la France n'étaient pressées de conclure, la première parce qu'elle voulait garder un débouché important, la seconde parce qu'elle redoutait une trop massive invasion de produits sarrois. L'Allemagne décida d'octroyer aux marchandises sarroises, notamment aux produits sidérurgiques, un moratoire des droits de douane, c'est-à-dire une franchise de fait qui, de précaire qu'elle était en apparence, était définitive d'intention et le devint juridiquement et sans réserve par l'accord du 6 novembre 1926. Pendant cette période, les produits allemands n'entraient dans la Sarre qu'en payant les droits de notre tarif, ce qui permit à nos industries de se créer un marché intéressant. Nos achats en Sarre, bien que n'étant plus contingentés, ne semblent pas avoir augmenté beaucoup depuis 1925.

La période 1926-1934 est marquée, dans ses débuts, par des ententes privées entre industriels sarrois et entreprises ou groupements français, et par des accords commerciaux entre France et Allemagne. Des contingents réciproques furent établis dans la métallurgie. D'autre part, le traité franco-allemand du 17 août 1927 accordait à l'Allemagne, pour ses principales exportations en Sarre, le bénéfice du tarif minimum ou même de droits inférieurs de 50 à 60 pour 100 à ce tarif; en échange, la Sarre obtenait l'exportation en franchise pour la plupart de ses produits destinés à l'Allemagne. Comme elle se trouvait toujours à l'intérieur du territoire douanier français, on voit que la Sarre était favorisée de toutes manières pour ses échanges extérieurs.

Il est assez difficile de donner des chiffres précis sur le commerce franco-sarrois au cours de cette période, puisque aucune frontière douanière n'a existé entre la France et la Sarre; ce sont surtout les statistiques des chemins de fer qui peuvent fournir un indice approximatif de ce trafic. Dans l'ensemble, il augmente de près de moitié, de 1926 à 1930, et diminue ensuite, pour retomber à des chiffres sensiblement inférieurs à ceux de 1926. Au contraire, les ventes sarroises en France paraissent s'être maintenues, sans changement

important, de 1926 à 1934. La moitié des ventes françaises en Sarre consiste en produits alimentaires; l'autre moitié se partageant également entre produits fabriqués et matières premières. A l'inverse, la Sarre ne nous envoie qu'une très faible quantité d'articles d'alimentation, mais nous vend surtout des produits fabriqués et, en quantité un peu moins forte, des matières premières, mais qui constituent pourtant la plus grande partie de sa production.

D'après des chiffres émanant de la Chambre de commerce franco-sarroise, mais qui ne peuvent avoir qu'un caractère approximatif, la France, en 1933, aurait acheté à la Sarre pour 1 592 millions de francs et lui aurait vendu pour 1 885 millions, ce qui laisse une balance créditrice de 18 pour 100. Nos achats auraient consisté, à concurrence de 882 millions, en produits métallurgiques, de 414 millions en charbons, de 65 millions en céramique et verrerie, etc... Nos ventes auraient atteint 570 millions pour les produits agricoles (céréales et pommes de terre 250 millions; produits laitiers 110 millions; fruits et légumes 116 millions; bétail 95 millions); les minerais, les textiles, les produits métallurgiques trouvaient en Sarre une clientèle appréciable. Si on considère la répartition géographique de ces échanges, on constate, — suivant la même source documentaire, — que les trois départements d'Alsace et de Lorraine (et surtout la Moselle) ont absorbé le tiers des exportations sarroises et vendu à la Sarre environ 60 pour 100 des produits français absorbés par elle, ce qui aurait laissé à ces départements une très large balance créditrice.

Mais ces chiffres ne possèdent pas une valeur absolument sûre et, au cours des négociations commerciales qui ont suivi le plébiscite, on a pu les voir critiquer ou contester, dans la presse professionnelle qui discutait des concessions à supporter respectivement par notre agriculture ou par nos industries pour l'établissement d'un nouveau régime d'échanges entre la France et la Sarre.

LE RÉGIME PROVISOIRE DES ÉCHANGES FRANCO-SARROIS

En exécution de la décision prise le 17 janvier 1935, par le Conseil de la Société des nations, le Comité des « Trois » statuait que la frontière douanière de la Sarre serait reportée du

côté allemand sur le côté français, le 18 février à 0 heure. En prévision de l'application du tarif allemand et du contrôle des règlements extérieurs, beaucoup de commerçants sarrois ont multiplié leurs achats en France avant la date ainsi fixée. Pendant trois semaines, on vit une circulation intense de camions transporter en Sarre des vins, des huiles et savons, de l'épicerie, etc..., tous paiements se faisant comptant. Un régime provisoire fut établi, par décret du 15 janvier 1935, pour organiser un contrôle à la frontière franco-sarroise, de manière à empêcher les « exportations anormales », c'est-à-dire supérieures à la moyenne des précédentes années, de se faire dans le sens Sarre-France. Mais, en droit, l'union douanière a subsisté jusqu'au 18 février et, en fait, les échanges se sont vraisemblablement accrus au cours de ces semaines de transition.

Pendant ce temps, des négociations s'engageaient entre la France et l'Allemagne. Après avoir abouti à des accords partiels, les 14 et 21 février, elles ont été suspendues et, vraisemblablement, elles seront reprises d'ici peu, puisque les deux pays ont à régler des questions qui dépassent de beaucoup l'affaire sarroise, telles que le fonctionnement de l'office franco-allemand des paiements.

Les groupements privés industriels, eux aussi, sont entrés en pourparlers. Métallurgistes français et métallurgistes allemands se sont rencontrés à Aix-la-Chapelle, le 25 février, puis à Cannes, du 6 au 8 mars; mais on manque encore de renseignements sur les résultats de ces entrevues. Pratiquement, les échanges d'acier sarrois contre fer lorrain sont à peu près suspendus, tant qu'on ne se sera pas mis d'accord sur les contingents à fixer et sur la période à prendre comme base de référence pour leur fixation. Si l'accord n'intervenait pas, l'Entente européenne de l'acier serait mise en danger et pourrait suivre le sort du Cartel des tubes, qui vient d'être dénoncé.

Les accords des 14 et 21 février 1935 ont consacré le rétablissement de la frontière douanière franco-sarroise, mais ils ont créé une « période transitoire » de quatre mois pour permettre les indispensables rajustements d'échanges. Les marchandises sarroises entrent en France au tarif minimum et certaines d'entre elles bénéficient même de réductions sur ce

tarif allant jusqu'à 50 et 60 pour 100 (produits colorants, papiers, articles émaillés, etc.). Les produits français expédiés en Sarre sont assujettis au tarif allemand, mais bénéficient de contingents assez larges (les textiles, notamment) ; le lait, dont la Moselle envoie, chaque jour, plus de 100 000 litres en Sarre, y entre en franchise, à condition d'être stérilisé et pasteurisé.

Ces accords n'ont pas été accueillis avec beaucoup d'enthousiasme dans la région lorraine et alsacienne. Pour permettre la continuation de nos ventes de produits agricoles en Sarre, il a fallu ouvrir la porte aux articles fabriqués de cette région : la boulonnerie, les outils forgés sarrois bénéficient d'un contingent de 3 000 quintaux et d'une réduction de 50 pour 100 sur le tarif minimum. Les industriels se considèrent comme sacrifiés aux agriculteurs.

Mais, à leur tour, ceux-ci se montrent mécontents de n'avoir pas obtenu de contingents pour les céréales, les œufs, les fruits, les légumes et ne sont qu'à demi satisfaits des facilités stipulées pour la viande et le lait. Les petits producteurs laitiers, peu ou pas outillés pour stériliser et pasteuriser le lait et pour le transporter en camions-réservoirs, se plaignent d'être sacrifiés à la grande entreprise d'élevage. Les producteurs de fraises se sont vu attribuer un contingent de 15 tonnes, alors que la Chambre d'agriculture de la Moselle assure qu'il s'en vendait 7 000 tonnes !

Industriels et agriculteurs observent enfin qu'on n'a pas synchronisé la cadence à laquelle devront se faire les échanges franco-sarrois pendant la période transitoire ; il pourra donc arriver que les Sarrois se hâtent d'introduire en France leurs contingents de produits fabriqués et, quand ils les auront ainsi épuisés, que l'Allemagne cesse d'acheter nos produits agricoles. La manœuvre serait d'autant plus facile que ces achats et ces ventes, naguère effectués librement, sont aujourd'hui réglés par des Offices du Reich.

Il est difficile d'apprécier la valeur de ces critiques, parce qu'il est impossible de contrôler l'exactitude des chiffres que chaque corporation intéressée donne comme représentant ses ventes de naguère en Sarre. Les négociations qui ont abouti aux accords des 14-21 février ont certainement été conduites avec soin par nos représentants ; on ne peut que souhaiter de les voir reprendre, pour modifier, en tenant compte des obser-

vations faites à leur endroit et reconnues fondées, les conventions en vigueur.

Mais il faudra se résigner à voir diminuer le courant commercial qui existait, depuis quinze ans, entre la France et la Sarre, et dont le volume était, en partie, dû à une situation exceptionnelle. Il est, d'ailleurs, certain que les relations qui ont pu se nouer ou se renforcer entre nos provinces de l'Est et la Sarre, au cours de ces quinze ans, subsisteront en partie, et que notre activité commerciale continuera d'en tirer profit.

La séparation douanière du Territoire de la Sarre, nous l'avons vu, apporte un soulagement à nos mines. Elle diminue aussi la concurrence que subissaient certaines de nos industries et qui s'aggravait du fait que, sous le régime du traité de Versailles, la Sarre produisait avec des charges fiscales réduites. Aucun des produits fabriqués de la Sarre ne nous est absolument indispensable et l'industrie française peut les suppléer.

On peut considérer que les chômeurs qui seront réembauchés par nos entreprises industrielles pour produire ce que la Sarre ne nous vendra plus, absorberont une partie des produits agricoles que nous exportions dans ce pays. La réadaptation ne s'accomplira certes pas sans quelques souffrances, mais elle sera favorisée par le fait que les difficultés à résoudre sont surtout locales ; l'industrie lorraine et alsacienne est toute prête à remplacer les produits sarrois et sa prospérité se répercutera sans délai sur le marché local des produits agricoles, que la perte partielle de la clientèle sarroise vient d'éprouver.

* * *

Pour achever d'exposer les aspects économiques du retour de la Sarre à l'Allemagne, il aurait fallu étudier encore un certain nombre de problèmes que l'importance de la question minière et du régime douanier ont quelque peu laissés dans l'ombre. Nous n'y insisterons pas, mais nous les mentionnerons cependant, ne serait-ce que pour montrer la complexité de l'équation économique et financière à résoudre en pareilles conjonctures.

Les questions ouvrières se sont présentées surtout dans le domaine des assurances sociales et toutes mesures utiles ont

été prises pour que les ouvriers assurés, transférés d'une caisse à une autre, ou même d'un régime juridique à un autre, ne perdent rien de leurs droits acquis ou en cours d'acquisition. Un autre problème reste à résoudre, celui du travail des « frontaliers », c'est-à-dire des ouvriers sarrois qui viennent chaque jour travailler en France mais qui gardent leur domicile en Allemagne.

Très semblable à la situation des frontaliers est celle des industriels sarrois qui, pour échapper aux conséquences du rétablissement de la frontière douanière entre leur pays et le nôtre, transportent ou se préparent à transférer en France leurs établissements, tout en occupant du personnel sarrois frontalier, qu'ils paient moins cher que la main-d'œuvre française. Ici encore, il y a place pour des négociations.

On a dû se préoccuper du sort des capitaux français engagés dans la Sarre, et des biens que les Sarrois, décidés à quitter leur pays, voudraient réaliser. Les lois allemandes interdisant l'exportation des capitaux, ces rapatriements ou ces transferts de biens liquidés allaient-ils se voir interdits? L'affaire était de conséquence : on sait que d'importants capitaux français (environ 2 milliards, selon certaines évaluations) sont investis dans la Sarre, soit directement, soit par des participations dans des entreprises luxembourgeoises qui, elles, possèdent des intérêts sarrois.

S'il est peu probable que ces capitaux, ainsi immobilisés, soient susceptibles d'être rapatriés, il n'en est pas de même du produit des réalisations d'immeubles, valeurs et autres biens que des ressortissants sarrois ou d'anciens résidents étrangers en Sarre voudront transférer à l'étranger. Les accords de Naples ont prévu que l'Allemagne ne molesterait pas ces émigrants et ne s'opposerait pas à la réalisation de leurs biens. Ils pourront les vendre et, au lieu d'être payés en marks bloqués, ils seront payés en reichsmarks ordinaires, qu'ils pourront librement faire sortir d'Allemagne et réaliser, au cours du change effectivement pratiqué. Beaucoup de sociétés françaises, qui avaient dû s'installer en Sarre, profiteront de ces dispositions. Enfin, les contrats d'assurances conclus dans la Sarre par des sociétés françaises ont été protégés ; les prêts faits par ces compagnies à certaines collectivités publiques du territoire sarrois ont fait l'objet d'un examen particulier

en vue du règlement de leur service en francs et de l'octroi des facilités de transfert utiles.

La rapide revue que nous venons de faire de ces problèmes secondaires et l'étude plus détaillée, mais bien sommaire encore, des problèmes minier et douanier nous permettent de poser brièvement quelques conclusions. La première, c'est que les négociations qui ont réglé le mécanisme du retour de la Sarre à l'Allemagne se sont accomplies dans une atmosphère de bonne entente que notre esprit de conciliation a notablement contribué à créer. La seconde, c'est que la perte de la Sarre, si elle est de nature à préjudicier à certains intérêts locaux, en les privant des avantages quelque peu exceptionnels que leur avait valus le régime sarrois dû au traité de Versailles, ne saurait exercer aucun trouble profond ou durable dans l'économie générale de notre pays. Dans les régions que l'événement touche de plus près, les rajustements ne tarderont sans doute pas à s'opérer, car la vie économique a plus de plasticité qu'on ne le dit parfois et, comme dans un organisme vivant, tout élément de trouble y suscite lui-même des réactions de secours et de guérison. La nouvelle transformation des rapports économiques franco-sarrois sera bientôt compensée par le jeu même des forces de production et d'échange du pays tout entier. Mais on peut y contribuer par de nouvelles dispositions contractuelles et il est fort à souhaiter que les négociations commerciales entre la France et l'Allemagne ne tardent pas à reprendre et surtout à réussir.

ALBERT BUISSON.

TEMPÊTES DE SUROIT

I

Je suis venue, cette fois, en pleine tourmente.

Au sortir de la rade abri, avant même que fût noyée dans le crachin la masse confuse de la ville de Brest, l'*Enez-Eussa* « piquait du nez dans la plume », selon l'expression imagée des gens de mer. Depuis deux jours, un suroît goudronneux, — brise fraîche, pluie continue, — s'était établi.

— Ça bouffe, dit Jean-Marie, vieux loup de mer un peu loustic, qui capelait son suroît avec un double nœud.

Pas un passager à bord. Le capitaine m'a offert l'abri de la chambre de veille. Et derrière les parois de verre, je le vois debout sur la passerelle, avec son dos carré dans le sélingue encore raide, aux plis nets et cassants.

Il est calme, et sûr de son navire. Excellent pilote du reste, pratiquant ces côtes dangereuses depuis nombre d'années. Il sait que, dans la passe nord du goulet, il pourra profiter encore du courant portant à l'est ; qu'il ne « trinquera » pas trop devant la Mengan. Et lorsqu'on quittera Molène pour donner dans le Fromveur, déjà les courants commenceront à mollir.

Au Portzic, la danse commence. Le petit vapeur se cabre, debout à la lame, escalade un grand rouleau de houle. Mais sa plongée dans le creux brusquement ouvert, où il glisse en dodelinant un peu, s'achève sur un choc brutal. Il est venu donner de l'étrave dans une masse d'eau compacte, haut dressée, dont la tranche luit comme du verre, et qui s'écarte sous la morsure en deux trombes jaillissantes dont la volée s'abat sur le gaillard d'avant, balayant le pont de bout en bout.

Une rafale fait vibrer les haubans, siffle dans le creux d'une écoutille, qu'un matelot trempé par le paquet de mer s'efforce de bloquer.

— Ça vente le feu de Dieu, fait François, l'homme de barre, au capitaine qui vient d'entrer dans l'abri de navigation pour se garer des embruns.

Nous doublons la Mengan, avec des cabrioles, parmi les vagues déferlantes qui, à chaque instant, agitent leurs crêtes d'écume au-dessus du bastingage et font crépiter de lourdes averses sur le pont.

— Mince de purge! — clame Jean-Marie, qui s'ébroue sous les ondées, campé sur ses deux jambes écartées pour mieux épouser les oscillations du bateau. — J'ai plus un poil de sec. Qu'est-ce qu'on va prendre entre Creachmeur et Saint-Mathieu?...

A ce moment, comme nous allions doubler le Minou, il prit du ballant pour résister à une vague énorme qu'on voyait courir depuis un instant, toute droite dans le champ labouré de la mer, et qui, tout à coup surgie à la proue, souleva l'*Enez-Eussa* d'un violent sursaut, le tint une seconde suspendu dans le vide, avec son étrave déjaugée, et son hélice qui sifflait en mordant le vent.

— Faites rentrer tout le monde, cria le capitaine, craignant qu'une lame ne fît passer un homme par-dessus bord.

La précaution n'était pas inutile. La brise, au lieu de se calmer avec la fin du flot, semblait au contraire prendre plus de violence.

— Soixante tours, hurla le capitaine dans le porte-voix, jugeant prudent, aux rudes secousses du tangage, de réduire la vitesse, « pour ne rien casser ».

La minute terrible approche où il faudra venir en travers à la lame, pour passer de l'Iroise dans le chenal du Four.

— Paré, François! Attention à la manœuvre.

Impossible de passer à terre des Vieux Moines. Un courant de quatre nœuds et demi, que le vent prend en écharpe, soulève un bouillonnement furieux dans le chenal étroit, encombré de cailloux.

— A droite, quinze. A droite, toute... Machines quatre-vingts tours. Zéro la barre.

Saisissant la seconde favorable, entre deux sursauts de la

houle, le navire a tourné. Il s'incline sur tribord, à croire qu'il va engager. Il se relève. Un roulis désordonné l'agite. À chaque embardée, secoué d'un frisson de la poupe à la proue, il embarque de lourds paquets de mer.

Puis, la tempête marque un léger apaisement. La mer, vent contre courant, est plus hachée, mais moins grosse. Les chaussées, des Pierres Noires à Keroriou et aux Bossemen, font une barrière qui brise la lame.

— Ouf! soupire le capitaine, heureux de pouvoir se tenir un instant debout sans s'agripper des deux mains à la rambarde.

Le temps de jeter un pied d'ancre au Conquet, à l'abri du môle, pour embarquer le courrier.

Et l'*Enez-Eussa* se remet en route.

Le roulis se mêle au tangage. Notre petit vapeur carambole sur les flots démontés, fait des bonds extravagants. Le coup de casserole de l'arrière, après les secousses plus violentes, vous tord les entrailles. On ne voit plus rien qu'une nuée déchiquetée qui s'envole par lambeaux, et le ventre luisant des vagues, qui nous menacent avant de s'abattre pesamment sur le pont submergé, aspergeant les vitres de la chambre de veille, cognant sur la coque à grands coups de bélier, qui sonnent en roulant comme un tonnerre lointain.

On arrive à Molène sous un grain de pluie.

— Le grain du mouillage, grogne le capitaine, qui arpente le pont pour surveiller la manœuvre, tout ruisselant sous l'averse furieuse, avec son suroît, ses bottes, son ciré claquant au vent, qui font sa silhouette massive, et singulièrement maladroits les gestes empêtrés dans toutes ces raideurs mouillées.

Les sacs de dépêches sont jetés à la hâte dans l'unique barque venue du port. Mais on prolonge la relâche dans l'abri relatif de la baie, pour laisser passer le fort du jusant.

Un coup de sifflet.

— En place pour le quadrille! crie Jean-Marie, toujours de belle humeur.

On entend le claquement sur l'écubier des maillons de la chaîne qu'on vire.

L'ancre est à poste.

Au lieu de continuer sa route à l'est, l'*Enez-Eussa* met le cap au nord.

— Au Stiff, dit le capitaine.

La rade de Lampaul serait impraticable. Et mortelle la traversée du Fromveur entre Balanec et le sud-ouest de l'île d'Ouessant, en travers à la lame, avec cette houle venue du grand large, dont aucun obstacle n'a brisé l'élan.

Bannec est doublé sans incident. On n'aperçoit de l'îlot qu'une ligne grise, hachurée, visible par intermittences entre des jets vertigineux qui retombent en panaches, en cimiers de casques, en éventails ondoyants de plumes d'autruches.

Le bateau entre dans le Fromveur.

Quoique le courant soit bien tombé, la mer, courte, hachée, déferle avec furie.

François a les yeux fixés sur le capitaine, qui fait gouverner à la lame.

Nous trois dans l'abri de verre du poste de navigation. Personne sur le pont.

Nous ne parlons pas. Les voix portent mal dans ce tumulte. Et puis, une angoisse, malgré nous, nous étreint. On n'entend que le ululement du vent, le fracas de la tempête, et profond dans les entrailles du navire, qui crie de toutes ses membrures, le halètement de la machine qui s'efforce contre cette colère acharnée à nous vaincre. Ahan régulier, qu'on guette en frémissant au moindre hoquet, avec cette inquiétude poignante de sentir notre vie suspendue aux pulsations de ce cœur d'acier.

De temps en temps, une lame plus forte lève le pont tout droit, comme si un mur de planches s'était subitement dressé devant nous, dans le pourchas des embruns. Il faut s'accrocher à la tringle qui court le long de la cloison pour n'être pas bousculé, écrasé contre la paroi opposée. Le plancher, sous nos pieds, modifie à chaque instant son inclinaison. La lampe suspendue s'agite follement dans son cardan.

Et à travers la vitre, dans l'éclairage blafard des nuages qui se déchirent, on voit surgir, à l'horizon tout proche, la ruée des coursiers blancs, secouant au vent du large leurs tourbillonnantes crinières, et qui foncent vers nous, dans le champ livide tout « charrué » de ténèbres, bondissant, se chevauchant les uns les autres, dans une fougue insensée à qui rien, semble-t-il, ne pourra résister.

Tout à coup, un bruit de tonnerre.

Une montagne d'eau, dont nous avions vu l'effrayante levée dans une blême lueur qui semblait rayonner d'elle-même, a défoncé d'une seule poussée la porte de bâbord du salon. On entend l'eau cascadante qui dégringole à l'étage inférieur.

Plus que quelques encablures.

L'Enez-Eussa met le nez dans le courant, en diminuant de vitesse. Les falaises du Stiff surgissent de la brume.

— Ça y est, dit le capitaine. A débarquer la vedette.

Il a choisi, malgré les difficultés d'accostage, l'abri de la petite baie de Port Ligoudou, mieux préservée que le reste de la rade des attaques du vent de suroît. C'est le mouillage des très gros temps.

La vedette est mise à l'eau, non sans peine. Même derrière l'écran de la haute muraille de pierre, la houle est forte encore. A plusieurs reprises, le petit canot manque de s'écraser contre le flanc du navire. Nous sautons successivement dans la coque dansante, profitant de la seconde où la crête d'une lame l'approche du niveau du pont.

Quelques minutes d'un jeu de balançoire sur des vagues longues qui s'étirent, se lovent sur elles-mêmes, dans ce creux où elles ne trouvent point d'issue.

Et nous nous hissons à la queue leu leu sur l'escalier taillé dans le granit, à même le rocher vertical, et qui monte avec ses paliers étroits, ses marches rongées, dont plusieurs sont complètement effacées, tout le long de la paroi de l'abîme, sur près de soixante mètres de hauteur ; avec le gouffre vertigineux sur notre droite, dont aucune rampe ne nous sépare, et que nous n'osons pas regarder.

II

Les coups de vent de suroît qui depuis deux semaines se succèdent, — soufflant sur l'île avec des paroxysmes de rage et de subites rémissions que précède toujours la saute au noroît, — traînent des tempêtes avec eux.

Elles se lèvent tout d'un coup, succédant parfois à une journée de soleil et de calme plat. Et tout de suite, notre morceau de terre, plus farouchement isolé, serré dans un horizon sans profondeur, est emporté dans une sarabande insensée au travers de l'espace. Des forces surhumaines s'en

sont emparées. On les entend siffler, gronder, mugir à pleine gueule. On éprouve leur emprise dès qu'on s'aventure hors des solides petites maisons de granit, sur le roc nu fouaillé par l'eau du ciel et la queue tournoyante des embruns, où plus rien n'existe que ces forces mauvaises brassant des profondeurs d'abîme dans tout ce gris mouillé où nous plongeons, où les objets perdent leurs contours, lignes estompées d'un halo qui brouille les perspectives, qui fait irréelles et fantomales, à des distances qu'on ne saurait apprécier, les choses proches ou lointaines.

Ce cauchemar dure quelques jours, parfois seulement quelques heures. Il se dissipe, après la saute du vent, avec la soudaineté qui avait marqué son apparition.

Une déchirure dans la grisaille imbibée d'eau. Et un monde de lumière émerge. Dessin net des objets. Transparences de cristal. Vibration du soleil dans le ciel vite débarrassé de ses nuages par le coup de fouet des rafales de noroît, sur la mer écumeuse encore, mais dont les gros bouillons étincelants vont s'apaisant peu à peu dans l'atmosphère bientôt redevenue tout à fait calme et d'une surprenante tiédeur.

Plus souvent, la colère des éléments se dissout dans une grande nappe d'eau qui tombe toute droite, molle et régulière parce que le vent brusquement tombé ne la déchire plus de ses grandes vagues de tourmente. L'île s'enveloppe dans la pluie, un jour, deux jours, quelques heures, endormie doucement dans la tristesse paisible de cette eau qui murmure sur les toits, clapote dans les chemins tout feutrés de boue.

Jusqu'à ce que les forces gigantesques, un instant assoupies, se réveillent en sursaut, plus sauvagement hurlantes, dans un grand envol d'humides crinières, le claquement sourd de multiples sabots, et nous emporte à nouveau dans quelque infernale chevauchée qui abolit le monde, qui s'engouffre en chantant son chant de mort dans le royaume du chaos et de l'effroi.

Il faisait beau ce matin. Dans le grand soleil calme, la baie de Lampaul n'avait pas une ride. Elle élargissait dans la lumière des cercles huileux dont l'éclat brûlait comme du platine fondu.

Pourtant, ce midi, les jeunes employés de la T. S. F. qui

prennent leurs repas à l'hôtel et sont mes seuls compagnons à la salle à manger, m'ont accueillie tous les deux avec une nouvelle. Ils sont toujours fiers d'être les confidents des ondes atmosphériques.

— Une tempête est en route. Extrêmement violente. Une dépression de 30 millimètres qui court sur l'Atlantique et vient droit vers nous. Elle sera là aujourd'hui vers quatre heures.

Ces mots me dansent dans la tête, tandis qu'après déjeuner je m'en vais errer le long de la rade immobile imprégnée de lumière.

Pas un souffle de vent.

Et cependant, elle vient. Elle court là-bas, au fond des régions atlantiques, avec ses millions de pieds qui soulèvent la mer sur son passage en trombes d'écume jaillissante.

La tempête en marche... Il me semble que je la vois, au delà de l'horizon limpide, fonçant vers nous en secouant ses grandes ailes de ténèbre qui battent au ras des flots...

Je suis allée vers Penn ar Roc'h, par les sentiers sillonnés de ruisseaux d'argent qui s'élargissent dans les creux en étincelants miroirs.

La cale creusée au fond de la petite baie regardait mourir de longues et lourdes ondulations qui remuaient l'eau par en dessous, laissant sa surface lisse comme du verre sous les gonflements rythmés du flux. Sur la rampe dallée qui monte du creux abrité au plateau de la falaise, quelques barques renversées dégageaient une forte odeur de goudron, parmi des casiers abandonnés qui achevaient lentement de pourrir.

Au large, vers les îles, étalées à plat sur l'eau lumineuse, c'était un éblouissement à l'infini. Il semblait que, jusqu'à l'horizon, on eût semé sur la mer une profusion de fragments de métal dont chacun jetterait un rapide éclat.

Et comme je revenais vers Lampaul, dans la tiédeur alanguie du soleil déclinant, voici que, d'un seul coup, le ciel s'est éteint.

Je traversais à ce moment le hameau de Penn ar Ruguel. Il fit froid subitement. Du gris suintait de partout, imbibait l'air qui devint opaque et pesant. J'éprouvai comme une détresse infinie dans les choses. Derrière les murets de jardins, où des touffes de cochléaria frissonnaient aux jointures des

pierres, les tristes maisons, avec leurs toits lépreux, leurs façades ruisselantes de moisissures, avaient l'air d'émerger de profondeurs sous-marines. Vues à quelque distance, on eût dit qu'elles étaient faites de coquilles de mollusques incrustées de calcaire et de sel.

Je ne voyais plus la mer que comme une tache grise à la limite des falaises. Et sur la baie couleur de plomb, des cernes noirs se mirent à courir, lentement d'abord, puis plus vite, toujours plus vite, en ronds qui allaient s'élargissant, avec un petit bouillonnement au centre décelant une sourde activité dans la chair profonde de l'eau.

C'est à cet instant qu'une pluie de cris aigus me tomba sur la tête.

Sous les nuages en déroute, très bas dans le ciel, une compagnie de goélands se hâtait vers le nord-est. Ils étaient vingt, trente peut-être, serrés en tas, qui se bousculaient dans un rebroussement de plumes blanches, leurs petites pattes d'ambre tendues contre les pennes en éventail de la queue, s'escrimant de leurs ailes, dont on voyait la membrure puissante s'éployer et se rabattre en mesure, comme de grands accents circonflexes qui s'ouvraient, se fermaient, à une cadence de plus en plus rapide.

Ils fuyaient.

Et dans un jardin transi, je vis, par-dessus la clôture de pierres sèches, des poules effarées se rassembler en caquetant à l'abri d'un tamaris, dont le plumage léger s'émouvait au sommet. Elles se tassaient l'une contre l'autre, tremblant sur leurs pattes, plumes hérissées et la tête dans les ailes, comme à l'approche d'un danger.

Alors, je sentis *qu'elle venait.*

Elle déboucha par une rafale violente et soudaine. Telle une avalanche d'air qui aurait dégringolé de très haut en accélérant sa vitesse, et qui balaya les toits calleux, les jardins tout frissonnants de branches nues, les petites mares du chemin qui frisaient sous la gifle.

Un instant de suspens. Une angoisse.

Puis une clameur déchirante monte de partout à la fois. Elle gronde au fond de l'océan ; semble sortir de terre à mes pieds. Confusion de bruits stridents et sourds qu'on ne saurait démêler. Comme une rumeur de foule en marche : la ruée

d'une horde clamant sa fureur en mille voix discordantes. Au-dessous de ce chant sauvage roule en basse continue le battement d'une légion de tambours. Et des sifflements lacèrent le vacarme. On dirait que la tempête fouette avec des lanières.

Les écluses du ciel se sont ouvertes. Je me sens enveloppée, transie, bousculée par des trombes d'eau qui frappent en jets puissants, me piquent la peau avec des myriades de pointes d'aiguilles, m'emprisonnent dans leurs gerbes tournoyantes, déchirées, secouées, projetées en tous les sens par un vent de fureur.

Un instant, je ne sais plus du tout où je suis. Cela a été si subit, cette attaque de l'ouragan ! La pluie me ruisselle sur le visage, avec une telle abondance que je ne puis respirer et que j'éprouve une seconde l'angoisse de l'immersion. Des filets d'eau glacée me courent partout sur le corps, malgré mon ciré boutonné à la hâte, et j'ai froid jusque dans la moelle des os

Quand je parviens à rouvrir les yeux, le monde extérieur m'apparaît comme au travers d'une bulle. Tout est noyé. Des cascades bondissent au bord des toits en pente courte, patinés comme les murs, de la même couleur de rocher gris et de lichen.

Au coin d'un muret de pierre, un buisson à hauteur d'homme fouette les nappes de pluie, désespérément, de ses branches dépouillées qui balayent le sol, à droite, à gauche, par-dessus le parapet croulant, qui s'agitent en l'air dans le désarroi du vent qui les émeut ; bras tordus, ramifiés en d'innombrables brindilles sensitives comme des doigts, dont le geste étrangement expressif semble concentrer toute la détresse éparse dans l'atmosphère.

III

Le soir, dans la salle à manger de l'hôtel, qu'éclairent seules deux lampes à huile posées sur les tables, on entend la tempête crier dehors, se tordre et gémir, et frapper dans les fenêtres avec des bruits de charnières grinçantes et d'eau qui ruisselle.

On n'imagine pas comme peuvent être lugubres ces soirs que déchire la plainte du vent. On le sent qui rôde tout à l'entour, énorme et furieux. Et malgré l'abri des murs de

pierre, qui vibrent sous ses coups, sa présence surhumaine qui s'impose, qu'on ne peut pas oublier, vous oppresse, comme d'un ennemi invisible qui s'insinuerait partout autour de vous, s'infiltrerait jusque dans votre être pour vous torturer l'âme.

On parle à mi-voix, comme si l'on avait peur de troubler tout ce vacarme qui mène son train dehors. Et dans les coins de la pièce, dans cette zone profonde d'obscurité que laissent autour d'eux les cercles pâles des abat-jour, on dirait qu'il y a des créatures d'ombre qui bougent, qui se plaignent doucement, et dont le frôlement sans consistance vous fait passer tout d'un coup un frisson dans la chair.

A la table voisine de la mienne, les deux jeunes employés de la T. S. F. s'entretiennent des dépêches qu'ils ont reçues et transmises dans la journée. Messages envoyés à la côte par un bâtiment qui navigue, ou réciproquement. *L'Ile de France* annonce un retard au Havre, à cause du mauvais temps. Un financier, à bord de *l'Atlantique*, fixe un rendez-vous d'affaires à Cherbourg. De Bordeaux, une femme s'inquiète de son mari qui arrive d'Angleterre...

En les écoutant, j'ai l'impression, excitante pour l'esprit, d'assister à la conversation gigantesque des ondes dans l'espace.

Ils sont tout jeunes, mes compagnons de tempête. Vingt ans à peine; peut-être moins. Et presque gais, malgré toute cette détresse environnante.

Quelle existence austère est la leur cependant, dans cette île où ils sont cloîtrés pour une ou deux années! Les stages à Ouessant sont de courte durée, mais rudes. Affreusement isolés, séparés de leur famille par une mer hostile, ces jeunes gens passent, une nuit sur deux, l'écouteur aux oreilles, dans leur cabine secouée par le vent. Et pour distraction ils ont les promenades dans la lande mouillée, et le plaisir, à la belle saison, de dénicher un homard avec un croc de fer sous une grosse pierre branlante.

Il est vrai que, ce soir, ils cherchent à tromper la tristesse du lieu en taquinant la servante qui nous apporte, en courant beaucoup et tournant autour des tables, notre frugal repas de légumes secs et de poisson salé. C'est une fille abondante et fraîche qui se prête au jeu de bonne grâce. Elle a soin, quand

elle sert ses hôtes masculins, de leur présenter les plats en les frôlant de très près. Et elle les regarde avec des yeux de malice, en faisant une drôle de petite moue de ses lèvres provocantes... Et comme elle rit quand on la pince! A égayer même les murs de la salle enfumée.

De temps en temps arrive un client pour le bar qui se trouve de l'autre côté du corridor. Il entre avec un grand gémissement du vent qui s'est engouffré dans la porte, tout de suite reclaquée par le courant d'air.

On l'entend s'ébrouer sur le seuil, secouer son ciré ruisselant. Un claquement de sabots. Puis une grosse voix résonne dans la pièce d'en face, mêlée au rire de la servante qui sonne avec une gaieté communicative. Quand la porte s'ouvre, on aperçoit, à la jaune lueur d'une lampe suspendue, et dans un nuage de fumée de tabac, des flacons multicolores rangés sur des planches au long du mur.

Par ces temps noirs d'hiver, il faut bien se mettre un peu de soleil dans le gosier! Longtemps, remontée dans ma chambre, j'entends en bas, — parmi les cris forcenés de la tempête qui cogne à mes volets, se coule, hurlante, par le trou de la cheminée, — j'entends des voix rudes qui rient très fort, des chansons de marins, et cette joie éclatante de la petite bonne qui fait plus affreusement angoissé, par contraste, le gémissement sans fin du vent qui souffre dans la nuit.

Il s'est plaint jusqu'au matin. J'ai perçu ses cris au fond de mon sommeil, et ses gestes furibonds de géant des ténèbres qui se débat dans une torture sans nom.

Il avait dû se faufiler dans le grenier, au-dessus de ma chambre, par une fente de lucarne, et faire battre je ne sais quoi dans les poutres, qui menait un bruit de pattes galopantes, car je me suis éveillée un moment en sursaut, croyant qu'une armée de rats s'ébattait autour de mon lit.

A l'aube grise et mouillée, je suis descendue pour trouver mes deux compagnons qui prenaient leur café dans la salle à manger. Celui qui venait de quitter le poste rendait compte à son camarade de l'activité de la nuit.

— Reçu trois S. O. S. Un navire désemparé au large des îles normandes. Un cargo anglais qui a une avarie de machine. A trente milles au nord d'Ouessant, dans le courant du Florus,

un gros voilier de pêche a engagé. On a cru qu'il faudrait faire sortir le canot de sauvetage ; mais l'*Iroise*, que j'ai prévenue tout de suite, est arrivée de Brest à temps pour le sauver.

Quels drames se sont joués cette nuit, dans la tourmente qui se démenait au fond de tout ce noir où on l'entendait mugir !

Et je songe à tous ceux qu'on ne sait pas, aux barques qui ne possèdent pas de poste émetteur de T. S. F., et qui ont coulé sans secours, — dont nous verrons les noms dans les journaux, dans quelques jours, quand viendra le courrier.

La violence du vent s'est peut-être accrue encore. Il écrase contre la vitre de gros paquets de pluie qui brouillent la vision, noient dans une buée le coin de lande jaune où l'herbe pourrit sous les flaques.

Quand je mets le pied sur le seuil de l'hôtel, je crois tout d'abord que l'ouragan va m'emporter. Il me saisit avec une telle vigueur que j'ai l'impression tout d'un coup de n'avoir plus aucun poids, et que je m'en vais flotter au gré des grandes vagues d'air qui girent, voltent, remuent en masses invisibles et puissantes tout autour de moi.

Cependant, je reprends mon équilibre, et me voici sur le chemin de Pern, marchant debout au vent.

C'est une marche lente et dure. J'ai mis trois heures, ce matin-là, à couvrir les trois kilomètres qui séparent Lampaul de la pointe extrême de l'île. Chaque pas était une bataille contre l'ouragan. Il fallait avancer tête baissée, pour éviter les piqûres douloureuses de la pluie, transformée par sa force énorme de propulsion en fines pointes pénétrantes.

Et toujours ce corps à corps furieux avec le vent.

Il semble moins insaisissable, moins mystérieusement hostile à présent que ces trombes d'eau qu'il manœuvre dessinent sa direction et mesurent sa force. Plus encore que sa colère, j'éprouve maintenant son immense détresse. Quelle souffrance intime le déchire, ce grand vent désolé, pour qu'il coure ainsi par la lande, en bonds désordonnés, et se torde, et se lamente à grands cris? Je fais halte derrière chaque pierre, pour reprendre haleine, et je l'écoute. Sa voix est douloureuse, et profonde, avec des notes sifflantes qui marquent un paroxysme, et qui font mal jusqu'au fond des entrailles.

Est-ce cette infinie lamentation, ou la pluie, ou les pendantes nuées du ciel arrachées par lambeaux, qui font si désespérément triste la lande où je suis seule? Toute seule avec les moulins aux ailes décharnées, les pierres géantes, étrangement immobiles dans tout ce remuement du vent et des eaux flagellées, et qui opposent leur impassibilité minérale, leur force paisible de grandes bêtes figées au courroux acharné des éléments.

Quand je parviens à m'approcher un peu de la côte, de grandes volées d'embruns s'abattent en crépitant sur mes épaules. J'ai les oreilles, le nez pleins de sel. Les yeux me brûlent. Et en même temps que la poussière d'eau pleuvent quelquefois des petits cailloux, des coquillages minuscules qui luisent tout roses sur le gazon, dans l'éclat de leur nacre neuve.

J'aperçois de temps en temps, l'espace d'un éclair, quand deux nuées s'écartent, un bouillonnement gigantesque là où est la mer, une vapeur dense qui s'élève au-dessus d'une cuve fantastique et qui n'a pas de limites.

Une dernière heure de marche rampante, sur le gazon où il a neigé de l'écume, pour échapper à l'emprise du vent, que je ne puis plus affronter debout. Et j'atteins, à quelques mètres de l'extrême pointe de Pern, la Villa des Tempêtes, où je vais essayer de trouver abri.

Un abri bien précaire. Car cette ruine ouverte à tous les vents laisse entrer les bourrasques de toutes parts. Elle subsiste, — solide encore, résistant de son massif cube de béton aux assauts des tourmentes, — d'une construction jadis destinée à loger la trompe à vapeur qui fonctionnait en cas de brume, pour signaler les écueils aux navires que n'atteignait plus la lueur aveuglée des phares.

Mais depuis trente ans, la trompe ayant été remplacée par une sirène à air comprimé, installée à la galerie supérieure du phare de Créac'h, la bâtisse de ciment a été abandonnée. Et après avoir servi quelque temps d'habitation au romancier allemand Bernhard Kellermann, qui fit un séjour de deux années dans l'île et y écrivit son livre, *la Mer*, elle s'en va maintenant par petits morceaux; lentement, car elle est bâtie comme les rochers de la côte, à l'épreuve des intempéries. Elle fait encore figure de bastion, avec ses ouvertures béantes où furent autrefois une porte et des fenêtres.

Je m'y tasse dans un coin, parmi des petits monticules de guano, les genoux au menton, pour concentrer un peu de chaleur.

Partout, dans les deux pièces désolées, trouées de brèches, balayées de courants d'air en tourbillons, l'haleine aride de la mer pénètre, avec des queues d'embruns et de pluie qui vont s'écraser sur la chaux écaillée des parois constellées d'inscriptions. Et des souffles mouillés courent en rond, vont fureter dans les coins, se mettent à piauler et geindre dans le vacarme qui gronde autour des murs, et me cornent aux oreilles leur plainte obstinée, — qui ne finira donc jamais!...

Comment échapper à l'obsession de cette détresse, à cette désespérance établie au cœur des choses, et qui vous gagne, vous ronge l'âme, effrite peu à peu toute résistance intérieure?

Je plonge, avec ma maison de roc troué, dans une nuée profonde comme l'océan, où l'on voit courir, par l'ouverture des fenêtres, des masses molletonneuses plus épaisses, des rubans tordus de pluie, des chevelures incolores d'écume fondante qui s'emmêlent et s'envolent par lambeaux.

Le rideau se déchire par intervalles. Et la mer apparaît dans une morne ambiance. La mer! Un abîme chaotique, et qui n'a pas de nom. Cela bout, cela fume, cela saute et bondit, tout blanc, en des transes folles. Des colonnes verdâtres montent droit dans le ciel, puis s'étirent avec des contournements de bête rampante, et éclatent subitement en grandes gerbes de mousse, comme si une bombe explosait dans leur sein. Devant les récifs de la pointe, couleur de basane, et tout sonores de cascades quand un reflux les découvre, se lève le luisant vert d'une lame, très haute, et qui s'exagère dans cette immensité fumante, prend les proportions d'une montagne, à la texture tremblante, qui va tout de suite crouler.

Puis, l'eau pulvérisée embrume tout à nouveau. Plus rien que des ondées, des vagues d'embruns, des bondissements fous de forces invisibles. Et cette clameur qui ne cesse pas! Énorme comme si le monde entier la poussait vers le ciel obscurci de colère. Scandée puissamment par les coups de canon, qui font trembler le sol, du ressac furieux tonnant dans les rochers.

Et tout d'un coup, perçant le tumulte, le cri moqueur d'un courlis, caché par les nuages, me fait sursauter, tant il ressemble bizarrement à un rire humain.

Je suis revenue par Créac'h, pour me reposer un instant chez le gardien du phare.

Une vieille femme me reçoit : la mère du gardien. Jamais je n'ai vu un visage plus sillonné de rides. On aurait dit qu'elles étaient plissées au petit fer. Et brunes, comme du chêne enfumé. Avec son corps ratatiné et sa peau tout en fronces, on lui donnerait cent ans. Elle me conte des souvenirs de tempêtes, — tandis que je me sèche les pieds dans la cheminée, — avec sa vieille voix chevrotante qui a des inflexions chantées propres au parler de l'île. Dieu sait qu'elle en a vu, des tourmentes! Les plus terribles peut-être furent celles, récentes encore, qui se succédèrent presque sans interruption pendant l'hiver de 1928-1929.

— La moitié des toitures de l'île ont été arrachées, me dit l'aïeule, qui frémit au ressouvenir de ces nuits d'horreur. Ah! madame, cela vente dur aujourd'hui ; mais vous n'avez rien vu... Je me rappelle une nuit où le vent faisait tant de bruit que j'ai eu peur. Je me suis levée. A travers un trou des volets, j'ai vu le phare qui bougeait. Il se penchait à droite, à gauche, et on voyait sa grosse lanterne se balancer dans le ciel, comme un fanal qu'on aurait suspendu à la boule d'un mât. Mon sang n'a fait qu'un tour. J'avais mon plus jeune gars, à ce temps-là, qui était dans le phare de la Jument. « Sûr, je me suis dit, la Jument est tombée dans la mer. » Alors j'ai voulu sortir, pour voir si son feu brûlait toujours, au large des rochers de Pern. Ah! ma Doué! Je ne suis pas grosse. Le vent m'a prise comme une plume, à peine j'avais ouvert la porte. Il m'a enlevée, écrasée là contre le mur de la maison. C'est mon fils qui m'a retrouvée le matin, sans connaissance, dans une flaque de sang... Il faut être bâti comme on l'est chez nous, avec des morceaux de rocher, pour en avoir réchappé!...

Pourquoi le vent et la mer nous parlent-ils si chaud dans l'âme? Et que peut-il y avoir de charme étrange dans le mouvant infini de leur être pour nous attacher ainsi, dominés, fascinés, toute la vie bouillante au cœur, sur une île nue que hante leur seule présence, énorme et surhumaine?

Cette angoisse des éléments qu'exhale la nuit d'hiver livrée à la tourmente, elle m'attire, elle me prend. Inquiétude poi-

gnante, dont la morsure, au fond de nous-mêmes, serait insupportable si nous n'éprouvions cette sorte d'exaltation que donne à notre être l'expression trouvée dans les choses et grandie à leur échelle, de nos sentiments les plus profonds et les plus inexprimables.

La voix en nous qui appelle, qui « crie dans le désert », qui parmi le vain remuement de nos activités, toujours déçue et toujours exigeante, réclame « autre chose » que ce que celles-cipeuvent nous donner; cette voix qui cherche, dont j'ai senti souvent les accents silencieux au secret de mon cœur, elle me parle tout haut ce soir, à grandes clameurs qui font vibrer la fenêtre. Elle a pris forme du vent qui passe. Et son timbre vous mord l'âme, tout tendu de souffrance, exaspéré d'un désir que rien ne peut apaiser.

Oh! le vent qui rôde en quête de cet inaccessible dont l'intime possession guérirait son tourment, mais qui ne le trouve pas, qui ne le trouvera jamais, condamné par la durée des temps, — comme si pesait sur lui quelque inéluctable malédiction, — à cette poursuite effrénée, ardente et vaine, et si désespérée!

Et cette démence furieuse de la mer, qui me fait mal ce soir, — de la mer qui crie dans les tenèbres, qu'on entend vagir et hurler, avec des spasmes d'indicible souffrance, des plaintes creuses mêlées au déchirant appel de l'ouragan, de brusques éclats, comme d'un dieu courroucé qui manierait la foudre, et dont l'écho fait frissonner, répercuté sans fin par la foule obscure des rochers qu'on devine, géants, dans les profondeurs d'ombre!

Je vous emporte au fond de moi, accents tragiques de la nature jetés aux forces de destruction; — voix de la nuit qui prêtez un visage à ma propre angoisse, qui la faites plus frémissante et désolée, adoucie pourtant d'être enveloppée dans les grands plis de cette âme du monde que je sens, dans sa détresse, compréhensive comme une amie.

Yvonne Pagniez.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

NOUVEAUX CORPS RADIOACTIFS

LA RADIOACTIVITÉ ARTIFICIELLE

Les physiciens sont actuellement soumis à une rude épreuve. Il n'est pas de mois, il n'est pas de semaine, où leurs recherches dans le monde des atomes ne fasse quelque progrès. Dans tous les pays, de nombreux savants livrent ainsi bataille à l'infiniment petit, et finissent par percer son mystère. Par une sorte de paradoxe, alors que nous ignorons tout, — ou presque, — des corps solides qui nous entourent, alors que nous ne savons pas, par exemple, pourquoi une barre d'aluminium est rigide, ou pourquoi un morceau de verre est transparent, nous commençons cependant à avoir des renseignements assez précis sur la constitution des atomes d'aluminium et de silicium qui les constituent. L'étude d'ensemble des corps solides est beaucoup moins avancée que celle de leurs éléments. Nous arrivons même à passer de l'un à l'autre, à fabriquer en quelque sorte des corps nouveaux et à réaliser ainsi ces fameuses transmutations qui ont été le rêve des alchimistes du moyen âge.

La vieille notion d'atomes, éléments définitifs et permanents, ne pouvant être scindés, est à abandonner complètement. Ils admettent quelques communes mesures.

Leur transformation est, ou bien quasi instantanée, et elle est alors difficile à noter, ou bien au contraire lente, suivie d'explosions que l'on constate, et d'émissions de particules que l'on caractérise, que l'on pèse et que l'on dénombre.

On ne connaissait jusqu'à présent que le radium qui se décomposait ainsi : on sait en effet depuis près d'une trentaine d'années qu'il émet des particules « alpha » chargées positivement, des particules « bêta » chargées négativement, enfin des rayons « gamma » qui sont des rayons X très pénétrants. Quelques autres corps de la famille du radium, comme le polonium, donnent aussi de pareilles transformations : propriétés atomiques, disait-on, que l'on constate sans pouvoir la provoquer.

Aujourd'hui les choses ont bien changé. Depuis six mois à peine on sait qu'il est possible de rendre artificiellement des corps radioactifs, c'est-à-dire de faire exploser leurs atomes comme explosent les atomes de radium. On connaît les particules qu'ils projettent. On connaît le résidu de l'opération, qui est un nouveau corps « transmué ». Plus de soixante éléments ont pu être ainsi rendus radioactifs, et nous pouvons être certains qu'entre le moment où nous écrivons ces lignes et celui où elles seront imprimées, d'autres seront encore découverts. C'est que, dans le monde entier, des physiciens, jeunes et ardents, se sont mis à attaquer ces problèmes : certains disposent de moyens puissants. Aussi les découvertes expérimentales vont-elles presque aussi vite que la publication de leur compte rendu.

Malheureusement, leur interprétation donne encore lieu à de chaudes controverses. Telle supposition élaborée aujourd'hui sera reconnue fausse demain. Néanmoins un édifice cohérent commence aujourd'hui à s'élever. C'est après de nombreux coups de pouce que le sculpteur donne la vie à un bloc de terre. Le physicien connaît les mêmes tâtonnements.

Au congrès international de physique qui s'est tenu à Londres au début d'octobre on discuta passionnément ces problèmes de physique du noyau, de physique « nucléaire » comme disent les Anglo-Saxons. Lors d'une discussion qui avait un peu trop duré, l'un d'eux remarqua avec humour que cette physique « nuclear » était bien mal dénommée ; en permutant deux lettres, on l'appellerait beaucoup plus justement la physique « unclear ».

Essayons cependant de jeter quelque clarté sur ces questions, en distinguant ce qui est acquis de ce qui est purement conjectural.

PRINCIPE DE FABRICATION DES NOUVEAUX CORPS RADIOACTIFS

L'atome est une forteresse bien défendue. En gros, il est constitué par un noyau central et par des électrons périphériques qui gravitent autour de lui. Tout naturellement on a pensé à un système semblable au système solaire. Cela flattait notre amour des analogies et des contrastes : l'infiniment grand se retrouvant dans l'infiniment petit ; les problèmes ne se différenciant que par une question d'échelle. Cette vue simpliste doit être cependant très fortement retouchée. Elle a eu du moins le mérite de nous donner tout de suite des mots sur lesquels nous avons pu accrocher notre pensée : on parle de « l'orbite » des électrons « planétaires », de leur « période » de révolution, de l' « attraction » du noyau central.

Les électrons avec leur charge négative créent une enceinte difficilement franchissable. Pour briser l'ensemble, le physicien devra employer les procédés de l'artilleur : il tirera sur l'atome à coups de canon. Tout est alors une question de projectile. Le mieux est évidemment d'employer de gros calibres avec de grandes vitesses initiales. A quel arsenal allons-nous nous adresser ? Nous avons heureusement à notre disposition des batteries toutes préparées : ce sont par exemple les atomes radioactifs du polonium. Nous savons qu'ils explosent naturellement en émettant de grosses particules, les particules alpha, qui ne sont pas d'ailleurs autre chose que des atomes d'hélium. Ces atomes sont quatre fois plus lourds que les atomes d'hydrogène. Leur vitesse est formidable et se chiffre en milliers de kilomètres par seconde.

Un autre procédé, employé par les physiciens de Cambridge, consiste à construire un véritable canon. Le projectile peut être encore l'atome d'hélium ; il est lancé en avant par le champ électrique produit entre deux plateaux soumis à une grande différence de potentiel : par exemple cinq cent mille volts. On peut d'ailleurs avoir davantage et le National Physical Laboratory a des installations capables de fournir trois millions de volts.

Comme la balle de sureau est attirée par l'ambre, l'atome d'hélium est violemment projeté vers un des plateaux. On

peut obtenir ainsi une véritable gerbe de projectiles. Viennent-ils alors frapper une plaque d'aluminium ? Dès qu'ils rencontreront un atome ils briseront sa muraille protectrice d'électrons, pénétreront dans la place en faisant voler quelques éclats et viendront finalement ajouter leur masse à celle du noyau central. Ils produiront ainsi un véritable corps nouveau. L'opération pourra se faire très vite, ou au contraire se produire à retardement, l'explosion n'ayant lieu que longtemps après le bombardement. Nous dirons alors que le corps est devenu radioactif : comme le radium, il sera capable d'émettre des particules.

Tout cela n'est pas une simple vue de l'esprit, mais a été effectivement observé par deux jeunes physiciens français, M. et Mme F. Joliot, gendre et fille de Mme Curie. Leur découverte, reprise de divers côtés, notamment en Angleterre, en Italie, en Pologne, a non seulement la grande valeur théorique que l'on conçoit, mais peut conduire à des applications pratiques sensationnelles. Cependant, avant de jeter un coup d'œil vers l'avenir, pénétrons dans leur laboratoire et voyons leurs appareils.

LES APPAREILS DE LABORATOIRE

L'Institut du Radium est le plus ancien des Instituts scientifiques de la rue Pierre Curie, près du Panthéon. Il date de la guerre. Avant même que les murs aient été élevés, Mme Curie fit planter tout autour des arbres et des rosiers. Ils créent aujourd'hui une atmosphère de calme, de douceur et de gaieté tout à fait propice au travail et à la méditation. De grandes baies ouvrent sur un petit jardin tranquille. Un laboratoire de recherches n'est ni une usine, ni une caserne ; il faut pouvoir y réfléchir et y travailler dans le silence et la paix.

L'étude des phénomènes atomiques n'exige pas beaucoup d'appareils. Le plus employé est peut-être la chambre à brouillard de Wilson ; c'est sans doute aussi le plus beau, car il donne à l'observateur émerveillé le plus étonnant et le plus féerique spectacle.

Imaginez une boîte en verre dans laquelle nous puissions produire un léger brouillard. Tout corps radioactif placé

contre la paroi va y projeter ses produits de décomposition. Les particules ainsi lancées tracent dans le brouillard leur sillage, fines gouttelettes d'eau venant se condenser par voie électrique sur le chemin parcouru par le projectile. On ne voit pas celui-ci, mais on voit sa trace. On peut même la photographier. Un peu de radium donne ainsi de magnifiques gerbes qui s'inscrivent sur la plaque comme un bouquet de feu d'artifice.

Pour savoir de quel type sont ces projectiles, approchons un fort aimant : nous verrons la gerbe se séparer en trois tronçons. La partie centrale conserve la même direction que précédemment. Les deux autres s'incurvent à droite et à gauche. Ces trois gerbes correspondent à trois types de particules. Les premières ne sont pas électrisées, les deux autres le sont et en sens inverse, les unes positivement, les autres négativement.

On conçoit que les particules les plus rapides soient plus difficilement déviées de leur route que les autres. Leur trajectoire est donc moins courbée.

Ainsi l'appareil de Wilson nous permet de faire une analyse de la nature de l'explosion, mais une analyse à un instant précis, celui où l'on a pris la photographie. Il peut être intéressant de compter les projectiles émis pendant un temps déterminé, par exemple pendant un quart d'heure ou une heure, et de voir si leur émission est régulière, ou si au contraire elle va en diminuant. Pour cela, les physiciens emploient alors un autre appareil. C'est un compteur qui rappelle en définitive ceux que l'on peut voir à l'entrée des musées : le nombre des entrées se lit à chaque instant sur un petit tableau.

L'appareil est des plus simples. Nous avons tous vu ces lampes à néon qui donnent une belle lumière rouge-orange. Ce sont des tubes de verre où pénètrent deux fils métalliques. Pour que la lampe s'allume il faut réunir ces deux fils à une source d'énergie électrique bien déterminée, par exemple 70 volts bien exactement. Si nous ne disposons que de 69,5 volts, aucun courant ne passera, la lampe ne s'allumera pas. Mais supposons que par un artifice quelconque nous rendions le milieu gazeux un peu plus conducteur qu'il ne l'est normalement, le courant pourra alors passer. Eh bien ! si nous

envoyons dans la lampe, précisément une des particules que nous voulons déceler, elle « ionisera » le gaz et le rendra plus conducteur, et la lampe qui était sur le point de s'allumer va brusquement jeter un éclair lumineux nous avertissant ainsi qu'un projectile vient de passer. Le courant électrique, qui aura ainsi illuminé un instant la lampe, pourra être utilisé pour actionner la roue du petit compteur dont nous avons parlé plus haut. Ce petit appareil, le compteur de Geiger, que l'on appelle quelquefois un « piège à électrons », est un merveilleux petit instrument. Une fois bien placé, il peut être observé par le premier venu. Il verra s'inscrire le passage des particules, comme le gardien de musée voit s'inscrire le nombre de visiteurs. Les compteurs placés sur le trajet des particules positives, négatives, ou neutres dénombreront ainsi chacune d'elles.

LES RÉSULTATS

Que nous apprennent ces instruments ? Au premier abord les renseignements paraissent un peu confus. Les particules résultant du bris de l'atome sont beaucoup plus nombreuses qu'on ne l'avait d'abord supposé. L'électron négatif se voit accompagné d'un frère, l'électron positif. Tous deux ont des masses infimes : ce sont de tout petits éclats. Mais il y a de très grosses particules, les « neutrons » qui ne sont pas chargés, et les « positrons » qui, eux, seraient chargés. Le positron serait-il formé de la réunion d'un neutron et d'un électron positif ? On ne sait pas très bien encore. Nous sommes là dans le domaine de la physique militante, toute trépidante d'hypothèses : contentons-nous de connaître ici celle qui triomphe. Les résultats au surplus en valent la peine.

En bombardant de l'aluminium par les particules alpha du polonium, et en regardant ce qui se passe ensuite, soit avec la chambre à brouillard de Wilson, soit avec le compteur à particules de Geiger, M. et Mme Joliot ont vu qu'il y avait émission de particules positives et ils ont constaté que cette émission persistait après le bombardement qui l'avait créée. Tout le phénomène est là. Cette émission va d'ailleurs en décroissant, et diminue de moitié en trois minutes environ. D'autres corps,

comme le bore et le magnésium, donnent des résultats analogues. Avec le bore, par exemple, il faut quatorze minutes pour que l'activité diminue de moitié.

Ainsi ont été créés artificiellement des corps radioactifs d'un type nouveau. Sans doute leur vie est très courte par rapport à celle du radium qui se chiffre par milliers d'années. Nous verrons plus loin le grand parti que l'on peut espérer tirer précisément de ce caractère éphémère. Que s'est-il passé exactement et quels sont ces corps? Peut-on admettre, lors du bombardement de l'aluminium par des particules alpha, que ce soit l'aluminium lui-même qui est radioactif? N'est-il pas naturel de supposer que la particule alpha s'est jointe à l'aluminium et qu'il s'est formé un nouvel atome dont la masse est précisément égale à celle de l'aluminium plus celle du projectile alpha? La masse de l'atome de l'aluminium est 27, celle de la particule alpha est 4 : il a pu se former par leur réunion un atome de masse au plus égale à $27 + 4 = 31$. Si la radioactivité a eu pour effet de lui faire projeter un éclat de masse égale à 1, la masse restante sera réduite à 30, qui est précisément celle du silicium. Nous dirons alors que l'aluminium s'est transmué finalement en silicium en passant par un état intermédiaire encore mal défini, mais radioactif, que nous appellerons le « radiosilicium ». Dans tous les cas, un fait est certain : ce qui est radioactif n'est plus de l'aluminium, et M. et Mme Joliot ont bien vérifié ce point par des expériences de chimie.

De même quand le bore après bombardement donne des phénomènes radioactifs, ce qui est radioactif n'est certainement point du bore; il est à présumer que c'est un corps ayant la masse du bore, plus celle du projectile alpha, moins celle de la particule émise, soit $11 + 4 - 1 = 14$. Or 14 est précisément le poids atomique de l'azote. Nous dirons que le bore bombardé devient radioactif en émettant une particule de poids égal à un, et en donnant de l'azote : entre temps se serait formé un corps, le radioazote.

Ainsi tout un nouveau chapitre de la chimie vient de s'ouvrir. En dehors de son importance théorique, quelles applications nous réserve-t-il?

LES CONSÉQUENCES PRATIQUES

Certes il convient d'être circonspect en pareille matière. Les nouveaux radio-éléments ont dix mois à peine ; ceux qui les ont découverts sont beaucoup trop prudents et trop précis pour se lancer dans de folles hypothèses. Dévoilons cependant quelques-uns de leurs légitimes espoirs.

D'abord, il semble certain que l'on pourra produire des quantités de radioéléments nouveaux ayant une intensité de rayonnement comparable à celle des radioéléments naturels dont nous disposons actuellement : radium, thorium, mésothorium, actinium, polonium, etc. Leur prix de revient pourra même facilement être inférieur.

Ensuite ces radioéléments dont la vie est très courte, comme nous l'avons vu, et qui donnent en se désintégrant des corps stables pourraient être introduits dans l'organisme : leur action sera localisée et temporaire. Il est impossible par exemple dans les traitements du cancer de l'estomac d'avaler du radium. En passant dans l'organisme il brûlerait tout : on peut très bien imaginer au contraire de faire avaler à un malade un de ces nouveaux corps radioactifs : disons, pour fixer les idées, un sel d'aluminium radioactif ; il n'agira que quelques minutes dans l'estomac qu'il a la mission d'irradier. Dès qu'il commencera à être assimilé et à passer dans l'organisme, sa radioactivité cessera et il sera sans effet. On peut imaginer de même certaines piqûres, le corps radioactif agissant seulement, tandis qu'il commence à diffuser dans les tissus immédiatement proches.

Enfin des appareils comme le compteur de Geiger qui nous a servi à étudier les nouveaux corps pourraient également être utilisés pour détecter ces corps dans l'organisme, suivre ainsi la marche de leur assimilation et cela pour des quantités incomparablement inférieures à celles exigées par les analyses chimiques.

Supposons par exemple que l'on fabrique un jour du phosphate de calcium radioactif. On pourrait voir comment il est assimilé dans l'organisme.

Ainsi, une fois de plus, nous constatons que des recherches scientifiques faites d'abord dans un dessein désintéressé, sim-

plement dans le noble désir de connaître un peu plus et un peu mieux, peuvent brusquement avoir des répercussions considérables. Nous avons parlé des applications médicales qui nous touchent plus directement, mais on pourrait facilement en imaginer d'autres.

Notre conclusion sera donc encore qu'un État bien avisé ne doit rien négliger pour permettre aux chercheurs de travailler; les crédits affectés aux laboratoires sont nos meilleures primes d'assurance pour l'avenir. Donnons-leur tous les instruments dont ils ont besoin, les meilleurs, les mieux faits et les plus puissants. Donnons aux chercheurs du temps pour travailler et de la liberté d'esprit pour réfléchir, en les dégageant des soucis matériels de la vie.

N'oublions pas d'ailleurs le prestige qui rejaillit sur un peuple où sont faites de grandes découvertes. On le vit bien au Congrès international de physique de Londres, où ces belles expériences furent exposées par leurs auteurs.

Nos meilleurs ambassadeurs ne sont pas seulement nos diplomates, nos lettrés, nos artistes, nos pilotes d'avion, — il y a aussi nos savants.

François Canac.

LE MUSÉE DE GRENOBLE

AU PETIT PALAIS

La *Revue* avait entrepris depuis quelques années un voyage circulaire aux musées de province. M. Raymond Escholier fait mieux : il les mobilise tour à tour, il les fait venir en visite dans les Champs-Élysées. Il a tué le sommeil et la séculaire léthargie des chefs-d'œuvre. Depuis deux mois, grâce à lui et à la complicité de M. Andry Farcy, le musée de Grenoble, hôte du Petit Palais, est venu convaincre les Parisiens qu'il existe des trésors en province et recevoir, en retour, aux yeux de la province, le baptême de Paris.

« Grenoble possède un musée, riche de beaux tableaux italiens, dont je supprime ici la description. » Ainsi s'expriment, il y a un siècle, les *Mémoires d'un touriste*. A ces tableaux italiens sont venus se joindre, sous le second Empire, une demi-douzaine de Primitifs de la collection Campana, parmi lesquels un fragment d'un retable célèbre de Pérugin. Mais les véritables merveilles viennent ici de Venise. La *Madone Soranzo* est un de ces Tintorets de l'époque de la Scuola di San Rocco, un de ces tableaux fiévreux, sabrés en deux ou trois séances, où le vieux lion, pressé de rêves, n'a plus besoin que de quelques coups de brosse pour faire surgir des accords sourds, des masses grandioses, des ombres pieuses et solennelles, qui respirent dans un crépuscule, un paysage de fuite en Égypte inondé d'un demi-jour doré, où s'exalte la tache d'une robe vineuse. Cette maîtrise, ces abréviations suprêmes, ces ellipses du style prêtent à tout ce que touche le vieux maître solitaire, un charme d'apparition.

Des deux Véronèse de Grenoble, le plus considérable, la *Guérison de l'Hémorroïsse*, est une œuvre royale : elle vient de Versailles, où elle figurait dans les collections de Louis XIV.

Le second Véronèse n'est qu'une esquisse, qui ornait au XVIIIe siècle la galerie du prince de Carignan : elle mériterait l'honneur d'être accrochée au Louvre à côté de la *Fuite de Loth.* On ne connaît guère Véronèse que comme le fastueux décorateur, le maître du luxe et de la joie, l'ordonnateur des plus nobles fêtes qui aient été conçues pour le plaisir des yeux. On ignore le Véronèse intime, comme un musicien d'opéra dont on ignorerait les *lieder* et la musique de chambre. Je ne sais si je ne le préfère dans ces petites pièces, où il lui reste quelque chose de la délicatesse du miniaturiste et de la gentillesse de Pisanello. Le tableau de Grenoble est un *Noli me tangere.* C'est une scène de demi-jour, que je ne tente pas de décrire : des ombres qui traînent et se dissipent, des fruits d'or qui s'allument doucement dans les orangers, des bandes de feu horizontales sur le front des collines bleues. La nature semble un cantique et un jardin d'amour. Madeleine tombe à genoux et se défait au milieu, comme s'ouvre et se pâme une rose. Les figures ne sont que des attitudes : un double geste, un cri, un triangle de mains qui s'écartent, s'offrent et imposent silence, comme on murmure : « Chut ! » Dans le lointain, une troupe d'opale, une iris d'anges, comme une bande d'oiseaux, jouent au bord du sépulcre, y mettent une lueur, une phosphorescence d'au delà, de résurrection. C'est le songe d'un matin de Pâques : cela tient du mystère, du rêve et de la féerie.

La petite *Vénus* de Varotari est encore un très beau tableau, sourd, riche et velouté, de la nacre dans de la pourpre, comme on ne savait plus alors en peindre qu'à Venise, et qui montre que ce joli maître a dû être consulté plus d'une fois par Boucher. Le grand Canaletto est une page magnifique, digne des plus beaux musées. Le Guardi de la *Place Saint-Marc* est une perle qui n'a pas son égale au Louvre ni à la National Gallery, un des miracles de la peinture : une gaieté, une allégresse saline, satinée, azurée, pavoisée, tout le piquant du plus brillant Whistler dans une limpidité de turquoise écrasée, et tout un fourmillement de Lilliput, une multitude en folie, pareille aux bulles d'un verre d'Asti, aux corpuscules d'une

goutte d'eau, — un de ces tableaux que le maître le plus habile ne fait qu'une fois en sa vie, comme Goya lui-même n'a fait qu'une fois la *Praterio de San Isidoro*.

***

Mais j'ai hâte d'en venir au plus noble de ces tableaux italiens, celui qui à lui seul assurerait son rang au musée de Grenoble, le *Saint Grégoire* de P.-P. Rubens. On a bien le droit de placer Rubens à cet endroit, comme un des plus grands enfants de l'Italie, ainsi que l'a fait Bellori, pour lui comme pour Poussin, dans ses *Vite dei Pittori*. Ne disputons pas à Rome la gloire d'être la mère commune et la commune patrie.

Le *Saint Grégoire* est à Grenoble depuis 1811. Il ornait auparavant, à Saint-Michel d'Anvers, la chapelle funéraire de la mère du peintre. Le tableau, qui avait souffert, vient d'être restauré aux ateliers du Louvre, par un artiste de grand mérite, qui est notre premier clinicien de tableaux, M. Gabriel Goulinat. Il s'est élevé sur ce sujet une petite controverse. Le tableau a été contesté par M. Charles Coppier, qui assure n'y pas reconnaître Rubens, et qui veut y voir un ouvrage de la main de Crayer. M. Charles Coppier est un graveur et un savant connaisseur d'estampes. Il me permettra de lui dire que sa conjecture est insoutenable. Crayer est un peintre élégant, de goût délicat, féminin, d'une aimable tonalité ambrée ou feuille-morte, d'une onction légèrement mondaine et un peu fade : il n'y a pas moyen de le confondre avec Rubens, non plus que Massillon et Bossuet, Quinault et le grand Corneille. Il y a au musée de Grenoble deux Crayer excellents, dont un *Martyre de Sainte Catherine* qui fait face au *Saint Grégoire*. Il suffit d'y jeter les yeux : la comparaison tombe d'elle-même.

L'histoire du tableau est connue dans tous ses détails. Il y en a peu dont la genèse soit mieux établie par les textes : la correspondance de Rubens, tirée des archives de Modène, a été publiée par Baschet dans la *Gazette des Beaux-Arts* dès 1867 et ne laisse aucun doute sur les circonstances et les aventures de cette œuvre extraordinaire, la dernière que l'auteur ait peinte en Italie, la conclusion de ses études et la première affirmation triomphale de son génie. Cette page maîtresse marque une des étapes, une des pierres milliaires de sa splen-

dide carrière : le dernier mot de sa jeunesse, et son adieu à l'Italie.

C'est en décembre 1606 que le jeune maître, âgé de vingt-neuf ans, attaché depuis cinq ans au service du duc de Mantoue, se trouva de retour à Rome, après une mission de deux ans et une sorte d'ambassade à la cour de Madrid. C'est l'époque où se construisait, entre le Capitole et la place Navone, toute une Rome nouvelle, dans une boucle du Tibre, en face du château Saint-Ange et sur le chemin de Saint-Pierre, dans un quartier encore aujourd'hui presque intact, qui ressemble un peu à nos quartiers de l'Arsenal et du Marais. C'est là que s'élevaient les nouvelles églises : le Gesù, église des Jésuites, Sant-Andrea della Valle, église neuve des Dominicains, et enfin la dernière en date, celle des Pères de l'Oratoire, fondée en 1575 par saint Philippe de Neri, sous le titre de Santa-Maria della Vallicella, mais qu'on appelle encore la *Chiesa Nuova* ou la nouvelle église, comme nous continuons à dire le Pont-Neuf. C'était la paroisse à la mode, la paroisse du beau monde : la première de ces églises enjouées, blanches et dorées, aimables comme de grands salons, où la religion cesse de faire peur, se reprend à sourire. On confia plus tard les plafonds à Pierre de Cortone. A deux pas de là, Dominiquin, Lanfranc, peignaient à Saint-André della Valle, les Carrache au palais Farnèse, le Guide débutait à Saint-Grégoire. Tous les plus grands peintres du siècle sollicitaient à qui mieux mieux l'honneur de décorer le maître-autel de l'Oratoire, la plus belle église de la ville. Le jeune étranger l'emporta : on ne s'expliquerait pas cette victoire, « si glorieusement conquise sur les plus illustres maîtres de Rome », sans la protection du cardinal Borghèse. Le roi d'Espagne avait le bras long dans les affaires romaines.

Le tableau était prêt au bout de six mois, en juin 1607. A cette date, l'auteur écrit qu'il ne reste qu'à y faire sur place les dernières retouches, avant de le dévoiler, pour la mise au point définitive. Tout cela était fait à la fin de l'année. Le tableau avait reçu l'applaudissement public et le peintre, sans fausse modestie, l'avouait pour le meilleur des siens. C'est alors que se produisit le désastre. L'éclairage se trouva si mauvais, que la toile, dévorée de faux jours, devenait invisible : elle était comme si elle n'existait pas. « La perfection du

coloris, le style des visages et celui des draperies, minutieusement traitées d'après nature, et très belles, de l'avis de tout le monde » (c'est l'auteur qui parle et il n'avait pas tort), peines perdues! La lumière assassinait le tableau. C'était un meurtre. Le jeune homme ne se tint pas pour battu. Il sentait que sa défaite aurait fait plaisir à trop de monde. Il demanda six mois de congé supplémentaire pour recommencer sa bataille et changer ses batteries : au lieu d'un seul tableau massif, il en fit trois, ne laissa au centre, comme une troupe sacrifiée, que la partie supérieure et une couronne d'angelots, qu'il ne prit pas la peine de traiter avec beaucoup de soin, et distribua au contraire la zone inférieure en deux scènes symétriques, qu'il répartit sur les deux ailes. Il agit comme un capitaine qui change son dispositif et fait la part du feu. Il affaiblit son centre et rabat ses forces sur les flancs. Le tableau initial devient une sorte de triptyque. C'est dans cet état qu'on le voit encore, encastré dans les boiseries du chœur de la *Chiesa nuova*. Le travail était achevé au mois d'octobre 1608.

C'était pourtant dommage de perdre l'ouvrage original, que l'artiste savait bien être du meilleur Rubens. Il tenta de le faire acheter par le duc de Mantoue : le prince fit la sourde oreille. Peut-être voulait-il punir l'artiste qui, depuis deux ans, tirait sur la corde pour obtenir des sursis et des prolongations de vacances, tout en le persuadant que l'honneur qu'on faisait à son peintre rejaillissait sur lui. Finalement, le tableau resta pour compte à son auteur. Celui-ci, en quittant l'Italie, dut rouler la toile dédaignée et l'emporter dans son bagage. C'est alors que, pour l'utiliser, il se décida à la placer sur la tombe de sa mère. Après tout, c'était peut-être un geste de piété, que de dédier aux mânes maternels l'ouvrage dont il était le plus fier. Il demeura là jusqu'au passage des armées de la République, qui le réquisitionnèrent pour le Louvre ; l'Empereur, dans la distribution du butin de l'Europe aux diverses villes de l'Empire, l'expédia enfin à Grenoble, où il est demeuré jusqu'au nouveau voyage que vient de lui faire exécuter M. Raymond Escholier.

Il faut savoir, si l'on veut comprendre le tableau, que la *Chiesa nuova* remplaçait une ancienne chapelle, où l'on vénérait une madone miraculeuse, une des icones byzantines, dites *achiropoiètes*, c'est-à-dire « non faites de main d'homme »,

si vieilles qu'on ne s'en expliquait plus l'origine et qu'on les croyait apportées du ciel par les anges. C'est précisément cette scène que Rubens a représentée : on voit la sainte image descendre du paradis. La mystérieuse icone est toujours le trésor de la *Chiesa nuova*. Elle n'est exposée aux fidèles qu'une ou deux fois par an. La peinture de Rubens en montrait une copie, une sorte de doublure, qu'on pouvait voir en permanence.

Le tableau appartient au genre des « saintes conversations ». La scène de l'icone tombée des cieux se passe en présence des saints dont les reliques se trouvaient dans l'église : si l'on me passe une comparaison légèrement irrévérencieuse, le tableau est, pour ainsi dire, le programme du spectacle, une affiche de théâtre, avec les portraits de la troupe, celui du ténor, du baryton et de la *prima donna*. Ce sont les personnages dont on pouvait ici invoquer le secours. « Entrez, semble-t-on nous dire : voilà la distribution, voilà les thaumaturges dont on vous garantit les grâces. » Soyons sérieux : la composition se présente comme celle d'un portail d'église consacré à la Vierge, comme la porte Sainte-Anne à Notre-Dame de Paris, ou le portail de Senlis. Au tympan, l'image de la Vierge : aux ébrasements de la porte, les patrons du diocèse, rangés comme une escorte ou une garde d'honneur. C'est une scène rituelle, un office liturgique : ce sont les Saints eux-mêmes disant les Heures de la Vierge. De là, l'architecture magnifique de l'ensemble, et cette idée qui ne pouvait venir qu'à un homme du Nord, familier de nos cathédrales: ce tableau, en un mot, c'est un portail gothique qui s'anime, dont les personnages se libèrent, se meuvent et respirent. Seulement, avec l'à-propos, la naïveté du génie, l'artiste, étant à Rome, substitue au cadre gothique un arc de triomphe romain, le cintre somptueux de l'arc de Titus ou de Constantin : la scène se localise, s'ennoblit de ce décor de Piranèse, de cette grande ruine blonde qui forme ici le plus enchanteur des Hubert Robert. Ce ciel aperçu sous une arche, ce coin de firmament bleu et blanc, c'est tout le paysage romain réduit à l'état d'élixir : sur ces deux notes va se construire la merveille.

En dehors du Saint Grégoire, pontife inouï de mansuétude et de lumière, qui remplit le milieu de la scène comme une montagne de neige, deux groupes, de part et d'autre, occupent

l'attention : un soldat et une jeune fille, l'héroïsme et la grâce, ces deux figures de la jeunesse. Je ne dirai rien du Saint Maurice, jeune centurion passionné, dans son armure noire qui fait songer à Parsifal et aussi au sublime Frédéric de Gonzague, dans le chef-d'œuvre de Mantegna, la *Madone de la Victoire* : Rubens connaissait ce tableau, qui était alors à Mantoue. Mais laissez-moi vous dire un mot du groupe de droite, le trio immortel qui est la gloire de ce tableau.

Il représente sainte Domitille et les saints Nérée et Achillée. C'étaient des figures très célèbres de l'histoire des origines chrétiennes. Tout le monde connaît à Rome, non loin des Thermes de Caracalla, près de la Voie Ardéatine, le petit cimetière de Domitille. C'était une princesse de la famille des Flaviens, c'est-à-dire de la famille de Vespasien et de Titus : on connaît plusieurs Domitilles, femmes ou filles d'Empereurs. Deux d'entre elles moururent en exil à l'île Ponzia, à cause de la foi. En elles se confondaient les deux noblesses de Rome : la dignité impériale et celle de la religion, la double illustration du Christ et des Césars. Il est tout à fait erroné de croire, comme on le répète de Voltaire à Nietzsche, que le christianisme est une religion d'esclaves, qui a trouvé crédit dans les rangs de la populace : c'est le contraire qui est vrai. Les religions d'Orient séduisirent d'abord les personnes distinguées, les âmes délicates et inquiètes, que ne contentait plus le formalisme officiel; ces âmes de choix se virent les premières touchées. Elles trouvèrent dans l'Évangile ce dont elles avaient soif, un attendrissement, le charme d'une initiation. Dans son Épître aux Philippiens, saint Paul écrit : « Je vous salue de la part de nos frères et de nos sœurs, qui sont de la maison de César. » Il avait des intelligences à la cour de Néron. Il est probable que Domitille souffrit sous Domitien. Son corps fut rapporté à Rome, dans le cimetière qui porte son nom, et qui est plus authentique que le tombeau de Juliette que l'on montre à Vérone : l'illustre De Rossi a retrouvé l'inscription qui désigne la sépulture de la famille, *Sepulcrum Flaviorum*.

Nérée et Achillée se trouvaient parmi les corps saints ensevelis dans le même tombeau. C'étaient deux militaires, qui subirent le martyre sous un Empereur du IIIe siècle. Tout ce qu'on sait d'eux est contenu dans une épitaphe en huit hexa-

mètres, composée au siècle suivant par le pape Damase, et dont le même De Rossi a mis au jour un fragment, en 1873. Une basilique, qui est encore un pèlerinage très fréquenté, fut élevée sur cet emplacement par le pape Sicinius, successeur de Damase. J'ignore comment les reliques se trouvèrent transférées à la *Chiesa nuova*.

Il n'y a donc aucun rapport entre cette princesse du temps de Domitien, et les deux légionnaires qui vivaient deux siècles après elle, hormis le fait tout fortuit d'avoir été enterrés dans le même cimetière. Cependant une légende édifiante, un petit conte de sacristie, qui existait déjà à la fin de l'Empire, établit une relation entre ces personnages, que sépare un intervalle de deux cents ans. La légende se joue du temps : elle ne tient compte que des données topographiques. On imagina un petit roman, une sorte de drame hagiographique : la jeune fille et les deux soldats devinrent contemporains. Les militaires furent désarmés. On conta que Nérée et Achillée étaient deux esclaves au service de la princesse Domitille ; secrètement chrétiens, les jeunes gens souffraient de voir leur maîtresse fiancée au fils d'un personnage consulaire : à la veille de la noce, ils s'introduisent auprès d'elle et lui font honte de s'engager dans les liens du mariage. Ils connaissent pour elle un époux immortel. Va-t-elle livrer son corps aux désirs d'un amant de chair ? Bref, ils la retournent, la convertissent, l'exhortent à consacrer au ciel et à conserver pour Dieu seul sa pureté natale. Le conte devient une homélie sur l'excellence de la virginité. Cette fable très populaire, traduite de bonne heure en grec, venait d'être publiée par le savant Surius, qui ne se doutait guère qu'elle n'est qu'une *chromo* pieuse, qui ne contient pas plus de vérité que l'histoire de *Fabiola*.

Bien loin de là : c'était le temps où l'Église, après les orages du XVI[e] siècle, se réformait elle-même, se retrempait dans la pureté de ses sources originales. On explorait les catacombes. On entreprenait ce monumental travail critique de publier les archives chrétiennes, les *Annales* de Baronius, l'œuvre gigantesque des Bollandistes. On commençait à découvrir la Rome souterraine.

Dans les fouilles du Transtévère, on exhumait la dépouille intacte de sainte Cécile : le corps de la Sainte était retrouvé

tel que la mort l'avait couché, dans l'attitude d'une vierge endormie, comme la représente le marbre exquis de Maderna, fraîche et souple comme une fleur coupée. L'Église retrouvait sa jeunesse, l'élan des temps apostoliques, l'héroïsme de ses premiers jours et le baptême des martyrs. C'est dans cette atmosphère qu'il faut replacer le tableau de la *Chiesa nuova.* Peu importe que l'historiette de sainte Domitille et des saints Nérée et Achillée soit une anecdote controuvée : tout le monde la croyait vraie. Ce qui compte, c'est la foi, c'est le sentiment de gloire, l'éclat de cette fanfare, l'enthousiasme et la flamme d'allégresse sacrée qui inspirent, gonflent et soulèvent cette page pleine du souffle de la Rome baroque.

Sans doute, un tel morceau sera toujours un peu dépaysé dans un musée. Ces colosses, ces statures, ces géants de taille surhumaine ne sont pas bâtis à notre échelle : vus de près, ils paraissent un peu boursouflés, emphatiques. Ce qui leur manque, c'est le cadre, l'éloignement, les ors, les corniches saillantes, les colonnes torses, la perspective d'une église, le décor théâtral de la pompe romaine. Les Italiens ont très bien fait de retirer du musée de Venise la fameuse *Assomption* de Titien, et de la replacer sur l'autel pour lequel elle avait été faite, à l'église de San Gianipolo. Il est vrai que le tableau de Rubens a été écarté de sa place, et pour ainsi dire refusé par le jour de la *Chiesa nuova.* C'est une épave de la lumière. Rubens a eu beau faire pour calculer sa gamme chromatique, adopter un système de taches lumineuses, un parti pris en blanc et bleu, qui ne lui est pas ordinaire (on ne le retrouve que dans son *Assomption* de l'église Saint-Paul, à Anvers) ; il a eu beau se servir de couleurs compartimentées, cloisonnées comme celles d'un vitrail, pour résister au faisceau de jour qui tombe de la coupole comme le rayon d'un projecteur, son tableau s'est trouvé disloqué, pulvérisé par l'explosion. Il a fallu refondre l'ouvrage et en changer le plan.

Tel quel, reste d'un grand naufrage, ce tableau étonnant est encore l'ouvrage capital de la jeunesse de Rubens. Il se trouve que, de cette jeunesse, la France conserve les trois œuvres les plus considérables : le triptyque de l'hôpital de Grasse, la *Transfiguration* de Nancy ; le *Saint Grégoire* de Grenoble est la dernière et la plus belle. C'est le testament de ses jeunes années, son œuvre supérieure, jusqu'au double

triptyque de la cathédrale d'Anvers. A défaut de l'historien et du grand dramaturge, on trouve dans cette page maîtresse le Rubens qui se fait préférer à tous, je veux dire le Rubens lyrique : c'est un grand oratorio, une cantate à six voix, qui se développe comme un motet ou comme une fugue *a capella*, avec le contrepoint mathématique et enflammé de Palestrina. Magnifique chant d'amour et de jeunesse, sur lequel vocalise le trille aigu et ravissant de la jeune Domitille ! Quel oiseau de Paradis, dans ses taffetas miroitants, ses écharpes, son patricien plumage, sous la touffe soyeuse de sa crinière dorée ! D'où sort cette Chimène en grand habit de cour, que le peintre a tellement raison de parer à la mode du siècle, au lieu de la costumer dans la froide défroque académique ? D'où sort cette beauté pareille aux blondes du Corrège ? Est-ce un modèle réel, une créature imaginaire ? C'est celle qui commence de hanter les rêves de Rubens, et qu'on retrouvera dans ses figures préférées, dans ses Madeleines écroulées au pied de la croix, — celle qu'imitera van Dyck dans sa nostalgique et tendre Sainte Rosalie de l'oratoire de Palerme, — jusqu'à ce que le destin la livre, comme Andromède, entre les bras du maître vieillissant, pour être la joie de ses derniers jours, sous les traits d'Hélène Fourment. Ainsi, dans ce grand air du jeune homme, à l'état de pressentiment, apparaît son Éternel Féminin, le charme impérissable de son cœur.

***

Il n'y aurait pas moins à dire du musée espagnol de Grenoble, un des très rares ensembles de ce genre qui existent en France : un Ribera, un Velazquez indiscutable, de sa période andalouse, c'est-à-dire d'une époque dont on ne connaît guère qu'une demi-douzaine de pièces dans les collections anglaises, et enfin un ensemble unique de quatre Zurbaran, le seul de son espèce en dehors du Prado, du musée de Séville et du couvent de Guadalupe. Le Louvre n'a que deux pièces de la *Vie de saint Bonaventure ;* les deux autres sont démembrées entre Dresde et Berlin. L'*Enfance du Christ* de Grenoble est la seule « histoire » complète de ce grand peintre qu'on puisse voir dans un musée d'Europe.

Elle provient de la Chartreuse de Cadix, et a fait partie des fameuses collections espagnoles de Louis-Philippe, aujourd'hui

presque entièrement émigrées en Angleterre. Le général de Beylié en fit l'emplette pour 20 000 francs il y a une trentaine d'années, à la vente Montpensier, et en fit présent au musée de Grenoble. C'est dommage de ne pouvoir esquisser la figure de cet original : elle en vaudrait la peine. C'était un colonial, un ancien volontaire de 1870, Alsacien d'origine, Dauphinois d'occasion, mais qu'on trouvait plutôt à Saïgon, à Hanoï ou à Tananarive : un vieux broussard enfin, mêlé à toutes les aventures du Tonkin, du Cambodge et de Madagascar. C'est sur ses rapports que fut dressé le plan de campagne de Gallieni. C'est lui qui défricha les temples d'Angkor, enterrés vifs par la forêt vierge, et fit la route qui conduit à ces ruines prodigieuses. Cependant Beylié-le-Tonkinois, Beylié-le-Malgache, avait une marotte, qui était d'enrichir le musée de Grenoble ; c'était sa coquetterie, sa manie, comme de couvrir de bijoux une maîtresse qu'on ne voit jamais et qu'on a laissée au coin du feu. Il fit presque à lui seul les frais de la construction du nouveau musée. Il lui donna ses riches collections d'objets d'art de l'Extrême-Orient. Je ne sais s'il raffolait de peinture espagnole : mais le fait est que lorsqu'il apprit que les Zurbaran étaient à vendre, c'est cette vieille culotte de peau qui les racheta, à la barbe de toutes les commissions du Louvre, qui s'apprêtaient pompeusement, s'il n'eût tenu qu'à elles, à les laisser partir pour l'Amérique.

Je regrette de ne dire qu'un mot de ces chefs-d'œuvre, le plus aimable des Noëls andalous, de cette petite Vierge naïve et surnaturelle, tellement plus vraie, plus ensorcelante que les Vierges sucrées et minaudières de Murillo. Je suis fâché aussi de passer sous silence les trois quarts de l'école française, le La Hyre, le Claude Vignon, les trois Philippe de Champaigne, qui auraient « fait » si bien à l'Orangerie, à l'Exposition des Peintres de la réalité : je tais le tendre Lesueur, si ailé, musical, volatil, angélique, et les beaux Claude Lorrain, et le radieux Largillière. Je ne m'arrête même pas, hélas ! à une petite toile inouïe, un ouvrage un peu fatigué, mais qui n'en est pas moins un ouvrage authentique de Watteau, une de ses premières fêtes galantes, un duo près d'une ruine antique, un air de flûte dans une profonde campagne vénitienne.

Je retiens seulement un grand tableau de Van der Meulen, sans doute son ouvrage capital, presque aussi beau qu'un

Pannini ou qu'un Canaletto, et (qu'on me permette de le dire) tout à fait égaré à Grenoble : on se demande quel caprice de l'administration, quelle loterie baroque a pu envoyer dans l'Isère un tableau qui est le plus précieux des documents parisiens. Ce n'est pas seulement l'importance historique de la scène, la foule, les uniformes, les costumes de gardes et d'échevins, pour le cortège de mariage de Louis XIV : ce ne serait rien, sans le paysage, la magnifique vue de Paris en aval du Pont-Neuf, un Louvre tout jeune, avant la fameuse colonnade, avec la belle façade de Le Vau et la fière crânerie de son triple pavillon, remplacé plus tard par une plate-bande et une balustrade, son air de nouveauté et de royale adolescence, qui nous donne l'impression, — si difficile à retrouver sous la crasse qui recouvre les chefs-d'œuvre classiques, — d'assister à la « première » du *Cid*.

Je vais dire une chose sacrilège. La grande beauté de ce tableau, c'est une beauté monumentale : un paysage de pierre et d'eau, un fleuve encadré d'architecture, comme une veine bleue dans les quais de calcaire, sans trace de verdures, — un paysage impérieux et absolument minéral, aussi abstrait, aussi superbe que le Grand Canal à Venise. Sans doute, je ne nierai pas la grâce frémissante des peupliers qui bordent la Seine, ce frisson des quais de Paris. Voyez pourtant le tableau de Grenoble, et dites s'il n'a pas plus de grandeur. Cette végétation gracieuse et superflue, ce faux air de jardin, n'est-ce pas un peu les pots de fleurs à la fenêtre de Mimi Pinson ? Souvenir désuet de l'époque de nos grand-mères, de l'âge des dessous, des froufrous, des dentelles, du capiton et des triples rideaux de mousseline dans les salons du second Empire.

N'est-il pas vrai que ce tableau devrait être mis en dépôt à l'hôtel Carnavalet pour y prendre sa place dans l'histoire illustrée de Paris ?

LOUIS GILLET.

Mgr DE GUÉBRIANT

Le nom des Budes de Guébriant était célèbre dans notre histoire militaire, grâce au maréchal de France mort en assiégeant Rothweil en 1643 et dont le passage du Rhin en 1639 fut longtemps cité en modèle dans les traités d'art militaire. Il était l'ancêtre du prélat qui vient de mourir et grâce auquel le nom des Guébriant est à jamais inscrit dans l'histoire missionnaire de la France.

Né à Paris le 11 décembre 1860, Jean-Baptiste-Marie Budes de Guébriant fût élevé au collège Stanislas où son âme bénéficia des sages conseils et de la bienfaisante direction de Mgr d'Hulst. Il entendit de bonne heure l'appel de Dieu. Il se sentit aussi très tôt attiré par les missions; mais voulant éprouver cette sorte de vocation, il n'en fit la confidence qu'à l'admirable chrétienne qu'était sa mère, entra d'abord en 1880 au séminaire de Saint-Sulpice et seulement en 1883 au séminaire des Missions Étrangères de Paris. Il fut ordonné prêtre le 5 juillet 1885. Le 7 octobre suivant, il partait pour la Chine.

Il allait y passer trente-six années de sa vie, dont trente et une dans la même province, — la plus grande et la plus belle des vingt-quatre provinces chinoises, — le Sse-Tchoan. Très rapidement, il se révéla un apôtre zélé, un organisateur de premier ordre, un esprit ouvert, aux vues nettes, aux idées larges. Très vite il se donna corps et âme à la Chine et par une étude consciencieuse, des efforts constants et des voyages fréquents, scruta l'âme chinoise à fond, acquit du passé, du pays et des hommes, une connaissance parfaite.

Ses qualités acquises ou naturelles, son courage calme et son énergie tenace le servirent singulièrement au cours des voyages parfois périlleux qu'il entreprit. Comment ne citerais-je pas notamment le voyage qu'il effectua en mai 1907 chez les Lolos, noirs indépendants dans le pays desquels aucun Européen n'avait encore pénétré? Depuis longtemps, le Père de Guébriant désirait d'aller visiter ces barbares mystérieux, soupçonneux et jaloux de leur indépendance.

Il hésitait et reculait d'année en année pour ne pas susciter, au cas où l'expédition tournerait mal, d'embarras à son évêque. Mais, depuis des années, il accumulait, sur ces régions inexplorées, les renseignements pouvant en faciliter l'accès, le moment venu. L'occasion d'y pénétrer lui fut offerte par le capitaine d'Ollone, chargé d'une mission officielle d'études chez les aborigènes du Far-West chinois et qui lui demanda de l'y accompagner. Ils passèrent quinze jours chez les Lolos. « Les sauvages nous ont fort bien traités », déclarait en revenant le Père de Guébriant. Mais la chronique de la Société de Géographie notait : « Dans la mission dangereuse du capitaine d'Ollone, le Père de Guébriant n'a pas hésité à servir d'interprète, bien qu'il sût que personnellement il exposait sa vie et qu'en tout cas il subirait des fatigues et des épreuves fort pénibles. Sa décision a entraîné celle de trois de ses fidèles parlant le lolo, et qui, sous son impulsion, purent à plusieurs reprises assurer, au milieu de ces populations barbares, le salut de l'expédition. »

Le 12 août 1910, le Kientchang, — pays peuplé de populations disparates, hostiles entre elles, turbulentes, ombrageuses, vivant dans un état de troubles presque continuels, — fut érigé en vicariat apostolique autonome avec comme premier évêque le Père de Guébriant qui y exerçait son apostolat depuis de longues années. Il fut sacré à Soui-Fou, le 20 novembre 1910. Il avait à ce moment sous sa juridiction huit missions, quatre mille chrétiens et trois prêtres indigènes. Quand en 1916 il quitta ce vicariat, il laissait treize missions, six mille quatre cents chrétiens et quatre prêtres indigènes.

En 1912, il n'était pas encore rentré d'un voyage en France lorsqu'éclatèrent au Kientchang, conséquence de la révolution chinoise de 1911, des troubles graves au cours desquels

son pro-vicaire, le Père Castanet, fut massacré. Il en apprit la nouvelle à Hanoï. Il eut à relever les ruines et réparer les dégâts. Au milieu de l'anarchie et du désordre, l'attitude magnifique de sang-froid et de dignité de l'évêque et de ses missionnaires firent honneur à l'Église catholique et impression sur les Chinois.

La mobilisation, en 1914, enleva, un moment, à Mgr de Guébriant, huit sur douze de ses missionnaires. Il se multiplia pour remplacer les absents et couper court aux tendancieuses rumeurs largement répandues.

Bientôt, à l'angoisse de la guerre européenne vinrent s'ajouter de nouveaux troubles intérieurs en Chine. « Qu'importe? s'écriait Mgr de Guébriant. Le devoir est clair et le mot d'ordre est partout le même : ici comme sur le front, il faut tenir! On tiendra! les jeunes mûriront plus vite; les vieux rajeuniront. Et les morts aussi feront leur devoir : ils prieront Dieu tant et si bien qu'il nous accordera la double victoire, celle que nous rêvons comme fils de France et celle pour laquelle nous luttons comme prêtres des Missions Étrangères. »

Le 28 avril 1916, le Saint-Siège demandait à Mgr de Guébriant un énorme sacrifice : quitter le vicariat de Kientchang qu'il avait fondé et dont il était le principal soutien, pour aller diriger le vicariat de Canton. Les larmes aux yeux, il obéit, et se mit aussitôt au travail, fidèle à sa devise épiscopale : *Vince in bono*. La guerre civile compliqua sa tâche, mais lui donna l'occasion de jouer, là encore, un rôle bienfaisant pour le pays et honorable pour la cause de Dieu. Avec désintéressement, générosité et dévouement, il prépara lui-même le partage de son très vaste territoire en quatre futurs vicariats indépendants dont deux abandonnés par lui à des congrégations religieuses autres que les Missions Étrangères de Paris.

Le 22 juillet 1919, le pape Benoît XV, connaissant les hautes qualités de Mgr de Guébriant et sachant la parfaite connaissance qu'il avait des milieux chinois, le chargeait officiellement de visiter les vicariats de la Chine et des régions avoisinantes pour mettre le Saint-Siège au courant de l'état actuel de ces missions et de tout ce qui pourrait y favoriser la prospérité de l'Église. Les rapports que Mgr de Guébriant envoya à Rome à ce sujet sont restés secrets; mais je tiens de lui-

même que ce fut en s'appuyant sur leurs conclusions que Benoit XV décida la création d'évêques chinois, réalisée par Pie XI en 1926. Le 31 mai 1920, le cardinal van Rossum, préfet de la Propagande, en exprimant à Mgr de Guébriant la satisfaction du Pape pour « la manière vraiment apostolique » avec laquelle il avait accompli sa visite apostolique en Chine « au milieu d'incommodités et de difficultés multiples », ajoutait : « Votre profonde et vaste connaissance des lieux et des personnes, votre zèle ardent, la prudence apportée dans la solution paternelle de situations délicates, le discernement employé à proposer la solution des problèmes variés concernant la meilleure organisation des missions, ont été si grands, si importants, que cette visite apostolique a marqué pour la Chine le commencement d'une nouvelle période de travail, plus uni et plus fécond. Sans doute il faudra encore du temps, pour que les fruits de cette sainte visite apparaissent entièrement. Je suis cependant certain que, mûris par la grâce du Seigneur, ils seront très abondants. Très nombreux sont les vicaires apostoliques de congrégations religieuses et de nationalités différentes qui ont rendu témoignage à l'esprit d'équité et plein de charité de Jésus-Christ, avec lequel vous avez écouté, réconforté et encouragé... »

En février 1921, Mgr de Guébriant fut nommé par ses confrères, réunis en assemblée générale à Hong-Kong, supérieur général des Missions Étrangères de Paris. Avant de rentrer en France, il accomplit en Sibérie une visite apostolique, complément de celle de la Chine. Le 10 décembre, il était promu archevêque titulaire de Marcianopolis et nommé assistant au trône pontifical.

Mgr de Guébriant est resté quatorze ans supérieur général de la Société des Missions Étrangères de Paris pour le rayonnement de laquelle il se dépensa sans compter jusqu'à son dernier jour (5 mars 1935). Il veilla avec un soin scrupuleux au respect du règlement et, partout où la chose était possible, au développement du clergé indigène. Les lettres que chaque année, à l'Épiphanie, il adressait à ses missionnaires sont remplies d'affection, d'émotion, d'amour de l'Église, d'amour des âmes, d'optimisme et de confiance en Dieu.

Après sa réélection de 1930 comme supérieur général, Mgr de Guébriant voulut entreprendre de parcourir la presque

totalité des missions de sa société. Il prétendait que dans sa vie déjà longue, ce voyage en Extrême-Orient avait été une des périodes les plus heureuses. Pendant huit mois, en chemin de fer, en bateau, en automobile, à cheval et en avion, il parcourut les Indes, l'Indochine, la Chine, le Japon et le Mandchoukouo. Parti par la Méditerranée, il revint par le Transsibérien, ayant sans doute été reçu partout avec enthousiasme, mais ayant aussi connu, de la part des communistes chinois, l'injure, l'insolence et les menaces. Quand on lui demandait, à son retour, de résumer ses impressions, il répondait : admiration pour les missionnaires, optimisme pour l'avenir des missions.

Ce grand missionnaire jouissait, dans tous les milieux, d'un immense prestige et d'une autorité universelle. Doux et calme de tempérament, je l'ai vu réagir avec vivacité quand certains missiologues attaquaient les missionnaires français, les accusant de nationalisme exagéré ou de peu de zèle pour la formation du clergé indigène.

Profondément et ardemment patriote, il aimait faire l'éloge de la France, de son action civilisatrice et catholique. Mais il n'hésitait pas, le cas échéant, à montrer les fautes de la politique française dans les colonies, à souligner comment et pourquoi l'action colonisatrice, au lieu de s'harmoniser, comme il l'eût fallu, avec l'œuvre des missionnaires, l'avait parfois contrariée.

Saintement sacerdotal, il était personnellement d'une amabilité, d'une modestie, d'une humilité, d'une simplicité, d'un ascétisme et d'une bonté sans pareils.

Bref, Mgr de Guébriant était le type accompli du missionnaire français tant de fois célébré par lui, qui par sa qualité d'homme et sa qualité d'âme fait honneur à la France et lui procure, partout où il passe, estime, respect, sympathie et confiance.

PAUL LESOURD.

LE MOUVEMENT POÉTIQUE

Je laisse à des compétences plus autorisées que la mienne le soin d'écrire, avec toute l'impartialité souhaitable, la biographie d'Émile Sicard, j'entends l'histoire d'un des efforts le plus noblement désintéressés qui aient été mis au service d'un certain aspect du lyrisme moderne et de la culture latine en général. La vie de Sicard se confond pour ainsi dire avec la renaissance de la littérature provençale d'expression française, aujourd'hui inséparable du prolongement de l'école félibréenne, laquelle est, du reste, représentée par d'admirables poètes comme MM. Joseph d'Arbaud, Folco de Baroncelli et Valère Bernard. On sait que *le Feu* fut fondé à Marseille en mai 1905 par Émile Sicard et inscrivit presque immédiatement à son sommaire les noms, déjà célèbres pour la plupart, d'Anna de Noailles et de MM. Henri de Régnier, Charles Maurras, Edmond Jaloux, Francis de Miomandre, Francis Carco, Gabriel Boissy, Mario Meunier. Émile Sicard n'avait encore donné qu'un livre, *les Voix qui chantent et les Voix qui pleurent*, d'un symbolisme un peu lâché, bien qu'il eût déjà vingt-six ans. Ceux qui suivirent, *l'Allée silencieuse*, *l'Ardente Chevauchée*, marquent un sensible progrès dans la forme et dans le fond, malgré une technique toujours contestable, traditionnelle dans un certain sens, mais pleine de regrettables bavures. *Le Jardin du Silence et la Ville du Roy*, composé en 1911-1912 à Aix, où le poète s'était installé tant par goût que pour raison de santé, n'est qu'une suite de notes d'artiste amateur, de promeneur superficiel, dans l'un des sites les plus merveilleusement propres pourtant à la méditation d'un poète. Mais au seuil du *Laurier noir*, le dernier recueil que Sicard publia et qui n'est qu'en partie inspiré par la guerre, nous trouvons un magnifique *Tombeau de Mistral*, qui

efface d'un coup le sentiment de malaise laissé jusque-là par toutes ses productions antérieures :

On nous a dit : Celui qui fit nos évangiles
Est mort. On nous a dit : Celui qui dans nos villes
Porta la coupe sainte et le laurier latin
Est mort...

Il semble bien que *le Vieux Port* (1), en dépit d'imperfections, de gaucheries, de rudesses plus accusées encore que dans les volumes parus de son vivant, demeure, *le Tombeau de Mistral* mis à part, le chef-d'œuvre de ce poète un peu barbare et plus marseillais que provençal. Ces tableaux aux contours heurtés, aux couleurs crues reflètent, en effet, le climat très spécial d'un quartier lui-même privilégié de la grande cité méditerranéenne : les bruits industriels, le grouillement humain, les étoffes et les fruits multicolores, les odeurs marines et fumeuses sous le soleil implacable et sur le miroitement des bassins :

O mon port, ô mon enfance.
Tes voiliers sont sur mon cœur !
Même la plus noire absence
S'éclaire de ta couleur...

Dans tes algues je me couche,
Je m'endors de ton sommeil,
A tout réveil j'ai la bouche
Contre celle du soleil...

Je cite cette pièce comme, à mon avis, la plus caractéristique et la plus émouvante. Ces heptasyllabes vigoureux et rudes, où nous semblons entendre la palpitation d'un jeune cœur fébrile mêlée au halètement des machines, n'incarnent certes pas tout le rêve et toute la pensée d'Émile Sicard, qui fut parfois le chantre discret de l'amour et d'un passé mélancolique et tendre :

Vous êtes l'amitié du soir de ma jeunesse;
Quand je serre, à deux mains, les roses de l'amour,
Je ne fais que tisser le deuil de ma tendresse
Et céder, malgré moi, ma belle place au jour.

Cette place, qu'il voulait belle et grande, elle lui est assurée

(1) *Les Cahiers du Sud*, à Marseille. Publication due à la piété de M. Louis Brauquier, le meilleur disciple de Sicard et son continuateur peut-être un peu trop dissident

déjà, non seulement par la touchante ferveur de ses amis, mais par tous ceux qu'un élan généreux vers la beauté universelle ne saurait laisser insensibles.

***

Une édition collective en deux tomes des *Poèmes* de Renée Vivien parut en 1923-1924, alors que la plupart des quatorze recueils de la poétesse, publiés de son vivant ou dans l'année qui suivit sa mort (1909), étaient devenus introuvables. Cette édition étant épuisée, une réimpression légèrement augmentée vient d'en être faite sous la même firme et par les mêmes soins anonymes (1).

Renée Vivien, à qui nous devons décidément accorder l'une des premières places dans la poésie féminine de la France depuis Desbordes-Valmore (2), a quitté, voilà déjà un quart de siècle, à l'âge de trente-deux ans, ce monde où ses pieds posèrent à peine. Frêle de corps, presque immatérielle sous sa chevelure d'Anglaise préraphaélite, cette jeune femme, éprise d'un paradis fictif et qu'elle tenta de ressusciter « pour sa seule joie », nous laisse, paradoxalement mais à coup sûr, quelques-uns des vers les plus énergiques, les mieux frappés et les plus musicalement souples dont se puisse enrichir sa langue d'adoption. Elle est même, ou peu s'en faut, l'inventeur de la strophe saphique française, formée, à l'imitation de Sapho, d'Horace et de Catulle, de trois hendécasyllabes et d'un vers de cinq pieds. Il s'agit bien, en effet, d'une création authentique, dont le modèle ne fut, à l'insu peut-être de l'auteur, qu'un heureux et fallacieux prétexte : car il n'est pas plus possible, quoi qu'en pensât Baïf, de transporter dans une langue à prosodie numérique les modes fixes que l'hexamètre à pieds variables. En tout cas, la strophe « vivienne » sonne magnifiquement en français, et c'est l'essentiel :

Jadis, entendant ma triste voix lointaine,
Tu vins l'écouter dans la paix des couchants
Où songe la mer, car ta faveur hautaine
Couronne les chants.

Mais il serait injuste de borner l'originalité de Renée Vivien à une innovation technique. Il y a chez elle bien autre chose : une

(1) Alphonse Lemerre, 2 vol. de la *Petite Bibliothèque littéraire*.

(2) A côté de Mme Gérard d'Houville, de Cécile Sauvage, d'Anna de Noailles et de Mlle Marie Noel.

simplicité profonde et tragique étayée par un métier impeccable, trop strict au gré de certains critiques et, pour répéter leur mot, trop parnassien. J'ajouterai que ce « parnassisme », d'ailleurs assoupli et très nuancé de modulations rêveuses, n'a rien qui me gêne et, de plus, qu'il ne me déplaît pas de le retrouver chez un Moréas, un Charles Guérin, un Henri de Régnier, un Paul Valéry. Et puisque je viens de prononcer ces noms illustres, il ne me paraît pas inutile de rappeler, à propos du premier, que l'exemple de la pureté formelle nous est parfois venu de l'étranger et que, dans cet ordre d'idées, Pauline Tarn a renouvelé le miracle de Ioannès Papadiamantopoulos.

***

M. André Fontainas représente aujourd'hui, avec M. A.-Ferdinand Hérold, la survivance de l'un des groupes (et non des moindres, puisqu'il contenait Ephraïm Mikhaël, Pierre Quillard et Stuart Merrill) de l'époque symboliste. Mais tandis que M. Hérold semble avoir tout à fait abandonné le rythme pour l'érudition, M. Fontainas, qui tient depuis nombre d'années la chronique de poésie au *Mercure de France*, continue de composer des vers qui prolongent dignement ses recueils publiés à la fin du dernier siècle, *le Sang des Fleurs*, *Crépuscules*, *la Nef désemparée*. Après une première plaquette, datant de la vingtième année, de forme toute classique, sa technique évolua d'abord dans le sens de l'affranchissement des rythmes, alors très à la mode, sous l'impulsion des manifestes des verslibristes de la première heure ; et il écrivit à cette époque de délicieuses laisses aux côtés d'un autre poète de grande valeur, M. Francis Vielé-Griffin. Toutefois, son tempérament semble l'avoir de bonne heure, peut-être au contact de ses amitiés poétiques, ramené vers la prosodie traditionnelle : les volumes qu'il a donnés depuis, et après un long silence, *l'Allée des Glaïeuls*, *Récifs au Soleil*, *Lumières sensibles*, *Allusions* (1926-1929), enfin *la Halte sous les Hêtres* (1) que voici, témoignent le plus souvent de cette propension à la régularité des mètres. Ici encore, sans doute, apparaissent les procédés coutumiers de l'école mallarméenne, c'est-à-dire la densité de l'image, l'usage fréquent des rejets, l'assouplissement des césures ; mais cette sinuosité même épouse les contours d'une pensée parfaitement claire et d'une

(1) Les Éditions nationales, 10, rue Mayet.

émotion très humaine. Il faudrait citer intégralement la belle élégie intitulée *Thalassa*, qui donne son nom à la dernière partie du livre ; voici un fragment qui suffira, j'espère, à faire entrevoir le charme et l'aisance d'un tel lyrisme :

C'est l'automne. Une frêle aurore a supplanté
La gloire des matins dont s'empourprait l'été.
Sous un ciel imprécis et tendre, un long silence
S'exhale mollement des eaux, et se nuance
A l'infini de tant de soupirs et de chants
Qu'en tous lieux, au-dessus des grèves et des champs,
Une clarté secrète assoupie insinue
Comme un souffle subtil de sa joie ingénue.
Fervent verger d'espoir, essor où nul n'atteint,
Trop suave promesse enclose au pur matin...

* * *

Je me souviens avec émotion de la découverte que je fis naguère dans une collection de *la Pléiade* (1886), l'une des jeunes revues de cette époque, de *la Dernière Visiteuse*, élégie signée Grégoire Le Roy. Dans le même mince fascicule, je venais de relire *la Fille aux Mains coupées* de Pierre Quillard et plusieurs poèmes en prose d'Ephraïm Mikhaël. C'étaient des strophes très simples, très douces et très tendres, et c'était, avant tout, de la vraie musique :

Elle entrera chez moi, comme ma bien-aimée,
Sans frapper à la porte et familièrement,
Ne faisant ni de bruit, ni de dérangement,
Enfin comme entrerait la femme accoutumée.
. . . .
Et moi, qui dès longtemps suis fait à la pensée
D'être un jour visité par elle, je serai
Sans émoi de la voir, et je la laisserai
Sans dégoût dans sa main prendre ma main glacée.

Je les ai retrouvées depuis dans *la Chanson du Pauvre*, volume publié en 1907 et qui, réimprimant une plaquette introuvable, révélait de nouveaux poèmes. Puis j'oubliai, — dois-je l'avouer ? — à mon tour, cette impression rapide, une fois le livre remis à sa place, et presque l'existence de ce délicieux et discret chanteur. Il fallut un récent article de M. Franz Hellens dans *les Nouvelles littéraires*, article qui avait surtout trait à un roman écrit en langue flamande, pour me rendre le désir de mieux connaître

une œuvre à laquelle j'avais dû quelques minutes de jouissance réelle. Et je me suis mis à lire tous les recueils parus depuis : *la Couronne des Soirs, les Chemins dans l'Ombre*, enfin cette *Ombre sur la Ville*, qui paraît aujourd'hui (1), après un silence de quinze ans.

M. Grégoire Le Roy, qui est un sage dans sa vie, n'a point cessé de pratiquer dans ses vers la même quiétude ou la même ardeur tempérée. Ses poèmes ont l'éclat voilé du feu sous la cendre ou d'un bijou derrière un voile. Ceci ne signifie pas qu'il cultive la mélancolie par principe ou par vocation ; et on trouve, dans son plus récent livre, mainte nuance de souriante ironie.

L'Ombre sur la Ville diffère sensiblement, au reste, de la manière à laquelle il nous avait accoutumés. Ce n'est pas ici, sauf exception, l'auteur qui parle, mais les humbles personnages qu'il met en scène et qui, dans leur langage très imagé, quelquefois trivial, expriment leurs sentiments, joies et misères, misères surtout, avec amertume, certes, mais sans révolte. Une fort belle pièce, à la fin du recueil, me paraît particulièrement significative autant qu'émouvante ; c'est celle où M. Le Roy invoque, dans sa prière pour les gueux dont il vient de décrire la destinée, l'intercession de Brueghel, le vieux maître flamand, leur « peintre ordinaire » :

Au nom de Brueghel, je m'adresse
A vous, Seigneur des pauvres gens,
Des sans-le-sou, des indigents,
De tous les clercs dans la détresse.

Là, de maigres hères besognent
En hâte, car voici l'hiver ;
On entend les haches qui cognent
Le bois des arbres encor vert.

Partout le vent hurle et menace
D'abattre la grange et le toit ;
Partout le destin fait la chasse
Au gueux, sans qu'il sache pourquoi.

Regardez-le rentrer ses bêtes
Avant la neige, avant le gel ;
L'horizon est gros de tempêtes ;
Tout fait peur, la terre et le ciel.

Il ne nous déplait pas qu'un des plus doux adeptes d'un groupe où l'égotisme, sous les espèces du chant pur, faisait figure de

(1) A la *Nouvelle Société d'Édition*, Bruxelles.

dogme, ait trouvé des accents aussi vigoureux qu'émouvants pour peindre la souffrance des simples.

***

Les premiers *Poèmes* de M. Jules Supervielle ont été rassemblés en 1919 avec une préface de M. Paul Fort. Il a donné, depuis lors, cinq recueils poétiques ; les plus importants s'intitulent *Débarcadères*, dont voici une réédition corrigée (1), *Gravitations*, et *le Forçat innocent* (expression empruntée à Verlaine, si je ne me trompe), trois romans et un volume de contes exquis.

Ce Béarnais, dont la famille avait émigré en Uruguay, et qui est né à Montevideo comme Jules Laforgue, n'a pas trouvé sa corde au premier coup d'archet ; et même, — je ne mentionne que pour mémoire une œuvre juvénile et encore marquée d'influences symbolistes, *Comme des Voiliers*, — son premier livre avoué, du reste plein de trouvailles et de réelles grandeurs et qu'il publia vers la trente-cinquième année, ne fait pas toujours prévoir l'ampleur et la nouveauté de ceux qui l'ont suivi. M. Supervielle a beaucoup sacrifié au mystère et à l'étrange ; sa vision du monde est toujours une synthèse très subjective : il a saisi les rapports des choses, tiré des vastes horizons qu'ont reflétés ses yeux de voyageur sans cesse en éveil sous l'angle de l'intellectualisme, des visions d'un genre très particulier et confinant parfois à l'hallucination. On éprouve souvent à le lire l'impression d'un halètement ou d'un trébuchement dans l'ombre, pendant un rêve.

Grands yeux dans le visage,
Qui vous a placés là ?
De quel vaisseau sans mât
Êtes-vous l'équipage ?
Depuis quel abordage
Attendez-vous ainsi,
Ouverts toute la nuit ?

Ce fragment, qui appartient à *Saisir*, poème d'abord publié à part, puis repris dans *le Forçat innocent*, est, comme beaucoup d'autres parties de l'œuvre de M. Supervielle, assujetti aux règles traditionnelles de la rime. Le poète use par ailleurs et le plus souvent du vers blanc, mais d'un vers blanc dont il paraît bien être

(1) Stols, à Maestricht.

l'inventeur. La place me manque malheureusement pour examiner, avec preuves à l'appui, si cette technique est ou non viable dans une langue où l'accent tonique est assez versatile pour exiger dans la plupart des cas un rappel sonore à la fin du vers. On sait que les Anglais et les Allemands ont pu, sans s'évader de la musique, renoncer, particulièrement dans la poésie dramatique, à un mode dont l'absence se trouve compensée par une prosodie beaucoup plus stricte que la nôtre. Est-il, en outre, besoin de rappeler que *le Poème du Rhône* est composé en vers blancs, mais que le vers provençal, pour numérique qu'il soit à l'imitation du vers français, comporte des accents immuables, comme certains mètres d'Horace ? Je ne suis pas loin de croire que M. Jules Supervielle soit le premier poète français qui ait usé du vers blanc avec succès et il est indéniable que les poèmes de *Gravitations*, du *Forçat innocent* et des *Amis inconnus* (1) chantent, et que l'oreille la plus accoutumée à la rime se satisfait assez vite d'autres sonorités perçues à l'intérieur du vers. J'avoue sincèrement m'être senti déconcerté à première lecture ; je confesse même ma préférence pour les pièces rimées ou suffisamment accentuées. Mais l'élan, la santé, la douceur de mainte phrase dépourvue de cet élément familier emportent généralement l'adhésion et même l'admiration intégrales. Je livre ce très beau dizain, *les Chevaux du Temps*, à la sagacité des lecteurs non uniquement soucieux de la beauté d'une métaphore :

Quand les chevaux du temps s'arrêtent à ma porte,
J'hésite un peu toujours à les regarder boire,
Puisque c'est de mon sang qu'ils étanchent leur soif.
Ils tournent vers ma face un œil reconnaissant
Pendant que leurs longs traits m'emplissent de faiblesse
Et me laissent si las, si seul et décevant
Qu'une nuit passagère envahit mes paupières
Et qu'il me faut soudain refaire en moi des forces
Pour qu'au jour où viendrait l'attelage assoiffé
Je puisse encore vivre et le désaltérer.

S'il est vrai qu'il faille, sans parti pris, accorder à cet art la confiance d'un auditeur séduit, parfois même conquis, par tant de douceur et d'habileté, ses hardiesses mêmes n'en constituent pas moins un danger pour tels jeunes émules auxquels je pense :

(1) *Nouvelle Revue française.*

je ne veux pas les nommer, que je les estime ou non ; mais il se pourrait qu'en d'autres mains son indépendance se muât en excentricité gratuite et *vainement* inquiétante. M. Supervielle n'a-t-il pas prévu ce danger lorsqu'il a inscrit en marge de l'adage virgilien, — *trahit sua quemque voluptas*, — cette méditation qui affecte l'allure d'un conseil ironique, *les Suiveurs* ?

La chèvre suit le cheval
Et le chien-loup suit la chèvre ;
Le poète dans son ombre
Porte chèvre, chien, cheval,
Et deux ou trois animaux
Qui n'ont pas encor de nom,
Attendant pour prendre corps
Que souffle un vent favorable ?

* * *

M. Robert Honnert s'est à maintes reprises révélé l'un des défenseurs les plus sagaces et les plus habiles de la poésie contemporaine. Il s'est aussi montré, comme le prouve la thèse hardiment présentée de *Mademoiselle de Chavières*, un habile et délicat romancier d'analyse. Mais il est avant tout le très pur élégiaque des *Désirs*, recueil édité en 1930. Depuis ce livre unique et si pur, M. Honnert ne s'était manifesté comme poète que par des publications éparses dans les journaux et revues. Il nous donne aujourd'hui, en librairie, à petit nombre, les strophes étrangement belles de *Lucifer* (1), œuvre fort différente de sa production antérieure et qui, s'il est vrai qu'elles marquent peut-être un simple épisode, voire une crise passagère dans la vie de son esprit, n'en commandent pas moins, en vertu de leur densité mélodieuse, l'attention et la sympathie. Au long de ces quatre-vingt-douze octosyllables, se déroule une sorte de lutte du poète avec l'ange, ou, si l'on préfère, le drame de l'antagonisme entre Dieu et Satan, drame dont l'âme et la chair du poète sont le théâtre, monologue où le poète s'adresse au tentateur :

J'ai souffert, — et te parlerais-je,
Si je sentais, ô mon danger,
Que le ciel m'aime et me protège
— Si les ans ne m'avaient changé.

(1) Édition du *Trident*, 4, rue Crébillon.

Tout le symbole est contenu dans cette stance. Le poème pourrait s'intituler *Tentation*, et même *Chute* ; mais, en cédant à Lucifer, la créature ne perd jamais le Créateur de vue ; en succombant, — volontiers peut-être, momentanément sans doute, — elle n'abandonne pas tout à fait l'espoir du rachat. Et voici la raison de cette docilité à suivre la pente fatale :

C'est pourtant vous que je révère,
Mais vous vivez loin dans l'azur ;
Je suis un être de la terre ;
Je ne me sens pas assez pur.

Autre excuse, autre prétexte : la complicité plus accessible d'un être déchu, de Satan, premier pécheur, premier châtié, donc devenu l'égal de l'homme. Et, par antiphrase, on se prend à répéter ici la sentence du théologien anglais Joseph Glanvill, placée par Edgar Poe en épigraphe à *Ligeia* : « Qui donc connaît les mystères de la volonté, ainsi que sa vigueur ? Car Dieu n'est qu'une grande volonté pénétrant toutes choses par l'intensité qui lui est propre. L'homme ne cède aux anges et ne se rend entièrement à la mort que par l'infirmité de sa pauvre volonté. » Aussi, tout en confessant sa faiblesse et l'attrait de la faute, M. Honnert ne manque-t-il point de sincérité ni de courage :

Je me découvre enfin moi-même
Et c'est l'image des enfers ;
Auprès de toi, c'est Dieu que j'aime,
Et près de Lui, toi que je sers.



En ouvrant le livre de M. Pierre Pascal, et même à la seule vue de son titre : *Ode triomphale en l'honneur de la Troisième Rome et du Duce* (1), avons-nous à nous demander si l'heure de la poésie civique est revenue, ou même si la poésie tout court se peut accommoder aujourd'hui d'un tel sujet, s'alimenter sans préjudice à cette source le plus souvent étrangère à son essence ? Je ne le crois pas ; car j'ai toujours pensé que le premier mérite d'un poème est qu'il soit beau, c'est-à-dire qu'il chante.

Aussi, quand M. Xavier de Magallon, au début de la noble préface placée au seuil du livre qui nous occupe, constate que « la Muse héroïque et civique n'a cessé d'arracher au génie des

(1) Éd du *Trident*.

poètes, des poètes français, de vastes chants accordés à l'élan des vents et des marées, à la marche des astres et des événements », nous ne saurions certes lui donner tort ; mais, lorsqu'il exalte le jeune aède de l'*Ode à la Troisième Rome*, il nous pardonnera de lui donner raison *parce que* les cent trente-sept strophes de dix vers qui suivent légitiment *poétiquement* sa louange.

Nous ne connaissions jusqu'ici, de M. Pierre Pascal, qui dirige les vaillants cahiers poétiques d'*Eurydice*, que quelques pièces éparses dans les revues et, en librairie, un des deux longs poèmes naguère offerts par M. André Blanchard et lui à M. de Magallon ; cette dernière composition, assez obscure, se souvenait un peu trop directement de la leçon de M. Paul Valéry. Nous le savons plein d'active ardeur et sur le point de publier, si les temps ne sont pas trop durs, bon nombre d'œuvres achevées et où les thèmes légendaires tiennent une large place ; en outre, nous avons lu de lui d'étonnantes adaptations rythmiques des poèmes d'Edgar Allan Poë et des fragments d'un *Faust* d'une conception fort originale. Enfin, il est l'auteur d'une ode vengeresse aux morts du 6 février, d'un accent et d'une audace incontestables.

Aujourd'hui, son admiration pour les doctrines et la politique de M. Mussolini, mais aussi son culte de la tradition latine, lui ont inspiré cette *Ode triomphale*. On pouvait croire périmé ce genre tant en faveur au temps de la Renaissance, puis dont il fut fait un si regrettable abus au XVIIIe siècle, alors que l'inflexible raison semblait avoir à jamais étouffé la musique de l'âme, et que sembla ressusciter chez nous, sans lendemain prévisible, l'orchestration prodigieuse de Victor Hugo. Toutefois, dans l'ère contemporaine, nous avons vu que l'ode pouvait reconquérir une sorte de droit de cité et, mieux, le frémissement de la vie dans la république des Muses : il suffisait pour cela de la hardiesse de grands poètes comme MM. Raymond de La Tailhède et Paul Valéry. M. Pierre Pascal l'a développée avec une science véritablement consommée.

Divisées en huit poses, ces strophes d'octosyllabes musclés s'enchaînent sans rupture ; elles palpitent sans essoufflement, et, chacune d'elles, tout en possédant sa vie propre, s'appuie sur la précédente et la suivante selon une démarche réglée comme un ballet, où chaque attitude conserve sa grâce personnelle. En voici une, celle qui termine la troisième pose, où le poète vient de

rendre hommage à Dante pour avoir, selon lui, annoncé l'avènement du César moderne :

Hosannah sur les boucliers!
Alleluia par la trompette,
Les tambours des gonfaloniers!
Pour la vendange qu'on apprête
Les pressoirs du dieu de clarté!
Les poètes vont réciter
L'histoire où vole un nouvel Ange!
Louange à la paix du soleil!
Louange aux sages en conseil!
Pour la moisson, sonne, louange!

Plus loin l'essor de la nouvelle Italie, régénérée sous l'effort de son chef, dicte à M. Pascal ces accents d'une fougue persuasive :

Entends sonner du jour futur
L'âpre désir de ces Épaules
Pour qui ton œuvre est un dieu pur,
O ponts, ô murs, chemins des môles
Fiers et plus droits que javelots!
Devant toi reculent les flots,
Et tes desseins chargés d'étoiles
Fouillent la terre comme l'eau
Et par la sonde et le cordeau
Rendent aux dieux leurs premiers voiles!

Mais surtout il importe, comme je le remarquais tout à l'heure en général, que ces vers d'adolescent, où la ferveur s'allie à la sagesse équilibrée, s'imposent d'abord à l'oreille et par elle conquièrent l'adhésion des esprits les moins enclins à souffrir l'alliance de Clio et de Polymnie.

YVES-GÉRARD LE DANTEC.

REVUE MUSICALE

Théatre des Nouveautés : *les Linottes*, opérette en trois actes, de Georges Courteline, paroles de MM. Robert Dieudonné et C.-A. Carpentier, musique de M. Édouard Mathé. — Théatre de l'Opéra : Spectacles de danse. — Concerts.

Le théâtre des Nouveautés vient de reprendre, pour une trop brève série de représentations, l'opérette des *Linottes*, qui est française cent pour cent, comme on dit aujourd'hui, comme on ne disait pas encore au temps où elle fut composée.

Le roman de Courteline a paru peu d'années avant la guerre et retrace les mœurs d'une époque abolie, dont le pain quotidien n'était pas le souci perpétuel, où le loisir ne prenait pas le nom miséreux de chômage. Ceux qui ne l'ont pas connue se demanderont de quoi peut vivre ce Robert Cozal, poète sans travail qui a toujours du temps et de l'argent à dépenser en agréable compagnie. A cette question, qu'on ne songeait guère à poser alors, la réponse est procurée par le musicien Stephen Hour, à qui un emploi d'accompagnateur dans un cabaret, pour « cinq francs par soirée, le dîner et les bocks », apparaît comme la « timbale enfin décrochée », car il ne lui faut pas plus pour subsister en son galetas d'artiste, dont il « fait le ménage lui-même », appuyant le piano boiteux sur un seau renversé dont l'anse tremble et tinte à l'écho de ses harmonies.

Ce gain régulier, c'est l'aubaine, ramassée on ne sait où, que lui rapporte, fidèle à sa façon, la jeune Hélène, brave enfant du ruisseau que Courteline a bien connue, car il a plus d'une fois croqué, d'un trait grincheux mais amusé, sa frimousse effrontée. Cozal, plus heureux, a su plaire à Mme Hamiet, gentille bourgeoise dont la conquête est d'autant plus méritoire que son mari n'est pas un maladroit. Lanceur d'affaires infatigable, doué d'une verve cocasse dont il est dupe le premier, mais non pas pour longtemps,

toujours prêt à lâcher son idée pour une autre plus saugrenue encore, cet homme d'imagination ferait fortune de nos jours, promu par une crédulité sans bornes au rang de grand escroc. Alors, il végétait, n'ayant réussi à se faire prendre et ne se prenant lui-même que pour ce qu'il est : un farceur.

C'est la vie de bohème, possible encore dans les premières années de notre siècle, sur la colline de Montmartre où subsistent des guinguettes à crédit et des masures à bas prix, en quelque reste de jardin aux ombrages précaires. Ceux qui trouvent là un dernier refuge contre le sérieux de l'existence n'ont déjà plus l'emphase romantique ni la larme facile des héros de Murger. Dignes du surnom que le titre leur décerne, ce sont des enfants sans souci, que le caprice entraîne, et Courteline, qui n'en est pas à court, leur prête volontiers le grain de fantaisie qui fera sonner comme autant de grelots leurs cervelles légères.

Pour passer sur la scène, une dizaine d'années plus tard, le roman a subi quelques retouches. On a cru nécessaire d'ajouter un personnage de grande coquette, Slave à l'ancienne mode, roucoulante et impérieuse, qui n'est pas une linotte : elle a trop d'envergure. Chargé de la présenter et de l'imposer, le bailleur de fonds Gutlight, dont Courteline indiquait en quelques touches rapides la silhouette de gobe-mouches incorrigible, prend plus d'étoffe et d'élégance ; il ferait plutôt figure de viveur. Les deux rôles sortent un peu du cadre, mais ajoutent au brillant de l'interprétation. C'est ainsi que pour cette reprise on a pu les confier à Mme Clara Tambour et M. Henry Defreyn, mis en vedette par le programme et dignes de cet honneur pour la sûreté de leurs effets.

Pour le reste, on a suivi d'aussi près que possible le récit de Courteline et, ce qui valait mieux encore, son texte. Les opérettes d'importation nous ont accoutumés à un dialogue aussi sommaire que celui d'une revue de music-hall, sans autre objet que d'introduire au plus tôt une entrée dansante ou un couplet chanté. Ce qui se dit tient ici bien plus de place et mérite qu'on l'écoute, car les reparties ont du trait et forment d'excellentes scènes de comédie, qu'il a suffi de prendre, sans autre précaution que de les resserrer un peu, dans le roman où déjà elles sont achevées, avec leurs réactions soudaines, leurs mots révélateurs ; ainsi, la colère de Cozal, quand Mme Hamiet lui rappelle l'existence de son mari, qu'il n'ignorait pas cependant, ou la faiblesse de Gutlight, venu pour réclamer à l'astucieux Hamiet ses capitaux évaporés, et qui

part, étourdi par ses boniments, en le suppliant d'accepter, une fois encore, sa souscription pour une autre entreprise.

La pièce se soutient par elle-même et assure un appui solide à la musique qui vient l'orner, non la cacher. Notre pays a toujours eu du goût pour ces constructions légères mais bien attachées au sol, et ce n'est pas sur un autre modèle que furent bâties les comédies-ballets de Molière, les anciens opéras-comiques, les vaudevilles à couplets, les opérettes d'Offenbach, de Lecocq, de Messager, de Claude Terrasse et des autres maîtres français du genre où pourtant de nos jours, pour lutter contre la concurrence américaine et plaire à un public cosmopolite, on laisse pénétrer, même au prix de quelque incohérence, de bruyants intermèdes.

A l'époque où le compositeur se mit à l'ouvrage, le jazz menait sa bacchanale dans les maisons de danse où se dépensait un argent trop facile à gagner, et commençait d'envahir l'un après l'autre les théâtres à musique du boulevard. M. Édouard Mathé l'a entendu qui frappait à la porte et la lui a entrebâillée, sous la condition qu'il serait sage et ne se ferait pas remarquer. Quelques coups de claquettes, deux trompettes bouchées, un rythme de tango, il n'en faut pas davantage pour relever de quelques colifichets à la mode du jour un orchestre dont le fin tissu n'admet pas de surcharge. Toutes les mélodies portent des robes claires qui s'ajustent de près, sans les gêner jamais, à leur grâce facile. Elles ne viennent pas de loin. L'air malicieux des *Linottes*, la valse des *Roses*, ou la chanson gamine de la petite Hélène, *Rends-moi tes billes*, sont nés à Montmartre, entre les cabarets artistiques et le pavé des rues où la marmaille joue. Pourquoi vouloir toujours découvrir l'Amérique ? « Il n'est bon bec que de Paris », Villon le proclamait déjà. M. Mathé nous invite à le croire, car sa Muse est alerte et n'est jamais grossière : elle a bien trop d'esprit pour passer la mesure et sait trouver réponse à tout sans embarras, toujours intacte et souriante.

Mlle Suzanne Dehelly nous a montré une Hélène faubourienne et dégingandée, vrai Gavroche en jupon, qui n'a pas froid aux yeux et ne se laisse pas oublier. M. Marcel Vallée prêtait au musicien qu'elle fait enrager une rondeur gonflée d'orgueil et des jeux de physionomie fort amusants. Avec ces deux artistes et ceux qui furent déjà cités, Mmes Davia, Dany-Lorys, Gallia, MM. Lestelly et Champell complétaient une excellente interprétation. M. Chagnon a conduit l'orchestre avec tous les soins qu'il mérite.

Le succès a été très vif au début et semblait présager une longue carrière. A la Porte-Saint-Martin, l'opérette de Lehar, *Rêve d'un soir*, non moins bien accueillie pour commencer, n'a pu se maintenir et a dû céder la place à une reprise de *Chanson d'amour*, dont l'intrigue est bien fade, mais la musique est empruntée à Schubert. Le théâtre Mogador, après avoir en vain proposé au public *la Vie parisienne*, puis *Mandrin*, a été obligé de revenir à l'insipide *Rose-Marie*. Autrefois, la réussite d'une pièce aux premières représentations suscitait un mouvement de curiosité qui s'étendait de proche en proche et remplissait la salle au moins durant quelques semaines. Aujourd'hui, les applaudissements demeurent sans écho. Les auditoires se suivent et ne se ressemblent pas. C'est un symptôme, entre bien d'autres, du mal qui désagrège la société moderne.

***

Il n'y a d'exception, en cette incertitude, que pour les théâtres qui ont encore leurs abonnés, leurs habitués, et surtout un renom qui attire et choisit le public. *Ariane et Barbe bleue*, dont la première représentation à l'Opéra fut magnifique, peut depuis lors être offerte régulièrement chaque semaine à des auditoires toujours aussi attentifs et sensibles. Le grand succès qui vient d'accueillir un spectacle de danses s'est répété pour ceux qui ont suivi et justifie cette innovation.

Elle vient à son heure, car le ballet a pris, ou plutôt il a repris assez de caractère pour soutenir à lui seul l'intérêt d'une soirée. Il en était ainsi au temps du romantisme et de ses ballets en trois actes, développant une action dramatique. Mais le grand opéra était dès cette époque un concurrent redoutable et la danse n'y était admise que pour les intermèdes. Sur la fin du siècle, le drame de Wagner et le drame lyrique qui en suivait l'exemple l'ont proscrite jalousement. Le préjugé contre les entrechats et les pointes date de ce temps-là. Il a fallu Diaghilev et ses Ballets russes pour en avoir raison.

On pouvait se croire encore aux Ballets russes, l'autre soir, tant l'assistance était brillante et paraissait en fête. Entre la salle et la scène, c'est un rayonnement qui s'échangeait, faisant jaillir les applaudissements, donnant aux artistes des ailes. Le ballet de Beethoven, *les Créatures de Prométhée*, a pris ainsi toute sa splendeur. M. Lifar y avait fait, pour son entrée à l'Opéra, il y a six ans, un début mémorable. Mais cette fois on a mieux apprécié

encore en sa chorégraphie la fertilité de l'invention, la décision du style et l'interprétation d'une grâce infaillible qui réunissait auprès de lui M. Peretti, Mlles Lorcia, Hughetti, Didion, et Mlle Lamballe, danseuse éblouissante. Dans *le Spectre de la rose*, dont M. J.-L. Vaudoyer a inscrit la fable poétique sur la musique de Weber, c'est Mlle Camille Bos qui donnait la réplique à ses bonds tentateurs, plus que jamais touchante en sa douceur de rêve. Nous n'avons plus revu, dans les *Impressions de music-hall*, Mlle Zambelli ni M. Aveline, qui y montraient de quelle fantaisie est capable la danse classique si l'on en connaît les finesses ; ces deux grands artistes restent attachés à l'Opéra mais ont quitté la scène pour n'y revenir qu'en des circonstances exceptionnelles où leur maîtrise s'affirme toujours. La chorégraphie que Mme Nijinska avait établie pour cet ouvrage a été remise à neuf par M. Aveline avec beaucoup de goût et de précision ; Mlle Simoni et M. Efimof forment un très plaisant contraste de vivacité nerveuse et de grotesque agilité ; la musique de M. Gabriel Pierné pénètre d'harmonie les échos du music-hall et sourit à ses souvenirs. C'est un joli succès, tout en délicatesse. Le ballet de M. Darius Milhaud, *Salade*, dont fut signalée ici tout récemment la piquante fraîcheur, terminait le spectacle et, enlevé de verve, portait la joie à son comble.

L'Opéra possède une école de danse dont l'enseignement n'a jamais faibli. Mais l'habileté qu'on y acquérait n'y trouvait plus sa récompense. Le ballet passait pour frivole et exposait à des plaisanteries faciles quiconque faisait mine de s'y intéresser. Aujourd'hui, on l'acclame : c'est un juste retour.

* * *

La danse est aujourd'hui si fort en faveur, qu'elle triomphe même au concert. La salle Pleyel, qui s'appelle depuis peu salle Rameau, avait ouvert tous ses étages le jour où Serge Lifar devait y paraître, devant l'orchestre dirigé par M. Pierre Monteux, et l'affluence fut telle qu'on put donner, quelques semaines plus tard, une deuxième représentation, avec un égal succès.

La première, dédiée à la mémoire de Diaghilev, réunissait quelques-uns des ouvrages qu'il avait proposés au public dans les dernières années de sa carrière : *Parade*, d'Erik Satie ; *les Biches*, de M. Poulenc ; *les Matelots*, de M. Auric ; *la Chatte*, de M. Sauguet ; *le Fils prodigue*, de M. Prokofieff ; et *Apollon Musagète*, de M. Stra-

vinsky. La période antérieure, celle de la magnificence, n'était rappelée que par le *Prélude à l'après-midi d'un Faune*, poème symphonique de Claude Debussy, qui date de 1902 et fut adopté par les Ballets russes, parce que Nijinski voulait être le Faune.

Les danses des *Matelots* ont reparu ensuite, avec des extraits du *Tricorne*, ballet espagnol de M. de Falla, de *Pulcinella* où M. Stravinsky remettait en musique la musique de Pergolèse, des *Créatures de Prométhée* que l'Opéra devait reprendre le lendemain ; une mazurka de Chopin et une danse hongroise de Brahms, qui n'appartenaient pas au répertoire des Ballets russes, étaient aussi de la fête.

L'orchestre d'abord visible disparaissait, le moment venu, derrière un rideau qui se fermait, laissant libre le premier plan de la scène où aussitôt s'élançait le danseur, attirant les regards. Le rideau s'écartait ensuite pour associer aux acclamations le chef, qui en méritait bien sa part, et la symphonie sortait de sa cachette, pour l'intermède nécessaire au changement du costume, favorable aussi au repos de l'attention, au renouvellement de l'intérêt. L'assistance compacte a reçu tout ce qu'elle entendait ou voyait avec d'identiques témoignages de satisfaction. Il me semble pourtant que ce genre de présentation convient d'autant mieux à la danse qu'elle traduit des idées plus générales. Le désespoir du *Fils prodigue*, par exemple, tient à son histoire et nous touche faiblement si nous ne savons rien de lui. Point n'est besoin, au contraire, de connaître le sujet d'*Apollon Musagète* pour comprendre que le danseur y est beau comme un jeune dieu de l'Olympe. Et s'il veut illustrer une mazurka ou une danse hongroise, son mouvement suffit, sans autre signification que celle du rythme qui l'anime, pour le rendre admirable. La danse devant l'orchestre ne peut être une danse d'action, comme au théâtre.

* * *

Le concert donné par la Société des études mozartiennes, et voué, cette fois, à la musique de chambre, nous offrait un bouquet varié de délicats chefs-d'œuvre. Mme Octave Homberg avait prêté pour la circonstance son pianoforte authentique et, ce qui vaut mieux encore, le concours de ses doigts agiles et sensibles, pour accompagner Mme Fels, qui chanta joliment des romances exquises, et jouer avec M. Jean Doyen une sonate à quatre mains fort aimable et gracieuse. Seul au clavier, M. Doyen a su communiquer tout le

brillant de l'allégresse au *Rondo*, toute l'intensité d'une émotion contenue à la *Fantaisie* en ré mineur, tirant de cet instrument sans pédales une sonorité dont les nuances et la douceur ne pouvaient être obtenues que par un artiste qui sait, comme on disait jadis, « toucher » le clavecin, le pianoforte ou le piano ; l'expression est tombée en désuétude, dans le même temps que ce talent se faisait rare.

Le *Quatuor* et la *Sérénade* sont des œuvres plus importantes et la comparaison en est fort instructive. La première associe au violon, à l'alto et au violoncelle le hautbois, pour le traiter exactement de la même manière. Personne aujourd'hui n'oserait lui demander des traits aussi rapides, ni des phrases aussi longues, avec si peu de répit pour reprendre haleine. Il faut croire que Mozart disposait d'un exécutant extraordinaire et prévoyait que de nos jours M. Bleuzet serait capable de vaincre tant de difficultés sans aucune apparence d'effort, toujours à l'aise et traduisant ces joyeux ébats ou ces chants soutenus dans le sentiment le plus musical et une sonorité toujours en harmonie avec celle que tiraient de leurs archets habiles MM. Temerson, Le Guillard, R. Salles.

La *Sérénade*, écrite d'abord pour deux clarinettes, deux bassons, deux cors, puis complétée par deux hautbois, réserve au contraire à chacun des instruments son rôle et tire un merveilleux parti des effets dont ils sont capables. MM. Bleuzet, Gobert, Étienne, Guyot, Vuillermoz, Morin, Fr. et F. Oubradous nous l'ont bien montré. Après une introduction d'une solennité voulue, où l'on devine le sourire, deux menuets d'une gaieté légèrement mélancolique encadrent un adagio rêveur, pour aboutir à l'insouciant finale, qui danse sans toucher terre. En chacun de ces morceaux l'échange des reparties fait jouer la lumière sur le reflet des cors, le velouté des clarinettes, l'acuité des hautbois ou la pénombre des bassons. Le *Quatuor* en dépit du hautbois adoptait le dessin linéaire du quatuor à cordes. La *Sérénade* est une symphonie en miniature, qui d'une miniature a la vive finesse. Elle date de 1781, comme le *Quatuor*. Il n'y a pas d'époques tranchées dans la carrière de Mozart. Mais il suit son humeur et prend le style qui convient à la nature de ses idées.

* * *

Henry Purcell est un contemporain de Lully et il n'a pas tenu à lui que l'Angleterre n'eût son opéra, plus anglais que le nôtre

ne fut français, plus musical surtout, puisant au sol natal une sève autrement riche et drue. Ceux qui ont pu entendre récemment, dans une intimité charmante, son petit drame du *Roi Arthur* en rendront témoignage. Mmes Jean de Polignac, Modrakowska, Lemoine, MM. Cuénod, Harris en ont chanté les airs avec autant d'agrément que de style ; Mlle Nadia Boulanger dirigeait le petit orchestre et les chœurs en musicienne accomplie et fervente.

Composé en 1691, sur un poème de Dryden qui fut le collaborateur accoutumé de Purcell, comme Quinault celui de Lully, cet ouvrage commence par un bref prologue où un Cupidon robuste et sans attirail de galanterie éveille de ses énergiques appels les dormeurs engourdis par l'hiver. Les bergers qui font ensuite leur entrée ne viennent pas d'Arcadie, car ils chantent les « brillantes Nymphes de Bretagne, confiées aux soins des Grâces », sur des airs où subsiste la senteur des prés verts. La tempête qui s'élève sur les ordres d'Éole évoque l'Océan et ses vagues profondes. L'air de Vénus est à la gloire de « la plus belle des îles ». Le divertissement qui met le peuple en joie se termine par le triomphe de la « vieille Angleterre ». Rien d'officiel en tout cela, aucune flatterie de courtisan. Un grand amour du pays, qui ne tient pas les humbles à l'écart, soutient cette musique et lui donne la force de porter tant de fleurs.

Mais Purcell est mort en 1695, âgé de trente-six ans. Son exemple ne fut pas suivi. Les chanteurs italiens, qui venaient d'arriver jusqu'à l'Angleterre, obtinrent aussitôt la faveur du grand monde et il ne fut plus question d'une musique nationale.

Ce même soir, nous avons entendu une cantate de Bach, deux airs de Mozart et de Grétry, une cantate de M. Markévitch, ingénieuse et fraîche, sur un poème de M. Jean Cocteau, des chœurs fort agréables de M. J. Françaix et de Mme Manziarly, et l'admirable *Ave Maria* de M. Stravinsky, où prie une piété si ardente et si grave. Il faut rendre grâces à l'hôtesse éminente qui sait si bien recevoir la musique et ceux qui aiment à l'entendre. Est-il nécessaire de la nommer ? A ces soins attentifs, à ce goût vif et sûr, n'a-t-on pas reconnu déjà Mme la princesse Edmond de Polignac ?

LOUIS LALOY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'EUROPE EN FACE DE L'ALLEMAGNE

Le gouvernement du Reich a porté à la connaissance des Puissances et de son peuple, le 16 mars, que, cessant de reconnaître la partie V du traité de Versailles qui impose des limites à ses armements, il rétablit la conscription avec le service obligatoire et qu'il possède dès maintenant une armée de douze corps formant trente-six divisions, soit environ 600 000 hommes. Ceux-là seuls ont été surpris par un tel événement qui ferment les yeux pour ne point voir et les oreilles pour ne point entendre.

Depuis l'armistice de 1918 l'État-major général allemand n'a pas renoncé à gagner la guerre. Les événements se succèdent selon le plan qu'il a établi. Le *General Staab* a toujours été, en Prusse, une institution infiniment plus importante que, chez nous, l'État-major de l'armée ; il est l'organe essentiel de l'État, plus puissant que la dynastie elle-même ; c'est lui qui a dirigé la prussianisation de l'Allemagne et qui poursuit l'hégémonie germanique en Europe. « La Prusse n'est pas un pays qui a une armée, c'est une armée qui a un pays. » Dans la grande Prusse qu'est l'Allemagne d'aujourd'hui, le *General Staab* n'a jamais cessé de jouer un rôle de direction. Les Alliés, en inscrivant dans le traité la destruction de l'État-major général, avaient pris la précaution qui eût été la plus efficace, s'il avait été possible d'en surveiller l'application. Le maintien plus ou moins clandestin de l'État-major et de ses sections a décidé du sort de l'Allemagne. C'est lui qui a dirigé la lutte contre la révolution et la démocratie : une première fois en 1918, quand les socialistes au pouvoir reconstituèrent l'armée pour écraser la révolution communiste ; une seconde fois, quand Hindenbourg, instrument de l'État-major, appela Hitler au pouvoir à certaines conditions ; la troisième fois, enfin, au 30 juin dernier,

quand il obligea le Fuhrer à se séparer par un coup brutal des éléments démagogiques du national-socialisme. Depuis lors, les chefs de l'armée sont les maîtres ; rien ne se fait sans leur permission et leur avis ; mais ils savent se servir de l'incomparable prestige que possède encore Hitler et que le succès de la Sarre a renforcé. Avec une inlassable ténacité, que l'on ne peut s'empêcher de respecter et que l'on admirerait même si le choix des moyens était moins déloyal et moins barbare, le *General Staab* profite de toutes les circonstances pour s'avancer vers son but.

L'art de l'État-major fut d'adapter à son plan celui que Hitler a lui-même établi depuis longtemps dans *Mein Kampf* sous l'influence de Ludendorff. La collaboration, la complicité de Hitler et des chefs de l'armée, la conjonction du puissant dynamisme populaire du chancelier avec le froid calcul des militaires ont fait avancer à pas de géant l'État-major vers ses fins immuables qui sont la reconstitution d'une puissante armée, instrument de discipline sociale à l'intérieur et de suprématie politique au dehors. Le réarmement remet en marche toutes les industries nécessaires à une puissante armée, à un complet outillage sur terre, sur mer et dans l'air : il constitue donc, avec le service obligatoire, le plus efficace remède au chômage que l'on ait jusqu'ici mis en pratique. Ainsi le programme militaire coïncide avec le programme social. Ce n'est pas, ou ce n'est pas seulement, le plan Hitler qui se déroule d'étape en étape sous nos yeux ; c'est le plan de l'armée. La proclamation du réarmement de l'Allemagne était depuis longtemps annoncée pour le 1er avril, un mois après les fêtes de la Sarre : les circonstances l'ont à peine avancée de quelques jours. L'absorption dans l'armée des S. A. et des S. S. vaincues au 30 juin est définitivement accomplie. L'État-major s'est donné à lui-même et a offert au peuple allemand le spectacle de sa propre résurrection militaire ; la parade du 19 mars, à Berlin, avec le général von Blomberg flanqué du maréchal Mackensen, est apparue comme l'apothéose de l'État-major maître de l'Allemagne prussianisée. L'ombre même de von Schleicher assassiné n'est pas venue troubler cette fête dont le bonnet à tête de mort du vieux hussard Mackensen reste l'horrible symbole. La parade du 19 mars, ce n'est pas seulement la résurrection officielle de la plus puissante armée d'Europe, c'est l'achèvement constaté de la prussianisation de l'esprit allemand : effroyable recul de la civilisation humaine, danger immédiat et

terrible pour toutes les indépendances, que ce soit celle des peuples ou celle de la pensée et de la conscience. Tels sont les biens communs, les biens précieux entre tous, que les nations d'Europe doivent sans retard s'organiser pour sauvegarder.

Ce qui frappe au premier abord, c'est, malgré l'apparence parfois incohérente du système hitlérien, la précision des actes décisifs : une méthode militaire s'y révèle. Entre ce petit groupe d'hommes résolus, calculateurs, sans scrupules, disposant comme trompette de propagande et instrument d'action du puissant dynamisme du mouvement populaire hitlérien, et les gouvernements de nos démocraties occidentales, la partie n'est pas égale. D'un côté, le secret des décisions, la rapidité des coups qui font pour l'adversaire une surprise même des manœuvres qu'il attend, la « synchronisation » absolue de la presse et de l'opinion, l'absence d'opposition et de discussion (le lendemain du 16 mars toute la presse allemande a publié un article dicté par Gœring). De l'autre côté, on n'entend parler que de conseils, de consultations, de séances de Parlement, d'interpellations, de discours, d'ordres du jour, de Société des nations ; dans la presse, en Angleterre comme en France, l'adversaire trouve toujours des complaisances, parfois des complicités ; le gouvernement, quel qu'il soit et quoi qu'il fasse, est toujours attaqué ; tous les problèmes apparaissent, par quelque côté, sous l'angle électoral. Aussi arrive-t-on tard à la parade, plus tard encore à la riposte, et, le danger imminent écarté, on retombe dans une trompeuse sécurité. Et c'est ainsi qu'on laisse croire à l'Allemagne que tout lui est permis jusqu'au jour où, comme elle manque d'esprit de finesse, elle ne s'aperçoit pas que la mesure est comble et s'accule elle-même à une guerre qu'elle affirme ne pas vouloir, mais qu'elle a tout fait pour rendre inévitable. Les dangers de guerre sont beaucoup moindres quand il est notoire que, si tel ou tel cas se produit, ce sera la guerre.

Le 15 mars, à la Chambre française, se développe le débat sur la prolongation du service militaire ; il s'agit seulement des « classes creuses » ; la solution normale, mais qui ne plaît pas aux gauches et qui paraît dangereuse au point de vue électoral, serait celle proposée ici même par le maréchal Pétain. Où trouver plus sûre compétence, plus absolu désintéressement ? Le parti radical-socialiste et, à cause de lui, le gouvernement rejettent cette solution. On se contentera, sans toucher au service d'un an, de

maintenir six mois de plus sous les drapeaux la classe qui sera appelée le 1er avril 1935 et un an de plus celles qui suivront jusqu'en 1940. L'article 40 de la loi de 1928 laisse au gouvernement cette latitude.

Dans ces mesures utiles, mais insuffisantes, l'Allemagne trouve à la fois une raison d'agir et un prétexte à se plaindre. Immédiatement, elle décide de communiquer aux ambassadeurs de France, d'Italie, d'Angleterre et de Pologne sa décision de rétablir la conscription. En même temps, M. Gœbbels adresse une proclamation au peuple allemand où il réédite les sophismes cent fois réfutés par lesquels l'Allemagne s'attribue toujours le beau rôle : ce sont les 14 points du président Wilson qui l'ont décidée à mettre fin à la guerre dont elle « n'avait jamais voulu le déchaînement » ; l'Allemagne a désarmé, mais les Alliés, eux, ont refusé d'en faire autant, comme le traité le spécifiait. (Double erreur : à Versailles, il a été précisé que le désarmement de l'Allemagne était inconditionnel ; l'Angleterre, la France et l'Italie ont réduit leurs armements dans d'énormes proportions, bien qu'elles aient constaté que le désarmement de l'Allemagne n'était que trompe-l'œil.) L'Allemagne restait ainsi « exposée sans défense à toutes les menaces et à tous les périls ». Suit un long tableau des négociations auxquelles se prêta le Reich et qui n'échouèrent, selon lui, que par la faute des autres, sa sortie de la Société des nations et enfin les périls nouveaux qui le menacent, notamment l'accroissement de l'armée soviétique. Contre ces périls, le gouvernement a voulu se prémunir, rendre au peuple allemand son indépendance et son honneur. L'exposé se termine rituellement par l'affirmation que l'Allemagne ne veut que la paix.

Tandis que Gœbbels rédige à l'usage du peuple le plus totalement dépourvu de sens critique qui soit au monde ce tissu de sophismes, de mensonges ou de vérités truquées, Hitler, déjà, songe à diviser le front des adversaires et fait appel à son truchement habituel, le correspondant anglais du *Daily Mail*, M. Ward Price ; il sait à merveille ce qu'il faut dire pour flatter la sentimentalité pacifiste du peuple britannique. L'Allemagne a été brimée, elle ne méritait pas « les humiliations » qui lui ont été infligées et auxquelles elle vient de mettre fin ; elle reste disposée à négocier avec l'Angleterre et la France dans l'esprit de sa note du 15 février ; « au contraire, le fait que nous sommes un État pleinement souverain nous prépare mieux à traiter avec d'autres

États souverains. » « Le gouvernement allemand sait et déclare qu'une revision des clauses territoriales des traités ne peut jamais être effectuée par une mesure unilatérale. Le peuple allemand ne veut pas la guerre. Il veut simplement des droits égaux pour tous, et rien d'autre. »

Il n'en fallait pas tant pour ramener la quiétude dans l'âme placide de l'Anglais moyen. En présence d'un si audacieux mépris des traités et de tout ce qui rend possibles les relations internationales, en face d'une initiative inconvenante à la veille de négociations dont l'objet principal devait être précisément celui qui se trouve résolu par décision unilatérale, la riposte immédiate aurait dû être la mise en congé prolongé des ambassadeurs à Berlin. Les relations diplomatiques ne sont utiles qu'avec des gouvernements qui se considèrent comme engagés par leur signature. En tout cas, le protocole de Rome du 7 janvier, la déclaration de Londres du 3 février, rappelaient que la limitation des armements ne pouvait être modifiée par la volonté d'un seul; elles faisaient donc aux trois gouvernements une obligation de se concerter sans délai et de répondre d'un commun accord. Il était facile, après quelques entretiens téléphoniques, d'arriver rapidement à établir le texte d'une note commune de protestation ou de trois notes inspirées du même esprit.

Tel ne fut pas l'avis du Cabinet britannique. Sir John Simon avait été bafoué quelques jours plus tôt par l'ajournement de son voyage à Berlin, sous prétexte de rhume ; il ne vit pas que la vraie raison de ce retard était la volonté allemande de le mettre en présence d'un fait accompli dont son voyage serait interprété comme la sanction ; il ne crut pas, après la déclaration du 16, que l'ajournement du voyage s'imposait. Il fit communiquer à Berlin une note où, tout en protestant pour le principe contre l'action unilatérale du Reich, il se déclarait disposé à poursuivre les négociations et à venir à Berlin, pourvu qu'il fût auparavant « assuré que le gouvernement allemand est toujours disposé à assigner à cette visite la portée et le but qui lui avaient été primitivement fixés ». Le baron de Neurath, ravi de cette aubaine inespérée, s'empressa de répondre affirmativement sans accepter d'ailleurs les termes de la note anglaise. Le chef du Foreign Office constata que « les conditions que nous avons considéré devoir poser ont été acceptées par l'Allemagne » et annonça qu'il partirait le 24 pour Berlin, tandis que M. Eden se rendrait à Moscou et à Varsovie.

L'initiative précipitée et isolée prise par sir John Simon a péniblement surpris l'opinion publique en France et en Italie, d'autant plus que, trois heures après avoir appris la communication du gouvernement de Berlin, le quai d'Orsay télégraphiait à Londres et à Rome, afin de proposer une protestation, une consultation des trois ministres des Affaires étrangères et un appel au Conseil de la Société des nations. L'habitude invétérée qu'a le Foreign Office de jouer entre la France et l'Allemagne un rôle d'arbitre, qui aboutit toujours à nous demander quelque concession, a repris le dessus et fait oublier l'esprit nouveau qui souffle depuis le 3 février. Il se peut aussi que l'Amirauté ait lancé en avant le Foreign Office, afin de retarder le réarmement naval de l'Allemagne.

Quoi qu'il en soit, la diplomatie s'employa utilement à réparer les effets de la précipitation britannique ; il fut convenu qu'un entretien aurait lieu à Paris le 23 entre M. Anthony Eden, M. Suvich et M. Laval, et qu'après le retour de sir John Simon de Berlin une conférence, à laquelle participerait M. Mussolini, aurait lieu à Come. Voici donc le chef du Foreign Office en route pour Berlin, lesté de déclarations très nettes des chefs de l'opposition, M. Lansbury et sir Herbert Samuel, contre le réarmement et l'hégémonie militaire de l'Allemagne. On louerait plus volontiers un tel dévouement à la cause de la paix, si l'on n'était obligé de constater la radicale erreur de méthode et de psychologie qui en vicie la source et en compromet le résultat. Sir John Simon a déclaré que son voyage n'a qu'un objet d'information. Il ne doit pas oublier, en effet, que c'est le programme entier et indivisible du 7 janvier et du 3 février qu'il porte avec lui et qu'il n'a pas qualité pour le modifier seul. On discerne, à la concomitance de la visite à Berlin de sir John Simon et de la visite à Varsovie et Moscou de M. Eden, une raison profonde. S'il existe un danger de guerre proche, il peut venir d'une offensive allemande contre l'U. R. S. S. En Russie soviétique, le geste de l'Allemagne « contre les grandes Puissances qui s'étaient déclarées prêtes à reconnaître l'égalité des droits de l'Allemagne dans le cadre d'un système général de sécurité » (*Izvestia*, 18 mars) est provocateur et prouve que Berlin veut éviter toute obligation dans le domaine de la sécurité : « Le poing blindé du Reich doit posséder toute liberté de frapper la victime choisie par l'impérialisme allemand. Nous avons affaire à la préparation politique de la guerre. » Si le ministre britannique des Affaires étrangères se rend à Berlin pour y faire entendre un avertissement

net et jeter le poids de l'Empire dans la balance de la paix et du droit, on ne peut que souhaiter son succès ; mais il n'est guère, hélas ! coutumier d'une si nette attitude.

La France et l'Italie, après s'être concertées, ont fait remettre le même jour (21 mars), par leurs ambassadeurs, au baron de Neurath, deux notes qui, en des termes, sinon identiques, du moins inspirés du même esprit et des mêmes considérations, énoncent une protestation mesurée, ferme et précise contre l'acte du Reich. On est heureux de constater le caractère énergique de la politique du Duce et la loyauté éclairée avec laquelle il pratique l'entente du 7 janvier. En même temps, il faisait connaître qu'il gardait sous les drapeaux la classe actuellement en service ; peu après il ordonnait le rappel de la classe 1911. A Belgrade, son nouveau représentant a prononcé des paroles qui préparent et présagent une entente durable entre les deux pays : gage précieux entre tous d'apaisement et de concorde européenne.

Les deux notes s'accordent à affirmer ce « principe essentiel du droit des gens qu'aucune Puissance ne peut se délier de l'engagement d'un traité, ni en modifier les stipulations qu'avec l'assentiment des parties contractantes et par le moyen d'une entente amiable ». Une négociation s'engageait précisément à cet effet ; l'Allemagne en compromet le sort « en lui soustrayant d'avance et unilatéralement, par le fait accompli, l'un de ses objets essentiels ». En conséquence, chacune des deux Puissances élève une protestation formelle contre de telles mesures. En terminant, elles déclarent, en termes à peu près identiques, leur « ferme résolution de n'accepter dans aucune négociation qu'il puisse être fait état de décisions unilatérales prises en violation d'engagements internationaux ». Le ministre des Affaires étrangères, tout en recevant les deux notes, a déclaré les « rejeter » comme « diamétralement opposées » au point de vue allemand. C'est évidemment plus facile que de les réfuter.

En même temps, le gouvernement français saisit le Conseil de la Société des nations ; sa lettre vise le fait que l'Allemagne, malgré sa notification du 21 octobre 1933, ne peut cesser qu'après l'expiration de deux années d'être soumise aux obligations des membres de la Société des nations qu'elle a acceptées en y entrant. En vertu de l'article 11, tout membre de la Société a le droit d'appeler l'attention du Conseil « sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et à troubler la paix ou la

bonne entente entre nations d'où la paix dépend ». Le mépris des traités est une de ces circonstances ; la France demande donc une réunion extraordinaire du Conseil. Ne serait-il pas immoral et dangereux, si l'Allemagne acceptait, comme on dit que sir John Simon le lui demande et comme chacun le souhaite, de rentrer à Genève, que ce fût après avoir violé les règles essentielles du pacte et les principes les plus universellement admis du droit ?

Parlant au Sénat le 20 mars du renforcement des effectifs, M. P.-E. Flandin a fait justice en termes excellents des sophismes développés par M. Gœbbels à l'usage du peuple allemand, tant sur les responsabilités de la guerre que sur l'énorme réduction des armements que la France a réalisée sans y être obligée ; il a terminé son discours par un émouvant appel à l'union pour la patrie et il a ajouté : « Il est impossible de séparer l'éducation morale du peuple et sa préparation militaire... Nous devons admettre que les propagandes contre l'armée et la patrie constituent des crimes de haute trahison. Trop longtemps s'est manifestée chez nous une certaine faiblesse à l'égard de doctrines négatrices de l'idée de patrie. Assez !... Il faut reforger et retremper en France une âme nationale. » Si l'acte allemand du 16 mars avait pour effet de faire de ces fortes paroles un programme effectif de gouvernement, il conviendrait de nous en féliciter.

Il comporte, en outre, d'autres leçons. En présence d'une Allemagne réarmée et menaçante par sa masse comme par ses doctrines, la France est tenue de choisir entre son indépendance, sa grandeur, son rayonnement, et les abus d'un système parlementaire dégénéré qui ne permet plus le libre jeu de l'initiative et de l'autorité gouvernementales. Pour assurer la paix et la sécurité de l'Europe, l'entente franco-anglaise apparaît à la fois indispensable et irréalisable. Le temps est venu de mettre amicalement l'Angleterre en face de ses responsabilités ; si elle les décline, il appartiendra aux Puissances continentales d'organiser la sécurité et la paix par un système d'équilibre fondé sur des alliances. L'Allemagne ne veut pas la guerre : c'est entendu. L'État-major la décidera le jour où il croira l'occasion favorable et le succès assuré. Gardons-nous de l'induire en tentation.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

s des
: une
al et
John
ntrer
es du
roit ?
ctifs,
ismes
tant
n des
rminé
et il
le du
ue les
rimes
s une
ée de
: âme
faire
ent, il

d'une
ar ses
épen-
stème
l'ini-
aix et
à la
nettre
lle les
aniser
ir des
tendu.
orable
n.

A

n'est pa

— (

Pie

depuis

réclam

s'enten

tout so

toute r

— .

un ref

donnée

— .

Ils

de rejo

car il é

faisait

Mai

peu re

Copyr

(1) V

TÊTE BAISSÉE

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Alors, décidément, c'est non?

— Mon ami, je te l'ai déjà dit.

— Et tout ce que j'ai pu vous dire, moi? Ce refus, ce n'est pas une réponse.

— C'est la mienne, dit M. Larrieu.

Pierre sursauta, comme souffleté. C'était la seconde fois, depuis huit jours, qu'il abordait de front son beau-père, qu'il réclamait son assentiment à un projet de société, et qu'il s'entendait opposer cette fin de non-recevoir distante dont tout son sang se mettait à bouillir. Il n'y tint plus, et, perdant toute maîtrise de soi, pâle de colère, il se mit à crier :

— Je n'accepte pas cette réponse! Je ne peux pas admettre un refus sans explication! Toutes les raisons que je vous ai données...

— Je sais, je sais, dit calmement Larrieu.

Ils étaient près des ruches, dans le verger où Pierre venait de rejoindre le vieil homme. Ç'avait été comme une poursuite : car il était visible que, depuis la première tentative, M. Larrieu faisait en sorte d'éviter un nouvel entretien.

Maintenant il semblait avoir pris son parti. Il s'était un peu redressé, maigre et sec en face de Pierre, ses pâles yeux

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars et 1er avril.

bleus levés sur lui. Mais ses prunelles demeuraient de glace, à peu près impénétrables. Tout au plus un homme de sang-froid y eût-il discerné quelque regret de ce qui allait advenir, un reproche sans animosité, un étonnement à peine dédaigneux. Mais ce n'était que nuances difficilement saisissables; et ce que justement, à l'évidence, exprimait le regard de Larrieu, c'était cette maîtrise de soi que Chambarcaud avait perdue.

— Je suis à bout! J'en ai assez! Je ne veux plus de cette demi-confiance, de cette mise en tutelle humiliante. J'étais votre employé, votre sous-ordre : je m'aperçois que je le suis resté. Eh bien! non, cela doit changer. Ce que je vaux...

M. Larrieu sourit imperceptiblement.

— Ce que je vaux. Vous pouvez sourire, c'est la preuve même que j'ai vu juste.

— Tu te trompes, dit M. Larrieu.

Il hésitait, songeant à l'inutilité, et peut-être au danger des mots qui risquaient d'être dits. Sa vieille main tavelée, bleuie de veines, esquissa un geste évasif : « A quoi bon? Nous ne pourrons pas nous comprendre. » Mais déjà Pierre poursuivait, devançant la pensée qu'il taisait et la trahissant en même temps :

— Oui, j'ai bronché, j'ai connu l'échec. C'est la rançon de ceux qui osent. Mais combien de fois? Une seule. Ces maudits chênes du Marchais-Bezard...

— Je ne t'en ai jamais parlé, dit alors M. Larrieu.

— Ah! cela aurait mieux valu! J'aurais mieux aimé des reproches, une bonne explication, dure et franche, et après c'est fini, on s'est débarrassé de ce qu'on avait sur le cœur. Au lieu de ça une certaine façon de se taire, de regarder de loin, de haut, de renvoyer un homme à sa conscience, au sentiment de sa culpabilité. Est-ce généreux, est-ce juste seulement? Vous savez bien que non, et que personne n'est maître des saisons, des pluies qui tombent, des gelées de printemps.

— Personne n'est maître, reprit lentement M. Larrieu. Les grandes pluies, c'est vrai, les gelées. Il faut pourtant compter avec ces choses.

Pierre sursauta de tout son corps, touché à vif, au point que les larmes lui vinrent aux yeux. Mais aussitôt sa colère reparut, plus véhémente et plus hostile. Il se pencha, hors de lui-même, avec un visage de haine :

— Vous me prenez pour un manœuvre, un imbécile! Vous vous seriez juré de me défier...

Alors, M. Larrieu se redressa un peu plus encore, serra les lèvres et le regarda sans rien dire, attendant. La voix de Pierre se fit plus basse, demeura une seconde en suspens. Mais ce regard le rendait fou. Il reprit, la gorge serrée :

— Compter avec ces choses, soit. Mais avec certaines manœuvres, certains coups longuement préparés, qui vous frappent de tout près, dans le dos...

Il s'arrêta, haletant et comme à bout de forces. Autour d'eux des abeilles bourdonnaient, harcelantes. L'une d'elles, obstinément, revenait lui frôler le visage. Il l'écrasa d'une claque, et aussitôt secoua sa main traversée d'une douleur cuisante.

— Elle t'a piqué? dit M. Larrieu.

Ils semblaient soulagés l'un et l'autre par cette diversion ridicule.

— Ce n'est rien, rien du tout, dit Pierre.

— Va demander à Antoinette de t'y mettre un peu de vinaigre. Faites attention que l'aiguillon ne reste pas dans la piqûre.

Il suivait d'un regard adouci les vols fusants des ouvrières. Pierre l'entendit, alors qu'il s'éloignait :

— Elles ne sont pourtant pas méchantes. Seulement, il ne faut pas les attaquer.

Lorsqu'un instant plus tard il retrouva sa femme, tout son ressentiment lui pesait sur la poitrine, jusqu'à l'accabler d'une sensation physique de nausée. A peine en tête-à-tête avec elle, il traversa une crise affreuse, où alternaient et se mêlaient le désespoir et la fureur. Il criait :

— Je lui revaudrai ça! Sais-tu ce qu'il m'a fait, ce qu'il a osé me faire? Une chose pareille, il n'a pas de cœur, jamais je n'aurais pu y croire. Et avec cette hypocrisie... Le Chapuis, son cher vieil ami, son complice : celui-là, avant deux ans, je le tordrai, je le ferai sauter! Larrieu père et Chapuis... De vieux menteurs, de faux bonshommes!

Il expliqua, parmi des invectives et des menaces, que Chapuis, à l'instigation de Larrieu, avait acheté un peu partout dans la contrée de petites coupes de bouleau à des prix exorbitants : une vingtaine d'arbres par ci par là, pas de quoi se ruiner certainement. Mais lorsque lui, Pierre Chambarcaud,

avait voulu acheter à son tour, partout où il avait passé les cours étaient déjà fixés, des cours d'étranglement qu'il fallait pourtant accepter; ou alors la machine s'arrêtait et c'était un désastre pour eux. Il avait donc accepté, payé. Et aussitôt les cours avaient baissé, baissé, un véritable effondrement dont ils étaient durement touchés. Parbleu, le coup était classique. Mais penser d'où il était parti! Avoir mené dans l'ombre cette stratégie d'adversaire déloyal!

Brusquement il s'effondra et gémit. Presque couché contre Antoinette, il se plaignait avec une voix d'enfant :

— Je n'ai rien fait, rien réalisé. Un passé vide; pas un beau souvenir à quoi je puisse me raccrocher, pas une œuvre. Je suis un malheureux, un mercenaire, je le resterai toute ma vie.

A bout de résistance nerveuse, il renonçait, il avouait sa détresse. Tout son grand corps pesait, les muscles lourds et comme dénoués. Antoinette, l'instant d'avant effrayée par sa violence, avait maintenant envie de le bercer. Ce fut elle qui rappela les épreuves qu'il avait affrontées, les victoires qu'il avait remportées; qui évoqua un avenir plus facile, la fin de ces malentendus, la promesse d'exaltantes réussites. Elle le réconforta, et sans attendre davantage lui parla de M. Larrieu, lui reprochant doucement, mais fermement, de l'avoir méconnu, calomnié. Il l'avait cruellement blessée, mais elle l'aimait. Elle avait l'intuition profonde des mouvements d'âme qui l'avaient précipité dans ce délire sombre et méchant. Cela passerait très vite, il se relèverait plus fort, meilleur. « Oui, elle parlerait à son père, elle trouverait les mots qui fléchiraient sa résistance. Mais il fallait d'abord que Pierre se confiât tout à fait, qu'ils ne fissent plus qu'un, elle et lui. Une société... il y entrait n'importe qui. Son père, deux jours auparavant, avait dit cela devant elle. Elle comprenait ses craintes, elle ne disait pas ses soupçons... Mais lui, Pierre, que pensait-il en vérité? Elle réclamait une confiance totale, qui ne dissimulât rien des intentions les plus secrètes, celles mêmes dont on pouvait rougir. Son amour était assez fort, elle pouvait tout entendre, tout. »

Il s'apaisa et la prit dans ses bras. Il lui promit cette confiance en effet. « Le découragement même dont il venait d'être saisi lui prouvait qu'elle avait raison. Il s'était vu

entouré d'ennemis: d'un côté son beau-père et Chapuis, de l'autre sa sœur et Bourjot. Relégué dans l'usine à une besogne de sous-ordre, dépouillé d'autre part de ses droits, il avait vu en un instant s'écrouler toutes ses ambitions. Mille pensées abominables l'avaient torturé à la fois : Benoît déchu, à peine vivant, cédant à des volontés sans scrupules ; l'usine de Marcheloup ruinée avant d'avoir pris corps ; le triomphe des gens de là-bas, à la nouvelle que Pierre Chambarcaud renonçait à bâtir au pays. Vaincu, bafoué, la dérision s'ajoutant au dégoût... »

Il se sentait plus ferme à mesure qu'il disait sa faiblesse. Il lui semblait qu'une mauvaise maladie l'avait brusquement terrassé, et que maintenant elle s'en allait de lui avec ces mots qu'il laissait couler, qu'il murmurait sans fin près du visage de sa femme en la tenant serrée contre lui. De loin en loin une pensée plus trouble glissait aux rives de sa conscience. Il la laissait glisser et disparaître, songeant seulement, le temps qu'elle s'évanouit, qu'il la dirait un peu plus tard, qu'elle coulerait aussi hors de lui, au grand jour, sous la lumière de ces limpides yeux bleus. Il renaissait, engourdi de bien-être comme dans une convalescence. C'était fini ; cela ne recommencerait plus jamais.

Il regarda sa montre tout à coup, eut un sursaut :

— Trois heures! Je suis encore ici! Qu'est-ce qu'ils vont penser à l'usine?

Le même soir, dans leur chambre, il revint sur ce qui s'était passé. Il y avait réfléchi de sang-froid. Il convenait que sans doute, sous le coup d'une déception trop vive, il avait été injuste. Il n'en avait pas moins de sérieux motifs de se plaindre, elle-même devait le reconnaître.

Il se mit à rappeler ces motifs, sans hargne, mais avec la rigueur d'un réquisitoire médité : la routine de M. Larrieu, les fâcheuses conséquences qu'elle avait sur le matériel, et l'infériorité où elle mettait l'usine dans la lutte contre les concurrents ; son autoritarisme cassant ; sa lésinerie qui lui interdisait jusqu'aux plus anodines initiatives, et qui leur donnait l'impression d'être des hôtes dans cette maison, des hôtes qui se sentaient gênés par maintes remarques maladroites et voulues. Cette situation ne pouvait pas durer, il le disait ce soir calmement, en pleine connaissance de cause. Une société arrangerait tout, il n'y avait pas d'autre moyen de sortir

enfin de l'impasse où ils étaient en train de s'enfoncer. Alors, puisque les choses en étaient à ce point qu'un nouvel entretien entre hommes était devenu impossible, il fallait qu'Antoinette, soucieuse de ses responsabilités, intervînt et décidât son père ; son frère aussi, naturellement. Il était temps, grand temps, chaque jour aggravait le mal. Est-ce qu'elle était bien résolue? Est-ce qu'il pouvait compter sur elle? Absolument?

Désormais, il ne se passa point de semaine qu'il ne l'interrogeât, ne la pressât: « Eh bien? » Elle avait peine à réprimer le tressaillement qui la prenait aussitôt qu'il prononçait ce mot. Elle connaissait l'obstination de son père, son orgueil qui ne céderait à rien, pas même à sa tendresse pour elle. Ne l'eût-elle déjà su, les brèves réponses de M. Larrieu aux tentatives qu'elle avait faites l'en auraient cruellement persuadée. Elle mesurait à l'événement tout le tragique de son impuissance. Son père et son mari s'évitaient le plus qu'ils pouvaient, ne s'adressaient plus la parole que contraints par la vie quotidienne. Et cependant Jean fuyait la maison, n'apparaissant qu'à de longs intervalles, indifférent, dédaigneux, et cachant la tristesse profonde qui continuait de le miner. Parfois M. Larrieu arrêtait sur son fils un regard qu'il détournait vite ; mais il avait alors un bizarre mouvement de l'épaule, une petite secousse très sèche, étonnante chez un homme habitué à se dominer.

L'air devenait irrespirable. Antoinette parvenait à garder un visage égal, à leur sourire. Mais, seule presque tout le jour, elle souffrait et perdait courage. Alors il arrivait qu'elle songeât à Pauline Chambarcaud, qu'elle souhaitât de se confier à cette femme aux traits las et bons, d'aller vers elle, qu'une humble discrétion retenait loin du grand logis, mais en qui elle avait deviné un cœur constant et généreux, une longue mémoire, indulgente et fidèle, chargée de souvenirs où elle trouvait la force de comprendre et de pardonner.

« Eh bien? » Encore cet appel redouté. Elle n'osait même plus lui répondre. Elle le voyait se consumer d'impatience et d'énervement. Les conseils, les paroles d'apaisement provoquaient aussitôt sa colère. Il devenait agressif et brutal. Il affectait maintenant des attitudes vulgaires, un langage exprès grossier, exagérait jusque dans sa tenue son apparence de plébéien, ricanait pour un livre que Jean lui avait prêté: cet

artiste, cet intellectuel ! Il s'écriait : « Je ne suis pas des vôtres. Je suis un paysan, un rustre. » Et tout à coup, le front bas et buté : « Qu'il se dépêche, je ne veux plus attendre. Tant pis s'il s'obstine davantage. Je me passerai de lui, voilà tout ; et s'il m'y force, j'agirai contre lui. »

Elle sentait que bientôt elle ne pourrait plus l'arrêter. Le moment de ses couches approchait. Elle continuait de vivre au milieu d'eux, sans leur rien révéler de son angoisse et de sa peine. Et peu à peu il lui sembla qu'une accalmie se faisait jour, une trêve qu'ils consentaient pour elle. Elle accoucha d'un fils quelques jours avant la Toussaint. Lorsqu'elle reprit conscience d'elle-même, qu'elle entendit la voix de ce petit, qu'elle les vit réunis dans sa chambre près du docteur Raymond Chapuis, elle put croire que la paix était proche, que l'avenir allait s'éclairer, que ces visages penchés vers elle étaient des visages heureux.

II

On baptisa l'enfant deux mois plus tard. En ce temps-là encore, la coutume persistait de jeter des dragées dans les rues. Il faisait une journée d'hiver délicieusement limpide et lumineuse, presque tiède à cette heure de midi.

Une bonne portait le petit Bernard. M. Larrieu et Pauline Chambarcaud suivaient en se donnant le bras, ils étaient parrain et marraine. Puis venaient Pierre et Antoinette, le vieil abbé Demeillers qui avait baptisé le bébé, Jean Larrieu, les Faverger, les Vigneron, enfin Hamel avec Rose Chambarcaud ; un Hamel en redingote, coiffé d'un chapeau cronstadt, fier d'avoir été prié, presque éperdu de timidité sous les regards de « tout le bourg », mais pénétré de gratitude et de bonheur pour « l'exceptionnel témoignage d'estime » qui venait de lui être donné.

Les dragées rebondissaient sur les pavés. Des grappes d'enfants s'égrenaient à leur poursuite ; leurs cris montaient dans l'air léger, stridents et purs, ouvrant et refermant leurs cercles comme des vols de martinets. Jean Larrieu semblait le plus gai de tous. Il lançait des poignées de dragées, de menues pièces de monnaie : on voyait par-dessus les têtes les moulinets de son grand bras.

« Bernard avait été très sage, disait Pauline à M. Larrieu. Il n'avait pas pleuré à l'église ; à peine avait-il fait la grimace quand l'abbé Demeillers avait mis le sel sur sa langue. »

Et elle disait encore, levant vers lui son visage fané :

— Se voir grand-père, grand-mère, on devrait se sentir plus vieux, un peu plus repoussé en arrière. Mais c'est curieux, je me sens d'autres forces, bien plus vaillante pour demain. Cela doit être ainsi, n'est-ce pas? La vie est comme Dieu l'a voulue ; c'est notre faute quand nous la trouvons mal faite.

Ils arrivaient à la petite boutique. On avait décidé, puisque Benoît ne pouvait quitter son fauteuil, d'aller le voir tous ensemble, chez lui. Mme Cadioux, la boulangère d'en face, devait lui tenir compagnie, en attendant qu'on arrivât. Elle les avait guettés dès la dernière volée des cloches, et, les voyant venir de loin, avait roulé le fauteuil du malade jusqu'au seuil des trois marches de pierre.

On défila dans la boutique obscure, entre le comptoir et les rayons. Jean Larrieu, passant devant Rose Chambarcaud, chercha ses yeux, chuchota d'un ton suppliant : « A Orléans, demain, trois heures? » Elle s'écarta comme si elle n'eût pas entendu. Il s'assombrit, reprit son air d'absence et de tristesse. Les voix mêlées faisaient un brouhaha. On était là, serrés dans la cuisine au plafond bas. Pauline versait du vermouth dans les verres, Benoît ne quittait pas sa main des yeux. Il était rasé à vif, le visage plus gras et plus pâle que naguère, portait une veste de lustrine noire à boutons de nacre et sur la tête une casquette de drap.

— Tu ne m'oublieras pas? dit-il.

Il expliquait de sa voix bougonne :

— Il faut une fête comme ça pour que j'aie aussi ma part. Toujours privé, ça n'est pas gai.

Seuls, Mme Cadioux, Hamel et l'abbé Demeillers montraient une joie libre et complète. La boulangère parlait intarissablement, à l'un, à l'autre, à tous ensemble. Hamel, sanglé des pieds à la pointe du faux-col, son monumental couvre-chef posé à plat sur ses genoux, ne disait rien, approuvait à la ronde de petits hochements de la tête. Le vieux curé se penchait sur Bernard, l'admirait avec un bon sourire. Ému aux larmes, tout amolli d'attendrissement, il disait que la vie a parfois des heures bénies, que les mauvais moments

s'effacent alors en un clin d'œil, et que c'était bien doux, pour un vieux bonhomme tel que lui, de se sentir ainsi de cœur avec ces deux familles chrétiennes, unies en Dieu autour d'un petit enfant.

— Quel beau jour! s'écriait-il. S'aimer les uns les autres, mes chers amis...

Et venant à Benoît, il lui pressait les mains, lui rappelait des souvenirs d'autrefois, au temps du vieux moulin et du village dans la forêt. Et tout à coup, de sa voix sonore et gaie :

— Et cette machine? Vous êtes content, vous êtes enfin récompensé!

— Non, dit Benoît, je ne suis pas content.

Il fallut bien qu'ils l'entendissent, sans qu'un mot leur fût épargné. Benoît parlait lentement, rudement, promenant son regard borgne de sa femme à ses enfants et soudain le voilant sous son épaisse et sombre paupière. Il était impossible de voir s'il se rendait compte du trouble où il les jetait. Il poursuivait d'un accent monotone, dans un silence de plus en plus lourd : « Ces jeunes gens se croyaient bien malins, bien savants. Et pourtant les anciens avaient encore beaucoup à leur apprendre. Pierre, — et il regardait son fils, — avait acheté des bouleaux cet automne à un prix qui devait les ruiner. Travailler dans ces conditions, autant renoncer une bonne fois. La réfection de l'atelier avait aussi coûté trop cher : ils étaient pauvres, c'était une faute de l'oublier, une faute qu'ils paieraient tôt ou tard. Et les salaires des compagnons, leurs exigences, leur mauvais esprit... »

Pierre se pencha, lui jeta brutalement :

— C'est avec vous qu'ils n'y peuvent pas tenir! Ils se plaignent tous de votre caractère, vous découragez les meilleurs.

Mais Benoît continuait comme s'il n'eût même pas entendu :

— Cette machine, je la briserai un jour, de ces mains-là : elle ne vaut pas le mal qu'elle nous a fait. Je la briserai, elle en ferait encore. J'en ai regret, j'ai gâché toute ma vie pour ce mal. Que je meure donc, et elle avec moi.

— Allons! Allons! dit M. Demeillers.

Il était devenu très rouge, conscient enfin du malaise étouffant qui régnait entre ces murs. Cela était sensible comme la chaleur d'un orage qui menace : une brume louche tendue

sur l'horizon, que les yeux ne distinguent qu'à peine, mais qui commence à monter sournoisement dans la trompeuse sérénité du jour. Il n'osait pas se retourner, anxieux de lire maintenant dans les regards il ne savait quels secrets redoutables, quelles misères ou quelles laideurs. Et ce fut vers Pauline que d'abord il leva les yeux, puis vers Antoinette Chambarcaud. Les autres, non, il ne pouvait pas encore. Il resta désormais silencieux, absorbé, parfois branlant sa tête chenue, comme pour écarter de lui des pensées qui venaient l'obséder.

On avait bu, trinqué à la mode campagnarde. On ne savait plus que se dire. Mme Cadioux elle-même avait épuisé son verbiage. Mme Vigneron, les yeux luisants de curiosité, pointait en vain son nez aigu : Larrieu et ses enfants, cette inquiétante fille Chambarcaud qui attirait les yeux des hommes, ils se gardaient tous à présent. Benoît buvait en reniflant, retombé à son apathie. Faverger et sa femme regardaient à la dérobée le réveil-matin sur la planche, songeant que l'heure du déjeuner était depuis longtemps passée. Antoinette enfin se leva :

— Le petit, vous comprenez, mère. Il ne peut pas attendre comme nous.

— Mais bien sûr, bien sûr, dit Pauline.

Tous furent debout. La jeune maman prit Bernard dans ses bras. A l'instant du départ, Pauline souleva le voile du bébé, le contempla avec des yeux humides. Et soudain les deux femmes s'embrassèrent dans un profond mouvement du cœur. Pauline disait tout bas contre l'oreille d'Antoinette :

— Gardez-le bien serré, mon enfant. Jamais il ne sera mieux à vous.

III

— Par ici, invita Bourjot. Nous ne serons pas dérangés.

Il avait mis sa main sur l'épaule de Pierre Chambarcaud, le poussait devant lui à travers une grande pièce au dallage frais lavé. Dans l'embrasure de la fenêtre, une femme noiraude et malingre cousait. A peine releva-t-elle les yeux; et, comme Pierre faisait mine de s'arrêter :

— Va, dit Bourjot, nous n'avons pas le temps.

Il le fit entrer dans un étroit bureau, dont le désordre et

la poussière contrastaient presque agressivement avec l'étincelante propreté de la pièce qu'ils avaient traversée.

— Ici, tu comprends, c'est chez moi. Je lui défends d'y mettre les pieds.

Des « bleus », des devis pêle-mêle s'entassaient sur un affreux petit secrétaire, de style « bobine », encombré de doubles-mètres, de crayons plats, d'échantillons de matériaux.

— Assieds-toi. Ça va comme tu veux ?

— J'ai reçu ta lettre, dit Pierre. Il m'a semblé qu'il valait mieux nous rencontrer.

— Tu as raison. Je t'attendais.

— Alors ?

— Alors, j'arrive de là-bas. J'ai entendu parler de toi ; des mots en l'air, je pense, mais ça ne m'a pas fait plaisir.

— Parce que ?

— Parce que tu fais des bêtises, tu te découvres trop, tu manœuvres comme un apprenti.

— Explique.

— A présent, te voilà repéré. Rosier en a trop dit : tout le monde sait, à Marcheloup, que tu as envie de ces terrains. Ah ! çà, pourtant, tu devrais les connaître ! Si l'on te tient maintenant la dragée haute, si l'on te fait payer ces mauvais prés « roucheux » le décuple de leur valeur, à qui la faute ? A ce train-là, je me permets de te le dire, ça m'étonnerait que tu ailles loin.

Il écarta d'un revers de main les paperasses entassées devant lui, saisit une liasse serrée d'un élastique, et, les yeux rieurs, le teint fleuri, la bouche ronde, poursuivit son homélie :

— Ma méthode à moi, écoute bien... Elle vaut son pesant d'or, mais je te la donne à l'œil : réfléchir un peu, pourquoi pas ? Juste le temps de prendre le vent. Bon, c'est fait, je ne réfléchis plus. Je marche ou je ne marche pas. Mais si je marche, nom d'un petit bonhomme, je marche ! Attention, ne va pas confondre : je garde les yeux bien ouverts, devant et derrière en même temps, et quelquefois je prends la tangente, selon les gens, les circonstances ; mais je ne m'arrête plus, et je te réponds que j'arrive. Voilà, et c'est signé Bourjot.

Le petit doigt relevé, il secouait à même le sol les cendres de sa cigarette. Au pied de son fauteuil, des traces de brû-

lures laissées par des mégots tachetaient çà et là le parquet.

— Ainsi, moi, à ta place, dans ton affaire de Marcheloup, j'aurais sûrement pris la tangente. Est-ce que je n'étais pas là? Est-ce que tu n'aurais pas dû me dire, en copain, le cœur sur la main : « Vas-y, Alfred, achète au mieux »? Tu avais peur de quoi? Je n'étais pas connu, je pouvais jouer sur le velours. Et je t'aurais eu ça pour quatre sous.

Il avait fait sauter le caoutchouc qui serrait le rouleau de papiers. Il sifflotait entre ses dents des refrains de sonneries militaires.

— Tant pis! Tant pis! Ça te servira de leçon. La prochaine fois, tu penseras à moi.

Pierre, inquiet tout à coup, intervint d'un voix tranchante :

— C'est bon, en voilà assez. Si tu as quelque chose à m'apprendre, n'importe quoi, tu peux y aller. Je ne suis pas venu chez toi pour que tu me fasses des sermons.

— Tu es pressé? Alors, mieux vaut que tu reviennes. Un autre jour, quand tu auras du temps à me donner.

— J'ai tout le temps que tu voudras, tout l'après-midi au besoin. Et je t'écoute.

— Une mauvaise nouvelle, dit Bourjot. Tu t'es laissé gratter : les terrains sont vendus.

Presque instantanément, le visage de Pierre Chambarcaud devint d'une pâleur mortelle. Atterré, la lèvre tremblante, il regardait avec égarement l'homme qui lui portait ce coup. Il vit alors qu'il riait, et de telle sorte qu'il se prit à croire à quelque pesante plaisanterie.

— C'est une blague, hein?

— Non, dit Bourjot, ils sont vraiment vendus.

— Depuis quand? A qui? Donne des preuves!

Bourjot se renversa contre le dossier de sa chaise, épanoui d'aise, de contentement de soi :

— Regarde le propriétaire.

Et aussitôt, la main offerte :

— Allons, vieux, ne fais plus cette tête. Si j'ai acheté, tu sais pour qui.

Pierre avait recouvré son calme aussi vite qu'il l'avait perdu. Les couleurs lui revinrent. Un léger froncement des sourcils, qui persistait à ne point s'effacer, révélait seul encore l'acuité de son attention.

— C'est bien, dit-il, je te remercie. Mais inutile maintenant que tu ménages tes effets. Déballe.

Bourjot déplia le dossier, le lui tendit, largement étalé :

— Prends tout ton temps, je ne m'ennuierai pas.

Pierre s'installa sur un coin du secrétaire, se mit à compulser les feuillets. De toute une demi-heure, il ne desserra pas les lèvres. Bourjot fumait, retaillait des crayons; ou bien il s'approchait de la fenêtre et regardait, à travers le rideau jauni par la fumée du tabac, une petite place de village toute ruisselante d'une fine pluie d'hiver, et où il ne passait personne.

Enfin Pierre releva la tête. Les deux hommes croisèrent leurs yeux.

— Eh bien ? demanda Bourjot.

— Je ne peux rien te dire encore.

— Oui ou non, veux-tu me suivre ?

Pierre, à son tour, se mit à rire :

— « Réfléchir un peu, pourquoi pas ? » Et puis causer, puisqu'il s'agit de faire route à deux.

— Causons donc, dit le grand Bourjot.

Ils reprirent ensemble le dossier, Pierre lisant et interrogeant, Bourjot répondant aux questions avec sa faconde habituelle, mais aussi avec une pertinence qui révélait une longue attention, minutieuse et sagace, dont Pierre ne laissait pas d'être surpris. Il n'eût pas attendu de cet homme pareille habileté dans l'action, ce mélange de finesse et d'audace résolue. Mais il devait se rendre à l'évidence, les documents qu'il avait sous les yeux ne laissaient place à aucun doute : dès demain, s'il le voulait, il pouvait « planter » l'usine dans les prés qui bordaient le ru. Et aussitôt commencer à construire. Chaque étape était prévue, ordonnée jusque dans le détail. Il demandait :

— Ton architecte, cet Ancelin, qui est-ce ?

— Vingt-huit ans, sorti des Beaux-Arts. Pas exigeant, il voudrait prendre pied. Maigre comme un cent de clous, déjà trois enfants, des débuts difficiles... C'est le moment d'en profiter.

— Pour les premiers crédits, qui est prêteur ?

— C'est moi.

— A quatre ?

— Oui, pour les quarante billets.

— Quelle garantie?

— Nous y reviendrons tout à l'heure.

— Et ton entrepreneur, ce Bié ?

— Même genre que l'autre : un petit gars courageux et pas cher. Je travaille avec lui, je le surveillerai moi-même. Tu as pu voir les projets de marchés : c'est ma partie, tout est serré, bien entendu à notre avantage. Les échéances sont assez espacées pour te laisser le temps de contracter les emprunts nécessaires. Tu emprunteras sur les travaux mêmes à mesure qu'ils avanceront. Le solde un an après leur achèvement.

— Mais ton bonhomme... Quelle solidité?

— Il tiendra, j'ai mes renseignements ; au moins pendant le temps où nous aurons besoin de lui. Après, dame, s'il boit la tasse... Il est prêt à signer, nous ne l'aurons pas forcé.

Pierre commençait à se sentir les tempes chaudes, tout le corps étonnamment léger. Son cœur frappait contre ses côtes : chaque battement lui donnait une sensation de vide étrange et délicieux ; un vertige le gagnait, qui l'effrayait un peu en même temps qu'il y cédait, très vite, d'un consentement qui n'épuisait pas son désir.

Ainsi, demain, dès demain, s'il le voulait... Un mot à dire, et l'on piquerait entre les mottes de laiches les pointiers des bâtisseurs. Et d'ici quelques mois... Il revit, à l'orient de l'usine, toutes les petites maisons éparses au bord de la « rue », leurs toits de tuiles sous les minces fumées d'âtres, les basserelles inclinées sur les prés : et par delà ces prés, toute proche, sombre et vivante, la lisière de la forêt. Aussitôt il songea : « Je vais céder, c'est comme si c'était fait. » Il eut peur de nouveau, s'efforça farouchement de repousser ces images trop sensuelles.

Le moment qui suivit devait avoir une intensité bouleversante. Mais Bourjot, qui l'observait, n'en put rien voir que cette pâleur particulière, mate et chaude, qui s'étendait sur son visage aux instants de grand trouble intérieur. Presque simultanément, il éprouva à leur paroxysme les sentiments contradictoires dont il croyait, depuis des mois, avoir épuisé la violence : le besoin d'aller de l'avant, une impulsion sauvage, irrésistible, l'ivresse de ce retour parmi les hommes de là-bas ; mais traversant cet élan intérieur avec une puissance

de reflux, les scrupules et l'appréhension qui l'avaient si longtemps et si âprement tourmenté.

Il regarda Bourjot et lui jeta avec rudesse :

— Qu'est-ce que tu veux ? Oui, toi, pour toi, personnellement ?

— Ta parole seulement, dit Bourjot, une signature. Je mise sur toi les yeux fermés.

Il se pencha, les prunelles brillantes, pleines tout à coup d'une chaleur d'amitié :

— J'ai envie de travailler avec toi. Ne cherche pas, c'est comme un béguin, aussi fort et moins dangereux. Tu sais pourtant ce que tu vaux ? Je suis peut-être une brute, un ignorant : mais sur les hommes, c'est rare si je me trompe.

Il était réellement ému ; Pierre le devinait sincère. Il songea de nouveau, mais cette fois plus calmement, avec une sorte de sérénité fataliste : « C'est fait. Je ne peux plus dire non. »

— Allons, reprit Bourjot, ne nous attendrissons pas. Parlons peu, et parlons bien.

« De deux choses l'une, exposa-t-il : ou ton beau-père mettra les pouces devant le fait accompli ; et alors nous en revenons au projet de société, l'actuelle et la future usine, chacun maître chez soi, y compris ton cher beau-frère dans sa petite histoire d'emballages. Ça serait évidemment le mieux, pour des raisons que je n'ai pas à te redire ; ça n'est d'ailleurs pas impossible, tu verras ; peut-être même que ça se fera sans tirage, ou sans trop, avec une rapidité dont tu seras toi-même épaté.

« Ou bien alors le vieux ne voudra rien savoir. Et dans ce cas nous continuerons, librement et carrément, sans plus nous soucier de lui. J'ai beau me casser le bourrichon : je ne vois pas ce que nous risquons, hors le nom qui nous échappe. Bien sûr, il te faudra un peu plus de cœur au ventre ; mais tu en as. Si même Larrieu se fâchait, en arrivait à couper les ponts, je te connais assez, ça t'en donnerait encore davantage.

— Oui, dit Pierre.

Il éprouvait maintenant une bizarre gratitude, qui tenait moins à l'opinion que Bourjot venait d'exprimer sur son compte qu'au soulagement de voir prendre fin, grâce à lui, un débat qui l'avait épuisé.

Il se leva, la main sur le dossier.

— Tu peux me le confier un moment ?

— Tant que tu voudras, j'ai un double.

— On pourrait se revoir mercredi ?

— Après-demain, oui, entendu.

— Chez toi encore, hein ? ça vaut mieux.

Bourjot l'accompagna jusqu'à la rue. Dans la grande salle, sa femme cousait toujours près de la fenêtre assombrie. La même pluie fine continuait de tomber. Ils s'arrêtèrent, debout au bord d'un ruisseau trouble.

— Dis donc, je pense une chose, une sacrée chose... Il n'est pas tout jeune, ton beau-père ? Et quand même, personne n'est éternel : alors, tu prends un peu d'avance, voilà tout, c'est bien ton droit.

— Et la caution est bonne, dit Pierre. Au fond, ton histoire de béguin...

— Mais si, mon vieux, ça n'empêche pas. Ah ! et puis, à propos de caution, je t'ai parlé de ta signature. Celle de ta femme aussi, bien entendu.

IV

Il avait commencé à ne plus tenir en place dès qu'on avait vu s'allonger, sur tout l'horizon du nord, la lisière bleue des sapinières. La petite voiture de Bié, poussive et ferraillante, les secouait sur la route défoncée.

Soudain ils atteignirent les arbres, et la forêt les enveloppa. Il faisait un froid humide sous un ciel uniformément blanc. Les troncs des pins sylvestres étaient d'un rouge cru et mouillé. La fougeraie flétrie, à leurs pieds, laissait voir çà et là de minces lagunes couleur d'acier où les grands fûts renversaient leur reflet.

— Voilà les Cordelières ! dit Pierre.

Les allées s'ouvraient tout à coup et tournaient à leur passage, étiraient une seconde leur longue perspective rectiligne, leurs ornières noires creusant l'herbe jaunie ; tout au bout se levait une lame de ciel pâle, aiguë et verticale, qui tranchait net la masse profonde des futaies.

— Le Feu-Jouant ! Le Parc aux chevaux !

A chaque allée nouvelle, il s'exclamait. C'était plus fort que lui, il n'en avait même pas conscience.

— Ne t'agite donc pas, dit Bourjot. Nous sommes assez secoués comme ça. Fichue route ! C'est un scandale.

Ils étaient tous deux à l'arrière de la voiture, Ancelin devant à côté de Bié. Pierre se penchait au bord de la capote de toile, tendu de tout son corps, les yeux avides.

— Les Arravis, murmura-t-il.

Bourjot avait senti sa main se serrer sur son avant-bras. Il dit d'une voix toute changée, ardente et basse :

— Tu ne peux pas imaginer. C'est par cette route qu'on est partis, qu'on s'est sauvés : nos meubles et nos hardes dans une charrette, maman et Rose assise au faîte. Le père et moi marchions sur l'accotement. Seize ans de ça. Je me rappelle encore le soupir que maman a poussé, quand la flèche de l'église a disparu derrière les arbres. Regarde ici, un peu à droite de la chaussée : c'est juste là que nous allons la voir pointer, monter. Et aussitôt la clairière des labours, toutes les maisons tournées vers nous. Ah ! mon vieux...

Au bout d'un moment, il reprit :

— Ne fais pas attention, ça me fait du bien de parler. Depuis seize ans, jamais je n'ai dépassé ce carrefour; jamais je n'ai voulu revoir la petite place, la revoir comme un pauvre honteux, un passant qui a peur des regards. Voilà l'église ! La voilà !

Il toucha l'épaule de Bié :

— Vous arrêterez à la première maison. Un bistrot. Il y a une branche de genévrier sur la porte.

— Est-ce le patelin ? demanda l'architecte. C'est gai, ici, on voit du monde.

— Ils sont tous en forêt, dit Pierre. Nous sommes en mars, d'où sortez-vous ?

Bié freinait, dans un long grincement du tacot. Ils descendirent. Pierre entra le premier chez Sanglard.

La salle n'avait pas changé. C'était toujours les mêmes tables de bois, la même horloge de fer-blanc peint au-dessus du petit comptoir, la même lampe de porcelaine suspendue à la maîtresse poutre, au fond le billard rapiécé, et les queues en faisceau dans leur anneau de cuivre.

Léon Sanglard s'avançait au milieu des visiteurs. Il avait à présent trente-cinq ans. Tout chauve qu'il fût déjà devenu, le visage empâté et le ventre pointant, Pierre l'avait

reconnu à son air avantageux, à ses yeux hardis et chafoins.

— Bonjour, Léon. Tu ne me remets pas?

Il s'était mis exprès dans la lumière de la porte. Le cabaretier le dévisageait, le regard et la voix hésitants :

— Non, monsieur, non... Excusez-moi.

Et tout à coup ses yeux brillèrent. Il s'écria :

— Pierre Chambarcaud !

Mais aussitôt il se reprit, avec une obséquiosité marquée :

— Monsieur. Alors, comme ça, vous voilà revenu?

Pierre eut un lent sourire, ou plutôt un rayonnement du visage, une telle expression de bonheur, profonde et claire tout ensemble, que Sanglard en fut frappé.

— Revenu, oui; vraiment revenu.

— Qu'est-ce qu'on boit? criait Bourjot. On peut avoir des grogs bien chauds? Vite?

— A la minute, messieurs, la même chose pour tout le monde? Quatre grogs?

— Cinq avec le tien, dit Pierre. Tu permets que je te suive ? Le père est là ? Je connais le chemin.

Une cuisine basse, semblable à toutes les autres : les solives noires de fumée d'où pendaient des chapelets d'échalotes; l'âtre et sa crémaillère, avec la *casse* accrochée sur les braises; et cette odeur de bois qui brûle, de pain bis enfermé dans la maie, de fromage sec sur les paillons, là-haut... Ah! si les hommes avaient vieilli, les choses étaient restées les mêmes. Il lui semblait qu'il pénétrait dans chacune des vieilles maisons; que dans chacune, sous la hotte de la cheminée, il voyait un ancien du village pareil à celui qui était là, qui s'acagnardait frileusement et tendait ses mains sèches à la chaleur de la flambée.

Il s'approcha du vieux Basilice, ayant toujours son rayonnant visage. Il se fit reconnaître de lui avec la même joie exultante, prit une chaise et s'assit au coin de l'âtre. Quelques instants plus tard, Basilice était parti dans un soliloque sans fin, coupé de pauses, épaulé de sentences, que Pierre écoutait avidement, dont il se rassasiait avec de gloutonnes délices.

— Pas changé? Tu dis pas changé? Ah! ce n'est plus le règne d'autrefois. Oui, Pascal est toujours dans la petite maison derrière, mais ce n'est plus le père Ferrague; ni Lucien : les rejets ne valent pas la souche. Séverin, aujourd'hui, qu'est-

ce qu'il est? Juste un traînier, un arcandier du bois. Et Hugonin, tu sais, son gendre, il tourne aux nouveautés, il a fait installer un petit moteur électrique dans son échope. Pour en revenir à Lucien, je n'appelle pas ça un maire. Celui qui ménage chèvre et chou, comment veux-tu qu'il gouverne un pays? Moi je ne dirais rien, si les principes étaient maintenus; mais c'est que les principes s'en vont. Fraigneau est redevenu bedeau après avoir été tambour-afficheur. Et chez nous... Si tu rencontres Georgette Alusson sous notre toit, ne te frotte pas les yeux, c'est bien elle. Quand les patrons oublient leur dignité, on ne connaît plus ses clients. Tu n'as qu'à mettre dans les verres un peu plus de pernod qu'en face, et ils viendront. Voilà pourquoi ils se décident; les principes ne les maintiennent plus : c'est triste.

Léon Sanglard, ayant servi, apparaissait au seuil de la porte.

— Dame, si vous l'écoutez, vous n'avez pas fini. « Dans le temps, dans le temps... » Ce qu'il peut être acrassinant! Fiche-nous la paix avec ta belle jeunesse : on le sait, la vie était belle; et nous, on a dégénéré. Mais la main passe, c'est notre tour.

Pierre avait failli intervenir, cédant à un mouvement d'humeur. Mais sa curiosité s'était aussitôt éveillée. Il écouta, regardant le père et le fils.

— C'est vrai, continuait ce dernier, si je n'ai rien pu faire ici, rien transformer, rien moderniser, c'est de sa faute : défense de toucher à rien, d'effacer une crotte de mouche. Alors, vous avez vu, c'est folâtre dans la salle du bistrot. La Georgette Alusson, au moins, ses vieux ne l'ont pas empêchée de ripoliner la boutique et d'agrandir la devanture. Alors, qu'est-ce qui se passe? Toute la jeunesse file à côté; nous, on n'a plus que des mathusalems, même les dimanches, rien que des vestes noires, des figures d'entre deux enterrements.

— Vous l'entendez? dit Basilice. Voilà le respect d'à présent. Quand je n'y serai plus, tu feras ce que tu voudras. Mais tant que j'y serai, mauvais gars...

Il secoua sa grosse tête inclinée. Ses petits yeux à vif larmoyaient; son nez piqueté, plus rouge et plus blet que naguère, tremblotait à chaque hochement. Pierre eut pitié, et aussi un peu honte. Il se dit sincèrement que Léon Sanglard était dur

à l'égard de Basilice; il le trouva brutal, presque odieux.

— Il faudra revenir, dit le vieux. Avant quinze jours, le sansonnet aura sa belle voix de printemps. Regarde-le, son plumage brille.

— Mais oui, dit Pierre, je reviendrai.

Léon Sanglard l'avait suivi, le prenait maintenant à témoin :

— Pourtant, dites, monsieur Chambarcaud, ça n'est pas demander l'impossible. Je suis moderne, je veux marcher avec mon temps : c'est naturel, n'est-ce pas? c'est la vie.

Bourjot s'impatientait, depuis longtemps debout, arpentant la salle à grands pas.

— Filons! Nous avons du travail,

Il était deux heures après midi. La rue où ils marchaient était déserte, une torpeur enveloppait les maisons. Mais au fond des cours abandonnées, à la fenêtre de chaque logis, un rideau se soulevait au bruit des pas sur la chaussée, et retombait en frémissant un peu.

Pierre avait de nouveau son expression d'avidité heureuse. Ses yeux semblaient quêter de toutes parts. Il parlait au côté de Bourjot, comme tout à l'heure dans la voiture, nommait les maisons une à une : celle des Cadène, celle des Barthassat, celle d'Hugonin, celle du Sanglier à présent, toute grise, plus tassée encore que les autres.

— Le Sanglier! Il doit avoir près de quatre-vingt-dix. Il était du même âge que Ferrague; et il bûcheronne avec les autres, dans la forêt. Et Cogneras, le grand Cogneras, et Grellety, et Pascal Ferrague! C'est égal, c'étaient de rudes hommes. Mais le vieux, si tu l'avais connu...

— Allons! allons! pressait Bourjot.

Ils dépassèrent la petite place, la maison d'école et l'église. Pierre se tut, la montée des souvenirs se faisait à présent trop poignante. Mais il garda aux yeux la même lueur de quête et de fièvre.

Le moulin tombait presque en ruines, affaissé au bord du ru grossi. Dans le bief lézardé, la roue à aubes avait disparu; mais on voyait encore l'arbre énorme, couleur de tourbe, rongé, crevassé jusqu'au cœur.

Ils s'arrêtèrent. Ainsi qu'à toutes les maisons, une mince fumée s'élevait du toit de la Clamort. Sous la nue blanche et basse, l'odeur de ces fumées se respirait dans l'air inerte.

— Et alors? appela Bourjot.

Il dut le saisir à l'épaule, le secouer comme un homme endormi.

— Tu as bu? Tu es malade?

C'était bien autre chose. Sans même se retourner, sans rien dire, il déroba seulement son épaule : Bourjot revint près des deux autres.

Ils préparèrent les jalons, le niveau, les chaînes d'arpenteur. Pierre s'était éloigné. Ils le voyaient marchant au fond du pré, gravissant la pente douce qui montait vers la forêt, se retournant du côté du village.

— Commençons sans lui, dit Bourjot.

De temps en temps il relevait la tête, le cherchait d'un rapide regard, le revoyait debout à la même place, immobile comme un des arbres de la lisière. Et tout à coup, alors qu'il l'oubliait presque, il entendit sa voix toute proche, impatiente, autoritaire :

— Où en êtes-vous? Dépêchons-nous.

Jusqu'au soir, ils travaillèrent. La rage de Pierre à la besogne les avait gagnés tous les quatre. Ancelin et Bié se montraient ardents à l'ouvrage, semblaient comprendre et partager sa fièvre. Il était content d'eux; il se mit à les tutoyer.

V

Pierre à Antoinette

Marcheloup, le 3 avril 1913.

« Ma chère Antoinette,

« Tu dois comprendre que ce n'est pas la peine de revenir encore sur cette question. Si j'ai pris le parti que tu sais, cela n'a pas été de gaieté de cœur, je n'ai pas besoin de te le dire : j'ai estimé que c'était nécessaire pour toutes sortes d'excellentes raisons. Du moment que ton père et moi ne pouvons plus attendre de nos rencontres que des impressions pénibles (pour le moment, car j'espère de tout mon cœur que cette situation prendra fin), le mieux était de faire ce que j'ai fait. La vie active que je mène ici, constamment sur la brèche et me dépensant beaucoup, me fait du bien et me calme le sang.

Sois sûre que je ne lui en veux pas, mais je ne pouvais plus attendre. C'est au contraire en restant chez lui, dans cette communauté de chaque minute, que nous risquions le pire et peut-être l'irréparable.

« Ne t'inquiète aucunement de mon installation. Je suis très bien logé, dans une chambre très simple, mais très propre, que je loue aux tenanciers d'une épicerie-café, des gens qui s'appellent Alusson et que j'ai connus autrefois. D'ailleurs, le village a tellement peu changé, depuis seize ans, qu'il me semble parfois que le temps s'est arrêté. Les hommes ont un peu vieilli, évidemment, et quelques-uns ont disparu ; mais les familles sont toujours les mêmes et deux jours n'avaient point passé que je reconnaissais tout le monde. Tu penses bien que les curiosités sont en éveil, que les allées et venues des ouvriers autour de l'ancien moulin prennent figure d'événement et presque de révolution. Je ne crois pas, quelques vieux entêtés mis à part, que la chose soit mal accueillie. Même dans ce village perdu, isolé, immuable dans ses apparences, les esprits ont évolué. Tous les hommes jeunes espèrent en moi, j'en note maints indices évidents. Ils ont compris ce que leur condition avait d'ingrat, ils n'aiment plus la vie qu'ils ont, et la seule attente du nouveau, de l'inconnu que je leur apporte, me les rend favorables et me fait bien augurer des concours que je trouverai sur place.

« Je suis heureux, je n'ai pas une minute de loisir. Les journées filent en un clin d'œil et pourtant je voudrais les précipiter encore. Le béton des fondations n'en finissait pas de durcir, il paraît que cela vaut mieux qu'une prise par trop rapide, mais je voudrais déjà voir les murs sortir de terre.

« Voilà, ma chère Antoinette. Ton mari n'est pas à plaindre. Être tout à ce qu'on fait, c'est une excellente recette contre les soucis et l'inquiétude. Embrasse Bernard pour son papa et pour toi mille tendres baisers. »

Pierre à sa mère

« Ma chère maman, Rosier revient à l'instant de Portvieux. Les nouvelles qu'il m'apporte me rassurent, car votre lettre m'avait fort alarmé. Ma bonne maman, vous serez donc toujours la même ! Oui, c'est vrai, il y a dans la vie des passages durs à traverser, mais il y a aussi de belles heures, qui com-

pensent et même au delà. Ainsi, en ce moment, malgré les apparences et le tourment que vous vous faites à cause de moi, je ne donnerais pas ma place pour un empire.

« Je vous taquine, maman, et vous devez penser que l'instant n'est pas à la taquinerie. Mais, je vous le répète, Rosier m'a rassuré sur l'alerte que vous avez eue. Père est encore très robuste, c'est le souvenir de son attaque qui vous obsède. Rosier m'a dit qu'il lui avait posé maintes questions sur les travaux que je surveille ici, sur la date à laquelle je pensais qu'on pourrait installer les premières machines, commencer la fabrication, etc. Ce n'est pas le fait d'un malade qui se sent gravement atteint ! Voulez-vous que je vous dise ? Parlez-lui souvent de Marcheloup, de l'usine, de votre retour ici. Je vous enverrai un jeu complet des plans, vous verrez l'intérêt qu'il y prendra, même s'il affecte l'indifférence. Ah ! si j'étais auprès de lui, je saurais bien le passionner, le soutenir de ce grand espoir !

« Quant à Rose, ce que vous m'écrivez d'elle m'a peiné. Non pas que son départ me surprenne, ni d'ailleurs que je le réprouve. Elle a aujourd'hui trente-quatre ans, il est trop naturel qu'elle veuille assurer sa pleine indépendance. Un magasin de lingerie fine à Orléans ? C'est une excellente idée, et je suis persuadé, vous m'entendez, qu'elle est femme à bien mener sa barque. Non, ce qui m'a peiné, c'est l'allusion que vous avez faite, à propos de ce départ, à sa fuite coupable d'autrefois. Pourtant vous en convenez vous-même, vous reconnaissez que ce n'est pas la même chose. Alors, pourquoi dites-vous que vous ne pouvez pas vous empêcher d'y songer ? Rose a passé l'âge des folies, des inconséquences de jeunesse. Ne parlons même plus de son mariage ; nous avions tous cru, nous aussi, à l'un de ces amours qui nouent deux êtres l'un à l'autre, emportent tout et demeurent toute la vie. Et vous voyez, il a suffi de quelques années, Séverin lui-même s'est détaché.

« Maman, il faut savoir reconnaître ce qui est mort dans le passé, et désormais le tenir pour mort. Rose est une femme de tête et le prouve. Quant à moi je lui fais toute confiance, je me permets de voir pour elle, dans ce départ qui vous inquiète encore, un heureux présage d'avenir. Et puis, voyons, Orléans n'est pas loin, ce n'est pas vrai que vous la perdiez ! Croyez-

m'en, j'en sais quelque chose : une heure vient dans la vie où il faut avoir le courage de briser certaines habitudes. Si profondément que l'on s'aime, enfants, parents, une séparation relative est dans le sens de la destinée. Bien loin, d'ailleurs, de désunir les cœurs, elle les rapproche : car on oublie alors tous ces menus froissements qui naissent de la vie quotidienne, insignifiants si vous les considérez en eux-mêmes, mais dont la répétition inévitable, excédante, finirait par saper à la longue les affections les plus solides.

« Je me suis laissé entraîner. Le temps me presse, je suis toujours terriblement pris. Je vous embrasse en hâte tous les trois.

« *P.-S.* — Rosier repart demain, il emportera les plans. Suivez bien mon conseil : parlez beaucoup à père de l'usine, faites-le vivre en pensée à Marcheloup, au bord du ru, près de la forêt. Vous verrez le bien que cela lui fera. Dites-lui aussi que Lucien Ferrague, que j'ai dû aller voir à la mairie, m'a fait un accueil mieux que courtois, et qu'hier soir Hugonin m'a salué. »

Pierre à Bourjot

« J'ai repensé, mon vieux, à ce que tu m'as dit l'autre jour : c'est complètement idiot, je ne suis pas un sentimental. Non et non, ce n'est pas à la gare même de Saint-Liphard que nous aurions dû bâtir. Non et non, ce n'est pas par sentimentalisme que j'ai tenu à planter l'usine là où tu sais, sur l'emplacement de l'ancien atelier. Je connais ma forêt mieux que toi, peut-être ! Si tu prenais seulement la peine de jeter un coup d'œil sur une carte, tu y verrais, clair comme le jour, qu'il n'y en a même pas un autre qui soit possible. C'est entendu, nous aurons du charroi. Mais nous en aurions eu autant à la gare de Saint-Liphard. A parcours équivalent (au total), mieux vaut charroyer des bois ouvrés que des grumes : c'est à Marcheloup, non ailleurs, que les grumes doivent être débardées. Tu m'objectes aussi le mauvais état de la route vers la pointe de l'étang de Mourches, dans les cent ou deux cents mètres qui précèdent la montée où la chaussée rejoint la digue. Mais un chemin, cela s'arrange ! Onéreux ? Il n'y a qu'à obtenir le classement : tu as assez d'amis au conseil général pour que la

chose soit dans le sac dès la prochaine session de l'assemblée. Voilà qui est réglé, nous n'y reviendrons plus.

« Autre chose : la signature de ma femme. Cela est si bien entendu que je ne comprends pas ton insistance. De mon côté, je ne veux pas t'incriminer. Il reste un délai assez large pour que Lurcy-Lévy nous livre les machines à temps. Mais réellement tu aurais pu, soit dit sans la moindre susceptibilité, passer commande sans attendre, et ne pas m'infliger cet espèce d' « après vous, monsieur » absolument injustifié.

« A bientôt, sans rancune, et la main.

« Ci-joint le second mémoire de Bié, pour épluchage. A propos, j'oubliais de te parler du prochain départ de ma sœur; mais sans doute es-tu au courant? Je trouve qu'elle a pleinement raison : même si elle était restée à Portvieux, elle était parfaitement capable de sauvegarder sa liberté ; il vaut tout de même encore mieux qu'elle adopte une situation franche.

Pierre à Antoinette

« Naturellement, c'étaient les dents! Quand un enfant de sept mois est grimaud, qu'est-ce que tu veux que cela soit? Vraiment ce n'était pas la peine de faire venir Raymond Chapuis! Tant mieux s'il t'a tranquillisée : après tout, il est docteur; il faut bien que ça serve à quelque chose. Je veux croire, ma chère Antoinette, que c'est seulement ton inquiétude momentanée qui est la cause d'un retard dont je commence à être surpris. Car tu n'es pas de celles qui tournent à tous les vents, autrement dit qui donnent toujours raison à celui qui parle le dernier. Entendons-nous, je ne suppose même pas que mon absence t'ait permis d'ajourner cette formalité de signature, et de laisser ainsi se prolonger une hésitation de nature à m'embarrasser. Or, c'est précisément ce qui arrive. J'ai dû subir, à cause de ta négligence, une humiliation dont je me serais bien passé. Dépêche-toi donc, envoie-moi cette pièce par retour. Peu importe le libellé, pourvu que les mots « conjointement et solidairement » y figurent. Tendresses pour Bernard et pour toi. Je tâcherai de venir dimanche. »

Pierre à Bourjot

« Je compte sur toi demain. Nous pouvons écrire à Lurcy-Lévy. »

VI

Il prenait ses repas le matin chez Sanglard, et le soir chez Alusson. Il avait dit aux uns et aux autres qu'il entendait ne pas tenir le moindre compte des préjugés qu'il avait connus autrefois, si tant était qu'il existât encore, à Marcheloup, des gens assez bornés pour ne pas s'en être affranchis.

Un jour de juin, vers une heure, il achevait de déjeuner. Rosier, qu'il attendait, n'était pas encore arrivé. Il sortit, se disant que le contremaître avait dû le précéder au chantier, qu'il l'y retrouvait en arrivant.

Le temps était sec et brûlant, la rue poudreuse éblouissait au sortir de la salle mi-obscure. A peine dehors, il aperçut deux hommes qui s'avançaient sur le chemin des Arravis. L'un des deux, mince et alerte, ne pouvait être que Rosier. L'autre... Ce n'était sûrement pas un inconnu, mais la distance où il était encore le laissait incertain et troublé.

Soudain cet homme se découvrit, épongea son crâne chauve d'un mouchoir. Pierre sentit un coup au cœur : c'était Hamel, Hamel en personne, ici, à des lieues de son bureau, sur cette route blanche qui tremblait de soleil. Et Hamel, l'ayant à son tour aperçu, reconnu, venait à lui en allongeant le pas, le rejoignait et le saluait.

Congestionné par la chaleur, la pomme d'Adam houleuse, le visage maculé de sueur et de poussière, il se tenait pourtant très digne, presque gourmé, avec une nuance de réprobation évidemment préméditée. Pierre se rappela le jour déjà lointain où ce même Hamel, à une heure décisive de sa vie, lui était apparu dans le hall de l'usine Larrieu, ainsi guindé dans son désarroi. Il avait dit en balbutiant : « Monsieur Larrieu voudrait vous voir. » Et Hamel dit :

— Monsieur Larrieu...

Puis il se tut, sortit une enveloppe de sa jaquette.

— Merci, Hamel. Ne restons pas ici, on grille.

Mais le comptable fit non de la tête, toucha son chapeau de paille noire.

— Il n'y a pas de réponse, monsieur.

Pierre n'eut pas le temps d'insister : Hamel venait de le saluer, et s'éloignait, seul sur la route.

— Comme il voudra! dit en Pierre en riant. Où l'as-tu rencontré, Rosier?

Le contremaître narra la chose : « Ernest avait amené Hamel dans l'auto de M. Larrieu. Il s'était arrêté à la fourche des deux chemins, à l'ombre, parce que son moteur chauffait. Lui, Rosier, en traversant la place de l'église...

— Bon, dit Pierre. Au fond, je m'en fiche.

Il tâtait l'enveloppe entre ses doigts : elle était épaisse et lourde.

— Saute au chantier. Je te rejoins dans un instant.

Il rentra chez Alusson, monta rapidement à sa chambre. C'était une pièce blanchie à la chaux, au parquet brut, avec un lit de fer dans un coin. Mais elle était très claire et presque avenante, égayée de rideaux de cretonne à grands carreaux bleus et blancs. Il déchira l'enveloppe d'une main qui tremblait un peu : c'était bien l'écriture, aiguë et ferme, de son beau-père.

Il commença de lire, debout dans l'angle de la fenêtre, dévorant les lignes du regard, les embrassant par plusieurs à la fois. C'était moins une lettre qu'un long mémoire à l'accent solennel, étudié et pesé dans chacun de ses termes.

« Aujourd'hui, quatorze juin mil neuf cent treize, dans la soixante-septième année de mon âge, de mon plein gré et librement, j'ai voulu, pour mes trois enfants... » Pierre sentit une chaleur au visage, se raidit aussitôt, mécontent.

Encore des phrases, des considérations mélancoliques sur le soir de l'existence, sur le changement des temps et des mœurs, sur l'incompréhension réciproque qui divise les générations. « Au fait ! Au fait !... Ah ! voilà qui est pour moi. »

« Pierre, avait écrit Larrieu, Dieu sait l'espoir et la confiance que j'avais placés en toi. Je nous rends à tous deux cette justice, que s'il m'a fallu te tenir tête, nous n'avons ni l'un ni l'autre cherché ou seulement désiré l'occasion d'un conflit que nous ne pouvions pas éviter. Je t'ai vu évoluer près de moi, avec une dureté qui m'inquiétait, me chagrinait, et quelquefois me révoltait. Mais au plus fort de ma résistance intérieure, et lors même que ton impatience t'entraînait à des démarches dont j'aurais pu à bon droit t'en vouloir, j'essayais d'écarter de mon cœur toute animosité directe, de continuer à

voir en toi l'homme laborieux et droit qui avait gagné mon estime. J'aurais dû comprendre plus tôt que les meilleurs ne sont pas assurés de rester fermes sur le chemin, lorsqu'un désir puissant les emporte. Te rappelles-tu cet entretien que nous avons eu ensemble, dans mon bureau, alors que tu venais d'acheter les bouleaux du Parc-aux-Chevaux? C'est ce jour-là que j'aurais dû comprendre, et dès cet instant aviser : te laisser libre sur ta route à toi, non te retenir sur la mienne. Je t'aurais sûrement regretté, mais c'eût été loyal à ton égard, mon vrai devoir, que je n'ai pas su reconnaître, et dès lors accomplir, quoi qu'il pût m'en coûter. »

Pierre continuait de lire à présent, arrêté au passage comme si une main se fût posée sur son épaule : et en effet il eut soudain un geste d'ombrageuse dérobade, le même exactement dont il repoussait loin de lui une présence qui l'importunait. Il éprouvait toujours cette sensation de chaleur au visage; et par moments, le souffle suspendu, une oppression lui serrait la poitrine.

« Toi, Jean... » Il passa vite, saisissant du regard quelques mots brusquement surgis, tracés, lui semblait-il, d'une main qui avait appuyé : « Avec tes qualités... Ta désertion... Au moins le sentiment de ce que tu devais aux tiens. »

Une autre page. « Toi aussi, ma chère fille, tu m'as porté un coup douloureux. » De nouveau, sur la grisaille des lignes, un mot qui se détache et frappe : « Cette signature... » Et maintenant Pierre voit un vieux visage, infiniment triste et las. Il entend une voix sans colère, toujours égale, mais qui cette fois vacille un peu : « Cette signature que tu as donnée, sans t'être rendu compte des conséquences terribles que tu pouvais ainsi entraîner. Suppose qu'une mise en demeure m'oblige du jour au lendemain, sans me laisser le loisir d'aviser, à retirer de mon usine... Quand on est un Larrieu, quand on a derrière soit toute une vie... »

Encore une page, et soudain cette affirmation, qui fait que la poitrine de l'homme se serre davantage encore, qu'il cherche une longue inspiration, profonde, anxieuse, lente à pénétrer ses poumons : « Voici ce que j'ai décidé. »

Il décide, il reste le patron, le chef. Quand on est un Larrieu, on n'abdique rien de son autorité, de ses prérogatives familiales, de son orgueil professionnel. On donne son libre

assentiment à un projet de société, on en désigne les membres, on en trace les statuts avec une rigueur hautaine.

Pierre lit maintenant, toute son attention raidie. Il demeure insensible à la sécheresse de l'accent. Il va plus loin, au cœur de ces formules glacées; et sa poitrine se dénoue, se dilate, l'air y afflue merveilleusement, un air léger, délicieux à respirer. Ces rideaux blancs et bleus... la lumière les traverse, l'éblouissant soleil de juin y tempère son éclat trop dur. Quel grand silence dans l'humble chambre, quel apaisement presque ineffable, qui gagne et prend le cœur, l'envahit avec une telle douceur qu'à peine la peut-on supporter, qu'on se sent presque défaillir! Allons, encore un sursaut d'attention. Il faut savoir, comprendre exactement.

Deux usines, bien. Et chacun sera maître chez soi : Edmond Larrieu dans l'usine de Portvieux, Pierre Chambarcaud à Marcheloup. Pour l'organisation du travail, l'outillage, le recrutement et les salaires du personnel, un directeur, un chef dans chaque usine, un seul. « En dépit de la société que j'accepte de constituer, il est et demeure entendu que je me désintéresse, matériellement et moralement, de la fabrique de Marcheloup. Je veux seulement à cet égard vivre dans l'assurance que mon gendre, Pierre Chambarcaud, n'oubliera à aucun moment que sa femme est une Larrieu, et que son nom est associé au mien. »

Un vague sourire erre sur le jeune visage. Il faut passer à ce vieil homme certaines manies un peu radoteuses, ne pas lui marchander demain certaines satisfactions d'amour-propre. Il a raison de tenir à son œuvre, de la défendre, de prendre ses précautions contre les empiètements possibles : de cantonner son gendre à Marcheloup, et son fils à Orléans. « Tiens, tiens, les mots ont donc fait leur chemin ? Alors même que Larrieu paraissait ne pas entendre, il écoutait, il réfléchissait? Allons, il faut croire que le bon sens, que la logique finissent toujours par triompher. Une affaire d'emballages autonome, exactement ce qu'on a suggéré. Remarquable, cet accord sur la personne. Jean Larrieu indésirable, cent mille francs et qu'il se débrouille, ou plutôt deux cents actions d'apport qu'Edmond Larrieu continuera à contrôler. Il ne perd pas le nord, le patron! Même lorsqu'il met son fils dehors, il n'entame pas son crédit personnel.

« Voyons encore... Naturellement : cinq cents actions pour Marcheloup, où il bloque tout, ma part et celle d'Antoinette (bien obligé maintenant, parbleu ! mais ça évitera l'accrochage), le brevet Chambarcaud, les constructions nouvelles et le matériel neuf; clientèle et achalandage : zéro. Nous en reparlerons, tout cela reste à discuter... Hum ! discuter... Enfin, à voir.

« Sa grande trouvaille, c'est Chapuis. Malin, décidément très fort. Il est sûr de ce vieux brave, il s'annexe ce fidèle satellite : ci, deux cent quarante actions d'apport, et désormais une masse inamovible, une majorité impossible à déplacer : huit cent quarante actions dans sa main contre cinq cent soixante à nous, compte tenu de l'éventualité où les soixante actions en numéraire seraient souscrites par ma sœur ou par moi. Inamovible? Encore à voir; pas à discuter, à voir. Si Audrouard veut s'en mêler... Il faut que Bourjot vienne tout de suite. »

Pierre s'écarte de la fenêtre, se met à marcher par la chambre. Des chiffres dansent dans sa tête, qui se cherchent les uns les autres, tantôt se joignent et tantôt se séparent. Il voudrait les contraindre, les rendre dociles à son vouloir. Il ne peut pas y parvenir, toutes les combinaisons qu'il tente se dérobent aussitôt malignement. Alors, tout à coup, il s'arrête, secoue le front avec violence, et puis s'étire, longuement, puissamment, jusqu'à en faire craquer ses os. « Deux usines ! Libre à Marcheloup ! Dès à présent la dot d'Antoinette, sa quote-part de l'héritage maternel, l'emprunt réduit de cent cinquante mille francs, le reste gagé haut la main. Quelle force ! Quelle magnifique indépendance ! Est-ce que tu te rends bien compte? Toutes les précautions qu'il prend garantissent ta propre liberté; et non seulement à son égard, mais encore absolument ; les participations occultes limitées, le danger moindre de ce côté aussi. Il faudra jouer les deux parties, groupe contre groupe, et dans mon propre groupe. Cent actions à Bourjot, tout au plus, pas davantage à Audrouard. Et il faut que d'ici deux ans nous ayons liquidé Chapuis. Ah ! petit gars, homme de basse origine... Trente-deux ans, la vie est belle ! »

Il rit, il se tâte les biceps. Il se met à parler tout haut. Puisqu'il est seul dans cette chambre, c'est à lui-même qu'il

conte la prodigieuse histoire : « Figure-toi que le père Larrieu... » Il feint la surprise et le doute : « Non, à d'autres, je ne marche pas » ; pour le plaisir de s'entendre répondre : « Mais si, mon vieux, c'est comme je te le dis. » Et le voilà qui entrecroise ses deux index, qui psalmodie comme faisaient autrefois les drôles de l'école communale, du temps de M. Marcenac :

Croix de bois, croix de fer,
Si je mens j'irai en enfer.

Au chantier! Et que ça ronfle! Un télégramme à Bourjot dès ce soir. Il bondit vers la porte, se penche sur le raide escalier.

— Georgette!

Elle monte à son premier appel. La voici devant lui, forte et souriante, toujours belle dans sa fraîcheur blonde.

— Prends ton vélo, tout de suite. Cette dépêche au bureau de Gency!

Et soudain il s'avance, la regarde, les yeux rayonnants :

— Je suis content, Georgette. Embrasse-moi.

VII

— Qu'est-ce qu'il raconte, ce petit imbécile? Alors, c'est lui qui fait la loi ici? Et il suffit qu'il ouvre la bouche pour que tout le monde, autour de moi, s'incline et lui obéisse? Quoi? Que je ne parle pas si fort? Mais justement parce qu'il est là-haut... D'ailleurs, je monte; nous allons voir.

Pauline ne put que le suivre, inquiète d'un esclandre possible. Maintenant que la date approchait où la fabrication commencerait à Marcheloup, elle le sentait intensément heureux; mais la joie même qui émanait de lui avait quelque chose de tendu, de redoutable. Il se jetait vers elle à chaque instant, la proclamait et la revendiquait avec une sorte de dure allégresse, de résolution sans merci. Il ne supportait pas que son propre enthousiasme, que sa frénésie même ne fussent point partagés par les siens. Pour un mot un peu réservé, pour un visage un peu soucieux, il regimbait comme devant une offense. Ce retour, il le vivait d'avance. Il en avait déterminé le jour, assigné à chacun son rôle. C'était comme un rêve

obsédant, qu'il croyait conduire à sa guise, mais dont il était possédé.

Il montait l'escalier, devant Pauline, les épaules ramassées, le pas pesant. Elle le vit pousser la porte; et aussitôt, sans même saluer Raymond Chapuis :

— Qu'est-ce que ma mère vient de me dire, docteur? Il paraîtrait qu'à vous en croire mon père ne serait pas transportable? A vingt kilomètres d'ici, dans une maison spacieuse et claire, au bon air de la forêt? Ce n'est pas vrai, n'est-ce pas? Votre point de vue de médecin...

Raymond Chapuis le regarda. Ses yeux myopes, un peu brumeux, prirent une acuité soudaine. Il repartit avec fermeté :

— Mon point de vue de médecin est formel. Je considère que votre père...

Et aussitôt, la voix plus basse, mais avec une nuance d'âpreté :

— Voulez-vous que nous parlions ailleurs?

Benoît était assis dans son fauteuil, la tête sur la poitrine, la lèvre inférieure affaissée. La pâleur terreuse de ses joues s'était accusée davantage, tout son visage était envahi d'une bouffissure molle et malsaine.

— Comme vous voudrez, dit Pierre. Descendons.

C'était le soir, la boutique était sombre; il ne restait un peu de clarté que dans une zone étroite, aux abords de la devanture.

— C'est donc exact? Vous prétendez nous imposer...

— Je ne prétends rien du tout, dit alors Raymond Chapuis. Je vous donne mon avis de médecin; je vous déclare, de la façon la plus instante, que vous risquez un accident fatal, si vous exposez votre père aux fatigues d'un voyage qu'il ne peut plus, en effet, supporter.

Il se tourna vers l'arrière-boutique, reconnut la silhouette de Pauline dans la cuisine maintenant éclairée; et très vite, presque brutalement :

— Votre père est au bout. Il a peut-être encore trois mois à vivre. Laissez-le mourir tranquillement.

— Mourir... dit Pierre, d'une voix oppressée.

Il demeura un moment silencieux, puis il se redressa, son corps massif semblant encore grandi sur l'écran blafard du vitrage.

— Écoutez-moi, docteur. Vous prétendez qu'il est perdu, qu'il va mourir? Eh bien! puisqu'il en est ainsi, moi son fils, et d'homme à homme, voici ce que j'ai à vous dire : j'aime mieux, vous entendez, j'aime mieux qu'il meure un peu plus tôt, pourvu qu'il meure là-bas, qu'il meure content. Ici, non, c'est impossible, je ne veux pas...

Il avança la main, repoussant une vision insupportable. Raymond Chapuis lui fit un signe : il reconnut le pas de sa mère derrière lui.

— Elle peut entendre, dit-il. Elle me comprendra mieux que vous.

Et, sans quitter des yeux son interlocuteur :

— Vous opposer à ce qu'il ait cette joie, quelles que puissent être vos raisons, c'est injuste, ce n'est même pas humain. Toute une vie de luttes et d'épreuves pour aboutir à pareille mort, dans cet exil, au fond de cette maison lugubre. Êtes-vous donc tellement sûr de votre science, de vos verdicts? Pouvez-vous seulement m'affirmer, vous, médecin, que son retour à Marcheloup ne lui donnera pas au contraire comme un regain de force inespéré, ne prolongera pas sa vie?

Raymond Chapuis l'avait écouté sans rien dire. Son regard, d'abord étonné, changea, parut se rétracter. Il dit alors, avec la même nuance d'âpreté qui déjà tout à l'heure avait altéré sa voix :

— Êtes-vous donc aveugle, monsieur? Pour éprouver cette joie dont vous parlez, qui est la vôtre, que vous sentez à travers votre force, il faut qu'un homme... Encore une fois, regardez votre père, et comprenez que vous devez le ménager, l'épargner, si vous aimez mieux. Voilà, c'est tout ce que j'avais à dire.

— C'est bien, dit Pierre.

Il y eut un silence. Pauline s'avança doucement vers la porte. Ils la suivirent. Le docteur s'inclina devant elle. Et tout à coup, comme n'y pouvant tenir :

— Vous, madame...

Pierre fit un pas, se plaça au côté de sa mère; et, plus calme, sans véhémence, mais avec une étrange hauteur :

— Il y a des choses, monsieur, que vous ne pouvez pas savoir, que vous ne soupçonnez même pas. Ma mère vous le dirait elle-même : elle pense comme moi ; elle sent comme moi.

Raymond Chapuis la regardait. Il la vit qui baissait la tête. De l'autre côté de la vitrine, on entendait, tout proches, des bruits de pas sur le trottoir. Des boutiques s'éclairaient dans la rue, des ombres longues de passants tournaient sur les solives du plafond. Soudain l'un de ces pas s'arrêta sur le seuil, et aussitôt le timbre résonna : c'était Antoinette qui entrait.

Elle s'était presque heurtée au docteur. Surprise, elle recula un peu, tendit la main :

— Bonsoir. Vous vous en alliez?

— Oui, madame.

Il avait pris sa main tendue. Elle sentit qu'il l'étreignait un peu plus fort, un peu plus longuement que d'habitude.

VIII

Tout s'était bien passé. Hier dimanche, une voiture avait pris Benoît à la gare de Gency. Il était arrivé à Marcheloup par une soirée de mai tiède et dorée. Les chênes avaient déjà leurs feuilles. Des essaims de mésanges bleues tourbillonnaient sur les haies du village. Benoît, enveloppé de couvertures, avait vaguement regardé alentour. Mais de toute la route il ne s'était point animé, toujours prostré, le visage immobile.

L'ancienne maison, qui attenait à l'usine neuve, avait été surélevée d'un étage, agrandie d'un corps de logis qui achevait de clore une cour sablée. En arrière, de la lisière de la forêt à la pointe de l'étang de Mourches, on avait tracé des allées entre des bordures de rosiers, semé une grande pelouse où sinuait l'eau vive du ruisseau.

Le lundi matin, vers six heures, Pierre apparut dans la chambre de ses parents. Il faisait le même temps que la veille, un soleil vif dès son lever, qui emplissait tout l'orient d'un immense rayonnement vermeil.

— Eh bien! dit-il, on a dormi?

Et, sans attendre la réponse :

— Guère, n'est-ce pas? Je n'ai pas fermé l'œil de la nuit.

Il n'y paraissait pas, tant son visage brillait de jeunesse. Les yeux clairs, le teint hâlé, les membres souples, il resplendissait ce matin de force et de beauté viriles. Il embrassa Pauline avec une telle tendresse qu'elle ferma les yeux de bonheur. Depuis combien d'années ne l'avait-il ainsi embrassée,

n'avait-elle senti dans sa voix pareille douceur, chaque fois qu'il lui disait « maman »?

— Maman, je vais vous aider. Il faut que père soit beau tout à l'heure.

Il allumait la lampe à alcool, faisait chauffer le lait du déjeuner. Sa gaieté, ce matin, était calme. Pauline y épiait vainement cette fébrilité ingrate qui lui avait été si pénible. Il parlait avec une animation paisible, une expression de bonté franche, de bonheur ardent à s'offrir.

— Antoinette arrivera ce soir, avec Bernard. Elle vous aidera aussi, maman. Elle fait merveille, vous savez! Il suffit qu'elle ait passé, et l'on se sent vraiment chez soi, à son foyer. Avant huit jours, toutes ces odeurs de plâtre, de peinture fraîche... Nous ne pourrons plus croire que nous aurons vécu ailleurs.

Il avala son café au lait, sortit. Lorsqu'il revint, Pauline avait levé Benoît. Il l'aida de nouveau à le vêtir, à l'asseoir dans son fauteuil roulant.

— Êtes-vous bien, père? Nous allons voir l'usine ensemble. On met en marche ce matin, tout est paré, les essais ont été magnifiques.

Debout, penché vers lui, il l'enveloppait d'un regard doux et chaud. La même tendresse, la même bonté se voyaient dans ce regard. Il soulevait le bras de son père, sa main enflée dont la peau fine luisait, tirait sa manche avec d'infinies précautions. Benoît se laissait faire, aussi prostré que les autres jours et comme insensible à leurs gestes, à leurs paroles.

— Vous m'entendez, père? Vous me comprenez bien? Nous sommes à Marcheloup; nous allons voir l'usine tout à l'heure, la voir marcher.

Il lui parlait en détachant ses mots, avec cette insistance anxieuse, pitoyable, qu'on a parfois au chevet des moribonds. Il attendait, il appelait une lueur de conscience et de vie. Le cœur de Pauline se mit à battre : elle détourna un peu la tête pour qu'il n'aperçût point les larmes qui lui venaient aux yeux.

— Maman, vous viendrez avec nous.

Elle tressaillit, soudain effarouchée à la pensée d'affronter tout à l'heure ces hommes de Marcheloup qui obéissaient à son fils. Ce qui allait se passer dans l'usine, la scène même

qu'ils vivaient tous les trois, en cet instant, lui apparurent dans une lumière cruelle, impitoyable. Elle se rappela, tout à coup, un épisode de la vie d'autrefois : le matin d'élections où les rouges avaient levé Clamort, ce malheureux paralysé, l'avaient vêtu comme pour une fête, et où Cogneras et le Sanglier l'avaient porté à la mairie. Quelle pitié elle avait eue pour lui ! Quelle révolte devant la barbarie des autres ! Mais eux-mêmes, en cette minute...

Pierre avait pris la barre du fauteuil, le poussait à travers la chambre. Les roues caoutchoutées roulaient sans bruit et sans cahots. Benoît, parfois, soulevait un peu sa main déformée.

Et Pauline tressaillit encore, saisie par un grand bruit qui soudain traversait le ciel, une longue plainte qui montait peu à peu, devenait déchirante et semblait transpercer la maison. Les yeux de Pierre s'étaient mis à briller. Il lui sourit :

— C'est la sirène. Dans dix minutes, nous pourrons partir.

La plainte décroissait, retombait, mourait dans un ronronnement grave. Et bientôt des bruits de pas froissèrent les cailloux du chemin, des voix d'hommes s'entendirent dans la radieuse limpidité du jour. Pierre avait tiré sa montre.

— Allons, dit-il.

Et tous les trois sortirent de la maison, débouchèrent dans la cour de l'usine : un groupe si mince au milieu de la vaste esplanade, un petit groupe serré qui s'avançait lentement, sous le soleil.

Lorsqu'ils entrèrent dans le hall, ils virent d'abord Pierquin et Rosier, debout au seuil, et qui les attendaient.

— Prêts ? dit Pierre.

— Oui, chef.

Ils avancèrent encore de quelques pas. Sous la clarté bleue du vitrage, des lignes brillantes de machines apparurent, et devant elles des hommes qui attendaient aussi. Benoît, dans son fauteuil, se souleva un peu. Il regardait maintenant autour de lui, les yeux comme attirés par ces miroitements de métal. Pierre se pencha sur son épaule :

— Père, c'est vous qui allez mettre en marche. Regardez : voici le bureau. Et cette porte, à côté, c'est l'atelier des femmes. Elles sont huit pour peindre et vernir, pour plisser et pour

décorer. Ce n'est pas trop : il faut que nous arrivions à quatre-vingt mille paires par an.

Benoît se souleva davantage. Il hocha lentement la tête, une fois, deux fois, comme pour un signe d'assentiment.

Ils étaient à une extrémité du hall. Pierre s'arrêta devant les deux scies à ruban.

— Montre, Pierquin.

On entendait depuis un instant une trépidation lointaine, profonde et calme, que l'oreille ne situait point. Cela venait de l'extérieur, faisait frémir sourdement le sol, semblait hanter les murs et l'air même qui les entourait. Benoît aussi écoutait cette palpitation mystérieuse. Il entr'ouvrit la bouche, murmura quelque chose d'une voix rauque.

— Que dis-tu ? fit doucement Pauline.

Pierre se tourna vers elle, les traits illuminés par une joie triomphante :

— Il a bien dit : « C'est la machine »... Oui, père, c'est elle, vous l'entendez. Ah ! nous irons la voir aussi. Je vous montrerai tout. Sans vous, père... Tout cela est votre œuvre.

Les transmissions s'étaient mises à glisser, larges et souples, d'une coulée presque silencieuse. Pierquin embraya la scie : la vibration stridente et mélodieuse du ruban parut jaillir à travers le hall. Et cette fois Benoît leva la tête, appuya fortement son bras valide sur l'accoudoir, et regarda. Sous la main de Pierquin, le billot de bouleau pivotait, s'offrait à l'attaque de la lame. Et chaque fois que giclait la sciure, on le voyait s'arrondir, s'évider, prendre forme, devenir l'ébauchon prêt pour les dents de la machine. Pierre à présent devait crier pour dominer le chant de la scie :

— Les billots nous arrivent débités. Nous avons une tronçonneuse qui travaille sur les coupes mêmes avec un moteur à essence...

Et Benoît, de nouveau, faisait ce signe de tête qui acquiesçait, qui approuvait. On n'aurait pu dire qu'il souriait. Mais son visage, redevenu vivant, avait une expression de curiosité enfantine, d'émerveillement sans cesse renouvelé. Pierre ne le quittait pas des yeux. Pauline aussi le regardait. Son cœur battait toujours avec violence. Il lui semblait qu'elle continuait de vivre un rêve qui n'avait point de fin, mais dont maintenant elle ne savait plus s'il était atroce ou heureux.

Pierre repartit, traversa de biais tout le hall. Quatre machines se trouvaient alignées, quatre machines brevetées Chambarcaud, brillant de leurs aciers polis sur leurs châssis de fonte noire, avec leur double commande verticale, leurs leviers à poignée nickelée, leur crémaillère dorée d'huile fraîche. Le modèle était déjà en place, lisse et brillant aussi, couvert d'une patine blonde qui donnait envie de le toucher.

— Fixe les ébauchons, Pierquin... C'est fait?

— Oui, chef.

Alors Pierre poussa le fauteuil de Benoît encore un peu plus en avant, jusqu'à ce qu'il touchât presque au bâti de la machine.

— Votre bras... Pouvez-vous le lever?

Il fut surpris de la vigueur, de la fermeté précise avec lesquelles la main de Benoît venait de saisir la commande. Cette main, cette main droite toujours valide, il leur parut à tous qu'elle venait de parler pour l'homme : « Je sais, je suis le maître, c'est moi qui ai créé cela. » Et le tour aussitôt, docile à la main de Benoît, se mit à chantonner doucement. On vit les ébauchons pivoter sur leur axe, tourner à vide sous les boucliers. Pierre avait eu un geste vers le levier, si prompt, si juste, qu'il s'était presque confondu avec le geste de Benoît : les couteaux attaquèrent la pulpe, et le bruit familier crépita, la mitraillade vive et tintante des copeaux sur la tôle des manchons.

Ce bruit allègre, en un instant, résonna par le hall entier : les trois autres machines marchaient. On eût pu croire que la main de Benoît venait d'animer toute l'usine, de déchaîner cette rumeur active qui s'amplifiait sous le haut vitrage bleu. Et très vite, dans les nappes de clarté, une fumée de sciure commença de voleter, de flotter, de se suspendre en une nuée dorée où se creusaient de dansants remous. Les grandes scies, derrière eux, continuaient leur chant aigre et pur. Et toujours, de toutes parts autour d'eux, ils percevaient ce frémissement obscur, étrangement calme et puissant, qui venait de la machine lointaine.

Benoît poussa un soupir rugueux, et sa bouche commença de trembler. Il chercha les yeux de son fils, et le regarda sans rien dire, intensément. Tout son cœur d'homme était dans ce regard, son cœur d'homme jeune et fort qui avait si longtemps

lutté. Pierre sentit un sanglot qui se nouait dans sa gorge. Il se raidit, et sourit à Benoît.

Puis il se détourna un peu, tira vers lui le fauteuil de l'infirme, découvrant les deux ouvriers qui devaient servir la machine. Il les désigna de la main, dit à son père :

— Vous les reconnaissez ?

Sa voix devint forte et mordante, la voix même qu'il prenait, à Portvieux, quand il voulait se faire entendre dans le vacarme de l'usine au travail.

— Tout le monde, ici, vous doit respect et soumission. A vous d'abord, même avant moi. Venez aussi, maman, il faut que nous fassions connaissance.

Il toucha l'épaule d'un des hommes :

— Celui-ci est Léandre Boutin, le fils de Louis, qui vous a mal servi dans le temps. Et celui-ci, Amable Tillier, un des hommes de Sologne qui vous ont abandonné, — les derniers, il faut le dire, — quand une cuiller de votre machine a sauté sur un nœud de bois. Il est maître ouvrier : il formera de bons compagnons, à Marcheloup.

Il marcha vers la seconde machine et poursuivit de la même voix :

— Celui-ci est Jean Alusson, le fils d'Ernest, que vous avez connu aussi. Le temps n'est plus, maman, où le crédit vous était refusé, dans leur boutique... Et son camarade que voilà, c'est Prosper Cœurderoy, le bas enfant du Sanglier. S'il est de même trempe que l'aïeul, nous travaillerons longtemps ensemble.

Benoît levait sur chaque ouvrier un regard trouble et lointain. Ils sentaient ce regard venir sur eux et les atteindre comme du fond d'une brume pesante. Cette face borgne et blafarde, cette cicatrice en étoile au-dessus de l'orbite défoncée, leur inspiraient un malaise évident : gênés, ils détournaient très vite les yeux, et restaient là, les mains ballantes, avec un vague sourire contraint.

Et Benoît regardait toujours, cherchant dans sa mémoire en même temps que sur les jeunes visages de ces hommes qu'il ne connaissait pas.

— Le Sanglier, murmura-t-il. Le Sanglier, tu dis ?... Où est-il ?

— Il ne peut plus travailler, dit Pierre. Il est trop vieux ;

comme Cogneras, le grand Cogneras; comme Grellety, comme Pascal Ferrague. Mais les leurs sont ici, qui vous doivent obéissance.

Chacun des noms que Pierre disait ainsi, Benoît le répétait lentement, attentivement, comme pour se pénétrer des syllabes qu'il écoutait à mesure qu'il les prononçait. Il paraissait déçu. Une expression morose et chagrine revenait se répandre sur ses traits fatigués. Il demanda encore :

— Où sont-ils ?

Et d'une machine à l'autre, il allèrent, Pierre Chambarcaud nommant à tour de rôle les ouvriers debout devant eux : des Cadène, des Barthassat, des Fraigneau, un homme de Sologne encore, et ces deux-ci, Antoine et Médard, fils de Lucien, petits-fils de Ferrague. Chaque fois qu'ils s'arrêtaient, Pauline restait un peu en arrière, comme blessée elle-même par cette voix haute et mordante qui rappelait de cruels souvenirs : « Fils de Lucien, le maire de Marcheloup, qui avait refusé autrefois la vaine pâture et le bois mort. Ce petit, le neveu de Fraigneau qui avait toqué à la porte, un terrible matin d'hiver, pour signifier la défense des Ferrague. »

— Ferrague, répétait Benoît de sa voix lente, qui ânonnait. Ah! Ferrague, le vieux de là-haut...

Et son regard trouble insistait, le même malaise pesait sur les hommes debout devant lui.

— Par ici, maintenant, dit Pierre.

Ils étaient au moins dix dans l'atelier où ils entrèrent; un atelier haut et lumineux, presque aussi large que le hall principal : on avait juste pris, sur un côté, l'étroit espace de la salle d'affûtage. Et tout autour, bien éclairés par le soleil qui tombait à plomb du vitrage, les établis des finisseurs se rangeaient contre les cloisons.

— Les *coches!* dit Benoît Chambarcaud.

Les grandes lames des paroirs brillaient au bord des tables échancrées. Les fines cuillers à main, les boutoirs et les rouannes semblaient attendre les poings des hommes. Ils étaient là, debout et silencieux, plus serrés que les jeunes compagnons qu'on avait vus dans l'autre atelier. Et ils semblaient aussi plus grands, plus robustes, plus larges d'épaules.

— Bonjour, dit Pierre. En revenant à Marcheloup, mon père et ma mère qui sont là ont voulu revoir les anciens.

Pauline les reconnaissait tous : le Louis Boutin, l'Ernest Alusson, le Léon Barthassat, le Faustin et le Jules Cadène... Leur poil à présent grisonnait, mais leurs traits n'avaient guère changé, traits de bûcherons durement creusés, maigres pommettes, prunelles claires sous des voussures profondes, et, sur la peau plissée de petites rides, le hâle vif du grand plein air des bois.

Et Benoît s'éveilla de nouveau, se souleva dans son fauteuil. Une faible rougeur lui était montée aux joues, une chaleur de joie qui le rajeunissait de quinze ans.

— C'est toi, le Louis ? C'est toi, l'Ernest ?

Il les nommait, à présent, le premier. Sa main tremblait sur les couvertures dont ses jambes étaient enveloppées. Eux, cependant, faisaient face à l'accueil, s'efforçaient d'éclairer leur mine, de garder droite leur maintenance. Mais on eût dit que quelque chose s'était noué derrière leur nuque, les empêchant de lever haut la tête. Pauline n'osait les regarder. L'air était lourd dans cet atelier ; un air d'humiliation, de défaite, dont son cœur de femme avait mal.

— Celui-ci... dit Pierre Chambarcaud.

Il se tenait parmi les autres. Il s'avança un peu, devant Benoît. Sa longue moustache aussi était devenue grise. Mais c'était bien cette épaule un peu haute, déviée par la cuiller, le boutoir, les durs outils maniés pendant quarante années.

— C'est toi, Hugonin ? dit Benoît.

L'homme se taisait. Pierre Chambarcaud le regarda.

— Oui, dit-il, c'est bien Hugonin, le dernier qui nous ait parlé lorsque nous avons pris la route, le gendre du vieux Ferrague, le beau-frère du Pascal Ferrague qui a brisé nos machines avec lui. Maintenant, il a compris : nous avons besoin les uns des autres. Ici, au finissage, il sera notre chef d'atelier.

Benoît avait soulevé sa main, comme pour la tendre au vieil artisan. Mais cette main retomba tout à coup et le corps de Benoît se tassa, s'affaissa, comme à bout de forces. On entendit un souffle étrange, spasmodique et mouillé, un menu halètement de sanglots : il pleurait.

— Allons-nous en, fit doucement Pauline. Mon pauvre enfant, c'est trop pour lui.

IX

Deux mois plus tard, à la fin de juillet, une pneumonie l'emportait en trois jours. Il était mort à l'aube, en pleine béatitude, sans avoir épuisé la joie de vivre là, à Marcheloup, d'entendre dès son réveil la sirène qui appelait au travail, d'écouter de sa chambre la rumeur de l'usine en marche.

La matinée n'était pas achevée que les premières visites arrivaient. Dans ces villages et ces bourgades, la mort clôt les volets en laissant la porte béante. Ainsi presque tout Marcheloup défila devant Benoît. Pauline et ses enfants accueillaient les gens qui entraient. Parfois, quand l'affluence se faisait moins nombreuse, Pierre ou Rose sortait de la chambre, les yeux brûlants et la tête bourdonnante ; et, seul dans une petite pièce nue qui donnait sur les prés du nord, il s'approchait de la fenêtre entr'ouverte et respirait le vent d'été qui venait de la forêt.

Antoinette avait dû les quitter, à cause du petit Bernard. Elle revint un peu avant midi, accompagnant M. Larrieu. Le vieil homme regarda longuement Benoît. Il était pâle, le visage plus creusé encore. Il vint s'asseoir au côté de Pauline, s'absorba dans une muette tristesse ; et malgré son silence, elle le sentait tout près d'elle.

Très tôt dans l'après-midi, les allées et venues reprirent : les ouvriers de la fabrique, les bûcherons qui abattaient pour elle. On les voyait paraître dans le cadre de la porte, quitter leurs sabots sur le seuil. Ils avançaient, tête nue, embarrassés de leur casquette ; leurs pieds glissaient sans bruit dans leurs savates de feutre ou de basane. Ils tendaient leur main libre à Pauline, à ses enfants ; et, quand l'un d'eux y avait mis sa main, ils la gardaient longuement, sans la serrer, la secouaient avec une insistance monotone, proportionnant la durée de ce rite à la force de l'émotion qu'ils auraient voulu exprimer.

M. de Besombes en personne apporta ses condoléances, un quadragénaire à lorgnon, robuste et haut en couleur, qui avait les sourcils énormes, raides comme soies de sanglier, de défunt le vieux marquis. On vit encore le nouveau curé Ardisson, blanc de teint, le cou gracile, avec de trop larges

yeux noirs, pleins d'une douceur mélancolique; M. Rivet l'instituteur, le troisième déjà depuis M. Marcenac : un petit jeune homme blond et glabre, aux traits aigus et fins, qui avait une sveltesse musclée dans son complet de coupe citadine.

Mais quelquefois aussi, quand un des visiteurs entrait, il semblait qu'un lointain passé pénétrât avec lui dans la chambre. Le vieux docteur Andreau portait toujours sa lavallière noire; ses longues mèches rares et ternes frôlaient toujours le col de son veston, semé de pellicules et constellé de taches graisseuses. Lucien Ferrague vint aussi, dont l'apparition les saisit : sa ressemblance avec son père était devenue stupéfiante; un moment, ils crurent voir devant eux le rude vieillard aux yeux d'acier, aux cheveux d'une blancheur de neige, fier et droit dans sa débilité. Mais Lucien leur parla, redit après vingt autres les mêmes condoléances banales et la ressemblance s'effaça.

Les minutes se traînaient. Le défilé n'avait point de trêve. Dans la chambre aux volets clos, le murmure des voix bourdonnait. La lueur faible et jaune des deux cierges se mettait par instants à trembler. Le visage de Benoît semblait se rapprocher dans ces sursauts de la lumière : on aurait cru, alors, que la clarté où il apparaissait, émanait mystérieusement de lui, que la sérénité répandue sur ses traits devenait doucement lumineuse. Et pareillement ses mains, jointes sur un petit crucifix noir, prenaient ce même rayonnement pâle et pur.

— Ainsi...

— Ce que c'est que de nous...

Les voix atténuaient leur rudesse. C'était Fraigneau, avec ses yeux pleins d'eau qui ne regardaient pas en face, ses bajoues et sa moustache navrées, grelottant comme un vieux chien mouillé.

— Le grand Cogneras aussi... Il est au bout, il va passer.

Pierre écouta, se pencha vers sa sœur :

— Ils ne sont pas venus, ceux-là : ni Pascal, ni le Sanglier, ni Grellety.

— La misère... reprit l'homme qui parlait. A vingt sous par jour toute sa vie...

Pierre haussa rudement les épaules :

— Eux aussi mourront misérables. Tant pis pour eux : ils l'auront voulu.

On entendit une automobile dans la cour. Presque aussitôt, Bourjot entra. Sa haute stature dominait toutes les têtes. Comme il s'avançait vers Pauline, tous ceux qui étaient là s'écartaient devant lui, d'instinct lui faisaient place en s'effaçant. Lorsqu'il fut demeuré quelques instants près d'elle, ses yeux croisèrent ceux de Pierre Chambarcaud. Pierre attendit encore un peu, puis se leva et s'approcha :

— Veux-tu que nous allions à côté ?

Ils entrèrent dans la petite pièce nue. Rose était là, penchée à la fenêtre. Elle passa devant eux et sourit à Bourjot.

— Je vous laisse.

Ils étaient seuls. Bourjot, les prunelles brillantes, semblait encore suivre des yeux celle qui venait de disparaître.

— Tu sais, dit-il, c'est décidé : je divorce.

Mais aussitôt, prenant les mains de son ami :

— Mon pauvre vieux, tu as de la peine ?

— Oui, dit Pierre.

— Moi aussi, j'ai passé par là. Je te dirai... Il faut pourtant prendre sur soi.

— Oui, dit encore Pierre Chambarcaud.

Bourjot reprit :

— Tu as vu ce garçon qui est arrivé derrière moi ? Ce n'est pas le fils de Chapuis ?

Et, comme Pierre confirmait d'un signe, il fit le geste de serrer une vis.

— C'est au point : Audrouard marche à fond. Autant dire que Chapuis est flambé : un an, deux ans, le maximum.

Ils se turent, et s'approchèrent de la fenêtre. Le soleil enfin déclinant éclatait encore sur les prés, allumait la pointe des brins d'herbe sous un ruissellement de rayons.

— Ah ! dit Pierre, en respirant profondément. Cela calme, cela fait du bien.

Il y eut un nouveau silence. Et soudain :

— Il faudrait que je voie Audrouard.

Alors Bourjot, se retournant vers lui :

— J'ai cru bien faire... Je lui ai demandé de venir.

— Quand ?

— Aujourd'hui.

— Tu as bien fait, dit Chambarcaud.

Audrouard arriva peu après, s'enferma aussitôt avec eux. Pierre avait dit sur le seuil de la porte :

— Je ne veux pas qu'on nous dérange.

De la chambre mortuaire, on entendait par intervalles leurs voix qui s'animaient et montaient. Ils reparurent au bout d'une demi-heure, clignant des yeux dans la pénombre, le visage trouble et chaud, comme égaré par des fumées d'ivresse. Pierre retrouva l'odeur de cire tiède, tourna les yeux vers le cadavre de son père. De nouveau son chagrin monta, il sentit les larmes venir et se rapprocha de Pauline.

Elle était toujours là, dans le fauteuil où elle avait veillé pendant la maladie de Benoît.

— Maman...

— Tu sais, dit-elle, Séverin est venu tout à l'heure.

Sa voix trembla :

— Il a bon cœur.

Pierre lui caressa la main. Alors elle dit :

— M. Demeillers est là.

A ce moment seulement, il aperçut l'abbé Demeillers dans le coin d'ombre où il se tenait. Il ne devait que bien plus tard se demander pourquoi le prêtre était resté ainsi à l'écart, sans s'avancer vers lui, sans lui parler dans un premier élan du cœur. Ce fut lui qui eut cet élan, qui se jeta vers leur vieil ami, tandis que ses larmes coulaient.

M. Demeillers, le voyant devant lui, eut un léger retrait des épaules, une brève hésitation venue du profond de son être. Enfin il lui ouvrit les bras, l'étreignit. Et très bas, d'une voix tendre et triste :

— Mon petit, mon petit, prends garde. Tu es en train de perdre ton âme.

MAURICE GENEVOIX.

LE RAIL, LA ROUTE, L'EAU

I

Le problème des transports intérieurs n'est pas de ceux qui passionnent l'opinion publique. La reconnaissance de notre pays, ni même son attention, ne vont jamais aux hommes, aux institutions ou aux capitaux qui s'emploient sur l'eau, sur la route ou sur le rail à assurer sa vie de chaque jour. Elles effleurent parfois la marine marchande, le jour du lancement de quelque paquebot monstre, parce que ses dimensions font passer au cœur du Français moyen un petit frisson de fierté, et que les longueurs de ses canalisations électriques qui pourraient faire le tour de la terre étonnent son imagination. Mais il ne se donne vraiment qu'aux choses et aux hommes de l'air, qui offrent à l'âme humaine l'attrait du neuf et l'excitant du danger. Plus sûrement aujourd'hui qu'une musique guerrière, le récit d'un beau raid vient verser l'héroïsme au cœur des citadins. L'aviation, c'est le grand espoir et la grande inquiétude.

Mais le chemin de fer, le camion, la péniche, qui s'en soucie ?

Du chemin de fer, chacun sait que les voitures sont toujours « sales », « mal chauffées », les employés toujours « grincheux », les tarifs toujours « prohibitifs », l'administration toujours « bureaucratique et routinière ». Ces notions font partie, semble-t-il, des données immédiates de la conscience française. Vienne un soir de fête où le trafic d'une gare passe de 2 000 voyageurs en service normal à 40 000, elle manifeste contre le personnel qui se prodigue pour le servir la plus injuste ingratitude collective. Vienne, sur ce moyen de loco-

motion, le plus sûr de tous, un accident, — les hommes ne sont pas infaillibles, ni les machines qu'ils inventent, — alors seulement le chemin de fer prend la grande vedette ; les avions de reportage photographique accourent dans le ciel pendant que, sur la route voisine, s'allongent les files de voitures de tourisme.

La route a moins mauvaise renommée. Les efforts qui, en quelques années, l'ont mise en mesure de faire face à une tâche pour laquelle elle n'avait été ni conçue, ni construite, et les progrès réalisés par les constructeurs d'automobiles ne peuvent passer absolument inaperçus. Mais pour connaître une vraie popularité, la route doit attendre les soirs où les éditions spéciales nous disent la gloire et les souffrances des « géants de la pédale à l'assaut des pics neigeux », « l'héroïsme » des participants au dernier Rallye international. Après quoi, l'opinion s'endort et lorsque, dans la tourmente, une grande firme automobile en difficultés financières ferme les portes de ses ateliers, elle ne veut se souvenir, ni des encouragements irréfléchis qu'elle a donnés à son animateur, quand il augmentait, — aidé par ses confrères d'ailleurs, — le déficit du rail et celui de ses acheteurs à crédit de la veille, ni que, pendant quinze ans, ce chef d'entreprise a eu le mérite de faire vivre plus de 60 000 familles.

Quant au chaland qui passe entre les berges bordées de peupliers tranquilles, je ne vois guère, en dehors d'un chansonnier heureux, que l'honorable corporation des pêcheurs à la ligne pour s'intéresser à son activité, et parfois, d'ailleurs, sans bienveillance. Il faut que, la Seine gelant ou débordant, un journal annonce que Paris va manquer de charbon, d'électricité ou de gaz, pour que l'opinion alertée en vienne à se demander si l'industrie de la batellerie n'aurait pas, par hasard, plus d'importance qu'une course de périssoires ou une coupe de natation.

Il faut en prendre son parti : l'eau n'est pas « spectaculaire », la route n'est pas très « journalistique », et le rail ne devient « photogénique » que dans le drame.

Si l'*air* prime le *rail*, la *route* et l'*eau* au point de vue de la curiosité publique, précisons tout ce qui les sépare quant à leur importance économique.

L'un porte chaque année sur quelques millions de com-

mandes de matériel, sur 56 millions de recettes commerciales, sur 150 millions de subventions budgétaires, sur 52 000 voyageurs représentant 26 millions de voyageurs kilométriques, sur 1 734 tonnes de marchandises (un de nos trains!) et un trafic postal représentant 1 million 300 000 tonnes kilométriques et sur un personnel de 1 000 unités (une grande gare!) qui reçoit 24 millions de salaires. C'est l'aviation commerciale.

L'autre porte sur 6 milliards de commandes annuelles, 23 milliards de recettes, 50 milliards de voyageurs kilométriques, 45 milliards de tonnes kilométriques de marchandises et emploie directement et indirectement un personnel de plus de 1 million 500 000 unités. C'est le rail, la route et l'eau.

Le rapprochement de ces chiffres et leur échelle me justifieront peut-être d'avoir pensé que parmi les Français, qui se penchent si nombreux et si attentifs sur le berceau de l'aviation naissante, il s'en trouve encore qui ne sont pas indifférents au sort des trois vieux serviteurs du pays dont la ruine serait leur ruine.

Je me propose de montrer successivement l'importance des transports intérieurs, la gravité de la crise qui les atteint, et enfin les remèdes que le gouvernement s'efforce d'y apporter. Je m'efforcerai de penser non en homme du rail, mais en membre de cette Corporation des transports qui est en train de se constituer, dépouillé de tout esprit partisan.

L'EAU

La rivière et le fleuve, chemins qui marchent, ont au plus lointain des âges joué un grand rôle dans les transports; de tous les chemins, les cours d'eau ont été les premiers et souvent les moins chers; ils ont tenu une place capitale dans l'histoire économique, sociale et même politique de la France. C'est grâce à la Seine que les Normands, réussissant où les Huns, les Alamans et les Arabes avaient échoué, sont parvenus sous les murs de Paris, semant le germe de la guerre de Cent ans; c'est en remontant la Loire que les épices rapportées par les armateurs nantais gagnaient le cœur de la France; c'est en la descendant par le coche d'eau que Mme de Sévigné se rendait aux Rochers. Initiatives privées, groupes locaux, corporations régionales, marchands de l'eau de Paris,

Hanse de Rouen, Jurade de Bordeaux ont, depuis des siècles, consacré des capitaux à l'amélioration de la navigabilité des rivières. Plus tard, leurs entreprises, en s'étendant, devinrent plus lourdes et les risques plus grands ; alors les pouvoirs publics intervinrent et, pour la première fois, en 1604, Sully, grand voyer de France, eut l'initiative du premier canal, celui de Briare dont, aujourd'hui encore, les sept écluses superposées de Rogny attestent la conception audacieuse.

700 kilomètres de canaux en 1700, 1 000 en 1800 ; aujourd'hui 5 250 kilomètres de cours d'eau artificiels et 7 000 kilomètres de voies navigables, voilà les chiffres fournis par la statistique ; cependant, les vieux livres nous l'apprennent, les plaintes contre les canaux étaient autrefois aussi aigres que celles que nous avons toujours entendues contre les chemins de fer ! Toujours les tarifs ont été prohibitifs ; déjà en 1830 ils grevaient de plus de 100 pour 100 les transports de Dunkerque à Paris ; déjà les Chambres de commerce, et en particulier celle de Dunkerque, proclamaient en 1837 que d'Amiens à Saint-Quentin et d'Arras à Amiens, l'industrie et le commerce étaient dans l'impossibilité d'employer ce que, dans notre simplicité, nous aurions estimé être le moyen de transport de l'époque le moins cher et le plus sûr : le canal. Les exagérations dans la critique ne sont pas le propre de notre temps !

Aujourd'hui, voici la situation des transports par eau.

Les voies navigables représentent un capital d'établissement de plus de 10 milliards de francs, auxquels il faut encore ajouter 1 milliard 500 millions pour la valeur des 12 104 bateaux ordinaires (6 790 aux artisans et 5 624 aux Compagnies) pouvant porter 4 000 000 de tonnes, des 2 101 automoteurs pouvant porter 600 000 tonnes, des 250 automoteurs citernes pouvant porter 46 000 tonnes, des 230 bateaux-citernes non automoteurs pouvant porter 106 000 tonnes, des 630 remorqueurs et toueurs, des chevaux et des tracteurs électriques. Au total, le capital investi dans les transports par eau avoisine 12 milliards.

Le personnel employé dans la batellerie comprend 19 000 hommes, 11 000 femmes, 13 000 enfants, qui, avec les 5 000 ouvriers des chantiers de construction de bateaux et les 2 000 ingénieurs, éclusiers, pontiers et gardes, portent à plus de 60 000

le nombre des personnes qui vivent des transports par eau.

La mise en œuvre de ces voies, de ce matériel, l'effort de ce personnel ont permis, en 1931, de transporter plus de 52 millions de tonnes (50 963 000 tonnes en 1932) pour une recette de 540 millions et le paiement de 30 millions d'impôts.

Et cependant, cette industrie importante, dont le trafic n'avait cessé de s'accroître (le tonnage kilométrique était passé de 1 milliard 913 millions de tonnes-kilomètres en 1845 à 4 milliards 675 millions en 1900 et à 7 milliards 600 millions en 1933), subit aujourd'hui une grave crise.

Les bateaux les plus heureux ne circulent que cent quatre-vingts jours par an. 1 100 sont à la chaîne, depuis trois mois, sur les canaux du Nord ; les frets baissent d'une façon continue depuis 1927 et leur chute atteint aujourd'hui 30 pour 100. D'importantes compagnies de navigation, jadis prospères, ont cessé de rémunérer leur capital. Quant aux mariniers, il ne leur reste, lorsqu'ils ont fait la part de l'amortissement de leur matériel, que bien juste de quoi vivre (10 000 francs environ par ménage).

A cette baisse des frets qui est due en partie à la crise économique, en partie aussi à l'excès de matériel, la lutte des tarifs entre le rail et l'eau n'est pas étrangère. La batellerie assure que le trafic des charbons en provenance des houillères du Nord et du Pas-de-Calais est tombé à 3 118 000 tonnes en 1929, à la suite des prix fermes consentis par le rail en février 1928, accusant 38 pour 100 de perte sur ce fret par rapport au tonnage de 1913.

Marquons enfin que l'inflation excessive des moyens de transport, qui est la cause de la perte d'importants capitaux privés engagés dans la navigation fluviale, a entraîné la fermeture récente de vingt-cinq chantiers de construction de péniches et de chalands, dont beaucoup s'étaient inutilement créés dans le désordre général, où l'on en était arrivé à construire 500 bateaux par an.

LA ROUTE

« Au commencement était la Route », a dit M. Joseph Bédier dans une de ses « Légendes épiques ». On nous a appris, sur les bancs de l'école, que l'établissement de la route est un des

indices, en même temps qu'un des moyens les plus sûrs, de la prise de possession politique du sol. Jules César a inscrit ce principe en Gaule, vingt siècles avant que le maréchal Lyautey l'appliquât sous nos yeux au Maroc. Le développement de Paris a d'abord été une victoire routière. De la route et de ses progrès sont nés l'affranchissement des communes, puis la force centralisatrice de la monarchie. L'Anglais Arthur Young, voyageant en France de 1787 à 1789, était frappé de la qualité des routes françaises, « véritables allées de parc », « faste déplorable » dont « l'Angleterre n'a pas idée et qui est une vaine folie ». Ce sont des routes nationales magnifiques qu'il y a un siècle la voie ferrée a mises en chômage ; mais en développant à l'extrême les échanges, elle a donné à tous les petits tronçons routiers qui l'alimentaient une intensité de vie inconnue jusque là. Et, moins de trois quarts de siècle, — un jour dans la vie de la route, — après la disparition des diligences, l'automobile a peuplé les chemins, grands et petits, de foules ambulantes.

Aujourd'hui, voici la situation de l'industrie des transports routiers :

En 1907, le capital d'établissement affecté à la route, au cours des cent dernières années, est évalué à plus de 7 milliards de francs (or).

Après la guerre, il faut remettre en état le réseau routier considérablement dégradé ; de 1925 à 1934, l'entretien et la remise en état ont coûté plus de 8 milliards 500 millions à l'État pour les routes nationales, et environ 10 milliards aux départements et communes pour les leurs :c'est donc environ 20 milliards qu'on doit ajouter aux 35 milliards de francs actuels de l'évaluation de 1907 pour avoir l'importance des sommes consacrées à notre réseau routier depuis une centaine d'années, soit 55 milliards. Les documents manquent pour chiffrer les capitaux investis sur la route en matériel roulant et bêtes de trait, mais pour ne considérer que l'automobile et sans faire état de chiffres beaucoup plus élevés qui ont été donnés et me paraissent aventureux, il est établi que 5 milliards sont investis dans les usines de construction d'automobiles, 3 milliards dans les usines de fabrications annexes, 3 milliards dans les magasins, garages, ateliers de réparations, 3 milliards dans l'industrie et le commerce des essences, 16 milliards dans

le parc automobile en service, soit au total 30 milliards qui portent à 85 milliards le total des investissements de la route, non compris les investissements faits dans la métallurgie de l'automobile, dans l'entreprise de construction et d'entretien des routes, dans les assurances...

Sur les 1 900 000 véhicules automobiles en circulation, 1 400 000 sont affectés au transport des personnes, dont 70 000 (1 700 autocars) font à un titre ou à un autre des transports en commun, 500 000 véhicules au transport des marchandises dont 40 000 font des transports publics déclarés ou non.

Enfin, sans tenir compte de plus de 200 000 personnes employées à la fabrication, à l'entretien ou à la conduite des 1 400 000 voitures hippomobiles qui roulent en France (il est intéressant de noter que le nombre des voitures imposées est passé de 1 362 505 en 1890 à 1 436 841 en 1933 avec un maximum de 1 732 000 en 1913), on peut chiffrer à 450 000 unités le personnel employé dans la construction, l'entretien et les transports automobiles, soit au total à peu près 1 500 000 personnes auxquelles la route donne du travail et du pain.

Dans une année, l'automobile transporte près de 25 milliards de voyageurs à 1 kilomètre (autant que le chemin de fer), et environ 6 milliards 500 millions de tonnes à 1 kilomètre (le sixième de ce que transporte le chemin de fer). Il est intéressant de rapprocher ces chiffres de ceux qui ont été relevés au début du siècle dernier. En 1824, 3 000 places étaient offertes chaque jour aux Français dans les diligences, ce qui assurait une utilisation moyenne du matériel que nous pouvons envier. En 1847, le trafic s'élevait à 12 600 000 voyageurs-kilomètres (soit 2 000 fois moins que maintenant) et à 3 500 000 tonnes-kilomètres (soit encore 1 800 fois moins que maintenant). Ces chiffres mesurent mieux la place que les transports routiers occupent dans l'économie du pays que la recette actuelle des transports routiers qui est impossible à connaître. Toutefois, si on prend pour base un prix de 0 fr. 20 à 0 fr. 25 par kilomètre-voyageur et de 0 fr. 80 par tonne-kilomètre, on peut évaluer cette recette à 10 ou 12 milliards environ. Les bases des impôts payés par les transporteurs routiers ayant été plusieurs fois changées, des statistiques sérieuses n'ont pas encore été faites ; mais les impôts directs et indirects payés par tous ceux qui de près ou de

loin touchent à l'automobile, étaient évalués à 4 milliards 200 millions en 1933, dans une étude de la Statistique générale de la France, et l'Automobile en concluait qu'ils équivalaient à peu près aux dépenses faites sur la route.

Malgré cet énorme chiffre d'affaires, peu d'entreprises de construction automobile ou de transports automobiles sont aujourd'hui prospères, beaucoup souffrent, beaucoup sont en difficultés; s'il est impossible de les dénombrer, on sait que beaucoup de firmes automobiles ont fermé leurs portes et l'on connaît le nombre des transporteurs qui sont en faillite ou en liquidation judiciaire du fait de l'inflation excessive de ce genre d'entreprises. Ce nombre, en augmentation, est passé de 195 en 1930 à 342 en 1932 et ne comprend ni les cessations d'exploitation, ni les innombrables ventes à vil prix, ni les nombreuses affaires qui ont besoin de termes et délais pour leurs payements; actuellement, le nombre des voitures vendues est arrivé à son point le plus bas et correspond au remplacement annuel de moins *d'une* voiture *sur 10*.

Néanmoins, jusqu'au printemps dernier, les moyens de transports routiers n'ont cessé de s'amplifier, et même à l'heure actuelle si l'inflation absurde des transports automobiles publics de voyageurs et de marchandises à laquelle nous assistons depuis cinq ou six ans est arrêtée, un nouveau moyen de transports en commun par taxis-collectifs apparaît et apporte une perturbation nouvelle dans la vie des entreprises.

Dans la région parisienne, 200 000 personnes sont transportées tous les jours aux environs de Paris par taxis-collectifs, diminuant de plus de 100 millions par an les recettes les plus productives de la *Société des transports en commun de la région parisienne* et du seul réseau de l'État. Exemple le plus récent de l'inflation et de l'anarchie des transports, exemple qui devrait être le dernier, si le pays a quelque sagesse et veut équilibrer son budget.

LE RAIL

Il y a cent ans à peine que « la calamité des chemins de fer », comme l'appelle Sir James Mac Adam, s'abattit sur les moyens de transport de l'époque. Il est faible et banal de dire, qu'en dépit des pronostics de M. Thiers, ce fut une révo-

lution ; en puissance et en vitesse, rien ne pouvait être comparé au chemin de fer ; aussi, en quelques dizaines d'années, a-t-il conquis le monde civilisé dont il étendait d'ailleurs les limites. Rien que pour la France, il représente une longueur de 66 742 kilomètres (grands réseaux, 42 135 kilomètres; petits réseaux, 24 607 kilomètres) qui, rapportée au nombre d'habitants, est supérieure à celle des autres pays.

L'outillage nécessaire est d'autant plus important que les chemins de fer sont nés avec l'obligation de tout recevoir dans leurs gares et de tout transporter, quelles que soient les variations du trafic et les fantaisies des clients. Il comporte :

a) 8 150 gares, c'est-à-dire 8 150 établissements offrant des vestibules, des salles d'attente, des halles à marchandises qu'il faut gérer et entretenir pour des trafics qui souvent ne payent même pas le salaire des agents qui y sont attachés ;

b) 36 000 voitures offrant 2 millions de places (nous sommes loin des 3 000 places des diligences; sur le réseau de l'État, 1 911 voitures sur 6 883 sont au garage 300 jours par an) ;

c) 515 000 wagons représentant un tonnage utile de 9 millions de tonnes (sur le réseau de l'État, 11 460 wagons sur 81 000 sont au garage 300 jours par an) ;

d) 20 000 locomotives représentant 22 millions de chevaux-vapeur.

Je ne donnerai pas de chiffres sur les installations fixes de gares. Pour elles aussi des moyens excessifs ont dû être mis en œuvre pour satisfaire à la déraisonnable obligation de tout transporter. Au total, le rail a nécessité l'investissement d'un capital d'établissement qui atteint : « 67 milliards : capital actions, 1 462 000 000 francs ; capital obligations, 53 000 000 000 de francs; capital fourni par l'État, 12 300 000 000 francs. »

En moyenne, chaque Français a investi 1 593 francs dans le rail, et chaque famille 5 226 francs. Le nombre d'agents employés par le rail est aujourd'hui de 429 000 agents (en 1930 il atteignait 511 680 unités) et 415 000 ouvriers et employés travaillent pour lui dans les industries annexes. Le rail fait vivre 844 000 travailleurs, soit plus de 2 500 000 personnes.

Le nombre des voyageurs transportés par an est de 665 millions, et le nombre de kilomètres-voyageurs est de 25 milliards, ce qui signifie que chaque Français fait en moyenne 585 kilomètres par chemin de fer tous les ans.

Le nombre de tonnes de marchandises transportées par an est de 220 millions, et le nombre de tonnes kilométriques est de 32 milliards, ce qui veut dire que chaque Français fait chaque année transporter 762 tonnes à 1 kilomètre.

Il n'est pas inutile enfin de rappeler les caractéristiques des transports par rail. La première est *la régularité*. En voici quelques exemples pris, pour ma commodité d'information, sur le réseau de l'État.

a) *Banlieue électrifiée* : Saint-Lazare à Versailles, à Saint-Germain ou à Marly-le-Roi : 656 trains journaliers; retard moyen : 3 secondes en 1934;

Invalides à Versailles R. G. : 190 trains journaliers; retard moyen : 3 secondes en 1934.

b) *Banlieue vapeur* :

Lignes de Saint-Lazare à Mantes et de Montparnasse à Versailles : 196 trains journaliers; retard moyen : 49 secondes en 1934.

Le pourcentage des retards des trains express égaux ou supérieurs de 15 minutes, a été de 2,7 pour 100 en 1934, celui des trains de messageries de 1,6 pour 100 en 1934.

La deuxième caractéristique du rail est *la sécurité* :

Pour 100 millions de voyageurs-kilomètres, il y a moins de 1 tué et de 2 blessés.

Pour 10 000 francs de recettes marchandises il y a 70 francs d'indemnité pour pertes, avaries, retards, soit 0,7 pour 100.

A titre de renseignement, il y a cent ans, sur 72 glaces expédiées de Saint-Gobain à Paris par route, 12 seulement arrivaient entières.

La troisième est la puissance :

Le réseau de l'État, qui met en ligne un jour ordinaire d'hiver 2133 voitures, avait en ligne le 13 juillet 1933 et le 12 août 1933, 5267 voitures.

Il transporte, aux heures de pointe, 1000 voyageurs à la minute de ou vers la gare Saint-Lazare.

La quatrième est la rapidité :

Pour nous en tenir aux transports des Messageries, notons ces quelques chiffres :

Départ : Le Havre, 21 h. 52; Rennes, 19 h. 54; La Rochelle, 17 h. 13; Avignon, 3 h. 50; Boulogne, 19 h. 33.

Arrivée : Paris, 3 h. 52; Paris, 3 h. 17; Paris, 2 h. 45; Paris, 21 h. 57; Paris, 3 h. 17.

La cinquième enfin est l'économie :

1 tonne de charbon paye pour 217 kilomètres entre Lens et Paris : 34 fr. 55;

1 tonne de minerai de fer paye pour 420 kilomètres : 27 fr. 75;

1 chou-fleur paye pour 560 kilomètres entre Saint-Pol-de-Léon et Paris : 0 fr. 40;

1 kilo de bifteck paye pour 416 kilomètres entre Saint-Méen et Paris : 0 fr. 36;

1 kilo de raisin paye pour 690 kilomètres entre Moissac et Paris : 0 fr. 45;

Et le drap d'un complet veston, qui pèse 2 kilos, paye pour 300 kilomètres, de Roubaix à Paris : 0 fr. 45.

Mais comme le drap, le raisin et le bifteck lui sont disputés par la route, le charbon, le minerai et l'essence par le chaland, cette régularité, cette sécurité, cette puissance, ces bas prix et, pour tout dire, le magnifique service que fait le rail, ne l'enrichissent pas. Aussi ses bilans actuels ne sont-ils pas agréables à lire.

En les analysant, on voit qu'en 1933 les dépenses totales ont été de 15 504 000 000, soit :

Personnel : 7 750 000;

Matières et divers : 2 246 000 000;

Impôts : 2 100 000 000;

Charges de capital : 3 408 000 000.

Bien que, grâce à de remarquables efforts d'économie, les dépenses soient en diminution de 423 millions sur 1932, de 1 milliard 554 millions sur 1931, de 1 milliard 696 millions sur 1930, les recettes n'étant que de 11 milliards et demi laissent un déficit de 4 milliards qui suit un bénéfice de 721 millions en 1928, de 301 millions en 1929, un déficit de 1 165 millions en 1930, de 2 629 millions en 1931, de 3 689 millions en 1932, et sera continué par un déficit de 3 650 millions en 1934.

Le 12 février dernier, M. Roy, ministre des Travaux publics, répondant à une question de M. Joseph Denais sur le montant des impôts versés et des avantages de toute nature consentis par les réseaux, disait :

1° Les produits des divers impôts prélevés au titre des chemins de fer s'élèvent à 1600 millions se décomposant ainsi :

Impôts sur les transports de voyageurs et marchandises : 900 millions.

Impôts sur les titres (l'impôt sur les titres n'est pas spécial aux chemins de fer, mais il est nécessaire de remarquer que les chemins de fer sont les seuls travaux publics exécutés sur des fonds d'emprunt frappés des divers impôts en vigueur) : 580 millions.

Autres impôts sur les matières imposables créées par l'industrie des chemins de fer (propriétés bâties, droits de douane sur les houilles, coke et matières diverses employées par les réseaux, etc.) : 120 millions.

Total égal : 1600 millions.

2° Les prestations fournies par les réseaux à l'État sont de deux sortes : *a*) Économies réalisées par l'État sur les transports de divers services publics. Ces économies peuvent être évaluées au total à 900 millions :

Transports postaux (ces 720 millions sont calculés d'après le prix moyen de la tonne kilométrique que paierait l'administration des postes, si elle était assimilée à un usager quelconque. Il est bien évident qu'un usager de cette importance, si le système actuel était modifié, bénéficierait d'une notable réduction ; le chiffre indiqué, qui résulte d'ailleurs des évaluations des réseaux, est donc un maximum) : 720 millions.

Transports militaires : 150 millions.

Autres transports (contributions indirectes, douanes, prisonniers, etc.) : 30 millions.

Total égal : 900 millions.

b) Charges supportées par les réseaux aux lieu et place de l'État pour le transport de certaines catégories de voyageurs. — A ce titre, les réseaux supportent une perte de 160 millions se décomposant ainsi :

Transport des familles nombreuses, 60 millions.

Transport des mutilés et réformés, 50 millions.

Abonnements de travail, 50 millions.

Total égal : 160 millions.

Les chiffres ci-dessus ne représentent pas l'économie dont profitent ces catégories de voyageurs, mais bien la perte subie

par les réseaux. En définitive, les profits que retire l'État, tant des impôts que des prestations diverses des réseaux, s'élèvent à 2660 millions. Il faut d'ailleurs remarquer que ce chiffre ne représente pas la totalité des avantages que retire la collectivité de l'exploitation des chemins de fer. Il faudrait y ajouter les impôts, chiffre d'affaires, droits de douane, etc., payés par les entrepreneurs travaillant pour le compte de l'État ou par les fournisseurs de ces derniers. A cet égard, le profit que retire la collectivité du fait des chemins de fer peut être évalué à plus d'un milliard. (*Journal officiel* du 13 février 1935.)

Le déficit réel, compte tenu de tout cela, eût été de 715 millions pour 1933 et atteindra environ 900 millions pour 1934.

C'est évidemment un triste résultat de tant d'efforts du gouvernement et des réseaux, certes, mais c'est un résultat qu'il faut placer sous la lumière brutale des services exigés et rendus. Pour se réserver à la fois le droit de prendre quand il veut, pour où il veut, plusieurs fois le train chaque jour, et celui d'expédier où il veut, quand il veut, et dans la mesure où il veut, n'importe quoi chaque jour, chaque Français doit donc payer à peu près 20 francs par an. Pour tous ces avantages, il supporte chaque jour une charge d'impôts s'élevant à 0 fr. 05, ou encore, si vous voulez partir du déficit brut de 4 milliards, chaque Français, pour jouir de tous ses droits sur le rail, verse dans les caisses de l'État environ 0 fr. 30 par jour pour alimenter le budget général en compensation de ses droits à l'usage du rail, le rail versant dans les mêmes caisses, en son nom, 0 fr. 10 et fournissant 0 fr. 10 de prestations et les entrepreneurs et fournisseurs du réseau versant en son nom 0 fr. 05.

Je pense que c'est là une situation malsaine qu'il appartient aux pouvoirs publics de faire cesser en incorporant dans le budget d'État les charges qui lui reviennent et en supprimant les impôts qui sont irrationnels pour un service public garanti par l'État et se sont élevés, on ne saurait assez le répéter, à 2738 millions en 1931, à 2100 millions en 1933, à 1600 millions en 1934. Mais je ne veux pas m'attarder sur cette question, pas plus que sur celle de l'importance des charges de capital des réseaux que beaucoup rendent respon-

sables du déficit et considèrent comme excessives. Il me serait facile de montrer qu'elles sont de 0 fr. 06 par unité de trafic (c'est-à-dire par voyageur ou train de marchandises transportés à 1 kilomètre), ce qui ne dépasse pas ce qu'on constate dans les autres pays et n'est que la moitié des 0 fr. 135 qu'on trouve en Suisse; qu'elles ont été provoquées, dans ces dernières années, par le renouvellement du matériel roulant, l'amélioration de la sécurité, l'augmentation de l'amplitude des points de trafic, toutes nécessités auxquelles le Rail n'a pu se dérober, et qu'enfin, si on fait le rapport du chiffre d'affaires à ces charges, l'industrie du rail se trouve encore en bonne place par rapport aux autres grandes industries. Les charges du capital se sont élevées pour les P. T. T. de 6 835 446 francs en 1924 à 430 000 000 en 1930, à 880 000 000 en 1934. Le tableau suivant, dû à M. Compayrot, de la valeur nominale en 1925 des actions et des obligations de divers groupes d'industries n'est pas moins probant.

	Actions valeur nominale		Obligations valeur nominale	
	au 31 déc. 1913	au 31 mars 1925	au 31 déc. 1913	au 31 mars 1925
Gr. Res. fr.	1 238 672 700	1 074 384 100	17 943 506 000	32 380 789 625
Ch. de fer et Tramw. .	883 268 600	1 094 307 500	2 293 503 700	2 749 626 200
Canaux	137 693 500	95 749 000	352 571 800	496 090 000
Docks	74 182 500	76 498 500	56 367 500	42 212 500
Eaux	122 187 500	168 545 000	131 375 000	129 811 000
Electricité	640 675 500	2 200 958 500	463 133 000	2 028 647 000
Filatures	52 000 000	449 891 000	—	110 537 000
Gaz	261 296 000	485 042 000	250 037 400	363 544 200
Forges et Fonderies .	584 863 000	2 199 540 550	186 199 500	1 900 255 000
Houillères	99 382 500	1 543 817 500	48 887 000	109 307 350
Min. métall.	202 736 200	405 287 500	31 614 000	83 959 500
Phosp., engr. et pr. chimiques	149 482 000	886 773 750	103 264 000	265 209 000
Ports	22 500 000	27 375 000	230 260 000	375 210 500
Transports	277 240 000	670 111 000	168 312 500	1 079 974 500
Val. div.	661 696 800	2 496 124 250	229 816 200	661 542 425
	5 407 876 800	13 874 405 150	22 789 048 300	42 778 805 900

Quoi qu'il en soit et en considérant ce chiffre de 20 francs d'impôts par an et par Français que représente le déficit du rail, charge qu'on pourrait en quelque sorte supprimer du budget si, après apuration du compte de l'État et coordination des transports, l'on augmentait légèrement, de deux centimes, — non pas, bien sûr, uniformément, — le prix du transport de l'unité de trafic, ou encore si l'on réduisait, —

comme le ferait une Société financière en péril, — le montant de ses charges de capital dans la proportion où il sera raisonnable de réduire la longueur du réseau ferré, soit d'environ 1/5, il faut, pour l'apprécier, le comparer aux charges que représente un autre service de transports que personne ne critique, avec la même aigreur que le Rail, celui des transports aériens.

Il y a quelques jours, le grand constructeur d'avions qu'est M. Louis Bréguet a fait remarquer que si l'unique compagnie française marchande que nous ayons se trouvait remboursée par un généreux mécène de toutes les dépenses concernant l'achat du matériel avions et moteurs, le personnel navigant, l'entretien et l'amortissement des matériaux, l'assurance du personnel et le combustible, les autres dépenses, qui ne sont que des dépenses administratives commerciales, ainsi que celles comportant l'abri des matériels et leur manutention sur les pistes de départ, représenteraient 162 pour 100 environ des recettes commerciales, c'est-à-dire que l'exploitation de ces matériels gratuits serait encore déficitaire !

L'aviation commerciale, dont je ne méconnais pas l'avenir et pour laquelle on ne peut certes accuser M. Louis Bréguet de n'avoir pas de sympathie, dépense suivant ce dernier, pour un réseau de 43 000 kilomètres, 201 millions, fait 15 millions de recettes-voyageurs, 10 millions de recettes-messageries et 31 millions de recettes postales. Elle coûte, en somme, environ 150 millions par an aux Français, soit près de 4 francs par Français, soit le chiffre considérable de 6 francs par unité de trafic, alors que le rail ne lui coûte que 20 francs par tête et 0 fr. 02 par unité de trafic. Rend-elle à chaque Français le cinquième des services de l'ordre de ceux que lui rend le rail ?

A quoi est dû ce déficit de 715 millions qu'il faut faire disparaître ? Je n'exagérerai pas, en disant qu'il l'est principalement à l'inflation des moyens de transport comme l'est la misère de la batellerie, comme l'est la misère des transports routiers. Son importance entraîne deux conséquences. La première est que le personnel a dû être réduit de 82 000 unités. La deuxième est que s'il n'y a pas eu de faillite des réseaux et si le capital a continué à être rémunéré, capital qui, il faut le répéter, est entre les mains de 3 millions de porteurs, c'est

que le déficit a été couvert par des emprunts. Qui dira l'influence néfaste sur le taux de l'argent et par conséquent sur le crédit, sur le cours des titres et par conséquent sur le capital national, de cette formidable succion des ressources de l'épargne, de cet endettement croissant d'un organisme lié à l'État ? Et qui peut ne pas reconnaître qu'il faut y mettre fin, si l'on veut à la fois assainir la situation du budget de l'État et permettre au rail et à toutes les industries qui en dépendent de voir clair et de se réorganiser dans un sévère resserrement ?

Au terme de ce chapitre sur le rail et sa détresse, je dois en effet signaler que l'industrie privée du matériel roulant a vu, en France, son activité s'affaisser des quatre cinquièmes en quatre ans, a dû réduire ses effectifs de cinq septièmes, et inflige à la charge des municipalités un montant annuel d'indemnités de chômage s'élevant à 100 millions.

RAOUL DAUTRY.

(*A suivre.*)

UNE AMÉRICAINE A LA COUR DE NAPOLÉON III

I

MADAME CHARLES MOULTON

C'est à Boston, capitale du Massachussets, que naquit, en 1843, Lillie Greenought qui devait devenir Mme Moulton. A la vérité, elle vécut peu à Boston, centre fashionable de la jeune Amérique, mais dont, devenue jeune fille, elle n'aimait guère l'esprit. Sous sa plume, l'expression « esprit bostonien » a toujours un sens péjoratif. Son enfance et une partie de sa jeunesse se passèrent surtout à Cambridge, la ville universitaire, dans la maison de son grand-père maternel, l'honorable juge Fay, et près de la sœur de sa mère, une excellente personne qu'elle appelait Tantine.

Élève d'une institution privée, mais où enseignaient les maîtres du célèbre collège de Harvard, elle eut pour professeur de littérature le poète Longfellow. Un jour Longfellow interrogea miss Lillie Greenought :

— Mademoiselle, voulez-vous me dire ce qu'on entend par « vers blancs » (*blank verses*) ?

Et Lillie de répondre avec autant de hardiesse que d'étourderie :

— Ce sont des vers qui, pareils à une feuille blanche, n'ont rien dessus, pas même de pieds.

« Après avoir donné sans broncher cette explication de laquelle j'attendais grand effet, raconte-t-elle, je promenai triomphalement mes regards pour recueillir l'approbation

amusée de mes compagnes, mais, hélas! je ne vis que signes de désapprobation, et jamais je ne m'étais sentie aussi honteuse, tandis que M. Longfellow, l'air très sévère, interrogeait l'élève suivante.

« Le lendemain, Tantine recevait un message de Longfellow l'informant de sa visite pour l'après-midi; elle s'en montra soucieuse... comme moi-même. »

L'heure de la visite approchait, et, tandis que le poète se dirigeait vers la maison du juge Faÿ, il entendit tout à coup une voix délicieuse, chaude et bien timbrée qui chantait *Dein ist mein Hertz*. C'était miss Lillie Greenought qui s'exerçait au chant. Du coup, son courroux contre l'élève impertinente, étourdie et indisciplinée, disparut, et, quand Lillie toute confuse l'accueillit :

— Continuez, dit-il, je venais pour vous gronder, mais tandis que vous chantiez, les reproches ont fui de mes lèvres et le pardon est descendu dans mon cœur.

Ainsi, plus tard, Lillie Greenought racontait-elle l'anecdote, peut-être en la transposant et en y ajoutant quelques détails.

La jeune Américaine avait reçu à sa naissance la promesse des dons naturels les plus précieux, la beauté, le charme, la grâce, l'esprit, une intelligence souple et pénétrante. Ajoutez une très belle voix et le goût de la musique. Mais, pour développer et mettre en lumière ces remarquables aptitudes, un séjour en Europe était nécessaire. En 1859, Lillie Greenought s'embarque avec sa mère, sur le paquebot *Commodore Vanderbilt*. Elles séjournent d'abord en Allemagne, puis à Londres. C'est à Londres qu'elle fait la connaissance de Garcia, alors le plus célèbre professeur de chant. Garcia reconnut la beauté de sa voix, mais il estima qu'elle avait besoin de « quelques conseils » :

— Savez-vous, mademoiselle, dit-il, qu'en dépit de votre voix, vous n'avez pas la moindre idée de ce que « chanter » veut dire?

A la suite de quoi, il donna des leçons à la jeune Américaine.

Au printemps de 1861, miss Greenought est à Paris avec sa mère. Garcia lui a remis une lettre pour sa sœur, Pauline Viardot, où il écrivait : « Je t'envoie mon élève, fais ton possible pour la diriger vers la carrière théâtrale; elle a ça en

elle. » La jeune Américaine n'eut pas le temps de laisser se développer cette vocation. En mai de cette année 1861, Lillie se fiance à M. Charles Moulton, fils d'un riche banquier américain qui habitait Paris depuis quarante ans, et que Louis-Philippe avait reçu aux Tuileries. Son futur beau-père possédait le château de Petit-Val à Sucy-en-Brie, construit sous Louis XV pour le marquis de Marigny, frère de Mme de Pompadour. On y menait grand train; on y recevait le duc de Persigny, le prince de Sagan, James et Alphonse de Rothschild, nombre de diplomates étrangers.

La jeune fille, devenue bientôt Mme Charles Moulton, qui continuait d'étudier le chant sous la direction de Delsarte, de l'Opéra Comique, connut dans les salons un très vif succès que lui valaient à la fois sa qualité de belle Américaine et son talent de cantatrice. Tout de suite, elle fut une des « vedettes » du grand monde du Second Empire. Aimant à paraître et à briller, elle s'était lancée avec hardiesse et sûre d'elle-même dans cette société éprise de nouveautés, et à qui ne déplaisait pas une pointe d'exotisme.

Fréquentant les salons à la mode, introduite à la Cour, admise dans l'intimité de l'Empereur et de l'Impératrice, invitée aux Tuileries et à Compiègne, Mme Moulton eut maintes occasions d'exercer ses très réelles qualités d'observation, observation toujours piquante, parfois malicieuse et ironique, ainsi que son sens de l'humour.

D'un bref coup d'œil Mme Moulton savait « voir » et elle excellait à noter avec précision ce qu'elle avait vu. S'agit-il de décrire une toilette de soirée, un travesti de bal costumé, un dîner d'apparat ou une fête officielle, elle le fait avec l'exactitude d'un courriériste mondain. L'historien des modes et des élégances trouvera dans ses lettres les informations les plus abondantes et les plus minutieuses.

Ses lettres à sa famille, dont nous publions de larges extraits et qui commencent en 1863, constituent une chronique singulièrement attrayante et évocatrice du Second Empire. Non seulement les splendeurs, le luxe, les divertissements, les « mondanités » de cette époque, très près de nous, si l'on ne songe qu'au temps écoulé depuis sa disparition, et pourtant si éloignée par ses mœurs et son atmosphère, y revivent avec un éclat, une couleur, une richesse de détails

saisissants que l'on ne trouve que rarement ailleurs; mais les figures les plus marquantes de l'époque, aussi bien dans la société que dans les lettres et les arts, y apparaissent, prises sur le vif, peintes à l'aide d'une anecdote, d'un « mot », d'une réplique, qui valent les plus longs portraits.

PATINAGE IMPÉRIAL

Un jour de grand froid, en janvier 1863, Mme Moulton, qui n'avait pas encore été présentée à la Cour, fut mise en présence de Napoléon III et de l'Impératrice, et la voilà improvisée professeur de patinage de l'Empereur. Elle écrit à sa famille la lettre suivante.

Paris, janvier 1863.

La température la plus glaciale que Paris ait jamais connue s'est brusquement abattue sur nous en nous apportant toutefois en compensation la possibilité de nous livrer aux joies du patinage.

Pour ma part, lorsque j'appris que le délicieux petit lac de Suresnes était gelé, je ne pus résister au désir de m'y faire conduire et d'y essayer mes nouveaux patins. J'avais fait faire des bottes, prenant étroitement la jambe, munies de talons bas et en tous points appropriées à l'usage auquel je les destinais. Ainsi équipée, je m'en fus à Suresnes avec Bébé et sa nounou.

Ma surprise fut grande de constater que parmi la foule qui se tenait près des rives personne encore n'avait osé se risquer sur le lac. Après avoir attentivement examiné la piste et devançant toute autre initiative, je m'élançai avec l'aisance et la grâce ailée d'un oiseau.

La foule soudainement alertée suivait maintenant mes évolutions, sans songer d'ailleurs à s'y mêler. Un peu décontenancée, je revins alors à mon point de départ où je retrouvai Bébé se trémoussant de joie entre les bras de sa nounou.

Comme je regardais plus attentivement la foule, j'aperçus sur la rive opposée, parmi un groupe, la silhouette de l'Empereur que je ne connaissais encore que de vue. Près de lui, se tenait l'Impératrice, qui était comme moi vêtue d'une jupe courte et coiffée d'une toque de fourrure, tandis que les dames

de la cour qui entouraient la souveraine semblaient être habillées, malgré leurs chaussures à patins, plutôt pour une représentation de gala que pour un divertissement sportif.

Personne n'ayant encore suivi mon exemple, je m'enhardis, et dans un élan de vanité incontrôlable, je pris Bébé des bras de sa nounou et l'emportai avec moi dans un tourbillon de glissades, sa petite tête posée sur mon épaule. Ce fut pour moi, je l'avoue, un moment d'exultante joie. Bien vite cependant je réalisai la folie de mon geste et en conçus quelque honte. Que fût-il advenu en effet, si mon pied avait heurté un caillou ou rencontré une dépression que je n'aurais pu voir avec mon précieux fardeau dans les bras? Je tremble encore à la seule évocation d'une telle conjoncture.

Cependant ma témérité ne devait pas rester vaine; et comme je m'empressais de regagner la berge où attendait horrifiée la pauvre nounou, plusieurs personnes envahirent la piste, et j'aperçus alors le prince Joachim Murat qui cherchait à me rejoindre. Je renvoyai nounou et l'enfant avec un mot pour mon mari dont maintenant je souhaitais la venue, et je repris seule mes évolutions que j'arrêtai bientôt pour converser avec le prince. Nous vîmes alors l'Empereur qui faisait de pénibles efforts pour s'approcher de nous. Devant l'imminence de mon premier contact avec le souverain, je me sentis d'autant plus troublée que j'ignorais les usages protocolaires en pareille circonstance. Sa Majesté arrivait cependant vers nous, tenant à la main un bâton de montagne à bout ferré dont il se servait pour s'élancer en courtes glissades sur sa jambe droite, tandis que sa jambe gauche, plus faible, suivait le mouvement avec une visible difficulté. Enfin l'Empereur, soufflant et hors d'haleine, s'arrêta à la manière d'une locomotive qui approche d'une station. Le prince lui fit place, et pour répondre au regard interrogateur que le souverain avait posé sur moi, il me présenta en ces termes :

— Mme Moulton, Sire; la belle-fille de notre voisin de campagne que vous connaissez déjà.

— Ah! fort bien, acquiesça l'Empereur. Et il ajouta, aimable et souriant : Vous patinez à merveille, madame, et c'est un grand plaisir pour les yeux de suivre vos gracieuses évolutions.

L'esprit en déroute, je balbutiai que m'étant adonnée au

sport du patinage depuis mon enfance, je ne pouvais que le bien pratiquer.

— Pour arriver à cette perfection, il faut en effet avoir débuté très tôt, répondit l'Empereur.

Et tandis que mon esprit était tourmenté de soucis protocolaires, je reçus le choc de cette question inattendue :

— Oserai-je demander à une aussi excellente patineuse de guider sur la glace l'humble patineur que je suis?

Humble patineur, il l'était en effet! Mais combien j'étais fière de pouvoir accéder à un désir impérial !

— Majesté, ce sera pour moi un très grand honneur.

L'Empereur me tendit alors ses deux mains que je pris fermement dans les miennes, consciente de la grave responsabilité que j'assumais. Et me plaçant à la gauche de mon auguste partenaire, je l'entraînai bien doucement sur le lac, moi soutenant et dirigeant les pas vacillants du monarque, lui attentif à conserver son équilibre. Mais voici qu'à un tournant de la piste, l'Empereur laisse tomber son chapeau. Comme il manifestait quelque contrariété de cet incident, je me baissai avec précaution et ramassai le couvre-chef que Sa Majesté remit enfin sur sa tête avec des gestes maladroits qui faillirent compromettre notre commun équilibre. Bientôt nous nous trouvâmes sur le chemin de l'Impératrice.

La souveraine était encadrée de deux chambellans qui manquèrent de nous renverser dans leurs efforts à maintenir eux-mêmes leur équilibre. Aussi doucement que possible nous nous arrêtâmes devant Sa Majesté et l'Empereur me présenta :

— Voici Mme Moulton, dit-il. Ne patine-t-elle pas à ravir?

Je m'inclinai aussi profondément que le permettait l'instabilité de mes patins. L'Impératrice me regarda avec bonté, et, s'adressant à l'Empereur, dit quelques paroles dont je ne pus saisir le sens, absorbée que j'étais dans la contemplation de ce beau visage au contour délicat, à la peau délicieusement colorée, de ces yeux expressifs et tout brillants d'animation.

— Vous devriez patiner avec Mme Moulton, dit l'Empereur en tendant à l'Impératrice mes deux mains qu'il tenait encore dans les siennes.

— Voulez-vous? m'interrogea la souveraine avec un joli sourire des yeux et des lèvres.

Si je voulais! Je pris les mains fines qui m'étaient offertes

et nous nous éloignâmes avec aisance sur le lac maintenant plein d'animation.

— C'est étrange, me dit l'Impératrice ; vous habitez Paris et cependant je ne vous avais pas encore rencontrée.

— C'est que, Majesté, j'ai passé mon premier hiver dans notre propriété de Petit-Val, puis j'ai passé la saison d'été à Dinard.

— Ah ! je comprends, et maintenant?

— Maintenant, Majesté, je désire faire mon entrée dans le monde.

— Nous allons vous voir bientôt aux Tuileries?

— Certainement, Majesté, ma belle-mère doit faire très prochainement les démarches nécessaires.

— Mais cela devient inutile, puisque maintenant nous nous connaissons.

AUX TUILERIES

Mme Charles Moulton fait son entrée aux Tuileries, en janvier 1863, à l'occasion du grand bal de la saison.

Paris, janvier 1863.

Nous reçûmes notre invitation au bal des Tuileries avant que je n'eusse été officiellement présentée à la duchesse de Bassano, grande maîtresse du Palais. Mais, à la faveur d'une heureuse circonstance, il me fut possible de satisfaire *in extremis* à cette formalité protocolaire que ma belle-mère jugeait indispensable, bien que l'Impératrice m'en eût gracieusement dispensée lors de notre première rencontre.

En vue de ce grand bal où j'allais faire mon entrée dans la société parisienne, je ne crus pouvoir trouver une toilette mieux appropriée que ma robe de mariée revoilée de la magnifique dentelle qui faisait partie de ma corbeille de noces.

Charles portait, selon l'usage, la culotte courte, les bas de soie et l'habit à boutons dorés. Ma belle-mère, qui s'était abandonnée des heures entières aux mains du perruquier, était impressionnante sous une masse de cheveux savamment bouclés.

Mme Moulton, désirant sans doute faire grande impression, avait commandé la calèche de Cendrillon dont elle avait fait

usage au temps de Louis-Philippe dans quelques rares et mémorables circonstances et qui, depuis, n'avait servi que le jour de mon mariage. Cette calèche est du modèle de celles qui sont maintenant exposées, comme curiosités, au Palais de Versailles. Elle est suspendue sur huit ressorts à soupentes qui lui assurent une remarquable souplesse. L'intérieur est capitonné de satin blanc et tout entouré de glaces. A l'avant et à l'arrière dominent les sièges du cocher et des valets de pied.

C'est en cet équipage que nous prîmes, ma belle-mère et moi, le chemin des Tuileries. L'interminable file de voitures dont nous étions précédées et suivies nous contraignit à de brusques arrêts et à des départs renouvelés qui nous cahotèrent dans tous les sens, si bien que je fus prise de ce même malaise qu'on éprouve dans une barque secouée par les flots ; je me sentis même défaillir, tandis que, devant mes yeux tout embués, s'agitaient, telles des voiles au vent, les franges blanches qui décoraient pompeusement le siège du cocher. Ce brave Louis, rigide et engoncé dans sa perruque blanche et sa livrée de gala, émergeait de son siège à la manière d'une mère-poule sur un nid trop étroit. Combien, à ce moment, j'admirais le bon sens de Charles qui avait préféré à la fastueuse calèche un démocratique coupé !

Nous arrivâmes cependant et tandis que, encore un peu étourdies, nous gravissions les marches du grand escalier, entre deux rangées de Cent-gardes, je m'aperçus que l'impressionnante coiffure de ma belle-mère avait quelque peu perdu de sa dignité et que le flot d'aigrettes qui s'en échappait avait, lui aussi, souffert du voyage dans la calèche de gala.

En haut de l'escalier, plusieurs chambellans, tout chamarrés d'or, accueillaient les invités et les conduisaient au grand maître des cérémonies qui, lui-même, les confiait à un autre introducteur pour être enfin dirigés vers leurs places réservées dans le grand salon. A l'une des extrémités s'élevait le trône impérial surmonté d'un dais de velours pourpre au haut duquel se détachait l'aigle d'or.

Après un moment d'attente que chacun avait passé en congratulations avec ses voisins, un chambellan ouvrit les grandes portes et annonça l'entrée des souverains. Ce fut comme un grand souffle qui, passant sur l'assemblée, fit se redresser toutes les têtes et cesser toute conversation, tandis

que le couple impérial apparaissait sur le seuil et s'y arrêtait un instant pour saluer l'assistance profondément inclinée.

Peu après, huit personnages parmi les plus haut placés ouvrirent le bal par un quadrille d'honneur. L'Empereur conduisait la princesse de Galles qui possède le plus joli visage du monde, et l'Impératrice avait le roi de Saxe pour cavalier. Le prince de Galles dansait avec la princesse Mathilde, et le grand-duc de Russie avec la princesse Clotilde.

Lorsque fut terminé le quadrille d'honneur, auquel la brillante assemblée avait assisté debout, Leurs Majestés se promenèrent parmi leurs invités, s'entretenant avec plusieurs d'entre eux, puis regagnèrent leur trône, entourés de leurs hôtes royaux et princiers.

Bientôt l'Impératrice me fit mander près d'elle par le prince Murat. Ce fut toute rougissante et le cœur battant que je parcourus à pas précipités, sous le feu convergent des regards, la distance qui me séparait du trône.

— N'allez pas si vite, je ne puis vous suivre, murmurait le prince.

Parvenue près du trône, je fis ma révérence devant l'Impératrice qui vint à moi avec son irrésistible sourire, et me dit de cette voix au charme si particulier :

— Je suis heureuse de vous revoir ici, madame Moulton.

C'était la première fois qu'il m'était donné de voir l'Impératrice en costume de bal. Je fus émerveillée de sa beauté et du charme de toute sa personne. Je ne pouvais imaginer plus radieuse apparition : son teint délicat, le port de sa tête, ses épaules merveilleuses formaient un ensemble de la plus parfaite harmonie. Elle portait une ravissante toilette de tulle blanc dont la jupe à volants était garnie de petits nœuds de velours rouge du plus chatoyant effet. Sur sa gorge resplendissait le « Régent », ce diamant sans pareil qui fait partie des bijoux de la Couronne, et dans sa splendide chevelure scintillait un magnifique diadème.

Paris, janvier 1863.

La comtesse de Castellane (1) a donné cette semaine un bal costumé d'une grande originalité. Les écuries étaient reliées

(1) Belle-fille du maréchal de Castellane.

aux salons par une longue galerie, feutrée de magnifiques tapis, et décorée dans toute sa longueur d'une immense fresque représentant une course de chevaux du plus vivant effet. Par les larges baies vitrées de cette galerie, on pouvait admirer l'ensemble des écuries qui étaient, comme vous pouvez l'imaginer, sur pied de gala. Le cheval favori du comte, un splendide alezan, somptueusement sellé, était tenu en bride par un groom en grande livrée.

C'était un spectacle vraiment pittoresque que celui de ces femmes en grande toilette de bal, allant et venant parmi les chevaux éblouis autant par le scintillement des pierreries, que par l'éclairage *a giorno* dont leur demeure avait été dotée pour cette occasion.

Un quadrille fut dansé par un groupe costumé en enfants : chaussettes sur jambes nues et vêtements courts ceinturés d'énormes rubans. La princesse de Metternich, costumée en laitière, portait, suspendu aux épaules, un seau en argent. La duchesse de Persigny, agréable chiffonnière, portait une hotte et était vêtue d'une robe grise haut-relevée, laissant bien à découvert de rustiques sabots de bois.

BAL TRAVESTI AUX TUILERIES

Conviée, au mois de mars suivant, à un des « petits lundis » de l'Impératrice, Mme Moulton y chanta plusieurs mélodies, accompagnée par un jeune pianiste à ses débuts, Francis Planté. Au cours de cette réception, elle fut présentée au prince Richard de Metternich, ambassadeur d'Autriche, et à la princesse, avec lesquels elle devait se lier d'une amitié qui survivra à l'Empire. Un peu plus tard, elle était des privilégiés qui assistaient à un bal travesti aux Tuileries. On disait que pour ce bal, Worth, le grand couturier, avait exécuté pour un million de costumes.

L'Impératrice portait le somptueux costume d'une Dogaresse de Venise au XVIe siècle. Le petit Prince impérial qui, exceptionnellement, assistait à cette fête, était costumé en page vénitien ; je le vis danser avec la gracieuse Mlle de Chateaubourg, et aussi avec sa cousine Anna Murat, déguisée en paysanne hollandaise ; elle semblait dominer de toute son

importance son frêle cavalier qui n'a que sept ans, et qui ne les paraît même pas.

La princesse Mathilde, parée de ses précieuses émeraudes, était une superbe reproduction de l'Anne de Clèves d'Holbein, tandis que la princesse Clotilde, qui elle aussi avait copié un célèbre tableau du Louvre, était à son désavantage, dans une robe de brocard d'argent qui engonçait sa taille déjà alourdie. La princesse Augustine Bonaparte arborait un riche costume tellement compliqué, qu'on n'avait vraiment pas le temps ni le courage d'en chercher la signification, mais elle attirait surtout les regards par les feux que lançaient les bijoux dont elle était couverte, et que certains tenaient pour faux, bien qu'ils fissent autant d'effet que s'ils eussent été vrais...

La comtesse Walewska (1), les cheveux poudrés, portait un costume d'amazone Louis XV, en satin jaune, semé de boutons dorés, dont l'effet n'était pas très heureux. La marquise de Gallifet apparut en « Ange Gabriel », drapée dans des mousselines blanches, de longues ailes de cygne suspendues à ses épaules. Sa beauté, que rehaussait son délicieux sourire, était vraiment angélique. La princesse de Metternich, toute voilée d'un tulle bleu sombre parsemé d'étoiles de diamants, personnifiait la nuit.

— N'est-ce pas que Pauline est bien dans sa chemise de nuit ? me demanda le prince.

Enfin, la comtesse de Castiglione (2) incarnait Salammbô d'après le roman de Gustave Flaubert. Son costume était de satin noir, le corsage (ou du moins ce qui lui en tenait lieu) découvrait généreusement son buste, et la longue traîne qui s'entr'ouvrait sur le côté jusqu'à la taille, découvrait sa noble jambe qui apparaissait gantée d'un maillot de soie noire. Le jeune comte de Choiseul, qui s'était bronzé le visage pour personnifier un page égyptien, soutenait la traîne de sa robe et tenait ouverte au-dessus de sa tête altière une ombrelle de la dimension de celle de Robinson Crusoé. Mais ayant malencontreusement heurté la couronne que portait la fille d'Hamilcar,

(1) Le comte Walewski, fils naturel de Napoléon Ier et de Mme Walewska, était alors ministre d'État.

(2) Virginia Oldoïni, comtesse Verasis di Castiglione, née à Florence en 1835, morte à Paris en 1899. Chargée par Cavour de seconder son action diplomatique auprès de Napoléon III lors de la préparation de la guerre d'Italie.

il envoya l'insigne royal rouler sur le parquet. L'on vit alors le comte le placer sur sa propre tête, ce qui provoqua une hilarité générale. Pendant ce temps, la comtesse, inconsciente de ce qui se passait, continuait majestueusement sa promenade, visiblement surprise des rires de l'assistance.

J'étais déguisée en danseuse espagnole. Worth prétendait avoir mis à la composition de mon costume tout son génie, mais il n'en paraissait pas plus précieux pour cela : une jupe d'un banal satin jaune, recouvert de dentelle noire, un boléro de perles d'acier, parsemé de petits pompons d'acier ; l'ensemble était complété par de souples bottes rouges et la traditionnelle rose rouge dans les cheveux. Je reçus quelques compliments, mais pas assez cependant pour me dédommager de la note de mon couturier.

L'Empereur portait son déguisement favori, un domino, sous lequel il n'est pas possible de ne pas le reconnaître.

AUBER

Paris, 1863.

Cette semaine, au bal des Tuileries, j'ai rencontré Auber (1), qui me fut présenté par le duc de Persigny auquel j'avais manifesté mon désir de connaître le grand musicien.

Daniel-François-Esprit Auber est un petit homme trapu, dont les yeux pétillent d'intelligence et de vivacité. Ses œuvres, *Fra Diavolo* et *le Dieu et la bayadère* dont la musique est, comme lui, pleine de finesse et d'esprit, sont en ce moment en pleine vogue.

— Madame Moulton désire faire votre connaissance, monsieur Auber, lui dit le duc en me le présentant.

— J'espère que vous n'allez pas me trouver trop indiscrète, dis-je à Auber, mais j'étais tellement désireuse de connaître celui auquel tout Paris s'intéresse et dont j'entends si souvent parler !

— Vous avez, madame, cet avantage sur moi, me répondit spirituellement Auber, car je n'ai jamais entendu personne parler de moi.

Le duc de Persigny fit alors à Auber mille compliments

(1) Depuis 1830 directeur des concerts aux Tuileries, il avait succédé à Cherubini comme directeur du Conservatoire.

sur ma voix et le maître me demanda s'il n'aurait pas bientôt le plaisir de m'entendre chanter. Comme la question me comblait de joie, rendez-vous fut aussitôt pris à cet effet.

Ce fut une bien intéressante soirée que celle qui fut donnée par le duc de Morny pour l'anniversaire de la duchesse. On y joua une pièce pétillante d'esprit dont le duc est l'auteur et qui a pour titre *Monsieur Choufleuri restera chez lui le...* La musique en a été écrite par Offenbach sous l'inspiration, dit-on, de l'auteur du livret.

— En vérité, chuchotait le duc, la partition est aussi mon œuvre. — Mais, sa conscience le tourmentant, il ajoutait : — Du moins pour une part.

Paris, 7 mai 1863.

Hier soir, nous avons dîné chez Gudin, le célèbre peintre. Parmi les invités, la princesse et le prince de Metternich, le duc de Bassano, le baron de Rothschild, M. Rouher et le vieux M. Dupin.

Après le dîner, on passa dans les galeries du maître, transformées en fumoir pour l'occasion. Collectionner des cigarettes est chez Gudin presque une manie : il en reçoit de l'empereur de Chine, du Mikado, de l'empereur de Russie, du sultan et aussi de Napoléon III. Celles qui lui viennent du souverain français baignent dans un liquide qui, paraît-il, est une panacée pour tous les maux de bronches ; tous les invités qui sont menacés d'asthme doivent y goûter. Je dois dire qu'elles ont une odeur plutôt désagréable.

L'Empereur aime tendrement Gudin et lui commande son portrait à chaque événement de quelque importance. Ces portraits sont destinés à Versailles. Le plus impressionnant est celui qui est en ce moment au Luxembourg et qui représente l'Empereur lors de son voyage en Italie. C'est une immense toile traitée à la Turner avec un fond de ciel d'un bleu intense où perce un soleil verdâtre au-dessus de vagues roses et violettes qui viennent caresser les flancs du vaisseau sur lequel Napoléon III se tient debout dans un halo opalin. Des esclaves noirs nagent autour du vaisseau, leurs torses nus et luisants émergeant des vagues, leurs bras aux muscles saillants enserrés de chaînes dont le poids de chaque maillon pourrait

suffire à entraîner un géant dans les profondeurs de la mer.

Gudin possède, dans la rue Beaujon, tout près de chez nous, un magnifique hôtel avec un parc qui, comme le nôtre, a été réduit par le percement du boulevard Haussmann.

Paris, mai 1863.

La baronne Alphonse de Rothschild eut un désir qui, en dépit de sa fortune, semblait difficile à réaliser : elle voulait faire venir chez elle l'orchestre du Conservatoire à seule fin de lui accompagner une sonate ! En conséquence, elle me pria de m'informer auprès d'Auber de ce que cette fantaisie pourrait coûter. Après mûre réflexion, le maître répondit que ce serait une bagatelle de 1 200 francs.

La baronne s'étonna de la modicité de la somme. Aussitôt en possession de la réponse d'Auber, elle convoqua l'orchestre et s'entraîna avec zèle à l'exécution de sa sonate. Au cours de ses répétitions, elle me pria de lui tenir compagnie en acceptant de chanter un morceau qu'accompagnerait également le célèbre orchestre.

Auber ne trouva rien de mieux à me conseiller en cette occurrence que *Voi che sapete* comme morceau sérieux et ensuite la *Mandolinata* de Paladilhe, car, dit-il, « il faut avoir de tout dans sa poche », et le cher vieux maître écrivit chaque partie d'instrument, ce qui fut un bien gros travail à mon avis. Je garderai toujours comme un gage précieux de son dévouement les dix pages de ce manuscrit garni de sa fine écriture.

Outre Auber et le tourneur de pages de la baronne, nulle autre personne, pas même nos maris, n'assista à ce concert.

BAL MASQUÉ AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, 1863.

M. Drouyn de Lhuys a donné cette semaine, au ministère des Affaires étrangères, un bal costumé dont la magnificence n'avait pas encore été égalée.

L'Impératrice, dans un somptueux costume de dame bavaroise d'autrefois, scintillante de tous les feux de ses splendides joyaux, était plus belle que jamais.

La comtesse de Castiglione avait imaginé pour cette fête

une séduisante personnification de la *Vérité* qui fit sensation. Vêtue d'une simple tunique blanche aux plis harmonieux, tenant dans ses mains d'albâtre un éventail de plumes blanches au centre duquel était un miroir qui reflétait ses traits purs et altiers, mais hélas ! inexpressifs, elle nous apparut classiquement belle et... froide comme une lumineuse journée d'hiver. Lorsqu'elle fait son entrée dans un bal, ce n'est jamais avant minuit, contrairement aux règles de la bienséance. Telle une statue animée, insoucieuse de tout ce qui l'entoure, elle s'achemine de son pas de déesse vers le milieu du salon et semble y prendre pied sur un socle invisible pour mieux faire valoir sa triomphante beauté. On voit alors s'avancer vers elle un de ses chevaliers servants qui se met aussitôt en grands frais de conversation, tandis que son idole muette se contente de tourner majestueusement la tête en promenant son regard sur l'assistance pour ne rien perdre de son propre succès.

Un soir qu'elle paradait ainsi, l'Empereur, qui la trouvait bête, mais qui l'admirait, fit le pari de lui faire prononcer au moins trois paroles. S'avançant vers elle, le souverain lui adressa je ne sais quelle question à laquelle elle répondit très exactement ces trois mots : « Pas beaucoup, Sire ». Et ce fut assez pour que l'Empereur triomphât. En dehors de ces apparitions sensationnelles, la comtesse de Castiglione vit retirée dans sa demeure de Passy où seuls ses amis sont admis à la visiter. Elle se flatte volontiers de cet isolement en se nommant elle-même la *recluse de Passy* ; d'autres l'appellent déjà la *recluse du Passé.*

Mon travesti était réussi. En voici la description : une longue jupe en lamé d'or se terminant dans le bas par une large bande en lamé d'argent sur laquelle étaient brodés en couleurs chatoyantes des animaux fantastiques se poursuivant les uns les autres ; le corsage, également en lamé d'or, était constellé de pierreries aux couleurs éclatantes et, des épaules, s'élevaient des ailes de gaze brodées de strass et de paillettes multicolores. Mais le chef-d'œuvre de l'ensemble était un casque ailé, scintillant de tous mes joyaux et de ceux de ma belle-mère.

L'Empereur, qui fit son entrée avec le duc de Persigny, se flattait sans doute de l'incognito sous le domino traditionnel.

Mais qui n'aurait pu reconnaître le pas un peu traînant et les larges épaules du souverain ? Sa Majesté eut beau changer plusieurs fois la couleur de son déguisement et passer successivement du noir et blanc au vert et rose pour terminer le bal dans le jaune et bleu, l'assistance ne manqua jamais de le reconnaître et le suivit des yeux durant la soirée avec une sympathique discrétion.

Je fus prise soudain d'un grand trouble en apercevant près de moi la silhouette de l'Empereur et en entendant sa voix volontairement nasillarde m'adresser des compliments dans ce tutoiement de circonstance qu'il me fallut adopter moi-même pour lui répondre.

— Tu es très belle, me dit la voix.

— Cela te plaît, beau masque? demandai-je d'une voix mal assurée.

— Beaucoup, belle dame; mais dis-moi, qui es-tu?

— Je suis, dis-je, une salamandre : je peux me jeter dans le feu et traverser les flammes sans le moindre risque.

— Oserais-tu t'exposer au feu de mon regard ? interrogea malicieusement l'Empereur.

— Peut-être, mais à travers ton masque je n'aperçois pas tes yeux.

— Oserais-tu alors traverser la flamme de mon cœur ? demanda encore la voix nasillarde.

— Je suis sûre de l'oser; — et j'ajoutai vivement : — mais si la flamme que tu portes en toi est si ardente, prends garde qu'elle ne brûle ton beau domino et ne te découvre à mes regards.

L'Empereur riait sous cape, persuadé, je pense, que je ne l'avais point reconnu. Après quelques escarmouches de ce genre, toujours les mêmes en pareilles circonstances, le souverain sortit un jeton de sa poche et me l'offrit en disant :

— Te plairait-il, jolie dame, de souper cette nuit avec moi en salon particulier ?

— Seule avec toi, oh ! non, tu me parais bien trop compromettant, dis-je d'un ton offusqué qui confirma l'Empereur dans sa conviction qu'il n'était point reconnu.

— Mais je ne serai pas seul, belle dame, protesta le souverain en me tendant un second jeton; voici d'ailleurs un autre laisser-passer pour ton mari.

Puis, riant toujours sous cape et me désignant une porte dans le fond de la salle, il ajouta :

— Si, lorsque deux heures sonneront, vous vous présentez tous les deux devant cette porte, elle s'ouvrira devant vous.

A deux heures précises, Charles et moi étions exacts au rendez-vous et la mystérieuse porte nous livra passage. Nous pénétrâmes dans une pièce où, comme je l'avais prévu, une trentaine de couverts étaient dressés pour les invités de Leurs Majestés. J'y retrouvai, entre autres, les Metternich, les Persigny, les Gallifet, les Pourtalès, c'est-à-dire le cercle intime des souverains.

Nous étions tous déjà réunis, quand l'Empereur fit son entrée avec l'Impératrice. La moustache du souverain se ressentait encore de la pression du masque et tombait lamentablement, mais elle retrouva vite ses deux pointes conquérantes sous les doigts impatients de Sa Majesté.

Je remarquai bientôt que j'étais l'objet de l'attention générale, ce qui me troubla fort et me donna sans doute un air embarrassé. Quand le souper fut terminé, l'Impératrice vint à moi et me demanda en regardant attentivement ma coiffure :

— Où avez-vous bien pu, chère madame, vous procurer d'aussi jolies boucles de cheveux?

Je compris alors la raison de la curiosité des convives à mon endroit et je répondis à la souveraine :

— Au magasin du bon Dieu, Majesté.

— Nous voudrions toutes acheter dans ce magasin-là, me dit l'Impératrice avec un sourire malicieux. Au surplus, ajouta-t-elle, je ne vous cacherai pas qu'un pari a été engagé à votre sujet et je voudrais bien savoir si ces jolies boucles appartiennent vraiment à votre chevelure.

— Certes, et si Votre Majesté désire en avoir la preuve, je suis prête à la lui donner.

Déposant alors le casque étincelant d'où s'échappaient les boucles litigieuses, je libérai vivement ma chevelure et la laissai s'épandre sur mes épaules. Et chacun, pour mieux se convaincre, s'empressa de toucher mes cheveux et même de les tirer jusqu'à ce que je demande grâce.

L'Empereur, prenant alors quelques fleurs dans une corbeille, vint me les offrir en disant très haut :

— Bravo, madame, votre succès ne tenait, n'est-ce pas, qu'à un cheveu.

RICHARD WAGNER A PARIS

Paris, février 1864.

La princesse de Metternich reçoit tous les soirs après minuit ; si l'on va auparavant en soirée ou au théâtre, cela est fort bien, mais si l'on doit attendre chez soi l'heure de se rendre chez la princesse, c'est vraiment bien fatigant ! Il est juste de dire que l'on ne regrette jamais de s'être dérangé, le salon des Metternich offrant toujours beaucoup d'attraits.

L'autre soir, j'y rencontrai Richard Wagner qui venait d'assister à une représentation aux Italiens dans la loge de la princesse. Je fus très heureuse de me trouver en compagnie du maître, bien qu'il m'apparût terriblement sévère et solennel, d'un esprit satirique aigu et peu enclin à l'indulgence.

Rien n'a l'heur de lui plaire : il trouve les théâtres de Paris horriblement sales et de mauvais goût, les acteurs médiocres, les chanteurs pires, les orchestres de second ordre, le public ignorant, etc... Tout cela formulé avec un sourire sarcastique et d'un air plein de suffisance qui semble vouloir dire : « C'est moi, Richard Wagner, qui vous le dis. » Il est vrai qu'un génie peut se permettre tous les paradoxes.

Aux Italiens, Patti, Mario, Alboni et Della-Sedie (1) chantent *Rigoletto* : ils y sont tous admirables. Alboni est énorme et ronde comme un tonneau, mais quelle voix ! et quelle facilité ! on en demeure confondu.

Patti et Mario sont à couteaux tirés : ils se détestent comme poison. Aussi, leurs scènes amoureuses sont-elles réduites au minimum d'expansion et, dans leurs embrassements les plus passionnés, ils ne s'enlacent qu'à bout de bras, tout en se foudroyant du regard. Mario est pourtant un fort brillant acteur et il semble incroyable qu'il ne puisse maitriser son antipathie, pour tenir avec plus de vérité son rôle d'amoureux.

(1) Adelina Patti, 1843-1919, née à Madrid, débuta à New-York en 1859, chanta à Londres, puis à Paris ; épousa en 1868 le marquis de Caux. — Giovanni Mario, marquis de Candia, officier sarde, puis celèbre tenor qui remporta de grands succès à Paris ; marié à Julia Grisi. Vers 1862, sa voix commença à baisser. — Marietta Alboni, cantatrice italienne, 1826-1894. — Della-Sedie, chanteur à l'Opéra-Comique et professeur de chant.

Le Barbier de Séville est, je crois, son plus grand succès. Il le joue avec une telle compréhension de son personnage, et le chante de façon si exquise et si raffinée qu'il ne cesse, même dans la scène de l'ivresse, de rester un gentilhomme. Quant à Patti, elle est étonnante de brio ; dans la valse de Venzano et dans *Il bacio*, son exécution est particulièrement remarquable et atteint la perfection.

Nous avons assisté à une soirée chez la marquise de Boissy, plus connue sous le nom de comtesse Guiccioli, celle-là même qui inspira à lord Byron tant de beaux poèmes. A la voir maintenant teinte et fardée, on se demande comment le grand poète brûla pour elle d'une flamme si vive. On dit que Fagnani, le peintre qui fit de moi ce portrait au sourire si affecté, fut chargé de faire celui de la marquise, sous condition de la rajeunir de dix années et... qu'il eut bien du mal à y parvenir. Maintenant, vieillie et remariée au marquis de Boissy, elle a renoncé aux avantages de la célébrité et se contente de donner des soirées sans gloire agrémentées d'un buffet sans abondance.

Paris, mars 1864.

Auber, ayant appris que l'Impératrice m'avait priée de chanter à la chapelle des Tuileries, composa pour cette occasion un *Benedictus*. Avant la cérémonie, j'eus deux répétitions sous la direction du maître avec l'orchestre du Conservatoire qui devait m'accompagner.

Haut perchée contre les orgues que tenait Jules Cohen (1), je ne pouvais guère apercevoir de l'élégante assemblée que les voiles de dentelles des dames et les nombreuses calvities des messieurs. Je remarquai que l'Impératrice demeura agenouillée tout le temps que dura la messe et que l'Empereur, bien que fort attentif aux mystères de l'autel, ne laissa pas de lisser sa moustache.

A la fin de la cérémonie, le duc de Bassano vint me chercher à la tribune pour me conduire auprès de Leurs Majestés qui se trouvaient dans les galeries contiguës à la chapelle. Après m'avoir gracieusement complimentée et remerciée, les souverains nous invitèrent, Charles et moi, à déjeuner au

(1) Compositeur de musique religieuse, professeur au Conservatoire, 1830-1901.

Palais. Ce fut un déjeuner fort simple où ne se trouvaient réunies que les personnes faisant partie de la maison impériale, mais je regrettai en mon for intérieur que mon vieil ami Auber n'eût pas été invité avec nous.

Paris, mars 1864.

La baronne Alphonse de Rothschild m'ayant offert sa loge à l'Opéra pour une représentation de *Faust*, je demandai aux Metternich et à *herr* Wagner, qui devait ce même soir dîner à l'ambassade d'Autriche, de venir entendre avec moi l'opéra de Gounod, ce qu'ils acceptèrent.

Comme d'habitude, la princesse de Metternich fit sensation dès qu'elle apparut dans la salle de théâtre, tandis que le grand compositeur, passant complètement inaperçu, s'installait dans le fond de la loge en affirmant qu'il allait dormir.

La représentation fut admirable avec Faure dans le rôle de Méphisto et Mme Miolan-Carvalho dans celui de Marguerite. Pourtant Wagner la jugea exécrable et ne cessa, durant tout le spectacle, d'exhaler sa mauvaise humeur par des « Bah ! » et des « Pouh ! » qui s'adressaient aussi bien au compositeur qu'aux artistes. Mais c'est au cours du ballet du cinquième acte qu'il manifesta le plus vif mécontentement :

— Pourquoi diable Gounod a-t-il inséré dans la pièce ce stupide ballet ? C'est banal et « de trop », nous dit-il d'un air furieux ; et, pendant tout le temps que dura le divertissement chorégraphique, les *abscheulich* (1) et les *grässlich* (2) ne cessèrent de résonner à nos oreilles.

— C'est Gœthe que vous devez blâmer, lui dit malicieusement la princesse de Metternich. En envoyant Faust aux Champs-Élysées, le poète savait bien que son héros ne manquerait pas d'y assister à des ébats chorégraphiques.

— En vérité, grommela Wagner, Gœthe eût mieux fait de laisser Marguerite mourir sur la paille de son cachot, que de la faire monter au ciel sur des nuages de gloire (3), telle une madone, avec accompagnement d'une musique de ballet.

— Pour ma part, riposta la princesse en riant, je ne vois aucune différence entre un ballet au Paradis et un ballet au Venusberg.

(1) Exécrable. — (2) Horrible.
(3) C'est Gounod que Wagner veut incriminer pour la scène de l'apothéose.

AUBER ET ROSSINI

Paris, mars 1864.

Rossini nous ayant invités à une de ses « soirées du samedi », ce fut pour moi l'occasion d'un succès de qualité exceptionnelle. Nous trouvâmes chez le maître une réunion des plus éclectiques composée de nombreux artistes, de quelques diplomates et de plusieurs membres de la haute société parisienne et étrangère. Comme je manifestais ma surprise de ne point voir le grand Wagner, qui est en ce moment à Paris, dans une assemblée qui réunissait Rossini, Saint-Saëns, Gounod, Auber, le prince Poniatowski (1) et beaucoup d'autres célébrités du monde musical, il me fut répondu que cela n'avait rien de surprenant, en raison du peu de sympathie qui régnait entre l'auteur du *Barbier de Séville* et celui de *Tannhaüser*.

Auber demanda à Rossini en ma présence ce qu'il pensait de la récente représentation de *Tannhaüser*. Avec un sourire indéfinissable, le maître répondit que, pour comprendre cette musique, il serait nécessaire de l'entendre plusieurs fois :

— Ce que je ne ferai certainement pas. Wagner, ajouta-t-il, n'a pas la compréhension du rôle de la voix humaine au théâtre, pas plus d'ailleurs que Weber. Ces deux compositeurs pensent que chanter signifie simplement *dégoiser* des notes. L'art du chant est considéré par eux comme secondaire et négligeable; il s'ensuit que leur musique vocale est dénuée de finesse et d'expression et que tout l'intérêt de leurs partitions se trouve absorbé par l'orchestre qu'ils veulent tout-puissant. Si Wagner arrive à faire régner son système, ce dont il est bien capable, et si la foule s'enthousiasme pour lui, ce dont elle est bien capable aussi, étant portée vers tout ce qui est nouveau, qu'adviendra-t-il de l'art du chant? Il sera détrôné : plus de *bel canto*, plus d'expression, plus de diction; la seule chose demandée à l'artiste sera de *beugler*, et dès lors le moindre cornet à pistons deviendra aussi important et sera aussi apprécié que le meilleur ténor, je dis même qu'il lui sera supérieur, puisqu'il pourra dominer l'orchestre. Mais

(1) Fils de Stanislas Poniatowski, général et homme d'État polonais; compositeur et chanteur (1816-1873).

l'instrumentation de Wagner est magnifique, l'ouverture de *Tannhaüser* est un chef-d'œuvre; il y a là-dedans une envolée qui littéralement vous enlève et vous transporte. Je voudrais l'avoir écrite, conclut le maître avec une visible sincérité.

Auber m'ayant demandé si je savais ce que disait de lui Rossini, je lui répondis que je l'ignorais, mais que je savais bien ce qu'il devrait en dire.

— Il dit, continua Auber avec une joyeuse expression dans ses bons yeux, « Auber est un grand musicien qui fait de la petite musique ».

— C'est là, dis-je, une opinion de pure fantaisie; mais je serais curieuse de savoir ce qu'Auber pense de Rossini?

— Eh bien! — et il hésita un instant avant d'exprimer sa pensée, — je pense que Rossini est un très grand musicien qui fait de la très belle musique, mais de l'exécrable cuisine.

Cette cuisine de Rossini, Auber n'est pas le seul à la condamner. Le prince de Metternich affirme qu'aucun pouvoir sur terre ne pourrait le contraindre à manger d'un mets préparé par le maître et surtout... de son macaroni qui contient, prétend-il, tous les vieux rogatons de la semaine écoulée. « J'ai des frissons chaque fois que j'y pense », assure le prince.

Le baron James de Rothschild m'a raconté qu'ayant dernièrement envoyé à Rossini de magnifiques grappes de raisins de ses serres, il reçut du maître ce billet en guise de remerciement : « Bien que vos raisins soient superbes, je n'aime pas mon vin en pilules. » Ce qui voulait dire, en d'autres termes : « Envoyez-moi plutôt quelques caisses de votre excellent Château-Laffitte. » Et le baron d'ajouter : « C'est ce que je m'empressai de faire, pour rendre hommage à ce trait d'esprit. »

Je me suis attardée un instant devant le bureau de travail de Rossini : c'est quelque chose de curieux et d'inoubliable. On y voit pêle-mêle, parmi des manuscrits épars, les objets les plus inattendus et les plus hétéroclites, peignes, brosses, cure-dents, cure-ongles et, trônant bien en vue, un tube de métal dont le maître se sert pour confectionner son fameux *macaroni à la Rossini*...

L'auteur du *Barbier* n'a aucune coquetterie dans sa mise et ne s'attarde guère aux détails susceptibles d'améliorer sa tenue. Négligeant de se faire teindre les cheveux, et sans doute

à cause de cela, il porte la plus drôle de perruque qui se puisse voir. Lorsqu'il va à la messe, il en met deux l'une sur l'autre, et lorsqu'il fait très froid, il en met une troisième plus bouclée que les autres, pour assurer à son crâne une douce chaleur.

Petit-Val. 1864.

En vrai Parisien qu'il est, Auber non seulement adore son Paris, mais encore se refuse à le quitter, même durant les mois d'été, alors que tout le monde l'abandonne. Il nous fait cependant de fréquentes visites à Petit-Val où il se repose avec délices sous nos frais ombrages. Je me délecte toujours à faire de la musique en sa compagnie et mon plus grand plaisir est d'exécuter avec lui, à deux pianos ou à quatre mains, les œuvres de ses auteurs favoris.

Bien qu'il soit déjà un vieillard de plus de quatre-vingts ans, Auber prend grand soin de lui-même et s'habille à la dernière mode. Très alerte, il passe presque toutes ses soirées dans les divers théâtres de Paris où un fauteuil lui est réservé en permanence, mais jamais, m'a-t-il dit, il n'a pu s'astreindre à écouter ses œuvres assis parmi l'auditoire, tant cela le rendait nerveux.

Une autre fois il me fit cette amusante confidence :

— Je suis maintenant bien heureux de ne m'être pas marié; ma femme serait vieille et toute ridée et je n'aurais jamais le courage de rentrer le soir à la maison. Pourtant, j'aurais aimé avoir une fille, une fille comme vous, qui eût possédé une belle voix comme la vôtre et... qui m'eût donné un petit-fils.

L'Empereur lui demanda un jour :

— Dites-moi, Auber, on dit que vous avez quatre-vingts ans, est-ce vrai ?

— Sire, répondit Auber, je n'ai pas quatre-vingts ans, mais seulement quatre fois vingt ans...

Une autre fois, quelqu'un parlait devant lui des sentiments qui lient la marquise de B... et M. de M..., en affirmant qu'il ne s'agissait là que d'une simple amitié : « Oh ! dit Auber, je connais ces sortes d'amitié; on prétend que l'amour et l'amitié sont frère et sœur, cela se peut, mais ils ne sont certainement pas du même lit. »

Un soir, le prince de Metternich, qui fume cigarettes sur

cigarettes, ayant la soucoupe où reposait sa tasse de thé remplie de cendres, demanda à Auber la permission d'user de la sienne qui en contenait fort peu.

— Certainement, acquiesça Auber, bien que j'aime mieux *monter* que *descendre* » (en d'autres termes : mon thé que des cendres).

CHEZ LA PRINCESSE MATHILDE

Paris, 1865.

La princesse Mathilde reçoit tous les dimanches soirs et ses salons très recherchés sont toujours animés d'une société cosmopolite fort intéressante. Royalistes, impérialistes, diplomates et artistes s'y coudoient avec les étrangers de marque en résidence ou de passage à Paris.

La princesse qui possède un goût parfait, relevé d'une pointe d'exotisme, eut l'idée de transformer un coin de son parc en un attrayant jardin décoré de plantes balsamiques et de fleurs aussi rares que merveilleuses. C'est dans ce cadre enchanteur que la princesse aime le plus souvent à recevoir et que je chantai l'autre jour accompagnée par Rossini qui en avait été prié par la princesse. Le morceau choisi fut *Bel Raggio*, de *Sémiramis*, que j'avais autrefois étudié avec Garcia, et Rossini fut assez aimable pour ne pas condamner mon interprétation, non plus que la *Cadenza* que Garcia avait écrite pour moi, ce qui me combla d'aise, m'étant souvenue des critiques inexorables que le maître avait formulées un jour devant moi sur les ornements vocaux dont Patti agrémente ses œuvres.

Je me divertis fort de l'accoutrement de gala que portait ce jour-là Rossini : redingote trop longue, cravate blanche nouée de travers, mais cette fois, par extraordinaire, une seule perruque !

Il me fut dit que le maître avait maintenant soixante-treize ans, mais je trouve qu'il en paraît dix de moins et fait preuve encore d'une surprenante jeunesse. Cependant il sort peu et n'accepte d'invitation qu'en de très rares occasions ; c'est d'ailleurs la première fois que je le rencontrai hors de chez lui. M'étant dernièrement enhardie jusqu'à lui envoyer une invitation à dîner, je reçus de lui cette réponse originale : « Merci de votre invitation pour ma femme et moi : nous regrettons

de ne pouvoir l'accepter; ma femme ne sort que pour aller à la messe et moi je ne sors jamais de mes habitudes. »

Rossini s'entretint longtemps avec Gounod, auquel il dit en lui tapotant l'épaule :

— Voilà le chevalier Bayard de la musique.

Et Gounod de lui répondre :

— Sans peur, non!

— Mais en tout cas sans reproche et sans égal, riposta Rossini.

L'esprit très cultivé de la princesse Mathilde s'est modelé au contact de plusieurs pays; son père est Corse, sa mère Allemande, son mari est un prince russe (1) et enfin elle a pour *chevalier servant* (comme ils disent en Italie) un Hollandais. D'autre part, elle est née en Autriche, a été élevée en Italie, et finalement vit en France.

Paris, février 1865.

Tout le monde est ici très emballé à propos d'une jeune cantatrice du nom de Christine Nilsson (2) qui s'est soudainement révélée comme une étoile de première grandeur.

Après avoir étudié pendant une seule année avec Wachtel, elle débuta au Théâtre lyrique devant des salles combles dans le rôle principal de *la Flûte enchantée*. Sa voix possède un charme extraordinaire et atteint avec une facilité inouïe des notes phénoménalement hautes. Elle a en outre une telle maîtrise de sa voix qu'elle en joue à la manière d'un jongleur chinois avec ses balles. Une seconde Jenny Lind (3), enfin! Au reste, les carrières respectives des deux artistes ont beaucoup de similitude. Jenny Lind débuta comme chanteuse de café-concert, et Nilsson, tout enfant, joua du violon dans les cafés de Stockholm.

Nilsson est en outre très habile. C'est ainsi qu'afin de se ménager un certain prestige de respectabilité, elle s'entoure d'un mur inattaquable en la personne d'une dame de compagnie qui ne la quitte jamais. Miss Richardson affecte en effet une

(1) Le prince Demidoff.

(2) Cantatrice suédoise, 1843-1921 ; débuta à Paris, au Théâtre lyrique, en 1864.

(3) Jenny Lind, cantatrice suédoise, 1820-1887; débuta à l'Opéra de Paris, en 1842.

tenue si correcte et si comme il faut qu'il est gênant de se trouver avec elle dans la même pièce.

Christine Nilsson ayant offert la loge d'avant-scène du directeur du Théâtre lyrique à une de ses amies de pension, Mme Haggerty, qui se trouve être aussi la mienne, je fus invitée par celle-ci à partager cette loge pour entendre Nilsson dans *la Traviata.*

L'avant-scène directoriale, petite et obscure, donne sur le plateau de la scène dont elle fait pour ainsi dire partie, étant complètement isolée de la salle par le rideau lorsque celui-ci est baissé. Vous pouvez dès lors vous imaginer combien ce fut pour moi amusant et plein d'intérêt de voir d'aussi près l'agitation de la scène.

Tout y est vulgaire et faux, depuis la peinture grossière des décors jusqu'aux machinistes malpropres qui se bousculent en grommelant des injures à l'adresse d'un homme qui les commande dans un jargon plein de brutalité.

L'absurdité des costumes de la pièce dépassait tout ce qu'on peut imaginer. Parmi les femmes qui jouaient le rôle d'invitées en se promenant et en causant dans le soi-disant salon mondain, quelques-unes étaient vêtues de toilettes Louis XV, d'autres arboraient des vêtements de brocard de Dogaresse, d'autres encore étaient affublées de robes où se mélangeaient tous les styles. Seule Christine Nilsson portait des costumes appropriés à son rôle.

LE BAL DES QUATRE CONTINENTS

Paris, février 1866.

Parmi les nombreux bals de cet hiver, le bal masqué des Quatre continents, offert au ministère de la Marine, fut l'un des plus magnifiques et réellement le « clou » de la saison.

Je fus très vexée que l'on n'eût point songé à me faire participer au cortège de l'Amérique ; j'eusse aimé représenter quelque Indien du Far-West ! On m'offrit en compensation le personnage d'une *dame espagnole* dans le cortège de l'Europe, mais je refusai.

Faisant donc tout simplement partie des invités, j'assistai, costumée en amazone Louis XIII, au défilé des quatre cortèges qui fut réellement magnifique et plein d'intérêt.

Mlle de Sèvres, gracieuse représentante de l'Afrique, fit son apparition juchée sur un chameau amené de la jungle... du Jardin des Plantes. Sa suite se composait d'indigènes africains de toutes teintes. Tous portaient des costumes assez rudimentaires. Quelques femmes se montrèrent dans le simple appareil de légers vêtements tissés de plumes et agrémentés de perles multicolores. D'autres avaient copié les costumes de *l'Africaine*. Les hommes portaient de volumineuses perruques faites de laines tricotées et plus noires que les cheveux du plus africain des nègres.

L'Asie était personnifiée par la baronne Erlanger qui, debout sur une estrade jonchée de peaux de bêtes sauvages que soutenaient d'invisibles esclaves, posait délibérément son pied menu sur le front d'un tigre royal, puis s'appuyait d'une main sur le dos zébré d'un léopard, tandis qu'elle étreignait de l'autre un dattier dont les branches se balançaient mollement au pas cadencé des esclaves.

L'Amérique était figurée par Mlle Carter, originaire de Boston. A demi couchée dans un hamac de couleur vive, elle était portée par des indigènes qui n'étaient point du type de ceux que l'on peut voir à New-York ou à Boston, mais de celui qui se révèle dans *Evangeline* de Longfellow et les romans de Cooper. L'oncle Sam, très populaire en Europe, était du cortège. Ensuite défilèrent quelques Mexicains avec leurs chapeaux à grands bords, et leur traditionnel revolver attaché à leur ceinture.

La comtesse d'Arjuzon, qui personnifiait l'Europe, était assise sur un siège romain placé sur un char littéralement couvert de fleurs. Les deux grands couturiers, Worth et Bobergh, ne prirent aucun repos durant des jours et des nuits pour imaginer ces costumes et en dessiner les détails. Worth est celui qui pense et qui crée, tandis que Bobergh, plus lent et moins inventif, veille à l'exécution. Le cotillon qui commença à deux heures du matin fut superbe.

MYSTIFICATION

Paris, mars 1866.

Hier un dîner fut offert par la comtesse de Pourtalès en l'honneur du comte dont c'était l'anniversaire. Le prince de Metternich, à cette occasion, conçut le plan d'une extraordi-

naire et bien amusante mystification qui réussit pleinement, grâce au concours secret que lui prêta la maîtresse de la maison.

Outre Charles et moi-même, les invités étaient le baron Alphonse de Rothschild, le comte (1) et la comtesse de Moltke, le prince de Sagan et le duc de Croÿ.

Dans la salle à manger où nous pénétrâmes à sept heures et demie, la table, joliment dressée, était seule éclairée, tandis que le reste de la pièce demeurait dans la pénombre, où rangés à l'écart se tenaient les laquais en livrée de gala. A première vue, ces serviteurs me parurent d'une tenue plus nonchalante que de coutume et je pensai que la comtesse avait engagé des serviteurs étrangers à la maison.

Au premier service, quelques gouttes du potage tombèrent sur la nappe immaculée, mais personne ne prêta attention à la maladresse du serveur. Le saumon fut ensuite passé, suivi des saucières. Une dame qui venait de recevoir sur son épaule nue un filet d'une sauce italienne, poussa un petit cri perçant. Mais nul n'y prêta plus d'attention qu'il ne sied en pareille circonstance, et les conversations continuèrent comme si rien d'anormal ne s'était passé. Un instant plus tard, quelques gouttes de vin s'étalèrent malencontreusement sur la respectable calvitie d'un des convives. De tels incidents sont toujours possibles et la maîtresse de maison s'étant abstenue de tout commentaire, chacun fit de même.

Le rôti m'était maintenant présenté, et en même temps, je sentis la chaleur de la saucière sur mon cou. Cela était par trop maladroit et ma surprise fut à son comble, tandis que je repoussais doucement la saucière, d'entendre le serveur me dire d'une voix rechignée :

— Vous ne voulez pas de cette marchandise?

Je regardai l'homme et reconnus à cet instant une expression particulière à des yeux qui m'étaient familiers. Et comme cette expression s'accentuait d'un clignement d'œil significatif, je compris assez tôt pour retenir ma langue.

Je suppose que ces plaisants méfaits se seraient prolongés jusqu'à la fin du repas, si l'un des serveurs n'avait porté l'outrecuidance jusqu'à dire à la belle comtesse de Moltke en lui présentant un entremets :

(1) Neveu du maréchal de Moltke

— Vous ferez bien de vous servir copieusement, parce que je vous préviens que je ne vous en offrirai pas deux fois.

La comtesse, indignée, repoussa sa chaise pour mieux regarder le grossier laquais et laissa tomber ces paroles :

— Avez-vous jamais rien entendu de pareil?

Le comte de Pourtalès semblait pétrifié, tandis que, les yeux baissés sur son assiette, la comtesse prenait une attitude indifférente, comme si rien de tout cela ne la concernait.

Alors, ce fut le bouquet; les insolents serviteurs commencèrent à s'interpeller d'un côté de la table à l'autre.

— Tu ne vois donc pas que la dame à la rose n'a pas de salade?

Et l'autre de lui répondre :

— Occupe-toi de ton propre service.

A cet instant, le comte de Pourtalès, écarlate, se leva de son siège, mais on ne sut jamais ce qu'il allait dire, car à ce moment deux laquais le firent prestement rasseoir sur son siège, tandis que leurs camarades lui envoyaient une pluie de boulettes de pain au visage.

Imaginez l'émotion du comte, à se voir ainsi traité!

La consternation était peinte sur la plupart des visages et quelques-uns des convives devaient certainement penser que la fin du monde était proche...

Le prince de Metternich, jugeant dès lors que le jeu avait assez duré, leva la séance en même temps que son verre et porta au comte, encore un peu ahuri, le plus spirituel des toasts. Les laquais improvisés enlevèrent dès lors perruques et favoris et nous vîmes que nous avions eu, pour nous servir, six des gentilshommes les mieux titrés de la société parisienne. Le dîner se termina joyeusement; les authentiques valets du comte s'empressant maintenant autour de la table de la plus impeccable manière, tandis que les « *six-devant* » serveurs se joignaient à nous dans une atmosphère de franche gaieté.

LES DÉBUTS DE MASSENET

Voici environ deux mois, Auber vint m'entretenir d'un jeune musicien auquel il semblait porter beaucoup d'intérêt.

— C'est un ancien élève du Conservatoire, me dit-il, grand prix de Rome. Comme il est plus ou moins étranger à Paris, je

vous serais très obligé si vous vouliez bien lui témoigner quelque sollicitude. Il a réellement du génie, mais, comme cela arrive si souvent aux artistes, il n'a pas la poche très garnie.

— Envoyez-le moi le plus tôt possible, répondis-je avec effusion, j'ai précisément de la musique à faire transposer, pensez-vous qu'il voudra se charger d'une telle besogne?

— Certainement : il sera heureux de faire n'importe quoi.

Le jour suivant, un pâle jeune homme se présentait à Petit-Val.

— M. Massenet sans doute? dis-je en lui tendant la main.

— Oui, madame, me répondit-il d'une voix douce.

Je l'installai aussitôt dans une pièce retirée donnant sur le parc et où se trouvaient un piano d'étude, une table à écrire avec tout ce qu'il faut pour travailler.

Par la suite, Massenet revint souvent poursuivre son travail dans le calme et la solitude, sans que me fût donnée l'occasion de l'entendre. Mais le hasard m'ayant un jour conduite dans un corridor où je passais rarement, j'y fus surprise par les accents d'une musique divine que j'écoutai avec ravissement. Je me précipitai dans la pièce où le jeune homme travaillait :

— Que jouiez-vous là, monsieur?

— Oh! rien, répondit-il.

— Comment rien! m'exclamai-je, mais de ma vie je n'ai entendu quelque chose d'aussi délicieux. Ne voudriez-vous pas le rejouer pour moi?

— Comment le pourrais-je, madame? c'était une simple inspiration qui m'était venue en tête.

— Eh bien! dis-je, laissez une nouvelle inspiration vous venir en tête; je voudrais tant vous entendre encore!

Massenet se remit alors à improviser la plus captivante musique qu'il m'ait jamais été donné d'entendre.

A partir de ce jour-là, il ne fut plus question de travaux de transposition. Nous invitâmes souvent le jeune musicien à partager le confort et les agréments de notre demeure. Au surplus, il m'accompagne au piano comme personne ne l'a jamais fait. Auber, qui vient souvent nous voir, est enchanté de constater que le séjour de Petit-Val met des couleurs sur les joues pâles de « notre Massenet », comme nous l'appelons entre nous, que ses grands yeux ardents sont devenus plus limpides et qu'enfin il prend... de l'embonpoint.

Paris, août 1866.

Hier, nous avons dîné à Fontainebleau, invités par Leurs Majestés. Une chaleur intolérable, dans un train bondé, rendit notre court voyage fort pénible.

Nous étions attendus à la gare par un coupé des écuries impériales. En descendant de voiture, nous fûmes accueillis par le vicomte de Walsh (1), qui nous conduisit à l'appartement de la baronne de Pierre (ex-miss Thorne de New-York), maintenant dame d'honneur de l'Impératrice. Vous pouvez vous imaginer quel fut mon étonnement en trouvant la baronne en train de fumer une énorme pipe de terre rouge !

Sur les conseils de la princesse de Metternich, j'avais apporté un panier de maïs (2), de ce beau maïs d'Amérique que nous cultivons à Petit-Val et que j'avais l'intention de faire goûter à Leurs Majestés. La baronne de Pierre fut enchantée de cette idée et fit aussitôt mander le chef pour lui donner toutes explications nécessaires sur la cuisson de ce mets inconnu en France :

— Surtout, ne les dépouillez pas de leurs soies, dit la baronne au chef, visiblement embarrassé.

J'étais naturellement d'un avis contraire, mais la recette péremptoire de la dame d'honneur devait seule être retenue.

— En robe de chambre alors, madame ? s'enquit le chef.

— C'est cela, répondit la baronne ; exactement comme des pommes de terre.

Le chef s'éloigna sur ces mots, et nous l'entendîmes murmurer à lui-même sur un ton comique : « Soies en robe de chambre... robe de chambre en soie !... »

Au dîner, les épis de maïs figuraient bel et bien sur le menu, mais je me sentis terriblement mortifiée lorsque je les vis paraître pompeusement disposés sur huit plats d'argent et fumant comme des locomotives, toutes soies en l'air ! Chacun s'étant servi regardait son assiette d'un air hagard et embarrassé. Il me fallut alors faire une démonstration sur la manière un peu rudimentaire dont cet étrange légume est dégusté sur sa terre natale. On saisit avec les doigts l'épi

(1) Chambellan de Napoléon III.

(2) Les épis de maïs, bouillis, salés et beurrés, constituent un met très populaire aux États-Unis.

préalablement enduit de beurre et on mord à même pour en détacher les grains savoureux.

Devant ce geste imprévu, ce fut un éclat de rire général et le baron Haussmann acheva de me troubler en me demandant si le morceau que j'étais en train de jouer était en *la* bémol !

Je cherchais le regard de la baronne de Pierre pour me soutenir, mais hélas ! ses yeux se refusaient à rencontrer les miens et se tenaient obstinément baissés vers la table.

L'Empereur fit le premier preuve de courage en imitant mon geste et déclara qu'il trouvait ça très bon, mais l'Impératrice, repoussant doucement son assiette, dit en souriant :

— Je n'aime pas cela, cela sent la flanelle de bébé !

Alors l'Empereur, voyant mes traits bouleversés, leva son verre et dit avec bonté et en me regardant :

— Je bois au maïs d'Amérique !

Dans mon for intérieur je reprochais à la princesse de Metternich sa malicieuse suggestion.

En quelques années la jeune Américaine avait conquis Paris et la Cour. Le duc de Morny, arbitre incontesté des élégances du temps, avait, par les attentions toutes particulières dont il l'entourait, « classé » la belle étrangère parmi les reines de la société. « Voulez-vous m'envoyer votre photographie, écrivait-il à Mme Moulton en 1864 ; je fais en ce moment une collection de jeunes et jolies femmes de Paris, et vous devez y figurer à ces deux titres. »

A la même époque, *le Figaro* consacrait ces lignes à la nouvelle vedette mondaine : « Parmi les dames qui actuellement sont en grande faveur à la Cour, il y a lieu de nommer une fort belle étrangère, Mme Charles Moulton, dont la magnifique voix vient rehausser les qualités de charme et d'amabilité. » Et *le Gaulois* appelait la belle Américaine « la diva du monde ».

Prodigieuse ascension dont s'enorgueillissait Lillie Moulton. « J'avoue, écrit-elle à sa famille, que devant tant de brillants succès, j'ai complètement perdu la tête. » Un séjour au palais de Compiègne, dans la « série élégante », devait achever de consacrer la renommée de Mme Moulton.

Y. DE LAURIÈRE.

(A suivre.)

ÉTUDIANTS
ET MÉDECINS ÉTRANGERS
EN FRANCE

Un mouvement s'est déchaîné, dans ces mois derniers, contre l'afflux des étudiants et des médecins étrangers en France. A côté de manifestations plus ou moins violentes des étudiants français, une campagne de presse s'est dessinée, active et ininterrompue. Ces manifestations, qu'on a eu le tort de considérer comme le témoignage d'un sentiment de xénophobie, ont, en réalité, leur origine dans des faits qu'aucun homme de bonne foi ne peut nier et qu'il convient d'examiner avec calme et impartialité. La profession médicale souffre cruellement de la répercussion particulièrement intense qu'exercent sur elle les conditions actuelles de la vie sociale.

Sans m'attarder à insister sur la trop fameuse « crise » qui sévit sur le monde entier et qui, vraisemblablement, n'aura qu'une durée plus ou moins passagère, je ne retiendrai que les conditions inhérentes à la profession médicale.

La loi sur les *Assurances sociales obligatoires*, dont le principe était louable, a été formulée et appliquée dans des conditions qui la rendent préjudiciable à l'intérêt bien compris des intéressés et qui ont complètement transformé l'exercice de la profession médicale et le fonctionnement de nos hôpitaux. Peu à peu, les hôpitaux d'Assistance publique, créés pour les malades indigents ou nécessiteux, sont devenus des maisons de santé à prix réduit, ouvertes à tous les malades. Aux conséquences qu'a sur l'exercice de la médecine cette loi mal appliquée s'ajoutent les effets parfois regrettables des innombrables créations de dispensaires, de centres de diagnostic,

de consultations plus ou moins spéciales, qui, dans le dessein si louable de la charité faite aux indigents ou de l'aide apportée à certaines personnes dignes d'intérêt, éprouvées par la « crise », ouvrent trop largement leurs portes à bon nombre de bénéficiaires qui n'ont nul titre à cette bienfaisance.

Ainsi diminue de jour en jour le nombre des malades qui constituaient légitimement la clientèle des médecins praticiens.

PLÉTHORE MÉDICALE

Or, en même temps, augmente le nombre des médecins. L'orientation de plus en plus marquée des enfants vers l'enseignement secondaire les dirige en grand nombre, lorsqu'ils ont subi les épreuves du baccalauréat, sur nos Facultés, et, particulièrement, sur nos Facultés de médecine. Beaucoup de familles s'enorgueillissent à la pensée que leur fils sera « M. le Docteur » et croient qu'il arrivera à une belle situation et gagnera largement sa vie. La fameuse psychose de « l'école unique » nous promet de magnifiques résultats !

Ainsi s'est constituée et s'aggrave de jour en jour la *pléthore médicale*, qui est le plus pernicieux venin d'une profession qui fut longtemps si belle et si honorée.

Telles sont, jointes aux considérations précédentes sur la transformation des hôpitaux de l'Assistance publique, les origines du mouvement de défense qui, actuellement, agite et soulève les corporations d'étudiants et les syndicats professionnels contre *l'afflux des étudiants et des médecins étrangers en France*, afflux qui ne peut qu'augmenter la pléthore médicale et aggraver la détresse de la profession.

Si délicate, si épineuse, si brûlante que soit cette question, il est de notre devoir et de notre droit de l'examiner en toute franchise et en toute impartialité.

Je ne me dissimule pas que certains de mes collègues et de mes confrères, aussi bien de France que de l'étranger, ne manqueront pas d'exagérer ou d'interpréter, avec plus ou moins d'exactitude, le sens des idées que je vais m'efforcer d'exposer en toute sincérité.

En effet, des discussions passionnées sont ouvertes sur ce sujet et les partis extrêmes s'accusent réciproquement d'erreurs

plus ou moins... volontaires. Les associations d'étudiants sont fort excitées; elles sont allées jusqu'à provoquer la grève; elles paraissent bien décidées à poursuivre leur campagne, aussi longtemps et aussi activement que les circonstances paraîtront le leur commander. Elles sont soutenues par les syndicats de médecins praticiens, qui, visant le même but, s'attachent résolument à l'atteindre. Les pouvoirs publics sont saisis; les Commissions parlementaires sont alertées et documentées; des modifications importantes aux dispositions légales qui règlent l'exercice de la médecine en France et dans les colonies, sont en préparation; l'un des principaux objectifs de ces modifications législatives concerne les obligations à imposer aux étrangers demandant à exercer la médecine en France et dans les colonies.

Il est incontestable que le nombre des étudiants étrangers est considérable, non seulement dans nos Facultés, mais aussi et surtout dans nos Écoles de médecine. Il est aussi incontestable que le nombre des médecins étrangers qui exercent la médecine en France, est également considérable. Voici des statistiques, qui ne peuvent laisser le moindre doute.

Dans l'ensemble des Facultés et des Écoles de médecine de France, le nombre des étrangers représente au minimum 25 pour 100 du nombre total des *étudiants*.

A l'École de médecine de Tours, sont inscrits 80 étudiants régionaux et 170 étudiants étrangers, soit 75 pour 100 d'étudiants étrangers. A l'École de médecine de Rouen, on relève 77 pour 100 d'étudiants étrangers en première année.

Dans un service de médecine des hôpitaux de Paris, au cours du dernier semestre, étaient inscrits 54 étudiants étrangers de deuxième et de troisième année, contre 10 français.

Pour ce qui est du *nombre total des médecins*, il est manifeste que l'augmentation a considérablement progressé durant ces trente dernières années, le total passant de 16 000 à 28 000; ainsi s'est constituée la redoutable *pléthore médicale*.

LE NOMBRE CROISSANT DES ÉTRANGERS

Voici deux statistiques bien suggestives ; en 1928, 901 diplômes de doctorat furent délivrés, et, en 1933, 1464.

Quant au nombre des *diplômes enregistrés par des étrangers*

pratiquant la médecine en France, il passe de 13, 8 pour 100 en 1925 à 28, 2 pour 100 en 1931.

A Paris, d'après la statistique donnée par le professeur Hartmann, président de l'A. D. R. M. (association des relations médicales avec l'étranger), au cours de l'assemblée annuelle de cette association, tenue en février dernier, sur 210 diplômes d'État délivrés au cours de l'année scolaire 1933-1934, 125 le furent à des étrangers. Cette pléthore de diplômes d'État donnés à des étrangers est due essentiellement à l'augmentation du nombre de diplômes donnés à des étudiants roumains, nombre qui, de 24 en 1930, s'élève progressivement à 97 en 1934, alors que le nombre reste oscillant autour de 25 pour tous les autres étrangers. Je reviendrai plus loin sur cette question des étudiants roumains. Je me bornerai, ici, à donner une statistique bien démonstrative à cet égard : à la Faculté de médecine de Paris, actuellement, on relève 133 étudiants roumains en cinquième année et 137 étudiants roumains inscrits pour les divers examens cliniques, c'est-à-dire en fin d'études ; tous ces étudiants postulent le diplôme d'État.

Il n'est pas sans intérêt de souligner le nombre des médecins qui exercent dans le département de la Seine. En 1929, sur 24 300 médecins exerçant en France, dont 750 étrangers, 4 993 exerçaient dans le département de la Seine, dont 530 étrangers. Le nombre des diplômes enregistrés dans ce département, depuis 1925 jusqu'à 1934 inclus, par des médecins français et étrangers, est indiqué dans le suggestif tableau suivant :

	Français	Étrangers	
1925.	231	37	= 268
1926.	276	28	= 304
1927.	206	49	= 255
1928.	219	34	= 253
1929.	198	34	= 232
1930.	192	59	= 251
1931.	173	68	= 241
1932.	230	40	= 270
1933.	231	53	= 284
1934.	213	96	= 309

Dans le seul mois de janvier 1935, 49 diplômes ont été enregistrés dans le département de la Seine, dont 30 par des

médecins français et 19 par des étrangers. Ces nombres ne peuvent laisser de doute sur l'augmentation manifeste et notable des médecins étrangers dans ces dernières années, alors que le nombre des médecins français est en diminution. La pléthore médicale, dans le département de la Seine, s'accentue par l'afflux des étrangers.

Les difficultés matérielles dans lesquelles se débat actuellement la profession médicale, d'une part, le nombre des étrangers qui, dans ces dernières années, ont obtenu le droit d'exercer la médecine en France, d'autre part, telles sont les deux principales considérations qui s'affrontent et motivent la campagne des étudiants et des syndicats de médecins praticiens.

Comment pourrait-on reprocher, dans de telles conditions, à des Français de se grouper et de réunir leurs efforts pour assainir, avec honnêteté et équité, une situation trouble, qui ne peut se prolonger sans danger ?

« Quand nos étudiants, écrit M. le sénateur René Besnard (1), réclament l'application totale de la loi Armbruster, un stage de dix ans à dater de la naturalisation, pour pouvoir exercer la médecine en France et d'autres mesures accessoires, qui pourrait leur donner tort en l'état actuel de détresse où se trouvent tant de jeunes gens ayant embrassé les professions libérales ? »

Ce n'est pas agir en xénophobe, suivant une accusation injustifiée, que défendre cette idée, parfaitement raisonnable et franche. Ne nous arrêtons pas devant cette accusation et examinons loyalement la situation, en faisant la part des intérêts réciproques.

Je ne crois pas qu'on puisse retenir comme très valable un argument qui consiste à dire que, la natalité diminuant en France, il y a intérêt à accueillir les étrangers qui ne demandent qu'à venir s'implanter sur notre sol. Prenons garde ! Restons sur le domaine du bon sens et disons que cette implantation doit avoir ses limites, si on ne veut pas s'exposer à voir ses produits se substituer à ceux de la race dont elle aura pris la place. Sans aller jusqu'à cette occurrence ultime

(1) René Besnard, ancien ministre, sénateur d'Indre-et-Loire : le Problème des jeunes (*Archives médico-chirurgicales de province*, février 1935).

et vraisemblablement irréalisable, laissons la question de nombre ou, plutôt, de quantité, et ne retenons que le point de vue de la valeur ou, plutôt, de la qualité.

DEUX CATÉGORIES D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

J'arrive ici au nœud de mes réflexions. Je crois que personne, — même parmi ceux qui se dressent contre la campagne des associations d'étudiants et des syndicats professionnels, — ne pourra refuser de reconnaître que les étudiants ou médecins étrangers qui viennent en France doivent être distingués en deux catégories : ceux qui viennent en France pour y rester et chercher à y exercer la profession médicale et ceux qui viennent en France pour se former selon nos méthodes de travail et d'enseignement, avec le dessein de retourner ensuite dans leur pays. Ceux-ci sont tous désirables et nous n'avons qu'un but : les attirer et les retenir par l'activité et l'éclat de notre effort scientifique et didactique. Ceux-là ne sont pas tous désirables, comme le furent jadis Brown-Séquard, Damaschino, Panas, Albarran et tant d'autres; certains, même, sont indésirables. Nous devons unir nos bonnes volontés pour faciliter à ceux que nous pouvons souhaiter garder chez nous les moyens de devenir nos confrères, nos collègues, nos concitoyens, et pour écarter les autres.

L'histoire des relations médicales entre la France et la Roumanie illustre et schématise, en quelque sorte, cette distinction.

Lorsque Davila, d'origine française par sa mère, fonda l'École de médecine et de chirurgie de Bucarest, il obtint de l'empereur Napoléon III, en 1857, la signature d'un décret qui conférait à cette École les mêmes droits qu'aux Écoles françaises de médecine de plein exercice : ce qui signifie que les étudiants roumains pouvaient commencer leurs études à Bucarest et les terminer dans une Faculté française et inversement, voire même les faire complètement en France et obtenir le diplôme d'État leur conférant le droit d'exercer la médecine en France, métropole et colonies. Cette mesure d'exception eut comme effet capital d'attirer en France un grand nombre d'étudiants roumains, dont beaucoup prirent

part à notre concours d'internat des hôpitaux de Paris et qui allèrent constituer à la Faculté de médecine de Bucarest et aussi à celle de Jassy un important foyer de culture médicale française. Qu'il me suffise de citer les noms de Cantacuzène, de Stoïcesco, de Marinescu, de Jonesco, de Théohari, d'Angelesco, de Bacaloglu, de Daniel, de Nicolas Gheorghiu, de Dobrovici, d'Émil Gheorghiu... et d'évoquer le souvenir de tant d'autres qui, anciens élèves de nos Facultés françaises et de notre Internat des hôpitaux de Paris, devinrent de brillants professeurs des Facultés roumaines.

Mais, lorsque fut signé le décret de 1857, la Roumanie n'était pas encore la grande Roumanie qu'elle est devenue depuis la guerre de 1914-1918 par l'adjonction de la Bukovine et de la Transylvanie; elle était constituée par les principautés réunies de Moldavie et de Valachie et sa population était franchement roumaine. Depuis 1918 un grand nombre des nouveaux sujets nationaux roumains, d'une autre race, ayant quelques difficultés pour se faire une situation dans leur nouvelle patrie, sont venus en France et s'y sont installés sous l'égide du décret de 1857. Leur afflux s'accroissant d'année en année, la France a dû, en plein accord avec la Roumanie, reviser le décret de 1857, et il a été convenu que le nombre annuel des diplômes donnant le droit d'exercer la médecine en France, ne dépasserait pas le maximum du nombre des diplômes qui avaient été décernés, dans une même année, avant 1914, maximum évalué à 10 (1).

Je me souviens d'un entretien que j'eus personnellement, sur cette question si délicate, avec mon éminent et regretté ami, le professeur Jean Cantacuzène, qui appuya de sa haute autorité cette mesure devenue nécessaire. Sans approfondir la discussion des raisons qui poussaient les étudiants néo-roumains à s'éloigner de leur pays, où ils étaient plus ou moins ouvertement tenus à l'écart, reconnaissons, comme le reconnurent Jean Cantacuzène et ses compatriotes, qu'il était abusif et inadmissible de les voir presque tous venir en France et bénéficier d'un décret qui n'avait pas été signé pour eux!

(1) L'application de cette nouvelle mesure légale ne pouvant avoir un effet rétroactif, le nombre des étudiants roumains, déjà en cours d'études quand cette mesure fut décidée, n'a point encore diminué; ainsi s'expliquent les statistiques que j'ai réunies précédemment.

Reconnaissons, au contraire, les heureux résultats qu'engendra ce décret quant à la pénétration de la culture médicale française en Roumanie, en favorisant, pendant plus d'un demi-siècle, le séjour, dans nos centres d'études et d'enseignement médical, de jeunes étudiants et de jeunes médecins de la vieille Roumanie qui introduisirent et entretinrent dans leur pays les méthodes et les traditions de la culture française.

Cet exemple, puisé dans l'histoire des relations médicales entre la France et la Roumanie, n'est-il point, comme je l'ai déjà souligné, la preuve la plus certaine de la nécessité de distinguer les deux catégories d'étudiants étrangers qui viennent en France?

Ce qui est vrai pour les Roumains l'est pour les autres pays. La France se souvient avec reconnaissance de la disposition légale qu'avait prise le canton de Genève en faveur des étudiants genevois, qui retournaient à Genève, munis du diplôme d'État français : ces jeunes médecins avaient, *ipso facto*, le droit d'exercer la médecine dans leur pays ; cette disposition était encore en vigueur il y a quelques années. Qu'il me soit permis aussi d'évoquer le nom de mon cher ami, Alfredo Navarro, mon camarade de promotion d'internat des hôpitaux de Paris, qui a si largement contribué à introduire nos méthodes d'enseignement clinique à Montevideo, où il fut un des grands professeurs et doyens de la Faculté avant d'être conduit, par les événements politiques récents, à remplir les fonctions de président de la République de l'Uruguay. Comment ne rappellerais-je pas également que la plupart des professeurs des Facultés de médecine du Canada français, à Québec et à Montréal, sont venus, après la fin de leurs études scolaires dans leur pays, passer des semestres ou des années en France pour se perfectionner dans les diverses branches de la clinique? Ce furent mon cher grand ami Rousseau, doyen de la Faculté Laval de Québec, mon excellent ami Harwood, doyen de la Faculté de Montréal, tous deux brusquement enlevés par la maladie, il y a un an ; ce furent Le Sage, Dubé, Parizeau, Dagneau, Arthur Vallée, Damien Masson, Oscar Mercier..., et combien d'autres, qui, chaque année, continuent de venir chez nous et sont accueillis comme nos « cousins » d'outre-mer. Puissions-nous avoir la joie de voir se réaliser un rêve que nous sommes quelques-uns à avoir fait et qui serait l'accès,

pour nos chers « cousins » du Québec, de notre Internat des hôpitaux de Paris, qui ne compte encore dans ses listes que deux Canadiens-Français : Brodeur, de la promotion de 1881, et Paul Robert, de la promotion de 1931, qui fut l'un de mes meilleurs internes et qui vient de retourner à Montréal après avoir soutenu sa thèse de doctorat à Paris.

DIPLÔME ET NATURALISATION

Nous n'avons qu'un désir : voir s'accroître le nombre de ces étudiants d'élite. Est-ce à dire que nous voulons écarter systématiquement l'étudiant étranger qui ne vise pas à devenir un professeur, un chef de service, un interne des hôpitaux, mais qui veut simplement s'adonner à l'exercice de la profession médicale ? Non, certes ! Mais, nous avons le devoir, — pour ménager et respecter les droits de nos nationaux, — de demander et d'exiger que ces étudiants étrangers soient soumis à des obligations égales aux leurs. Ici apparaît l'idée de la naturalisation et du service militaire. Ici apparaît également la délicate question de la distinction entre le *Diplôme universitaire*, créé en 1896, et le *Diplôme d'État*, qui, seul, peut donner le droit d'exercer la médecine en France. Cette question est extrêmement compliquée et complexe, car elle comporte des considérations relatives aux conditions d'admission des candidats au doctorat dans nos Facultés et Écoles de médecine. Un étranger qui n'est pas muni du baccalauréat ne peut prétendre qu'au diplôme universitaire, sous la réserve, toutefois, que le brevet d'études faites dans son pays soit considéré comme ayant l'équivalence avec notre baccalauréat.

Des commissions spéciales ont eu la mission d'établir la liste des brevets étrangers pouvant comporter cette équivalence. Il faut admettre que certaines difficultés d'appréciation ont pu se présenter ; en effet, il m'est arrivé de faire avouer à des étudiants étrangers, qui se présentaient devant moi pour subir un examen, qu'ils étaient venus faire leurs études médicales en France parce que le brevet dont ils étaient munis ne leur donnait pas le droit de s'inscrire dans une Faculté de leur pays.

L'équivalence accordée par nos statuts universitaires ne porte pas seulement sur les brevets de scolarité considérés comme ayant la même valeur que notre baccalauréat, elle

s'étend, en outre, aux trois premières années d'études médicales et aux examens subis pendant ces trois années ; ce qui signifie qu'un étudiant étranger, candidat au diplôme universitaire, peut ne faire en France que les deux dernières années d'études médicales. Le diplôme d'État ne peut être accordé qu'aux étudiants qui ont passé les examens du baccalauréat ; seul, il peut conférer le droit d'exercer la médecine en France et aux colonies. C'est ici que surgit la discussion, aiguë et brûlante, qui est le point de départ du mouvement et de l'agitation actuelle des étudiants et des syndicats professionnels. Cette discussion a pour but de conduire au vote d'une loi qui exigera la naturalisation. Sur ce point capital l'accord ne peut être que complet ; les divergences apparaissent sur la fixation du délai légal entre la date de la naturalisation et celle de la licence d'exercice de la profession médicale.

Je n'ai point l'intention de me jeter dans cette fournaise ardente ; je laisse aux pouvoirs législatifs le soin de trouver la solution équitable.

Je voudrais simplement insister sur les inconvénients qui résultent de la distinction établie entre deux diplômes, qui, en fait, *du point de vue strict des études médicales*, ne sanctionnent aucune différence ; la distinction porte sur le fait que le candidat est muni du diplôme du baccalauréat ou d'un brevet reconnu équivalent ; les études médicales, les examens passés devant la Faculté de médecine sont identiques. Aussi bien, ne puis-je que me rallier à l'opinion personnelle qu'a soutenue, devant les récentes assemblées générales de l'A. D. R. M., M. Cavalier, directeur de l'enseignement supérieur. Avec lui, je pense qu'il y aurait intérêt à ne laisser subsister qu'un seul diplôme, attestant que le titulaire de ce diplôme a fait ses études médicales complètes et qu'il a satisfait à tous les examens. Ainsi, nous ferions cesser l'interprétation inexacte, donnée dans certains pays étrangers à la valeur du diplôme universitaire, considéré comme inférieur au diplôme d'État, à tel point que les détenteurs de ce diplôme universitaire, lorsqu'ils retournent dans leur pays, sont considérés comme ne possédant aucune attestation valable des études médicales qu'ils ont faites en France. Supprimons le diplôme universitaire et ne laissons subsister qu'un seul diplôme, celui de *docteur en médecine*, délivré par une Faculté française ;

mais, exigeons que ce diplôme ne donne pas le droit d'exercer la médecine, droit qui ne pourrait être accordé qu'aux docteurs en médecine remplissant les conditions qu'il appartient à une loi nouvelle de fixer, à savoir la naturalisation et l'ancienneté suffisante et nécessaire de cette naturalisation.

Cette décision ne supprimerait pas seulement l'interprétation péjorative donnée dans certains pays à la valeur du diplôme universitaire. Elle serait, d'autre part, conforme aux statuts établis par certaines législations étrangères. Au Canada, par exemple, un étudiant en médecine, qui a obtenu le diplôme de docteur, décerné par la Faculté dans laquelle il a fait ses études, ne peut exercer la profession que lorsqu'il a obtenu la licence d'exercice de la médecine, licence délivrée par le *Collège des médecins*, sorte de Comité constitué par des représentants des Facultés de la province, du corps des praticiens et des pouvoirs publics; cette licence n'est valable que pour la province qui la délivre; la licence d'exercice dans tout le Dominion, c'est-à-dire dans le groupement fédéral de toutes les provinces du Canada, ne peut être délivrée que par une assemblée de délégués des collèges de médecins des diverses provinces, assemblée constituant le collège fédéral des médecins. Ces collèges de médecins, — des provinces ou du Fédéral, — ont le droit de faire subir aux candidats les examens qu'ils jugent nécessaires; ils font, en outre, une enquête sur leur valeur morale.

J'ai la conviction que nous devons nous orienter en France dans le sens que je viens d'indiquer; je pense que nous parviendrons ainsi à rétablir un équilibre désirable et tutélaire de la profession médicale.

L'ACCÈS A L'INTERNAT

Il est une autre considération dont l'importance est considérable et qu'il est nécessaire d'envisager et d'approfondir en toute franchise : la participation des étudiants étrangers à nos concours d'internat des hôpitaux. Je n'aurai en vue que l'Internat des hôpitaux de Paris, pour la raison que les règlements administratifs varient suivant les centres universitaires et qu'à Paris ils sont établis par les soins de l'Assistance publique de la Seine, qui n'a aucune liaison avec les

organisations hospitalières des autres départements et qui est complètement indépendante de l'Université

Ainsi que je l'ai dit précédemment, nous avons un grand intérêt à voir des étudiants étrangers prendre part à ces concours. Mais nous avons, en même temps, le devoir de prendre les mesures nécessaires pour que leur admission dans notre corps de l'Internat, — matière de notre élite médicale, — ne porte aucun préjudice à l'élite de nos jeunes étudiants français.

Telle était la pensée du jury du concours de l'internat de 1930, qui, venant de nommer dix internes étrangers, formula le vœu suivant: « Pour corriger cette situation anormale, sans nuire à une coutume qui sert au dehors la réputation de la médecine française, il suffirait de conserver à l'interne étranger la qualité d'interne supplémentaire, sans laquelle, parfois, il ne serait pas nommé. Réserves faites de l'assentiment du chef de service, tout interne français pourrait, en principe, être doublé d'un interne étranger... Que notre projet soit ou non accepté, nous souhaitons que, de toutes manières, de nouvelles dispositions soient prises, qui sauvegardent les intérêts de nos étudiants et qui aident à l'essor de la pensée française à l'étranger. »

Ce projet, formulé en 1931, le Comité de l'association amicale des internes et anciens internes des hôpitaux de Paris, actuellement présidé par le professeur Legueu, vient de le faire sien, en 1934, sans en changer le moindre mot, mais en y ajoutant le vœu suivant : « En aucun cas, les internes nommés à titre étranger ne pourront briguer les titres et fonctions de médecins assistants des hôpitaux, ni accéder aux titres et fonctions de médecins, chirurgiens ou spécialistes des hôpitaux de Paris. »

Ce vœu émis par le jury des concours de l'Internat de 1931 demeura sans effet ; les internes étrangers nommés en surnombre pour l'année du concours continuèrent à rentrer dans la liste globale des internes en exercice pour les trois années suivantes, c'est-à-dire que le nombre des places mises au concours chaque année était diminué du nombre des étrangers nommés au concours précédent.

On ne saurait reprocher à l'Association des internes et anciens internes, ni à l'Association des internes en exercice,

d'avoir mené une campagne active pour obtenir de l'Administration générale de l'Assistance publique qu'elle reconnût la légitimité de leur requête. Abstraction faite des étrangers naturalisés avant le concours et concourant, par conséquent, comme Français, on peut admettre qu'il est anormal, sinon regrettable, que des étrangers non naturalisés prennent la place de nos jeunes Français et on ne peut être considéré comme xénophobe si on demande qu'ils soient nommés en surnombre et restent en surnombre durant les quatre années de leur internat.

Des divergences se sont manifestées dans les statistiques apportées par le professeur Hartmann à l'assemblée annuelle de l'A. D. R. M. lors de sa récente réunion, et dans celles qui ont été présentées par le comité de l'Association des internes et anciens internes. Le professeur Hartmann, dans la statistique de la dernière période quinquennale (1930-1935), relève 30 étrangers sur 460 nominations; mais il élimine les candidats des pays de protectorat et ne tient pas compte de la progression considérable qui s'est clairement manifestée dans les cinq années précédentes (1925-1930).

L'Association des internes en exercice, présidée par un de mes plus chers élèves, mon interne actuel, Jean Regaud, oppose la statistique suivante, prise à la même source, c'est-à-dire dans les archives de l'Assistance publique.

De 1920 à 1925, 3 nominations seulement à titre étranger.

De 1925 à 1929, 17 nominations à titre étranger.

De 1929 à 1935, 31 nominations à titre étranger.

La progression croissante apparait sans discussion possible.

Cette constatation prend un intérêt plus grand encore si on cherche ce que sont devenus ces internes étrangers après la fin de leur internat : Or, les 3 étrangers nommés de 1920 à 1925 sont retournés dans leur pays;

Sur les 17 nommés de 1925 à 1929, 12 se sont installés en France et 5 seulement sont retournés dans leur pays;

A partir de 1929, 10 sont décidés à rester en France; 12 pensent retourner dans leur pays; 9 sont encore indécis.

On comprend pourquoi et comment ces constatations ont ému les Associations des anciens internes et des internes en exercice et on ne s'étonne pas que ces Associations aient agi avec ténacité et obtenu gain de cause auprès de l'Assistance

publique. Dans sa séance du 28 février 1935, le Conseil de surveillance de l'Assistance publique de Paris a émis un vote qui supprime désormais toute équivoque. Les étudiants étrangers concourant à l'Internat comme étrangers, — c'est-à-dire n'étant pas naturalisés français, — sont nommés en surnombre; ils touchent la même indemnité mensuelle que leurs camarades français et remplissent les mêmes fonctions, mais en surnombre, c'est-à-dire qu'ils ne prennent pas la place d'un Français; s'ils sont acceptés par un chef de service dont le service ne comporte qu'une seule place d'interne, ils ne prennent pas cette place, mais occupent une place supplémentaire, dans laquelle ils remplissent les mêmes fonctions et ont les mêmes droits que tous les internes, n'étant nullement des internes de « seconde zone », comme on a tenté de le laisser croire. Une exception a été admise en faveur des sujets des pays placés sous le protectorat français; ces jeunes gens sont ajoutés, eux aussi, en surnombre à la liste de nomination, mais ils occupent, durant leurs quatre années d'internat, une place régulière et non supplémentaire dans le service auquel ils sont affectés.

Ces deux catégories de candidats, les étrangers et les sujets de pays placés sous le protectorat français, lorsqu'ils font acte de candidature au concours de l'internat, prennent, *ipso facto*, l'engagement de n'exercer la médecine ni en France ni dans les colonies; ils n'ont pas le droit d'accéder ultérieurement aux fonctions officielles comportant la nomination sur titres ou par concours, sauf s'ils se font naturaliser, auquel cas leur candidature ne pourra être posée qu'après dix ans de naturalisation.

Telles sont les décisions prises, en ce qui concerne l'internat des hôpitaux de Paris, par le Conseil de surveillance de l'Assistance publique.

Elles sont de nature à donner satisfaction à nos jeunes compatriotes, tout en laissant l'internat de nos hôpitaux de Paris ouvert à nos jeunes amis étrangers, qui viennent en France, non pas pour accroître, au détriment de tous, le nombre des médecins praticiens, mais pour travailler sous notre direction et pour retourner dans leur pays, en y apportant et y entretenant nos méthodes d'enseignement clinique et d'étude des sciences médicales.

Ces considérations, — bien arides pour les lecteurs qui ne sont pas familiarisés avec des discussions d'un ordre si spécial, — ont une importance considérable, si on les examine, en toute impartialité, du point de vue de l'avenir.

Je crois pouvoir en dégager une conclusion générale, dont j'ai développé la conception dans mon article sur *l'Avenir de la clinique française*, publié le 15 novembre 1933 par la *Revue*. Cette conclusion générale est la nécessité qui s'impose aujourd'hui de distinguer les deux grandes voies qui s'ouvrent devant l'étudiant en médecine : la *pratique professionnelle*, d'une part, la *recherche scientifique et l'enseignement*, d'autre part.

La France n'a aucun intérêt, — bien au contraire, — à voir s'accroître l'afflux des étudiants étrangers « de deuxième zone », afflux qui n'a d'autre conséquence que d'aggraver la pléthore médicale ; elle souhaite voir venir de plus en plus nombreux les étudiants et les jeunes médecins qui veulent se familiariser avec ses méthodes de formation scientifique et d'études cliniques, qu'ils implanteront et entretiendront dans leur pays.

Cette élite de travailleurs étrangers n'est pas représentée seulement par les jeunes étudiants qui viennent prendre part à nos concours d'internat ou qui, sans prendre part à ces concours, s'adonnent à acquérir la bonne et solide formation ; elle comprend également les jeunes médecins, très nombreux, qui, chaque année, viennent suivre les cours de perfectionnement organisés par les professeurs et les médecins et chirurgiens des hôpitaux, et, surtout, ceux qui restent attachés pendant des mois, des semestres, des années, à nos services de clinique et à nos laboratoires, où ils deviennent, comme assistants étrangers, de précieux collaborateurs.

Les professeurs, les chefs de service, qui sont entourés par cette élite de médecins étrangers et qui restent en liaison constante avec eux lorsqu'ils ont regagné leurs pays, ne sont pas des xénophobes ; bien au contraire, ils sont des xénophiles; mais ils sont, en même temps, des francophiles et surtout des défenseurs des droits légitimes des étudiants et des médecins praticiens français, dont ils ont le devoir de respecter la situation et d'assurer l'avenir.

ÉMILE SERGENT.

TRENTE ANS DE VERSAILLES

IV (1)

GRANDES ET PETITES VISITES

La journée du Tsar

Parmi les nombreuses visites de souverains que devait recevoir Versailles, la première, la plus brillante et la plus significative fut celle du couple impérial de Russie le 8 octobre 1896. Pour la première fois, un grand monarque faisait visite à la République et l'alliance conclue entre deux Puissances se trouvait consacrée aux yeux du monde par ce voyage historique.

La journée à Versailles fut le point culminant de ce court séjour. Elle naquit d'une idée d'historien. Le ministre qui l'a décidée savait la place qu'occupe la noble ville dans les imaginations princières. Que de voyageurs de sang royal y viennent, souvent sans bruit, interroger l'ombre de Louis XIV ! Que de beaux yeux y cherchent, avec une passion fraternelle, les souvenirs de Marie-Antoinette ! Nicolas II et l'Impératrice souhaitaient, eux aussi, de ressentir ces impressions et, pour couronner l'accueil de Paris, la France voulut mener les augustes visiteurs dans la maison des rois.

Je n'ai à dire ni l'activité de la ville, ni cette décoration qui faisait, de la porte de Picardie à la place d'Armes, une avenue triomphale, ni le Château transformé en quelques jours par un monde d'ouvriers. Les salons s'étaient garnis du mobilier le plus somptueux des résidences nationales : une moitié de la galerie des Batailles s'était transformée en salle

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1er mars, 1er avril.

à manger, l'électricité jetant partout ses fils dans les parties modernisées du palais. On y travaillait encore à midi, le 8 octobre. Mais, à l'heure même où l'Empereur entrait dans le parc de Saint-Cloud, quittant la manufacture de Sèvres où une curiosité d'art l'avait retenu assez longtemps, le château de Versailles était prêt et attendait.

Sur l'avenue de Paris, dans un court nuage de poussière, les chasseurs arrivent au galop, en lignes étincelantes, traversent les troupes massées sur la place d'Armes, passent les grilles sans ralentir et vont se ranger de chaque côté de la cour d'honneur, sur les pavés mêmes où se marque encore l'emplacement de la Maison du Roi. Les fanfares sonnent, doublées par l'écho de la Cour de marbre, et, quand s'ouvre le rideau bleu des cavaliers, le cortège apparaît. Ce n'est qu'un rapide spectacle pour la foule qui se presse aux fenêtres; les voitures passent au pied de la statue de Louis XIV et tournent par le passage de la chapelle, allant aux jardins.

Le parc était désert. Après la foule parisienne, après les acclamations incessantes de la route, on voulut reposer les visiteurs par de grands espaces calmes et un silence majestueux. La paisible journée d'automne, au ciel voilé, donnait aux allées profondes, déjà parsemées de feuilles, l'aspect qui fixe le mieux dans l'esprit la vraie mélancolie de Versailles.

Doucement, les souverains descendaient les pelouses; le jeu des eaux s'éveillait à leur passage. C'était Latone avec ses jets contrastés et l'éclat du métal rajeuni, adouci sous la nuée enveloppante ; c'était le char d'Apollon, la perspective du grand canal, et l'étoile des allées lointaines; c'était sans cesse la surprise nouvelle d'un jaillissement d'argent dans les feuillages.

Au bassin de l'Obélisque, on indiqua le chemin de Trianon. Mais il était tard déjà et le séjour de Marie-Antoinette demande à être vu à loisir, loin de la foule officielle et du bruit des escortes, sans cet apparat que la Reine n'admit guère à son petit château. L'Impératrice le comprit, car elle ne donna point l'ordre qu'on attendait, et les voitures continuèrent d'aller vers le bassin de Neptune.

Dès qu'elles s'arrêtèrent devant « la Renommée du Roi », les jets minces et multipliés montèrent à la fois, se mêlant haut dans les airs et déployant devant les bosquets centenaires

le rideau léger de leurs eaux. Ce spectacle, dont quelques-uns d'entre nous sont blasés, parut si grandiose aux souverains, qu'ils l'admirèrent longuement, sans parler, et que chacun put voir un étonnement dans les yeux du jeune Empereur, qui avait cependant parcouru le monde et possédé chez lui tant d'autres merveilles.

On mit pied à terre au Château dans la cour royale. Le long de l'escalier de marbre, les gendarmes, immobiles devant les massifs d'arbustes, sabre au clair, faisaient la haie des Suisses du roi. Un jour très affaibli tombait des hautes fenêtres. Les pas s'étouffaient sur les tapis. Un silence presque religieux rendait solennelle cette entrée impériale dans le palais de la royauté française.

« Votre Majesté gravit l'escalier de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI, celui de la vie quotidienne et aussi des grands cortèges. C'est par là qu'a passé, pendant trois règnes, l'histoire de la France. Voici l'appartement de la Reine, qui fut celui de l'empereur Pierre le Grand, lorsqu'il vint, ainsi que vous le faites, admirer le Versailles du grand Roi. Voici la chambre de Marie-Antoinette, où furent reçus, à leur arrivée, la grande-duchesse Marie et ce comte du Nord, qui fut votre aïeul Paul Ier... »

Au retour de la chapelle, le buffet est dressé dans le salon d'Apollon pour l'arrêt d'un instant. Les invités de la galerie s'impatientent derrière la haie que fait l'École d'artillerie pour ménager le passage jusqu'aux balcons. L'Empereur apparaît dans l'arcade du salon de la Guerre et s'avance lentement entre les sabres devant ces jeunes visages de soldats. Toutes les voix le saluent ; les mouchoirs et les chapeaux s'agitent ; les vivats formidables font vibrer les lustres enguirlandés. Les victoires de Louis XIV planent au plafond, dans les allégories de Le Brun, et le soir qui tombe ajoute à l'émotion de la scène. Un mauvais souvenir, qui remplissait cette galerie glorieuse, s'enfuit par les fenêtres ouvertes...

L'Empereur, seul, marche vers le balcon tendu de rouge. Sur les terrasses, autour des bassins irisés du parterre d'eau et jusque dans les allées déjà obscures, se presse tout un peuple qui l'attend. Sur l'horizon des feuillages se déploie un ciel rose aux nuages légers. Trente mille visages sont levés vers le Château. Un cri profond monte et se répète. Les sou-

verains répondent du geste et contemplent cette scène d'enthousiasme, dont un incomparable cadre d'histoire et de nature augmente la grandeur. C'est le moment le plus significatif de la journée que celui où le peuple de France acclame l'allié impérial, aux côtés du chef de la République, sur le balcon de Louis XIV.

Le cortège s'écarte respectueusement; les souverains sont ramenés au cabinet du Conseil, devenu l'antichambre de leur appartement, et pénètrent dans les pièces de Louis XV, qui ont été disposées pour eux. Après tant d'années d'abandon, cette partie du Château, qui n'intéresse plus que les artistes, s'est ranimée pour le jeune couple qui va l'habiter quelques heures. Les fleurs à profusion s'y mêlent aux œuvres d'art.

Au moment où les souverains y entrent, les bougies allumées luttent avec le jour finissant. Ils semblent curieux de parcourir aussitôt l'appartement silencieux et embaumé. L'histoire y évoque de singuliers contrastes. N'était-ce point des fenêtres de cette chambre toute fleurie, où l'Impératrice va se parer pour le soir, que notre famille royale a écouté la menace de l'émeute, au matin tragique du 6 octobre? Les hôtes nouveaux n'y entendent vibrer aujourd'hui que l'écho des acclamations joyeuses.

Il contient tant de passé, ce Versailles, qu'on l'y réveille partout au moindre appel. Qui a pu rester le soir, après le départ des invités du jour, dans le Château illuminé, l'a vu revivre de sa vie nocturne d'autrefois. La partie centrale n'était éclairée qu'aux bougies comme jadis. Dans la grande galerie, de sobres guirlandes, suspendues aux glaces et aux fenêtres, rappelaient les estampes de Cochin et les élégances du XVIIIe siècle.

C'est par là que le Président de la République, qui avait habité un moment l'appartement de Mme de Maintenon, alla chercher les souverains pour les mener au grand salon précédant la salle à manger. La première moitié de la galerie des Batailles avait offert pour cet usage un large vaisseau, garni d'un majestueux mobilier Louis XIV et tendu des plus belles tapisseries de *l'Histoire du Roi*. Au fond, une œuvre moderne, la seule, l'émouvant tableau de *Patrie*, évoquait la guerre de 70. Des Gobelins fermaient l'entrée de la salle à manger, où rien n'était changé de la décoration militaire; les victoires

nationales s'alignaient aux murs et devant la table décorée de fleurs, l'Empereur fut assis en face de la *Bataille de Fontenoy*.

Le cortège reformé se rendit au salon d'Hercule. L'estrade du spectacle se dressait devant la grande cheminée que domine le Louis XIV à cheval de Mignard. La poésie lyrique apparut la première, comme il convient; c'était Sarah Bernhardt disant les strophes de Sully Prud'homme, et la « Nymphe des bois de Versailles » salua les hôtes du Grand Roi :

Je dormais dans ces bois où, depuis vingt-cinq ans,
Ni le bruit des combats, ni la rumeur des camps,
Ne troublaient plus l'asile ombreux de mon long rêve...

Les comédiens et les comédiennes firent revivre d'anciens ballets; et l'on fit danser, devant cette assistance choisie, Cléo de Mérode et les plus souples ballerines de l'Opéra. De la pavane au menuet, les danses françaises d'autrefois se retrouvaient chez elles dans le salon même où la Cour les dansa le plus souvent, et l'Olympe du plafond de Lemoine entendit une fois encore les airs de Lulli et de Rameau, tant de fois chantés ici et qu'on pouvait croire qu'il n'entendrait plus...

Onze heures sonnent à l'horloge royale. Des cordons électriques dessinent les arêtes de la Cour de marbre. Les carrosses de gala se rangent sous la marquise. Les souverains descendent l'escalier de marbre. Les conversations du vestiaire cessent; les robes bruissantes s'immobilisent près des massifs de fleurs. On s'incline sous des regards qu'on devine satisfaits et souriants.

Les souverains partent pour Châlons où les attend la grande revue de notre armée, et la journée de Versailles prend fin dans les acclamations de la nuit.

Entre ces impressions de notre jeunesse et les pensées de l'heure présente, il semble, aujourd'hui, que plusieurs siècles se soient écoulés. Tant d'événements ont changé que nous comprenons mal l'enthousiasme suscité par cette alliance russe fêtée à Cherbourg, à Paris, à Châlons et que Versailles associait à notre passé. Elle marquait alors la fin de l'isolement de la France et sa place reprise dans le monde. Elle devait assurer son salut aux heures de péril qu'on ne voyait point venir, mais qu'il fallait pourtant prévoir. Dans cette union nécessaire

de deux peuples et de deux régimes aussi dissemblables, le plus difficile était de mettre d'accord la sensibilité des races. Une journée comme celle de Versailles laissait parfois deviner à ceux qui y participèrent les obstacles secrets à cette fusion des cœurs. J'y fis pour ma part une observation singulière : j'introduisais, avec le président Félix Faure, le tsar Nicolas dans le salon de Mme Adélaïde, dernière pièce de son appartement; il était seul depuis quelques instants dans ces lieux nouveaux pour lui, entre deux personnages, dont un seul lui était connu depuis la veille; il semblait s'avancer avec défiance dans les passages étroits que j'ouvrais pour lui. Soudain un bruit de pas s'entendit derrière la cloison. Je n'oublierai jamais l'impression d'angoisse qui parut sur les traits du souverain et le ton dont il dit, en désignant une porte découpée dans la boiserie :

— Qu'y a-t-il là?

— Ce sont, répondis-je, les officiers de Votre Majesté qui viennent prendre ses ordres.

On ouvrit, les uniformes apparurent et le front impérial se rasséréna.

Noble empereur de Russie, puissant et redoutable et qui viviez visiblement dans le souvenir des drames de cour de votre pays, qui aurait pu se figurer qu'un destin plus tragique encore vous attendait?

Quelques rois

La réception des souverains de Russie fut la première de toute une série qui devait amener dans notre Château les figures historiques les plus diverses. L'idée conçue et réalisée en 1896, pour une œuvre politique qui lui était chère, par M. Gabriel Hanotaux, parut assez intéressante pour être reprise dans des circonstances moins solennelles. Le gouvernement s'habitua à comprendre Versailles dans le programme des visites royales, désormais fréquentes. On ne renouvela point les magnificences nocturnes, ni l'aménagement des installations complètes. Le dîner fut remplacé par un déjeuner toujours somptueux et dont le décor variait à peine dans la galerie des Batailles. Mais ce qui variait sans cesse, c'était la couleur diplomatique de la journée, et les préoccupations du monde

officiel. J'ai pris part à des commissions agitées, côtoyé des tragédies de protocole, assisté à des discussions de préséance que pacifiait le décret de Messidor. J'ai vu se créer des traditions excellentes, et apparaître dans nos mœurs démocratiques les formes d'un cérémonial nouveau. Louis XIV, son prestige, et ses œuvres de beauté ont rendu parfois à la nation républicaine quelques services.

Presque tous les souverains de l'Europe m'ont eu nécessairement pour guide dans ces visites officielles dont le programme était généralement le même. Un déjeuner de cinquante ou soixante couverts, offert par le Président de la République, dans la galerie des Batailles tendue en partie de Gobelins, la visite générale du premier étage du Château, celle des petits appartements étant réservée aux seuls souverains. Je conduisais le cortège auprès de la Reine, le Président étant avec le Roi. Nous nous arrêtions sur le balcon de la Galerie, pour voir commencer le jeu des eaux. On suivait les grands appartements jusqu'à la chapelle qu'on regardait de la tribune, et l'on sortait par la galerie basse sur la terrasse devant laquelle étaient rangées les voitures. Ma tâche ainsi achevée, je ne faisais plus partie que de la suite pour la visite du parc. Et c'était un véritable repos que de passer sous les grands arbres en voyant jaillir à chaque tournant les grands jets d'eau dans la lumière, jusqu'à l'apothéose finale de Neptune.

Seuls les souverains d'Angleterre échappèrent à ce protocole et firent leur visite dans une intimité plus agréable. Celle d'Édouard VII date du séjour où tant d'activité diplomatique, durant son incognito cordial, prépara de si grandes choses. Il présentait Versailles à la Reine, et dans le déjeuner qui suivit, aux Réservoirs, auquel assistait aussi Detaille, il se donna le plaisir de placer en face de sa femme cette aimable M[me] Standish qui lui ressemblait comme une sœur jumelle. Le roi George vint aussi avec la reine Mary, et le souvenir de la visite leur agréa sans doute puisque je vis entrer dans mon cabinet, peu d'années après, un aimable adolescent, qui me dit avec simplicité : « Je suis le prince de Galles; ma mère m'a dit que vous auriez sans doute l'obligeance de me montrer Versailles comme vous avez fait pour elle. » On ne pouvait montrer plus de bonne grâce. A vrai dire, la plupart des

souverains que j'ai eu occasion de guider m'ont laissé une impression semblable.

Comment, par exemple, ne pas l'éprouver auprès de Victor-Emmanuel III et de la reine Hélène ? J'eus un plaisir particulier à conter à celle-ci les anecdotes féminines de notre Château, et à noter la part importante qu'ont eue, dans la création de Louis XIV, les maîtres et les artisans italiens. Une fois encore, une pensée maternelle m'envoya un prince charmant et j'entendis ces gentilles paroles :

— Ma mère m'envoie vers vous pour cette visite de Versailles qu'autrefois elle a faite trop vite à son gré.

Le prince de Piémont me parla aussi du voyage en France de sa grand-mère que j'avais été si heureux de recevoir. La reine Marguerite avait laissé à ma jeunesse romaine le souvenir de sa beauté éblouissante à laquelle s'ajoutait le prestige d'une intelligence très cultivée ; mais je goûtai pleinement ce charme, lors de sa visite. Elle avait longtemps retardé cette exploration de notre pays dont les institutions ne lui inspiraient point de sympathie. Je crois qu'elle nous quitta avec moins de préventions et je voudrais que l'accueil qu'on lui fit à Paris et à Versailles fût pour quelque chose dans ce changement. Elle connaissait fort bien notre histoire royale, à laquelle celle de la Maison de Savoie est si intimement mêlée. Parmi nos alliances savoyardes, c'est la duchesse de Bourgogne qui lui tenait le plus au cœur. Nous lui montrâmes plusieurs portraits de cette charmante princesse devenue par son mariage la petite-fille de Louis XIV et qui remplit des pages de Saint-Simon. Elle nous demanda si nous connaissions l'image, en habit de chasse, qui figure au palais royal de Turin et, comme nous l'ignorions : « Je veux, dit-elle, vous la faire connaître ; je vous en enverrai la reproduction. »

Nous attendions quelque belle photographie qui d'ailleurs tardait à venir, quand nous reçûmes un jour de l'ambassade une large caisse d'où sortit le portrait peint de la duchesse de Bourgogne en habit rouge d'amazone ; le cadre somptueux était aux armes de Savoie. J'ai eu l'occasion de renouveler mon remerciement à la reine Marguerite, la dernière fois que l'honneur me fut accordé d'être reçu par elle, dans son palais romain, en mai 1918. Les vicissitudes de la guerre, qui troublèrent alors tant de cœurs, n'ébranlaient pas la force et la

confiance de celle qui avait incarné un temps les espérances de l'Italie.

Versailles ne se présentait pas toujours à des personnes royales aussi bien informées. Une des premières qu'il m'avait été donné de recevoir, un roi du Nord, m'avait prêté au cours de la promenade la plus aimable attention. J'avais expliqué assez naïvement les richesses d'art du Château quand, au départ, en me remerciant, il me posait cette question inattendue :

— Ce beau palais si intéressant, dites-moi, quel est le roi qui l'a construit ?

La réponse me valut un dernier remerciement. Et ce fut une leçon dont je tirai quelque profit et que je transmets aux conservateurs des palais historiques, afin qu'ils n'oublient point, à tout hasard, d'éclairer leur lanterne.

Le pont de Trianon

Une aventure tragi-comique marqua la visite des souverains de Norvège en 1907. Une idée bizarre était venue au protocole : celle de varier le programme de la journée de Versailles en faisant circuler dans le parc l'attelage à la Daumont de l'Élysée. On nous demandait d'inventer aussi quelques nouveautés ; dans la petite conférence de la préfecture, quelqu'un proposa une promenade à travers le petit Trianon, compris le Hameau qui, pensait-on, pouvait intéresser la Reine. L'expérience fut faite aussitôt et le célèbre Monjarret nous fit essayer l'itinéraire, dans la pompeuse voiture, à travers les allées de Versailles et de Trianon. Celles-ci, plus resserrées, se prêtèrent pourtant à ses jeux habiles, et après avoir contourné l'étang, on repassa sans difficulté le petit pont, pourtant étroit, qui relie les deux parties du Hameau.

Le jour arrivé, tout se passe bien jusqu'à ce point difficile; mais l'attelage y est à peine engagé que le cortège s'arrête brusquement. Un cri de femme retentit, le président Fallières est debout dans la voiture ; le Roi descend précipitamment de la sienne, croyant peut-être à un attentat, et emporte la Reine dans ses bras. Que s'est-il donc passé ? Les deux chevaux de flèche, effrayés sans doute par les reflets de l'eau trop voisine,

ont sauté le parapet. L'une des bêtes, empêtrée dans ses harnais, agonise dans cinquante centimètres d'eau, et l'on voit sortir de la rivière, ruisselant et penaud, le beau piqueur qui la montait.

Tandis que l'émotion s'apaise, un ministre furieux prend à partie le malheureux architecte :

— Pourquoi votre pont est-il si étroit? Vous allez me faire le plaisir de l'élargir immédiatement.

L'interpellé pouvait répondre que Mique n'avait pas prévu l'attelage à la Daumont. Il préféra s'exécuter; et dès le lendemain le pont fut élargi et défiguré.

Derniers visiteurs royaux

Le mieux informé de nos visiteurs royaux fut le roi Alphonse XIII. Il revenait vraiment, en toute aisance, dans la maison de ses aïeux. Lors de son voyage officiel une surprise lui était ménagée dans la chambre de Louis XIV, là-même où le grand Roi avait présenté à la cour son petit-fils, le duc d'Anjou, qui devenait Philippe V d'Espagne, annonçant l'espérance qu'il n'y aurait plus de Pyrénées. Le maire de Versailles présentait au descendant de Louis XIV l'acte de baptême du duc d'Anjou que les princes et princesses du sang avaient signé avec le Roi sur le registre de la paroisse de Notre-Dame. Alphonse XIII se montra enchanté de cette attention, comme il le fut des acclamations enthousiastes de la foule qui l'accompagnèrent le long de l'avenue de Trianon et à son retour à travers la ville.

Le jeune Roi m'avait promis de revenir pour voir avec plus de détails ce qu'une réception officielle ne lui permettait que d'effleurer. Je croyais cette promesse évasive, quand je reçus, bien des années après, l'annonce de cette visite tout intime que ce Bourbon voulait faire à Versailles. C'était à la fin de 1919, et j'étais sur le point de quitter ma conservation. Ce fut un de mes derniers plaisirs de recevoir le souverain qui avait rendu à la France de ses pères, pendant la guerre, les services d'un véritable ami. La promenade fut longue et complète, et l'excellente information du visiteur lui permit de nous donner d'utiles renseignements sur le grand Gobelin qui représente l'entrevue fameuse de Louis XIV et de Phi-

lippe IV dans l'île des Faisans : il nous nomma ainsi les diverses décorations espagnoles figurées dans la tenture et nous montra qu'il les portait encore lui-même, brodées dans la doublure de sa jaquette.

Cette promesse royale, exactement tenue, m'en rappelle une autre bien émouvante. Lors de la visite des souverains belges, quatre années avant la guerre, la reine Élisabeth m'avait manifesté le même regret de passer si vite au milieu de tant de choses qui l'intéressaient.

— Je reviendrai, disait-elle, à mon prochain voyage et nous prendrons tout le temps qu'il faut pour bien connaître votre Versailles.

Les années passèrent, et quelles années! La reine Élisabeth avait été, à côté du roi Albert, une héroïne et la reconnaissance restait dans tous les cœurs. La paix était signée, et j'habitais déjà Paris, quand je reçus une lettre de la comtesse de Caraman-Chimay, m'annonçant pour un jour précis la visite autrefois décidée. Et cette journée de printemps, où Trianon tint la plus grande place, a pu s'ajouter à mon bouquet de souvenirs de Versailles.

Princes et diplomates

Depuis longtemps, le ministère des Affaires étrangères avait pris l'habitude d'envoyer au conservateur quelques princes ou quelques grands ministres de passage à Paris. Il s'y prêtait avec plaisir, apprenant sans sortir de chez lui à se familiariser avec le Gotha.

Les cours allemandes donnaient peu et je reçus rarement la Saxe et la Bavière. L'Autriche, au contraire, avait pour Versailles une curiosité insatiable. Je la trouvais telle chez l'archiduc Frédéric, lettré et artiste, entouré d'enfants, qui me fit envoyer de Vienne la collection des dessins de l'Albertine.

Une belle princesse ramenait à Versailles le nom même de la mère des trois derniers Bourbons, Marie-Josèphe de Saxe, dont le fils devait être le dernier empereur d'Autriche et je restais émerveillé de tout ce qu'elle connaissait de notre histoire.

J'aurais dû garder plus de souvenir des grands-ducs et des grandes-duchesses. Bien avant l'alliance, la Russie nous

envoyait ses princes. Quand elle fut conclue, après la visite du Tsar, j'eus une preuve de la confiance établie entre les deux gouvernements par une circonstance qui surprit mon inexpérience. Ce grand ministre que fut Delcassé, et qui m'honorait de son amitié, m'avait chargé de présenter le Château à un grand-duc plus important que les autres, qu'il appréciait particulièrement. Il nous rejoignit à l'heure du déjeuner dans le petit cabinet Pompadour de l'hôtel des Réservoirs. J'y avais fait maintes fois de plus gais repas, mais aucun ne m'a laissé une impression plus profonde. J'y appris, à l'heure où les Français les ignoraient encore, les projets grandioses sur le Maroc et les assises nouvelles de l'équilibre européen.

L'historien de métier, réduit à voir les problèmes dans les papiers et dans les livres, gagne à se trouver en contact avec des réalités et devant ces aspects mouvants de la politique faite par des vivants qui échangent des pensées intimes et préparent des situations. Ce bienfait, reçu souvent dans la suite, me permit de comprendre plus nettement les anxiétés d'un Bernis ou les manœuvres d'un Choiseul.

Tous les diplomates nommés à Paris nous visitaient et c'était une charge de ma fonction de les initier à Versailles. Quelques-uns y revenaient et restaient des amis. Comment ne pas me rappeler avec sympathie l'intelligent visage du chevalier de Stuers qui représenta si longtemps les Pays-Bas parmi nous et dont l'affectueuse bonne grâce est continuée par son successeur? Il connaissait tout du Château et pourtant y revenait sans cesse.

Non moins vivante reste en moi l'image du comte Golukowski, qui fut ministre de François-Joseph et que ses nombreuses attaches de famille ramenaient souvent au faubourg Saint-Germain. L'aimable « Golu », comme on l'y nommait, m'a fait comprendre la séduction d'un Kaunitz, ministre de Marie-Thérèse.

Quel profit d'expérience ne tire-t-on pas d'une heure ou deux passées en tête-à-tête avec des hommes qui guident des portions de l'humanité! Avec sir Wilfrid Laurier, par exemple, ou le grand président Roosevelt, et, pour rester en Amérique, n'est-ce pas toute une sensibilité que révèle un mot de Carnegie lors de sa visite? Le bon milliardaire avait parcouru le Château comme par corvée, sans que son œil indifférent et

son visage impassible eussent marqué le moindre intérêt pour des beautés que nous trouvons admirables. Nous sortîmes dans les jardins et, dans le bouquet de grands arbres qui domine la descente de Latone, se fit entendre un concert d'oiseaux. Le visage s'éclaira subitement et le brave homme s'écria : « Ah! des oiseaux! Il y a des oiseaux! » et il semblait remercier son guide comme s'il eût reçu cette joie de la nature.

Visiteurs d'Allemagne

Nous avions pour voisins d'été, à Viroflay, Gaston Boissier et sa famille. Notre vieux maître y recevait ses grands confrères étrangers et nous les amenait volontiers. Mommsen fut du nombre. Je l'avais déjà vu à Rome, et j'ai conté, dans les *Souvenirs d'un vieux Romain*, avec quel sans-gène il avait refusé de s'associer aux marques de respect données à Léon XIII, un jour que celui-ci passait familièrement parmi les travailleurs de la Bibliothèque vaticane. L'historien de l'antique Rome n'en était pas moins admiré de notre jeunesse. A Versailles, il fut correct, mais comme nous suivions la Galerie des glaces où son œil de proie évoquait trop clairement la journée de la proclamation de l'empire allemand, il s'étonna du peu d'empressement que nous mettions à nous y intéresser.

— Vous, Français, s'écria-t-il, vous devriez partager notre sentiment pour cette journée historique tout au moins. N'était-ce pas la politique de la France qui triomphait, elle qui a toujours soutenu le principe des nationalités?

— Nous aurions préféré un autre moment, lui fut-il répondu.

Et nous ne sûmes jamais si Mommsen suivait réellement dans sa tête carrée son paradoxe patriotique ou s'il se moquait froidement de nous.

Un autre visiteur de Berlin, de manières plus aimables, s'était fait annoncer comme l'architecte principal de Guillaume II. Il m'apportait de la part de son maître les photographies de trois beaux meubles Louis XVI, deux fauteuils et un écran, et me disait :

— L'Empereur les a découverts chez un particulier; l'un

d'eux porte l'étiquette : *Cabinet de la Reine à Versailles*. Sa Majesté voudrait savoir à quelle pièce de votre Château correspond cette désignation.

— Cela est aisé, répondis-je après un bref examen, je vais vous mener au cabinet de Marie-Antoinette, et vous verrez combien s'accordent parfaitement les motifs de ce mobilier à la décoration de la pièce.

C'était, en effet, les palmettes, les cassolettes, et les sphinx charmants du grand cabinet de notre Reine. Il était facile de les dater et de les revoir à la place exacte qu'ils avaient occupée. Je ne le constatai pas sans mélancolie.

— Vous les verrez dans notre musée, me dit M. von Ihne, avec d'autres beaux meubles français. L'Allemagne s'est remplie du mobilier de Versailles et de vos maisons royales, acheté par nos juifs au moment de votre grande vente nationale de 1793. On en trouve un peu partout, et tel immense château, comme Landshut, en Silésie, a été entièrement meublé des dépouilles de Versailles. Nous vous montrerons cela à votre prochain voyage.

J'ai vu, en effet, peu de temps après, l'admirable mobilier royal dans sa dorure intacte, et j'ai souhaité ardemment qu'il revînt un jour recréer dans nos petits appartements un coin d'harmonie parfaite. Rien n'était plus facile que de l'obtenir en 1919, et je sais telle liste de revendications françaises où il n'était point oublié. Les maîtres de l'heure ont dédaigné ces modestes reprises pour les réparations fameuses qui se sont évanouies en fumée.

L'Allemagne ne m'envoyait pas toujours des visiteurs aussi distingués que l'architecte impérial. Je dus accueillir un jour, sur la présentation de sa carte de *privat docent*, un personnage dont le nom m'échappe aujourd'hui, et qui, à peine assis, m'interrogea :

— Pouvez-vous me dire, mòsieur, de quelle couleur étaient les yeux de « Faufenargues »?

Étonné, je fis répéter la question et avouai mon ignorance sur le physique de notre moraliste. Mon interlocuteur me dit alors qu'il cherchait à rattacher à la source germanique, suivant les doctrines de « Copineau », les grandes figures de l'Europe. Il avait déjà fait cet inventaire pour les Italiens et nous préparait le même honneur. Son critérium était assez

simple et portait uniquement sur la couleur des yeux, du teint et des cheveux.

— Je me suis renseigné, dit-il, sur Jeanne d'Arc et « Matame » de Sévigné. Pour Mme de Staël, elle avait bien, n'est-ce pas, les yeux « pleus » et les cheveux « plonds » ?

Je formulai un doute sérieux et il me promit de vérifier. Mais comme il s'informait avidement sur Molière, Racine et Du Guesclin, je l'engageai à examiner les portraits de notre musée et lui offris notre huissier pour l'accompagner dans les salles. Celui-ci me rapporta que le carnet du visiteur s'était couvert de notes innombrables, et je reçus le lendemain, en remerciement, un volume illustré consacré aux gloires italiennes et où Dante, Pétrarque, Michel-Ange, Raphaël et Léonard étaient annexés au germanisme au même titre que Cavour et Garibaldi. N'ayant pas répondu à cet envoi, je n'ai pas reçu l'ouvrage nouveau où ce savant plein de conscience a établi par la même méthode que les grands Français ne sont pas des Français. Je ne sais ce qu'est devenu le professeur, s'il a fini dans une salle de maniaques ou s'il est une des lumières de la nouvelle science raciale qui sert le régime hitlérien.

Le « jour » du conservateur

Le jour de la semaine où il reçoit, le conservateur de Versailles voit son cabinet envahi par de bien étranges visiteurs. Celui-ci apporte une miniature de quatrième ordre qui représente toujours, suivant la coiffure, Marie-Antoinette ou Mme de Pompadour. Celui-là tient absolument à ce que je reconnaisse comme authentiques un lot de lettres obscènes de la marquise, écrites au marquis de Sade sur un papier de cuisinière ; cet autre déballe en grand mystère une caisse contenant un Nattier : « Une fille de Louis XV, n'est-ce pas? » Et il faut user de précaution pour avertir ce collectionneur que son chef-d'œuvre est une croûte. Cet autre sollicite un avis sur un coffret d'ivoire que ses ancêtres ont reçu de Louis XV et qui porte des signes indéniables de l'art du Premier Empire. Puis, c'est le défilé naïf des bonnes gens de province qui vous prennent pour un d'Hozier d'ancien régime et croient que vous détenez la généalogie de leur famille.

Un d'eux s'introduit, un jour, sous un nom qui ne m'est pas inconnu, et tient ce langage :

— Nous descendons, monsieur, d'une jeune personne qui fut distinguée par le Roi au Parc-aux-cerfs. Nous tirons honneur, vous le comprenez, de cette origine. Je suppose que dans les armoires du Château il a pu rester des documents se rattachant à son histoire, et j'ai fait le voyage tout exprès pour me renseigner auprès de vous.

— En effet, monsieur, le nom ne m'est point inconnu, mais je n'en sais pas davantage.

— Cependant, monsieur, vos archives, vos armoires?

Il n'y a plus qu'un moyen de s'en tirer, et je réponds avec solennité qu'elles ont été cruellement dispersées dans la tourmente révolutionnaire. Le visiteur me quitte déçu, non sans faire valoir d'un bref mouvement le profil bourbonien de son visage.

Montesquiou entre un jour d'un air triomphal :

— J'ai la cuve ! je l'emporte; on vient la charger demain pour Neuilly.

C'était, en effet, un triomphe pour ce grand bibelotier que d'amener chez lui un des restes les plus curieux du Versailles de Louis XIV. Cette piscine de marbre rose avait figuré dans l'appartement des bains, et servi à toute la famille royale. On l'avait enlevée sous Louis XV en aménageant pour Mesdames, filles du Roi, cette partie du rez-de-chaussée, et Mme de Pompadour en avait fait un bassin dans son jardin de l'Ermitage. Tous ces détails sont dans Luynes : mais l'Ermitage est devenu un couvent de religieuses, et le souvenir de son histoire s'était perdu.

Le rusé Montesquiou fut trouver la supérieure et lui conta des anecdotes qui devaient la scandaliser, y mêlant le souvenir profane de Mme de Montespan qui avait certainement usé de cette merveilleuse baignoire. Pour en débarrasser la communauté, il offrit une petite somme accompagnée du don, beaucoup plus précieux, d'une calotte authentique portée par Pie IX. C'est l'issue de cette étonnante négociation qu'il venait me conter.

— Ah bien! Nous allons l'inaugurer ensemble, me dit-il, à la prochaine fête de Neuilly, et vous verrez quelle jolie place le beau marbre trouvera chez moi.

La petite fête eut lieu dans la maison qui regarde le bois de Boulogne, auprès de celle de Barrès. Tout Paris esthète y fut convié et les grandes diseuses, en l'honneur de cette conquête, égrenèrent nombre de *perles rouges*. Elle a fini, je crois, dans la villa du Vésinet où Montesquiou dut transporter plus tard ses collections réduites. Il avait l'intention de la restituer au Château, mais les conditions posées n'étaient pas réalisables : peut-être eût-il été préférable de laisser à l'Ermitage ce vestige singulier du luxe royal.

Versailles adopté par la mode

Une femme de vif esprit, qui suit d'assez loin son âge, se plaît à me dire, pensant à elle et à de plus jeunes amies :

— A nous toutes vous avez révélé Versailles. On y retourne maintenant sans cesse et toujours en songeant à vous.

— Vous finiriez, chère amie, par me faire croire à vos flatteries. Par bonheur, la génération qui monte me rappelle à la modestie. Elle va tout droit à Versailles par les chemins de l'art et de l'histoire, et ne se soucie nullement des circonstances et des gens qui ont préparé ce mouvement. Et les choses sont très bien ainsi.

Il est exact qu'au temps où commencèrent les travaux du musée, Versailles restait assez indifférent à la société parisienne. La preuve en fut donnée lors d'une visite que fit à Trianon un groupement mondain qui fleurissait déjà sous le nom de *Société artistique des amateurs*. En 1897, ses présidents étaient le bel animateur Fournier-Sarlovèze et ce charmant Guy de La Rochefoucauld qui purent obtenir l'insigne faveur d'occuper pour un après-midi le petit théâtre de Marie-Antoinette, à Trianon, et d'y donner l'aimable opéra-comique de *Joli Gilles*. La salle, qui dut être aménagée avec un éclairage de fortune, n'a plus été, je crois, accordée, par une crainte justifiée des risques d'incendie. Quand les comédiens eurent été félicités dans les coulisses jadis royales, commença la visite de Trianon qui complétait le programme. Je m'aperçus alors que, parmi les brillantes visiteuses, aucune ou presque aucune ne connaissait Trianon. Il y avait cependant dans l'assistance ce qu'on est convenu d'appeler « les plus grands noms de France » et beaucoup avaient été portés dans

l'entourage de Marie-Antoinette. Je ne pus m'empêcher de faire dans mon allocution de guide un reproche assez vif à ces Françaises si peu curieuses des choses de France.

Je m'imposai dès lors d'accueillir et de guider dans Versailles toutes les sociétés, toutes les familles même qui me paraissaient animées d'un sincère désir de le bien connaître. J'y recevais aussi volontiers tantôt une grande école, tantôt les bons ouvriers des Gobelins que m'amena pour une journée mon ami Gustave Geffroy. Je ne regardais pas comme perdues, les heures que je passais à faire comprendre le chef-d'œuvre et à semer les idées justes.

Pour des visiteurs de choix, le parcours des appartements du premier étage se complétait par celui du logis de Mme Du Barry et de ce qui reste des petits cabinets de Louis XV. On montait jusqu'à la forge de Louis XVI, aujourd'hui bien réduite, voisine du mécanisme de l'horloge que le roi se plaisait à entretenir, et l'on sortait de là sur les toits, promenade éblouissante où les dessins des terrasses et des parterres déploient leurs lignes logiques et somptueuses.

Les privilégiés dignes de comprendre une beauté de pure technique architecturale étaient menés dans les combles de la galerie des Glaces et de ses deux salons, où les poutres de châtaignier, assemblées par Mansart, forment une forêt indestructible. Pourquoi a-t-il fallu qu'une maladresse ude nos jors ait compromis par endroits cette solidité et introduit des fermes de fer qui les déshonorent dans les charpentes destinées à durer des siècles ?

A la chapelle

La chapelle du Château, témoin de tant de glorieuses solennités, vivait encore de sa vie religieuse discrètement rétablie au temps de l'Assemblée nationale. La messe dominicale y était dite par un aumônier régulier ; un organiste tenait l'instrument enfermé dans le riche buffet sculpté par Du Goulon ; les banquettes étaient toujours remplies. Cet état officiel prit fin avec la dénonciation du Concordat, et le service religieux maintenu par quelques fidèles ne tarda pas à disparaître.

Le noble vaisseau qu'avait conçu Mansart demeura une

magnifique salle de concerts spirituels, où les puissantes compositions chorales et instrumentales d'autrefois trouvent leur cadre naturel. Ce rôle peut lui revenir le jour où sera restauré l'orgue auquel s'intéressait M. Widor, qui venait souvent, dans l'intimité, en ranimer pour une heure les jeux inactifs.

On y a organisé, de mon temps, d'admirables après-midi, où les œuvres de Couperin et de Lalande reprenaient une vie nouvelle sous la voûte où la fameuse « chapelle du Roi » les exécutait en leur fraîcheur. Il y avait souvent une belle voix de femme, celle de la comtesse de Guerne ou de Mme Kinen, pour en varier le programme et attirer les Parisiens. Il fallait cependant quelque imagination pour évoquer à leur place la splendeur de l'ancienne Cour; seule la musique créatrice d'images devait nous la rendre.

Propos de salons

La société avait définitivement adopté ce Versailles jadis dédaigné. L'intérêt qui s'y rattachait rejaillissait sur son conservateur. Si j'écrivais ici des « confessions », je me laisserais aller à conter la complaisance avec laquelle je me suis prêté, pendant deux ou trois saisons, aux caprices du monde. Je n'ignorais point que la notoriété fugitive qui entoure telle figure exhaussée un instant sur l'horizon ne l'empêche point, après un succès passager, d'être rejetée pour jamais dans les ténèbres extérieures. Mais on cède volontiers au plaisir d'être recherché, et de répondre au désir d'une maîtresse de maison qui vous compte parmi les ornements de sa table et de son salon. Les curiosités qu'on peut satisfaire sont bien monotones; on me posait toujours les mêmes questions : Comment se chauffaient les grands appartements de Versailles? Si la Cour de Louis XIV ignorait complètement l'usage des bains? Si le Roi avait vraiment épousé Mme de Maintenon? La question Fersen commençait à sévir et provoquait des demandes insidieuses. Il fallait répondre aussi sur la qualité du gris-trianon que les tapissiers mettaient à la mode, et s'il était exact que Marie-Antoinette revînt hanter le Hameau? Il était entendu que je devais avoir des apparitions quand je parcourais de nuit les appartements de Versailles. On me fit conter

tout un hiver la même historiette. N'avais-je point reçu une visite singulière, alors qu'à ma table de travail j'étudiais le différend célèbre entre Choiseul et Mme Du Barry?

La portière de mon cabinet se soulevait et laissait passer une femme très belle, en habit de Cour, en qui je reconnaissais, sans hésiter, mon héroïne du moment. Mais comme je me levais avec empressement, il se formait autour du cou très blanc un collier de corail rouge et la tête poudrée se détachait brusquement et roulait à mes pieds. Je racontais cette horreur et le brusque réveil d'hallucination, avec une telle chaleur que les assistantes imaginatives s'écriaient d'une même voix :

— C'est bien une apparition véritable!

Il m'arrivait dans tel grand dîner d'avoir les honneurs de la droite lorsque manquait l'ambassadeur ou l'académicien. En tout cas, Versailles était toujours honorablement placé entre deux dames fort emperlées et d'âge sérieux qui se tournaient vers moi avec grâce. Ma voisine de droite, dès le potage, me confiait :

— J'adore Versailles. — Et aussitôt : — J'ai tous vos livres, monsieur; mon préféré, c'est *le Collier de la Reine*, où vous êtes incomparable.

— Je ne manquerai pas, madame, répondais-je, d'en féliciter mon ami Funck-Brentano.

La dame se taisait, surprise, et le collier de perles de gauche se penchait à son tour :

— Monsieur, j'adore Versailles, et aussi vos ouvrages; je les ai tous : quelle suite intéressante dans *Vieilles maisons, vieux papiers*!

— Je partage votre sentiment, madame, et M. Lenotre en serait très flatté.

Ces menus incidents, durs à l'amour-propre d'un écrivain, lui font mesurer la vanité de sa petite gloire.

PIERRE DE NOLHAC.

(A suivre.)

LES CÉLÉBRITÉS AUX EAUX

I. — VICHY

Les stations thermales furent de tout temps le rendez-vous des souverains, des snobs, des pontes... et des malades. Autour de ces acteurs de premier plan on en voit d'autres, qui vont quérir sur ce terrain neutre diverses fortunes étrangères aux emprunts diplomatiques ou à la médecine ; par exemple, conclure une affaire, vendre des produits défendus, poursuivre quelque aventure galante, acheter des terrains à bâtir.

Cette diversité d'appétits amène nécessairement un mouvement ininterrompu autour des sources et des casinos ; c'est pourquoi les aigrefins et les pick-pockets y circulent à l'aise.

Nous avons souvent pensé qu'il y aurait, en y regardant de près, bien des souvenirs à recueillir autour des stations thermales. Les goûts se transforment aujourd'hui si vite, que déjà ce qu'on appelait la « vie aux eaux » il y a quelques années, n'existe plus. Toutefois, faut-il oublier qu'elle eut ses attraits et ses fervents ? Sans remonter aux Romains, ni même à Charlemagne, peut-on négliger Montaigne, qui illustra Plombières, ou Scarron qui trempa son corps tortu dans le *bain des Capucins* avec l'espoir d'y laisser sa bosse ? Il serait ingrat de ne pas se rappeler que la grande Mademoiselle mit Forges à la mode, que Mme de Montespan lança Bourbon-l'Archambault, que le duc du Maine fit une cure à Barèges avec la Maintenon, que Mme de Sévigné consacra Vichy, que Lesdiguières se soigna à Vals et « M. d'Apt à Spa ». Peut-on effacer la mémoire de Pauline de Beaumont et de Marie Bashkirtseff au Mont-Dore, de Chateaubriand à Cauterets, celui de la tendre Hortense à Aix-les-Bains, de Gœthe et de Vinet à Louèche, d'Ozanam à Allevard ? etc.

D'ailleurs, nous l'avons noté, les « eaux » ne sont pas uniquement visitées par des baigneurs. C'est à Carlsbad, « dans une obscure maison » que la duchesse d'Angoulême reçut François René pour la dernière fois, à Plombières que Napoléon III décida de délivrer l'Italie, à Ems que Bismarck falsifia sa fameuse dépêche...

Enfin les hommes de lettres ont emprunté bien souvent le décor des stations thermales pour leurs romans, ou pour leurs contes. Ceux de la reine de Navarre ont Cauterets pour théâtre; Henri Heine ne raconta-t-il pas l'histoire de la belle Francesca aux *Bains de Lucques*, le Raphaël de Balzac ne se bat-il pas en duel à Aix ? Gustave Droz, en écrivant *Autour d'une source*, ne révéla-t-il pas comment on monte une affaire politico-thermale, et n'inspira-t-il pas ainsi le cruel *Mont-Oriol* ? Au reste, Maupassant trouva à Louèche la matière de deux nouvelles, l'une tragique, *l'Auberge*, l'autre d'une excellente amertume. Alphonse Daudet plaça à Allevard les meilleures scènes de *Numa Roumestan*, et René Boylesve brossa dans son roman *les Bains de Bade* une étonnante peinture du XVIe siècle, sortie entièrement d'ailleurs de son imagination... C'est assez pour expliquer nos recherches, et peut-être pour les excuser.

Il devrait toujours y avoir une tête couronnée sur les bouteilles d'eaux minérales, la vogue et le lancement des eaux étant presque toujours dus à un roi ou à un empereur.

Vichy, que les Romains avaient placé au premier rang de la Table de Peutinger, sous le nom d'Aquæ Calidæ, eut fort à souffrir, dit-on, des guerres de religion. Joignez que les Parisiens aimaient peu à se déranger alors pour prendre les eaux (vu l'état des routes), que les coches aux XVIe et XVIIe siècles étaient souvent arrêtés par les voleurs (Conrart ne nous dit-il pas que celui de Senlis fut assailli au mois de mai 1652 et que sept voyageurs furent assassinés ?), qu'il fallait huit jours pour se rendre à Clermont et, pour achever le tout, que les voitures étouffantes demeuraient fort incommodes. On trouvait suffisant, quand venait la belle saison, de préserver sa santé en se faisant tirer quelques pintes de sang, ou en mangeant tout bonnement une gousse d'ail sur du beurre frais.

Par un phénomène assez cocasse, Vichy ne prit quelque importance qu'après... la trahison du connétable de Bourbon.

Les biens de ce dernier revenant au Roi, il ne put s'y intéresser effectivement que lorsqu'ils appartinrent à la couronne : nous n'aurions jamais attribué ces conséquences lointaines à la félonie du Connétable ?

Donc, il fallut que le Roi s'en mêlât pour que son peuple crût à l'efficacité des eaux. Beaucoup prétendaient qu'elles « étaient inventées par les femmes qui s'ennuyaient chez elles ». Mme de Sévigné, d'ailleurs (qui devait tant leur demander plus tard), les raillait ; elle écrivait à sa fille : « *Vos eaux de Vals sont également bonnes pour les maux contraires...* » Quant à Guy Patin, homme de l'art, il ne craignait pas d'affirmer que les eaux « faisaient plus de maris trompés qu'elles ne guérissaient de malades... »

Au temps des Romains, a écrit M. L. Bonnard, « la ville antique n'occupait pas toute l'étendue couverte par le Vichy actuel » ; en revanche, Vichy contenait avec la ville thermale une ville industrielle : on a retrouvé, en faisant des fouilles, qu'une fabrique de céramique importante s'élevait sur la rive gauche de l'Allier. Quantité de fours de potiers, de médailles, de pierres funéraires, témoignent de la grandeur de la cité d'autrefois et de son importance. Quant aux vestiges de thermes romains, les travaux pratiqués pour les aménagements effectués au cours des siècles en révélèrent de nombreux : afin d'arrêter la dérivation de la source vers le sud-est, « on établit des massifs de béton considérables formant barrage, dont l'épaisseur s'élève jusqu'à cinq et six mètres et qui descendent jusqu'à sept mètres de profondeur au-dessous du sol » (1). On aurait aussi, d'après l'archéologue Voisin, « retrouvé les traces d'un aqueduc remontant également à l'époque gallo-romaine ». En 1844, les travaux mirent à jour une piscine « construite sur la source même » (la source Lucas). Déjà sept ans auparavant une cuve cimentée fut découverte, « presque entièrement remplie de tessons, de vases, statuettes en argile et débris de tout genre. On se trouvait probablement sur l'emplacement des anciens thermes » (près du Puits-Carré). En 1864, autre trouvaille : un assez grand réservoir, puis un aqueduc « encore incrusté de dépôts des eaux minérales, des pilastres... des colonnes, des étuves, des

(1) L. Bonnard, *la Gaule thermale*, p. 436, Plon, 1908.

salles de frigidarium (1), » enfin un nombre respectable, un peu partout, de fragments de baignoires de marbre blanc.

Ce fut Jean Banc qui rapporta les propriétés bienfaisantes des eaux de Vichy au xve siècle. « La source est la moins mignardée d'art et d'adjencements que j'aye veu en France ; mais c'est merveilles qu'elle peut fournir elle seule autant d'eau, que pourraient plusieurs autres de celles des Bourbons (2). » Ces attestations sont de 1605, elles prouvent que les eaux de Vichy n'étaient guère connues alors.

AU XVIIIe SIÈCLE : RICHELIEU, Mme DE SÉVIGNÉ

A la même époque, une surintendance générale des eaux minérales de France était créée ; mais Vichy n'eut son intendant particulier que quatre-vingts ans plus tard. Toutefois, dans le précieux petit musée thermal de Vichy, si riche d'enseignement et de souvenirs, on conserve une lettre du cardinal de Richelieu, datée de septembre 1641, adressée au maréchal d'Haudancourt pendant la campagne de Catalogne. La lettre du cardinal est écrite de Bellegarde en septembre 1641 :

Monsieur,

« Au sortir d'une maladie assez fascheuse que j'ay eue, j'ay receu la nouvelle du secours de Taragone (*sic*), ce qui n'a pas aidé à me remettre. C'est un malheur bien grand d'avoir esté sy proche de recueillyr le fruict de vos travaux et de vos peines, et de vous en voir privé pour ceste fois. Je ne vois pas dans le futur et, par conséquent, je ne scaurais prévoir ce qui arrivera. Mais je veux me persuader, pour ma consolation, (que) ce qui est différé n'est pas perdu. Je m'en vais, — tout maintenant, — offrir des prières à Dieu pour ce sujet. Et au sortir de là, chercher les Eaux de Vichy, pour tascher de restaurer ma discrépitude. Je scay bien que c'est un ouvrage assez difficile où il y a peu à espérer, mais il fault donner quelque chose au désir de ses ennemis. J'en auray, toute ma vie, un très violent de vous pouvoir tesmoigner que je suis, monsieur, votre très affectionné à vous rendre service. — LE CARDINAL DE RICHELIEU. »

(1) L. Bonnard, déjà cité.

(2) Jean Banc, *Merveilles des eaux naturelles*, 1605, in-8°, p. 126, cité par Mallat et Cornillon.

Au XVIIe siècle la vogue de Vichy s'accrut; c'est en somme la marquise de Sévigné qui lui fit sa première publicité... Mais Napoléon III est certainement le souverain qui consacra Vichy avec le plus d'éclat. Il y vint personnellement, y attira les souverains de son temps, y amena son état-major. Il n'en fallait pas davantage pour faire venir les jolies dames; une fois les dames arrivées, l'on dansa et même l'on s'amusa ; chacun l'apprit : le succès de Vichy fut immense. Ceci à côté du bienfait des eaux. Mais comme il faut toujours que la vie réserve à toutes choses un côté comique, il est très divertissant de s'apercevoir que l'Empereur lança Vichy par reconnaissance des eaux de Vichy, et que cette reconnaissance erronée reposa sur un faux diagnostic : affligé de la pierre, c'est Vittel qu'il eût fallu au souverain ; quand on s'en aperçut, Vichy était lancé et... Napoléon III garda sa pierre.

Un charmant petit volume du XVIIIe siècle, qui s'intitule *Mélanges scientifiques*, donne une liste enthousiaste de tous les maux qu'il faut porter à Vichy : « Affections nerveuses et scorbutiques, douleurs de tête invétérées, pulmonies... Épaississement du sang et de la lymphe, engorgements lymphatiques du foie, de la rate, des autres viscères et du bas-ventre. Paralysies et maladies hypocondriques... guérison humeurs froides, rhumatismes, faiblesse des membres... tumeurs lymphatiques, œdémateuses, exostoses; fortifie les membres relâchés et soutient leurs ressorts... (1) » C'est à faire frémir...

Les eaux de Vichy voyagèrent peu au XVIIe siècle, à cause que Claude Fouet, médecin de ces eaux en 1686, croyait qu'elles perdaient leurs propriétés pendant le transport. C'est Louis XIV qui le premier ordonna « la distillation de toutes les eaux minérales » qui se trouvent dans les provinces de son royaume. Vichy s'exportant peu coûtait fort cher : la bouteille de quatre pintes valait cinq livres, alors que celles de Forges et de Sainte-Reine ne valaient que 15 sols. Celle de Cauterets, en revanche, était payée trois livres et celle de Plombières de cinq pintes environ, douze livres.

Franklin affirme qu'en 1855, l'exportation des eaux de Vichy ne dépassait pas trois cent mille bouteilles par an (2). Dix

(1) *Melanges scientifiques*, in-8, M. 673, Bibl. de l'Institut.
(2) Colbert à Riquet. Cf. Franklin, *les Médicaments*, p. 180.

ans plus tard, plus de trois millions couraient les routes : résultat immédiat de la faveur des dieux. Napoléon III se soignait à Vichy, il y était revenu à plusieurs reprises, de 1861 à 1867. Vichy, consacré, triomphait et comme le dit drôlement une légende de la *Vie parisienne* : *Veni, Vidi, Vichy*.

La grande station du Bourbonnais n'était donc pas célèbre quand la marquise résolut de s'y rendre en 1676 pour soigner ses doigts ankylosés par le rhumatisme ou la goutte. Il s'en fallut de peu, néanmoins, qu'elle se traitât à Bourbon dont on parlait davantage, mais : « on me dégoûte de Bourbon, écrivait-elle à sa fille, à cause de l'air. La maréchale d'Estrées veut que j'aille à Vichy. C'est un pays délicieux... » Il est bien vrai que la station est située à merveille, sur la rive droite de l'Allier, au milieu des prairies et des bouquets de bois; rien que d'équilibré dans cette nature paisible, point de « rochers affreux » appelant l'orage : tout y est raisonnable, verdoyant, et incite au repos. Les eaux seules parurent « rudes » à la marquise, mais le site lui rappela celui d'Urfé, et les mœurs villageoises, alors candides, achevèrent de séduire son cœur.

L'hiver pour elle s'était passé à souffrir de terribles épreuves : elle fut forcée de dicter les lettres qu'elle adressait à la tendre Grignan. En avril, elle lui écrivait encore : « Ma main droite ne veut rien entendre à nulle proposition que celle de vous écrire : je l'en aime mieux. On lui présente une cuiller, point de nouvelle; elle tremblote et renverse tout... elle refuse tout à plat, et croit que je lui suis encore trop obligée... J'ai une patience admirable et j'attends mon entière liberté du chaud et de Vichy... (1) »

Enfin la voilà partie le 11 mai, « avec la bonne d'Escars, en très bonne santé, sauf les mains et les genoux »; à son carrosse attelé de quatre chevaux, le bon abbé (de Coulanges) a voulu ajouter les deux siens. Malgré cette addition, elle ne va pas comme le vent. Le 12 elle arrive à Montargis, le 17 à Nevers, le 18 à Vichy : sept jours de trajet.

La première impression est excellente. Mme de Brissac est venue au-devant d'elle avec le *Chanoine* (c'est le nom que les voyageuses octroient à Mme de Longueval qui est, en vérité,

(1) *Les grands écrivains de la France. Mme de Sévigné*, t. IV, p. 412, 456, 467.

chanoinesse), Mme de Saint-Hérem et deux ou trois dames. M. de Saint-Hérem, M. de La Fayette et l'abbé Dorat, Planey, « d'autres encore », lui ont « fait escorte ». La rivière de l'Allier lui paraît jolie; elle prétend y découvrir aux alentours des bergers de l'*Astrée*. Il n'est pas jusqu'à la bonne Saint-Géran qui lui a envoyé un compliment de La Palisse. La marquise paraît heureuse autant qu'elle peut l'être loin de sa fille et du *bien bon*. Mais le mercredi, la « poule mouillée », c'est le nom qu'elle se donne, commence son traitement des eaux de Vichy : « Ah! qu'elles sont méchantes!... On va à six heures à la fontaine : tout le monde s'y trouve, on boit et l'on fait une fort vilaine mine, car imaginez-vous qu'elles sont bouillantes, et d'un goût de salpêtre fort désagréable. On tourne, on va, on vient, on se promène, on entend la messe, on rend les eaux, on parle confidemment de la manière qu'on les rend; il n'est question que de cela jusqu'à midi. Enfin, on dîne. Après dîner, on va chez quelqu'un : c'était toujours chez moi... Il est venu des demoiselles du pays avec une flûte qui ont dansé la bourrée dans la perfection. C'est ici où les bohémiennes poussent leurs agréments; elles font des *dégognades*, où les curés trouvent un peu à redire; mais enfin, à cinq heures, on va se promener dans des pays délicieux; à sept heures, on soupe légèrement, on se couche à dix. »

On voit bien que la marquise supporte assez patiemment la cure. Le 28 mai suivant, elle commença la douche... «C'est une assez bonne répétition du purgatoire. On est toute nue dans un petit lieu sous terre, où l'on trouve un tuyau d'eau chaude qu'une femme vous fait aller où vous voulez. Cet état où l'on conserve à peine une feuille de figuier pour tout habillement, c'est une chose assez humiliante. J'avais voulu mes deux femmes de chambre, pour voir encore quelqu'un de connaissance. Derrière le rideau se met quelqu'un qui vous soutient le courage pendant une demi-heure. » Ce quelqu'un : « un médecin de Gannat », que Mme de Noailles lui avait recommandé. « Il ne ressemble point à un vilain médecin... il a de l'esprit... il connaît le monde... » « ...Il me parlait donc pendant que j'étais au supplice. Représentez-vous un jet d'eau contre quelqu'une de vos pauvres parties, toute la plus bouillante que vous puissiez vous imaginer : on met d'abord

l'alarme partout, pour mettre en mouvement tous les esprits; et puis on s'attache aux jointures qui ont été affligées ; mais quand on vient à la nuque du cou, c'est une sorte de feu et de surprise qui ne se peut comprendre; cependant c'est là le nœud de l'affaire. Il faut tout souffrir, et l'on souffre tout, et l'on n'est point brûlée, et on se met ensuite dans un lit chaud, où l'on sue abondamment, et voilà qui guérit. »

A ce régime, la marquise « sortit de son corps en huit jours plus de vingt pintes d'eau », elle ne s'en trouva pas plus mal, au contraire, et déclarait : « Je me crois à couvert de rhumatismes pour le reste de ma vie. » Il est clair qu'elle exulte. Ses genoux sont « comme guéris ». Et ses mains? Elles ne veulent pas encore se fermer, mais bientôt... et pour finir, les eaux sont « miraculeuses ». Quelle belle réclame pour la station thermale! la meilleure : la réclame parlée, chantée aux oreilles de toute la Cour ; à celles des amis qui, cet hiver, iront la visiter, elle dira merveille de ces « miraculeuses »; à Ménage, à La Rochefoucauld, à Gourville, au maréchal de Lorges, à Corbinelli, à Mmes de Guitaut, de Coulanges, de Villars, de la Sablière, etc., etc.

Sauf Henri III et Henri IV qui vinrent à Pougues, sauf Louis XIII, sa reine et son Cardinal qui se montrèrent à Forges, les rois se firent peu voir dans les stations thermales. Quand les eaux paraissaient nécessaires à leur santé, ils les faisaient venir et en usaient à Saint-Germain ou à Versailles.

Lorsqu'en 1681, le Dauphin entra en convalescence, Louis XIV projette de l'envoyer achever sa guérison à Bourbon accompagné de M. le grand aumônier Fléchier; mais, réflexion faite, on fait venir cette fois encore les eaux à Versailles, et le traitement est suivi à domicile.

MESDAMES FILLES DE LOUIS XV

Vichy, sous le rapport des visites royales, parait, avec Pougues, privilégié. Ce n'est pas le Roi lui-même, mais Mesdames, filles du feu roi Louis XV, qui annoncent leur visite à la reine du Bourbonnais en l'an de grâce 1785.

On sait bien que ces Mesdames-là étaient cinq. Mesdames Adélaïde, Victoire, Sophie, Madame Infante, « qui régnait assez tristement à Parme », enfin Madame Louise, « la plus

mondaine, la plus gourmande, la plus coquette » et précisément celle qui prit le voile austère des Carmélites. Mlle d'Osmond, plus tard Mme de Boigne, élevée à Versailles « sur les genoux » de ces dames, remarque que les sœurs de Madame Louise ne lui pardonnèrent jamais « le secret qu'elle avait fait de ses intentions » (religieuses). Elles furent même si surprises de voir cette épicurienne se donner à Dieu, que lorsque le Roi entra dans la chambre de Madame Adélaïde pour lui annoncer que Madame Louise était partie dans la nuit, son premier cri fut : *Avec qui* (1)?

Suivant Mme de Boigne, Madame Adélaïde était, sans comparaison, la plus spirituelle des filles de Louis XV. Toutefois sa hauteur extrême déplaisait. Elle avait horreur du vin ; les personnes placées à côté d'elle à table le savaient et « se détournaient d'elle pour en boire ». Si elles eussent manqué à cet égard, la princesse n'eût rien dit, mais les délinquants ne se fussent plus jamais trouvés placés dans son voisinage. Ces rigueurs ne nous paraissent pas bien méchantes. D'ailleurs Mme de Boigne conclut en affirmant que le commerce de la princesse était doux, pourvu que l'on ménageât ses susceptibilités et que *l'on ne crachât pas pas terre*, ce qui fait rêver sur la manière dont se comportaient les courtisans de 1780.

Madame Adélaïde, l'aînée des filles du Roi, n'avait jamais voulu se marier, préférant son état de fille de France. Elle avait tenu la Cour jusqu'à la mort du Roi ; ensuite, elle était venue résider en été à Bellevue avec sa sœur Victoire, mais se montrait aussi à Versailles. Le nouveau Roi lui était tendrement attaché et réclamait souvent les conseils de sa tante. « Je la vois encore, note Mme de Boigne, avec sa grande taille sèche, ses robes violettes à plis, son bonnet à papillon et ses deux grandes dents, les seules qui lui restaient. » Ceci dit, Mme de Boigne a soin d'ajouter que Madame Adélaïde avait été jolie... jadis, et qu'il n'en restait plus rien dans sa vieillesse. En effet, le portrait que Nattier a fait de la jeune Madame Adélaïde est celui d'une très jolie femme, très blanche, avec des yeux noirs qui rappellent beaucoup ceux de Louis XV.

Le comte et la comtesse d'Osmond vivaient à Versailles,

(1) *Mém. de Mme de Boigne*, vol. I, p. 52, et p. 76. Paris, Plon, 1907.

fort bien reçus par les Princesses devant lesquelles le comte d'Osmond parlait avec quelque franchise.

Le soir des États généraux, Madame Adélaïde interrogea d'Osmond sur ses impressions.

— Je n'y étais pas, madame.

Elle s'informe : était-il donc malade?

— Non, madame.

Elle ne peut croire qu'il n'ait pu traverser la rue pour assister à cette cérémonie, ou qu'il ne l'ait pas voulu, quand tant de gens sont venus pour cela de si loin.

— C'est que je n'aime pas les enterrements, madame, répond d'Osmond, et pas plus celui de la monarchie que les autres.

Et la princesse suffoquée de répliquer : « Et moi, je n'aime pas qu'à votre âge, on se croie plus habile que les autres. » Après quoi, elle tourna sur ses talons.

Madame Victoire n'avait pas la répartie si prompte, et notre mémorialiste l'accuse tout uniment « d'avoir peu d'esprit » mais... « une extrême bonté ». C'est elle qui disait, les larmes aux yeux, dans un temps de disette où des malheureux manquaient de pain : « Mais, mon Dieu ! s'ils pouvaient se résigner à manger de la croûte de pâté ! » On sait que ce mot a été prêté à la Reine. Madame Victoire, il faut bien le dire, avait une profonde répugnance pour la croûte de pâté.

Mesdames Adélaïde et Victoire, très tendrement unies, « malgré les efforts de leurs dames d'honneur, Mmes de Narbonne et de Civrac », se décidèrent donc en 1785 à partir pour Vichy. Madame Victoire, seule, devait s'y soigner. Elles arrivèrent dans ce village bourbonnais avec une suite de deux cent soixante personnes, qui s'y logèrent bien difficilement, comme l'on pense.

Les Capucins offrirent leur demeure à Mesdames qui s'y trouvèrent fort mal; toutefois, comme les princesses furent satisfaites des eaux, de la douceur du climat, des belles promenades et qu'elles désiraient revenir à Vichy l'an prochain, on décida qu'un pavillon serait construit pour Mesdames et qu'il se trouverait dans le nouvel établissement, « bâtiment pour l'usage des bains et douches ».

En attendant la réalisation de ce projet, il fallut payer la dépense des deux cent soixante personnes de la suite, et celle

des princesses : elle s'élevait à la coquette somme de 82748 francs, plus 2 francs, plus 1 franc. Il est vrai que ces dépenses comprennent également une somme de : 3115 francs, plus 17 francs, plus 4 francs, relative au passage de Mademoiselle de Condé sur la route de Moulins à Bourbon-l'Archambault. Une lettre de M. de Calonne à M. de Mazirot, intendant à Fontainebleau, montre la perplexité du ministre, quant au mode de paiement de cette dette. Qui en supportera le poids? « Vous me marquez en même temps, écrit-il, que vous avez ordonné le paiement de ces objets sur le fonds de dépenses variables de 1781, 1782 et 1783, et que pour ne priver la province d'une somme aussi considérable, il est à désirer que le remplacement en soit fait par le Trésor royal. J'approuve cet arrangement et laisse à votre prudence le soin de l'effectuer par la conversion graduelle des ordonnances que vous avez d'abord expédiées et qui serviront de décharge aux receveurs généraux; à mesure qu'elles me seront adressées, je ferai expédier l'ordonnance de remplacement nécessaire (1). » On voit quel aria!

Le 28 juin 1786, il est encore question du voyage de Mesdames, — toujours le même. — Cette fois la lettre, signée Gojard, est adressée au comte de Vergennes.

Monsieur,

« J'ai pris au mois d'octobre dernier la décision du ministre au sujet de la dépense que le passage de Mesdames dans la généralité de Moulins pour aller à Vichy, a occasionnée, et dont l'avance a été faite provisoirement par les ordres de M. de Mazirot sur les fonds de la province. Il a été réglé que le Trésor roïal remplacerait cet objet. En conséquence, M. le contrôleur général a écrit à M. de Mazirot, le 19 du même mois, qu'il pouvait convertir graduellement ces ordonnances, qu'il a d'abord expédiées, en celles qui serviront de décharges aux receveurs généraux. Il ne s'agit donc plus que d'attendre ces nouvelles ordonnances... (2) »

On les attendit si longtemps que l'Ancien régime disparut et que ce fut la Révolution qui paya les dépenses des filles de Louis XV.

(1) Communiqué par M. Ed. Halphen, conservateur du Musée rétrospectif de la Compagnie fermière de Vichy, 29 octobre 1785.
(2) MM. Mallet et Cornillon, *Vichy à travers les siècles*, p. 234-327.

Cependant le temps s'écoulait, la nouvelle habitation de Mesdames n'avançait guère. Une lettre de M. de Calonne à M. l'Intendant du Bourbonnais en fait foi. Elle est datée de Versailles, le 2 janvier 1787.

« Mesdames se préparent, monsieur, de faire l'année prochaine un voyage à Vichy; elles demandent en conséquence qu'il soit travaillé sans délai à la construction du bâtiment déjà commencé pour la commodité des bains. Cette construction doit contribuer à la salubrité de l'air, et faciliter à Mesdames le moyen d'occuper la maison qui est la plus convenable pour leur établissement.

« Mesdames demandent aussi que les routes de Saint-Gerant (*sic*) à Vichy et de Vichy à Gannat soient réparées, et qu'il soit donné des ordres aux échevins de Vichy pour la réparation du bacq. Elles désirent également que l'on facilite l'écoulement des eaux du fossé qui traverse le chemin des bains dans la ville dont les exhalations s'étendent pendant l'été jusque dans l'emplacement des bains. Lorsque vous aurez donné des ordres pour ces travaux, je vous prie de m'en informer, pour me mettre en état d'en rendre compte à Mesdames. »

On voit d'après les bien modestes réclamations de Mesdames de quel confort elles devaient jouir... et de quelle hygiène!... Ces exhalations qui « se font sentir jusque dans l'*emplacement* des bains pendant l'été », ne sont guère appétissantes... Mais les eaux étaient si bonnes, qu'il fallait y retourner, vaille que vaille.

Néanmoins, avant la venue de Napoléon III, Vichy ne connut aucun raffinement et guère de confort. Pour Mesdames, le Roi ne leur permit pas de revenir en Bourbonnais en 1787, à cause de la dépense. En 1788, l'une d'elles fut malade; en 1789... ce fut la France. Les tantes du Roi émigrèrent et moururent à Trieste.

Ce ne sont pas les années troublées de la Révolution qui pouvaient amener quelque prospérité à Vichy, mais en 1799 Madame Mère y promena son turban; elle était accompagnée de Lucien, et le village et les eaux lui plurent beaucoup. Pourtant, d'après ce que l'on peut comprendre aujourd'hui de l'ancienne topographie du village de Vichy, il devait être malsain, l'Allier débordant un peu partout, marécageux à certains endroits, à d'autres ensablé. Tel qu'il était, il plut

à Lætitia qui obtint de son fils empereur la création du Parc central, ce qui constituait pour l'époque un fameux embellissement, un terrain assaini, de beaux arbres, etc.... Le décret officiel fut signé en Russie en 1812 à Gumbinnen (1).

SOUS LA RESTAURATION

Vint la Restauration et les sources qui ont vu boire la marquise, Mesdames, Lætitia et Lucien verront la duchesse d'Angoulême, « le seul homme de la famille », comme l'appelait Napoléon. Elle fit plusieurs cures à Vichy et posa avec quelque faste la première pierre angulaire du deuxième établissement thermal le 21 juillet 1821. Cette malheureuse Marie-Thérèse, si hommasse, si rude, si raide, fit sans doute beaucoup de bien à la station de Vichy. Aussi voit-on son effigie au Musée, dans quelques-unes de ses performances. Aux eaux arrivant en carrosse, tandis qu'un peloton de lanciers au « garde à vous » est rangé le long de l'établissement; encore, posant sa petite pierre, etc... et ses portraits! Ah! elle n'est pas belle, chargée de son diadème de plumes, lourde, couperosée..., elle n'est pas belle non plus entourée de fleurs de lys, elle n'est jamais belle, c'est une justice à lui rendre et pourtant ce fut une jolie enfant, quand Mme Vigée-Lebrun la peignit en 1788, penchée sur la Reine, avec les deux Dauphins.

Cette grande toile, destinée au Salon de peinture, ne fut pas terminée à temps, le cadre pendu au mur du Louvre resta vide le jour de l'inauguration, mais déjà le public haineux avait écrit dessous : « Voilà le déficit (2) ! »

Pour en revenir à la petite Madame Royale, devenue après tant de malheurs, de deuils, de larmes et de sang, la duchesse d'Angoulême, comment n'eût-elle pas enlaidi après de semblables traitements? La prison du Temple, les vociférations des patriotes, son père et sa mère emmenés en charrette et guillotinés, son frère martyrisé, elle-même poursuivie, menacée du même sort, fuyant dans l'exil une trahison toujours possible, l'angoisse, les terribles veilles, le cœur la nuit qui s'arrête de battre au son de la garde que l'on relève, voilà

(1) L'ordre parti de Moscou précéda de quelques jours le décret qui régit la Comédie-Française.

(2) Mme Vigée-Lebrun, *Souvenirs*, vol. I, page 49.

bien de quoi vous enlaidir : elle est laide en effet, quand tout est dit. Son tendre teint s'est changé en couperose, ses yeux sont éraillés par les larmes, elle est déformée, sans grâce et surtout méfiante... il y a de quoi. A sa place, on eût haï le genre humain; elle n'en avait connu que les bourreaux.

Il existe encore au Musée rétrospectif de M. Halphen à Vichy une charmante gravure qui la représente, une gravure en couleurs de Debucourt, s'il vous plaît! Elle a été faite d'après une peinture d'Echard, peintre du Roi, et montre la duchesse se promenant le long du ruisseau qui arrose l'Ardoisière, le Sichon. Il va de soi qu'elle est vêtue à l'affreuse mode de son temps et parée pour cette promenade comme pour la distribution de prix du canton. Un aveugle, assis par hasard (heureux hasard) au bord de l'eau, attire l'attention de la bonne princesse qui « dépose une aumône dans son escarcelle ». Deux officiers d'ordonnance, justement en promenade au même endroit, s'arrêtent, frappés d'une admiration attendrie devant le geste charitable de la fille de nos rois. Et l'aveugle? Ah! l'aveugle ne perd pas de temps, il chante immédiatement (sur l'air de *Joseph* de Méhul) un hymne de gratitude Le voici, il est inscrit sous la gravure de Debucourt :

Dans un bocage solitaire
Qui du Sichon borde les eaux,
Un aveugle de sa misère
Instruisait ainsi les échos :

« Je fuyais une injuste guerre,
On me jeta dans les cachots.
A mon Roi je dois ma chaumière,
Mais pour toujours mes yeux sont clos. »

A ces accents une Princesse
(C'était la fille des Bourbons)
S'approche, à l'aveugle s'adresse,
A ses paroles joint ses dons.

Le pauvre homme dans son délire
Oublie un instant ses bienfaits
Et ne peut penser qu'à lui dire :
— Quoi! je ne vous verrai jamais! »

C'était l'accent de la nature,
C'était vraiment le cri du cœur,
Et qu'à la vertu la plus pure
Semblait adresser la candeur.

Chacun se plaît à le redire,
Chacun partage ses regrets :
Pauvre aveugle, ton cœur l'admire,
Tes yeux ne la verront jamais ! ! (1)

Cette histoire a dû faire pleurer les générations de Charles X, mais de fait, cet aveugle, qui « fuyait une injuste guerre », c'est le premier de nos objecteurs de conscience, et, ni plus ni moins, ici, un déserteur. Et quelle guerre fuyait-il, s'il vous plaît ? Celle de la campagne de France probablement ; il méritait donc bien de faire de la prison, et même d'en sortir aveugle, circonstance imprévue qui l'empêcha de voir la belle duchesse.

Alexandre Dumas, qui a touché à tout, prétend que le 10 juillet 1830, en revenant de Vichy, la duchesse d'Angoulême s'arrêta à Sauvigny et « se fit ouvrir le caveau où dorment ses ancêtres » pour y prier. En se relevant, elle aperçut que l'on avait gratté les trois fleurs de lys sur l'écusson de Bourbon avec le mot *espérance* qui est la devise de l'écu d'or. Elle demanda qui avait fait cette mutilation (quelle naïveté !) ; on lui répondit que c'était le peuple. Alors la bonne duchesse : « Qu'il ait effacé les fleurs de lys, je le comprends encore, mais le mot espérance, où le retrouverons-nous désormais, si on le fait disparaître même des tombeaux (2) ? »

Stendhal aussi passa à Sauvigny venant de Moulins, et comme il a « l'horreur du genre grossier », il a failli manquer la visite de Saint-Menoux parce que le cicerone s'exprimait en termes pompeux (3). Il ne parle pas de la fameuse *Debredinoire*, ouverture dans laquelle on passe la tête à Saint-Menoux pour guérir... quoi ? ou acquérir... quoi ? on eût aimé savoir l'avis de Stendhal là-dessus.

Valéry Larbaud, lui, tranche la question : « En réalité,

(1) Éd. Halphen, *Chronique de la Grande Grille*. Journal de Vichy.
(2) Alexandre Dumas, *Impressions de voyage*, vol. I, p. 72 et suivantes.
(3) *Mémoires d'un Touriste*, vol I, p. 49.

c'est des maux de tête qu'on guérit, paraît-il, quand on met la tête dans cette ouverture ; et de là à dire qu'on guérit aussi de la folie, de la singularité, de ce qu'on appelle à Paris loufoquerie et ici bredinerie... (1) »

AUTOUR DE CHATEAUBRIAND

Nous savions à peu près le nom des visiteurs les plus célèbres de Vichy, gens de Cour, princes du sang, rois et empereurs, mais il en est un très grand dont on n'a jamais parlé jusqu'ici, pourquoi ? Ce fut Chateaubriand. Il vint à Vichy en 1805 pour chercher sa femme, qui l'y avait précédé, accompagnant la marquise de Coislin. Céleste de Chateaubriand n'entreprit ce voyage que pour plaire à son époux. Son époux lui demanda de l'entreprendre afin d'éloigner Céleste de Paris. Il avait alors fort à faire avec la belle Custine qu'il avait aimée passionnément et qu'il aimait... moins, car elle l'obsédait de sa jalousie, de ses questions et de ses exigences. Elle pousse même la conscience jusqu'à se montrer jalouse de Céleste, ce qui est fort, et fait promettre à Chateaubriand qu'il ira seul en Suisse, au lieu d'y aller avec sa femme, comme convenu. Il promet pour avoir la paix, et ensuite il part tranquillement retrouver Céleste qui l'attend à Vichy. Toutes ces histoires de « Madames » sont compliquées à l'extrême, mais lui se joue là-dedans comme l'alouette dans son champ de blé. La pauvre Céleste fit pendant ce temps-là un voyage dépourvu de charmes. La marquise de Coislin (née Mailly), que Louis XV avait aimée (2), gardait à un âge avancé toute la saveur de sa première jeunesse. Exemple : elle devint éperdûment amoureuse de Frazer Frisell, l'ami de Chateaubriand, et lui proposa même de l'épouser, alors qu'elle aurait pu être sa grand-mère. Frisell refusa, à la fureur de la marquise.

Cette grande dame spirituelle et cocasse était devenue, à la fin de sa vie, d'une avarice sordide (fort riche, elle habitait, place de la Concorde, le bel hôtel de Gabriel qui fait pendant au ministère de la Marine actuel). Voyageant avec sa femme de chambre, et ses gens, elle voulait leur persuader que l'on pou-

(1) Valéry Larbaud, *Allen*, N. R. F., 1929, p. 93.

(2) Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, édition Biré, t. II, p. 470. Elle était cousine des quatre sœurs de Nesle.

vait fort bien ne se nourrir que de cerises. Céleste, bien que petite mangeuse, demeurait indignée d'une pareille parcimonie, car Mme de Coislin essayait de la convertir à ses idées, quoique Mme de Chateaubriand payât sa part à l'auberge. Enfin l'on arriva à Vichy, les domestiques, on le devine, s'étant « fait servir comme des princes ; ils en étaient quittes pour une verte réprimande, qu'ils préférèrent à la diète. Pendant la route, la conversation roulait en général sur les dépenses de l'auberge que nous venions de quitter, ou sur la toilette de Mlle Lambert, la femme de chambre (1) », qui changeait trop souvent de linge, au gré de sa maîtresse.

A Vichy, Mme de Coislin commença de prendre les eaux, et sa compagne... de compter sans doute les jours qui lui ramèneraient René.

Un matin, la marquise fit prier Céleste de passer dans sa chambre. « Je n'ai pu aller prendre mes eaux ce matin, lui déclara-t-elle, voyez comme je suis fatiguée. » Je lui demandai : « Pourquoi ? — Pourquoi ? Savez-vous pourquoi Dieu a fait le diable ? — Ah ! mon Dieu, madame, lui dis-je, c'est bien pour ma plus grande peur. — Tenez, mon cœur, ajoute-t-elle, voilà ce que malgré moi j'ai été obligée d'écrire cette nuit, je vais vous le lire. » Et elle se met à lire à Céleste, éberluée, « un vrai volume de rêveries, mais si bien écrites, avec des phrases si bien arrondies, que bien que ce fût d'une folie complète, on trouvait un plaisir infini à l'entendre. « Cela est beau, me dit-elle, je puis le dire, car ce n'est pas mon ouvrage ; j'ai écrit ceci comme saint Jean écrivait l'Apocalypse »... Enfin, « M. de Chateaubriand vint nous rejoindre à Vichy : je dis adieu à Mme de Coislin et nous partîmes pour la Suisse ».

On ignorait jusque-là que les eaux de Vichy donnassent de l'inspiration aux baigneurs entre cent bienfaits ?

L'ÉGÉRIE DE LOUIS-PHILIPPE

Une autre femme dont le portrait se trouve au Musée : Madame Adélaïde, « l'Égérie de Louis-Philippe », contribua, elle aussi, à l'embellissement de la station thermale.

C'est un portrait de Winterhalter qui nous rend les traits de

(1) *Les Cahiers de Mme de Chateaubriand*, publiés par Ladreit de Lacharrière, déjà cité, p. 11 et 15.

la sœur du Roi, du moins la reproduction de ce portrait dans une très belle gravure de Grevedan. Mademoiselle paraît assez hautaine et solennelle, pas belle non plus. Hélas! comme la duchesse d'Angoulême, Mademoiselle d'Orléans avait connu la souffrance, l'exil, et la fuite à l'âge où les petits enfants s'amusent entre eux. Mme de Genlis, à qui le duc d'Orléans l'avait confiée, l'élevait avec « férocité ». Malgré sa rigueur, les enfants du duc l'adoraient. Mme de Guitaut a affirmé qu'elle avait vu les princes (d'Orléans) et Mademoiselle baiser les pas où elle avait marché. Cette Genlis, — une luronne, — savait bien ce qu'elle faisait; elle arriva à détacher les enfants de la mère et à les remodeler à sa guise, au point de les faire danser, à Bellechasse, des contredanses sur l'air de *Ça ira* (1).

Quand la révolution devint brûlante, elle traîna la petite Mademoiselle à Bath, avec la fameuse Paméla et Henriette de Sercey, mais elle eut soin de se faire accompagner de Pétion; on voit que Mme de Genlis suivait le chemin d'Égalité qui le paya cher. Après Bath, ce fut Bury dans le Suffolk. Sans argent elles s'y cachèrent, Paméla et Henriette dans des édredons, Mademoiselle sans couverture l'hiver (système Genlis). Enfin le duc les fit revenir. En septembre 1792, le moment paraît mal choisi. Égalité croyait n'avoir rien à craindre. Mademoiselle revit les siens pendant quelques jours, puis elle repartit, pour la Belgique cette fois, où elle apprit la mort du Roi réclamée par Égalité. Le duc de Chartres son fils, frère favori de Mademoiselle, était à Tournay avec Montpensier menacé d'arrestation, elle-même condamnée à mort. Mme de Genlis commençait de trembler, quand Mademoiselle justement tomba malade. Comment s'arrêter? la gouvernante emmena l'enfant de Tournay à Mons, de Mons à Valenciennes où la voiture cassa (2). On devine l'angoisse de ces étapes la nuit, au milieu des chemins boueux, l'armée française partout, arrêtés, épiés, indésirables, la petite Mademoiselle accablée à Mons d'une rougeole flamboyante. De Mons les voilà en route pour Wiesbaden, Schaffhouse...

Pendant ce temps-là, l'immonde Marat, à la Convention, menaçait, demandait la tête des fugitifs... (Patience, son bain

(1) Raoul Arnaud, *Adélaïde d'Orléans, l'Égérie de Louis-Philippe*, Paris, Perrin. 1908.

(2) *Mémoires de Mme de Genlis*, v. II, p. 67.

chauffe.) Bref, d'accidents en surprises, de menaces en évasions, la pauvre Mademoiselle d'Orléans échoua dans un couvent, puis dans un autre à Fribourg. Deux de ses frères étaient prisonniers en France, son frère préféré fugitif à Reichnau, son père décapité, tout comme le Roi. Bref de Fribourg à Landshut, de là à Presbourg, de là en Espagne, à Malte, etc... elle erra vingt-deux ans ainsi loin du Palais-Royal.

De telles épreuves ne vous enseignent pas la douceur. Mademoiselle, « follement gaie » dans son enfance, devint mélancolique; rude, elle le devint surtout en apparence : la rudesse est la défense des cœurs trop tendres.

Mme de Boigne qui l'a bien aimée (et elle n'aimait guère) a dit combien l'amertume que lui avait à bon droit laissée sa jeunesse égara les jugements émis sur Mademoiselle : « Si bien qu'une personne dont la franchise va jusqu'à la rudesse a acquis la réputation d'une extrême fausseté, et qu'en poussant l'indulgence au delà des bornes ordinaires, elle passe pour haineuse (1) ! »

Ainsi va le monde. Préservez-nous en, ô dieux !...

NAPOLÉON III ET SA COUR

Gloire à Napoléon III qui « lança » définitivement Vichy, fit bâtir des villas, assainir les bords de l'Allier, planter le parc adorable que l'on appelle « le parc des enfants », qui installa des jeux et des ris à côté des fontaines bienfaisantes, attira les grenadiers de sa garde et les dames de sa cour, présida des banquets, conduisit des quadrilles, et fit battre la mesure au premier chef d'orchestre de l'époque : Strauss.

Lorsque l'Empereur s'y intéressa pour la première fois, Vichy était un grand village ou une petite ville de trois mille habitants, sale, mal entretenue, aux rues étroites et grossièrement pavées; il n'était pas question de quais, de boulevards, ni de parc. En ce temps-là, l'Allier coulait sous son vieux pont de bois à péage le long du quai des Célestins, puis dans la direction du nouveau parc actuel. Quatre à cinq mille baigneurs venaient chaque année en diligence de la gare de

(1) *Mémoires de Mme de Boigne*, déjà cités.

Saint-Germain-des-Fossés, prendre les eaux; la station ne visait ni au confort, ni au luxe. Malgré cela, elle possédait trois établissements, tous trois en service. Il est bien difficile de se faire actuellement une idée du Vichy qui existait quand Napoléon III commença d'y venir. Il devait être à la fois pittoresque, rudimentaire, mal odorant et assiégé. Les établissements de deuxième et troisième classe (Callou) ont été reconstruits récemment et à la place du vieil établissement se dresse maintenant la Galerie Napoléon, car l'on n'est pas ingrat à Vichy.

Strauss enlevé à Aix-les-Bains par les soins de Cunin-Gridaine s'installa à Vichy en 1853. Ce fut un grand attrait pour les étrangers et les snobs, qui commencèrent à déserter pour Vichy, Ems, Baden et les casinos les plus réputés.

Or l'Empereur souffrait de tout : de rhumatismes, de goutte, d'irritabilité de la peau, d'anémie, etc... Plombières ne lui avait fait aucun bien. On ignorait qu'il souffrait aussi d'un calcul vésical : Larrey ne le découvrit que quatre ans plus tard. En 1861, ce même Larrey avec Conneau et Alquié lui conseillèrent une saison à Vichy. Rouher et Morny l'y poussèrent. Strauss, important personnage, chef d'orchestre des bals de l'Opéra de Paris, offrit sa villa à l'Empereur : il n'y en avait qu'une qui fût digne de lui, celle de Strauss. Nous l'avons vue, elle rappelle les gentilles constructions basses de l'ex-avenue du Bois de Boulogne et des Champs-Élysées avant que les gigantesques demeures cubiques si tristes n'eussent complètement défiguré deux des coins les plus ravissants de Paris. La villa Strauss avait un beau jardin. L'Empereur accepta ; elle appartient aujourd'hui à la Compagnie fermière qui, intelligente, la conserve en souvenir du passé ; elle est fort gaie, couleur du soleil, couverte de fleurs aux tons vifs; elle paraît, même par un temps maussade, baignée de lumière. Dans le jardin dont on fit un parc en l'étendant jusqu'au bassin des Cygnes, s'élevèrent jadis les tentes et les écuries du détachement de la garde impériale.

L'Empereur arriva en poste le 4 juillet dans une somptueuse Daumont, entouré de ses Cent-gardes et de ses aides de camp. On imagine dans cette mare, quel remue-ménage! Quel enthousiasme dans les rues pavoisées, arcs de triomphe, illuminations, etc.!

A Vichy, l'Empereur commençait sa journée à huit heures et demie, il allait prendre son bain et traversait en se rendant à l'établissement une double haie de naturels du pays, de baigneurs et de curieux.

On lui portait ensuite à domicile les eaux de la source des Célestins et de l'Hôpital. Entre les verres, la Faculté exigeait dans le jardin une courte promenade. La matinée s'achevait dans le travail. Après le déjeuner, Napoléon III sortait en voiture, allait visiter Busset ou Randan, se promenait à l'Ardoisière.

La présence de l'Empereur à Vichy, les embellissements qu'il y fit, attirèrent naturellement non seulement des bien portants, mais des baigneurs qui avaient une maladie à traiter. Quinze mille baigneurs y vinrent la première année. Les têtes couronnées se mirent aussitôt à avoir mal au foie, et on vit arriver la reine Marie-Christine d'Espagne, le Sultan, le roi des Belges, puis une longue file d'ambassadeurs, de ministres, d'hommes politiques, et encore le duc de Polignac, le prince de Croy, le maréchal Canrobert. Les beaux hôtels sont sur le parc et se nomment *Hôtel des Ambassadeurs* et *Guillermin*, d'autres plus modestes, on les trouve rue de Nîmes, rue de Paris, et sur le vieux quai Saint-Blaise. On dîne à dix heures du matin, on soupe à cinq heures du soir, et après souper, on applaudit les vedettes au théâtre de la Rotonde. Ravel y vient, et Déjazet, dont les portraits sont au musée, sous des déguisements suggestifs, enrichis d'une dédicace à M. Callou (fondateur des établissements Callou) à qui elle offre son cœur sans vergogne.

Au bal, la musique est endiablée, c'est Strauss qui mène la danse; l'Empereur y vient, conduit les quadrilles. Quelle publicité magnifique pour Vichy!

Il y eut, naturellement, son boulevard qui devint après lui le boulevard National, puis boulevard des États-Unis. Quant à l'avenue de l'Impératrice, elle s'est transformée vilainement en avenue de la Gare, puis en avenue Paul Doumer. Pourquoi les municipalités essayent-elles d'effacer l'histoire sur les plaques de leurs rues? Qu'elles prennent donc modèle sur la Compagnie fermière qui conserve le nom de Galerie Napoléon à sa dernière construction et garde fidèlement le Pavillon de Mesdames à l'histoire du pays.

Lorqu'on parcourt la collection de la *Vie parisienne*, on y voit, en 1861 et dans les années suivantes, de nombreuses caricatures sur Vichy, la société, les modes, les intrigues. Le ton est plein de bonhomie et aussi loin des charges incisives d'aujourd'hui que la *coco* l'est de la rhubarbe familiale. Exemple : Au-dessous d'un écriteau « A louer », un couple se consulte.

— Voici un joli chalet bien retiré au bord de la rivière; louerons-nous, mon amie ?

— Oh! Dieu non! Nous aurions l'air d'être à la campagne.

« Le premier verre ». Un gros homme le boit d'un air dégoûté :

— Ce diable de docteur! pour me le faire avaler, il m'avait dit que l'eau de la Grande Grille était tout à fait de l'eau de Seltz, presque du Champagne!

Un doucheur regarde avec mépris son douché, maigre, échevelé sous le jet d'eau.

Le baigneur : — Ah! si sa dame le voyait!

« Mauvaise rencontre ». Dans le parc, au milieu de la foule, deux dames sont assises, ce sont des « cocottes »! L'une d'elles veut attirer un gros homme qui passe, une femme à son bras.

— Eh bien! on ne reconnait plus sa Niniche, à Vichy ?

— Mais, je suis avec ma tante!

— Ah! présente-moi, je lui paie sa chaise, etc..., etc.

On voit comme tout cela est gentillet. Voici une petite critique sur le Pavillon Sévigné. On sait que ce pavillon, devenu un hôtel à voyageurs, passe pour avoir abrité la marquise pendant l'un de ses séjours.

« Mon hôtel, Sévigné, de qui les attraits embelliront ce pavillon, vous auriez bien dû nous y construire des chambres moins noires, et des escaliers moins humides. »

En 1864, il y a aussi d'amusantes « gondoles pour *Randan la montagne verte* » ; vers le baldaquin est assis le cocher qui conduit un *four in hand* des plus réussis. Une autre caricature montre *la jolie marchande des Célestins* (*Toupie hollandaise*), qui met sa toupie en mouvement. Un galantin lui dit :

— Mademoiselle, il ne faut pas rire comme ça, vous influencez les quilles!

L'Empire transforma Vichy, créa les boulevards dont déjà nous avons parlé, et encore l'avenue Victoria et des Célestins,

la digue longeant l'Allier, la nouvelle église Saint-Louis, une mairie, agrandit l'hôpital militaire, etc... Bientôt Napoléon III, désirant habiter chez lui, fera construire sur le nouveau parc un chalet de briques orné de balcons de bois découpés, assez semblable à ces encriers-bibelots que l'on vend à Genève, comme souvenir de la Suisse. Le chalet Napoléon est toujours debout et l'on retrouve dans le dessin de sa grille le monogramme de l'Empereur. La construction, ainsi que celle du chalet Marie-Louise tout voisin, est couverte de fleurs et de plantes grimpantes ; ce coin paisible ne donne aucune idée des « fastes impériaux ».

Le 19 juillet 1863, le général de Gallifet remit à l'Empereur les fanions du Mexique ; il y eut à cette occasion des réceptions présidées par l'Impératrice, des coups de canon, des quadrilles, des discours, le tout fut très brillant et attira dans Vichy nombre de fervents et de curieux. La garde était campée sur le bord de la rivière. On pensait que la saison serait éclatante et que l'Impératrice se laisserait admirer quelques semaines, mais... « *quelqu'un troubla la fête* » et l'on fut bien étonné de voir soudain la souveraine, au bout de trois jours de présence, quitter subitement Vichy pour Saint-Cloud où l'Empereur, d'ailleurs, la rejoignit cinq jours plus tard. Pourquoi ? On ne comprenait rien à la chute si rapide du rideau sur une pièce qui promettait d'avoir tant de succès.

Or, voici ce qui s'était passé. L'Empereur, qui avait fait venir Marguerite Bellanger, sa maitresse, à Vichy, se promenait, l'Impératrice au bras, dans la ville, quand place Rosalie (aujourd'hui place de l'Hôpital) un bel épagneul noir apercevant l'Empereur s'élança sur lui, et manifesta bruyamment sa joie ; l'Impératrice, sans doute scandalisée par des marques de fidélité témoignées à un mari qui n'en affichait aucune, quitta la place sur l'heure. Eut-elle le temps même d'étrenner la chaise à porteurs que la Compagnie fermière lui offrit pour se rendre aux bains ? Ce n'est pas sûr.

L'Empereur revint à Vichy l'année suivante, et puis encore en 1866 ; ensuite il ne revint plus, le baron Larrey ayant découvert en lui un mal jusqu'ici insoupçonné... Enfin ce fut 1870 et la débâcle. La dernière année de son séjour, Napoléon III reçut la visite du Prince impérial qui repartit avec lui pour Saint-Cloud le 7 août.

Mme Octave Feuillet, dans ses *Souvenirs*, a parlé avec beaucoup d'esprit et de drôlerie de Vichy, où elle fit un séjour en 1886.

Elle y rencontra la marquise de T..., très jolie personne ayant un petit mari court d'esprit comme de corps, qu'elle faisait trimer toute la journée. Elle se prétendait affligée d'une maladie d'estomac, « qui lui mettait les nerfs sens dessus dessous » ; pour l'en distraire, affirmait-elle, il lui fallait des divertissements, c'est pourquoi elle s'entourait de jeunes hommes que sa beauté captivait et « qui la suivaient, coûte que coûte, partout où il plaisait à cette dame de les conduire ». Les promenades, les jeux et les plaisirs mettaient ces messieurs sur les dents et la laissaient elle-même... « aussi fraîche que si elle eût reposé chaque nuit dans un lit bien clos ».

Et voici les journées de la malade. Le matin à cinq heures elle réveille ses adorateurs pour aller boire le lait aux champs. Retour à la Grande-Grille où l'on prend les eaux. Réaction au bord de l'Allier au pas de course. Déjeuner. La belle ne veut rien manger, repousse les plats, finit par commander des fraises, un peu de moutarde et un verre d'eau-de-vie.

— Et moi, que vais-je manger ? interroge M. de T...

— Mangez ce que vous voudrez, répond sa femme.

Dès que la moutarde est avalée, Mme de T... se lève laissant M. de T... en tête-à-tête avec un triste beefsteak et la voici suivie de son état-major envahissant la petite maison de tir. Pan ! Pan ! Elle envoie ses balles sans savoir où elle les envoie et manque de tuer les benêts qui l'accompagnent. On rentre à l'hôtel ; elle échange son canotier contre un chapeau, sonne le rassemblement de ces messieurs avec un petit cor de chasse suspendu à sa ceinture (ces messieurs, eux, respiraient sous les arbres), on monte dans un break à quatre chevaux qui doit mener la société à l'Ardoisière pour manger des écrevisses. Trois heures après, tout le monde retourne à la source, boit et trinque..., ensuite réaction comme à l'ordinaire. Enfin on s'habille pour le dîner, Mme de T... reparaît entourée de ruches et de rubans et la troupe d'admirateurs de s'exclamer. Mais le mari ? Où est le mari ? On le découvre à sa fenêtre, où il paraît s'attarder.

— Que faites-vous donc ? lui crie sa femme. Vous allez nous faire arriver là-bas à la nuit.

— Comment là-bas? Nous ne dînons donc pas ici?

— Non, nous dînons à la Palisse.

— C'est impossible! Encore des lieues à faire avant de se mettre une croûte sous la dent!

— Taisez-vous, je vous en prie... et montez dans le break.

Le mari monte en voiture. Elle est pleine de bouquets déjà et d'adorateurs.

Onze heures, on revient, le mari dort.

— Maintenant, au baccara! crie la jeune femme.

— Au baccara, répètent ces messieurs un peu las.

On taille une banque. Ces messieurs perdent, on soupe et entre deux verres de champagne Mme de T. se souvient qu'elle quête le lendemain pour l'Œuvre des orphelins.

— Je n'ai pas envoyé mes lettres de quête, dit-elle à son mari. En rentrant, vous mettrez les adresses et vous ferez partir les lettres demain à la première heure.

— Mais alors, je ne me coucherai pas, soupire le mari.

— Voilà qui m'est égal, reprend sa femme.

Le lendemain, le mari a mal au cœur, les amoureux ont la migraine. Seule, la dame demeure fringante.

Elle rencontre Mme Octave Feuillet dans l'escalier. « Elle me dit qu'elle est toujours malade et désolée de n'avoir pas d'enfants; à quoi je lui réponds qu'elle devrait bien s'arrêter un instant pour prendre le temps d'en faire. »

Nous croyons avoir deviné qui était cette trépidante marquise de T... Elle mourut très âgée, agitée jusqu'à sa fin, jouant la comédie et dansant encore avec des jambes de soixante-dix ans. Elle eut deux maris. Ce T... fut le second. Le premier se nommait B... Elle en avait eu un fils devenu duc de B... à la mort du père, et plus tard elle eut aussi des enfants avec le petit T... dont parle Mme Feuillet. Celle-ci dans sa rapide esquisse laisse entrevoir le caractère soumis de ce mari exemplaire. Dans sa vieillesse il devint même philosophe quant à l'authenticité de ses enfants; il disait : « Avec des femmes comme la mienne, on ne sait jamais! ainsi, moi, *je ne suis sûr que du duc de B...!* »

MARIE-LOUISE PAILLERON.

(*A suivre.*)

LES VISÉES ALLEMANDES SUR MEMEL

L'attention des lecteurs de la *Revue* a été appelée à maintes reprises sur l'évolution des États baltes, sur les tentatives réitérées de l'Allemagne pour s'assurer le Dominium Baltici, et sur la résistance obstinée que ces États opposent à toute absorption germanique.

Les efforts de la France et des autres pays soucieux de consolider dans ces régions l'état actuel, tel qu'il a été créé par les traités, s'étaient cristallisés dans la proposition d'un pacte oriental, pour lequel l'Allemagne a toujours témoigné une antipathie non dissimulée, et que Hitler, dans ses récentes conversations avec sir John Simon à Berlin, a définitivement repoussé.

Une note parue dès le 16 février 1935, dans le *Völkischer Beobachter* et inspirée par M. Rosenberg, le porte-parole du national-socialisme dans la diplomatie allemande, nous donne une explication quasi officielle de l'attitude du III[e] Reich : « Nous devons rappeler, y est-il dit, qu'une des conditions logiques et préalables des conversations sur le pacte oriental, c'est qu'il doit être mis fin au régime d'arbitraire et d'illégalité que le gouvernement lithuanien fait régner à Memel. » Et au même moment, un journal de Kœnigsberg proclamait « qu'il n'y avait à présent plus de diversion du côté de la Sarre, et que les Lithuaniens sentaient venir le châtiment ».

Après le succès de la Sarre, c'est donc sur le territoire de Memel appartenant à la Lithuanie, que se portent aujourd'hui les revendications allemandes avec toute l'obstination, dont le

national-socialisme ne cesse de nous donner des preuves depuis son avènement au pouvoir.

La question de Memel est ainsi promue au premier plan de l'actualité, et il importe, pour pouvoir combattre les intrigues allemandes avec efficacité, de bien la connaître. L'objet de cette étude est d'en résumer les principaux éléments.

STATUT ET SITUATION GÉOGRAPHIQUE DE MEMEL

Lors de la constitution des États baltes, les frontières de la Lithuanie furent difficiles à établir, tant à l'égard de la Prusse orientale à l'ouest, qu'à l'égard de la Pologne, au sud et à l'est.

L'État lithuanien ne fut reconnu par les Gouvernements alliés que le 20 décembre 1920, et à ce moment le sort du territoire de Memel était encore en suspens.

La délégation lithuanienne à la Conférence de la paix avait revendiqué toute l'étendue de la Lithuanie mineure prussienne, mais le traité de Versailles stipula dans son article 99 que le territoire de Memel seulement serait détaché de l'Allemagne.

Aux protestations allemandes M. Clemenceau répondit, au nom des Puissances alliées et associées, « que le détachement de ce territoire n'était pas contraire au principe des nationalités, la majorité de la population étant lithuanienne d'origine et de langue, que le fait que la ville de Memel est en grande partie allemande, ne justifierait pas le maintien de tout le territoire sous la souveraineté allemande ». Il ajoutait que le port de Memel était absolument nécessaire à la Lithuanie, car il formait son seul débouché maritime.

Cependant, comme il importait de déterminer d'abord le statut des populations, il fut décidé que Memel et la région avoisinante seraient placées provisoirement sous l'autorité des Puissances alliées et associées, qui décideraient ensuite de leur sort.

Après des négociations poursuivies par la Conférence des ambassadeurs et le Conseil de la Société des nations avec le gouvernement lithuanien, une convention du 8 mai 1924, signée par l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, a transféré, au nom des Puissances alliées et associées, à la Lithuanie, « sous réserve des conditions stipulées dans la présente convention, tous les droits que ces quatre Puissances

détiennent en vertu de l'article 99 du traité de Versailles. »

Un statut annexe établissait un régime de large autonomie dans les régions cédées. Cependant la souveraineté de la Lithuanie restait entière, comme la Cour permanente de justice internationale de La Haye l'a fixé indiscutablement par un arrêt du 11 août 1932 rendu sur un différend entre l'Allemagne et la Lithuanie. La Cour a décidé notamment que la souveraineté n'est pas partagée entre les deux pays, et que la large décentralisation accordée au territoire de Memel devait se réaliser en harmonie avec l'unité de l'État lithuanien et dans le cadre de sa propre souveraineté. Elle ajoute que l'autonomie ne s'exerce que dans les limites du statut, et que, faute de dispositions contraires, les droits découlant de la souveraineté lithuanienne doivent s'appliquer intégralement.

Pour employer des termes moins juridiques, nous dirons que le territoire de Memel est une province lithuanienne investie de droits particuliers, mais que la souveraineté de la Lithuanie y reste entière et ne saurait être contestée par aucune autre Puissance. Une intervention étrangère ne serait légalement possible que sous la forme d'un recours d'un membre de la Société des nations devant la Cour de la Haye pour invoquer une atteinte au statut particulier imposé à l'État lithuanien.

Au point de vue géographique, le territoire de Memel est une bande de terre assez étroite bordée par le Niémen et d'une superficie de près de trois mille kilomètres carrés, qui fait partie de la Lithuanie mineure ou prussienne. Sa population de 145000 habitants est composée d'Allemands et de Lithuaniens dans des proportions assez difficiles à établir. Les autochtones sont d'une origine lithuanienne indiscutable ; mais au cours des derniers siècles, depuis que les chevaliers de l'ordre teutonique et après eux la Prusse ont mis la main sur ce pays, il a subi des influences et des pressions qui en ont modifié le caractère. Une immigration importante a placé à la tête des administrations, du commerce et de l'industrie, une bourgeoisie allemande, qui s'est efforcée d'imposer sa langue et ses mœurs. Le lithuanien a été battu en brèche, et l'allemand a remplacé pour une partie de la population l'idiome maternel, de sorte que la langue n'est plus un signe absolu de la race et de l'origine.

L'invasion germanique a été particulièrement forte à Memel, et a même réussi à modifier la dénomination de cette ville, qui pour les Lithuaniens a conservé son nom originaire de Klaipeda.

Alors qu'une majorité de 80 à 90 pour 100 de la population est de race lithuanienne, la proportion diminuerait sensiblement, si on voulait déterminer la nationalité d'après la langue usuelle. Les dernières statistiques allemandes de 1912 reconnaissaient elles-mêmes que la majorité était lithuanienne : 71 000 Lithuaniens contre 66 000 Allemands.

Le recensement du 20 juin 1925 a réduit le chiffre des Allemands à 59 000 ; le reste des habitants est réparti en nombre à peu près égal entre Lithuaniens tout court et « Memelois », les habitants non allemands de Memel ayant voulu indiquer ainsi le caractère particulier de leur province.

D'après le même recensement, 59 pour 100 de la population se servent du lithuanien comme langue habituelle, 38 pour 100 de l'allemand et 3 pour 100 d'autres langues. Mais le lithuanien, qui est une des langues les plus riches et les plus anciennes du continent, fait des progrès constants, et après avoir été relégué à l'arrière-plan comme un idiome de caractère inférieur, il tend, de plus en plus, à dominer dans tout le pays. A Memel, les deux langues sont admises comme langues officielles, mais l'allemand continue à jouer dans les écoles, dans l'administration et dans la justice, un rôle très important. Les apôtres du germanisme en usent comme d'une arme de combat, tandis que le gouvernement de Kaunas s'efforce de donner à la langue lithuanienne la place qui lui revient.

Il y a lieu de mentionner encore que 90 pour 100 des habitants du territoire sont luthériens, tandis que les habitants des autres parties de la Lithuanie sont en grande majorité catholiques.

LA PROPAGANDE HITLÉRIENNE

Depuis que l'Allemagne a perdu la région de Memel, elle n'a cessé de combattre pour la reconquérir, et tous les moyens lui sont bons pour réaliser son projet.

La lutte est particulièrement vive depuis l'avènement de l'hitlérisme.

Le Reich dispose, à cet effet, de trois éléments qui lui sont des auxiliaires précieux : la langue, les immigrés allemands qui sont restés dans le pays, et le statut.

Ce sont toujours les manquements au statut qu'il invoque pour essayer de justifier ses interventions les plus illégales. L'article 17 de la convention de Paris accorde aux membres de la Société des nations, mais à eux seulement, le droit de s'adresser à la Cour permanente de justice de La Haye, en cas de divergences d'opinion avec le gouvernement lithuanien au sujet de l'application du statut. L'Allemagne usa de cette faculté dans le différend qui s'est terminé par l'arrêt du 11 août 1932 qui lui a donné tort sur le fond de la question.

D'après le statut, le pouvoir législatif est exercé par une Chambre des représentants élue au suffrage universel, égal, direct et secret. Le pouvoir exécutif est confié à un Directoire de cinq membres dont le président est nommé par un gouverneur, qui représente à Memel le gouvernement lithuanien, et a le droit de s'opposer à toute mesure mettant en cause les dispositions du statut ou les obligations internationales de la Lithuanie.

Le président du Directoire Böttcher fut révoqué, en 1932, pour avoir conféré directement à Berlin avec les autorités du Reich, et notamment avec le ministère des Affaires étrangères, et pour avoir outrepassé ses droits en cherchant à obtenir de l'Allemagne des avantages particuliers pour le seul territoire de Memel. La Cour de La Haye dans l'arrêt précité a considéré que cet acte était d'autant plus grave que les relations entre l'Allemagne et la Lithuanie étaient à ce moment tendues, et que l'octroi subit d'avantages particuliers au territoire était de nature à aggraver la situation à Memel et à miner les sentiments de loyauté de la population à l'égard des autorités centrales. D'autre part, la Lithuanie avait signalé à différentes reprises à la Société des nations les abus des autorités allemandes, et son représentant, le docteur Zaunius, avait notamment relevé dans un Mémoire du 13 février 1932, que « la situation délicate créée par le statut d'autonomie était exploitée de telle sorte, que les difficultés les plus légères surgissant entre le territoire et le gouvernement actuel lithuanien étaient grossies d'une manière malveillante, que le mécontentement des Memelois était ainsi entretenu et exaspéré et que

l'attitude du consul d'Allemagne, comme le prouve l'incident Böttcher, était contraire à toute tentative de conciliation ».

L'arrêt de la Cour de La Haye mit, dans une certaine mesure, un frein aux manœuvres allemandes, mais après l'avènement d'Hitler, celles-ci recommencèrent avec une nouvelle intensité. La propagande hitlérienne, centralisée et disposant des moyens puissants que nous ne connaissons que trop bien, eut pour principal objectif l'Autriche, la Sarre et le territoire de Memel, où elle ne pensait pas trouver une résistance sérieuse. Au mois de mai 1933, un parti national-socialiste fut créé, à Memel, sous le nom de *Christlich-Soziale Arbeitsgemeinschaft*, et le pasteur von Sass en fut proclamé le *Führer*.

Les élections municipales de Memel, qui eurent lieu à ce moment, valurent aux nazis un incontestable succès.

Suivant leurs procédés habituels, ils agirent par les émissions du poste radiophonique de Kœnigsberg, la distribution de tracts tendancieux, la création de cellules nationales-socialistes; mais ils eurent, en plus, l'avantage de pouvoir utiliser tous les sympathisants du Reich, qui étaient restés sur place et avaient acquis la nationalité lithuanienne avec l'arrière-pensée de devenir les agents d'un mouvement révolutionnaire en faveur du retour à l'Allemagne.

Pour décider les fonctionnaires à conserver leur situation, les autorités allemandes leur assuraient, sous le nom de prêts sans intérêts, le paiement de la différence entre leur traitement lithuanien et celui qu'ils auraient reçu, s'ils étaient entrés au service du Reich. Elles leur promettaient en outre, pour le cas où leur attitude pro-hitlérienne les obligerait à quitter le territoire de Memel, de les accueillir avec faveur en Allemagne. Le consulat général d'Allemagne à Memel était désigné pour leur délivrer des certificats de retour à la nationalité allemande, qui devaient leur servir aussi à passer la frontière en cas de danger.

Les commerçants et les agriculteurs furent attirés par d'autres avantages matériels. Des organisations furent créées par des sympathisants allemands avec l'aide de crédits du Reich, qui procurèrent aux marchands ou aux fermiers, en récompense de leur attitude et de leur activité politique, des prix majorés pour leurs ventes et des prix réduits pour leurs achats.

C'est ainsi qu'une association pour l'achat du bétail distribuait les plus hauts prix aux agriculteurs qui avaient donné des preuves de sentiments nationaux-socialistes.

Des institutions de crédit subventionnées par l'Allemagne opéraient suivant les mêmes méthodes en accordant des prêts à des conditions exceptionnelles aux militants et sympathisants nazis. Dans un remarquable article de la *Revue politique et parlementaire*, M. Redslob, professeur de droit international à la Faculté de Droit de Strasbourg, vient de démontrer que toutes ces manœuvres constituent de la part du Reich une atteinte incontestable à la souveraineté de la Lithuanie, et des actes d'agression contre une nation voisine.

LES PARTIS NATIONAUX-SOCIALISTES

Le pasteur von Sass mena sa campagne d'une manière tapageuse et violente qui déplut aux dirigeants des anciens partis à tendances germaniques, et la manière dont il traitait les questions sociales et économiques inquiéta les conservateurs allemands. Pour ces raisons, un second parti hitlérien fut créé à Memel sous le nom de *Sozialistische Volksgemeinschaft* et sous la direction d'un jeune vétérinaire, nommé Neumann, qui groupa les éléments de droite et prit un caractère pro-allemand encore plus accentué que celui du pasteur Sass. Ces deux partis étaient en rapports constants avec les autorités allemandes de Berlin et de Kœnigsberg ; ils se jalousaient réciproquement et M. Sass aussi bien que M. Neumann s'efforçait d'obtenir des nazis l'investiture de « Fuhrer unique » dans le territoire de Memel.

Cette compétition et les polémiques qui en résultaient facilitèrent aux autorités lithuaniennes les recherches sur le véritable but de ces groupements qui ne tendaient pas à autre chose qu'à détacher Memel, au besoin par la force, de la Lithuanie, pour la rattacher à l'Allemagne.

Devant ce péril, le gouvernement dut recourir à des mesures énergiques de défense. Il promulgua, le 8 février 1933, une loi relative à la protection de l'État et de la nation ; il prit des mesures sévères contre les fonctionnaires de nationalité lithuanienne qui s'étaient rendus coupables de menées subversives et licencia les fonctionnaires de nationalité

allemande qui avaient été maintenus dans leurs fonctions.

Il exigea avec plus de rigueur de tous les fonctionnaires et employés du territoire, la connaissance des deux langues officielles, le lithuanien et l'allemand. Enfin, il révoqua par un acte du 28 juin 1934 le président du directoire Schreiber, le successeur de M. Böttcher. Ce haut fonctionnaire, originaire de Marienbourg en Prusse orientale, avait été complètement défaillant dans la lutte contre les partis hitlériens ; ses tendances pro-allemandes se manifestèrent d'une manière non équivoque lorsque, sur la tombe de son prédécesseur, dont la la révocation avait été approuvée par la cour de La Haye, il prêta serment de rester fidèle à sa mémoire et de continuer sa politique.

Les mesures prises par le gouvernement de Kaunas déchaînèrent dans la presse hitlérienne une campagne d'une violence extrême, soutenue et inspirée par les formations nationales-socialistes de Memel. Le vice-président du Parlement memelois, le conseiller Meyer, adressa en septembre et en novembre 1934 au Conseil de la Société des nations, une série de protestations contre les décrets et ordonnances du nouveau président du directoire, M. Reisgys, qu'il accusait d'avoir violé le statut du territoire de Memel. Il dépasserait le cadre de cette étude d'entrer dans le détail de ces protestations. Même si, dans l'un ou l'autre cas, l'interprétation des textes du statut a pu donner lieu à des contestations, les mesures prises dans leur ensemble n'ont pas transgressé les limites tracées par le statut ; elles constituent une légitime défense contre les empiètements illicites d'une Puissance étrangère. La campagne de presse allemande fut accompagnée de représailles économiques qui portèrent une atteinte sérieuse au commerce lithuanien et particulièrement aux exportations en Allemagne du bétail, du beurre et d'autres produits.

LE PROCÈS DE KAUNAS

Le point culminant de la lutte entre l'Allemagne et la Lithuanie a été atteint par le procès monstre dans lequel cent vingt-six personnes furent inculpées de haute trahison, devant le tribunal de Kaunas, pour avoir appartenu aux deux partis nationaux-socialistes susmentionnés, « partis dont les

directives venaient d'Allemagne, et qui avaient pour but, comme ils le savaient, de détacher par une insurrection armée le territoire de Klaipeda (Memel) de la Lithuanie et de le faire annexer à l'Allemagne ». Telles sont les conclusions de l'acte d'accusation, dont la lecture n'a pas pris moins de deux audiences.

En parcourant ce document, on ne peut pas ne pas être frappé par l'analogie des agissements des nazis en Lithuanie avec ceux dont ils ont usé en Autriche et en Sarre et qui ont été révélés par les procès de Vienne à la suite de l'assassinat du chancelier Dollfuss et par les rapports si instructifs de la Commission de gouvernement de la Sarre à la Société des nations.

Mêmes procédés de terrorisme, de corruption, d'espionnage, de propagande intense, même collusion avec les autorités du Reich inspiratrices et directrices du mouvement. L'acte d'accusation est fortement documenté : il s'appuie sur des pièces authentiques saisies au cours de nombreuses perquisitions, sur les aveux des accusés et sur de nombreux témoignages. La presse allemande, consciente de la gravité des résultats de l'instruction, s'est efforcée de nier la participation du Reich aux manœuvres des nazis lithuaniens. Elle a prétendu que les aveux et les témoignages avaient été obtenus par les menaces des autorités judiciaires lithuaniennes et à la suite de mauvais traitements infligés aux prisonniers. Et, comme par miracle, les accusés se sont rétractés en partie au cours des débats judiciaires. Cependant, ces rétractations sont étranges. Rien ne permet de supposer que les premiers interrogatoires aient été viciés par la violence ; aucun des accusés n'a porté plainte à ce sujet, bien qu'ils aient adressé des demandes nombreuses et variées au tribunal. Leur attitude hésitante, leurs réticences, leurs propos contradictoires, indiquent que c'est par crainte de représailles hitlériennes qu'ils ont agi. L'exemple du national-socialiste lithuanien Jesutis, assassiné pour avoir avoué ses relations avec les nazis du Reich, a fait naître une véritable panique parmi les inculpés qui n'ont pas osé renouveler en public les dépositions qu'ils avaient faites librement devant le juge d'instruction. De nombreux accusés et témoins ont, du reste, été obligés de reconnaître qu'ils ont été menacés de mort pour le cas où ils diraient la vérité.

Ce qui subsiste indiscutablement des déclarations des cent

vingt-six accusés, des dépositions des deux cent quatre-vingt-seize témoins cités par l'accusation et des deux cent onze témoins de la défense, ainsi que des faits révélés par les documents saisis, suffit amplement pour justifier les poursuites et la condamnation.

Les attaches étroites entre le parti du pasteur von Sass désigné par les lettres C. S. A. et celui du vétérinaire Neumann désigné sous le nom de Sovog, avec les autorités nationales-socialistes du Reich ne peuvent faire aucun doute.

L'agent de liaison régulier entre Berlin et Memel était un nommé Moser, habitant Tilsitt à quelques kilomètres de la frontière lithuanienne. Le consul général d'Allemagne à Memel et ses agents, le préfet de Kœnigsberg Koch, le substitut du Führer, Hess, et probablement le Führer lui-même, avaient, avec les membres des partis lithuaniens, des rapports excessivement suspects et révélateurs de l'intrusion allemande.

Le pasteur von Sass explique longuement les moyens de pression qui furent employés à son égard pour le déterminer à s'effacer devant Neumann. Tour à tour, Moser à Tilsitt, Hess à Berlin, un agent du préfet Koch à Kœnigsberg, lui enjoignirent d'obéir aux ordres du parti national-socialiste du Reich, qu'il devait considérer comme le chef de toutes les organisations hitlériennes de Lithuanie. N'ayant pas cédé, il fut cité à différentes reprises devant le consul général von Tœpke et ses collaborateurs pour s'entendre menacer, lui et ses partisans, des pires représailles, s'il ne se soumettait pas. D'après les aveux de la femme de von Sass, le vice-consul Strack aurait même menacé son mari, revolver au poing.

Un autre accusé nommé Mollinus, secrétaire de la Sovog, confirme que son parti, comme celui du pasteur von Sass, était organisé sur le modèle des formations nationales-socialistes du Reich et se trouvait sous le contrôle direct des autorités allemandes. C'est le vice-consul Strack qui en avait la haute direction et qui conférait pour les questions importantes avec l'agent Moser à Tilsitt. Mollinus avoue que la Sovog, après avoir été dissoute, continua à opérer secrètement, et qu'elle organisait des exercices militaires en campagne. Un propos du vice-consul Strack caractérise la sauvage discipline imposée aux membres des partis. Ayant appris que Jesutis avait avoué les voyages des délégués nazis à Berlin, il

s'écria : « Et cet homme est encore en vie ! » Le passage d'un rapport secret d'un des chefs de la Sovog, Willy Lemke : « Quiconque fournira, même par imprudence, des renseignements aux Lithuaniens, sera condamné à mort » et l'exécution de Jesutis prouve qu'il ne s'agit pas de propos en l'air comme la presse allemande voudrait le faire croire.

En ce qui concerne le projet d'un putsch allemand, plusieurs accusés et témoins confirment la thèse de l'accusation. C'est Neumann qui avait la mission de diriger sur place l'insurrection appuyée par des milliers de S. S. et de S. A., centralisés à Tilsitt pour traverser vers la mi-janvier 1934 le Niémen, gelé à cette époque de l'année. Un certain Heimbs avait organisé des groupements d'ouvriers entraînés militairement et formé un escadron de cinq cents cavaliers destinés à attaquer, au début de l'insurrection, les unités lithuaniennes en garnison dans le voisinage. En même temps, on signalait un renforcement de la Reichswehr en Prusse orientale.

Que ce programme ait été le reflet des visées secrètes allemandes, cela ne saurait faire aucun doute. Et ce n'est pas sans raison qu'au cours d'une perquisition de la police lithuanienne, dans une formation de la Sovoz, on trouva le bréviaire de l'hitlérisme, *Mein Kampf*, annoté à la page 708, au passage suivant : « Il doit être absolument clair que les terres perdues ne seront pas recouvrées par des appels solennels au Seigneur, mais seulement par la force des armes. »

Des renseignements très précis ont été fournis sur l'organisation des sections d'assaut en Prusse orientale, dont les chefs étaient choisis en partie parmi les germanophiles du territoire de Memel. Ces chefs recevaient une instruction spéciale à l'École des chefs du Reich à Berlin, qui, suivant les déclarations d'un nommé Willy Chmara, ancien élève de cette école, avait pour thème la reprise par la force pendant la période d'application du traité de non-agression avec la Pologne du territoire de Memel avec le concours de formations nationales-socialistes constituées dans ce territoire. Un autre chef de groupe, Martin Burkant, qui a suivi à Kœnigsberg un cours militaire, avait déposé dans le même sens devant le juge d'instruction et ajouté que les S. A. de Kœnigsberg et de Tilsitt chantaient une chanson dans laquelle

ils se glorifiaient de marcher sur Memel et d'en chasser les Lithuaniens.

Terrorisé par les nazis, il avait rétracté ses dires, puis, pris de remords, il a fait des aveux complets, et déclaré que, rentré en Lithuanie, il avait instruit militairement, dans un dessein d'insurrection armée, les troupes des organisations nazies en Lithuanie.

Nous nous contenterons de mentionner encore une autre déposition sensationnelle, celle de l'accusé Kubbutat, portant sur l'organisation par la Sovog d'exercices militaires clandestins et la création de colonnes d'assaut qui devaient contribuer à détacher par la force le territoire de Klaipeda de la Lithuanie.

Au cours des dernières audiences, une série d'experts furent entendus : les uns établirent la parfaite concordance de l'écriture des accusés avec celle des documents saisis dont ils contestaient la paternité ; d'autres démontrèrent le caractère nettement militaire des exercices auxquels se livraient les membres des troupes d'assaut et la possibilité d'utiliser les armes saisies à des fins militaires.

Les 7 et 8 mars, la parole fut donnée aux procureurs. Le procureur Vimeris demanda les peines suivantes :

Pour les chefs de la C. S. A., von Sass et son principal complice, douze ans de travaux forcés ;

Pour les chefs de district et de groupes d'assaut, dix ans de travaux forcés ;

Pour tous les autres accusés, un minimum de six ans de travaux forcés.

Le procureur Monstavicius souligna l'action subversive du parti Neumann, qui avait réussi à exercer une véritable domination sur le président du directoire Schreiber, la diète de Klaipeda que présidait l'accusé Dressler, la police autonome et 60 pour 100 de tous les fonctionnaires du territoire, sur les banques allemandes de Klaipeda et les écoles. Le parti avait également mis la main sur les organisations sportives allemandes et sur la presse de langue allemande. Durant l'été 1933, Neumann devint le maître de tout le territoire. Le procureur demanda les peines suivantes :

Pour Neumann, et tous les chefs du parti Sovog, quinze ans de travaux forcés ;

Pour les chefs de groupes, douze ans de travaux forcés ; pour les autres, huit ans de travaux forcés ;

Pour les meurtriers de Jesutis, la peine de mort ;

Enfin, la confiscation des biens des condamnés aux travaux forcés.

Les 9 et 11 mars, eurent lieu les plaidoyers de la partie civile, suivis de ceux de la défense.

Devant l'évidence de l'ensemble des faits allégués par l'accusation, les avocats eurent une tâche difficile.

Le professeur Stavidius, avocat de Neumann et de ses partisans, ne nia pas l'ingérence continue de l'Allemagne dans les affaires de Memel, notamment par l'octroi de subsides financiers et il reconnut que le vice-consul allemand avait joué un rôle très actif dans l'action subversive du Reich. Il admit aussi que l'Allemagne entretenait des relations intimes avec les organisations nationales-socialistes du territoire. Et c'est sur les agents du Reich qu'il chercha à rejeter la responsabilité de la situation troublée du territoire. Pour disculper les accusés, il dut se borner à plaider qu'ils n'étaient pas affiliés au parti national-socialiste du Reich et qu'ils n'avaient jamais songé à provoquer une insurrection armée.

Le jugement que le tribunal militaire rendit le 26 mars 1936 fut en grande partie conforme aux conclusions du ministère public. Les quatre assassins de Jesutis ont été condamnés à mort, Neumann et son adjoint Bertuleit à douze ans de travaux forcés, von Sass et son adjoint Ropp à huit ans de réclusion, les autres accusés à des peines variables de réclusion ou de prison. Une trentaine d'accusés ont été acquittés.

Le seul recours des condamnés est le recours en grâce auprès du président de la République lithuanienne.

RÉACTION DU REICH APRÈS LE JUGEMENT

Ce jugement a provoqué en Allemagne une explosion de haine furieuse, qui s'est manifestée dans toute la presse et dans des assemblées de protestation de tout le Reich. Hitler apprit la nouvelle au cours de ses entretiens avec sir John Simon ; et il aurait témoigné à son interlocuteur son indignation et sa colère contre la Société des nations dont l'impuis-

sance à l'égard de la Lithuanie aurait été la cause d'une pareille injustice.

Les journaux allemands proclament l'innocence des accusés victimes de la politique lithuanienne qui vise à extirper le germanisme à Memel et à supprimer le statut international du territoire. Un communiqué de source officieuse va même jusqu'à prétendre que Jesutis, dont l'enlèvement rappelle celui du journaliste Berthold Jacob à Bâle, et dont l'assassinat a été entièrement prouvé, serait mort d'une maladie de cœur.

Par ce jugement, dit l'*Angriff*, l'Allemagne est mise au ban de la communauté des États européens; les condamnés de Kaunas, proclame l'*Acht Uhr Abendblatt*, sont les martyrs de leur nationalité; et la correspondance officielle du parti national-socialiste, indiquant ainsi les intentions dernières du Reich, écrit ceci : « La Lithuanie s'est rendue indigne d'exercer sa souveraineté sur un peuple comme celui de Memel. Mais l'époque de l'esclavage européen finira. On doit prendre les mesures en conformité des traités existants pour délivrer Memel du knout. »

Le Heimatdienst et la ligue pour le germanisme à l'étranger ont été chargés plus spécialement d'organiser des réunions publiques monstres, qui ont eu lieu dans toute l'Allemagne dans la soirée du 27 mars. Les discours qui furent prononcés à cette occasion constituent de véritables appels à la guerre contre ce que l'on est unanime à qualifier de jugement de honte ou de verdict sanguinaire.

C'est le renouvellement du mouvement populaire, provoqué à propos de la Sarre.

Les Allemands se gardent bien de mentionner les preuves accablantes qui ont été assemblées contre les accusés, et de faire un retour sur eux-mêmes, en se rappelant les lois draconiennes qui ont été édictées par le Reich en matière de haute trahison et d'espionnage, et les agissements de leur police secrète, la fameuse Gestapo, dont les procédés criminels ont été dévoilés tout récemment, à la suite de l'enlèvement de Berthold Jacob.

A cette offensive de presse et de discours, l'Allemagne ajoute une préparation militaire très dangereuse en Prusse orientale. Dès le mois de janvier 1935, les formations de la Reichswehr ont été triplées dans cette région. Depuis, de nou-

veaux régiments ont été créés, de sorte qu'il faut admettre, si nos renseignements sont exacts, qu'actuellement les formations militaires allemandes comprennent trois divisions à effectifs renforcés, soit un total de 45 000 hommes, auxquels il faut ajouter trois régiments d'artillerie divisionnaire, plus les troupes spécialisées (aviation et génie) et motorisées. A en juger d'après les numéros des voitures, l'administration militaire pourrait réquisitionner actuellement dans la circonscription (Wehrkreis n° 1 Kœnigsberg) environ 3 500 automobiles modernes à 6 roues. Dans ces conditions, il est hors de doute que, pour envahir la Lithuanie, les forces disponibles en Prusse orientale (60 000 hommes) suffiraient largement et qu'il ne serait pas nécessaire de faire appel aux troupes cantonnées dans le reste du Reich, ce qui éluderait la question du transport de troupes allemandes à travers le corridor polonais.

A cette armée redoutable, les Lithuaniens, malgré l'ardent patriotisme qui les anime et qui leur dicterait leur conduite, ne pourraient opposer qu'une résistance désespérée avec leur armée active de 14 000 hommes et leurs réserves.

* * *

Si nous vivions dans une atmosphère de paix et de conciliation, le conflit au sujet du territoire de Memel se résoudrait par le seul moyen légal ouvert en cas de violation prétendue du statut, qui est le recours au Conseil de la Société des nations et à la Cour de la Haye.

Mais il est certain que l'Allemagne, quoique étant encore en droit membre de la Société des nations, ne procédera pas de cette manière.

Les Puissances signataires de la Convention de Memel viennent de faire auprès des représentants lithuaniens à Londres, Paris et Rome des démarches destinées à apaiser le conflit. Y réussiront-elles, tout en sauvegardant l'honneur et l'indépendance de la Lithuanie, qu'elles ne sauraient sacrifier à la pression allemande?

C'est fort douteux, car le refus absolu de Hitler de signer le pacte oriental est une preuve certaine qu'il n'a pas renoncé à l'ancien rêve des chevaliers teutoniques et qu'il ne consentira pas à ce que cette porte d'entrée pour la conquête du Domi-

nium Baltici, que serait la possession de Memel, lui soit fermée pour toujours.

L'Allemagne choisira son heure pour son offensive définitive destinée à mettre l'Europe devant un fait accompli.

Agira-t-elle par la violence ou se contentera-t-elle de provoquer à Memel même un mouvement insurrectionnel, dont elle se proclamera la protectrice, ou encore exigera-t-elle impérieusement un plébiscite, comme elle essaie déjà de le faire pour l'Autriche et pour Dantzig, comme elle pourra le faire ensuite pour Eupen et Malmédy, pour le Slesvig et d'autres territoires perdus?

Au lendemain du jugement de Kaunas, nous n'en savons rien encore. Ce que nous savons toutefois, c'est que, si l'on continue à employer vis-à-vis de l'Allemagne des méthodes qui ne lui en imposent nullement, si l'on ne parvient pas à lui opposer un bloc de Puissances décidé à refréner ses appétits, nous risquons d'être acculés tôt ou tard à une impasse, dont il nous sera difficile de sortir par des moyens pacifiques.

Ceux qui ont eu l'illusion de croire que l'Allemagne se déclarerait satisfaite, si le plébiscite sarrois tournait en sa faveur, se sont bien trompés.

Après la Sarre, Memel-Klaipeda est devenu le point névralgique de la politique européenne.

On se doute trop peu en France qu'au sort de ce territoire, petit et lointain, est lié notre propre avenir et qu'aujourd'hui, à la frontière lithuanienne, se joue une partie, dont l'issue peut avoir de graves répercussions sur les destinées de notre continent.

* * *

LES ORIGINES DU XVIIIe SIÈCLE

Il y a longtemps que la critique universitaire ne nous avait donné un livre aussi remarquable à tous égards et d'aussi haute portée que celui que M. Paul Hazard vient de publier sous ce titre : *la Crise de la conscience européenne, de 1680 à 1715* (1).

Il est vrai que M. Hazard est un universitaire assez original. Il a gardé des anciennes traditions tout ce qu'elles comportaient de sérieux et de solide ; mais il y a joint un je ne sais quoi de piquant, d'ingénieux, d'aimablement spirituel, j'allais dire de moderniste, qui relève d'une grâce imprévue les qualités sévères héritées de ses maîtres. La conscience professionnelle n'a pas tué en lui le talent. Car il a beaucoup de talent : un talent qui aurait pu aisément, s'il l'avait voulu, se déployer dans d'autres genres que la critique et l'histoire. Il l'a d'ailleurs voulu quelquefois : sous le pseudonyme de Paul Darmentières, il a publié plusieurs charmantes nouvelles et un fort joli roman, *Maman*, que l'on devrait bien réimprimer. Mais, tout compte fait, il a jugé qu'il ferait œuvre plus utile en courtisant des Muses plus austères. Originaire des régions envahies, il a conservé toujours très vivace le sentiment national. Non pas que son « nationalisme » ait rien d'étroit : il estime au contraire, — et cette idée maîtresse a dirigé toute son activité, — que nous avons, nous autres Français, tout intérêt à bien connaître les autres peuples, et il s'est inlassa-

(1) Paul Hazard, *la Crise de la conscience européenne* (1680-1715), 3 vol. in-8; Paris, Boivin, 1935.

blement employé à nous faire de mieux en mieux pénétrer dans leur intimité. Professeur de littératures comparées au Collège de France, conférencier disert et recherché, il ne s'est pas contenté d'étudier dans leurs livres les nations étrangères ; il est allé leur demander sur place à elles-mêmes le secret de leur âme ; il s'est improvisé grand voyageur devant l'Éternel. Il est allé porter au dehors la bonne parole française : on le trouve tantôt aux États-Unis et tantôt dans l'Amérique du Sud, tantôt en Espagne et tantôt en Angleterre et tantôt dans sa chère Italie. Dans les articles qu'il a rapportés de ses voyages il a transporté, avec ses qualités de style, son don d'observation et d'évocation, son art de conter, son humour aussi et sa constante préoccupation des problèmes contemporains ; et tout cela forme le plus savoureux des mélanges. Son *Italie vivante* est l'un des livres les plus suggestifs qu'on ait écrits sur nos voisins et alliés au lendemain de la grande guerre.

A travers toute sorte d'essais et de « divertissements », M. Hazard poursuivait un grand dessein. Il avait la légitime ambition, que tant d'autres ont caressée avant lui, d'écrire un livre où il se mettrait tout entier, et où son active curiosité d'esprit, la diversité de ses études, de ses expériences et de ses aptitudes trouveraient leur emploi et pourraient se donner largement carrière. Il s'agissait donc pour lui de trouver un de ces sujets qui, par l'intérêt des questions qu'ils soulèvent, portent pour ainsi dire d'eux-mêmes l'écrivain de talent qui s'y est attaqué. Si je suis bien informé, il a hésité assez longtemps entre deux ou trois vastes projets de travail, et il a failli nous donner le grand livre d'ensemble, qui nous manque encore, sur *le Romantisme*. Il s'est peut-être un peu trop défié de ses forces, et il s'est rabattu finalement sur un sujet, sinon plus étroit, tout au moins plus simple et plus facile à cerner, l'étude du XVIIIe siècle européen. De cette étude, qu'il poursuivra, je l'espère bien, jusqu'à la Révolution, il publie aujourd'hui la première partie, celle qui embrasse les origines et qui s'étend approximativement, de la nomination de Bossuet à l'évêché de Meaux à la mort de Louis XIV, de 1680 à 1715 : période de transition, s'il en fut, assez mal connue d'ailleurs, où s'enchevêtrent et se heurtent les tendances les plus contradictoires, et où se dessine déjà la physionomie spirituelle du

siècle qui va suivre. D'un mot très juste M. Hazard a caractérisé ces trente-cinq années d'histoire intellectuelle et morale : « La majorité des Français pensait comme Bossuet ; tout d'un coup, les Français pensent comme Voltaire : c'est une révolution. »

Pour traiter ce vaste et important sujet, M. Hazard n'a pas cru devoir répudier les qualités littéraires qu'il nous a fait goûter dans ses précédents ouvrages. N'a-t-il pas mis quelque coquetterie à présenter sous une forme particulièrement attrayante les résultats de sa consciencieuse enquête? A l'inverse de tant de jeunes écrivains qui exigent de leurs lecteurs un effort d'application qu'ils se refusent à faire eux-mêmes, il a pris pour lui-même toute la peine d'une longue, laborieuse et austère recherche, et il a mis son point d'honneur à nous en dérober les aspérités et à nous en offrir comme la fleur. A voir l'aisance heureuse avec laquelle, passant d'un livre à l'autre, d'un pays à un autre, il scrute les idées et les âmes, note les rapports et les divergences de doctrines, on ne se douterait pas, si l'on n'avait pas soi-même exploré quelques-uns des sentiers où il s'est aventuré, des multiples difficultés qu'à chaque pas il rencontrait. Ces difficultés, M. Hazard ne les a pas toutes surmontées ; mais, en homme de goût, il n'en a pas fait un vain étalage et même il s'est, avec beaucoup d'ingéniosité, appliqué à nous les dissimuler. Avec infiniment de raison, il a estimé que l'histoire des idées, comme l'histoire tout court, est chose vivante, et que, pour figurer le mouvement et la vie, l'historien digne de ce nom ne doit pas dédaigner l'art.

L'ART ET LA SCIENCE EN HISTOIRE

L'art, en histoire comme ailleurs, se reconnaît à deux signes essentiels : la composition et le style : la composition, qui met de l'ordre dans le désordre apparent des choses ; et le style, qui évoque et qui peint, et qui, par le prestige des mots, fait lever dans l'esprit du lecteur des idées nettes et des images concrètes. A ce double point de vue, la manière de M. Hazard devra satisfaire les juges les plus difficiles. Sa marche n'est jamais alourdie par l'énorme matière dont il dispose et qu'il distribue dans des cadres fort bien choisis et directement ins-

pirés de l'étude attentive des faits ; reliés par d'adroites transitions, ses développements sont conduits avec une souple dextérité, dégageant les perspectives, mettant dans une juste lumière les aspects divers de la lutte doctrinale. En un mot, sa composition, un peu trop systématique peut-être, mais bien classique d'allure, a le grand mérite de mettre beaucoup de clarté dans un sujet fort complexe, assez obscur, et qui nous montre aux prises les tendances les plus contradictoires. D'autre part, son style élégant et vif, s'il n'est pas totalement exempt de quelque procédé, — il abuse un peu, par exemple, des tours elliptiques, — a bien du charme et de la grâce, de la variété, de l'esprit ; il est fertile en ressources et en fines trouvailles ; il excelle à dessiner une physionomie, à résumer en quelques traits un livre ou une doctrine, et il ne se refuse ni au pittoresque, ni à l'émotion. Il y a, dans ces trois volumes, de bien jolies pages sur les *Contes* de Perrault, et il y en a d'émouvantes sur les dernières années de Bossuet. Il y en a aussi dont la couleur et l'éclat relèvent fort à propos des développements plus sévères : témoin ces quelques lignes que je cueille au passage :

> Naples. Du soleil ; la joie de vivre. Des cris, du tumulte. Dans les ruelles tortueuses, la foule la plus mobile qui soit au monde. Une vivacité, une curiosité d'esprit sans égale ; un intense mouvement de culture. Des conversations passionnées, des assemblées, des salons, où des hommes, qui portent allègrement le poids d'un savoir immense, remettent en jeu toutes les questions scientifiques et philosophiques, examinent toutes les doctrines, recueillent tous les faits. A Naples, qui reçoit, parce qu'elle les appelle, les messages de la pensée européenne, et qui sait les adapter à son génie, à Naples, l'originale et la tumultueuse, qui apparaît ici comme un symbole de puissance et de vitalité, naquit, le 28 juin 1668, Giambattista Vico.

On ne trouve pas souvent, dans des ouvrages de critique, des pages de ce mouvement et de ce relief. L'histoire a, décidément, tout à gagner, et elle n'a rien à perdre, à être traitée par un véritable écrivain.

L'agrément de la forme n'est pas ici obtenu au détriment de la solidité du fond. L'enquête de M. Hazard est à la fois très large et très précise. Elle s'appuie constamment aux textes, — à des textes souvent peu connus, — et elle utilise tous les travaux de détail qui ont paru sur les points particuliers qu'elle aborde successivement. A ceux que des citations

nombreuses et fort bien choisies n'auraient pas encore convaincus de l'excellent aloi de l'information qu'il met en œuvre, M. Hazard a fourni, en un volume spécial, les preuves justificatives de ses affirmations, et l'indication de ses multiples sources. Ces pages suffiront à rassurer le lecteur moyen, pour peu qu'il ait la curiosité de s'y reporter, et les spécialistes y trouveront, pour leurs propres travaux, toute sorte de renseignements et de suggestions dont ils feront leur profit : ils admireront l'imposante érudition de leur devancier, et je ne crois pas qu'ils le prennent souvent en flagrant délit d'ignorance ou d'oubli. Le mérite de celui-ci est d'autant plus grand que, de propos délibéré, il n'a pas limité son regard à l'horizon français, que, très justement préoccupé des échanges d'idées et d'influences qui s'établissent par-dessus les frontières nationales, il a dû explorer, pendant une longue période d'histoire, quatre ou cinq grandes littératures et consulter, sur les œuvres qu'elles ont produites, nombre d'études étrangères. Il a, si l'on peut dire, *européanisé* un sujet que, jusqu'ici, les critiques français, un Brunetière, un Faguet, un Gustave Lanson, n'avaient guère envisagé que du point de vue français ; Villemain, tout au plus, dans son *Tableau de la littérature au* XVIIIe *siècle*, un livre qui a vieilli sans doute, mais dont il ne faut pas médire, s'était jadis avisé de l'intérêt que présente la comparaison des diverses littératures ; mais il l'avait fait avec une méthode insuffisamment rigoureuse et dans un esprit moins philosophique qu'on ne pourrait le souhaiter. La vaste synthèse qu'a tentée M. Hazard n'épuise assurément pas un sujet qui, comme toutes les études historiques, est susceptible de retouches, de compléments et d'un renouvellement périodique. Mais il est à croire que pendant d'assez longues années elle s'imposera aux chercheurs et fera autorité.

Essayons de dégager, dans leurs grandes lignes, les conclusions auxquelles aboutissent ses consciencieuses et savantes recherches.

LA RUINE DE LA TRADITION

« Nous avons eu, a écrit Diderot, des contemporains sous le règne de Louis XIV. » Et l'observation est parfaitement juste. Le XVIIe siècle a aimé la stabilité, presque avec excès ;

mais, si général qu'il fût, cet état d'esprit a rencontré des réfractaires et qui deviennent de plus en plus nombreux, à mesure que les années s'écoulent. Bien des causes expliquent la réaction qui s'annonce. D'abord les voyages sont devenus plus faciles et les voyageurs se multiplient ; ils publient des relations qu'on lit avec avidité, — par exemple celle de Chardin, — et qui expriment ou suggèrent une idée de grande conséquence : celle du relatif qui, de proche en proche, tend à se substituer à la notion d'absolu, chère à nos classiques. Ceux-ci, — songez à Boileau, à Racine, à Bossuet, — ne voyageaient guère : ce sont des âmes d'un seul paysage et qui ne quittent pas volontiers leurs horizons familiers. Elles sont, d'autre part, très attachées à la tradition antique sous toutes ses formes : leur idéal d'art est calqué sur celui des anciens, pour lesquels elles professent un véritable culte et elles acceptent sans discussion, en matière d'histoire sacrée et profane, les données qui leur sont transmises. Or, voici que, vers la fin du siècle, ce candide culte de l'antiquité est subitement battu en brèche. On ose critiquer les anciens et leur opposer et leur préférer les modernes. « Les anciens sont les anciens, disait déjà Molière, et nous sommes des gens de maintenant. » Forts de cette supériorité, armés de nouvelles méthodes, des érudits, des critiques s'en prennent aux traditions historiques ; ils montrent qu'elles sont, à tout le moins, fondées sur une chronologie inexacte et par eux un tout nouveau pyrrhonisme historique s'insinue dans les esprits. Enfin, il n'est pas jusqu'au siège de l'hégémonie spirituelle qui ne s'apprête à changer de climat. Jusque vers 1680 il est nettement fixé dans les pays latins et méditerranéens. Après l'Italie et l'Espagne, c'est la France qui impose à l'Europe admirative ses idées, ses goûts et ses œuvres. Mais voilà que l'Angleterre, qui sort grandie de ses révolutions intérieures et qui lutte victorieusement contre Louis XIV, réclame sa part de cette royauté prestigieuse. La France, toujours hospitalière, lui prête ses moyens de vulgarisation et la révocation de l'édit de Nantes a pour résultat de constituer en Hollande une véritable école de journalistes qui s'emploient à répandre les idées anglaises. Le vers célèbre de Voltaire :

C'est du Nord aujourd'hui que nous vient la lumière

n'est pas encore, mais il commence à devenir l'expression d'une conviction assez répandue.

La révocation de l'édit de Nantes a eu une autre conséquence : elle a dressé contre la France, pays de l'orthodoxie catholique, tout le monde protestant. La Réforme s'en est trouvée revivifiée pour de longues années. A vrai dire, en dépit de tous les efforts tentés pour réaliser parmi ses adeptes l'unité de foi, elle n'a pas réussi à rassembler dans une même Église les innombrables sectes qu'elle a enfantées ; mais, soit qu'elle se défende de ses « variations », soit qu'elle en prenne son parti, elle n'en est pas moins, dans une Europe troublée et qui cherche des voies nouvelles, l'image vivante de l'hétérodoxie, un encouragement donné aux évadés de tous les dogmatismes. N'est-ce pas un protestant, Pierre Bayle, qui, dans toute son œuvre, mais plus particulièrement dans son *Dictionnaire*, en relevant toutes les erreurs commises par ses devanciers, en entrechoquant les unes contre les autres les innombrables opinions humaines, a fourni à ses contemporains les plus spécieuses raisons de douter ? Bayle a vingt ans de moins que Bossuet. Ces deux noms marquent le grand changement psychologique qui s'est produit d'une génération à l'autre. Les âmes ont évolué : une mentalité s'est substituée à une autre.

Cette mentalité nouvelle n'est pas demeurée à l'état de disposition vague ; elle n'a pas tardé à se traduire en actes. D'abord elle a fait œuvre négative. Les « rationaux », comme Bayle les appelle, se sont portés en masse à l'assaut des croyances traditionnelles. La seule autorité qu'ils reconnaissent est celle de la raison, mais ils n'en font pas tous le même usage. Au plus bas degré de l'échelle, il y a les « libertins », libertins anglais comme William Temple, ou libertins français comme Chaulieu, libres penseurs qui sont surtout des libres viveurs et dont le plus original est Saint-Évremond : celui-là est déjà un « libertin d'esprit ». A l'opposé de ce groupe il faut ranger, non pas de son propre aveu, mais à cause des conséquences involontaires de sa doctrine, le grand adversaire de l'épicurien Gassendi, Descartes en personne, le philosophe dont toute l'Europe pensante se réclame, le maître du noble, subtil et inconséquent Malebranche et du redoutable Spinoza. Le *Tractatus theologico-politicus* est de 1670 et qu'est-ce que le *Tractatus*, sinon un âpre effort pour ruiner l'idée

chrétienne et l'idée monarchique ? et c'est à quoi, en son temps, on réduit toute l'œuvre philosophique de Spinoza. Les déistes anglais se sont inspirés de lui, en particulier le bruyant John Toland, dont le fougueux anticléricalisme fit scandale et nous laisse pressentir le fond d'orgueilleuse intolérance qui se manifestera de plus en plus chez les « rationaux » du siècle prochain.

Pour l'instant, s'il est une notion qui les importune et qu'ils ont à cœur de détruire, c'est bien celle du surnaturel ou du miracle. Sous prétexte qu'elle a été souvent compromise par des superstitions grossières, telles que la foi aux présages, aux oracles, aux sorciers, ils mènent contre elle la plus insidieuse campagne. C'est Bayle, avec ses *Pensées diverses à l'occasion de la comète*; c'est Fontenelle, avec son *Histoire des oracles*; c'est un pasteur hollandais, Balthazar Bekker; c'est un professeur allemand, Christian Thomasius. Les uns et les autres font de la négation du mystère le premier article de leur credo.

A ces négateurs les critiques viennent apporter leur appui. Ceux-là s'en prennent au texte de l'Écriture qui déjà, de la part de certains pasteurs protestants et du juif Spinoza, avait subi plus d'une atteinte. Mais le plus hardi de tous et le plus compétent est l'oratorien Richard Simon qui, sans souci des exclusions, interdictions, condamnations, appliquant aux livres sacrés la rigoureuse méthode rationnelle que la philologie applique aux œuvres profanes, fut, dans l'Europe moderne, le véritable fondateur de l'exégèse biblique. Comment ce prêtre « orgueilleux et dur », et qui n'a jamais cessé de se considérer non seulement comme catholique, mais comme prêtre, a-t-il pu, dans son for intérieur, concilier avec sa foi religieuse son dédain de la tradition ? Nous ne le saurons sans doute jamais. Mais ce qui est certain, c'est que les libertins de toute observance ont fait leur profit de ses conclusions.

Devant ce flot montant d'opinions scandaleuses quelle a été l'attitude de Bossuet ? Il n'en a pas été troublé dans la robuste sérénité de sa foi; mais il va tout mettre en œuvre pour qu'elles n'aillent pas troubler la foi du « troupeau qu'il doit nourrir de la parole de vie ». « Il n'est pas, dit très bien M. Hazard, le bâtisseur paisible d'une somptueuse cathédrale,

bâtie tout entière dans le style Louis XIV : mais, bien plutôt, l'ouvrier qui court, affairé, pressé, pour réparer les brèches chaque jour plus menaçantes. » Il arrête la publication de l'*Histoire critique du Vieux Testament*; il réfute Richard Simon et Spinoza, dont il a lu le *Tractatus*, quand il compose la seconde partie de son *Discours sur l'histoire universelle*; il s'attaque à Ellies du Pin; il répond aux calomnies, aux injures et aux critiques des protestants; contre tant d'imprudents novateurs il écrit sa *Politique tirée de l'Écriture sainte* et sa *Défense de la tradition et des saints Pères*; il lance Fénelon contre Malebranche, et lui, l'ancien cartésien, il met en garde les fidèles contre les dangers de la philosophie de Descartes; il malmène le Père Caffaro; il entrera en lutte ouverte avec son cher Fénelon. Et il mourra à la peine, gémissant de son impuissance, inquiet de l'avenir, et n'ayant trouvé de douceur et de paix que dans la pieuse méditation de l'Évangile.

Avant de mourir, il avait encore vu s'évanouir un de ses rêves. Il n'avait jamais pu prendre son parti du schisme créé par la Réforme, et il ne pouvait admettre qu'il fût irréparable. Or, en ce moment même, il y avait en Allemagne un puissant esprit, grand savant et grand philosophe, et qui, passionnément épris d'unité, rêvait lui aussi d'une union des Églises chrétiennes. Leibniz s'abouche avec Bossuet qui, aussitôt, « entre dans le dessein » et, entre ces deux hommes de bonne volonté, la négociation commence. La pierre d'achoppement fut le concile de Trente, que Leibniz aurait voulu effacer de l'histoire, et que Bossuet se refuse à désavouer. La discussion reprit quelques années plus tard, mais sans plus de succès. Engagée entre deux états d'esprit opposés, elle ne pouvait aboutir. Bossuet mort, l'esprit de libre examen poursuit sans grand obstacle son œuvre destructrice. Quand Louis XIV disparaît à son tour, elle n'est pas loin d'être accomplie.

LES ESSAIS DE RECONSTRUCTION

Mais elle n'est pas seulement destructrice. A l'ancien idéal que les « rationaux » se sont efforcés de ruiner, ils ont essayé d'en substituer un autre, qu'ils jugeaient plus sain et plus solide.

Dans leur vif désir d'échapper au scepticisme absolu, et de

trouver une certitude non métaphysique, ils ont accueilli avec gratitude l'empirisme de Locke. Celui-ci, au lieu de se perdre dans de subtiles et nuageuses divagations à la manière de Malebranche, ramenait toute philosophie à l'étude attentive de l'esprit humain. Un fait primitif, la sensation, lui servait à expliquer l'origine des idées les plus abstraites et celle de la morale : il n'était pas matérialiste, mais on le tira au matérialisme ; il n'était pas antichrétien, mais il voulait rendre le christianisme « raisonnable », et de là à faire de lui un déiste, il n'y avait qu'un pas, que l'on franchit aisément.

Fils de la Renaissance italienne, le déisme était passé en France, et de là en Angleterre, où Herbert de Cherbury et Toland s'en font les propagateurs. Il repousse la révélation, mais admet l'existence de Dieu : il rejette la religion chrétienne, mais, sans bien s'entendre sur le sens exact du mot nature, il accepte une religion naturelle. Et il a donné naissance à une secte nouvelle, celle des *free thinkers*, ou libres penseurs, dont Anthony Collins est le prophète, et qui font profession de n'écouter que leur raison. Toland veut les grouper dans une société nouvelle et secrète qui sera en relations étroites avec la franc-maçonnerie naissante. A l'Église on oppose une contre-Église.

Et à la théorie du droit divin, éloquemment formulée par Bossuet et magnifiquement illustrée par Louis XIV, on va opposer la théorie du droit naturel. Ce droit, Hobbes l'avait nié avec cynisme : mais peu à peu, dans une suite d'ouvrages, on le voit se fonder en raison. Ce sera l'œuvre du Hollandais Hugues de Groot, de Spinoza, de l'Allemand Pufendorf, de l'Anglais Richard Cumberland. Aux conceptions absolutistes deux événements considérables viennent porter atteinte : la révocation de l'édit de Nantes, par la réprobation qu'elle soulève, et la révolution d'Angleterre qui, par la plume de Locke, se présente comme une justification du droit de révolte contre une autorité despotique. Par les violentes critiques qu'il renferme contre la monarchie de Louis XIV, le *Télémaque* de Fénelon agit dans le même sens. D'année en année la notion du droit divin perd du terrain ; dès le début du XVIIIe siècle la sécularisation du droit est un fait accompli.

La sécularisation de la morale va l'être à son tour. Nul n'a plus insisté que Bayle sur la séparation de la morale et de la

religion : il soutient qu'on peut être religieux sans être moral et moral sans être religieux. Sur quoi cependant fonder la morale? Les uns s'en tiennent à la fragile morale des honnêtes gens; les autres croient trouver avec Locke le fondement de la morale dans l'intérêt social : à moins pourtant, comme Mandeville l'a prétendu dans sa célèbre *Fable des abeilles*, que certains vices soient indispensables au bon fonctionnement de la société. La morale sociale risque fort de n'être pas une école de vertu.

D'autre part, on a perdu l'habitude de placer le bonheur dans l'autre vie; on veut le réaliser sur la terre. Fontenelle conseille à ses contemporains de n'être pas trop exigeants et de se contenter des petits bonheurs. Shaftesbury leur prescrit de ne pas ajouter foi aux déclamations de Pascal sur le tragique de la vie et sur la nécessité du pari, d'embellir leur existence par la bonne humeur et l'ironie. D'autres viendront, avec Locke, leur prêcher, pour être heureux, une vertu toute nouvelle, la tolérance, un mot qui eût scandalisé Bossuet, mais qui, de plus en plus, sera la devise du siècle qui commence.

En même temps, les esprits, même féminins, s'ouvrent à des préoccupations inédites. Fontenelle les initie aimablement à la science par ses galants *Entretiens sur la pluralité des mondes*. La science, sous toutes ses formes, devient à la mode; et si l'on a pour la mathématique une estime particulière, on n'en attribue pas moins une importance croissante aux sciences d'observation, à la méthode expérimentale. De tous côtés, en Italie, en Espagne, en Angleterre, en France, en Hollande, en Allemagne, des équipes de chercheurs se forment, et leurs conclusions ne sont guère favorables aux amateurs de prodiges. Les découvertes d'un savant de génie, Newton, viennent consacrer ce respect tout nouveau qui s'attache à la science et aux savants : le savant apparait dès lors comme le dispensateur de toute certitude, et une ère de progrès indéfinis semble s'ouvrir pour l'humanité. Cette foi superbe commence déjà d'ailleurs à rencontrer des sceptiques, et ce n'est pas d'hier que l'idée de la faillite de la science hante quelques esprits.

Les idées et les sentiments d'une époque s'incarnent généralement dans un certain type d'humanité qui constitue ce que Taine appelait le modèle idéal. Le modèle idéal de la Renaissance était le courtisan; celui du XVIIe siècle, l'honnête

homme. Peu à peu, celui-ci se désagrège ; on aspire à le remplacer. L'Espagne en propose un par la plume du Jésuite Baltazar Gracian : le Héros ; mais ce dernier a quelque chose de trop rare et de trop castillan pour durer très longtemps. C'est au tour de l'Angleterre qui, par la plume de ses moralistes, Addison et Steele, met en circulation un type d'humanité plus accessible, le Bourgeois, et même le Marchand. Mais la France, plus idéaliste, ne s'en tient pas là. Elle cherche de son côté, et elle en arrive à créer un nouveau modèle d'humanité, où se rassemblent tous les traits qui se sont successivement dessinés dans l'âme des générations nées vers la fin du siècle : le Philosophe sera l'ennemi né des croyances traditionnelles.

Dans cet insolent triomphe de la raison et du rationalisme, que deviennent « les valeurs imaginatives et sensibles », « les puissances invincibles du désir et du rêve » ? Elles sont refoulées, elles ne sont pas abolies. Mais il faut bien reconnaître qu'elles ne choisissent pas pour s'exprimer la voix de la poésie. Jamais époque ne fut moins poétique. Non seulement les œuvres vraiment poétiques font cruellement défaut ; mais le sens même de la poésie semble perdu : rien de plus significatif à cet égard que les déclarations ou les ouvrages d'Houdar de la Motte, de Jean Le Clerc, de Jean-Baptiste Rousseau. Un peu partout en Europe, c'est le règne de la prose et de la critique. A la libre invention des classiques on substitue le respect superstitieux des règles, l'imitation servile des modèles, toute une série de procédés ou de recettes dont l'emploi n'aboutit, dans les grands genres, épopée et tragédie, que l'on continue à cultiver, qu'à la stérile fabrication d'œuvres artificielles et littéralement mort-nées. Dans son *Essay on criticism*, Pope esquisse la théorie d'un pseudo-classicisme qui va sévir pendant tout un siècle pour le plus grand dommage de l'art.

Mais l'imagination a, pour se satisfaire, d'autres moyens que la poésie. Celle des contemporains de Charles Perrault s'enchantait de ses contes de fées. Elle faisait son butin dans les relations de voyages, et les exploits des boucaniers et des flibustiers lui ouvraient le vaste domaine de l'aventure. Antoine Galland lui donnait en pâture sa traduction des *Mille et une nuits* ; elle s'amusait des hauts faits des héros picaresques, et *le Diable boiteux*, en attendant *Gil Blas*, par sa fantaisie réaliste, entretient en elle ce besoin que de tout temps

l'humanité éprouve de s'évader hors des horizons familiers. Le spectacle d'une vie énergique et pittoresque, voilà ce qu'Hamilton, dans ses *Mémoires de Grammont*, offrait encore à ses lecteurs; et le succès du livre prouve qu'il avait fort bien réussi à les dépayser.

Pas plus qu'il n'a tué l'imagination, l'esprit critique n'a supprimé ce besoin de rire et de pleurer que tout homme apporte en naissant et auquel une certaine littérature donne satisfaction. Dans toute la littérature européenne de cette époque sévère on peut suivre un courant burlesque, que chaque peuple marque de son empreinte. En France, c'est Regnard qui agite ses grelots. Au théâtre, on n'a plus honte de pleurer, et le sceptique Bayle, écrivant à son frère, lui reconnaît le droit des larmes. Déjà l'on voit poindre le règne prochain de la sensibilité : une présidente Ferrand est, dans ses lettres, une véritable héroïne romantique, et avec Colley Cibber, Steele, la comédie sentimentale fleurit en Angleterre. Et voici que, pour répondre à ces aspirations persistantes, la passion de l'opéra, surtout de l'opéra italien, au grand scandale des rationaux, s'empare de toute l'Europe : plus sensuelle qu'aucune autre, la musique italienne flatte cette ardeur de sentir que la raison ne connaît pas, et surtout qu'elle ne comble jamais.

Sous l'apparente uniformité de la raison classique les différences nationales subsistent, inaltérables. Swift est un classique; mais comme ce classique effaroucherait les classiques français! Et l'Italie veut bien imiter la tragédie française, mais elle maintient la supériorité de la tragédie grecque. L'Allemagne enfin, par toute sorte de moyens, s'efforce de sauvegarder son originalité ethnique; elle y parvient dans le *Simplicissimus* de Grimmelshausen. Addison, de son côté, prône les vieilles ballades populaires. On aspire à un état de nature primitive qu'on proclame déjà supérieur à notre civilisation corrompue; on proteste contre les théories qui réduisent les bêtes à n'être que de simples machines; on fait l'apologie de l'instinct qu'on oppose à la sèche et inféconde raison analytique; et sous la plume d'un Suisse, Béat de Muralt, on rencontre la formule même dont Jean-Jacques fera la fortune : « l'instinct divin qui est peut-être tout ce qui nous reste du premier état de l'homme ».

Sur quelques-uns de ces points, c'est encore l'influence de Locke que l'on retrouve. En réduisant à la sensation tous les phénomènes de l'âme il a bouleversé toute la hiérarchie traditionnelle ; d'autre part, il est amené, en vertu de ses principes mêmes, à fonder ce que M. Hazard appelle la psychologie du désir et de l'inquiétude ; enfin ses vues pédagogiques sur la spontanéité légitime de l'enfant font de lui un précurseur de Rousseau. Dans un tout autre ordre d'idées, l'auteur d'un très curieux livre de *Réflexions critiques sur la poésie et la peinture*, l'abbé Dubos, condamne vigoureusement l'académisme à la mode et fonde toute l'esthétique sur le sentiment : avec lui, nous sommes très loin de Boileau. Il n'est pas jusqu'à Leibniz qui, par ses protestations contre le rationalisme cartésien, par sa conception de la monade, ne favorise les tendances individualistes, et ne rende aux forces inconscientes de l'âme une valeur dont on avait failli la déposséder. Enfin, bien qu'il n'ait guère exercé d'influence sur son siècle, il ne faut pas oublier que Vico, dans sa *Science nouvelle*, a, vers le même temps, revendiqué pour l'historien les droits de l'imagination créatrice et le devoir d'une reproduction intégrale de la vie. Ce sont là tout autant d'atteintes à la philosophie des idées claires et distinctes.

Celle-ci n'avait pas réussi non plus à supplanter la religion : comme le dit excellemment M. Hazard, « l'exigence religieuse défend son éternité ». Aux attaques des incrédules répond une apologétique nouvelle qui fait appel au sentiment et s'efforce de démontrer l'existence de Dieu par les merveilles de la nature. En dehors de l'orthodoxie, les manifestations de mysticisme sont fréquentes et significatives. En dépit de la destruction de Port-Royal, le jansénisme n'est pas mort, et il ne se limite pas à la France, où il s'exaspère des persécutions qu'il a subies. Il en est de même des Camisards des Cévennes ; la persécution a développé chez eux l'illuminisme, comme le prouvent, entre autres destinées singulières, celles d'Abraham Mazel et d'Élie Marion. Au sein du protestantisme allemand, on voit naître une secte ardemment mystique, le piétisme : ce sera l'œuvre du pasteur francfortois Philippe-Jacob Spener. Et en France, Mme Guyon se fait l'apôtre de la doctrine du pur amour : elle a séduit Fénelon qui trouve dans le quiétisme la satisfaction des aspirations profondes de son âme inquiète,

éprise d'une perfection que les voies habituelles ne lui ont pas permis d'atteindre. Partout en Europe, affectant les formes les plus diverses, on constate une fermentation sentimentale ou mystique qui résiste à tous les efforts de la raison raisonnante. Telle est par exemple cette étrange Antoinette Bourignon qui, discutant un jour avec des cartésiens, leur déclarait « que leur maladie venait de ce qu'ils voulaient tout comprendre par l'activité de la raison humaine, sans donner place à l'illumination de la foi divine ». L'universel rationalisme n'a pas encore cause gagnée.

Et la conclusion qui s'impose, la voici. Terre de discorde et d'inquiétude, éternelle chercheuse, l'Europe, à l'époque classique, a paru s'apaiser et a réalisé un merveilleux équilibre entre des tendances contraires : mais cet équilibre n'a pas duré : il n'a pas tardé à être compromis, rompu, ruiné par un dissolvant esprit critique qui, venu de la Renaissance, a circulé longtemps dans l'ombre, pour reparaître plus puissant que jamais à la fin du XVII[e] siècle : de telle sorte qu'à ce moment-là la pensée européenne a repris sa course à la recherche de vérités nouvelles, dessinant déjà le double mouvement rationaliste et sentimental qui pendant un siècle va emporter les esprits. Cette courte période dont on nous retrace la curieuse histoire morale, c'est la préfiguration du siècle qui va s'ouvrir.

AUTRES ASPECTS DU PROBLÈME

Telle est, sèchement réduite à ses grandes lignes, l'élégante et savante construction que nous présente M. Hazard. Elle est solide autant qu'ingénieuse, et je ne crois pas qu'elle ait, dans l'avenir, à subir de très sérieuses retouches. On pourra rectifier ou préciser quelques menus détails, combler peut-être aussi quelques lacunes, faire preuve enfin de plus de décision dans certains jugements. Mais, bien qu'il n'y ait jamais rien de définitif en histoire, il me paraît peu probable que, d'ici longtemps, quelqu'un s'avise de refaire le tableau d'ensemble qu'a si brillamment tracé l'auteur de cette *Crise de la conscience européenne* ; et, s'il s'y aventurait, ce ne serait certainement pas pour en modifier les données essentielles. Heureux, — et rares, — les historiens littéraires dont on peut tenir ce juste langage !

Faut-il maintenant faire ici, comme disait Pascal, « la part de l'envie », et indiquer brièvement les quelques points qui peuvent prêter à discussion ou appeler un supplément d'enquête ou d'information ?

M. Hazard qui admire, certes, comme il convient, les grandes œuvres classiques, mais qui a quelque secrète faiblesse pour l'esprit d'aventure, n'exagère-t-il pas un peu la « stabilité » de l'époque qui a vu naître ces œuvres mémorables ? Il m'est arrivé, je crois, de définir le classicisme : l'équilibre dans la perfection. Mais cet équilibre, — et si je ne l'ai pas assez dit, je suis heureux d'avoir l'occasion de m'en expliquer, — cet équilibre n'est pas le résultat d'une sorte d'atonie générale ; il est l'aboutissement souhaité d'une volonté consciente et vivante, d'un effort constamment tendu ; il est, à sa manière, une création continue. Rien n'est mort dans l'œuvre d'un Pascal, d'un Racine, d'un Molière, d'un Bossuet, — du premier Bossuet surtout, celui qui se procurait, M. Hazard aurait pu le rappeler, une copie manuscrite de l'*Éthique* encore inédite. Et la vie ici, comme partout, c'est le mouvement, c'est le changement, c'est l'évolution tout au moins. Un Pascal, un Racine, un Bossuet n'ont pas été toujours et partout les mêmes hommes ; ils se sont modifiés au cours de leur vie ; ils ont connu l'inquiétude ; leur sensibilité a été aussi frémissante que la nôtre ; mais ils ont su dominer les mouvements intérieurs de leur être ; la sérénité qu'ils ont atteinte et que reflète leur œuvre est une méritoire conquête de leur volonté.

Comment se fait-il donc qu'une tradition qui compte des représentants ou des défenseurs aussi éminents ait été si aisément battue en brèche, et qu'en l'espace de si peu d'années l'esprit de Bossuet ait fait place à l'esprit de Voltaire ? Les causes de ce rapide changement de front sont multiples, et M. Hazard en a bien finement analysé les principales : la survivance impatiente de l'esprit du XVIe siècle ; le violent besoin de réaction qui oppose l'une à l'autre deux générations successives : dans l'ordre philosophique comme dans l'ordre politique, on se lasse d'entendre toujours appeler Aristide le juste... Je ne sais pourtant s'il a assez nettement mis en lumière l'une de celles qui, selon moi, ont agi le plus fortement : je veux dire la brusque disparition, dans le camp de la tradition, des hommes de génie vers la fin du XVIIe siècle.

Oui, sans doute, en 1704, Bossuet vit encore et Fénelon et Malebranche ne mourront qu'en 1715. Mais, depuis quinze ans, Bossuet a cessé de se renouveler, et il n'est plus le porte-parole incontesté de l'orthodoxie catholique ; et Fénelon et Malebranche, compromis d'ailleurs par l'inquiétante nouveauté de leurs doctrines, n'ont jamais agi, comme un Bossuet, sur l'ensemble de la pensée générale. De sorte que, depuis 1690 environ, la voie est libre aux Bayle, aux Fontenelle et à tous les novateurs. Or, supposez qu'à ce moment-là ait paru sur la scène du monde un génial défenseur de la pensée traditionnelle : un Bossuet, si vous voulez, mais mieux encore un Pascal : un grand écrivain qui fût en même temps un grand savant et un puissant penseur ; un homme qui fût capable, sans en rien sacrifier, d'incorporer à la pensée catholique toutes les nouveautés légitimes, de réfuter victorieusement les objections, et de poser en un mot aux yeux de tous le problème religieux moderne dans toute sa force et dans toute son étendue. Est-ce que les Bayle et les Fontenelle auraient pu avoir une action aussi décisive que celle qu'ils ont exercée ? Est-ce qu'un Voltaire eût été possible ? Le malheur, pour la tradition, est que, durant tout le XVIIIe siècle, personne ne se soit levé pour la défendre comme elle méritait de l'être, et que le talent, le génie même soient passés tout entiers du côté de ses adversaires.

Ces derniers, il faut en convenir, ont été puissamment aidés par les circonstances, notamment par cet afflux d'idées nouvelles dont M. Hazard a si bien montré l'éclosion et suivi la fortune. Il aurait pu, ce me semble, insister plus longuement qu'il ne l'a fait sur la querelle des Anciens et des Modernes et sur la formation de l'idée de progrès ; dans la constitution du nouvel idéal, c'est là un facteur, dont Brunetière avait déjà fortement indiqué l'importance. Je suis aussi un peu surpris que l'érudit et pénétrant critique qui a écrit de si jolies et justes pages sur l'influence de la musique et, en particulier, de l'opéra italien, n'ait pas cru devoir comprendre l'art proprement dit dans son enquête. Est-ce que, de Lebrun à Watteau, les arts plastiques, par les impressions visuelles et même sentimentales qu'ils suggéraient, par les théories dont ils étaient la mise en œuvre et qui n'étaient pas sans quelque rapport avec les théories littéraires ou philosophiques contemporaines,

n'ont pas joué leur bout de rôle dans l'évolution morale qu'on nous a décrite ? J'aurais souhaité, je l'avoue, quelques développements sur ce point.

Enfin, — dernière objection, plus grave peut-être, car elle touche à une question de méthode, — je ne trouve pas, dans le livre de M. Hazard, la répercussion des événements politiques, des transformations économiques et sociales.

Supposant sans doute les faits historiques suffisamment connus du lecteur, il a jugé inutile de les rappeler, même brièvement, et il s'est contenté, pour quelques-uns d'entre eux, de rapides allusions. Il n'eût pas été mauvais, je crois, pour le lecteur, — qu'il faut toujours supposer ou très ignorant ou très oublieux, — et pour l'auteur, de prêter au côté en quelque sorte matériel de l'histoire une attention plus soutenue et, en tout cas, de tenir plus largement compte, — l'enquête, je le sais, était ici fort délicate et difficile, — des changements survenus, durant ces trente ou quarante ans, dans les conditions de vie de la société européenne. Les hommes ne sont pas de purs esprits ; ils ne vivent pas seulement de pain, on en tombe d'accord : mais ils vivent d'abord de pain ; leur vision du monde dépend, dans une très large mesure, des données positives de leur existence. *Primum vivere ; deinde philosophari.* A l'oublier un peu, on risque de ne pas saisir dans toute leur complexité les mouvements de pensée qui se succèdent sur la scène de l'histoire et de laisser échapper la substance concrète qui prête leur vie aux idées.

M. Hazard, qui n'est pas un idéologue, — il est bien trop artiste pour cela, — ne tombe pas dans cet excès. Mais n'a-t-il pas quelque tendance à réduire la crise de la conscience européenne à un simple duel d'idées ? Il écrit dans sa *Préface* : « En étudiant la naissance des idées, ou du moins, leurs métamorphoses; en les suivant le long de leur route, dans leurs faibles commencements, dans la façon qu'elles ont de s'affirmer et de s'enhardir, dans leur progrès, dans leurs victoires successives et dans leur triomphe final, on en arrive à cette conviction profonde, que ce sont les forces intellectuelles et morales, non les forces matérielles, qui dirigent et qui commandent la vie. » J'admire ce noble idéalisme, et je souhaiterais passionnément qu'il fût l'expression de la vérité absolue. Hélas ! j'ai peur que la réalité de la vie et de l'his-

toire ne lui inflige plus d'un cruel démenti. Sont-ce les idées qui mènent le monde? Et ne sont-ce pas plutôt les intérêts et les passions, — lesquels, d'ailleurs, ne sont pas toujours et nécessairement vulgaires, — et dont les idées ne sont bien souvent que le paravent, ou la traduction abstraite? Est-ce à une idée qu'obéissait Napoléon quand, quinze années durant, il remaniait la carte de l'Europe? Est-ce une idée qui a déchainé sur l'univers la guerre de 1914? Et l'idée pangermaniste elle-même n'était-elle pas la simple expression, à peine voilée, d'un brutal appétit de conquête, d'un violent désir de jouissances matérielles? Il en est de l'idée pure comme de la poésie pure : elle n'existe pas, elle est une simple création de l'esprit.

Un livre excellent, plein de faits et d'idées, de M. Daniel Mornet sur *les Origines intellectuelles de la Révolution française*, — livre dont les considérants sont parfois un peu discutables, mais dont les conclusions sont très sages, — se termine sur les lignes que voici : « Assurément, *s'il n'y avait eu que l'intelligence pour menacer effectivement l'Ancien Régime, l'Ancien Régime n'aurait couru aucun risque*. Il fallait à cette intelligence, pour agir, un point d'appui, la misère du peuple, le malaise politique. Mais ces causes politiques n'auraient sans doute pas suffi pour déterminer, du moins rapidement, la Révolution. C'est l'intelligence qui a dégagé, organisé les conséquences, voulu peu à peu les États généraux. Et des États généraux, *sans d'ailleurs que l'intelligence s'en soit doutée*, allait sortir la Révolution (1). » On ne saurait, à mon gré, mieux définir le rôle, après tout modeste, de l'intelligence dans la formation du fait révolutionnaire. Non, la Révolution n'est pas sortie nécessairement, comme un corollaire d'un théorème, ainsi qu'on l'a trop souvent enseigné, de la philosophie du XVIIIe siècle, — laquelle du reste n'était que la traduction abstraite du malaise politique et social. Si Louis XVI n'avait pas été le pauvre homme que l'on sait, avec les moyens dont il disposait, il pouvait écraser dans l'œuf la Révolution et épargner à son pays dix années de convulsions sanglantes. Au 10 août, le jeune Bonaparte bouillait d'impatience en constatant qu'on ne mitraillait pas l'émeute. Il n'aurait pas eu, lui, de

(1) Daniel Mornet, *les Origines intellectuelles de la Révolution française*, 1 vol. gr. in-8; Armand Colin, 1933, p. 477.

ces scrupules; et il était homme aussi à faire la Révolution lui-même, en réformant énergiquement l'antique machine. Que n'était-il à la place de l'infortuné roi de France!...

J'ai l'air de m'écarter de mon sujet; je crois être au contraire au cœur des questions qu'il soulève. M. Hazard n'a-t-il pas repris dans un autre esprit et sur un autre plan, — plus européen que strictement français, — le problème étudié par M. Mornet dans le premier chapitre de son livre? Et peut-être eût-il gagné à s'inspirer pratiquement de ses conclusions. Il a aussi repris, en l'élargissant, — et on le verra de mieux en mieux, je pense, dans la suite de son enquête, — le grand livre que Brunetière avait rêvé d'écrire sur l'*Encyclopédie*, et dont il n'avait pu, dans de mémorables conférences, esquisser que les préliminaires. Qu'il poursuive sa laborieuse entreprise; qu'il donne à son exposé ce caractère puissamment dramatique que le sujet exige peut-être, et que Brunetière n'aurait pas manqué de lui imprimer. Et le regret que nous avions toujours de n'avoir pu lire l'œuvre magistrale qui nous avait été promise sera singulièrement atténué.

Ce qui, dès maintenant, ressort avec une pleine évidence de ses consciencieuses et impartiales recherches, c'est que la France est au premier plan de la mêlée intellectuelle et que sans elle la bataille n'aurait peut-être même pas été engagée. Voici un historien des idées qui, sans parti pris, a exploré les principales littératures européennes, très curieusement attentif aux relations intimes, parfois assez obscures, qu'elles entretiennent entre elles, à leurs échanges, à leurs emprunts réciproques. Il ne violente pas les faits et les textes; il se laisse tout simplement faire par eux. Et quand on a fermé ses trois volumes, il y a une conclusion qui s'impose à l'esprit, d'autant plus fortement peut-être que l'auteur est plus discret, et qu'il ne la formule même pas. Sans aucun doute possible, c'est la France qui mène le jeu, — le jeu subtil et passionnant des idées. Même quand les idées ne naissent pas chez elle, — et elles y naissent souvent, que l'on songe seulement à Descartes, le père involontaire du rationalisme moderne, — elles ne sont adoptées par la communauté européenne, elles ne deviennent principes d'action que du jour où elles ont reçu l'investiture de la France. « Le déisme est venu d'Italie, écrit M. Hazard; il a

émigré en France dès le XVI[e] siècle et il s'y est pour ainsi dire établi ; car c'est là qu'il a trouvé ses titres formels, et que des définitions sans cesse reprises ont essayé de préciser et de délimiter son être confus. » Ce qu'il dit là du déisme, on pourrait le dire de toutes les conceptions négatives ou positives qui vont former le nouveau *credo*.

L'origine des idées est toujours incertaine. Elles naissent où elles peuvent, à des dates indéterminées, le plus souvent à l'état de tendances individuelles, et elles ne commencent à attirer l'attention de l'historien que lorsqu'elles sont constituées à l'état de doctrines, adoptées officiellement par un groupe d'esprits. Le premier déiste était-il un Italien ? C'est possible ; ce n'est peut-être pas sûr. J'inclinerais plutôt à croire que le déisme, dégradation et mutilation de l'idée chrétienne, a dû être professé, plus ou moins explicitement, de très bonne heure, dès les premiers temps du christianisme, par quelques incrédules réfractaires aux notions de surnaturel. L'auteur d'un très bon livre récent sur la réaction païenne aux premiers siècles de notre ère (1), M. Pierre de Labriolle, n'observait-il pas, — et son livre en est la preuve, — que les rationalistes modernes n'ont guère renouvelé le fond d'objections sur lequel ont vécu les premiers polémistes antichrétiens ? Voltaire n'est ainsi qu'un disciple peu original de Porphyre. Mais enfin, quand les idées ont pris corps, quand elles sont lancées ou vulgarisées par une personnalité puissante ou un livre retentissant, on peut en suivre à travers le monde la changeante destinée.

A cet égard, pendant au moins deux siècles, le rôle de la France est capital. Elle invente, elle innove au moins autant que les autres peuples : mais surtout elle consacre, elle traduit, elle propage. Elle dépouille les idées qui lui viennent du dehors de ce qu'elles ont de trop particulier ou de trop national ; elle les clarifie, les précise, et, les ayant rendues intelligibles pour tous les esprits, elle les répand dans toute l'Europe pensante.

(1) Pierre de Labriolle, *la Réaction païenne, étude sur la polémique antichrétienne du Ier au VIe siècle*, 1 vol. in-16 ; l'Artisan du Livre, 1934, p. 8. — « On ferait assez vite, écrit M. de Labriolle, le bilan de ce que les modernes ont ajouté de vraiment essentiel aux objections que les polémistes païens avaient su former déjà. » « Chaque fois, remarque M. Bidez (l'auteur d'une *Vie de Porphyre*), que le rationalisme fut aux prises avec la révélation chrétienne, il n'eut guère qu'à répéter ce que Porphyre avait dit. »

La libre pensée anglaise, cantonnée dans son île, n'avait pas fait grands ravages parmi les croyants de toutes religions, qui, en dehors de l'Angleterre, n'avaient guère entendu parler de Temple, de Collins et de Toland. Elle n'est devenue dangereuse pour l'idée chrétienne que lorsqu'elle est devenue la croyance à rebours de quelques Français, en particulier de ce gigantesque journaliste de Voltaire qui, élève d'ailleurs de Bayle, la mit en formules portatives et la colporta jusqu'en Prusse et en Russie. Pareillement Locke, si on ne l'avait pas traduit en français, si des Français encore ne s'étaient pas épris de sa doctrine et ne l'avaient pas mise à la mode, Locke ne serait pas devenu le grand philosophe du XVIIIe siècle, le successeur et le rival en influence de notre Descartes, auquel, philosophiquement, il est pourtant si manifestement inférieur. Par les qualités de sa langue, si probe, si claire, si précise, par la souple agilité simplificatrice de sa pensée, la France a le génie de l'universel ; si l'on osait employer le langage politique en honneur aujourd'hui, on dirait qu'elle parle naturellement européen ; elle est l'intermédiaire née entre les divers génies nationaux; les lingots un peu grossiers que lui livrent les autres peuples, elle les fond dans son creuset et elle les leur rend sous forme de médailles brillantes et bien frappées.

Cela même est si vrai que les idées, même originales, que la France n'accepte pas ou n'adopte pas, n'ont qu'une fortune médiocre et précaire. Par exemple, au XVIIe siècle, deux grandes nations, l'Espagne et l'Angleterre, avaient conçu, chacune à leur manière, un type d'humanité qui répondait à leurs aspirations essentielles, et qu'elles eussent volontiers imposé à l'attention et à l'imitation universelles : d'un côté, le *Héros*, de l'autre le *Bourgeois* ou le *Marchand*.

Or, la France, qui ne les a pas ignorés, — elle a consommé une quinzaine de traductions des livres de Gracian, — ne s'est finalement pas reconnue dans ces deux modèles : elle a dû trouver l'un trop quintessencié et l'autre trop terre à terre; elle leur a refusé sa consécration suprême. Et quand le type si séduisant qu'elle avait créé elle-même et qu'elle avait fait triompher, celui de l'*Honnête homme*, parut un peu démodé et, si l'on peut dire, n'eut plus guère cours sur le marché européen, elle en créa et en proposa un autre, celui du *Philosophe*,

dont toute l'Europe s'enchanta, et qui a hanté les imaginations et souvent inspiré les actes d'un Frédéric II et d'un Pombal, d'une grande Catherine et d'un Joseph II. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, au xviiie comme au xviie siècle, la France est le centre intellectuel du monde ; elle est, quoi qu'elle fasse, la nation apôtre. Au xviie siècle, l'Angleterre a fait deux révolutions successives, mais purement anglaises et qui n'ont suscité aucun autre exemple continental. Seule la Révolution française a franchi les frontières du pays qui l'a vue naître, et a communiqué sa fièvre au monde. Par décret nominatif de Dieu, comme eût dit Renan, la France est prédestinée à être le porte-parole de l'humanité.

Telles sont, entre beaucoup d'autres, quelques-unes des idées que soulève ou suggère le livre de M. Hazard. Quoique relatives à des choses d'autrefois, elles touchent à bien des questions tout actuelles. Car les problèmes qui se posaient à l'époque de Fontenelle et de Bayle, ce sont encore ceux qui s'agitent autour de nous, et « la crise de la conscience européenne », qui commençait entre 1685 et 1715, n'a pas encore pris fin. On s'en rendra mieux compte encore à mesure que l'auteur, dans la suite de son travail, s'enfoncera davantage dans l'étude du xviiie siècle. « Il y aura, écrivait justement Brunetière, des choses neuves à dire des *philosophes* et de l'*Encyclopédie*, tant que nous n'aurons pas reconquis la tranquillité d'esprit qu'ils nous ont enlevée. » La meilleure justification de cette remarque de Brunetière, ce sera le livre de M. Hazard.

VICTOR GIRAUD.

SPECTACLES

LE JARDIN DE MADAME DE NOAILLES

La Bibliothèque nationale vient de présenter pendant deux semaines une exposition émouvante consacrée au souvenir de Mme de Noailles. Sous les yeux fiers du sombre et altier portrait de Forain où la jeune Mme de Noailles, vêtue de noir, semble aujourd'hui porter son propre deuil poétique, des manuscrits, des photographies remplissent des vitrines. Au centre de ce vestibule d'honneur de la Bibliothèque nationale, le visiteur a pu contempler la charmante maquette de ce que sera, au bord du Lac Léman, aux rivages d'Amphion, le *Jardin de la comtesse de Noailles*. Ce jardin, ce sont les admirateurs, sans nombre eux aussi, de l'auteur du *Cœur innombrable* qui le donneront à son illustre et beau souvenir. L'Association des amis de la comtesse de Noailles, — présidée par MM. Henri de Régnier, Paul Valéry et Paul Léon, et dont l'organisateur et l'animateur fervent est M. Constantin Photiadès, — recueillera les souscriptions grâce auxquelles, en cette belle allée riveraine et lacustre, s'élèvera le petit temple, offert par ses amis, ses lecteurs, modestes ou fastueux, généreux ou pauvres, à la célèbre poétesse.

Est-ce bien un temple que M. Emilio Terry a conçu pour parachever ce jardin qui est une partie du parc d'Amphion, propriété familiale des Brancovan ? Non ; ce n'est pas tout à fait un temple, mais un pavillon, aux arcades doucement creusées et librement offertes à l'air extérieur. Son dôme sera fait de feuillages entrelacés, composant une sorte de couron-

nement de verdure ; un escalier, double et courbe, se séparera à la sortie de cette gracieuse construction, pour descendre jusqu'au lac. Un lac ! Celui du Bourget reste à jamais celui de Lamartine, et le grand lac Léman à des points variés de ses sites et de ses rivages est celui de Rousseau, de Mme de Staël, et désormais aussi, de Mme de Noailles.

La jolie maquette du projet de M. Terry est fort habilement présentée : la longue allée qui, du lac et du pavillon, remonte vers la route est toute ombragée d'arbres très soigneusement représentés en leur réduction verte et exacte. Chênes, lauriers, pins parasols, abritent les fleurs que l'on fera fleurir sous leurs ombrages et, tout au fond, tout en haut, se dresse un grand cyprès rappelant à la fois les origines orientales de la Muse et ces cyprès d'Assise que saint François aima. Car Mme de Noailles a, vous le savez, laissé son cœur à un couvent de Savoie. Dans la paix du cloître et son ombre, elle a désiré que ce cœur qui fut innombrable, ce cœur devenu solitaire fût abrité par un saint lieu. Et, en ce vœu il faut reconnaître que, à la fin de ses jours qui ne furent qu'éclat rayonnant et glorieuse évidence, Mme de Noailles, malade en son corps et son âme, ayant perdu sa mère, sa sœur, et tant d'amis, avait fini par comprendre l'humilité nécessaire au destin le plus brillant comme au sort le plus obscur. Le faste suprême, celui de l'humilité, de l'ombre, du silence, sans doute l'a-t-elle souhaité dans cette vaste compréhension finale qui ne peut manquer aux grandes âmes. C'est pourquoi j'aime que ce projet de jardin soit simple, familier, que ces arbres soient sombres, que ce kiosque ajouré soit l'asile de la rêverie et non un monument orgueilleux.

Là, viendront l'évoquer et relire ses poèmes celles et ceux qui, jeunes à leur tour, croiront découvrir la beauté du monde et croiront aussi voir la petite Anna, tout enfant, jouer encore au bord de cet azur où elle confrontait son univers intérieur, déjà créé par son génie, à ces eaux, à ces ciels, à ces nuits, à ces jours... Et déjà, devant la maquette gracieuse qui semble un petit jouet offert à la gloire, nous attendons l'apparition minuscule, féerique comme dans les songes, comme dans les contes, d'un être merveilleux, lustré de chansons, tel un oiseau, bariolé de rythmes et de couleurs telle une tulipe de Perse, la petite fille poète à la taille de la reine Mab,

sachant déjà tous les secrets et entendant toutes les confidences que les humains ne perçoivent pas.

Souhaitons donc la réalisation rapide du projet de ce jardin, dont le bon goût, la tendre, modeste et harmonieuse piété satisferont ceux qui ont le sens de l'allégorie poétique. Et, avant de quitter ce petit décor si joliment prolongé par la perspective et l'éclairage, contemplons encore ces beaux manuscrits, dont l'un, — format d'album, — tracé d'une encre plus pâle et d'une plume plus déliée que les autres, ressemble à ces grimoires magiques que laissent, en un jardin blanc, un matin de neige, les pas musicaux des oiseaux.

AUTEUIL ET PASSY D'AUTREFOIS

C'est la reproduction du beau buste de Mme de Noailles par Rodin près de son portrait si expressif par J. E. Blanche, et aussi d'autres manuscrits de sa main que nous voyons à Galliera en cette vitrine du Passy d'hier, où le masque mortuaire du cher René Boylesve, la saisissante photographie de Paul Hervieu et le manuscrit d'une des célèbres œuvres de cet auteur illustre sont réunis dans cette même vitrine. Quoi ! ces vivants admirés, aimés, font déjà partie d'autrefois! Ce passé si proche, encore si vivant en nos souvenirs, est aussi passé que cette apparition de Mme de Castiglione, mystérieux et sombre portrait, très belle œuvre de J. E. Blanche, où cette habitante du Passy ou de l'Auteuil de jadis semble à la recherche de sa beauté disparue et de sa jeunesse morte! Passé... Passé... Passé. Dans les mélancoliques, aimables et charmants *Souvenirs d'un temps disparu* que Mme Marie Scheikévitch vient de consacrer à cette époque à la fois récente et abolie, nous retrouvons, avec les portraits non seulement écrits, mais parfois dessinés avec beaucoup de talent et d'exactitude de ces amis devenus lointains, toute l'atmosphère de l'époque où nous les avons connus et fréquentés avec tant d'amitié. Le beau jardin de la rue des Vignes dont les ombrages d'été versaient une transparence aquatique au salon accueillant de M. et Mme René Boylesve, comment pourrions-nous l'oublier? Là, comme chez Boileau deux cents ans auparavant trinquaient sous la tonnelle La Fontaine et Racine, des écrivains, des peintres, des artistes, se réunissaient et s'enivraient non

seulement de thé et de porto mais des propos pénétrants de Boylesve qui parlait si admirablement de l'art d'écrire.

Mais plongeons-nous dans un passé plus lointain, un passé qui ne nous attriste pas, parce que nous ne l'avons pas vécu et qui parle à notre curiosité plus qu'à notre cœur. La salle d'entrée est consacrée aux témoignages des xviie et xviiie siècles. Regagnons-la, non sans contempler au passage l'admirable Anatole France de Bourdelle qui, tel un ironique et sensuel ægipan, l'œil oblique, la barbe longue, le nez de travers et le buste nu, tout de bronze et de narquoiserie, semble nous affirmer : « Je suis de tous les temps... je suis le faune... Mais j'ai lu, écrit des livres... »

Et si vous voulez contempler avec fruit les tableaux, les gravures, les objets, si bien choisis, si bien arrangés en cette première salle, lisez l'instructive et amusante préface que M. d'Andigné a écrite en tête du catalogue, et ensuite promenons-nous sur les collines de Chaillot, dans la vallée d'Auteuil, dans l'élégant Passy de la Pouplinière, à Bagatelle que créa le comte d'Artois, au château de la Muette où mourut la fille du Régent. Et songeons que Louis XV, à Passy, rencontra Mlle de Romans. Et rencontrons, nous aussi, sans nous soucier des lieux et des dates, tous ces amis de nos esprits, toutes ces belles « connaissances » que nous devons aux livres, aux lettres, aux mémoires. Voici Boileau, Racine et Molière, Franklin, Mme Helvétius. Arrangeons-nous pour être invités chez Mlle de Verrières et y voir à souper le maréchal de Saxe. Frissonnons en songeant qu'aux portes de la Muette fut arrêté André Chénier et égayons-nous en songeant que Tallien, la belle, eut une « chaumière » à Chaillot.

Savez-vous que la célèbre maison de santé du docteur Blanche fut installée dans le château de la princesse de Lamballe? N'est-ce pas étrange que, à la lettre et au figuré, ce lieu ait été destiné aux gens qui vont perdre la tête?

Balzac a sa maison rue Raynouard; Béranger a passé par là. Jacques Émile Blanche habite encore en ces lieux presque campagnards où son jardin charmant inspire à la fois sa palette et sa plume qui le font deux fois célèbre.

Ces tableautins et ces gravures, ces portraits de ceux-là qui hantèrent ces parages, ces bibelots, boîtes, étuis, brimborions, rubans, et la ceinture de La Fayette et ce premier piano

d'Érard aux tons de feuilles mortes, cette harpe parfaite qu'effleurent des musiciennes fantômes la nuit peut-être, en chantant des airs sur les jours perdus, ces médaillons, ces miniatures, ces meubles, commodes, fauteuils, etc... ont appartenu à des gens illustres qui, à Auteuil et Passy, séjournèrent ou passèrent.

Le Bois de Boulogne a aussi sa place en cette évocation. Et que de noms suis-je obligée d'omettre, des possesseurs de maisons ou de châteaux, ou de visiteurs bien accueillis, M. Delessert et Mme Valmore, et Augustine Brohan, Scribe, Hortense Schneider, — dont les canapés et le portrait sont d'un mauvais goût étourdissant, habitaient par là... Et ces souvenirs évoquent Victor Hugo aussi bien que Guillaume Apollinaire, ce vrai poète si particulier dont Picasso a tracé en lignes sobres et frappantes le portrait vêtu en soldat...

Il faut aller au musée Galliera évoquer ces promeneurs du « Passy passé ». Et vous pourrez évoquer aussi, si vous n'êtes pas à la fleur de l'âge, ces lilas et ces aubépines roses qui au printemps paraient tous les petits jardins dans ces rues presque rustiques, où nulle automobile alors ne passait... charme simple, aimable, aboli du plaisir d'habiter Auteuil.

L'ORFÈVRERIE ET LE BIJOU D'AUTREFOIS

Cette exposition, organisée, Galerie Mellerio, sous le patronage de Mme la duchesse de Guise au profit de cette très belle œuvre, *l'Aide aux enfants paralysés*, fut un véritable éblouissement. Arrangées avec l'art et la compétence, le goût le plus sûr et le plus exquis, ces belles vitrines nous offraient des orfèvreries ou de magnifiques bijoux. Je ne m'occuperai ici que des bijoux. Ce diadème mérovingien, d'une sobre et belle barbarie avec ses pierres de couleur, contraste, par ses lignes simples et nues, avec ce grand collier de Charles Quint. Ce collier est orné de magnifiques émaux aussi beaux que les pierreries qui l'enrichissent et dont chaque motif de personnages en haut relief est d'une perfection anatomique si précise qu'il faudrait une loupe pour en percevoir tout le « fini » et en admirer tout le travail. De même pour ce pendentif d'or du XVe siècle représentant l'adoration des Mages. Ce bijou d'or, dont le centre en émail translucide, d'un bleu et d'un

rouge plus beaux que rubis et saphirs, est une Annonciation.

Ce collier en or émaillé blanc représentant des marguerites a la grâce exquise des colliers antiques et son XVIe siècle ne l'empêche pas de nous faire évoquer ceux du musée de Candie que portèrent peut-être des filles d'Ariane la Crétoise. Comment ne pas s'émouvoir de cette pendeloque d'ambre, gros œuf orangé où dort sans doute un oisillon magique et qui porte le chiffre d'Isotta de Rimini? Ces pendentifs représentant des vaisseaux, des navires, des animaux fantastiques, une licorne, et ce phénix orné d'émeraudes renaissant d'un foyer de petits rubis, ont un aspect un peu magique. Les porter sur le sein, sur le cœur devait favoriser certains espoirs, permettre certains songes. C'est d'ailleurs l'attrait, toujours un peu ensorcelé, des bijoux anciens que ces rêveries qu'ils suscitent, ces beautés qu'ils suggèrent. Si le collier de Charles-Quint précise notre suggestion, ainsi que cette croix de diamants déjà faite avec des larmes et qui était à Marie-Antoinette, ces colliers, ces pendentifs, ces bagues, ces diadèmes, autant d'énigmes, autant de secrets. Quelles étaient les apparences de celles qui s'en parèrent? et quels bonheurs, quelles douleurs, quelles amours connurent et partagèrent par leur présence, ces pierreries et ces joyaux précieux?

Ceux du Premier Empire, ceux de la Restauration ont une grâce bien particulière. Ce grand collier de turquoises d'un bleu de lin, — ton qui me semble assez rare, — appartint à Stéphanie de Beauharnais; ces malachites parèrent la reine Hortense et ce diadème et bouquet de corsage en turquoises et brillants sont délicieux de jeunesse et de grâce, ainsi que cette branche d'or et d'aigues marines, dont les feuilles semblent avoir gardé les gouttes d'un ancien orage. Ce grand collier de turquoises gravées est vaste et beau pour parer des épaules charnues. Une beauté d'aujourd'hui, étroite et plate, serait écrasée par cet étalage majestueux. Beautés d'aujourd'hui, vous n'auriez que faire non plus de ces peignes qui, assortis au collier et aux pendants d'oreille, ornaient d'améthystes transparentes la chevelure et le teint nacré de quelque blonde. Tous ces « ensembles » datant de la Restauration m'ont particulièrement amusée et je m'imaginais les héroïnes de Balzac, les portant avec éclat dans ces soirées du faubourg Saint-Germain, dans ces « raouts »... J'ai offert en pensée cette

parure en pierres fines de toutes les couleurs, entourées de perles, à la princesse de Cadignan dont l'âme était de mille feux; ces grenats en larmes de sang, à la duchesse de Langeais; cette broche de bluet, pâquerette et coquelicot à Mme de Mortsauf. Quant à toutes ces émeraudes, ces bracelets d'émeraude givrée, ce magnifique diadème d'émeraudes et de brillants, ce collier plein de maléfices aquatiques et de regards de feuillages, on ne pourrait les offrir qu'à une nymphe authentique, une nymphe svelte et blanche, aux yeux pers et que l'on persuaderait, grâce à ces belles pierreries, de quitter les forêts pour « aller dans le monde ».

MARIAN ANDERSON OU LA NUIT QUI CHANTE

Fermons les yeux, écoutons cette âme des ténèbres, acceptons l'envoûtement. Cette voix merveilleuse de Marian Anderson se déroule comme un velours sombre, un velours mat, triste, en une continuité extraordinaire de souffle et de son. Elle semble n'avoir pas respiré, pas plus que l'air de la nuit n'obéit aux lois de l'haleine humaine. On ne constate même plus, après trois ou quatre chants différents, la beauté pleine et pure de cette voix qui traverse tous les registres avec une aisance et un naturel, une tenue, une suite que rien n'altère. On se perd en son pathétique infini, en sa lamentation profonde ou en l'exaltation de sa prière; un charme tour à tour religieux ou fatal s'exhale de cette voix et nous frappe d'étonnement par son parfum nouveau. Marian Anderson n'est pas faite pour la joie ni pour les effets légers, chatoyants. Elle les réussit comme elle peut réussir tout ce qu'elle entreprend en l'art de chanter; car elle est une grande artiste, mais elle atteint sa plénitude dans l'expression du drame, de la souffrance de l'invocation ou du mystère. Ce mystère de la nature se liant aux rêves du sentiment, comme elle en a suggéré le double secret en son interprétation du *Noyer* de Schumann, en ce chuchotement enchanteur qui semblait le murmure des branches, du vent et de l'ombre! En certains chants religieux sa voix lente, aux ampleurs d'orgue, aux résonances, aux vibrations de violoncelle semblait éveiller sous des nefs profondes l'écho des plaintes sans fin que les hommes élèvent vers le ciel et qui se brisent aux pierres sacrées

des voûtes. Elle a aussi chanté du Schubert, et cet *Ave Maria* aux essors graves, aux ailes étendues que sa voix vaste faisait planer avec une aisance d'ange habitué au ciel.

Et malgré la grâce familière et joyeuse de *la Truite* qui semble ne pas être « dans ses moyens », elle l'a chantée délicieusement, parce que la continuité du son de l'eau s'alliait en son déroulement fluide, scintillant, ininterrompu, à la continuité de sa voix, aussi souple que la rivière et se renouvelant aussi naturellement. Mais son triomphe, là où elle retrouve, avec les accents de sa race, les beautés primitives, des forces séculaires, ce sont les *Negro Spirituals*. Elle y est admirable, aussi diverse et mordante en l'originalité de certains chants que tragique en ceux qui sont l'expression des profondes douleurs. Ce refrain, écrasé de soleil et de lassitude des noirs travaillant dans les plantations, elle le scande avec une sauvagerie, un désespoir, et une résignation magnifiques; et dans *Crucifixion*, elle nous arrache des pleurs. « They crucified my Lord... » Nous croyons assister au drame terrible; les sons enfoncent les clous dans les mains et les pieds divins; le rythme tombe comme la tête couronnée d'épines sur la poitrine du Christ, et quand tout est fini, les puissances de cette voix nous forcent à nous enfoncer dans les ténèbres, dans l'horreur de l'accomplissement sinistre. La terre tremble et se fend comme dans l'Écriture, avec la descente de ce contralto qui se fait sombre comme la mort.

Marian Anderson ne ressemble en son talent, et, disons-le, en son génie, à aucune autre grande cantatrice. Qu'elle reste elle-même et ne cherche pas à acquérir des succès nouveaux par des interprétations qui contrarieraient les possibilités sans rivales de sa nature si particulière. Le dernier concert de Marian Anderson a soulevé un véritable enthousiasme, et si souple en sa robe blanche qui servait d'écrin à sa peau sombre, ses yeux très beaux, sa grande bouche expressive et pourprée semblaient chercher encore, au delà des applaudissements et de cette foule debout qui l'acclamait, l'apparition qu'elle cherche, qu'elle espère sans doute en récompense de ses appels et de ses incantations : la forme exaucée de ses prières, la consolation de ce désespoir qu'elle berce de sa grande voix et qui est la tristesse du monde.

CONCOURS HIPPIQUE. — PRIX DES AMAZONES

Quel joli titre : *Prix des Amazones* ! Allons-nous voir Penthésilée et ses guerrières ? Non. Ces spectacles n'ont rien d'antique. Ils ne sont que d'apparence un peu démodée depuis que les mécaniques ont remplacé les animaux dans les tentatives d'accord des humains et de la vitesse. Parmi ces ententes, celle de l'homme et du cheval était, est toujours l'une des plus belles, des plus harmonieuses, lorsqu'elle est élégante et réussie. C'est pourquoi le *Concours hippique* est toujours fêté et que ces séances sont suivies par des amateurs fidèles. D'ailleurs, les journées militaires, telles celles de la cavalerie avec ses sonneries, ses beaux uniformes, ses carrousels, ont une allure étonnante, jeune et joyeuse, conservant un dernier charme des anciens tournois et des vieilles prouesses en champ clos. Mais les journées sportives sont aussi fort appréciées et, parmi celles-ci, le hasard m'a fait assister aux évolutions des amazones et des cavalières.

L'amazone ! Une aquarelle de Morin, qui me reste encore, me montre une dame romantique à la longue jupe verte, au chapeau orné d'une flottante gaze qui, assise de côté sur un cheval rêveur, contemple une mer agitée dont le glauque s'accorde au ton myrte de ses vêtements. Oui, c'est gracieux, mais évocateur d'un genre de vie aussi périmé que l'âge des cavernes. L'âge de l'amazone est passé ; c'est dommage. Mais je ne puis nommer amazones les dames qui enjuponnent leur culotte de cheval d'une sorte de tablier, afin de pouvoir monter à l'ancienne mode. Cela n'est pas très réussi, car l'accord est rompu de la pose classique et de la longue traîne, — encombrante et dangereuse, — qui au point de vue esthétique achevait l'arabesque et exigeait ce mouvement. Puisque le temps de l'amazone est passé, — oh ! le portrait de Gyp excellente écuyère, si mince en sa tenue sombre de cheval et tenant sur le bras sa longue jupe dévoilant la petite botte ! — puisque ce temps est révolu, donnons franchement nos préférences aux gracieux ou costauds travestis de ces dames, qui montent à califourchon.

Il va sans dire que je parle en profane, en spectateur qui n'y connaît rien. Mais j'ai admiré ces silhouettes minces et déliées, cette fine robustesse de jeunes femmes vêtues d'habits

de cheval sombres dont les basques, au moment du saut et de l'élan, volent sur la culotte blanche, dont les genoux hors des bottes bien vernies pressent les flancs du cheval bai ou doré. Ces cavalières m'ont semblé vaincre plus facilement les haies et les barrières que les amazones pourtant applaudies. Mais, maintes montures de ces dames me semblaient mériter, au lieu des noms de *Cœur de lilas*, *Jupiter*, *Farfadet*, *Escogriffe*, *Indiana*, *Double croche* ou *Justin*, celui classique de *Marianne*, à cause de leurs *Caprices*. Ces juments ou ces chevaux, — non pas ceux dont j'ai cité les noms au hasard, — mais certains d'entre eux que je n'ai pas étiquetés, m'ont semblé avoir pris conseil d'un jeune homme que je connais et qui soupire dans les grandes circonstances : « Je n'aime pas les obstacles... » Malgré ces fantaisies et ces renâclements, maintes réussites ont été fort goûtées, appréciées et récompensées par de chaleureux bravos. Ce fut un très joli et galant spectacle, et je me permets seulement de regretter deux choses :

1° L'élégance perdue. Fini, le temps des héroïnes de Gyp, où Mme d'Hallaly, par exemple, faisait sensation avec sa robe de pékin citron, sa capote ornée d'une brassée de lilas, son pouf relevé d'une plume verte ! Fini aussi celui moins ébouriffant, mais encore emplumé d'avant-guerre. Une assistance sombre et d'aspect triste occupe les banquettes et les gradins, et ce n'est pas gai, car :

2° On gèle... Les nez sont rouges et les cols sont relevés jusqu'aux mentons. Pourquoi ne pas placer quelques grands braseros d'ici, de là, auxquels on irait se réchauffer les mains et les jambes, après avoir gelé consciencieusement pour mieux regarder, debout, à la lorgnette, ces aimables écuyères, survolant haies et barrières ou maudissant leur monture bien décidée à ne point « sauter le pas ».

DERNIER CONCERT MOZART

Le dernier concert que la Société des études mozartiennes a donné cette saison, a été splendide. Un public de plus en plus nombreux, de plus en plus fidèle se presse à ces séances qui font désormais partie de la vie artistique de Paris et desquelles elle ne saurait plus se passer. On ne remerciera jamais assez Mme Homberg, l'éminente directrice et animatrice de cette

société qu'elle a imaginée, réunie, enfin créée, du soin et de l'intelligence, de la compétence avec lesquels elle groupe des interprètes remarquables et choisit ses programmes. Espérons avec elle, que les adhésions de sociétaires se multiplieront encore, permettant à ces concerts de nous éblouir, de nous ravir, avec plus de fréquence; on peut puiser sans fin dans l'œuvre mozartienne et y trouver presque sans fin aussi des trésors inédits au point de vue de l'exécution instrumentale. Le lundi 1er avril fut donc une des journées « fastes » de la Société mozartienne. Les chœurs et l'orchestre étaient sous la direction si nuancée et si ferme à la fois de M. Félix Raugel; à l'orgue, M. Georges Jacob, organiste des Concerts du Conservatoire, et Mme Malnory-Marseillac, Mlle Pola Fiszel, MM. Georges Cathelat et Jean Hazart tenaient avec beaucoup de talent les parties de chant. Les chœurs, très au point et parfaitement disciplinés, méritent aussi nos sincères applaudissements.

La messe en ut majeur, dont cette audition était la première en France et qui est datée de Salzbourg 1776, est une œuvre admirable d'élan juvénile (Mozart avait vingt ans!) et, tour à tour, d'allégresse et de grandiose majesté. Le *Gloria*, tout en oppositions magistrales d'ombres et de lumières, le splendide *Credo*, montant d'un vol si sûr vers les certitudes du ciel, en un essor d'une ampleur glorieuse, nous ont transportés. Quel bienfait sublime que le génie de Mozart! Certes, ainsi que tout génie, dès l'adolescence, il sait tout, il exprime tout des sentiments humains et des aspirations de l'âme, et si sa grâce et sa suavité, son aisance magique, nous comblent de délices, nous n'avons point de mots pour savoir comprendre et adorer sa grandeur. Profondément religieux, comme presque tous les plus grands, il nous saisit et nous enlève vers la vérité éternelle. Ce n'est point tant la « jubilation » de ses chants de ferveur dont Mme Homberg en son allocution si intéressante nous a signalé la divine enfance et la joie d'un amour tout près de Dieu, qui nous ont frappés en cette messe magnifique, mais le sentiment de la certitude. Foi rayonnante, qui se confie, qui espère et qui sait. Certes il sait aussi, le tout jeune Mozart, les affres des douleurs terrestres, des plaintes misérables, mais qu'importe tout cela, qui n'est que d'un jour et disparaîtra si tôt dans la délivrance divine? C'est ce sentiment de délivrance, ce sentiment de certitude en Dieu, de

plénitude dans l'espérance qui rend l'expression de ce *Gloria* et de ce *Credo*, de cet *Agnus Dei* final, si émouvante en sa splendeur pure et que l'âme y trouve ce repos sublime de l'exaltation dans l'apaisement.

Les *Vêpres des Confesseurs* (deuxième audition, redemandée) nous ont offert d'autres beautés non moins admirables, mais très différentes. Ce *Laudate pueri* d'un accent si particulier, cet andante du *Laudate Dominum* dont la lente cantilène a été chantée avec tant de pure suavité par Mme Malnory n'ont plus l'austérité, la tendresse, ni l'enchantement religieux, ni la fantaisie parfois adorable de la *Messe en ut majeur*, mais tressent une sorte de guirlande de fête. Il nous a semblé que des chérubins gonflés de bonheur y chantaient à pleines joues dans un ciel de Tiepolo tout bousculé de nuages et de très allègres, bien que saintes ascensions. Mais ce ballet paradisiaque se termine par un *Magnificat* qui bondit jusqu'au seuil de la lumière, cri de gloire et d'amour, où se confondent les adorations humaines et la sérénité rayonnante de Dieu.

LE PLUS PRINTANIER DES CENTENAIRES

Je ne fais que vous l'annoncer... et je vous en parlerai, avec quelle joie, dans mes prochains *Spectacles* : Le Centenaire de la Nuit de mai! Quelle idée ravissante! Elle est du grand artiste A.-E. Marty qui exposera tout le mois de mai, — au 59 de la rue de Grenelle, où Alfred de Musset habita, écrivit la Nuit fameuse et y reçut la visite de sa Muse au printemps 1835, — les deux cents aquarelles qui sont autant de charmants chefs-d'œuvre que Marty vient de terminer pour illustrer une édition des poésies et du théâtre de Musset. Marty y réunira des dessins de Musset, si beaux, si spirituels, des autographes, des manuscrits, premières éditions, portraits, souvenirs, portraits aussi de ceux-là que Musset a aimés et qu'il a connus, de ses interprètes, de leurs costumes, etc. Cette exposition, qui s'organise sous le patronage de la Société Alfred de Musset, sera une des manifestations artistiques les plus originalement charmantes du mois de mai, de ce printemps toujours jeune... comme l'est à jamais Alfred de Musset.

GÉRARD D'HOUVILLE.

LE MARI DE MLLE AUBINTINE

Joséphine de Gournac pencha sur la malade sa grosse figure gravée de petite vérole et brouillée comme la pleine lune lorsque le temps veut se mettre à la pluie.

— Hé bé! vous vous sentez pas un peu plus allègre, ce matin?

Une voix faible murmura des mots vagues et plaintifs. Joséphine de Gournac poussa un profond soupir.

N'allez pas croire que cette Joséphine tirât la moindre vanité de sa particule. Il se pourrait que ses ancêtres fussent allés aux croisades, mais elle ne songea jamais à s'en informer. Lorsqu'on l'appelait, avec le fort accent gascon : « Joséphine de Gournac », elle entendait simplement qu'elle était la femme du cordonnier, et c'était déjà bien joli.

Carradette n'est que la femme du *pétassou*; son mari rapetasse des chaussures éreintées, prêtes à rendre l'âme, tandis que Gournac Justin travaille le neuf.

Sa femme et lui sont les premiers voisins de Mlle Aubintine Mesplié, tellement malade en ce moment, de sorte que si la *pôvre* venait à décéder, le cordonnier et la cordonnière auraient leur place auprès du « principal affligé » et marcheraient par conséquent en tête du cortège, avec le « premier deuil »; mais, en l'occurrence, Joséphine et son mari marcheraient seuls, vu qu'il n'y aurait pas de « principal affligé ».

Mlle Aubintine ne se connaissait plus de parents et si quelque lointain neveu voyait encore le jour à Carcassonne ou ailleurs, on n'en saurait jamais rien, parce que Mlle Aubin-

tine n'avait point de fortune : un mince viager lui permettait de vivre de miettes comme un oiseau, « sans rien devoir à personne », disait-elle gravement.

Elle n'avait demandé ni à Joséphine de Gournac, ni à Élodie Coquil, de venir la soigner. Elles étaient venues d'elles-mêmes, empressées, dévouées, curieuses, importantes, « essentielles », comme on dit dans le pays, fières d'être arrêtées dans la rue par ceux qui, le matin, quêtaient des nouvelles, secrètement ravies aussi de pouvoir ouvrir les armoires, fouiller les tiroirs, inventorier d'un coup d'œil rapide le contenu du placard, habituellement fermé, découvrir enfin tout ce que l'humble existence de Mlle Aubintine pouvait encore receler d'inconnu pour elles, qui savaient pourtant toute sa vie par cœur.

Vous allez crier : « Au diable la province ! On ne peut pas lever un pied, sans que toute la ville en sache le pourquoi et le comment. »

C'est vrai ; chacun a sur vous un droit de regard qu'il exerce rigoureusement. Pour offenser tant soit peu la morale, il faut se cacher soigneusement. D'aucuns se cachent et l'offensent quand même.

Je vous entends maugréer, la bouche mauvaise : « Hypocrisie ! » Certes, ces embrasés sont forcés de joindre l'hypocrisie au reste, mais combien d'autres, se sentant si bien gardés, n'offensent pas la morale, de sorte qu'à la fin du compte, la morale est moins offensée !

Mlle Aubintine était, à bon droit, unanimement respectée, bien qu'elle eût eu une aventure, une malheureuse aventure au sujet de laquelle chacun avait dit son mot.

Elle était encore très jeune quand elle avait souffert dans sa pudeur de vierge, dans son amour-propre et dans un tas de fibres secrètes cachées au fond de l'être. Alors Mlle Aubintine avait assurément souhaité de vivre dans une grande ville, de façon à pouvoir se perdre dans une foule anonyme, promener sans contrainte, au milieu des regards indifférents, cette peine soigneusement refoulée au fond du cœur.

Et pourtant, si son vœu eût été exaucé, Mlle Aubintine, pauvre, vieille, malade, fût, très probablement, morte seule dans quelque mansarde ou, en mettant les choses au mieux, dans un lit d'hôpital; tandis que Joséphine de Gournac et

Élodie Coquil, s'étant occupées, durant de très longues années, des moindres faits et gestes de Mlle Aubintine, trouvèrent tout naturel de venir l'assister à l'heure grave de la mort; et leur dévouement, pour être un peu mouche du coche, n'en restait pas moins affectueux et réconfortant.

Dans la chambre de la malade, régnaient la pénombre et le silence, silence craquelé de bruits furtifs, pénombre rayée de lumière laminée par les jalousies fermées. De temps à autre, une petite cuiller d'argent, tournée dans un verre, faisait un tintement enfantin, et le temps passait, pareil à du sable qui coulerait sans bruit entre les doigts.

— Joséphine, fit la malade, sortant d'un léger assoupissement.

— Joséphine est partie, mais je suis là, répondit Élodie Coquil.

Un gros ventre, cette Élodie; de petits bandeaux bien tirés sous le mouchoir de tête.

— Je suis là, continua-t-elle, pour tout ce que vous pourrez avoir besoin. Joséphine est allée mettre le grain de sel dans son pot de haricots; et puis, il y a les bottines de Mme Bardalou à livrer, une dame *estafigneuse*, qui trouverait du poil dans un œuf, mais Joséphine a la langue dorée pour parler aux pratiques de son mari.

— Elle a bien de la bonté pour moi, murmura la voix exténuée de Mlle Aubintine, et vous aussi, Élodie. Je ne vous récompenserai pas comme je voudrais le faire, si j'étais riche, bien sûr; mais enfin, chacune de vous aura sa part dans le peu que je laisserai.

Élodie protesta de son désintéressement; elle ajouta, sentencieuse et modeste :

— On n'a pas besoin d'être riche pour avoir bon cœur et petite aide fait grand bien; mais vous avez tort de penser à des tristesses, mademoiselle Aubintine : il se peut que, pour cette fois, vous ne soyez pas « mortelle ».

Élodie parlait ainsi par pure bonté d'âme et, en dépit de cette promesse d'immortalité temporaire, Mlle Aubintine alla de mal en pis dans les jours qui suivirent. M. Buscail, le vicaire, prévenu, fit dire qu'il viendrait sur le soir porter les derniers sacrements à la malade.

Mlle Aubintine s'inquiétait de cette cérémonie :

— Il faudrait mettre deux bougies neuves dans les chandeliers, étendre une nappe fine sur la commode pour faire reposer le Bon Dieu.

Joséphine de Gournac, très sûre de ses capacités, la rassurait :

— *Bou Dious!* ne vous tracassez pas. Je suis là et Élodie m'assiste.

Comme il fallait chercher du linge convenable, les fouilles pratiquées dans l'armoire de Mlle Aubintine amenèrent au grand jour une boîte enfouie sous des jupons blancs.

— Quelque chose est écrit en lettres d'or sur le couvercle. Voyons : « Bonbons fins ».

La boîte ouverte ne contient rien d'autre qu'un bouquet fané, serré par des rubans blancs, piqués de taches de rousseur, et une photographie.

— Voyons, voyons, fait encore Joséphine; et d'un souffle puissant, elle chasse le papier de soie, pieusement rabattu sur l'image.

Un jeune homme apparaît, assis de côté sur une chaise historiée, la jambe droite jetée en travers de la jambe gauche, avec une désinvolture insolente, ses deux mains serrant par le milieu une badine provocante; une fine moustache barrait hardiment la lèvre du bellâtre, et des cheveux également partagés le coiffaient, à la mode d'alors, en ailes de pigeon.

Élodie Coquil s'en tenait à l'examen des fleurs fanées.

— Un bouquet de noces, fit-elle.

— Mais oui, chuchota Joséphine, c'est *lui* qui avait offert les bonbons fins d'abord, parce qu'on se trouvait être au jour de l'an, et trois mois après, la veille du mariage, le joli bouquet tout saupoudré de poudre argentée : vous auriez dit du givre.

— Lui? Qui, lui?

— Ah! c'est vrai, reprit Joséphine, vous êtes trop jeune pour l'avoir connu.

Et, mettant la photographie dans un jour favorable, sous les yeux d'Élodie, elle ajouta le plus naturellement du monde :

— C'est le mari de Mlle Aubintine.

RIEN de plus vrai. Mlle Aubintine s'était bel et bien mariée à la mairie et à l'église, un beau matin clair de la fin de mars 1868.

Lorsque le maire, M. Bordier, avait posé la question sacramentelle :

« Diogène, Ulysse, Martial Aubagne, voulez-vous prendre pour légitime épouse..., etc., etc. », le jeune homme s'était hâté de répondre avec une sorte d'enthousiasme contenu : « Oui, avé plaisir » ; cependant que ses dents blanches illuminaient d'un rapide éclat la douceur d'un sourire.

A l'église, après avoir échangé les anneaux, Diogène-Ulysse-Martial avait gardé la main légèrement tremblante de la mariée pour la porter à ses lèvres.

Après la messe, quand le cortège reformé s'acheminait processionnellement vers la salle du festin, les curieux, massés au long des « cours », s'avisèrent tous que la petite Aubintine, habituellement pâle, douce et neutre comme une brebis, était soudain devenue jolie.

— C'est-y le blanc qui la flatte? se demandaient les commères. Ou bien encore ce sourire qu'on ne lui connaissait pas et quli ui fait une bouche rose, ronde et fraîche comme une rose pompon ?

— Voyez, mais voyez : les demoiselles d'honneur n'ont plus bonne façon auprès d'elle ; on dirait des pommes rainettes conservées dans l'armoire.

— Peut-être un peu de jalousie qui leur jaunit le teint.

— C'est qu'avec son air endormi, elle a trouvé un beau brun, la petite.

— Il est plaisant, je ne dis pas le contraire, avouait Rose-des-ânes, très avertie, prétendait-on, en fait de beauté masculine. Il a une belle tête de cheveux, mais c'est un étranger venu, comme le vent d'autan et les nuages de poussière, du côté de Marseille.

— Et vous savez, chuchotaient les gens avides des secrets d'alcove, les mariés coucheront ce soir à Toulouse, hôtel Clémence Isaure.

Ils partirent, en effet. Au moment des adieux, le père d'Aubintine remit à son gendre un mince petit paquet que celui-ci glissa dans son portefeuille, en écoutant distraite-

ment les conseils d'ordre et d'économie : quinze billets de mille francs, la dot de la petite, amassée une vie durant.

En entrant dans la chambre d'hôtel qui allait abriter leur première nuit d'amour, les jeunes mariés échangèrent un sourire heureux, une sorte de mutuelle félicitation. Dieu merci ! la noce, les invités, les dîneurs, les complimenteurs, les amis et les ennemis, tout cela était loin !

Le « beau brun » courut ouvrir la fenêtre, bien que la nuit fût froide, le ciel sans lune, l'horizon sans étoile et la rue déserte.

— Ma bichette jolie, dit-il, venez ici respirer le bon air. Après cette journée de mariage, on étouffe.

Et comme elle s'accoudait près de lui sur l'appui de la croisée, il s'écria, joyeux, plein d'entrain :

— Ah ! enfin ! que je me dérouille un peu les jambes et me voilà tout à vous... Je descends faire un tour sur les allées Saint-Michel... Non, non, ne venez pas, il est plus de minuit et les créatures qui circulent à pareille heure ne suivent pas le droit chemin ; tenez-vous seulement à la fenêtre : vous allez me voir partir et, dans deux minutes, vous me verrez rentrer, votre cœur viendra à ma rencontre.

Elle le vit, en effet, s'éloigner rapidement dans la rue sombre, puis les heures passèrent, toutes les heures de la nuit. L'aube la retrouva toujours penchée à la fenêtre, glacée jusqu'aux moelles, tremblante, épouvantée à l'idée de la chose affreuse, accident ou crime, qui avait pu empêcher un beau garçon épris de revenir là où l'attendait l'amour.

On sut plus tard qu'il s'était embarqué à Port-Vendres sur un bateau partant pour les pays étranges, avec une femme au teint bistré.

Si Mlle Aubintine attendit encore longtemps dans le secret de son cœur ce singulier mari, si elle « l'espéra », nul n'en sut rien, car elle ne parla plus jamais du fugitif à âme qui vive, et ses anciennes demoiselles d'honneur, redevenues roses comme des pommes d'api, essayèrent en vain d'arracher des confidences à la mariée redevenue fille.

On la regardait à la dérobée dans la rue. Ces messieurs du Cercle risquèrent entre eux quelques plaisanteries graveleuses ; pour tout le monde, elle fut la *pôvre* Mlle Aubintine et il

devint d'un usage courant de dire aux imprudents, pour les mettre en garde contre les faiseurs de dupes :

— Attention! cela pourrait bien finir comme le mariage de la petite Mesplié.

Puis, peu à peu, l'aventure ne fut plus que de l'histoire ancienne; la mort vint fermer bien des bouches rabâcheuses, le silence se fit, l'oubli vint.

Mlle Aubintine, solitaire, vieille et pauvre, n'intéressa plus personne. Elle allait aux offices et à ses toutes petites affaires, sans hâte, négligée dans ses vêtements, distraite, peu curieuse des nouvelles. La pressait-on de donner son avis, elle répondait d'un air détaché :

— Ceci n'est rien. Cela ne vaut pas la peine. Tout s'arrange.

« L'homme qui ne tient plus à soi est libre et en assurance », dit l'*Imitation*.

Mlle Aubintine avait acquis cette précieuse liberté. Ce qui agitait et divisait les êtres dans son étroit univers n'éveillait en elle aucune passion.

— Prenez patience, disait Mlle Aubintine, en souriant. Encore un peu de temps et la mort nous mettra tous d'accord.

Quand la malade eut reçu les derniers sacrements, elle demanda à Élodie Coquil de rechercher une certaine boîte serrée au fond de son armoire, la boîte aux bonbons fins qu'Élodie n'eut aucune peine à trouver.

Mlle Aubintine y prit la photographie du jeune homme désinvolte, jouant encore si joliment avec sa badine, et pria Élodie Coquil de poser cela sur les braises du maigre petit feu qui se mourait dans la cheminée.

Tandis que le « beau brun » se consumait et tombait en cendres auprès de la cafetière de tisane, la porte s'ouvrit, poussée par une main discrète, et sœur Ludivine entra sur la pointe du pied.

— Ma sœur Supérieure m'envoie, dit-elle, prendre de vos nouvelles; la communauté a commencé hier une neuvaine pour demander votre guérison.

— Non, non, fit Mlle Aubintine avec lassitude, je vous en prie, ma sœur, c'est trop tard. J'ai pris toutes mes dispositions. Bien des remerciements à ma sœur Supérieure, s'il vous plait, et point de neuvaine.

Contre toute espérance, Mlle Aubintine guérit.

On la revit dehors, un peu plus maigre, un peu plus voûtée, un peu plus vieille, vêtue d'une robe noire usée, déteinte, rapiécée, effilochée, telle qu'en portent seules les pauvresses.

Surprise, un jour d'été, par le *labassit*, — autrement dit, une terrible averse, — Mlle Aubintine dut se réfugier chez Mme Bardalou, celle-là même que Gournac chaussait de bottines claquées de vernis et munies d'innombrables boutons.

On s'assit pendant que la rue devenait une tumultueuse rivière.

— Et vous voilà maintenant très bien portante, constata Mme Bardalou. Savez-vous que votre guérison est presque miraculeuse ? Nous en parlions dernièrement avec sœur Ludivine.

— Ah ! la vieille tripotière ! fit Mlle Aubintine, agressive et pleine de rancune.

Mme Bardalou releva au-dessus de ses lunettes des sourcils étonnés.

— Je vous croyais en bons termes avec les sœurs de l'hospice ?

— C'est à cause d'elles que vous me voyez vêtue de loques.

— A cause des sœurs ?...

— Oui, madame Bardalou, à cause des sœurs ! Avec leur manie de se mêler des choses qui ne les regardent pas, elles m'ont mise dans une situation bien pénible, je vous assure.

— Vous badinez, mademoiselle Aubintine ! Des personnes si discrètes !...

— Discrètes ! Comme Vescanière, lorsqu'il fait le tour de la ville avec son tambour !

— Je ne comprends pas ce que vous pouvez leur reprocher...

— Lors de ma dernière maladie, des femmes au bon cœur sont venues me soigner. Elles laissaient tout leur travail pour me porter assistance. C'était d'abord ma première voisine...

— Joséphine de Gournac.

— Précisément ; et puis Élodie Coquil, et puis d'autres qui ont voulu me veiller. Moi, j'étais pour partir. On sent bien quand le mal est profond, n'est-ce pas ? Alors, n'ayant pas d'argent à donner, j'ai distribué mes affaires. Joséphine de Gournac est à peu près de ma taille. Elle devait prendre mes

robes. Celle en mérinos est tant vaut dire neuve. Les draps fins, qui n'ont jamais servi que pour « parer », le jour du *Corpus*, devaient lui revenir avec mes serviettes « œil de perdrix », si peu usagées qu'elles lui auraient fait encore bien honneur... Élodie Coquil tenait à la batterie de cuisine. Elle faisait surtout cas d'une cocotte qui n'accroche jamais et que ma pauvre mère n'aurait pas donnée pour tout l'or du monde ; elle lui avait été volée et rendue un an après, à la suite d'une mission... Marianne, la cantonnière, devait prendre une paire de poulets qui s'engraissaient à la cage, dans ma courette : pour m'avoir veillée une nuit, c'était assez ! Vous me direz que tout ça ne fait pas un gros héritage ; mais ces braves femmes en avaient bien du contentement. Enfin, après avoir tout arrangé pour le mieux et remercié M. le vicaire pour son dérangement, je me sentais très faible, mais aussi très tranquille... Je n'avais plus rien et c'est, paraît-il, la meilleure manière de se présenter pour entrer au ciel. L'angélus finissait de sonner, quand la sœur Ludivine est venue me parler de sa neuvaine. Je lui ai demandé de la cesser, vu que j'avais pris mes dispositions ; mais, bah ! ces personnes pensent qu'elles ont, sous leurs cornettes, des têtes meilleures que celles des autres. Toute la communauté s'est jetée en prière. Elles sont huit pour l'hospice, six pour l'école. Il paraît que la Supérieure a fait prier les malades et toutes les orphelines. Vous pensez, madame Bardalou... A la fin de la neuvaine, j'étais guérie !... Maintenant, tout est à recommencer et je reste, tant vaut dire : nue.

— Comment ? Ces femmes ont emporté... ?

— Rien, madame. Elles sont parties, au contraire, les mains vides et bien désappointées. Mettez-vous à leur place. Moi, je voulais que Marianne, la cantonnière, prît au moins les poules, et Élodie Coquil la fameuse cocotte. Elles n'ont pas voulu, mais j'ai bien vu qu'elles en avaient du regret. Pour moi, je n'ose plus mettre une bonne jupe, de peur que Joséphine de Gournac ne me voie d'un mauvais œil user un vêtement qui, en toute justice, lui appartient... L'autre jour, Élodie Coquil a aperçu les débris d'une casserole vernissée, rassemblés en tas devant ma porte : elle est entrée pour me demander si je n'avais rien cassé, crainte sans doute de voir diminuer *ses* ustensiles de cuisine. Je ne vis plus en paix et en tranquillité. Il me semble tout le temps user du bien

d'autrui... Quand je repasse mes chemises, je tremble de les brûler. Quand je lave mes assiettes, je crains de les ébrécher. Pour ce qui est de mon tartan noir, je ne sais plus comment faire. Si je l'enferme, il me fait défaut pendant les jours froids : je gèle et les mites le mangent. Si je le mets, il perd son lustre. Ah ! elles m'ont porté un fier préjudice, ces prieuses, et je ne vous dis pas tout !

Quand Mme Bardalou était admise à recueillir des confidences, elle aimait justement à savoir *tout*.

— Il y a peut-être une petite question d'argent ? suggéra-t-elle.

— Oh ! l'argent et moi, vous savez, ça ne s'est pas trouvé souvent ensemble... Après avoir réglé les frais de la sépulture et payé la messe du bout de l'an... D'ailleurs, comme je dis, la question d'argent s'arrange toujours...

A ce moment, la voix de Mlle Aubintine baissa, ne fut plus qu'un souffle :

— J'avais... des souvenirs... une photographie. Je la regardais chaque jour. On aurait juré que la personne me parlait, car je me souvenais parfaitement du son de sa voix... Ensuite, je rabattais dessus le papier de soie, de peur que la lumière ne mangeât l'image. J'ai pensé qu'après ma mort, elle serait jetée aux ordures avec les vieux papiers. Alors... je l'ai brûlée... Maintenant, il me semble que la personne est morte et j'ai oublié le son de sa voix. Je le cherche tout le temps dans ma mémoire, sans jamais le retrouver. Il me faudrait la photographie, vous comprenez. Je vous le répète, madame Bardalou, ces sœurs m'ont tout arraché avec leurs prières, tout, même un morceau de mon cœur... Je m'en allais en paix, et, la prochaine fois, Dieu sait comment je m'en irai...!

Comme la pluie avait cessé, Mlle Aubintine se risqua dans la rue... Légèrement retroussée, elle posait le pied sur les cailloux les plus saillants, pour éviter les flaques d'eau, et ses grands souliers éculés firent sourire Mme Bardalou.

RAYMOND ESCHOLIER.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

L'ÉTAT SOLIDE

Des divers états de la matière, l'état solide est le seul qui confère à un objet une individualité déterminée ; un liquide ou un gaz ne peuvent être la propriété de quelqu'un que s'ils sont contenus dans un réservoir solide, qui les empêche de se mêler à ce qui les entoure. A l'échelle moléculaire, ceci se traduit par la manière dont les molécules se comportent les unes par rapport aux autres : dans un solide, ces molécules sont liées entre elles, chacune d'elles a, si l'on peut ainsi dire, des voisines permanentes ; dans un liquide ou dans un gaz, elles sont en perpétuel voyage et se rencontrent au hasard.

Toute l'industrie humaine repose sur les propriétés des solides, si bien que l'invention d'une matière nouvelle, une simple modification dans la structure d'une matière ancienne, donnent des possibilités pour de nouvelles constructions ou la réalisation de nouveaux objets utiles. On s'est parfois demandé pourquoi certaines idées, clairement énoncées à une certaine époque, n'ont conduit que très tard aux réalisations utiles, pourquoi par exemple Denis Papin n'avait pas construit une machine à vapeur telle que nous la connaissons, ni Cugnot une locomotive. Questions naïves : entre l'idée et son application, il y a la matière, et avant tout les propriétés des corps solides.

Nous disposons aujourd'hui d'une extraordinaire variété de matériaux, et leur nombre s'accroît de jour en jour. Une armée de techniciens, chimistes, physiciens, agronomes, mécaniciens, s'emploie à cette besogne ; chacune de leurs découvertes donne de nouvelles possibilités à l'industrie, non

sans bousculer quelque peu des industries anciennes. Il s'en faut de beaucoup que le « pourquoi » de certaines réussites soit parfaitement connu ; nos connaissances sur la structure moléculaire de certaines matières, surtout parmi les plus banales, sont loin d'être complètes. Nos connaissances physico-chimiques sur l'état solide ont cependant fait de grands progrès et l'on peut, dès à présent, établir une classification des matériaux dont nous disposons, fondée sur les propriétés et sur l'arrangement de leurs molécules constituantes.

LES CRISTAUX

Si l'on veut essayer de mettre un peu d'ordre dans cette technique complexe des corps solides, c'est, une fois de plus, à l'échelle moléculaire qu'il faut examiner les choses, c'est le groupement des molécules qu'il faut essayer de deviner. Dans l'état fluide, gaz ou liquide, les molécules sont mobiles les unes par rapport aux autres, elles n'ont pas entre elles de rapports permanents. Au contraire, dans l'état solide, chaque particule est entourée de particules voisines, qui ne sont pas immobiles, mais qui ne s'écarteront pas beaucoup les unes des autres ; les rapports de voisinage sont permanents, tandis que dans un fluide les molécules sont nomades. C'est surtout la manière dont les molécules sont distribuées qui donne leur physionomie aux diverses catégories de solides et permet de les classer.

Le maximum de régularité dans cet arrangement caractérise les corps à l'état *cristallisé*.

Tout le monde connaît ces corps, les uns précieux, les autres sans valeur, qui prennent naturellement des formes régulières, limitées par des faces planes formant les polyèdres les plus divers. Les uns se sont formés spontanément dans les âges géologiques lointains, parfois dans des conditions que nous ne savons pas reproduire ni même imaginer, comme c'est le cas pour le diamant ; d'autres se produisent sous nos yeux avec la plus grande facilité, comme les cristaux de sucre ou de sel en passant de l'état liquide, corps fondu ou dissous dans l'eau, à l'état solide.

Le simple examen des formes naturelles et l'étude des propriétés des cristaux conduit invinciblement à cette idée que

l'arrangement des molécules y est parfaitement régulier; dans l'état liquide elles étaient, pour ainsi dire, à l'état de liberté errante; elles perdent cette liberté en venant se ranger, bien sagement, d'une manière régulière, à côté les unes des autres. Cet arrangement peut être comparé à celui de ces dessins de papiers peints où le même *motif*, fleur, dessin géométrique ou paysage, se répète indéfiniment par translations successives dans deux directions; mais tandis que le papier n'a que deux dimensions et que la répétition du *motif* ne remplit qu'un plan, le cristal s'étend, comme tout corps solide, sur trois dimensions; la répétition se fait dans trois directions et remplit un volume.

Tout cet échafaudage restait cependant un peu hypothétique jusqu'au jour où l'emploi des « rayons X » vint nous donner un moyen d'étude adapté à l'échelle moléculaire, avec leurs ondes si courtes qu'il y en a quelques dizaines de millions dans un millimètre. L'emploi de ces rayons a inauguré une nouvelle science, celle de l'anatomie des cristaux, où l'on détermine la constitution de la cellule cristalline et la manière dont elle s'associe avec ses voisines pour former le volume de la matière cristallisée. C'est par dizaines de mille que l'on compte les corps cristallisés préparés par les chimistes; les gaz eux-mêmes deviennent cristaux aux basses températures, et comme beaucoup de corps peuvent exister sous plusieurs espèces cristallines, c'est par centaines de mille qu'il faudrait compter les édifices cristallins, tous justiciables de l'analyse par les rayons X. Les résultats obtenus jusqu'à ce jour sont, cela va sans dire, loin d'être complets; leur exposé remplit cependant des volumes, et leur étude conduit à des résultats importants, dont voici le plus remarquable.

Il y a, en réalité, deux catégories distinctes de cristaux, presque deux états différents de la matière cristallisée; on peut prendre comme types le sel vulgaire pour l'une des catégories et le sucre pour l'autre ou, si l'on veut des exemples plus nobles, le cristal de roche et le diamant. Le sel de cuisine, chlorure de sodium pour les chimistes, est formé de fragments parfois très petits comme dans le « sel fin » des cuisinières, parfois très gros comme dans les beaux cristaux de « sel gemme » que l'on trouve dans les mines; mais, gros ou petit, chacun de ces fragments est un solide cristallisé dans lequel les

rayons X ont permis de découvrir la nature et l'arrangement des dernières particules. Or ces particules ne sont pas du tout ce que l'on pourrait attendre d'après le langage des chimistes. On nous parle d'un « chlorure de sodium » dont la molécule serait formée par l'union intime d'un atome de chlore et d'un atome de sodium; or une telle union n'existe pas. L'édifice cristallin du sel est formé d'atomes séparés, de deux espèces différentes, un peu comme un damier formé de carrés blancs et de carrés noirs, sans qu'un carré d'une espèce forme une association avec un carré de l'autre couleur. Du point de vue moléculaire, le composé « chlorure de sodium » n'existe pas. Que sont les particules atomiques qui forment l'édifice cristallin ? Ce ne sont ni des atomes de chlore ni des atomes de sodium, dont on ne retrouve pas les propriétés agressives dans l'inoffensif sel de cuisine; ce sont des atomes *ionisés*, c'est-à-dire porteurs chacun d'une charge électrique, ce qui les modifie complètement du point de vue chimique et en fait des atomes *saturés*, chimiquement inactifs, analogues aux gaz sans affinité. C'est par les actions électriques que cet édifice cristallin tient debout, et, comme ces forces sont exactement connues, toutes les propriétés mécaniques et électriques du cristal peuvent être calculées. Les résultats de ce calcul, même ceux qui ont d'abord semblé paradoxaux, se sont trouvés, finalement, parfaitement vérifiés. On peut dire que nous possédons une image parfaitement satisfaisante du cristal de sel.

Ce cristal est le prototype d'un nombre immense de corps analogues, comprenant tous ces corps que les chimistes désignent sous le nom de *sels* et, pour mieux dire, presque tous les corps de la chimie minérale. Mais il y a une autre catégorie, encore plus nombreuse, où le réseau cristallin est formé de véritables molécules, dont chacune ne porte aucune charge électrique; elles tiennent ensemble par des forces d'une autre origine et dont la théorie n'est pas définitivement établie. On peut prendre le sucre comme exemple de ce cas (car, même s'il est « en poudre », chaque grain est un cristal); presque tous les corps de la chimie organique rentrent dans la même catégorie. Le sel, comme molécule, n'existe pas, le goût salé n'est pas celui du chlorure de sodium, c'est celui de l'*ion sodium*; au contraire, la molécule de sucre existe, et le goût sucré est bien réellement celui de la molécule de sucre.

Ces états cristallins, aussi bien l'un que l'autre, sont extraordinairement répandus, parfois sous forme de très gros cristaux qui attirent immédiatement l'attention, plus souvent sous forme d'éléments microscopiques. Nous les retrouverons dans les métaux. Un très grand nombre de roches, de simples cailloux, un morceau de plâtre, sont formés d'une agglomération de cristaux qui présentent au microscope l'aspect de petits diamants; l'étude de ces petits éléments est nécessaire à la compréhension des propriétés de la matière dont ils sont les éléments constitutifs.

Une belle science, la cristallographie, a pour champ d'étude la matière cristallisée. La pétrographie, science des roches naturelles, prend la cristallographie comme base, en essayant de disséquer les matières de la croûte terrestre en ses éléments.

L'ÉTAT VITREUX

L'état cristallin nous représente le maximum de régularité dans l'arrangement des atomes et des molécules. A l'opposé, voici l'état vitreux qui représente, au contraire, le maximum de désordre. On peut le définir comme un liquide où, sans cesser d'être placées au hasard, les dernières particules auraient perdu la liberté de changer de voisines. Le verre est le représentant le plus connu de cet état solide, mais il est loin d'être le seul; un grand nombre de substances, et des plus diverses, peuvent prendre cet état vitreux par refroidissement progressif à partir de l'état liquide. Prenons un exemple où la transformation est facile à suivre.

La glycérine, liquide incolore souvent employé dans l'industrie si florissante des « produits de beauté », se présente à la température ordinaire comme une liqueur sirupeuse, qui s'écoule lentement d'un flacon renversé; les physiciens expriment cette paresse au déplacement en disant que ce liquide a de la *viscosité*, propriété, à vrai dire, commune à tous les liquides, mais à des degrés très divers. Cette viscosité augmente rapidement quand on abaisse la température; exposée aux grands froids de l'hiver, la glycérine devient tellement visqueuse qu'il est presque impossible de la faire couler du flacon qui la contient; aux températures de plus en plus basses elle résiste de plus en plus aux déformations, si

bien qu'à la température de l'air liquide la glycérine est devenue un corps analogue au verre, dur et fragile comme lui, que l'on peut pulvériser à coups de marteau, mais dont chaque éclat devient une goutte liquide si on laisse la température s'élever. Et ce passage de l'état liquide à l'état vitreux ou inversement se fait sans aucune discontinuité, sans que l'on puisse parler d'une température de solidification, sans qu'à aucun moment il y ait eu cristallisation comme cela a lieu pour l'eau qui se transforme en glace. La glycérine, il est vrai, *peut* cristalliser, mais cela ne se fait que dans des conditions très spéciales; le phénomène habituel n'est pas la cristallisation, c'est la vitrification.

La même chose a lieu pour le verre proprement dit, avec cette différence que tout se passe à des températures beaucoup plus élevées, la glycérine liquide étant l'analogue du verre chauffé vers quinze cents degrés; depuis le verre solide jusqu'au verre franchement liquide existent, comme pour la glycérine, tous les états de viscocité intermédiaires, et c'est cette propriété qui donne à l'industrie du verre sa physionomie si particulière et si intéressante.

Quelle est, au juste, dans ces *états vitreux*, la nature des dernières particules ? Elles sont disposées au hasard, mais que sont-elles ? La notion de molécule conserve-t-elle même un sens précis ? Il faut avouer que nous n'en savons rien. Même pour des substances relativement simples, comme la glycérine ou la silice, dont la composition chimique est bien définie, on ne sait pas comment les atomes sont associés entre eux pour former les éléments disposés au hasard. A plus forte raison sait-on bien peu de choses sur la constitution moléculaire des verres, produits complexes où entrent parfois une bonne dizaine d'éléments chimiques divers. Aucune représentation moléculaire satisfaisante ne peut être édifiée.

Mais l'industrie ne peut pas toujours attendre la science et tout le monde profite de ses progrès, même s'ils proviennent de procédés empiriques. Les chimistes demandent et obtiennent des récipients de plus en plus résistants aux corrosifs et à la température, les opticiens des verres homogènes et transparents, les électriciens des objets résistants aux énormes tensions électriques qui leur sont nécessaires, les usagers de l'automobile des glaces qui résistent aux chocs, les commer-

çants des glaces de plus en plus grandes pour leurs magasins. Et l'industrie du verre satisfait à des besoins de plus en plus variés. Mais la nature n'a pas attendu notre industrie : dans beaucoup de roches intervient l'état vitreux pour agglomérer de petits cristaux. Même dans les métaux et alliages, certains constituants non cristallisés sont dans un état qui ressemble beaucoup à l'état vitreux.

Résignons-nous à nous servir de plus en plus de « l'état vitreux », à boire dans des gobelets en verre ou en « cristal », — car, par une bizarrerie de langage, « le cristal » est un corps vitreux et non « un cristal », au sens des physiciens, — sans en connaître exactement la constitution à l'échelle moléculaire.

LES MÉTAUX

D'une importance pratique encore bien plus grande sont ces corps solides, dont l'emploi de plus en plus étendu et varié a jalonné le progrès matériel de l'humanité, les métaux. Soit à l'état pur, soit associés en alliages, nous en utilisons une diversité de plus en plus grande, et chaque nouveau venu dans cette famille ouvre des possibilités nouvelles à l'industrie. Sans les alliages légers dont l'aluminium est la base, l'aviation eût été presque impossible. En ce moment un métal encore plus léger, le glucinium, depuis longtemps connu des chimistes, paraît être sur le point de faire son entrée dans l'industrie, ou peut-être sa rentrée, car, d'après des analyses récentes, certains bronzes de l'ancienne Égypte devraient leur dureté particulière à la présence d'une certaine quantité de glucinium.

Si variées que soient les propriétés des métaux, ces corps ont un certain nombre de caractères communs, qui les distinguent de tous les autres et indiquent une certaine parenté de constitution. La plus remarquable de ces propriétés est une haute conductibilité électrique, qui rend possible toutes les applications de l'électricité. Or un courant électrique, selon les idées modernes qui sont un retour à de très anciennes idées, consiste toujours en mouvement de charges électriques qui ont une existence aussi réelle que celle de la matière. On est amené à se faire une idée, un peu simpliste mais bien utile, de la constitution d'un métal : les atomes, à peu près immobiles et liés entre eux, seraient des atomes *ionisés*, portant

chacun une charge électrique positive, et formant un réseau régulier dans le cas où le métal est cristallisé. Au milieu de cette structure matérielle flotterait un nuage de charges électriques négatives ou *électrons* libres de toute attache, qui se déplaceraient sous l'action des forces électriques. La caractéristique du métal est que de l'électricité libre est un de ses constituants. On se figurerait volontiers que ces charges électriques se déplacent, pour former le courant électrique, avec une extraordinaire rapidité : erreur complète. Dans les courants les plus intenses, le mouvement des électrons est beaucoup plus lent que celui d'une tortue qui marche sans se presser, et c'est leur nombre immense qui explique la puissance des effets produits.

Quant à l'art d'utiliser les métaux, de les associer, de leur donner les propriétés les plus utiles, c'est une technique extrêmement complexe, appuyée sur une science difficile, la métallographie, qui étudie les éléments dont se compose un métal et la manière dont ils sont enchevêtrés, l'anatomie ou plutôt la cytologie du métal. Car le plus souvent un métal n'a ni l'arrangement régulier d'un cristal, ni le désordre homogène d'un corps vitreux; le plus banal objet métallique, une aiguille d'acier, un sou en bronze ou en maillechort est un enchevêtrement compliqué de cristaux formés de métal pur ou de combinaisons de métaux, agglomérés par des éléments qui sont dans un état analogue à l'état vitreux; et l'arrangement de ce « nougat » dépend du traitement thermique auquel le métal a été soumis. Plus une matière est compliquée, plus elle offre de possibilités intéressantes aux techniciens; et comme, d'autre part, les métaux sont à la base de la plupart des industries, on s'explique l'immense effort accompli par les « métallographes », et on n'est pas surpris de voir surgir chaque année quelque produit nouveau permettant de construire des avions plus légers, des moteurs d'automobiles plus durables, des couteaux à dessert plus brillants.

LES ÉTATS INTERMÉDIAIRES

Entre les deux états extrêmes, le cristal qui représente l'ordre parfait des atomes et l'état vitreux où l'ordre apparent est un effet du désordre complet, existe toute une série

d'états intermédiaires ou *mésomorphes*, dans lesquels on trouve une organisation partiellement régulière. Par exemple, les molécules peuvent s'orienter toutes de la même manière et leurs positions être livrées au hasard ; ou bien elles peuvent être distribuées en couches égales, comme les feuillets d'un livre, sans que chaque feuille ait une constitution régulière. L'étude fort complexe et diverse de ces états de la matière est un chapitre important de la cristallographie qui doit beaucoup à un savant aussi distingué que modeste, mort récemment, Georges Friedel.

Dans la même catégorie de corps mésomorphes on peut classer les fibres de ces innombrables matières textiles, d'origine végétale ou animale, qui forment les objets dont nous pourrions le plus difficilement nous passer, vêtements, linge, fourrures, tentures et même le bois et le papier. L'élément de tous ces objets est une *fibre*, souvent très fine, parfois très longue, produite directement par le végétal ou l'animal. Cette aptitude à former une « fibre » suppose des propriétés particulières chez la matière qui la constitue. Dans le cas le plus simple, celui de la fibre végétale, cette matière est de la cellulose, corps composé de carbone, d'oxygène et d'hydrogène, que sa composition chimique range dans la grande famille des « hydrates de carbone », à côté du sucre et de l'amidon. Les chimistes représentent sa molécule comme formée d'une longue chaîne d'atomes de carbone dont chacun est lié au suivant et porte latéralement les atomes d'oxygène et d'hydrogène. On a ainsi une molécule dont la longueur, toujours à l'échelle moléculaire, peut croître pour ainsi dire indéfiniment, par accroissement du nombre des « maillons », tous pareils, mais différents des éléments terminaux, comme dans une chaîne métallique qui se termine aux deux bouts par des crochets, différents des nombreuses mailles qui les relient. Dans ces conditions, la notion de molécule définie perd un peu de sa simplicité, des variétés en nombre extrêmement grand, presque illimité, pouvant exister, qui se différencient simplement par le nombre de maillons (peut-être parfois des milliers) formant la chaîne. Ces molécules longues (à l'échelle moléculaire s'entend) s'associent de bout en bout, donnant un ensemble ordonné dans le sens de la longueur ; un paquet de ces files de molécules, toutes orientées de même, constitue une

fibre, qui s'enchevêtre avec les voisines pour former les fils et finalement les tissus. En somme, l'aspect filiforme du coton ou du lin reflète la forme « en chaîne » de la molécule de cellulose. La même structure existe dans le bois, formé, lui aussi, de cellulose, mais avec une telle agglomération des fibres qu'elles perdent leur flexibilité.

Le bois a été, sans doute, la plus ancienne des matières utilisées par l'industrie humaine, et l'art de faire des tissus par des moyens qui n'étaient pas très différents des nôtres remonte à une très haute antiquité ; et cependant l'étude vraiment scientifique de la cellulose n'a été commencée qu'à une époque récente. On applique aujourd'hui à cette étude les méthodes variées d'une technique de plus en plus raffinée où, naturellement, les rayons X tiennent leur place ; mais pour ces molécules délicates les rayons X sont, en quelque sorte, trop puissants ; depuis peu on a appelé à la rescousse ces « ondes de Louis de Broglie », mystérieusement associées au mouvement des électrons, rêve de mathématicien qui s'est révélé comme une réalité. Et peu à peu, on arrive à pénétrer les raisons secrètes de techniques séculaires. C'est ainsi que, si l'on en croit des informations récentes venues d'Amérique, on serait arrivé à découvrir la structure spéciale des bois qui donnent aux anciens violons leurs belles qualités sonores ; on ne dit malheureusement pas si l'on est arrivé à reproduire cette structure.

Quoi qu'il en soit, la cellulose sous ses diverses formes reste une des matières les plus nécessaires à notre existence, et sa formation continuelle par les végétaux, à partir de l'eau et du gaz carbonique de l'atmosphère, est un des grands phénomènes de notre planète. On ne s'étonnera pas de voir, dans les années qui vont suivre, les physiciens et les chimistes consacrer beaucoup de temps et d'efforts à l'étude de cette si utile matière.

LES GROSSES MOLÉCULES. — RÉSINES ET CAOUTCHOUC

La cellulose nous offre un exemple de molécule « filiforme », longue mais maigre. Il existe aussi des molécules grosses dans toutes les directions, résultant de l'union, en nombre presque illimité, de molécules plus petites par un

phénomène que les chimistes appellent *polymérisation*. De ce phénomène, les chimistes connaissent de nombreux exemples ; l'industrie humaine a tiré parti des propriétés des corps ainsi formés, d'abord d'une manière inconsciente, puis par des procédés de mieux en mieux étudiés. Bien des corps de la chimie organique, phénol, urée, jusqu'à l'un des meilleurs, si l'on peut ainsi dire, parmi les gaz asphyxiants, l'acroléine, peuvent ainsi subir la polymérisation.

C'est dans cette catégorie des polymères à grosses molécules qu'il faut ranger les nombreuses matières artificielles, ayant l'aspect de résines, souvent plastiques à chaud, permettant d'obtenir des objets divers à très bon marché, qui envahissent peu à peu nos maisons. Ces produits, tant bien que mal, imitent de belles matières naturelles ; on en fait de la fausse écaille, du faux ambre, du faux ivoire, voire même du faux bois et du faux verre. Ne disons pas trop de mal de tous ces *ersatz* : nous ne saurions plus nous en passer.

Encore moins pourrions-nous nous passer de cette curieuse matière, le caoutchouc, solide essentiellement déformable, presque indéfiniment extensible sans rupture et reprenant sa forme dès que l'effort a cessé. Sa composition élémentaire est simple : c'est un carbure d'hydrogène, comme le pétrole ou l'acétylène ; mais sa molécule est relativement énorme, et étendue dans tous les sens. Si l'on se représente la molécule de cellulose comme une chaîne longue et mince, celle de caoutchouc aurait comme image un gros paquet formé de plusieurs milliers d'atomes de carbone et d'hydrogène. Là aussi, des moyens d'investigation délicats commencent à révéler la structure de cette curieuse matière et les changements de position des molécules quand on la déforme de toutes les manières possibles. Jusqu'ici, c'est toujours de la sève de certains végétaux des régions tropicales que provient le caoutchouc. Les chimistes ne pouvaient rester inactifs devant cette énorme production naturelle d'une matière dont les constituants sont à leur disposition ; après de très longs efforts, ils sont arrivés à faire la synthèse du caoutchouc sans intervention de la vie végétale, et pendant un temps on a pu se demander s'il n'arriverait pas pour le caoutchouc ce qui s'est produit pour l'indigo et la garance, où la chimie a tué l'agriculture ; mais l'arbre à caoutchouc s'est mieux défendu que les plantes

tinctoriales : il a produit le caoutchouc en telle quantité que la chimie a dû battre en retraite. Il est vrai que les chimistes peuvent nous réserver des surprises et prendre leur revanche en produisant un caoutchouc meilleur, moins altérable, plus résistant que le produit naturel. Mais déjà, avec les matières dont nous disposons, le caoutchouc est devenu une matière d'une énorme importance. L'époque où nous vivons, le « siècle de l'acier », est un peu aussi « l'âge du caoutchouc ».

Parmi les corps à molécules géantes il faudrait ranger aussi, pour être complet, la matière à l'état colloïdal, base de tous les êtres vivants du règne animal. Mais peut-on parler d'état solide pour une cellule vivante, alors qu'il y a continuel échange de matière avec le milieu, transport de molécules d'une partie à une autre. En un certain sens, le corps d'un animal est un *solide*, pour cette raison qu'il n'est pas entièrement fluide; mais les éléments dont il est formé sont continuellement variables: les éléments moléculaires qui sont aujourd'hui les siens ne seront pas les mêmes demain. C'est tout un monde à part, dont il est impossible d'esquisser ici l'étude.

Ce qui précède aura suffi, je l'espère, à montrer quelle variété de propriétés et de constitution se cache sous ces seuls mots : état solide. Un cristal de sel ou de sucre, un diamant, un morceau de verre, un bâton de bois, un objet de caoutchouc, sont tous des *corps solides*, mais extraordinairement différents par leurs propriétés, qui reflètent des constitutions moléculaires différentes. La pratique a, cela va sans dire, de beaucoup précédé la science dans l'art d'utiliser les diverses matières. Mais de plus en plus, on veut savoir comment sont les choses, et pourquoi elles sont ainsi, d'abord pour le plaisir de savoir, ensuite pour apprendre à faire mieux. Aucune science n'a été plus utile que celle qui s'occupe de la constitution intime des corps solides, et ses progrès ouvrent, de jour en jour, de nouvelles possibilités à l'ingéniosité humaine.

CH. FABRY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

SIR JOHN SIMON A BERLIN

Les Anglais apportent dans la vie politique les habitudes et les méthodes d'un peuple de navigateurs. S'ils appréhendent de se trouver contraints par les circonstances de risquer le vaisseau qui porte la fortune britannique parmi les écueils continentaux, du moins procèdent-ils tout d'abord à des sondages en profondeur. C'est la mission que viennent de remplir à Berlin sir John Simon ; à Moscou, à Varsovie et à Prague, M. Eden. Ils apportent d'abord au Cabinet et au Parlement britanniques le résultat de leurs investigations ; ils iront ensuite le 13 avril le confronter à Stresa avec les points de vue de l'Italie et de la France. Il faut espérer que, là du moins, on ne se bornera pas à échanger des informations et à étudier une situation qui chaque jour devient plus inquiétante, mais que seront prises les résolutions et les dispositions nécessaires pour parer au seul danger que la paix de l'Europe puisse courir, celui de l'agitation pangermanique.

Remarquons tout d'abord que ces sondages approfondis révèlent une évolution heureuse de l'opinion britannique. La désinvolture avec laquelle M. Hitler et ses affidés ont traité le gouvernement britannique en maintes circonstances, les révélations cyniques du 16 mars, ont touché en Angleterre l'homme de la rue et fait réapparaître sur l'horizon le spectre de la guerre que l'on croyait avoir pour toujours exorcisé. Avant d'en venir à des mesures précises, à des actes, à l'un de ces engagements auxquels répugnent le peuple anglais et son gouvernement, on veut avoir épuisé tous les moyens d'entente et de conciliation ; mais, quand on les aura épuisés, il faudra bien se rendre compte qu'on reste en présence d'un danger irréductible, imminent, et prendre les seuls moyens propres à le conjurer. Le *Times*, pro-

priété de deux Américains, entretient dans le public intellectuel anglais de dangereuses illusions et déforme les faits les plus évidents au détriment de la France. Ayant dernièrement critiqué l'appel du gouvernement français à la Société des nations, il s'est attiré, de la part de sir Austen Chamberlain, une foudroyante leçon : « Nous avons toujours pensé que l'utilité particulière de la Société des nations était celle-ci : si un membre de l'Assemblée se croyait menacé par une mesure prise par un autre membre, ou par un État ne faisant pas partie de la Société, il pouvait attirer sur ce fait l'attention des autres... Il est vraiment stupéfiant que la Société des nations ne puisse parler de l'Allemagne et que l'Allemagne puisse insulter la Société des nations... Que vaut la sécurité collective, que vaut le Covenant lui-même, si le Conseil de la Société des nations n'est pas le tribunal compétent en cas de violation flagrante d'un traité ? » Sir Austen conclut en indiquant le remède : « Annoncer clairement qu'il y a des choses que l'Angleterre ne supporterait pas et qui la trouveraient prête à la résistance. Quand certains pays pratiquent la violence, il faut que les Puissances pacifiques se rapprochent les unes des autres. »

C'est le langage même du bon sens ; mais, pour des raisons d'ordre électoral et aussi d'ordre impérial, les dirigeants du gouvernement britannique ne tiennent pas encore un langage aussi net. Il semble pourtant qu'ils ne gardent plus guère d'illusions sur le but et les conséquences du réarmement de l'Allemagne, mais ce qu'ils pensent tout bas, bien peu osent le dire tout haut. Certes, le gouvernement britannique a fait du chemin depuis cette note du 29 janvier 1934 où il nous reprochait de ne pas donner assez vite satisfaction à l'Allemagne. M. W. Churchill rappelait récemment aux Communes que M. Baldwin, il y a quatre mois, déclarait que l'Allemagne ne pourrait de longtemps arriver à la parité aérienne avec l'Angleterre ; on sait maintenant que non seulement elle y est arrivée, mais qu'elle construit en hâte des sous-marins. Le gouvernement n'ose pas encore en tirer les conséquences, car l'esprit anglais se plaît au jeu des contradictions et de l'illogisme. Il manque à l'Angleterre, dans les difficiles conjonctures actuelles, un chef capable de préparer l'avenir et de parler avec autorité à l'Europe.

L'éminent avocat sir John Simon, qui dirige le Foreign Office, n'a pas encore montré qu'il soit de taille à devenir ce chef ; son art

diplomatique est tout en nuances et en subtilités. Il s'est tiré cependant à son avantage de la démarche peu agréable qu'il était chargé de faire à Berlin où il n'avait mission que de s'informer et d'écouter. S'est-il rendu compte qu'il portait avec lui la paix ou la guerre ? Ce dut être un singulier spectacle que ce tête-à-tête entre le vieillard chenu, fin et disert, qui représentait la plus vieille démocratie du monde et le tribun de petite mine et de pauvre culture qui incarne avec autorité les aspirations brutales de l'Allemagne prussianisée. Les entretiens ont commencé le 25 mars et ont pris fin le 26 au soir. Il ne semble pas que le Fuhrer ait pris la peine de dissimuler ses exigences et ses projets. Chacune de ses affirmations pacifiques est accompagnée d'une condition dont la réalisation constituerait un succès capital pour le Reich aux dépens de quelqu'un de ses voisins. A l'issue des entretiens, le rédacteur diplomatique du *Daily Telegraph* communiquait sans ambages des renseignements désabusés : « On peut dès maintenant affirmer qu'une grande divergence d'opinions s'est manifestée sur presque toutes les questions fondamentales. La délégation britannique ne s'attendait pas à un programme aussi catégorique que celui qui lui a été exposé par M. Hitler. »

Ce programme est très habilement présenté pour faire impression favorable sur l'opinion britannique. De l'Europe occidentale il est à peine question. On signerait même volontiers un pacte danubien, pourvu que soit bien défini ce que l'on entend par l'immixtion dans les affaires intérieures de l'Autriche ; le Reich entend réserver pour lui la faculté d'une propagande aboutissant à un plébiscite organisé et préparé comme celui de la Sarre. C'est surtout de la Russie que parla le Fuhrer. Il éprouve, dit-il, une grande crainte tant des forces militaires de la Russie que de sa propagande bolchéviste. Il fit apporter des cartes pour montrer à son interlocuteur l'Allemagne entourée de toutes parts d'ennemis acharnés à sa perte. Bismarck jadis exprimait au comte Schouvalof les mêmes craintes : « Vous avez le cauchemar des coalitions », lui répondit l'ambassadeur. « Nécessairement », riposta le Chancelier en montrant sur une carte l'Allemagne entourée de tous côtés par la Russie, l'Autriche, la France. La crainte des coalitions a toujours été pour la diplomatie allemande un prétexte pour faire accepter des armements qui, l'histoire le prouve, ont servi à attaquer. Quel est le pays d'Europe, sauf peut-être l'Espagne, qui n'ait pas à craindre une coalition et dont

le territoire ne soit entouré de plusieurs voisins ? Si Bismarck redoutait une coalition, c'est qu'il avait attaqué le Danemark en 1864, l'Autriche en 1866, la France en 1870, et qu'il avait berné la Russie au Congrès de Berlin.

Si l'Allemagne de M. Hitler ne menaçait ni l'indépendance, ni l'intégrité du territoire d'aucun de ses voisins, elle n'aurait pas « le cauchemar des coalitions ». Simple prétexte, d'ailleurs ; argument trompe-l'œil destiné au public anglais. Sir John Simon, s'il a jeté les yeux sur les cartes du Fuhrer, a pu lui répondre que l'Allemagne d'aujourd'hui n'a aucun point de contact avec l'U. R. S. S., qu'elle en est séparée par toute l'épaisseur du territoire polonais et qu'il n'y a aucune apparence que le gouvernement de Moscou fasse alliance avec la Pologne ou lui passe sur le ventre pour aller attaquer Berlin. De même, son aviation militaire n'aurait pas le droit de survoler le territoire polonais. Il en irait tout autrement dans le cas où l'Allemagne, de concert avec la Pologne, attaquerait la Russie, sous prétexte de libérer le peuple ukrainien. Que de tels projets soient dans l'air, que même peut-être ils aient pris corps, qu'une coalition virtuelle ou réelle existe entre l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie, c'est ce que les mauvaises querelles cherchées depuis quelques mois, — et d'ailleurs moins aigres depuis quelques semaines, — par la presse polonaise à la Tchécoslovaquie permettent d'imaginer ; c'est encore ce que la visite de M. Gœmbœs, chef du gouvernement hongrois (qui vient d'obtenir un grand succès électoral), autorise à supposer.

Prenons, au contraire, l'hypothèse où l'Allemagne opérant à l'ouest attaquerait la France. Dans ce cas, de deux choses l'une : ou bien la Pologne, — comme nous n'en doutons pas, — tiendrait les engagements inscrits dans son traité d'alliance défensive avec la France et elle chercherait un appui du côté de la Russie dont les forces de terre et d'air pourraient alors devenir redoutables au Reich ; ou bien, — ce qu'à Dieu ne plaise, — la Pologne se révélerait liée à l'Allemagne, et alors ce bloc contre nature aurait à craindre l'armée et les escadrilles de l'U. R. S. S. intervenant au nom du pacte de la Société des nations. Ainsi, les craintes mêmes de l'Allemagne à l'égard de la Russie révèlent, du côté oriental, des desseins secrets, des intentions dangereuses. Le Fuhrer refuse d'entrer dans le pacte oriental qui est l'un des articles du programme du 3 février, et ce refus laisse deviner des arrière-pensées inquiétantes. Le racisme a besoin, pour que le peuple allemand n'ait pas le temps

de s'apercevoir de sa misère, d'entretenir l'opinion dans un état d'éréthisme nationaliste dirigé contre un autre peuple : c'est en ce moment la Russie. Le rédacteur diplomatique du *Daily Telegraph* nous dit : « Les armements de la Russie soviétique et ses projets de révolution ont formé l'essentiel de l'exposé du chancelier. Ces données sont à la base de la politique de M. Hitler. Le Fuhrer a, selon toutes probabilités, déclaré qu'il ne pouvait songer à entrer dans aucun système de sécurité orientale si la Russie ne réduisait pas ses forces. J'apprends qu'il a proposé qu'un accord sur les armements comporte une division des forces russes en deux armées, de telle sorte qu'il n'y ait pas, dans l'ouest de l'Union soviétique, plus de 500 000 hommes. On peut voir dans ce thème du « danger bolchévique », le cheval de bataille sur lequel l'Allemagne avance vers une position de prépondérance militaire en Europe centrale ; on peut aussi noter que la ferveur semi-religieuse inspirée par la doctrine nationale-socialiste a sa source dans la haine du communisme... Le Fuhrer est dominé par l'idée que, si l'Allemagne est assez forte, elle pourra offrir à la Grande-Bretagne une alliance offensive et défensive contre l'extension du bolchévisme. »

Voilà, clairement indiquée, la subtile manœuvre par laquelle M. Hitler a tenté de séparer l'Angleterre de la France et de l'Italie : une croisade gammée contre l'U. R. S. S., qui serait morcelée et qui deviendrait un champ d'expansion pour la nation allemande. Sans doute fait-on aussi entrevoir à l'Angleterre le moyen de renouer son ancienne alliance avec le Japon. On ne saurait croire, — et sir John Simon n'en a pas été dupe, — à la sincérité de pareilles propositions ; elles ne constituent qu'une manœuvre pour justifier aux yeux des Anglais un réarmement colossal déjà réalisé et pour masquer les préparatifs intenses d'une guerre dont la solution serait à l'Occident. Le Fuhrer, s'il faut en croire le *Daily Telegraph*, aurait finalement demandé une aviation égale à celle de l'U. R. S. S., une flotte de 420 000 tonnes, c'est-à-dire le double de ce que le traité de Washington concède à la France, la revision à venir des frontières de l'Est et du « corridor » polonais, l'union avec l'Autriche et avec les Allemands de Bohême. A ce prix, l'Allemagne consentirait à revenir à Genève, pourvu que le pacte fût séparé du traité de Versailles et modifié. La Société des nations deviendrait ainsi l'instrument de l'hégémonie allemande. Même si les informations du *Daily Telegraph* ne sont pas exactes

en tous points, elles indiquent en tout cas la direction générale de l'exposé de M. Hitler et sa tentative pour suborner l'Angleterre.

C'est pendant le court séjour de sir John Simon et de M. Eden à Berlin que l'on apprit la condamnation, en Lithuanie, des quatre agents de la propagande raciste coupables de l'assassinat de M. Jesutis : il y eut, dans tout le Reich, une explosion organisée de fureur. Comment un petit peuple comme les Lithuaniens ose-t-il se défendre contre les agissements du pangermanisme ? Peut-être n'est-ce que la présence opportune des ministres britanniques qui a empêché quelque rapide coup de main de la Reichswehr sur Klaipeda (Memel). On se demande d'ailleurs comment les revendications du Reich et ses desseins d'hégémonie baltique peuvent se concilier avec le vœu des Polonais d'une union fédérale avec la Lithuanie, à moins que l'Allemagne ne se réserve Memel, qui faisait partie de son territoire avant la guerre, et ne laisse à la Pologne carte blanche en Lithuanie, quitte à réclamer une compensation en Pomérellie et en Silésie ?

M. EDEN A MOSCOU, VARSOVIE ET PRAGUE

Tandis que sir John Simon s'en revenait mélancoliquement à Londres, M. Anthony Eden, lord du Sceau privé, s'acheminait vers Moscou, d'où, en passant par Varsovie et Prague, il atterrissait à Londres le 5 avril. Voyage, lui aussi, de pure information, simple sondage. Que cependant un ministre de S. M. britannique, — encore que ce ne soit pas le ministre des Affaires étrangères lui-même, — se rende en qualité officielle dans la capitale de la Russie soviétique, qu'il y soit reçu non seulement par M. Litvinof, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, et par M. Molotof, président du Conseil des commissaires du peuple, mais encore par l'hermétique Staline, maître de la Russie et de la IIIe Internationale, il y a là un fait nouveau d'une capitale importance. Il signifie un changement profond aussi bien dans la politique de l'U. R. S. S. que dans les conditions de la politique européenne auxquelles s'adapte l'Angleterre : la menace allemande a opéré ce prodige. Que cette visite et ces entretiens aient produit autant de satisfaction à Moscou qu'à Londres et que la presse soit d'accord pour en attendre d'heureux effets ; que, d'ailleurs, M. Laval s'apprête à se rendre dans les mêmes capitales aussitôt après la conférence de Stresa, c'est encore un signe

des temps. La capitale de la IIIe Internationale s'apprête ainsi à devenir l'arbitre de la paix européenne : tel est l'effet inévitable de la menace pangermanique et des incertitudes britanniques.

De Moscou, où M. Anthony Eden ne cherchait, lui aussi, que des informations, il a rapporté la certitude que le gouvernement soviétique se place sur le terrain des accords franco-anglais du 3 février et des accords franco-italiens du 7 janvier pour la stabilité des frontières et la paix en Europe, dans le cadre de la Société des nations : c'est ce qu'avait exposé M. Litvinof dans sa note du 22 février. « Après l'accord de Londres, y était-il dit, on peut constater que l'idée de la nécessité d'adopter le plus rapidement possible des mesures effectives pour contrecarrer toute agression militaire à l'aide d'un pacte d'assistance mutuelle est activement soutenue par quatre des États les plus grands de l'Europe, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'U. R. S. S., ainsi que la Petite Entente et l'Entente balkanique, pays qui comprennent au total 365 millions d'habitants, soit 70 pour 100 de la population totale de l'Europe. » C'est cette situation favorable qu'il s'agit de mettre en œuvre pour empêcher de nuire les Puissances qui rêvent de subversion ou de guerre. Le cadre juridique et diplomatique où s'exprimera ce rapport des forces n'est sans doute pas indifférent ; il existe d'ailleurs, et c'est celui du pacte de la Société des nations dont on n'a jamais osé appliquer les articles tels qu'ils sont rédigés ; mais on a eu raison à Moscou de faire entendre à M. Eden que c'est le rapport des forces qui vivifie les formules.

Les Russes ont des raisons sérieuses de redouter une entreprise allemande qui aurait pour but de faire de leur territoire le domaine de la colonisation germanique. M. Litvinof disait dernièrement à des journalistes tchèques : « La violation de la paix, dans n'importe quel coin du monde, entraînerait inévitablement une guerre universelle. Les poteaux frontières entre tous les pays de l'Europe sont des soutiens de la paix et le déplacement d'un seul provoquerait l'écroulement de l'édifice de paix tout entier. » M. Hitler affirme que c'est l'accroissement des forces russes qui a précipité le réarmement de l'Allemagne ; M. Litvinof répond que c'est la menace allemande à l'ouest et celle du Japon en Asie qui ont déterminé le gouvernement soviétique à augmenter ses forces militaires. M. Eden a quitté la Russie convaincu qu'elle n'a aucun intérêt à attaquer qui que ce soit et que, par sa masse,

par son poids autant que par ses armées de terre et de l'air, elle est redevenue un facteur essentiel de l'équilibre européen et de la paix. La vente récemment réalisée du chemin de fer de l'Est-chinois au Mandchoukouo, si elle représente un recul de la puissance russe sur les bords du Pacifique, accroît sa liberté d'action en Europe.

Le programme du 3 février, accepté par le gouvernement de Moscou comme base des négociations, comporte la conclusion d'un pacte oriental apportant une égale sécurité pour tous les États qui le signeraient ; mais la Pologne, pas plus que l'Allemagne, ne souhaite d'y participer. C'est l'impression que M. Eden a rapportée de Varsovie. Depuis le 16 mars, l'opinion publique polonaise s'inquiète des armements formidables de l'Allemagne ; elle s'alarme de constater les menées du racisme à Dantzig où des élections pour le Volkstag ont lieu le 7 avril qui accroîtront sans doute la majorité des nazis ; le général Gœring s'y est fait acclamer ; mais le gouvernement polonais poursuit avec sérénité sa politique. La constitution nouvelle vient enfin d'être promulguée et nous en parlerons prochainement ; un nouveau ministère présidé par M. Slawek est chargé d'en assurer le fonctionnement. Le maréchal Pilsudski et M. Beck, ministre des Affaires étrangères, tout en donnant à M. Eden l'assurance que la Pologne ne nourrit de concert avec l'Allemagne aucun dessein pouvant porter préjudice à qui que ce soit, lui ont aussi déclaré faire toutes réserves sur le pacte oriental et s'en tenir à une politique d'équilibre entre l'Allemagne et la Russie. Libre à elle de suivre cette politique qui, juridiquement du moins, n'est pas incompatible avec ses engagements envers la France : l'inconvénient est que son attitude fournit à l'Allemagne réarmée un argument qu'elle oppose aux inquiétudes de la Russie et de l'Occident. « Le pays qui est directement voisin de l'Allemagne à l'est, la Pologne, ne fait pas partie de ceux qui s'alarment », disait la *Gazette de Francfort* du 30 mars. La Pologne a confiance en son armée pour faire respecter ses droits, et sa confiance est justifiée ; pourquoi donc son attitude actuelle nous fait-elle penser à la promenade du Petit Chaperon rouge ? M. Eden a pu se convaincre que la résistance au pacte oriental vient surtout de Varsovie qui, pourtant, a depuis longtemps donné l'exemple de conclure avec la Russie soviétique un traité de non-agression. M. Beck craint que son pays, s'il se lie par des pactes comportant des sanctions, ne soit

foulé ou au moins survolé par les armées adverses ; croit-il qu'en cas de conflit général il pourrait éviter d'y prendre part ?

M. Eden, en terminant la série de ses sondages, n'a pas été étonné de trouver à Prague, chez l'éminent ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, les dispositions les plus favorables à la réalisation complète du programme du 3 février pour la paix générale dans le cadre de la Société des nations. M. Benès n'a sans doute pas manqué d'attirer l'attention de M. Eden sur les responsabilités de l'Angleterre et sur la bonne volonté qu'elle trouvera dans la Petite Entente, si elle prend énergiquement l'initiative d'une organisation de la paix et de la sécurité qui ne soit pas un trompe-l'œil. On voudrait espérer que c'est dans cet esprit que le lord du Sceau privé a présenté aux ministres de Sa Majesté britannique les résultats de son enquête ; mais, s'il en faut croire certains bruits, ses conclusions ne se seraient pas trouvées d'accord avec celles de sir John Simon.

LA CONFÉRENCE DE STRESA

De ce que le chef du Foreign Office proposera à ses deux partenaires, M. Mussolini et M. Laval, à la conférence de Stresa, de ce qu'il acceptera, dépendra pour l'Europe la paix ou la guerre. Et nous ne voulons pas dire par là que la paix ou la guerre dépendent de telle ou telle formule plus ou moins ingénieusement balancée pour n'engager personne et n'exclure personne ; nous voulons dire que les destins des peuples dépendent d'un rapport de forces nettement établi et proclamé. Les formules peuvent avoir leur intérêt, mais dans la mesure seulement où elles expriment des réalités et où elles sont vivifiées par des virtualités certaines d'action. En présence de la réalité formidable d'une Allemagne réarmée qui, entraînée par le puissant dynamisme dont Hitler règle l'allure selon les décisions de l'État-major, est résolue à reprendre la lutte pour l'hégémonie au point même où elle a été interrompue le 11 novembre 1918, les formules juridiques sont sans pouvoir et le verbalisme sans effet.

L'intention de l'Angleterre est toujours d'exercer sa médiation entre le Reich allemand et les autres Puissances du continent ; elle entend le faire entrer dans un cadre de sécurité générale plus large même, semble-t-il, que celui du 3 février ; elle ne veut en aucun cas lui donner le sentiment qu'il est tenu à l'écart et

qu'on cherche à l'encercler. C'est fort bien, pourvu que, si le Reich se dérobe ou pose des conditions inacceptables, elle s'engage à participer aux garanties effectives de sécurité. On est malheureusement fondé à craindre que, sur la pente où il est engagé, le gouvernement de M. Hitler ne puisse plus s'arrêter. Le seul moyen de l'obliger encore à réfléchir serait que chacune des nations attachées à la paix et à la stabilité des frontières accepte ses responsabilités en pleine et complète solidarité avec toutes les autres.

M. Mussolini n'attend pas de si heureux résultats des entretiens de Stresa. Dans un court article du *Popolo d'Italia* du 2 avril, écrit ou inspiré par lui, il met en garde contre les illusions d'un optimisme exagéré. Il constate que, devant la déclaration du 16 mars, les réactions n'ont pas été les mêmes dans les trois pays : « Stresa, maintenant, devrait consacrer une identité de vues des trois Puissances ; elles devraient établir une ligne d'action commune en face d'un nombre déterminé d'éventualités qui peuvent être prévues. A Stresa, on devrait assumer les responsabilités nécessaires sans se préoccuper outre mesure de ce que pourront être les résultats des élections municipales en France ou les fluctuations des élections partielles anglaises, plutôt favorables aux travaillistes, d'où la course « au plus pacifique » pour des raisons de pure politique intérieure. Stresa, en somme, devrait signifier un point ferme dans la mer agitée de la politique européenne, point ferme qui doit signifier avant tout la renonciation aux périlleuses utopies du désarmement. »

Les directives indiquées ici fort opportunément par le Duce ne sont pas en contradiction avec les architectures savantes par lesquelles l'Angleterre se flatte encore d'articuler l'Allemagne à l'Europe ; elles constituent en quelque sorte la ligne de repli en cas d'échec et l'ultime avertissement aux fauteurs de guerre ou, ce qui revient au même, à ceux qui prétendent réaliser en Europe des modifications de frontières qui en détruiraient l'équilibre. Il faut que l'on sache que, derrière les formules, il y a des forces prêtes à entrer en action dans certains cas prévus et précis. Tel est le cas de l'Autriche : la sécurité et l'équilibre de l'Europe postulent l'existence de l'Autriche et son indépendance complète. Il faut le proclamer clairement.

L'Angleterre, dit-on, apporte à Stresa un plan pour un règlement général de la paix. Quand on voit des journaux comme le *Times* s'acharner à trouver dans les entretiens de sir John

Simon avec le chancelier Hitler des motifs d'espérer que l'Allemagne se rangera docilement dans le bercail préparé par l'idéologie britannique, on se demande si ce programme ne comporte pas de telles concessions aux appétits du peuple allemand qu'il constituerait pour lui une nouvelle victoire que d'autres suivraient. S'il s'agit d'un plan général, il y a déjà le pacte de la Société des nations ; on le rendrait plus efficace si on le pratiquait à la lettre et si, surtout, on le renforçait par une complète définition de l'agresseur et par des sanctions.

Il semble que les Anglais et M. Mussolini s'orientent vers l'abandon du système du 3 février et des pactes régionaux ; ils proposeraient « une politique entièrement nouvelle ». Laquelle n'a-t-on pas encore essayée ? M. Mussolini proposerait de reprendre des négociations économiques, afin d'améliorer les relations entre les États. La tentative a déjà échoué maintes fois. Quand on compare la détresse financière presque désespérée du Reich, son économie que seule soutient la préparation intense de tout ce qui est nécessaire à la guerre, on est amené à se demander si la guerre ne serait pas la seule issue qui lui reste. N'attendons pas, d'ailleurs, une agression directe, mais, comme avant 1914, une série d'épreuves de force tendant à modifier l'équilibre et les frontières ; si l'on cède à la première, une autre viendra bientôt d'où la guerre sortira inévitablement, à moins que l'Europe ne consente à passer sous le joug. Ce sera la paix si de Stresa jaillissent la parole et l'acte qui feront sentir à l'Allemagne frénétique que toute aventure pourrait finir pour elle par une catastrophe. Ce sera la paix si l'Europe se montre aussi énergique que la Suisse désarmée l'est dans l'affaire du journaliste Berthold Jakob enlevé à Bâle par des nazis. Ce sera la paix si la malédiction de Pie XI est entendue. Mais si, après Stresa, l'Allemagne prussianisée peut se croire le champ libre, alors, *ce sera la guerre.*

LE CABINET VAN ZEELAND ET LA DÉVALUATION DU FRANC BELGE

Dans les moments dramatiques que traversent les peuples, la stabilité monétaire est, elle aussi, un élément de paix. Aussi l'expérience dans laquelle s'engagent nos amis belges est-elle particulièrement inquiétante. Le cabinet Theunis s'était donné pour mission de défendre le franc belge et de garder au belga sa place parmi les monnaies du bloc-or ; fort des 12 milliards d'or de la

Banque nationale, assuré du concours de la Banque de France, il aurait pu y réussir si les banques, par suite de placements spéculatifs et d'investissements industriels hasardeux, ne s'étaient trouvées dans la nécessité de demander un moratoire. Nombre d'industriels et de commerçants, dans l'espoir d'écouler leurs stocks et de stimuler l'exportation, poussaient aussi à la dévaluation de la monnaie. M. Theunis donna sa démission et le roi Léopold III confia le pouvoir à M. van Zeeland, vice-gouverneur de la Banque nationale, technicien jeune et hardi qu'enthousiasme l'exemple du président Roosevelt. Catholique, il constitua un cabinet d'union nationale, appelant les chefs des trois groupes, MM. Vandervelde, Poullet et Hymans, comme ministres d'État. Deux socialistes très avancés, M. de Man, auteur d'un livre célèbre, et M. Spaak, reçurent l'un le ministère des Travaux publics et du Chômage, l'autre celui des Transports et des P. T. T.

Le premier acte de M. van Zeeland fut, par un décret du 31 mars, de réduire de 28 pour 100 la valeur or du belga. Les conséquences économiques et sociales d'une telle décision sont particulièrement graves ; il n'est pas certain qu'elle suffise à galvaniser l'exportation sur laquelle la Belgique avait fondé sa vie économique, mais il est assuré qu'en portant un nouveau coup à l'épargne et au crédit public, elle précipite la ruine de la classe moyenne. De pareilles expériences, ce sont toujours les petites gens, ceux qui ont eu confiance dans le crédit de l'État, ceux dont les lois ont voulu protéger les intérêts, orphelins, mineurs, veuves, vieillards, qui pâtissent davantage. Les résultats de l'expérience Roosevelt ne sont pas probants. La Belgique, en tout cas, n'a ni la même capacité de résistance, ni le même marché intérieur : il est permis de craindre que l'expérience d'économie dirigée par van Zeeland-de Man ne lui devienne rapidement pernicieuse. Les monnaies fidèles au bloc-or ne vont-elles pas s'en trouver ébranlées ? Le gouvernement français a déjà pris des mesures pour que notre franc reste à l'abri des fluctuations et que notre commerce n'ait pas à en souffrir. M. Marchandeau s'est rendu, à cet effet, le 5 avril à Bruxelles et s'est mis d'accord avec M. van Zeeland. Il convient d'en féliciter les deux gouvernements.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

HUITIÈME PÉRIODE. — CVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-SIXIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

Livraison du 1er mars

Pages.

La sécurité de la France au cours des années creuses, par M. le maréchal PETAIN, de l'Académie française . . . . I-XX

Saint-Jean d'Acre, deuxième partie, par M. Pierre BENOIT, de l'Académie française 5

Deux ans d'expérience Roosevelt, par M. Bernard FAY 35

Richelieu et l'armée. — I, par M. Gabriel HANOTAUX et M. le duc de LA FORCE, de l'Académie française 57

La reine de Roumanie intime, par Mme Berthe VULLIEMIN. 93

Trente ans de Versailles. — II. *Le nouveau musée*, par M. Pierre de NOLHAC, de l'Académie française. 111

Vienne, point névralgique d'Europe, par M. Robert d'HARCOURT 131

Le Prince impérial. — III. *Le prétendant*, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY. 151

La mère, dernière partie, par Mme Pearl BUCK 173

Métropole et empire colonial, par M. André BUFFET 193

G. Lenotre, par Mme Marie-Louise PAILLERON 209

Le jubilé du Père Lagrange, par M. Albert DUFOURCQ. 212

Revue musicale. — *Gargantua*, par M. Louis LALOY 220

Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . 230

Livraison du 15 mars

Saint-Jean d'Acre, dernière partie, par M. Pierre BENOIT, de l'Académie française 241

La réforme de l'État, par M. Jacques BARDOUX, de l'Institut. 268

Éloge de René Bazin, par G. LENOTRE 287

Le Prince impérial. — IV. *Le drame*, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY . . . 304

Le déclin du puritanisme en Grande-Bretagne, par M. Frederick C. ROE . . 337

Richelieu et l'armée. — II. *Comment il choisissait ses généraux*, par M. Gabriel HANOTAUX et M. le duc de LA FORCE, de l'Académie française. 350

Pages.
Tête baissée, première partie, par M. Maurice GENEVOIX 385
Poésies, par M. Alfred DROIN 429
Spectacles, par Gérard d'HOUVILLE. 439
Réflexions sur le Canada, par M. le professeur Émile SERGENT 451
Revue littéraire. — *Trois aspects du roman*, par M. André CHAUMEIX, de l'Académie française 457
Revue dramatique. — *Madame Quinze*, par M. René DOUMIC, de l'Académie française 467
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 471

Livraison du 1er avril

Tête baissée, deuxième partie, par M. Maurice GENEVOIX 481
La politique extérieure, par M. Alexandre MILLERAND, de l'Institut . . . 526
Trente ans de Versailles. — III. *Quand Versailles renaissait*, par M. Pierre de NOLHAC, de l'Académie française 535
Promenade au Mandchoukouo, par M. Francis de CROISSET 558
Richelieu et l'armée. — III. *La nouvelle équipe*, par M. Gabriel HANOTAUX et M. le duc de LA FORCE, de l'Académie française 591
Jour d'été, par Mme Irène NEMIROVSKY 618
La Sarre allemande et l'économie française, par M. Albert BUISSON . . . 635
Tempêtes de suroît, par Mme Yvonne PAGNIEZ. 651
Questions scientifiques. — *Nouveaux corps radioactifs*, par M. François CANAC 667
Le musée de Grenoble au Petit Palais, par M. Louis GILLET 676
Mgr de Guébriant, par M. Paul LESOURD 688
Le mouvement poétique, par M. Y.-G. LE DANTEC. 693
Revue musicale. — *Les linottes*, par M. Louis LALOY 705
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 713

Livraison du 15 avril

Tête baissée, dernière partie, par M. Maurice GENEVOIX 721
Le rail, la route, l'eau. — I, par M. Raoul DAUTRY 766
Une Américaine a la cour de Napoléon III, par Mme Y. de LAURIÈRE . . . 782
Étudiants et médecins étrangers en France, par M. le professeur Émile SERGENT 814
Trente ans de Versailles. — IV. *Grandes et petites visites*, par M. Pierre de NOLHAC, de l'Académie française. 829
Les célébrités aux eaux. — I. *Vichy*, par Mme Marie-Louise PAILLERON . 849
Les visées allemandes sur Memel, par *** 874
Les origines du XVIIIe siècle, par M. Victor GIRAUD 890
Spectacles, par Gérard d'HOUVILLE 913
Le mari de Mlle Aubintine, par M. Raymond ESCHOLIER 925
Questions scientifiques. — *L'état solide*, par M. Charles FABRY, de l'Académie des Sciences 935
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . . 947

Paris, 1935. — Imprimeries Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 60972.